TUFTS COLLEGE LIBRARY.

Purchased.

Bound, March 1891.

26938.

2803

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXe ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

TOME CI. — 1er SEPTEMBRE 1890.

26938.

BLAISE PASCAL

LES PROVINCIALES.

Les lecteurs du XVIIe siècle étaient familiers de longue date avec le problème de la grâce. Il faut en instruire ceux d'aujourd'hui. La destinée humaine et les conséquences du péché originel sont le terrain, sinon le sujet, de la lutte racontée au début des *Lettres provinciales* dans un style qu'Aristote approuve sous le nom d'*eutrapélie* et que condamne saint Paul.

Le mot Eutrapélie a disparu de nos dictionnaires ; celui de Trévoux le définit ainsi :

EUTRAPÉLIE. — Manières gaies, agréables, ingénieuses, affables ; façon d'agir plaisante, facétieuse, qui plaît. Le mot ne se dit guère qu'entre savans. Il est grec.

Ce mot grec, qui reste français, définit mieux qu'aucun autre le style des *Lettres provinciales*. Pascal use du droit de faire rire en traitant des sujets sérieux. A ceux qui trouvent en telle matière la plaisanterie hors de sa place, il répond :

« En vérité, mes pères, il y a bien de la différence entre rire de la religion et rire de ceux qui la profanent par leurs opinions extravagantes. Ce serait une impiété de manquer de respect pour les vérités que l'esprit de Dieu a révélées, mais ce serait une autre impiété de manquer de mépris pour les faussetés que l'esprit de l'homme leur oppose. Car, mes pères, puisque vous m'obligez

d'entrer en ce discours, je vous prie de considérer que, comme les vérités chrétiennes sont dignes d'amour et de respect, les crimes qui leur sont contraires sont dignes de mépris et de haine, parce qu'il y a deux choses dans les vérités de notre religion : une beauté divine, qui les rend aimables, et une sainte majesté, qui les rend vénérables ; et qu'il y a aussi deux choses dans les erreurs : l'impiété, qui les rend horribles, et l'impertinence, qui les rend ridicules ; c'est pourquoi, comme les saints ont toujours eu pour la vérité ces deux sentimens d'amour et de crainte, et que leur sagesse est toute comprise entre la crainte, qui en est le principe, et l'amour, qui en est la fin, les saints ont aussi pour l'erreur deux sentimens de haine et de mépris, et leur zèle s'emploie également à repousser avec force la malice des impies et à confondre avec risée leur égarement et leur folie. »

L'ironie, chez Pascal, est une arme terrible qu'il manie en grand maître.

« Ne prétendez donc pas, mes pères, ajoute-t-il, de faire croire au monde que ce soit une chose indigne d'un chrétien de traiter les erreurs avec moquerie, puisqu'il est aisé de faire connaître à ceux qui ne le sauraient pas que cette pratique est juste, qu'elle est commune aux pères de l'Église, et qu'elle est autorisée par l'Écriture, par l'exemple des plus grands saints et de Dieu même, car ne voyons-nous pas que Dieu hait et méprise les pécheurs tout ensemble, jusque-là même qu'à l'heure de la mort, qui est le temps où leur état est le plus déplorable et le plus triste, la sagesse divine joindra la moquerie et la risée à la vengeance et à la fureur qui les condamnera à des supplices éternels. *In interitu vestro ridebo et subsannabo.* Et les saints, agissant dans le même esprit, en useront de même, puisque, selon David, quand ils verront la punition des méchans, ils en trembleront et en riront en même temps. *Videbunt justi et timebunt et super eum ridebunt ;* et Job en parle de même : *Innocens subsannabit eos.* Vous voyez, mes pères, dit-il pour conclure, que la moquerie est quelquefois plus propre à faire revenir les hommes de leurs égaremens et qu'elle est alors une action de justice. »

Pascal, on le comprend, n'a commis, au début de la polémique, ni la maladresse de se défendre ni celle de montrer ses armes avant le combat. Le vrai comique est sérieux ou feint de l'être. Voltaire a pu dire :

> ... Vous avez bien la mine
> D'aller un jour échauffer la cuisine
> De Lucifer, et moi prédestiné
> Je rirai bien quand vous serez damné.

Pascal doit à ses adversaires plus de charité ; mais, puisque Dieu lui-même a dit :

In interitu vestro ridebo et subsannabo,

l'ironie lui paraît permise.

Un homme du monde, dans les quatre premières lettres, s'informe avec curiosité de ces questions que tout le monde avait alors désir et croyait avoir, pour son salut, intérêt à comprendre. Il consulte des docteurs d'opinions diverses et rapporte leurs réponses avec tant de naïveté et de clarté que, sans être grand clerc, on prend plaisir à ces matières graves et profondes.

En le lisant, on croit tout facile ; car, si Pascal excelle à mettre les nuances en lumière, il n'est pas moins habile à cacher les ombres. Pour les théologiens, l'argumentation est facile ; les textes font preuve : un mot d'Ézéchiel, un verset de saint Paul, une maxime de saint Augustin, un syllogisme de saint Thomas, une décision du concile de Trente, sont proposés comme des vérités, interprétés quelquefois avec hardiesse, toujours acceptés avec respect. Pour imposer la certitude entière des propositions les plus incompréhensibles à la raison, il suffit de les montrer dans les livres sacrés. Il est bien rare qu'une opinion ne puisse s'appuyer sur une ligne de l'Écriture, — sur deux ou trois mots, quelquefois, détachés de la phrase qui les contient.

Un pamphlétaire a emprunté à saint Paul cette épigraphe, très bien choisie, mais peu charitable : *Increpa illos durè.* Pascal y ajoute : *Jocosè.*

Le rôle de la grâce, intelligible dans Pélage, qui le réduit à rien, obscur dans saint Augustin, le plus grand des pères, qui prétend en marquer les limites, embrouillé de siècle en siècle par les commentateurs, outré enfin par la réforme, tourmenta pendant vingt ans la pensée de Jansénius. Sans mêler, volontairement au moins, à l'humilité d'un disciple la superbe périlleuse d'un censeur, le docteur de Louvain, persuadé que, faute d'entendre saint Augustin, tous les scolastiques avaient erré sur la grâce, donna pieusement à son livre, en l'honneur du plus savant des saints, le titre d'*Augustinus,* devenu célèbre.

L'*Augustinus,* publié en 1640, deux ans après la mort de l'auteur, devait être dédié au pape Urbain VIII. Jansénius avait dit sur son lit de mort : « Je crois qu'on pourrait difficilement changer quelque chose à mon ouvrage. Que si, pourtant, le saint-siège y voulait quelque changement, je suis un fils obéissant et soumis. »

Le livre, malgré cette déclaration, fut imprimé en secret et à la hâte. Une seconde édition parut en 1641, et une troisième à Rouen

en 1643. Le succès fut très grand; mais aussi la résistance. On discutait en chaire les principes, voisins, suivant plus d'un docteur, de ceux de Calvin, et par conséquent dignes du bûcher. L'*Augustinus* fut d'abord condamné par une bulle d'Urbain VIII, le 6 mars 1641, comme renouvelant plusieurs propositions de Baius condamnées par Pie V en 1567.

L'*Augustinus* fut dénoncé en 1644, par l'Université de Paris, comme suspect d'hérésie, et, après un long et minutieux examen, la cour de Rome en interdit la lecture en y condamnant cinq propositions, dès lors mémorables, plus connues cependant par leur nombre que par leur sens véritable, sur lequel on n'est pas d'accord.

Les disciples de Jansénius, zélés pour sa mémoire, soulevèrent plusieurs questions. Les cinq propositions sont-elles dans Jansénius? Quand Jansénius annonce simplement l'analyse et le développement des doctrines de saint Augustin, en use-t-il de bonne foi et sans se méprendre lui-même? Quelle que soit enfin leur origine, les propositions sont-elles hérétiques et condamnables? Telles sont les questions, de fait et de droit, devenues si célèbres.

La sentence régulière de l'Église tranche la question de droit. Les propositions sont fausses, téméraires, scandaleuses, impies, blasphématoires, injurieuses à Dieu et dérogeant à sa bonté.

Sur la question de fait, sans vouloir contester contre les saints ni se commettre avec les conciles, Arnauld déclarait avoir lu exactement le livre de Jansénius sans y avoir trouvé les propositions condamnées. Il ajoutait, non sans déguiser un peu ses véritables sentimens, qu'il les condamnait en quelque lieu qu'elles se rencontrassent, et dans le livre de Jansénius, si elles y sont. Si elles y sont! le doute est injurieux pour le saint-siège, qui les y a vues. On invitait la Sorbonne à condamner cette témérité. Le projet, quoi qu'en dise Pascal, n'était ni extraordinaire ni hors d'exemple. Il nous suffira, pour définir le terrain, de donner ici la première des propositions si bien cachées. C'est la seule dont Pascal ait parlé.

Quelques commandemens sont impossibles aux justes malgré les efforts de leur volonté, avec les forces dont ils disposent présentement, s'ils n'ont pas la grâce qui les leur rend possibles.

Cette première proposition se lit, *in terminis*, dans le livre de Jansénius. La question de fait, pour elle, ne devrait pas exister. Elle existe pourtant. Je lis dans un pamphlet publié en 1644 : « De toutes les cinq propositions, il n'y a que la première seule dont les termes soient de M. d'Ypre, et néanmoins il n'est pas moins vray d'elle que de toutes les autres, qu'elle n'est point de M. d'Ypre; parce que ces termes, séparés et détachés de tout ce qui les précède et les suit dans le livre de ce prélat, font une proposition

toute différente de celle que ces mêmes termes font dans son livre.» Sur celle-là même, par conséquent, on ne réussissait pas à s'entendre.

« Si la curiosité me prenait, dit Pascal, de savoir si les propositions sont dans Jansénius, son livre n'est ni si gros ni si rare que je ne puisse le lire en entier pour m'en éclaircir sans en consulter la Sorbonne. »

Ni si rare, ni si gros! Pascal ne l'a pas lu. Mille pages à deux colonnes, de soixante-quinze lignes chacune, formeraient vingt volumes aujourd'hui. Pascal aurait pu lire le livre de Jansénius, personne n'en saurait douter, mais il est certain qu'il ne l'a pas fait. « Si je ne craignais, dit-il, d'être téméraire, je crois que je suivrais l'avis de la plupart des gens que je vois qui, ayant jusqu'ici cru sur la foi publique que ces propositions sont dans Jansénius, commencent à se défier du contraire par le refus bizarre qu'on fait de les montrer, qui est tel que je n'ai encore vu personne qui m'ait dit les y avoir vues. »

Le refus de montrer dans l'*Augustinus* quatre des cinq propositions condamnées n'est bizarre qu'en apparence. Leur esprit imprègne tous les chapitres sans qu'on puisse les rencontrer dans aucune phrase.

Louis XIV, mécontent du trouble de l'Église, irrité par l'agitation des esprits, inquiété par des rumeurs de grande conséquence pour la religion, voulut, plusieurs années après, se renseigner sur la question de fait, toujours discutée. Croyant, lui aussi, la chose très facile, sans s'informer de la grosseur du livre de Jansénius, ni de la compétence du comte de Grammont, il lui ordonna de le lire. La faveur était grande. Le comte s'inclina, reconnaissant et joyeux; il feuilleta probablement l'*Augustinus* et déclara, quelques jours après, que si les propositions s'y trouvent, elles y sont *incognito*. Le mot fit fortune; mais son auteur, dès lors, avec raison sans doute, fut soupçonné de jansénisme.

Bossuet savait mieux lire et mieux chercher. « Je crois, dit-il, que les propositions sont dans Jansénius et qu'elles sont l'âme de son livre. Tout ce qu'on a dit de contraire me paraît une pure chicanerie. » Fénelon est plus affirmatif encore : « La prétendue question de fait est une illusion grossière et odieuse. Personne ne dispute réellement pour savoir quel est le vrai sens du texte de Jansénius. Jamais texte ne fut si clair, si développé, si incapable de souffrir aucune équivoque. Le même système saute aux yeux et se trouve inculqué presque à chaque page. Il ne s'agit que du point de droit; savoir si ce système, plus clair dans le livre *que les rayons du soleil en plein midi*, et que les deux côtés y reconnaissent également, est la céleste doctrine de saint Augustin, comme

vous le criez, ou une doctrine hérétique, comme les constitutions le déclarent. »

Les disputes, cependant, sur le fait aussi bien que sur le droit, se prolongèrent pendant plus d'un siècle. On ordonnait, au nom de l'obéissance, de croire à la présence des propositions dans Jansénius. C'était reculer la difficulté, car on disputait alors sur le degré de croyance exigé. L'archevêque de Paris déclarait, pour ôter tout scrupule, qu'il n'exigeait pas à cet égard une foi divine; il permettait de croire les faits affirmés par l'Église, quoiqu'ils soient publiés dans les mêmes chaires, avec moins de certitude que les vérités catholiques. L'intention était bonne, mais la concession était bien faite pour embrouiller la question et rendre les controverses plus subtiles.

Nous n'espérons pas résoudre la question de fait, essayons seulement, — la tâche est difficile, — de marquer le centre et le nœud du dissentiment sur le fond.

Pierre est croyant, il aspire au paradis; s'il en est autrement, il sera damné, nous n'avons pas à nous occuper de lui. Il traverse un jardin, il voudrait y cueillir les fleurs qu'il trouve si belles à la vue, goûter à ces fruits qu'il devine si doux au goût; il n'ignore pas que Dieu défend le vol. Deux influences se combattent dans son âme. Que faut-il penser de cette lutte? Le jardin, c'est le monde; les fleurs, tout ce qui nous plaît; le fruit défendu, tout ce que nous aimons.

La question est grave; elle porte sur la part qu'on doit faire à la liberté de l'homme et à la prescience de Dieu. Les théologiens les moins subtils et les moins profonds, les plus raisonnables peut-être, disent : Pierre, comme Hercule autrefois, peut prendre le bon ou le mauvais parti. Dieu le jugera d'après ses actes. Celui qui suit cette idée si simple est pélagien et hérétique. Il oublie qu'il a été dit : « J'ai aimé Jacob et j'ai haï Ésaü. » Il enlève, aux justes qui tombent, la grâce sans laquelle on ne peut rien, brave l'anathème de vingt conciles, anéantit la grâce de Jésus-Christ et détruit la morale de l'Évangile pour rétablir celle du paganisme. Les conséquences ne vont pas moins loin, selon Jansénius.

« On a remarqué, dit Jansénius dans sa brillante préface traduite par Sainte-Beuve, et c'est le caractère singulier et propre de cette hérésie, qu'il existe une telle connexion entre toutes les erreurs du pélagianisme, que, si on épargne une seule des plus minces fibres et des plus extrêmes, et perceptibles à peine aux yeux de lynx, une seule petite racine d'un seul dogme, bientôt toute la masse de cette erreur serpente, toute la souche, avec la forêt de rameaux empestés, reparaît et s'élance; de sorte que, si vous donnez un brin à Pélage, il faut tout donner; que si, trompé par le fard de

l'erreur, par le prestige des mots, vous réchauffez dans votre sein ce serpent mort et lui rendez une seule palpitation, à l'instant, bon gré mal gré, et enlacé que vous êtes, il faut venir à éteindre toute la vraie grâce, à tuer la vraie piété, à supprimer le péché originel, à évincer le scandale de la croix, à rejeter Christ lui-même, à dresser enfin, dans toute sa hauteur, le trône diabolique de la superbe humaine : bon gré, mal gré, il le faut. »

Quelques théologiens, pour fuir une doctrine si dangereuse, se sont jetés à l'extrémité opposée. La grâce, nécessaire au salut, n'est pas donnée suivant les mérites. Dieu, qui n'a choisi les Israélites ni pour leur nombre ni pour leurs mérites, ne choisit pas aujourd'hui ses élus parce qu'il les trouve innocens, il les fait innocens parce qu'il les a choisis, et sa justice ne trouve rien à récompenser que ce qu'a voulu sa miséricorde. Dieu est l'unique moteur. Nous avons perdu, comme Adam, tout empire sur nos appétits, et, dans l'état de nature déchue où nous sommes tous, la concupiscence, si Dieu ne nous donne une grâce spéciale, nous entraîne au mal comme par force.

Cette doctrine excessive, en faisant de Dieu l'auteur du péché, entraîne la négation de toute morale. Prétexte pour les uns d'une dangereuse confiance, elle ruine chez les autres l'espérance du salut. Les deux principes sont contradictoires ; Bossuet, qui cependant les tient tous deux pour vrais, renonce, dans un très beau langage, à l'espoir de les concilier. « Il ne faut jamais abandonner les vérités une fois connues, quelque difficulté qui survienne quand on veut les concilier; il faut au contraire, pour ainsi parler, tenir fortement les deux bouts de la chaîne quoiqu'on ne voie pas toujours le milieu par où l'enchaînement se continue. » Pascal a dit avant lui : « La grâce sera toujours dans le monde et aussi la nature; de sorte qu'elle est en quelque sorte naturelle, et ainsi toujours il y aura des pelagiens et toujours des catholiques, et toujours combat, parce que la première naissance fait les uns, et la grâce de la seconde naissance fait les autres. »

Deux forces sont en présence : la tentation du mal et le désir du bien. Jansénius les nomme deux *délectations*. Quelque nom qu'on leur donne, la plus forte l'emportera; tout le monde en tombera d'accord avec saint Augustin. Qui règlera les deux forces? Si Dieu se réserve la décision, s'il donne le vouloir et le faire, et que, de toute éternité, sa prescience lui fasse connaître l'issue de la lutte, aucune part n'est laissée au libre arbitre. La doctrine est celle de Luther outrée par Calvin; on a accusé les jansénistes, qui s'en défendent, d'en accepter le principe.

Si l'homme est libre, au contraire, si, maître de ses actions et de sa volonté, il dispose à sa guise de la résistance pour l'égaler à

la tentation, Dieu n'intervient que pour juger. La grâce n'existe pas. C'est la doctrine stoïcienne, c'est aussi celle de Pélage, qui n'en disconvient pas.

On peut, à ce système absolu, apporter des adoucissemens. La prière et les élans vers Dieu rendent la victoire indécise. Les uns demandent à être délivrés de la tentation, et elle est allégée pour eux. Ils se renouvellent dans l'amour de Dieu et implorent des forces, qui ne leur sont pas refusées. La lutte n'est pas évitée; le triomphe est toujours pour la plus forte des deux délectations, mais l'homme peut, à son gré, les diminuer ou les accroître.

La grâce intervient. Est-elle donnée à tous? est-elle suffisante? quelles sont les limites de son efficace? quelles occasions la font naître? quels mérites l'accroissent? quelles négligences la diminuent? Ces inépuisables sujets de dispute ont ému de grands personnages; Pascal en égaie le lecteur de ses premières *Lettres,* sans se donner la tâche périlleuse de l'instruire.

L'observation de l'âme humaine, j'oserai le dire au risque de proférer une hérésie, aurait pu rendre évidente la première des propositions de Jansénius : *Quelques commandemens sont impossibles aux justes.*

Il est à peine croyable qu'on l'ait si souvent discutée sans la préciser. La distinction entre les commandemens éclaircit tout. Le commandement : « Vous ne déroberez point! » n'est impossible à aucun juste. La raison en est simple : celui qui y manque n'est pas juste.

« Vous ne porterez pas de faux témoignage! » est un commandement de même sorte. Celui dont cette prescription surpasse les forces mérite le mépris. Lorsque le Décalogue dit, au contraire : « Vous ne *désirerez* point la maison de votre prochain, vous ne *désirerez* point sa femme, ni son bœuf, ni son âne, ni aucune de toutes les choses qui lui appartiennent, » il ne saurait suffire, pour obéir à la loi, de s'éloigner en détournant les yeux. Il est dit : « Vous ne *désirerez* pas! » Le précepte est difficile. La rébellion qu'Adam n'a pu réduire est héréditaire, punition, suivant Jansénius, et vice d'origine; vérité constatée, au moins, par l'expérience universelle.

Le stoïcien savait, quelle que fût la passion contraire, accomplir un acte prescrit, s'abstenir de celui que la vertu défend. Ces conditions, dans l'antiquité, étaient requises pour faire un sage. L'ostentation aidait à la vertu. Nous ne valons, aujourd'hui, ni beaucoup mieux ni beaucoup moins. Mais qui pourra, pour maîtriser ses désirs, imposer silence à ses pensées?

Blaise fait plus que son devoir, prend de l'argent au change pour secourir les pauvres, se ruine en aumônes, devient pauvre

lui-même... pauvre d'esprit non pas! Si la charité n'est pas dans son cœur; si, loin d'aimer cordialement son prochain, il le méprise comme lui-même; si, tenant la joie pour une erreur, il s'afflige et gémit sur ceux qui se réjouissent, il dépasse la lettre sans atteindre l'esprit. La perfection lui est impossible. On peut mériter l'enfer faute de charité aussi bien que faute de justice. La grâce accordée à tous ceux qui la demandent est celle de bien faire; celle de bien penser est surnaturelle.

Guillaume est gravement malade; on perd tout espoir. Son neveu Pierre est son héritier : il se réjouit, en a honte, mais n'y peut rien. Le médecin ordonne une potion, dernière chance de salut. Pierre fait seller son meilleur cheval, court à la ville voisine, rapporte la potion, sauve la vie de son oncle et ne réussit pas à s'en consoler. Il a pu, sans cesser d'être un juste, caresser, dans le secret de son âme, la pensée de la fortune attendue, sourire aux projets qui remplissaient son esprit; mais s'il hésite, s'il ralentit son allure, ce n'est pas la grâce qui lui manque, c'est la justice.

On entend le tocsin! Jacques se précipite, trouve une maison en flammes, prend le commandement; ingénieux et intrépide, héroïque même au moment critique, il prévient un désastre sans lui certain : on l'admire, on le vante, la reconnaissance est unanime.

Quelques accidens semblables accroîtraient sa popularité et serviraient ses ambitions; il n'ose les espérer, mais il les désire, naturellement, se dit-il; il aspire à risquer sa vie et voudrait bien, pour en avoir l'occasion, voir de nouveau celle des autres en danger. Jacques est, en outre, peintre, romancier et poète; il revient charmé du spectacle qu'il a vu : un homme, devant lui, s'est tordu dans les flammes. Belle source d'inspiration! La journée est bonne : il a déployé son énergie, fait preuve de courage, montré ses talens; il s'est amusé.

Jacques n'est pas même un juste auquel la grâce a manqué. Le commandement d'aimer son prochain comme lui-même lui est impossible, il n'aime que lui. Il est de ceux que saint Paul appelle airains sonnans et cymbales retentissantes, Jansénius ne croit pas à son salut.

La mère supérieure vient de mourir. La sœur Ursule, intelligente et instruite, en toute occasion citée comme un modèle, se croit capable de gouverner; elle brigue le premier rang. L'intrigue la fait échouer. Son heureuse rivale, Véronique, est incapable; elle commet faute sur faute, manque de douceur, de charité et de prudence. Le cœur d'Ursule est ulcéré jusqu'au fond; elle ne laisse paraître ni impatience ni tristesse. La joie de voir Véronique se damner la dédommage et la console. Fénelon est son directeur; Ursule lui ouvre son cœur. « Cela est bien laid, lui dit-il, et bien

honteux. Votre amour-propre est au désespoir quand, d'un côté, vous sentez au dedans de vous une jalousie si vive et si indigne, et quand, d'un autre côté, vous ne sentez que distraction, que sécheresse, qu'ennui, que dégoût pour Dieu. » Ursule fait effort pour vivre saintement; elle y réussit. Mais la grâce lui manque; le cygne de Cambrai aura peine à sauver son âme. On peut être vertueux et haïssable. Les hommes ne s'y trompent pas toujours. Dieu ne s'y trompe jamais.

L'écrit d'Arnauld fut déclaré téméraire, impie, blasphématoire, foudroyé d'anathème et hérétique; l'auteur fut lui-même chassé de la Sorbonne et son nom effacé de la liste des docteurs. Arnauld avait des consolations. On l'a accusé d'une trop grande tendresse pour ses pénitentes; elles le lui rendaient. Quand, après sa condamnation, on le cherchait, sans doute pour l'enfermer à la Bastille, comme y fut enfermé Lemaistre de Sacy : « Voulez-vous, dit une dame de qualité aux satellites qui le cherchaient, que je vous dise où est caché M. Arnauld? Il est bien caché. » Et, se touchant le cœur de la main : « Tenez, c'est là qu'il est caché, dit-elle; prenez-le, si vous pouvez! »

Après avoir écrit sa première *Lettre* dans la retraite de Port-Royal, Pascal, pour composer les suivantes, se cacha, sous le nom supposé de M. de Mons, dans une auberge de la rue des Poiriers, à l'enseigne du *Roi David*, vis-à-vis le collège des jésuites. C'est aujourd'hui la rue des Poirées, dont il reste plusieurs maisons réunissant la rue des Grès à la rue Soufflot.

M. Perier, son beau-frère, arrivant à Paris dans le même temps, alla se loger dans la même auberge, comme un homme de province, sans faire connaître qu'il était beau-frère du prétendu M. de Mons. Pendant que M. Perier demeurait en cet endroit, le Père de Frétat, jésuite, l'un de ses parens, vint lui rendre visite et lui dit qu'ayant l'honneur de lui appartenir, il était bien aise de l'avertir qu'on était persuadé dans la société que c'était M. Pascal, son beau-frère, lequel vivait dans la retraite, qui était l'auteur des *petites lettres* qui couraient dans Paris contre les jésuites, et qu'il devait le lui dire et lui conseiller de ne pas continuer, parce qu'il pourrait lui en arriver du chagrin. M. Perier le remercia et lui dit que cela était inutile et que M. Pascal lui répondrait qu'il ne pouvait pas les empêcher de l'en soupçonner, parce que, quand il leur dirait que ce n'était pas lui, ils ne le croiraient pas; et qu'ainsi, s'ils s'imaginaient que cela était, il n'y avait point de remède. Le Père de Frétat se retira là-dessus, disant toujours qu'il était bon de l'avertir, et qu'il prît garde à lui. M. Perier fut fort soulagé quand il s'en alla, car il avait sur son lit une vingtaine d'exemplaires de la septième et huitième lettre qu'il y avait mis pour sécher. Il est vrai que

les rideaux étaient un peu tirés, et heureusement un frère, que le Père de Frétat avait amené avec lui, et qui était assis auprès du lit, ne s'était aperçu de rien. M. Perier alla aussitôt en divertir M. Pascal, qui était dans la chambre au-dessous de lui, et que les jésuites ne croyaient pas si proche d'eux. Mazarin goûta fort les premières lettres et ne faisait qu'en rire; il aurait dit volontiers, comme le proconsul d'Achaïe aux accusateurs de saint Paul : « Je ne veux pas être juge de ces choses. » Les *petites lettres,* cependant, faisaient aux *mazarinades* une utile diversion; le gouvernement ne voulait ni les permettre, ni les tolérer, ni les empêcher. Chacun joua son rôle. La Sorbonne obtenait des décisions sévères, les imprimeurs se cachaient, la police les cherchait mollement, et la poste, respectant le secret des correspondances, semait des exemplaires par milliers dans toutes les villes de la France.

On en imprima quelques-unes dans les caves du collège d'Harcourt, d'autres dans les moulins que la Seine faisait tourner entre le Pont-Neuf et le pont au Change. On travailla aussi dans des bateaux. La police ne découvrit rien.

Jamais on n'avait vu, jamais on n'a vu depuis polémique plus mordante, ironie plus fine, narration plus rapide et plus nette. Les amis de Port-Royal s'écriaient : C'est un chef-d'œuvre. Les adversaires, en tombant d'accord, disaient, comme Montaigne : Un chef-d'œuvre ne perd pas ses grâces en plaidant contre nous. Pascal lui-même écoutait volontiers et redisait les louanges.

« Vos deux lettres, se fait-il écrire par son prétendu correspondant, n'ont pas été pour moi seul. Tout le monde les voit, tout le monde les entend, tout le monde les croit. Elles ne sont pas seulement estimées par les théologiens, elles sont encore agréables aux gens du monde et intelligibles aux femmes mêmes. »

Le provincial joint à cette déclaration générale la copie d'une lettre écrite par un des messieurs de l'Académie, des plus illustres entre ces hommes tous illustres (on a cru que c'était Chapelain). Il y joint la lettre qu'une personne, qu'il ne marquera en aucune sorte, a écrite à une dame qui lui a fait tenir la première lettre. (Mme de Sablé, dit-on, à Gilberte Perier.)

« Je vous suis plus obligée que vous ne pouvez vous l'imaginer de la lettre que vous m'avez envoyée; elle est tout à fait bien écrite. Elle narre sans narrer : elle éclaircit les affaires du monde les plus embrouillées, elle raille finement; elle instruit même ceux qui ne savent pas bien les choses; elle redouble le plaisir de ceux qui les entendent. Elle est encore une excellente apologie, et, si l'on veut, une délicate et innocente censure. Et il y a tant d'art, tant d'esprit et tant de jugement en cette lettre, que je voudrais bien savoir qui l'a faite. »

C'est en ces termes que Pascal, dans l'intérêt de la bonne cause et de la vérité, prenait acte, au commencement de la *troisième lettre*, de l'éclatant succès des deux premières; chaque *lettre* se vendait deux sols.

Les amis de Pascal lui firent lire Escobar; l'étonnement fut sincère. « Il n'est rien de tel que les jésuites, dit-il au début de la *quatrième lettre*. J'ai bien vu des jacobins, des docteurs et de toute sorte de gens; mais une pareille visite manquait à mon instruction. Les autres ne font que les copier. Les choses valent toujours mieux dans leur source. »

La guerre aux jésuites est déclarée; tous les coups, désormais, seront pour eux.

Le talent ne pouvait grandir; mais le succès redoubla. Le sujet nouveau touchait au scandale. Pascal n'avait plus à se faire comprendre, mais seulement à se faire admirer. Dans le parallèle des anciens et des modernes, Perrault nous fait connaître l'opinion des juges impartiaux.

« — Voilà donc Lucien et Cicéron, que vous reconnaissez pour d'habiles gens en fait de dialogues; quels hommes de ce siècle leur opposez-vous?

« — Je pourrais leur opposer bien des auteurs qui excellent aujourd'hui dans ce genre d'écrire, mais je me contenterai d'en faire paraître un seul sur les rangs, c'est l'illustre M. Pascal, avec les dix-huit *Lettres provinciales*. D'un million d'hommes qui les ont lues, on peut assurer qu'il n'en est pas un qu'elles aient ennuyé un seul moment.

« — Je les ai lues plus de dix fois, et, malgré mon impatience naturelle, les plus longues ont toujours été celles qui m'ont plu davantage.

« — Tout y est pureté de langage, noblesse dans les pensées, solidité dans les raisonnemens, finesse dans les railleries, et partout un agrément que l'on ne trouve guère ailleurs. »

Les jésuites avaient excité bien des haines, pour les autres ordres religieux, pour le clergé régulier et pour les laïques; quand ils ne les gouvernaient pas, ils étaient l'ennemi commun. Nouveaux-venus au XVIe siècle, ils avaient disputé des positions prises. Les évêques, les curés, les religieux des autres ordres trouvaient en eux de dangereux rivaux. Leurs institutions recommandaient aux supérieurs de ne pas blesser les membres du clergé ordinaire par l'usage de leurs privilèges. *Caveant ne in usu hujus facultatis ordinarios offendant*. Pour tourner en argument contre eux cette invitation sage et prudente, un de leurs plus ardens adversaires a ajouté, en la traduisant, le mot *trop*, qui n'est pas dans le texte. Ils doivent se garder de *trop* offenser le clergé régulier. Qu'ils

l'offensent peu, beaucoup ou trop, on ne s'en soucie guère aujourd'hui.

Les jésuites avaient inquiété, ruiné quelquefois par leur concurrence les universités en France, en Espagne, en Portugal, en Bohême, à Louvain, à Avignon, à Cracovie et dans beaucoup d'autres lieux sans doute; ils voulaient faire la besogne d'autrui; qu'ils la fissent bien ou mal, ils n'en venaient pas moins, concurrens indiscrets, empiéter sur des droits acquis et sur des privilèges solennellement octroyés. La lutte dura longtemps. Bossuet écrivait, en l'année 1700 :

« L'Évangile nous apprend que les trésors célestes, tels que sont la prédication de la parole de Dieu et l'administration du sacrement de pénitence, doivent être mis entre des mains sûres et distribués à chacun selon sa propre vertu, *secundum propriam virtutem;* de peur que, si la dispensation de ces grâces, qui font toute la richesse de l'Église, était commise indifféremment et sans connaissances à toutes sortes de sujets, elle n'échût, trop facilement et contre notre intention, au serviteur inutile qui ne saurait pas les faire valoir.

« C'est pour éviter cet inconvénient que plusieurs prélats avaient réglé, depuis quelques années, que les religieux qu'on enverrait travailler dans leurs diocèses n'y paraîtraient pas sans le témoignage non-seulement de leurs supérieurs, mais encore, et à plus forte raison, sans celui des évêques du lieu où ils auraient servi par rapport aux fonctions ecclésiastiques. Quoique le règlement soit très sage, quelques ordres religieux ne s'y sont pas soumis, pour des raisons que nous n'avons pas approuvées. Ces religieux rebelles, ce sont les jésuites. Dès l'année 1554, l'évêque de Paris, Eustache Dechamp, parlant des mêmes bulles sur lesquelles s'appuyaient les jésuites, les déclarait aliénées de raison; elles ne devaient être ni tolérées ni reçues.

« Ils entreprennent, disait l'évêque, sur les curés à prêcher, dire confession et administrer les saints sacremens même pendant un interdit; et la messe entendue chez eux dispense d'assister à celle de la paroisse. Il leur est donné licence, ajoute l'évêque, qui s'en indigne, de commettre, partout où leur général le voudra, lectures de haute théologie sans en avoir permission, chose très dangereuse en cette saison, et qui est contre les privilèges des universités, pour distraire les étudians des autres facultés.

« On voit, ajoutait-il, s'adressant à ces intrus, vos collèges remplis d'un nombre prodigieux d'étudians, une multitude de pénitens à vos pieds, la plupart des chaires occupées par vos orateurs, la presse même gémir sous la diversité de vos ouvrages. »

Chacun, en défendant ses droits, jalousait ceux des autres. Les jésuites avaient été comblés. Le saint pape Pie V leur avait accordé tous les privilèges passés, présens et futurs qu'ont obtenus et qu'obtiendront jamais les mendians de toutes les couleurs, de tous les degrés et de tous les sexes, tout ce qu'on avait donné de prérogatives, d'immunités, d'exemptions, de facultés, de concessions, d'indultes, d'indulgences, de grâces spirituelles et temporelles, de bulles apostoliques, sans en rien oublier, ou qu'on pourrait donner à l'avenir à leurs congrégations, couvens et chapitres, à leurs personnes, hommes ou filles, à leurs monastères ou maisons hospitalières et autres lieux, la société devait les avoir *ipso facto,* sans autres concessions particulières. Grégoire XIII est allé plus loin encore et a accumulé dans une bulle tous les privilèges qu'il soit possible d'imaginer pour en *inonder* les jésuites.

Les jésuites causaient d'autres alarmes. Ils prétendaient vivre d'aumônes. « Considéré la malice des temps auxquels la charité est bien fort refroidie, d'autant qu'il y a beaucoup de monastères et maisons, déjà reçues et approuvées, qui vivent et s'entretiennent des dites aumônes, auxquelles cette nouvelle société ferait grand tort; c'est à savoir les Quatre-Mendians, les Quinze-Vingts et les Repenties. Mêmement ils feraient tort aux hôpitaux et maisons-dieu et aux pauvres qui sont en iceux. »

Les jésuites, pour ces motifs, paraissaient plus nuisibles qu'utiles.

« Car, comme une prébende ou un bénéfice sont infructueux à celui qui les possède, lorsque les charges en excèdent le revenu, on peut dire aussi qu'un ordre religieux est infructueux à l'Église quand il lui apporte plus de dommage que de profit, principalement quand il se rencontre que plusieurs autres religieux et ordres ecclésiastiques peuvent lui être aussi utiles sans lui être aussi préjudiciables. »

Les universités, se croyant capables et dignes d'instruire la jeunesse, ne toléraient pas qu'on les y aidât. Les collèges des jésuites faisaient offense à « cette fille aînée de nos rois, cette vierge pudique, cette fleurissante pucelle, perle unique du monde, diamant de la France, escarboucle du royaume, une des fleurs de lys de Paris, la plus blanche de toutes, » pour être plus clair, à l'Université de Paris. Elle ne le pardonnait pas. Les jésuites prospéraient cependant; les donations s'ajoutaient aux aumônes, ils pouvaient agrandir et orner leurs collèges; les attaques redoublaient, comme s'ils étaient, disaient-ils, fort punissables pour essayer de loger commodément en leurs collèges les princes, les seigneurs et toute la jeunesse de bonne naissance que les parens mettaient entre leurs mains.

« Quel droit, répliquait l'université de Paris, avez-vous de vouloir vous agrandir tous les jours à nos despens et par des monopoles continuels sur nos collèges? Parce que vous avez eu assez de succès dans vos intrigues pour vous faire confier la direction des études de quelques enfans de naissance. Les larcins cessent-ils d'être des larcins lorsqu'ils ont été précédés par des usurpations?

« Mais que direz-vous du collège de Marmoutiers que vous paraissez avoir plutôt acheté pour rassasier votre cupidité sordide que pour loger plus commodément vos écoliers? Les charcutiers, les vendeurs de bière, les menuisiers et autres artisans vils et mécaniques qui l'occupent, sont-ce des princes, des seigneurs et des gens de bonne naissance que vous êtes obligés de loger commodément? Quelle sorte de leçons faites-vous à ces jeunes gens si éloignés de votre profession? »

C'est, au début, une querelle de boutique; on ne prend pas souci de la cacher. La rivalité des intérêts devint bientôt le plus petit côté de la question, mais tout s'enchaîne et tout se tient. Le charlatan de la satire Ménippée a appris à Tolède, au collège des jésuites, que le *catholicon* simple de Rome n'a d'autres effets que d'édifier les âmes et causer salut et béatitude en l'autre monde seulement; se fâchant d'un si long terme, il s'est avisé de sophistiquer ce *catholicon*, si bien qu'à force de le manier, remuer, alambiquer, calciner et sublimer, il a composé dedans ce collège un électuaire souverain qui surpasse toute pierre philosophale. C'est un savon qui efface tout. Qu'un roi casanier s'amuse à affiner cette drogue en son Escurial, qu'il écrive un mot en Flandre au Père Ignace, cacheté de *catholicon*, il lui trouvera homme lige et (*salva conscientia*) assassinera son ennemi qu'il n'a pu vaincre par armes en vingt ans.

On accusait les jésuites, personne ne l'ignorait alors, d'enseigner qu'on peut tuer les rois, s'ils deviennent criminels. L'un des leurs a même poussé l'irrévérence jusqu'à écrire ces lignes souvent reprochées avec une horreur affectée ou sincère :

« Si un prince usait de violence pour ôter la vie à un de ses sujets, ce sujet pourrait se défendre, quand la mort du prince s'ensuivrait, » et l'auteur osait ajouter : *Nos omnes in hac causa unum sumus.*

Qui pouvait tolérer une telle atteinte à la majesté des rois, un tel oubli de la sainte onction qui les protégeait alors?

On lit dans un factum des curés de Paris attribué à Pascal et inséré dans le recueil de ses *Œuvres :*

« Si on considère les conséquences de cette maxime, que c'est à la raison naturelle de discerner quand il est permis, pour se dé-

fendre, de tuer son prochain, et qu'on y ajoute les maximes exécrables des docteurs très graves qui, par leur raison naturelle, ont trouvé qu'il était permis de commettre d'étranges parricides contre les personnes les plus inviolables, en certaines occasions, on verra que, si nous nous taisions après cela, nous serions indignes de notre mission. »

Les jésuites aspirent moins à la perfection morale qu'à la gloire de contribuer par habileté ou par force à la gloire de Dieu, c'est-à-dire au triomphe de l'Église. Ils veulent faire tous les hommes enfans de l'Église et assujettir tous les enfans de l'Église à l'observance de ses commandemens. Ils donnent, sans en convenir formellement, le premier rang aux pratiques extérieures, elles sont de bon exemple, en attendant le reste. Pour les imposer à tous, ils ne négligent rien, ne reculent devant rien et n'en font pas secret. Ils se mêlent de tout, jusqu'à aspirer au gouvernement de l'État, non pour le bien des affaires, pour le mal moins encore, leur dessein est ailleurs; ils se croient suscités de Dieu pour combattre l'irréligion et vaincre l'hérésie. Cela peut les conduire loin du vrai, du juste et du bien. Ceux qui, dans la vie voyant une grande bataille, se font soldats d'une armée, risquent de devenir, s'ils sont sincères, en politique de consciencieux criminels, en religion de funestes sectaires; s'ils sont hypocrites, on ne peut les mépriser assez. L'injustice, le mensonge, la calomnie, la persécution, sont les armes auxquelles on se dit réduit; on le déplore, mais on n'a pas le choix. On est engagé, il faut bien vaincre! C'est là qu'est le sophisme.

Les jésuites se disent chevaliers du Christ et de la Vierge; comme les Templiers, ils font la guerre. La guerre n'est pas le fait d'un chrétien. Les Templiers portaient casque et cuirasse; en applaudissant à leurs coups de lance on oubliait volontiers leurs vœux religieux. L'habit des jésuites interdit les combats. La ruse, quoi qu'en ait dit Royer-Collard, n'est pas sœur de la force, pas même de sa famille. Les inquisiteurs aussi manient des armes terribles, ils en sont fiers; leur conscience est tranquille, ils n'ont rien à cacher. La conscience des jésuites est tranquille également, mais ils cachent leur action et la nient. La conséquence est inévitable. La haine est pour les autres, pour eux le mépris.

L'éclat des *petites lettres* attirait les attaques. On s'irritait, en insultant l'auteur, de ne rien connaître de lui.

« Vous ne pensiez pas, dit Pascal, que personne eût la curiosité de savoir qui nous sommes, cependant il y a des gens qui essaient de le deviner; mais ils rencontrent mal. Les uns me prennent pour docteur de Sorbonne, les autres attribuent les lettres à quatre ou cinq personnes qui, comme moi, ne sont ni pères ni ecclésias-

tiques. Tous ces faux soupçons me font connaître que je n'ai pas mal réussi dans le dessein que j'ai eu de n'être connu que de vous. »

« Personne ne peut nier, disait-on dans l'un des factums auxquels il fait allusion, que l'auteur des lettres qui courent aujourd'hui et font tant de bruit dans le monde, ne soit un janséniste; si toutefois c'est un homme et non pas le parti tout entier à qui, si on demandait son nom comme le Sauveur le demanda au démon, il répondrait comme lui : Le nom que je porte est légion. Qu'il soit un homme ou non, les lettres sont dignes du feu aussi bien que l'auteur, et ses bénéfices, s'il en a, sont vacans. »

Un auteur anonyme écrivait : « Un chrétien ne profère pas d'injures; il ne sait et ne veut dire que la vérité. En appelant l'auteur des *Provinciales* imposteur et calomniateur, il ne peut rien lui dire de plus véritable et de plus doux; et, qui ferait passer cela pour un injure croirait que saint Paul aurait été injurieux pour ceux de Candie lorsqu'il les appela menteurs, mauvaises bêtes et ventres paresseux. »

Cette plaisanterie facile n'est pas rare dans les polémiques religieuses. Brisacier écrivait : « Vous êtes, en vérité nonobstant toutes vos oppositions, des sectaires, des prélats du démon et des portes d'enfer; ce sont des titres que je ne vous donne pas par forme d'injure, mais par nécessité; vous m'y obligez; en sorte que je ne pourrais vous ôter ces qualités par ma réponse et ma défense sans faire injure à la vérité. »

On peut supposer que tous deux ont imité Jean Palafox de Mendoza qui, dix ans avant, en 1649, désignait ainsi la société de Jésus, en la dénonçant au pape Innocent X : « Ces religieux que j'ai aimés d'abord en Notre-Seigneur comme étant mes amis, et que j'aime aujourd'hui plus ardemment par l'esprit du même Seigneur comme étant mes ennemis. » — Qu'ils ne s'imaginent point, disait d'un autre côté un adversaire de la société de Jésus, qu'on se soit amusé à ramasser toutes les différentes pièces qui composent ce recueil dans le dessein de les décrier et de leur nuire. On prend Dieu à témoin que l'on n'y a été poussé que par la charité que l'on a pour eux et par la douleur sincère que l'on a de les voir dans de si malheureux engagemens. Cette plaisanterie, qui s'alourdit en vieillissant, se rencontre dans les deux camps.

« Pour cet impie secrétaire (c'est Pascal), écrivait un autre adversaire, il devrait craindre ce qu'autrefois on pratiquait à Lyon envers ceux qui avaient composé de méchantes pièces, on les conduisait sur le pont et on les précipitait dans le Rhône. Le malheur seul des temps le sauve de la punition méritée. »

Je copie cette exclamation dans un pamphlet du temps. Le malheur des temps, pour l'auteur, c'est une scandaleuse tolérance.

Dès la première année, on vit s'élever de nombreuses critiques. La *Première réponse*, les *Lettres à Philarque*, *les Impostures*, *la Bonne foi des jansénistes* et enfin la plus célèbre et la plus maladroite de toutes, l'*Apologie des casuistes contre les calomnies des jansénistes*, dont l'auteur, Pitot, sans adoucissement, sans interprétation et sans réserve, sans distinguer les temps et les circonstances, approuve purement et simplement les maximes et les décisions ridiculisées par Pascal.

Les curés de Paris, ceux de Rouen et de Sens, les évêques et les archevêques d'Orléans, de Conserans, d'Alet, de Pamiers, de Cominges, de Lisieux, de Bourges et de Chalons, publièrent des censures et de sévères condamnations des doctrines défendues par Pitot. La Faculté théologique de Paris porta le même jugement, non sans quelque embarras. L'apologie des casuistes était dirigée contre les *Provinciales*, et la Sorbonne n'oubliait pas le rôle qu'on lui fait jouer dans les premières lettres. Sans refuser son témoignage à la vérité, elle y ajoute en note : « Au reste, ce livre ayant été fait à l'occasion de quelques lettres françaises envoyées sous le nom incertain d'un ami à un provincial, la Faculté n'entend point approuver en aucune manière lesdites lettres. »

Les jansénistes ne restaient pas en arrière, le parti laissait sagement la parole à Pascal, mais chacun, en répandant les *petites lettres*, s'employait à accroître l'agitation. La France entière était attentive aux subtilités des casuistes.

Un seigneur des environs de Melun avait appelé les chiens de sa meute : Bobadilla, Vechis, Grassalis, Cubrezza, Lura, Villalobos, Pedrezza, Vorbery et Simancha, feignant, comme Pascal, d'ignorer que ces noms de casuistes appartinssent à des chrétiens.

Le reproche de calomnie et de mensonge était pour les jésuites un mauvais terrain de défense. Les citations de Pascal sont exactes. La vérification était facile alors, elle l'est encore aujourd'hui. Les textes, sauf quelques insignifiantes exceptions, ne sont ni tronqués ni pris à contre-sens. Qui pourrait en douter?

« Il n'est pas vraisemblable, dit avec raison Pascal, qu'étant seul comme je le suis, sans force et sans appui humain, contre un si grand corps, et n'étant soutenu que par la vérité et la sincérité, je me sois exposé à être convaincu d'imposture. Il est trop aisé de découvrir les faussetés dans des questions comme celles-ci, je ne manquerais pas de gens pour m'en accuser, et la justice ne leur serait pas refusée. »

Pascal allègue sa faiblesse, on peut aujourd'hui alléguer sa force.

La conclusion est la même. Le temps met à sa place ce qu'il ne détruit pas.

Il ne servait à rien de donner aux pamphlets le titre d'impostures, il fallait faire la preuve; si elle était possible, on l'aurait avouée depuis longtemps. Pour appeler, au début de ce siècle, les *Provinciales* « les menteuses, » il fallait l'impudence de Joseph de Maistre. Toutes les assertions sont exactes ou ne contiennent que des erreurs où la bonne foi n'est pas engagée; mais rien n'était nouveau. La Sorbonne avait depuis longtemps censuré la *Somme des péchés* du père Bauny et condamné les maximes et les décisions stigmatisées quinze ans après par Pascal.

La Faculté écrit à Richelieu, en demandant l'autorisation de publier sa censure :

« Monseigneur,

« Le sage fils de Syrac a parfaitement bien dit que les hommes se chargent d'une grande occupation et qu'il y a un joug pesant qui presse les misérables enfans d'Adam. Or, il nous semble, monseigneur, que, dans la rencontre présente, on peut fort bien entendre par ce joug, cette monstrueuse masse de nouveaux livres dont nous sommes accablés, que l'on peut appeler des faulx volantes, qui moissonnent la beauté des champs de l'Église, et détruisent tout l'ornement du Carmel. »

Les propositions de Bauny citées par Pascal sont les faulx volantes que la Sorbonne signale et condamne.

Dix ans avant la censure de la Sorbonne, Du Moulin, pour attaquer la confession, avait réuni les passages scandaleux des casuistes, et Arnauld, après Du Moulin, mais longtemps avant Pascal, avait allégué contre les jésuites tous les textes cités dans les *Provinciales*. Arnauld n'avait produit, non plus que Du Moulin, ni bruit ni scandale. Tous deux cependant étaient célèbres. On appelait l'un le grand Arnauld.

Pascal a expliqué les succès différens obtenus par les mêmes armes : « Quand on joue à la paume, c'est une même balle dont on joue l'un et l'autre, mais l'un la place mieux. » Du Moulin montrait la balle; Arnauld la lançait selon les règles; Pascal la jette plus fort que jeu à la tête de ses adversaires.

Du Moulin attaque l'église catholique; Pascal la vénère. Tous deux dénoncent des offenses à la morale, mais la malice de Du Moulin associe au scandale les docteurs et les saints, les papes et les conciles. Les jésuites chez Pascal sont responsables de tout. Du Moulin s'attaque à leurs maîtres. Les choses valent mieux dans

leur source. « J'aurais pu, dit Du Moulin, ajouter mille préceptes vilains et infâmes touchant interrogations impudiques et curieuses que font les confesseurs et les définitions touchant les cas de conscience. L'honnêteté ne l'a pas permis, et je n'ai pas voulu souiller mon livre de si vilains préceptes qui enseignent le vice sous ombre de le reprendre et de s'en enquester. » Pascal, bien différent de Du Moulin, ne prétendait nullement discréditer la confession.

« Nous haïssons la vérité, a-t-il écrit plus tard, en voici une preuve qui me fait horreur. La religion catholique n'oblige pas à découvrir ses péchés indifféremment à tout le monde ; elle souffre qu'on demeure caché à tous les autres hommes, mais elle en excepte un seul à qui elle commande de découvrir le fond du cœur et de se faire voir tel qu'on est. Il n'y a que ce seul homme au monde qu'elle nous ordonne de désabuser, et elle l'oblige à un secret inviolable qui fait que cette connaissance est dans lui comme si elle n'y était pas. Peut-on imaginer rien de plus charitable et de plus doux? Et néanmoins la corruption de l'homme est telle, qu'il trouve encore de la dureté dans cette loi, et c'est une des principales raisons qui a fait révolter contre l'Église une grande partie de l'Europe. Que le cœur de l'homme est injuste et déraisonnable, pour trouver mauvais qu'on l'oblige de faire à l'égard d'un homme ce qu'il serait juste en quelque sorte qu'il fît à l'égard de tous les hommes! Car est-il juste que nous les trompions? »

Les jésuites, pour Pascal, sont seuls en cause, mais ils le sont tous; toute pensée, Pascal le dit nettement, toute opinion imprimée sous le nom de l'un des trente mille jésuites soumis au général résidant à Rome est celle de la société. Les supérieurs l'ont approuvée, cela suffit. Si l'opinion contraire, comme il est arrivé quelquefois, est produite ailleurs, ou en un autre temps, sous le nom d'un autre jésuite, peu importe, la société a deux opinions, voilà tout; sur l'une, au moins, elle mérite le blâme. Il n'est pas téméraire, en acceptant cette thèse pour les jésuites, de chercher, dans les livres de Navarrus, de Médina et de Silvestre, l'opinion des dominicains; dans ceux de Clavasio, celle des franciscains, dans saint Thomas, dans saint Augustin et dans saint Charles Borromée, dans saint Liguori même, quoiqu'ils ne paraissent pas toujours d'accord, la doctrine de l'Église qui les a canonisés. Du Moulin n'y manque pas; c'est son droit. Pascal, en s'y refusant, a deux poids et deux mesures.

Les *Provinciales*, dans plus d'une page, quelquefois en français, plus souvent en latin, touchent à l'indécence. Chez un classique, on accepte tout, on ne mutile pas un chef-d'œuvre. Du Moulin doit être expurgé. L'encre rougirait, comme dit saint Augustin, si l'on voulait reproduire aujourd'hui ce qu'un ministre de l'Évangile im-

primait en langue française en 1631. Il aurait pu dire, comme Pascal, aux auteurs qu'il cite : « J'ai exposé simplement vos passages sans y faire presque de réflexion ; que si on est excité à rire, c'est que les sujets y portent d'eux-mêmes, car qu'y a-t-il de plus propre à exciter le rire que de voir une chose aussi grave que la morale chrétienne remplie d'imaginations aussi grotesques que les vôtres? »

Du Moulin, éloquent à sa manière, se borne à citer. Il ne veut pas composer un livre, mais réunir les pièces d'un procès :

« Celui qui, ayant voué d'entrer en religion, puis après, avant que d'accomplir son vœu, couche avec une fille sous promesse de l'épouser, ne doit pas garder la promesse à la fille, mais accomplir son vœu. »

Telle est la décision du dominicain Navarrus. Dans un auteur jésuite, Pascal en aurait tiré parti. Il ne serait pas difficile de l'y rencontrer. Les casuistes se copient souvent, mais en introduisant des variantes. Le jésuite Leyman traite le cas d'une fille chrétienne qui a fait vœu d'entrer en religion, s'il lui arrive de pécher contre la pureté. Cela lui arrive. Que doit-elle faire? La question est plus complexe qu'elle n'en a l'air. Revenons à Du Moulin.

« Celui-là n'est pas meurtrier qui, par zèle pour notre mère sainte l'Église, tue un excommunié. »

La décision est du pape Urbain V.

« Une courtisane ne fait pas mal de recevoir de l'argent pour salaire parce que, par droit humain, sa profession est permise. »

La décision est de saint Thomas.

« Le pape fait bien de permettre à Rome les maisons de prostitution. »

Le pénitencier du pape en donne une raison bien singulière : « Le pape, en ce faisant, imite Dieu! » La pensée veut qu'on l'explique. Laissons parler le dominicain Navarrus.

« C'est en permettant les moindres maux pour éviter les grands. »

Navarrus ici s'éloigne de saint Augustin. « Dieu, dit ce saint docteur, doit agir en Dieu et l'homme en homme. Dieu agit en Dieu lorsqu'il agit comme une cause première, toute-puissante et universelle, qui fait servir au bien commun ce que les causes particulières veulent et opèrent de bien et de mal ; mais l'homme, dont la faiblesse ne peut faire dominer le bien, doit empêcher tout le mal qu'il peut. »

Dieu qui conduit les âmes sans leur montrer où il tend, permet, suivant Navarrus, et veut par conséquent, l'existence du mal ici-bas. Il a ses raisons qu'il faut croire bonnes ; or, pour chaque

péché, il faut au moins un pécheur; il est donc juste, dans certains cas, d'absoudre ceux qui, en acceptant ce mauvais rôle, travaillent à l'accomplissement des volontés de Dieu et, par une voie mystérieuse, servent ainsi au bien commun.

Si aucun acteur n'acceptait le rôle du traître, les plus belles tragédies deviendraient impossibles.

« Celui qui a fait vœu de ne jamais toucher femme d'attouchement malhonnête, peut être dispensé de ce vœu par l'évêque. »

« Les évêques, prêtres, moines, ne doivent être mariés. La permission de prendre femme ne peut leur être donnée, encore qu'ils confesseraient n'avoir don de continence. »

C'est le concile de Trente qui prononce ainsi.

« Celui qui a dérobé un bien incertain, c'est-à-dire un objet dont le propriétaire est inconnu, la restitution étant impossible, doit le distribuer aux pauvres ; s'il est pauvre lui-même, il peut le garder. »

C'est l'opinion de Navarrus.

« Une femme qui a reçu argent pour salaire de paillardise n'est pas obligée à restitution, parce que cette action n'est pas contre la justice; non pas même si elle avait pris salaire outre le juste prix. »

Telle est l'opinion de saint Thomas; il a négligé de nous dire quel était, au XIIIe siècle, le gain légitime d'une courtisane.

Lorsque Pascal s'écrie : « O mes pères, je n'avais ouï parler de cette manière d'acquérir! il n'avait pas lu saint Thomas.

C'est saint Thomas également qui dit :

« Pour sauver son honneur, il est permis de tuer un homme, et un gentilhomme doit plutôt tuer que fuir ou recevoir un coup de bâton. »

C'est donc saint Thomas que, sans le savoir, Pascal met en cause quand il écrit :

« Les permissions de tuer, que vous accordez, font paraître qu'en cette matière vous avez tellement oublié la loi de Dieu, et tellement éteint les lumières naturelles que vous avez besoin qu'on vous remette les principes les plus simples de la religion et du sens commun. »

Il est difficile de tout concilier. Judith, que le Saint-Esprit nous fait admirer, est allée trouver Holopherne, elle l'a excité au mal, abusé par des mensonges, et enfin assassiné. Un casuiste doit prévoir tous les cas. Le conseil de suivre simplement les préceptes du Décalogue, en l'absence de tout commentaire, ferait naître bien des difficultés.

« Celui-là n'est pas menteur, selon Navarrus, qui supplée dans son esprit quelque addition mentale sans laquelle il mentirait.

« Si un clerc est interrogé à la porte d'une ville s'il a avec lui quelque chose de sujet à la douane, et qu'ayant en effet quelque chose de cette nature, il répond que non, ayant dans sa pensée qu'il n'est point obligé à rien payer (c'était un privilège des clercs), il ne fait point mensonge, quoiqu'il entende sa réponse dans un autre sens que celui à qui il la fait ne l'entend. »

La décision est de saint Antonin.

« On poursuit un homme pour le tuer, on demande à un autre qui l'a caché dans sa maison, s'il n'y est pas. Sauf meilleur avis, voilà la manière dont cet homme doit se conduire. Premièrement il doit s'abstenir de répondre, comme dit saint Augustin; s'il prévoit que son silence sera pris pour un aveu, il tâchera de détourner le discours, ou bien il faut qu'il réponde par une équivoque, par exemple, *non est hic*, *id est non comedit hic;* par ce moyen, il trompera ceux qui l'écoutent sans commettre le péché de mensonge, parce que *est* quand il vient d'*edo* signifie il mange, aussi bien que *comedit*, et cela signifie dans l'esprit de celui qui interroge *cet homme n'est pas ici* et pour celui qui répond, cet homme ne *mange pas ici.* »

Cette ingénieuse direction d'intention est recommandée par saint Raymond de Peñafort, mort en 1275.

Il est certain, ces citations ne peuvent laisser de doute, que les cas de conscience cités avec indignation par Pascal sont empruntés aux docteurs les plus illustres et aux saints les plus vénérés.

Suivons dans ses détails une discussion qui a fait quelque bruit.

Le jésuite Lessius a dit : « Les biens acquis par une voie honteuse sont légalement possédés et on n'est pas obligé de restituer. »

La décision, suivant le père Annat, est empruntée à saint Thomas, et Lessius en a informé le lecteur. Wendroch, c'est-à-dire Nicole, dans l'édition latine qu'il donne des *Provinciales* après avoir relu Térence, le nie formellement, et, pour prouver son dire, renvoie au passage de saint Thomas. « Écoutons saint Thomas, dit Nicole, 2. 2. 9. 32. art. v. Je fais ce qu'il demande et j'ouvre la Somme, *Secunda, secundae;* nous y trouverons, en suivant l'indication de Nicole: *Tertio modo est aliquid illicite acquisitum non quidem quia ipsa acquisitio sit illicita, sed quia id ex quo acquiritur est illicitum, sicut patet de eo quod mulier acquirit per meretricium. Et hoc proprie vocatur turpe lucrum. Quod enim mulier meretricium exerceat, turpiter agit et contra legem Dei. Sed in eo quod accipit, non injuste agit nec contra legem, unde*

quod sic illicite acquisitum est retinere potest et de eo elemosynam fieri.

L'audace touche à l'impudence. Le texte auquel Nicole renvoie exprime en termes très clairs la proposition qu'il refuse d'y rencontrer. Comment l'expliquer? Par l'abus de la dialectique. On avait accusé Montalte de rendre Lessius responsable d'une décision que Lessius déclare empruntée à saint Thomas.

« Montalte, dit-il, en rapportant cet endroit de Lessius, a omis cette autorité de saint Thomas. On demande si, en cela, il a eu tort ou s'il a eu raison. Pour en décider, il n'y a qu'une chose à examiner : savoir si saint Thomas n'a pas distingué ce que Lessius assure qu'il ne distingue pas. S'il ne distingue pas, j'avoue que Montalte a eu tort de l'omettre, et que les jésuites ont raison de se plaindre. Mais, s'il le distingue, il faut aussi que les jésuites avouent que Montalte a eu trop d'indulgence pour eux de leur pardonner une imposture si manifeste, que Lessius doit passer pour un faussaire, et le père Annat pour un malavisé de se plaindre d'une chose dont il devrait avoir obligation à Montalte. » Le raisonnement de Nicole peut se résumer ainsi : « Est-il vrai que Pascal ait reproché à Lessius une décision empruntée par lui à saint Thomas avec indication de son origine?

Cela n'est ni contesté ni contestable. Mais Lessius a dit : « Cette décision est de saint Thomas qui condamne *sans distinctions...* »

Nicole lit saint Thomas, trouve dans le passage le mot *distinguer;* il ne veut chercher ni pourquoi ni dans quel sens saint Thomas distingue. Lessius est un faussaire; il a affirmé ce qui n'est pas; il n'en veut pas savoir davantage.

Quand l'un des auteurs de la *Logique de Port-Royal* raisonne ainsi, ce n'est pas faute de la connaître.

Si l'on adopte pour le mot jésuitisme le sens dont les *Provinciales* ont enrichi la langue française, celui de manque de franchise, le jésuitisme est dans les deux camps.

Lorsque les curés de Rouen, s'intéressant les premiers à la querelle, et ceux de Paris, émus à leur tour par les révélations de Pascal, eurent la pensée, comme autrefois les pères du concile de Nicée, de témoigner, en se bouchant les oreilles, leur horreur pour les casuistes qu'ils voulaient juger, l'assemblée du clergé prit la décision de répandre en France les avis aux confesseurs donnés par saint Charles Borromée, ce modèle des prélats, afin que cet ouvrage, composé par un si grand saint avec tant de lumière et de sagesse, se répandant dans les diocèses, puisse servir de règle et comme de barrière pour arrêter le cours des opinions nouvelles.

Saint Charles était sévère jusqu'à renvoyer sans les entendre en confession les femmes qui se présentaient en cheveux frisés. On le savait ennemi des jésuites jusqu'à leur avoir refusé, malgré l'insistance du pape, le droit de prêcher à Milan.

Les problèmes ingénieux du père Bauny ont étonné Pascal. Ceux de saint Charles Borromée sont stupéfians. « S'il arrive, dit-il, que par *imprudence* on commette un péché, — saint Charles le nomme, c'est la fornication avec la sœur de son épouse, — quelle doit être la pénitence? Elle est sévère, mais se réduit presque à rien lorsque le crime a été commis à l'insu du coupable. *Si probaberit se tale scelus inscienter fecisse.* Le cas doit être rare.

Le problème a eu l'honneur d'être proposé à un concile : la solution est inscrite dans le recueil des décrétales réuni au XIIIe siècle par Gratian. La tradition française le supprime.

Le franciscain Angelus Clavasio, non moins hardi dans ses hypothèses que saint Charles Borromée, semait comme lui, parmi ses instructions morales, d'ingénieux et amusans problèmes :

Un pieux époux fait vœu de chasteté sans consulter son épouse qui ne peut l'ignorer longtemps. Elle n'en est nullement d'avis. La situation est délicate. Clavasio concilie tout sans s'écrier une seule fois comme Musset :

Je crois qu'une sottise est au bout de ma plume.

Il en rencontre plus d'une cependant. Le lecteur désireux de les connaître prendra la peine de se procurer son livre ; l'édition, épuisée aujourd'hui, a été publiée à Salamanque en 1494, chez le libraire de l'Université. Il y trouvera une dissertation sur les libertés permises entre fiancés.

« Celui qui demande trop, *sans motif raisonnable*, pèche mortellement ; celui qui accorde (il faut lire celle, probablement) commet un péché véniel. Quand on a reçu un baiser, on peut le rendre : *Reddens non peccat.* Il ne faut rien exiger sans motif raisonnable avant la bénédiction. *Peccat mortaliter quoties exigit sine rationabili causa ante benedictionem.* »

Lorsque Juliette, étonnée et souriante, prononce ces mots difficiles à traduire :

You kiss by the book,

elle ne songe guère à la *Somme* de saint Thomas. Roméo y songe moins encore : ils auraient pu y apprendre où et comment on doit

poser ses lèvres en donnant un baiser pour que le péché soit véniel.

Les amis de Pascal connaissaient, mais ne lui disaient pas, l'origine de ces dissertations classiques dans les séminaires. Il n'aurait pas pu, s'il les avait connues, faire dire à un père jésuite : « Ce qui nous a donné le plus de peine a été de régler les conversations entre les hommes et les femmes, car nos pères sont très réservés sur ce qui regarde la chasteté; ce n'est pas qu'ils ne traitent des questions assez curieuses et assez indulgentes, principalement pour les personnes mariées ou fiancées. J'appris sur cela les questions les plus extraordinaires qu'on puisse s'imaginer; il m'en donna de quoi remplir plusieurs lettres, mais je ne veux pas seulement en marquer les citations. »

Les jésuites n'avaient qu'à copier.

Les affaires d'Abraham le conduisirent en Égypte; habitué aux sacrifices, il dit à Sarah son épouse : « Je sais que vous êtes belle; quand les Égyptiens vous auront vue, ils me tueront et vous réserveront pour eux. Dites donc, je vous prie, que vous êtes ma sœur. »

Pharaon désira la belle juive et la paya royalement. Son prétendu frère reçut des brebis, des bœufs, des ânes, des serviteurs, des servantes, des ânesses et des chevaux; beaucoup plus sans doute qu'elle ne valait. Pharaon la rendit quand elle eut cessé de plaire, et les dons reçus en échange accrurent les richesses d'Abraham.

On a osé reprendre Abraham du péché de mensonge tout au moins. Saint Augustin n'y veut pas consentir. « L'action d'Abraham, dit-il, semble d'abord celle d'un mari qui livre sa femme au crime; mais elle ne paraît ainsi qu'à ceux qui ne savent pas distinguer, par les lumières de la foi, les bonnes actions d'avec les péchés. »

Le patriarche ne consentait pas à l'adultère de Sarah; mais, en cachant qu'elle était son épouse, son intention était que les étrangers ne le tuassent pas. Abraham avait de bonnes raisons pour ne pas vouloir être tué; saint Augustin les approuve : « Il craignait qu'après sa mort la belle Sarah ne fût traitée en captive. »

Il préférait que ce fût avant.

Saint Augustin, l'oracle des jansénistes, est précurseur de la morale facile. Pascal, nourri de l'Écriture, aurait pu dans ce souvenir, par respect pour un patriarche, sinon pour un si grand saint, trouver une excuse pour les jésuites.

L'habitude de réduire la charité en maximes de droit et, malgré le précepte de l'apôtre, de semer des questions infinies en appli-

quant, par d'ingénieuses fictions et comme par jeu d'esprit, aux problèmes de la morale, les méthodes et les subtilités de la dialectique, est un fruit des habitudes scolastiques transportées des écoles dans les confessionnaux.

Deux époux peuvent-ils commettre ensemble le péché d'adultère? Astexanus, dans sa *Théologie morale*, publiée à Venise en 1492, propose et résout la question : « Ce péché, d'espèce singulière, suppose une épouse assez passionnée pour regretter de ne pouvoir, par amour pour son cher époux, braver en se donnant à lui la pudeur et le devoir.

Une Vénitienne, pénitente d'Astexanus, moins exceptionnelle peut-être qu'il ne l'a cru, lui a sans doute suggéré ce problème ; un amour désordonné pour son époux est, suivant saint Augustin, un attrait secret à en aimer d'autres.

L'Église, sous le nom d'usure, défend le prêt à intérêt. Quiconque exige plus qu'il n'a prêté est flétri du nom d'usurier. Le texte allégué est célèbre. *Mutuum date nihil inde sperantes.* Dans une société de chrétiens rigides, cette maxime gênerait les emprunteurs plus que les prêteurs ; pour mieux dire, il n'y aurait plus de prêteurs. Quand un négociant serait en danger de mourir de faim, les voisins charitables lui feraient l'aumône d'un morceau de pain, sans consentir à lui prêter, sans intérêt, les dix mille francs qui pourraient le sauver. Astexanus dispense ingénieusement les fidèles de cette impraticable maxime. Escobar, sans doute, n'a pas connu l'argument, il l'aurait reproduit. Le texte sacré blâme l'usure, le sens n'a rien d'obscur, mais Astexanus n'y voit qu'un conseil ; on a le droit de ne pas le suivre.

Prêtez sans espoir de gain, tel est le texte. Or s'il est ordonné de ne rien gagner, la phrase entière est impérative. Elle ordonne donc de prêter; mais Dieu ne peut ordonner l'impossible ; comment, quand on n'a rien, obéirait-on au précepte? Comment supposer même que la loi divine ordonne à chacun dès qu'il possède une obole de l'offrir à un emprunteur? *Nihil inde sperantes* est donc un conseil, comme *mutuum date* qui le précède.

Pour la seconde partie des *Provinciales*, comme pour la première, on a élevé une question de fait. On peut la poser de plusieurs manières : les citations sont-elles exactes? Leur interprétation est-elle conforme à l'esprit du texte? Les maximes condamnées sont-elles acceptées par les jésuites?

Il faut, sans hésiter, répondre : Oui. Les difficultés que l'on a élevées sont, comme disait familièrement Bossuet, de pures chicaneries.

On peut demander, en second lieu, si ces scandaleuses maximes sont antérieures aux jésuites? s'il est vrai qu'avant l'existence de

la société, des docteurs éminens, quelques-uns canonisés par l'Église, aient approuvé celles que l'on condamne avec le plus de force; que d'autres auteurs, non moins respectés, aient donné l'exemple des scrupules indécens et des doutes ridicules dont Pascal a égayé ses lecteurs?

A ces questions les admirateurs de Pascal répondent : « Qu'importe? Ceux que Pascal accuse et dont il nous fait rire sont dangereux et ridicules, il l'a prouvé avec éclat; je n'ai pas à chercher s'il aurait droit d'en frapper d'autres avec eux. »

Il est permis d'insister : Pascal a-t-il traité cette question que l'on déclare insignifiante? L'opinion qu'il adopte est-elle contraire à la vérité? La réponse, cette fois, est délicate. Celui qui répond oui s'expose à être accusé et convaincu de mensonge. Sur de tels sujets, la plus petite inexactitude est redressée brutalement; on s'écrie en latin : *Mentiris impudentissime;* on parle en français d'odieuse calomnie; c'est l'usage! Heureux le coupable s'il n'est pas traité de jésuite! Vous dites que Pascal a posé la question, qu'il a décidé contrairement à la vérité! Où? Dans quelle lettre? A quelle page? Dans quelle ligne? Vous ne répondez pas! Vous vous dérobez! Vous êtes un calomniateur!

Celui qui, cependant, après l'examen, affirmerait que Pascal n'a ni résolu, ni posé la question, manquerait de bonne foi.

Il en est comme des cinq propositions sur la grâce. Pascal n'affirme pas qu'elles ne sont pas dans Jansénius, mais le lecteur des premières *Lettres,* s'il a confiance en lui, tient pour certain qu'elles y sont introuvables.

Sur mille lecteurs des *Provinciales*, c'est par milliers qu'il faut les compter, il y en a mille, ou bien peu s'en faut, qui, faute de s'être informés ailleurs, regardent comme résolue et hors de discussion cette question qu'il ne traite pas. Que l'on veuille bien relire la *Ve Lettre*, par exemple; il n'y est pas dit que les jésuites ont introduit la doctrine des opinions probables, mais la question n'y semble pas douteuse. Pascal, après une liste de quarante-huit noms bizarres et inconnus du lecteur, demande si tous ces gens sont chrétiens, puis ensuite s'ils sont jésuites : « Non, se fait-il répondre, mais il n'importe; ils n'ont pas laissé de dire de bonnes choses; ce n'est pas que la plupart ne les aient prises ou imitées des nôtres. »

Il est en règle avec la vérité : *La plupart les ont prises ou imitées!* Il a dit *la plupart;* il y en a donc d'autres, si quelques-uns ont précédé Loyola de plusieurs siècles, si ceux-là sont nombreux, si leurs noms sont illustres dans l'Église, peu importe; le lecteur est prévenu; il ne peut, sans se faire impudemment l'avocat des jésuites, se plaindre de l'avoir été si peu. Il est véritable cepen-

dant que la doctrine des opinions probables, antérieure à la société de Jésus, a été acceptée avant et après les *Provinciales* par la grande majorité des casuistes, par saint Liguori particulièrement, mort en 1785, béatifié en 1816. La preuve a été faite vingt fois ; beaucoup ont élevé la voix, personne ne s'est fait entendre. La question est déclarée sans intérêt, on la dédaigne, et, quand l'occasion s'en présente, ce qui n'est pas rare, on la tranche contrairement à la vérité. Le jésuite Daniel, par un ingénieux artifice, a espéré attirer l'attention. Inutile travail! L'entreprise était impossible. Il faudrait rencontrer, s'est dit le père Daniel, l'esprit mordant de Pascal, la perfection de son style, l'éclat de son génie, son art d'encadrer les citations dans un récit naturel et comique. Pourquoi pas? s'est-il dit ; et, pour prouver que les autres ordres religieux, les dominicains, par exemple, sont tout aussi responsables que les jésuites des principes les plus honnis de la morale relâchée, il a eu et réalisé l'idée très ingénieuse de reproduire une des *Lettres* de Pascal, sans y rien changer, absolument rien, que les citations, remplaçant les passages extraits d'un auteur jésuite, par des passages équivalens, scrupuleusement copiés chez un jacobin. La citation est longue, mais le lecteur ne s'en plaindra pas, elle sort d'une bonne main, c'est du Pascal ; Daniel ne l'a pas affaiblie ; il n'y a mis du sien que des noms et des textes, assez nombreux pour dissiper les doutes.

« Je fus ravi de voir tomber le bon père jacobin dans ce que je souhaitais. Je le priai de m'expliquer ce que c'était qu'une opinion probable. — Nos auteurs vous y répondront beaucoup mieux que moi, dit-il; c'est, selon eux, une opinion qui est au moins appuyée sur l'autorité de quelque grand docteur. Voici comme en parle notre maître Jean Nider dans son *Livre consolatoire de l'âme timorée : Tout homme peut avec sûreté suivre quelque opinion qu'il voudra, pourvu qu'elle soit de quelque grand docteur.*

« — Ainsi, lui dis-je, un seul docteur peut tourner les consciences et les bouleverser à son gré et toujours en sûreté. — Il n'en faut pas rire, me dit-il, ni penser combattre cette doctrine. Quand les jansénistes l'ont voulu faire, ils y ont perdu leur temps. Elle est trop bien établie. Écoutez notre Sylvestre Priéras, qui approuve cette belle sentence du *Panormitain : Celui qui suit l'opinion de quelque docteur sans l'avoir examinée fort exactement et à qui depuis elle paraît fausse, est excusé de péché, tandis qu'elle n'a point paru fausse. Il suffit pour cela,* ajoute Sylvestre, *que par l'affection qu'il a pour son docteur, il juge probablement être vrai ce qui, en effet, est faux.* — Mon père, lui dis-je, franchement je ne puis faire cas de cette règle. Qui m'a

assuré que, dans la liberté que vos docteurs se donnent d'examiner les choses par la raison, ce qui paraîtra sûr à l'un le paraisse à tous les autres? La diversité des jugemens est si grande... — Vous ne l'entendez pas, dit le père en m'interrompant; aussi sont-ils souvent de différens avis : mais cela n'y fait rien, chacun rend le sien probable et sûr. Vraiment l'on sçait bien qu'ils ne sont pas tous du même sentiment, et cela n'en est que mieux. Ils ne s'accordent au contraire presque jamais : il y a peu de questions où vous ne trouviez que l'un dit oui, l'autre dit non; et, en tous ces cas-là, l'une et l'autre des opinions contraires est probable : c'est pourquoi Diana, et cet auteur en vaut seul beaucoup d'autres, dit sur un certain sujet : *Ponce et Sanchez sont de contraire avis; mais parce qu'ils étaient tous deux sçavans, chacun rend son opinion probable.*

« — Mais, mon père, lui dis-je, on doit être bien embarrassé à choisir alors. — Point du tout, dit-il, il n'y a qu'à suivre l'avis qui agrée le plus. — Eh quoi, si l'autre est plus probable! — Il n'importe, me dit encore le père; le voici bien expliqué par notre père Jean-Baptiste Haquet : *Je dis qu'il est permis de suivre dans la pratique une opinion moins probable et moins sûre, soit que ce soit sa propre opinion, soit que ce soit celle d'un autre, pourvu qu'elle soit simplement probable.*

« Et si une opinion est tout ensemble et moins probable et moins sûre, sera-t-il permis de la suivre en quittant ce que l'on croit être plus probable et plus sûr? — Oui, encore une fois. Est-ce que vous n'entendez pas le latin? *Minus probabilem et minus tutam.* Les termes sont exprès, et ce sçavant théologien ajoute que c'est le sentiment de nos grands docteurs Medina et Bannes : *eam sententiam docent Medina, Bannes*, etc. Cela n'est-il pas clair?

« Nous voici bien au large, lui dis-je, mon révérend père. Grâce à vos opinions probables, nous avons une belle liberté de conscience; et vous autres, casuistes, avez-vous la même liberté dans vos réponses? — Oui, me dit-il, nous répondons aussi ce qu'il nous plaît, ou plutôt ce qui plaît à ceux qui nous interrogent; car voici nos règles que notre maître Thomas Mercado explique admirablement. Ce qu'il dit sur cela dans son sçavant *Traité des Contrats* est remarquable.

« *De plus,* dit-il, *je puis donner en ami un bon conseil à un confesseur qui entendrait la confession d'un marchand, et ce sera le moyen de se procurer une grande liberté et une grande autorité. Le voici : C'est que si le confesseur suit et soutient une opinion, cela ne doit pas l'obliger à s'en servir pour la direction de son pénitent, supposé que celui-ci ne veuille pas la prendre pour règle ni*

la suivre, pourvu que la sienne soit probable et ait ses raisons et ses fondemens. C'est assez que le confesseur lui conseille ce qu'il croit être plus certain et ce qu'il approuve le plus. Mais si son opinion ne plaît pas au pénitent et que ce qu'il a fait puisse se faire, comme étant approuvé de plusieurs bons auteurs, ce serait une extravagance et une grande arrogance au confesseur de refuser de l'absoudre, parce qu'il n'est pas de son avis. Quand, sur un contrat, les docteurs sont partagés, le pénitent peut choisir et suivre l'opinion qu'il jugera à propos. Je dis de même quand, hors de la confession, un théologien est consulté, si les opinions sont contraires, il lui est permis, sans danger, de suivre l'une ou l'autre et de décider comme il lui plaît, et quand lui-même serait dans l'opinion la plus probable, il ne peut pas obliger à la suivre celui qui le consulte : mais il doit seulement lui exposer simplement son avis en l'avertissant cependant qu'en faisant le contraire il ne pèchera point, parce qu'il y a plusieurs docteurs qui croyent la chose permise. Cela est net et décisif.

« — Tout de bon, mon père, votre doctrine est bien commode. Quoi! avoir à répondre oui et non à son choix! On ne peut assez priser un tel avantage et je vois bien maintenant à quoi vous servent les opinions contraires que vous avez sur chaque matière; car l'une vous sert toujours et l'autre ne vous nuit jamais : et si vous ne trouvez votre compte d'un côté, vous vous jetez de l'autre, et toujours en sûreté. Et votre père Mercado a raison de dire que cela donne à un directeur *une grande liberté et une grande autorité.* — Cela est vrai, dit-il, et ainsi nous pouvons toujours dire avec Diana, qui trouva le père Bauny pour lui lorsque le père Lugo lui était contraire : *Sæpe premente deo fert deus alter opem. (Si quelque dieu nous presse, un autre nous délivre.)*

« — J'entends bien, lui dis-je; mais il me vient une difficulté dans l'esprit. C'est qu'après avoir consulté un de vos docteurs et pris de lui une opinion un peu large, on sera peut-être attrapé si on rencontre un confesseur qui n'en soit pas et qui refuse l'absolution si on ne change de sentiment; n'y avez-vous point donné ordre, mon père?

« — Vous êtes un étrange homme, reprit-il, vous écoutez ce que je vous dis sans nulle application. Dans l'endroit du docteur Mercado, que je viens de vous citer, n'a-t-il pas prévu votre objection? et ne dit-il pas en termes formels que *ce serait une extravagance et une grande arrogance au confesseur de refuser l'absolution à son pénitent, à cause qu'il n'est pas dans son opinion.* On a mis ordre à tout cela, et on a obligé les confesseurs à absoudre leurs pénitens qui ont des opinions probables, sous peine de péché mortel, afin qu'ils n'y manquent pas.

« Si vous n'êtes pas content de l'autorité du grand théologien que je viens de vous citer, je ne serai pas embarrassé à vous en citer d'autres de notre ordre.

« Vous savez ce que c'est que Louis Lopes et François Victoria? — Non, dis-je, je n'ai pas l'honneur de les connaître. — A ce que je vois, reprit-il, vous êtes bien neuf dans la théologie. Ce Victoria que je vous nomme *est*, dit Antoine de Sienne, auteur de notre bibliothèque, *un homme au-dessus de tous les éloges, et qui a brillé avec tant d'éclat dans l'école, qu'il a mérité d'être appelé, par des personnes des plus illustres, la plus grande lumière de la théologie.* Après cela, je crois que vous l'écouterez avec respect et docilité. Or voici comme parle ce grand homme : « *Je réponds que soit que le confesseur soit le propre prêtre du pénitent, soit qu'il ne le soit pas, il est obligé* (tenetur) *de l'absoudre en un tel cas, et cela se prouve évidemment. Un tel pénitent est en grâce et le confesseur juge probablement qu'il y est, parce qu'il sait que l'opinion qu'il suit est probable. Il ne doit donc pas lui refuser l'absolution.* » Cela s'appelle non pas prouver, mais démontrer.

« Écoutez maintenant Lopes qui ne lui cède guère en doctrine : *Cette conclusion se tire de Medina* (c'est encore un de nos fameux docteurs) *et il est évident par sa raison et par l'opinion qu'il soutient, que le confesseur ne peut refuser l'absolution au pénitent qui suit une opinion probable des docteurs, quoique le confesseur croye que l'opinion contraire est plus probable; parce que le pénitent, puisqu'il a suivi une opinion probable, n'a point péché; il n'y a donc nulle raison de lui refuser l'absolution.* Et remarquez bien ces termes, *tenetur, non potest;* car dans le style exact de l'école, les casuistes ne parlent jamais ainsi que pour marquer une obligation sous peine de péché mortel, et leur raison le prouve; parce que ce serait faire une grande injustice au pénitent et dans une matière très importante. Êtes-vous content?

« — O mon père! lui dis-je, voilà qui est bien prudemment ordonné; il n'y a plus rien à craindre : un confesseur n'oserait plus y manquer. Je ne savais pas que vous eussiez le pouvoir d'ordonner, sous peine de damnation; je croyais que vous ne saviez qu'ôter les péchés, je ne pensais pas que vous en sussiez introduire : mais vous avez tout pouvoir à ce que je vois.

« — Vous ne parlez pas proprement, me dit-il, nous n'introduisons pas les péchés, nous ne faisons que les remarquer. J'ai déjà bien reconnu deux ou trois fois que vous n'étiez pas bon scholastique. — Quoi qu'il en soit, mon père, voilà mon doute bien résolu; mais j'en ai un autre à vous proposer, c'est que je ne sais comment vous pouvez faire quand les pères de l'Église sont contraires au sentiment de quelqu'un de vos casuistes.

« Vous l'entendez bien peu, me dit-il; les pères étaient bons pour la morale de leur temps, mais ils sont trop éloignés pour celle du nôtre. Pesez bien ce raisonnement d'un de nos plus habiles théologiens, c'est Pierre de Tapia :

« *Touchant la qualité des auteurs*, dit-il, *il faut distinguer; car ou ils sont anciens, ou ils sont modernes. S'ils sont anciens, il faut voir si leurs opinions ont été constamment suivies ou si elles ont été abandonnées. Et si elles sont surannées,... car si une opinion est maintenant communément abandonnée, on ne tient point compte de l'autorité ou du témoignage de son auteur, pour donner de la probabilité à cette opinion.*

« — Voilà de belles paroles! lui dis-je, et pleines de consolation pour bien du monde. — Nous laissons les pères, me dit-il, à ceux qui traitent la positive; mais pour nous qui gouvernons les consciences, nous les suivons peu et ne citons dans tous nos écrits que les nouveaux casuistes. Voyez Diana qui a tant écrit : il a mis à la tête de ses livres la liste des auteurs qu'il rapporte : il y en a deux cent quatre-vingt-seize dont le plus ancien est depuis quatre-vingts ans. — Cela est donc venu au monde depuis votre ordre? lui dis-je. — Ha! bien longtemps après, me répondit-il; car, à proprement parler, nos Sommes de cas de conscience ne passent pas deux cents ans. — C'est-à-dire, mon père, qu'environ vers ce temps-là, on commença à voir disparaître saint Augustin, saint Ambroise, saint Jérôme et les autres, pour ce qui est de la morale, mais au moins que je sache les noms de ceux qui leur ont succédé. Qui sont-ils ces nouveaux auteurs?

« — Ce sont des gens bien habiles et bien célèbres, me dit-il; c'est Villalobos, Conink, Llamas, Achokier, Deakofer, Dellacrux, Veracrux, Ugolin, Tambourin, Fernandez, Martinez, Suarez, Henriquez, Vasquez, Lopez, Gomez, Sanchez, de Vechis, de Grassis, de Grassalis, de Pitigianis, de Graffiis, Squillanti, Bizozeri, Barcola, de Bobadilla, Simancha, Perez, de Lara, Aldresta, Larca, Descarcia, Guaranta, Scophra, Pedrezza, Cabrezza, Bisbe, Diaz de Clavasio, Villagut, Adam à Manden, Iribarne, Binfeld Volfang à Veberg, Vostery, Strevesdorf.

« — O mon père! lui dis-je, tout effrayé, tous ces gens-là étaient-ils chrétiens? — Comment chrétiens? me répondit-il, ne vous disais-je pas que ce sont les seuls avec lesquels nous gouvernons aujourd'hui la chrétienté?

« Cela me fit pitié; mais je ne lui en témoignai rien et lui demandai seulement si tous ces auteurs étaient jacobins. — Non, me dit-il, mais il n'importe, ils n'ont pas laissé de dire de bonnes choses. Ce n'est pas que la plupart ne les aient prises ou imitées des nôtres; mais nous ne nous piquons pas d'honneur, outre qu'ils citent nos

pères à toute heure et avec éloge; et puis si vous entendez bien votre doctrine de la probabilité, vous verrez que cela n'y fait rien. Au contraire, nous avons bien voulu que d'autres que nous puissent rendre leurs opinions probables, afin qu'on ne puisse pas nous les imputer toutes; et ainsi, quand quelque auteur que ce soit en a avancé une, nous avons droit de la prendre, si nous le voulons, par la doctrine des opinions probables, et nous n'en sommes pas les garans, quand l'auteur n'est pas de notre corps. — J'entends tout cela, lui dis-je, je vois bien par là que tout est bien venu chez vous, hormis les anciens pères, et que vous êtes les maîtres de la campagne. Mais je prévois trois ou quatre grands inconvéniens, et de puissantes barrières qui s'opposeront à votre course. — Et quoi? me dit le père tout étonné. — C'est, lui répondis-je, l'Écriture sainte, les papes, les conciles que vous ne pouvez démentir, et qui sont tous dans la voie unique de l'Évangile. — Est-ce là tout? me dit-il. Vous m'aviez fait peur. Croyez-vous qu'une chose si visible n'ait pas été prévue et que nous n'y ayons pas pourvu? Vraiment je vous admire de penser que nous soyons opposés à l'Écriture, aux papes et aux conciles : il faut que je vous éclaircisse du contraire. Je serais bien marri que vous crussiez que nous manquons à ce que nous leur devons. Vous avez sans doute pris cette pensée de quelques opinions de nos pères qui paraissent choquer leurs décisions, quoique cela ne soit pas : mais pour entendre l'accord, il faudrait avoir plus de loisir. Je souhaite que vous ne demeuriez pas mal édifié de nous. Si vous voulez que nous nous revoyions demain, je vous en donnerai l'éclaircissement. »

Le probabilisme est la doctrine des jésuites; on s'en tient là; cela n'est pas juste. C'est aussi, nous venons d'en donner la preuve, celle des dominicains. Il faudrait à la condamnation associer le poète Lucain; n'a-t-il pas dit :

Victrix causa Diis placuit, sed victa Catoni.

C'est du probabilisme pur.

Caton est un homme grave. Son appui rend probables les droits de Pompée.

Il y a quarante ans environ, c'était en 1851, je descendais le Rhône en bateau à vapeur; j'avais rencontré un voyageur instruit des choses de science; il parlait bien et avec bon jugement. Il admirait le théorème de Sturm sur les équations algébriques, et discutait savamment l'emploi, nouveau alors en métallurgie, de la combustion du gaz des hauts fourneaux. En approchant d'Avignon quelqu'un, regardant la rive gauche du fleuve, s'écria : « Voilà le château des papes! — Mais, répondit le voyageur, nous ne sommes

pas à Rome ! » On lui rappela qu'il y avait eu des papes à Avignon ; il ne niait pas, mais réfléchissait. « Cependant, dit-il, s'il y avait eu des papes à Avignon, *cela se saurait !* »

Plus d'un lecteur, instruit comme ce voyageur, et comme lui de bon jugement, mais peu au courant de l'histoire de la théologie morale, continuera sans doute à se dire : si les maximes flétries par Pascal étaient celles des docteurs et des saints, approuvées par des papes et par des conciles, conseillées par tous les ordres religieux, *cela se saurait.*

La question de droit est la plus importante. La casuistique est-elle mauvaise en soi ? Faut-il condamner les casuistes, les blâmer ou les absoudre? Les passages scandaleux cités par Pascal se trouvent dans leurs livres, incontestablement ; l'interprétation en est fidèle. Est-il juste de tempérer par des circonstances atténuantes leur appréciation si fortement motivée? Nous avons rapporté d'étranges décisions, plus étranges encore quand on les lit dans les livres des saints. Mais c'est prendre le change, que juger comme des traités de morale des études sur les cas de conscience. La confession est obligatoire, il faut la rendre possible. Le prêtre n'a pas à guider seulement les consciences pures, les cœurs délicats et les âmes généreuses, il n'a pas d'anges à diriger. Les hommes ne peuvent tous passer leur vie dans la retraite et en prières, il doit leur supposer, parce qu'il en est ainsi, des vices qu'on ne nomme pas et des sentimens mauvais contre lesquels leur volonté ne peut rien. En se demandant où commence le péché mortel et l'infamie, il n'atténue en rien les maximes de l'Évangile ; il ne se persuade pas qu'il y ait un degré de perfection inutile à dépasser dans lequel on soit en assurance. Les âmes n'évitent de tomber qu'en montant toujours ; mais sans rien abandonner de la morale chrétienne, on distingue, pour ne décourager aucune bonne volonté, ce qui est de précepte et d'obligation indispensables, et ce qui est seulement de perfection et de conseil. Il faut supposer des esprits mondains, terrestres et grossiers, sans chaleur et sans élévation, plus effrayés des peines éternelles de l'enfer que soucieux des joies monotones du paradis, incapables d'une pensée généreuse, inaccessibles à un sentiment délicat, capables cependant de dévotion. On peut plier les deux genoux dans les églises, se présenter avec crainte au confessionnal, redouter d'y dissimuler un péché beaucoup plus que de le commettre, et en commettre de très graves. Il y avait jadis, il y a toujours, du bon grain et de l'ivraie dans la moisson du Seigneur, du froment et de la paille dans son aire, de bons et de mauvais poissons dans son filet. L'église prie pour tous les pécheurs, n'en exclut aucun de son unité et veut embrasser tout le monde. Les méchans et les mauvais sub-

sistent parmi les bons et les prédestinés. La foi n'est pas toujours ce qui leur manque. Tous sont reçus et appelés au tribunal de la pénitence, ils y montrent la laideur de leur âme, ils pèchent sans regret, même avec joie, et n'accusent que le diable qui s'en réjouit, quoique ennemi de la vérité.

Vous leur parlez de haïr le péché, ils le désirent; d'aimer le prochain comme eux-mêmes, le précepte ne leur paraît pas sérieux; de préférer Dieu à ses créatures, de n'aspirer qu'à sa gloire, de se plaire aux souffrances, ils ne comprennent pas; de grossir chaque jour le trésor de leurs mérites, ils repoussent ce genre d'avarice. Quand on se doit à tous, il faut s'accommoder aux méchans, ils sont nombreux. Serait-il charitable et prudent de leur dire, comme Daniel à Balthazar: « Aux balances du Seigneur votre poids est trop léger. Le vrai trésor vous manque, c'est la grâce. *Discedite maledicti;* retirez-vous, maudits! Où? Dans l'enfer; il est votre lot; le feu y est préparé pour votre âme depuis le commencement du monde. L'Église est plus accommodante et plus douce. D'un mauvais payeur, on tire ce qu'on peut. Pour qui ne peut accroître la gloire de Dieu, on implore sa miséricorde.

De telles gens, pour Pascal, sont comme n'étant pas; ils lui font horreur. C'est à eux que pensent les casuistes. L'entente est impossible.

L'étude des cas de conscience, pour celui qui veut, sans rien de plus, éviter le châtiment, ressemble fort à nos programmes du baccalauréat. Le casuiste, oubliant qu'il n'existe ni bornes ni limites dans les choses, veut marquer, sur la route du vice, le point qu'on peut atteindre sans danger, et le détail des chutes qui ne sont pas mortelles. Les rédacteurs des programmes d'examen, vrais casuistes de la science profane, marquent par exclusion le détail des ignorances tolérées. Le casuiste, en classant les péchés, ne les autorise ni ne les conseille. Le confesseur, auquel il s'adresse, les absout, mais les blâme. Les distinctions sont faites pour la classe, très peu digne d'estime, de ceux qui, semblables à Bartholo, dont la probité suffisait pour n'être pas pendu, veulent avoir de la vertu, tout juste ce qu'il en faut pour n'être pas damné.

La casuistique est un mal. Tous les esprits honnêtes et droits en conviennent. Les casuistes en tombent d'accord, mais la malice des hommes et la prétention de les diriger tous rend ce mal nécessaire. Les confesseurs au moins n'en doutent pas, et ceux qui font la guerre aux casuistes la déclarent à la confession.

« Lorsque, dit Bossuet, nous formons tant de doutes et tant d'incidens, que nous réduisons l'Évangile et la doctrine des mœurs à tant de questions artificieuses: que faisons-nous autre chose, sinon de chercher des déguisemens! Et que servent tant

de questions, sinon à nous faire perdre parmi les détours infinis la trace toute droite de la vérité? Ces pécheurs subtils et ingénieux qui tournent l'Évangile de tant de côtés, qui trouvent des raisons de douter sur l'exécution de tous les préceptes, qui fatiguent les casuistes par leurs consultations infinies, ne travaillent ordinairement qu'à nous envelopper la règle des mœurs. Ce sont des hommes, dit saint Augustin, qui se tourmentent beaucoup pour ne pas trouver ce qu'ils cherchent; ou plutôt ce sont ceux dont parle l'apôtre, qui n'ont jamais de maximes fixes ni de conduite certaine, qui apprennent toujours et cependant n'arrivent jamais à la science de la vérité. A Dieu ne plaise que nous croyions que la doctrine soit toute en questions et en incidens! L'Évangile nous a donné quelques principes, il nous a appris quelque chose, son école n'est pas une académie où chacun dispute ainsi qu'il lui plaît. Qu'il puisse se rencontrer quelquefois des difficultés extraordinaires, je ne m'y veux pas opposer; mais, pour régler votre conscience sur la plupart des devoirs, la simplicité et la bonne foi sont deux grands docteurs qui laissent peu de choix indécis pour subtiliser sans mesure. Aimez vos ennemis! Faites-leur du bien! Mais c'est une question, direz-vous, ce que signifie cet amour, si aimer ne veut pas dire, ne les haïr point; et pour ce qui regarde de leur faire du bien, il faut savoir dans quel ordre, et s'il ne suffit pas de venir à eux après que vous aurez épuisé votre libéralité sur tous les autres; et alors ils se contenteront, s'il leur plaît, de vos bonnes volontés. Raffinemens ridicules! Aimer, c'est à dire aimer.

« Qui donc a produit tant de doutes, tant de fausses subtilités sur la doctrine des mœurs, si ce n'est que nous voulons tromper et être trompés! De là tant de chicanes et tant d'incidens qui raffinent sur les chicanes et les détours du barreau. Tout cela pour obscurcir la vérité. C'est pourquoi saint Augustin a raison de comparer ceux qui les forment à des hommes qui frappent sur la poussière et se jettent de la terre aux yeux. Eh quoi? vous étiez dans le grand chemin de la charité chrétienne, la voie vous paraissait toute droite, et vous avez soufflé sur la terre! Mille vaines contentions, mille questions de néant se sont excitées qui ont troublé votre vue comme une poussière importune, et vous ne pouvez plus vous conduire: un nuage vous couvre la vérité, vous ne la voyez qu'à demi. »

Ainsi parle Bossuet. Ainsi pourrait parler le casuiste le plus subtil. Nos études, dirait-il, doivent porter sur l'exception; plût à Dieu qu'aucun d'entre vous n'eût d'hésitations et de doutes ou qu'il sût les résoudre tout simplement, par l'application courageuse de la règle. Mais, comme le dit Bossuet, il peut se rencontrer des difficultés extraordinaires; le casuiste, bien ou mal, mais le mieux

qu'il peut, enseigne à les résoudre. Il doit les aborder toutes et ne se scandaliser de rien.

Un vieil auteur italien récite le conte d'un curé du moyen âge, gardien sévère des convenances du langage, qui, dans la confession des péchés quels qu'ils fussent, imposait la plus scrupuleuse décence. Assez bon clerc pour savoir que les définitions de mots sont arbitraires et n'espérant rien changer aux choses, il avait attaché à des mots très honnêtes et à des locutions irréprochables un sens convenu qui l'était moins. Les garçons de la paroisse parlaient couramment ce langage et volontiers l'enseignaient aux filles.

L'évêque, en tournée pastorale, voulut, la veille d'une grande fête, faire lui-même la confession. L'absolution ne fut refusée à personne. Le lendemain, il félicitait le curé sur les excellentes mœurs de la paroisse. Ne pouvant croire que monseigneur veuille railler, le bon curé devine la vérité et révèle en latin le sens convenu de quelques mots souvent répétés la veille. L'évêque comprend tout, se précipite dans l'église, arrête d'un geste impérieux le groupe des jeunes filles marchant déjà vers la sainte table, et leur crie : « Doucement! *Piano, piano, giovinette che...* » Puis résumant leurs confessions dans la langue claire et précise de Boccace, il ordonne au curé d'appeler à l'avenir chaque chose par son nom.

Il paraît juste de chercher s'il est impossible, quand on s'adresse à des gens dont la perfection n'est ni la prétention ni le but, d'excuser quelquefois la molle indulgence dont s'indigne Pascal. Une action blâmable est commise et avouée, il ne s'agit plus de la conseiller, mais de la pardonner, si le pouvoir de delier le permet. Il est facile d'imaginer quelques exemples.

L'archevêque de Grenade n'est pas un saint. On le dit avare; il aime les présens et s'en montre reconnaissant. Les fleurs dans le jardin du curé Diégo sont les plus belles et les fruits les meilleurs du monde ; son plaisir est de les donner : Monseigneur n'est pas oublié. Un bénéfice devient vacant; l'archevêque le confère à Diégo qui se réjouit avec inquiétude. Ses beaux fruits ont plaidé pour lui; c'est pour cela peut-être qu'il les envoyait. N'est-il pas simoniaque? Il consulte le casuiste Valentia qui lui ordonne d'accepter. Dans sa conduite rien ne semble blâmable; le choix de l'archevêque est excellent; Diégo a porté sur son supérieur un jugement téméraire, c'est le péché dont il veut l'absoudre, et Valentia écrit sur ses tablettes cette note que Pascal lui reprochera :

« Si un présent devient le motif qui porte la volonté du collateur à conférer un bénéfice, ce n'est pas simonie. »

Le bénéfice conféré à Diégo est grevé d'une rente viagère en faveur d'un vieux chanoine. Le curé Diégo reste fort gêné ; le chauffage de ses serres, l'entretien de ses réservoirs et de ses canaux dépasse

ses ressources. Il faudrait, pour les réparer, réduire ses aumônes, il n'y veut pas songer; mais en voyant souffrir son beau jardin, il s'écrie, moitié riant, moitié sérieux : « Ce vieux chanoine vit bien longtemps! Heureusement, ajoute-t-il, que les souhaits ne tuent pas, il serait en danger. »

Diégo a manqué de charité. Il veut s'en confesser; Valentia lève les épaules.

Xipharès aurait donné sa vie pour sauver celle de son père, mais la mort de Mithridate rend possible un hymen qu'il n'espérait plus. Son amour pour la belle Monime est accru par deux ans de silence; il est aimé; la joie dissipe sa tristesse.

Cléante, fils d'Harpagon, aime Marianne. Il sait qu'il dépend de son père, que le nom de fils le soumet à ses volontés, qu'on ne doit pas engager sa foi sans le consentement de ceux dont on tient le jour, que le ciel les a faits maîtres de nos vœux, et qu'il nous est enjoint de n'en disposer que par leur conduite. Il renonce par déférence ou par nécessité à un mariage que son père n'approuve pas. Un mal foudroyant emporte Harpagon; Cléante devient libre, le mariage se fera. L'espérance adoucit sa douleur, il s'accuse devant Escobar de ne pouvoir être triste.

Moins habile que Racine à peindre le cœur humain, le jésuite le connaît mieux encore. Le cas pour lui n'a rien de grave. Diverses passions peuvent agiter en même temps notre âme; il n'est pas besoin d'avoir lu Montaigne pour le savoir. Il rassure le jeune homme, et dans son zèle pour les cas d'apparence paradoxale, il écrit sur ses tablettes :

« Un bénéficier peut désirer la mort de celui qui a une pension sur son bénéfice, et un fils celle de son père et se réjouir quand elle arrive, pourvu que ce ne soit que pour le bien qui lui en revient et non par une haine personnelle. »

Pascal s'indignera et le lecteur frémit. Sur la route où on lui fait faire un premier pas, il croit, dans le lointain, apercevoir le parricide, c'est horrible! J'en conviens, mais ce n'est pas Escobar qui est horrible, c'est le cœur humain.

Quand un fils, irréprochable d'ailleurs, s'accuse de n'être pas assez triste de la mort de son père, peut-on lui ordonner de l'être et désespérer de son salut?

La question renaît, toujours la même. Escobar veut rendre possible à tous l'absolution dans ce monde, le salut dans l'autre. Pascal s'écrie : « Les âmes grossières auxquelles vous prétendez ouvrir le paradis sont indignes d'entourer celles des justes; elles me font horreur. » C'est en enfer qu'il veut envoyer ces infâmes, avec les va-nu-pieds rebelles à leur roi, qu'au temps de son enfance M. de Gassion faisait pendre à Avranches.

Les parens du pieux étudiant Fernand l'ont confié au professeur Bartholo. L'épouse de Bartholo, Padilla, jeune, jolie et coquette, se montre bienveillante pour Fernand; il se croit en danger, et ne se trompe pas. Il consulte Escobar. Doit-il renoncer aux leçons de Bartholo, imposer à ses parens un nouveau sacrifice? Faire planer par sa fuite, dont il faudra leur dire le motif, des soupçons injurieux sur Padilla? Les regards qui l'inquiètent sont peut-être innocens, et dans les phrases à double sens il est charitable d'adopter le meilleur. Escobar l'engage à ne pas fuir. « On ne va pas à Dieu avec des pas, a dit saint Augustin, mais avec une volonté courageuse et forte. » Il faut demander la grâce de bien combattre, et pour triompher des tentations, redoubler de zèle pour l'étude, Fernand restera donc exposé au péril qui, suivant les paroles du sage, peut donner la mort aux plus courageux. Escobar écrit sur ses tablettes :

« On ne doit pas refuser l'absolution à ceux qui sont engagés dans des occasions prochaines du péché quand ils ne pourraient les quitter sans bailler au monde sujet de parler ou sans en recevoir d'incommodité. »

Saint Thomas n'est pas plus sévère. Il conseille d'éviter de se rencontrer avec la personne qui fait naître les tentations, de les combattre et de ne pas rendre les occasions si fréquentes qu'elles soient un péché.

Le professeur de morale de Salamanque, en 1493, était plus précis et plus large : « Si ceux, qui, par nécessité, se trouvent engagés à demeurer dans un même logis et qui sont pris d'amour, se confessent, se repentent, promettent de s'abstenir et toutefois retombent, peut-on les absoudre sans les séparer? » Il répond que si la résistance est telle qu'elle obtienne quinze ou vingt fois plus de victoires que de chutes, on doit les absoudre sans séparation.

Le père Bauny a copié le professeur de Salamanque, et l'indignation de Pascal n'a foudroyé que le jésuite.

— Le beau Fernand brille dans les luttes de l'école. Ses argumens subtils réduisent un adversaire au silence ; l'adversaire répond par un soufflet. Fernand n'ignore pas qu'il a été ordonné de tendre l'autre joue et que Dieu lui en saurait gré; il devine même, chance heureuse, que cet acte de vertu rendrait moins doux et moins dangereux les regards de Padilla ; il sait aussi que, dans le monde, celui qui a reçu un soufflet est réputé sans honneur jusqu'à ce qu'il ait tué l'offenseur. Si, sans désir criminel de vengeance, il peut satisfaire au respect humain et suivre la loi du siècle, il se risquera. Il consulte Escobar :

« La piété et l'honneur, répond le père, ne sont opposés qu'en apparence. Les innocens, sans cela, exposés chaque jour à de nouvelles insultes, resteraient sans défense contre la malice des

insolens. Exigez des excuses. Si l'adversaire refuse, vous pourrez l'appeler sur le terrain, le péché retombera sur lui. » Fernand rassuré provoque l'offenseur et le tue, non dans l'intention de rendre le mal pour le mal, mais pour sauver son honneur et défendre sa vie. Escobar lui donne l'absolution et écrit sur ses tablettes :

« Si un gentilhomme se trouve en telle situation que, s'il refuse un duel, on puisse croire que c'est par timidité et qu'ainsi on dise de lui que c'est une poule et non pas un homme, il peut, pour conserver son honneur, se trouver au lieu assigné. »

Pascal sur ce passage intéressera la piété du roi contre ses adversaires, admirant qu'il emploie sa puissance à défendre et à abolir le duel dans ses états, tandis que la piété des jésuites occupe leurs subtilités à le permettre et à l'autoriser dans l'Église.

— Padilla, rebutée par Fernand, peut-être fatiguée de lui, distingue fra Eugenio, vicaire de sa paroisse. Elle le prend pour directeur et lui avoue, sans prononcer de nom, que son cœur brûle d'un amour criminel. Fra Eugenio lui conseille de pieuses lectures, la conduit dans sa bibliothèque et pour combattre les mauvaises pensées, lui prête les oraisons de sainte Thérèse. Padilla, sans rien combattre, revient le lendemain chercher son éventail qu'elle a oublié exprès. Eugenio n'a pas le don de continence. Une heure après, il court chez Escobar se confesser d'un crime. Les bornes sont dépassées, l'indulgence serait forfaiture. Escobar indigné s'échauffe d'un zèle dévot, il lui montre l'enfer entr'ouvert et lui fait honte de la joie qu'il procure aux démons. Eugenio l'écoute muet et confus. Mais on l'attend pour célébrer la messe. Escobar songe à tout. Le scandale est un mal de plus. Saül n'a-t-il pas dit à Samuel : Honorez-moi devant le peuple. « Cachez, dit-il, votre infamie et la honte de votre fille spirituelle ; je vous donne l'absolution. Vous ne la méritez guère ; mais hâtez-vous. » Et comme Escobar étudie toujours, il écrit sur ses tablettes :

« Un prêtre peut-il dire la messe le même jour qu'il a commis un péché mortel, et même des plus criminels, en se confessant auparavant ? Non, dit Villalobos, à cause de son impureté ; mais Sancius dit que oui, et sans aucun péché ; et je tiens son opinion sûre et qu'elle doit être suivie dans la pratique : *et tuta in praxi.* »

« Quoi ! mon père, s'écriera Pascal, on doit suivre cette opinion dans la pratique. Un prêtre qui serait tombé dans un tel désordre oserait-il s'approcher de l'autel le même jour sur la parole d'Escobar, et ne devrait-il pas déférer aux anciennes lois de l'Église, qui excluaient à jamais du sacrifice, ou tout au moins pour un long temps, les prêtres qui avaient commis des péchés de cette sorte, plutôt que de s'arrêter aux nouvelles opinions des casuistes, qui les y admettent le jour même qu'ils y sont tombés ? »

L'indignation de Pascal est sincère et juste, mais il importe de ne pas faire de confusion. Escobar s'est indigné comme Pascal; le crime est horrible. Est-ce une raison pour que la paroisse soit privée de la messe? La mesure est difficile à garder. Wiclef, en assurant qu'on n'est plus ni roi, ni seigneur, ni magistrat, ni prêtre, ni pasteur, dès qu'on est en péché mortel, a également renversé, suivant Bossuet, suivant Pascal aussi probablement, l'ordre du monde et celui de l'Église, et rempli l'un et l'autre de sédition et de trouble.

Le père Parennin, missionnaire en Chine, a pris sur lui, par prudence humaine, d'adoucir, pour ne pas les rendre impraticables à ses catéchumènes, quelques-unes des prescriptions de la loi chrétienne.

Les Chinois ont un certain maître fort savant en philosophie morale, qui est mort il y a longtemps, nommé Confucius, lequel, pour sa doctrine, ses règles et enseignemens, est en une si haute estime dans le royaume, que tous, soit rois ou autres de quelque qualité, condition et rang qu'ils soient, se le proposent comme un exemple à imiter et à suivre, l'honorent et le louent comme saint, et il y a dans toutes les villes et bourgs des temples érigés en l'honneur de ce maître dans lesquels les gouverneurs sont tenus, deux fois l'année, d'offrir un sacrifice solennel, faisant eux-mêmes fonctions de prêtre, et durant le cours de l'année, deux fois le mois, sans solennité, et quelques savans se trouvent là pour assister les gouverneurs en l'administration des choses qu'il faut qu'ils offrent en tel sacrifice, qui sont un pourceau entier mort, une chèvre entière, des chandelles, du vin, des fleurs, des parfums.

Quelques gouverneurs convertis et quelques lettrés désignés pour assister au sacrifice ne peuvent s'y refuser sans grand dommage pour leur famille et pour eux-mêmes. Parennin, pour ne pas mériter le reproche que Jésus-Christ faisait aux pharisiens et ne pas imposer aux fidèles Chinois des fardeaux dont la charge les empêcherait d'aspirer au ciel, crut prudent de leur conseiller cette subtile invention de cacher sous leurs habits une image de Jésus-Christ à laquelle il leur enseignait de rapporter mentalement les adorations rendues à Confucius. N'est-ce pas là autoriser l'idolâtrie? Pascal n'en fait nul doute, et, parmi les égaremens qu'il dénonce, aucun ne lui semble plus odieux. Parennin, de retour en Europe, a des scrupules; il consulte Escobar. Le père lui présente la Bible ouverte au livre des *Rois :* « Naaman dit à Élisée : Il faut faire ce que vous voulez; mais je vous conjure de me permettre d'emporter la charge de deux mulets de la terre de ce pays; car votre serviteur n'offrira plus à l'avenir des holocaustes ou des victimes aux dieux étrangers, mais il ne sacrifiera qu'au Seigneur. Il n'y a qu'une chose pour laquelle je vous supplie de prier le Sei-

gneur pour votre serviteur, qui est que, lorsque le roi, mon seigneur, entrera dans le temple de Remmon pour adorer, étant appuyé sur ma main, si j'adore dans le temple de Remmon lorsqu'il adorera lui-même, que le Seigneur me le pardonne. — Élisée lui répondit : Allez en paix. » — Je ne dois pas, dit Escobar, être plus sévère qu'Élisée.

Pascal, sans accepter d'excuse, aurait condamné Naaman.

— Le vieil Antonio a fait fortune. Ses neveux, depuis lors, l'impatientent par leurs attentions. Un jour, sur la promenade publique, Antonio, entouré de ses parens, regarde la cathédrale et dit à haute voix : « Je vois mon légataire universel. » Antonio laissait tout son bien au trésor de l'Église. Riant de sa malice, mais craignant d'avoir péché contre la sincérité, il va consulter Escobar. « Vous n'avez pas menti, répond le casuiste ; tant pis pour vos parens s'ils ont mal compris. » Et, sans remords de conscience, il partagea la gaîté d'Antonio. S'ils sont excusables, — et c'est mon sentiment, — on peut quelquefois, sans péché, mais non sans mensonge, employer la parole à faire croire le contraire de la vérité.

Je cache un proscrit ; on me demande indiscrètement si je connais sa retraite ; il faut mentir, c'est devoir. Répondre, pour respecter la vérité : Je sais où il est, mais ne puis le dire, serait trahison. L'homme, une heure après, serait découvert. Si cependant, voulant éviter ce reproche de mensonges dont nous sommes, suivant Montaigne, plus offensés que de nul autre, je me dis : J'ignore dans quelle chambre il habite, dans quelle allée du jardin il se promène, je ne sais vraiment pas par conséquent où il est ; c'est niaiserie. On peut en sourire ; mais si, à cette niaiserie, s'associe le respect, même stérile, de la vérité qu'on trahit, le sourire doit être indulgent. Le mensonge, quelquefois, est obligatoire. Dans les cas ordinaires, est-il excusé par les restrictions mentales? Aucun casuiste ne l'enseigne, pas même des plus relâchés. Ceux qui leur prêtent cette doctrine sont des disciples sans intelligence ou des adversaires sans équité. L'idée qu'il est possible d'induire son prochain en erreur sans commettre le péché de mensonge a fait le sujet d'un conte amusant :

Un jésuite, mêlé à de graves intérêts et à une situation délicate, y trahit, par des assertions à double sens, ceux qui lui donnent confiance, et, certain de mériter l'absolution, s'écrie avec un pieux orgueil, après chacune de ses impostures : « Un jésuite ne ment jamais ! »

L'histoire est plus piquante que juste. Dieu seul peut, d'après les théologiens, faire croire l'erreur en disant la vérité en figures. Il ne permet pas qu'on l'imite.

— Gonzalve est plus pieux que zélé. Chaque dimanche il se pro-

pose d'entendre la messe, mais se laisse détourner par des causes que, sans grande exagération, il ne pourrait qualifier de majeures. Son exactitude, tout à coup, devient exemplaire. Le curé de la paroisse l'en félicite. Gonzalve, pour repousser une louange imméritée, avoue que, s'il n'a garde de manquer la messe, c'est que chaque dimanche il y rencontre la belle Béatrice, dont il n'ose encore demander la main; en épiant les regards de la charmante fille, il a souvent la joie de les voir s'arrêter sur lui.

Le curé, pour juger ces regards, échangés tout au moins mal à propos, demande le temps de se mieux informer; mais, en faisant sur ce point des réserves, il se réjouit du bon résultat; il a lu dans un auteur grave : *Si audis missam volens te delectare aspectu puellæ præsentis satisfacis præcepto.* C'est bien le cas de Gonzalve. Il satisfait à la règle, on ne saurait le contester. Pascal, cependant, trouve qu'on l'élude, et s'en indignerait s'il ne craignait de tarir par un éclat la source des confidences.

« En vérité, s'écrie t-il, je ne le croirais jamais si un autre me le disait. »

Le sixième commandement s'adresse à tous, et c'est après la bénédiction nuptiale, a dit un père de l'Église, que la concupiscence tend parfois ses pièges les plus dangereux. La pieuse Dolorès craint de l'avoir oublié; effrayée par tant de périls, quelques semaines après son mariage, rougissante mais résolue, elle se présente à Sanchez pour confesser ses scrupules.

« L'Église, répond le célèbre auteur du *Traité sur le mariage*, conseille la prudence et ordonne la réserve dans l'usage des plaisirs permis, mais il est des momens où Dieu pardonne à ceux qui l'oublient. Il ne faut rien exagérer. »

Dolorès n'en a nulle envie. C'est pour user de ses droits qu'elle veut s'en instruire. Sanchez, sans descendre au détail, lui explique les principes; il ne se fait pas comprendre. Dolorès est intelligente; mais, en philosophie, tient pour les Nominaux. Les idées générales n'existent pas pour elle, elle veut tout particulariser et tout dire. Sanchez l'écoute, c'est son devoir. Il remercie Dieu, quand elle s'éloigne, d'avoir introduit dans son livre les étranges problèmes dont Pascal a détourné les yeux avec raison; ils s'adressent aux seuls confesseurs, qui pourraient s'étonner et rougir si on laissait à leurs pénitentes le soin de leur en révéler le détail.

— Possidius, évêque de Calame, voulait interdire aux dames chrétiennes de son diocèse les étoffes d'or et de soie. Ces dames résistaient. Saint Augustin, consulté, décida pour elles. Les chrétiennes de Calame continuèrent, sans craindre pour leur salut, à lutter d'élégance, au risque de vaincre, avec celles qui n'avaient ni la foi chrétienne ni l'humilité. Pascal aurait approuvé Possidius.

« Que répondre, s'écrie-t-il, aux passages de l'Écriture qui parlent avec véhémence contre les moindres choses de cette nature! »

L'interlocuteur des *Provinciales* répond faiblement, à son ordinaire. Lessius, dit-il, y a doctement satisfait en disant que les passages de l'Écriture n'étaient de précepte qu'à l'usage des femmes de ce temps-là, pour donner, par cette modestie, un exemple d'édification aux païens. L'Écriture fournit à saint Augustin des appuis moins fragiles. La sainte femme Rebecca a accepté et porté, pour s'embellir, des boucles d'oreilles et des bracelets. Judith, dans sa superbe beauté, parée comme on fait un temple, avait, en sortant de Béthulie, une coiffure magnifique, une chaussure très riche, des bracelets, des lis d'or, des pendans d'oreilles, des bagues et d'autres bijoux encore, car l'Écriture ajoute : « Elle se para de tous ses ornemens. »

La Bible fournirait des exemples plus édifians, mais celui de Judith n'est pas à rejeter. Il n'est pas dit et il n'est pas croyable que Judith ait acheté ces bijoux pour mieux triompher d'Holopherne. *Elle se para de tous ses ornemens;* elle les possédait donc et s'en était servie déjà, non pour tendre des pièges, mais pour satisfaire, sans mauvaise intention, l'inclination naturelle qu'on a à la vanité. Cette innocente faiblesse ne l'empêchait pas d'être, avant, autant au moins qu'après sa compromettante expédition, la femme la plus respectée qui fût dans Israël.

— Pendant le siège de Paris, au temps de la Fronde, Port-Royal traversa de difficiles épreuves. Des partisans sans aveu couraient le pays, faisant la guerre aux marchands et aux laboureurs en imposant à tous taille et rançon. Au pieux fondateur de l'abbaye de Saint-Cyran, ils n'avaient laissé que sa chemise. Effrayées par cet exemple, les religieuses de Port-Royal des Champs se retirèrent à Paris. Les messieurs les remplacèrent dans l'abbaye.

On construisit, pour rendre l'abord plus difficile, de petites tours le long des murailles, en prenant occasion de répéter et de placer à propos les paroles de la Bible : *Circumdate Sion et complectimini eam. Narrate in turribus ejus.*

On recitait avec une pieuse émulation tous les textes belliqueux de la sainte Écriture; on se comparait au peuple de Dieu qui, bâtissant Jérusalem, tenait la truelle d'une main et l'épée de l'autre. Ce pieux divertissement élevait les âmes. Quoiqu'aucune voix venue du ciel ne se fit entendre pour mêler aux citations les paroles non moins connues : *Hoc fac et vinces*, on ne doutait pas de la victoire.

M. de Pontis, M. de Petitière, M. de Beaumont, M. de la Rivière, M. de Berry et plusieurs autres, vieux capitaines et vieux routiers,

reprenaient le ton du commandement et le langage de leur ancien métier. On faisait grand'garde toutes les nuits. Au lieu du pieux souhait : Dieu vous garde! les murs du monastère entendaient répéter : Sentinelle, prenez garde à vous! M. Le Maître, l'illustre avocat, l'épée au côté et le fusil sur l'épaule, devenait l'effroi des soldats. M. de Sacy seul refusait de prendre le mousquet.

Un jour, après avoir dit la messe à la petite troupe en armes, il leur demanda : « Si les brigands se présentent, que ferez-vous? » On ne sait jamais ce qu'on fera ; ce qu'on voulait faire n'était pas douteux.

« Les lois humaines, dit M. de Sacy, permettent de repousser la force par la force; Dieu, dont les vues adorables sont infiniment élevées au-dessus de celles des hommes, enseigne un devoir plus sacré, c'est le respect de la vie humaine. Saint Paul a dit : « Tuer pour empêcher qu'il y ait un méchant, c'est en faire deux. » Les chrétiens égarés ne sont pas des loups; il faut tirer en l'air. »

La solidité de ce sentiment parut douteuse : au lieu d'effrayer les brigands, on pouvait, en les irritant, les exciter au sang et au feu. Le Seigneur, disait-on, permet l'usage des armes. Les Machabées en sont la preuve. En détruisant les créatures par une triste nécessité, on peut adorer le Créateur. Pascal, voulant jeter la sonde dans cet abîme, hésite à son tour et ne conclut pas : « Que dira-t-on qui soit bon? De ne point tuer? Non, car les désordres seraient horribles et les méchans tueraient les bons. De tuer? Non, car cela détruit la nature. » M. Singlin partageait les scrupules de M. de Sacy. M. Le Maître tenait pour le droit de défense. Devant le conflit d'autorités si hautes, les solitaires, en les respectant sans les accorder, se demandaient si deux opinions contraires ne peuvent pas, par exception, devenir à la fois probables.

Les jansénistes les plus sévères sur les principes faiblissent quelquefois dans l'application.

M. Arnauld d'Andilly, frère respecté de la mère Angélique et oncle de MM. de Sacy et Le Maître, avait décidé de finir ses jours à Port-Royal et de mourir sous le saint joug. Ce témoignage d'estime et de confiance était un honneur pour la maison, et l'arrivée d'un tel hôte une fête pour tous. Il avait laissé paraître le désir d'avoir pour secrétaire M. Fontaine, qui, fils d'un ancien maître à écrire, avait, comme son père, *une très belle main*. M. Manguelin et M. Le Maître, qui souvent mettait à profit pour lui-même la bonne volonté toujours prête de l'habile copiste, ne désiraient nullement le consacrer tout entier au service de M. d'Andilly. Ne voulant pas, cependant, répondre par un refus à la première demande d'un personnage aussi important, ils s'arrangèrent pour que, de lui-même, il renonçât à M. Fontaine.

Le récit est piquant : « Comme j'attendais, dit Fontaine, M. d'An-

dilly avec plus d'impatience que personne, je fus surpris que, le jour qu'il allait arriver, sur le midi, après que j'eus lu à la table pendant le dîner, comme cela se pratique d'ordinaire dans toutes les communautés, je vis M. Manguelin et M. Le Maître s'avancer lentement vers moi, la tête baissée, sans faire semblant de penser à rien. Lorsque je me mettais à table, M. Le Maître, soufflé par M. Manguelin, qui le laissait porter la parole parce qu'il avait plus de feu que lui et qu'il savait donner un tour agréable à tout ce qu'il disait, vint comme de dessous la terre me dire : « *Vous aimez bien M. d'Andilly, n'est-ce pas?* — Oui, sûrement, lui dis-je, monsieur. — *Vous allez donc être bien aise de le voir?* — Je l'espère ainsi, lui répondis-je. — *Mais si on vous disait de n'avoir pas d'empressement de le voir?* » Je regardai M. Le Maître avec quelque sorte d'étonnement, comme une personne surprise. « *Que feriez-vous?* dit-il. — Je ferais ce qu'on m'ordonnerait, » lui dis-je, ne comprenant rien à ce discours, qui était pour moi une énigme. « *S'il vous rencontrait en chemin,* me dit-il, *détournez-vous adroitement. S'il vous trouvait nez à nez et qu'il vous parlât, ne répondez qu'à demi-mot et comme à bâton rompu, et sans témoigner trop de chaleur ni d'affection. Pourriez-vous contrefaire le niais?* » ajouta-t-il. En même temps, il me marquait par ses manières, par ses gestes et par de certains mots que je ne sais comment placer, ce que, pour cela, il fallait faire et dire. Dès que j'entrevis sa pensée, il me fit rire. « Vous voulez vous divertir? lui dis-je. Je suis bien aise de vous en être un sujet. — *Non, je vous parle tout de bon,* » me dit-il. Je lui dis : « Si la sagesse consiste à bien faire le niais, je vous promets que je vais être le plus sage garçon du monde. Je tâcherai de vous copier, et j'étudierai bien ce que vous venez de me montrer. »

Fontaine fit ce qu'on lui ordonnait : pendant plusieurs jours, le cœur déchiré, il évita M. d'Andilly; il se rencontra enfin sur son chemin, face à face, sans pouvoir se détourner de lui. « Aussitôt je crus être mort. Je lui fis une profonde révérence. — *Il n'y a donc que vous de toute la maison qu'on ne verra point?* me dit-il. *Je croyais que vous seriez le premier à me venir voir ici? Voulez-vous que je m'en retourne?* — Je me contraignais étrangement alors pour observer ce qu'on m'avait demandé. Je fis le décontenancé. Le chapeau, adroitement, m'échappa de la main. J'avais les yeux ouverts sans rien voir. Il me parlait, je ne répondais point. Je faisais un brouillamini. J'étais sur la réserve. Je faisais choix de mes mots, et cela paraissait assez naturel et sans étude. Enfin, je lui parlai de telle sorte qu'il pouvait croire très raisonnablement de moi que j'étais échappé à la folie et que j'en avais été bien près. Il fut surpris de me voir le plus incomplaisant et le plus impoli gar-

çon du monde, plus riche en galimatias qu'en compliment et à qui la niaiserie était tombée en partage. Il s'en alla très mécontent de moi, et je lui fis une grande révérence. — *Je viens de voir, dit-il à quelqu'un qu'il rencontra, ce que je n'aurais jamais cru. Peut-on avoir l'esprit si changeant ou si changé? J'avais souhaité ce garçon pour sa main, son incivilité me rebute.* »

Un mensonge en action vaut une restriction mentale.

On n'analyse pas les *Provinciales*, il faut lire et relire ce modèle d'éloquence et de bonne plaisanterie; sur le fond, beaucoup de réserves s'imposent. Tout homme de cœur droit et de bon jugement, quand il lit les *petites lettres*, est tenté d'y tout approuver. Ce que Pascal blâme est mauvais, ce qu'il flétrit, haïssable, ce qu'il affirme, exact; le livre élève l'âme en aiguisant l'esprit, et cependant il est injuste. Avant d'expliquer comment et dans quel sens, j'ai voulu relire la conclusion d'un critique éminent, célèbre par ses études éloquentes et profondes sur Pascal, et que, c'est Sainte-Beuve qui l'a dit, il y a toujours profit à citer; reproduisons le jugement de Vinet:

« Pascal remplit l'office d'accusateur et non celui de juge; les *Provinciales* ne sont pas un rapport, mais un réquisitoire; s'il est juste, il l'est comme un adversaire, comme un ennemi peut l'être envers ceux que l'on veut, justement peut-être, mais enfin que l'on veut détruire. Même dans ce sens, est-il toujours juste? L'est-il en rapportant tout à la préméditation, au calcul, et jamais rien à l'erreur? Un jésuite même peut se tromper. Et lorsque, dans sa treizième lettre, Pascal nous représente les jésuites jetant dans le monde des moitiés de maximes, moitié innocentes, mais destinées à se joindre en temps et lieu pour former, par leur réunion, une monstrueuse erreur, ne vous paraît-il pas conclure un peu trop rigoureusement du fait à l'intention? Je me suis adressé ces questions; mais, après cela, il faut convenir que le plus habile ne saurait faire à la fois deux choses si différentes que la polémique et l'histoire. Pascal « ministre d'une grande vengeance, » pour nous servir une fois de son langage, tient un glaive et non des balances; et, soit à cause de cela, soit parce qu'il est catholique, tout un ordre de considérations a dû lui demeurer étranger. Il n'est pas conduit à remarquer que les jésuites ne sont que les parrains et non les véritables pères du système qui porte leur nom; que ce qu'on a, justement ou injustement, appelé le *jésuitisme*, date des premiers jours du monde; que l'art des interprétations, de la direction d'intention et des réserves mentales a été pratiqué de tout temps par les plus ignorans des mortels; et que si le mot de *jésuite* avait le sens que les jansénistes lui eussent donné volontiers, et qu'il a reçu d'un usage assez général, il faudrait dire que le

cœur humain est naturellement jésuite. Qu'est-ce que le *probabilisme*, si ce n'est le nom extraordinaire de la chose du monde la plus ordinaire; le culte de l'opinion, la préférence donnée à l'autorité sur la conviction individuelle, aux personnes sur les idées, aux hasards des rencontres sur les oracles de la conscience? L'esprit du temps, l'opinion publique, la marche des idées, qu'est-ce que tout cela, sinon le probabilisme encore sous des noms modernes et populaires? Le probabilisme était encore sans nom lorsque Satan aborda nos premiers parens, mais *Satan* fut-il à leurs yeux autre chose qu'un *docteur grave* bien capable après tout de *rendre son opinion probable?* Tout cela n'excuse pas Escobar, Molina, ni le père Bauny, s'ils ont, en effet, des suggestions infiniment diverses du malin, composé toute une morale: seulement l'honneur ou la honte de l'invention ne leur appartient en aucune façon. »

Chez un moraliste comme Vinet, la distinction entre l'accusateur et le juge doit sembler étrange. Les rôles différens imposent les mêmes devoirs? Pour l'un comme pour l'autre, une allégation fausse est mensonge; une conclusion mal déduite, sophisme; une citation affaiblie, mauvaise foi; l'usage de deux poids et de deux mesures, abomination devant le Seigneur. On l'oublie trop souvent. J'oserai rappeler une anecdote célèbre en Espagne. On avait à Madrid, sous le règne de Philippe II, réservé aux aveugles le privilège de crier dans les rues les ordonnances du gouvernement ainsi que les nouvelles publiques. Un jour les crieurs, en enflant leurs voix, annonçaient les détails de la grande victoire de la flotte espagnole sur deux corsaires barbaresques: l'un des navires ennemis coulé à fond, l'autre mis en fuite.

« Vous savez, lui dit un passant, les mécréans ont capturé et emmené dans leur fuite la plus belle de nos frégates! — Cela, répondit le crieur, est l'affaire des aveugles d'Alger. »

Plus d'un historien, malheureusement, pense comme l'aveugle de Madrid, et plus d'un lecteur le trouve tout naturel.

Celui qui, prenant les codes pour étude, ferait du droit sa règle de conduite, qui, dans ses relations avec ses parens, ses amis, ses proches, exigerait rigoureusement tous les avantages permis par la loi, serait sans contredit, et avec raison, peu estimé et peu aimé, mais à l'abri des condamnations judiciaires. Le catholique qui, nourri des casuistes, chercherait chez eux sa règle de conduite, aspirant, pour toute morale, à n'être pas indigne de l'absolution, quoique mauvais parent, mauvais ami, mauvais homme et mauvais chrétien, resterait à l'abri de l'affront de se voir refuser les sacremens.

Ni les jurisconsultes ne conseillent de ressembler au premier de ces hommes, ni les casuistes ne proposent le second pour mo-

dèle. Ils savent de quel mépris il est digne, et les confesseurs ne manquent pas de lui prescrire, comme les prédicateurs de lui enseigner, une morale plus noble et plus haute.

Les plus rigides connaissent la faiblesse humaine et, sans rien accorder au démon, savent qu'il doit triompher souvent.

Les plus relâchés prévoient les mêmes défaites, blâment les mêmes faiblesses et condamnent les mêmes fautes.

La différence est qu'ils s'en indignent moins. Ni pour les uns, ni pour les autres, il n'existe, dans le champ du mal, de séparations et de limites.

Les péchés sont inégaux ; tous également en conviennent; tous les partagent en deux classes : les uns sont mortels, les autres ne le sont pas ; mais on doit faire de grandes différences entre ceux qui portent le même nom. Le plus grave des péchés véniels, il ne peut en être autrement, pour peu qu'on l'accroisse, deviendra mortel. Le plus léger entre les péchés mortels, pour peu qu'on l'atténue, deviendra véniel. Ce sont là vérités de définition; la contestation est impossible.

Les théologiens, trop souvent, ont méconnu la nécessité de cette transition insensible. On peut cependant, dans presque tous les cas, réduire la preuve en forme.

Je traverse une vigne. Je goûte un raisin; c'est un vol, mais le péché est véniel. Je suis tenté, et je cueille la grappe. L'enfer, pour cela, ne me menace pas. Le péché s'aggrave, mais reste véniel; une seconde grappe succède à la première, une troisième à la seconde, jusqu'à remplir un panier; si le panier est remplacé par une voiture, si je dérobe la vendange, le péché sera sans difficulté mortel : il était véniel au début. La grappe que je cueillais au moment où le changement s'est accompli marque la limite. Un grain seul peut servir de borne.

La confusion du péché qui n'est pas mortel, et que l'on doit absoudre après confession, avec les actes que la conscience permet, qu'on peut commettre sans scrupule et sans offenser Dieu, est un sophisme sans cesse répété à l'occasion des casuistes. Jamais Pascal n'a fait la distinction. La remarque est importante, et je la crois nouvelle.

Mercédès se mariera dans un mois. Escobar la dirige et lui donne d'excellens conseils. Elle doit, jusqu'à la bénédiction nuptiale, imposer à son fiancé la plus respectueuse réserve. Mercédès s'étonne et se montre blessée qu'on doute d'elle. Elle vient cependant quelques jours après confesser sa faiblesse. Escobar la reçoit fort mal : « Ce que vous avez fait, dit-il, est bien laid et bien honteux. Vous méritez une sévère pénitence. » Il la lui impose sans refuser l'absolution.

En vain Pascal s'indignera, les choses doivent se passer ainsi. A quoi, sans cela, servirait la confession? Mercédès a eu la honte d'un aveu difficile; elle a reçu une forte semonce. Que Pascal voudrait-il de plus? Qu'elle eût été plus sage? Escobar n'y peut rien, elle n'a rien appris dans ses livres. C'est au contraire elle qui l'instruit. Faut-il, parce qu'elle a devancé la bénédiction, la lui refuser à jamais?

La *XV*e *Lettre* de Pascal découvre très nettement la confusion faite entre le péché véniel, l'acte qu'on n'a pas à blâmer, et l'action méritoire qu'on conseille.

L'accusation qu'il y porte est célèbre et terrible. Oubliant qu'il a été dit: Aimez vos ennemis, faites du bien à ceux qui vous haïssent, priez pour ceux qui vous persécutent et vous calomnient, les jésuites, serviteurs et soldats de Jésus-Christ, permettraient la calomnie contre leurs ennemis et conseilleraient l'imposture. Ce serait la plus surprenante maxime de leur politique. La calomnie n'est pas toujours pour les jésuites péché mortel. Ce premier point établi par Pascal serait incontestable s'il voulait bien dire, non pas les jésuites, mais quelques jésuites; il serait même plus exact de dire un jésuite. Pascal, nous le savons, n'accepte pas la distinction, il a prévenu ses lecteurs et donné ses raisons; acceptons la règle qu'il a posée.

Les cas où la calomnie n'est pas péché mortel ont été proposés par le jésuite Dicastillus; la compagnie en est donc responsable. N'insistons pas sur une erreur insignifiante et que de Maistre appellerait imposture. Caramuel, qui, d'ailleurs, n'est pas un jésuite, ne s'accordait pas avec Dicastillus. La citation de Pascal est exacte, mais il n'a pas lu ce qui la précède. Caramuel cite pour réfuter ensuite; la doctrine qu'il approuve, suivant Pascal, est formellement condamnée dans son livre. Pascal, fidèle aux principes qu'il a posés, n'en a pas moins le droit de dire : « Pour les jésuites, dans certains cas, la calomnie n'est pas péché mortel. » Il n'a pas celui d'en conclure en développant sa thèse : qu'il est sûr et constant, suivant eux, qu'on peut calomnier sans crime, sans hasarder son salut, en sûreté de conscience et sans craindre la justice de Dieu; qu'ils croient, enfin, la calomnie si certainement permise qu'ils ne craignent pas de le déclarer publiquement.

Tout péché, a dit saint Thomas, est une iniquité. Le péché, quand il n'est pas mortel, n'en est pas moins un péché. Est-il sûr et constant qu'on puisse, sans hasarder son salut, en sûreté de conscience, sans craindre la justice de Dieu, commettre une iniquité? Est-il vrai que, n'étant pas mortel, le péché devienne de nulle conséquence? S'il ne rompt pas les liens de l'homme avec Dieu, il peut les affaiblir et les détendre. N'est-on pas criminel devant Dieu en

manquant de vertu? Que signifie la parabole du mauvais riche? Il ne saurait suffire au chrétien d'éviter les excès crians et les désordres graves, en un mot, les péchés mortels. Pascal veut l'ignorer.

Déclarer qu'un péché n'est pas mortel est une décision assimilée, dans les *Lettres provinciales,* à l'autorisation et au conseil de le commettre s'il en prend envie. La différence est grande cependant. J'ouvre à l'article mensonge un traité de théologie morale ; quoique l'auteur soit jésuite, c'est Leyman, je n'y trouve pas que la calomnie soit permise, mais le mensonge souvent n'est pas péché mortel, suivant Leyman.

Suivons, sur un exemple, les conséquences du principe.

— Les règlemens d'un port de mer imposent quarantaine aux navires quand ils ont fait relâche dans une région suspecte.

Girolamo a traversé l'un des pays désignés ; aucun cas de maladie contagieuse n'y a été signalé ; il en est certain. La règle cependant lui impose une quarantaine. Il fait, pour s'y soustraire, une déclaration mensongère.

Comme il est pieux et tient à son salut, il entre à l'église des jésuites et se confesse à Leyman lui-même du mensonge qu'il a commis.

Le père ne lui dit nullement : « Votre cas est prévu. Vous n'avez pas offensé Dieu, allez en paix, et ne craignez rien de sa justice. »

Telles seraient, suivant les *Lettres provinciales,* les maximes de la compagnie. La vérité est très différente.

Leyman, bien loin de là, blâme le mensonge, s'étonne qu'un homme consciencieux, honnête, soucieux de la religion, ait pu s'abaisser ainsi à trahir la vérité. Il lui demande quel intérêt pressant l'a engagé à commettre une faute aussi honteuse et un péché qui, sans être mortel, n'est pas d'un honnête homme. Girolamo allègue qu'un retard, en compromettant ses affaires, pouvait lui faire perdre des milliers de piastres.

Le père alors, docile aux règles posées dans son livre, lui dit :

« Vous avez, par désir du lucre, commis un péché; il n'est pas mortel, mais il faut l'expier. Vous donnerez, avant de quitter la ville, 100 piastres aux pauvres de l'hospice. »

Telle est l'exacte interprétation de la décision du casuiste.

Comment l'imprudent qui, sans être un ami des adversaires de Pascal, oserait, pour rester impartial, reprocher à l'auteur des *Provinciales* une faute aussi grave contre la justice, serait-il traité par les admirateurs de toute ligne tombée de sa plume ?

J'espère qu'on voudra bien me l'apprendre.

J. Bertrand.

NI DIEU NI MAITRE

PIÈCE en QUATRE Actes.

PERSONNAGES :

Pierre NOGARET.
MEYNARD.
Maurice NOGARET.
Le baron de FAVREUIL.
Le docteur BENOIT.
VALMEYR.
JEAN.
Thérèse NOGARET.
Mlle JAUZON.
Adrienne NOGARET.

A Paris, de nos jours.

ACTE TROISIÈME

Un salon. Mobilier modeste. Aménagement dont la simplicité doit faire contraste avec le luxe du décor des deux premiers actes. Trois portes. L'une au fond, l'autre à gauche, la troisième à droite. Les deux dernières sont munies de portières. Au lever du rideau, Thérèse est seule en scène, assise devant un secrétaire ouvert. Elle fait des comptes.

SCÈNE PREMIÈRE

THÉRÈSE, puis JEAN.

THÉRÈSE, seule.

Vingt francs de cuisine par jour, ce mois-ci... C'est encore trop... Il faudrait arriver à ne pas dépasser quinze francs... seize au plus...

JEAN, entrant.

Madame est seule ?

THÉRÈSE.

Vous le voyez bien.

JEAN.

Si je ne dérange pas madame,.. je voudrais dire un mot à madame.

THÉRÈSE.

Eh bien, dites... Qu'est-ce qu'il y a?

JEAN.

Je prie madame de chercher une cuisinière.

THÉRÈSE.

Comment, votre femme nous quitte ?

JEAN.

Oui, madame.

THÉRÈSE.

Et pourquoi cela?.. A-t-elle à se plaindre de quelqu'un ou de quelque chose ici?

JEAN.

Non... Monsieur et madame ont toujours été très bons pour elle... Seulement... la maison n'est plus assez forte...

THÉRÈSE.

Ah ! oui... Le sou pour franc a dû moins rapporter depuis quelque temps, en effet.

JEAN.

Joséphine n'oubliera jamais que monsieur l'a sauvée quand elle a eu son angine, qu'il s'est exposé pour elle...

THÉRÈSE.

Dites-lui qu'on la dispense de toute reconnaissance... Qu'elle parte... qu'elle parte !.. Et non pas dans huit jours, vous entendez, aujourd'hui même, tout de suite !.. Allez me chercher son livre.

JEAN, fouillant dans sa poche de côté.

Je l'ai apporté avec le mien... J'avais bien pensé que madame...

THÉRÈSE.

Ah! vous aussi!.. Depuis combien de temps êtes-vous au service de monsieur?

JEAN.

Depuis dix ans, madame.

THÉRÈSE.

Vous ne paraissiez pourtant pas mécontent de votre place?

JEAN.

Oh! non, madame. J'ai même pu mettre de bonnes petites économies de côté... Et puis, quand je me suis cassé la cuisse dans l'escalier de la cave, monsieur m'a si bien soigné que je n'ai pas eu la jambe coupée, comme j'en avais si peur... Ça ne s'oublie pas, ces choses-là.

THÉRÈSE.

Je m'en aperçois... Eh bien! pourquoi nous quittez-vous, alors? Monsieur était habitué à votre service; et, souffrant comme il l'est de ses douleurs...

JEAN.

C'est bien ce que je me suis dit, madame... Monsieur a besoin de moi... Je le sais bien... Monsieur ne pourra pas me remplacer...

THÉRÈSE.

Et cela ne vous a pas retenu?

JEAN.

Oh! madame, il n'y a pas moyen!.. Je perds maintenant de soixante à quatre-vingts francs par mois.

THÉRÈSE.

Comment cela?.. J'ai congédié le cocher, le groom, j'ai réduit le train de la maison,.. mais je n'ai pas diminué vos gages!

JEAN.

Madame n'ignore pas que les valets de chambre des médecins,.. des grands médecins,.. ont des profits à côté de leurs gages... Il y a des cliens pressés qui donnent, pour ne pas attendre, des cent sous et des dix francs... Cela faisait une somme à la fin de l'année, quand nous étions boulevard Haussmann... Et comme ici il ne vient presque plus personne à la consultation, madame comprend...

THÉRÈSE.

Votre livre!.. Vous partirez dès ce soir avec votre femme... Sortez!

JEAN, s'en allant.

Madame dira bien à monsieur que nous n'oublierons jamais...

THÉRÈSE, se levant et frappant du pied avec colère.

Sortez! vous dis-je. (Jean sort. Thérèse se laisse tomber avec accablement dans un fauteuil, après qu'il est sorti.) Ah! mon Dieu, mon Dieu,.. comment annoncer à mon pauvre Pierre cette humiliation !

SCÈNE DEUXIÈME

—

THÉRÈSE, ADRIENNE.

ADRIENNE, entrant.

Eh bien! Joséphine et Jean s'en vont, à ce qu'il paraît?.. C'est complet, décidément!

THÉRÈSE.

J'espère bien que tu ne regrettes pas ce joli couple.

ADRIENNE.

Oh! moi, tout m'est égal, maintenant... Seulement ça sentait déjà la ruine, ici... Ça la sentira un peu plus quand ils n'y seront plus, voilà tout... Il est vrai que pour ce qu'il vient encore de monde à la maison!.. C'est étonnant ce qu'on laisse d'amis dans l'escalier, quand on monte du premier au cinquième...

THÉRÈSE.

Pouvions-nous faire autrement que d'y monter?

ADRIENNE.

Je ne me plains pas... Je constate simplement...

THÉRÈSE.

Tu as une façon de constater qui semblerait bien cruelle à ton père s'il t'entendait.

ADRIENNE.

Pourquoi ?.. Je ne lui reproche rien.

THÉRÈSE.

C'est encore bien heureux!.. Certes, il n'est guère de douleurs qui lui aient été épargnées, depuis que cette maudite maladie s'est déclarée. Tu ne sais pas, toi, ce qu'il a souffert, le pauvre homme, quand il a dû s'avouer vaincu par elle, quand il lui a fallu renoncer à son hôpital, à ses visites, quand il a vu fondre, disparaître en quelques mois cette belle clientèle qu'il avait mis vingt ans à former! Tu n'es pas là, près de son fauteuil, pendant ces longues heures qu'il passe à regarder fixement dans le vide, les yeux pleins de je ne sais quelles horribles visions... J'y suis, moi!.. Je les vois et je les essuie, les larmes silencieuses qui coulent quelquefois de ses paupières... Eh bien! je t'assure que tout ce qu'il a souffert n'est rien, auprès de ce qu'il souffrirait, s'il lisait dans le cœur de son fils et de sa fille ce que je lis dans le tien en ce moment!

ADRIENNE.

Quoi donc, s'il vous plaît ?

THÉRÈSE.

La vanité blessée, le regret furieux des plaisirs dont vous êtes maintenant sevrés, Maurice et toi !

ADRIENNE.

Vous me comblez, vraiment !

THÉRÈSE.

A ton service, ma fille !.. As-tu fait prendre à ton père sa potion ?

ADRIENNE.

Vous savez bien qu'il faut que ce soit vous qui la lui préparier... Si c'était moi, il croirait qu'elle n'est pas bien faite.

THÉRÈSE.

Eh bien! je vais la lui préparer.

(Elle sort.)

ADRIENNE, seule.

Comme elle est impérieuse et hautaine, maintenant!..

SCÈNE TROISIÈME

—

MEYNARD, ADRIENNE.

MEYNARD, entrant.

Bonjour, Adrienne. (Il la regarde.) Oh! oh!.. il y a de l'orage dans l'air, à ce que je vois.

ADRIENNE.

Ce n'est pas étonnant... Ma belle-mère semble prendre à tâche de m'exaspérer. Mon père aussi, d'ailleurs... Savez-vous ce qu'il vient de me dire?.. De ne pas l'aider à s'habiller, que ma belle-mère s'acquitterait mieux que moi de ce soin, qu'elle a l'habitude des malades, et que je ne l'ai pas, moi!

MEYNARD.

Il a dû te dire cela bien doucement... Que veux-tu? Il faut des mains de ouate pour toucher les malades... Eh bien! tes mouvemens sont brusques et vifs, on devine à te voir que tu es une femme de cheval...

ADRIENNE.

Ah! oui, parlons-en!.. Le moment est bien choisi!.. De sorte qu'il n'y a que cet ange de charité qui soit capable de remuer comme il faut du sucre dans une tasse!

MEYNARD.

Dame, entre nous, c'est plus sûr pour la tasse!

ADRIENNE.

C'est ça, moquez-vous de moi, mettez-vous contre moi avec ma belle-mère!

MEYNARD.

Mais je ne me moque pas, je ne me mets pas contre toi, ma pauvre enfant!

ADRIENNE.

Au contraire !.. Vous me plaignez, peut-être, aussi !

MEYNARD.

De quoi veux-tu que je te plaigne ?

ADRIENNE.

De quoi ?.. Ce n'est pourtant pas difficile à deviner... Il me semble que je suis assez malheureuse... Voulez-vous que je vous dise une chose ?.. Eh bien ! il y a des momens où je me demande si je ne commence pas à aimer moins mon père, depuis que je vois qu'il aime tant ma belle-mère !..

MEYNARD.

Joli sentiment !.. Tous mes complimens, Adrienne !..

ADRIENNE.

Est-ce ma faute si toute humiliation, toute souffrance que j'éprouve, se tourne chez moi en amertume et en colère ?.. Tenez, savez-vous pourquoi vous me trouvez à ce point énervée aujourd'hui ?.. Je suis sortie ce matin, sortie en omnibus... J'ai reconnu dans la rue, attelée à un coupé, ma pauvre jument, que j'aimais tant, et qu'il a fallu vendre... Cela m'a crevé le cœur...

MEYNARD.

Je crains bien que cela ne t'ait crevé plutôt ce que nous appelons, nous autres, la poche au fiel.

ADRIENNE.

Si vous croyez que c'est gai de vivre comme nous vivons maintenant !.. Jauzon me le disait encore hier : la maison n'est plus tenable, depuis que ma belle-mère s'est emparée de papa comme elle a fait.

MEYNARD.

Eh bien ! marie-toi vite... Valmeyr est un garçon intelligent qui te fera une jolie situation.

ADRIENNE.

Oh ! nous ne serons peut-être pas mariés de sitôt... Il ne met presque plus les pieds ici.

MEYNARD.

C'est qu'il a beaucoup d'occupations depuis que ton père se fait remplacer par lui auprès de ses cliens.

ADRIENNE.

Oui,.. je sais bien... Ce n'est même pas très prudent, ce qu'il a fait là, papa... Il aurait mieux fait d'attendre... Ce qu'il y a de sûr, c'est que M. Valmeyr ne montre guère d'empressement, et cela m'humilie, cela m'agace à la fin... J'ai hâte de quitter cette maison où tout me blesse... S'il fallait que M. Valmeyr eût l'indignité... Tenez, ne parlons plus de cela... Si pareille chose arrivait, je ne sais pas ce que je ferais!

MEYNARD.

Tu en épouserais un autre, et voilà tout.

ADRIENNE.

Ah! bien oui!.. Vous oubliez que je n'ai plus les douze mille francs de pension que mon père m'assurait autrefois... Trouvez-le-moi donc, le phénix, l'oiseau rare, l'homme qui, même étant riche, serait capable d'épouser une fille sans dot! Vous croyez qu'il existe, cet homme-là? Moi, je vous dis que non!

MEYNARD.

Eh bien, et M. de Favreuil? Un peu âgé pour toi, c'est vrai, mais, enfin, ce n'est pas une de ces disproportions... Beau cavalier, d'ailleurs, de l'allure, de la prestance... Qu'en dis-tu?

ADRIENNE.

M. de Favreuil, m'épouser?.. Vous ne savez pas comme c'est naïf ce que vous me dites là!

MEYNARD.

Tu n'as pas l'air de lui déplaire, cependant,.. au contraire.

ADRIENNE.

Oui, oui, je sais bien... Je le sais même mieux que vous... Mais ce n'est pas une raison. Il y a des gens qui n'aiment pas avoir une chasse à eux... C'est gênant, c'est cher... Eh bien! M. de Favreuil est de ceux-là : il chasse chez les autres!

MEYNARD.

Diable!.. C'est lui qui te l'a dit?

ADRIENNE.

Mais... à peu près, cher monsieur... Je sais bien qu'un jour, il m'a donné à entendre que, si la place n'avait pas été prise par M. Valmeyr...

MEYNARD.

Tu vois bien!.. Veux-tu que je te donne un conseil, petite?.. Eh bien! au cas où ton mariage avec Valmeyr viendrait à manquer, avant de chercher ailleurs, tu devrais tâcher de savoir si M. de Favreuil...

ADRIENNE.

Oh! ce serait bien vertueux pour lui d'épouser une fille sans le sou!

MEYNARD.

Puisqu'il a de la fortune pour deux!

ADRIENNE.

Marié, il n'en aurait plus que pour un... et ce n'est pas sa ration!

MEYNARD.

N'empêche qu'il a déjà pensé à toi...

ADRIENNE.

Oui,.. c'est vrai... Il me l'a dit, du moins. Mais, à ce moment-là, ça ne l'engageait à rien,.. et c'est pour cela qu'il me l'a dit, justement. Les gens comme M. de Favreuil flirtent,.. mais n'épousent pas. Au fond, même, la jeune fille tout en les attirant,.. je ne sais pas pourquoi,.. leur fait un peu peur... à cause du mariage, vous comprenez, qui marche à côté d'elle... comme un gendarme... Et ils n'aiment pas beaucoup, ces messieurs, que ce gendarme-là leur mette la main au collet, oh! non!.. Alors, comme ils sont très malins, et même un peu plus que malins, savez-vous ce qu'ils font? Ils attendent, au besoin même, ils s'éloignent... Et puis quand mademoiselle est devenue madame, ils reviennent... Le mariage les effarouchait: le mari les rassure... Ils viennent,.. comment dirai-je?.. ausculter le ménage. Et ils ont l'oreille d'une finesse!.. Si ça va bien, ils s'en vont de nouveau, et il arrive qu'on ne les revoie plus jamais. Disparus, éclipsés, évanouis!.. Au contraire, s'ils découvrent un de ces petits points, vous savez, comme vous en découvrez, vous autres médecins, dans les poumons malades,.. ils restent! Et c'est le moment qu'ils choisissent pour nous expliquer avec précision et clarté les choses un peu vagues dont ils nous entretenaient d'avance en termes discrets, choisis et incolores, quand nous étions jeunes filles,.. au temps des flirts préparatoires!... Voilà comment les choses se passent, cher monsieur, en ce monde. Ce n'est pas très propre,.. mais c'est comme ça,.. rien à y faire!.. Si j'étais libre demain, et

si je rappelais à M. de Favreuil le propos qu'il m'a tenu un jour, voulez-vous parier cent sous qu'il ferait semblant de ne pas comprendre et qu'il se déroberait... comme un cheval qui ne veut pas sauter la rivière, à l'Hippique?

MEYNARD.

Mais alors, c'est un gredin, ton Favreuil!

ADRIENNE.

Mais non... C'est un homme du monde... Voyons, tenez-vous mes cent sous?

MEYNARD.

Si cela te fait plaisir.

ADRIENNE.

Eh bien! si j'ai l'occasion de tenter l'épreuve, vous pouvez être sûr de les perdre!.. Ça me fera un commencement de dot...

MEYNARD.

Soit!.. Je les perdrai... (Ils causent, à droite du salon.)

SCÈNE QUATRIÈME

—

LES MÊMES, PIERRE, Mlle JAUZON, puis THÉRÈSE.

PIERRE. Il entre à gauche, accompagné de Mlle Jauzon, en causant avec animation.

... Je vous assure, mademoiselle, qu'il s'est converti librement.

MADEMOISELLE JAUZON.

Est-ce qu'on est libre quand on est malade?.. La maladie rend lâche, monsieur,.. elle incline, si l'on n'y prend pas garde, à la crédulité, aux basses superstitions, aux capitulations de conscience... (Thérèse entre au fond, portant une tasse sur une soucoupe. Elle entend ces mots, s'arrête et écoute un instant, tandis que Meynard et Adrienne continuent de causer à l'autre bout du salon.) Non, non, s'il avait été vraiment libre, jamais un homme comme celui-là n'aurait infligé à ses disciples l'humiliation et la douleur de le voir abjurer ses convictions!

PIERRE.

Je vous répète qu'il avait la plénitude de ses facultés quand il a fait demander un prêtre.

MADEMOISELLE JAUZON.

Jamais je ne croirai cela!.. La souffrance physique devait avoir affaibli la vigueur de son intelligence... Et alors, on l'aura circonvenu, le pauvre homme, et il se sera trouvé sans défense contre les obsessions, contre les ruses, contre les insinuations doucereuses des convertisseurs... C'est le moment qu'ils attendent, c'est alors que leur dévoûment intéressé, que leurs soins...

THÉRÈSE, s'avançant la tasse à la main.

Veux-tu prendre ta potion, Pierre? (Mlle Jauzon se retourne brusquement et échange un regard d'hostilité avec Thérèse.)

PIERRE, s'asseyant.

Tu y crois donc, à tes potions, ma bonne Thérèse? (A Meynard, qui cause toujours avec Adrienne, à droite du salon.) Dis-lui donc qu'elles ne servent à rien, Meynard.

MEYNARD, se retournant vers Pierre.

Qu'est-ce qui ne sert à rien?

PIERRE.

Les drogues, parbleu! En ai-je assez pris depuis un an! A quoi bon, je vous le demande?.. (A Thérèse.) Allons, donne-la tout de même... C'est toi qui l'as préparée, n'est-ce pas?

MADEMOISELLE JAUZON.

Oh! monsieur, il n'y a pas de danger que nous nous permettions, Adrienne ou moi...

ADRIENNE, se rapprochant.

C'est justement ce que je disais il y a un instant...

PIERRE.

Que veux-tu, mon enfant, ta belle-mère a le génie des potions... (Il boit.)

ADRIENNE.

Oh! je ne conteste pas! (Pierre ayant fini de boire, Mlle Jauzon, Adrienne et Thérèse, qui entourent son fauteuil, tendent simultanément la main pour le débarrasser de sa tasse.)

PIERRE, à Meynard.

Tu vois comme on est gentil pour moi, comme on me gâte... Regarde-les toutes les trois...

MEYNARD.

Le jugement de Pâris!.. Eh bien! voyons, à qui la tasse?

PIERRE, tendant la tasse à Thérèse.

Tiens, ma femme, je te remercie... (Thérèse prend la tasse et va la poser sur une table. Mouvement de dépit d'Adrienne.)

ADRIENNE.

Pas même bonne à te débarrasser d'une tasse!.. C'est humiliant, tu sais.

MADEMOISELLE JAUZON, à Adrienne.

Vous devez être habituée pourtant...

ADRIENNE.

Il y a des choses auxquelles on ne s'habitue pas...

(Elle s'éloigne pour sortir.)

PIERRE.

Eh bien! tu t'en vas, ma fille, quand j'arrive?

ADRIENNE, au moment de sortir.

Du moment que ma belle-mère est avec toi, tu n'as plus besoin de moi, je suppose.

(Elle sort.)

PIERRE, à Thérèse, qui est revenue près de lui.

Je te demande pardon pour elle, ma femme!

(Il lui baise la main.)

MADEMOISELLE JAUZON, à Thérèse.

J'espère, madame, que le docteur est galant avec vous!

THÉRÈSE, la regardant.

N'est-ce pas, mademoiselle?.. Vous m'en voyez toute pénétrée de reconnaissance et de joie... (Elle s'assied et prend son ouvrage. Mlle Jauzon s'assied également et feuillette un livre sur la table. Meynard reste debout.)

PIERRE, à Meynard.

Eh bien! vieux vagabond, te voilà donc enfin de retour?.. A quelle heure es-tu arrivé, hier, à Paris?

MEYNARD.

J'arrivais de la gare quand je suis venu t'embrasser.

PIERRE.

Trois mois à Cauterets, un voyage en Espagne... Ça doit être bon de pouvoir circuler ainsi... Moi, je n'ai pas voyagé assez dans ma vie, et comme, maintenant, je ne voyagerai plus... qu'une seule fois... je regrette de ne pas m'être promené davantage... Il n'est plus temps... Tu dois me trouver vieilli, n'est-ce pas?

MEYNARD.

Mais non, je t'assure... Tu grisonnes peut-être un peu, voilà tout.

THÉRÈSE.

C'est ce que je lui dis tout le temps... Tu vois bien, Pierre!

PIERRE, souriant.

Chère amie, va, ne te donne donc pas tant de peine, ni toi non plus, Meynard, pour me cacher ce que je sais mieux que vous... Tu as bien essayé de dissimuler ton impression, hier, de ne laisser paraître que ta tendresse... au lieu de ta pitié... Mais je te guettais, et tu as eu beau faire pour me donner le change, j'ai bien senti que tu te disais en me revoyant : « Mon pauvre Pierre, dans quel état je te retrouve! » Ne dis pas non, c'est inutile!

MEYNARD.

Évidemment, tu as un peu changé; mais enfin...

PIERRE.

Non, non, n'essaie pas... puisque je te dis que c'est inutile... Je sais à quoi m'en tenir, va!.. Mes forces baissent, baissent... Je sens chaque jour quelque chose qui se détache de moi, comme tombent l'un après l'autre les plâtras d'un mur qui s'effrite... C'est triste, de s'en aller ainsi morceau par morceau, au lieu de s'abattre tout d'un bloc... Ne pleure pas, Thérèse... Il fallait bien que je dise à Meynard où j'en suis, voyons!.. Maintenant qu'il est au courant, parlons d'autre chose...

THÉRÈSE, douloureusement.

Oh! oui, parlons d'autre chose!..

PIERRE.

A quelle époque as-tu quitté Cauterets?

MEYNARD.

A la fin de septembre.

PIERRE.

Tu es allé en Espagne tout de suite?

MEYNARD.

Non... J'ai visité Lourdes auparavant... Il y avait justement un pèlerinage de Bretons. C'était très intéressant. J'ai passé là trois ou quatre jours.

MADEMOISELLE JAUZON.

Avez-vous bu... pendant que vous y étiez?

MEYNARD.

Non... J'ai vu boire, seulement...

MADEMOISELLE JAUZON, ironique.

Et cela faisait du bien, sans doute, à ceux qui buvaient?

MEYNARD.

Je n'en sais rien... Mais ça ne leur faisait pas de mal, en tout cas... Je voudrais pouvoir en dire autant de quelques-uns de nos remèdes.

THÉRÈSE.

Bien répondu, Meynard!

PIERRE.

Quand je pense que je t'ai connu libre-penseur, autrefois!

MEYNARD.

J'ai eu, en effet, la faiblesse de me croire esprit fort... Je t'ai bien connu matérialiste, toi!

PIERRE.

Qui te dit que je ne le sois plus?

MEYNARD.

Peuh!.. Je ne sais pas pourquoi, mais il me semble que ton matérialisme doit mollir, en ce moment...

PIERRE.

Ah!.. tu trouves?.. Et ton spiritualisme, à toi, comment va-t-il?

MEYNARD.

Pas mal, je te remercie... J'espère même que je finirai dans la peau d'un chrétien... As-tu envie de voir un voltairien repentant, Pierre? Tu n'as qu'à me regarder... J'ai idée qu'à cette heure nous devons être quelques-uns, en France, logés à cette enseigne... C'est un état d'esprit excessivement curieux que le nôtre...

MADEMOISELLE JAUZON.

Curieux, ou affligeant?

MEYNARD.

Pourquoi serait-il affligeant, mademoiselle?

MADEMOISELLE JAUZON, durement.

Parce que je ne connais rien au monde de plus triste que le spectacle d'une apostasie.

THÉRÈSE, vivement.

Est-ce donc une apostasie, mademoiselle, que d'ouvrir les yeux à la vérité et à la lumière?

MADEMOISELLE JAUZON, même ton.

C'en est une, et la plus honteuse de toutes, que de trahir les idées dont on a fait le fondement de sa vie!

THÉRÈSE, même ton.

Quand on a reconnu que ces idées étaient fausses et funestes, on a raison de les abandonner, mademoiselle!

MADEMOISELLE JAUZON.

Vous entendez, docteur?.. Eh bien! qu'en dites-vous?

PIERRE, gravement.

Je dis que les choses de la conscience sont des choses profondes et qu'il faut les traiter avec respect... Je dis aussi que la vérité est difficile à connaître et qu'il faut être indulgent pour ceux qui la cherchent avec un cœur sincère... là même où il ne semblait pas qu'ils dussent jamais la chercher.

MEYNARD.

Bien, Pierre!

MADEMOISELLE JAUZON.

Ah! monsieur, vous ne la cherchiez pas, autrefois, la vérité, vous la connaissiez, vous la proclamiez hautement!

THÉRÈSE.

Que vient faire ici la personne de mon mari, mademoiselle?.. Quelle que soit la liberté de langage dont vous avez l'habitude d'user, ce n'est pas de lui qu'il s'agit, je suppose, quand vous venez nous parler d'apostasie?..

PIERRE.

Thérèse, je t'en prie!.. Tu sais bien que Mlle Jauzon est de la

maison et qu'elle a le droit de dire ce qu'elle veut... même si ça n'est pas très aimable.

THÉRÈSE.

Oui, oui... Il y a longtemps que je le sais!.. Continuez donc, Meynard... Vous disiez que les voltairiens repentans...

MEYNARD.

Je disais que c'est un état d'esprit très intéressant et très complexe que le leur... Ces pauvres diables sont vraiment fort à plaindre : ils ont l'habitude de ne croire à rien du tout, ce qui ne les empêche pas d'éprouver le besoin de croire à quelque chose... Arrangez cela!.. Ainsi, moi, tenez, j'ai dans l'esprit un certain pli de scepticisme et d'ironie... Eh bien, vous me croirez si vous voulez, je ne peux pas mettre le pied dans une vieille église sans me sentir attendri comme une bête...

MADEMOISELLE JAUZON.

Je prends acte de l'aveu, monsieur!

MEYNARD.

Faites, mademoiselle, faites... L'admirable poésie du christianisme me pénètre, là, jusqu'au fond du cœur. Je me dis qu'il est la plus grande de toutes les religions, parce qu'il en est la plus humaine,.. n'en déplaise à Mlle Jauzon, qui, évidemment, pense à la Saint-Barthélemy... à moins que ce ne soit aux dragonnades... Je suis prêt à jurer que sa vertu n'est pas épuisée, qu'il possède encore une immense valeur sociale et qu'on est fou de la méconnaître... Enfin, que vous dirais-je? C'est comme si un peu de l'âme naïve de nos aïeux, qui l'ont aimé, qui ont cru en lui, qui ont prié sous ces voûtes vénérables, se réveillait en moi... Le docteur Faust a dû éprouver quelque chose de semblable, quand il s'est senti redevenir jeune... C'est délicieux, Pierre... Seulement, voilà... Je sors de mon église, j'aperçois la tour Eiffel... D'où ne l'aperçoit-on pas?.. Et, va te promener, je sens aussitôt que le pli, le maudit pli est toujours là!.. Ah! que ne donnerais-je pas pour avoir une belle foi tranquille, sûre d'elle-même comme de son objet...

MADEMOISELLE JAUZON, *dédaigneuse.*

La foi du charbonnier, enfin!

THÉRÈSE.

Vous êtes socialiste, je crois, mademoiselle... Ne méprisez pas trop les charbonniers!

MEYNARD.

Et s'ils ont le bonheur de croire, laissez-les croire... même si cela ne les blanchit pas à vos yeux!.. Ce doit être si bon, de croire, si réconfortant dans les momens difficiles!..

PIERRE.

Et il y en a, des momens difficiles... un surtout!.. Je suis un peu las d'être assis, Meynard... Viens que je te montre ma chambre... Tu ne l'as pas encore vue... Cela me fera faire quelques pas... (Il se lève et se dirige vers la porte de gauche, avec Meynard.)

THÉRÈSE, à Mlle Jauzon.

J'ai deux mots à vous dire, mademoiselle... Veuillez rester un instant. (Elle accompagne son mari jusqu'à la porte de sa chambre. Pierre et Meynard sortent. Thérèse revient sur ses pas.)

SCÈNE CINQUIÈME

—

THÉRÈSE, Mlle JAUZON.

THÉRÈSE.

De quoi parliez-vous donc avec mon mari, mademoiselle, quand je suis entrée, tout à l'heure?

MADEMOISELLE JAUZON.

D'une conversion, madame... C'était fort édifiant, comme vous voyez.

THÉRÈSE.

Quelle conversion, je vous prie?

MADEMOISELLE JAUZON.

Celle d'un philosophe illustre, le chef de l'école positiviste... Avec quelle admiration le docteur me parlait de ses ouvrages, autrefois!..

THÉRÈSE.

Et vous le blâmiez, n'est-ce pas, de s'être converti?

MADEMOISELLE JAUZON.

Quel sentiment, autre que le mépris, voulez-vous que m'inspire une si honteuse défaillance?

THÉRÈSE.

Une si honteuse défaillance!.. Ah! vous en parlez à votre aise, vous!.. Je voudrais bien vous y voir, quand vous y serez, à la place de ce malheureux qui, au moment de quitter la vie, s'est rattaché à l'espérance de ne pas mourir tout entier!

MADEMOISELLE JAUZON.

Quand le moment dont vous parlez sera venu, je ne renierai pas mes principes, moi, et je tâcherai de faire bon visage à la mort!

THÉRÈSE.

On ne la regarde pas en face, mademoiselle, pas plus que le soleil... Vous qui connaissez vos auteurs, vous devriez le savoir!.. Et songiez-vous bien, quand vous entreteniez mon mari de la défaillance, — comme vous dites, — et de la mort de cet homme, songiez-vous que vous vous adressiez à un malade... à un pauvre malade dont les forces déclinent?

MADEMOISELLE JAUZON, durement.

J'y songeais.

THÉRÈSE.

Et cela ne vous a pas empêchée de parler?

MADEMOISELLE JAUZON.

Au contraire!

THÉRÈSE.

Alors, il vous a semblé utile de tenir devant lui ces propos cruels?

MADEMOISELLE JAUZON.

Plus qu'utile : nécessaire!

THÉRÈSE.

Pourquoi?

MADEMOISELLE JAUZON.

Pour l'avertir!

THÉRÈSE.

Ah! c'était un avis... Je l'avais bien pensé!..

MADEMOISELLE JAUZON.

Vous avez eu raison.

THÉRÈSE.

Je vous croyais bien sectaire, mademoiselle, mais pas tant que cela!

MADEMOISELLE JAUZON.

Vous aimez vos idées : j'aime les miennes.

THÉRÈSE.

Il y a une chose que j'aime encore mieux que mes idées, c'est le repos de mon mari... Et je serai comme une lionne, je vous en préviens, toutes les fois qu'il s'agira de le défendre!

MADEMOISELLE JAUZON.

Eh bien, moi, je préfère son honneur à son repos!.. Et plutôt que de le voir se déshonorer comme l'autre, j'aimerais mieux...

THÉRÈSE.

Quoi donc, s'il vous plaît?

MADEMOISELLE JAUZON.

Tout, madame!.. En quoi l'ai-je troublé, d'ailleurs, ce repos?

THÉRÈSE.

En essayant de mettre obstacle, comme vous venez de le faire, à l'évolution qui commence à s'opérer dans ses idées.

MADEMOISELLE JAUZON.

Vous y travaillez bien, vous, à cette évolution... Pourquoi ne la combattrais-je pas?

THÉRÈSE.

Vous oubliez que je suis sa femme!

MADEMOISELLE JAUZON.

Moi, je suis son élève!.. Mon droit est égal au vôtre... Les enseignemens qu'il m'a donnés, j'ai le devoir de les lui rappeler, s'il les oublie.

THÉRÈSE.

Vous avez le devoir de le laisser en paix, comme je l'y laisse!

MADEMOISELLE JAUZON.

On la connaît, la paix que les dévots laissent à ceux que la maladie leur livre!

THÉRÈSE.

Il y a des fanatiques d'irréligion, qui sont plus à craindre pour les malades que les dévots dont vous parlez!.. Je n'en suis pas, d'ailleurs, de ces dévots... Est-ce que j'ai jamais fait la moindre entreprise contre la liberté de conscience de mon mari, moi?.. Et vous en faisiez une tout à l'heure, vous, je vous le rappelle!.. Je désire passionnément l'amener à mes croyances et l'arracher aux vôtres, oui, c'est vrai... Mais pour cela je n'ai jamais prêché que d'exemple, je le jure! Je lui ai montré ce qu'est une femme chrétienne, ce qu'elle vaut, comment elle supporte les revers, comment elle se dévoue, et ce qu'il peut y avoir de fermeté dans sa douceur, de vaillance dans son humilité... Voilà ce que j'ai fait, mademoiselle, et c'est tout... Qu'il compare, et qu'il juge!

MADEMOISELLE JAUZON.

Qu'il juge... et que je ne sois plus rien pour lui, n'est-ce pas?.. Vous portez son nom, il vous aime et cela ne vous suffit pas... Moi, je n'existais à ses yeux que par la communauté de nos idées. Quand vous m'aurez enlevé cela, que me restera-t-il?.. Mais il vous faut donc tout, tout, tout!.. Ah! mon Dieu, madame, qu'est-ce que cela vous faisait, de me laisser cette humble petite place que j'occupais dans sa pensée,.. puisque vous avez tout son cœur!

THÉRÈSE.

J'en ai assez longtemps souffert, de l'avoir vu prendre par une autre, cette place-là!.. J'ai passé de tristes heures, allez!.. Cette communauté intellectuelle où j'avais rêvé de vivre avec lui, quelqu'un m'en a exclue pendant des années... Un ange s'y serait peut-être résigné, c'est possible... Mais je suis une femme, moi, une femme qui aime son mari, qui le veut tout entier... vous l'avez dit,.. et je n'oublie pas qu'une portion de lui m'a été dérobée!.. Vous me l'aviez soustraite, je vous la reprends... Nous sommes quittes!.. C'est tout ce que j'avais à vous dire... Je ne vous retiens plus.

MADEMOISELLE JAUZON.

Je vous fais mes adieux, madame.

THÉRÈSE.

Je les accepte, mademoiselle. (Mlle Jauzon sort.) Enfin!.. Il y a longtemps que cette explication me brûlait les lèvres... N'importe, je n'aurais pas dû la traiter si durement, cette pauvre Jauzon... C'est mal, ce que j'ai fait là... Quelle singulière créature! Qui me dira ce qu'il y a, derrière ce front étroit et tourmenté de fanatique?... Oh! mon Dieu, ce qu'il y a, c'est bien simple... Je le sais ce qu'il

y a... Je le sais peut-être mieux qu'elle... Elle croit aimer les idées de Pierre, et c'est lui qu'elle aime... Je m'en doutais bien : j'en suis sûre, maintenant... Ma foi, puisqu'elle serait toujours partie après le mariage d'Adrienne, autant vaut qu'elle s'en aille tout de suite, décidément...

SCÈNE SIXIÈME

—

ADRIENNE, THÉRÈSE.

ADRIENNE, entrant, une lettre sous enveloppe à la main.

Voici une lettre qu'on vient d'apporter pour mon père... On dirait l'écriture de M. Valmeyr... voyez donc. (Elle lui tend la lettre.) Qu'est-ce que M. Valmeyr peut bien avoir à lui dire ainsi par écrit?

THÉRÈSE, regardant la suscription.

Oui, c'est bien de lui... C'est singulier, en effet, qu'il écrive au lieu de venir... Ma foi, tant pis... Ton père m'excusera... Si c'était quelque mauvaise nouvelle, cela pourrait... (Elle déchire l'enveloppe.) Ah! ma pauvre enfant!.. Quel misérable que cet homme... Tiens, lis. (Elle lui tend la lettre.) Tu vas voir, c'est indigne!.. Sois calme, je t'en prie, ma fille... Et reste ici, ne viens pas chez ton père... Il faut que je le prépare à ce nouveau coup!

(Elle sort par la porte de gauche.)

SCÈNE SEPTIÈME

—

ADRIENNE, JEAN.

ADRIENNE, seule, lisant la lettre.

Ah! par exemple, c'est trop fort...

JEAN, ouvrant la porte du fond.

Monsieur le baron de Favreuil est là, mademoiselle... Faut-il le faire entrer?

ADRIENNE.

Faites entrer... (Elle finit de lire la lettre et la jette violemment sur la table.) Canaille, va!

SCÈNE HUITIÈME

—

ADRIENNE, FAVREUIL.

FAVREUIL, entrant par la porte du fond au même moment.

Sapristi, ce n'est pas pour moi, au moins!..

ADRIENNE.

Ah! je n'ai pas envie de rire, vous savez.

FAVREUIL, galant.

Ça se voit!.. Vos jolies petites narines sont toutes frémissantes... Cela vous va très bien, d'avoir l'air en colère, ma chère Adrienne!

ADRIENNE.

Vous trouvez?.. Savez-vous ce qui m'arrive! Mon mariage avec M. Valmeyr est rompu!

FAVREUIL.

Ah! bah!.. En voilà, une histoire, par exemple!

ADRIENNE.

Oui... Cet honnête garçon garde la clientèle, nous rend notre parole et reprend la sienne... Devinez sous quel prétexte? Sous prétexte que je n'ai pas été baptisée, et que dans ces conditions-là, sa mère ne veut pas lui permettre de m'épouser!.. Ils n'avaient qu'à le dire : je me serais fait baptiser. Je suis toute prête, moi, si l'on y tient, à aller à la messe! Qu'est-ce que cela me fait?.. Ah! il est plus fort encore que je ne croyais, M. Valmeyr!

FAVREUIL, sérieux.

C'est un procédé inqualifiable, en effet.

ADRIENNE.

Dites donc, baron, qui est-ce qui va m'épouser, maintenant?

FAVREUIL, contraint.

Mais vous n'aurez que l'embarras du choix, je pense... J'étais venu prendre des nouvelles de la santé de votre père, mademoiselle...

ADRIENNE.

Sa santé?.. Pas de changement... Pourquoi venez-vous de me dire « mademoiselle » gros comme le bras?.. Est-ce que c'est une forme de condoléance?

FAVREUIL.

Comment voulez-vous que je vous dise?.. Alors, il n'y a pas de mieux chez votre père? C'est désolant... Vous voudrez bien lui dire, n'est-ce pas, que j'étais venu...

ADRIENNE.

Vous vous sauvez déjà?

FAVREUIL.

Je suis un peu pressé.

ADRIENNE.

Est-ce que c'est moi qui vous mets en fuite?

FAVREUIL.

Comment pouvez-vous supposer, mademoiselle?

ADRIENNE.

Alors restez encore un instant... Et répondez à ma question : qui est-ce qui va m'épouser, maintenant?

FAVREUIL.

Quelle drôle de question vous me faites!

ADRIENNE.

Oui... Ça n'est pas très correct, n'est-ce pas? Et en qualité d'homme du monde, vous êtes sévère sur ce chapitre-là, chacun sait ça... moi en particulier! La correction, c'est l'habit noir de votre morale, à vous autres,.. à moins que ce ne soit votre morale tout entière... Eh bien, je vous apprends qu'il y a des momens où ça ne pèse pas lourd, cette correction qui vous est chère, et où un sentiment fort, un sentiment vrai, la fait craquer sur toutes les coutures!.. J'en éprouve un, moi, de ces sentimens-là! Savez-vous lequel? L'indignation. S'il n'est pas admis pour jeunes filles, ma foi, tant pis, je m'en moque!.. Je l'éprouve, je l'exprime... Et c'est

pourquoi je vous demande de nouveau : qui est-ce qui va m'épouser, maintenant que je suis libre?

FAVREUIL.

Que voulez-vous que je vous dise?.. Je ne sais pas, moi!

ADRIENNE.

Ah! vous ne savez pas... (A part.) Qu'est-ce que je disais!.. (Haut.) Trouvez-vous que je sois jolie?

FAVREUIL.

Assurément.

ADRIENNE, ironique.

C'est heureux que vous le trouviez encore.

FAVREUIL.

Pourquoi ça?

ADRIENNE.

Une idée que je me fais... Je me figure que vous devez me trouver moins bien qu'auparavant, depuis cinq minutes... Trouvez-vous que je sois sotte?

FAVREUIL.

Vous êtes pleine d'esprit.

ADRIENNE.

Trouvez-vous que je sois menteuse, hypocrite... que je ne sache pas m'habiller?

FAVREUIL.

Vous êtes la franchise même et vous portez la toilette à ravir...

ADRIENNE.

Trouvez-vous, enfin, que je puisse faire honneur, dans le monde, à l'homme qui me donnera son nom?

FAVREUIL, embarrassé.

Mais oui, certainement.

ADRIENNE.

Eh bien, baron, qui veut de mes vingt ans?.. Voyons... dans vos relations... autour de vous?.. Je croyais me souvenir... vaguement... que vous m'aviez parlé de quelqu'un... autrefois... Vous

ne connaissez personne qui veuille prendre pour femme une jolie et honnête fille sans dot?.. Une fille qui serait reconnaissante à l'homme assez généreux pour se contenter de ce qu'elle apporte, sa jeunesse, son esprit et sa beauté, puisque vous dites que j'en ai!.. Cherchez... Moi, je prétends qu'il n'existe pas, cet homme-là... et notre ami Meynard soutient le contraire... Nous avons même fait un pari... Qui de nous deux a raison, voyons, dites?.. Vous n'imaginez pas comme je suis curieuse d'entendre votre réponse...

FAVREUIL.

Je passe en revue tous mes amis... Je ne vois pas... Attendez que je cherche encore... Il y a Planteau,.. vous savez, le gros Planteau, que nous rencontrions au Bois... Il est bien laid, par exemple.

ADRIENNE.

Oh! je n'ai pas le droit d'être difficile... Ni pour la beauté,.. ni pour l'âge... Je ne suis pas assez riche pour cela!

FAVREUIL.

Ah! voilà, justement... Planteau a de l'argent... et vous comprenez...

ADRIENNE.

Oui... Il en a... et alors, il en demande... C'est tout ce que vous avez à me proposer, monsieur?

FAVREUIL, embarrassé.

Pour le moment, oui... Mais je chercherai encore, je vous le promets... Je dirai à ma sœur...

ADRIENNE, souriant.

Ne vous donnez pas la peine. Je tâcherai de trouver seule... Je savais parfaitement que vous n'aviez personne sous la main, n'en doutez pas, mais il m'a paru... intéressant... piquant même, de vous le faire dire... Excusez-moi si je ne vous retiens pas; mon père m'attend.

FAVREUIL, s'inclinant.

Au revoir, mademoiselle.

ADRIENNE.

Adieu, monsieur... (Favreuil sort. Adrienne va ouvrir la porte de la chambre de son père et dit:) Monsieur Meynard, j'ai gagné mes cent sous!

ACTE QUATRIÈME

—

Le décor est le même qu'au troisième acte. La porte de gauche faisant communiquer le salon avec la chambre de Pierre est ouverte, la portière est relevée; on aperçoit une chaise longue ou un fauteuil de malade à oreillettes. Dans le salon, sur une petite table, une boîte de couleurs, des godets et tout ce qu'il faut pour peindre à l'aquarelle. Un grand abat-jour blanc, avec des fleurs peintes à l'aquarelle. Pierre Nogaret a blanchi depuis le troisième acte. Il est en robe de chambre et a une canne à poignée, en forme de béquille, à côté du fauteuil où il est assis, au lever du rideau.

SCÈNE PREMIÈRE

—

THÉRÈSE, PIERRE.

THÉRÈSE, lisant à haute voix.

« ... Mon fils, ne vous laissez pas émouvoir par la beauté et la subtilité des discours des hommes... Après avoir lu et appris beaucoup de choses, il faut toujours en revenir à l'unique principe de toutes choses... C'est moi qui en un moment fais pénétrer l'âme humble dans les secrets de la vie éternelle... J'apprends à mépriser les biens de la terre, à dédaigner ce qui passe, à rechercher ce qui est céleste, à goûter ce qui est éternel... » (Posant le livre sur ses genoux.) Dis donc, Pierre, ça n'est pas mal, tout ça? Avais-je tort de te dire qu'il y a un tas de jolies choses dans l'*Imitation de Jésus-Christ?*

PIERRE.

Si tu m'en lisais encore un peu?

THÉRÈSE.

Tu vois que tu y prends goût... Mais c'est assez de lecture pour aujourd'hui... Demain nous continuerons... Si cela t'amuse, bien entendu. Il faut que tu me laisses travailler un peu, maintenant... (Elle pose le livre sur la table, se lève, va regarder l'abat-jour et le montre à Pierre.) Regarde comme mes fleurs sont jolies... C'est étonnant comme j'ai fait des progrès! Aussi j'ai augmenté mes prix. Je ne cède plus

mes abat-jour à moins de vingt francs pièce. Le marchand les revend quatre-vingts : c'est le commerce !.. Vingt francs, c'est une somme, sais-tu bien ?

PIERRE.

Et c'est pour m'acheter du bon vin, des drogues, pour aider cette malheureuse maison à se tenir à flot que tu te fatigues ainsi !

THÉRÈSE.

Dame, si nous avions beaucoup de rentes, évidemment je me passerais bien de peindre des abat-jour. Mais il ne nous en reste pas lourd, mon pauvre ami, tu le sais. Alors, l'idée m'est venue d'utiliser mes petits talens. C'est bien simple.

PIERRE.

Ah ! tiens, tu es une femme admirable !

THÉRÈSE.

Mais non... J'ai été bien élevée, j'ai reçu de bons principes, voilà tout.

PIERRE.

Dire que je t'ai méconnue, d'abord !

THÉRÈSE.

Il est certain que tu faisais plus de cas de Mlle Jauzon que de moi... Je puis bien t'avouer, maintenant, que j'étais un peu jalouse d'elle... Oh ! en tout bien tout honneur... C'est même à cause de cela que je n'ai pas insisté pour la retenir quand elle a voulu s'en aller... On n'est pas parfaite !

PIERRE.

Combien y a-t-il de temps qu'elle nous a quittés, déjà ?.. Quatre ou cinq mois, n'est-ce pas ?.. On ne l'a pas vue souvent, depuis. Drôle de fille !.. Je la croyais dévouée pourtant.

THÉRÈSE.

Elle l'était à sa façon, Pierre.

PIERRE.

Ce qui n'empêche pas que, dans les derniers jours, elle semblait m'avoir pris en haine.

THÉRÈSE.

Oh ! tu sais, notre haine, à nous autres femmes, c'est quelque-

fois de... l'affection qui a tourné à l'aigre... Ne dis pas de mal de cette pauvre Jauzon... Je t'assure que cela ne serait pas bien.

PIERRE.

Tu ne veux pourtant pas que je la compare à toi !.. D'abord, est-ce qu'il y a au monde une seule femme qui te vaille ?.. Que de temps j'ai perdu, que j'aurais pu employer à t'aimer... (A part.) Et maintenant il m'en reste si peu !

THÉRÈSE.

Tais-toi, Pierre !.. Tu ne vois donc pas que si tu continues à me dire de si douces choses, tu me ferais bénir cette maladie qui t'a rendu à moi !.. Ne t'accuse pas, cher ami... Tu ne m'as peut-être pas donné, autrefois, tout ce que tu devais, mais tu me donnes aujourd'hui plus que je ne mérite. Ta dette est payée, va... Moi aussi, d'ailleurs, j'ai un reproche à me faire. Je te devais des enfans, et je ne t'en ai pas donné. Excuse-moi... Si tu savais comme j'en suis malheureuse !

PIERRE.

Des enfans... à qui j'aurais transmis peut-être l'affreuse hérédité du mal qui est en moi... Oh ! non, ne te reproche pas de ne m'en avoir point donné ! Ceux que j'ai me suffisent !.. Tu as beau être la femme que tu es, les tiens auraient pu avoir le féroce égoïsme d'Adrienne et de Maurice... Sait-on quel est l'ancêtre qui revit en nous ?

THÉRÈSE.

Voyons, Pierre, Adrienne et Maurice n'ont pas si mauvais cœur que cela.

PIERRE.

Tu vas les défendre, toi qu'ils ont humiliée, outragée presque !..

THÉRÈSE.

« ... Et pardonnez-nous nos offenses, comme nous les pardonnons à ceux qui nous ont offensés... » C'est une prière que je fais chaque matin et chaque soir, Pierre. Comment veux-tu que je ne pardonne pas à ces enfans ?

PIERRE.

Oh ! tu mets la religion dans tout, toi ! Tu vas peut-être me dire aussi que c'est elle qui te donne le courage de me soigner avec tant de dévoûment ?

THÉRÈSE.

Elle m'y aide, en tout cas... Est-ce que tu crois que l'amour

seul y suffirait?.. Vous êtes bien fat, monsieur!.. Mais regarde-nous donc, cher ami, nous ne sommes plus jeunes, nous sommes de vieux époux... Si l'idée d'un devoir à remplir envers toi n'était pas sans cesse présente à mon esprit, je serais peut-être moins bonne garde-malade, il n'y a pas à dire... Ce devoir, qui m'est si doux, ma religion me l'impose... Si tu es content de mes soins, ce n'est pas moi qu'il faut remercier, Pierre, c'est elle.

PIERRE.

Décidément tu veux me convertir, aujourd'hui.

THÉRÈSE.

Oh! ma foi non... Je ne m'en occupe même pas. Tu te convertiras bien tout seul, va, il y a longtemps que je te l'ai dit... D'abord, je ne suis pas une dévote, une convertisseuse, moi, tu le sais bien. Sais-tu ce que j'ai fait, ce matin, en sortant de l'église?.. L'abbé Bertrand me demandait la permission de venir te voir. Ce serait bien naturel, n'est-ce pas, puisque nous demeurons porte à porte, sur le même palier... Eh bien, ça ne fait rien, je n'ai pas voulu... Je ne suis pas fâchée de te montrer que je suis une libérale...

PIERRE.

Est-ce un homme de valeur, cet abbé Bertrand?

THÉRÈSE.

Je crois bien!.. Un ancien élève de l'École normale, à ce qu'il paraît, un puits de science... Il a fait de la physiologie, de la chimie, je ne sais quoi encore avant d'entrer dans les ordres.

PIERRE.

Sait-on pourquoi il y est entré?.. Quelque chagrin d'amour, sans doute.

THÉRESE.

Oh! pas du tout... La science ne satisfaisait complètement ni son intelligence ni son cœur... C'est lui-même qui me l'a dit... Alors, il est venu à la religion, c'est bien simple... Et le voilà premier vicaire de la paroisse, plus heureux, plus tranquille dans son église qu'il ne l'était dans son laboratoire... Il sait, maintenant. Et savoir, c'est meilleur que de chercher.

PIERRE.

Puisque tu le connais, il serait peut-être convenable que j'entrasse en relations avec lui... Qu'en dis-tu?

THÉRÈSE.

Oh! ne te presse pas... Une soutane chez toi,.. ça te donnerait mal aux nerfs.

PIERRE.

Je n'en suis plus là, tu le sais bien... La preuve, c'est que je me déciderai peut-être, un de ces jours, à te dire... de le prier de venir me voir... Me voir en voisin, bien entendu!.. Nous causerons chimie, cela m'intéressera...

THÉRÈSE.

C'est cela, mon ami, vous causerez chimie... Quand tu voudras.

PIERRE.

Et maintenant, ma femme, sais-tu ce que je vais faire? Je vais aller m'étendre un peu sur ma chaise longue... J'ai mal dormi cette nuit, j'ai sommeil... Qu'en dis-tu?

THÉRÈSE.

Très bonne idée... Tu n'as que de bonnes idées, aujourd'hui... Allons, viens te reposer... (Ils passent dans la chambre de Pierre, et, par la porte de communication, qui reste ouverte, on voit Thérèse installer son mari sur la chaise longue, placer un coussin sous sa tête, une couverture sur ses pieds. Elle l'embrasse ensuite au front, et revient vers le salon. Au moment où elle prend le bouton de la porte pour la fermer derrière elle, Pierre lui dit.)

PIERRE.

Ne ferme pas la porte. Il fait un peu chaud ici.

THÉRÈSE, répond.

Comme tu voudras... Mais il ne faut pas trop d'air, pourtant... Tiens, comme cela... (Elle ferme à demi seulement la porte en disant) : A tout à l'heure... (Elle tire ensuite la portière et rentre dans le salon, où Adrienne entre au même instant.)

SCÈNE DEUXIÈME

THERÈSE, ADRIENNE.

THÉRÈSE.

Ne fais pas de bruit, ton père dort.

ADRIENNE.

Soyez tranquille... Vous savez comme il a le sommeil lourd. Je ne le réveillerai pas. Vous pensez bien que je n'ai pas envie de chanter...

THÉRÈSE.

Ni même d'être polie... Cela ne te change pas, d'ailleurs... Je vois qu'il vaut mieux que je te laisse, mon enfant. (Elle sort.)

ADRIENNE, restée seule, fait quelques pas dans le salon d'un air nonchalant et ennuyé. Elle va regarder l'abat-jour.

Elles sont propres, ses fleurs! (Puis elle prend *l'Imitation*, regarde un instant le livre et le rejette sur la table.) *L'Imitation de Jésus-Christ!..* C'est tout à fait touchant! (Elle s'assied d'un air accablé près de la table, et reste là, la tête appuyée sur la main. A ce moment, la porte du fond s'ouvre et Maurice entre. Il a sous le bras un portefeuille de cuir, qu'il jette sur la table en disant)

MAURICE.

Bonsoir, Adrienne! (Puis il s'assied. La table doit être disposée de telle façon que tous deux aient le dos tourné du côté de la chambre de leur père.)

SCÈNE TROISIÈME

—

ADRIENNE, MAURICE.

ADRIENNE.

Tiens, te voilà!

MAURICE.

Oui... J'avais un mémoire à vérifier par ici, un mémoire de maçon... Je suis entré en passant. Quel sale quartier!

ADRIENNE.

Tu n'y demeures pas, toi, et tu n'y viens pas souvent... Mais moi!.. Tu as encore de la chance, va, ne te plains pas.

MAURICE.

Merci bien!.. Gagner deux mille huit cents francs par an à vérifier des mémoires, à dresser des plans et des devis pour le compte d'un architecte, si tu crois que c'est une vie!..

ADRIENNE.

Tu es libre, au moins, tu n'habites pas cette maison où il n'y a pas seulement de tapis dans l'escalier. Moi aussi, va, j'en ai assez, plus qu'assez, même!.. Dînes-tu ici?

MAURICE.

Oui, puisque j'y suis... Qu'est-ce qu'il y a pour dîner, ce soir?

ADRIENNE.

Le pot-au-feu, des lentilles... Ça donne faim, n'est-ce pas?

MAURICE.

Oui. Je m'en lèche déjà les doigts... Te rappelles-tu la cuisine que nous faisait Joséphine, boulevard Haussmann?

ADRIENNE.

Je crois bien... Ses chaufroix de volailles surtout, et ses sauces.

MAURICE.

Étonnantes, ses sauces... Comment va papa, aujourd'hui?

ADRIENNE.

Toujours la même chose... Il dort en ce moment.

MAURICE.

Oui, je sais, belle-maman me l'a dit tout à l'heure... Quelle sale maladie! Nous étions si heureux... Te rappelles-tu nos promenades au Bois, le matin?

ADRIENNE.

Oui,.. mais ça m'exaspère, d'y penser.

MAURICE.

J'y suis allé dimanche, le seul jour où je puisse me permettre ça, maintenant. J'avais loué une rosse de manège, comme un calicot... Je n'ai pas seulement osé me montrer dans l'allée des Poteaux. J'ai aperçu de loin Favreuil sur son cob, tu sais, l'alezan... J'ai filé... J'étais si en rage que j'ai flanqué une râclée à ma rosse.

ADRIENNE.

Tu aurais mieux fait de la flanquer à Favreuil... Tu sais qu'il ne met plus les pieds ici depuis que mon mariage a raté. Canaille, va!.. A propos de canaille, et Valmeyr, as-tu de ses nouvelles?

MAURICE.

Il gagne un argent fou... C'est un malin, lui! (La portière s'ouvre et Pierre paraît. Il les écoute.)

ADRIENNE.

Quand je pense que papa est allé lui livrer sa clientèle, là, comme ça, tout bonnement... Ça devait lui donner la tentation de la garder pour lui et de me planter là... C'est la faute de papa si je ne suis pas mariée.

(Mouvement de Pierre.)

MAURICE.

Oh! tu sais, papa... Si nous sommes dans de pareils draps, c'est bien aussi sa faute... Il n'a jamais su faire un placement de sa vie.

ADRIENNE.

Et puis, je te demande un peu, cette idée de ne pas m'avoir fait baptiser comme tout le monde... C'est ça, encore, qui vous aide à trouver un mari!.. Tu verras que je finirai par faire quelque coup de tête. Après tout, j'ai de la voix et je sais m'en servir... Si j'essaie un jour d'entrer au théâtre, c'est papa qui l'aura voulu!..

(Pierre fait un geste de désespoir, laisse retomber sans bruit la portière et disparaît.)

MAURICE. Il se lève et se promène.

Ah! tu penses au théâtre... C'est raide, tu sais.

ADRIENNE.

Pourquoi?.. Je ne serais pas la première...

MAURICE.

Oh! mon Dieu, moi, je n'ai pas de préjugés... Mais c'est égal, le théâtre,.. les planches... Non, vrai, c'est raide... Ne pense pas à ça, va... Ça n'est pas pratique... Marie-toi, plutôt.

ADRIENNE.

Trouve-moi donc un mari, alors! Est-ce que je vais dans le monde, moi, pour en dénicher un? Est-ce qu'il vient personne ici?.. Ça n'est pas gai de voir papa dans l'état où il est... Ça met tout le monde en fuite. Encore une raison pour que je ne me marie pas, tiens, cette maladie de papa... On peut dire qu'elle nous en aura fait du mal!

MAURICE.

Ah çà! oui, par exemple!.. Est-ce que tu ne trouves pas qu'il s'affaiblit?

ADRIENNE.

Non, je n'ai pas remarqué... Je suis tellement habituée à le voir comme cela que je n'y fais plus attention.

MAURICE.

Oui, c'est vrai... Mais moi qui le vois moins souvent,.. je t'assure qu'il baisse.

ADRIENNE.

Vraiment!

MAURICE.

Tu peux m'en croire... Je vois clair, moi,.. et puis j'observe... J'ai toujours aimé à me rendre compte... Il est bien malade, bien malade... Je t'assure que je ne voudrais pas être à sa place.

ADRIENNE.

Est-ce que tu crois qu'il y a du danger... immédiat?

MAURICE.

Ça dépend de ce qu'on entend par immédiat... Évidemment, ce n'est pas pour demain, ni pour après-demain... Mais, enfin, il faut bien s'attendre à ce qu'un jour ou l'autre...

ADRIENNE.

Quel malheur!.. Ce pauvre père!..

MAURICE.

Oh! tu sais,.. quand on souffre comme il souffre, c'est presque une délivrance... Mais c'est égal, ce n'est pas gai de penser à cela... Sale maladie, va!.. Pas même moyen de savoir si c'est héréditaire ou non!

ADRIENNE.

Ah! tu as pensé à t'informer?..

MAURICE.

Tiens!.. On n'a rien pu me dire...

ADRIENNE.

Tu es prévoyant.

MAURICE.

Ça ne fait de mal à personne que je le sois... Qu'est-ce qu'il peut bien avoir à lui, papa? Dans les soixante-quinze à quatre-vingt mille, n'est-ce pas?.. Là-dessus, belle-maman pour une moitié, plus la quotité disponible...

ADRIENNE.

Voyons, Maurice!

MAURICE.

Eh bien! quoi?.. Qu'est-ce qu'il y a d'étonnant? Ça te regarde aussi bien que moi, d'abord... Tu verras qu'elle nous passera sous le nez, la quotité disponible!.. Penser qu'il gagnait plus de cent mille francs par an et qu'il n'a pas mis de côté autre chose que ces méchans quatre sous-là!

ADRIENNE.

Tu l'aidais à les dépenser, ses cent mille francs!

MAURICE.

Eh bien! et toi? Est-ce que tu te figures que tu ne lui coûtais rien?

ADRIENNE.

Il a payé pour toi en un an plus de vingt mille francs de dettes, sans compter ce qu'il te donnait.

MAURICE.

Et tes notes de couturières, dis donc? Ta jument, ton poney, ton panier, ton groom?.. Moi, d'abord, si j'ai fait des bêtises, c'est lui qui en est cause. Il n'avait qu'à m'envoyer à confesse quand j'étais gamin... Ça m'aurait retenu, peut-être, quand j'ai commencé à me sentir vivre!.. Si je parviens à décrocher un de ces jours la grosse dot que je cherche, tout en vérifiant mes mémoires de maçon, et si j'ai des enfans, tu verras un peu si je ne leur en fourre pas, de la religion!.. C'est une sauvegarde, en somme, une sauvegarde comme une autre pour les jeunes gens... Encore, je n'ai pas trop à me plaindre, moi, j'ai eu de la chance... Mais il y en a de mon âge qui sont déjà aux trois quarts démolis et qui ont dans leur sac tout ce qu'il faut pour crever à quarante ans... C'est la fête!... Eh bien! si j'en étais de ceux-là, franchement, est-ce que je n'aurais pas le droit de lui faire des reproches, à papa? Je n'en suis pas, c'est vrai, mais j'ai perdu mon temps au lieu de travailler, je n'ai pas de situation... Tu disais tout à l'heure que c'est la faute de papa si tu es en train de coiffer sainte Catherine. C'est bien un peu sa faute aussi, ma chère, si je ne suis pas bon à autre chose,.. (montrant le portefeuille) qu'à faire ce métier-là... Ah! il nous a richement élevés, avec ses manies de mangeur de prêtres!.. Ça n'est pas gentil pour ce pauvre père,.. c'est même, au fond, un peu canaille, tout ce que je dis là... évidemment... Qu'est-ce que tu veux? J'ai grandi je ne sais pas comment, personne ne m'a jamais dit ce qui est bien ni ce qui est mal,.. et je ne sais pas le trouver tout seul, moi!.. Papa me faisait faire des sciences et ne s'occupait que de savoir si

j'avais bien appris mes théorèmes... Il faut croire que ça ne suffit pas d'en avoir appris... et de les avoir oubliés, d'ailleurs,.. car il y a des momens où je sens que je ne vaux pas le diable, des momens où je me dégoûte moi-même... Tiens, nous y sommes, dans un de ces momens-là... C'est ignoble, ma parole, tout ce que nous venons de dire.

ADRIENNE.

Parle pour toi!

MAURICE.

Oh! tu sais, pas de manières!.. Tu es moderne aussi, toi, petite sœur... Nous sommes du même bateau, va, comme on dit... C'est effrayant ce qu'il y a de passagers sur ce bateau-là!.. Positivement, il n'y a plus que les prêtres qui essaient encore de vous empêcher d'y monter. Moi, si j'étais le gouvernement, je leur donnerais des primes, aux curés, pour cette besogne-là... (S'arrêtant brusquement et prêtant l'oreille.) Tiens, qu'est-ce que c'est que cela?

ADRIENNE.

Quoi donc?

MAURICE.

Tu n'as rien entendu, à côté, chez papa?

ADRIENNE.

Tu as entendu quelque chose, toi?

MAURICE.

Mais oui... Il m'a semblé, du moins... Quelque chose comme une plainte.

ADRIENNE, se levant.

Une plainte... Il faut aller voir bien vite... Cependant, il aurait sonné s'il avait eu besoin de quelque chose... (Elle se dirige vers la chambre de son père, écarte brusquement la portière. La porte est toute grande ouverte. On aperçoit Pierre assis, à demi effondré sur un fauteuil, pleurant, un mouchoir sur les yeux et secoué par des sanglots.) Mon Dieu! la porte était ouverte! (Adrienne et Maurice restent devant la porte, consternés, comme s'ils n'osaient entrer. Pierre s'essuie les yeux, se lève et se dirige vers le salon, appuyé sur une canne. A mesure qu'il avance, ses enfans reculent. Il marche ainsi jusqu'à un fauteuil où il se laisse tomber. Adrienne et Maurice restent debout, confus, l'air embarrassé. Pierre les regarde longuement l'un et l'autre en branlant la tête.)

SCÈNE QUATRIÈME

—

PIERRE, ADRIENNE, MAURICE.

PIERRE, après un silence.

Ah! mes enfans, mes enfans, quel mal vous m'avez fait!.. Vous auriez dû vous assurer que je ne pouvais pas vous entendre, avant de dire ces choses épouvantables!..

MAURICE.

Voyons, papa, remets-toi... Puisque tu nous écoutais, tu sais bien que je regrette déjà ce que j'ai dit... Et Adrienne fait comme moi, j'en suis sûr... Nous n'en pensions pas un mot... Nous sommes aigris, voilà tout, et cela nous rend mauvais par momens... Mais, tu sais, ça n'empêche pas que nous t'aimons bien.

PIERRE.

N'essaie pas de retirer tes paroles, malheureux! Tu me les as plantées dans le cœur, elles y restent. Tu verras, plus tard, si tu es père un jour, et si tes enfans t'infligent à leur tour la torture que tu viens de m'infliger, tu verras!.. Et tu verras aussi, quand l'heure terrible approchera pour toi!.. Tu as osé dire, en parlant de ton père, que c'est une délivrance de mourir quand on souffre. Eh bien! non! C'est faux,.. tu verras, tu verras!.. La souffrance, c'est encore de la vie,.. et c'est affreux, crois-moi, d'arriver au jour où l'on ne souffrira plus!..

ADRIENNE.

Je t'assure, papa, que Maurice a raison de te dire...

PIERRE.

Pas d'explications,.. pas d'excuses!.. Vous êtes bien coupables, bien ingrats. Je vous ai peut-être aimés mal, mais je vous ai beaucoup aimés, et c'est de cela seul que vous deviez vous souvenir! En tout cas, vous n'aviez pas le droit de me juger!.. Il faut que vous ayez des cœurs de pierre pour avoir parlé ainsi de votre père, de votre pauvre père qui n'a plus six mois à vivre,.. tu le sais bien, Maurice, toi qui vois clair, toi qui observes, tu le sais, si elle l'ignore, elle, elle qui ne fait pas attention!.. Oh! c'est affreux, c'est affreux ce que vous avez dit!.. Vous êtes des monstres,.. mais vous êtes mes enfans!.. Cela suffit... Je vous pardonne... Viens que je t'embrasse, ma fille... Viens aussi, mon fils. (Il tient sa fille embrassée,

quand Thérèse entre par la porte du fond et s'arrête étonnée. Pierre reprend bas :) Surtout, que votre belle-mère ne se doute pas!.. Je veux lui épargner cette douleur et m'épargner à moi-même cette honte.

SCÈNE CINQUIÈME

—

LES MÊMES, THÉRÈSE.

THÉRÈSE, entrant.

Comment! Déjà fini, ton somme? J'espère bien que ces deux bavards-là ne t'ont pas réveillé, au moins.

PIERRE.

Non... J'ai très bien dormi, au contraire.

THÉRÈSE.

Je t'annonce une visite... Mlle Jauzon... Veux-tu la recevoir? (Elle va à droite ranger sa boîte de couleurs.)

ADRIENNE.

Ah! elle est là?.. Je vais lui dire bonjour. (Elle sort.)

MAURICE.

Moi aussi. (S'approchant de son père et restant debout, l'air embarrassé, devant lui.) Adieu! père.

PIERRE.

Adieu! mon enfant... A bientôt, n'est-ce pas?.. Viens voir de temps en temps... comment je vais.

MAURICE, troublé.

Oui, papa... Certainement, je viendrai. (Il fait deux pas pour sortir.)

PIERRE.

Comment, tu t'en vas sans m'embrasser?

MAURICE.

Ah! c'est vrai... j'oubliais... (Il embrasse Pierre.) Je te demande pardon, mon père!

PIERRE, bas.

Va, mon enfant, va... Je t'aime bien. Et puis, tu sais, si jamais tu es malade, si tu souffres, plus tard, quand je n'y serai plus,

dis-toi qu'il y avait quelqu'un qui eût été heureux de prendre toutes tes souffrances pour les ajouter aux siennes,.. méchant enfant qui ne voudrais pas être à ma place!.. Va, mon garçon, va... Travaille... Sois bon... sois bon!..

THÉRÈSE, revenant vers Maurice, après avoir fini de ranger ses couleurs.

Alors, décidément, tu ne restes pas à dîner?.. Moi qui venais de faire acheter un joli petit perdreau pour toi!

PIERRE.

Ah! ma pauvre Thérèse, tu auras beau faire, tes dîners ne vaudront jamais ceux de Joséphine...

MAURICE, bas.

Père, je t'en supplie... (A Thérèse.) Ce sera pour une autre fois, ma belle-mère. Je vous remercie bien, mais aujourd'hui... je ne peux pas,.. je ne peux pas... (Il porte son mouchoir à ses yeux et sort précipitamment.)

THÉRÈSE.

Eh bien, qu'est-ce qu'il a?.. Tu es tout drôle aussi... Qu'est-ce qui s'est passé?

PIERRE.

Rien, rien... Ah! je suis bien heureux, ma femme.

THÉRÈSE.

De quoi donc?

PIERRE.

D'avoir vu pleurer mon fils!.. Va dire à sa sœur de le consoler, le pauvre garçon,.. et envoie-moi Mlle Jauzon... Ah! il y a quelqu'un que je voudrais voir aussi.

THÉRÈSE.

Qui donc?

PIERRE.

Notre voisin... tu sais... dont nous parlions tout à l'heure.

THÉRÈSE.

Comment, tu veux le voir!.. C'est bien vrai, au moins, que tu as envie de le voir?.. C'est sincère, ce n'est pas pour me faire plaisir?

PIERRE.

Non... J'ai besoin de causer avec lui, décidément... Fais-le venir, s'il est là.

THÉRÈSE.

Il doit être chez lui, à cette heure... Ah! Pierre, Pierre, je ne sais pas si j'ai tort ou raison... Mais je suis bien heureuse, moi aussi.

PIERRE.

Va, ma femme... Amène-le.

THÉRÈSE.

J'y vais... (La porte du fond s'ouvre et Mlle Jauzon paraît.) Ah! voici Mlle Jauzon, justement... (A Mlle Jauzon.) Mademoiselle, excusez-moi... mon mari vient de me donner une commission. Je vous laisse un instant avec lui. (Elle sort.)

SCÈNE SIXIÈME

PIERRE, Mlle JAUZON.

PIERRE.

Comment, c'est vous, mademoiselle? Quelle surprise!

MADEMOISELLE JAUZON.

J'étais déjà venue prendre de vos nouvelles, docteur.

PIERRE.

Oui, je sais... j'ai bien regretté de ne pas être en état de vous recevoir... Excusez-moi... Vous allez bien, mademoiselle? Vous êtes satisfaite de votre nouvelle position?

MADEMOISELLE JAUZON.

Mais oui... Et vous, monsieur, comment allez-vous?

PIERRE.

Comme un homme qui s'en va, mademoiselle...

MADEMOISELLE JAUZON.

On vit vingt ans avec la maladie que vous avez.

PIERRE.

Vingt ans! Si seulement j'étais sûr de vingt mois!

MADEMOISELLE JAUZON.

Quelles idées noires!.. Je ne vous reconnais plus, docteur!..

PIERRE.

Moi non plus, mademoiselle.

MADEMOISELLE JAUZON.

Tant pis, monsieur. C'est grand dommage. Au surplus, cette métamorphose ne me surprend pas... Je la voyais déjà poindre quand je suis partie.

PIERRE.

Et c'est pour cela que nous vous avez quittés si brusquement, peut-être?

MADEMOISELLE JAUZON.

Qui sait?.. On vous a dit sans doute que je m'en allais parce que j'avais trouvé une meilleure place... Comme vos domestiques ont fait, n'est-ce pas?

PIERRE.

Personne ne m'a dit cela, mademoiselle.

MADEMOISELLE JAUZON.

Mais vous l'avez pensé... Vous avez cru cela de moi, vous que je vénérais comme un Dieu!.. Voilà donc ce que vous rendez, vous autres hommes, en échange de ce qu'on vous donne!.. Traitée ainsi par Mme Nogaret, soit!.. Que m'importe son estime, à elle? Mais par vous, par vous, docteur... Oh! c'est trop cruel! (Elle se laisse tomber dans un fauteuil et porte son mouchoir à ses yeux.)

PIERRE.

Je vous en supplie, mademoiselle, remettez-vous!

MADEMOISELLE JAUZON, se levant et essuyant brusquement ses yeux.

Vous avez raison... Il faut que je perde la tête pour pleurer ainsi... comme une femme!.. Alors vous n'avez rien deviné? Eh bien, je vais vous le dire, pourquoi je suis partie... J'ai senti que tout ce que j'aimais, tout ce que j'admirais en vous, vos idées, vos aspirations, votre foi scientifique et philosophique, avec lesquelles j'avais été en étroite communion pendant si longtemps, allaient m'échapper, que j'allais perdre ce bien, qui était la seule poésie de ma misérable existence... Cette belle intimité intellectuelle, c'était mon rayon de soleil, à moi, pauvre institutrice condamnée aux ingrates besognes de cet affreux métier que je hais, pauvre créature sur qui nul n'a jamais abaissé un regard de tendresse... Cette portion de vous-même, la seule à laquelle j'aie jamais prétendu, vous me l'avez reprise un jour... Si vous saviez comme j'ai souffert... comme j'ai maudit celle qui me dépouillait!..

PIERRE, sévèrement.

Mademoiselle!

MADEMOISELLE JAUZON.

Je ne suis plus à votre service, monsieur... je puis parler comme il me plaît devant vous!.. Maintenant, vous savez pourquoi j'ai

quitté cette maison... Ce n'est pas pour votre fille que j'y étais restée quinze ans... c'est pour vous, pour vous seul... Vous étiez mon maître, et jamais maître n'a eu de disciple plus enthousiaste! Votre pensée était l'inspiratrice, la directrice toujours obéie de la mienne... J'avais embrassé avec passion toutes vos doctrines, j'avais fait mon *credo* de toutes vos convictions... Quand je me suis aperçue qu'elles commençaient à chanceler, elles que je croyais si fermes, j'ai rougi pour vous de cette défaillance, et je l'ai trouvée si triste qu'il a été au-dessus de mes forces d'en supporter le spectacle... Je vous en ai voulu, je vous en veux encore, d'avoir tari la seule source d'enthousiasme que j'aie jamais sentie en moi... J'avais commencé par souffrir, je vous l'ai dit... Ma souffrance est devenue de la colère, quelque chose d'amer s'est trouvé ajouté à l'amertume dont j'avais le cœur tout gonflé. Vous m'avez fourni une raison de trouver la vie encore plus laide...

PIERRE, ému.

Pauvre femme!

MADEMOISELLE JAUZON.

Oh! oui, pauvre femme, allez!.. C'est affreux de ne sentir en soi que de la colère, du mépris, de la haine, de ne croire à rien, de n'aimer rien... Et maintenant parlons d'autre chose!.. Le mariage d'Adrienne a donc été rompu?

PIERRE.

Oui... Et cette déception n'a pas rendu plus douce l'humeur de ma fille... C'est une nature ombrageuse et rebelle, qu'il aurait fallu dompter de bonne heure...

MADEMOISELLE JAUZON.

Est-ce un reproche, monsieur?.. Quand vous m'avez confié l'éducation d'Adrienne, que m'avez-vous dit: « Instruisez ma fille, et je vous tiens quitte du reste: l'instruction a une vertu moralisatrice qui suffit. » Eh bien, Adrienne a passé tous ses examens, j'ai fait entrer dans son cerveau trois fois plus de connaissances qu'il n'en tient d'ordinaire dans une tête de femme... Si cela ne vous suffit plus aujourd'hui, tant pis pour vous, monsieur!

PIERRE.

Cela ne me suffit plus, en effet.

MADEMOISELLE JAUZON.

Alors, que ne l'avez-vous mise au couvent!.. On lui aurait fait étudier l'histoire sainte et réciter le catéchisme, puisque c'est cela

qu'il vous faut maintenant!.. Dans ce temps-là vous aviez une devise, une belle et fière devise : « Ni Dieu, ni maître,» docteur!.. Si je m'en suis inspirée pour élever votre fille, à qui la faute?

PIERRE.

Ni Dieu, ni maître!.. C'est pourtant vrai, j'ai dit cela!.. Eh bien, mademoiselle, j'étais aveugle, j'étais fou quand je l'ai dit!.. Savez-vous ce qui s'est passé depuis? J'ai souffert, j'en suis venu à ce point de déchéance physique où vous me voyez, et ce maître dont je ne voulais pas, je l'ai trouvé dans la douleur!.. Un maître impérieux, je vous le jure, et qui m'a donné de rudes enseignemens! Il a humilié l'arrogance de ma raison, il lui a prouvé qu'elle était présomptueuse et courte!.. J'ai souffert, et de par la souffrance seule, toute ma conception de la vie a changé. J'ai douté de ce qui me semblait démontré, je me suis mis à croire à des choses que j'avais niées!.. En même temps que le froid de la mort commençait à monter dans mes membres, dans ces jambes glacées que la sensibilité abandonne, l'idée de Dieu, obscure d'abord, puis plus claire, commençait à poindre dans mon esprit...

MADEMOISELLE JAUZON, ironique.

Vraiment, monsieur?

PIERRE.

... Et cette aurore me semble aujourd'hui d'autant plus bienfaisante et plus douce, que je pense davantage à la nuit, à l'horrible nuit du tombeau, et que je la sens plus proche! J'ai regardé autour de moi, et j'ai trouvé ceux qui croyaient plus vaillans, plus sûrs et meilleurs que les autres... Valmeyr m'a trahi indignement, Favreuil nous abandonne : deux esprits forts, mademoiselle!.. Mes domestiques même m'ont quitté... Ils n'allaient pas à la messe, je vous en réponds!.. Mon fils et ma fille n'ont pas pu supporter les mauvais jours, l'adversité les a aigris, détachés de moi... Ils m'accusent, ils me maudissent presque!.. Si je leur avais autrefois enseigné les commandemens de Dieu, les malheureux n'oseraient pas traiter ainsi leur père...

MADEMOISELLE JAUZON.

Vous en êtes aux commandemens de Dieu, docteur?

PIERRE.

Oui, mademoiselle... Et je vais vous en dire un : « Tes père et mère honoreras, afin de vivre longuement. » Voilà ce qu'il aurait fallu faire apprendre à mes enfans, quand il en était temps! De

leurs lèvres, ces mots-là seraient descendus dans leurs cœurs, et je n'aurais pas entendu ce que je viens d'entendre!.. Mais ma femme use ses yeux à peindre des abat-jour, afin de pouvoir m'acheter quelques bouteilles de vieux vin; ma femme, depuis dix-huit mois, ne se couche plus, ne dort plus, ne me quitte pas, si ce n'est pour aller à l'église, et c'est de là qu'elle rapporte ce qu'il lui faut de force et de vaillance héroïque pour accepter, sans l'ombre même d'une défaillance, l'abominable vie qu'elle s'impose... Voilà ce que j'ai vu, mademoiselle, vu de mon regard d'homme qui va bientôt mourir, et ce regard va loin!.. J'ai passé ma vie à combattre l'idée religieuse : elle s'est vengée en me montrant ce qu'elle donne de vigueur morale à ceux qui la prennent pour règle de leur conduite, et ce qu'elle en enlève à ceux qui la rejettent. Je n'avais plus qu'à m'incliner devant cette démonstration : c'est ce que j'ai fait. L'idée religieuse aide à vivre, et c'est déjà beau. Mais elle aide à mourir. Si vous étiez à ma place, vous comprendriez mieux le prix d'un semblable bienfait!

MADEMOISELLE JAUZON.

A quand le baptême, docteur?

PIERRE.

A bientôt, peut-être!

MADEMOISELLE JAUZON.

Et votre père, votre père qui recevait si bien les corbeaux, quand ils venaient croasser à son lit de mort!.. Vous reniez aussi, comme le reste, ce souvenir dont vous étiez fier autrefois?

PIERRE, gravement.

Mon père avait ses raisons... J'ai les miennes!..

(La porte du fond s'ouvre, et Thérèse paraît.)

MADEMOISELLE JAUZON, ironique.

Voulez-vous que j'aille chercher un prêtre?

THÉRÈSE, s'avançant.

Inutile, mademoiselle... le voici!..

(Un prêtre paraît dans l'embrasure de la porte du salon et s'y arrête.)

PIERRE.

Soyez le bienvenu, monsieur l'abbé!.. Je vous attendais!

GEORGE DURUY.

A PROPOS

D'UN

EXEMPLAIRE DES MAXIMES

C'est une question qui souvent a piqué la curiosité de savoir si l'étroite liaison de La Rochefoucauld avec Mme de La Fayette n'aurait pas exercé sur lui quelque influence adoucissante. Souvent, en particulier, on s'est demandé si l'opinion défavorable que l'auteur des *Maximes* entretenait des femmes n'aurait pas été modifiée par l'amie toute-puissante dont la modestie aimait à répéter : « M. de La Rochefoucauld m'a donné de l'esprit, mais j'ai refusé son cœur. » D'ingénieux commentateurs se sont exercés sur ce sujet, et, dans les cinq éditions des *Maximes* qui se sont succédé du vivant même de La Rochefoucauld, ils ont cru reconnaître certaines variantes que Mme de La Fayette aurait bien pu inspirer. D'autres se sont au contraire étonnés, avec plus de raison, je le crois, que cette influence ne se soit pas fait davantage sentir et que les *Maximes* n'en portent aucune trace bien apparente. Mais ce qui serait plus intéressant encore à connaître, ce serait le véritable jugement de Mme de La Fayette sur les *Maximes*, — j'entends non pas un jugement général comme celui qu'elle a pu porter, à la suite d'une première lecture, dans un billet à Mme de Sablé que nous possédons, mais un jugement explicite sur chacune des maximes en particulier. On aura peine à me croire si je dis que nous sommes peut-être en possession de ce trésor, et que cependant, soit scrupule, soit inadvertance, les biographes de Mme de La Fayette se sont jusqu'à présent abstenus d'y puiser. M. Aimé Martin en publiant son édition des *Maximes* de La Rochefoucauld, en 1822, avait bien

révélé l'existence d'un exemplaire des *Maximes* « enrichi, disait-il, de notes attribuées à Mme de La Fayette, » et qui lui aurait été communiqué par M. de Cayrol, membre de la chambre des députés sous la restauration et bibliophile bien connu. En réalité (le catalogue de sa bibliothèque, vendue en 1861, en fait foi), M. de Cayrol n'avait fait que transcrire ces notes sur une édition de 1678, d'après un autre exemplaire où il les avait trouvées en original, mais qui n'était pas demeuré sa propriété. M. Aimé Martin avait fait choix, d'après l'exemplaire Cayrol, d'un certain nombre de ces notes (exactement trente-huit), qu'il comptait joindre à son édition. Mais il fut pris sans doute de scrupule, car il n'y a, dit Brunet dans son *Manuel du libraire*, que vingt-trois exemplaires de l'édition Aimé Martin auxquels on les trouve jointes. Dans l'édition des *Maximes* préparée par Duplessis, que le libraire Jannet a fait paraître en 1853, ces notes sont attribuées *à un contemporain*, l'attribution à Mme de La Fayette ayant paru *hasardée* à Duplessis. Mais Duplessis ne s'est pas borné au choix d'Aimé Martin, et il les a toutes publiées, vraisemblablement d'après l'exemplaire de Cayrol. Dans sa *Vie de Mme de Sablé*, publiée en 1858, M. Cousin s'est inscrit en faux contre la tradition qui attribuait ces notes à Mme de La Fayette en donnant des raisons dont je discuterai tout à l'heure le bien fondé. Mais il reconnaissait n'avoir jamais eu communication de l'original de ces notes et n'en juger que par le choix d'Aimé Martin; la publication de Duplessis semble lui avoir échappé. Plus heureux que M. Cousin, et probablement que Duplessis, j'ai entre les mains, à l'heure où j'écris, l'exemplaire d'après lequel M. de Cayrol a copié ces notes. Je le tiens d'un aimable et érudit bibliophile en la possession duquel le hasard des ventes publiques l'a fait parvenir il y a longtemps déjà, et qui ne me permet point de le nommer. Sur la garde de ce petit volume est écrit, d'une encre et d'une écriture évidemment très anciennes : « Peu de temps avant sa mort, Mme de La Fayette, en relisant les *Maximes* de La Rochefoucauld, avec lequel elle avait été liée de l'amitié la plus étroite, écrivit en marge ses observations. Cet exemplaire a été trouvé, à la mort de M. l'abbé de La Fayette, son fils, parmi les livres de sa bibliothèque. » Ainsi ce n'est pas, comme l'a cru M. Cousin, une tradition plus ou moins vague, c'est une affirmation formelle qui attribue à Mme de La Fayette les observations écrites en marge de ce petit volume et qui indique l'origine du volume lui-même, affirmation dont il n'y a aucune raison de suspecter la bonne foi. Ce qui demeure nécessaire, c'est d'en démontrer le bien fondé. J'exposerai dans un instant les raisons qu'il y a, tout à la fois, d'en douter et d'y croire, mais je serai plus à mon aise pour le faire si l'on me permet à ce propos de remettre pour un instant en scène

La Rochefoucauld et Mme de La Fayette eux-mêmes, et de dire mon sentiment sur la nature de leur commerce.

I.

Les biographes de Mme de La Fayette n'ont pu, jusqu'à présent, s'entendre sur la date à laquelle on doit faire remonter son entrée en relations avec La Rochefoucauld. Les uns, prenant à la lettre cette assertion de Segrais que leur amitié aurait duré vingt-cinq ans, la font commencer (La Rochefoucauld étant mort en 1680), dès 1655, c'est-à-dire dès l'année même du mariage de Mme de La Fayette. Les autres fixent, au contraire, ce commencement à dix ans plus tard, c'est-à-dire précisément vers l'époque de la publication des *Maximes;* mais les uns et les autres sont d'accord pour tirer de la fixation de cette date les conséquences les plus graves. Si Mme de La Fayette n'a connu La Rochefoucauld qu'en 1665, le sentiment qu'elle a éprouvé pour lui était de l'amitié; mais si elle l'a connu dès 1655, alors c'était de l'amour. Quel que soit mon respect pour l'art de vérifier les dates, j'avoue qu'en cette matière il ne me paraît guère trouver son application. Dût-on parvenir à démontrer que Mme de La Fayette n'a connu La Rochefoucauld qu'en 1665, c'est-à-dire lorsqu'elle avait trente et un ans et qu'il en avait cinquante, la question ne me paraîtrait pas absolument tranchée pour cela. En effet, chronologie à part, une chose est certaine : c'est que La Rochefoucauld s'est emparé peu à peu de l'âme et de l'esprit de Mme de La Fayette, c'est que leurs deux existences, moralement et presque matériellement confondues, en sont arrivées, aux yeux de leurs contemporains, à n'en plus faire, en quelque sorte, qu'une seule; c'est que, depuis la mort de La Rochefoucauld, Mme de La Fayette n'a plus vécu que d'une vie incomplète et mutilée. Si c'est là de l'amitié, je le veux bien, mais il faut convenir que cette amitié ressemblait furieusement à l'amour. Est-ce à dire, cependant, que leur relation fût de même nature que la célèbre liaison de La Rochefoucauld avec Mme de Longueville? Je ne le crois pas non plus, et j'en vais dire mes raisons, bien qu'il y ait, j'en tombe d'accord, quelque lourdeur à s'appesantir sur des distinctions de cette nature. Mais dans leurs disputes, les biographes de Mme de La Fayette n'ont pas manqué de le faire, et on ne saurait le leur reprocher, car, en dépit de tous les sophismes, non-seulement les consciences droites, mais encore les imaginations délicates accorderont toujours la préférence aux femmes qui n'ont jamais perdu le droit au respect sur celles qui n'ont de titres qu'à l'indulgence. Je suis donc condamné à être un peu lourd à mon tour.

Tranchons d'abord, ou, du moins, éclaircissons s'il se peut cette

question de date. Sans prendre absolument au pied de la lettre les « vingt-cinq années » de Segrais, je ne crois pas cependant qu'il soit possible de retarder jusqu'aux environs de l'année 1665 l'époque où Mme de La Fayette a connu La Rochefoucauld. Il ne me paraît guère probable en effet que, durant ces années brillantes de monde et de cour qui suivirent son mariage, elle ne l'ait jamais rencontré soit à Versailles, où l'ancien frondeur n'avait pas renoncé à recouvrer tout crédit, soit chez Madame, au Palais-Royal ou à Saint-Cloud, soit encore dans quelque salon qu'ils auraient fréquenté tous les deux. Je m'imagine, sans beaucoup de fondement je l'avoue, que cette rencontre dut prendre place chez *Amalthée*, c'est-à-dire chez Mme du Plessis-Guénégaud, cette amie commune de Mme de La Fayette et de Mme de Sévigné, qui visait un peu à remplacer Mme de Rambouillet et qui, dans son hôtel, bâti sur l'emplacement de l'ancien hôtel de Nevers (c'est là que se trouve aujourd'hui la Monnaie), recevait comme elle les beaux esprits. Racine y devait lire pour la première fois, en 1665, sa tragédie d'*Alexandre*, et on sait qu'à cette lecture Mme de La Fayette et La Rochefoucauld assistaient tous les deux. La première fois que Mme de La Fayette vit La Rochefoucauld, il est impossible qu'elle ne l'ait pas remarqué. Il portait un des plus grands noms de France; il avait été mêlé à des aventures célèbres et la plus belle femme de son temps l'avait aimé. Il est vrai qu'il marchait vers la cinquantaine, mais s'il faut en croire son portrait peint par lui-même qui date précisément de cette époque (1659), il avait encore les yeux noirs, les sourcils épais, mais bien tournés, la taille libre et bien proportionnée, les dents blanches et passablement bien rangées, les cheveux noirs, naturellement frisés et « avec cela assez épais et assez longs pour pouvoir prétendre en belle tête. » Il pouvait donc plaire encore, et la goutte, qui devait plus tard le travailler si fortement, n'avait point encore fait des siennes. Quant à son humeur, si nous en jugeons d'après son propre dire, bien qu'il eût quelque chose de fier et de chagrin dans la mine, ce qui faisait croire à la plupart des gens qu'il était méprisant, il assure qu'il ne l'était point du tout. En tout cas, il était d'une civilité fort exacte parmi les femmes et ne croyait pas avoir jamais rien dit devant elles qui leur eût pu faire de la peine. Lorsqu'elles avaient l'esprit bien fait, il aimait mieux leur conversation que celle des hommes. Quant à l'état de son cœur, il faut l'en laisser parler en propres termes : « Pour galant, je l'ai été un peu autrefois ; présentement, je ne le suis plus, quelque jeune que je sois. J'ai renoncé aux fleurettes et je m'étonne seulement de ce qu'il y a encore tant d'honnêtes gens qui s'occupent à en débiter. J'approuve extrêmement les belles passions, elles marquent la grandeur de l'âme, et, quoique

dans les inquiétudes qu'elles donnent il y ait quelque chose de contraire à la sévère sagesse, elles s'accommodent si bien d'ailleurs avec la plus austère vertu que je crois qu'on ne les saurait condamner avec justice. Moi qui connais tout ce qu'il y a de délicat et de fort dans les grands sentimens de l'amour, si jamais je viens à aimer, ce sera assurément de cette sorte ; mais de la façon dont je suis, je ne crois pas que cette connaissance que j'ai me passe jamais de l'esprit au cœur. »

A l'époque où La Rochefoucauld traçait ainsi son propre portrait, il avait quarante-six ans. Mme de La Fayette en avait vingt-cinq. Elle était la femme d'un mari « qui l'adorait et qu'elle aimait fort (1), » c'est-à-dire qu'elle n'aimait pas du tout, novice par conséquent à l'amour, mais née pour le ressentir, sensible à tout ce qui était spirituel, élégant, chevaleresque. La Rochefoucauld était, ou du moins passait pour tel. Comment croire que du premier coup elle n'ait pas été touchée, mais touchée cependant d'une façon discrète qui, dès le début, ne fit pas sentir tous ses effets ? Il y a dans *Zayde* une bien jolie conversation entre trois grands seigneurs espagnols sur les différentes manières dont peut naître l'amour. L'un d'eux finit par dire : « Je crois que les inclinations naturelles se font sentir dans les premiers momens et les passions qui ne viennent que par le temps ne se peuvent appeler de véritables passions. » Dom Garcie n'aurait-il pas à la fois tort et raison ? Oui, les inclinations naturelles se font sentir dès les premiers momens, mais bien souvent c'est le temps qui les transforme en passions véritables. Quelques années s'écoulèrent, en effet, entre Mme de La Fayette et La Rochefoucauld, d'une relation indécise qu'elle-même qualifie d'une façon assez piquante dans une lettre à Ménage, qui est de 1663. Ménage lui ayant transmis quelques propos flatteurs de La Rochefoucauld, peut-être à l'occasion de la princesse de Montpensier qui venait de paraître, elle lui répond : « Je suis fort obligé à M. de La Rochefoucauld de son sentiment. C'est un effet de la belle sympathie qui est entre nous. » Cette belle sympathie qu'elle avouait déjà devait bientôt la conduire plus loin qu'elle ne prévoyait elle-même. Mais l'emploi même de ce mot dont un usage trop fréquent a fait oublier le sens si touchant, puisqu'il signifie « souffrance ensemble, » indique cependant qu'à cette date une intimité véritable ne régnait pas encore entre eux. Aussi ne fut-elle pas au nombre des personnes auxquelles, en cette même année 1663, La Rochefoucauld prêta le manuscrit des *Maximes*,

(1) Pour cette citation et la suivante, voir, dans la *Revue* du 15 mai 1890, les lettres à Ménage que j'ai publiées pour la première fois d'après la collection de M. Feuillet de Conches.

encore inédites, pour recueillir leur sentiment. Si elle en eut connaissance, ce fut par une lecture publique que Mme du Plessis-Guénégaud en donna au château de Fresnes. A peine cette lecture terminée, elle écrivit à Mme de Sablé, qui avait prêté le manuscrit à Mme du Plessis : « Ah! madame! quelle corruption il faut avoir dans l'esprit et dans le cœur pour être capable d'imaginer tout cela. J'en suis si épouvantée que je vous assure que, si les plaisanteries étaient des choses sérieuses, de telles maximes gâteraient plus ses affaires que tous les potages qu'il mangea chez vous l'autre jour. » Le cri que cette lecture arrache à Mme de La Fayette n'est-il pas la preuve du trouble intérieur auquel elle est déjà en proie? Elle est épouvantée de la corruption qu'elle découvre chez l'homme pour lequel elle éprouve cette belle sympathie. Quoi! est-ce véritablement sur ces *Maximes* qu'il faut juger et de son esprit et de son cœur? Elle n'en veut rien croire. Ce sont plaisanteries et non point choses sérieuses; s'il en était autrement, cela gâterait plus les *affaires* de La Rochefoucauld que tous les potages qu'il mangea certain soir chez Mme de Sablé.

Cette phrase, un peu énigmatique, donne à penser que les assiduités de La Rochefoucauld auprès de Mme de La Fayette n'avaient point échappé à Mme de Sablé et que celle-ci en plaisantait peut-être un peu. La découverte de cette corruption ne paraît cependant pas avoir fait tort à La Rochefoucauld dans l'esprit de Mme de La Fayette. Parfois il arrive, en effet, qu'un je ne sais quoi nous intéresse et nous attache aux êtres qui nous paraissent valoir mieux que leur conduite et que leur vie. Notre imagination les voit non pas tels qu'ils sont, mais tels qu'ils auraient pu être; nous passons leurs défauts au compte des circonstances et nous leur faisons crédit des qualités qu'ils auraient pu avoir. Quoi qu'il en soit, ce nouveau sentiment de La Rochefoucauld commençait à n'être plus un mystère. On en était informé jusque dans ces couvens mondains où pénétraient les échos de la ville et de la cour. C'est ainsi que l'abbesse de Malnoue, Éléonore de Rohan, y faisait allusion dans une lettre qu'elle écrivait à La Rochefoucauld, toujours à propos de ces *Maximes* qui circulaient inédites. Elle se plaint qu'il y ait mal parlé des femmes, et elle ajoute : « Il me semble que Mme de La Fayette et moi méritions bien que vous ayez meilleure opinion du sexe en général. » — L'abbesse au surplus n'y voyait point de mal, sans quoi, personne d'esprit libre, mais de mœurs irréprochables, elle n'aurait point fait elle-même le rapprochement. Mais le bruit qui commençait à se faire autour de cette liaison ne laissait pas de préoccuper et d'agiter Mme de La Fayette. Nous en avons la preuve dans une bien curieuse lettre adressée par elle, en 1666, à Mme de Sablé, lettre que Sainte-Beuve a, pour la première fois,

non pas, comme il le croyait, publiée, car elle l'avait été déjà par Delort dans ses *Voyages aux environs de Paris*, mais mise en lumière. Il la faut, comme lui, citer tout entière, en se rappelant, pour en bien comprendre tout l'intérêt, que le jeune comte de Saint-Paul, dont il va être si longuement question, était ce fils de Mme de Longueville, dont au su de tout le monde La Rochefoucauld était le père :

« M. le comte de Saint-Paul sort de céans, et nous avons parlé de vous, une heure durant, comme vous savez que j'en sais parler. Nous avons aussi parlé d'un homme que je prends toujours la liberté de mettre en comparaison avec vous pour l'agrément de l'esprit. Je ne sais si la comparaison vous offense; mais, quand elle vous offenserait dans la bouche d'un autre, elle est une grande louange dans la mienne, si tout ce qu'on dit est vrai. J'ai bien vu que M. le comte de Saint-Paul avait ouï parler de ces détails, et j'y suis un peu entré avec lui. Mais j'ai peur qu'il n'ait pris tout sérieusement ce que je lui en ai dit. Je vous conjure, la première fois que vous le verrez, de lui parler de vous-même de ces bruits-là. Cela viendra aisément à propos, car je lui ai parlé des *Maximes*, et il vous le dira sans doute. Mais je vous prie de lui en parler comme il faut pour lui mettre dans la tête que ce n'est autre chose qu'une plaisanterie, et je ne suis pas assez assurée de ce que vous en pensez pour répondre que vous direz bien, et je pense qu'il faudrait commencer par persuader l'ambassadeur. Néanmoins, il faut s'en fier à votre habileté. Elle est au-dessus des maximes ordinaires; mais enfin, persuadez-le. Je hais comme la mort que les gens de son âge puissent croire que j'ai des galanteries. Il semble qu'on leur paraît cent ans dès qu'on est plus vieille qu'eux, et ils sont tout propres à s'étonner qu'il soit encore question des gens, et, de plus, il croirait plus aisément ce qu'on lui dirait de M. de La Rochefoucauld que d'un autre. Enfin, je ne veux pas qu'il en pense rien, sinon qu'il est de mes amis, et je vous prie de n'oublier non plus de lui ôter cela de la tête, si tant est qu'il l'ait, que j'ai oublié votre message. Cela n'est pas très généreux à moi de vous faire souvenir d'un service en vous en demandant un autre.

« *En post-scriptum.* — Je ne veux pas oublier de vous dire que j'ai trouvé terriblement de l'esprit au comte de Saint-Paul. »

Je ne sais jusqu'à quel point, après lecture de cette lettre, l'ambassadeur demeura persuadé; mais il faut convenir que jamais pièce diplomatique ne fut moins convaincante. Comme cette lettre montre bien, au contraire, l'état d'agitation où se trouvait alors l'âme de Mme de La Fayette! Elle ne veut point qu'on se trompe sur la nature de ses sentimens pour La Rochefoucauld. Elle a horreur de l'idée qu'on pourrait croire à une galanterie et, en même

temps, elle ne peut s'empêcher de regretter qu'aux yeux d'un jeune homme comme le comte de Saint-Paul une femme de son âge paraisse déjà cent ans. A trente-deux ans, on n'est pas cependant si vieille qu'on ne puisse encore inspirer l'amour. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit avec M. de La Rochefoucauld. Elle ne veut pas que M. le comte de Saint-Paul ni Mme de Sablé en pensent rien, sinon qu'il est de ses amis. Pour cela, elle ne le nie pas; aussi bien, on ne l'en croirait plus.

Quelques années s'écoulent encore, et de cette relation les amis d'abord, les indifférens ensuite, continuent à causer, à jaser même, d'abord à demi-voix, puis ensuite tout haut. Le bruit en arrive jusqu'à Bussy, au fond de sa province, dans son château où il se morfond. Toujours à l'affût du scandale, il s'empresse d'en écrire à Mlle de Scudéry, et voici comme elle lui répond : « M. de La Rochefoucauld vit fort honnêtement avec Mme de La Fayette. Il n'y paraît que de l'amitié. Enfin, la crainte de Dieu de part et d'autre, et peut-être la politique, ont coupé les ailes à l'amour. Elle est sa favorite et sa première amie. » Nous sommes en 1671. Que s'est-il donc passé en ces cinq années pour que Mlle de Scudéry soit en droit de dire que Mme de La Fayette vit, fort honnêtement, il est vrai, mais enfin qu'elle vit avec M. de La Rochefoucauld? Ce qui s'est passé? Probablement un de ces drames obscurs dont au XVIIe siècle, non moins souvent que de nos jours, les cœurs de femmes étaient le théâtre, sans que des romanciers se tinssent à l'affût pour en décrire les péripéties. Loin que ces années marquent dans la vie de Mme de La Fayette une période de bonheur et d'enivrement, j'imagine, au contraire, qu'elles furent un temps de lutte et de souffrance. Elle avait sensiblement dépassé la trentaine, et si les femmes doivent à Balzac de pouvoir consacrer à l'amour dix années de plus qu'il ne leur était permis autrefois, c'est dans le roman et non dans la réalité, car de tout temps ces années où la jeunesse commence à s'enfuir, où la beauté reçoit parfois ses premières atteintes, ont été les plus redoutables pour les femmes qui n'ont point encore aimé. Mme de La Fayette était de celles-là : cette invasion de l'amour dans sa vie dut y introduire un trouble d'autant plus grand qu'elle était plus inattendue. Avant de faire à ce sentiment nouveau la place qu'il exigeait et de lui marquer en même temps sa limite, elle dut engager, peut-être avec elle-même, un de ces combats où la victoire n'est pas moins douloureuse que la défaite. La crainte de Dieu et la politique, — entendez par là le soin de sa réputation, — ont pu venir à son aide; mais ces considérations n'étaient pas, la première surtout, pour agir beaucoup sur La Rochefoucauld. Le fier amant de Mme de Longueville n'a pas dû se résigner facilement à ce que Mme de La

Fayette demeurât seulement sa favorite et sa première amie. Il avait bien pu écrire, quelques années auparavant, que les belles passions s'accommodent avec la plus austère vertu; mais lorsque la connaissance des grands sentimens de l'amour eut passé, chez lui, de l'esprit au cœur, et lorsqu'il s'agit de se plier lui-même à cet accommodement, l'épreuve dut lui sembler nouvelle autant que difficile. Il n'a pas dû accepter sans révolte que Mme de La Fayette coupât les ailes (si ce sont des ailes) à l'amour. Pareil retranchement ne s'opère pas, en tout cas, sans souffrance, et celle qui l'impose en peut saigner autant que celui qui le subit. Nous en croirons cependant Mlle de Scudéry sur parole, et non pas une vilaine chanson sur *le Berger Foucault et la nymphe Sagiette,* qui circula sous main à cette époque, et dont, je l'espère, Mme de La Fayette n'a jamais eu connaissance, car sa délicatesse en aurait étrangement souffert. Une seule chose pourrait étonner, c'est qu'après s'être défendue, comme nous l'avons vue faire dans sa lettre à Mme de Sablé, Mme de La Fayette eût, en quelques années, à ce point changé d'attitude que sa liaison avec La Rochefoucauld fût devenue publique. J'y trouve cependant une explication à laquelle les différens biographes de Mme de La Fayette n'ont pas prêté, suivant moi, une attention suffisante. Ce fut seulement en 1668 (ou 1669) que mourut Catherine de Vivonne, cette épouse fidèle, mais délaissée, qu'entre temps La Rochefoucauld avait cependant rendue mère de huit enfans, et qui, au moment de la blessure reçue par son mari au service de Mme de Longueville, écrivait à Lenet, avec une résignation si touchante : « Sa santé est si mauvaise, qu'il a cru que je lui pourrai aider en quelque petite chose à supporter son chagrin. » Ils étaient donc libres tous deux, car Mme de La Fayette était veuve depuis quelques années déjà. Elle pouvait sans remords occuper dans la vie intime de La Rochefoucauld cette place qu'une femme d'honneur ne disputera jamais à l'épouse. Et si cette sorte de mariage moral, dont La Rochefoucauld dut se contenter, paraissait à quelques rigoristes un accommodement encore blâmable, je leur répondrai par ce propos, que Mme de La Fayette tenait un jour gaîment sur elle-même : « A-t-on gagé d'être parfaite? »

Mais la preuve, me dira-t-on, la preuve de ce roman d'amour et de vertu qu'à la plus grande gloire de Mme de La Fayette, vous ne craignez pas d'imaginer? La preuve : je confesse qu'il n'y en a point, et par une bonne raison, ajouterai-je, c'est qu'en matière négative (comme on dit dans la langue du droit) il ne saurait y en avoir. C'est affaire de conviction, qui se forme en étudiant la nature d'une personne, sa vie et son milieu. Que pareille conception de la vie à deux ait pu être imposée par Mme de La Fayette à La

Rochefoucauld et acceptée par lui avec plus ou moins de résistance, l'aventure est moins étrange au XVIIe qu'elle ne le serait au XIXe siècle. Bien que le fond de la nature humaine, ses appétits, ses révoltes, soient les mêmes en tous les siècles, cependant les hommes et les femmes d'une génération entendent toujours plus ou moins l'amour à la façon dont les romans chéris de leur jeunesse l'ont représenté à leur imagination. C'est d'après ces romans que les femmes surtout se façonnent leur idéal de la vie et qu'elles s'efforcent plus ou moins de le réaliser. Il ne faut pas oublier que Mme de La Fayette était d'un temps où les femmes se nourrissaient du *Grand Cyrus*, comme il y a quelque soixante ans elles se nourrissaient d'*Indiana* et de *Valentine*, comme aujourd'hui elles se nourrissent de *Notre cœur* ou de *Cœur de femme*. Or, veut-on savoir comment le *Grand Cyrus* leur enseignait l'amour? Qu'on me permette de citer cette conversation un peu longue, mais bien jolie, entre Sapho et Cydnon :

SAPHO. — Les dieux, qui n'ont jamais rien fait en vain, n'ont pas mis inutilement dans notre âme une certaine disposition aimante qui se trouve encore beaucoup plus forte dans les cœurs bien faits que dans les autres. Mais, Cydnon, la difficulté est de régler ce sentiment, de bien choisir celui pour qui on le veut avoir et de le conduire si discrètement que la médisance ne le trouble pas; mais à cela près il est certain que je conçois bien qu'il n'y a rien de si doux que d'être aimée par une personne que l'on aime, et il faut enfin avouer que qui ne connaît pas ce je ne sais quoi qui redouble tous les plaisirs et qui sait même l'art de donner quelque douceur à l'inquiétude, ne connaît pas jusqu'où peut aller la joie.

CYDNON. — Mais encore, Sapho, dites-moi un peu plus précisément comment vous voulez être aimée?

SAPHO. — J'entends qu'on m'aime ardemment, qu'on n'aime que moi et qu'on m'aime avec respect. Je veux même que cet amour soit un amour tendre et sensible qui se fasse de grands plaisirs de fort petites choses, qui ait la solidité de l'amitié, et qui soit fondé sur l'estime et sur l'inclination. Je veux, de plus, que cet amant soit fidèle et sincère; je veux encore qu'il n'ait ni confident, ni confidente de sa passion et qu'il renferme si bien dans son cœur tous les sentimens de son amour, que je puisse me vanter d'être seule à le savoir. Enfin, ma chère Cydnon, je veux un amant sans vouloir un mari, et je veux un amant qui, se contentant de la possession de mon cœur, m'aime jusqu'à la mort, car si je n'en trouve un de cette sorte, je n'en veux point. »

Sapho n'a point converti sans doute toutes les lectrices du *Grand Cyrus* à cette doctrine exigeante. Mandane, c'est-à-dire Mme de Longueville, lui a donné un éclatant démenti; mais Félicienne,

c'est-à-dire Mme de La Fayette (c'était son nom de précieuse), était, au prix de quelque effort, plus digne de la comprendre. J'en trouverais au besoin une nouvelle preuve dans la *Princesse de Clèves*, cet admirable roman de l'amour vaincu par le devoir, qui, parmi tous les autres écrits de Mme de La Fayette, montre la supériorité de l'œuvre sentie et *vécue* sur l'œuvre d'imagination et de fantaisie. Enfin, par surcroît, j'invoquerai le témoignage de La Rochefoucauld lui-même. Ce n'est pas qu'il se soit jamais expliqué avec personne sur sa relation avec Mme de La Fayette, car, « fort resserré (comme il disait en parlant de lui-même), avec ceux qu'il ne connaissait pas, et pas même extrêmement ouvert avec la plupart de ceux qu'il connaissait,» ce n'était pas sur un point aussi délicat qu'il se serait départi de sa réserve. Dans toute sa correspondance, fort peu volumineuse du reste, le nom de Mme de La Fayette n'est prononcé que quatre fois et de la façon la plus indifférente, sauf dans une lettre à Guitaut datée de 1664, où il dit fort sobrement : « Je parle souvent de vous avec ma voisine; elle m'est d'un grand secours (1). » Mais sans se confier, on se trahit parfois, et c'est peut-être ce qui est arrivé à La Rochefoucauld. Parmi ses *Maximes*, il y en a peu de plus célèbres que la ccxx^e^ : « La vanité, la honte, et surtout le tempérament, font souvent la valeur des hommes et la vertu des femmes. » Or, dans l'édition de 1665, cette maxime n'est point ainsi rédigée. Elle ne s'applique qu'aux hommes, et ces mots : « la vertu des femmes, » ne s'y trouvent pas. Ils ont été rajoutés par La Rochefoucauld dans l'édition suivante, qui est de 1666. Dans cette addition ne faut-il pas lire la mauvaise humeur d'un homme irrité des résistances qu'il rencontre et qui se venge par un sarcasme? La maxime a fait fortune et le sarcasme est resté. Mais si La Rochefoucauld n'avait été retenu par un peu de fausse honte à laquelle il était sujet, j'imagine que quelques années plus tard il aurait rendu à Mme de La Fayette l'hommage de l'effacer (2).

Cet hommage, La Rochefoucauld l'a payé au reste à Mme de La Fayette, mais d'une autre manière. C'est à M. Cousin que nous en devons la découverte. En fouillant dans les papiers de Vallant, qui lui ont servi à composer son histoire de Mme de Sablé, il a découvert quelques lignes écrites sur un morceau de papier, de la main

(1) Mme de La Fayette, qui demeurait rue de Vaugirard, était en effet voisine de La Rochefoucauld, qui demeurait rue de Seine.

(2) Un scrupule me vient. Je dois dire que ces trois mots ajoutés par La Rochefoucauld dans l'édition de 1666 se trouvent déjà dans un des deux manuscrits et dans l'édition de Hollande qui a paru sans son aveu en 1664. Mais il reste toujours que La Rochefoucauld les a effacés dans la première édition revue par lui et rétablis dans la seconde.

de La Rochefoucauld, qu'il a publiées comme inédites. Les voici : « J'ai cessé d'aimer toutes celles qui m'ont aimé et j'adore Zaÿde, qui me méprise. Est-ce sa beauté qui produit un effet si extraordinaire ou si ses rigueurs causent mon attachement? Serait-il possible que j'eusse un si bizarre sentiment dans le cœur et que le seul moyen de m'attacher fût de ne m'aimer pas? Ah! Zaÿde, ne serai-je jamais assez heureux pour être en état de connaître si ce sont vos charmes ou vos rigueurs qui m'attachent à vous? » Mais M. Cousin, que nous allons trouver tout à l'heure si méfiant en matière d'attribution, a commis ici une singulière méprise. Il a cru mettre la main sur une lettre, ou du moins le brouillon d'une lettre adressée par La Rochefoucauld à Mme de La Fayette, sous le nom de Zaÿde. Il ne s'est pas aperçu que c'était tout simplement, à quelques variantes près, un passage du roman de *Zaïde*. De ce passage, La Rochefoucauld serait donc le véritable auteur, et Mme de La Fayette n'aurait fait que l'insérer après l'avoir retouché et abrégé.

Zaïde a paru en 1670. La composition en remonte donc aux années précédentes, c'est-à-dire, précisément à celles où Mme de La Fayette réglait, non sans orages peut-être, ses relations avec La Rochefoucauld. Lorsque La Rochefoucauld met ces plaintes et cet aveu dans la bouche du prince Alamir, lorsqu'il le fait se plaindre des rigueurs de Zaÿde et reconnaître en même temps que ces rigueurs sont précisément ce qui l'attache à elle, n'est-ce pas lui-même qui parle et dont il dépeint les sentimens? S'il en était autrement, pourquoi aurait-il ecrit ce passage de sa main, et pourquoi l'aurait-il proposé à l'auteur de *Zaïde?* Enfin de tout ceci nous trouverons peut-être, en cherchant bien, la confirmation dans les notes de ce petit volume dont j'ai parlé en commençant, et c'est là mon excuse pour cette dissertation, moins oiseuse, par conséquent, qu'elle n'a dû le paraître au premier abord.

II.

Je n'insisterai pas sur la mention, inconnue de Duplessis et de M. Cousin, qui attribue formellement ces annotations à Mme de La Fayette et qui fait venir ce volume de la bibliothèque de son fils l'abbé, mention capitale, car à en juger par l'ancienneté de l'écriture, elle peut parfaitement émaner d'un contemporain de l'abbé. Quant à l'édition, c'est celle (bien connue des différens éditeurs de La Rochefoucauld) que Barbin fit paraître en 1693. Mme de La Fayette étant morte dans les derniers jours de mai de cette même année, la date de l'édition confirme bien la mention portée sur la garde du volume, que ces observations furent écrites en marge par Mme de La Fayette l'année de sa mort. Il y a cependant une petite

difficulté. Si le permis d'imprimer est du 2 janvier 1693, l'achevé d'imprimer n'est que du 3 septembre. Le livre même n'a donc été mis en vente qu'après la mort de Mme de La Fayette. Mais il n'est point invraisemblable de supposer que Barbin ait communiqué ce que nous appelons aujourd'hui les bonnes feuilles à Mme de La Fayette, qui peut-être avait corrigé les précédentes épreuves. C'était la première édition des *Maximes* qui parût depuis la mort de La Rochefoucauld, et Barbin devait attacher beaucoup d'importance à ce qu'elle fût correcte. Le fils de La Rochefoucauld, grand maître de la garde-robe, retenu par sa charge à Versailles dont il ne bougeait guère, n'était pas homme à y donner beaucoup de temps. Rien de plus naturel que Barbin, éditeur de Mme de La Fayette elle-même, lui ait communiqué ces épreuves et qu'il ait pris ses conseils, tout comme un siècle plus tard les amis de Buffon prenaient les conseils de Mme Necker sur tout ce qui concernait la mémoire du grand homme. Une preuve assez forte vient à l'appui de cette supposition. C'est une singularité de pagination. L'édition de 1693 est la première à laquelle aient été ajoutées cinquante maximes posthumes trouvées dans les papiers de La Rochefoucauld. Les treize feuillets qui contiennent ces maximes et qui auraient dû naturellement venir à la suite, sont au contraire en tête du volume. Mais ils ne portent aucun numéro de pagination. C'est donc qu'ils ont été imprimés après coup. Or ce sont les seuls qui ne portent aucune annotation. Vraisemblablement l'impression en aura eu lieu après la mort de Mme de La Fayette et aura retardé jusqu'en septembre 1693 l'achevé d'imprimer, tandis que les épreuves du volume lui-même (dont l'impression n'exigeait pas beaucoup de temps) auront pu lui être communiquées dès le commencement de l'année.

Il semble que la question pourrait être tranchée souverainement par une vérification d'écritures; mais il n'en est rien. Que ces annotations ne soient pas de la main même de Mme de La Fayette, cela est hors de doute, mais en même temps cela n'est d'aucune preuve. Mme de La Fayette, dans les dernières années de sa vie, écrivait rarement de sa main. « Pour bien peu de personnes aujourd'hui je fais cet effort, » dit-elle dans une de ses lettres à Ménage. Elle se servait habituellement d'un et même de deux secrétaires, car ses lettres à Ménage ne sont pas toutes de la même écriture. Donc rien d'étonnant à ce qu'elle ait dicté ces annotations comme elle dictait ses lettres. Ces annotations sont au reste de deux écritures différentes, et celles-là qui sont de la même écriture ne datent pas toutes de la même époque, car il arrive souvent qu'elles se complètent ou même se contredisent. Ceci aide à résoudre une der-

nière difficulté. C'est qu'il y a trois annotations qui font allusion à des faits postérieurs à la mort de Mme de La Fayette, l'une à la bataille du Ter (1694), l'autre à la publication du livre de Bossuet sur le quiétisme (1697), l'autre enfin à l'élévation de M. de Pontchartrain (1699). Il faut donc convenir que ces annotations ne sont pas de Mme de La Fayette, pour partie du moins, car celle où il est fait mention de la bataille du Ter est précisément de deux écritures. En revanche, il y en a d'autres qui font application de certaines maximes à des femmes de la cour dont il est question à plusieurs reprises dans la correspondance de Mme de Sévigné. Ainsi la duchesse de Lorges (dont Mme de Sévigné parle dès 1676) à propos de l'air bourgeois qui ne se perd point à la cour, ainsi Mme de Vaubrun (dont Mme de Sévigné parle dès 1675) à propos des veuves qui font parade de leur douleur. L'auteur de ces annotations faisait donc partie depuis plusieurs années de la société de ces dames, et n'était pas, comme l'a dit M. Cousin, une personne plutôt de la ville que de la cour, du temps et du goût de Mme de Lambert. Mais ce n'est pas seulement l'écriture et l'époque de ces annotations qui sont différentes, c'est encore leur ton. A côté d'un grand nombre qui sont fines, légères, profondes, il y en a quelques-unes qui peuvent paraître lourdes et parfois un peu pédantes. L'esprit qui les a dictées ne semble pas le même. Aussi, en présence de ces difficultés et de ces contradictions, me suis-je arrêté à l'hypothèse suivante. Ces annotations sont bien, pour le plus grand nombre, de Mme de La Fayette, non pas écrites, mais dictées par elle à deux personnes, comme elle dictait ses lettres à Ménage à deux secrétaires (1). L'une de ces personnes était probablement son fils aîné, l'abbé de La Fayette, qui paraît avoir vécu avec elle d'une vie plus intime que son frère, le marquis, car il fut le légataire de ses papiers, et on l'accuse même, le misérable! d'avoir perdu le manuscrit d'un roman inédit. Sa mère étant morte, le bon abbé aura conservé précieusement cet exemplaire qui lui rappelait un pieux souvenir, et de sa main il aura ajouté ces annotations dont les unes, à cause des événemens auxquels elles font allusion, ne sauraient être attribuées à Mme de La Fayette, et dont les autres sentent, en effet, leur théologien autant par les citations de l'Écriture, dont elles sont entremêlées que par la crainte ouvertement témoignée que telle ou telle maxime ne soit hérétique. Mais le plus grand nombre de ces observations sont bien d'une femme, et d'une femme de la cour. M. Cousin reconnaissait au reste que quelques-unes ne sont pas indignes de

(1) Mme de La Fayette avait auprès d'elle, dans les derniers temps de sa vie, une demoiselle Perrier, personne fort dévouée et intelligente qui pouvait lui servir pour cet office.

Mme de La Fayette. Il me reste à montrer que non-seulement elles ne sont pas indignes d'elle, mais que ce sont bien celles que devaient inspirer à un esprit comme le sien les *Maximes* de La Rochefoucauld. Il y a là un dernier point de conviction que j'espère emporter dans l'esprit de mes lecteurs en feuilletant avec eux le volume lui-même. Aussi bien ai-je peut-être besoin de confirmer un peu la mienne.

III.

Dans l'introduction un peu lourde dont il a cru devoir accompagner la publication faite par lui en 1822, M. Aimé Martin avait dit : « On sait que l'auteur de *Zaïde* et de la *Princesse de Clèves* approuvait le système de La Rochefoucauld » et il en donnait pour preuve que Mme de La Fayette, dans l'exemplaire annoté par elle, se serait bornée le plus souvent à mettre au bas de chaque pensée les mots *vrai*, *excellent, sublime*, et n'aurait exercé sa critique que sur les détails. M. Cousin, personne n'en ignore, n'aimait pas La Rochefoucauld, auquel il ne pardonnait pas d'avoir été son rival auprès de Mme de Longueville. Aussi n'a-t-il pu prendre son parti de cette approbation, et c'est une des raisons principales qu'il a données pour dénier l'attribution à Mme de La Fayette des remarques publiées par M. Aimé Martin. Or, il s'en faut que cette approbation soit aussi complète que M. Aimé Martin a bien voulu le dire. Sans doute Mme de La Fayette (on me permettra de la tenir dès maintenant pour auteur de ces remarques) ne se montre pas avare des témoignages de son admiration, mais comment pouvait-elle la refuser à ces pensées d'un tour si élégant, d'une vue si profonde, parfois d'une si désespérante clairvoyance? Elle-même était une personne d'un esprit sagace, peut-être même un peu chagrin, en tout cas peu porté vers l'illusion. D'ailleurs, Sainte-Beuve l'a fait remarquer avec finesse, le système de La Rochefoucauld, à la grâce près, ne diffère pas au fond de la doctrine janséniste et même de la doctrine chrétienne sur la corruption originelle de l'homme. Or Mme de La Fayette avait toujours été un peu encline au jansénisme, et c'est sous la direction d'un des Messieurs de Port-Royal qu'elle a fini sa vie. Il n'est donc pas étonnant qu'elle n'ait pas pris à tout propos le contre-pied de La Rochefoucauld, comme M. Aimé Martin a cru devoir le faire dans son honnête *Essai sur les Maximes*. Il s'en faut cependant qu'elle soit aussi ménagère de critiques que l'a dit M. Aimé Martin. Souvent, il est vrai, ces critiques ne portent que sur la forme et se traduisent d'un seul mot, mais d'un mot un peu sévère. Ainsi, quand La Rochefoucauld dit : « Le

moindre défaut des femmes qui se sont abandonnées à faire l'amour, c'est de faire l'amour, » Mme de La Fayette répond : « Galimatias. » Quand il dit encore : « On ne devrait s'étonner que de pouvoir encore s'étonner » : « Colifichet, » répond Mme de La Fayette, et ces deux mots : galimatias, colifichet, reviennent assez fréquemment. Ou bien, en marge d'un certain nombre de maximes elle mettra ces mots : trivial, rebattu, commun, et, il faut en convenir, toujours assez à propos. Mais souvent aussi ses observations portent sur le fond de la pensée. Parfois ce sont de simples restrictions que suggère à son esprit tempéré le caractère trop absolu de certaines maximes. « Cela est vrai, mais non pas toujours » est une annotation qui se trouve souvent répétée. En réponse à cette maxime : « Ce que les hommes ont nommé amitié... n'est qu'un commerce où l'amour-propre se propose toujours quelque chose à gagner, » elle dira : « Bon pour l'amitié commune, mais non pas pour la vraie. » L'amitié, contre laquelle s'acharne La Rochefoucauld, lui suggère encore une réflexion plus digne d'elle par le tour et la pensée. La maxime CCCCLXXIII dit : « Quelque rare que soit l'amour, il l'est encore moins que la véritable amitié, » et Mme de La Fayette ajoute : « Je les crois tous les deux égaux pour la rareté, parce que le véritable de l'amitié tient un peu de l'amour, et le véritable de l'amour tient aussi de l'amitié. » Cette distinction ou plutôt ce rapprochement entre le véritable de l'amitié qui tient un peu de l'amour et le véritable de l'amour qui tient un peu de l'amitié ne semblent-ils pas comme un dernier écho de cette conversation entre Sapho et Cydnon que j'ai citée tout à l'heure? D'ailleurs, l'amour-amitié, n'est-ce pas ce que Mme de La Fayette a pratiqué pendant vingt ans de sa vie?

Parfois au contraire la contradiction prend une forme directe, et les maximes contre lesquelles les observations s'inscrivent en faux sont précisément celles qui devaient choquer davantage une âme comme celle de Mme de La Fayette. J'en citerai quelques exemples : « Notre défiance justifie la tromperie d'autrui, » dit la maxime LXXXVI. « Faux, réplique Mme de La Fayette, rien ne saurait justifier une méchante chose. » « La constance en amour, dit la maxime CLXXV, est une inconstance perpétuelle qui fait que notre cœur s'attache successivement à toutes les qualités de la personne que nous aimons. » « Faux, rétorque Mme de La Fayette, c'est vouloir chicaner que de ne pas vouloir reconnaître une constance en forme. » « Plus on aime une maîtresse, dit la maxime CXI, et plus on est près de la haïr. » Et Mme de Lafayette de répondre avec fierté (ne croirait-on pas l'entendre) : « Faux en général, à moins qu'on n'entende une maîtresse trop facile. »

Il est vrai qu'à la même pensée, mais différemment exprimée: « Il est plus difficile d'être fidèle à sa maîtresse quand on est heureux que quand on en est maltraité, » elle donne ailleurs son assentiment, et elle ajoute, en femme qui a connu l'art de ménager les hommes : « Vrai, parce qu'il n'y a plus de barrière d'espérance qui puisse arrêter. » Peut-être était-ce une barrière d'espérance qui pendant plusieurs années lui avait servi à arrêter La Rochefoucauld.

Ce ne sont pas seulement des éloges ou des contradictions que suggère à Mme de La Fayette cette revision des *Maximes*. Elle propose aussi des variantes ou elle ajoute des commentaires. Si ces variantes n'ont pas la force des *Maximes*, elles ne leur cèdent en rien pour la finesse et parfois la profondeur. Les unes sont de simple style. En place de la maxime célèbre: « La bonne grâce est au corps ce que le bon sens est à l'esprit, » elle propose, non sans raison: « La bonne grâce est au corps ce que la délicatesse est à l'esprit. » D'autres ont parfois plus de portée et sont d'un tour aussi heureux, suivant moi du moins, que les maximes auxquelles elles répondent. Ainsi, les deux suivantes :

Maxime CXXXV : « On est quelquefois aussi différent de soi-même que des autres. » Remarque : « Vrai; on court souvent des hasards avec soi-même comme avec les autres. »

Maxime CLXXXVIII : « La santé de l'âme n'est pas plus assurée que celle du corps. » Remarque : « Vrai ; l'âme a ses crises comme le corps. »

D'autres enfin sont intéressantes par le sentiment qui les a dictées, et parce qu'elles sont d'accord avec la nature morale de Mme de La Fayette. C'est ainsi qu'elle prendra la défense de la raison, la divine raison, contre la maxime CCCCLXIX : « On ne souhaite jamais si ardemment ce qu'on ne souhaite que par raison. » — « Faux en quelque façon, dira-t-elle, parce qu'il arrive quelquefois que l'on s'abandonne entièrement à la raison. » Elle prendra aussi, du même coup, la défense de la dévotion et celle de l'amitié. A la maxime CCCCXXVII : « La plupart des amis dégoûtent de l'amitié, et la plupart des dévots dégoûtent de la dévotion, » elle fera cette double réponse: « Parce que la plupart prennent l'une et l'autre à gauche; c'est peut-être aussi à cause que personne n'entend ni la dévotion, ni l'amitié. » Mais les annotations les plus piquantes sont celles où elle dialogue, en quelque sorte, avec La Rochefoucauld à propos des femmes et de l'amour. Point de pruderie. Dans ce monde de Mme de Sévigné, on ne s'en piquait guère. Pour avoir pris plaisir au *Grand Cyrus*, Mme de La Fayette n'en sait pas moins de quoi, la plupart du temps, retourne l'amour. Elle complètera la maxime CCCCXL : « Ce qui fait que la plupart des femmes

sont peu touchées de l'amitié, c'est qu'elle est fade quand on a senti de l'amour, » en ajoutant bravement : « C'est qu'il y a de tout dans l'amour : de l'esprit, du cœur et du corps. » Ailleurs, elle donne à la même pensée une forme plus plaisante, et, en marge de la maxime CCCCLXXI : « Dans les premières passions, les femmes aiment l'amant, et dans les autres elles aiment l'amour, » elle ajoutera ces mots : « Et autre chose itout. » Elle ne paraît cependant pas entendre l'amour tout à fait de la même façon que La Rochefoucauld. Elle applaudira quand il dit : « L'amour prête son nom à une infinité de commerces qu'on lui attribue et où il n'a non plus de part que le doge à ce qui se fait à Venise, » et elle complète par cette remarque, qui vaut bien la maxime elle-même : « L'amour ne prête pas son nom, mais on le lui prend. » Mais quand il lancera cette maxime hardie, dont, à l'entendre de certaine façon, on trouverait le développement chez Schopenhauer et chez d'autres encore : « Si on juge de l'amour par la plupart de ses effets, il ressemble plus à la haine qu'à l'amitié, » elle n'est plus d'accord. « Je ne comprends pas cela, » dira-t-elle d'abord; puis elle ajoutera, comme après réflexion : « Bon pour l'amour violent et jaloux, qui, selon beaucoup de gens, est le véritable amour. » Le véritable amour! Cette âme pure et délicate ne montre-t-elle pas comment elle l'entendait et comment elle aurait aimé à le goûter lorsqu'à la maxime CXIII : « Il y a de bons mariages, mais il n'y en a point de délicieux, » elle fait cette réponse : « Je ne sais s'il n'y en a point de délicieux; mais je crois qu'il peut y en avoir. »

Mêmes nuances lorsqu'il s'agit des femmes. On sait combien les *Maximes* sont dures pour elles. L'abbesse de Malnoue n'avait pas tort de s'en plaindre. Cependant, Mme de La Fayette ne s'en va pas sottement prendre sur tous les points leur défense. Elle sait qu'il y en a quelques-unes de dévergondées et beaucoup de coquettes. La coquetterie lui inspire même cette réflexion que ne désavoueraient pas nos psychologues : « Qu'elle est plus opposée à l'amour que l'insensibilité. » Mais il y a certaine façon par trop dédaigneuse de parler des femmes qu'elle ne laisse jamais passer sans protestation. « Il y a peu de femmes, dit la maxime CCCCLXXIV, dont le mérite dure plus que la beauté. » « C'est selon l'usage que vous voulez faire de leur mérite, » répond-elle spirituellement. La même maxime, il est vrai, porte cette autre annotation, écrite sans doute dans une heure de tristesse et qui semble contredire un peu la précédente : *Experto crede Roberto*. Mais ne la retrouve-t-on pas également bien dans cet enjouement et dans cette mélancolie? N'est-ce pas bien elle encore qui, à l'impertinente maxime CCCLXVII : « Il y a peu d'honnêtes femmes qui ne soient lasses de leur métier, » répond fièrement : « Il n'y a pas de métier plus lassant lorsqu'on le fait

par métier. » Enfin, ne se peint-elle pas tout entière lorsque, à la maxime CCCCLXVI : « De toutes les passions violentes, celle qui sied le moins mal aux femmes, c'est l'amour, » elle ajoute ce commentaire : « Vrai, parce qu'il paraît le moins et qu'il est aisé de le cacher : le caractère d'une femme *est de n'avoir rien qui puisse marquer.* »

« N'avoir rien qui puisse marquer. » N'est-ce pas, en effet, le caractère qu'en dépit de la princesse de Clèves et de La Rochefoucauld, Mme de La Fayette avait voulu conserver à sa vie? Ses amis l'appelaient : le brouillard. Ce dernier trait achève à mes yeux de confirmer, malgré certaines obscurités qui demeurent, l'attribution si formelle que porte le volume lui-même. C'est surtout, je le reconnais, affaire d'impression morale, mais plus j'ai feuilleté ce petit volume jauni par le temps et plus j'ai eu le sentiment qu'il était tout imprégné de Mme de La Fayette, et qu'il exhalait son parfum. J'aime à me la représenter dans les premiers mois de cette année 1693, déjà détachée de tout « par cette vue si longue et si prochaine de la mort qui faisait paraître à Mme de Clèves les choses de cette vie de cet œil si différent dont on les voit dans la santé; » mais cependant, attendant avec impatience ces épreuves que chaque semaine lui envoyait Barbin, les recevant peut-être dans ce petit cabinet couvert, au fond du jardin, où elle avait autrefois, en compagnie de La Rochefoucauld et de Mme de Sévigné, passé de si douces heures, les revoyant sans embarras avec son fils, lui dictant tantôt ses objections, tantôt ses éloges, et engageant ainsi avec celui qui avait tenu une si grande place dans sa vie comme une conversation suprême. Quatorze années auparavant, Mme de Longueville avait précédé de quelques mois dans la tombe, mais sans l'avoir revu à sa dernière heure, celui dont la pensée ne pouvait faire naître en elle que confusion et remords. Mme de La Fayette pouvait au contraire et sans scrupules l'admettre, en quelque sorte en tiers entre elle et Dieu. Parfois le sacrifice recueille ainsi sa récompense tardive, et Mme de La Fayette devait en avoir le sentiment lorsqu'à cette amère maxime de La Rochefoucauld : « Dans la vieillesse de l'amour, comme dans celle de l'âge, on vit encore pour les maux, mais on ne vit plus pour les plaisirs, » elle opposait (c'est la dernière citation par laquelle je veux finir) cette douce réponse : « Il y a quelquefois des regains dans l'un et dans l'autre qui font revivre pour les plaisirs. » Ce regain qui la faisait revivre et ce dernier plaisir qu'elle goûtait, c'est de tous le plus précieux, mais aussi le plus rare : c'est la douceur des purs souvenirs.

HAUSSONVILLE.

LES

PREMIERS ROMANTIQUES

ALLEMANDS

I. R. Haym, *Die Romantische Schule.* Berlin, 1870. — II. Jakob Minor, *Friedrich Schlegel's Prosaische Jugendschriften.* Wien, 1882. — III. *Friedrich Schlegel's Briefe an seinen Bruder August Wilhelm,* herausgegeben von O. Walzel. Berlin, 1896.

« Les trois grands courans de notre siècle, a écrit Frédéric Schlegel, ont été déterminés par la révolution française, par le *Wilhelm Meister,* de Goethe, et par la *Doctrine de la science* de Fichte. » Le rapprochement est inattendu, et paraît plus bizarre que frappant. C'est ce que voulait l'auteur, et sa formule est donc excellemment romantique, rien n'étant plus « romantique » que d'exprimer une vérité sous forme de boutade. Il faut à la pensée originale le grain de sel qui l'assaisonne, le condiment de l'ironie. Tant pis pour le lecteur qui prend le paradoxe au pied de la lettre : il se met lui-même au rang des philistins, et ce n'est pas pour lui que Fr. Schlegel a écrit. Mais il se trompe encore s'il n'aperçoit pas le sens profond caché sous la boutade. Car le paradoxe enveloppe une vérité sérieuse, et le tour piquant qui lui est donné ne doit pas en faire méconnaître la valeur. Si la révolution française a marqué le début d'une période nouvelle dans la vie politique de l'Europe, le roman de Goethe et le système de Fichte sont les signes d'une révolution non moins importante dans la philosophie et dans l'art.

Wilhelm Meister et la *Doctrine de la science* ouvrent la période romantique. Une ère nouvelle commence pour la littérature. L'ironie, comme on voit, n'était que dans la forme, et Schlegel soutiendra fort sérieusement ce qu'il avance.

Avec les écrivains romantiques allemands, il faut s'attendre à ces surprises. Rien ne leur a plus manqué que le sens de la mesure dans la pensée et, davantage encore, dans l'expression. Ils se sont fait une idée exagérée, presque comique, de l'importance de leur œuvre, et de la place qu'elle occuperait dans l'histoire du monde. Elle vaut néanmoins qu'on s'y arrête quelque temps. M. Robert Haym, dans une magistrale étude et avec une patience infinie, a écrit l'histoire de l'école romantique. Il en a recherché les origines, il en a suivi pas à pas le développement, avec une richesse d'informations et une sûreté de méthode qui se sont retrouvées et que nous avons admirées dans sa biographie de Herder (1). Pourtant, depuis vingt ans que M. Haym a achevé son ouvrage, un certain nombre de documens alors inédits ont vu le jour, entre autres les lettres de Frédéric Schlegel à son frère, qui viennent d'être publiées, et qui contiennent, parmi une foule de détails insignifians, quelques renseignemens précieux. Les projets littéraires des deux frères, — et Dieu sait s'ils en ont formé ! — passent presque tous sous nos yeux dans cette volumineuse correspondance. Plus d'un point obscur de leur œuvre et plus d'une énigme de leur caractère y trouve son explication. Nous y chercherons ce que les premiers romantiques ont prétendu introduire de nouveau dans la littérature. La question a un intérêt général, puisque, par ordre de date, le romantisme français a suivi le romantisme allemand, et que Mme de Staël a fort bien connu, compris et caractérisé ce dernier : M. Brunetière montrait encore tout récemment comment Mme de Staël, non moins que Chateaubriand, a préparé et annoncé le mouvement romantique français. Nous examinerons enfin ce que l'école romantique allemande a laissé de définitif : car, entre les intentions et les œuvres, l'écart est demeuré immense. C'est là une « ironie » à laquelle Schlegel n'avait pas songé.

I.

Il est assez malaisé de dire exactement, en peu de mots, ce que l'école romantique allemande s'était proposé, et nous rencontrons

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril 1887.

ici une difficulté singulière. Assez souvent l'histoire littéraire hésite et demeure perplexe, parce qu'elle se heurte à la discrétion jalouse d'écrivains qui n'ont livré d'eux-mêmes au public que leur œuvre. Les romantiques allemands nous jettent dans un embarras contraire. Ils ont trop dit à quoi ils visaient. Comme ils ne se piquent guère d'être précis, ni de rester conséquens avec eux-mêmes, comme il ne leur déplaît point de laisser leurs théories dans un clair-obscur où l'ombre l'emporte sur la lumière, nous avons grand'-peine à dégager de leurs dires des formules nettes et définitives. S'ils n'avaient pas tant et si diversement répété ce qu'ils entendent par « romantisme, » et que nous eussions simplement à rechercher leur esprit dans leurs ouvrages, la tâche à coup sûr n'en serait que plus simple.

Avant tout, ce sont des novateurs. Ils le savent, ils veulent l'être. La sévérité de leur critique le proclame. Très peu de leurs contemporains trouvent grâce devant eux, et les plus grands ne sont pas épargnés. Les romantiques se flattent d'apporter un idéal esthétique plus complet, plus élevé et plus moderne. Mais il ne faut pas s'y méprendre : ils ne songent pas, comme feront plus tard les romantiques français, à se révolter contre la tyrannie de l'esprit classique. Ce n'est point du tout une levée de boucliers contre l'antiquité, ses admirateurs et ses imitateurs. Personne parmi eux ne crie :

Qui nous délivrera des Grecs et des Romains?

Au contraire, l'antiquité n'a pas de dévots plus sincères et plus ardens. Presque tous sont des hellénistes et des érudits. Frédéric Schlegel, par exemple, le plus romantique des romantiques, après avoir longtemps cherché sa voie, se croyait né pour l'étude de l'antiquité grecque. A Dresde, il se partage entre le musée et la bibliothèque, et la bibliothèque a la part du lion. Il y travaille avec passion, et bientôt il se trouve en état de discuter avec son frère les questions de philologie et de métrique les plus délicates. Ses premiers ouvrages ne traitent guère que des sujets d'érudition : *des Écoles de la poésie grecque*, — *de la Valeur artistique de la comédie grecque*, — *les Caractères de femmes chez les poètes grecs*, etc. Il projetait une grande histoire de la poésie grecque et romaine. « Les Grecs, écrivait-il à son frère, sont le seul peuple qui ait eu du goût. »

Tieck, Wackenroder, Novalis même, sont moins familiers avec l'antiquité ; mais d'autres romantiques renchérissent encore, s'il est possible, sur l'adoration de Frédéric Schlegel devant l'art hel-

lénique. Son frère Auguste-Guillaume compose des poésies lyriques qui veulent être grecques, non-seulement par le rythme, mais par l'inspiration et le choix des sujets. Telles sont, entre autres, les odes intitulées *Arion* et l'*Art des Grecs*, « ce que j'ai encore lu de plus antique en allemand, » dit Frédéric Schlegel, avec une admiration qui peut s'excuser chez un frère. Hölderlin, l'ami et le confident de Hegel, est pour ainsi dire ivre de l'antiquité classique. Il reproche amèrement à ses compatriotes de n'être pas des Hellènes. Il souffre trop de vivre dans un monde barbare, qui ne sait plus comprendre et goûter la beauté pure. Continuellement froissé par les rudes contacts auxquels il ne peut s'habituer, il tombe dans la mélancolie, et meurt jeune. Son roman *Hypérion*, — dont le héros, naturellement, est un Grec, — témoigne presque à chaque page de cet enthousiasme naïf et exalté, qui ferait sourire si l'on n'en respectait la sincérité. L'excès n'en était pas moins désobligeant pour les écrivains contemporains. Schiller n'est certes pas suspect d'irrévérence, et ses œuvres témoignent assez de son respect religieux pour les anciens. Mais les exagérations idolâtres des romantiques l'impatientent. Attaqué par Frédéric Schlegel dans un article plein d'impertinences, il riposte par des épigrammes : « A peine, dit-il, sommes-nous débarrassés de la fièvre froide de la *gallomanie*, voici que se déclare la fièvre chaude de la *grécomanie*... La Grèce, qu'était-elle donc? Raison, mesure, clarté. Ainsi, un peu de patience, messieurs, avant de nous parler de la Grèce. »

Les romantiques allemands ne sont donc pas ce que seront bientôt les romantiques français, les derniers venus dans la lutte séculaire des anciens et des modernes, les plus farouches ennemis de l'antiquité classique : jamais elle n'eut, au contraire, d'admirateurs plus indiscrets. Et leur dévotion ne s'arrête pas à un culte platonique. Ils lisent assidûment les anciens, ils en sont nourris jusqu'aux moelles. Platon est leur philosophe, Pindare leur lyrique, Eschyle et Sophocle leurs tragiques, Aristophane, « le modèle de la moralité dans la poésie comique. » Le fait s'explique sans peine, si l'on remonte à l'éducation littéraire que les romantiques avaient reçue. Tous ou presque tous se sont formés à l'école de Lessing et de Winckelmann. Or Lessing n'avait pas seulement donné à la littérature allemande moderne les premiers modèles de sa prose et de son théâtre. Élève d'Ernesti et de Christ, il avait fait aussi œuvre de philologue : ses travaux sur l'antiquité sont d'un érudit sagace et enthousiaste. Même dans la *Dramaturgie*, il en appelle volontiers aux anciens. Il ne manque pas, à l'occasion, de montrer que les auteurs français ont mal entendu la théorie aristotélicienne de

la tragédie, et mal interprété les tragiques mêmes qu'ils ont cru imiter : le classique français n'était donc que du faux classique, et les Allemands ont eu grand tort de s'y arrêter, plutôt que de remonter à la source pure de l'hellénisme.

Mais l'influence décisive, — Goethe l'a bien signalée dans ses *Mémoires,* — vint surtout de Winckelmann. Son *Histoire de l'art chez les anciens* avait fourni un aliment à la fois aux goûts d'érudition, aux besoins esthétiques et à l'imagination des Allemands. A l'antiquité modernisée, affublée de pourpoints et coiffée de perruques, Winckelmann en substituait une plus vraiment antique et pourtant rajeunie dans son élégante nudité. L'Allemagne éprouva alors un peu de l'orgueil et du ravissement de l'amateur de tableaux qui retrouve le chef-d'œuvre d'un maître caché sous un vernis malhabile, ou de l'érudit qui, dans un palimpeste regratté, découvre un manuscrit précieux. Se passionner pour des intérêts présens, l'état politique du pays ne le permettait pas. La jeunesse s'éprit alors de l'art et de la beauté antiques. Elle se persuada que l'Allemagne était prédestinée à faire renaître le génie de la Grèce, et qu'il lui était réservé, à elle la première, de le comprendre et de le posséder pleinement. Après tant de siècles, ce dépôt sacré parvenait enfin aux mains des héritiers légitimes, seuls aptes à le recevoir et à en tirer dignement parti. Prétention modeste, dira-t-on, pour une littérature renaissante. Mais, outre que leur ambition ne se bornait pas là, comme nous le verrons tout à l'heure, la tâche leur semblait glorieuse entre toutes, et ils ne craignaient pas que leur originalité pût avoir à souffrir du culte pieux de la beauté grecque. Ils en croyaient l'influence souveraine. Ils en attendaient même la fécondation de leur propre génie, car elle leur apparaissait comme un absolu, comme la « beauté en soi, » selon le mot de Platon, idéal réalisé, soleil du monde de l'art, trop longtemps offusqué de nuages que la critique allemande venait enfin dissiper.

Cette apothéose de la Grèce surprend d'abord, comme une singularité historique, chez les Allemands de la fin du XVIIIe siècle. On comprend sans peine l'enthousiasme des Italiens de la renaissance. Le sens de l'antique sommeillait, pour ainsi dire, en eux, prêt à se réveiller au premier aspect des chefs-d'œuvre exhumés de leur propre sol. Mais comment l'expliquer chez le peuple germanique par excellence, chez un peuple profondément chrétien et qui avait fait la réforme? Il faut tenir compte, en premier lieu, du désir d'émancipation dont l'Allemagne littéraire était alors possédée. Quelle joie que de dépasser d'un seul bond la littérature française, si admirée et si enviée, en remontant, par-dessus elle, à ses origines antiques! Et cet esprit français, qui avait trop longtemps dominé

dans les lettres allemandes, pouvait-on mieux en ruiner le prestige, encore puissant, qu'en montrant combien, auprès de l'éternelle beauté de l'idéal antique, les œuvres françaises paraissaient artificielles et passagères? Le zèle pour les chefs-d'œuvre classiques se confondait ainsi avec les rancunes de l'amour-propre national.

D'autre part, indépendamment de toute arrière-pensée, l'imagination allemande trouvait dans cette érudition esthétique de quoi se satisfaire. L'antiquité demeurait lointaine, et par suite un peu mystérieuse. On ne suivait pas encore les anciens, comme nous faisons aujourd'hui, dans les détails intimes et journaliers de leur vie. On ne connaissait bien d'eux que leurs chefs-d'œuvre et leurs exploits; on les voyait un peu, comme Rousseau, à travers Plutarque, et plus grands que nature. « Leurs vices mêmes sont sublimes, » écrivait Frédéric Schlegel à son frère. Aujourd'hui, leur religion, leurs mœurs, leurs préjugés, n'ont presque plus rien de caché pour nous : nous avons fait le tour de leur esprit. Nous reconstituons sans trop de peine la journée d'un Athénien du temps de Périclès ou d'un habitant de Pompéi à la veille du désastre. Cette familiarité plus grande nuit inévitablement au prestige des anciens, et même l'art grec ne nous apparaît plus comme un absolu. Nous l'admirons toujours autant, mais nous n'y voyons plus l'idéal unique de l'éternelle beauté. Nous en retrouvons les origines, nous en suivons les progrès, nous pouvons en marquer le point de maturité et la décadence. Nous savons enfin que cette admirable floraison de l'art grec était liée à des conditions économiques, morales et sociales très particulières, qui ne se représenteront plus. Mais qui ne se souvient de la belle *Prière sur l'Acropole,* où M. Renan confesse pieusement l'impuissance d'une âme moderne à être purement grecque, parce qu'elle a connu d'autres dieux? Déjà Hegel avait dit avec profondeur : « Les Grecs ont connu la Grèce; ils n'ont pas connu l'humanité. »

Quoi qu'il en soit, les romantiques allemands se trouvaient là pleinement d'accord avec leurs compatriotes classiques, avec Goethe et Schiller, avec Herder aussi. Herder, il est vrai, ne mettait rien au-dessus de l'humanité, mais l'idéal esthétique des Grecs lui semblait le plus haut auquel l'humanité pût atteindre. Schiller écrivait *les Artistes*, *les Dieux de la Grèce;* Goethe avait composé *Iphigénie.* Aussi bien presque tous les romantiques ont-ils commencé par admirer fort Schiller et Goethe. Les frères Schlegel ne cessent de goûter les vers de Schiller qu'après s'être querellés personnellement avec lui. Quant à Goethe, les romantiques lui témoigneront longtemps encore une déférence qu'ils refusent à Schiller; ils se réclament de lui et le présentent presque comme leur maître, au

moins comme un précurseur, jusqu'à ce qu'il leur paraisse, lui aussi, insuffisant à remplir l'idéal de la poésie romantique. Pourquoi? Les romantiques eux-mêmes vont nous l'expliquer.

« Le problème de notre poésie, écrivait Frédéric Schlegel à son frère, me paraît être d'unir l'essence de l'antique à celle du moderne. Si j'ajoute que Goethe, ouvrant le premier une période absolument nouvelle dans l'histoire de l'art, a déjà approché de la solution, tu comprendras aisément ce que je veux dire. » L'essence de l'antique, c'est la perfection harmonieuse de la forme; l'essence du moderne, c'est la liberté infinie et toute-puissante de l'esprit. Avec le christianisme, une conception nouvelle de l'homme et de l'univers est apparue. La vie morale s'est compliquée et enrichie. L'axe de la philosophie s'est déplacé, passant de la nature à la conscience de l'homme. Ce n'est plus l'ordre de l'univers qui se reflète dans l'âme du poète, de l'artiste et du philosophe : c'est dans l'esprit créateur que l'univers prend un sens et même une réalité. Un art nouveau est sorti de là, un art que les anciens n'ont pu connaître, et qui portera désormais le nom de romantique. Comparez les merveilleux restes de l'architecture grecque avec les grandes cathédrales gothiques du moyen âge, comparez les tragédies de Sophocle aux drames de Shakspeare, ou enfin, pour rendre le contraste encore plus frappant, comparez l'inspiration sereine de la sculpture grecque aux aspirations infinies de la musique moderne : ici, l'art le plus immatériel luttant pour exprimer l'inexprimable; là, l'art plastique par excellence se complaisant à la tranquille majesté des belles formes. Goethe avait indiqué déjà cette idée dans le curieux morceau sur *Hamlet* qu'il a inséré dans son *Wilhelm Meister*. Les anciens demeurent sans rivaux dans la conception et dans l'exécution du beau naturel; l'âme moderne, moins harmonieuse sans doute, mais plus complexe, veut un art qui rende ses faiblesses et ses grandeurs, ses défaites et ses victoires morales, et surtout son élan vers l'infinie liberté.

Cette définition demeure, comme on voit, assez vague. En fait, les romantiques ont beaucoup varié dans l'interprétation de leurs formules esthétiques. Souvent ils se contentent d'un sens général et fort peu déterminé. Est romantique, à ce compte, tout ce qui est empreint d'un charme poétique particulier, étrange, merveilleux, par opposition à banal, vulgaire, prosaïque. Ainsi, l'on dira d'un site ou d'un paysage qu'il est « romantique. » Mais souvent aussi le sens du mot est plus précis : Frédéric Schlegel le rapporte parfois à son étymologie. Lorsqu'il dit, par exemple, que « les guinées jouent un rôle considérable dans la poésie dramatique et *romantique* des Anglais, » il veut évidemment désigner les

romans. Mais pourquoi la littérature moderne, dans son ensemble, devra-t-elle s'appeler romantique? Parce que, dit Schlegel, le roman est le genre suprême qui contient éminemment tous les autres. C'est en lui que viendra se réaliser l'idéal de la poésie : il sera pour les modernes ce que l'épopée a été pour les anciens. Comme elle, il peut présenter un tableau d'ensemble et fidèle du temps où il a été écrit : « La tendance du roman est d'unir la culture intellectuelle, morale et sociale à la culture esthétique. »

Il y a quelque mérite à avoir pressenti de la sorte la place toujours plus grande que le roman devait tenir dans la littérature de notre temps. Schlegel a bien vu que le roman était le genre littéraire de l'avenir, qui menaçait presque d'absorber les autres. Il a exprimé une idée juste, mais avec exagération, selon son habitude. Il y avait été conduit par l'étude de *Wilhelm Meister*, objet de son admiration enthousiaste, et le plus original, à ses yeux, des ouvrages de Goethe. Considérez le charme poétique de ce roman en prose, la variété des situations et des caractères, les mille sujets divers auxquels l'auteur touche en passant, sans rompre pourtant l'unité générale de l'œuvre, où tout se tient comme en un corps vivant; faites de ce roman le modèle, le type d'un genre que vous appellerez romantique, et vous aurez la clef des formules sibyllines de Frédéric Schlegel. Il a simplement élevé *Wilhelm Meister* à l'absolu. « L'objet de la poésie romantique, dit-il, n'est pas seulement de réunir tous les genres de poésie qui sont aujourd'hui séparés, et de rétablir le contact entre la poésie, la rhétorique et la philosophie : elle doit aussi tantôt mélanger, tantôt combiner la poésie et la prose, l'invention et la critique, la poésie de l'art et la poésie de la nature, rendre la poésie vivante et la vie poétique, mettre partout l'esprit, le mouvement et l'humour. » Comme définition d'un genre, cela demeure obscur; comme caractéristique de *Wilhelm Meister*, cela s'entend très bien. Le roman de Goethe est le premier essai d'un genre nouveau, et c'est l'essai d'un maître.

Mais *Wilhelm Meister* ne suffit pas, selon Schlegel, à donner une idée complète du romantisme, il faut y joindre la *Doctrine de la science* de Fichte. Cette œuvre philosophique annonce, elle aussi, les temps nouveaux, et Schlegel y emprunte un élément essentiel de sa définition. « La poésie romantique, dit-il, est infinie, parce que seule elle est libre, et prend pour sa première loi que la liberté du poète ne souffre au-dessus d'elle aucune loi. » C'est pourquoi Shakspeare, par exemple, est romantique, tandis que Voltaire ne l'est pas. Celui-ci compose ses tragédies suivant des règles qu'il croit souveraines : Shakspeare ne connaît d'autres règles que

celles dont son imagination et son génie veulent bien s'accommoder, et quand il lui plaît. Cette liberté absolue du poète correspond à l'activité absolue du *moi* dans la philosophie de Fichte, qui trouve dans l'âme même le principe de l'être et de l'action. Étant absolue, la liberté du poète demeure toujours entière. L'artiste est donc, à la fois, dans son œuvre et au-dessus d'elle. Il s'y donne sans s'y livrer. Il y est et il s'y voit. « Pour bien écrire sur un sujet, dit Schlegel avec sa bizarrerie ordinaire, il faut ne plus s'y intéresser. Aussi longtemps que dure la période d'invention et d'enthousiasme, l'artiste se trouve dans un état trop peu libre pour s'exprimer... »

Le signe de cette liberté du poète est l'*ironie*, que les romantiques estiment par-dessus tout et qui revient à chaque ligne dans leurs théories. L'ironie, en effet, est la preuve de la *self possession* de l'artiste, et, en même temps, elle est l'élément philosophique par excellence de la poésie. « La philosophie est la vraie patrie de l'ironie, que je définirais volontiers une beauté logique. » Telle nous la voyons chez Socrate et chez Platon. Point de longues, lourdes et pédantesques démonstrations. C'est en se jouant, avec un sourire, avec une déférence apparente pour la sagesse des sophistes, ou sous l'enveloppe poétique d'un mythe, que ces grands esprits laissent entendre leur doctrine sur la nature des choses. A quoi servent, d'ailleurs, les démonstrations en philosophie? A rien absolument. C'est un luxe inutile ou une simple étiquette à l'usage des sots. Rien de plus commun que d'excellentes démonstrations employées à soutenir des idées fausses ou banales. « Leibniz affirmait, Wolff démontrait : c'est tout dire. »

Par suite, puisque les romans « sont les dialogues socratiques de notre temps, » l'ironie devait donc être un élément essentiel de l'art romantique. Au reste, de même que la philosophie s'est transformée de Platon à Fichte, l'ironie prend aussi un sens plus moderne, plus subjectif, comme disent les Allemands. Elle n'exprime plus simplement la sérénité souriante et enjouée d'une pensée libre et maîtresse d'elle-même. Elle doit rendre l'éternel contraste du fini et de l'infini, du relatif et de l'absolu, de l'âme et de la nature; en elle éclate la lutte du moi et du non-moi, de l'ouvrier et de l'œuvre, la dissonance enfin dont notre oreille a désormais besoin dans l'harmonie. Aussi l'ironie se retrouve-t-elle partout dans les chefs-d'œuvre de l'art moderne; ironie, le mélange extraordinaire et puissant du tragique et du grotesque dans Shakspeare; ironie, le perpétuel contraste de Don Quichotte et de Sancho Pança, dans l'inimitable épopée qui est le plus romantique des romans.

De l'ironie procèdent naturellement l'esprit, le paradoxe et

l'humour : « Là où l'imagination et le jugement se rencontrent, dit Novalis, jaillit l'esprit ; là où la raison et le caprice s'unissent, naît l'humour. » N'entendez pas par esprit la vivacité aimable, les saillies imprévues, la grâce malicieuse, la drôlerie parfois irrésistible d'un Voltaire ou d'un About. L'esprit romantique est bien un peu cela ; il est surtout autre chose. Il a pour fonction d'exprimer, comme l'ironie, la souveraineté absolue du « moi, » qui ne s'absorbe jamais dans le « non-moi » qu'il crée. L'artiste, en donnant à son œuvre une forme inattendue, paradoxale, spirituelle en un mot, montre par là qu'il joue avec son objet, qu'il en est le maître et non l'esclave, ni la dupe : il y imprime enfin le cachet de sa personnalité. A ce prix seulement il est original. L'art antique était, en un sens, plus impersonnel. L'art moderne veut exprimer non-seulement la nature, mais le « moi, » et, plus encore, la souveraineté du « moi » sur la nature. C'est pourquoi l'esprit et l'ironie y tiennent tant de place.

Voilà, certes, une façon cruellement germanique et métaphysique d'expliquer la chose du monde la plus légère et la plus insaisissable. Que sera-ce quand les romantiques voudront passer de la théorie à la pratique? L'ironie tournera à l'allégorie fatigante, l'esprit à la plaisanterie épaisse, le paradoxe à l'énormité. Heine, qui avait de l'esprit tout naturellement, sans théorie, a été cruel pour l'ironie des romantiques : — « Autrefois, dit-il, lorsque quelqu'un avait lâché une sottise, elle était lâchée. Qu'y faire? On disait : « Ce monsieur est un sot. » — C'était désagréable. Mais aujourd'hui, qu'une platitude ou une sottise se découvre, l'auteur en est quitte pour dire que c'était de l'ironie : merveilleuse ressource pour quantité de gens ! » — Heine a la dent trop dure, et, à son ordinaire, il emporte le morceau. Que l'ironie des romantiques ait été souvent lourde et plate, il n'est que trop certain : mais leur théorie renfermait pourtant une idée juste. N'est-il pas vrai que l'ironie et l'humour sont des signes caractéristiques des littératures modernes : qu'ils sont demeurés à peu près inconnus des anciens, et qu'ils ne leur auraient guère plu sans doute, et cela, pour la même raison qui leur faisait trouver affreux les rochers et les glaciers que nous admirons tant? Ils préféraient l'accord parfait à la résolution des dissonances : ils ne concevaient pas le « moi » comme une force infinie en lutte avec la nature. L'infini même leur paraissait monstrueux et détestable, et rien ne leur plaisait sans l'harmonieuse justesse des proportions. N'est-il pas vrai encore que Kant et surtout Fichte ont profondément senti le besoin d'infinité de l'âme moderne, et que Fichte est le vrai théoricien du romantisme?

L'erreur grave des romantiques a été de s'imaginer qu'en éta-

blissant ces vérités, ils ouvraient à l'art une voie nouvelle. La poésie n'est pas affaire de réflexion, ni d'esthétique, mais bien de génie naturel. Les romantiques répètent sous toutes les formes que « la philosophie doit devenir un art et l'art une philosophie, que tous deux sont au fond une seule et même réalité aperçue sous deux aspects différens. » Cela est juste pour le critique ou pour l'historien, qui dans une métaphysique reconnaît un poème et qui, d'un roman, tire une philosophie : ce n'est plus vrai ni pour le philosophe qui analyse ou construit, ni pour le poète qui crée ou compose. Un philosophe qui voudra ne point démontrer et s'en tenir à l'ironie, ne produira que des aphorismes bizarres, d'un goût douteux, à la Schlegel. Un romancier qui prétendra faire tenir Kant et Fichte dans son œuvre n'arrivera qu'à être illisible et ennuyeux. De cette fusion forcée de genres inconciliables proviennent en grande partie les obscurités et les impuissances des romantiques allemands.

Mais autant leurs théories sont nuageuses, autant leurs tendances sont nettes et leurs passions vives. Leurs goûts, leurs aversions et leurs haines forment le meilleur commentaire à leur doctrine et à leurs œuvres. Nous avons vu de quelle ferveur ils adorent l'antiquité. Ils ne sont pas moins enthousiastes du moyen âge et de la Renaissance : ils dénigrent, en revanche, les siècles qui ont suivi, c'est-à-dire les périodes classiques, ou soi-disant telles, des littératures française et anglaise. C'est surtout contre le XVIIIe siècle qu'ils se montrent acharnés. Locke et Voltaire, l'esprit qui définit tout, qui analyse tout, qui croit avoir rendu compte de la vie quand il a disséqué un cadavre, et de la pensée quand il a décrit l'association des idées ; qui ne voit dans la religion que l'œuvre de la fourberie et de l'imposture ; qui ne comprend l'art que comme arme de polémique ou procédé de pédagogie, l'esprit sec, en un mot, prosaïque et raisonneur, incapable de piété et de désintéressement : voilà ce que les romantiques haïssent de toute leur âme, et si fort, que pour définir leur esprit à eux, il suffirait presque de prendre le contre-pied de celui-là. Sur ce point ils sont unanimes, Tieck comme Novalis, Wackenroder comme les frères Schlegel. En 1791, dans une de ses premières lettres, Frédéric Schlegel écrivait déjà à son frère : — « Ton jugement sur Voltaire me plaît fort. C'est un homme que la nature paraît avoir formé exprès pour découvrir partout les fautes ou plutôt les contradictions avec un tact extraordinaire : mais comment accorder avec cela son enthousiasme pour la philosophie de Locke, qui va presque jusqu'au ridicule? » — Voltaire est un esprit merveilleusement critique : il n'est ni religieux, ni métaphysicien, ni poète. Les romantiques ne le lui pardonnent

point, et le mot de M. Émile Faguet : « Voltaire n'est pas artiste, » leur aurait paru une excellente expression de leur pensée.

Il y a, selon eux, une région supérieure où tout le bon sens du monde ne donne pas accès. Jamais l'intelligence ne trahit mieux ses limites que lorsqu'elle les ignore et croit tout expliquer : car au-delà de l'intelligible, et l'enveloppant, le pénétrant de toutes parts, se trouve la réalité vraie, qui est incompréhensible. L'esprit le plus vif et le mieux doué pour la critique, s'il ne sent point cela, est un esprit borné. Quoi de plus pauvre auprès de l'éclatante poésie de la nature, que la lumière grise et froide d'une science trop satisfaite d'elle-même, et insensible au mystère que présente toute réalité, même la mieux connue en apparence? Voilà ce que les philosophes du XVIIIe siècle n'ont pas senti. Ils ont, dans la mesure de leurs forces, décoloré la nature, desséché l'âme, réduit l'infini à entrer dans les cadres de leur raisonnement : — « Plus un système est borné, dit Novalis, plus il a de chances de plaire aux habiles. Expliquez par là le succès du matérialisme, de Locke, d'Helvétius. C'est ainsi qu'aujourd'hui même Kant compte plus de partisans que Fichte. »

Kant, en effet, aux yeux des romantiques, a manqué d'énergie et de décision. Ce philosophe est resté à moitié chemin. Par un puissant effort il a dépassé son siècle, et, au lieu de s'endormir dans une complaisance indolente pour la philosophie trop facilement satisfaite de ses contemporains, il a soumis l'esprit humain à une critique sévère, et il a su remonter aux conditions suprêmes de la connaissance. Mais sur la voie d'une métaphysique nouvelle, il a hésité, et il s'est arrêté à une distinction, — qui ne pouvait être que provisoire, — entre ce que nous connaissons et l'absolu. Il n'a pas osé aller jusqu'au bout de sa pensée et faire du *moi* le fondement de toute réalité. C'est pourquoi Fichte a dû venir, afin de tirer avec une logique inflexible les conséquences dernières des principes posés par Kant. Fichte n'a pas reculé devant le paradoxe de l'idéalisme absolu. Dialecticien intrépide et orateur chaleureux, joignant à la réflexion du philosophe la fougue d'un apôtre avide d'action, Fichte était le théoricien désigné des romantiques : son caractère, non moins que sa doctrine, s'accorde à merveille avec leurs tendances. Il n'est pas jusqu'à sa roideur dans la polémique qui ne les charme : surtout lorsque Fichte accable leurs ennemis communs, les derniers représentans de la philosophie « populaire » du XVIIIe siècle. Je n'entends pas par là seulement la brochure où Fichte expose impitoyablement à la risée publique la médiocrité et l'étroitesse d'esprit d'un Nicolaï; je pense surtout à ces leçons sur les *Caractères du temps présent*, que Fichte prononça à Berlin, en

1804 et qui font avec tant de sévérité le procès du siècle finissant. Fichte montre l'incurable faiblesse de ces prétendus esprits forts qui se refusent à rien croire que l'expérience n'ait prouvé, incapables de s'élever au-dessus de l'égoïsme en morale, perdant le sentiment du divin, et presque toujours prêts à devenir les dupes de grossiers charlatans. Les romantiques ne pouvaient qu'applaudir à ce langage. Aussi Frédéric Schlegel appelle-t-il Fichte « le plus grand métaphysicien actuellement vivant, » bien que Kant soit encore dans tout l'éclat de sa gloire. Et signalant à son frère une brochure politique de Fichte : « Ce philosophe, ajoute-t-il, qui sait, quand il le faut, dépasser Spinosa et Kant, peut être aussi un admirable écrivain populaire.... Compare son éloquence entraînante, dans ses leçons sur la *Destination du savant*, avec les exercices de déclamation de Schiller... Fichte est vraiment celui que cherchait Hamlet. Chaque démarche de sa vie semble crier : « Voilà un homme! »

Lessing n'est pas jugé, à beaucoup près, aussi favorablement. Sans doute les romantiques reconnaissent son mérite littéraire et sa bienfaisante influence. Ne continuent-ils pas eux-mêmes son œuvre, par un certain côté, en détournant de plus en plus l'Allemagne de son admiration pour l'esprit français? Mais il a le tort, à leurs yeux, d'appartenir à la génération qui les a précédés et dont les tendances leur sont odieuses : il a le tort, tout bon Allemand qu'il soit, de s'être formé à l'école de Bayle, de Voltaire et de Diderot. Nul pressentiment du romantisme n'apparaît encore chez lui; Werther même l'a indigné : il n'y a vu qu'un très mauvais roman. Et puis il raisonne trop, ou, du moins, il a trop de foi dans la puissance du raisonnement. Novalis a très bien su dire ce que les romantiques reprochaient à Lessing : « Il avait la vue trop nette, et il perdait ainsi le sentiment du tout indistinct, l'intuition magique des choses. » Il s'en tient à la ligne des objets et des idées, à la ligne sèche et rigide : il ne sent pas la fusion insensible des contours fuyant et s'évanouissant sans limites précises. En un mot, le sens du mystère lui manque, c'est-à-dire précisément, selon les romantiques, le sens du réel. Frédéric Schlegel a écrit sur Lessing un de ses meilleurs articles. Les ennemis des romantiques se couvraient sans cesse de ce grand nom. Schlegel veut leur prouver qu'ils n'y ont aucun droit. Il revendique hardiment Lessing pour son propre parti. Il soutient adroitement ce paradoxe en montrant en Lessing l'adversaire implacable de la médiocrité et de la platitude. Il fait ressortir la hardiesse et l'originalité d'esprit de l'auteur de la *Dramaturgie*, son horreur de la banalité, sa passion généreuse pour la vérité méconnue ou oubliée. Schlegel n'est pas

loin de se croire lui-même un Lessing, parce que, assez ingénument, il n'admire en Lessing que ce qui est déjà un peu du Schlegel. Mais, au fond, les romantiques auraient eu mauvaise grâce à se donner pour les successeurs de Lessing, et, ils ne l'ignoraient pas, Lessing les eût certainement désavoués. Religiosité vague, sentimentalité précieuse, contemplation émue et mystique de la nature, exaltation du *moi*, rien de tout cela n'était pour le séduire. Amoureux avant tout de clarté et de précision, esprit net, raison ferme, Lessing aurait sans doute, d'une piqûre impitoyable, crevé toutes les bulles des romantiques.

Herder avait plus de droits à leur sympathie, car ils procèdent de lui au moins autant que de Winckelmann et de Goethe. Ils ne l'ont pas trop dit, cependant, soit par une ingratitude assez commune chez les écrivains, qui n'aiment pas toujours rappeler à quelle école ils ont appris, soit qu'ils fussent, en effet, de plus en plus frappés des défauts de Herder vieillissant. Ils lui devaient, pour une bonne part, leur goût de l'exotique, leur intelligence des littératures du moyen âge et de la renaissance, cette souplesse enfin et cette universalité de sympathie qui leur permettait d'entrer dans l'âme de tous les peuples. Mais ils ont vu aussi, comme Mme de Staël, que Herder est surtout un homme d'imagination. Avec un sens historique merveilleux et extrêmement rare en ce temps-là, il manque tout à fait de force logique. Il est incapable de construire une œuvre, et, bien loin d'aller jusqu'à la métaphysique de Fichte, il ne peut même suivre Kant. Il veut le réfuter et montre seulement qu'il ne l'a pas compris. Les romantiques n'ont pas fermé les yeux sur cette faiblesse de leur maître. Ils ne veulent point se contenter, comme lui, de passer en revue les littératures de tous les peuples, courant de l'une à l'autre avec une curiosité toujours en éveil, toujours infatigable, mais un peu trop éparpillée et superficielle. Ils prétendent davantage : ils croient fonder, avec le romantisme, une philosophie nouvelle de l'art, de la vie et de la nature.

Nous retrouvons donc ici l'un de leurs plus gros griefs contre le XVIIIe siècle : la haute fonction de l'art y a été méconnue, même par les meilleurs. Aux yeux des romantiques, l'art est une religion, ou, pour le moins, un culte. Ils se prosternent devant les chefs-d'œuvre, avec adoration, dans une extase à la fois humble et orgueilleuse. Ils y trouvent, disent-ils, sous une forme sensible et touchante, la seule réponse possible aux grands problèmes insolubles pour notre raison. L'art, en ce sens, est tout ensemble une philosophie et une révélation. « Tous ceux qui travaillent à cultiver leur propre nature et à communiquer cette culture aux autres,

— n'est-ce pas la plus haute fin que l'homme se puisse assigner dans la vie? — tous ceux-là, je les appelle artistes. Aussi y a-t-il trois sortes d'artistes. Les uns poursuivent le vrai, les autres le beau, les derniers le bien. Chez les Grecs, l'enseignement du vrai et du bien ne faisait qu'un. La philosophie des sages n'était pas moins dans leur vie que dans leur doctrine. Les uns s'y prenaient en causant, comme Socrate; d'autres en écrivant, comme Platon. » Frédéric Schlegel ne perd jamais de vue ses chers anciens. Tieck et Wackenroder, moins barbouillés de grec, empruntent leur idéal au moyen âge et à la Renaissance; mais leur sentiment est le même. Ils se représentent avec ravissement la vie de ces artistes ignorés qui n'ont point désiré la gloire; qui, sans connaître les luttes de la raison et les souffrances du doute, traduisaient ingénument leur foi dans leurs œuvres, et dont la vie pieuse et innocente se donnait tout entière à un art où leur âme s'exprimait librement. Ils envient cette pureté et cette simplicité de cœur : les moins naïfs des hommes, ils sont épris de naïveté. Plus le XVIIIe siècle semblait avoir perdu le sens du divin dans l'art, plus les romantiques insistent sur la parenté de l'art et du divin. C'est pourquoi aussi ils exaltent Raphaël, trop prévenus pour apercevoir ce qu'il y a de païen dans son œuvre. N'est-il pas piquant de voir les romantiques trouver chez Raphaël la sincérité de l'inspiration religieuse qu'une génération plus raffinée lui refusera et cherchera chez les préraphaélites?

Mais l'art qu'ils placent au-dessus de tous les autres, l'art romantique par excellence, est la musique. Ils diraient volontiers, comme fera plus tard Schopenhauer, que la musique est, à elle seule, toute une métaphysique. Elle a, pour les romantiques, le mérite de tout dire, et le mérite non moins grand de ne rien expliquer. Expliquer, c'est disséquer; on ne dissèque que sur le mort. L'idéal de l'art est la symphonie; l'idéal de la pensée serait une « symphilosophie » (ce mot barbare est de Frédéric Schlegel) où s'uniraient la religion, l'art et la métaphysique. Mettre le cœur au-dessus de l'entendement, comme les mystiques; sentir le réel au lieu de l'analyser, substituer à une explication toujours incomplète, et partant, fausse, l'intuition « magique » du tout, telle serait la devise des romantiques. C'est, à proprement parler, une réaction. Après une période de raisonnement et de discussion, le sentiment et l'imagination reprennent leurs droits. Le XVIIIe siècle avait âprement combattu les traditions, qu'il appelait préjugés, et la foi, qu'il nommait superstition. Les romantiques ne comprennent plus combien cette lutte a été nécessaire. Ils protestent, au nom du sentiment artistique et religieux : le mystère, l'inconnaissable, le divin, leur paraissent

avoir des droits qui sont méconnus et violés. Cette génération nouvelle subit l'attrait d'un idéal nouveau ; les doctrines qui ont triomphé se sont épuisées dans leur victoire même. Au fond, c'est le rationalisme protestant qui l'avait emporté dans la littérature allemande du XVIIIe siècle : il ne satisfaisait point toute l'âme, ou du moins toutes les âmes, et le romantisme a été comme l'explosion d'un mécontentement. Par là s'explique sa prédilection pour le christianisme d'avant la Réforme, pour le culte de la Vierge Marie et pour les touchantes cérémonies de l'église du moyen âge ; par là s'explique aussi le penchant qui entraîna plus d'un romantique vers le catholicisme. On sait que Frédéric Schlegel finit par s'y convertir, et qu'il ne fut pas le seul.

II.

Les romantiques ont formé, au moins pour quelque temps, un bataillon serré contre leurs ennemis communs, sous le commandement de Frédéric Schlegel. Ils avaient une revue, l'*Athenæum*, dont il fut, avec son frère, le créateur et l'inspirateur, et où il prit vigoureusement l'offensive. Mais l'union dura peu. Chacun suivit bientôt la voie où l'engageaient ses dispositions naturelles, — romantique toujours, mais indépendant. Leurs œuvres ont-elles répondu au programme commun, et qu'ont-ils laissé de durable ?

Louis Tieck, qui a survécu à la plupart des autres romantiques, et qui rendit à plusieurs le pieux devoir de publier leurs œuvres posthumes, avait eu le mérite de leur montrer le chemin. C'est un romantique de la première heure. Avant que Frédéric Schlegel eût fait connaître sa théorie du romantisme, Tieck avait donné ses premiers ouvrages, *William Lovell, Études sur Shakspeare, Peter Leberecht ;* il avait développé, sous forme de drame libre, les contes de *Barbe-Bleue* et du *Chat Botté,* se plaisant à une confusion des genres qui n'est pas sans grâce, mais qui fatigue vite, mêlant la poésie à la prose, l'ironie au lyrisme, et se donnant pour règle de n'avoir point de règle. Aussi, lorsque Tieck et Frédéric Schlegel s'étaient rencontrés à Berlin, en 1795, s'étaient-ils joints aussitôt. Chacun se reconnut dans les aversions et dans les goûts de son nouvel ami, et les théories de l'un s'appliquaient exactement aux œuvres de l'autre. Non que Tieck eût conçu le dessein d'unir, comme le demandait Frédéric Schlegel, « l'ironie de Platon au lyrisme de Goethe et à la métaphysique de Fichte. » Sans érudition philologique, sans prétention philosophique, Tieck exprimait simplement le premier les besoins nouveaux de la jeune génération qui allait

prendre sa place au soleil. Excédée de la philosophie du bon sens, de la sagesse prudente et utilitaire qui dominait parmi ses aînés, elle voulait du pittoresque, du merveilleux, du fantastique. Elle allait donc demander aux légendes du moyen âge, aux contes de fées, à la poésie populaire et naïve, les joies d'imagination qu'un siècle trop raisonneur avait dédaignées. Tieck était romantique en ce sens, spontanément, par tempérament et non par théorie. Il a le mérite du naturel. Il s'est trouvé, sans effort, porté à une forme littéraire romantique : il n'a eu besoin ni de Schlegel ni de Fichte pour la lui révéler. Je n'en veux d'autre preuve que son goût très vif pour Shakspeare et pour Cervantes, bien avant que les théoriciens de l'école en eussent fait les dieux de la littérature moderne.

Je ne rangerais pourtant pas Tieck parmi les plus originaux des romantiques. Par ordre de date, il est le premier; mais il n'est ni le plus vigoureux de nature, ni le plus ferme en ses convictions. Tour à tour, on le voit obéir aux influences les plus diverses. La plasticité un peu molle de son talent lui permet (comme il arrive aux femmes) de rester à peu près lui-même dans différens genres, tout en laissant voir quel esprit domine le sien pour le moment. Tantôt il se laisse embaucher par la *Bibliothèque allemande universelle;* il y travaille assez longtemps, sans s'apercevoir qu'on y aime ce qu'il hait, qu'on y hait ce qu'il aime, et que c'est le dernier endroit où un homme comme lui eût dû se fourvoyer. Tantôt il est séduit par le charme pénétrant de Wackenroder, son ami et son camarade d'enfance : il l'encourage à vaincre sa timidité, il le décide à écrire, et il collabore avec lui de si bon cœur qu'il est difficile de distinguer, dans les *Fantaisies sur l'art*, les morceaux qui sont de l'un ou de l'autre auteur. Bientôt les Schlegel l'attireront à eux, puis ce sera Novalis, et, dans ses dernières œuvres, il reviendra à Goethe.

Cette docilité trop mobile n'est pas, assurément, le signe d'une originalité vigoureuse. Avec un accent de sincérité précieux et une couleur romantique assez naturelle, avec beaucoup d'imagination, Tieck ne conçoit pas fortement et ne compose guère. Il ne sait pas se borner : il n'en a même pas l'idée. La liberté de l'artiste ne veut-elle pas qu'il ne s'impose aucune règle? Aussi est-il démesurément long, et il l'est sans scrupule. Ce défaut lui est commun avec la plupart de ses contemporains et même des écrivains allemands en général, et là se trouve, pour le dire en passant, une des raisons de leur peu de succès au théâtre. Nulle part, en effet, les qualités dites de composition ne sont plus nécessaires que dans le genre dramatique. Une pièce, — tragique ou comique, peu importe, — doit absolument former un ensemble complet et défini,

exposer vite les situations, dessiner en quelques traits les caractères et courir au dénoûment, le tout en un espace de temps terriblement restreint. C'est pourquoi l'histoire du théâtre est une longue suite d'hommes habiles, coupée çà et là par un homme de génie. Or ce genre d'habileté ne se rencontre guère chez les écrivains allemands. Ils répugnent, en général, à serrer la composition, je ne dis même pas d'un drame, mais d'un roman. Ils ont été bien longtemps à l'école des Français, mais ils n'y ont pas appris à « faire court, » comme dit Pascal, et, de vrai, ils n'en ressentent pas le besoin. Les genres qui leur conviennent le mieux sont ceux qui n'assignent point aux œuvres de limites précises : l'histoire, la philosophie, la poésie lyrique, la critique. De là aussi tant de « fragmens » dans la littérature allemande, et jusque dans l'œuvre du plus grand de leurs écrivains, de Goethe même.

La prolixité de Tieck n'est donc pas exceptionnelle; mais elle n'en fatigue pas moins. Son style, chargé d'épithètes, verse insensiblement dans la poésie, et il entremêle volontiers la prose de vers, mais l'heureux effet du mélange se trouve compromis par la trop grande analogie des deux élémens : le contraste, trop atténué, n'agit plus. Nulle part ce défaut n'est plus sensible que dans le roman de *Sternbald*. Cette œuvre inachevée, que Tieck écrivit en collaboration avec Wackenroder, et qu'il fit suivre d'une seconde partie après la mort de son ami, enchanta les romantiques. « Le livre est divin, s'écrie Frédéric Schlegel, et c'est bien peu dire que de l'appeler le meilleur que Tieck ait jamais donné. C'est le premier roman qui soit romantique depuis Cervantes, et je le mets fort au-dessus de *Wilhelm Meister*. » L'œuvre de Goethe a pourtant servi de modèle à Wackenroder et à Tieck; mais ils l'ont interprétée et imitée dans le sens de leurs secrètes sympathies. *Wilhelm Meister* demeurait, en somme, assez réaliste. C'est une certaine teinte générale du style, c'est surtout l'introduction de personnages tels que Mignon et le vieux joueur de harpe qui donnaient une tonalité romantique à une histoire bourgeoise dans son fond. Wackenroder et Tieck restreignent infiniment plus la part de l'observation et du réel. Ils veulent être plus romantiques; ils sont aussi moins vrais et moins intéressans. *Sternbald* conte l'histoire anecdotique d'un peintre allemand du XVIe siècle que ses voyages conduisent en Italie; — remarquez l'époque et le héros que les auteurs ont choisis : quoi de plus romantique? Tout, en ce récit, demeure fondu dans une brume indistincte. Les caractères sont vagues et flottans; les physionomies, indécises, se dessinent à peine; les événemens même n'ont point de vraisemblance. Mais n'est-ce pas en cela même qu'a consisté le romantisme : préférer

Hamann à Lessing, Fichte à Kant, *Sternbald* à *Wilhelm Meister*, — et bientôt *Henri de Ofterdingen* à *Sternbald?*

Plus encore que Tieck, Wackenroder eût été incapable de concevoir et de construire fortement une œuvre : mais le sentiment romantique est chez lui très pénétrant, et le peu qu'il a écrit (il mourut extrêmement jeune) touche par un accent de sincérité profonde. Lisez seulement le morceau sur Albert Dürer, qui ouvre les *Fantaisies sur l'art*. C'est la protestation la plus naïve d'une âme avide de foi et d'émotions douces contre le rationalisme abstrait et tranchant du XVIIIe siècle. A la sagesse présomptueuse et froide du philosophe qui ne connaît même pas son ignorance, Wackenroder oppose l'humilité croyante de l'artiste chrétien, qui trouve dans sa foi et dans son art (les deux ne font vraiment qu'un) la tranquillité de l'esprit et la paix de l'âme. « Il y a, dit Wackenroder, et il y aura éternellement un abîme infranchissable entre les analyses de l'esprit et les émotions du cœur. » Or l'esprit n'arrive jamais à se satisfaire, et plus notre science avance, plus elle s'éloigne du réel, plus nous sentons que le fond que des choses nous est inaccessible. L'art au contraire nous apaise. Son charme mystérieux nous arrache pour ainsi dire à nous-mêmes et nous transporte dans la région supérieure des idées éternelles. Il est donc une représentation symbolique et pourtant fidèle de l'absolu. C'est pourquoi le sentiment profond de la beauté artistique est une sorte de piété. Nous nous sentons, devant un chef-d'œuvre, en présence du divin : l'extase est une adoration. La musique surtout nous révèle l'infini. Wackenroder termine une étude, assez vague d'ailleurs, sur l'origine de la musique, en l'appelant « le pays de la foi. » L'expression est frappante dans son étrangeté. Elle rend avec bonheur la confusion que les romantiques établissent exprès entre les sentimens esthétiques et religieux. Tieck écrivait au même moment, sous l'influence de Wackenroder : « Comprendre, savoir, — ce dont les hommes se savent tant de gré, — c'est à mon sens superflu... je me retire dans la tranquille région de la foi, je veux dire, dans le domaine de l'art. »

Chez Novalis, nous retrouvons aussi cet enthousiasme, cette ferveur religieuse pour les chefs-d'œuvre de l'art, mais avec des idées plus nettes et un talent plus robuste. Novalis a été véritablement la fleur de l'école romantique. Il a le don le plus précieux, qui manque à presque tous : il a le charme, il sait plaire. Sa langue est souple et harmonieuse, non sans éclat ; ses vers, d'une facture solide, et d'une inspiration parfois délicate. Nous trouvons dans ses romans, non plus une prose poétique, mais la prose d'un poète, ce qui est fort différent. Il y a, dans ses pièces lyriques, dans les

Apprentis de Saïs, dans *Henri de Ofterdingen*, tel morceau que l'on peut dire achevé, et qui donne encore aujourd'hui l'impression rare d'un art spiritualisé, raffiné et exquis. Le romantisme chez Novalis est plus conscient et plus étudié que chez Tieck et Wackenroder : aussi Novalis est-il salué par Frédéric Schlegel, dès ses premières œuvres, comme le poète romantique par excellence. Lui-même subit, par contre-coup, l'influence des frères Schlegel, mais moins docilement que Tieck. Sa première admiration était allée à Schiller, dont il fut l'élève à l'université d'Iéna. Puis la philosophie brillante et audacieuse de Fichte le séduit : il passe bientôt aux sciences naturelles, qu'il étudie avec la méthode la plus romantique du monde, et enfin, heureusement, il revient aux lettres et compose *Henri de Ofterdingen*. Ce roman est à *Sternbald* ce que *Sternbald* était à *Wilhelm Meister*. C'est, dit fort bien M. Haym, du romantisme à la seconde puissance. Tout y est étrange, fantastique et mystique. Les événemens sont incompréhensibles, les personnages à peine humains. Nous sommes tout près de l'allégorie pure. Le monde où le poète se meut est de sa création : il est bien, selon la formule romantique, l'œuvre de sa liberté souveraine et absolue. Malheureusement, nous avons grand'peine à nous y mouvoir avec lui.

Les intentions de Novalis sont assez claires, si son roman ne l'est pas. Lui-même nous les a expliquées en critiquant *Wilhelm Meister*. Il ne reconnaît à l'ouvrage de Goethe qu'un grand mérite de style, sous lequel se dissimulent la pauvreté et la sécheresse du fond. « Goethe, dit-il, est un poète trop pratique... Ses œuvres me font penser aux articles de fabrication anglaise : c'est parfaitement simple, solide, confortable, cela fait de l'usage. Il a, comme les Anglais, un goût naturellement économe, et il s'en est fait un noble par la réflexion... *Wilhelm Meister* est une œuvre prosaïque. L'élément romantique en est absent, et avec lui la poésie de la nature et le merveilleux. Il n'y est question que de choses ordinaires et banales... Athéisme artistique, voilà l'esprit de cet ouvrage. Quelle économie merveilleuse n'a-t-il pas fallu à Goethe pour atteindre à un effet poétique avec une matière prosaïque et vile ! » Et résumant ses griefs en un dernier reproche, le plus cruel de tous, Novalis conclut : « *Wilhelm Meister* est vraiment un *Candide*, dirigé contre la poésie. » Que de chemin parcouru en quelques années ! Naguère, les romantiques ne trouvaient pas assez d'éloges pour célébrer dignement l'œuvre de Goethe : ce n'était rien moins qu'un pas décisif dans une voie nouvelle, le coup d'éclat d'une révolution dans l'art. Maintenant, ce n'est plus que le tour de force d'une habileté peu estimable, une contrefaçon du romantisme, une

sorte de crime artistique. Pourquoi ce brusque revirement? C'est que les romantiques ne veulent plus aujourd'hui que du merveilleux et du surnaturel. La peinture du réel est une forme d'art basse et méprisable. Novalis écrit le mot décisif : « L'art doit être une magie. »

Dans *Henri de Ofterdingen*, Novalis a essayé de joindre l'exemple au précepte. La tentative n'a pas été heureuse. Ce roman trop romantique n'est pas seulement ennuyeux, mais incompréhensible, et hormis de courts épisodes, illisible. C'est le réel qui prend sa revanche. Novalis a été victime d'une théorie. Il répète avec Schlegel le principe romantique : « La distinction de la poésie et de la philosophie n'est qu'apparente et à leur commun préjudice... La philosophie est la théorie de la poésie : elle nous enseigne ce qu'est la poésie, qu'elle est l'un et le tout. » Novalis se laisse duper par les mots. Sans doute, la réalité appartient au poète, aussi bien qu'au philosophe : c'est là une idée juste et féconde, et qu'il est bon de ne pas laisser oublier. Mais comment l'interpréter? Faut-il croire que l'imagination du poète peut créer arbitrairement, en vertu de sa liberté souveraine, un univers poétique? Peut-elle, par la puissance de sa magie, évoquer un monde nouveau, et cependant véritable? Le métaphysicien arrive à tout tirer du *moi*, parce qu'il a pu tout y mettre : il n'y faut qu'un effort ou peut-être un artifice logique. L'artiste doit se garder de cette témérité, sous peine d'échouer misérablement. Il doit revenir toujours à la nature, l'aimer, l'étudier, la comprendre, pénétrer l'âme des choses, se retrouver en elles, et non vouloir les tirer de soi. Au fond, ce que Novalis blâme chez Goethe, c'est l'objectivité de son art. Goethe eût accepté le reproche, et s'en serait sans doute fait honneur. Les plus profonds idéalistes n'ont-ils pas été toujours des réalistes, et souvent les plus dignes de ce nom? Cela n'est-il pas vrai des maîtres préférés des romantiques, d'Albert Dürer, de Shakspeare, de Cervantes? Et lorsque Novalis, pour mieux affirmer la souveraine indépendance de l'imagination du poète, en vient à dire que le genre suprême de la littérature est le conte fantastique, sa théorie ne s'est-elle pas condamnée elle-même?

Les frères Schlegel occupent une place à part dans l'école romantique. Fils d'un obscur homme de lettres hanovrien, neveux d'Elias Schlegel, un des écrivains qui ont annoncé la renaissance de la littérature allemande au XVIIIe siècle, et qui eût pu devenir, s'il eût vécu, un utile auxiliaire de Lessing, Guillaume-Auguste et Frédéric ont même vocation et mêmes goûts littéraires. Pendant de longues années ils ont pu collaborer, de près ou de loin, sans difficultés sérieuses : il a fallu, pour les brouiller, des jalousies et

des rivalités de femmes, et surtout l'influence de Caroline Schlegel sur Guillaume son mari, de cette Caroline que Schiller appelait « dame Lucifer. » Tous deux sont des travailleurs acharnés, dévorant les livres et capables de remplir presque à eux seuls une revue. Ils aiment l'érudition. Formés à l'école de Lessing, de Winckelmann, de Herder, ils savent de l'antiquité ce que l'on en peut savoir de leur temps, et ils possèdent aussi les langues et les littératures modernes : anglais, français, italien, espagnol, portugais, provençal, vieil allemand, tout leur est bon et ils lisent tout. Cela même ne leur suffit point : arrivés à l'âge d'homme, ils se mettent à apprendre le zend et le sanscrit. Frédéric s'y essaie le premier. Son frère le suit et le dépasse dans ces études extrêmement pénibles, qui exigent une mémoire et une application extraordinaires : car elles étaient alors dans l'enfance, et l'on ne disposait point des secours qui les rendent aujourd'hui plus accessibles. Tous deux enfin sont grands faiseurs d'articles et de comptes-rendus. Ils ont le goût de la critique : ils aiment à juger et à classer leurs contemporains, et à dégager les principes au nom desquels ils approuvent ou ils blâment. Par suite, ils s'efforcent d'organiser la littérature allemande; et le romantisme eût bien existé sans eux, mais non pas l'école romantique.

Chacun des deux frères, toutefois, garde sa physionomie propre. L'aîné, Guillaume-Auguste, excelle dans la traduction. Intelligence ouverte et bien pondérée, écrivain correct et fécond, il débute par un travail sur la *Divine comédie* où, le premier en Allemagne, il entre dans le sens de l'œuvre du grand Florentin. Bientôt il traduit Shakspeare avec tant de bonheur qu'il le naturalise, pour ainsi dire, sur la scène allemande. Il n'est pas moins heureux avec Calderon, avec Cervantes, avec Camoens. Herder a trouvé là un successeur digne de lui. Il n'y a guère que les Français,— et surtout Molière, — à qui Guillaume Schlegel n'ait rien compris. Il est permis de penser qu'il n'y a pas mis beaucoup de bonne volonté. Il a cru sans doute continuer l'œuvre de Lessing, en rabaissant le grand comique français, comme l'auteur de la *Dramaturgie* avait fait les tragiques : mais il s'y est pris lourdement, et personne n'a voulu croire, même en Allemagne, que Molière fût sans génie et jouît d'une réputation usurpée. Les attaques maladroites de Schlegel n'ont nui qu'à lui-même. Goethe n'a pas caché son peu d'estime pour cette critique étroite et partiale. Elle n'a plus aujourd'hui que la valeur d'un symptôme significatif, qui nous révèle les dispositions de la critique romantique à l'égard des écrivains classiques français. Évidemment Schlegel croyait nécessaire de porter un dernier coup à leur influence, fort ébranlée déjà, mais encore puissante. Lorsque

les romantiques exaltent Shakspeare, Calderon, Cervantes, le Dante, Boccace, Camoens, c'est beaucoup sans doute pour leur mérite poétique, c'est aussi un peu parce qu'ils ne sont pas Français. On les en aime davantage, je dirais presque qu'on leur en sait gré. L'admiration qu'on leur prodigue est sincère; elle est en même temps une sorte de revanche contre la domination exclusive que l'esprit français avait exercée en Allemagne. Il y eut là comme un mot d'ordre tacitement accepté et observé avec une discipline tout allemande. Dans le volumineux recueil des lettres de Frédéric Schlegel à son frère, à peine si les noms de Voltaire et de Rousseau apparaissent à de lointains intervalles: des autres écrivains français, des maîtres du grand siècle, jamais un mot. Bientôt Arndt exprimera sans réserve la pensée de derrière la tête des romantiques. Il fera le panégyrique du XVIe siècle, le siècle de la renaissance et de la réforme; et contre les deux siècles suivans il prononcera un réquisitoire: pourquoi? Parce que pendant ces deux siècles l'esprit de la France a tyrannisé l'Europe politique et littéraire.

Une originalité un peu effacée est la rançon nécessaire d'un grand talent de traducteur. On pourrait sans grande injustice renvoyer à Guillaume Schlegel le mot que son frère appliquait assez durement à Humboldt: « C'est un écho. » Guillaume a composé un grand nombre de poésies lyriques que son frère a l'air d'admirer fort: je soupçonne que l'affection tempère ici la sévérité habituelle de ses jugemens. De fait, Guillaume Schlegel ne compte pas parmi les bons lyriques allemands. Il a été successivement à l'école de Bürger, de Schiller et de Goethe. Ses vers ne sont ni bons ni mauvais: ils sont pires, c'est-à-dire médiocres. C'est de la versification honnête, de la poésie neutre, sans grands défauts et sans qualités. Les travaux critiques de Guillaume Schlegel valent mieux, et l'on en voit aisément la raison. Le savoir, la réflexion, la méthode, l'imagination réceptive, y trouvent plus naturellement leur emploi.

Frédéric Schlegel est plus difficile à définir que son frère. Il n'en a pas la tranquillité sûre de soi, la persévérance méthodique et patiente, qui a rendu Guillaume capable de mener à bien les travaux de longue haleine, tels que la traduction de Shakspeare ou des livres sacrés de l'Inde. Frédéric est plus nerveux, plus agité. Il se plongera avec passion dans un travail nouveau; mais dès qu'il y a vu ou pressenti ce qui l'en intéresse, son ardeur est épuisée. Le courage lui manque pour aller jusqu'au bout. Il s'arrête au fragment, dans l'impuissance d'aller jusqu'à l'œuvre. Jamais peut-être écrivain n'a conçu autant de projets, presque aussitôt

abandonnés que formés : son imagination est dans un état d'ébullition perpétuelle. Il en est de ses œuvres comme de ses amitiés : commencées avec transport, elles languissent bientôt. L'enthousiasme se refroidit, la désillusion survient, et Frédéric Schlegel de se plaindre, quand il ne devrait accuser que lui-même. Il a souffert toute sa vie de ce défaut d'équilibre, qui tient autant à son caractère qu'à sa nature d'esprit : il est mobile, facilement agressif, tantôt au-dessus, tantôt au-dessous du ton convenable. Par là il reste inférieur à son frère aîné, et il le sait. Souvent il lui demande des conseils, plus souvent encore il lui emprunte de l'argent. Car, fort peu prévoyant, sans grands besoins il est vrai, mais incapable de résister à un caprice, Frédéric ne sortait point des dettes, et jusqu'à son dernier jour les soucis d'argent le poursuivirent. Il en souffrit vers la fin de sa vie, surtout lorsque son frère se montra tout à coup un créancier dur et exigeant. Nous avons deux ou trois lettres extrêmement sèches de Guillaume Schlegel, qui ne font pas grand honneur à sa mémoire.

Malgré tout, Frédéric Schlegel l'emporte sur son frère aîné. Avec moins de méthode et de persévérance, il a plus de vivacité et d'originalité. Guillaume Schlegel ne s'élève pas au-dessus d'une médiocrité très honorable : il a toutes les qualités d'un excellent élève. Frédéric est lui-même. C'est lui qui a le mieux compris le sens et la portée du mouvement romantique : c'est lui qui a su reconnaître et grouper, sans hésiter, les écrivains contemporains qui devaient combattre avec lui pour la bonne cause du romantisme : Tieck, Bernhardi, Wackenroder, Schleiermacher, Novalis, Fichte, Schelling. Il est le plus hardi, le plus batailleur de tous ; il est aussi le plus philosophe. Il a bien vu l'affinité naturelle de l'idéalisme de Fichte et de l'esthétique du romantisme : il a rêvé une littérature « absolue, » analogue à cette philosophie absolue dont le caractère paradoxal et tranchant était un attrait de plus à ses yeux.

Par malheur, il a voulu réaliser lui-même l'idéal rêvé. Il a écrit un roman, et quel roman ! Sa *Lucinde* est extraordinaire. Non pas tant par l'immoralité laborieuse des descriptions. Nous en avons vu bien d'autres, et les romanciers du XVIIIe siècle ne se montraient pas non plus des plus réservés dans leurs peintures. Les hardiesses de Schlegel ne seraient donc pas particulièrement choquantes, si l'on ne voyait qu'elles sont osées exprès, à froid, sans le moindre entraînement. Mais le mauvais goût, la maladresse, la composition ou plutôt le manque de composition sont vraiment inconcevables. *Lucinde* est un phénomène littéraire qui ne pouvait apparaître qu'en Allemagne, dans l'œuvre d'un homme fort érudit,

plein de philosophie et bourré d'esthétique. En étudiant les *Fragmens* de Frédéric Schlegel, et sa théorie de la poésie romantique, on se convainc qu'il a suivi avec une exacte ponctualité les indications qu'il avait données lui-même : tout est prémédité dans *Lucinde*, le libertinage, la confusion, le décousu, les paradoxes, l'ironie. Mais comment Schlegel ne s'est-il pas aperçu que cette quintessence de romantisme ne serait pas goûtée du public? Peut-on s'empêcher de sourire quand on lit, dans une lettre de l'auteur à son frère, qu'il imite dans *Lucinde* la prose de Platon et celle de Cervantes, « car, ajoute-t-il, ce sont les deux seules que je tienne pour romantiques. Celle de *Wilhelm Meister* l'est déjà moins. » Que Schlegel ait senti l'atticisme exquis de Platon, qu'il ait compris l'incomparable humour de Cervantes, rien n'est plus certain : mais qu'il ait cru rappeler la prose ailée de ces maîtres, d'ailleurs si dissemblables, dans le style lourd, gauchement emphatique et froidement passionné de *Lucinde*, cela passe l'imagination. Pour ne pas croire que Schlegel s'est moqué de lui-même ou de nous, il faut prendre des termes de comparaison, et considérer des cas analogues. Allez à Munich, et regardez les monumens de « l'Athènes du Nord, » la *Loggia* par exemple, qui semble une énorme caricature du gracieux modèle de Florence. La même question se posera. Comment des hommes qui ont l'amour sincère de l'antiquité et le sentiment délicat du beau, qui comptent parmi eux des Winckelmann, des Mommsen et des Gregorovius, produisent-ils, quand ils veulent imiter ce qu'ils étudient si bien, des monumens affligeans et grotesques, qui donnent envie de rire ou plutôt de pleurer, et dont la vue quotidienne devrait être un supplice? Comment accorder ce mauvais goût des œuvres, cette maladresse plastique, avec la profondeur de l'intelligence et la souplesse de l'imagination? C'est un mystère qu'expliquent bien peu les mots de race, d'hérédité, d'aptitudes naturelles. Peut-être faut-il admettre simplement, comme un fait, que les différentes formes de l'art ont, de même que les plantes, leur sol et leur ciel qu'elles affectionnent, et loin duquel elles végètent et s'étiolent, faute de pouvoir s'acclimater?

Toujours est-il que Frédéric Schlegel croyait bien écrire le roman par excellence, le roman qui remplirait l'idéal romantique ; et, ce qui est plus surprenant encore, Schleiermacher l'a cru comme lui. Le jeune et brillant théologien n'hésita pas, dans ses *Lettres confidentielles*, à faire une subtile apologie de *Lucinde*. Les autres amis de l'auteur, un peu déconcertés (on l'eût été à moins), mettent plus de réserves à leurs éloges. Même Guillaume Schlegel est froid. Il s'en tient aux complimens qu'exige la stricte politesse et n'en-

courage pas son frère à donner à *Lucinde* une seconde partie. Mais les adversaires des romantiques ne se sentaient pas obligés à tant de discrétion. Frédéric Schlegel ne les avait guère épargnés, et ils n'ont garde de laisser perdre une si belle occasion de revanche. « C'est du Schlegel tout pur, » écrivait Schiller à Goethe, et il fait malignement ressortir la difformité de cet avorton littéraire. « On dirait une salade de morceaux découpés au hasard dans le *Voldemar* de Jacobi, dans *Sternbald* et dans un roman français licencieux. » L'impuissance de l'auteur ne se trahit pas seulement par une imitation maladroite. Schlegel, comme il arrive d'ordinaire à ceux qui croient suppléer par la réflexion à l'imagination créatrice, tombe dans la confession et l'autobiographie. On reconnut bien vite, dans les personnages mal dessinés de *Lucinde*, Schlegel lui-même, Dorothée Veit, Schleiermacher, et le roman n'en parut que plus choquant.

Mais il serait peu équitable de ne juger Frédéric Schlegel que sur *Lucinde*. Son esthétique et sa critique, fort heureusement, ne ressemblent point à son roman. Dans ses grands articles, et surtout dans les pensées détachées (qui parurent dans le *Lyceum* et dans l'*Athenæum*), on ne saurait méconnaître un esprit vigoureux, original, plein d'idées, parfois heureusement exprimées. Il excelle dans ce qu'il appelle lui-même la *caractéristique*, c'est-à-dire à fixer d'un dessin rapide une physionomie littéraire, à en faire ressortir les traits dominateurs, à signaler le fort et le faible d'un esprit. S'il est obscur souvent, ce n'est pas faute de pouvoir aller au bout de sa propre pensée; ce n'est pas par indécision ou faiblesse. C'est plutôt par dédain pour une clarté qui est le seul mérite de tant d'écrivains à qui il ne veut absolument pas ressembler. Rien ne lui déplairait tant que d'être clair comme on l'est à la *Bibliothèque allemande universelle*, à la façon de Nicolaï et de ses collaborateurs, que la parfaite nullité de leur pensée n'oblige à aucun effort d'expression : c'est la transparence absolue du vide. Puis Schlegel a un faible pour l'humour, pour le paradoxe, pour l'ironie. Il préférera toujours, pour rendre sa pensée, la forme la plus bizarre, non pas tant afin de piquer la curiosité, et par une sorte de coquetterie littéraire, que par principe, et pour être plus « romantique. » Il manque son but en le dépassant, et ses paradoxes ne sont souvent que des lieux-communs retournés. Il ne s'aperçoit pas que son horreur pour la platitude et la banalité le conduit à l'affectation et au pedantisme. Voilà le défaut qui dépare ses meilleures qualités, et, puisque les romantiques prenaient tant de plaisir aux vieux contes, on pourrait dire qu'à la naissance de Frédéric Schlegel les bonnes fées lui apportèrent en foule leurs

présens, qui l'originalité, qui le don des langues, qui l'esprit critique, qui l'amour du beau; mais que la méchante fée, qu'on n'invite jamais, survint tout à coup et ajouta : « Et tous ces dons seront gâtés par la pédanterie. » Frédéric Schlegel est pédant naturellement; s'il pouvait, il le serait exprès. Il n'est pas jusqu'au besoin de ne rien penser ni rien dire comme un autre qui ne provienne de ce vilain défaut, comme La Bruyère l'a si finement indiqué dans son portrait de Cydias-Fontenelle.

Si graves cependant qu'aient été leurs défauts, ces premiers écrivains de l'école romantique allemande marquent une date et méritent une place dans l'histoire de la littérature de leur pays, on peut même dire dans l'histoire de la littérature européenne. Non pas par leurs œuvres : Novalis excepté, et à moins de compter Heine parmi les romantiques, — encore appartient-il aux derniers momens de l'école, — ils n'ont presque rien laissé qui soit assuré de vivre. Jamais révolution littéraire n'a prétendu s'accomplir avec si peu d'œuvres originales et tant de comptes-rendus et d'articles. C'est là leur côté faible, et eux-mêmes l'ont bien senti. Pour justifier aux yeux du public leur attitude intransigeante et leur polémique hautaine et agressive contre tous ceux qui n'acceptaient pas leurs formules, il leur aurait fallu montrer quelque chose de plus que *la Divine Comédie*, *Don Quichotte* ou *la Tempête*. On attendait d'eux un chef-d'œuvre qui répondît à leurs prétentions et imposât silence à leurs contradicteurs : le chef-d'œuvre ne vint pas. Aussi, lorsqu'ils critiquaient aigrement Schiller, lorsqu'ils préféraient au *Wilhelm Meister* de Goethe le *Sternbald* de Tieck ou le *Henri de Ofterdingen* de Novalis, Goethe et Schiller pouvaient laisser dire. Le public leur demeurait fidèle, et Schlegel lui-même les vengeait amplement en publiant *Lucinde*.

Mais ils ont été, d'autre part, de grands remueurs et de grands semeurs d'idées. Leur goût pour la philosophie de Kant et de Fichte a fait d'eux d'assez pitoyables artistes, mais, en revanche, des critiques originaux et féconds. Sous une forme parfois obscure et pédantesque, ils exprimaient une idée juste et nécessaire : ils replaçaient la littérature dans l'art, et ils rétablissaient la communauté d'origine de l'art, de la science et de la religion. Ils ont compris que la critique doit être une esthétique, et que l'esthétique est elle-même une philosophie, puisque les grandes questions qui intéressent l'humanité y sont toujours implicitement résolues. Une œuvre d'art enferme une conception, une interprétation, et, en un certain sens, une création de l'univers : elle est donc, à sa manière, une métaphysique. Théorie puissante, d'où pouvaient sortir également, comme l'événement l'a prouvé, un art romantique idéaliste

et un art romantique réaliste. Tout le monde connaît l'étroite solidarité qui joint l'art grec à la philosophie de Platon et d'Aristote : Schlegel et ses amis ont eu le mérite de sentir et d'expliquer le lien qui unit pareillement l'art du moyen âge et l'art moderne au développement de la pensée humaine depuis le christianisme. Sans doute leurs explications ne sont pas toujours définitives. Ni leur philosophie, ni leur histoire ne sont exemptes d'erreurs. Ils ont trop de mépris pour Locke et trop d'enthousiasme pour Fichte; ils prennent Raphaël pour un fra Angelico et ils croient que l'art gothique est un art allemand. D'autres y regarderont de plus près et avec plus de soin : il faut reconnaître que les premiers romantiques ont montré la voie et donné l'impulsion.

Peu à peu leur influence rayonne : elle se propage de proche en proche, et de l'art elle gagne la philosophie et les sciences. Nous avons vu tout ce que les romantiques doivent à Fichte. A son tour, Schelling est un philosophe romantique, et Hegel, bien qu'il se sépare assez vite de Schelling, conserve cependant la marque évidente de ses relations avec les romantiques. Il reste jusqu'à la fin un adorateur de la beauté classique, et il conçoit la philosophie comme une fusion, « une synthèse, dit-il, de l'esprit antique et de l'esprit moderne. » Mais l'influence romantique se manifeste surtout dans les sciences par le renouvellement des méthodes : dans les sciences de la nature avec les élèves de Schelling, dans les sciences juridiques avec Savigny, dans l'érudition avec les frères Grimm, qui avouaient avoir été conduits par Tieck à l'étude des antiquités allemandes, dans la théologie avec Schleiermacher, dans les sciences historiques enfin, qui se transforment à mesure que s'éveillent le sens du pittoresque, le goût de la couleur locale et des restitutions. Cette extension même nous avertit alors qu'il ne faut pas exagérer l'importance du romantisme allemand. Gardons-nous de le regarder comme une cause essentielle, alors qu'il est plutôt un effet, une partie d'un vaste mouvement, dont les origines sont plus hautes et plus lointaines. Dans ce mouvement, les romantiques allemands représentent surtout la réaction contre l'esprit et les méthodes du XVIIIe siècle. Mais cette réaction a triomphé avec de plus grands qu'eux, comme elle avait commencé, au XVIIIe siècle même, avec le plus grand de tous, avec Rousseau, en qui l'on doit reconnaître, aussi bien en Allemagne qu'en France, l'ancêtre commun de tous les romantiques.

LÉVY-BRUHL.

LA

FRANCE ET LES FRANÇAIS

JUGÉS A L'ÉTRANGER

I. Karl Hillebrand, *Frankreich und die Franzosen in der zweiten Hälfte des XIX Jahrhunderts*. Berlin, 1874. — II. P.-G. Hamerton, *Round my house, notes on rural life in France*, 4e édition. Londres, 1880. — III. P.-G. Hamerton, *French and English*, 2 vol.; Tauchnitz, 1889. — IV. W.-C. Brownell, *French traits, an essay in comparative criticism*. Londres, 1889.

Ce n'est pas une enquête méthodique sur la psychologie de la nation française qui forme le sujet des livres inscrits en tête de cette étude : on y trouvera des impressions d'étrangers après une longue résidence, de simples notes sur les traits qui nous distinguent des Allemands, des Anglais, des Américains, leurs compatriotes. Ces aperçus, exprimés par des Germains sur des Latins, nous laissent entrevoir comment les deux races peuvent s'interpréter et se comprendre.

M. Hamerton est un peintre anglais, marié à une Française. Il s'est fixé durant quelques années dans un de nos pittoresques départemens de l'Est, et il y a observé la vie de province, que si peu de Parisiens connaissent, comme un naturaliste pour qui toutes les classes sociales, toutes les *espèces* semblent également dignes d'attention. Grâce à la méthode anglaise, aux petits faits journaliers réunis avec exactitude, et groupés ensuite selon leurs ressemblances et affinités, *Autour de ma maison* est un de ces livres qui donnent la sensation de la réalité. *Français et Anglais*, du même auteur, comparaison abstraite des vertus des deux peuples, n'offre pas la fraîcheur de son premier ouvrage. M. Brownell, esprit gé-

néralisateur, a vu la France à travers Paris, et Paris à travers New-York. *La France et les Français dans la seconde moitié du XIXe siècle,* par M. Hillebrand, paraissait en Allemagne au lendemain de la guerre. La situation particulière de M. Hillebrand, mort depuis, rendait malaisé d'en parler avec impartialité. C'est lui qui a pénétré le plus avant dans l'esprit de notre société française, de nos institutions et de nos mœurs.

I.

Ces auteurs ont eu soin de se mettre en garde contre l'uniformité apparente qu'implique ce terme géographique, *la France.* Il n'y a que de très petits peuples qui soient homogènes. Contrastes et diversité se rencontrent dans tous les pays. Le climat, le milieu, façonnent diversement les habitans de la plaine et de la montagne, les populations agricoles et marines, les gens du Nord et ceux du Midi. Des traits ineffaçables distinguent entre eux, Bretons, Flamands, Provençaux et Gascons. Malgré la monotonie dont la civilisation industrielle nous menace, des traditions aussi se perpétuent, d'anciennes provinces conservent quelque chose de leur esprit séculaire, que M. Montégut, avec la pénétration du sens historique, évoquait ici même. A quelques lieues de distance, une petite ville manufacturière, démocratique et radicale, grandit à côté d'une autre ville où ces idées modernes sont ignorées ou méprisées. Les deux extrêmes peuvent même, comme à Lyon, se trouver en présence. Que de Paris enfin dans Paris !

Comme elle est dans l'espace, cette variété est aussi dans le temps. Il y a bien une physionomie essentielle de la nature française que les écrivains anciens ont déjà signalée avec une précision lapidaire, mais son caractère principal est la mobilité. Caton l'Ancien dit des Gaulois qu'ils aiment passionnément deux choses, se battre et parler avec finesse : César les décrit variables dans leurs desseins, inconstans dans leurs résolutions et surtout avides de nouveautés ; Flavius Vopisque les proclame la nation la plus turbulente de la terre, toujours impatiente de changer de chef ou de gouvernement; et Tite-Live mentionne leurs alternatives d'enthousiasme facile et de découragement soudain. Tels encore les juge M. Hillebrand au XIXe siècle. Tantôt, dit-il, c'est le prestige éclatant et tantôt la défaite, une égale promptitude à l'exaltation comme à l'abattement et à la tristesse, une participation passionnée à l'état, ou une indifférence désespérée. Pessimisme et optimisme se succèdent dans la vie publique presque sans transition. Légers en politique, prodigues des deniers de l'état, ne suivant que l'impulsion du moment, ces mêmes Français, lorsqu'il s'agit de leurs cir-

constances personnelles, deviennent réfléchis, prudens, économes. Chez eux, superstition et manque de foi, frivolité de mœurs et sens de la famille, rhétorique pompeuse et goût le plus sobre, se rencontrent pareillement. C'est aux Français que s'applique le mieux la définition que donne Montaigne de la nature humaine « ondoyante et diverse. »

Le secret de tant de variations, M. Hillebrand l'a découvert dans l'opposition directe de notre tempérament infiniment excitable et de notre intelligence claire et lucide.

Notre goût de l'ordre, cette lumière de l'esprit, de la netteté, de la précision se révèle dans notre langue de plein soleil, qui écarte les ambiguïtés, les faux-fuyans, qui est la langue même des contrats et des traités. Mais cette clarté même parfois nous égare; parce qu'elle est dans nos idées, nous sommes tentés de croire que la logique est dans la nature, et de conclure avec Descartes *que toutes les choses clairement conçues sont vraies.* Il faut vaincre ces dispositions de l'entendement si l'on veut pénétrer les problèmes de la vie. M. Brownell s'autorise sur ce point des critiques de M. Doudan, de M. Taine, qui a si puissamment réagi contre le rationalisme classique. « Nous ne pouvons, écrit M. Doudan, nous accommoder d'idées vagues, et l'homme qui n'a que des idées claires ne découvrira jamais rien. » — « Le Français, dit de même M. Renan, ne veut exprimer que des choses claires; or les lois les plus importantes, celles qui tiennent aux transformations de la vie, ne sont pas claires; on les voit dans une sorte de demi-jour. C'est ainsi qu'après avoir aperçu la première les vérités qu'on appelle maintenant le darwinisme, la France a été la dernière à s'y rallier. » Ce même penchant rationaliste, d'après M. Brownell, incline nos romanciers à peindre les caractères non pas complexes, illogiques, comme ils apparaissent dans la réalité, mais simples, ne se démentant presque jamais. C'est surtout en politique que la méthode rationaliste présente le plus d'inconvéniens, car elle s'exerce sur la matière vivante, elle cherche à fondre l'état et la société dans le moule de ses constructions idéales, sans tenir compte des intérêts de tout ordre, et au mépris de l'expérience traditionnelle. Le danger du rationalisme devient extrême, lorsque ce genre d'esprit se joint à l'*Erregbarkeit*, à cette irritabilité française, comme l'appelle M. Hillebrand, qui nous engage si promptement dans les aventures, nous pousse à tout renverser, avec la certitude d'édifier aisément sur table rase avec plus de symétrie et de logique, et qui a donné à la révolution française son double aspect de rationalisme et de sauvagerie, de déesse Raison et de Guillotine.

Après le rationalisme et l'excitabilité, c'est notre instinct social qui frappe les Anglais, les Allemands, les Américains du Nord, si

flegmatiques et individualistes, si aisément éloignés de leurs semblables par les moindres divergences, ne s'associant que par groupes restreints, contrairement aux Français, êtres sociables par excellence, soumis à toutes les influences de l'opinion et de la mode, divisés sans doute comme partis, mais étroitement unis comme peuple, et enserrés dans le réseau d'une centralisation excessive.

Telles sont, d'après M. Hillebrand et M. Brownell, les facultés maîtresses, dont nous allons suivre l'influence déterminante sur la religion, l'éducation, la famille, les mœurs sociales, l'art et la vie publique.

II.

Rien n'accuse mieux les dissemblances entre nations que la nature du sentiment religieux propre à chacune d'elles. Les dispositions natives contribuent à modeler les idées religieuses, qui réagissent à leur tour. Un peuple se forme sa religion comme la tortue fabrique sa carapace. Arrivée à l'âge adulte, la tortue, pour peu qu'elle soit douée, s'apercevra que sa carapace la ralentit; mais comment s'en délivrer? Sa structure détermine sa manière d'agir.

Considérez en Angleterre le puritanisme. Sorti de la vie même du peuple, à un moment de son histoire, il en a transformé les habitudes morales. De la joyeuse Angleterre, comme l'appelait Shakspeare, il a fait une nation sévère et rigide. Ce pli qu'il a laissé à la classe moyenne n'est pas encore effacé. Or qu'est-ce que le puritanisme? M. Brownell le définit : « L'excès de l'esprit individuel, manifesté par l'éducation de la conscience. » En d'autres termes, c'est l'exaltation de l'individualisme dans la sphère morale.

La France, au contraire, d'après M. Brownell, a conservé le catholicisme parce qu'il est l'expression de l'instinct social. Les liens des fidèles avec leur église sont bien plus resserrés que dans les pays protestans. Par la confession, par la fréquence de ses rites, l'église, confidente, directrice et consolatrice, prend charge entière du domaine de la conscience. « Comme la conscience est la source la plus élevée des actions humaines, dans la mesure même où l'individu se résigne à mettre cette charge en d'autres mains, il place en dehors de lui le vrai sens de sa nature morale, » son individualité tend à s'effacer, son initiative personnelle à s'alanguir. Au contraire, ses rapports avec autrui deviennent plus sensibles et plus importans : de là son respect pour l'opinion, son souci de se mettre en harmonie avec son milieu, son zèle à remplir des devoirs sociaux. L'homme qui n'a d'autre guide que la conscience devient aisément la proie du doute, de l'anxiété, sa conduite peut être, par suite, hésitante, incertaine ; le catholicisme implique, au contraire,

soumission à une tutelle extérieure, à une règle précise : il est plus aisé de s'y conformer. — Toute morale française est en une certaine mesure une morale sociale. Détaché de l'église, le Français a pour le diriger dans la vie une autre religion, l'honneur. Le code de l'honneur est également simple, car la société, qui l'a créé et qui l'impose, sait ce qu'elle estime et ce qu'elle méprise ; tandis que le devoir est souvent obscur. Le connaître semble parfois plus malaisé que de l'accomplir.

De même qu'il favorise l'individualisme moral, le protestantisme, avec sa multitude de sectes, offrant un *minimum* de religion, se concilie plus aisément avec l'individualisme intellectuel, s'adapte d'une façon plus souple à l'évolution de la pensée moderne. L'anglicanisme philosophique, dont M. Hamerton cite de curieux exemples, ne garde de la religion que le nom et la forme (et les gros traitemens), et s'associe à la liberté mentale la plus absolue, aux derniers résultats de l'exégèse, à la parfaite indifférence au dogme. Imaginez des *clergymen*, pour qui l'existence d'une deité consciente et pensante semble fort douteuse et la survivance au-delà du tombeau un pur rêve, qui prétendent concilier la religiosité et la liberté d'examen, qui unissent l'agnosticisme philosophique à la morale chrétienne et n'ont conservé que le parfum du vase vide. Rien d'analogue dans le catholicisme. Les opinions personnelles en matière de dogme ne sont pas tolérées chez le laïque, ni la moindre dissidence chez le prêtre, plus tourné vers la direction des consciences et la charité que vers la culture intellectuelle. L'organisation des œuvres pratiques, des institutions charitables, est une des plus belles pages du catholicisme contemporain et compense le peu d'activité qu'il développe dans le domaine de la pensée.

En matière politique, enfin, bien que la France soit devenue depuis un siècle le théâtre de la lutte ardente entre l'esprit sacerdotal et l'esprit laïque, en réalité, l'Église catholique, qui continuait les traditions despotiques de la Rome païenne, n'a pas été sans influence sur l'État moderne, qui se tourne aujourd'hui contre elle. La révolution, par son infaillibilité, son intolérance, sa centralisation, son zèle à établir en France l'unité de pensée et l'unité de dogme, ses visées universelles, se rapproche, d'après M. Hillebrand, du catholicisme, qu'elle prétend anéantir. La domination, la tutelle excessive de l'État, substituée à celle de l'Église, ne favorise guère l'initiative individuelle, le sentiment de l'indépendance, le libre développement de l'énergie personnelle, et un peuple vaut ce que valent les individus qui le composent.

La religion romaine ne convient plus qu'à une partie du peuple français. Parmi ses fidèles, s'il faut en croire M. Hamerton, il en est dont l'adhésion est purement extérieure, tient à la mode et au

bon ton, à la décence et à la pompe que l'Église prête seule aux circonstances solennelles de la vie : naissance, mariage et mort, dans une société civile misérablement dépourvue d'éclat. Chez ceux mêmes dont la pratique est plus assidue, elle se concilie avec une sorte d'épicurisme doux et tempéré. L'ascétisme qu'elle a organisé dans son sein, l'Église n'a jamais pu l'imposer à la société. En France, comme en Angleterre, les hautes classes, qui vivent dans le confort et dans le luxe, sont celles qui se piquent le plus de suivre la doctrine de Jésus, toute de renoncement et de simplicité de vie. Les femmes surtout sont attachées à l'Église, qui leur prodigue ses consolations, ses trésors d'indulgence. Elles voient le monde à travers ses vitraux colorés. M. Hamerton est étonné de l'importance d'un évêque dans son diocèse, des titres de prince du sang, *monseigneur, Votre Grandeur*, qu'on lui donne, des honneurs qu'on lui prodigue; c'est la seule autorité morale encore debout, le seul représentant d'une institution auguste et d'une tradition sacrée.

L'éducation, non moins que la religion, présente en France des caractères très tranchés, lorsqu'on la compare aux habitudes anglaises et germaniques. Les jeunes gens de la classe moyenne sont élevés dans les lycées, ces tristes geôles de la jeunesse captive. La direction morale y est à peu près nulle. « Elle se borne, en réalité, écrit M. Hillebrand, à soumettre tous les élèves à une égale discipline, à demi militaire, à demi claustrale. Il n'est pas jusqu'à l'uniforme du collège qui n'indique que le soin de l'individualité vivante est le moindre souci des éducateurs. » La seule éducation réelle, c'est celle que les jeunes gens se donnent les uns aux autres. Ils se forment entre eux le caractère ou le dépravent. Joignez à cela les conditions défavorables qui résultent du séjour des grandes villes. « Déjà, dit M. Hamerton, les médecins distinguent (chez les jeunes gens) un type à l'esprit aiguisé et sarcastique, d'une infériorité physique visible, » pur produit de l'éducation parisienne. Après avoir passé nombre d'examens, fait choix d'une carrière, le jeune homme, vers trente ans, songe à fonder une famille, à se mettre à la recherche d'une union convenable. Mais il importe, au préalable, qu'il connaisse la vie, qu'il ait fait les expériences dangereuses et comme épuisé sa curiosité : la maxime *Il faut que jeunesse se passe* a été élevée en France, d'après M. Hillebrand, à la hauteur d'un principe moral.

M. Hamerton a observé avec étonnement l'éducation provinciale de la jeune fille de bonne famille, fort différente de celle des jeunes filles déjà mondaines que l'on rencontre à Paris. Le principe dominant, c'est que l'atmosphère morale de cette éducation ne saurait être trop innocente, trop vertueuse, trop religieuse. Pas un

seul livre qui n'ait été examiné ne tombera entre ses mains; l'histoire même est expurgée, comme toute notion d'art et de science. Elle n'aura, pour ainsi dire, d'opinions personnelles sur quoi que ce soit; elle vit au milieu des siens, joyeuse, obéissante, cordiale. Peu de distractions, beaucoup d'exercices de piété. L'entrée au couvent en est parfois la conséquence (1). « Toute jeune fille bien élevée éprouve des accès de saint enthousiasme où elle considère le cloître comme la vocation la plus haute, » et il suffit souvent d'un rien, d'un nuage, d'une déception pour décider si elle sera mondaine ou carmélite. Il en est qui consentent au mariage par soumission à leurs parens; mais alors, c'est le prêtre et non le mari qui reste le confident des peines et des pensées secrètes. Toutes, assurément, ne reçoivent pas une éducation aussi religieuse; mais on les maintient dans cette innocence, elles n'ont aucune liberté, elles ne sortent pas qu'on ne les accompagne. L'appréhension des parens, c'est que, livrée à elle-même, leur fille ne fasse quelque sot et fâcheux mariage. — Quel contraste avec l'indépendance des jeunes Anglaises et Américaines, dont la préoccupation constante est de s'emparer de l'imagination d'un homme, de conquérir un mari! En France, il n'y a que dans la classe des paysans et des ouvriers où les jeunes filles aient autant de liberté qu'en Angleterre, en Amérique ou en Allemagne. Si les romanciers français choisissent l'adultère comme sujet de prédilection, M. Hamerton ne l'attribue nullement à sa fréquence, mais uniquement à ce fait qu'il est interdit aux jeunes filles françaises d'éprouver avant le mariage la moindre velléité d'attachement de cœur, et qu'elles n'offrent, dès lors, aucun intérêt romanesque.

Dans le mariage français se retrouvent les deux traits dominans de notre caractère, rationalisme et instinct social. « Il n'est ignoré de personne, dira M. Hillebrand, que la famille française est fondée sur le mariage de raison. » D'après M. Brownell, l'individualisme étant inconnu en France, tout y étant organisé en vue de la société et de l'opinion, il serait contraire aux tendances nationales de laisser une institution aussi importante que le mariage entièrement à la fantaisie des personnes intéressées. On se marie, en France, moins pour soi que pour les autres, rarement au-dessus ou au-dessous de sa classe. Les mésalliances inspirées par la passion y sont fort rares. Pendant les vingt années qu'il a vécu en France, M. Hillebrand n'a jamais entendu citer un jeune homme de famille qui ait épousé l'institutrice de sa sœur, ni une jeune fille qui se soit laissé enlever par le précepteur de son frère. « On sait, ajoute-t-il,

(1) Le nombre des femmes engagées dans les ordres monastiques a doublé en France depuis un siècle.

que de pareils faits se produisent presque journellement dans les pays de race germanique, sans parler d'extravagances plus grandes encore en Angleterre. » M. Hamerton considère le mariage français comme une alliance entre deux positions sociales plutôt qu'entre deux personnes. On pourrait le définir un acte notarié suivi d'une marche nuptiale. Non que les Français soient précisément des coureurs de dot; mais les considérations de fortune pèsent pour eux d'un grand poids.

Dès lors il importe peu que les personnes se connaissent avant de s'épouser. Il y a même à cela de très grands obstacles. M. Hamerton remarque que, dans la bonne société de province, « les règles pour les préliminaires du mariage sont aussi sévères que celles qui imposent l'observation du dimanche en Angleterre ou en Écosse. » La conclusion humoristique des exemples qu'il cite, c'est que l'idéal serait de demander la main d'une personne qu'on n'a jamais vue. Ils se sont rencontrés peut-être pour la première fois un mois avant de se rendre à la mairie et à l'autel. Les découvertes viendront après.

Ces découvertes seront la plupart du temps assez agréables, nos auteurs se plaisent à le constater. Élevée comme nous l'avons vu, la jeune fille, selon les probabilités, deviendra une femme fidèle, ordonnée, attachée à ses devoirs. Le mariage de convenance n'exclut même pas l'idée d'amour. » Au témoignage de M. Hillebrand, « la plupart des mariages français sont plus heureux que nos mariages d'inclination. »

Une telle conception du mariage a pour conséquence logique l'indissolubilité : « Le mariage allemand, étant fondé sur l'inclination, doit cesser lorsque l'inclination cesse. A une conscience délicate il peut même paraître coupable s'il survit à l'inclination. » Le mariage français est au contraire une institution purement civile et sociale, dans laquelle sont placés les intérêts de tiers mineurs, et qui, en tant que garantie d'ordre public, ne devrait pas être touchée. L'extrême facilité du divorce, qui existe en Amérique, est sévèrement jugée par M. Brownell comme l'abandon d'une des conquêtes les plus précieuses de la civilisation sur l'anarchie originelle.

La famille une fois constituée, un autre trait caractéristique de nos mœurs françaises, c'est le petit nombre des enfans dans la classe moyenne et la haute classe : on en compte rarement au-delà de trois. Là encore agit ce rationalisme prudent qui a présidé au mariage, et qui exige maintenant qu'on n'ait pas plus d'enfans qu'on n'en pourrait élever dans la richesse et le bien-être. En limitant la liberté de tester, le code a eu pour conséquence de restreindre la procréation dans les familles aisées. Le père

n'est pas propriétaire, il n'est que le dépositaire de sa fortune; il ne peut en disposer à son gré, déshériter le fils indigne, favoriser au-delà d'une mesure très restreinte le plus méritant. Cette part assurée de l'héritage paternel énerve singulièrement, chez les enfans, l'esprit d'entreprise et d'initiative. L'opposition, à ce point de vue, est extrême entre la France et l'Angleterre, où les filles sont à peine dotées, où les cadets de famille n'ont d'autre patrimoine qu'une bonne éducation et une instruction supérieure, et vont chercher fortune au loin.

M. Hillebrand note encore la tendresse extrême, aveugle, des parens français pour leurs enfans. L'enfant devient le personnage principal de la maison, le seul intérêt, le seul souci. L'éducation de la famille le laisse la plupart du temps livré à toutes ses fantaisies, à tous ses caprices; le collège et l'internat sont destinés à y remédier. Les études terminées, les parens ne se séparent pas de lui volontiers. Les filles ne se marieront pas au loin. Les fils, autant que possible, continueront dans la ville natale les affaires de leur père, ne chercheront pas à émigrer, à se rendre indépendans. La famille germanique, anglaise, américaine, se dissout naturellement par l'émancipation des enfans et la fondation de nouveaux foyers, les liens qui relient les divers membres sont assez faibles et faciles à relâcher : la famille française, au contraire, œuvre de l'intelligence ordonnatrice, organisatrice et sociale, forme une association plus étroite et plus durable. Rien n'est touchant comme l'amour des fils pour leur mère, l'union des frères et des sœurs, des cousins et des cousines, l'assistance et les secours qu'on se prête, les sacrifices à l'honneur du nom, la mémoire, le culte des morts.

III.

Les Français ont l'instinct de la sociabilité développé au plus haut degré, tous nos auteurs sont d'accord sur ce point. Mais il faut distinguer Paris et la province, avec sa vie paisible, un peu somnolente et retirée. La société y est en outre très divisée par les opinions politiques et religieuses; une importance bien plus grande est attachée à la situation extérieure qu'à la culture d'esprit; les sexes vivent très séparés. Les dames de province, surtout excellentes ménagères, évoquent aux yeux de M. Hamerton le gracieux tableau de Murillo, où l'on voit des anges occupés à la cuisine. Elles ont le goût de la propreté et de l'ordre. « Aucune jeune bourgeoise, dit M. Hillebrand, ne porterait la soie mince, le linge douteux, la chaussure éculée d'une baronne allemande. » Mais ce n'est plus l'élégance parisienne : « Il faut connaître la pro-

vince, ses académies, ses jockey-clubs, ses filles entretenues, son journalisme, si l'on veut se rendre compte que les Français sont pourtant susceptibles d'une certaine lourdeur. »

M. Hamerton a su esquisser avec l'humour d'un peintre de genre la vie d'une petite ville de province aisée, avec son tribunal, sa sous-préfecture, le vrai cadre d'une vie de philosophe par la simplicité des habitudes, la modération des désirs. Mais cette vie se résume ainsi : bonne chère et commérages, curiosité microscopique, grande paresse intellectuelle, perte de temps effroyable en flâneries, ignorance extrême des autres pays, des langues, des voyages, de tout ce qui dépasse l'horizon borné, et, aux yeux d'un moraliste sévère, absence complète de tout noble effort.

Ce qu'il y a surtout de notable dans la vie de province, c'est l'économie. On songe aux enfans, à la dot des filles. Il est rare qu'on dépense son revenu. La fortune financière de la France repose sur l'épargne, comme celle de l'Angleterre et de l'Amérique sur l'extension des besoins, qui exige un double travail et une double production. Les Anglais et les Américains ne sont pas aussi prudens que les Français, pas aussi capables de limiter leurs désirs, d'accepter de modestes positions avec contentement. Gagner énormément d'argent, pour le dépenser souvent d'une façon extravagante, c'est là où tendent toutes les pensées, toutes les actions. Le bien-être que les Français cherchent à s'assurer par l'exercice continu de l'épargne, les Anglais, les Américains se le procurent par l'esprit d'entreprise, puissant stimulant à l'initiative de l'individu, à l'expansion coloniale.

Il n'y a qu'un *far-west* où les Français aient le goût d'émigrer, où tous ceux qui ont courage, énergie, talent, viennent chercher fortune, mais où l'on ne trouve ni terrains à distribuer, ni vastes territoires libres; ce far-west, c'est Paris. Là, dans la concurrence acharnée, dans la poussée effroyable, il faut se faire sa place au soleil, conquérir la notoriété, la richesse et la mode. Là que d'illusions déçues, de rêves envolés! que d'amertumes, que de désespoirs, que de soifs de vengeance dans l'énorme ville, gloire du pays qu'elle a parfois menacé de ruine!

Si vous ne regardez que les sommets de la société, l'instinct social, dont parle sans cesse M. Brownell, s'y épanouit dans toute sa fleur. « Nature et culture, dit de même M. Hillebrand, ont fait du Français l'être le plus achevé que l'humanité connaisse. » Il possède toutes les qualités qui rendent la vie élégante et facile : gaîté d'esprit, philosophie enjouée, contraire à la morosité habituelle des Septentrionaux, besoin d'une perpétuelle excitation du dehors, large tolérance pour les idées et pour les personnes, relations aisées, égoïsme tempéré, amour-propre qui veut plaire

plutôt que s'imposer, et se tourne en amabilité, amitié discrète, sans trop d'intimité, qui fait ouvrir le salon, non la maison, car une amitié exclusive nuirait à la sociabilité; bref, une facilité de relations également éloignée de la raideur britannique, de la morgue allemande, de l'obséquiosité italienne, de la rudesse américaine. L'Allemand, tel que le peint M. Hillebrand, est grossier, susceptible, d'un abord peu agréable, parfois même intraitable en sa pédanterie lourde, ou bien d'une familiarité indiscrète, d'une franchise qui, sous prétexte de sincérité, consiste à dire des choses désagréables. Non-seulement le Français se garde de blesser son prochain, mais il ne peut s'empêcher de le caresser, même aux dépens de la vérité. La parfaite sincérité et le désir de plaire sont inconciliables. Les Anglais, d'après M. Hamerton, se montrent peut-être plus sincères; leur hypocrisie s'exerce surtout en matière religieuse. En France, la société doit au léger mensonge beaucoup de sa douceur.

Les femmes françaises font le charme de la vie sociale. M. Hillebrand refuse aux Allemandes la grâce, la dignité ; elles lui paraissent à la fois gauches et sentimentales. M. Hamerton reproche aux Anglaises leur puritanisme anguleux. Les Américaines, d'après M. Brownell, se conduisent presque en rivales de l'homme, dans la lutte pour la vie; elles regrettent leur infériorité, aspirent aux vertus masculines, dominent leurs émotions et leurs sentimens. Les Parisiennes au contraire, telles que les jugent nos trois auteurs, restent femmes et n'ont rien perdu de leur influence. Elles savent régner dans un salon, se procurer des relations flatteuses et utiles, éveiller perpétuellement l'intérêt. Un peu frivoles peut-être, s'il s'agit de religion, de morale, de constance ou de sensibilité, — elles apportent à la coquetterie, à la toilette, le plus grand sérieux. Elles s'entendent à faire valoir leurs avantages, un joli pied, une voix agréable. Mais leur coquetterie est plus innocente qu'on ne le suppose; en tout cas, le désir d'être préférée semble plus naturel que le contraire. Jamais elles ne se résignent à vieillir.

M. Brownell ne peut assez admirer la conversation, la gaîté, la malice raffinée d'un salon parisien. La France, où s'est fondé l'ordre des silencieux trappistes, représente aux étrangers la nation jaseuse par excellence. Cette conversation parisienne les étonne comme quelque chose d'unique. Glisser légèrement sans appuyer, s'arrêter sur la pente d'un développement qui exigerait trop d'attention, tournerait au monologue et finirait par ennuyer, passer des idées les plus générales aux plus gracieuses médisances, railler et complimenter, élever des idoles pour les cribler de traits moqueurs, voilà qui est parisien. Quelle dépense, dans nos salons, d'esprit délicat, sans autre avantage que l'amusement de l'heure présente!

Mais que reste-t-il de la fusée brillante et rapide une fois tirée, de la bulle de savon irisée qui éclate au premier souffle?

Une manière d'être, inséparable de toute vie sociale, c'est la vanité. On se recherche, on s'assemble par désir de gagner l'approbation, de faire effet, de « montrer soi supérieur. » Cette pénétration si fine et si aiguisée des ridicules de chacun, n'est-ce point en fin de compte une façon indirecte de se rendre secrètement hommage à soi-même? Aussi notre passion d'égalité, inscrite et proclamée sur tous nos monumens, semble-t-elle à M. Hillebrand singulièrement ironique, quand il voit quelle considération, quelle recherche, quelle envie s'attachent aux distinctions de tout ordre, particules, croix, dignités académiques, etc. On les sollicite passionnément, car les honneurs ne viennent pas d'ordinaire trouver le mérite silencieux, comme dit Hamlet. Pour nos talens, nos vertus et nos vices, il nous faut la galerie. Si nous défendons notre honneur, il importe que les journaux citent nos noms et les témoins du duel. Il n'est pas jusqu'au criminel qui, du fond de sa cellule, ne se préoccupe de la presse. « Rien, dit Voltaire, n'est aussi désagréable que d'être pendu obscurément. »

Beaucoup de vie sociale a pour conséquence peu de vie personnelle intime et profonde : dans la proportion même où l'une se développe, l'autre se restreint et s'atrophie. Allemands et Anglais prétendent que les Français vivent pour le présent, la mode, l'actualité, le désir de plaire, beaucoup plus que pour eux-mêmes. L'individu a moins d'importance que n'en ont les relations des individus entre eux. On se demande, non « Qui êtes-vous? » mais « Qui connaissez-vous? » C'est moins par l'énergie individuelle que par ses relations, que l'on se pousse très avant dans le monde, par l'intelligence du milieu social, l'art avec lequel on se concilie la bienveillance, l'approbation, l'estime autour de soi. Dès lors, la lutte pour la vie ne présente pas cette rudesse, cette âpreté, cette sécheresse, que lui donne l'individualisme à outrance des Américains. Cet individualisme, écrit M. Brownell, nous a débarrassés du despotisme politique et du despotisme social qui règne en Angleterre; nous lui devons nos opinions, nos religions individuelles, mais nous ne sommes pour ainsi dire que des individus sans individualité, tous absorbés par une occupation identique, les affaires et les entreprises. Notre société américaine est encore à l'état de chaos. En nous donnant l'homme, elle nous a privés du milieu qui le forme et l'affine. A Paris, au contraire, sous l'uniformité extérieure et les manières impersonnelles, on discerne bien vite une étonnante variété de mondes et de milieux.

Un dernier trait de notre société parisienne, que soulignent M. Hamerton et M. Brownell, c'est l'esprit positif, l'absence d'en-

thousiasme, un certain penchant à l'ironie, au persiflage universel. Les Français, d'après M. Hamerton, semblent moins disposés que les Anglais aux sentimens de respect et de mépris, ils considèrent d'habitude le monde avec une indifférence plus aisée, ils ne vénèrent pas beaucoup quoi que ce soit ou qui que ce soit, mais ils sont prompts à reconnaître les qualités et les mérites des gens et des choses. Ils subordonnent, d'après M. Brownell, leur sensibilité à leur intelligence. Le modèle de bon goût et de bon ton, c'est Philinte qui veut que l'on soit sage avec sobriété. Même en amour, où l'Italien est passionné, l'Allemand sentimental, l'Anglais sérieux, le Français se montre peut-être plus spirituel que sincèrement ému. Il n'est pas jusqu'au dévergondage qui ne soit modéré par le rationalisme. Mme Cardinal, en mère pleine de sens, exige que ses filles gardent toujours le sentiment des convenances. Si l'on excepte le naturel méridional, il y a une tempérance générale dans les discours, les gestes, les habitudes. Rien de cette ivrognerie, de cette gloutonnerie, si fréquentes en Allemagne et en Angleterre. En somme, un caractère raisonnable, peu favorable à l'exaltation. M. Brownell cite à l'appui de sa thèse M. Taine, qui compare les Parisiens aux Athéniens; et Victor Hugo, lorsqu'il écrit avec son emphase habituelle: « Paris a été trempé dans le bon sens, ce Styx qui ne laisse pas passer les ombres. »

IV.

C'est dans notre art que les critiques étrangers cherchent le reflet de nos mœurs et de notre esprit. Il n'y a pas de nation, remarquent-ils, où les artistes vivent plus rapprochés de la société, forment moins une classe à part, pensent plus au public, pour accepter ses goûts ou pour lui imposer les leurs. Joseph Prudhomme a consacré par un axiome le prestige dont les artistes jouissent dans la société parisienne : « La seule aristocratie est l'aristocratie du talent. » L'art participe à la *sainteté* que le rang et la richesse obtiennent seuls en Angleterre. Notre littérature, ainsi pénétrée de vie sociale, ne répand pas cette odeur de mansarde, de bibliothèque, d'atelier ou d'école que M. Hillebrand trouve si désagréable à respirer dans la littérature allemande.

De tous nos genres, le plus original, ou du moins celui que nous avons poussé à son plus parfait développement, c'est la comédie. Addison qualifie en ce sens la France de nation comique, et Henri Heine nous désigne irrévérencieusement comme « les comédiens ordinaires du bon Dieu. » Pas de comédie sans vie de société; aussi serait-on fort en peine de citer une pièce passable dans tous les ouvrages classiques de l'Allemagne : leur ironie est com-

mune ou basse, ou trop amère, leur satire tourne à la farce. Chez nous, au contraire, de Molière à notre temps, quelle abondance d'auteurs, quelle fécondité, quelle variété d'observation, quelle vivacité du dialogue, quelles vues légères sur le monde, quelle intuition des ridicules, quelle expression claire et profonde de notre instinct social et mondain ! Rien n'est plus apprécié, plus exporté, que notre littérature dramatique, de Stockholm à Séville, de Londres à Odessa, de New-York à Buenos-Ayres.

Il en est de même de nos romans. Mais des juges exigeans, tels que M. Brownell, trouvent que nos romanciers créent des caractères trop simples, trop logiques, soit que les modèles eux-mêmes manquent de complexité, soit que l'intelligence rationaliste de l'auteur recule devant la peinture « de quelque chose d'aussi peu systématique, d'aussi vague dans ses contours, d'aussi changeant, d'aussi discordant qu'un caractère réel, » avec ses alternatives de sécheresse et de ferveur, les mouvemens inconsciens, l'obscurité et l'imprévu qui sont au fond de chacun de nous. Souvenez-vous des personnages de Tourguénef et de Tolstoï, ou bien comparez Alceste à Hamlet ou à Faust. Comme la figure d'Alceste se découpe nette et arrêtée, semblable à un profil de médaille ! Faust et Hamlet se perdent comme des fantômes dans le crépuscule et dans la nuit. Ils échappent à notre analyse. Nous ne pouvons leur donner qu'un long commentaire de rêveries.

La rêverie, la sensibilité profonde et, pour tout dire, la poésie, voilà ce que nous refuse M. Brownell, et cela à cause de l'excès même de notre civilisation. « A mesure que la civilisation avance, la poésie décline, » remarque Macaulay. Il est certain qu'aucune œuvre n'égalera jamais la Bible, Homère, fruits de la barbarie au contact d'une civilisation naissante. D'après l'auteur américain, nous sommes trop impersonnels, trop livrés à la vie sociale pour sentir et créer des œuvres poétiques. La sensibilité ne s'exalte que dans la solitude, au spectacle du sublime, qu'inspire la grande nature. C'est ce qui faisait dire à Stendhal qu'une haute chaîne de montagnes aux pics neigeux, à l'horizon de Paris, eût changé toute la littérature française. Notre sensibilité poétique nous vient du Léman avec Rousseau, des tropiques avec Bernardin de Saint-Pierre, de la forêt germanique avec Goethe, de la plaine russe avec Tolstoï. — Ainsi présentée, la thèse de M. Brownell paraîtra beaucoup trop systématique. Un critique anglais en a fait la remarque dans l'*Athenæum ;* son appréciation du caractère français rappelle la définition du caractère normand que donne M. Anatole France, à propos de M. Guy de Maupassant, « plein de ferme et haute raison, point rêveur, peu curieux des choses d'outre-tombe. »

Elle ne saurait convenir à l'esprit religieux du Breton, par exemple. Bien des courans ont sillonné la France en sens contraire depuis un siècle ; esprit guerrier du premier empire, lyrisme religieux de la Restauration, enthousiasme romantique de 1830, esprit positif du second Empire, pessimisme après nos défaites. Qui refuserait la personnalité intense et la vie intérieure à un Alfred de Vigny, à un Sully-Prudhomme, la sensibilité féminine presque maladive à un Michelet, la religiosité naïve à un Millet, le sens de la nature à notre école de paysagistes? Tout au plus pourrait-on soutenir que nous goûtons ces émotions chez nos peintres et nos poètes moins par affinité que par contraste avec l'aridité de nos cœurs, desséchés par la vie mondaine.

Accessibles à la poésie, à nos heures propices et attendries, nous formons surtout, dans notre élite, une race d'artistes achevés. M. Brownell, M. Hillebrand, nous accordent sans conteste le goût, le sens de la forme et de l'élégance, par lequel nous nous rattachons étroitement à la renaissance italienne. Cette divinité multiple et confuse qu'on appelle la nature nous a doués du génie plastique, comme les Allemands du génie musical. Notre sculpture française reste sans rivale. Nous n'admettons pour chef-d'œuvre, dans tous les genres, que les œuvres d'une exécution achevée. Les intentions les plus élevées, les conceptions les plus profondes, dont, par exemple, les historiens de la littérature allemande font tant de cas chez leurs classiques, ne comptent pas pour nous, sans la perfection de la forme. Créer et inventer ne sauraient nous suffire, nous voulons construire et ordonner. Le style est en France une religion qui a eu jusqu'à des martyrs (1).

Il est enfin un argument que les étrangers sont assez disposés à tirer de notre art français pour formuler des conclusions défavorables à notre moralité. Rien, assurément, n'est difficile à apprécier comme la moralité d'une société prise dans son ensemble. Les documens officiels renseignent d'une manière insuffisante sur les habitudes clandestines. Mais un signe assez probant, ce sont les sujets traités par les romanciers, bons observateurs d'ordinaire, et le goût du public pour ces sujets-là. Jugez donc les mœurs anglaises d'après la décence extrême de sa littérature romanesque. Les écrivains tudesques se croiraient déshonorés s'ils cherchaient à amuser leurs lecteurs. Au contraire, les écrivains français se sont attribué le monopole d'une certaine littérature que déjà Goethe jugeait sévèrement : il accorde à nos auteurs la clarté, la grâce, l'art de persuader et de plaire, mais il leur refuse « principes et piété. » —

(1) Gustave Flaubert.

M. Matthew Arnold va plus loin encore : il ne voit en France que *des sectateurs de la déesse Lubricité.*

M. Hillebrand, M. Hamerton, M. Brownell, sont unanimes à combattre un préjugé si ridicule. C'est, disent-ils, banalité de mauvais goût chez les Allemands et les Anglais, que cette dépréciation des mœurs françaises. Ce n'est pas toujours la société que peignent les gens de lettres, c'est souvent aussi leur société, ce qui est un peu différent. M. Hamerton nous a déjà expliqué pourquoi les Français, dans les romans, ne se livrent à d'autre occupation que de courtiser la femme de leurs voisins ou de leurs amis ; c'est que la sévérité de l'éducation des jeunes filles et la rigidité des préliminaires du mariage ne laissent aucune place aux histoires d'amour innocentes et intéressantes ; le romancier aux abois n'a d'autre refuge que l'adultère. D'ailleurs, le reproche d'immoralité s'adresse en ce cas à tout le public d'Europe et d'Amérique, car, avec les classiques grecs et latins, les romans français forment la plus cosmopolite des littératures. Originaux et traductions se débitent à Londres par milliers, et les revues morales, telles que le *Saturday Review*, reprochent aux jeunes mariées d'en faire leurs livres de chevet. Nous nous fournissons abondamment chez les Anglais de livres décens et nous offrons en échange aux lectrices d'outre-Manche nos livres d'une saveur plus accentuée, dont elles se montrent très friandes.

Le décorum anglais est plein de contradictions, d'anomalies bizarres. M. Hamerton observe que les cas d'immoralité dans la société anglaise, révélés par les journaux, au cours des procès en divorce, jusque dans les détails les plus crus et dans les termes les moins voilés, suffiraient chaque année à approvisionner largement toute une école naturaliste qui ne le cèderait en rien à la nôtre. Cette publicité, autorisée en Angleterre, sans doute dans le dessein honnête d'effrayer par l'exemple et d'humilier les coupables, est interdite en France. En sorte que les Français tolèrent certains récits scabreux, pourvu qu'ils soient fictifs, tandis que les Anglais ne les autorisent et ne les acceptent qu'à la condition qu'ils soient réels.

D'après M. Hamerton, la moralité de la France et de l'Angleterre diffèrent peu. Les mœurs de la haute société riche et oisive se ressemblent à peu près en tout pays. L'opinion leur est indulgente, pourvu que les apparences soient sauves. Les jeunes filles, ici et là, ne sont même pas effleurées par le soupçon. Le clergé anglais et le clergé français, privé pourtant de la sauvegarde du mariage, jouissent d'une réputation très honorable. Peut-être le séjour des petites villes, les exercices physiques, la vie en associations, détournent-ils mieux les jeunes gens d'Oxford et de Heidelberg de la ga-

lanterie facile. Les deux pays souffrent également de certaines plaies. Londres a son défilé nocturne, et même, s'il faut en croire les médecins alarmistes, un mal secret met en péril l'armée anglaise et la défense nationale. Mais la pruderie des Anglais résiste à toute évidence. Ils ont gardé de leurs ancêtres puritains ce trait d'associer leur orgueil national à leur moralité, tandis que les Français l'associent à la générosité, au courage, au point d'honneur, mais nullement à la sévérité de mœurs, hormis dans la vie religieuse.

V.

Toutes les qualités privées des Français, d'après nos auteurs, sont éminemment de nature sociale. Ils ont l'esprit, la grâce, ils se montrent aimables, secourables, sobres, modérés, économes, consciencieux, honnêtes. Comment expliquer que tant de qualités ne rejaillissent pas sur la vie politique et l'organisation de l'État, que ces mêmes hommes, si prudens lorsqu'il s'agit d'eux-mêmes, pour qui les actes les plus importans de la vie privée, vocation, mariage, accroissement de famille, gestion de fortune, sont œuvre de réflexion et de sagesse, que ces mêmes hommes mettent la légèreté la plus frivole et parfois la plus coupable dans la gestion des affaires publiques, à la fois frondeurs et routiniers, prêts à se jeter ou à se laisser entraîner dans les guerres ou les aventures? A cette question qu'il s'est posée, M. Hillebrand a déjà répondu que la clef de cette contradiction singulière se trouve dans le contraste de nos facultés maîtresses, de l'intelligence rationaliste, du tempérament excitable, de l'instinct social enfin, qui étouffe l'individualisme et laisse, aux jours de crise et de tempête, les meilleurs d'entre les Français sans résistance et sans boussole.

Le trait qui distingue le plus profondément la conception politique des Français de celle de l'Angleterre, c'est que, plus que tout autre peuple, ils ont appliqué le rationalisme à la construction de l'État moderne. On ne peut nier que le rationalisme n'ait eu ses effets bienfaisans. Mais s'il a été salutaire, c'est qu'il s'est renfermé, comme en Angleterre, dans son rôle de critique et de réforme, qu'il s'est borné à ouvrir des voies et des éclaircies dans les broussailles du passé. S'il veut fonder, il devient dangereux, car il n'y a de créations utiles que celles qui correspondent à des intérêts, à des besoins, à des habitudes permanentes. En France, ce sont les idées politiques abstraites qui sont devenues des intérêts (1).

(1) K. Hillebrand, *la France et les Français* (*passim*). Nous résumons de même, sans la critiquer, la pensée de l'auteur dans les lignes qui suivent.

L'idée dominante de la révolution, comme l'ont démontré de Maistre, Tocqueville et M. Taine, c'est le rationalisme, c'est cette conception plate et mécanique du siècle dernier, d'après laquelle une constitution, une langue, une œuvre d'art, une religion, sont choses volontaires et réfléchies, créées pour l'expédient, l'opportunité, et construites de toutes pièces sur table rase. C'est un fruit desséché de l'esprit géométrique, absolument fermé à l'idée d'*organisme*, d'évolution naturelle et inconsciente, selon une loi intérieure. L'esprit rationaliste balaie la coutume, la tradition, le préjugé héréditaire, résultat de l'expérience des siècles, les institutions augustes, gages de stabilité, de mouvement sans secousse. Il a tué le loyalisme en France, c'est-à-dire l'ensemble de sentimens sur lesquels repose l'autorité traditionnelle. Cette union étroite du pays et de la dynastie, telle qu'elle existe en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, telle qu'elle se manifestait chez nous sous l'ancien régime, n'existe plus en France, en dehors d'un parti; nous ne la comprenons même plus. Les trois familles qui se sont succédé en France depuis un siècle ont fait de vains efforts pour la faire renaître. Attaquées avec fureur, elles ont été abandonnées avec indifférence au lendemain de leur chute, sauf par un petit nombre de fidèles. Ce sentiment n'est pas agonisant en France, il est bien mort.

La perte du loyalisme a eu pour conséquence l'instabilité, depuis un siècle, qui a coûté à la France tant de biens et tant de sang, et qui se concilie malaisément avec une saine force politique. Le pays a subi trois invasions, changé treize fois de gouvernement. Chaque nouveau régime a eu la prétention de modifier les mœurs publiques, d'accommoder à ses constitutions symétriques la réalité vivante, irrationnelle, irrégulière. Nous passons, aux yeux des étrangers, pour avoir foi aux théories plus qu'à l'expérience, à l'efficacité des formules abstraites, claires, intelligibles, pour des gens pressés d'appliquer l'idéal qu'ils ont conçu. Les phrases, disent-ils, et les mots ont une influence dangereuse sur un peuple si excitable. Ils admirent notre fétichisme pour la grande révolution de 1789; c'est merveille et miracle qu'elle n'ait pas encore conduit la France à sa perte.

Ce qui l'a sauvée, c'est que tous ces changemens, dit M. Hillebrand, ont été de façade et de surface. Ils n'ont pas touché aux pierres fondamentales établies par Napoléon pour y construire sa démocratie césarienne, et, depuis, les révolutions, les dynasties, les républiques et les guerres n'ont pas réussi à ébranler l'édifice. On y a fait quelques modifications, mais il est resté ce qu'il était à peu près en 1804. « Ni Alexandre, ni César, ni Charlemagne, ni Frédéric, n'ont rien exécuté de plus grand que cette œuvre de

législation et d'organisation napoléonienne, esquissée par la Convention et les Cinq-Cents... Si c'est pour le bien ou le mal de la nation, l'avenir le dira... » Code civil, concordat, université, justice, administration, Bonaparte a créé ces organes de la vie publique et de l'État moderne, et la fragilité de ses créations politiques n'a eu d'égale que la durée de ses créations législatives.

Sur ce despotisme administratif, sur cette tutelle qui exclut le *self-government,* nous avons essayé de greffer les institutions parlementaires importées d'Angleterre, le gouvernement des majorités, qui peut dégénérer aisément en oppression quand le pays n'est pas divisé en deux fractions à peu près égales qui se succèdent au pouvoir. Libertés dites parlementaires en haut, despotisme administratif en bas. C'est pourtant cette tutelle et cette routine de l'organisation napoléonienne qui permet à la machine de fonctionner, sans trop d'interruption, à travers les changemens de régime et le désordre des assemblées. En même temps, les vertus de certaines classes « fournissent l'huile. » Non moins que les institutions, ce sont les classes qu'il faut observer, si l'on veut connaître la France nouvelle.

M. Hamerton a fort bien étudié l'aristocratie française, non à Paris, où l'on ne s'occupe guère de vos ancêtres, si vous possédez d'ailleurs esprit, talent, richesse, mais en province, où l'on attache plus de prix aux distinctions sociales. Il croyait, au début, que la noblesse n'avait pas d'importance en France; des personnes mêmes appartenant à cette classe, et qui songeaient à son ancien rôle, le lui avaient dit. Il est revenu bien vite de cette impression première. En France, écrit-il, il y a une aristocratie, au sens propre du mot, comme en Allemagne et en Espagne, tandis qu'en Angleterre il n'y a qu'un *peerage,* qui jouit assurément d'un très grand prestige, mais qui n'est héréditaire que pour le fils aîné, et dont la plupart des descendans deviennent des *commoners.* En dépit de tout ce qu'on a écrit sur l'esprit de caste en Angleterre et l'esprit d'égalité en France, le préjugé féodal est plus fort dans le département français que dans la province anglaise. Il n'y avait pas dans le Lancashire, lorsque M. Hamerton y vivait, hostilité amère entre les classes. Des quatre grandes maisons aristocratiques du pays, deux étaient libérales et deux conservatrices. En France, la particule *de* sépare la province en deux camps, et rien ne prouve mieux sa valeur (1) que la façon dont les Français l'usurpent; dans un voisinage assez restreint, on ne citait pas à M. Ha-

(1) Le *de* n'a pas seulement une valeur d'amour-propre, il a aussi une valeur réelle. M. Hamerton estime qu'il équivaut à une dot d'une centaine de mille francs chez celui qui le possède à juste titre ou autrement, lorsqu'il cherche à se marier.

merton moins d'une cinquantaine de faux nobles. Usurpée, elle donne à la longue autant de considération que si on la possédait légitimement, et on ne la refuse jamais à une personne qui l'inscrit sur sa carte. On s'étonne que les vieilles familles supportent l'intrusion de tant de gentilshommes improvisés ; c'est qu'elles recrutent ainsi des alliés politiques. Le faux noble ne tarde pas à se faire accepter par le zèle de ses opinions orthodoxes, il devient légitimiste fougueux. Un membre de l'aristocratie authentique, au contraire, qui ferait adhésion à la république modérée, passerait pour un transfuge et pour un traître. Le républicain est traité en paria, dans la bonne société de province, comme l'était en Angleterre l'homme irréligieux, toléré aujourd'hui sous le nom d'agnostique. Les idées politiques du hobereau de village se distinguent par leur extrême simplicité, comme sa culture d'esprit : il méprise le commerce et l'industrie, n'estime que la chasse et la carrière militaire, ne comprend du gouvernement que l'autorité d'un chef despotique. Très patriote, très dévoué à l'administration de son département ou de sa commune, il acquiert souvent une influence fort justifiée, mais toute personnelle, toute locale et toujours précaire. Les anciennes fautes de la noblesse française, son attachement chevaleresque à un passé impossible à restaurer, la perte du loyalisme dans le pays, ôtent à cette classe toute chance d'arriver à la domination qu'elle n'a exercée en ce siècle qu'avec Charles X. En vain trente mille prêtres et cent mille dames légitimistes, par leur zèle charitable et leurs œuvres bienfaisantes, s'efforcent de gagner à leur cause les suffrages des paysans. Le sol est resté réfractaire à la semence.

Le chapitre le plus original du livre de M. Hamerton, *Autour de ma maison*, est consacré aux paysans, cette classe immense qui tient, par le bulletin de vote, les destinées de la France entre ses mains calleuses. Combien restreint est le nombre de ceux qui s'occupent de science, d'art, de littérature, en comparaison de ceux qui travaillent aux champs! Artistes, penseurs, savans, sont isolés dans ces masses, comme des nageurs à la surface de l'Océan. On a comparé nos pays civilisés à de vastes Scythies, où dans les ténèbres épaisses, des petits points de culture intellectuelle brillent çà et là. Les habitudes nouvelles, les journaux, les livres, les chemins de fer, rapprochent ces points de lumière, ou du moins font oublier la largeur des intervalles qui les séparent, et les millions de gens qui vivent d'une autre vie. La différence entre le paysan et le bourgeois des villes est certainement plus grande que celle qui sépare les gens cultivés, d'une nation à l'autre. — Ce n'est pas que l'intelligence manque au paysan français, loin de là. — Comparant nos paysans de l'Est à ceux du comté de Kent, par exemple,

M. Hamerton constate la supériorité des premiers. Il ne les peint pas idylliques comme George Sand, ni crapuleux comme Balzac et M. Zola. Il admire leurs manières excellentes, leurs perceptions délicates, leur dignité tranquille dans la fixité des usages, surtout leur intelligence jointe à leur ignorance. Cette ignorance est difficile à imaginer quand on ne les connaît pas, et plus difficile à croire quand on les connaît. Très capables, très avisés dans leur sphère étroite, ils n'éprouvent pas le besoin d'en savoir plus long. Peu lisent aisément : toutes leurs idées leur viennent de deux sources, la tradition et la rumeur, l'une qui découle d'un lointain passé, du souvenir obscur et vague, mais singulièrement vivace de leur ancienne oppression, l'autre qui jaillit spontanément, vient on ne sait d'où, circule on ne sait comment, d'une absurdité souvent inimaginable, et qui décide de leurs votes au dernier moment. Ils comprennent du reste assez bien la légitimité, le bonapartisme, la république, mais beaucoup moins la doctrine compliquée et subtile de l'orléanisme. Ils redoutent à la fois l'ancien régime et l'anarchie. On peut faire des révolutions sans eux, mais on ne les maintient que par eux. Cette population de petits propriétaires, que le Code civil nous a donnés, et qui finira peut-être par posséder la France entière, sert de contrepoids à la démocratie des villes, turbulente et agitée par la propagande socialiste. L'école modifie, il est vrai, peu à peu la simplicité antique de cet état mental. Elle brise une tradition de mille ans. Le père croit encore à la sorcellerie, le fils a entre les mains des manuels scolaires signés du nom d'un philosophe. Avec cette demi-instruction, le paysan perdra aussi quelques-unes de ses vertus anciennes qu'implique la vie rurale, elle le laissera moins satisfait de son sort. C'est un monde qui se transforme.

Depuis plus d'un demi-siècle, les différentes « couches » de la bourgeoisie forment la classe dirigeante en France, plus nombreuse, plus riche, plus cultivée que dans les autres pays. C'est à elle surtout que M. Hillebrand a consacré son étude sur la *France et les Français*. Pour la faire connaître, il a expliqué, à son point de vue, l'esprit et les tendances de la grande institution qui la modèle et la façonne à son image, l'Université. L'organisation même de notre enseignement révèle le rationalisme symétrique et niveleur de la révolution française ; l'Université a remplacé les universités (1), ces créations du moyen âge, qui avaient autrefois leur organisation complète, fondée sur l'histoire et la tradition, leur autonomie, leurs franchises encore maintenues dans les universités allemandes

(1) On sait qu'un projet de loi pour la constitution *des universités* a été présenté à la chambre par le ministre de l'instruction publique le 22 juillet 1890.

et anglaises. L'objet de cette machine centralisée, géante, n'est pas d'instruire l'élite, le petit nombre, comme en Angleterre, mais bien de donner à la multitude une doctrine uniforme. En cela, l'Université répond parfaitement à son but : mettre une éducation libérale à la portée de la classe moyenne dans tout le pays.

La France, en matière d'enseignement, est gouvernée, depuis la renaissance, par les principes d'éducation classique, latine et grecque. C'est un point très controversé, de savoir si ce programme répond aux exigences de la vie contemporaine, de la civilisation économique et industrielle. Les Français voyagent, émigrent, colonisent moins que les autres peuples, eux si colonisateurs autrefois, et qui ont laissé perdre une partie de leur empire au siècle dernier, en faisant de la philosophie abstraite : — l'enseignement universitaire, d'après les novateurs, l'étude insuffisante des langues, des littératures, des institutions de l'étranger, en est, pour une certaine mesure, responsable.

Les deux parties de notre enseignement que M. Hillebrand considère comme absolument supérieures et sans rivales, sont celles qui présentent le plus d'affinités avec notre caractère logique, déductif, aimant la clarté, épris des belles ordonnances, c'est-à-dire les mathématiques et la rhétorique. Par son culte de la forme, la France a été l'institutrice de l'Europe. Il peut y avoir en cela même exagération et excès ; la première question qu'un Français est tenté de se poser à propos d'un ouvrage est la suivante : « Comment est-il écrit ? » Ces autres questions non moins importantes : « Comment est-il pensé ? Comment est-il senti ? » ne viennent qu'en second lieu. L'Université, du moins, entretient chez les Français cette piété de leur langue, plus marquée que chez tous les autres peuples. Voilà ce qu'ils ont sauvé du naufrage de leurs traditions.

Une tendance de notre enseignement secondaire que critique M. Hillebrand, — c'est qu'il a moins pour but de développer l'esprit, de donner le goût des bonnes méthodes, qui servent à travers la vie, que de procurer des connaissances positives. Ces connaissances, on les acquiert moins pour elles-mêmes, pour satisfaire la curiosité de l'esprit, que pour obtenir des prix, être le premier de la classe, briller dans les concours, et passer l'indispensable baccalauréat. Dix années s'écoulent sur les bancs du collège, en vue de cet examen si décrié où le candidat est interrogé pendant un quart d'heure sur le grec et le latin, les langues vivantes, la littérature française, l'histoire, la physique, la chimie, les mathématiques, bref sur la science universelle. Enfin l'abus des concours, à l'entrée de toutes les carrières, indique que l'on

fait plus de cas des théories apprises, que de la capacité acquise par l'expérience et la pratique. Après les efforts et la fatigue des examens et des écoles, on cesse de s'instruire en dehors des occupations techniques. M. Hamerton est frappé, autant qu'il a pu le constater, du petit nombre de gens studieux, au milieu de la foule absorbée par ses plaisirs et par ses affaires.

Le journal, la revue, semblent faire tort au livre. La presse passe en chaque pays pour le miroir de l'esprit national, du goût et de l'opinion. En France, les meilleurs journaux recrutent leurs écrivains parmi les élèves les plus distingués de l'Université, jeunes gens qui ont brillé dans les concours, à l'École normale, munis d'une science très complète, mais surtout théorique, et d'une culture très littéraire. Sauf les exceptions de quelques grands journaux, cette presse, selon M. Brownell et M. Hamerton, se montre moins soucieuse de surveiller la puissance de l'état, comme en Angleterre, ou d'instruire le public des choses étrangères, comme la presse allemande, que de sacrifier à l'esprit et à la mode, ces deux idoles de la grande ville. La littérature, le théâtre, y tiennent une place considérable. Il s'agit de ne jamais ennuyer, d'être piquant et varié, de fixer l'attention d'un public distrait et blasé. Le reportage y est moins puéril qu'en Amérique, mais la presse française souffre « d'une hypertrophie d'esprit. » Elle est pour le goût parisien une absinthe qui excite et corrompt.

Puissante et libre, comme elle est, fait-elle toujours le meilleur usage de sa puissance et de sa liberté? La presse participe en France au gouvernement de l'opinion, qui n'est nullement synonyme de liberté, de justice et de droit, opinion excitable, impressionnable, sur laquelle pèse la responsabilité des révolutions et des désastres. Peut-on dire qu'elle représente l'esprit public? Pas plus que les dix mille politiciens, députés, journalistes, professeurs, avocats, dilettantes de la science de l'état, qui forment les majorités oppressives et les minorités violentes et ébranlent l'air de leur éloquence et de leurs querelles, ne représentent la nation.

Derrière ces personnages qui paradent bruyamment sur les tréteaux politiques, M. Hillebrand aperçoit une deuxième France, tranquille, modérée, économe, laborieuse, intelligente, qui disposera d'une majorité colossale, chaque fois que l'apathie, le scepticisme, ne l'empêcheront pas de prendre part à la politique qu'elle abandonne aux faiseurs. Il lui suffirait parfois de voter, de faire usage de ses droits, et elle s'abstient. Ce qui manque aux Français, dans les jours de crise, ce n'est pas le courage matériel, c'est le courage civil, auquel leur éducation les a si mal préparés. L'Église, l'État, l'école, la famille, tout contribue à énerver en eux l'indivi-

dualisme, le sens de la responsabilité personnelle; ils s'habituent à compter sur les autres plus que sur eux-mêmes. Une crainte morbide de se distinguer, de se mettre en avant, les laisse désemparés au jour du danger. « L'homme, en France, dit Goethe, qui ose penser ou agir d'une manière différente de tout le monde, est un homme d'un grand courage. » Et c'est pour cela que quiconque ose se mettre en avant aura toujours parmi nous la partie si belle.

Cette France, que M. Hillebrand nous présentait, en 1871, comme incapable de *self-government*, marche au contraire, d'après M. Hamerton, vers la liberté politique. Le rationalisme abstrait qu'on lui reproche, l'excès de législation, ce sont là, d'ailleurs, des tendances communes à tous les états modernes. Elle a, sans doute, ses difficultés intérieures, un gouvernement qui n'est pas accepté de tous, les partis à l'état de guerre civile latente. Elle est soumise enfin à la nécessité de se préparer à une guerre européenne de proportions telles que l'imagination a peine à les concevoir; et le résultat de cette guerre dira si la Révolution a été pour la France une cause de ruine ou un principe de régénération. Malgré ces sombres nuages, les Français ont foi en leurs institutions démocratiques; ils se croient moins menacés que les autres peuples par les transformations sociales, ils envisagent l'avenir avec confiance.

Tout en considérant les Allemands, ses compatriotes, comme des diamans encore à l'état brut, M. Hillebrand réagit contre leur dédain, leurs préjugés à notre égard. Il consent à reconnaître que notre décadence n'est que fictive, que du moins pour l'art, la vie morale et intellectuelle, les Français ne le cèdent à aucune autre nation. Dans le parallèle qu'il poursuit entre la France et l'Angleterre, M. Hamerton conclut que les Anglais deviennent plus tolérans, plus ouverts, que les Français gagnent en sens pratique et en prudence; il n'accorde à aucun des deux peuples une supériorité marquée sur l'autre. M. Brownell exalte la France comme la nation la plus civilisée, la plus socialement développée du monde moderne; elle est pour lui, comme pour le président Jefferson, la seconde patrie de tout homme cultivé : la nation où, selon Matthew Arnold, le peuple est le plus vivant, où le contraste est le plus adouci entre la pauvreté et la richesse, où, d'après les étrangers, la vie est la plus douce et la plus facile, et où il fait le meilleur vivre.

J. Bourdeau.

LES

INDUSTRIES DE LA SOIE

EN FRANCE

La fixation de notre nouveau régime douanier a donné lieu dans ces derniers mois à des discussions parlementaires qui ont eu un profond retentissement dans le pays. La politique pure a été rejetée au second plan et les intérêts matériels ont repris dans les préoccupations de la nation la place qu'ils avaient trop longtemps perdue. Mais en même temps le monde du travail a été mis en éveil, les intérêts particuliers se sont jetés avec passion dans la lutte, réclamant des mesures de protection d'une application dangereuse, ce qui doit sauver les uns étant le plus souvent de nature à compromettre le sort des autres. Il s'agit, étant donné le grand courant protectionniste qui emporte la France après tant d'autres nations, de maintenir un sage équilibre entre les réclamations contradictoires de l'agriculture et de l'industrie. Peut-on assurer à nos populations rurales les mesures de compensation dont elles ont besoin, sans rompre avec l'étranger nos relations commerciales qui sont le salut de nos travailleurs des villes, sans grever les matières premières nécessaires aux millions d'ouvriers que font vivre nos tissages de soie, de laine et de coton, tel est le problème. On n'aura évidemment la solution définitive de ce problème qu'à l'époque plus ou moins éloignée du renouvellement de nos conventions commerciales, mais dès aujourd'hui il convient d'examiner avec la plus grande attention les conséquences des mesures pro-

posées et surtout de celles qui peuvent atteindre directement nos grandes industries de la fabrication des étoffes.

De toutes nos industries textiles, l'industrie de la soie est assurément celle qui fait le plus d'honneur au travail français et qui contribue dans la plus large mesure à maintenir au dehors le renom de nos fabricans et de nos ouvriers. Son empire est universel. Ses étoffes, ses dentelles et ses rubans, ses tissus les plus modestes comme les plus riches, ont pour clientèle le monde entier, et aucune de ses rivales européennes ne conteste sa suprématie.

Nos industries de la soie ne sont point seulement une des gloires de notre France laborieuse, elles font vivre une part considérable de notre population, près de six cent mille ouvriers, cultivateurs, fabricans, commerçans et artistes. Le mot de soie évoque, pour le grand public, les seuls noms de Lyon et de Saint-Étienne, et l'on croit communément que ces deux grands centres représentent à eux seuls nos industries de la soie. C'était déjà inexact il y a plus d'un siècle, c'est encore plus contraire à la vérité aujourd'hui.

Notre sériciculture, malgré sa décadence, donne encore du travail pendant un mois et demi de l'année à cent cinquante mille personnes, femmes et jeunes filles, de nos départemens du sud-est. Dans la même région et dans quelques départemens du centre, du nord et de l'est, la filature et le moulinage occupent plus de cinquante mille ouvriers et ouvrières. Quant aux tissages français qui emploient la soie, ils font vivre une population énorme dont Lyon et Saint-Etienne représentent à peine un tiers.

M. Pariset, dans son remarquable ouvrage sur les industries de la soie, évalue à plus de 230,000 le nombre de nos métiers pour étoffes, rubans, passementeries, lacets, galons, tapis, tentures, tulles, gilets, bas de soie, tissus de bourre, etc. Le plus grand nombre de ces métiers sont dispersés dans la vallée du Rhône et de la Loire, autour de Lyon et de Saint-Étienne, mais il y en a un nombre considérable d'éparpillés à Paris, Calais, Saint-Pierre-lès-Calais, Roubaix, Lille, Amiens, Tours, Caen, Crépy-en-Valois, Bohain, Troyes, Saint-Omer, Toulouse, Remiremont, etc. Si l'on ajoute aux tisseurs les ouvrières qui préparent les fils, les dessinateurs, les teinturiers, les imprimeurs, les apprêteurs, les marchands, les commissionnaires, les mécaniciens et fabricans de métiers, on trouve une population de plus de trois cent cinquante mille personnes. On ne dépasse donc pas la vérité en évaluant à plus de six cent mille le nombre des Français produisant la soie, la filant, la dévidant ou la faisant circuler au profit de la richesse nationale, qui reçoit annuellement du fait de ces industries plus de 700 millions de francs.

I. — LA SÉRICICULTURE.

La sériciculture française, qui date du XVIe siècle et fut longtemps florissante, est une des branches les plus originales de notre agriculture. Malgré sa décadence, elle occupe encore près de cent cinquante mille personnes dans les départemens du Gard, de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, du Var, de la Drôme, de l'Ardèche, des Basses-Alpes et des Pyrénées-Orientales. Travail délicat, aléatoire, ruineux ou lucratif suivant les variations de la température, d'une durée très courte (quarante jours seulement), l'élevage du ver à soie est, pour la plupart des familles qui l'exercent, une ressource accessoire, complémentaire. Le plus souvent les femmes et les jeunes filles sont chargées de cette éducation, qui n'exige aucune force, mais beaucoup de patience, d'activité, de soins et de précautions. La sériciculture n'est point, on le sait, un travail des champs, mais une sorte d'agriculture en chambre. Dans les départemens languedociens, provençaux et dauphinois où l'on s'y livre, la population des villes y participait autrefois autant que celle des campagnes, et encore aujourd'hui dans certaines localités, il n'est guère de petit propriétaire ayant une pièce vide qui ne s'empresse d'y installer des claies et d'élever des vers à soie.

Les opérations commencent par l'éclosion des œufs conservés pendant l'hiver dans des chambres froides et sèches, éclosion qui s'opère dans les appareils dits couveuses où l'on élève progressivement la température de 12 degrés à 23 degrés. L'éclosion a lieu au bout de vingt-cinq à trente jours en avril ou en mai. La chenille sortie, on la place sur des rameaux de mûrier et on la transporte dans la magnanerie ou chambre remplie d'étagères portant des claies superposées et distancées de 40 centimètres. Cette pièce doit être tenue à une température égale et bien aérée. Entre l'éclosion et la formation complète du cocon qui a lieu au commencement de juin, s'écoule une période de vingt-huit à trente-deux jours pendant laquelle le ver, nourri avec des feuilles de mûrier, change quatre fois de peau, puis file le cocon où il se transformera en chrysalide. Au bout de huit jours, le filage est terminé, la chrysalide formée, la magnanière peut enlever le cocon qui est parfait et le porter au marché.

En considérant la simplicité apparente de ces opérations, le peu de capitaux et la courte durée du travail qu'elles exigent, on est tenté de se demander comment la sériciculture n'est pas plus répandue et plus prospère. La culture de la soie a été, en effet, pendant longtemps très lucrative, et elle l'est encore en Italie, puisque

nos voisins ont une production trois fois plus considérable que la nôtre. Mais si l'élevage du ver à soie est une opération avantageuse en cas de succès, il est soumis aux moindres variations de la température, et il ne peut être lucratif qu'à la condition d'avoir des graines (œufs de vers à soie) de première qualité à bon marché et la feuille de mûrier en abondance et sur place. Or, ces conditions économiques ne sont plus les nôtres.

Actuellement nos paysans du Gard, de l'Ardèche, de la Drôme et de Vaucluse achètent leurs graines 10 et 12 francs l'once. La feuille de mûrier leur revient fréquemment à 8, 10 et même 12 fr. le quintal, et huit quintaux sont nécessaires pour une once de graines. L'achat des matières premières, vers et nourriture, varie donc en moyenne de 60 à 80 francs. Le rendement moyen d'une once de graines étant actuellement en France de 34 kilogrammes de cocons, vendus de 3 fr. 50 à 4 francs le kilogramme, la recette s'établit entre 120 et 140 francs donnant un salaire de 40 à 60 francs pour quarante jours de travail, non compris les frais de local et de matériel. Il faut reconnaître que l'opération est des plus médiocres financièrement. Nous verrons plus loin qu'elle est conduite d'une manière désastreuse, et qu'avec des conditions climatologiques et économiques à peu près semblables, les Italiens obtiennent des résultats tout différens.

Nos sériciculteurs, qui se souviennent de l'ancienne prospérité de leur industrie et du prix considérable qu'atteignait alors le cocon français, sont convaincus que ces deux élémens sont inséparables. Ils ne veulent pas croire à une renaissance de l'élevage sans un relèvement du prix de la soie. Ils n'ont pas idée de ce que peut être la production intensive. Ils en sont restés à la formule : « Produire peu et vendre cher » et mettent tout leur espoir dans une augmentation du prix des cocons. Cette augmentation pourrait-elle se produire naturellement par un accroissement de la consommation ou par un affaiblissement des productions concurrentes? Il n'y a pas à l'espérer. La soie tend constamment à diminuer de valeur par l'abondance de plus en plus grande des éducations et plus encore par l'emploi des tissus mélangés et des soies sauvages. Tout au plus peut-on affirmer qu'elle se maintiendra au prix actuel par le fait des maladies qui semblent menacer à son tour la sériciculture chinoise, victime des mêmes causes épuisantes qui ont atteint jadis la sériciculture européenne. La production française, qui ne donne que des soies d'un prix élevé, pourrait peut-être fonder quelque espoir sur un retour de la mode vers les belles étoffes. Ce retour n'est pas impossible, il semble même se dessiner, mais il sera lent à se prononcer et de courte durée. Des tarifs protecteurs, loin de le précipiter, auraient d'ailleurs pour sûr résultat de le retar-

der. C'est donc dans une autre voie que la sériciculture française doit chercher pour le moment une augmentation de ses ressources. Une seule voie lui reste ouverte, celle du progrès agricole et industriel.

La sériciculture française est arrivée à posséder, après de coûteuses épreuves, des graines de premier ordre. Ses vers à soie lui reviennent très cher, trop cher, mais la plupart sont sains et vigoureux. Grâce à la méthode Pasteur, qui consiste à isoler les couples de papillons, à les examiner au microscope pour distinguer les vers sains des malades, nos graineurs peuvent livrer aux magnaniers des races de vers fécondes et robustes, et leurs graines sont à ce point estimées qu'on les recherche au dehors. De 475,000 onces en 1884 nos graineurs sont arrivés en 1889 à une production de 942,024 onces. Nous exportons annuellement en Italie et en Orient plus de 300,000 onces d'œufs de vers à soie. Le grainage est même devenu assez productif pour s'être constitué à l'état d'industrie spéciale dans plusieurs départemens : le Var, la Corse, les Basses-Alpes et les Pyrénées-Orientales. Peut-être même est-ce en partie à nos exportations de graines qu'est dû le relèvement si rapide des sériciculture italienne et levantine, relèvement dont nos éleveurs souffrent et qu'ils attribuent exclusivement au bas prix de la main-d'œuvre étrangère, bien à tort, comme on voit.

Ainsi, du côté des élémens directs de production, la France n'a rien à envier à l'Italie, et ce n'est point une infériorité générale des types producteurs que notre sériciculture peut accuser de sa décadence. Si, après la grande crise qui a suivi la maladie des vers à soie, la France séricicole s'est relevée moins vite que l'Italie et n'a pas encore retrouvé son ancienne prospérité, cela tient à d'autres motifs. La cause en est dans l'élévation du prix de la main-d'œuvre, disent les uns, dans l'insuffisance du nombre des mûriers et le peu de progrès réalisé dans les méthodes d'élevage du ver à soie, disent les autres. Les trois causes ont leur part d'action, mais le fait certain est que les deux dernières peuvent être supprimées et que leur suppression suffirait pour rendre à la production française des jours meilleurs.

Nos paysans du sud-est, il faut bien le reconnaître, ont traversé, comme jadis les Égyptiens, une série extraordinaire d'années grasses et d'années maigres. S'ils n'ont pas montré la ténacité, la patience de leurs voisins d'Italie, c'est qu'ils avaient été gâtés, au milieu de ce siècle, par de bonnes fortunes que l'agriculture a rarement connues et qu'elle ne connaît plus nulle part. On ne se souvient pas assez de l'aisance et même de la richesse qui régnait dans notre basse vallée du Rhône il y a quarante ans. La maladie des vers à soie n'était pas encore venue ravager les

magnaneries, la découverte de l'alizarine n'avait pas tué la garance; la vigne, qui ne connaissait pas le phylloxera, donnait des récoltes superbes. Le petit propriétaire provençal, languedocien et dauphinois possédait une terre bénie et avait pris des habitudes de luxe et de bien-être ignorées ailleurs.

Tous les fléaux se sont abattus sur lui en même temps : la pébrine et la flacherie, le phylloxera et le mildew. Il a été découragé, abattu; incertain de ce qu'il devait faire, il a d'abord arraché le mûrier, ce mûrier qu'il entourait autrefois d'un véritable culte, qu'il appelait l'arbre d'or. Il a arraché les mûriers pour planter des vignes; puis, plus tard, il a arraché ses vignes pour planter des fruitiers ou se livrer à la culture maraîchère. Là où il n'a pas arraché les mûriers, il leur a donné moins de soins, il les a laissés en bordure comme arbres à bois et à pâture, plantant à leurs pieds des céréales ou des herbes fourragères, leur demandant peu de chose, mais ne leur donnant rien. Il en est résulté que les plantations de mûriers ont diminué non-seulement comme nombre de plants, mais aussi comme qualité. Beaucoup d'arbres conservés sont trop vieux et ont une feuille mauvaise. Devenus plus faibles, ne recevant plus les engrais nécessaires, ils ont moins bien résisté aux parasites, aux insectes, aux champignons, aux intempéries, à la gelée et à la sécheresse. Leurs feuilles n'ont plus les qualités nutritives; elles sont siliceuses au lieu d'être azotées. De nouvelles plantations ont bien été faites; mais sur plusieurs points les arbres ont été plantés trop serrés, ailleurs on les a mis dans des terrains trop pauvres ou mal exposés. De plus, les effeuillemens sont souvent pratiqués trop tôt et trop largement, quelques jours seulement après l'ouverture des bourgeons. L'arbre est ainsi arrêté dans son développement, alors qu'avec des pépinières, ainsi que l'a justement fait observer M. Fougeirol, on pourrait avoir sur un moindre espace la quantité de feuilles nécessaire à la première période de l'éducation, n'effeuiller les mûriers qu'à un moment moins redoutable pour leur végétation. Bref, on peut affirmer que notre réserve de mûriers est tout à fait insuffisante comme quantité et comme qualité, et qu'elle est très mal distribuée géographiquement.

Obtenir à meilleur marché la feuille de mûrier, qui représente aujourd'hui plus de la moitié du prix de revient des cocons, n'est pas le seul problème qui s'impose à la sériciculture française, si elle veut retrouver son ancienne prospérité. Il lui faut améliorer ses méthodes d'éducation pour diminuer l'action des intempéries et des maladies parasitaires, qui sont le double fléau sous lequel succombent le plus souvent les vers producteurs. Il ne suffit pas

d'obtenir de bonnes races en choisissant les œufs les plus sains, il faut perfectionner toutes les conditions d'habitation et de nourriture du ver pendant les trente-deux jours de sa vie qui précèdent la transformation en chrysalide. Il faut surtout ne pas se décourager parce que, pendant plusieurs années, les perturbations atmosphériques se seront succédé nombreuses et violentes et auront cruellement éprouvé les éducations. Les sériciculteurs italiens ont depuis trente ans éprouvé les mêmes désastres que les nôtres. Nos plus mauvaises années, celles de 1873, 1876, 1879, ont été encore plus redoutables pour nos voisins. De 1888 à 1889, la production italienne a subi une perte de plus de 8 millions de kilogrammes de cocons. Les gelées célèbres qui ont atteint nos mûriers, et par contre-coup notre élevage, ont sévi des deux côtés des Alpes avec une intensité presque égale. Il en a été de même des crises commerciales. Notre production a d'ailleurs partagé presque toujours depuis vingt ans les marches ascensionnelles ou décroissantes de la production italienne, ainsi que l'a établi M. Natalis Rondot dans un graphique des plus frappans. Les conditions climatologiques et commerciales des deux industries sont en réalité presque constamment identiques; seulement pendant que la sériciculture italienne lutte avec confiance et ténacité, la nôtre, plus exigeante et plus désorientée, se décourage facilement, ainsi que le démontre la diminution du nombre de nos éleveurs, qui, de près de 300,000 en 1868, est tombé en chiffre rond à 150,000.

Il n'est cependant pas exact de dire que l'élevage ne puisse plus être fructueux, puisque, si le prix du kilogramme de cocons est tombé, dans ces quinze dernières années, de 4 fr. 70 à 3 fr. 50, le rendement moyen de l'once de graines s'est élevé de 18 à 34 kilogrammes. L'once de graines qui, en 1875, rapportait 80 à 90 francs, donne aujourd'hui 130 francs. On a vendu des soies françaises, en 1889 et en 1890, à 4 fr. 10, 4 fr. 50 et 4 fr. 70. Sans doute, si la production absolue s'est élevée, il se peut qu'en raison du prix de la feuille de mûrier et de celui de la main-d'œuvre, le bénéfice soit relativement plus faible, bien que depuis quinze ans ces deux conditions du prix de revient n'aient pas dû beaucoup changer. Mais il s'en faut que le rendement de l'once de graines ait atteint, en France, ce qu'on peut espérer.

Il est établi en effet que, dans certains districts français et italiens, grâce aux soins apportés à la sélection des races, à leurs croisemens, à la conservation des œufs pendant l'été et l'hiver, à l'aération et à la température des magnaneries, au choix de la feuille suivant l'âge des vers, le rendement s'est accru dans des proportions considérables. Dans les provinces des Marches et de l'Ombrie, dont le climat est à peu près le même que celui de nos

départemens provençaux et languedociens, le produit de l'once de graines s'est élevé en moyenne, en 1883, à 50 kilogrammes. Il a été de 65 kilogrammes dans le district de Pesaro, tandis que chez nous il est, selon les statistiques officielles, de 34 kilogrammes en moyenne et dépasse assez rarement 40. Dans le Frioul autrichien, où la température ne diffère pas sensiblement, certains grands éleveurs sont arrivés à des rendemens de 65 et même 70 kilogrammes à l'once de graines. Les causes de cette production intensive ne sont pas douteuses, elles résident dans l'amélioration des races et dans la protection contre les intempéries et les maladies. Déjà nos sériciculteurs ont réalisé des progrès sérieux, puisque, d'après M. Pasteur, le rendement moyen n'était que de 18 kilogrammes dans la période de 1846 à 1853 qui a été la plus prospère pour notre industrie séricicole. Mais il leur reste encore autant de chemin à parcourir pour être en état de lutter avec leurs rivaux. C'était l'avis de M. Pasteur, de M. Maillot, le regretté directeur de l'école de Montpellier; c'est également l'opinion de la chambre syndicale des filateurs et mouliniers de Valence qui, depuis 1873, a fait des efforts et des sacrifices très louables, mais à peu près inutiles, pour lancer notre sériciculture dans cette voie. Le syndicat de Valence achète, au prix de 12 francs l'once, une certaine quantité de graines de premier ordre surveillées dans leur préparation par un agent du syndicat. Ces graines sont vérifiées au microscope, et le syndicat ne garde que celles qui sont absolument saines, qu'il vend 10 francs, soit avec 2 francs de perte, aux éleveurs. Comme il ne suffirait pas aux demandes, et que ses ressources sont limitées, un registre de souscription est ouvert dès le mois de juin, et les premiers qui ont souscrit sont les premiers servis au printemps suivant. Le syndicat ne se contente pas de livrer des graines de l'espèce des Pyrénées et d'une santé parfaite, il fait hiverner ces graines à Notre-Dame-des-Neiges, un sommet assez élevé de l'Ardèche. Ce système de laboratoires et de stations hivernales a donné d'excellens résultats, car les graines du syndicat ont produit des rendemens supérieurs à 60 kilogrammes par once. Mais, en dépit de subventions de la chambre de commerce de Lyon et de l'État, le syndicat de Valence est arrivé à peine à distribuer 1,200 onces par an, et la France en met plus de 250,000 en éclosion. Les éducateurs qui achetaient ces graines à 10 francs devaient rendre compte de la marche des éducations et des résultats. Un très petit nombre sont, paraît-il, fidèles à cette obligation, établie cependant dans leur propre intérêt. C'est pourtant dans cette voie qu'il faut entrer, mais d'un pas plus ferme. Le prix de 10 francs l'once est trop élevé, il faudrait le faire descendre à 5 et 3 francs. Pour obtenir ce résultat, il conviendrait que l'État

accordât une subvention beaucoup plus considérable, il faudrait mettre en adjudication les fournitures de graines et en acheter 50,000 ou 100,000 onces. On obtiendrait alors celles-ci sans peine à 5 francs l'once, et on pourrait les vendre 3 francs au petit agriculteur, après les avoir examinées au microscope et fait hiverner dans une demi-douzaine de stations séricicoles.

II. — LA FILATURE ET LE MOULINAGE.

Le dévidage et l'assemblage des fils du cocon s'accomplissent dans les filatures et donnent ce qu'on appelle la soie filée ou soie grège. La torsion des soies filées s'opère dans les moulinages et fournit aux tisseurs des fils moins brillans, moins élastiques que la soie grège, mais plus forts et plus résistans, les trames, les organsins, le crêpe, la grenadine, le cordonnet.

La filature de la soie est une opération des plus simples, qui peut s'accomplir et s'accomplit encore en Asie avec l'emploi d'une chaudière et d'un tour ou dévidoir mû à l'aide d'un rouet à ficelle ou d'une manivelle. Le cocon se dépelotonne dans l'eau chaude par la dissolution de l'enduit gommeux qui entoure le fil ou bave du ver. On fait ensuite passer plusieurs baves sur le tour, en les pressant les unes contre les autres de façon à obtenir un faisceau qui constituera le fil de la grège.

En Europe, ces diverses opérations sont faites par des femmes qui asphyxient d'abord la chrysalide du cocon dans des fours à vapeur, ou des fours à air chaud. Les cocons étouffés sont ensuite séchés sur des claies, puis apportés à l'ouvrière fileuse. Celle-ci les jette dans une bassine en cuivre étamé ou en terre cuite vernie, elle fait couler de l'eau chaude, puis avec un petit balai de bruyères appelé l'*escoubette*, elle bat les cocons en leur imprimant un faible mouvement de rotation, afin d'enlever les frisons ou fils extérieurs qui sont de mauvaise qualité. Le battage cesse quand ces fils sont enlevés. La fileuse attache alors à un crochet de la bassine le faisceau des fils restant au cocon, elle prend les baves de plusieurs cocons suivant la qualité de la soie à filer, les croise à la main en une centaine de tours, ou bien les fait croiser par des instrumens spéciaux qui s'appellent, suivant les systèmes, le croiseur ou la tavelette. Il faut en moyenne de 10 à 13 kilogrammes de cocons pour faire un kilogramme de soie grège.

Toutes ces opérations sont simples, mais très délicates, parce que le fil de soie passe par des alternatives d'humidité, de chaleur et de sécheresse qui modifient à tout instant son volume et sa résistance.

Elles sont faites par des jeunes filles ou des femmes dont le sa-

laire est très faible, et qui, pour cette raison, se recrutent de plus en plus difficilement. On évalue à 8,000 ou 10,000 ouvrières le personnel de nos filatures dont les plus importantes sont situées dans l'Ardèche, la Drôme, le Gard et Vaucluse. Leur salaire moyen est de 1 fr. à 1 fr. 25. La production totale de la soie filée en France ne dépasse pas à l'heure actuelle 800,000 kilogrammes. Elle était, il y a quarante ans, de 2 millions de kilogrammes, et occupait près de 40,000 personnes.

La décadence de la filature a suivi, en somme, celle de la sériciculture, l'une ne se relèvera pas sans l'autre. Les filateurs français accusent l'invasion des soies asiatiques et italiennes, ils reprochent aux marchands de soie lyonnais d'avoir créé des filatures concurrentes en Italie, en Asie-Mineure, au Bengale et au Japon. Le fait est exact, il s'agit de savoir s'il est l'œuvre de spéculations plus ou moins louables ou l'effet d'une fatalité économique, comme il s'en produit chaque jour dans toutes les industries.

M. Millaud, examinant ces faits devant le Sénat, répondait fort justement que les Lyonnais, ne trouvant plus autour d'eux, il y a une quinzaine d'années, la matière première nécessaire, ont bien été obligés de la chercher là où elle était. Il ajoutait que si les Français n'avaient pas agi ainsi, les Italiens, les Anglais et les Autrichiens auraient pris la place. Dans tous les cas, si le fait est fâcheux, il n'est pas isolé. La filature peut adresser les mêmes reproches aux sériciculteurs du Var, des Basses-Alpes et des Pyrénées-Orientales qui vendent leurs graines de cocons en Italie et en Syrie, et favorisent ainsi des concurrences redoutables pour nos producteurs de matières premières.

La filature de la soie est d'ailleurs une industrie en transformation. Elle est à la recherche d'un outillage perfectionné qui ne tardera probablement pas à être trouvé. Des essais très sérieux ont déjà été faits par un ingénieur américain, M. Serrell, qui transformeront l'art de filer et modifieront complètement ses conditions économiques. D'autre part, la filature italienne, qui est à l'affût de tous les perfectionnemens, paraît avoir trouvé un procédé de débavage qui permettrait de supprimer le battage à l'eau chaude. Le jour où ces inventions seront entrées dans la pratique et généralisées, la main-d'œuvre sera réduite, le travail plus sain, et la rapidité de la production augmentée d'une manière considérable. Déjà l'ouvrière fileuse qui jadis tirait de la bassine où le cocon se déroule, 120 à 150 grammes de soie, en tire aujourd'hui de 400 à 450. Le jour où le filage automatique fonctionnera, on peut prévoir que le rendement sera triple et quadruple. Il faudra toujours des ouvrières, il les faudra même peut-être plus habiles, mais il en faudra moins, et ce sera un avantage pour la filature française, qui

a un personnel plus coûteux, mais supérieur à celui de ses rivales, sinon comme discipline, du moins comme habileté de main. Nos filateurs pourront alors ne plus se contenter de filer les soies françaises et lutter avec les Italiens pour le travail des cocons étrangers, qui entrent aujourd'hui en proportion insignifiante dans leurs approvisionnemens.

Nous avons expliqué comment la soie filée n'offrait pas un fil assez fort, assez homogène, pour subir avec succès les opérations de la teinture. Pour en faire un fil susceptible d'être teint, il faut tordre le fil grège. L'usine où l'on tord la soie grège s'appelle *moulinage*. Les opérations que la soie y subit, sont : le dévidage, le purgeage, le doublage et le tordage. Elles n'ont pas seulement pour but de tordre la soie, mais de la nettoyer, de l'ébarber, d'enlever toutes les aspérités, côtes, bouchons, que présente la grège. La soie qui a subi l'*ouvraison*, c'est-à-dire a passé par le moulinage, peut offrir des aspects différens. Elle est une *trame* si elle n'a que 80 à 150 tours au mètre, et servira à garnir le tissu, à le gonfler. Elle est un *organsin* si, après avoir tordu la grège, on double les fils et on les tord une seconde fois. L'organsin est plus fort que la trame, il est employé pour la chaîne de l'étoffe, c'est le support qui donne la résistance. Le satin, le velours, la grenadine, sont des apprêts différens où le filage et la torsion ont plus ou moins de tours.

Un moulinage bien outillé exige une série d'appareils plus compliqués et plus coûteux que ceux d'une filature. Son personnel a besoin de grandes qualités d'attention et de discipline pour surveiller les écheveaux de grège qui se dévident sur les *tavelles*, qui passent ensuite sur des *purgeoirs* en acier, destinés à nettoyer et à régulariser la soie, puis vont se tordre sur les fuseaux et se redévider sur la *roquelle*. Le capital de premier établissement est plus important pour le moulinage que pour la filature. Il est vrai que le premier travaille généralement toute l'année, tandis que la filature ne travaille guère qu'après la récolte ou du moins subit une longue morte saison. Enfin le moulinage a la ressource d'ouvrer les grèges étrangères qu'on lui donne à façon ou qu'il achète. C'est grâce à ces conditions plus favorables que nos moulinages ont pu résister avec un succès relatif aux épreuves qu'ils ont traversées. Ils produisent encore plus de 3 millions de kilogrammes de soie. Le syndicat général des mouliniers parle même de 4 millions de kilogrammes. Cette production se serait développée encore davantage si les tissages n'utilisaient aujourd'hui directement la soie grège dans nombre d'étoffes où son usage était inconnu avant l'invention de la teinture en pièce.

La statistique officielle pour 1888 donne les chiffres suivans pour

l'industrie du moulinage français. Le nombre des usines serait de 708, possédant 263,000 tavelles et 122,000 fuseaux. Le syndicat général des mouliniers estime ces chiffres inférieurs à la réalité. Il porte le nombre des moulinages à plus de 800, possédant 300,000 tavelles et près de 3 millions de fuseaux. Le nombre des ouvriers et ouvrières serait de 40,000 dispersés principalement dans l'Ardèche, la Drôme, le Gard, l'Isère, la Loire, le Rhône et Vaucluse; quinze autres départemens possèdent également des moulinages, mais isolés et d'une moindre importance.

On ne peut pas dire que le moulinage français soit en décadence, puisque, de 1849 à 1854, sa production n'était que de 2,600,000 kilogrammes de soie, et qu'en 1890 le syndicat général de cette industrie évalue sa production à plus de 4 millions de kilogrammes. Cependant nos mouliniers se plaignent de la concurrence des moulinages italiens, et, d'autre part, dans la discussion parlementaire de 1889 sur les traités de commerce, les députés de l'Ardèche et de la Drôme ont affirmé que le nombre des ouvriers et des ouvrières avait diminué. C'est que là, comme ailleurs, les progrès de la mécanique ont permis de produire davantage, sans augmentation et même avec une diminution de la main-d'œuvre. Ainsi, de 1885 à 1888, le moulinage aurait perdu près de 100,000 tavelles, et sa production de soie s'est développée, la production de chaque tavelle ayant presque doublé, soit par l'accroissement de la vitesse du travail, soit par le fait de la perfection plus grande des soies grèges.

Les soies françaises et asiatiques se sont améliorées, elles ont été mieux filées, et le moulinage a été rendu plus facile. Des tavelles qui ne produisaient que 50 kilogrammes de soie ont pu en produire 100 kilogrammes avec les soies du Japon et de la Chine. Il est vrai qu'un certain nombre d'usines sont restées pendant plusieurs années en chômage, comme l'a fait observer M. le sénateur Loubet, mais cette situation n'était point particulière au moulinage français. A la même époque, près de 200,000 tavelles italiennes étaient inactives. *L'Industria serica*, de Turin, se plaignait que 35 moulinages italiens fussent fermés et que 57 ne travaillassent qu'avec des approvisionnemens très réduits.

Les mouliniers font remarquer qu'ils sont dans une situation beaucoup plus difficile que leurs concurrens d'Italie, à cause du prix de la main-d'œuvre plus élevé en France, mais on peut citer des localités où le moulinage français a des salaires très faibles et travaille sur des soies asiatiques, qu'il livre au même prix que les moulinages italiens. Un seul fait paraît certain, c'est que, dans cette industrie comme dans beaucoup d'autres, les petits établis-

semens sont trop nombreux, ont des frais généraux trop élevés, une comptabilité insuffisante, et luttent avec peine contre les grandes usines mieux outillées, plus indépendantes comme capitaux, et ayant la force motrice et le travail à meilleur marché.

Le moulinage français réclame un droit protecteur de 4 francs sur les soies ouvrées, on peut le lui accorder. Ce droit ne gênera personne, car depuis dix ans, les importations de soies ouvrées en France vont en décroissant. De près d'un million de kilogrammes qu'elles atteignaient de 1880 à 1884, elles sont tombées dans ces dernières années à moins de 400,000 kilogrammes. En outre, le nombre des mouliniers est si considérable que la concurrence intérieure suffira toujours à maintenir des prix normaux.

Une entente nous paraît donc facile sur ce droit de 4 francs entre les moulinages et les tissages, puisqu'il s'agit moins d'une protection pour le présent que de mesures préventives contre un péril à venir.

Nous avons démontré que nos producteurs de soie pouvaient se relever et supporter longtemps encore les concurrences asiatiques et italiennes sans recourir à des droits protecteurs sur les cocons et sur les soies grèges. Nous allons examiner maintenant quelles sont les conditions présentes des industries françaises qui emploient la soie et quelle serait la répercussion sur ces industries des droits proposés par les sériciculteurs.

III. — LE TISSAGE ET LES INDUSTRIES ANNEXES.

Les fabriques françaises de soierie ont-elles conservé leur ancienne prospérité ou subissent-elles un inévitable déclin? Les avis les plus divers ont été exprimés sur ce point. La vérité paraît être que nos tissages produisent dans des conditions beaucoup plus difficiles qu'autrefois et avec des bénéfices réduits. Toutefois leur production n'a pas diminué, et elle représente encore plus du tiers de la production de l'industrie de la soie dans le monde entier. M. Pariset, dans son savant ouvrage paru au commencement de cette année, évalue à 600 millions de francs la valeur de la production totale des soieries françaises et à 230,000 le nombre des métiers qu'elles occupent. La fabrique lyonnaise compte à elle seule plus de 90,000 métiers dont 25,000 mécaniques qui représentent une production de 4 métiers à la main. Ces métiers, dont la valeur est d'une centaine de millions de francs, sont dispersés dans plus de quatorze départemens et nourrissent une population de près de 200,000 personnes : dessinateurs, tisseurs, ourdisseuses, dévideuses, canneteuses, teinturiers, apprêteurs, plieurs, cartonniers,

metteurs en main, monteurs de métier, commis, fabricans de lisses, etc. La production de la fabrique lyonnaise oscille autour de 400 millions de francs.

La fabrique de Saint-Étienne vient en second comme importance. Elle a traversé plusieurs années d'une rare prospérité, bien qu'elle soit éprouvée en ce moment. Sa production a été de 103 millions de francs en 1889, dont 26 millions seulement pour la consommation intérieure et 77 millions pour l'exportation. Elle occupe environ 21,000 métiers pour fabrication de rubans, velours et galons, dispersés à Saint-Étienne, aux environs et dans deux cantons voisins de la Haute-Loire. La marche et l'entretien de ces 21,000 métiers donnent du travail à plus de 63,000 ouvriers et ouvrières. 17,000 de ces métiers appartiennent aux ouvriers rubaniers et veloutiers et représentent un capital variant entre 25 et 28 millions de francs. La plus grande partie des soies employées pour les rubans et les velours sont des soies à bon marché de Chine et du Japon.

Il en est de même pour la fabrique de lacets et de passementeries de Saint-Chamond, qui possède environ 1,200,000 fuseaux et occupe plus de 6,000 personnes, dont 5,000 femmes. La production de Saint-Chamond est estimée à 25 millions de francs, dont 6 ou 7 millions seulement pour la consommation intérieure. La fabrique de lacets emploie la soie mélangée avec la laine, le poil de chèvre et le coton. Parmi les industries de la soie florissantes en France, il convient encore de citer la fabrique de tulles, blondes et dentelles dont les principaux centres sont à Saint-Pierre-lès-Calais, à Caen et à Bayeux. La fabrication des blondes blanches a lieu à la main en Normandie et mécaniquement à Saint-Pierre-lès-Calais, où elle compte 297 établissemens et occupe 16,000 ouvriers produisant en moyenne pour 80 millions de tulle de soie et 10 millions de tulle de coton. Le matériel des 2,000 métiers de Saint-Pierre-lès-Calais, qui est très perfectionné, est évalué à 40 millions de francs. Cette fabrication emploie surtout des soies blanches qui venaient autrefois de l'Ardèche et du Gard et qu'on fait venir maintenant d'Italie et du Japon, pour les avoir à meilleur compte, la matière première entrant pour 50 pour 100 dans le prix de revient, et Saint-Pierre-lès-Calais devant produire à très bon marché pour lutter contre les fabriques anglaises de Nottingham.

En dehors de ces puissans centres industriels des vallées du Rhône, de la Loire et de l'Artois, la soie est une matière première indispensable à un grand nombre de tissages fabriquant des étoffes mélangées. Citons à Paris la passementerie or et argent, les gazes, les tissus légers qui occupent 2,000 ou 3,000 ouvriers et ouvrières dispersés dans les quartiers de Ménilmontant et de Charonne; à

Roubaix, les tissages de laine et soie qui ont employé, en 1889, plus de 220,000 kilogrammes de soie venant en grande partie d'Asie et représentant une valeur de plus de 6 millions de francs; à Bohain, Crépy-en-Valois, Breteuil, Troyes, Amiens, plusieurs milliers de métiers travaillent à la bonneterie et à des étoffes diverses mélangées de soie; à Nîmes, à Avignon, à Toulouse, à Tours, à Mâcon, à Beauvais, à Ganges, dans l'Hérault, un autre millier de métiers fabriquent des taffetas, des passementeries, de soie et de schappe, des tricots, des bas, des gilets, des tapis et des étoffes d'ameublement.

En additionnant la production de Lyon, Saint-Étienne, Saint-Chamond, Paris, Saint-Pierre-lès-Calais et des autres centres industriels cités plus haut, on s'aperçoit que les tissages employant la soie ont une production moyenne qui atteint près de 700 millions de francs. Que représente cette somme de 700 millions de francs comme matières premières, comme salaires, comme bénéfices industriels? Dans quelle mesure vient-elle du marché intérieur et des marchés extérieurs? Ce sont là des questions difficiles à résoudre d'une manière précise, mais sur lesquelles on peut trouver cependant des données assez exactes.

La part de la matière première dans la valeur des tissus de soie est assez difficile à évaluer, car ces tissus varient à tout instant comme composition, comme poids, comme nature de matières employées. La soie est presque constamment mélangée en proportions d'une variété infinie avec le coton, la laine, la bourre, le poil de chèvre. Son prix, d'autre part, change avec la nature même de la soie, qui descend de 62 et de 63 francs pour les organsins de France et d'Italie, à 30 et même 25 francs pour certaines soies sauvages de la Chine et de l'Inde. L'ensemble des Conditions des soies françaises (bureaux de pesage, titrage et décreusage) donnent pour les soies contrôlées avant d'être vendues et tissées, un chiffre de 6 millions 500,000 kilogrammes, mais il est de ces soies qui sont conditionnées plusieurs fois, d'autres qui sont destinées à l'exportation. Ce chiffre de 6 millions 500,000 kilogrammes pour la consommation française est donc trop élevé. La fabrique de Lyon évalue à 3 millions de kilogrammes sa consommation annuelle de soie. Si l'on prend pour prix moyen 50 francs, on arrive donc pour Lyon seulement à une somme ronde de 150 millions de francs de soies employées. Que l'on ajoute une quantité égale de filés de coton, de laine et de bourre employés par ces tissages, on voit que la matière des tissus lyonnais entre pour près de la moitié dans le prix de revient. La proportion est la même, d'après M. Ribot, pour la fabrique de Calais; elle est moindre pour l'importante fabrique de Saint-Chamond, mais elle est plus considérable pour la rubanerie

et la velouterie de Saint-Étienne. La chambre de commerce de cette ville porte, en effet, à 65 pour 100 la part des matières premières dans le prix de revient net des rubans. On peut donc dire que les 4 millions 500,000 kilogrammes de soie consommés en France représentent avec les filés de coton de laine et de bourre qui leur servent de supports, plus de 300 millions de francs, c'est-à-dire près de la moitié du prix de revient de nos tissus de soies français. Le reste se partage en salaires, en intérêts de capitaux et bénéfices industriels ou commerciaux.

Ces matières premières, où la soierie française les prend-elles et de quels centres de production est-elle tributaire? Sur plus de 4 millions 500,000 kilogrammes de soie que la France emploie, environ 600,000 kilogrammes seulement lui sont fournis par la récolte indigène, le surplus de la production de celle-ci étant exporté. D'un tableau publié par la chambre de commerce de Lyon, il résulte que la fabrique de cette ville a, dans ces dernières années, employé 13 pour 100 de soie française, 20 pour 100 de soie italienne, 1/2 pour 100 de soie levantine et près de 60 pour 100 de soie chinoise, japonaise et hindoue. La fabrique de Saint-Étienne, de 1873 à 1889, a consommé en moyenne 6 pour 100 de soie française contre 94 pour 100 de soies étrangères, la plupart venues de Chine et du Japon. Paris, Saint-Chamond, Saint-Pierre-lès-Calais et Roubaix consomment également de préférence les soies asiatiques en raison de leur bon marché et surtout des progrès que les filatures japonaises ont réalisés. Il est donc permis de dire que l'Orient et l'Italie sont nos deux grandes sources d'alimentation et que nos tissages en sont tributaires. La Chine, le Japon, la Syrie, l'Inde ne nous sont pas seulement indispensables par l'importance de leur production, mais par le caractère même de cette production qui compte beaucoup de soies inférieures, d'un prix peu élevé et, en conséquence, excellentes pour les tissus à bon marché que la consommation réclame de préférence.

Sous quelles formes diverses les soies étrangères entrent-elles en France? Cette question de détail a son importance au point de vue du travail national. Il s'agit, en effet, de savoir si nos tissages ont intérêt à acheter au dehors les soies déjà filées et ouvrées de préférence aux soies grèges. Or il résulte des statistiques d'importation de ces dernières années, compensation faite des sorties et des entrées, que nous consommons en moyenne 650,000 kilogrammes de soie française contre 3 millions 400,000 kilogrammes de grèges étrangères et 300,000 kilogrammes de soie ouvrée étrangère. La soie provenant de cocons importés est en quantité insignifiante. Il appert de ce tableau que nous importons la plus grande partie des soies étrangères à l'état grège et que la

soie ouvrée, tordue, ou, si l'on aime mieux, moulinée à l'étranger, entre pour une très faible partie dans notre consommation. Les plaintes de nos moulinages sont donc exagérées, et la franchise d'entrée des soies ouvrées ne leur est pas aussi préjudiciable qu'ils le disent.

Nous venons de voir que nos fabriques de soieries sont fatalement tributaires de l'étranger et particulièrement de l'Asie pour leurs matières premières et que le travail national a gardé les neuf dixièmes des façons que cette matière première doit subir avant d'entrer dans l'étoffe. Il importe maintenant de se rendre compte des autres nécessités que subissent nos tissages par le fait de la concurrence étrangère et des transformations du goût et de la mode. Cet examen nous amènera en même temps à considérer l'organisation du travail et les salaires dans nos diverses fabriques de tissus soyeux.

On a prétendu, au cours des discussions parlementaires de 1879 et de 1888, que les fabriques de Lyon, Saint-Étienne, Saint-Chamond, Paris, Roubaix, Calais réalisaient des bénéfices considérables. Cela a été vrai après la conclusion des traités de 1860, nos produits étant de beaucoup supérieurs comme qualité aux produits étrangers similaires, grâce aux traditions artistiques de nos dessinateurs et de nos ouvriers ; cela était même encore vrai, il y a une quinzaine d'années, mais l'abaissement croissant du prix de la laine et les perfectionnemens apportés dans la confection des lainages ont mis ceux-ci en faveur et les ont fait préférer à la soie pour un grand nombre d'usages. D'autre part, les modifications incessantes des modes, la tendance à multiplier les vêtemens et les façons ont écarté de la grande consommation les belles soieries qui faisaient autrefois la gloire et la fortune des fabriques françaises. Le public réclame des vêtemens à bon marché, car il veut en changer plus souvent sans accroître son budget. Les belles matières premières deviennent d'un emploi rare, ce qui est un malheur au point de vue de l'art, mais le travail augmente, puisque l'on consomme 6 mètres d'étoffe là où vingt ans auparavant on ne consommait qu'un mètre.

A Lyon, sur cent métiers, vingt seulement travaillent sur les soieries pures. Et ce qui est vrai pour Lyon est également vrai pour Saint-Étienne, Saint-Chamond, Paris, Roubaix, etc. La production des soieries mélangées, qui était, à Lyon, il y a vingt ans, de quelques millions de francs, a atteint, en 1888, une valeur de 147 millions. Et pour donner une idée de ce que ces 147 millions de francs représentent d'étoffes, il suffit de dire que parmi ces soieries, il en est qui se vendent 50 centimes le mètre.

Au reste, dans les 3,991,000 kilogrammes d'étoffes soyeuses

exportées en 1888 par la fabrique lyonnaise, il n'est entré que 1,313,000 kilogrammes de soieries pures. On peut juger par ce chiffre du développement extraordinaire de la soierie melangée, et il ne faut pas oublier que si l'étranger nous prend deux tiers de cette soierie, notre consommation intérieure en demande encore davantage. L'Angleterre et l'Amérique sont, en effet, les plus fortes clientes pour nos belles fabrications, et, d'autre part, pour les articles tout à fait inférieurs, les fabriques allemandes et suisses nous font une concurrence des plus redoutables.

Si nous sommes entrés dans ces détails, c'est qu'ils sont nécessaires pour bien expliquer les conditions économiques nouvelles de nos tissages amenés peu à peu à la fabrication intensive et, par conséquent, à une économie rigoureuse dans l'établissement des prix de revient. La consommation a multiplié ses exigences, ses caprices; les dessins doivent être changés à tout instant, les étoffes varient sans cesse, comme matière première, comme trame, comme style; aucune production ne peut se faire en grand, et pour longtemps; les métiers doivent être prêts à s'arrêter et à repartir à toute heure, suivant les hasards de la mode et la rapidité des concurrences. Le succès est à celui qui apporte une nouveauté et peut la produire plus vite et à meilleur marché que les étoffes similaires. Le luxe n'est plus, comme autrefois, dans le prix de la matière première du vêtement et dans ses façons artistiques; il est dans la consommation rapide, dans le renouvellement incessant d'étoffes de belle apparence, mais sans valeur et sans durée.

L'industrie française était d'autant plus mal placée pour supporter cette révolution économique que celle-ci tend à augmenter la part de la main-d'œuvre dans les prix de revient et que les salaires sont plus élevés chez nous qu'en Suisse et en Allemagne. Aussi cette substitution de l'étoffe à bon marché à l'étoffe de luxe a-t-elle été une véritable épreuve, non seulement pour nos fabricans, mais surtout pour nos ouvriers tisseurs, qui ont vu leur profession perdre son ancienne sécurité, donner des salaires moindres et devenir la proie des chômages. C'est grâce, on peut le dire, à la sagesse, à la prévoyance, à l'abnégation de nos canuts de Lyon, de nos ouvriers rubaniers et veloutiers de Saint-Étienne, que la soierie française a pu soutenir la concurrence d'industries étrangères protégées par des tarifs élevés, ayant la main-d'œuvre à bas prix et se dispensant trop souvent de toute dépense artistique en nous empruntant nos dessins.

Le fabricant a résisté par la science de ses dessins et le perfectionnement de ses procédés, par ses rapports constans avec Paris qui règle la mode, par le transport du marché des soies à Lyon, qui

a mis à sa disposition un admirable choix de matières premières. Le tisseur, lui, n'a eu pour se défendre que ses doigts et ses traditions de labeur et d'économie. Il a dû se procurer, dans son petit atelier, des métiers différens pour être en état de tisser tout ce qu'on lui demandait; il a dû prendre à son compte des frais de montage fréquens et considérables; il a dû perfectionner à tout instant son métier pour le rendre plus souple aux nouvelles combinaisons, moins pénible à remuer, moins lent à produire. Il a dû enfin supporter patiemment nombre de mauvaises années, compter, bon an mal an, sur une centaine de jours de chômage et parfois travailler quinze et dix-huit heures par jour, quand les pièces affluaient pour compenser les journées et les semaines où le fabricant n'avait pas de commandes à lui donner. Ce n'est pas à lui qu'il faudrait parler de la journée de huit heures.

Ces dix dernières années ont été particulièrement mauvaises pour un grand nombre d'ouvriers tisseurs, à Lyon surtout. En 1881 et en 1882, l'ouvrier lyonnais a été occupé, bien que l'industrie de la soie ait subi, par un choc en retour, le contre-coup du krach de l'Union générale. De 1883 à 1886, nombre de métiers ont chômé. En 1887 et pendant la moitié de 1888, le chômage s'est encore accentué. Dans le second semestre de 1888 et l'année 1889, il y a eu abondance de travail, les fabricans s'étant imposé de grands sacrifices en vue de l'Exposition. Au contraire, l'année 1890 s'est mal ouverte et les tisseurs ont dû consentir des réductions assez fortes dans le prix des façons.

Il est fort difficile d'évaluer les salaires des ouvriers tisseurs de Lyon, de Saint-Étienne et des autres centres qui se livrent à la même industrie, leur taux variant avec la valeur du travail qui est demandé, l'habileté de l'ouvrier et l'éloignement de la ville. A Lyon, certains ouvriers exceptionnels peuvent gagner jusqu'à 8 francs par jour dans les périodes de presse et ne tirer de leur travail que 3 francs et 2 fr. 50 à d'autres momens. Les professions auxiliaires exercées par des femmes, l'ourdissage et le dévidage de la soie, varient comme salaires entre 2 francs et 1 fr. 25. Si, pour le tisseur, on cherche à établir une moyenne, on voit que son salaire quotidien ne dépasse guère, au bout de l'année, pour le contremaître, la somme de 5 francs, pour le compagnon, 2 fr. 25 (l'ouvrier des tissages mécaniques a un salaire encore plus faible), et cependant peu d'ouvrages exigent un apprentissage aussi compliqué, une main aussi légère et un goût aussi sûr. L'ouvrier lyonnais et stéphanois, comme on l'a dit, possède la tradition et l'amour de son métier; il est attaché à sa ville natale, comme le montagnard à sa montagne. Il est fier de sa profession et pousse à un

degré extrême l'amour-propre du travail. Son ingéniosité est surprenante ; il invente à tout instant des perfectionnemens de son outillage, que la chambre de commerce de Lyon a la sagesse de récompenser par des primes ; il excelle à tourner toutes les difficultés des tissages différens qu'on lui commande. On a pu affirmer avec raison que le maniement du fil de soie constitue, à Lyon et à Saint-Étienne, une sorte d'aptitude héréditaire, qu'il s'agisse de tissage, de teinture, d'apprêt ou de toute autre manipulation. Quant aux dessinateurs, qui forment l'état-major de ce magnifique corps de métier, on aura l'idée de leur inépuisable imagination quand on saura que, depuis 1813, le conseil des prud'hommes de la soierie lyonnaise a enregistré plus de cent dix mille dessins ou dispositions nouvelles.

L'ouvrier tisseur de Lyon et de Saint-Étienne est un type absolument particulier dans le personnel de notre grande industrie. Le plus souvent, il est propriétaire d'un, deux ou trois métiers et possède quelques économies. Il vit, du reste, avec un ordre extrême, réduit le prix de son existence matérielle par des sociétés de consommation et des sociétés de secours mutuels, mène une vie des plus paisibles et a gardé l'esprit de famille. Son caractère est un peu mystique, il a des tendances philanthropiques, généreuses, incline vers le socialisme, mais un socialisme pratique et point d'humeur violente ou partageuse. Depuis 1848, on ne l'a jamais vu se jeter dans les partis extrêmes, et cependant, comme nous l'avons indiqué, il a dû traverser des crises douloureuses. A Saint-Étienne, le ruban subissant, encore plus que les étoffes de soie, le contre-coup des fantaisies de la mode, les mauvaises années ont été non moins fréquentes. Les passementiers de cette ville se souviennent encore des années 1877, 1880, 1882 et 1884, qui ont vu de longs chômages.

La situation difficile des tisseurs de soie est, du reste, accusée par l'émigration constante du travail de la soierie hors des grands centres. On peut prévoir un moment, qui n'est pas très éloigné, où tous les travaux ordinaires seront confiés aux métiers de la campagne. L'ouvrier d'art seul pourra demeurer dans les grandes cités où le prix de la vie est élevé. Déjà Lyon ne compte plus guère que de 12 à 14,000 métiers à la main, alors qu'il y en avait encore de 35 à 40,000 dans la brillante période des étoffes façonnées et brochées ; 50 à 60,000 métiers à la main ont émigré dans les cantons ruraux, et des 25,000 métiers mécaniques, beaucoup sont établis autour de Lyon : 500 dans l'Ain, 1,000 dans l'Ardèche, 9,000 dans l'Isère, 3,500 dans la Loire, 2,000 dans le Rhône, 1,019 dans la Savoie, etc. La fabrique lyonnaise, pour trouver la

main-d'œuvre à meilleur marché, a construit des usines jusque dans la Drôme, le Gard, la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme et Vaucluse. Comment l'industrie de la soie pourrait-elle se défendre autrement quand elle se heurte, sur tous les marchés étrangers, à des industries locales favorisées par des droits protecteurs énormes, par des salaires inférieurs, par la franchise de matières premières imposées en France?

Ce qui se produit à Lyon, à Saint-Étienne, à Saint-Chamond est également vrai pour les industries de Paris, de Roubaix, de Calais, de Nîmes, qui emploient la soie. La petite colonie de passementiers lyonnais et stéphanois établie à Paris, sur les hauteurs de Ménilmontant, n'a pas un sort moins difficile, malgré sa situation dans la capitale, au centre même de la mode et sous la main des commissionnaires exportateurs. A Nîmes, les industries de la bonneterie, des tapis, affirment qu'un droit sur la soie leur porterait un préjudice considérable. Quant à la fabrique de soie à coudre, elle est à moitié anéantie par la concurrence de l'article coton glacé, venant d'Angleterre ou d'Allemagne, et se déclare hors d'état de supporter la moindre taxe nouvelle. En ce qui concerne l'importante fabrication de Saint-Pierre-lès-Calais, dont la production est de plus de 80 millions de francs, M. Ribot exposait, en 1888, qu'elle luttait avec la plus grande difficulté contre les fabriques anglaises de Nottingham et que, le prix de la matière première étant de 50 pour 100 dans le prix de revient de ses tulles de soie, le moindre écart dans le prix de la matière première avait son contre-coup sur la vente.

Il résulte, en somme, de tous les faits et de tous les chiffres que nous venons d'examiner, que notre grande industrie des tissages de soie maintient sa production, mais sans la développer et au prix de constans sacrifices. Si la mode revenait aux belles étoffes, elle prendrait certainement un essor nouveau, parce qu'elle est mieux outillée que ses concurrentes pour cette fabrication spéciale; mais ce retour de la mode, s'il semble se dessiner, est encore très faible, et pendant longtemps encore les articles communs l'emporteront. Or, pour ces articles, les fabriques allemandes, suisses et américaines sont placées dans des conditions supérieures aux nôtres et, symptôme inquiétant, leur production croît rapidement, pendant que la nôtre reste stationnaire.

C'est ainsi que, de 25,000 métiers en 1844, les fabriques rhénanes d'Elberfeld, Crefeld, Barmen et Ronsdorf se sont élevées à 42,000 métiers en 1855, 58,000 en 1873 et 87,000 en 1883, que leur production a passé de 90 millions de francs en 1844 à 225 millions de francs en 1883. Leurs spécialités sont le velours coton, les

rubans schappe (déchets de soie) et coton, les tissus de soie légers. Leurs principaux marchés en dehors de l'Allemagne sont l'Angleterre et les États-Unis.

Les fabriques suisses ne sont pas moins florissantes. Disséminées dans les campagnes, avec Zurich et Bâle pour principaux centres, elles ont la main-d'œuvre à bon marché, et leurs matières premières, dépourvues d'impôts, leur permettent de lutter avec succès contre nous pour un grand nombre d'articles légers. De 9,000 métiers, Zurich est monté, dans ces trente dernières années, à 37,000. La production, qui était de 15 millions de francs, a atteint, en 1885, 84 millions. Bâle a suivi avec une progression un peu moins forte; sa production a cependant monté de 20 millions à 37 millions. On voit par ces chiffres combien ces rivales de Lyon et de Saint-Étienne progressent plus rapidement que nos deux grands centres producteurs. L'Italie, qui a obtenu de si grands succès dans la sériciculture, la filature et le moulinage, a été moins heureuse pour le tissage; cependant le nombre de ses métiers a triplé depuis vingt ans, et elle produit 40 millions de francs de soieries d'un genre tout à fait spécial, qui commencent à venir à Paris et qui se vendent bien sur les marchés orientaux et dans l'Amérique du Sud. Ses tissages sont concentrés à Côme, à Gênes et à Turin.

Si les fabriques allemandes et suisses sont les principales rivales de la soierie française, celle-ci rencontre également des concurrentes sérieuses en Autriche, en Russie, aux États-Unis. Ces pays n'exportent point, mais ils fournissent peu à peu à leur consommation intérieure aux dépens de nos fabriques, dont les produits sont frappés dans ces pays de droits exorbitans. La soierie et la rubanerie autrichienne, concentrées en Bohême, en Moravie, à Goritz et à Insprück, font un chiffre d'affaires de 80 millions de francs, dont 15 millions à l'exportation. La fabrique russe, protégée à outrance, a fait des progrès encore plus rapides et, en moins de dix ans, de 1873 à 1883, ses 25,000 métiers de Moscou, de Saint-Pétersbourg et de Wladimir ont vu monter leur production de 40 millions à 70 millions.

Les États-Unis ont, comme la Russie, une fabrique de soierie toute récente; cependant, en moins de vingt ans, la grande république américaine est arrivée à produire pour 250 millions de francs de soieries. Cette victoire industrielle lui a été d'autant plus facile à obtenir que les fabricans américains n'ont eu qu'à emprunter à l'Europe un outillage perfectionné et qu'ils ont obtenu comme protection un droit de 50 pour 100 *ad valorem* sur les soieries étrangères. Ils ont, d'ailleurs, admirablement organisé leur industrie,

installant sur place et côte à côte les filatures, les moulinages et les tissages. Les principaux centres manufacturiers sont à New-York et à Paterson. Ils sont appelés à réduire de plus en plus les importations européennes aux États-Unis.

Les soieries françaises n'ont plus seulement à lutter contre leurs concurrentes d'Europe et d'Amérique. Un autre danger non moins redoutable les menace. L'Asie ne se contente plus de nous envoyer sa soie filée; nous voyons apparaître, sous le nom de *corahs* et de *pongées,* des taffetas légers écrus, ressemblant au foulard et qui obtiennent un assez grand succès en France, en Angleterre et aux États-Unis. Ces étoffes, qui entrent déjà pour une dizaine de millions de francs dans notre consommation française, sont fabriquées, les corahs dans l'Inde, à Allahabad, à Bénarès, dans le Pundjab et le Bengale; les pongées, en Chine, dans les provinces centrales et méridionales. Si l'on observe que la production intérieure de la Chine en soieries est évaluée à plus de 300 millions de francs, que celle de l'Inde doit atteindre 150 millions; si, d'autre part, l'on tient compte que cette production énorme s'obtient avec des métiers primitifs, à peu près pareils à ceux dont on se servait dans l'antiquité, avec deux ouvriers, dont l'un soulève les fils de chaîne et dont l'autre passe la navette et frappe la trame avec la règle de bois, on comprend ce que pourront effectuer ces industries le jour où elles seront en possession d'outillages semblables aux nôtres, avec le double avantage de la matière première sur place et du travail à vil prix. Nous serons, du reste, promptement fixés à ce sujet, car le Japon est déjà entré dans la voie nouvelle. Des filatures à l'européenne se sont établies dans les provinces de Kioto, d'Yamachiro et de Djochiou, et l'on évalue à 40,000 le nombre des métiers japonais fabriquant le taffetas, le brocart et le crêpe, les mouchoirs et les foulards. Ces deux derniers articles seuls sont exportés en Europe pour une somme d'environ 6 millions de francs. Il n'est pas jusqu'au Tonkin qui ne soit un important centre de fabrication locale, consommant plus d'un million de kilogrammes de soie recueillis presque en entier sur son territoire.

On voit par ce tableau de la fabrication universelle de la soie, combien cette industrie se développe avec rapidité dans les pays où la soierie française était autrefois sans rivale et dans ces centres d'Orient dont les produits inférieurs ou ayant un caractère purement local semblaient ne devoir jamais se présenter sur nos marchés européens. S'il n'est pas exact de dire que nos fabriques françaises soient en décadence, la vérité ordonne cependant de reconnaître qu'elles restent stationnaires pendant qu'autour d'elles toutes leurs rivales grandissent avec une rapidité imprévue. Le

domaine des belles étoffes artistiques nous reste, mais ce domaine se rétrécit sans cesse sous la double influence de la mode et des crises économiques. Sur le champ de bataille de la fabrication à bon marché, nos fabricans et nos ouvriers luttent avec plus de vaillance et d'abnégation que de succès contre des nations jeunes, sobres, sans besoins, sans impôts, n'ayant point de vieux matériel à amortir et profitant dès la première heure de toutes nos inventions et de tous nos perfectionnemens. Nos tissages se défendent avec énergie, puisque, si leur production a diminué comme valeur, elle a légèrement grandi comme poids, mais c'est une lutte pénible qui devient de jour en jour plus difficile et dont les victoires sont précaires, parce qu'à l'horizon le flot des concurrens apparaît sans cesse grossissant.

IV. — CONCLUSION.

Ainsi de nos quatre industries de la soie, la sériciculture, la filature, le moulinage et le tissage, deux sont en décadence, deux sont encore pleines de vitalité, combattues de tous côtés, mais défendant leurs positions avec vaillance, au prix de sacrifices douloureux et de perfectionnemens incessans.

Des deux premières, une seule peut se relever promptement, la sériciculture; elle retrouvera difficilement son ancienne prospérité, mais en replantant des mûriers pour avoir la feuille à meilleur compte et en augmentant le rendement en cocons par le choix de bonnes graines, elle doit encore obtenir un produit largement rémunérateur.

Le regretté M. Maillot, directeur de l'école sericicole de Montpellier, dont la compétence n'a été contestée par personne, a démontré cette vérité d'une manière indiscutable dans ses *Leçons sur le ver à soie*. Économiquement établie, la culture d'une once de graines ne doit pas dépasser 80 francs, salaires payés : or la recette arrive aisément au double de cette somme si les graines sont bien choisies, car l'once doit rendre facilement 40 kilogrammes de cocons à 4 francs, soit 160 francs. Le cocon ne se vend pas toujours 4 francs, mais le rendement de 40 kilogrammes n'est pas un maximum.

Si la sériciculture était une industrie organisée vigoureusement, si elle constituait l'unique ressource d'une population nombreuse, elle se serait plus vaillamment défendue, elle aurait réalisé les perfectionnemens à l'aide desquels les Italiens ont maintenu leur élevage florissant. Mais nos cultivateurs de la Drôme, de l'Ardèche, du Gard, de Vaucluse, ne donnent à la sériciculture qu'une quarantaine de journées par an, ils abandonnent ce travail à leurs

femmes, à leurs enfans. Ce n'est pour eux qu'une ressource complémentaire sur laquelle ils fondent peu d'espérances. Ils estiment donc plus simple de réclamer des droits protecteurs que de se donner la peine de planter de nouveaux mûriers et de chercher à obtenir de bonnes graines à bas prix. Si des droits protecteurs devaient les sauver sans compromettre d'autres intérêts plus considérables que les leurs, il n'y aurait pas d'inconvéniens à les instituer, mais il est manifeste qu'il n'en va pas ainsi.

Tous les sériciculteurs reconnaissent qu'un droit d'entrée sur les cocons sans un droit d'entrée sur les soies grèges ne leur serait d'aucune utilité. Ils demandent donc un droit d'entrée de 8 francs par kilogramme de soie. Les conséquences d'un droit semblable sont faciles à établir.

En 1888, on a fait l'expérience d'un droit très léger sur les soies italiennes, 1 franc sur les grèges et 2 francs sur les ouvrées. Or, ce droit a suffi pour faire fléchir de près de moitié les importations de soies italiennes, et ces soies sont d'un prix élevé. Un droit de 8 francs sur l'ensemble des soies étrangères et notamment sur celles qui valent 40 francs, 35 francs et 30 francs, serait donc la prohibition pure et simple de ces soies. Mais alors où s'alimenteraient de matières premières nos industries du moulinage et des tissages qui fournissent en France le salaire quotidien de plus de 300,000 ouvriers?

Les sériciculteurs prétendent qu'ils leur fourniront rapidement les soies dont ils auront besoin, parce que, le prix du cocon devenant rémunérateur, on replantera des mûriers, on mettra en culture une plus grande quantité de graines. Mais, si le mûrier pousse rapidement, il lui faut encore une vingtaine d'années pour être en pleine production.

D'après les statistiques officielles, nos mûriers donnent un peu plus de 2 millions de quintaux de feuilles, c'est la nourriture nécessaire pour l'élevage des 250,000 onces de vers à soie mises en éclosion. On répondra que cette statistique représente la production de feuilles consommées, mais les mercuriales des marchés établissent non moins clairement que c'est à peu de chose près la quantité de feuilles utilisables, car les feuilles se vendent à certains momens jusqu'à 10, 12 et 15 francs le quintal, prix exorbitant. Si l'offre dépassait ou seulement égalait la demande, il est évident que les feuilles descendraient à 5 et 6 francs, prix normal sur le marché. Et, en supposant même que nos plants de mûriers soient assez nombreux pour permettre d'élever un plus grand nombre de vers à soie, comme le prétendent certains sériciculteurs, c'est un fait hors de conteste que ces plants sont mal distribués

géographiquement, qu'ils sont en nombre insuffisant dans des centaines de localités séricicoles, puisqu'on doit transporter la feuille parfois à plusieurs lieues, à grands frais et au détriment des vers qui refusent cette feuille échauffée ou flétrie par les manipulations, l'entassement et le séjour sur le marché.

Les éleveurs de vers à soie ne peuvent donc accroître que très lentement leur production de cocons; de 800,000 kilogrammes de soie, ils peuvent péniblement monter d'année en année, à la condition que le temps soit toujours propice, à 1 million de kilogrammes, à 1,200,000, à 1,500,000. Or nous consommons 4 millions 1/2 de kilogrammes de soie pour notre fabrication. Pendant ce temps, moulinages et tissages devront donc, sous peine de périr, acheter au dehors leurs soies majorées d'un prix de 8 francs : c'est la ruine certaine.

Admettons même l'hypothèse invraisemblable que les sériciculteurs pourraient fournir les 4,500,000 kilogrammes de soie qu'ils n'ont jamais produits aux jours de leur plus grande prospérité, que feraient nos tisseurs d'une soie belle à coup sûr, mais qui ne saurait convenir pour tous les tissus? Les soies de France ont en effet des qualités remarquables, mais on ne peut les employer que pour certaines étoffes très limitées. Il n'est même presque pas d'étoffes où l'on puisse les employer exclusivement. Dans certaines soieries pures de type supérieur, les soies d'Italie et même certaines soies du Japon sont préférables, les unes parce qu'elles sont plus fines, les autres parce qu'elles ont des qualités spéciales que l'étoffe réclame. Pour nombre de tissus mélangés, les soies de France sont hors d'état de servir parce qu'elles coûtent un prix double de celui de certaines soies sauvages que l'Asie nous envoie. La consommation n'achètera plus ces soieries légères si on lui vend à 5 francs le mètre une soierie qu'elle payait 2 francs et même 1 fr. 50. Ce serait un véritable désastre au moins pour les fabricans et les ouvriers qui, tissant des soieries légères à bon marché, sont hors d'état de supporter une pareille augmentation du prix de revient. Mieux vaudrait renoncer à toute exportation. Nos soieries sont déjà frappées d'un droit de 7 fr. 50 au kilogramme en Allemagne, 5 francs en Autriche, 8 francs en Italie, 4 fr. 88 en Russie, 4 francs en Espagne, 8 pour 100 *ad valorem* en Turquie et 50 pour 100 aux États-Unis. Elles ont à payer en France un droit d'entrée variant de 0 fr. 20 à 3 fr. 50 le kilogramme sur leurs filés de coton. Elles ont à lutter contre des concurrentes qui ne paient aucun droit sur les matières premières et dont la main-d'œuvre est à très bas prix. Comment peut-on espérer qu'elles ne succomberont pas quand aujourd'hui même les produits se présentent sur les marchés avec des diffé-

rences de quelques centimes seulement et qu'il faut serrer le prix de revient à son extrême limite! Et ce n'est pas seulement la ruine de nos tissages de soie, c'est une perte considérable pour nos filatures de coton, qui verront disparaître leur principale clientèle. Il ne faut pas oublier, en effet, que nos tissages de Lyon, de Saint-Étienne, de Paris, de Nîmes, de Calais, de Roubaix, achètent plus de 40 millions de francs de filés de coton dans le Nord, le Pas-de-Calais, les Vosges. L'industrie cotonnière de ces départemens sera donc atteinte à son tour.

Les partisans des droits sur les soies ne peuvent pas contester ces dangers; ils croient les atténuer par l'établissement d'un régime (admission temporaire ou *drawback)* qui sauvegarderait les intérêts de l'exportation française au moyen d'un remboursement, à la sortie de l'étoffe, des droits perçus à l'entrée de la soie.

Par malheur, ce système est impraticable pour toutes les soieries, mais surtout pour les étoffes mélangées qui sont les plus nombreuses, à cause de la difficulté de titrer la quantité de chaque matière première, soie, coton ou produits tinctoriaux en surcharge. Arriverait-on, par le progrès de la science, à déterminer à 5 ou 6 pour 100 près la proportion des divers élémens, il faudrait encore expertiser des milliers de colis postaux contenant quatre, cinq, dix objets différens, fichus, foulards, rubans, parapluies, confections? Que d'obstacles, que de retards dans les expéditions, alors que le temps est un des facteurs les plus importans dans cette lutte industrielle, car Paris donne les indications de mode, et les centres industriels de toute l'Europe partent ensemble sur ces indications qui leur sont fournies par les commissionnaires! Tout récemment les fabriques allemandes nous ont enlevé en Amérique une vente considérable parce qu'elles ont livré quelques jours avant les nôtres un nouveau tissu qui était très demandé. Que sera-ce lorsque l'exportateur français devra faire stationner ses marchandises en douane du Havre, de Bordeaux et de Marseille pendant que les Allemands et les Suisses expédieront à toute vapeur par Anvers et Gênes sans subir le moindre arrêt? Et il faudra des chimistes-experts dans tous les bureaux des douanes. Quel embarras et quelle responsabilité pour l'État!

Ce n'est pas tout. En supposant même, chose invraisemblable, que, par leur ingéniosité, par l'émigration des tissages dans les campagnes, par l'abaissement du prix des façons, la fabrique française arrive encore à produire dans des conditions normales, un préjugé commercial aura été créé contre elle au dehors. Elle sera représentée comme hors d'état de lutter; pendant la période de crise qu'elle traversera nécessairement, ses concurrens créeront

un courant en faveur des industries suisses, allemandes, italiennes; ils feront valoir leurs conditions économiques meilleures. Enfin, dernier coup et non moins redoutable, le marché des soies de Lyon, qu'on a créé avec tant de peine, qui offre tant d'avantages pratiques à nos fabricans pour le choix de leurs matières premières, qui a tant contribué aux incessantes modifications que les tissages ont pu apporter dans leurs combinaisons d'étoffes, ce marché ne pourra pas résister à un droit de 8 francs. Les soies d'Asie suivront celles d'Italie, le marché commercial de la soie s'établira définitivement à Milan, à Londres, où nos fabricans devront désormais aller chercher leurs matières premières. Et comment fabriquer vite et à bon marché dans ces conditions? Nos capitaux perdront eux-mêmes un de leurs emplois les plus utiles et la richesse nationale une circulation de plusieurs centaines de millions de francs.

On répond qu'on pourra établir des séries de types, comme cela se passe à l'importation pour certaines étoffes qui paient des droits d'entrée en France; mais la variété des étoffes de soie mélangée ou surchargée rend l'établissement de ces types plus difficile, et, de plus, ce régime manque d'équité. Comment imposer aux experts des douanes la vérification de milliers de types différens? Et l'on en compte plusieurs milliers. La vérification serait impraticable et, de plus, elle favoriserait des catégories de fabricans au détriment des autres; elle serait ruineuse pour ceux-ci, avantageuse pour ceux-là; enfin, elle laisserait subsister tous les grands inconvéniens de la prise d'échantillon, du retard dans la livraison et du préjugé commercial créé contre toute industrie soumise à de pareilles entraves. Il serait plus sincère de déclarer qu'on est résolu à sacrifier l'exportation des tissages français, c'est-à-dire une valeur de plus de 300 millions de francs, représentant plus de 100 millions de francs de salaires pour nos travailleurs de trente départemens.

Cette perspective est, du reste, entrevue par certains partisans des droits sur les soies, et, pour compenser la perte subie par les exportateurs, ils offrent de réserver à ceux-ci le monopole du marché français par des droits prohibitifs sur les soieries étrangères. Par malheur, la compensation serait faible, car nos importations de soieries n'ont pas dépassé 60 millions de francs, et dans ce chiffre figurent des marchandises entrées en transit ou envoyées dans nos fabriques d'impressions ou d'apprêt pour être réexportées. Il faut donc évaluer à 50 millions de francs au maximum la valeur des soieries étrangères consommées en France, de telle sorte qu'un droit prohibitif sur ces tissus de soie procurerait au maximum 50 millions de francs d'affaires à nos tissages, alors que le droit parallèle sur les matières premières leur enlèverait toute leur

exportation, c'est-à-dire 300 millions de francs. Perte nette : 250 millions.

Ainsi, pour un bénéfice aléatoire de 5 millions de francs, pour une maigre augmentation de revenu de 0 fr. 50 par kilogramme de cocons, c'est-à-dire de 15 à 20 francs par an au plus par producteur, bénéfice que celui-ci peut se procurer sûrement par d'autres voies, on s'exposerait à atteindre profondément, à ruiner, on peut le dire, deux industries : le moulinage et le tissage. On leur enlèverait bénévolement une vente de 250 millions de francs, représentant plus de 100 millions de francs de salaires. Ce serait une véritable aberration économique. Ajoutons que ce serait une iniquité. Si l'on met, en effet, en parallèle l'importance des industries rivales, on voit d'un côté la sériciculture occupant environ 150,000 personnes pendant 40 jours par an, c'est-à-dire fournissant à l'activité nationale 6 millions de journées de travail. D'autre part, les moulinages et les tissages font vivre environ 350,000 ouvriers et ouvrières pendant 200 jours par an, soit 70 millions de journées de travail. Si l'on prend 2 fr. 50 comme salaire moyen des uns et des autres, la sériciculture représente donc, comme main-d'œuvre, une somme de 15 millions de francs de salaires, tandis que les moulinages, les tissages et les industries annexes représentent près de 200 millions de francs payés au travail.

Ces derniers chiffres sont pour nous la démonstration la plus évidente de l'imprévoyance et de l'injustice qu'il y aurait à mettre des droits sur les matières premières destinées à nos industries de la soie. Comme nous l'avons démontré, l'État peut venir au secours de la sériciculture sans recourir à cette mesure ruineuse pour le moulinage et le tissage. Il peut fournir gratuitement les plants de mûriers, accorder des primes d'encouragement pour les plantations nouvelles, pour les plus beaux rendemens de cocons; il peut enfin, il doit même créer des stations sericicoles dans tous les arrondissemens intéressés, de façon à assurer à nos agriculteurs de bonnes graines à bon marché. Ces mesures suffiront amplement à relever la sériciculture française, dans la mesure où cela paraît possible, et elles ne ruineront pas les 350,000 travailleurs qui, dans les vallées du Rhône, de la Loire, à Paris, à Nîmes, à Tours, dans le Nord et le Pas-de-Calais, maintiennent si haut le renom de l'industrie française en gagnant des salaires des plus modestes et des plus disputés.

ALBERT DE LA BERGE.

LA MINGRÉLIE

ET LES

ROMANS CAUCASIENS

DE M. LE BARON DE SUTTNER

C'est un fort beau pays que celui qui s'étend de la Mer-Noire à la mer Caspienne et que borne au nord le Caucase, au sud la chaîne arménienne où trône le Grand-Ararat. Arrosée à l'ouest par le Rion, à l'est par la Koura, qui reçoit les eaux rapides de l'Araxe, cette contrée, où l'on trouve des sites enchanteurs et, selon l'altitude, tous les climats, celui de Rome et celui de Chamonix, est aussi curieuse que belle. Sur une étendue de près de 22 millions d'hectares elle ne compte guère que 5 millions d'habitans, et ces habitans offrent les types les plus divers. Il semble que tous les peuples se soient donné rendez-vous au pied du Caucase; nulle part la faune humaine n'est plus variée. La Transcaucasie est un grand couloir et le chemin le plus direct pour passer du plateau de l'Iran en Europe. Elle n'a joui de son indépendance qu'à de rares intervalles; elle a obéi jadis à Alexandre, à Mithridate, aux Bagratides d'Arménie, puis aux Arabes, aux Turcs Seljoucides, aux fils de Gengis-Khan, aux Tartares de Tamerlan. Les Sophis de Perse et les Turcs ottomans se la partagèrent; depuis le commencement de ce siècle elle appartient au Russe. Presque tous les envahisseurs y ont laissé quelque souvenir de leur passage, quelque échantillon de leur race, et, sans se confondre, tous ces dépôts, toutes

ces couches superposées ont formé d'étranges combinaisons. Pline, qu'il ne faut pas toujours croire, racontait qu'à Dioscurias, ville de la Géorgie actuelle, il fallait cent trente interprètes pour se tirer d'affaire. Il y a moins d'exagération à prétendre qu'on parle aujourd'hui soixante-dix langues ou patois à Tiflis, ville peuplée de Géorgiens, de Tatares, d'Arméniens, de Turcs, de Persans, de Juifs, de Russes, de Français et d'Allemands.

Depuis que la Transcaucasie est devenue russe, l'influence européenne s'y est fait sentir davantage d'année en année. Certaines races la subissent ou l'acceptent de bon cœur; d'autres lui demeurent plus réfractaires, et c'est la source de nouveaux contrastes. Si vous voulez savoir comment s'y prend un Oriental pour adopter nos modes tout en gardant ses mœurs, allez à Tiflis étudier sur place ces grands négocians arméniens qui s'appelaient naguère MM. Kalikianz et Beburianz, et qui, pour se concilier la faveur de leurs nouveaux maîtres, ont soin de s'appeler aujourd'hui MM. Beburow et Kalikow. Quoiqu'on les accuse de savoir trop bien compter, ils ne ménagent pas l'argent pour faire voyager leurs fils en Europe ou pour procurer à leurs filles une gouvernante bavaroise ou saxonne. Six jours durant, ils restent enfermés dans leurs magasins de soieries, de chaussures ou de bijouterie, servant la pratique avec un empressement obséquieux et employant leurs courts loisirs à discuter le tarif des douanes, le prix du sucre, la hausse ou la baisse du rouble.

Le septième jour, ils se redressent, font peau neuve, prennent la diligence, s'en vont respirer un air plus vif à 12 verstes de Tiflis, dans leurs villas de Kodjori. La montée en lacets est raide, la vue est superbe. A l'un des détours du chemin, ils aperçoivent la ville s'allongeant en terrasse à leurs pieds, et leur regard embrasse les courbes serpentantes de la Koura, qui se perd à l'horizon. Devant eux se dresse la sombre muraille du Caucase, au-dessus de laquelle resplendissent les neiges éternelles du Kasbek. A vrai dire, le paysage les intéresse médiocrement, ils ont hâte d'arriver. Jusqu'au soir ils ne quitteront les cartes que pour jouer au trictrac, ils fumeront des cigares exquis, ils boiront du vin de Champagne, et on entendra de loin les éclats de leur voix, leur tonnerre! A leur façon de rire comme à la grosseur de leurs chaînes d'or et à l'énormité du diamant qui orne leur index, vous reconnaîtrez l'Oriental; mais Kodjori vous rappellera nos villes d'eaux. On y trouve un casino où l'on danse et où l'on joue gros jeu. Il a, paraît-il, la forme d'un pâté de gibier; les nôtres, le plus souvent, n'ont point de forme du tout.

Si vous avez peu de goût pour le faux Orient ou pour la fausse Europe, si les mœurs primitives et la sauvagerie vous attirent davantage, ce n'est pas en Géorgie et à Tiflis qu'il faut aller, mais à l'ouest, dans

le gouvernement de Kutaïs, en Imérétie, ou plutôt en Mingrélie. Ce district montagneux, plus rapproché du gigantesque Elbrouz que du Kasbek, est sillonné de toutes parts d'eaux courantes. Au-dessus des champs de maïs et des vignes s'étalent des forêts magnifiques de chênes, de hêtres, de cèdres et de pins. Là, parmi les bois de lauriers, les bosquets de buis, les fourrés de houx et de fougères, fleurissent en abondance les rhododendrons et les azalées. La plante humaine y est toute particulière; on n'y boit guère de vin de Champagne et on y chercherait vainement un casino. Tout le monde y sort armé; c'est le pays où l'on chasse au faucon, c'est aussi le pays des voleurs de buffles et de chevaux. Ces montagnards, fiers d'eux-mêmes, font peu de cas de leurs voisins de l'est. « Qui es-tu? demandait l'un d'eux d'un ton de mépris. — Mon grand-père était Géorgien, et je le suis moi-même. Vos princes n'épousent-ils pas nos filles pour se donner plus de considération? — Dis plutôt que vos filles se servent de leurs deux mains pour les happer au passage, parce qu'elles soupirent après une bonne nourriture et de beaux habits, deux choses que vous ne connaissez que de nom. » De son côté, le Géorgien affirme que l'Évangile se trompe lorsqu'il nous donne pour un Hébreu l'homme qui trahit Notre-Seigneur : Judas Iscariote n'a pu naître qu'en Mingrélie.

A quoi pensaient les Grecs quand on leur parlait de la Mingrélie, qui s'appelait alors la Colchide? Ils croyaient voir Prométhée cloué à son rocher, la toison d'or, Médée et ses dragons. Qu'était-elle pour l'excellent voyageur Chardin, qui la visita en 1671? Un pays fort curieux, mais fort désagréable à traverser quand on a été nommé par lettres patentes marchand du shah de Perse et qu'on voyage avec des bijoux qu'il faut défendre contre les mains crochues « de peuples d'un fort méchant naturel, sans religion et sans police. » Qu'est-ce que la Mingrélie pour le Mingrélien d'aujourd'hui? Un vrai paradis, où tout est plus beau, plus aimable, plus charmant, plus distingué que dans les autres parties de ce misérable monde. Il faut en rabattre un peu, nous dira M. le baron de Suttner, écrivain autrichien, qui a fait de longs séjours sur les bords du Rion et de la Koura. Il n'y a pas perdu son temps; il en a rapporté une riche provision de souvenirs.

M. de Suttner vient de publier un volume de nouvelles qui sont, pour la plupart, des tableaux de mœurs mingréliennes. Il a de bons yeux, il sait raconter et décrire. Agréables ou déplaisans, on sent que ses personnages ont été presque tous dessinés d'après nature, et ces portraits sont si vivans que, pour en garantir la ressemblance, il n'est pas besoin d'avoir connu les originaux (1). Il y a six ou sept ans, il avait pu-

(1) *Kinder des Kaukasus*, von A.-G. von Suttner. Dresde et Leipsick, 1890; E. Pierson's Verlag.

blié, sous le titre de *Daredjan*, l'histoire d'une déclassée du Caucase, d'une fille de paysans qui, élevée dans un pensionnat russe et gâtée par de mauvaises lectures, tourne fort mal et tombe très bas. En 1886, il a raconté, dans un autre roman caucasien, la fâcheuse aventure d'un gentilhomme d'Imérétie, d'un *aznaour*, qui se fait aimer d'une grande dame, fille d'un Turcoman et d'une Polonaise et mariée à un prince russe. Cette princesse, très amoureuse et qui se croit adorée, a hâte de reconquérir sa liberté pour épouser Kurdel Zuchadzé. Elle se rend à Saint-Pétersbourg, obtient à grand'peine que son mari consente au divorce; il lui en coûte plus d'un million de roubles. Dès qu'elle a gagné son procès, elle se remet en route, repasse le Caucase, court en Imérétie annoncer à son amant qu'enfin elle est libre. Il ne l'attendait pas. Elle le surprend dans les bras d'une écuyère de cirque qui faisait les délices de Kutaïs, et elle le tue raide d'un coup de pistolet. Cet événement mit l'écuyère en renom. Elle fut aussitôt demandée en mariage par un employé de chemins de fer, par un pharmacien, par un capitaine d'état-major, par un médecin militaire, par un prince et par l'avocat Xandro Lionadzé. Elle appartenait à la classe des Françaises sérieuses. Au prince, qui n'était plus jeune et avait plus de dettes que de cheveux, elle a préféré l'avocat. Son mariage lui a donné accès dans les meilleures familles de la ville; elle fait des visites, en reçoit, organise des pique-nique et se déclare la plus heureuse des femmes. Si jamais vous allez à Kutaïs, munissez-vous d'une lettre d'introduction pour Mme Françoise Lionadzé (1).

Chardin, qui était un admirable observateur, mais qui en voulait peut-être aux Mingréliens des dangers que ses bijoux avaient courus chez eux, a tracé de ces Tartares convertis à l'église grecque un portrait assez repoussant. Il déclare « qu'il n'y a point de malignité à quoi leur esprit ne se porte, » qu'ils sont tous voleurs, tous larrons, tous brigands et qu'ils en font gloire. Il affirme encore « qu'ils sont plus ivrognes que les Allemands et n'ont de plaisir que pour les entretiens malhonnêtes, » que leurs enfans savent tout à dix ans, que le père les exerce au larcin, que la mère les forme à la turpitude. Il ajoute que le concubinage, l'adultère, la bigamie, l'inceste, sont des vertus en Mingrélie, que ces soi-disant chrétiens sont à la fois les plus superstitieux et les plus débauchés des hommes, « que, quand un mari prend sa femme sur le fait avec son galant, il a le droit de le contraindre à lui payer un cochon, que le cochon se mange entre eux trois. » — « Ce peuple barbare, dit-il par forme de conclusion, n'a ni pudeur ni humanité. Je crains qu'en cet endroit les vérités que je raconte ne passent pour des

(1) *Ein Aznaour, Kaukasischer Roman*, von A.-G. von Suttner, 1886. — *Daredjan, mingrelisches Sittenbild*, 1884.

exagérations ; je proteste qu'elles sont très certaines. » Il avait beau dire, il poussait les choses au noir ; il était en colère, il pensait à ses bijoux.

Il y avait en Mingrélie, au temps de Chardin comme aujourd'hui, des princes, des nobles et des vilains. C'est surtout aux nobles, aux *aznaours* qu'il en voulait, et il a parlé avec quelque commisération des malheureux manans grugés et mangés par leur seigneur. Les paysans mingréliens qui figurent dans les nouvelles de M. de Suttner ressemblent beaucoup, par leur genre de vie, par leurs usages, à ceux qu'a rencontrés Chardin, à cela près qu'ils ne sont plus serfs et que, quand ils sont misérables, c'est à eux-mêmes qu'ils doivent s'en prendre. Comme leurs pères, ils se nourrissent d'une pâtée de millet dont Chardin avait fini par s'accommoder et qu'il comparait au plum-pudding. Comme leurs pères, ils habitent des huttes en planches et en torchis, fort sales, où de grands bancs courant le long des murailles servent de lits et dans lesquelles leur bétail s'enferme avec eux. Comme leurs ancêtres, ils enterrent les grandes cruches où ils conservent leur vin. Ils leur ressemblent aussi par leur goût prononcé pour les paroles inutiles, pour les longs propos, pour ce qu'ils appellent les *laparaki*, et par l'habitude qu'ils ont de s'exciter au travail en chantant et hurlant comme s'ils éprouvaient le besoin de consoler ou d'étourdir leur incurable paresse.

Ils ont gardé et les usages et les superstitions des Mingréliens d'autrefois. Ils croient à la vertu des amulettes et qu'une araignée vivante enfermée dans une noisette vide préserve du mauvais œil. Ils croient à la magie amoureuse et que, pour se faire aimer d'une femme, il suffit de la toucher avec un sac contenant l'aile gauche d'une chauve-souris. Ils ont une grande considération pour leurs sorcières, dont la bienveillance leur paraît si précieuse qu'ils ne pensent pas la payer trop cher en leur donnant une vache et 100 roubles. Ont-ils perdu leur buffle ou leur bufflonne, ils recourent aux vingt-quatre fèves et au crible tournant pour découvrir le nom du voleur. Ils sont persuadés que, lorsqu'on éternue en parlant de la mort, une grande catastrophe s'ensuivra, à moins que votre voisin ne s'empresse de vous frapper sur l'épaule, en criant : « Tu es encore des nôtres ! » Ces descendans de nomades qui adoraient les astres tiennent en grande estime le soleil de leurs pères, et c'est sans doute en son honneur que dans leurs fêtes ils allument des feux par-dessus lesquels jeunes et vieux, garçons et filles sautent comme des possédés : c'est le plus sûr moyen d'épouvanter les mauvais esprits et de tenir à distance l'artificieux Satan, embusqué dans la montagne de Tabachel. Malheur à vous si vous tombez en sautant ! Avant la fin de l'année, Satan vous prendra. Les Mingréliens attachent quelque importance à la bénédiction de leurs popes ; mais leur chris-

tianisme ne leur a guère enseigné que la peur du diable et de son horrible femme Rokapi, la reine des sorcières, qui enlève les jeunes filles pour qu'elles l'accompagnent au sabbat.

Si fâcheuses que soient les déraisons des Mingréliens, M. de Suttner a pour eux beaucoup plus d'indulgence que Chardin ; je soupçonne même qu'ils lui inspirent un peu de cette tendresse secrète qu'éprouve un romancier pour les pécheurs dont les vices ont de la couleur et de la ligne. Faut-il croire que depuis que la Russie les gouverne, la police, devenue plus sérieuse, tient leurs appétits en bride ou que dans le cours des âges leur humeur s'est adoucie ? On rencontre dans les nouvelles de M. de Suttner des figures presque sympathiques, et ses coquins eux-mêmes sont intéressans. Ce qui me paraît certain, c'est que les grands bandits ont presque disparu de la Mingrélie ; ils ont été remplacés par les petits larrons : — « Jadis, disait en hochant la tête une vieille sorcière des environs de Zugdidi, les grands du pays tenaient leur place parmi les voleurs. Cela se voit encore, mais ce n'est pas comparable au bon vieux temps. Tout se faisait alors grandement. Un prince qui avait une fille à doter ou un fils à baptiser partait un beau soir avec une bande de vigoureux compagnons ; il en emmenait jusqu'à cinquante, et on entrait en campagne. C'étaient de vraies guerres ; une douzaine d'hommes restaient souvent sur le carreau. Il y avait alors dans les fermes seigneuriales beaucoup plus à prendre qu'aujourd'hui ; dans l'enclos paissaient jusqu'à cent chevaux de la plus belle race, des buffles, de nombreuses vaches, et les maisons regorgeaient d'argenterie, de tapis, de riches armes et d'objets de prix. Personne ne revenait sans un opulent butin. Aujourd'hui, il y a des gens qui hasardent leur vie pour une misérable poule. » Ainsi parlait la vieille sorcière Sada, et elle déplorait la décadence des vieilles mœurs. Il en reste pourtant quelque chose ; il est peu de Mingréliens qui ne ressentent une vive admiration pour un vol hardiment et adroitement exécuté et quelque sympathie pour le voleur. Il n'y a que le volé qui souhaite de le voir pendre.

Ce qui caractérise surtout un peuple, c'est l'idée qu'il se fait et de l'honneur et de l'amour. Les nobles mingréliens, les aznaours comprennent l'honneur à peu près à la façon d'un chef arabe. Si vous leur demandiez de le définir, ils vous diraient que c'est la juste fierté que ressent un homme qui possède de magnifiques chevaux, de grands troupeaux, des chiens, des faucons, des armes, une provision d'argent comptant enfermée dans un bahut garni de ferrures, et avec tout cela une clientèle dont il reçoit les hommages et à laquelle il ne marchande pas ses services. Plus cette clientèle est nombreuse, plus l'homme est grand, plus il a le droit de s'admirer.

Dans la plus charmante de ses nouvelles, M. de Suttner nous fait

connaître un aznaour de ses amis, nommé Gudja, qui a passé six ans en Europe. A peine le sait-on de retour, on arrive de toutes parts pour le saluer, pour se prosterner devant cette merveille du monde. On ne se lasse pas de le contempler, on le dévore des yeux, on boit ses paroles, on le regarde écrire, manger et dormir. Nourrices et pères nourriciers, frères et sœurs de lait, filleuls et filleules, cousins et cousines jusqu'au quatorzième degré, personne ne s'est dérobé à son devoir. Il tient sa porte toute grande ouverte, on entre chez lui comme dans un moulin; on va, on vient, on s'agite, on s'écrie, on tracasse, et on se fait nourrir et coucher, après quoi on cède la place à d'autres. Ils ont tous apporté leurs présens, des gâteaux de maïs, du vin, des poules, des chapons, des fromages, des porcelets qu'ils serrent tendrement dans leurs bras. Il reçoit les présens, il reçoit aussi les requêtes. Celui-ci lui demande une lettre de recommandation pour son fils qui cherche un emploi à Tiflis; un autre, engagé dans une mauvaise affaire, le supplie de laisser tomber sur lui la manne de ses conseils. Deux plaideurs sollicitent son arbitrage, une veuve réclame son intervention auprès du gouvernement, un voisin qui a un bois à vendre le conjure de s'intéresser à son marché. Debout au milieu du cercle et drapé dans son plaid, il distribue ses réponses à droite et à gauche; il a le ton solennel, il rend des oracles; il est au fait de tout, il a la science universelle. Un enfant a été piqué par un scorpion, un jeune homme a les fièvres, une vieille femme a la goutte. Il ne connaît qu'un remède : c'est le sulfate de magnésie, et il soumet le district tout entier à une cure énergique de sel de Sedlitz.

Le seigneur féodal du moyen âge pensait comme l'aznaour que son honneur était représenté par le nombre des hommages qu'il recevait, mais il pensait aussi qu'un chevalier se déshonore quand il manque à sa parole. Si j'en juge par les romans de M. de Suttner, certains scrupules sont inconnus aux aznaours mingréliens. Presque tous ceux qu'il met en scène se distinguent par une subtilité rusée. Pour eux, la fraude n'est qu'un péché véniel, l'impudeur dans le mensonge est la marque d'un esprit libre. A la fois dissipateurs et grippe-sous, ils ont au plus haut degré le goût des affaires, la passion des procès véreux, qui se terminent le plus souvent par des accommodemens iniques. Leur parole ne pèse pas une once, leurs sermens ne sont que vent et fumée; ils ne méprisent que le fripon qui se laisse prendre. « Kurdel Zuchadzé se considérait comme une forte tête, comme un homme d'une vaste intelligence, comme un corbeau blanc, comme un maître diplomate, comme le plus retors des avocats. Il avait acquis la conviction que, si jusqu'alors il n'avait pas voulu fatiguer, tourmenter son esprit, il ne laissait pas de posséder les aptitudes les plus diverses, qu'il était capable de devenir tout ce qu'il voulait, qu'il était un génie. C'est une

illusion très répandue parmi ses compatriotes. » Un ingénieur français, qu'il avait dupé, disait de lui : « C'est un misérable escroc, mais un tricheur génial. » Soyez génial! Cela fait tout passer en Mingrélie, et quelquefois aussi en Europe.

A l'égard de l'amour, qu'est-ce pour les Mingréliens? Une fièvre brûlante, une fureur de désir, à laquelle succèdent bientôt de mortelles indifférences. Ils savent cependant aimer en vers : « Tu m'as pris le cœur, mon trésor! Ta peau est rosée, tu es toi-même une rose. Nos lèvres ont soupiré d'amoureux sermens, et j'ai pressé tes douces mains, j'ai baisé le velours de tes joues comme la soie de ta nuque, jusqu'à ce que des rêves chatoyans aient rempli tes yeux. Viens, partons, ma bien-aimée. Allons-nous-en loin d'ici, dans les riantes campagnes d'où l'on voit scintiller le rivage de la mer aux mille couleurs. Viens, jeune fille, nous planterons là notre tente. » Ils ont la passion des plaisirs qui grisent, des fêtes qui font du bruit, et ne sont jamais plus heureux que quand le tambourin les invite à danser des rondes, des *pechuris*, à l'ombre des mimosas. Ils sont musiciens et ils sont poètes : en entrant chez son voisin ou sa voisine, un simple paysan, un *bitcho*, décroche de la muraille une guitare à trois cordes et improvise une chanson d'amour. Mais celle qu'il a chantée hier à Khetevan, il la chantera demain à Macrine.

Fût-elle très entendue à l'élève des vers à soie, au dévidage des cocons ou dans l'art de broder sur le cuir et le velours, fût-elle une joueuse de luth consommée, sût-elle à peu près écrire et parler le géorgien, la femme n'est aux yeux des Mingréliens qu'un être inférieur. Celle qui paraît la plus propre à leur donner le plaisir, ils la convoitent, ils en ont faim et soif; plutôt mourir que de ne pas l'avoir! Mais si belle qu'elle soit, ils souhaitent de vivre assez pour en avoir d'autres. Ils posent en principe qu'il faut beaucoup de femmes pour en faire une. Ils ont vécu jadis sous des maîtres qui avaient des harems et pour qui la polygamie était un droit; elle est pour eux un délicieux péché; elle en a la grâce et la saveur.

Chardin nous parle d'un aznaour qui, quoique marié, résolut d'épouser une jeune fille dont il était fou. Il obtint sa main moyennant une grosse somme qu'il promit au père et qu'il ne savait où trouver. Cet homme ingénieux invita douze prêtres à venir dire chez lui une messe solennelle, accompagnée d'un sacrifice. Après les avoir fait boire, il leur mit les fers aux pieds et les vendit à un corsaire turc. Le prix de vente ne suffisant pas, il s'avisa de parfaire la somme en vendant par-dessus le marché sa première femme. M. de Suttner ne nous raconte aucune histoire pareille; mais ses Mingréliens ont pour la plupart deux amours en tête. Kurdel Zuchadzé aime à la fois une princesse russe et une écuyère de cirque, et il serait très embarrassé de dire s'il

aime davantage l'écuyère en tricot rose ou la princesse parfumée de fleur d'oranger.

Sanartia, le voleur de chevaux, s'est épris de Khetevan, un jour qu'il l'a vue se baigner. Quelques heures plus tard, la retrouvant au bord du ruisseau, il la prend par la taille. Elle résiste, puis lui tend ses lèvres. Il faisait très chaud ce jour-là. « O soleil, méchant soleil, c'est toi qui dérobes aux fleurs humides de rosée les vapeurs qui troublent les sens, qui font bouillonner le sang et la tête! Soleil perfide, Khetevan s'est donnée. » Son père Data, devenu veuf, s'était remarié avec une fille de seize ans; la belle-fille considérait sa belle-mère comme une enfant, mais cette enfant s'appelait Macrine et elle avait des yeux de chat. Le lendemain du jour où Sanartia a possédé Khetevan, il fait la cour à Macrine. Khetevan revenait d'une fête où elle avait dansé avec ce don Juan caucasien. « Elle avait pris une traverse; au milieu d'un fourré, elle demeura tout à coup comme clouée au sol et retint son souffle : elle venait d'entendre le murmure indistinct d'une voix, dont l'accent lui parut pressant. Deux minutes après, l'air retentit d'un claquement de fouet, puis Sanartia passa devant elle comme un éclair, emportant en croupe une femme. » Il emportait Macrine dans un désert de l'Abchasie.

Chardin a rendu justice à la beauté des Mingréliennes. Il s'étonne qu'aucun autre Grec que Jason ne se soit avisé de venir chercher une femme dans cette partie du monde. « On y accourt à présent de tous les endroits de l'Orient, ajoute-t-il, et le prix qu'on en donne les peut faire passer pour de vraies toisons d'or. » Il en avait vu de merveilleusement bien faites, d'air majestueux, de visage et de taille admirables, dont le regard engageant caressait les hommes « et semblait leur demander de l'amour. » Il se plaignait seulement qu'elles fussent malpropres et ne lavassent leurs chemises que trois fois l'an. « J'approchais toujours d'elles fort épris de leur beauté; mais la méchante odeur étouffait l'amour. » Au surplus, il les déclarait les plus méchantes femelles de la terre, fières, superbes, fourbes, cruelles, impudiques, « mettant toute perfidie en œuvre pour se faire des amans, pour les conserver et pour les perdre,» avec cela si lâches, si paresseuses que, lorsqu'elles n'avaient pas quelque noirceur à commettre, leur plus grand plaisir était de rester assises le jour entier, la tête penchée sur leurs genoux.

Encore une fois Chardin exagère, ou il faut croire que les Mingréliennes se sont amendées. M. de Suttner nous a appris que Khetevan se baignait dans les ruisseaux, et il nous la donne pour la plus dégourdie des ménagères. Il la montre sans cesse active, ayant l'œil et la main à tout. Sérieuse dans tous ses sentimens, le cœur chaud, l'âme énergique, l'humeur orageuse, l'œil farouche, cette Colchienne est de

la race de Médée, mais c'est une Médée qui pardonne. Elle a juré de tuer le voleur de chevaux qui l'a trahie. Quand il se laissera prendre et que ses juges le condamneront à finir ses jours en Sibérie, elle exposera sa vie pour le sauver.

En revanche, sa jeune belle-mère, cette Macrine que tous les gens de la maison appellent la petite, ressemble beaucoup à ces paresseuses au cœur mou dont parle Chardin, et on voit l'Orient dans ses yeux de chat, dont le sommeil est trompeur. Sa plus grande joie est de ne rien faire, et quand ses yeux se réveillent, c'est qu'elle pense à mal ou à une écharpe bleue qu'elle a aperçue à la devanture d'une boutique de Zugdidi. Avoir une robe de soie rouge, brodée de fleurs jaunes et blanches, et durant des heures se balancer sur une escarpolette en grignotant des prunes vertes ou des bonbons persans, voilà, faute de mieux, le parfait bonheur. « Sanartia avait apporté des sucreries pour les enfans et une petite boîte d'*alwa* pour Macrine. Data était sorti, Khetevan aussi : elle avait à parler à la vieille sorcière. La petite boîte fut bien vite ouverte, et Macrine engagea le bon jeune homme à prendre place sur la balançoire. Il ne se fit pas prier, d'un bond il fut auprès d'elle, et pour qu'elle n'eût pas besoin de se tenir, il saisit les cordes de ses deux mains. Elle pouvait ainsi s'appuyer commodément sur ce bras d'homme et puiser à son gré dans la boîte. De temps à autre, elle lui mettait un peu de confiture sur les lèvres, et ils se berçaient, riant, folâtrant, le cœur en joie, pendant que la brise leur soufflait au visage les mille parfums d'un luxuriant gazon. « Ah ! si le morose et rébarbatif Data pouvait ressembler un peu à ce jeune homme! se disait-elle. Mais quelle figure ferait Data sur une balançoire ! » Elle riait aux éclats à cette pensée. Tout à coup son rire lui resta à la gorge. Khetevan, la gênante Khetevan s'était dressée devant eux et les regardait d'un œil sombre. »

Jusqu'à la fin, Macrine ne sera qu'un enfant. Sur ce rocher d'Abchasie où Sanartia l'emmène, elle rit quelquefois et plus souvent elle pleure. Sanartia est un beau garçon ; mais adieu les bonbons persans ! adieu les écharpes bleues qu'on achète à Zugdidi! La voilà mise comme une mendiante. Chaque soir, il part pour la maraude, elle lui reproche de la quitter, mais il faut vivre ; ses nuits de solitude lui semblent longues, la peur la tient éveillée. Elle croit voir le terrible génie Otschikotschi braquant sur elle ses yeux de braise ou accroupie derrière la porte, la reine des sorcières dont elle entend le ricanement aigu. La mauvaise saison est venue ; comme elle se promenait dans la montagne, la neige l'a surprise. Elle rentre glacée, frissonnante ; pour se réchauffer, elle entasse pêle-mêle dans l'âtre bois vert et bois mort, tout ce qui lui tombe sous la main et jusqu'aux tapis de son lit. La maison prend feu, elle meurt étouffée dans les flammes. « Un géant

noir, le mauvais esprit de Tabachel avait emporté l'âme de Macrine. Telle fut la fin de ce très petit morceau du monde, *dieses kleinen Stückchens Welt.* »

Quelle que soit mon admiration pour Chardin, j'en veux croire M. de Suttner, et j'incline à penser que partout, sauf dans les romans naturalistes, les monstres sont rares, que la plupart des hommes sont un amalgame singulier de bien et de mal, de vices qui tiennent à des qualités et de qualités qui tiennent à des défauts. Si après avoir lu les nouvelles du voyageur autrichien, j'avais à définir les Mingréliens, je dirais que le trait dominant de leur caractère est une prodigieuse légèreté d'humeur jointe au goût du théâtral. Ce sont de grands comédiens. Tantôt redressant leur taille, fronçant le sourcil, ils affectent un air de supériorité qui tient les gens à distance; c'est ainsi qu'ils en usent avec les Européens quand ils veulent leur faire croire que la Mingrélie est un paradis. Plus souvent, ils se livrent à de grandes démonstrations, dont personne n'est dupe; ainsi le veulent les bienséances et le code de l'étiquette. Voyez plutôt ce bon Gudja recevant à son retour les visites de ses proches et de ses voisins : « Redevenu subitement Mingrélien dans l'âme, à chaque personne qui l'abordait, il poussait un éclatant cri de joie, se précipitait sur l'arrivant, lui sautait au cou sans savoir au juste le plus souvent où il avait pu rencontrer cet inconnu. »

Ces comédiens sont peut-être plus sincères qu'on ne le dit; ils croient, selon les cas, qu'ils sont tristes jusqu'à en perdre l'esprit, heureux comme on l'est au sixième ciel, amoureux jusqu'au délire, furieux jusqu'à la frénésie, et ils le sont pendant qu'ils le croient. Comme tous les hommes d'imagination, ils ont au moins la sincérité momentanée. Que seront-ils demain? Cela dépend du temps qu'il fera ou du nombre de bouteilles qu'ils auront vidées. L'aznaour Kurdel Zuchadzé avait de grands soucis; il s'agissait d'affaires de conséquence qui pouvaient compromettre et sa fortune et son honneur. On vient lui annoncer le passage d'un vol de cygnes qui se sont abattus dans une anse du Rion. Il quitte tout, prend son fusil, monte à cheval. Quoi qu'il advienne, il a tué quatre cygnes, et tout Kutaïs le saura. Les Mingréliens se connaissent; ils savent combien leur humeur est mobile, que leur cœur est aussi léger que l'air qu'on boit sur une cime du Caucase. Aussi se défient-ils de leurs entraînemens passagers, ils prévoient de loin leurs repentirs. A la fois étourdis et temporiseurs, ils craignent de se lier, ils fuient les engagemens : « Je montrerai du caractère, disait Gudja à M. de Suttner. — Allons donc! le moyen d'avoir du caractère en Mingrélie! »

Ce Gudja était un charmant homme aux cheveux bouclés, à la barbe de Christ, aux dents éclatantes, au regard étincelant, et l'histoire de

ses amours est vraiment mingrélienne. A vingt ans il adorait une belle princesse qui venait de perdre son prince. Tous les jours Gudja l'allait voir; mais ils ne parlaient jamais que des mérites et des vertus du défunt. — « Quoi! pas un mot d'amour? lui demandait M. de Suttner. — A quoi bon? Avions-nous besoin de parler? Un soir je baisai sa petite main blanche, et la veille de mon départ pour l'Europe, je sentis ses lèvres sur mon front. » Il reçut en Europe plusieurs lettres de la princesse; il répondit à la première, ne répondit pas aux suivantes, et la *Gazette de Tiflis* lui apporta la nouvelle que la princesse S... s'était remariée.

A quelque temps de là, il débarquait à Poti, prenait le train pour Tiflis. Dans le compartiment où il entra se trouvait une femme en grand deuil; c'était la princesse, déjà veuve de son second mari. Quelle fête! On recommença à se voir tous les jours. Elle quitta Tiflis pour Élisabethpol, où elle avait un frère. Gudja y passa auprès d'elle une demi-semaine d'abord, puis une semaine entière. « Quoi! pas un mot d'amour? — Pas un seul. Nous parlions toujours du défunt, non du second, mais du premier. » Gudja s'était mis en route pour retourner chez lui quand, à trois verstes d'Élisabethpol, ayant passé la tête à la portière, il vit arriver une amazone lancée au triple galop. Il mit aussitôt pied à terre, courut à sa rencontre. Elle lui rapportait une clé de montre qu'il avait oubliée sur une table. Elle ne prononça pas une parole, et cependant son regard humide semblait attendre une réponse. Gudja se confondit en remercîmens, prit la clé de montre et remonta en voiture. Il ne tarda pas à apprendre qu'elle s'était mariée pour la troisième fois. Il en fut navré et furieux. Elle lui avait donné son portrait. Il le pressait sur sa bouche en s'écriant : « Ah! chère âme, si tu savais tout le mal que tu m'as fait! Cher trésor, cher ange et cher démon... Ah! ces femmes! disait-il encore, elles ont été mises au monde pour notre malheur. Elles ne sont qu'artifice et mensonge et ne savent qu'inventer pour nous torturer l'âme. Elles ont commencé dans le paradis. » Peu après, la gazette de Tiflis lui apprenait que la princesse était veuve de son troisième mari. Transporté de joie, il courut à toutes jambes lui demander sa main. Elle lui représenta que la loi ne permet pas de se marier quatre fois. Peut-être le savait-il.

Il était écrit que Gudja n'épouserait jamais la femme qu'il aimait et qu'il en épouserait une autre pour laquelle il professait une parfaite indifférence. Il avait pour sœur de lait une jolie petite fille, nommée Tassia, dont M. de Suttner a fait un alléchant croquis. Elle avait de beaux cheveux noirs, des joues fraîches, des yeux très doux, le sourire engageant dont parle Chardin, ce sourire qui demande de l'amour, et elle rougissait de plaisir quand Gudja semblait s'apercevoir qu'elle existait. — « Gudja, oublie ta princesse, cette tueuse d'hommes; épouse Tassia, c'est là qu'est

le bonheur. » Gudja renvoyait bien loin l'impertinent conseiller. Un Mingrélien épouser sa sœur de lait! un aznaour épouser une fille de rien! Qu'en dirait la Transcaucasie! Qu'en penseraient l'Elbrouz et le Kasbek! Tassia se rongeait, Tassia dépérissait. Mais si on ne meurt pas souvent d'amour en Europe, on n'en meurt jamais en Mingrélie. Un aznaour qui avait trente ans de plus qu'elle lui proposa de l'épouser; elle y consentit, et du moment qu'elle appartint à un autre, elle parut désirable à Gudja. Comme la princesse, elle fut bientôt veuve, et le mouton sauta le fossé. « Je les ai revus à Carlsbad, nous dit M. de Suttner. Je ne me lassais pas de contempler cette charmante créature et de jaser avec elle. Elle parlait très bien le français, un séjour de deux ans à Tiflis en avait fait une dame. Et lui, le mauvais drôle, il se chauffait à ce soleil, il bourdonnait comme une mouche autour de ce flambeau, s'approchant de la flamme jusqu'à se roussir les ailes... Qu'étaient devenus ses grands airs? Il les avait noyés dans la Mer-Noire. « Ainsi vous êtes parfaitement heureuse, Tassia? » lui demandai-je, comme il venait de sortir. Ses yeux étincelèrent, deux fossettes se dessinèrent sur ses joues, et je vis luire ses dents entre deux lèvres plus rouges que des fraises pendant que, résumant tout son bonheur dans un mot, elle s'écriait : *Djendjermi!* Le lendemain, j'étais parti, et vive Dieu! j'avais bien fait : une heure encore, et je tombais amoureux. »

Djendjermi! Ce juron est le fond de la langue mingrélienne. Il veut dire proprement : « Que ta peste soit sur moi! » Mais, selon l'accent avec lequel on le prononce, il prend vingt acceptions différentes, et souvent il a plus d'un sens à la fois. Que clignant l'œil, découvrant ses gencives et se grattant la gorge, le Mingrélien s'applique à fasciner la femme qu'il aime ou qu'il commande à son domestique de lui apporter un verre d'eau, qu'il apprenne une heureuse ou une funeste nouvelle, qu'il implore une faveur ou profère une malédiction, qu'il dise des injures au portrait d'une princesse ou qu'il s'avise subitement que Tassia a de beaux yeux, *Djendjermi!* s'écriera-t-il, et souvent ce sera tout son discours. Plaintes et actions de grâces, prières et menaces, étonnemens plus ou moins sincères, noirs soucis que dissipe par enchantement la vue d'un cygne s'abattant sur les bords du Rion, joies d'or et de pourpre qui se flétrissent en une heure, tristesses bientôt consolées qui fondent au premier soleil comme une neige de printemps, cette parole magique signifie tout cela et beaucoup d'autres choses encore. *Djendjermi!* les Mingréliens sont des gens heureux : si leurs caprices sont des passions, leurs passions ne sont que des caprices, ils ne pèsent sur rien, rien ne leur pèse, et ils disent en un mot tout ce qu'ils ont dans le cœur.

G. Valbert.

REVUE LITTÉRAIRE

CRITIQUE ET ROMAN.

Un journaliste, qui s'est fait une manière de l'indignation, et même une spécialité, se plaignait récemment, avec autant d'éloquence ou de fracas qu'il pouvait, de l'indifférence de la critique pour les romans et pour les romanciers. Romancier lui-même, je suis bien obligé de croire qu'il songeait à ses propres romans. Car, en vérité, si l'on peut adresser un reproche à la critique contemporaine, ce n'est pas d'avoir trop rarement parlé de Gustave Flaubert ou de M. Zola, des frères de Goncourt ou de M. Alphonse Daudet; et plutôt, ici même, si nous éprouvions quelque remords, ce serait, depuis quinze ou vingt ans, d'en avoir fatigué le lecteur. Ni Sainte-Beuve, en des temps anciens, n'a parlé aussi souvent de George Sand ou de Balzac, ni M. Taine, plus près de nous, aussi souvent de l'auteur de *Madame Bovary* qu'on l'a fait, qu'on le fait tous les jours encore de l'auteur du *Nabab* ou de celui de *la Bête humaine*. Mais les romanciers sont insatiables. Il ne leur suffit point qu'on les lise, il faut qu'on dise qu'on les a lus; il faut surtout qu'on engage les autres à les lire, — ou au moins qu'on les en détourne, ce qui n'est souvent, comme l'on sait bien, qu'une manière plus subtile de les y engager; — et la critique, à leurs yeux, ne semble pas avoir d'autre utilité, d'autre intérêt, ni d'autre raison d'être. Pour la plupart des romanciers, nous ne sommes que ce qu'on pourrait appeler les « annonciers » de la littérature; et quand nous « n'annonçons » pas, on dirait, à les entendre, que nous manquons à une espèce de contrat. « Passez-moi la casse et je vous passerai le séné, » écrivait jadis

M. Zola à l'un de ses confrères; et il n'a jamais pardonné ni ne pardonnera jamais à M. Taine de s'être enfoncé dans la recherche des *Origines de la France contemporaine* au lieu d'employer son temps, son talent, et ses forces à commenter l'épopée naturaliste des Rougon-Macquart. C'est ainsi que Hugo ni Balzac n'avaient pu pardonner à Sainte-Beuve de s'être moins soucié de *la Cousine Bette* ou des *Misérables* que de ses « bonshommes » de Port-Royal, — comme les appelait Flaubert, — que du livre d'Arnauld sur *la Fréquente Communion*, ou des *Essais de morale* de Nicole, ou des *Pensées* de Pascal.

Voilà peut-être une étrange façon d'entendre la critique; et, si ce n'était qu'il faut soigneusement éviter jusqu'à l'air de plaider dans sa propre cause, nous ne la passerions ni aux Hugo, ni aux Balzac, et bien moins encore à M. Zola. Mais personne, heureusement, n'ignore que depuis une cinquantaine d'années, en dépit des romanciers, la critique n'a pas étendu moins loin que le roman lui-même ses conquêtes, son domaine, sa juridiction. Et qui sait, à considérer les choses d'un peu haut, si ce ne serait pas ici, précisément, la secrète raison de leur hostilité? *Rara concordia fratrum!* Par des chemins différens, le roman et la critique, depuis Sainte-Beuve et depuis Balzac, — j'essaierai de le montrer quelque jour, — ont tendu constamment au même but, qui est ce que Balzac appelait « l'histoire naturelle des cœurs, » et Sainte-Beuve « l'histoire naturelle des esprits. » Entre la *Comédie humaine* de l'un et le *Port-Royal* ou les *Lundis* de l'autre, à peine semblerait-il d'abord qu'il y eût quelque ressemblance, ou seulement des rapports lointains. Ce sont cependant bien des œuvres du même temps, dont l'objet est le même; également inspirées de l'émulation de faire pour le règne humain ce que les Cuvier, les Geoffroy Saint-Hilaire, les Lamarck, avaient fait ou faisaient pour le règne animal; et des œuvres dont on peut aisément se convaincre qu'elles nous procurent le même genre d'instruction, de profit, et de plaisir. J'en pourrais dire autant de l'œuvre critique de M. Taine et des romans de M. Zola. Si l'auteur des *Rougon-Macquart* est fort loin d'avoir tenu toutes ses promesses, et si depuis longtemps déjà le romantique qui est en lui l'a emporté sur le naturaliste, toujours est-il qu'il a voulu d'abord écrire « l'histoire naturelle et sociale d'une famille sous le second Empire; » et, pour l'auteur de l'*Histoire de la littérature anglaise*, l'originalité de sa tentative ou de son rôle, quelle est-elle parmi nous, sinon d'avoir, en y introduisant les méthodes et les préoccupations de l'histoire naturelle, vraiment renouvelé la critique et l'histoire? La qualité des esprits diffère, et leur éducation, et surtout la portée des œuvres : l'ambition n'en est pas moins la même, et, tôt ou tard, c'est ce qu'on verra bien, à la nature des conclusions, qui déjà se rapprochent et en plus d'un point se rejoignent... Mais si je voulais insister davantage, ces considérations ris-

queraient de m'entraîner un peu loin, et, plutôt que dans les progrès de la critique, j'aime mieux aujourd'hui chercher les raisons de l'indifférence dont on l'accuse dans la décadence, ou, si l'on veut encore, dans l'insignifiance du roman contemporain.

Il ne faudrait pas en effet que l'abondance de la production fît illusion aux romanciers sur la fécondité de leur art, ni sur son avenir; mais tout au contraire, s'il ne se publie pas beaucoup moins de deux cent cinquante à trois cents romans l'an, rien qu'en français seulement, c'est pour cette raison même, précisément, que la critique n'y a rien à voir, non plus qu'aux chansons de cafés-concerts, par exemple, ou aux ballets des Folies-Bergère, ou aux clowneries de l'Hippodrome. Ce ne sont là qu'objets, ou, si je puis ainsi dire, ce ne sont que denrées de consommation, dont le propre est de périr par l'usage qu'on en fait. Comme celui des liqueurs fortes ou des boissons fermentées, l'usage des romans s'est donc généralisé parmi nous; et une blanchisseuse noie ses ennuis dans le feuilleton du *Petit Journal*, comme un charretier fait ses chagrins dans le vin ou l'absinthe. Voilà tout ce que prouve l'abondance de la production. Ou plutôt, je me trompe, et malheureusement elle prouve encore quelque chose de plus : elle prouve qu'il y a des « recettes » pour fabriquer des romans; que ces recettes sont devenues publiques, ou banales pour mieux dire; et qu'avec un peu d'école, de patience, et de chance on y peut introduire jusqu'aux apparences du talent. Mais la réalité du talent n'en demeure pas moins rare. N'est-ce pas aussi bien l'histoire de tous les genres? On se presse en foule sur les traces des maîtres; on marche dans leurs pas; on en imite ce que l'on peut, — qui est nécessairement ce qu'ils ont eu de moins original; — on copie surtout leurs défauts, qu'encore on exagère; et, finalement, le genre s'épuise au sein de cette abondance même qu'on eût prise pour un signe de sa fécondité. S'il a paru depuis quinze ou vingt ans trois ou quatre mille romans, comptez, je ne dis pas combien il en survivra, mais combien il y en a dont on ait seulement retenu les titres. Les romanciers voudront-ils m'en croire? le triomphe de la critique serait un jour de n'avoir signalé que ceux-là !

Cependant, s'il y avait un genre qui pût se flatter d'une longue carrière, un genre dont on eût cru volontiers la fortune inépuisable, il semble que ce fût le roman. Tandis qu'en effet, gênés qu'ils sont par les conditions de leur art, et trop souvent aussi par les exigences du goût particulier de leur temps, ni le poète, ni l'auteur dramatique ne sauraient s'arranger indifféremment de toute sorte de sujets, on ne demande en tout temps au romancier que d'imiter fidèlement la vie, et de nous en donner, sans distinction ni choix, s'il le veut, la ressemblance ou la sensation. Même, à ce prix, nous voyons qu'on lui passe, comme à Fielding, de manquer de goût, comme à Balzac, de manquer

de style, comme à Tolstoï, de manquer d'art ou de composition. C'est la liberté qu'on accorde aux peintres de genre ou de portraits, les plus libres assurément de tous, qu'on ne rend point responsables de la laideur ou de la vulgarité de leurs modèles, ou encore, selon le mot bien connu, qui nous plaisent et qui nous enchantent par la peinture de choses dont nous n'admirons point, dont nous n'aimons point, dont nous pouvons au besoin haïr quelquefois les originaux. Peintres ou romanciers, si cette liberté leur a jadis été refusée, ou plutôt chicanée, — car en la leur refusant on ne pouvait s'empêcher de la reconnaître au fond, — les théoriciens du naturalisme, et surtout les exemples contemporains de Balzac et de Flaubert, la leur ont pour toujours conquise. Les droits du roman, plus étendus en tout sens que ceux de pas un autre genre, n'ont de limites aujourd'hui que celles de son pouvoir. Et non-seulement son domaine est le plus vaste peut-être qu'il y ait dans l'art, mais encore il ne lui est pas interdit d'empiéter sur celui des autres genres, et de nous procurer, s'il s'en trouve capable, jusqu'aux émotions de la tragédie ou de la poésie même. Comment donc se fait-il qu'il semble l'avoir épuisé? de dix romans que l'on lit, — car nous les lisons, — pourquoi, s'il y en a neuf qui se ressemblent dans la médiocrité, le dixième n'en vaut-il pas mieux? et, — sans parler du talent, qui fait, hélas! cruellement défaut à la plupart de nos soi-disant romanciers, — de quelle erreur sur la nature, les moyens et la portée de leur art les autres, ceux dont on pourrait attendre, dont nous attendons quelque chose, sont-ils donc les victimes?

Je dis : De quelle erreur? C'est que peut-être ils n'en ont commis qu'une ; mais il est vrai qu'elle est considérable. Ils ont commencé d'écrire avant d'avoir pensé. Pressés de parvenir, ils n'ont pas compris que, si l'on peut, à vingt ans, écrire *les Méditations* ou *les Orientales,* pourvu qu'on soit Lamartine ou Hugo, il faut avoir vécu, même quand on doit être George Sand ou Balzac, pour écrire *Valentine* ou *la Recherche de l'absolu.* Ils ont essayé d'imiter la vie sans en connaître autre chose que ce qu'on en apprend dans les livres, et non pas même dans toute sorte de livres, mais dans des livres singuliers et rares, dans *le Rouge et le Noir*, dans *les Fleurs du mal,* dans *l'Éducation sentimentale.* Forts de leur ignorance, qui est quelquefois ineffable, ils n'ont pas vu que le naturalisme, en rendant la critique plus exigeante sur la qualité de l'imitation, l'avait du même coup rendue moins indulgente aux bizarreries que, jadis, elle aimait à prendre pour des promesses de talent. Et comme un pauvre homme de savant, — puisqu'il y en a de tels, — qui rassemblerait des « documens » ou qui ferait des « expériences » au hasard, parce qu'il aurait entendu dire dans les laboratoires que la science consiste à faire des « expériences » ou à rassembler des « documens, » ils ont cru que les « documens » ou les

« expériences » avaient en soi, par eux-mêmes, leur valeur absolue, leur intérêt, ou leur raison d'être. Ou, en d'autres termes, ne sachant pas, sans doute, qu'il n'y a rien que de « relatif, » ils n'ont oublié, dans leurs prétendues représentations de la vie, que l'expression des rapports changeans qui en font la complexité, la mobilité, et la vérité.

C'est ainsi qu'en général ils ont limité le monde à la circonférence de leur moi, et, depuis quelques années, c'est miracle s'il paraît un roman qui n'ait pas l'air d'une confession. On dirait que nos jeunes gens n'ont rien vu de plus intéressant ni de plus curieux pour nous qu'eux-mêmes, et comme ils croient d'ailleurs se bien connaître, c'est ainsi qu'ils concilient les intérêts de leur amour-propre avec les principes du naturalisme. Les paradoxes qu'ils ont donc échangés sur la littérature ou sur l'art, en prenant une absinthe au *Chat noir*, voilà ce qu'ils appellent des « documens ; » et, dans les environs du Val-de-Grâce ou du Panthéon, s'ils ont connu quelque fille de brasserie, c'est l'amour, et c'est une « expérience.» Un autre nous décrit le régime intérieur de l'École polytechnique ou de l'Ecole des mines : je suppose donc qu'il en sort, et quelques pères de famille le liront sans doute avec curiosité. Un autre encore nous contait naguère l'histoire de son mariage, — en y déshabillant sa femme, pour se mieux analyser lui-même, — et vous eussiez juré qu'en vérité, personne avant lui ne s'était marié! Faut-il citer ici des titres? Je n'en vois pas la nécessité. S'il est arrivé, par hasard, au lecteur de feuilleter quelqu'un de ces romans, je ne doute pas qu'il ne les reconnaisse au bref signalement que j'en donne. Mais pour qui nos jeunes romanciers nous prennent-ils? pour quels enfans trouvés, qui n'auraient jamais eu de père? pour quels bohémiens, qui n'auraient jamais vu d'école? pour quels vieillards, qui n'auraient jamais connu de jeunesse? A moins encore qu'ils n'ignorent que leur moi n'est pas eux; que ce qu'il y a de moins assuré parmi nos connaissances, il se pourrait que ce fût, en tout têmps, celle que nous croyons avoir de nous-mêmes; et qu'en tout temps aussi, par conséquent, notre expérience de la vie a besoin d'être complétée, contrôlée, rectifiée surtout par celle des autres? Mais s'ils ne l'ignorent pas, pourquoi écrivent-ils comme s'ils l'ignoraient? Et de quoi se plaignent-ils, enfin, si l'on attend, pour parler d'eux et de leurs « œuvres, » premièrement que leurs œuvres existent, et ensuite, et pour cela, qu'ils aient eux-mêmes grandi, qu'ils aient mûri, qu'ils aient vécu?

Leurs maîtres l'entendaient autrement, je veux dire les maîtres dont ils se réclament, quoique d'ailleurs, au fond, ils n'en fassent qu'une assez mince estime, les Balzac, les Flaubert, ou, de nos jours encore, M. Emile Zola et M. Alphonse Daudet. Ils ne se renfermaient point en eux-mêmes, ils ne s'hypnotisaient pas dans la contemplation

de leur moi, et, au contraire, ils faisaient effort pour en sortir et pour s'en libérer. Concevant le roman comme une vaste et scrupuleuse enquête sur les mœurs de leur temps, ils cherchaient, ils s'informaient, et trouvant, à l'user, leur expérience toujours trop courte par quelque endroit, ils faisaient leur principale affaire de l'étendre et de la compléter. Ne parlons pas davantage aujourd'hui de Balzac ou de Flaubert, et, sur ce point, contentons-nous de renvoyer à leur *Correspondance*. Mais si l'on signalait à l'auteur de *Jack* ou de *l'Évangéliste*, en son bon temps, quelque coin plus mystérieux et inexploré de Paris, quelque profession singulière, quelque manière de vivre et de sentir qui différât de la sienne, il y courait, et il en rapportait, avec de vrais « documens, » non-seulement les inoubliables croquis que l'on sait, mais souvent aussi quelques préjugés de moins, et toujours une connaissance plus vaste, plus diverse, plus sûre du monde et de la vie. Quant à l'auteur de *l'Assommoir* et de *Germinal*, il a poussé si loin la manie de la « documentation » qu'il a fini lui-même par s'y perdre et que, la confondant avec la « statistique » des professions, ses derniers romans ne sont plus composés que d'un *Manuel du parfait porion* ou du *parfait chauffeur*, mêlé d'un affreux mélodrame. Si, d'ailleurs, son œuvre a souffert et souffrira, quelque jour, bien davantage encore, de cette maladresse d'exécution, la leçon n'en était pas moins bonne. Le premier devoir du romancier naturaliste, c'est de « s'aliéner » de soi-même. Il devra constamment s'efforcer de tout comprendre pour tout rendre, et ses romans ne mériteront leur nom que dans la mesure exacte où il y aura réussi.

Cette incapacité fâcheuse de mettre aux choses leur juste prix, et de ne leur donner dans le roman ni plus ni moins d'importance qu'elles n'en ont dans la réalité de la vie, n'apparaît nulle part plus clairement que dans la façon, ensemble ou alternativement subtile et grossière, dont nos jeunes romanciers ont parlé de l'amour. Ils savent qu'il n'y a pas de roman sans amour; que la peinture de l'amour ou des différens commerces qui se déguisent sous son nom fait, en quelque sorte, partie de la définition du genre; que de vouloir l'en ôter, ce serait, pour ainsi dire, désintéresser du roman la moitié de l'humanité. Aussi longtemps, en effet, que l'amour sera, de toutes les préoccupations de la jeunesse, la plus naturelle et la plus absorbante à la fois; aussi longtemps que la destinée de la femme dépendra presque tout entière de son premier amour; aussi longtemps que l'amour, pour des millions d'êtres humains, sera la seule forme, enfin, sous laquelle l'idéal leur soit accessible, aucune autre passion, n'étant d'ailleurs plus universelle, ni plus mystérieuse dans ses causes, ni plus diverse dans ses effets, ni plus dramatique aussi dans ses suites, aucune autre passion ne balancera jamais, au théâtre ou dans le roman, le pouvoir, l'intérêt, le prestige des pas-

sions de l'amour. C'est ce que je ne prendrais pas la peine de faire observer si quelques dégoûtés, — dont avec cela les romans roulent assez volontiers sur les aberrations de l'instinct sexuel, — ne s'étaient avisés récemment de faire son procès à l'amour, et de se plaindre qu'il tienne trop de place dans le roman contemporain. L'amour! toujours l'amour? tant d'amour les excède! Et ils voudraient qu'on écrivît, comme ils disent, le roman de « l'intelligence, » le roman du « savant » ou celui de « l'artiste, » le roman de « l'inventeur » ou celui du « financier! » Pourquoi pas le roman de « la gourmandise » ou de la « paresse? » Et je le veux bien avec eux. Mais je les avertis qu'ils n'en feront pas deux, par la raison sans doute assez forte que, dans la réalité de la vie contemporaine, ils ne trouveront guère de passions qui n'aient avec l'amour quelques liaisons secrètes, je veux dire dont la femme ne soit le mobile ou la fin; qu'une vie est incomplète ou mutilée dans laquelle l'amour n'a pas joué son rôle, lui-même ou ses contrefaçons; et que l'intérêt même que nous continuons d'y prendre au théâtre ou dans le roman est exactement en raison de l'intérêt et de l'importance qu'il a dans la vie.

C'est de cette importance et de la nature de cet intérêt que ne se doutent pas nos jeunes romanciers, et l'amour, dans leurs romans, n'est rien que de pathologique et de honteux. Ils n'ont qu'une manière de le représenter : comme une espèce d'exaspération ou de délire des sens. Selon le mot de M. Zola, c'est le déchaînement de la « bête humaine. » Tout le travail délicat et subtil qu'on a fait depuis tant de siècles déjà pour analyser les passions de l'amour, pour en distinguer les espèces et les degrés, pour en reconnaître les expressions diverses, ils font profession de n'en tenir aucun compte. Avec leur intrépidité d'assurance habituelle, ne regardant comme humain et comme vrai que ce qu'ils éprouvent et que ce qu'ils comprennent, ce n'est pas eux qui s'embarrasseraient de tant de distinctions ni de nuances! Qu'importe le chemin, si l'on arrive au but? Et le but, ici, quel est-il? Toutes les fleurs dont les hommes ont essayé d'enguirlander l'amour ne sauraient l'empêcher d'être finalement ce qu'il est. Mais s'il n'est rien de plus qu'un acte matériel dont on essaierait vainement de « poétiser » la nature, les principes du naturalisme n'exigent-ils pas qu'on le réduise au ridicule ou à la laideur de sa matérialité? C'est une tâche au moins à laquelle nos romanciers n'ont pas failli depuis quelques années, et si l'amour n'est pas encore mort, ils peuvent se vanter que ce n'est pas leur faute.

Ai-je besoin de montrer ce qu'il y a de superficiel et de grossier dans cette conception de l'amour? Non, sans doute. Mais ce qui m'en semble presque le plus fâcheux, — pour les romanciers, — c'est ce qu'elle enlève, non-seulement d'intérêt, mais de fond, de substance,

de matière à leur art. Traité dans ce goût, avec cette brutalité de moyens, pas de sujet qui ne se réduise à une pochade naturaliste ; et sous prétexte de vérité, on ne saurait trop le redire, c'est la substitution de la caricature à l'art de peindre. Qu'est-ce en effet que l'on supprime, sinon tout ce qui fait, dans la réalité, la différence d'un homme à un autre homme, et, par conséquent, la vérité de la représentation de la vie? Là peut-être, au seul point de vue de l'art, est le secret du pouvoir des passions de l'amour. Il n'y a pas de raison pour qu'un Harpagon anglais ou allemand diffère beaucoup du nôtre, lequel déjà ne laisse pas de ressembler à l'avare de Plaute. Dans la composition de l'avarice, comme aussi bien dans celle des autres passions que l'amour, il semble que ce qu'elles ont de général, et partant d'identique, l'emporte beaucoup sur ce qu'elles ont de particulier, de local, d'individuel. Elles ne se diversifient point, si je puis ainsi dire, elles ne se colorent pas des nuances du caractère; elles les effacent plutôt, et elles s'y substituent. Mais l'amour allemand ou anglais, s'il tend sans doute aux mêmes fins que l'amour français, il en diffère pourtant de tout ce que la race, la religion, la constitution de la famille, la manière de vivre, que sais-je encore? ont introduit entre eux d'inévitables diversités; et, d'un homme à un autre homme, n'est-il pas vrai de dire que, tandis que l'intelligence ou la volonté diffèrent surtout en degré, c'est vraiment en nature que les sensibilités se distinguent ou s'opposent? Du moins, aussi facilement que nous pouvons, dès que nous le voulons, comprendre les idées des autres, et même au besoin nous les approprier, aussi malaisément pouvons-nous nous abstraire et nous désintéresser de nos goûts pour partager les leurs. Réduire dans le roman les passions de l'amour à ce qu'elles ont de semblable en tout temps et en tous lieux, ce n'est donc pas seulement défigurer la réalité, mais c'est se priver soi-même du plus subtil, du plus délicat des moyens dont dispose l'analyse psychologique, et ce n'est pas seulement priver le roman de son principal élément d'intérêt, c'est le réduire, si je puis employer cette expression pédantesque, à n'être que le *schéma* de la vie au lieu d'en être la représentation.

C'est pour une raison du même genre encore, parce qu'ils n'ont pas vécu, parce qu'ils ne savent pas observer, parce qu'ils sont incapables d'étendre leur regard de myopes au-delà de l'étroit horizon que les circonstances ont déterminé pour eux, que, si nos jeunes romanciers approchent quelquefois de la vérité, ce n'est guère que dans quelques « scènes de la vie parisienne. » Comme ils habitent Paris, on dirait que le reste du monde n'existe pas pour eux, et qu'au-delà des fortifications c'est l'inconnu qui commence. Je sais bien qu'ils ont une réponse prête : le télégraphe et les chemins de fer ont supprimé la province; à Tulle ou à Carpentras, le genre est de vivre comme on fait à

Paris ; il n'y a plus d'usages ni de mœurs locales, et bientôt, dans le fond même de la Bretagne, devers Rosporden ou Landivisiau, quand une paysanne portera son « costume national, » on croira qu'elle est déguisée... Mais je crois, moi, qu'ils se trompent, et sans remonter au temps d'un *Ménage de garçon*, ou de *Madame Bovary*, je n'en veux pour preuve que les romans de M. Émile Pouvillon, par exemple, ou la plupart encore des *Nouvelles* de M. de Maupassant. A qui sait voir, des récits comme *Jean de Jeanne* ou comme *Chante-pleure,* — auxquels on ne saurait reprocher que d'être ou de paraître au moins trop étudiés, — montrent assez clairement que, sous l'apparente uniformité des mœurs françaises, la vivace originalité des mœurs provinciales ne laisse pas de subsister toujours, et de se retrouver profondément empreinte, non-seulement dans le langage, les usages, et les paysages, mais jusque dans les caractères. Plus souvent qu'on ne le veut bien dire, en France même, l'homme ressemble à la terre qu'il habite ; et, s'il faut s'en convaincre, on n'a qu'à comparer les Languedociens de M. Pouvillon aux Bretons de Pierre Loti. Mais si, peut-être, on trouvait que l'auteur de *Pêcheurs d'Islande* et celui de *l'Innocent* ont quelquefois abusé de la « couleur locale, » c'est alors que je renverrais aux *Nouvelles* de M. de Maupassant, si sobres de descriptions, et cependant si vivantes et d'un accent si particulier. Les chemins de fer n'y feront rien ; aussi longtemps que la mer baignera les côtes de la Normandie, qu'il y poussera plus de pommiers que d'orangers, et qu'on y boira plus de cidre que de vin, il y aura une province ; et je plains nos jeunes romanciers de ne le pas savoir ou de ne s'en plus souvenir.

J'ose bien croire, en effet, que rien n'a contribué davantage à désintéresser la critique de leurs élucubrations, que cette manie qu'ils ont tous, en descendant, comme on disait jadis, du coche d'Auxerre ou d'Orléans, de nous peindre des « scènes de la vie parisienne. » Car quel intérêt veulent-ils enfin que nous y prenions ? Comme si ce n'était pas assez déjà que de la vivre, leur vie parisienne ! et surtout, ce que des naturalistes devraient pourtant savoir, comme s'il y en avait une au monde qui fût moins naturelle, plus artificielle, et plus composée ! Joignez ici, que pour leur malheur et pour notre ennui, ce qu'ils en imitent, et ce qui paraît donc les en intéresser, c'est justement ce qu'elle a de plus artificiel, c'est le criminel, c'est la fille, c'est le bohème, c'est l'étudiant, c'est l'homme de lettres, c'est le « clubman, » c'est le « monde. » C'est quelquefois aussi l'Américain. Je leur passe le « monde, » parce qu'en effet, dans la société très mêlée qu'on est convenu d'appeler de ce nom, je pense que les sentimens peuvent éprouver des déformations très particulières. Peut-être même certaines passions, y étant moins gênées qu'ailleurs, moins contraintes sous la nécessité de travailler pour vivre, plus libres de leur cours, si je puis

ainsi dire, et plus favorisées par le temps qu'on a d'y songer, ne peuvent-elles se développer que dans le « monde. » De certains connaisseurs prétendent pourtant que c'est le contraire. Enfin les limites du « monde » sont flottantes, et ne sachant jamais avec exactitude qui est du « monde » et qui n'en est point, on peut donner à la chose comme au mot autant qu'on voudra d'étendue. Mais s'il y en a qui sont las de l'amour, nous sommes bien las des filles et des hommes de lettres, — et je crois que le public en est las comme nous.

Qu'avant donc de se plaindre de l'indifférence de la critique à leur égard, les romanciers s'examinent eux-mêmes, et qu'ils prennent garde à ce qu'ils sont en train de faire du roman. Ils n'ont jamais tant parlé d'observation, et jamais ils n'ont moins observé. Jamais, non plus, ils n'ont affecté plus de prétentions, et jamais leurs œuvres ne les ont moins justifiées. Lisez plutôt, si vous le pouvez, les romans de M. Mirbeau, — qu'il faut bien que je finisse par nommer, puisque c'est lui qui se plaint le plus fort, — ou ceux encore de M. Rosny, qui doit depuis dix ans nous donner un chef-d'œuvre; — mais le chef-d'œuvre n'est pas encore venu. Nous faudra-t-il donc penser d'eux tout le bien qu'ils en pensent eux-mêmes? ou nous prennent-ils pour leur cornac? Et si nous trouvons qu'ils manquent de talent, pourquoi veulent-ils que nous disions qu'ils en ont? Mais, au contraire, puisqu'ils ne le savent point, nous le leur dirons donc : que ce que la critique doit à leurs rivaux ou à leurs maîtres, c'est avant tout d'empêcher que l'opinion ne leur égale ou ne leur compare, même de loin, leurs imitateurs ou leurs parodistes. Elle a d'ailleurs autre chose à faire, et si les romanciers s'imaginent, s'ils étaient assez naïfs, assez « romantiques » pour s'imaginer que sans eux, sans leurs *Termite* ou sans leurs *Sébastien Roch*, la critique, embarrassée de son rôle, serait obligée de chômer, c'est l'occasion de leur dire qu'on ne saurait s'en faire une idée plus étroite et plus fausse.

Tandis qu'en effet, de proche en proche, le roman rétrécissait le champ de son observation, la critique, elle, au contraire, étendait son domaine et l'accroissait, pour ainsi parler, de la substance et du fond des œuvres dont elle n'avait pendant longtemps examiné et jugé que la forme. Cette espèce d'enquête que le roman pouvait être sur la vie sociale d'un peuple ou d'un temps, c'est la critique, — pour nous borner à ce seul point, — depuis Sainte-Beuve, et depuis M. Taine, qui la dirige; et, on vient de le voir, ce que la critique reproche au roman, c'est de n'y point apporter ce qu'il avait promis d'y apporter de documens. Rien qu'avec le roman de Richardson et de Fielding, avec le roman de Smollett et de Sterne, on a pu se proposer de reconstituer la vie anglaise au XVIIIe siècle, et peut-être y a-t-on réussi. Mais je crains bien que les romans eux-mêmes de M. Zola, *la Bête humaine*, ou *la Terre*, ou *Pot-Bouille*, n'apprennent

un jour que fort peu de choses à l'historien des mœurs de notre temps; et, assurément, ceux de M. Rosny ou ceux de M. Mirbeau ne lui apprendront rien. La collection du *Figaro* lui sera plus précieuse, et dans *le Figaro* la partie des « faits divers » ou celle de la « chronique judiciaire, » ou celle même au besoin des « annonces. » Oserons-nous ajouter que, si le roman contemporain avait voulu vraiment remplir l'objet qu'il s'était donné, — lequel était en principe l'imitation de la vie tout entière, — en vain s'y serait-il efforcé, quelques parties de la vie n'auraient pas cependant laissé de lui échapper encore? Ce sont toutes celles dont la description est plus capable d'instruire que d'intéresser ou de plaire, au sens familier du mot; et ce sont toutes celles dont l'étude exige moins de qualités naturelles que d'érudition ou de science acquise, moins d'originalité que de travail, — ou un tout autre genre d'originalité, — et moins d'imagination que de prudence, que de patience, que de défiance de soi. N'y en a-t-il pas aussi qu'en les choisissant pour les imiter, le romancier sera toujours suspect d'avoir plutôt choisies dans l'intérêt de son propre talent, ou de ses passions, que dans l'intérêt de la vérité? Toute femme qui écrira *Indiana, Valentine* ou *Jacques* se verra toujours et justement soupçonnée d'avoir plaidé la cause du divorce plutôt que d'avoir voulu peindre le mariage et la famille; comme d'un autre côté, pour avoir ce qu'on appelle une valeur philosophique, il manquera toujours au pessimisme d'un Flaubert d'être fondé sur des raisons plus générales que lui-même, ou pour parler plus clairement, sur une expérience plus étendue que celle de la vie présente.

Cette expérience plus étendue de la vie, fondée sur la connaissance d'un autre homme que celui de notre race et servie par cette curiosité du passé sans laquelle on n'a jamais rien compris au présent, voilà tout justement l'objet de la critique, et voilà, je ne veux pas dire ce qui fait sa supériorité sur le roman ou sur le théâtre, mais à tout le moins ce qui l'en distingue; voilà ce qui l'en rend pleinement indépendante. Car, si les romans de M. Daudet ou de M. Zola sont un « document » sur le temps présent, ils n'en sont pas un, j'imagine, sur l'homme du XVIe siècle ou sur celui du moyen âge; et, de savoir comme on vit de nos jours, en France et à Paris, c'est ce qui, sans doute, ne nous apprend rien sur la façon dont on vit en Chine, par exemple, ou au Japon. Japonais ou Chinois, ce sont pourtant des hommes, eux aussi, dont la connaissance n'est pas indifférente à celle de l'homme que nous sommes nous-mêmes; et, d'autre part, à tout moment de sa longue existence, l'humanité se compose de plus de morts que de vivans. C'est donc, si la critique ne se souciait que du présent, comme on le lui demande; si son unique ou principale occupation était de faire des « extraits » des drames de M. Mœterlinck ou des romans de M. Mirbeau, que l'on pourrait l'accuser de méconnaître sa tâche, et qu'en effet, de toutes les

besognes littéraires, elle serait la plus vaine. Le temps est passé désormais de cette complaisance un peu servile! Il faut à la critique, aujourd'hui, pour l'émouvoir et pour l'intéresser, des œuvres plus significatives que celles dont on lui reproche de ne rien dire, comme si le silence n'était pas quelquefois une opinion plus éloquente que tous les discours! Il lui faudrait surtout des œuvres où il y eût un peu plus de talent! Et celles-ci vinssent-elles à lui manquer un jour, la critique n'en continuerait pas moins d'être tout ce qu'elle est, parce qu'il n'y a rien d'absolument nouveau sous le soleil; parce que l'homme n'est pas composé d'imagination seulement, et parce qu'enfin, dans la mesure où la littérature est l'expression de son temps, c'est assez peu de chose que *Gil Blas* en comparaison de *l'Esprit des lois*, et un assez mince personnage qu'un Crébillon ou qu'un Choderlos de Laclos en comparaison d'un Buffon.

Rassurons donc les romanciers : la critique se passera plutôt d'eux qu'ils ne se passeront, eux, de la critique, s'il n'y a rien dont on se lasse moins que d'apprendre l'homme et la vie, ni rien dont, en revanche, on se lasse plus tôt que d'entendre conter des histoires :

> J'aimais les romans à vingt ans,
> Aujourd'hui je n'ai plus le temps,..

disait jadis un poète. Mais rassurons le public aussi. Lorsqu'il se publie deux cent cinquante ou trois cents romans l'an, s'il y en a dans le nombre, je dis une douzaine qui méritent qu'on les lise, qui fassent agréablement passer une heure ou deux, dont on se souvienne avec un plaisir mêlé de reconnaissance, c'est beaucoup, et l'année est bonne. Elle est féconde si, de ces douze ou quinze, il y en a cinq ou six qui soient dignes qu'on en parle, car, à ce compte, nommez-en donc cent vingt, depuis vingt ans, dont les titres survivent! Et de ces cinq ou six, enfin, s'il y en a deux ou trois qui s'inscrivent, en naissant, parmi les chefs-d'œuvre du genre, c'est plus qu'on n'a jamais vu, dans aucun temps ni dans aucune littérature, se succéder de chefs-d'œuvre. Soixante chefs-d'œuvre! Ni notre tragédie classique, en un siècle et demi, n'en a produit autant, ni le roman anglais en cent ans. Et je ne veux pas dire qu'ils n'y soient point, de peur de me faire lapider; mais quoi! la vérité est encore la plus forte, et, décidément, depuis vingt ans, non, ils n'y sont point.

F. Brunetière.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 août.

C'est le moment où la politique sommeille, où les parlemens se taisent, où le monde des affaires lui-même est à demi dispersé. Ce n'est pas, suivant le vieux mot, que le diable y perde rien, que dans cette vie moderne telle qu'elle est faite on cesse de s'agiter, d'intriguer, de poursuivre à travers tout les manèges intéressés. Rien n'est interrompu, c'est possible. Il y a du moins par intervalles, à cette saison d'été, une heure où, soit fatigue, soit habitude, on sent le besoin de se donner ne fût-ce que l'apparence du repos, de chercher l'air des champs ou de la mer, de secouer pour un instant les obsessions de la veille.

On n'est plus à tout ce qui se fait au Palais-Bourbon et au Luxembourg, aux crises ministérielles et aux confusions parlementaires, aux prétendues réformes sociales qui ne réforment rien, et aux expériences financières qui ne remettent pas l'équilibre dans le budget. C'est le moment où tout se réduit à la modeste session des conseils-généraux, qui est déjà finie, à des inaugurations de monumens ou de chemins de fer, à des fêtes locales, à des discours de circonstance, et, si l'on veut, à des polémiques oiseuses qui ne servent qu'à occuper le temps. C'est surtout la saison des voyages officiels. M. le président de la république, qui était l'autre mois dans l'Hérault, vient d'aller à la Rochelle, où il était bien sûr de trouver l'accueil empressé et cordial d'une population paisible, charmée de voir le premier personnage de l'État. M. le ministre des affaires étrangères, entre deux négociations, va por-

ter la bonne parole dans le Pas-de-Calais. M. le ministre de la marine va consacrer, par sa présence à Abbeville, la statue élevée, d'un accord unanime, à l'amiral Courbet. M. le ministre des travaux publics est partout, au nord et au sud, cherchant un chemin de fer à inaugurer. M. le ministre de l'intérieur visite en bonhomme ses propriétés de l'Aveyron, et, chemin faisant, il témoigne familièrement son intérêt aux ouvriers de la contrée, sans leur laisser ignorer qu'il n'entendrait pas raillerie si on prétendait renouveler les scènes sanglantes des grèves de Decazeville. M. le président du conseil, enfin, prend tranquillement les eaux à Aix-les-Bains avant de se rendre aux grandes manœuvres du nord, que M. le général Billot va diriger. Le monde officiel est partout, excepté à Paris. Ce n'est pas un mal de voyager : les voyages forment sans doute les ministres, comme la jeunesse. Ce n'est point un mal non plus d'aller inaugurer un monument, surtout quand ce monument est destiné à perpétuer la mémoire d'un homme qui a été un chef stoïque et glorieux, l'honneur de notre marine, qui, par l'éclat de ses actions comme par la dignité de sa mort, a mérité le viril et affectueux respect de la France. On ne pouvait, certes, mieux occuper un de ces jours de vacances.

Par une coïncidence étrange, au moment même où s'accomplissait cette sévère et réconfortante cérémonie de l'inauguration du monument de Courbet, un inconnu, sans doute pour réveiller la curiosité par ces temps d'oisiveté, s'est plu à divulguer le secret d'un des plus bruyans épisodes de notre récente histoire; il a mis à nu ce qui s'est appelé le boulangisme. Voilà donc ce que c'était que cette popularité de hasard née un instant de l'émotion maladive et de la surprise d'un pays mécontent! Voilà ce qu'il y avait dans ce héros d'aventure s'élevant par la faveur des radicaux, négociant avec les camps royalistes, visitant le prince Napoléon à Prangins, recevant l'argent de toutes mains, menant de front les intrigues d'ambition et les plaisirs ! Il n'y avait rien; il n'y avait pas même une apparence d'idées, pas même la hardiesse d'un aventurier. Il s'est évadé au premier péril, à la première menace. Une cour de justice l'a condamné : ce sont ces bizarres révélations qui l'achèvent en le montrant dans sa frivolité vulgaire. Il s'évanouit dans sa nullité sous cette lumière accusatrice, — tandis qu'au même instant, l'autre, le héros d'Abbeville, monte avec sa gravité impassible devant l'opinion. Celui-là s'élève parce qu'il n'a été qu'un soldat intègre, ne demandant rien aux partis, subissant les disgrâces sans faire moins fidèlement son devoir, réparant par son habileté et sa fermeté d'âme les fautes que l'imprévoyance lui imposait, mourant en héros sur son navire au milieu de ses équipages émus et léguant sa généreuse mémoire à son pays. Voilà la différence entre ces deux hommes dont le hasard seul rapproche les noms! La légende de l'aven-

turier est finie, la légende du grand serviteur de la France est à peine commencée et est déjà consacrée. L'honnête popularité de Courbet n'a pas à craindre les retours de fortune et un des traits les plus caractéristiques de cette récente commémoration d'Abbeville, c'est justement qu'autour de ce monument se sont rencontrés des représentans de toutes les opinions, M. le ministre de la marine, des délégués de la présidence et du ministère de la guerre, des conservateurs, — tous animés des mêmes sentimens, tous parlant le même langage.

C'est la preuve que s'il y a malheureusement des divisions obstinées, de cruels dissentimens d'opinion, il y a des points sur lesquels on est toujours d'accord, et cette communauté de sentimens est le signe le plus sensible de la possibilité d'un apaisement que les passions extrêmes sont seules à combattre. L'autre jour à la Rochelle, M. le président de la république recevant l'expression des vœux de concorde que lui portait le président du conseil-général, répondait que ces sentimens lui étaient chers; il l'avait dit déjà, même avec plus de netteté, dans un autre voyage. M. le ministre de l'intérieur, sans se perdre en paroles inutiles, pratiquerait peut-être volontiers une politique de modération qu'il arrange à sa façon. M. le ministre des affaires étrangères, il y a quelques jours dans le Pas-de-Calais, parlait avec un confiant optimisme de l'apaisement qu'il croit voir partout. Sans doute l'apaisement est dans le pays, il se manifeste par ce calme universel qui règne aujourd'hui à la surface de la France. Il reste depuis un an surtout le vœu le plus profond, le plus intime de l'opinion; il a aussi ses conditions. Quels sont ceux qui le troublent ou le menacent? Ce sont ceux qui pour occuper leurs vacances passent leur temps à réveiller les passions de secte, qui en ce moment même ne cessent de signaler comme un péril clérical la rentrée de quelques religieux dans une maison du Havre, la lenteur des laïcisations, une lettre aussi simple que prévoyante de M. l'évêque de Saint-Brieuc au sujet des séminaristes-soldats. — Eh bien, c'est sur ces points que le gouvernement doit avoir une opinion et une direction. Tant qu'il ne sera pas plus décidé, il restera dans la position indécise et équivoque où il a été jusqu'ici, suspect peut-être aux radicaux qu'il se croira obligé de désarmer par des concessions, — suspect aussi aux conservateurs qui se croiront toujours sous le coup des retours offensifs du radicalisme. L'apaisement restera un mot bon à mettre dans les discours, une fiction peut-être passagère, une apparence. Il ne sera pas une réalité sérieuse et durable; il ne peut le devenir que par une politique hautement avouée, résolue à s'appuyer sur la masse nationale contre les partis extrêmes, à rendre à la France, avec la paix morale, une force nouvelle et l'assurance du lendemain.

Comme tout change et s'enfuit par ces temps de révolutions ou de transformations! Depuis un siècle, les régimes, les gouvernemens, les

hommes qui ont représenté ces régimes sur la scène publique, se sont succédé; ils ont disparu tour à tour pour ne plus reparaître après quelques années que dans les livres, dans les mémoires, dans les récits de ceux qui ont eu un rôle par l'action ou par le conseil. Il y a déjà vingt ans bien sonnés que le second empire, à pareille date, a été emporté dans une tempête de feu et de fer. Il avait mal commencé, il a mal fini : il n'a pas laissé les mêmes souvenirs et les mêmes légendes que le premier empire; il semble déjà loin! Il a pourtant vécu, il a eu sa durée, son caractère, ses couleurs voyantes, ses péripéties et ses crises. Si cette ère d'ostentation, une des plus décevantes de l'histoire, qui disparaît derrière un amas d'événemens, pouvait être oubliée, les récens *Mémoires* de M. le baron Haussmann la rappelleraient à nos trop légers contemporains. Ces *Mémoires* d'un administrateur capable, un peu gonflé et d'ailleurs peu scrupuleux, font revivre d'une certaine manière cette ère impériale où l'auteur lui-même a fait une assez belle figure comme un des premiers dignitaires de l'État, comme l'instrument à la fois rude et souple d'un souverain, dont un de ses plus intimes familiers a pu dire : « Il ne sait pas ce qu'il veut, mais il le veut bien! » M. Haussmann est bien en effet l'homme, ou si l'on veut un des hommes du temps. Il est resté le plus grand révolutionnaire de la voirie, le plus hardi et le plus prodigue remueur de pierres, de moellons et de millions, le complice, sinon l'inspirateur de Napoléon III, dans la reconstruction de Paris, le vrai roi de la cité sous le nom de préfet pendant plus de quinze ans. En racontant son histoire et ses œuvres, non sans une certaine emphase, il raconte un épisode de ce dernier empire dont il a été et dont il demeure un des représentans les plus caractéristiques.

Ce n'était point assurément un homme ordinaire, ni même ce qu'on pourrait appeler un personnage improvisé de la fortune politique; c'était au contraire un homme de la carrière, comme on dit, qui avait passé par toutes les sous-préfectures. Ce n'était pas non plus un administrateur négligent ou léger. Il avait appris son métier, il le savait; il avait le goût de l'autorité et de l'uniforme. Il ne doutait pas surtout de lui-même. Il a toujours été, à ce qu'il semble, pénétré de son mérite aussi bien que de l'importance de ses fonctions, alliant au besoin, d'ailleurs, l'agrément à une gravité un peu prétentieuse, ouvrant des chemins ou des écoles, en même temps qu'il recevait George Sand dans sa petite sous-préfecture de Nérac et qu'il aidait de ses gendarmes l'auteur de *Valentine* à reconquérir la jeune Solange retenue par ce Barbe-Bleue qui s'appelait M. Dudevant. Mettons que c'était le modèle des sous-préfets, puisqu'il le veut, qu'il eût même été le modèle des préfets de la monarchie de juillet, si cette monarchie eût vécu; mais il est clair que ce sous-préfet de juillet n'a jamais eu un goût

prononcé pour le règne des députés dans l'administration, pour le régime parlementaire, qui négligeait son avancement. Il avait les instincts absolutistes. M. Haussmann avait du reste des traditions impérialistes dans sa famille, il était touché d'avance de la grâce napoléonienne. Bref, il était mûr pour être le serviteur d'un gouvernement décidé à user de la force, et le jour où la révolution de février faisait d'un Bonaparte un président de la république, puis un empereur, c'était un préfet tout trouvé pour l'action, pour les grandes circonstances, pour Bordeaux au lendemain du coup d'état, pour Paris au lendemain de l'empire. M. Haussmann, il faut l'avouer, allait à l'autocratie nouvelle d'enthousiasme, avec une confiance qui ne lui a jamais manqué, sans s'étonner de rien, de son élévation moins que de tout le reste. Il avait trouvé du coup une occasion unique de déployer ses instincts autoritaires avec un souverain qui lui laissait la liberté de se servir de son pouvoir pour tout entreprendre et parfois de suppléer à sa volonté. C'est ce qui pourrait s'appeler la genèse d'un fonctionnaire à travers les révolutions, d'un sous-préfet de la monarchie de juillet devenu, par la grâce d'un coup d'état, le premier préfet de France, chargé de transformer Paris pour la gloire de l'empire !

Que ce favori des premiers jours du nouveau règne ait été un agent aussi expérimenté qu'énergique à l'Hôtel de Ville; qu'il ait aéré, éclairé, assaini et embelli Paris par ses vastes travaux, en ouvrant, à travers la vieille cité, boulevards et avenues, soit ! l'œuvre reste; mais dans quelles conditions, à quel prix et par quels moyens a-t-elle été accomplie ? C'est ici précisément que se dessine dans son originalité cette figure d'un administrateur impérial. M. Haussmann a fait de grandes choses, c'est possible; il les a faites en homme qui ne connaît ni frein ni contrôle, qui, pendant quinze ans, a disposé de tout, des lois, de l'argent, du crédit, d'un budget municipal qui égale celui d'un petit état européen, de l'autorité absolue dans son administration, du souverain lui-même. Pendant quinze ans, Napoléon III a été le dictateur de la France; M. Haussmann a été le dictateur de Paris sous le bon plaisir impérial. Il dévoilait son secret un jour où l'on demandait au Sénat cette loi de sûreté générale que M. le maréchal de Mac-Mahon était presque seul à combattre. « A quoi bon des lois? disait à peu près le préfet-sénateur, les hommes suffisent! » En d'autres termes, les lois sont inutiles si on a des hommes qui ne craignent pas la responsabilité. L'ancien préfet de la Seine s'est toujours cru un homme et n'a jamais craint les responsabilités, dans ses actes politiques ou dans ses combinaisons financières. Il ne s'en défend pas, il n'était pas fait pour servir sous un gouvernement de légalité et de liberté; il était fait pour servir sous un maître, non pas, assurément, en favori vulgaire et indolent, — en serviteur actif et résolu, âpre au travail, habile à rache-

ter ses rudesses par un dévouement aveugle et à se faire de la faveur du prince un bouclier contre des adversaires jaloux de son crédit. M. le baron Haussmann raconte lui-même dans ses *Mémoires* sa carrière, ses opérations, son règne à l'Hôtel de Ville avec une sorte de candeur prolixe et un peu banale. Il ne met peut-être pas beaucoup de tact ni de mesure dans ses révélations sur ses rapports avec celui qu'il appelle encore : « Mon maître ! » Il ne se doute pas qu'il dit parfois des riens avec solennité, que des récits plus simples, plus sobres, n'auraient pas été un témoignage moins instructif sur cette période de l'histoire française.

Tout cela est passé. L'empire est déjà loin, M. Haussmann n'est plus depuis longtemps à l'Hôtel de Ville. Que reste-t-il donc ? Ce qu'a fait M. Haussmann n'a pas péri sans doute dans les convulsions et les réactions de la politique : on n'a même trouvé rien de mieux que de le continuer, de l'étendre, et c'est ce qui expliquerait comment le nom de l'ancien préfet de la Seine a gardé malgré tout quelque prestige, comment il est encore inscrit, en dépit de tous les changemens capricieux, sur un boulevard de Paris ; mais ce qu'il y a de plus curieux, ce qui pourrait être la moralité de ces *Mémoires*, de toutes ces choses du passé qu'ils racontent, c'est qu'il n'est pas bien sûr que les procédés inaugurés par le grand révolutionnaire de l'édilité aient disparu de l'Hôtel de Ville. Ce n'est point certes le préfet d'aujourd'hui qui ressemble à l'ancien ; ce qui reste d'un préfet à Paris n'est plus qu'une ombre errante, à la recherche d'un domicile qu'on lui dispute. C'est à tout prendre le conseil municipal qui est l'héritier le plus vrai et le plus direct, l'héritier arrogant du préfet d'autrefois, qui a reçu de lui le goût de l'omnipotence et des entreprises coûteuses, l'art de jouer avec les lois et de dépenser sans compter. Chose singulière ! depuis près de vingt ans, ceux qui nous gouvernent, législateurs, ministres ou édiles ne cessent de s'élever contre l'empire : ils ne font que l'imiter dans ses procédés de gouvernement, dans ses abus, dans ses excès de dépenses, dans ses fantaisies discrétionnaires, — avec cette unique différence que ce qu'on faisait autrefois dans un intérêt dynastique, on le fait aujourd'hui dans un intérêt de parti, de domination républicaine ou radicale. L'empire et ses hommes ont disparu, le système a survécu ; il s'est infiltré partout, et c'est ainsi que les révolutions emportent les gouvernemens, changent l'apparence des choses, bouleversent les conditions nationales ou politiques, sans toucher aux abus, aux mœurs administratives, aux traditions discrétionnaires qui se perpétuent à travers les régimes les plus opposés.

Tout a changé en France, excepté les abus ; tout a singulièrement changé aussi depuis quelque vingt ans en Europe, et dans les souverainetés et dans les relations et dans l'équilibre des puissances. Ce qui a longtemps formé le régime européen a presque complètement

disparu par les guerres et les révolutions; un ordre nouveau n'est pas arrivé à se fixer, et c'est ce qui fait que tout reste à la merci de l'imprévu, des incidens qui peuvent éclater à l'Orient ou à l'Occident, des fantaisies d'un souverain jeune, ardent, impatient de remplir la scène où il est si récemment entré non sans quelque fracas. Il est certain que depuis son avènement au trône, depuis deux ans qu'il règne à Berlin, l'empereur Guillaume II a résolu le problème d'exciter les curiosités et de donner du travail aux nouvellistes. Il a réussi à occuper le monde tantôt par ses coups de théâtre de gouvernement intérieur et le congé si lestement donné au premier chancelier allemand, qui n'est pas revenu encore de sa surprise, — tantôt par ses velléités de réformateur socialiste, ou bien par ses voyages toujours nouveaux, toujours retentissans. Plus que jamais encore aujourd'hui il vient d'occuper l'Europe de ces voyages qui sont presque le seul événement en ces temps de calme, qu'on ne peut voir se succéder sans se demander ce qu'ils signifient, sans se dire qu'un souverain, eût-il toutes les impatiences de la jeunesse, ne peut pourtant pas tant s'agiter pour jouer l'éternelle comédie de beaucoup de bruit pour rien. Il n'y a que quelques semaines, Guillaume II était à l'île de Wight, auprès de la reine Victoria, qui vient de mettre un fleuron de plus à la couronne de son petit-fils, par la cession d'Héligoland, en échange du protectorat de Zanzibar. Pas plus tard qu'hier, il a fait son nouveau voyage, un voyage de toute façon commenté et interprété d'avance, en Russie, pour revoir le tsar et assister aux manœuvres de l'armée russe. C'était une de ces fêtes soldatesques comme on en célèbre aujourd'hui entre souverains qui veulent la paix! Qu'en est-il réellement?

Eh bien! soit; l'empereur d'Allemagne, qui aime à voyager sur mer comme sur terre, est allé sur son navire aborder aux côtes d'Esthonie, où il a été reçu par le tsar, par la tsarine qui n'était pas loin, avec toutes les apparences de la cordialité. Tout s'est passé selon les règles et selon l'étiquette. L'empereur Guillaume n'a pas manqué de se revêtir de l'uniforme du régiment russe de Wiborg dont il est le colonel, et du cordon de Saint-André; l'empereur Alexandre III, à son tour, s'est revêtu de l'uniforme de son régiment de la garde prussienne et de l'aigle noir. Les deux souverains sont allés ensemble à Narva, à Yambourg, sur le terrain des manœuvres; ils ont suivi les savantes opérations de l'armée russe, auxquelles le tsar avait invité particulièrement un officier français, M. le général de Boisdeffre, un ancien aide-de-camp de Chanzy. Le nouveau chancelier allemand, M. de Caprivi, était aussi du cortège, accompagné d'une partie de sa chancellerie, comme pour donner au voyage une importance diplomatique. M. de Caprivi a conféré avec le tsar, il a conféré avec le chancelier russe, M. de Giers, il est même allé jusqu'à Saint-Pétersbourg. Il y a eu enfin pendant ces quel-

ques jours des banquets, des galas, des toasts plus familiers que politiques, des échanges de cadeaux. Puis l'empereur Guillaume a repris un peu précipitamment la mer pour rentrer en Allemagne, par Memel, et le rideau est tombé sur cette grande représentation. Les commentaires avaient devancé le voyage, ils recommenceront après l'entrevue, sans être plus clairs ni plus décisifs.

A voir les choses en toute simplicité, il est infiniment vraisemblable que ce n'est qu'un spectacle de plus offert à l'Europe, destiné à être bientôt oublié, que de cet incident un peu bruyant, il ne peut résulter rien de bien sérieux, ni pour les affaires qui préoccupent les cabinets, ni dans la situation générale. On ne peut pas dire, évidemment, que ces entrevues de deux puissans souverains cherchant à se rapprocher soient sans importance: elles ne peuvent changer la nature ou la force des choses. L'empereur Guillaume, en allant à Narva et à Peterhof, n'a certainement pas porté dans sa valise, avec ses uniformes variés, une solution de la question bulgare, le secret de la paix des Balkans. Il a pu, avant son voyage, conseiller ou faire conseiller au prince Ferdinand la modération, le détourner des coups de tête, et le prince Ferdinand, en effet, rentrant récemment à Sofia après un assez long séjour en Allemagne, a parlé avec la réserve d'un homme qui veut tout ménager; mais, après tout, il n'en est ni plus ni moins. L'empereur Guillaume, quelle que soit sa pensée intime, ne peut se faire à Pétersbourg le négociateur d'une transaction propre à désarmer la Russie sans abandonner l'Autriche, qui a ses ambitions et ses intérêts dans les Balkans, sans paraître se dérober à ses alliances. La Russie, de son côté, n'a jamais caché et ne cache pas encore qu'à ses yeux tout ce qui se fait depuis quelques années en Bulgarie n'est qu'une œuvre révolutionnaire, une violation du traité de Berlin accomplie et organisée contre elle, — que les gouvernans de Sofia, le prince Ferdinand en tête, ne sont que des usurpateurs qui doivent disparaître. Tout ce qu'elle a pu promettre, c'est d'attendre, de ne rien précipiter, de pousser la patience jusqu'au bout, — jusqu'au moment où tout finira par éclater! C'est ce qu'elle a fait jusqu'ici; c'est un ajournement de la crise, ce n'est pas une solution, et l'empereur Guillaume, en eût-il la volonté, n'y peut rien; il ne peut, avec ses alliances, avec les engagemens de sa politique, ni promettre ni refuser à la Russie les garanties de sécurité, les satisfactions de puissance ou d'orgueil sur lesquelles peut compter un empire qui dispose de 70 millions d'hommes, qui sait que rien de définitif ne se fera sans lui en Orient, fût-ce dans la petite Bulgarie.

Au fond, d'ailleurs, cette affaire bulgare n'est qu'un incident. Il y a de bien autres difficultés, de bien autres obstacles à une intimité comme celle qui a existé dans d'autres temps, entre la Prusse devenue l'Alle-

magne et la Russie : il y a une question d'antagonisme permanent, une rivalité inévitable de prépondérance. Évidemment, le jeune empereur, qui ne connaît pas le repos, qui court sans cesse du Midi au Nord, d'Osborne à Peterhof, ne voyage pas seulement pour son plaisir; il peut avoir ses arrière-pensées. S'il ne rêve pas la guerre pour la guerre, pour agrandir son empire, il veut certainement maintenir ce qu'il a reçu, assurer et affermir la suprématie allemande en Europe; il y travaille par tous les moyens, par ses voyages, par le soin qu'il met à attirer les autres états dans son orbite, à multiplier ses alliances, à neutraliser ses adversaires, en même temps qu'il développe ses forces militaires. C'est le secret de ses agitations, ou sa politique n'a aucun sens. Croit-on que la Russie serait disposée à subir ou à favoriser cette prépondérance déguisée sous une fiction d'alliance, à se laisser neutraliser et cerner par une puissance rivale appuyée sur une partie de l'Europe coalisée? La Russie y voit clair; elle sait bien qu'elle n'a plus devant elle la Prusse de Frédéric-Guillaume III et de Frédéric-Guillaume IV, qu'elle a l'Allemagne unie à ses frontières, qu'elle ne peut se garantir que par l'indépendance dans la force et que, si elle a besoin d'alliés, elle ne peut les trouver que parmi ceux qui sont intéressés comme elle à déjouer ou à combattre toute tentative de suprématie en Europe. Pour la Russie, se faire l'alliée active ou la complice de l'Allemagne, devenue ce qu'elle est, serait une duperie. Elle l'a essayé, elle en a recueilli le prix au congrès de Berlin, elle le recueille encore par les embarras qu'elle s'est créés. L'empereur Alexandre III ne semble pas disposé à recommencer le jeu des complaisances qui a permis à l'Allemagne de se constituer, de se mettre en selle, comme disait autrefois ce chancelier qui est aujourd'hui à Kissingen comme le plus simple ministre allemand en disponibilité.

Que reste-t-il donc de cette visite du jeune empereur d'Allemagne en Russie? Après le plaisir des spectacles militaires et l'agrément d'un échange courtois de politesses de famille, le résultat politique est peut-être assez peu décisif. Il reste du moins, si l'on veut, cette assurance générale que, à défaut d'une intimité ou d'un accord qui ne peut guère se réaliser dans les grandes affaires du temps, on ne demande pas mieux dans tous les camps que de prolonger la paix. L'empereur Guillaume se représente lui-même comme un messager de la paix en voyage; l'empereur Alexandre III ne cesse de protester qu'il veut la paix, qu'il la respectera tant qu'on ne la troublera pas à son détriment. Une fois de plus, sans doute, on a échangé ces déclarations faites pour dissiper les mauvais bruits, — et tout bien compté, c'est peut-être à cela que se réduit l'intérêt de cette entrevue qui a un moment occupé l'Europe, qui a déjà passé comme bien d'autres.

Pendant ce temps, les affaires de la plupart des pays de l'Europe se

ressentent peut-être un peu de la saison et suivent provisoirement leur paisible cours sans accident. Le parlement anglais, le dernier parlement du continent qui fut encore en session, a pris ces jours passés à son tour ses vacances pour trois mois. Il a été clos par un discours de la reine qui n'a rien de nouveau, qui serait le plus pâle et le plus insignifiant des discours, s'il n'avait eu à constater l'heureux dénoûment de deux ou trois affaires diplomatiques qui ont eu leur importance dans ces dernières semaines. C'est la partie la plus sérieuse ou la plus caractéristique de cette terne harangue de clôture. A dire vrai, ce n'est pas dans l'exposé de sa politique intérieure que le ministère de lord Salisbury aurait pu triompher. Il n'avait rien à dire de bien réconfortant. Cette session qui finit a été pour lui à la fois laborieuse et stérile. Il ne peut se dissimuler que les élections partielles qui se succèdent depuis quelque temps révèlent un retour assez sensible de l'opinion vers les libéraux toujours conduits au combat par le grand vieillard, M. Gladstone, et plus on va, plus ce mouvement menaçant pour le cabinet de lord Salisbury semble s'accentuer. Dans le parlement même, où il a cependant une majorité par l'alliance des libéraux unionistes, le ministère, au courant de la session, n'a plus d'une fois échappé à des échecs et n'a réussi à garder l'appui de ses alliés qu'en jetant du lest, comme on dit, en ajournant ou en modifiant quelques-uns de ses projets les plus essentiels : et les lois agraires d'Irlande, et la loi sur les cabarets, et la loi sur les dîmes dans le pays de Galles. Le ministère anglais n'est peut-être pas en péril pour le moment, tant que l'Irlande est là pour retenir les libéraux-unionistes qui sembleraient assez disposés depuis quelques mois à reprendre leur liberté ; il reste malgré tout dans une position critique, et il a devant lui la perspective de difficultés nouvelles pour la session prochaine, à moins que dans l'intervalle il n'ait réussi à raffermir sa position. C'est par sa politique intérieure qu'il est vulnérable et menacé ; il ne reprend ses avantages que par sa politique extérieure, par ces quelques négociations qu'il a récemment conduites avec l'Allemagne, avec la France, avec le Portugal, et dont le discours de la reine annonce le succès comme une bonne nouvelle.

Ces négociations ont cela de curieux qu'elles mettent en jeu toutes les politiques pour un objet lointain, insaisissable, qui n'a pris que depuis quelques années une sorte d'importance nouvelle ; elles ont cela d'utile qu'elles en finissent, autant qu'on en peut finir avec des conflits toujours possibles dans ces contrées de l'est et du centre de l'Afrique, où toutes les compétitions européennes se rencontrent désormais. Le premier acte de cette œuvre de diplomatie a été le traité anglo allemand, qui est aujourd'hui un fait accompli, sanctionné par le parlement de Londres, qui cède Héligoland à l'Allemagne, établit le

protectorat britannique à Zanzibar et délimite la sphère d'action des deux puissances sur le continent africain. L'Angleterre et l'Allemagne semblent, en définitive, satisfaites de leur œuvre. La négociation avec la France est née justement de ce premier traité, qui avait disposé trop sommairement de Zanzibar. L'Angleterre avait évidemment oublié qu'il y a déjà près de trente ans elle s'était engagée avec la France à respecter l'indépendance de Zanzibar. Une explication, une transaction était pour le moins nécessaire, et si le gouvernement de la reine n'a point hésité à faire appel à la bonne volonté de la France, notre ministre des affaires étrangères, M. Ribot, a su habilement tirer parti de cette situation dans nos intérêts. Il est entré sans subterfuge dans la négociation d'où est sorti cet arrangement qui est connu aujourd'hui, qui a un double objet. La France, sans s'arrêter à un protocole inutile, accepte le protectorat britannique à Zanzibar; l'Angleterre, à son tour, souscrit définitivement au protectorat français à Madagascar, et, de plus, elle reconnaît « une zone d'influence de la France au sud de ses possessions méditerranéennes » jusqu'au centre de l'Afrique, jusqu'au Niger. Tel qu'il est, cet arrangement nouveau suffit aux intérêts des deux pays. Le Portugal, enfin, sera-t-il également satisfait du traité qu'il va maintenant avoir avec l'Angleterre? Ce traité, qui causera peut-être au premier instant quelque mécompte à Lisbonne, a du moins l'avantage de clore un différend délicat, en laissant encore à la domination portugaise une zone assez étendue.

Quels qu'ils soient, ces divers traités que l'Angleterre vient de négocier avec succès, qui se touchent sans se confondre, ont un même caractère : ils ont pour objet de créer une situation nouvelle, en délimitant avec une apparence de précision la sphère d'action des divers états engagés sur le continent africain. Après cela, il n'y a pas à se faire illusion et lord Salisbury restait dans la réalité des choses en disant récemment qu'on disposait, après tout, de régions qu'on n'avait jamais explorées, que « bien des années et peut-être plusieurs générations passeront avant que l'influence française ou anglaise y ait pénétré. » On règle les difficultés du moment; le reste est l'affaire de l'avenir, qui se moquera peut-être de tous les traités et de toutes les ambitions.

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

L'intérêt du monde financier, qui, pendant la première quinzaine d'août, s'était à peu près exclusivement concentré sur la rente française 3 pour 100, a été, depuis le milieu du mois, attiré dans une autre direction, le mouvement de hausse s'étant tout à coup généralisé.

Le dernier cours de compensation sur le 3 pour 100 avait été 92.70. Le 14 courant, notre principal fonds d'état était coté 94.55. Les acheteurs, ne doutant plus de le voir bientôt atteindre le niveau des consolidés anglais, venaient de lui faire gagner 1 fr. 85 en moins de deux semaines. Les raisons sérieuses ne manquaient point, non plus que les simples prétextes : succès parlementaires de M. Rouvier, ajournement de l'emprunt, séparation des chambres, paix profonde dans toute l'Europe, déclarations rassurantes de l'empereur d'Allemagne, du marquis de Salisbury, apaisement de toute agitation en Bulgarie, modération de la Russie dans l'affaire des bérats pour les évêques bulgares en Macédoine, arrangemens anglo-allemand, anglo-français et bientôt anglo-portugais.

La plupart de ces raisons parlaient aussi haut en faveur des fonds internationaux que de la rente française. Aussi a-t-on vu, au milieu du mois, se produire ce double phénomène, la rente française s'arrêtant dans sa course pour consolider les hauts cours si rapidement atteints, et la spéculation portant immédiatement ses efforts sur la plupart des rentes étrangères.

Notre 3 pour 100 s'est toutefois encore un peu élevé au-dessus de 94.55. Il atteignit même, vers la fin de la troisième semaine, le cours de 94.80. Mais le mouvement s'exagérait sous l'impulsion de mains plus téméraires que solides, le comptant ne suivait plus, malgré la continuation d'achats pour les caisses d'épargne. Des réalisations survenant produisirent sur ce marché, devenu très étroit pendant la période des vacances, une brusque réaction qui fut d'ailleurs de courte durée.

La confiance revint aux acheteurs sur la seule annonce de l'abaissement du taux de l'escompte de 5 pour 100 à 4 pour 100 par la Banque d'Angleterre. On a donc revu, pendant les derniers huit jours, des cours voisins des plus hauts ; mais le but visé, le cours de 95 francs, n'a pu être atteint. Il a fallu se contenter de la consolidation de la hausse déjà obtenue.

Pendant ce temps, d'importans changemens de cours avaient lieu

sur les fonds d'États étrangers. Les rentes russes 4 pour 100 se sont élevées de 98 à 99 francs et n'ont reculé qu'à 98.65. Le prix du rouble ne cesse de s'améliorer; il atteint à Berlin 246 marks, soit plus de 300 francs pour 100 roubles or, ce qui signifie que le rouble papier ne perd plus aujourd'hui qu'un peu moins de 25 pour 100 de la valeur du rouble métallique. Cet état de choses et la perspective de fortes exportations de céréales, justifiée par l'aspect excellent des récoltes, ont fait surgir à Saint-Pétersbourg des projets de réformes financières tendant au rétablissement plus ou moins prochain de la circulation sur la base métallique.

Les mêmes causes ont produit les mêmes effets en Autriche-Hongrie, où le prix de la pièce d'or de 20 francs est en baisse constante par rapport au papier, d'où réduction de l'agio et des pertes considérables qu'il infligeait chaque année à des entreprises comme les Chemins Autrichiens et Lombards, obligées de payer l'intérêt de leurs dettes en or, alors qu'elles n'encaissent leurs recettes qu'en papier. Aussi les Chemins autrichiens ont-ils monté de 25 francs en quinze jours à 555 francs, et les lombards de 22.50 à 350 francs. La rente hongroise 4 pour 100, qui, pendant les deux premières semaines, avait déjà monté d'une unité, de 89 à 90 francs, s'est encore avancée de plus d'un point et demi à 91.65. A Vienne et à Pesth aussi, les gouvernemens s'occupent des questions relatives à la suppression du cours forcé du papier-monnaie.

L'Italien se tenait à 95 francs, déjà en hausse de 1 fr. 20 depuis le 2 août. Les acheteurs l'ont encore poussé à 95.50 sur la reprise, à Lucerne, des conférences entre banquiers italiens et banquiers allemands pour la création du Crédit foncier d'Italie. Ces conférences ont abouti à une entente sur la question de principe et sur la fixation du capital. Il reste à régler les détails. La situation financière de la péninsule laisse toujours fort à désirer, et le gouvernement s'est, de plus, engagé dans une lutte directe contre les sociétés irrédentistes.

La banque allemande a recommencé une campagne de hausse sur les valeurs turques. Il est question d'une opération de conversion portant sur les obligations des douanes, et ce bruit seul a suffi pour lancer le mouvement sous la direction de la Banque ottomane. Ce dernier titre a monté de 20 francs à 612.50, le Turc consolidé présente une avance de 0 fr. 35 à 19.25, l'obligation Douane a été portée de 455 à 462.50, la Privilégiée nouvelle 4 pour 100 (admise à partir du 29 août à la cote officielle) de 417.50 à 421.25, l'action des Tabacs de 290 à 307.50.

L'Unifiée n'a pas varié à 491.25. L'Extérieure a été relevée de près d'une unité à 76.40, uniquement sur l'état à peu près stationnaire de l'épidémie dans les provinces infestées. Le 4 pour 100 espagnol ne possède aucune bonne raison intrinsèque de hausse. Mais c'est un

fonds européen qui au cours actuel rapporte encore plus de 5 pour 100 et coûte moins que le 1 pour 100 turc lui-même. La spéculation ne le pousse que pour des motifs d'opportunité tirés de la comparaison avec d'autres fonds d'état.

Le Portugais avait baissé de 67 à 61.50 sur le conflit avec l'Angleterre, et sur l'échec du dernier emprunt. Cet échec n'est pas oublié et les Miguélistes ne désarment pas, mais le conflit avec l'Angleterre est arrangé. Ce dernier point a valu à la rente 3 pour 100 portugaise une reprise de deux unités à 63.50 après 64.

Les valeurs argentines ont résisté mieux qu'on ne le prévoyait, à la crise enfin dénouée par la retraite du président Celman. Les renseignemens les plus sérieux qui nous parviennent sur les incidens des derniers jours de juillet et des premiers jours d'août confirment ce qui avait été dit d'abord, que la politique a eu peu de part dans l'insurrection armée des Buenos-Ayriens, mais que la population avait été soulevée par un sentiment d'indignation contre une bande de tripoteurs qui menaient sans vergogne la république argentine à une ruine complète ou tout au moins à la banqueroute. Le président est devenu ainsi une sorte de bouc émissaire. On lui attribuait tous les maux dont souffrait la nation. Même vainqueur de l'émeute, il a dû donner sa démission.

Déjà la prime de l'or s'est abaissée de 210 à 150, et la confiance revient peu à peu. Le pays est intrinsèquement très riche, et pour peu qu'il jouisse d'une administration sage et économe, il ne restera plus trace, dans quelques années, des désordres et de la confusion par lesquels il a passé depuis dix-huit mois.

Le calme continue à régner au Brésil, où, contrairement à une dépêche qui avait circulé pendant quelques jours, M. Ruy Barbosa est toujours ministre des finances. La Banque nationale du Brésil, longtemps immobile à 600, s'est brusquement portée à 625 et reste à 610. La hausse, à Londres, du métal argent jusqu'aux environs de 54 pence l'once, résultat de l'adoption du « silver bill » par le congrès de Washington, a déterminé un mouvement de progression sur les valeurs mexicaines de chemins de fer et sur la Banque nationale du Mexique, cotée, chez nous, en hausse de 35 francs à 645.

Le « silver bill » oblige le secrétaire des finances des États-Unis à acheter chaque mois, contre émission de billets du Trésor ayant cours légal, 4,500,000 onces d'argent en barres, soit, pour toute l'année, plus que la production actuelle des États-Unis. Nous avons dit plus haut quel effet avait déjà produit l'adoption de cette législation américaine sur la situation monétaire en Russie et en Autriche-Hongrie.

Le Mexique a contracté récemment avec un syndicat financier européen un emprunt de 6 millions de livres sterling 6 pour 100, dont le produit est destiné à payer aux compagnies de chemins de fer mexi-

caines le montant capitalisé des subventions annuelles auxquelles le gouvernement s'était engagé à leur égard. L'émission aura lieu prochainement, au cours de 94 pour 100, le 6 pour 100 mexicain déjà existant étant coté 96 1/4. C'est la maison Bleichroeder de Berlin qui est à la tête du syndicat émetteur.

De grandes variations de cours se sont produites depuis le 14 de ce mois sur un certain nombre de valeurs à revenu variable. Au premier rang se place le Crédit foncier avec 55 francs de hausse à 1,310, mouvement justifié par l'issue, favorable pour cet établissement, de la crise qu'il a récemment traversée. La Banque de Paris s'est avancée de 33 fr. 75 à 843 fr. 75, le Crédit lyonnais de 10 francs à 787 fr. 50, le Crédit algérien de 10 francs à 625. La publication d'une circulaire des liquidateurs de l'ancien Comptoir d'escompte, portant à la connaissance des intéressés les résultats acquis et les perspectives probables de la liquidation, a déterminé sur les actions une reprise de 12 fr. 50 à 205. La Banque d'escompte a été portée de 507.50 à 526.25, à cause de la part que prend cette institution à une entreprise projetée de chemins de fer à voie étroite.

Les recettes des chemins français sont naturellement inférieures au montant de la période correspondante de l'année dernière où l'Exposition universelle recevait son contingent maximum de visiteurs. L'augmentation, depuis le commencement de l'année, n'en reste pas moins considérable. Dans la dernière quinzaine, le Lyon a monté de 15 francs à 1,466.25; le Nord, de 13.75 à 1,837.50; l'Orléans, de 15 à 1,500. Avec les Autrichiens et les Lombards apparaissent encore en hausse le Nord de l'Espagne et le Saragosse, de 15 francs chacun à 368.75 et à 322.50.

Le Suez a gagné 21.25 à 2,340; les Omnibus ont été portés de 1,185 à 1,220; le Gaz, de 1,392.50 à 1,407.50.

Une valeur peu connue jusqu'ici, la Société centrale de dynamite, a été l'objet de mouvemens tumultueux, baissant ou se relevant de 50, 80 ou 100 francs d'une Bourse à l'autre. Une spéculation à la baisse s'était formée sur la probabilité de la vente de plusieurs milliers de titres appartenant au promoteur défunt de l'entreprise et sur l'annonce de la non-distribution d'un dividende voté par une assemblée récente. L'action a fléchi jusqu'à 520. Elle s'est relevée à 655 après une séance du conseil d'administration décidant la distribution du solde du dividende et confiant à la Banque transatlantique les services financiers de la Compagnie.

Les titres des mines de cuivre ont participé à la hausse générale, le Rio-Tinto s'élevant de 586.25 à 620, le Tharsis de 147.50 à 153.75, le Cape Copper de 121.25 à 126.25.

Le directeur-gérant : C. Buloz.

LES PROJETS

D'ENSEIGNEMENT CLASSIQUE FRANÇAIS

AU POINT DE VUE NATIONAL

L'enseignement secondaire est aujourd'hui livré à une sorte d'antinomie qui, au premier abord, paraît insoluble. D'une part, plus la vie nationale devient complexe et variée, plus elle a besoin d'un système d'éducation qui maintienne son unité intellectuelle et morale, en développant un même esprit public. A ce premier point de vue, l'enseignement secondaire doit donc être un. D'autre part, la diversité des objets de connaissance et des applications professionnelles va croissant; il faut donc renoncer à vouloir tout apprendre à tous. A ce second point de vue, une certaine variété sur les points accessoires semble indispensable dans l'enseignement secondaire. La conciliation de cette variété avec l'unité, tel est le problème qui s'impose aujourd'hui, et dont la récente réforme du baccalauréat, accomplie aux dépens des études philosophiques, ne fournit point une solution satisfaisante. C'est qu'on n'a su déterminer ni la partie fondamentale ni la partie accessoire de l'enseignement secondaire, faute du vrai critérium, qui, selon nous, est dans la distinction des études purement instructives et des études éducatives nécessaires au maintien de l'esprit national.

En outre, on ne se contente pas aujourd'hui de réclamer des degrés dans l'enseignement, une instruction complète et vraiment classique pour les uns et, au-dessous, une instruction plus pratique pour les autres; on va jusqu'à demander l'*équivalence* finale des divers degrés, avec des titres égaux de bacheliers pour sanction. Il

existe une sorte de coalition ayant pour but de faire endosser à l'enseignement spécial la « toge classique » et d'en faire l'égal de l'autre sous les noms « d'enseignement français » ou « d'humanités modernes. »

Fort ambiguë est l'intention des partisans d'humanités modernes à l'égard des humanités anciennes. Les uns veulent la perte de ces dernières, les autres leur salut, et cela, chose merveilleuse, par les mêmes moyens! Quand M. Frary se fait l'avocat du français et des langues vivantes, on sait quelle est sa pensée de derrière la tête : ceci tuera cela. Mais il en est d'autres qui croient, au contraire, soutenir les études classiques (comme la corde, a-t-on dit, soutient le pendu, en l'étranglant). Ces études, selon eux, deviendront le privilège de « ceux-là seulement qui en auront la véritable vocation. » Des hommes même comme MM. Gréard, Boissier et plusieurs autres, voudraient réduire les lycées classiques à douze ou quinze, pour créer une « élite de délicats. »

En réalité, le but auquel tendent avec plus ou moins de conscience les partisans des humanités modernes, c'est ou la disparition des « humanités anciennes, » ou leur étranglement progressif et leur restriction à un nombre d'individus de plus en plus petit, que l'on consolera de leur solitude en leur donnant, jusqu'à nouvel ordre, le nom flatteur d'élite. Ce but est en opposition avec celui que poursuivent actuellement l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, où l'on tend à rétablir, autant qu'il est possible, l'unité du véritable enseignement libéral, tout en laissant subsister un enseignement d'ordre *inférieur* et moins long, pour ceux qui n'ont ni le temps ni les moyens de recevoir une instruction complète. Nous tendons ainsi, en France, à tout niveler dans l'enseignement, tandis qu'on tend ailleurs à tout coordonner hiérarchiquement. Il y a là de quoi susciter bien des réflexions et bien des craintes. La France a-t-elle raison de diviser, de fractionner, de désorganiser de plus en plus son véritable enseignement libéral, et cela pour y introduire un utilitarisme qui, jusqu'à présent, avait été chez nous inconnu? C'est là un problème d'un intérêt vraiment national et international. Nous rechercherons si la solution ne serait pas la suivante : en premier lieu, maintenir l'unité de l'enseignement classique, tout en y introduisant une certaine variété d'études accessoires ; en second lieu, organiser fortement un degré d'instruction intermédiaire entre l'enseignement primaire et l'enseignement classique, mais sans vouloir égaler cet enseignement à l'autre, pour ne pas compromettre à la fois l'un et l'autre; en troisième lieu, organiser non moins fortement un véritable enseignement professionnel et technique, qui manque dans notre pays.

I.

On a beaucoup blâmé la bifurcation des lettres et des sciences sous l'empire; ce qu'on prépare en ce moment, c'est en réalité une nouvelle bifurcation, plus précoce, plus radicale et plus irrémédiable, entre l'enseignement classique latin et l'enseignement classique français. Or on ne peut, sans les plus graves inconvéniens, établir deux types d'instruction divers déclarés *équivalens* et ayant des sanctions équivalentes. L'un tendra évidemment à supprimer l'autre. Examinons cependant les raisons qu'on met en avant pour sectionner l'enseignement secondaire en types séparés et prétendus égaux. Ces raisons, si on les systématise, rentrent toutes dans les quatre suivantes : approprier l'enseignement secondaire aux intelligences plus modestes, ou aux fortunes plus modestes, ou à la variété des aptitudes, ou enfin à la variété des connaissances théoriques et professionnelles. — Mais l'appropriation peut se faire de deux manières, ou par une diversité de degrés hiérarchiques dans l'enseignement, ou par une diversité de types déclarés égaux. Au lieu de la première solution, qui serait logique, on propose la seconde, qui est contradictoire. De l'inégalité dans les prémisses, on prétend déduire dans la conclusion l'égalité. En effet, choisissez-vous la première raison, qui est l'appropriation de l'enseignement aux « intelligences médiocres? » alors n'ayez pas la prétention d'organiser, pour les médiocrités, un « enseignement classique français » ou des « humanités modernes » qui, dans votre pensée, deviendront équivalentes aux humanités anciennes et aboutiront aux mêmes diplômes. Si réellement elles sont plus à la portée des médiocres et exigent moins de travail, par quel miracle les résultats seront-ils à la fin « équivalens? » De même, si vos humanités modernes s'adressent aux « fortunes modestes » parce qu'un tel genre d'études sera plus expéditif, comment encore soutenir la thèse de l'équivalence finale?

La troisième raison invoquée pour sectionner l'enseignement secondaire en types égaux, c'est la diversité des aptitudes. Mais cette raison, plus spécieuse que les précédentes, n'est cependant valable ni en théorie ni en pratique, quand il s'agit de faire des études complètes et libérales. On la mit jadis en avant pour séparer les lettres des sciences; or, en théorie, l'aptitude littéraire, loin de diminuer la nécessité des études scientifiques, l'augmente encore; l'aptitude scientifique, loin de diminuer la nécessité des études littéraires, la rend plus urgente. La théorie se retourne donc contre elle-même. Voici un enfant qui a plus d'imagination que de raisonnement. Il faut, dites-vous, qu'il s'occupe de littérature et non de

sciences. Je réponds tout au contraire : il faut développer chez lui l'aptitude qui lui manque et, pour rétablir l'équilibre, il est nécessaire qu'il étudie les principes généraux des mathématiques et de la physique en même temps que ceux de la littérature. Ne faisons ni des lettrés sans esprit scientifique, ni des savans sans aucun sentiment littéraire, incapables d'exprimer clairement et élégamment leurs propres pensées. Si un enfant est inapte au véritable enseignement classique, cherchons-lui une place dans l'enseignement spécial ou ailleurs, mais n'ayons pas l'ambition d'en faire un bachelier égal aux autres, ni de changer pour cela l'enseignement spécial en « enseignement classique français. »

La dernière et principale raison invoquée pour créer deux types divers d'instruction secondaire, c'est la diversité croissante des connaissances et de leurs applications. Mais on ne s'aperçoit pas que c'est la conséquence opposée qui serait logique. L'unité, — nous ne disons pas l'uniformité, — devient d'autant plus nécessaire à la base de l'éducation que les objets de connaissance deviennent plus nombreux et plus divers. L'éducation vraiment libérale étant générale, désintéressée, humaine et civique, plus les spécialités se multiplient, plus l'éducation classique, *pour ceux qui ont les moyens de la recevoir,* doit se concentrer sur ce qui est la base commune des spécialités mêmes, tout en admettant quelques variétés de détail. C'est d'ailleurs un préjugé de croire qu'un futur médecin doive avoir au collège une éducation si différente de celle qui est nécessaire au futur magistrat ou au futur professeur. Qu'on examine de près les connaissances qui, *dès le collège,* seraient spécialement nécessaires pour telle ou telle profession future; on verra ou qu'elles n'existent pas, ou qu'elles sont tout à fait secondaires et exigent seulement quelques variantes dans les programmes scientifiques, ou enfin qu'elles ne doivent être acquises que plus tard par la préparation directe et spéciale. Toute division de l'enseignement classique en sections vraiment séparées est une spécialisation précoce; or, toute spécialisation précoce est dangereuse et, dans l'enseignement libéral, ne saurait être admise. La séparation de l'enseignement classique latin et de l'enseignement classique français obligera les jeunes gens à faire, dès leur entrée au collège, un choix pour lequel ils n'ont point les lumières nécessaires et qui, s'il est mauvais, produira un dommage irréparable. Tel disait : je veux être médecin, et découvre ensuite qu'il veut être ingénieur; tel disait : je veux être grand commerçant ou grand agriculteur, et découvre qu'il préfère la magistrature. Quoi de plus difficile pour un jeune homme que le choix d'une profession (1)? Il

(1) Nous connaissons fort intimement quelqu'un qui avait fait toutes ses études en

faut donc que l'instruction secondaire soit organisée de manière à développer toutes les facultés qui seront aussi indispensables à l'ingénieur qu'au médecin, au financier, au magistrat ou au grand agronome. Quand on a reçu une forte instruction *fondamentale* en littérature, en sciences et en philosophie, on peut choisir ensuite une profession aussi bien qu'une autre, et on fait alors un choix éclairé. L'acquisition des connaissances professionnelles se fera vite si on possède à fond les connaissances générales.

En somme, pour sauvegarder l'unité nationale, l'enseignement classique doit être *un* lui-même et animé d'un esprit unique. Il ne doit admettre, dans les deux dernières années, que quelques « équivalences » dont nous parlerons plus loin, sur des points tout à fait secondaires et sur des détails ; encore faut-il que ces équivalences soient réelles, rigoureusement établies et rigoureusement limitées. Elles auront moins une valeur qualitative que quantitative, c'est-à-dire qu'elles porteront sur la quantité plus ou moins grande d'*instruction* particulière et de connaissances particulières à acquérir, non sur les études qui, au point de vue de l'*éducation* individuelle et du progrès national, sont caractéristiques de l'enseignement secondaire.

Maintenant se pose une autre question. Quelle doit être, par rapport à la population entière d'une contrée, l'étendue de l'enseignement classique et vraiment libéral, c'est-à-dire le nombre d'individus auxquels il est nécessaire de le fournir? — Ce sont, d'une manière générale, ceux qui, par leur fortune ou par leur profession, feront partie de la classe dirigeante; or, cette classe varie selon les pays et selon les formes de gouvernement. Elle est évidemment plus nombreuse dans les démocraties, où ce n'est plus la noblesse, mais la bourgeoisie aisée et influente qui devient la directrice du mouvement national. Chez nous, l'enseignement secondaire doit donc s'adresser à tous ceux qui ont assez de temps devant eux et assez d'argent pour pouvoir faire des études classiques. Il faut encore, sans doute, une certaine capacité moyenne, mais les incapacités absolues sont bien rares.

Ceux qui, contrairement à ce principe, veulent restreindre l'en-

vue d'une profession et qui, la dernière année, en choisit une autre : le professorat. Dans le professorat même, il commença par enseigner la rhétorique et prépara jusqu'au bout l'agrégation des lettres ; puis, l'agrégation de philosophie ayant été rétablie, il changea de direction et trouva enfin, à ce qu'il semble, sa véritable voie. Plus tard, ses anciennes études de grec en vue de l'agrégation des lettres lui permirent de « platoniser » et de « socratiser » à son aise. Pourquoi vouloir confiner de bonne heure les jeunes gens soit dans les sciences, soit dans les lettres anciennes, soit dans « l'enseignement classique français ? » Nul ne peut connaître l'avenir.

seignement libéral à une petite minorité, invoquent soit l'intérêt des études classiques elles-mêmes, soit l'intérêt des professions industrielles, agricoles et commerciales.

En ce qui concerne l'intérêt des études classiques et des vraies « vocations » littéraires ou scientifiques, c'est, selon nous, l'entendre à rebours que de réduire l'enseignement classique à un nombre de plus en plus minuscule, sous prétexte de faire la part du feu et d'abandonner la majorité à ses préoccupations utilitaires. Quelle « vocation » pourrait tenir devant l'universel abaissement des études, devant l'indifférence de l'État, devant la rareté croissante des lycées classiques, ou devant les facilités offertes dans chaque lycée pour se soustraire à l'enseignement du latin, du grec, de la philosophie? Il faut beaucoup d'appelés pour avoir peu d'élus. Sous prétexte de former artificiellement une élite, de faire une sélection, on l'empêchera de se former naturellement. Les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de la France (à moins que les établissemens *ecclésiastiques* n'y suppléent) seront privés des collèges qui suscitent les vraies vocations littéraires, philosophiques et même scientifiques, car la vocation scientifique commence presque toujours par être littéraire et humaniste. La sélection ne s'opère que sur de vastes champs et sur de grands nombres; sous prétexte de diminuer les prétendus « fruits secs » de l'enseignement classique, on empêchera les fruits féconds de se produire : c'est comme si on voulait ne garder qu'un petit nombre d'arbres dans une forêt, sous prétexte qu'il y a beaucoup de fleurs et de fruits qui tombent à terre sans mûrir. N'est-ce pas à force d'essais plus ou moins fructueux que la nature réussit ses chefs-d'œuvre? Cette loi scientifique est méconnue de tous ceux qui veulent restreindre l'enseignement libéral sous prétexte d'en faire mieux profiter une élite. La vraie méthode consiste non à mutiler et à découronner les études, mais à émonder toutes les branches inférieures de l'arbre, à élaguer tout le fatras historique, géographique, pseudo-scientifique et pseudo-littéraire, tout ce qui n'est qu'érudition, affaire de mémoire, détail, spécialité.

Les organisateurs de l'Association pour la réforme de l'enseignement secondaire reprochent aux études classiques « de détourner les jeunes Français des professions industrielles, de les attirer en proportion trop forte vers les fonctions publiques ou dans quelques carrières toujours encombrées, » de faire « trop de bacheliers, trop de solliciteurs, de mécontens, de déclassés. » C'est un procédé d'éloquence à la mode que l'anathème aux déclassés, qui, disait récemment un sénateur, eussent fait de bons industriels et de bons commerçans. Mais est-ce bien parmi les humanistes et les latinistes que les déclassés sont à craindre? Ce n'est point des bourgeois

« déclassés » que vient le danger social; c'est bien plutôt des ouvriers et des laboureurs déclassés, dont on augmentera encore le nombre en popularisant l'enseignement français. Quelques avocats sans cause, quelques professeurs sans élèves, ne créent point un péril pour l'État. S'il se présente chaque année aux examens de l'Hôtel de Ville six mille jeunes filles pour cinquante places d'institutrices à Paris et cinq mille cinq cents jeunes gens pour quarante-cinq places d'instituteurs, est-ce la faute du latin et des fortes humanités? Le déclassement a sa principale cause dans l'importance exagérée que l'on a attribuée aux sciences à tous les degrés de l'instruction, et que vous voulez, vous aussi, leur attribuer. La prédominance des sciences, de l'histoire et du français dans les examens veut dire la prédominance de la mémoire, avec le surmenage qui en résulte; en même temps, c'est un encouragement à toutes les médiocrités, car chacun se dit : — Moi aussi, j'arriverai bien à savoir la botanique, l'anatomie, la géographie, l'histoire, le français et même l'anglais; question de temps et de patience! — Plus on accroît, dans les programmes, la *quantité* de connaissances à acquérir, sous prétexte d'éliminer un certain nombre de concurrens, plus on encourage, au contraire, la foule des concurrens qui s'écrient : — J'apprendrai par cœur, pour le jour dit, ma nomenclature chimique, les dates des batailles de l'histoire de France, toutes les villes importantes des États-Unis, avec leur population, leur industrie et leur commerce. — La substitution de l'emmagasinage passif aux méthodes actives et aux travaux personnels, loin d'opérer la sélection voulue, aboutit donc à un chaos croissant de prétentions et d'ambitions mal justifiées.

Le moyen de se débarrasser de ces nombreuses et trop notoires médiocrités, ce n'est pas de fabriquer pour elles des programmes de baccalauréat français ramenés à leur taille; c'est d'exiger d'elles l'impossible, à savoir le travail vraiment personnel, non plus seulement ces rédactions scientifiques, historiques et géographiques, ces travaux de mémoire, ces exercices pratiques et mécaniques de langues vivantes que l'élève le plus médiocre, poussé par le maître, arrive toujours, tant bien que mal, à exécuter. Mettez les élèves médiocres au régime de la méthode active, de la composition sérieuse en français et en latin, de la traduction exacte et littéraire, ils en auront bientôt assez. Il est dans la nature que l'on n'ait point une envie durable de faire ce à quoi l'on est impropre; devant un effort trop au-dessus des moyens, le désir disparaît; tout au plus reste-t-il un regret, et on peut dire en ce dernier cas que l'incapacité n'était pas absolue. Si, pendant neuf ans d'études, il faut, par un travail journalier, s'évertuer à penser et à écrire, à trouver soi-même, à y voir clair soi-même, au lieu de demander à celui-ci ou

à celui-là ce qu'il a vu, oh! alors, nul myope, nul incapable ne s'obstinera : la marée montante des bacheliers fera place à la marée descendante. En classe, tant qu'il ne s'agit que d'écouter le maître trois quarts d'heure, de prendre quelques notes d'histoire et de géographie, d'assister à une expérience de physique, de répéter des mots usuels d'anglais et d'allemand, tous les élèves paraissent presque également satisfaits : c'est le petit train-train du travail passif; mais les jours de composition en français, en latin, en philosophie, tout change. Les élèves qui tiennent la tête de la classe sont animés, s'agitent; c'est pour eux l'important de la vie scolaire. Quant aux autres, ils ont la mine longue; les bâillemens et l'ennui sont leur lot : ils donneraient gros pour être enfin hors du lycée. C'est à ces heures où on veut leur faire trouver quelque chose dans leur tête vide qu'ils rêvent le plus de leurs futurs dix-huit ans. Il serait donc à désirer que, dans tout ordre de choses, ce fût le travail personnel, seul profitable, que seul aussi on exigeât, au lieu de pratiquer en grand, comme on le fait, le psittacisme scientifique, historique, géographique et linguistique. Ce serait le plus sûr moyen pour rendre un peuple entier intelligent, du haut en bas de l'échelle, et pour voir en même temps chacun rentrer dans la catégorie que sa nature d'esprit lui assigne.

Le programme de l'Association pour la réforme de l'enseignement secondaire met en avant les professions qui font la « prospérité matérielle d'une nation, » et il ne dit pas un mot de la prospérité intellectuelle et morale, de la grandeur littéraire et scientifique, qui sont pourtant aussi quelque chose, et sans lesquelles une nation ne peut être puissante ni influente, sans lesquelles même son industrie ne peut longtemps prospérer. On s'inspire évidemment, dans ce programme, de la doctrine économique soutenue par M. Frary, qui divise les professions en productives et improductives, puis range parmi les improductifs les magistrats, professeurs, écrivains, artistes et médecins. Ces hommes, selon M. Frary, « n'ajoutent rien à la richesse du pays; ils ne font, quand ils s'acquittent de leurs devoirs, que la conserver (1). » Ainsi Hugo, Pasteur, Claude Bernard, Trousseau, Nélaton sont des improductifs et des « parasites! » Ceux qui construisent des chemins de fer sont productifs, mais ceux qui ont inventé les chemins de fer étaient des improductifs. On donne ouvertement pour but à l'éducation l'utilité matérielle, économique, en un mot la production de la richesse. Eh bien! même en acceptant ce point de vue étroit et faux, la théorie est insoutenable : les professions qu'on qualifie de *stériles* sont précisément celles qui contribuent le plus à

(1) *La Question du latin*, p. 63.

la prospérité scientifique, « industrielle et commerciale » d'un peuple. L'Allemagne, qu'on nous donne comme modèle, est un pays de professeurs, de savans, d'érudits, d'écrivains, etc. Croire qu'une nation puisse prospérer sans le mouvement de la haute spéculation scientifique et littéraire, c'est oublier les vérités les plus élémentaires de l'histoire, comme de l'économie politique.

Est-ce à dire qu'on ne doive pas s'occuper des professions industrielles, agricoles et commerciales? Non, mais les jeunes gens qui s'y destinent peuvent se diviser en deux catégories : les uns, par leur fortune, ont en vue la haute industrie, le haut commerce, où l'esprit libéral n'est pas moins nécessaire que dans les professions dites « libérales. » Les jeunes gens de cette catégorie peuvent et doivent recevoir jusqu'au bout la vraie éducation classique. En quoi cette éducation leur sera-t-elle nuisible? Parce qu'elle ne donnera pas assez de place aux « sciences? » Mais il est entendu qu'une bonne éducation libérale exigera de tous les élèves une étude très sérieuse des mathématiques et de la physique; pour le reste, on laissera le choix entre les diverses sciences appliquées. N'est-ce pas assez pour aborder en temps utile les connaissances professionnelles? Celui qui sera à la tête d'une raffinerie de sucre ou d'une grande teinturerie n'aura-t il pas le temps d'approfondir la chimie? Celui qui dirigera une manufacture n'aura-t-il pas le temps d'approfondir la mécanique (1)? Et, d'ailleurs, pouvons-nous, au lycée, nous préoccuper de teinturerie ou de filature? Nous ne pouvons donner qu'une forte instruction générale, et non pas seulement scientifique, mais littéraire et philosophique. Ceux à qui leur budget domestique ne permet pas de la recevoir n'ont qu'à ne pas la demander. Pour cette dernière catégorie de jeunes gens, dont la fortune est trop modeste, un bon enseignement général est encore nécessaire, mais beaucoup moins étendu, demandant moins d'années que l'autre et, en somme, *inférieur* à l'autre. C'est à cette nécessité que répondent les écoles réelles d'Allemagne et que devrait répondre l'enseignement spécial en France.

Le programme des humanités modernes est une série de contradictions. — Il y a trop d'humanistes, dites-vous, et vous voulez créer des humanités nouvelles à la disposition du grand nombre. Il y a trop de solliciteurs, dites-vous, pour les fonctions publiques, et vous voulez augmenter encore cette foule en fabriquant des humanistes au rabais. Il y a trop de bacheliers, répétez-vous sans cesse, et, pour flatter la vanité des parens et des enfans, vous vou-

(1) M. Maneuvrier, ancien élève de l'École normale et agrégé de philosophie, est, si nous ne nous trompons, à la tête d'une grande exploitation industrielle; ce qui ne l'empêche pas d'écrire des livres très remarquables sur l'enseignement.

lez créer encore un baccalauréat de l'enseignement classique français, plus facile que l'autre, qui, dans votre intention, confèrera les mêmes privilèges que l'ancien, ouvrira les mêmes carrières, donnera accès aux administrations et aux écoles de l'État, suscitera enfin toutes les ambitions. S'il y a trop de bacheliers, qu'on en reçoive moins, et qu'on se montre plus sévère dans les examens sur le fond même des humanités; que, dans le lycée, on établisse des examens de passage sévères qui éliminent les incapables ou les paresseux; voilà les vrais remèdes. Ce n'est pas tout; vous nous annoncez de véritables « humanités » modernes, un enseignement « libéral » dégagé de toute visée professionnelle, ayant toutes les qualités de l'enseignement classique, se proposant comme lui la « culture des esprits; » et d'autre part, vous avouez que vous visez les professions agricoles, industrielles et commerciales. Il faudrait pourtant s'entendre. En quoi, d'ailleurs, sera-t-on mieux préparé à ces professions par les humanités modernes, si, comme vous l'annoncez, celles-ci ne doivent constituer qu'une culture vraiment générale, classique même, « nullement spéciale et professionnelle ? » Suffit-il donc d'ignorer le latin et d'avoir fait à la place des thèmes anglais ou allemands pour être préparé à l'industrie, pour acquérir le génie du commerce et de l'agriculture? — Mais nous inscrirons dans nos programmes la comptabilité. — Quoi ? c'est pour la tenue des livres que vous sacrifierez l'unité de l'enseignement ? C'est à une question de bureau ou de banque que vous subordonnerez votre culture prétendue générale? Si vous avez tellement hâte d'apprendre à vos enfans la tenue des livres (qui s'apprend en quelques semaines), faites-leur donner des leçons particulières de comptabilité ou faites-leur suivre au lycée un cours complémentaire. Examinons de près les programmes mêmes de notre enseignement spécial actuel, qui, mieux que les « humanités modernes, » peut prétendre à préparer aux professions industrielles, agricoles et commerciales, et cherchons en quoi il y prépare. L'enseignement classique contient tout ce que contient l'enseignement spécial. Dans les deux programmes, même défilé de littérature française, d'histoire de la littérature, d'histoire générale, de géographie, de mathématiques, de mécanique, de physique, de chimie, d'histoire naturelle, de langues vivantes. Il n'y a guère en plus que des élémens d'économie politique, de législation, de comptabilité. L'enseignement classique pourrait donc dire, avec plus de raison que le héros de La Fontaine :

S'il en faut faire autant afin que l'on me flatte,
Cela n'est pas bien malaisé (1).

(1) L'économie politique devrait être introduite dans l'enseignement classique à titre obligatoire (les doctrines de M. Frary et celles de M. Combes au sénat en sont

Quant aux programmes d'enseignement français qu'on met en avant, ils mêlent les diverses études à peu près comme le font les programmes classiques actuels. Sauf quelques différences de détail dans la proportion des diverses sciences, vous voyez reparaître ces sciences l'une après l'autre comme dans le cours classique. La seule différence essentielle est la substitution d'une *seconde* langue vivante au latin. Nous voilà donc sauvés parce qu'au lieu d'ajouter, par exemple, à l'*Hamlet* de Shakspeare l'*Énéide*, on y ajoutera le *Faust* de Goethe! C'est pour ce grand résultat qu'on veut bouleverser l'enseignement secondaire, désorganiser les vraies « études classiques, » les vouer à l'asphyxie en raréfiant leur milieu. Au lieu d'apprendre tous le latin et une langue moderne au choix, nos enfans apprendront « une langue vivante fondamentale et une langue vivante complémentaire. » A quelle diversité essentielle d'aptitudes aura-t-on ainsi donné satisfaction? Quels sont les esprits inaptes à l'union du latin et de l'anglais, mais aptes à l'union de l'allemand et de l'anglais? Encore une fois, votre plan d'humanités modernes est un monceau de contradictions : c'est un enseignement général spécial, un enseignement désintéressé utilitaire. Votre instruction prétendue classique, comme la chauve-souris de la fable, peut dire : Je suis générale, libérale, littéraire et poétique, voyez mes ailes! Je suis spéciale, industrielle, commerciale et agricole, voyez mes pattes!

II.

La maîtresse colonne du nouvel édifice qu'on voudrait construire, c'est l'enseignement des langues vivantes. « Depuis que les idiomes modernes ont fini de se constituer, dit-on, pourquoi ne remplaceraient-ils pas les langues mortes (1)? » Telle est la manière expéditive dont on tranche la question par une simple interrogation, sans se soucier ni de l'histoire, ni des élémens essentiels de notre littérature nationale et de notre esprit national. On oublie qu'il y a des raisons non seulement pédagogiques, mais historiques et patriotiques pour que la France, nation néo-latine, qui doit en grande partie au commerce de la littérature latine les qualités héréditaires de sa langue et de sa littérature propre, de son goût et de ses arts nationaux, de son esprit national lui-même, ne brise pas son dernier lien avec l'antiquité classique en sacrifiant le latin dans l'enseignement des classes « lettrées. » Nous l'avons montré dans un travail pré-

une preuve); quant à la législation usuelle, elle devrait être introduite à titre facultatif. On peut même aisément sacrifier à la dixième muse : la Comptabilité.

(1) *Bulletin de l'Association nationale pour la réforme de l'instruction secondaire.*

cédent, l'étude simultanée du français et du latin est le moyen d'éducation intellectuelle et esthétique le plus approprié à l'esprit de la jeunesse française. Enfin, nous avons vu qu'il y a des raisons internationales : quand l'Allemagne et l'Angleterre gardent avec un soin jaloux non-seulement le latin, mais même le grec, ce serait une imprudence, au point de vue patriotique, que de lancer notre instruction secondaire en une telle aventure, de lui enlever son pivot historique, son unité traditionnelle et en même temps son lien de parenté avec l'enseignement des autres pays. Pour contrebalancer d'aussi graves raisons, il faudrait que l'étude des langues vivantes offrît les plus rares avantages. Voyons donc quelle est sa vraie valeur éducative.

Nous poserons d'abord en principe qu'il y a deux manières d'apprendre une langue : l'une littéraire, l'autre utilitaire. Dans le premier cas, on ne se propose point de parler la langue, ni, par conséquent, d'en connaître et d'en retenir les mots usuels; on la traite comme on traite la langue des poètes, que la foule entend et ne parle pas. En d'autres termes, on l'étudie comme objet d'art. Ce qui importe alors, ce n'est plus le sens usuel des mots, ni les choses réelles et parfois vulgaires qu'ils expriment; c'est « la valeur littéraire des termes et de leurs associations, » par conséquent les idées et les sentimens humains qu'ils expriment. Dans l'art et la littérature, l'expression est tout, le mot par lui-même n'est rien. L'étude littéraire d'une langue n'est pas un simple instrument de savoir, mais un instrument d'art, de conception, de style, conséquemment d'éducation intellectuelle et esthétique. Dans l'enseignement classique français, dit-on, on enseignera *littérairement* les langues vivantes; mais, d'abord, qui les enseignera? Des étrangers peu au courant de la langue française et de toutes ses finesses, ou des Français peu au courant des langues étrangères. En outre, l'enseignement des langues vivantes a une inévitable tendance à l'utilitarisme : l'anglais et l'allemand ont un caractère trop contemporain, trop commercial et industriel pour devenir facilement des objets d'esthétique et de pure littérature. La tentation utilitaire sera continuelle et universelle. Le fait est qu'on apprend les langues vivantes pour les *parler*, dans une vue pratique. Cette tâche difficile absorbe tout le reste, et, malgré cela, après sept ou huit années de langues vivantes, que savent nos lycéens? Un professeur qui est chargé d'apprendre l'allemand ou l'anglais à tant d'élèves réunis, et dans tout un lycée, ne peut faire parler l'anglais ou l'allemand à cette foule, ni même faire lire couramment ces langues. Aussi nos élèves ne savent pas plus d'anglais ou d'allemand que de grec et de latin. Tout ce qu'on peut faire et qu'on doit faire, c'est de leur fournir les principes grammaticaux et les

premiers mots usuels d'une langue étrangère, qu'ils apprendront plus tard sérieusement, lorsque la nécessité les y obligera. Mais ils ne sauront la parler, en définitive, qu'après un séjour à l'étranger (1), ou par la fréquentation journalière des étrangers. Vous aurez donc supprimé l'étude littéraire du latin pour n'obtenir ni une connaissance littéraire ni une connaissance commerciale des langues modernes. Apollon et Mercure ne seront pas plus satisfaits l'un que l'autre.

Lisez les considérations pleines de finesse que contient le rapport de M. Bossert sur l'enseignement des langues vivantes, vous reconnaîtrez que celles-ci ne sauraient fournir les « équivalens » des langues mortes dans l'éducation. Le premier point, selon M. Bossert, c'est la prononciation. Le mot parlé doit, du moins au commencement, « précéder toujours le mot écrit. » Le professeur le dit d'abord devant la classe, *Father* ou *Vater;* il le fait dire ensuite par plusieurs élèves mécaniquement, « ou même par tous les élèves ensemble. » C'est seulement ensuite que le mot écrit apparaît au tableau. Dans les mots de plusieurs syllabes, on se rend maître d'abord de la syllabe accentuée, âme du mot, la seule que les étrangers prononcent avec force. C'est « sur la bouche du maître » que l'élève doit lire le mot. En outre, ce sont les mots usuels et familiers qui ouvrent la marche. Le thème, et le thème tout pratique, est « l'exercice essentiel ; » la version est secondaire, parce que, dans la version, « ce n'est plus l'allemand ou l'anglais, c'est le français qui paraît être le but. » Il faut donc tâcher de « converser » en anglais et en allemand. Bref, le but de cette étude « classique » est le *manuel de conversation,* qui deviendra la bible des lycées modernes. » — « Il est à peu près admis aujourd'hui, dit M. Bossert, qu'on apprend surtout le latin pour mieux savoir le français, » — point de vue étroit, selon nous, et discutable. « S'il fallait, ajoute M. Bossert, appliquer la même règle aux langues vivantes, mieux vaudrait peut-être les rayer du programme. » L'aveu est bon à noter. De deux choses l'une, en effet : ou les élèves arriveront à parler et à lire couramment les langues vivantes, et alors la lecture courante des textes étrangers n'aura pas une valeur pédagogique supérieure à la lecture des textes en langue maternelle; ou les élèves traiteront les langues vivantes de la même manière que les langues mortes, et alors, qu'aurez-vous gagné? — « Eh quoi! dit lui-même M. Bossert, se frayer laborieusement un chemin à travers la conjugaison et la déclinaison des langues germaniques, s'orienter dans les détours de la construction, dans la forêt touffue du vocabulaire, pour ne trouver au bout qu'un nouveau terme de comparaison avec la langue maternelle!

(1) Séjour fort utile, nécessaire même, pour le grand commerce et la grande industrie.

Ce serait le cas de dire, avec le poète anglais : *Much ado about nothing*, beaucoup de peine pour rien. » D'ailleurs, toute cette peine n'aboutirait qu'à nous avoir bien fait connaître une seule langue. Vous n'espérez pas savoir à la fois l'anglais pour lire Shakspeare, l'allemand pour lire Goethe, l'italien pour lire Dante et l'espagnol pour lire Cervantes. Pourquoi donc abandonner les langues mères de notre langue et la littérature mère de notre littérature? S'il est des nations qui ne doivent pas renoncer au latin dans l'enseignement secondaire, ce sont évidemment les nations néo-latines, toutes préparées, par leur langue même, à s'assimiler le latin (1).

Ajoutons que les langues vivantes ne peuvent fonder un enseignement *un*, parce qu'elles sont elles-mêmes diverses non-seulement de nature, mais d'utilité. Les langues utiles aux savans sont, en première ligne, l'allemand, en seconde ligne, l'anglais; les langues littéraires sont, en première ligne, l'anglais (2); en seconde ligne, l'italien, en troisième ligne, l'allemand (3); les langues commerciales sont d'abord l'anglais, puis l'espagnol. Il en résulte cette conséquence que les langues vivantes sont un objet d'études spéciales essentiellement variables avec le but qu'on se propose, par cela même accessoires et subordonnées à des études plus fondamentales. On voit l'anarchie qu'introduirait un système où les uns apprendraient l'anglais, d'autres l'allemand, d'autres l'italien, d'autres l'espagnol, d'autres l'arabe, — une véritable tour de Babel. Et il faudrait, dès l'entrée au collège, choisir une de ces langues vivantes, sans savoir si précisément ce n'est pas de telle ou telle autre qu'on aura besoin plus tard.

Enfin, les littératures anglaise et allemande, quelque admirables qu'elles soient, n'ont pas, en général, les qualités classiques, ni surtout les qualités qui s'harmonisent avec les qualités de notre

(1) On s'étonne et on se plaint de ce qu'en France les langues étrangères sont peu connues et pratiquées. En Allemagne, dit-on, on fait étudier avec fruit le français dès le commencement des études, et l'anglais à partir de la quatrième. — Oui, mais c'est que le latin prépare les Allemands à l'intelligence du français (langue qui a de plus les qualités classiques) et l'allemand leur rend facile l'intelligence de l'anglais. De même, en Angleterre, qui a appris le latin se tire du français, et ce n'est pas un bien grand effort d'apprendre l'allemand. En France, au contraire, quelle difficulté à comprendre l'allemand ou l'anglais! L'italien et l'espagnol, précisément peu utiles, nous seraient, au contraire, faciles, comme le français, d'ailleurs, est facile aux Italiens et aux Espagnols. Le latin, lui, ne nous offre point de grandes difficultés. Il n'y a pas longtemps que les lettrés et les clercs parlaient latin, ce qui prouve que c'est une langue très abordable. Il n'y a donc aucune raison de supprimer le latin comme trop difficile, pour le remplacer par de l'anglais ou de l'allemand, qui offrira presque autant de difficultés que le grec.

(2) Trois siècles de chefs-d'œuvre : de Spenser à Shakspeare, de Milton à Pope, de Burns à Byron et Shelley.

(3) Un siècle seulement d'une littérature quelque peu artificielle.

race. L'imagination y domine, et l'imagination la plus libre, la plus capricieuse, la plus énorme parfois et la plus déréglée. A l'imagination se joint la passion, une passion souvent violente, brutale. Voyez Shakspeare. Il y a trop d'inégalités et, dans les grandes pages, trop de profondeur, trop de subtilité, trop peu de jeunesse pour les jeunes gens. Dante est subtil et trop passionné, et aussi Goethe, qui est de plus trop savant et fait étalage de sa science. Ce ne sont pas là des classiques pour des enfans français. La littérature allemande, qui d'ailleurs n'a qu'un siècle, a quelque chose de forcé, un certain pédantisme de sentimens et d'idées. Née dans la lutte contre l'influence étrangère, elle a gardé le ton de la lutte. C'est, dit avec raison M. Darmesteter, une création de patriotes qui se sont dit : « Nous voulons une poésie à nous. » La littérature allemande est une œuvre de la volonté, comme l'Allemagne même ; mauvaise condition pour vibrer ailleurs que dans un cœur allemand. « La vraie poésie de l'Allemagne s'est réfugiée dans sa philosophie, — *Faust*, — et dans sa musique (1). »

On nous dit qu'il y a dans les littératures étrangères « une inspiration morale plus délicate et plus pure (2). » Est-il certain qu'il y ait moins de grossièreté dans Shakspeare que dans Virgile? Et quelque admirable que soit, par exemple, l'épisode de Francesca dans l'*Enfer* de Dante, ou plutôt, précisément parce qu'il est si admirable, est-ce pour des jeunes gens une lecture bien choisie que le poétique tableau de ces amours? Suffira-t-il de montrer Paolo et Francesca emportés par la tourmente éternelle et enlacés à jamais l'un à l'autre, pour inspirer aux jeunes gens, avec la crainte de l'enfer, l'horreur des passions défendues? Si l'on passe en revue nos programmes officiels de langues vivantes, on verra que l'éducation par les langues étrangères, c'est l'éducation par les romans. Voici, avec leurs héroïnes sans nombre, tous les romans de Walter Scott « au choix, » dit le programme ; voici *David Copperfield*, de Dickens, *A Christmas Carol, Nicolas Nickleby ;* voici le *Vicaire de Wakefield*, de Goldsmith : *Silas Marner*, de George Eliot, le *Moulin sur la Floss* et *Adam Bede ;* la *Femme du professeur*, d'Auerbach ; *Doit et avoir*, de Freytag, etc. Les lois de la suggestion sont aujourd'hui bien connues et scientifiquement établies ; ces récits d'amour et de séduction, avec ce long défilé de jeunes filles depuis la belle juive d'*Ivanhoë* jusqu'à la Marguerite de Faust, sont une suggestion continuelle, surtout quand les scènes se passent non dans le lointain invraisemblable de la mythologie, mais dans notre milieu moderne, dans la rue où les

(1) La langue allemande elle-même est encore à l'état nébuleux : elle n'a ni une forme assez précise, ni des règles exactes, ni des limites nettes.

(2) *Bulletin de l'association pour les réformes de l'enseignement.*

étudians de *Faust* poursuivent les filles du peuple, dans la chambre de Marguerite, ou au rendez-vous de Hetty *(Adam Bede)*. Une mère de famille ne mettra pas sans inquiétude le *Faust* de Goethe dans la bibliothèque de ses enfans. Si nous voulons respecter chez les jeunes gens l'évolution naturelle et calme des facultés, continuons de demander aux idées grandes et larges de Tacite, de Cicéron, de Virgile, une base d'instruction solide et simple, au lieu d'initier les enfans, — comme l'a proposé M. Lockroy quand il était ministre de l'instruction publique, — aux littératures des civilisations vieillies, compliquées, raffinées, de les mettre en tête à tête avec Shakspeare, avec Tennyson, avec Shelley, que les Anglais eux-mêmes ont peine à comprendre (1).

L'étude des littératures modernes, si tourmentées, outre qu'elle est médiocrement salutaire aux esprits qui se forment, serait un fort mauvais moyen de conserver à notre langue même ses qualités originales, qui sont en grande partie latines. Il est sage de fournir au jeune homme des formes de langage et de style plus stables que celles de notre époque, où les écoles se succèdent avec une extrême rapidité, suivant les modes, suivant les systèmes philosophiques en faveur; c'est une véritable tourmente qui pourrait risquer d'emporter le pur français, de faire perdre à notre langue sa belle clarté et sa transparence intellectuelle. Il y a déjà assez de fermentation dans notre littérature contemporaine, nous avons assez de décadens, de symbolistes, de naturalistes à outrance, sans hâter nous-mêmes la dissolution des lettres françaises par une éducation bariolée d'anglais, d'allemand, d'italien, d'espagnol et d'arabe. On ne fait pas l'instruction des peintres, des sculpteurs et des musiciens en leur faisant étudier les œuvres d'art les plus récentes et les plus raffinées, mais bien celles qui offrent les qualités classiques de forme, de composition, de style; sans ces qualités il n'y a point de grand art, et c'est sur elles que tout le reste doit se grefler. On fait étudier les « vieux maîtres, » les Raphaël et les Vinci, les Bach et les Mozart, comme les Phidias et les Praxitèle. Le jour où l'éducation des artistes, en France, renoncerait à cette tradition, notre supériorité dans l'art et dans les industries d'art aurait bientôt dis-

(1) Du vivant de Robert Browning, une société s'est fondée en Angleterre, ayant à sa tête l'éminent philologue Furniwal, pour expliquer et interpréter Browning. Le révérend Kirkman, prononçant le discours d'inauguration de la société, divisait, sans aucune intention d'épigramme, l'œuvre du poète en deux parties : les poèmes que l'on comprend et ceux que l'on ne comprend pas : « Là où Browning est obscur, c'est par excès de lumière. » Tennyson aussi, de son vivant, a ses commentateurs, ses scoliastes : ils font leur étude de ce qui est obscur, leurs délices de ce qui est inintelligible. Chez nous, nous n'avons pas de scoliastes même pour des pièces comme la *Bouche d'ombre* de Victor Hugo : cela est trop clair, il n'y a pas encore assez d'ombre dans cette bouche.

paru. Le jour où les classes lettrées renonceraient aux études latines, il en serait bientôt de même pour notre gloire littéraire.

On dit : — Nous donnerons au grand nombre un fort enseignement *français*. — Vous n'y parviendrez pas plus qu'à donner au grand nombre un fort enseignement grec et latin. Si vous vous occupez du grand nombre, vous serez obligés d'abaisser le niveau de l'enseignement anglo-germain-français tout comme celui de l'enseignement gréco-latin-français. Si, au contraire, vous ne vous préoccupez pas du grand nombre, — et vous aurez raison, — vous verrez reparaître les *couches* habituelles de l'enseignement; vous aurez en français, comme vous en aviez en latin et en grec, des paresseux, des élèves médiocres, des « fruits secs. » Ils n'auront pas appris le latin, mais ils n'en sauront pas mieux leur langue, en supposant qu'ils la sachent aussi bien, — et cette supposition contredit une expérience séculaire. En vain voudrez-vous élever le niveau de l'enseignement classique français, de l'enseignement spécial, pour l'appeler par son vrai nom, vous n'y parviendrez pas. Vous serez sans cesse retenu et par la nature des élèves et par la nature des maîtres eux-mêmes. Vous aurez une sorte de masse, de plèbe intellectuelle qui vous obligera à vous rapprocher d'elle, à vous préoccuper de ses intérêts immédiats, — tout comme il arrive pour les gouvernemens trop exclusivement démocratiques et populaires, pour les chambres à suffrage trop direct et trop universel. Il y a tout un peuple qui vous tire par en bas, alors que vous voudriez voir les choses de plus haut et de plus loin. Vous êtes à l'état de ballon captif. Enseignement français, cela voudra dire, — quoi que vous fassiez, — enseignement pratique, utilitaire, scientifique, spécial, professionnel. Le prospectus de l'Association pour la réforme de l'enseignement nous en a fourni tout à l'heure une preuve nouvelle, puisqu'on n'y parle que d'industrie et de commerce. Dès que vous voudrez cultiver le beau pour le beau, maîtres et élèves pousseront le même cri : « A quoi bon? Ce n'est pas assez moderne, ni assez scientifique, ni assez pratique. » Le loup scientifique fondra sur votre bergerie littéraire, et il aura bientôt dévoré tous ces moutons inoffensifs. On n'aura pas de peine à démontrer par $a + b$ que Corneille et Racine sont « des perruques » encore plus qu'Horace et Virgile. Vos maîtres eux-mêmes, vous serez obligés de les avoir plus ou moins conformes à l'esprit général des amateurs exclusifs du français, des langues vivantes et des sciences; vous réussirez bien rarement à en faire des lettrés, des philosophes, des savans désintéressés. Une fois que vous aurez écrit sur la porte du lycée : « Ici ne s'enseigne que ce qui est utile à la société moderne, »

vous n'aurez plus guère que des professeurs à l'esprit utilitaire, comme les élèves et les parens. Et quel pur métal résisterait à la pierre de touche utilitaire? A quoi sert le latin? A rien, comme la Vénus de Milo. Mais à quoi sert l'histoire, et ai-je besoin de savoir, par exemple, que Louis IV d'outre-mer, fils de Charles le Simple, régna de 936 à 954 et batailla toute sa vie sans profit? A quoi sert tant de géographie, et ai-je besoin, comme dit Tolstoï, de connaître le canal Mariine et sa navigation? « Le batelier saura bien me conduire. » A quoi bon la géologie, si je ne dois jamais m'occuper d'industries extractives? — Que des écoliers paresseux ou même des « pères de famille » fassent ces beaux raisonnemens, cela n'a rien que de naturel; mais l'État doit-il les faire pour eux? Il aura voulu *démocratiser* l'enseignement, sous le nom d'enseignement français, et le résultat sera l'abaissement des études françaises elles-mêmes. Le nouvel enseignement, prétendu classique, ne sera jamais que le « bâtard du lycée et de l'école primaire. » Quant à « l'élite » d'élèves pour les études gréco-latines, on la verra se réduire aux *rari nantes in gurgite vasto* (profitons de ce qu'il est encore possible, en France, de citer cinq mots de Virgile). L'intérêt véritable des démocraties n'est pas de tout démocratiser, de tout ramener sur terre, et sur terre plébéienne.

On répète sans cesse : la preuve que les humanités modernes répondent à un besoin légitime, c'est le nombre d'élèves qu'a fini par recueillir l'enseignement spécial et qui augmentera avec l'enseignement français. — Mais on peut répondre : la preuve que la musique d'Offenbach et celle de Pierre Lecocq répondaient à un besoin légitime, c'est le nombre de spectateurs qui sont allés voir *la Belle Hélène* et *la Fille de madame Angot* (sans compter les courses de taureaux). Rabaissez l'art, rabaissez les études, et vous donnerez toujours satisfaction à certains besoins; reste à savoir si ce sont les plus nobles.

Au reste, l'enseignement spécial n'a réussi que là où son succès était légitime, c'est-à-dire dans les trois premières années du cours; à partir de la quatrième année, les élèves désertent. Sa vraie destination est en effet de fournir un enseignement de moyenne valeur à ceux que réclame, au bout de quelques années, la pratique des professions industrielles. M. Duruy l'avait compris.

On met aussi en avant les « vœux des pères de famille. » Mais un état comme le nôtre, qui a en dépôt l'honneur de la France, ne peut leur abandonner la direction effective et pratique de l'enseignement. Les pères de famille ! Ont-ils pour la plupart quelque compétence? Quand il s'agit d'instruire et d'élever leurs enfans, ne sont-ils pas trop souvent eux-mêmes de grands enfans? Est-ce,

en moyenne, un père de famille qui se placera au point de vue des intérêts de la nationalité et de la race, qui se préoccupera de l'élite intellectuelle à conserver ou à recruter, de la sélection à opérer, de la tradition nationale à maintenir, des progrès à assurer en même temps, enfin de la lutte à soutenir avec les nations voisines et de ce qu'on pourrait appeler les intérêts internationaux de l'enseignement? Consulter les pères ou les mères sur le rôle du grec et du latin dans l'enseignement secondaire, sur la valeur comparative des lettres et des sciences pour l'éducation, sur la place de la philosophie, ce serait presque aussi imprudent que de consulter les enfans. Voyez les journalistes, les littérateurs, les hommes de science, les hommes de lettres, les membres des académies des sciences et de médecine, les ministres mêmes, combien y en a-t-il qui montrent une compétence dans les questions d'enseignement? Un savant nous a dit en pleine Académie de médecine : « Le grec ne sert pas pour les chirurgiens ou les médecins, *donc* il faut supprimer le grec. » Un sénateur nous a dit : — Nous avons besoin d'industriels et d'agriculteurs, *donc* il faut supprimer le latin. — Tel ministre voulait jadis la restauration des études classiques; tel autre faisait en Sorbonne l'éloge des langues vivantes. Rien n'égale le chaos des opinions pédagogiques, sinon le chaos des opinions politiques. Que le gouvernement, dans ce désarroi, propose aux parens et aux enfans un moyen expéditif d'études classiques, comprenant le français, les langues vivantes et les sciences, avec baccalauréat et promesse d'entrée dans les administrations; aussitôt les pères de famille précipiteront en aveugles leurs enfans vers ces études en apparence plus *utiles;* et les enfans eux-mêmes d'applaudir : ils resteront moins longtemps sur les bancs du collège; ils échapperont au latin, à ce grec qu'on veut aujourd'hui leur faire apprendre jusqu'à la fin de la rhétorique; on ne leur parlera que de français, d'anglais ou d'allemand, — ce qui, de loin, leur semble facile; — on leur enseignera, il est vrai, des sciences parfois ennuyeuses, mais qui paraissent nécessaires pour gagner plus tard de l'argent. A la bonne heure; choisissons les palmes au rabais! *Primo vivere, deinde* non *philosophari.*

Puisqu'on demande des faits et des raisons positives, il est un fait constaté par des observations nombreuses en France, en Allemagne, en Belgique, en Angleterre : c'est la supériorité moyenne des élèves qui ont fait des études classiques sur ceux qui n'ont reçu qu'une instruction scientifique et « moderne. » M. Dubois-Reymond constate que les élèves des gymnases, les humanistes, même médiocres, sont supérieurs aux autres dans celles des écoles spéciales où on admet quelques élèves des écoles réelles, ainsi que

dans tous les ordres d'application. Et, en Allemagne, les écoles réelles ne représentent pas simplement, comme notre enseignement spécial, les épaves de l'enseignement classique : il y a des jeunes gens bien doués qui, se destinant à quelque haute profession industrielle, choisissent l'école réelle ; or, selon M. Dubois-Reymond, ils restent finalement inférieurs. Ainsi, d'après la statistique, qui partage avec la géographie et la mécanique la royauté du jour, l'étude des langues et des littératures anciennes serait la plus propre à développer les facultés fondamentales d'où les facultés scientifiques doivent recevoir l'impulsion. Au reste, il peut se rencontrer des génies dans l'enseignement spécial et même dans l'enseignement primaire, comme il se rencontre des nullités dans l'enseignement classique ; mais ce ne sont pas les individus qu'il faut considérer, c'est l'esprit général développé par un enseignement et par les traditions qu'il représente ; c'est surtout le rapport de cet esprit à la conservation et au progrès de l'esprit national. Quand même, dans quelques concours particuliers entre élèves classiques et élèves de l'enseignement spécial, ceux-ci soutiendraient la lutte pour le français et les sciences, ce résultat ne prouverait nullement que le nouveau système pût être généralisé sans danger pour le pays. L'esprit littéraire, jusqu'ici entretenu en France par l'éducation classique, se communique à tous par contagion, même dans l'enseignement spécial, et cet esprit durera encore un certain nombre d'années ; mais tarissez les sources classiques, alourdissez le milieu intellectuel des classes dirigeantes, changez le climat moral de la France, vous aurez bientôt une France utilitaire et prosaïque. Ce jour-là, à vrai dire, la France aura cessé d'exister moralement et politiquement.

III.

Déjà, en 1886, on a essayé de faire accepter au conseil supérieur de l'instruction publique la transformation de l'enseignement spécial en « enseignement classique français. » Le projet de réforme commençait par ces mots : « Le nouvel enseignement sera général et classique ; il devra être organisé de manière à répondre aux *besoins nouveaux* de la société *moderne* et à *attirer* vers les *études secondaires françaises* les jeunes gens qui n'ont ni le goût, ni le loisir de se livrer à l'étude des langues mortes. » Le conseil supérieur n'eut pas de peine à comprendre qu'on voulait faire dévier l'enseignement spécial du but que ses origines et son nom même lui assignaient. Il eut soin de déclarer qu'il repoussait formellement l'idée d'une assimilation de l'enseigne-

ment français avec l'enseignement classique. « Il n'y a qu'un enseignement vraiment classique : c'est l'enseignement dont la base est l'étude des langues anciennes. Tout autre enseignement qui tendrait au même but par d'autres moyens ne peut être qu'un simulacre d'enseignement classique dont le besoin ne se fait point sentir. L'enseignement spécial doit rester ce qu'il est : un enseignement à tendance pratique, utilitaire. Il doit être tout entier dirigé en vue de former des esprits tels précisément qu'en réclament l'agriculture, le commerce et l'industrie. » Mais le conseil eut la faiblesse et l'imprévoyance d'accepter le baccalauréat de l'enseignement spécial. Que fit alors le ministre de l'instruction publique? Contrairement aux formelles déclarations du conseil, il s'entendit avec les autres ministres, ses collègues, pour considérer le baccalauréat spécial comme équivalent, parfois même supérieur aux autres baccalauréats, à l'entrée des carrières libérales et des fonctions administratives. Grâce à ce biais ingénieux, les protestations du conseil restèrent platoniques. Au baccalauréat spécial, la littérature, la morale et la philosophie réunies ont droit à un suffrage sur huit ; la philosophie et la littérature ne représentent chacune qu'un vingt-quatrième des suffrages ! Les mathématiques et la comptabilité ensemble ont deux suffrages ; les sciences physiques, deux ; la langue vivante, un, etc. D'où il résulte mathématiquement que la morale vaut un tiers de la comptabilité. Ce calcul est, comme on dit, « fin de siècle. » Voilà les lettrés et les philosophes de l'enseignement spécial (1). Ces nouveaux bacheliers n'en ont pas moins à peu près les mêmes privilèges que les anciens bacheliers ès lettres et bacheliers ès sciences. Leur titre est équivalent à celui de bachelier ès sciences restreint pour les études médicales, de bachelier ès sciences pour l'École polytechnique, pour l'École de Saint-Cyr, pour l'entrée dans la plupart des ministères, pour la licence ès sciences et le professorat ès sciences, etc. En un mot, c'est l'école primaire envahissant tout ce qu'on avait autrefois réservé aux études vraiment classiques. On n'a admis que deux exceptions, en ce qui concerne le droit et la médecine ; ici seulement le baccalauréat spécial ne peut tenir lieu du baccalauréat ès lettres. C'est, d'ailleurs, une inconséquence ; déjà la logique radicale a réclamé contre ces exceptions, surtout en ce qui concerne la médecine ; elle réclamera encore bien mieux quand nous

(1) Le curé de leur village se fera un malin plaisir de citer à ces « bacheliers » quelques vers de Virgile ou quelque verset biblique, qu'ils écouteront en ouvrant de grands yeux : *Beati pauperes spiritu*, ou : *Innocentibus manus plenas*. Ils auront beau répondre par une règle de comptabilité, le « préjugé » du latin sera longtemps le plus fort, parce qu'il représente, après tout, une tradition française.

aurons un baccalauréat de l'enseignement français. Tout ce que le conseil supérieur craignait et recommandait d'éviter deviendra une réalité malgré lui et contre lui. L'enseignement spécial, surtout si on l'érige en enseignement classique français, conduira au même résultat positif que les études gréco-latines en moins de temps et avec moins de sacrifices : il s'imposera donc naturellement aux parens et aux enfans. Comme l'avait prédit M. Rabier dans son rapport, les études classiques paraîtront choses vieillies et hors d'usage. On n'aura plus ni hésitations ni remords à fuir devant l'effort intellectuel désintéressé que demandent les langues anciennes. C'est une tentation offerte à la paresse des jeunes gens, dont la faiblesse des familles se fait de nos jours si aisément complice. Ainsi, concluait M. Rabier au nom du conseil supérieur, « l'extinction graduelle de l'enseignement classique actuel, voilà la fin où tend, qu'on le veuille ou non, qu'on se l'avoue ou non, la réforme. » Et c'est cette prétendue « réforme » qu'il s'agit aujourd'hui de faire triompher définitivement. La dernière sauvegarde des études classiques, le droit, en supposant qu'on la maintienne, sera insuffisante et inefficace. Elle ne ramènera au véritable enseignement classique qu'une infime minorité d'écoliers. D'ailleurs, les radicaux simplistes, dont la logique à œillères ne voit ni à droite ni à gauche, s'écrieront : Pourquoi apprendre le latin et le grec quand on doit plaider en français? — Voilà donc le résultat final des réformes récentes : on proclame bien haut que « les aspirans aux carrières scientifiques feront du latin et du grec jusqu'à la fin de la rhétorique. » Quel triomphe pour les fidèles du grec! Mais attendez la fin : *in cauda venenum,* disaient nos pères. On fera du latin et du grec, *si on refuse* de passer à « l'enseignement classique français, » qui, par le chemin le plus court et le plus fleuri, conduira aux mêmes carrières. La porte échappatoire est donc ouverte à deux battans, — vous voyez d'ici la débandade. Les professeurs de latin, de grec, de philosophie resteront seuls avec leur « élite de délicats, » qui se composera d'eux-mêmes, de leurs collègues et de quelques prétendans à l'École normale (section des lettres *seulement*). Quant à la France, elle sera alors définie par les autres nations : — un pays dit néo-latin, à population décroissante et à culture littéraire décroissante, autrefois le plus lettré de tous, où aujourd'hui savans et professeurs de sciences, médecins, polytechniciens, officiers supérieurs, administrateurs même et magistrats ne peuvent entendre deux mots de latin sans rougir.

L'exemple dont on prétend s'autoriser, ce sont les « écoles réelles » d'Allemagne, dont on se fait l'idée la plus fausse. Ces

écoles ont commencé, avec Francke, Semler et Hecker, par être des écoles professionnelles; peu à peu on y a introduit assez de connaissances générales et de latin pour les faire rivaliser à la fin avec les gymnases. Elles ont cessé alors d'être professionnelles pour devenir des gymnases mitigés, accordant plus de place aux études scientifiques, moins de place aux études littéraires, et, pour cette raison, considérées comme préparant plus spécialement, quoique d'une manière encore toute générale, aux professions industrielles, commerciales et agricoles. Mais les Allemands ont eu soin de maintenir la hiérarchie, bien que dans une mesure selon nous insuffisante. En outre, si leurs écoles réelles de 2e classe répondent à notre enseignement spécial, celles de 1re classe ou « gymnases réels » répondent à notre ancienne « section des sciences, » avec cette différence que les collèges scientifiques, en Allemagne, sont entièrement séparés des collèges littéraires. Dans les gymnases réels, — surtout en Prusse, — on fait beaucoup plus de latin et aussi d'études littéraires que n'en faisaient nos élèves des sciences. Avant peu d'années, le latin, auquel on revient de toutes parts, sera exigé partout.

En Allemagne, l'enseignement secondaire s'adresse à une fraction de la société qui n'a ni les mêmes droits, ni les mêmes devoirs sociaux que la fraction correspondante de la société française (1). La bourgeoisie allemande n'est pas, comme la nôtre, l'unique classe dirigeante d'une démocratie toute livrée au suffrage universel. Le régime féodal a laissé en Allemagne de nombreux vestiges; l'aristocratie y conserve une véritable importance politique; l'enseignement supérieur y a une vitalité particulière et une mission directrice; la bourgeoisie allemande, en un mot, n'est appelée ni par la lettre, ni surtout par l'esprit des institutions à exercer une influence prépondérante sur la direction du gouvernement. Il en résulte que l'Allemagne pourrait, sans grand inconvénient, rétrécir le champ des études libérales et les réserver à une élite destinée à la fréquentation des universités. Malgré cela, tout en créant des « écoles réelles » en vue de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, l'Allemagne s'est efforcée de répandre le plus possible l'instruction classique, qu'elle a maintenue dans ses gymnases en son intégrité. Chez nous, la bourgeoisie est l'aristocratie politique de notre démocratie; elle seule, par une influence toute morale et sociale, peut faire contrepoids à la masse populaire, armée des mêmes droits politiques qu'elle, mais

(1) Voir, sur ce point, le livre de M. Ferneuil : *la Réforme de l'instruction en France*, livre dont nous repoussons d'ailleurs les conclusions.

moins instruite. Supposez que le peuple devienne vraiment la classe dirigeante, vous aurez, en quelque sorte, un gouvernement d'instruction primaire, où les vues générales, lointaines et désintéressées seront nécessairement sacrifiées aux besoins matériels ou aux passions du moment présent. Toutes les comparaisons que l'on fait sans cesse entre notre enseignement spécial et l'école réelle d'Allemagne ne prouvent donc rien. Le jour où la France serait abandonnée à une classe dirigeante formée par l'enseignement spécial ou par « l'enseignement classique français, » ce serait une nation abaissée, livrée aux médiocres et aux barbares (1).

En Allemagne, depuis 1870, une grande faute a été commise, analogue à celle qu'on a commise en France. Le ministre prussien de l'instruction publique, après avoir pris l'avis des corps savans, n'en a tenu nul compte. Tous avaient répondu unanimement qu'ils voulaient des élèves surtout lettrés, d'intelligence ouverte, munis d'une bonne éducation gréco-latine, non surchargés d'x et d'y. Mais c'était alors un moment de crise pour les écoles réelles, que la clientèle abandonnait faute de débouchés dans l'enseignement supérieur. Les intéressés criaient très haut. En outre, on manquait de professeurs pour les langues vivantes et pour l'histoire naturelle. Le ministre, sacrifiant les intérêts permanens à des intérêts passagers, comme font trop souvent les hommes politiques, décida, en 1870, que les élèves diplômés des *gymnases réels* (qui sont le pendant de nos bacheliers ès sciences, mais savent plus de latin), pourraient se faire inscrire aux universités comme étudians « en mathématiques, en sciences naturelles et en philologie moderne, » traduisez : en langues vivantes. On ajouta d'ailleurs que, dans la distribution des places de professeurs, les élèves des gymnases auraient droit à la préférence. La médecine, la théologie et les études supérieures de littérature demeurent toujours absolument fermées aux élèves des écoles réelles, autant dire aux bacheliers ès sciences. Cette décision ministérielle n'en fut pas moins vivement blâmée et l'est encore. On voit là, avec inquiétude, un nouveau succès de l'américanisme et du réalisme, quoique, en réalité, il s'agisse simplement du droit d'enseigner les langues vivantes, l'histoire naturelle et les mathématiques sans avoir appris *le grec*, mais après avoir appris le latin. De plus, un très petit nombre des élèves des écoles réelles demandent le « certificat de maturité. »

(1) Même en Allemagne, les esprits éclairés protestent, avec M. Dubois-Reymond, recteur de l'université de Berlin, contre le réalisme croissant des *Realschulen* et contre l'invasion de l'americanisme dans les gymnases, dans les universités.

L'Allemagne fait d'ailleurs effort pour revenir à l'unité de l'enseignement secondaire. Dans le plan de 1882, l'enseignement des trois premières classes de l'école réelle correspond à celui des premières classes du gymnase classique, de manière à permettre le passage d'une école réelle à un gymnase pour ceux qui ont la capacité ou la volonté d'études plus sérieuses et plus longues. On finira ainsi par avoir deux embranchemens d'instruction secondaire qui ne différeront que par la présence ou l'absence du grec et par une proportion plus ou moins forte d'études scientifiques.

En Allemagne, — et aussi en Angleterre, — la pente vers le réalisme des *realschulen* est corrigée par l'habitude prise de fréquenter les universités : c'est là une tradition aristocratique, une tradition pour les classes qui se respectent, tout comme c'est une tradition bourgeoise chez nous de se faire recevoir bachelier. Après quoi, on estime en France que l'instruction est terminée, tandis que, pour les Allemands et les Anglais, c'est simplement l'entrée de l'instruction supérieure. Maintenez en France un baccalauréat utilitaire et réaliste, supprimez ce signe de ralliement pour les classes instruites de tout pays, les lettres latines, il n'y aura plus de raison chez nous pour faire des études vraiment classiques, désintéressées et foncièrement littéraires ; les sciences et leurs applications finiront par absorber tout, même les lettres *françaises* ; car, en ce qui concerne les universités, les Français sont rétifs à ce prolongement d'études. Vous ferez difficilement croire aux familles qu'il soit nécessaire d'envoyer les jeunes gens suivre un cours sur la querelle des investitures, ou un autre sur Ronsard et le XVIe siècle, ou un autre sur les origines de la littérature allemande, etc. Lancer les jeunes gens dans la vie d'étudiant pour acquérir toutes ces connaissances spéciales, c'est à quoi les parens ne consentiront pas : on a trop peu de confiance dans la sagesse des enfans français pour les abandonner « sur le pavé des grandes villes, » sans qu'ils y soient absolument forcés par des études de droit ou de médecine. Puis on se dit : — Autant vaut lire Ronsard lui-même, et les histoires littéraires, et les livres de critique littéraire, que d'aller entendre quelques beaux discours sur ce sujet, prononcés par un professeur devant un auditoire de passage. Qu'apprend-on dans les cours de ce genre qu'il eût été si difficile d'apprendre dans les livres? Au reste, ajoute-t-on, le professeur publiera probablement son cours, s'il a découvert quelque chose d'intéressant ; je le lirai chez moi. — En Allemagne, les quatre cinquièmes des élèves des gymnases suivent les cours des universites, d'autant plus que les pasteurs protestans y vont apprendre la théologie ; on peut donc dire que l'enseignement secondaire et l'enseignement

supérieur font corps. En France, pays de bourgeoisie et de démocratie, en même temps que pays catholique, c'est pure chimère d'espérer un résultat analogue. Il faut que l'enseignement secondaire puisse au besoin se suffire. Ceux qui veulent aujourd'hui le subordonner à l'enseignement supérieur, l'appauvrir même et le restreindre, sous prétexte de renvoyer plus tard les jeunes gens à des universités imitées de l'Allemagne (mais où on recevra l'enseignement supérieur sans même connaître un mot de latin), nous paraissent mal se rendre compte de la différence entre les deux pays. Il faut assurément fortifier et enrichir l'enseignement supérieur, et c'est ce que l'on fait; il faut aussi organiser l'enseignement professionnel, et c'est ce qu'on ne fait pas; mais ce qui importe avant tout, c'est de fortifier le seul enseignement qui ait pour objet propre non plus le savoir et ses applications pratiques, mais la culture intellectuelle, esthétique, morale et civique d'une jeunesse appelée à former le cerveau de la patrie.

IV.

En résumé, c'est au moment où, en Allemagne, en Italie, en Angleterre même, on s'inquiète de l'accroissement des écoles réelles et du « réalisme » qu'elles favorisent, c'est au moment où l'on propose, dans ces pays, d'en revenir au « collège secondaire unique, » qu'on voudrait, en France, substituer à la culture classique une sorte d'arlequin anglo-germano-scientifique, supprimer l'étude des lettres latines, qui est de tradition vraiment française en même temps qu'universelle, et qui a contribué au développement de l'influence française. Pour nous, nous ne pensons pas que l'heure soit encore venue de rompre avec une littérature dont la nôtre est le prolongement. « Messieurs les Anglais, messieurs les Allemands, tirez les premiers! »

Mais ils s'en gardent bien. Les Allemands, en particulier, à côté de leurs écoles réelles, conservent avec soin leurs gymnases, où l'on étudie neuf ans le latin et sept ans le grec. Dans leurs écoles réelles elles-mêmes, du moins dans celles de première classe (gymnases réels), ils réintègrent le latin, jusqu'à lui donner, dans certains établissemens, cinquante-quatre heures par semaine (réparties sur neuf années)! En France, faut-il employer les ressources de l'État, — si limitées, — à doubler inutilement l'enseignement secondaire, pour le seul plaisir de remplacer le latin (ce cran de sûreté de l'enseignement littéraire) par une langue vivante et de créer ainsi une concurrence fatale aux études considé-

rées dans tous les pays comme seules classiques (1)? Est-ce là le meilleur emploi à faire de nos finances? Il vaudrait infiniment mieux consacrer les mêmes ressources à organiser « le grand service public qui nous manque, » un véritable enseignement professionnel. Nous avons huit écoles commerciales, l'Allemagne en a deux cents; nous avons une douzaine d'écoles industrielles, elle en a plus de cent. En face d'une telle situation, gaspiller les finances de l'instruction publique pour tuer l'enseignement classique, qui seul nous reste, sans même le remplacer par un véritable enseignement professionnel, ce serait plus qu'une folie au point de vue national et international. Si les études professionnelles et techniques étaient sérieusement organisées, une partie de nos soixante mille élèves, après quelques années d'enseignement spécial, se reporterait vers ces études; la preuve en est dans le chiffre déjà considérable d'élèves du cours spécial. Il ne resterait que les jeunes gens destinés à faire réellement de vraies « humanités » et à les poursuivre jusqu'au bout.

C'est donc là qu'est la solution : il faut organiser, non pas deux *types égaux* d'instruction secondaire, mais trois *degrés inégaux* d'instruction : l'un classique, l'autre spécial, le troisième professionnel. La diversité ne doit s'admettre, dans l'enseignement secondaire, que pour diverses branches du savoir et de l'*instruction* proprement dite, notamment les sciences particulières, dont l'une peut fort bien se substituer à l'autre, les particularités de l'histoire ou de la géographie, et enfin le grec. Si, par exemple, vous prévoyez que la mécanique vous sera particulièrement utile plus tard, apprenez la mécanique et laissez la botanique ou la minéralogie; si vous préférez à la mécanique le droit usuel ou la géographie commerciale, ou même la comptabilité, choisissez à votre aise; on ne saurait voir là le plus léger inconvénient: dans la « chimie mentale,» dix atomes de droit usuel peuvent remplacer dix atomes de géographie : c'est le seul genre de spécialisation anticipée qui soit sans danger au collège. Mais la diversité ne peut s'admettre pour tout ce qui est l'âme même de notre *éducation* classique, à savoir : notre langue nationale, qui est le français; notre seconde langue nationale historiquement et littérairement, qui est le latin, — et qui de plus est la langue internationale pour la culture des classes instruites; la théorie générale des sciences mathématiques et physiques, qui est la même pour tous; la philosophie et la morale, études originales et sans équivalens, qui sont le couronnement nécessaire

(1) Même en Amérique, on fait beaucoup de latin et de grec, les jeunes filles apprennent souvent le latin. On a introduit des élémens de latin jusque dans les écoles primaires.

de l'éducation libérale, surtout dans un pays où l'esprit religieux est affaibli et où la morale est devenue toute laïque. Nous établissons donc dans l'enseignement secondaire une partie éducative immuable et une partie instructive variable, des classes fondamentales obligatoires et des cours facultatifs. Notre devise n'est pas le moins du monde : *Omnibus omnia*, mais : *Omnibus optima.*

Quant à une éducation française avec addition de sciences et de langues vivantes, elle n'est nullement méprisable en elle-même, mais elle n'est pas le vrai type d'enseignement secondaire classique, libéral et *national.* Quelque profitable que soit une telle éducation, elle sera inférieure et devra être hautement déclarée telle dans l'intérêt des études classiques, tant que nos conditions de grandeur et d'influence nationales, ainsi que celles des autres peuples, ne seront pas assez profondément modifiées pour nous permettre à l'égard des lettres latines l'indépendance du cœur, — et même pour la permettre à toutes les nations. Ou vous voulez et pouvez faire vos humanités, ou vous ne le voulez ni ne le pouvez ; tout est là, mais il n'y a pas dix façons de faire ses humanités dans une nation donnée, avec son passé donné, son avenir à assurer, son unité intellectuelle à sauvegarder, son rang à maintenir en face des autres nations. Croit-on que le philosophe qui écrit ces lignes ait la superstition du latin pour le latin même? Non, mais il a la superstition de la gloire française. Les erreurs en éducation sont les pires de toutes, parce qu'elles compromettent des générations entières. Au Sedan militaire n'ajoutons pas nous-mêmes un Sedan intellectuel.

Le vrai but de l'enseignement spécial doit être de donner aux médiocrités de tout genre le moyen de devenir, non des lettrés ou des artistes, mais des Marthes masculines qui s'occuperont intelligemment du grand ménage national, tout en ayant un commencement de culture littéraire, une ouverture sur les choses de l'esprit. Il est besoin de beaucoup de Marthes, non pas seulement de Maries; ce n'est pas une raison pour accorder aux unes et aux autres des palmes de même valeur. Un homme peut en valoir un autre, comme homme; mais un forgeron ne vaut pas un cordonnier, comme cordonnier, et un cordonnier ne vaut pas un forgeron, comme forgeron : *Ne sutor ultrà crepidam.* Le conseil supérieur s'est laissé arracher le baccalauréat de l'enseignement spécial; ce fut sa première faute. Ce jour-là, l'ennemi était dans la place; si on l'y laisse, il envahira tout le reste: il a les appétits d'un parvenu. Le remède est simple et radical. Il faut supprimer le baccalauréat spécial et, tout en fortifiant l'enseignement spécial sur son vrai domaine, le renvoyer à l'étage au-dessous. On le rendra ainsi à sa destination primitive, que son fondateur lui avait

sagement assignée : celle d'un enseignement demi-primaire, demi-secondaire, préparatoire aux professions industrielles et s'adressant à ceux qui n'ont ni le goût, ni les moyens, ni surtout le temps de recevoir une complète instruction générale. Mais on ne saurait admettre que l'État bouleverse la hiérarchie dont une démocratie a surtout besoin, en couronnant des « mêmes baies de laurier » les élèves qui ont eu le mérite, ou au moins la bonne intention des études classiques, et les élèves absorbés par leurs intérêts immédiats, qui font rapidement leurs études pour faire plus vite « leur chemin (1). »

(1) Voici, en ses traits principaux, la réforme que nous proposerions :

Article 1er. — L'enseignement secondaire est *un* dans ses fondemens : 1° les lettres françaises ; 2° les lettres latines, mères des littératures modernes, et encore nécessaires de nos jours à l'unité d'esprit nationale et internationale chez les classes instruites ; 3° la philosophie ; 4° l'histoire générale ; 5° les élémens des mathématiques et de la physique. La diversité, étant donné notre état actuel au point de vue national et international, ne peut porter que sur les spécialités suivantes : grec, sciences secondaires et sciences appliquées, langues vivantes.

Art. 2. — Le baccalauréat est unique et a pour base les humanités, avec quatre subdivisions : 1° baccalauréat *ès lettres et philosophie ;* 2° baccalauréat *ès lettres et sciences mathématiques ;* 3° baccalauréat *ès lettres et sciences naturelles ;* 4° baccalauréat *ès lettres et sciences économiques et industrielles.*

Art. 3. — Les classes de *français*, de *latin*, d'*histoire générale* et de *philosophie* seront communes à tous les élèves sans exception, jusqu'à la fin de leurs études. Les classes de grec admettront des équivalens dans les deux dernières années.

Art. 4. — Dans la classe de seconde, quatre heures seront consacrées au grec, au lieu de cinq ; la cinquième heure sera ajoutée au cours de mathématiques. Des conférences facultatives de mathématiques seront instituées pour les élèves qui entrevoient déjà les carrières scientifiques.

Art. 5. — Dans la classe de rhétorique, cinq heures au lieu de quatre seront consacrées au grec, à l'histoire de la littérature grecque et de l'art grec, pour les élèves préparant le baccalauréat *ès lettres et philosophie.*

Art. 6. — Pour les aspirans au baccalauréat *ès lettres et mathématiques* (écoles du gouvernement) et pour les aspirans au baccalauréat *ès lettres et sciences naturelles* (études médicales), les cinq heures de grec en rhétorique seront remplacées par quatre heures complémentaires de sciences et une heure complémentaire de langues vivantes.

En philosophie (où il y a quatre classes de philosophie pendant le premier trimestre et cinq classes à partir de janvier), une des classes de philosophie pendant le premier trimestre et deux à partir de janvier seront remplacées, pour les candidats aux carrières scientifiques, par des classes complémentaires de sciences. Celles des classes de philosophie que tous les élèves ne seront pas obligés de suivre seront consacrées, pour les candidats au baccalauréat *ès lettres et philosophie*, à l'histoire de la philosophie, à l'explication des auteurs philosophiques et à des questions de philosophie complémentaires.

Art. 7. — Pour les aspirans au baccalauréat *ès lettres et sciences économiques et industrielles,* les cinq heures de grec seront remplacées, en rhétorique, par trois heures complémentaires de sciences appliquées, une heure d'*économie industrielle, agricole et commerciale*, une heure complémentaire de langues vivantes. En philosophie, pour les mêmes élèves, une des classes de philosophie pendant le premier

L'État doit maintenir et même accroître, devant le nombre toujours croissant de candidats et de solliciteurs, ses exigences en fait de diplômes : un avocat et un médecin, par exemple, ne sont pas

semestre et deux pendant le second seront remplacées par une heure de *géographie industrielle et commerciale*, une heure de *législation industrielle et commerciale*, et une heure complémentaire de langues vivantes.

Des conférences facultatives de *comptabilité* et d'*agronomie* seront instituées en rhétorique et en philosophie.

Art. 8. — A la fin de la rhétorique, la première épreuve du baccalauréat comprendra, pour *tous* les élèves : 1° une version latine (deux suffrages), afin d'assurer l'étude sérieuse du latin; 2° une composition française (deux suffrages). Pour les candidats au baccalauréat *ès lettres et philosophie*, il sera bon d'ajouter une *version grecque* facile; pour les autres, un thème de *langues vivantes*. Pour tous il y aura, à l'examen oral, une interrogation de grec et une de langues vivantes.

A la fin de la classe de philosophie, la seconde épreuve du baccalauréat comprendra, pour *tous* les élèves, sans exception :

Une *dissertation en français* sur un sujet de philosophie (deux suffrages).

Pour le baccalauréat ès lettres et mathématiques, on ajoutera une *composition de mathématiques* (deux suffrages).

Pour le baccalauréat *ès sciences naturelles*, une *composition de sciences naturelles* (deux suffrages).

Pour le baccalauréat *ès sciences économiques et industrielles*, une *composition de sciences* (deux suffrages), une composition d'*économie industrielle* et de *législation usuelle* (un suffrage).

Art. 9. — Les bacheliers ès *lettres et philosophie* pourront acquérir le titre complémentaire de bachelier ès sciences mathématiques, ou celui de bachelier ès sciences naturelles, ou celui de bachelier ès sciences économiques et industrielles, en subissant : 1° l'épreuve écrite de la composition de sciences; 2° l'épreuve écrite du thème de langues vivantes; 3° les épreuves orales complémentaires. Ils auront droit alors à une avance d'un certain nombre de points dans les concours pour l'entrée des grandes Écoles et des Facultés de médecine.

D'autre part, les bacheliers des subdivisions scientifiques pourront ajouter à leur titre celui de bachelier ès lettres et philosophie en subissant : 1° l'épreuve de grec, 2° une interrogation complémentaire de philosophie.

Les jeunes gens dont les idées se seraient modifiées, à la fin de leurs études, relativement à leur vocation, pourront donc très facilement changer de voie et faire un choix à leur gré après quelques études complémentaires; et ils se trouveront finalement munis d'un diplôme double.

Art. 10. — L'enseignement spécial prendra un caractère plus pratique, au lieu de prendre un caractère classique, et il sera réduit à quatre années. Le baccalauréat de l'enseignement spécial sera remplacé par un *diplôme d'études scientifiques et industrielles*, en vue des professions *moyennes* de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. Le baccalauréat ès *lettres et sciences économiques et industrielles* préparera aux hautes professions du même genre l'élite lettrée, instruite et libérale dont elles ont besoin.

Art. 11. — L'enseignement *professionnel et technique* sera organisé, de manière à fournir un complément naturel, tantôt aux études classiques de la subdivision économique et industrielle, tantôt à l'enseignement spécial.

On remarquera que, dans notre système, rien n'est sacrifié et que toutes leurs études y ont leur sanction. Le grec, sérieusement étudié par les uns, sera conservé pour les autres dans une mesure suffisante, très supérieure même à ce qu'on deman-

seulement un avocat et un médecin; ils font partie de la classe dirigeante nécessaire à la démocratie, ils ont une mission, une fonction civique. L'État a le droit et le devoir de leur dire : « Vous serez lettrés, vous ne serez pas de simples manœuvres en chirurgie ou des commerçans en médecine, de simples industriels en droit, de simples agens d'affaires ayant pour devise : *Dulces ante omnia... Nummi.* » Et de même pour toutes les professions libérales. A plus forte raison pour les fonctionnaires de l'État. Ici le gouvernement est maître chez lui. Au lieu d'ouvrir les portes des administrations à tous les calculateurs qui ont préféré la voie courte, il doit dire : « Vous n'entrerez pas si vous n'avez point reçu l'éducation qui fait la véritable élite de la France. Il ne suffit pas de savoir lire, écrire et bien compter pour être un administrateur : fonction oblige; vous ne ferez pas partie de la classe *gouvernementale* sans être animé de l'esprit traditionnel qui a fait de la France ce qu'elle est. » Dans l'éducation qu'il donne, l'État ne doit travailler que pour la nation et pour la race, qu'il représente. Lui demander une instruction qui soit presque exclusivement à notre usage personnel, qui ait en vue d'abord nos propres intérêts immédiats, c'est lui demander de trahir sa mission, c'est lui demander presque un crime de lèse-nationalité et, si on peut dire, de lèse-race. C'est pourtant ce que semblent proposer la plu-

dait récemment aux bacheliers ès sciences. Nous faisons partout aux sciences une part plus grande que celle qui leur est laissée dans les derniers projets votés par le conseil supérieur. Nous rendons inutile l'enseignement classique *français* en organisant un enseignement classique des *sciences économiques et industrielles*, qu'on appellera d'ailleurs comme on voudra. Enfin nous donnons aux langues vivantes leur importance légitime pour tous ceux qui en auront besoin. Nous avons donc un type unique d'enseignement secondaire, avec variantes pour le grec et les sciences appliquées.

Si, par impossible, les fanatiques de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture (ces divinités du jour) ne trouvaient pas encore suffisantes les connaissances industrielles et économiques du baccalauréat que nous proposons d'introduire, on pourrait, à la rigueur, remplacer les classes de grec en seconde (peut-être même en troisième), par des classes de sciences et de langues vivantes, sur la demande motivée des parens qui déclareraient leurs enfans déjà voués à l'industrie, au commerce ou à l'agriculture. L'enseignement franco-latin, ainsi organisé, vaudrait mieux, à coup sûr, que « l'enseignement français » dont on nous menace. Il n'interdirait pas tout retour ultérieur des jeunes gens aux professions libérales, au droit, à la médecine, aux écoles de l'État, puisqu'il leur suffirait de compléter leurs études de grec. Ce serait leur seule punition pour n'avoir pas su tout d'abord ce qu'ils voulaient. Avec cinq heures de plus pour les sciences et les langues vivantes en troisième, et quatre heures de plus en seconde, on aurait de quoi contenter enfin le minotaure utilitaire, sans compromettre ni le caractère libéral ou l'unité foncière des études classiques, ni leur harmonie avec les études universellement *latines* des autres grandes nations. Mais, selon nous, une simple subdivision de cours scientifiques, en rhétorique et en philosophie, serait déjà suffisante.

part de nos modernes réformateurs, ceux qui se piquent d'être pratiques et qui veulent, selon le mot de Montesquieu, faire périr l'arbre pour en cueillir plus tôt les fruits. On a reproché à l'ancienne Université de former un peuple de lettrés; si la nouvelle formait un peuple de contre-maîtres, a-t-on dit avec raison, en serions-nous plus forts et plus libres? Ne souffrons pas que l'instruction primaire, si essentielle qu'elle soit, dévore tout le reste, envahisse tout, sous des noms divers. L'éducation antique était appelée libérale parce qu'elle était désintéressée. Dans les républiques de l'antiquité, l'homme libre était celui qui ne se préoccupait pas des applications matérielles et mécaniques de la science ou de l'art, celui qui recherchait le vrai pour le vrai, le beau pour le beau, la culture de l'esprit pour l'esprit même. Liberté, libéralité, désintéressement, c'était tout un. De plus, la liberté était conçue comme inséparable du dévoûment à la « chose publique, » à la cité, à la patrie, c'est-à-dire au groupe humain dont l'individu était membre; le patriotisme, c'était la forme pratique du désintéressement scientifique, esthétique, philosophique. L'homme libre était donc le citoyen, celui qui devait avoir pour principale préoccupation le bien de la république, dont la direction lui était confiée. Malgré la part croissante de l'utile dans la vie moderne, nous ne croyons pas qu'on puisse, surtout en France, concevoir une éducation libérale autrement que sur ce type moral et civique. La démocratie contemporaine, il est vrai, comprend difficilement que c'est de la culture supérieure que le reste découle, comme l'eau fécondante descend des hauteurs. Au gouvernement républicain, s'il conçoit bien sa mission, il appartient de lutter contre cette tendance, de maintenir les influences d'en haut, non par privilège et monopole, mais par une sélection naturelle et une éducation vraiment libérale. C'est de l'enseignement secondaire, en France, que dépend l'avenir même du pays. Tel enseignement secondaire, telle démocratie, du moins tant que le peuple ne sera pas entièrement affranchi de toute direction, tant que l'avenir entier de la France ne se sera pas concentré dans l'instruction primaire ou dans ses transformations plus ou moins déguisées. Tout diplôme classique est une garantie sociale et non pas seulement professionnelle; ceux qui auront un jour une mission directrice dans l'État doivent donc être élevés conformément aux traditions littéraires et philosophiques qui ont fait l'honneur de la France.

ALFRED FOUILLÉE.

LA REVANCHE

DE

LUCAS HELM

I.

Lorsqu'Henri Verdière sortit de la gare de Nuremberg, la tête fatiguée par une longue traite de chemin de fer, il se crut le jouet d'une hallucination. Le soleil était couché depuis quelques minutes, mais le ciel empourpré de son dernier adieu répandait sur le paysage une lumière rose d'une délicatesse infinie. On eût dit une clarté de feux de bengale illuminant une apothéose, et les objets noyés dans cette vapeur prenaient une apparence de rêve.

La gare elle-même ne ressemblait à aucune de nos gares banales; c'était un monument gothique aux fenêtres à ogive. A deux pas de la gare, les fossés des fortifications, les tourelles suspendues à l'angle des bastions. La voiture franchit un pont, puis s'engagea sous une poterne où le bruit des roues était décuplé par les murailles sonores. Maintenant voici la ville, et le voyageur étonné penchait sa tête à la portière. Point de vastes artères tirées au cordeau, avec leurs trottoirs d'asphalte et leurs magasins brillamment illuminés, mais des voies sinueuses, serpentant à l'aventure, pleines de retraits obscurs et mystérieux. Dans la clarté indécise du crépuscule, des constructions étranges se dressaient de chaque côté de la rue, tandis que les toits dessinaient sur le ciel

des silhouettes fantastiques. De merveilleux porches d'église, sculptés comme des dentelles, s'estompaient au fond de ténébreux recoins. Et puis, de nouveau un pont orné de grilles ouvragées, vraies floraisons de fer, et, aperçue entre les balustres, l'eau dormante de la Pegnitz, noire à présent, où les maisons baignaient leurs pilotis moussus.

Après maintes descentes et montées, la voiture s'arrêta enfin devant une de ces pittoresques maisons aux balcons en saillie. Quelques minutes après, Henri Verdière faisait connaissance avec sa *Wirthin*, Mme Lehmann. C'était une bonne femme d'une cinquantaine d'années, écorchant à peine deux ou trois mots de français, d'un esprit quelque peu terre à terre et préoccupé de combinaisons pratiques, mais très dévouée à ses pensionnaires. Au moindre symptôme de rhume, elle leur apportait des tisanes savamment élaborées, qu'elle les forçait d'ingurgiter jusqu'à la dernière goutte. Elle montra à l'arrivant la chambre qui lui était destinée, et l'engagea, avant de se livrer au repos, à goûter de quelques plats de sa façon. Le repas pouvait sembler curieux à un palais étranger ; il se composait de charcuterie cuite avec des herbes aromatiques, et d'une salade au sucre qui dérouta toutes les notions culinaires d'Henri Verdière. Mais ces mets étaient accompagnés d'une bière brune si appétissante, qu'elle faisait oublier la bizarrerie du menu.

Aucun autre pensionnaire ne prenant ses repas à la maison, la soirée menaçait de se prolonger dans un tête-à-tête sentimental. Mais les yeux du jeune homme se fermaient malgré lui, et il demanda à son hôtesse la permission de regagner sa chambre. Il eut un moment de désespoir, lorsqu'il constata le peu de largeur des draps et des couvertures simplement posés sur le lit, laissant pénétrer l'air de tous côtés, et menaçant le dormeur un peu agité de se réveiller soudain dans le plus simple appareil. Il s'aperçut en revanche qu'on avait prodigué l'édredon, et qu'il serait appelé à reposer entre deux couches de plumes. Mais à dix-huit ans, la nature reprend énergiquement ses droits. Un quart d'heure plus tard, le nouvel habitant de Nuremberg dormait d'un profond sommeil.

Réveillé à sept heures du matin par un rayon de soleil qui frôlait son visage, il se demanda si avec la lumière du jour il retrouverait l'extraordinaire vision moyen âge qui l'avait frappé la veille à son arrivée. Il n'eut qu'à ouvrir sa fenêtre pour se convaincre que cette vision était une réalité.

Le long de la rue étroite, plantées dans le désordre le plus pittoresque et comme construites au hasard, des maisons dégringo-

laient du sommet de la colline. Très hautes, surmontées de toits gigantesques, avec deux ou trois étages de lucarnes ouvrant leurs yeux dans les tuiles rouges, elles piquaient le ciel de leurs pignons curieusement sculptés. Sur la façade de ces maisons point de boutiques, mais partout aux angles des murs des encoignures saillantes, sortes de balcons à trois pans suspendus au-dessus de la rue, et permettant à la maîtresse du logis de vivre à la fois chez elle et au dehors. A la lumière éclatante d'un soleil d'août les briques flambaient sur l'azur du ciel, et contrastaient avec le ton brun des habitations en bois, tandis que l'ombre respectait encore le porche d'une église gothique nichée dans un enfoncement obscur.

Il s'agissait pour Henri Verdière de mettre le temps à profit. Il venait passer ses trois mois de vacances universitaires en pays étranger, afin de se perfectionner dans la langue allemande. Plus tard il comptait se vouer au droit, mais ces arides études n'avaient point encore altéré sa nature d'artiste et il rapporta de sa première promenade dans Nuremberg des impressions délicieuses, toutes nouvelles pour lui. De plus, grâce aux indications de Mme Lehmann, il possédait l'adresse d'un étudiant en lettres, Franz Lederbach, qui se chargerait, moyennant un modeste salaire, de l'initier aux suprêmes délicatesses de la langue de Schiller.

Muni de cette adresse, Henri Verdière profita de l'occasion pour errer quelque peu au milieu de cette cité d'autrefois qui lui semblait un véritable décor d'opéra. Il parcourut sans s'en douter les douze collines sur lesquelles est bâtie Nuremberg, et traversa à plusieurs reprises, sur des ponts plus pittoresques les uns que les autres, plusieurs petites rivières qui se ressemblaient étonnamment. Il finit par découvrir qu'il y avait mieux qu'une ressemblance, une identité complète, puisqu'un seul cours d'eau, la Pegnitz, traverse la ville. Ne pouvant se décider à quitter ces lieux paisibles, elle revient à tous momens sur ses pas, et se divise en une multitude de bras qui s'éloignent pour se rejoindre bientôt.

Franz Lederbach habitait précisément dans une des îles formées par les méandres de la rivière. Une passerelle y conduisait, garnie de mousses et de plantes grimpantes. Arrivé au milieu de la passerelle, Verdière s'arrêta, tellement le tableau lui sembla ravissant. L'île était bordée de saules, dont les longues branches s'inclinaient sur le miroir des eaux; au-dessus des arbres émergeait une vieille tour crénelée où le vent avait semé tant de graines que chaque fente, chaque interstice de la pierre était paré d'une touffe de giroflées ou d'une guirlande verte d'églantier. A côté de la tour se dressait une maison massive, mais évidée par-dessous en forme d'arche, et livrant passage aux flots de la Pegnitz; de sorte que les

locataires de ce curieux immeuble habitaient en réalité sur un pont, et pouvaient au besoin pêcher à la ligne de leur fenêtre.

Ce n'était évidemment pas à cette occupation que se livrait l'étudiant, car lorsque son futur élève frappa à sa porte, il n'obtint aucune réponse. Une voisine, interrogée, déclara que M. Lederbach était sans doute à la bibliothèque de la ville, ou bien, et plus sûrement encore, au *Bratwurstglöcklein*. Ce nom quelque peu barbare désignait, paraît-il, une brasserie fort connue de Nuremberg... Si Henri Verdière aimait la couleur locale, à coup sûr il put s'estimer satisfait quand, après maint tour et détour, il découvrit l'objet de ses recherches.

Adossée à la chapelle Saint-Maurice, donnant sur une ruelle étroite et sombre, une étrange construction en bois, large au plus de deux mètres et demi, haute de trois mètres, semblable à une échoppe du vieux temps, apparut aux regards du voyageur. Sur une enseigne sculptée, figurant une petite cloche, on lisait en lettres gothiques ce mot rébarbatif : *Bratwurstglöcklein*.

Dès l'entrée, on était accueilli par une odeur de viande rôtie, car la porte de la taverne s'ouvrait sur une cuisine minuscule. Cette cuisine ne contenait, pour tout ameublement, qu'un foyer muni d'un gril où se doraient, devant un feu de bois, d'appétissantes saucisses. De là, on pénétrait dans la salle des habitués, une véritable gaine, encombrée par un poêle en faïence, une table antique avec un banc adossé contre la muraille et quelques chaises de bois. Le plafond offrait aux regards une poutraison noircie par la fumée des pipes de plusieurs générations, et la lumière du jour, traversant les carreaux de vitres cernés de plomb, n'arrivait dans la salle qu'à l'état crépusculaire. Sur les parois, on distinguait quelques portraits et dessins sommairement encadrés, des étagères supportant des rangées de pots de grès et d'étain... Et au milieu de ce cadre original, assis devant une canette de bière et fumant une pipe de porcelaine, Franz Lederbach, seul client, à cette heure, du *Bratwurstglöcklein*.

La connaissance se fit rapidement entre les deux jeunes gens, et la requête d'Henri Verdière fut accueillie avec joie par l'étudiant allemand. Ce dernier avait une figure ronde, haute en couleurs, surmontée d'une formidable chevelure rousse. Sous ses lunettes, installées à poste fixe, brillaient deux gros yeux bleus d'une pâleur inquiétante. Sa taille manquait absolument de distinction, quoiqu'il la tînt serrée dans un habit à brandebourgs. Mais on ne pouvait retenir un geste d'étonnement lorsque Frantz se levait : il était doué d'une paire de jambes d'une longueur invraisemblable. Ce colosse, que les chiens saluaient parfois d'aboiemens dans la rue,

avait l'âme tendre et une propension exagérée au sentimentalisme. Sa vie se partageait entre ses rêveries poétiques et l'étude de l'histoire, qui avait le don de le passionner.

— Vous ne savez pas, dit-il à Henri Verdière, à quel point vous êtes favorisé en vous établissant à Nuremberg. J'y suis fixé depuis six mois, et mon enchantement va toujours croissant. Tout ici a son cachet d'ancienneté, son histoire. Et tenez, cette chambre elle-même n'est pas une chambre ordinaire : à la place où nous sommes, Albert Dürer venait tous les jours s'asseoir, avec Hans Sachs, le poète populaire. Voyez, on a gardé sur cette étagère leurs chopes d'étain, marquées à leur chiffre. Adam Krafft, dont vous admirerez avec moi les merveilleuses sculptures, prenait part à ces intimes réunions, et nous pouvons nous croire, dans cette salle, transportés en plein XVIe siècle...

Il n'était pas rare que Franz se livrât à de semblables discours; son enthousiasme germanique avait l'haleine longue. Il fut décidé entre les nouveaux amis que les matinées seraient consacrées au travail à la bibliothèque, et qu'après le repas de midi, pris en commun, on se livrerait à d'instructives promenades dans la ville et les environs, excellent prétexte à causerie sur des sujets divers. Les choses étant ainsi réglées, à la satisfaction des deux parties, Henri Verdière regagna son logis, enchanté de ses débuts dans la vie nurembergeoise.

II

Franz Lederbach n'était pas Allemand pour rien : il remplissait son mandat de professeur et de cicerone avec la plus scrupuleuse minutie. Il faut ajouter que nulle tâche n'aurait pu lui plaire davantage : il connaissait fort bien sa langue, et tout aussi bien les coins et recoins de Nuremberg, l'histoire de cette cité et des hommes qui l'ont illustrée. C'étaient chaque jour des pèlerinages au musée pour étudier les Albert Dürer, à la bibliothèque pour contempler les peintures du *Graduel*, et des centaines d'incunables et de manuscrits à rendre jalouses les collections de plus d'une capitale. En ce moment, précisément, Franz était plongé dans la lecture, point très facile, de manuscrits des XIVe, XVe et XVIe siècles, qui n'avaient jamais été publiés et qu'il méditait de mettre à contribution pour la confection de sa thèse.

A midi, il retrouvait Verdière au *Bratwurstglöcklein* et s'entretenait avec lui des travaux de la matinée. Après avoir absorbé de

nombreux bocks de bière, les jeunes gens reprenaient leurs promenades à travers la ville. Ce fut alors une véritable initiation à la vie et aux mœurs du bon vieux temps.

Les deux étudians, unis comme Oreste et Pylade, visitèrent ensemble *Saint-Laurent* et son *retable,* poème biblique qu'Adam Krafft mit cinq ans à faire jaillir de la pierre; *Saint-Sébald* et sa *Porte des Fiancés,* délicieusement illustrée de scènes du Nouveau-Testament. Et quelle joie, au sortir des églises, de se retrouver dans ces rues qui semblaient dater de la même époque, de découvrir, sur les places ou dans les carrefours, ces pittoresques fontaines d'où l'eau jaillit de statuettes de bronze d'une grâce et d'une originalité sans égales!

Le rêve moyen âge, alimenté par ces incessantes investigations, prenait de plus en plus corps dans l'esprit et l'imagination des deux jeunes gens. Henri Verdière se complaisait à cette vision romantique. Il aimait à parcourir le Burg, château seigneurial qui domine la ville de ses constructions massives; il aimait à s'asseoir dans la chapelle édifiée par Frédéric Barberousse, à descendre au fond des souterrains, à contempler les instrumens de supplice inventés par les seigneurs d'autrefois, et qui prouvent le génie de l'homme lorsqu'il s'agit de torturer ses semblables... Tout cela, sans doute, l'intéressait à titre de documens; mais il n'en était pas de même pour Franz Lederbach.

Vivant dans ce cadre antique, où ses lectures et ses goûts le ramenaient sans cesse, il s'était forgé un monde idéal, peuplé de souvenirs historiques, embelli des œuvres d'art qu'il connaissait si bien. Dürer, Vischer, Hans Sachs, Adam Krafft, étaient de vieux amis pour lui, et si, d'aventure, il les avait trouvés un soir vidant leur pot de bière au *Bratwurstglöcklein,* il n'aurait, à leur aspect, témoigné nulle surprise. Bref, le brave Franz était un peu toqué : innocente folie, du reste, mais qui donnait à Henri Verdière quelques inquiétudes pour l'avenir de son ami.

La chose devait se compliquer si, d'aventure, l'amour se mettait de la partie. Cela ne tarda guère.

Depuis une semaine ou deux, Franz avait des absences, des distractions toujours plus fréquentes. Il s'excusa même, à mainte reprise, de ne pouvoir sortir avec son compagnon; il alléguait des affaires urgentes.

— Parole d'honneur! lui dit innocemment Verdière, je crois que votre affaire urgente porte jupons et s'appellerait en français un joli minois.

Franz rougit comme une jeune fille. Et, détournant la conversation :

— Je ne vous ai pas encore montré une des curiosités de Nuremberg. Voulez-vous que nous allions aujourd'hui visiter le cimetière Saint-Jean? C'est une de mes promenades favorites...

— Je vous reconnais bien là, beau ténébreux, qui hantez les cimetières. Je comprends maintenant vos figures de circonstance. Est-ce que nous retrouverons là-bas la tombe d'Albert Dürer?

— Sans doute, et celle de ses illustres amis; mais avant de vous moquer de moi, daignez m'accompagner, et vous verrez que le site est digne de votre attention.

Le temps était superbe. Le soleil de septembre brillait dans un ciel sans nuages. Les amis sortirent de l'enceinte de la ville, pour s'arrêter bientôt devant de curieux bas-reliefs en pierre, un *Chemin de la croix* aux sculptures naïves, qui, d'étape en étape, conduit à la porte du cimetière Saint-Jean. Ils franchirent une grille couverte de rouille et se trouvèrent dans ce champ des morts, qui présente un aspect vraiment particulier.

Le long des allées étroites, les tombes apparaissent placées sans aucun ordre. Elles sont toutes de même modèle et consistent en de longues dalles de pierre; mais au lieu de porter des inscriptions gravées, elles sont magnifiquement décorées d'écussons de bronze ciselé reproduisant les armes des défunts, leur nom, la date de leur mort. Quelques-unes de ces ciselures, véritables œuvres d'art, frappent par la finesse et la beauté du travail. Avec le temps, le métal a pris des teintes verdâtres d'un ton très spécial et qui s'harmonise à merveille avec la pâleur moussue des dalles. Depuis des siècles, ce cimetière sert de dernière demeure aux habitans de Nuremberg, et l'on peut, en quelques minutes et en quelques pas, refaire au milieu de ces tombes toute l'histoire de la vieille cité.

Malgré la sérénité du ciel il s'exhalait de ce coin de terre une mélancolie pénétrante. Quelques rosiers égrenaient sur le sol leurs pétales à demi fanés. Franz, sans prononcer une parole, précédait son ami, le conduisant dans les allées les plus reculées vers les sépultures les plus anciennes. Et Verdière lisait les dates sur le bronze incorruptible : 1480, 1505, 1510.

Franz s'arrêta soudain :

— Nous voici arrivés, dit-il en rougissant comme il l'avait fait tout à l'heure. Je vous sais assez mon ami pour ne rien vous cacher. Lorsque vous m'avez questionné en riant, vous avez, sans vous en douter, deviné juste. J'aime, j'aime une jeune fille,.. et c'est en cet endroit même que je l'ai vue... deux fois seulement. Je reviens ici sans cesse, mais l'apparition s'est évanouie. Et c'est bien fini. Je le sens là,.. ajouta-t-il en se frappant la poitrine.

Il y avait quelque chose de ridicule dans l'attitude sentimentale

de ce robuste géant, mais le son de sa voix était si profondément triste qu'Henri se sentit touché :

— Contez-moi votre histoire, dit-il, vous savez que je m'intéresse à tout ce qui vous concerne.

— Mon histoire est courte et simple.

Un dimanche, — il y a de cela deux mois, c'était le 26 juin, — je me promenais en cet endroit, comme je le fais souvent. Il y avait foule dans la partie moderne du cimetière, et je cherchais pour ma rêverie un peu de solitude. Je vins de ce côté, et, à cette place où nous sommes, je vis deux femmes en deuil, causant à voix basse. L'une d'elles, d'une cinquantaine d'années, était assise sur la dalle que voici. Sa compagne, debout, adossée à un tronc d'arbre, me frappa par sa beauté incomparable. Vous ne pourriez, mon ami, vous représenter un visage d'une semblable pureté! Ses yeux bleus, son teint, d'une blancheur éclatante, faisaient songer aux vers d'Henri Heine : une pervenche penchée sur une tasse de lait. Elle était grande, d'un port de reine ou de déesse, mais rien ne saurait exprimer le charme de son regard. Oh! ce regard,.. il m'a poursuivi, il me poursuit encore pendant mes nuits d'insomnie!

Attiré par une force invincible, je m'approchai des deux femmes. Elles étaient penchées vers la terre, lisant une inscription sur une tombe voisine, — celle-là même que vous touchez du pied. La jeune fille se retourna vers moi, ses yeux rencontrèrent les miens, et je ne sais par quel sortilège, je me sentis arrêté, les pieds fixés au sol... Dans cette seconde inoubliable, je rêvai toute une vie de bonheur passée auprès de cet être divin!

Il me fallut cependant reprendre ma promenade, mais je revins quelques instans plus tard au bout de la même allée... Les visiteuses avaient disparu... En vain, je fouillai les coins et recoins du cimetière; en vain, je cherchai dans la foule les deux femmes en deuil!

Il avait suffi d'une seconde pour faire de moi un autre homme.

Comment vous expliquer cette métamorphose, et l'action produite sur moi par un simple regard? J'avais l'impression absolue que cette jeune fille c'était la jeune fille idéale que tout cœur d'homme a rêvée... Sorti de la ville avec mille préoccupations diverses, j'y rentrais possédé d'une seule pensée... Un trouble délicieux remplissait mon âme... J'aimais...

— Diable! mon ami Franz, je vous soupçonnais bien romanesque, mais pas inflammable à ce point! songeait Henri Verdière.

— Je revins tous les jours à cette même place, continua l'étudiant; je ne pouvais plus travailler. Il me fallait la revoir. Je l'ai revue... un instant, et cela trois semaines après sa première appa-

rition, à cette même place, à côté de cette même tombe! Mais comme j'approchai, sa compagne l'appela. La nuit tombait, les portes du cimetière allaient se fermer.

Elle se retourna vers moi à deux reprises et je contemplai ce beau visage, — un type d'autrefois, un type de femme d'Albert Dürer, — et la lumière tendre de ses grands yeux pénétra de nouveau jusqu'au fond de mon être!.. Cette fois j'étais bien décidé à suivre les inconnues, à savoir qui elles étaient, pourquoi elles revenaient de préférence auprès de ces antiques sépultures. La malchance voulut qu'au détour d'une allée je rencontrasse un de mes professeurs, qui m'aperçut et s'approcha de moi la main tendue. Au risque de paraître impoli, j'échangeai à peine quelques paroles avec lui. Mais, hélas! comme la première fois, je ne pus retrouver la trace des étranges promeneuses...

Depuis, je ne les ai plus revues... Et voilà toute mon histoire. Vous allez me traiter de niais, d'imbécile, mais je suis convaincu que cette femme c'était mon bonheur qui passait à mes côtés et que j'ai laissé échapper. Perdu, perdu pour jamais!..

— Vos conclusions sont au moins excessives, cher ami, répondit Verdière. Votre récit prouve l'impétuosité de votre imagination, et votre chagrin immodéré en est une preuve non moins convaincante. Et, d'abord, qui vous dit que vous ne reverrez pas votre héroïne? Peut-être la rencontrerez-vous demain, dans la rue, faisant prosaïquement des commissions. Peut-être aussi la dotez-vous de qualités extraordinaires, d'une auréole de beauté et de vertu qui n'existe que dans votre fantaisie. Qui sait si, en définitive, ce type d'autrefois, digne du pinceau de Dürer, n'est pas tout simplement une visiteuse de passage, une Américaine à la chevelure d'or, mais à l'esprit pratique et terre à terre? Un hasard l'amène ici à deux reprises : n'éprouvez-vous pas aussi pour ce lieu solitaire un attrait particulier? Rentrez dans la réalité, ami Franz, si cela vous est possible.

Mais l'étudiant hochait la tête, refusant de se laisser convaincre.

Machinalement Verdière se baissa vers la dalle mortuaire placée à ses pieds, et lut à haute voix :

IDA GÖTTISHEIM.

1498-1516.

— Ida! vous avez dit Ida! vous l'avez lu comme moi! s'écria Lederbach. Ida! mais c'est le nom même de mon inconnue, c'est ainsi que je l'ai entendu appeler par sa mère! Étrange coïncidence... Pourquoi cette visite réitérée à cette tombe?

— Vous voilà reparti pour le pays des songes, interrompit Verdière. Il ne vous reste plus qu'à vous imaginer que cette jeune fille n'était qu'une apparition, qu'un vain fantôme, l'âme errante de la morte de dix-huit ans couchée sous cette dalle. Mais j'y pense : votre héroïne ne serait-elle pas simplement une parente d'Ida Göttisheim qui vient visiter la tombe de famille? Accordez-lui une complexion aussi sentimentale que la vôtre et tout s'explique.

Pour vous qui connaissez à merveille les chroniques de cette ville, il sera facile de savoir s'il existe encore à l'heure actuelle une famille de ce nom. Allons, courage! avec ce fil conducteur, vous retrouverez peut-être en chair et en os celle que vous avez cru n'être qu'un rêve.

Franz tressaillit.

— Vous avez raison, dit-il. J'ai trouvé à la bibliothèque plusieurs manuscrits du xve et du xvie siècle. Qui sait si je n'y découvrirai pas l'histoire d'Ida Göttisheim? Rentrons en ville, j'ai hâte de me mettre au travail.

— Il est trop tard pour aujourd'hui, remarqua Verdière. Cinq heures vont sonner, la bibliothèque sera fermée. Calmez votre ardeur jusqu'à demain.

Les deux amis quittèrent le cimetière Saint-Jean. Ils regagnèrent leur logis à pas lents, mais l'étudiant allemand ne disait mot. Rentré dans sa chambre, il ouvrit sa fenêtre et resta longtemps à rêver en face de ce tableau paisible et familier.

Les ondes de la Pegnitz s'écoulaient lentement à ses pieds, reflétant les lueurs empourprées du couchant, et ce bruit d'eau faisait un accompagnement de berceuse aux pensées de Lederbach. Dans sa tête tourbillonnait un essaim de visions étranges, embrumées comme un paysage du Nord, où la figure de la morte du cimetière Saint-Jean se confondait avec celle de la radieuse vivante pour ne former qu'une seule et même apparition.

III.

Henri Verdière, par ses conseils à son ami, avait essayé de créer dans son esprit malade une diversion à l'idée fixe qui l'obsédait depuis si longtemps. Il espérait, comme on dit vulgairement, qu'un clou chasserait l'autre; mais il n'avait que trop bien réussi à le pousser à de nouvelles recherches. Franz s'y vouait corps et âme, et les conversations artistiques ou littéraires qui occupaient autrefois leurs après-midi pâtissaient de cette fièvre d'investigation. Lederbach ne quittait la bibliothèque qu'à la nuit; il

passait à peine une demi-heure au *Bratwurstglöcklein* et retournait bien vite au travail.

Il avait, comme on le sait, trouvé plusieurs manuscrits du xve et du xvie siècle, mais ce n'était pas une sinécure que de déchiffrer ces écritures d'autrefois. Les jours s'écoulaient sans amener aucune découverte, et le malheureux Franz faisait peine à voir. Ses bonnes joues rouges pâlissaient, ses yeux se cerclaient de noir, et il y avait dans son regard une expression d'égarement et de navrante tristesse.

Verdière commençait à s'inquiéter de l'état de son compagnon quand soudain un grand changement se fit en lui.

— Je vois à votre visage que vous avez lieu d'être satisfait, insinua Henri, en constatant que pour la première fois depuis des semaines Lederbach avait allumé sa pipe et semblait la savourer en suivant dans les airs les cercles de fumée bleuâtre.

— Ne me demandez rien encore, je vous prie, répondit Franz. Tout ce que je puis avancer, c'est que depuis hier j'ai commencé la lecture d'une chronique fort intéressante, composé par un bourgeois de la ville, un riche marchand, et que cette chronique se rapporte précisément à l'époque qui nous occupe. C'était un contemporain de Krafft et de Dürer, et si je dois trouver quelque renseignement, c'est à coup sûr dans ces pages que je ne fais que commencer. Mais ne me questionnez plus. Si je devais échouer, vraiment je ne sais ce que je deviendrais...

— Ce que vous deviendriez, mon cher ami ! Vous renonceriez à de folles rêveries pour rentrer dans la vie réelle, reprendre vos études, vous occuper de votre thèse et des leçons d'allemand que vous devriez me donner, et dont je suis obligé de me passer !

Verdière regretta d'avoir prononcé ces paroles, quand il s'aperçut de l'effet qu'elles produisaient.

— Vous le voyez, vous me traitez de fou, je vous avais bien dit l'autre jour. Pardonnez-moi d'avoir ainsi oublié mes engagemens vis-à-vis de vous, mais je souffre tant, et mes nuits d'insomnie m'ont tellement fatigué, que je me sens incapable de reprendre à présent nos causeries interrompues. Je vous donnerai l'adresse d'un étudiant qui me remplacera avec avantage auprès de vous.

Verdière secoua chaleureusement la main de Franz.

— Taisez-vous, mon cher, dit-il, n'attribuez pas à mes paroles une intention qu'elles ne renfermaient point. Je voulais simplement vous pousser à sortir de vous-même et à prendre courage. Vous savez du reste que je ne veux point d'autre professeur que vous, et que vous pouvez compter sur mon amitié fidèle. Allez à la bi-

bliothèque. Personne plus que moi ne désire voir vos efforts couronnés de succès.

Franz partit les yeux pleins de larmes. Les vœux de son compagnon devaient lui porter bonheur.

Le lendemain et le surlendemain, à l'heure du repas, Verdière se trouva seul dans la petite salle du *Bratwurstglöcklein*. Inquiet de cette absence inaccoutumée, il se dirigea à la nuit tombante vers le logement de son ami. Chemin faisant, il se disait que l'endroit était propice aux rêveries romantiques. Les saules secouaient sur la rivière leurs rameaux éplorés; les ondes de la Pegnitz s'engouffraient en gémissant sous les voûtes de la maison comme dans un sinistre entonnoir, et les rares lumières qui se reflétaient en tremblotant à la surface des eaux, avaient l'air d'étoiles perdues dans un ciel d'orage...

Malgré lui, Verdière se sentait péniblement impressionné quand il frappa à la porte de Lederbach. Une voix bien connue répondit :

— Qui est là? Ah! c'est vous, Verdière. Eh bien! mon cher, l'entrée de ma chambre est interdite, même à vous, surtout à vous. Je travaille à votre intention. Demain vous aurez lieu d'être satisfait...

Henri l'interrompit :

— Vous vous imaginez que cela va se passer ainsi : vous avez découvert quelque chose, et vous me mettez à la porte, et vous me condamnez à une attente de douze heures ! Ouvrez-moi, ou je vous jure que je ne vous revois de ma vie!

La réponse ne se fit pas attendre. Franz se précipita dans les bras de Verdière.

— Je sais tout, s'écria-t-il, ô mon ami, quelle histoire! Mais vous serez puni de votre impatience. Je voulais mettre au net mes notes d'aujourd'hui, les coucher par écrit, pour que vous pussiez les savourer à votre aise...

— Lisez-moi, au hasard, pêle-mêle, comme vous voudrez, mais faites vite. Je m'assieds ici dans l'embrasure de la fenêtre et me déclare prêt à vous écouter toute la nuit, s'il le faut.

— Mon récit n'est pas long, reprit Franz. Sans autre préambule, voici ce que contient la chronique manuscrite de Johann Walter, négociant de Nuremberg, à la date du 5 juin 1516. Je regrette de ne pouvoir rendre le langage pittoresque du vieux chroniqueur.

« Hier, notre cité a été mise en émoi par des événemens douloureux et inattendus. Tout le monde ici connaissait Ida Göttisheim, la fille de nos riches marchands de la Feiergasse : on ne saurait imaginer une figure plus douce, plus avenante. C'était plaisir de la voir tenant ses petits frères par la main, lorsqu'elle les

conduisait à la promenade. Elle avait vraiment l'air d'une madone avec ses cheveux blonds qui ceignaient son front d'un cercle d'or.

« Son exquise beauté frappait d'autant plus qu'elle semblait le reflet d'une âme sans tâche, d'une candeur enfantine. Aussi quelle franchise dans son rire joyeux ! Quand on entendait ce rire, on se retournait en disant : « Ida doit être ici ! » Jeunes gens et vieillards, sur le seuil de leurs portes, la saluaient au passage et la suivaient du regard, réjouis comme à la vue d'un rayon de soleil.

« Chacun lui voulant du bien, on enviait l'heureux mortel qui aurait le privilège de faire le premier battre son cœur. On apprit, il y a quelque temps, que l'un de nos artistes les plus distingués, un élève de maître Albrecht Dürer, était fiancé à la jeune fille. Le dimanche on les vit se promener ensemble sur les remparts, et l'opinion ratifia le choix d'Ida. Elle ne pouvait trouver un homme plus digne d'elle par le talent et par la noblesse du caractère.

« Hélas ! ce bonheur entrevu ne devait être qu'un rêve. Depuis quelques jours Ida était tombée dans un abattement extrême, une pâleur livide s'étendait sur ses joues. Hier le délire s'est soudain emparé d'elle, et elle a expiré dans la matinée victime de la peste, cette maladie maudite qui périodiquement décime notre population...

« Toute la ville est en rumeur... Sommes-nous à la veille d'une nouvelle épidémie ?.. »

Franz interrompit sa lecture.

— Je n'ai pas rédigé le reste de mes notes, dit-il, mais je vais vous résumer la fin du récit en quelques mots. Je traduis donc textuellement, et sans me préoccuper du style.

« Chacun se sentait saisi de tristesse et de frayeur : de tristesse pour Ida et son fiancé, de frayeur à la pensée du fléau mortel qui menace la vie de ceux qui nous sont chers. Le soir, en quête de nouvelles, je me rendis au cabaret du Bratwurstglöcklein, où se réunissent régulièrement plusieurs de nos artistes célèbres. J'en trouvai quelques-uns de ma connaissance, et la conversation roula sur l'événement qui nous tenait à cœur.

« — Maître Albrecht n'est point ici ; c'est curieux, lui d'habitude si fidèle au rendez-vous, remarqua l'un des assistans.

« — Sans doute il est auprès de son malheureux élève et ami Lucas Helm, répliquai-je. Qui pourrait mieux que lui adoucir l'amertume de sa douleur ?

« Comme je finissais ma phrase, la porte s'ouvrit et Dürer apparut, les cheveux épars, la figure empreinte du plus poignant désespoir.

« — Oh ! mes amis, dit-il à voix presque basse, tant l'émotion lui

serrait la gorge, l'affreuse journée!.. Nuremberg vient de perdre un des hommes qui auraient fait le plus pour sa gloire. Lucas Helm est mort, tout à l'heure, sous mes yeux! Hier, déjà, je fus frappé de l'altération de ses traits... Il n'a survécu qu'une demi-journée à celle qui devait bientôt porter son nom!

« Un murmure se fit entendre dans la salle du Bratwurstglöcklein.

« — Pauvre Lucas, continua Dürer, ou plutôt heureux Lucas! car sa vie sans Ida n'eût été qu'un long martyre. Mais, pour nous, il est permis de pleurer, et moi en particulier je n'oublierai jamais ce que la noble passion de l'amour peut inspirer à un tel artiste.

« Quand j'appris la mort de la jeune fille, je n'eus qu'une pensée : voir mon élève, faire l'impossible pour le soutenir, pour lui venir en aide à cette heure d'indicible déchirement. Quand j'entrai dans sa chambre, il était couché; un seul regard, jeté sur son visage, m'apprit que le pauvre enfant ne survivrait pas longtemps à sa fiancée.

« — N'approchez pas, maître, dit-il, mes instans sont comptés. Regardez!..

« Il entr'ouvrit sa chemise, et je contemplai avec horreur sa poitrine couverte de taches sanglantes...

« — Ne me plaignez pas, ajouta-t-il, la mort libératrice va me réunir à ma bien-aimée. Mais je veux que vous voyiez, vous seul, mon œuvre dernière, celle que j'ai peinte avec amour. Promettez-moi une chose, jurez-moi que cette toile ne me quittera pas. Faites-la enrouler autour de mon corps, elle me servira de linceul.

« — Alors, mes amis, guidé par le regard de l'artiste, j'écartai un voile qui cachait un tableau posé sur un chevalet. Je reculai, saisi d'une inexprimable admiration... C'était Ida, Ida elle-même, rayonnante de beauté, de vie et de jeunesse!

« L'œuvre était si parfaite que, tout entier à mon enthousiasme d'artiste, j'oubliai que l'homme capable d'une telle création se mourait à mes côtés! Ce qui se passa ensuite ne peut se raconter. J'avais promis au peintre de respecter son suprême désir, mais mon cœur saignait à la pensée que le monde ne connaîtrait jamais un chef-d'œuvre digne d'immortaliser le nom de Lucas Helm... Il y a une heure il a cessé de vivre, et me voici triste doublement, doublement navré, comme artiste et comme ami... »

— La voix de Franz tremblait d'émotion. Henri Verdière, immobile, écoutait cet étrange récit, se demandant s'il était bien éveillé, s'il était bien dans son bon sens, lui aussi.

— Et c'est tout! s'écria-t-il. Non, ce ne peut pas être tout!

A la date du 6 juin 1516, je trouve encore ces lignes : « Aujour-

d'hui l'on a porté au cimetière Saint-Jean la dépouille d'Ida Göttisheim et celle de Lucas Helm. Au milieu d'une foule immense de gens du peuple et d'artistes, on a descendu les deux cercueils dans deux caveaux côte à côte. On dit que maître Albrecht Dürer n'a pu se résoudre à sacrifier la toile de Lucas. Au lieu de l'enrouler autour du corps du peintre, il l'aurait posée entre ses mains, après l'avoir scellée dans un étui de plomb... La peste a fait cette nuit deux nouvelles victimes; tout à l'heure un enfant est tombé mort dans la rue. Que Dieu nous vienne en aide! »

— J'ai fini, conclut Lederbach.

Le silence se fit dans la chambre de l'étudiant, et, pendant un instant, on n'entendit plus que la voix monotone de la rivière, pareille à un long sanglot.

IV.

Rentré au logis, Henri Verdière eut beaucoup de peine à reprendre possession de lui-même. Son sommeil fut agité, entrecoupé de cauchemars. Il se leva la tête lourde, l'esprit peu lucide, incapable d'aucun travail sérieux. Aussi, laissant cahiers et livres, il s'achemina vers les fossés de la ville, maintenant convertis en promenades publiques.

L'air léger du matin, le chant des oiseaux, les cris joyeux des enfans s'ébattant dans les allées, lui firent l'effet d'un baume rafraîchissant. Il aspirait à pleins poumons ces fortifians effluves, et il lui semblait renaître à la vie réelle.

— Décidément, se disait-il, ce diable de Franz menaçait de m'ensorceler avec ses histoires de l'autre monde, ces fameuses chroniques, corrigées sans doute par lui et revêtues des charmes de son style! Je me demande si l'honnête Johann Walter, marchand de son métier, a jamais composé des phrases aussi fleuries. Le récit tout entier ne serait-il point l'œuvre de ce cerveau brûlé de Lederbach? Mais non. Je connais sa conscience, son amour de la vérité; il a tout au plus dramatisé les faits...

Or çà, je me demande quelle nouvelle fantaisie va maintenant occuper ses pensées. Il faut absolument que je trouve un moyen de ramener mon homme au XIXe siècle, à ses travaux, à sa thèse... J'y suis : je lui proposerai un voyage à pied. Rien ne vaut une bonne marche à travers la campagne, au soleil, en pleine liberté, pour redonner du ton à l'esprit et changer les idées.

Tandis qu'il songeait ainsi, notre étudiant s'était éloigné de la ville, et, à sa grande surprise, il se trouva sur la route du cimetière Saint-Jean. La curiosité le prit de retourner voir la tombe

d'Ida. Il se demandait s'il découvrirait aussi celle de Lucas Helm, et si la véracité de la chronique serait prouvée, sur ce point tout au moins.

Il eut de la peine à s'orienter au milieu de ce dédale de pierres; soudain il aperçut, à quelque distance, un homme incliné vers la terre et qui se retourna au bruit de ses pas.

— Comment! c'est vous, Franz! s'écria Verdière en reconnaissant son ami. Je vous ai quitté hier, fort avant dans la nuit, et vous voilà déjà installé dans ce lieu peu récréatif...

— Vous y venez bien, vous! répondit Franz d'une voix sourde. Vous voyez que vous partagez ma folie...

— Regardez, ajouta-t-il en prenant Henri par la main, à côté de la tombe que nous avons examinée l'autre jour, voici celle de Lucas Helm. Son nom est écrit en toutes lettres sous cet écusson armorié... Et ce n'est pas tout. La peste dont parle Johann Walter a fait, à cette époque, une terrible moisson. Près de cinquante pierres mortuaires portent ici la date de la même année et du même mois!

— Le fait me semble indubitable, dit Verdière, mais que diable! il y a longtemps que ce lugubre drame s'est dénoué. Nous sommes en l'an de grâce 1859. Voyons, ami Franz, trêve à ces regrets hors de saison. Vivons de notre vie, retournons à nos études. Il y a assez de choses tristes autour de nous sans nous tourmenter de ce qui s'est passé il y a plus de trois siècles...

Lederbach ne répondit rien, et se laissa emmener sans résistance.

Les jeunes gens déjeunèrent de compagnie; au dessert Verdière fit apporter une bouteille de Johannisberg qui brillait comme de l'or dans les verres en cristal taillé.

— Goûtez ce nectar, dit-il joyeusement, et buvez avec moi à notre futur voyage. Car je vous emmène dès demain, pour une excursion de quinze jours; je vous emmène en qualité d'interprète et de secrétaire de ma haute seigneurie.

Franz hocha la tête :

— Merci, répondit-il, mais dans ce moment il m'est impossible de quitter la ville. Des occupations pressantes me retiennent.

— Quelles occupations?

— Je ne puis vous le dire; je vous en prie, n'insistez pas.

— Seriez-vous sur les traces de votre belle inconnue? Mais non, Franz, je ne plaisante pas. Venez avec moi, il le faut; si vous me refusiez, je douterais de votre bonne amitié. Réfléchissez, je vous donne jusqu'à demain pour vous décider.

Lederbach ne répondit que par un geste de profond découragement. Il accompagna son ami jusqu'à sa porte. Alors, comme mû par une irrésistible impulsion, il se mit à parler.

— Partez, partez sans moi! vous avez bien raison de partir... Quittez cette ville maudite, quittez surtout ce pauvre fou de Franz, qui a, dans ces quelques semaines, appris à vous aimer de tout son cœur!.. Pour moi, je dois rester ici, il faut que je reste ici! Une force mystérieuse me pousse, je n'y puis résister... Partez, il faut que mon destin s'accomplisse... Plus tard, vous saurez tout... Adieu; votre amitié m'a été douce et précieuse...

Prompt comme la pensée, Franz saisit les deux mains de son compagnon, les réunit dans une énergique étreinte, puis, sans se retourner, il s'éloigna à pas précipités.

L'étonnement cloua au sol Henri Verdière.

— Le malheureux! pensa-t-il, décidément sa tête déménage. Il faudra que je parle de lui au professeur d'histoire, qui s'intéresse à ses travaux, et le chapitrera d'importance. Ces natures romanesques ont parfois besoin d'un coup de fouet, pour les aiguillonner et les ramener au sentiment de la réalité. Du reste, dès demain j'insisterai de nouveau pour l'emmener avec moi.

Mais le lendemain ne nous appartient pas, et le jeune homme en fit la dure expérience. Il fut pris dans la nuit d'une fièvre ardente, prélude d'un rhumatisme articulaire que toutes les lotions et tisanes de Mme Lehmann ne parvinrent point à conjurer. La faculté délibéra solennellement sur le cas d'Henri Verdière, et par ordre supérieur il fut condamné à rester de longs jours, immobile, dans son lit. Il est probable que ces ordres étaient superflus, car il aurait été absolument impossible au malade de remuer même le bout du doigt.

Cependant, tandis qu'il était ainsi couché, et lorsque la fièvre eut diminué d'intensité, il repassa dans son esprit les événemens des jours précédens, et l'inquiétude le saisit qu'il n'arrivât quelque aventure à son ami. Il pria Mme Lehmann de le faire chercher, de l'aviser de sa maladie, dans l'espérance de recevoir de lui au moins une courte visite. La lettre resta sans réponse. Sur la demande expresse de Verdière, la brave dame se rendit elle-même chez Lederbach, mais la porte de sa chambre était fermée, et ses voisins ne surent donner aucune nouvelle de lui.

L'anxiété du malade allait croissant chaque jour. Il craignait d'apprendre tout à coup quelque catastrophe, et brûlait de pouvoir sortir, et de se mettre à la recherche du pauvre détraqué qu'il aimait très sincèrement. Enfin l'enflure de ses membres disparut, les forces lui revinrent avec l'appétit, et les médecins décidèrent que le convalescent pourrait sans inconvénient prendre l'air dans quelques jours. Le lendemain de cette décision, Henri Verdière profita d'une absence de Mme Lehmann pour s'échap-

per subrepticement. Que bien que mal il se traîna jusqu'à une station de voitures. Arrivé à l'entrée du pont à piétons qui conduit à l'île, il descendit de son véhicule et gagna, non sans fatigue, l'appartement de Franz : il était fermé à double tour. Henri ne se découragea pas, il donna au cocher l'ordre de le conduire au cimetière Saint-Jean ; mais il n'y avait personne dans l'allée maintenant trop connue du visiteur. Il lui fallut rentrer au logis sans avoir rien appris sur le sort de son ami. Que pouvait-il bien être devenu ?

La soirée et la nuit qui suivirent semblèrent interminables au jeune étudiant. Il s'apprêtait dès le matin à reprendre ses perquisitions quand on sonna à la porte : un petit garçon demandait à remettre en mains de M. Verdière une lettre à lui destinée.

Henri bondit de joie. Il avait reconnu l'écriture de Franz. C'était un court billet.

« Cher ami,

« Je pense que vous êtes revenu de voyage. Si vous avez, comme je le vois, quelque affection pour moi, suivez le porteur de ces lignes. Il vous conduira à mon nouveau domicile, Thalstrasse, 24, au troisième. Mes instans sont comptés... Venez, il faut que vous sachiez tout.

« FRANZ. »

Quelques minutes après, et malgré les représentations de Mme Lehmann qui voulait faire chercher une voiture, Verdière partait, impatient de se rendre à l'appel de Franz. En chemin il questionna le petit messager : depuis quand l'étudiant était-il malade ? Avait-on demandé un médecin ?

— Il n'y a que peu de temps, répondit l'enfant, que M. Lederbach a loué une chambre dans la maison de mes parens. Il nous a semblé, dès l'abord, assez extraordinaire : il restait presque tout le jour chez lui, se nourrissait de charcuterie et de bière qu'on lui apportait de la brasserie, ne s'aventurant au dehors qu'une fois le soleil couché. Ses voisins se plaignaient de ses rentrées tardives, et des interminables monologues auxquels il se livrait dans sa chambre. Ce n'est que depuis hier, je crois, qu'il garde le lit, et sans le prévenir de la chose, ma mère a fait chercher le médecin. Du reste, personne n'est entré auprès de M. Franz, qui s'est enfermé à triple verrou. Tout à l'heure il a appelé, il a glissé sous la porte le billet que je vous ai remis. Maintenant vous en savez aussi long que moi.

Verdière et son guide étaient sortis de l'enceinte de la ville, et se trouvaient en face d'une haute maison, d'apparence sordide, une de ces maisons de banlieue où s'entassent les ménages d'artisans. C'était le numéro 24 de la Thalstrasse. Au fond d'un corridor, au troisième étage, le gamin s'arrêta devant une porte basse.

— Nous voici arrivés, monsieur, dit-il. Vous n'avez qu'à heurter.

Mais Verdière cria :

— Ouvrez, Franz ! c'est moi ! Vous le voyez, je ne me fais pas attendre...

On entendit un bruit de pas dans la chambre, puis la porte s'entrebâilla. Henri se glissa par l'étroit passage ainsi ménagé.

Quand il se trouva seul, en face de son ami, et qu'il leva les yeux sur lui, il s'arrêta brusquement, épouvanté...

V.

Était-ce bien Franz Lederbach, ce spectre hâve et décharné qui, après avoir poussé les verrous, regagna son lit en titubant comme un homme ivre ? Nul n'aurait reconnu dans ce moribond, — car il portait sur ses traits les signes d'une fin prochaine, — le colosse au teint fleuri qui deux mois auparavant faisait sonner sa canne d'étudiant sur le pavé de la ville : ses yeux étaient rougeâtres, fixes, égarés, étincelans ; sa respiration haletante, sa face cadavéreuse...

— Restez là ! dit-il en indiquant du doigt à Verdière une chaise placée auprès de la porte, assez loin de son misérable grabat.

Sa voix sonnait d'une manière bizarre. Elle avait une allure précipitée, impétueuse.

Il continua :

— Vôtre voyage a réussi, j'espère... N'est-ce pas que j'ai bien su me cacher ? Je ne voulais pas qu'on pût me déranger... Personne ne devait me déranger, me détourner de mes affaires... de mes affaires particulières, très particulières...

Et il se mit à rire d'un rire qui faisait frissonner.

— Ah ! vous avez cru que vous pourriez m'empêcher d'accomplir mes desseins, folie ! Mes mesures étaient bien prises... Voyez-vous, Verdière, c'était écrit, cela devait finir comme cela... N'avez-vous pas compris que, dès l'instant où j'ai su le secret des deux tombes, je n'aurais plus une minute de tranquillité ? Ida... Lucas Helm ! Et le portrait ! Ce portrait, la représentation vivante de celle qui était si belle, si pure, si parfaite !.. il était là, enterré, enfoui

au cimetière Saint-Jean... A force de penser à ce chef-d'œuvre perdu pour jamais, l'idée me vint que le destin m'avait choisi pour le restituer à l'humanité. Cette idée se transforma en obsession, en cauchemar! Tous les jours, je retournais au cimetière. A tout prix il me fallait contempler la figure ravissante d'Ida! Quand je songeais qu'*elle* n'était séparée de moi que par une dalle et quelques pieds de terre, la rage m'étreignait le cœur! J'en vins à haïr ce Lucas Helm, qui, dans son égoïsme d'artiste et d'amoureux... Mais à quoi bon tous ces détails? Vous me regardez avec horreur... Vous vous demandez ce que j'ai osé tenter... Tenez!..

D'une main fébrile, il saisit un rouleau de toile caché sous son oreiller. Il le déroula.

— Restez, restez là-bas, vous dis-je! s'écria-t-il en voyant que Verdière cherchait à se rapprocher de lui.

Et le ton était si impérieux que le jeune homme se rassit malgré lui.

Alors se passa une scène extraordinaire. Franz Lederbach, de ses doigts de squelette, défit lentement le rouleau, et aux yeux de Verdière apparut un merveilleux portrait de jeune fille... La tête, d'une admirable beauté, semblait ceinte d'une auréole d'or. A la distance où se trouvait Henri, il distinguait mal les détails de la peinture, du reste un peu pâlie; mais il reconnaissait pourtant qu'il était en présence d'un vieux tableau de l'école d'Albert Dürer.

— Comme ce sont bien *ses* yeux! murmurait le moribond. Je ne les ai vus que deux fois; mais de tels yeux, on ne les oublie jamais!

Soudain la toile, mal retenue par des mains débiles, s'échappa et tomba sur les couvertures en se recroquevillant... Au même instant la figure de Franz se contracta, plus livide encore s'il était possible, et le délire, un effrayant délire, s'empara de son cerveau... Il se dressa sur son séant.

— Je souffre, je souffre! s'écriait-il. Le feu me dévore, me consume... Mais qu'importe? Est-elle assez belle, mon Ida! Je te l'ai volée, Lucas Helm!.. Ah! tu croyais l'avoir à jamais pour toi : je te l'ai volée, volée, entends-tu bien!.. Je le sais, tu te venges; je meurs par ta faute, c'est justice... C'est toi qui me plonges ce fer rouge dans la poitrine, dans le cœur, dans la tête! Et maintenant tu ris, tu jouis de mon agonie, tu es venu pour savourer mes angoisses... Sors, sors d'ici, misérable!..

Et, soulevé sur son lit, il fixait Verdière, que son délire lui représentait comme son plus cruel ennemi.

Henri, saisi d'effroi, gagna la porte et l'ouvrit au moment

même où un monsieur inconnu s'apprêtait à frapper. C'était le médecin.

— Docteur, je vous laisse avec le malade, dit Verdière à demi-voix. Je vous reverrai tout à l'heure.

Le jeune homme descendit les escaliers quatre à quatre. Il avait hâte de s'échapper de ces murailles, qui l'étouffaient. Mais c'est en vain qu'il s'efforça de s'intéresser au monde extérieur, au mouvement de la rue : il lui semblait sans cesse entendre la voix stridente de Franz, et son regard le poursuivait, chargé de menace et de haine.

Il était si bien absorbé dans ses pensées qu'il tressaillit au bruit des pas du docteur qui s'approchait de lui.

— Eh bien? interrogea-t-il. Le pauvre garçon est perdu, vous pouvez me parler en toute franchise. Depuis longtemps son état cérébral m'inquiète; mais aujourd'hui il me paraît fou, fou à lier...

— Il n'est pas fou le moins du monde, répondit le médecin, mais en proie à un délire momentané. Je ne l'ai examiné que sommairement, et il présente des symptômes si étranges que je ne saurais me prononcer aujourd'hui. Ce qu'on peut affirmer, c'est que M. Lederbach est victime d'une fièvre pernicieuse de toute violence et que la terminaison fatale ne tardera guère. J'ajoute que je vous prie instamment de ne pas rentrer dans la chambre du malade. Votre présence y est inutile, car votre ami ne vous reconnaîtrait plus, et il faut éviter tout risque de contagion. Soyez tranquille, du reste, je tenterai l'impossible pour le sauver; mais le cas me paraît désespéré...

Il fut convenu que, le lendemain matin, Verdière recevrait un message lui donnant des nouvelles détaillées du malade. Le médecin remonta auprès de Franz.

Penché sur ce corps, maintenant à peu près immobile, où la vie ne se manifestait plus que par des soubresauts convulsifs, il l'examinait avec une intense curiosité. Et des mots entrecoupés sortaient de ses lèvres : C'est à n'y pas croire! et pourtant voilà les taches livides, voilà les bubons caractéristiques! C'est à n'y pas croire, et cela est!..

Sur ce, le docteur raffermit ses lunettes sur son nez, sortit de la chambre où râlait Franz, et se précipita chez ses collègues de la faculté. Quelques heures après, plusieurs illustres praticiens se pressaient au chevet de l'étudiant. Il expira en leur présence, comme si la mort se plaisait à donner ainsi un témoignage de son dédain pour la science des hommes.

Il y eut toute la nuit d'innombrables allées et venues au n° 24 de la Thalstrasse. Le lendemain matin, Henri Verdière reçut un billet du docteur, l'informant brièvement de la mort de son ami. Le

billet se terminait par ces mots : « Si vous désirez de plus amples détails, veuillez passer chez moi entre midi et une heure ; je serai tout à votre disposition. Ne retournez pas à la Thalstrasse. Par ordre du conseil sanitaire, le corps de M. Lederbach a été inhumé cette nuit même, et les vêtemens, couvertures et menus objets appartenant au défunt ont été détruits avec soin. Je vous donne ces détails sous le sceau du secret, mais le cas était si grave qu'il fallait à tout prix prendre des mesures énergiques. »

Décidément Verdière ne pouvait sortir de cet effrayant cauchemar. Les paroles échappées à Franz dans son délire lui revenaient à la mémoire. « Je le sais, Lucas Helm, tu te venges, je meurs par ta faute. »

Il n'eut garde de manquer au rendez-vous que lui assignait le médecin. Celui-ci paraissait agité, nerveux, et dès qu'Henri se fut assis, il se mit à parler.

— Monsieur, commença-t-il, je n'ai, dans ma longue carrière de praticien, jamais, passé par une journée aussi émotionnante que celle d'hier. Comme je vous le disais, lors de notre précédente entrevue, j'avais à un premier examen du malade, constaté des symptômes très singuliers, et qui, je dois l'avouer, piquaient vivement ma curiosité...

Après votre départ, je rentrai auprès de M. Lederbach... Son accès de délire avait cessé, et je pus procéder à une étude plus approfondie du cas extraordinaire qu'un heureux hasard, — pardonnez-moi l'expression, mais je parle au point de vue scientifique, — me mettait à même d'observer à loisir. Je songeai que pas un de mes collègues ne pouvait plus que moi se vanter de connaître, par sa propre expérience, la maladie dont il s'agissait ; ils n'en savaient que ce qu'en disent les ouvrages de médecine.

Aussi, je me décidai à appeler au chevet du mourant les hommes de science les plus distingués de la ville. Ils furent d'accord avec moi qu'il importait de prévenir le conseil sanitaire, et de prendre sans tarder et dans le plus grand secret toutes les précautions nécessaires pour éviter la contagion...

Mais pour ces messieurs comme pour moi, il y avait dans l'apparition soudaine de ce cas pathologique un problème positivement insondable ! Une maladie qui depuis plus d'un siècle et demi ne s'est plus manifestée en Europe, et qui reparaît au milieu de nous, comme un spectre, prêt à faucher toute une population !.. Problème inexplicable, je le répète, et qui, depuis hier, me hante sans trêve...

— Mais enfin, docteur, vous ne m'avez pas dit le nom de ce mal bizarre que vous croyiez être une fièvre pernicieuse.

— Cette maladie, monsieur, répondit l'homme de l'art, c'est tout

simplement la *peste asiatique*... La peste, au centre de l'Europe, en l'an de grâce 1859! D'où venait ce Franz Lederbach? par quel canal le virus a-t-il pu pénétrer dans son sang?..

Mais le jeune homme n'écoutait plus les divagations du savant.

La peste! Franz était mort de la peste! Henri eut un instant l'idée de raconter au médecin l'histoire de l'épidémie de 1516, de Lucas et d'Ida, et du portrait volé;.. il eut peur de passer pour un insensé. Ce portrait, il ne l'avait contemplé que de loin... Qui pouvait dire s'il ne sortait pas de la poudreuse boutique d'un antiquaire? Et maintenant, du reste, nul ne le reverrait plus, puisqu'il avait été brûlé cette nuit même avec les vêtemens et hardes du malheureux Franz!..

Henri Verdière ne se rappela jamais comment se termina sa visite chez le médecin.

Il ne savait qu'une chose, c'est qu'il sentait sa tête éclater et qu'il lui fallait échapper à tout prix au cauchemar qui l'étreignait. Les rues tortueuses de la ville, l'eau somnolente de la Pegnitz, lui apparaissaient désormais comme un de ces paysages entrevus dans une nuit de fièvre... Au fond de son cœur, il accusait ce décor moyen âge d'avoir concouru à la perte de son ami...

Aussi, malgré les sollicitations de Mme Lehmann, il décida de ne pas séjourner plus longtemps à Nuremberg. Il poussa un soupir de soulagement lorsque la locomotive sortit de la gare gothique et qu'il perdit de vue le château de Frédéric Barberousse et ses tours crénelées.

Quelle joie de retrouver la ville natale, ville sans cachet peut-être et sans histoire, mais où les rues inondées de soleil, sillonnées de voitures et de piétons, bordées de brillans magasins, donnent l'impression de la vie moderne, de la vie actuelle! Cette vie apparut à Verdière comme un réveil délicieux, comme un retour à la santé après une longue maladie.

Il lui plut de se mêler à la foule, de se sentir saisi dans le tourbillon des affaires et des plaisirs. Et, pour la première fois, il trouva des charmes à cette existence prosaïque, mais active, qui ne permet plus de s'attarder aux rêves et aux fantaisies de cette souveraine détrônée qu'on nomme l'Imagination.

AUGUSTE BLONDEL.

UN DIRECTEUR

DE

L'ACADÉMIE DE FRANCE A ROME

M. JEAN ALAUX.

L'académie de France à Rome existe depuis plus de deux cents ans, et il semble que l'on pourrait écrire son histoire. Pour mener à bien ce travail, les documens ne manquent pas. Les archives de l'académie sont intactes; elles sont riches et très bien classées.

A la vérité on en a déjà tiré un ouvrage intéressant; je veux parler du livre de M. Lecoy de la Marche intitulé : l'*Académie de France à Rome*. Il remonte à 1869. Il est extrait de la correspondance des anciens directeurs de l'académie, que l'auteur avait retrouvée et que l'on commence à publier. Mais il y aurait quelque autre chose à faire aujourd'hui. Ce ne serait pas seulement un récit plus étendu des faits, mais aussi un examen critique de l'institution elle-même. Partant de l'idée qui a présidé à sa création, on étudierait la manière dont elle s'est développée et l'influence qu'elle a exercée et qu'elle exerce encore sur l'art français. En même temps, on pourrait rechercher quelle a été sur elle l'action personnelle des directeurs placés à sa tête et dans quelle mesure elle a été féconde en contribuant à former de jeunes talens. Ce point de vue ne serait pas le moins intéressant; on le comprend assez quand on songe

à l'autorité qu'ont eue dans leur temps des hommes qui se nommaient Errard, Vleughels, de Troy, Vien, Guérin et Ingres. La correspondance officielle, si explicite qu'elle soit, ne serait peut-être pas suffisante pour éclairer cette partie du sujet. Il faudrait consulter les dépôts des ministères et les procès-verbaux de nos académies de beaux-arts, puiser dans mille écrits épars. On arriverait ainsi à rétablir par périodes les annales des hautes études. Ce serait l'histoire des directorats, de magistratures ayant eu chacune un caractère et parfois un éclat particuliers, une suite de tableaux animés par des portraits. Le mérite de ce nouveau livre, que quelqu'un, j'en suis sûr, aura la pensée d'écrire, serait de nous montrer l'école de Rome par ses côtés vivans. On la verrait, non pas vouée à l'immobilité, mais poursuivant l'objet permanent qui lui est assigné au milieu des conditions changeantes que lui font les hommes ; continuellement renouvelée par l'esprit des générations qui s'y succèdent et le détail de ses règlemens.

La notice que je présente ici est une biographie ; elle ne saurait figurer dans le cadre que je viens de tracer. Elle y rentre cependant par plus d'un côté, car il s'agit d'un directeur de l'école de Rome ; et quoique les affaires de l'académie ne soient que des épisodes de mon récit, elles en sont cependant une partie importante. En réalité, l'idée du travail que j'entreprends m'est venue des souvenirs que j'ai gardés de mon séjour à la villa Médicis. Ce temps, heureux en partie, fut aussi plein de trouble et traversé par des événemens d'une extrême gravité. Il embrasse les cinq années qui se sont écoulées depuis les premiers mois de 1846 jusqu'à la fin de 1850, de la mort de Grégoire XVI à la restauration de Pie IX après l'occupation de Rome par les Français. L'académie s'est trouvée alors au milieu de circonstances difficiles, périlleuses ; et si elle les a honorablement traversées, elle le doit à l'artiste, à l'homme de cœur qui la dirigeait. Ce directeur était M. Jean Alaux. Cependant son nom paraît oublié. Sa conduite pendant les épreuves que nous avons subies n'a jamais été, ni officiellement louée, ni seulement signalée. Ce silence ingrat m'a toujours été pénible. Mais ce n'est pas tout : son talent même pourrait être méconnu, ce qui serait souverainement injuste. De là m'est venue la pensée de dire ce qu'a été sa carrière et au milieu de quel concours d'idées et de faits elle s'est poursuivie. Les événemens et les mouvemens d'opinion auxquels a été mêlée cette vie méritante sont, à plus d'un titre, dignes d'intérêt. D'ailleurs, cet artiste distingué, ce directeur plein de dévoûment et de courage, était le meilleur des hommes, et, de ce fait aussi, j'ai pu le connaître et l'apprécier. Aussi ai-je toujours eu pour lui attachement et respect.

A mesure qu'on avance dans la vie, au moment où l'on sent qu'elle tourne à son déclin, il y a comme un renouvellement des affections de la jeunesse. Les souvenirs prennent une force plus grande. Ils s'élèvent du fond de l'âme et ils la remplissent, au défaut de l'espoir qui s'éteint, d'une clarté pénétrante. On pense à ceux qui vous ont tendu la main, qui vous ont introduit dans la carrière; on les voit plus clairement que s'ils étaient vivans : c'est leur esprit même qui vous apparaît et que l'on aime. Alors, on comprend mieux ce qu'ils ont valu et on voudrait qu'ils fussent honorés comme ils méritent de l'être. On souhaite qu'ils soient connus de tous, comme ils le sont de nous-mêmes. Et si nous croyons que le monde n'a pas été équitable envers eux, nous en appelons de ses jugemens. Heureux ceux qui sont restés les amis de leurs maîtres! En vieillissant, ils s'aperçoivent que la reconnaissance qu'ils leur ont gardée est un des meilleurs sentimens qu'ils aient portés dans la vie. Mais cela ne leur suffit pas. Ils ont besoin de dire ce que ces amis de leur jeunesse ont fait, ce qu'ils leur doivent.

C'est ainsi que j'ai été conduit à écrire cette notice. Je remercie le directeur de la *Revue* qui me permet d'acquitter ici une dette, de remplir un devoir.

I.

M. Jean Alaux naquit à Bordeaux en 1785. Il était fils d'un peintre et le second de quatre frères qui tous furent peintres à leur tour. Son père était un de ces artistes comme la province en avait beaucoup au siècle dernier: c'était un homme habile à faire toutes sortes d'ouvrages et qui trouvait aisément à s'employer dans un pays que ses intendans rendaient magnifique. Peut-être découvrirait-on dans quelques vieux hôtels de la ville des œuvres de sa main, comme on en a trouvé du père d'Ingres à Montauban. M. Alaux, le père, semble s'être surtout occupé de décoration. Le Grand-Théâtre, chef-d'œuvre de l'architecte Louis, était alors dans sa nouveauté et devait faire appel à des talens comme les siens. Tous les arts étaient en grand honneur à Bordeaux. Parmi les métropoles de nos provinces, il n'en était pas dont les habitans montrassent plus de passion pour les choses du savoir et de l'esprit, et chez eux ce goût très vif est encore aujourd'hui le même. Non-seulement la capitale de la Guyenne avait son académie des sciences et des lettres sur laquelle Montesquieu a jeté tant d'éclat, mais encore elle se faisait gloire de son académie de peinture, sculpture et architecture civile et navale. Celle-ci avait le mérite de réunir les trois arts du dessin, tandis qu'à Paris les architectes étaient constitués en une compagnie séparée. Du reste,

elle était organisée sur le modèle de l'académie royale de peinture et de sculpture. Fondée en 1768, elle ne reçut ses lettres patentes que quatorze ans après. Mais elle s'était mise à l'œuvre sans attendre. Un conseiller au parlement du nom de Bel lui avait légué sa maison : elle y tenait ses assemblées. Elle avait son école avec un directeur, des recteurs et toute la hiérarchie d'officiers et de membres que possédait son aînée. Dès 1771, elle eut ses salons, dont plusieurs livrets ont été récemment publiés par M. Charles Marionneau, correspondant de l'Institut. A Bordeaux, les talens et les vocations étaient assurés de trouver des encouragemens efficaces.

Les académies de province étaient alors affiliées aux académies de Paris et elles en étaient fières. Mais elles restaient provinciales et mettaient la plus grande ardeur à se distinguer là même où elles s'étaient formées. Elles travaillaient ainsi à maintenir et à développer les dons que chaque contrée de la France devait au génie de la race qui l'habitait et à des traditions séculaires. Elles étaient ainsi les foyers très actifs d'un patriotisme local éclairé. Parmi leurs membres elles comptaient des hommes de talent et aussi de grand caractère. Lorsque les académies furent supprimées en 1793, plusieurs de ces dignes artistes maintinrent sous leur responsabilité, et, au premier moment, à leurs frais les écoles académiques. Ce que François Devosges faisait à Dijon, un autre peintre nommé Pierre Lacour réussit à le faire à Bordeaux. Il continua, en enseignant son art, l'œuvre de la compagnie dont il avait été un des membres les plus distingués.

On me permettra de dire quelques mots de ce professeur dévoué. De Lacour, Delacour ou Lacour, comme il signa à partir de 1793, avait fait à Paris de bonnes études. Élève de Vien, il avait remporté un second prix de Rome en 1769. Après avoir obtenu ce succès, il était allé se perfectionner en Italie où il avait passé trois ans. Il en était revenu avec son talent varié, sérieux, mais qui semble un peu sec. C'est ce que l'on peut conclure de plusieurs tableaux de lui qui se voient maintenant au musée de Bordeaux. Dans le nombre cependant, il faut signaler le portrait d'un amateur du pays, François-Louis Doucet, qui est de tout point une œuvre remarquable. Homme du monde et lettré, ayant bien mérité des arts qu'il exerçait avec succès, Lacour était fort considéré. Lors de la création de l'Institut, il fut nommé associé non résident de la classe de littérature et des beaux-arts; et en 1804 ses compatriotes le placèrent à la tête de l'école de dessin et de peinture de la ville, dont il resta directeur jusqu'à sa mort, arrivée en 1814. Je croyais trouver, au musée ou à l'école de Bordeaux, quelque inscription destinée à consacrer ces souvenirs; mais je l'ai vainement cherchée.

M. Jean Alaux reçut de son père, sinon les premières leçons, du

moins les premiers exemples. Mais son véritable maître fut Lacour. Celui-ci avait le don d'enseigner et il a formé plusieurs élèves qui se distinguèrent alors dans les grands concours : Léon Pallières, qui précéda M. Alaux à Paris et à Rome, et Monvoisin, qui l'y suivit. Il est certain qu'il avait porté les études à un niveau élevé, puisque M. Alaux, l'année même de son arrivée à Paris, fut honorablement admis à l'École spéciale de peinture et de sculpture qui était alors l'école des beaux-arts. C'était en 1807.

Je voudrais essayer de montrer ce qu'était à cette époque l'enseignement de l'art. On ne le sait que d'une manière incomplète. On est disposé à croire que, vers la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci, le peintre Louis David régnait sans conteste et que tout se taisait autour de lui. Cette idée n'est pas absolument exacte. Certes l'autorité du maître était prépondérante, et elle lui était assurée par la supériorité de son talent; mais il n'eut jamais raison de ses adversaires dans lesquels s'incarnait la tradition de l'ancienne académie. Plus que jamais, en 1807, il les trouvait en face de lui. Malgré sa situation et son mérite, il n'eut jamais victoire gagnée ; aussi resta-t-il toujours militant. De là ses déclamations et ses emportemens, son ton de persécuté quand il professait ses théories. Pour lui résister, ses contradicteurs n'avaient pas son génie. Qu'opposaient-ils donc à ses doctrines? Au fond ce n'étaient pas des idées absolument contraires, mais seulement des tempéramens, et des raisons qui sont encore celles d'après lesquelles nous critiquons David tout en l'admirant.

L'école de David eut un déclin rapide, et l'école qu'elle avait entrepris d'extirper lui a survécu et subsiste encore. Elle n'a point échappé à son influence, mais elle n'a pas subi sa tyrannie. Après lui, elle a vu passer d'autres grands artistes qui ont été, eux aussi, des individualités brillantes et des exceptions. Cependant l'évolution du génie national n'en a pas été précipitée. Les traditions de raison et de mesure restent quand même celles de l'école française, qui leur doit le privilège qu'elle a d'être entre toutes une école enseignante. Au fond, ce sont les traditions des deux derniers siècles. Le goût n'est plus le même; la figure de l'art a changé, mais notre génie n'est pas encore devenu méconnaissable. On a beau le surmener et surtout le malmener, il fait encore bonne contenance. Oui, nous aimons les talens excessifs et nous applaudissons sans réserve aux plus audacieux ; mais ceux-là ne se transmettent pas et notre vraie force est dans un équilibre que rien n'empêche d'enfreindre, mais auquel une force secrète nous ramène toujours.

Lorsque M. Alaux vint à Paris pour perfectionner son talent, David était à l'apogée de sa gloire. On approchait de l'exposition décennale dans laquelle le peintre des *Sabines* et du *Sacre* devait, au milieu

de ses élèves devenus ses émules, résumer l'art de la révolution et de l'empire. Néanmoins, le jeune artiste n'essaya point de se faire admettre dans l'atelier du maître; il entra chez le peintre Vincent. Lacour était condisciple de Vincent et l'avait en grande estime : il lui adressait ses élèves. Vincent est aujourd'hui à peu près oublié. Cependant il a tenu dans son temps une place importante, et l'école doit conserver son souvenir.

Fils d'un artiste genevois qui avait un certain talent pour la miniature, il avait été destiné à la banque; mais après qu'il en eut essayé, sa vocation de peintre étant la plus forte, ses parens consentirent à ce qu'il entrât chez Vien. Il avait obtenu le prix de Rome en 1768, et presque aussitôt après son retour d'Italie, il avait été agréé par l'académie. On trouvait alors qu'il avait été des premiers à revenir aux bons principes du dessin et à étudier de près la nature.

L'école de Vien remplit toute la fin du XVIIIe siècle. Louis David a rompu avec elle; mais à bien prendre, tous les artistes qui s'y sont formés sont restés fidèles aux enseignemens qu'ils y ont reçus : ils représentent, à proprement parler, l'école du règne de Louis XVI. Il faut convenir que tout ce qu'a produit cette époque est très inégalement apprécié. Les meubles, les bronzes, les porcelaines sont recherchés avec passion et atteignent à des prix énormes. Les édifices et les constructions privées de ce temps sont tenus en assez grande estime; on ne conteste le talent ni de Louis, ni de Gabriel, ni d'Antoine. Les portraits d'alors sont aussi très recherchés pour leur finesse. Mais la grande peinture, la peinture d'histoire qui est contemporaine et qui a les mêmes qualités, est l'objet d'un invincible dédain. Quelle contradiction! Cependant c'est bien le même art, le même retour aux anciens à travers les mœurs du temps. Déjà depuis longtemps Vien traitait à la grecque des sujets un peu vagues : jeunes filles offrant des colombes à Vénus, Amours jouant avec des cygnes et des fleurs. Vincent, Garnier, Lépicié, Ménageot, artistes habiles, venaient à sa suite. On sacrifiait à l'antique doucement, d'une manière un peu sèche, mais respectueuse et pure. Le goût mondain et aristocratique qui tempérait cette archéologie, la sauvait d'elle-même, et la peinture n'entrait pas dans le monde abstrait de la forme sculpturale. David a triomphé de cet art délicat et l'a mis dans un discrédit où il est encore; il s'est comme effacé, avec l'ancienne académie et l'ancienne société. Mais son principe lui a survécu.

Quant à Vincent, on voit de lui un tableau au musée du Louvre; il représente *Zeuxis choisissant pour modèles les plus belles filles de la ville de Cortone.* A mon sens, il fait grand honneur au peintre. Mais ce n'est pas seulement par cette toile qu'il doit être

jugé. Il était abondant, et les anciens Salons ont reçu beaucoup de ses ouvrages de 1773 à 1799. Il cherchait le style, et il aimait la nature ; il réussissait dans le genre historique et dans le portrait. Chose à noter! Il a traité quelques sujets que David s'est appropriés plus tard avec un très grand succès. C'est ainsi qu'il a exposé en 1777 *Bélisaire, réduit à la mendicité, secouru par un officier des troupes de l'empereur Justinien*, et qu'en 1781 on vit de lui un *Combat des Romains et des Sabins, interrompu par les femmes sabines*. Ces mêmes sujets furent repris par David, le premier en 1785, le second en 1795. On dirait que la lutte entre la nouvelle école et celle que l'on considérait comme appartenant à l'ancien régime s'établissait et se poursuivait sur un terrain commun. En cela, l'esprit d'antagonisme de David n'était pas douteux.

Vincent, en face de son grand rival, avait un atelier d'élèves bien dirigé et très suivi. Il était homme de sens et trop sage pour entrer en contradiction flagrante avec des idées dont il ne méconnaissait point la valeur. Au fond, il était plus combattu qu'il ne combattait lui-même. Il ne fallait pas lui demander de changer sa manière; mais par la force d'un ascendant facile à comprendre, quelque chose de l'esprit nouveau pénétrait autour de lui, et il n'y faisait pas obstacle. Les ouvrages de David étaient un moyen de propagande plus puissant que son enseignement; ils étaient admirés. Néanmoins l'école de Vincent a sa marque. Elle a du naturel et ne tombe pas dans l'affectation sculpturale. Pour s'en rendre compte, il suffit de se rappeler qu'Horace Vernet y a étudié, et il faut songer aux ouvrages de M. Heim. L'artiste qui a obtenu le prix de Rome avec le charmant tableau de *Thésée vainqueur du Minotaure*, qui a peint le *Martyre de sainte Agathe* et celui de *Saint Hippolyte*, — *Charles X distribuant les récompenses à la suite du Salon de 1824*, et plusieurs autres belles toiles, cet artiste était dans une voie très différente de celle qu'avaient suivie Gérard et Girodet et que d'autres suivaient après eux.

Vincent était entouré de beaucoup d'estime. Aussi dès le principe fit-il partie de la section de peinture de l'Institut national. L'année précédente, en 1794, il avait été nommé professeur. Il parlait, dit-on, avec facilité, sans compter les paroles, et il écrivait d'une façon claire et précise. Quand il cessa d'avoir un atelier ouvert, il envoya ses élèves étudier le nu chez Guérin, sans renoncer toutefois à donner des conseils. Il existe à l'École des Beaux-Arts un portrait de Vincent: il est peint en demi-figure. La tenue du peintre est soignée, ses traits sont fins et réguliers. Derrière ses lunettes, l'homme vous regarde d'un air circonspect et paisible. Il a sa palette à la main : les couleurs y semblent méthodiquement rangées et le mélange en est discret. C'est aussi une palette bien tenue et

parfaitement correcte. Vincent a laissé le souvenir d'un homme d'une grande politesse, il était resté de l'ancien temps. Comme professeur, il estimait que l'objet des études est d'acquérir toutes les qualités en évitant tous les défauts. Esprit modéré et clairvoyant, il n'avait aucune prétention d'entreprendre sur les jeunes esprits. Cherchant à les éclairer et non à les dominer, il était un maître désirable : M. Alaux n'en pouvait rencontrer de plus digne.

Mais il n'était pas le seul à tenir école en face de David. La résistance avait encore un foyer très actif dans l'atelier de Regnault, l'auteur de l'*Éducation d'Achille*. Personne, je crois, ne conteste la valeur d'un artiste aussi habile. De brillans élèves s'étaient formés sous sa direction : Pierre Guérin, Hersent, étaient du nombre. Regnault, dans sa jeunesse, avait été marin. Son talent et son caractère s'étaient formés librement. Il avait remédié de son mieux à une éducation qui avait été négligée. Il en avait gardé une manière de parler de la forme et de la couleur qui n'était qu'à lui. Mais avec des expressions un peu singulières, il professait nettement, en bon anatomiste et en bon peintre. Il passait pour représenter plus que tout autre les traditions de l'ancienne académie.

Quelle différence avec Girodet, qui s'était mis aussi à professer! Dès son retour d'Italie, l'auteur d'*Endymion* s'était vu entouré de gens du monde, d'amateurs distingués par leur nom ou par leur fortune. De véritables élèves vinrent bientôt lui demander des leçons. Elles étaient, paraît-il, brèves et données dans un langage élégant, mais qui visait à l'effet. Il n'avait d'abord vu que par les anciens. Puis il était revenu à la nature, s'était passionné pour l'expression et surtout pour l'esprit. Il en était arrivé à faire cas, avant tout, de l'originalité. Chose extraordinaire pour le temps, il la voulait en principe, et il répétait qu'ayant à choisir entre deux défauts, il préférerait la bizarrerie à la platitude. A ce compte il devançait le romantisme. Mais, en dépit de ses discours, par l'exemple il prêchait le culte de l'antique. Nul aussi bien que lui ne connaissait la forme idéale et n'en savait la théorie. Il a écrit sur les arts en prose et en vers. Son poème, *le Peintre*, et une suite de morceaux intitulés les *Veillées* devraient avoir le mérite de nous faire connaître sa doctrine. Mais par malheur l'essentiel en a disparu. Coupin de la Couperie, en les publiant, ne voulut y voir que des œuvres littéraires, et il en retrancha tout ce qui lui parut n'être pas de la littérature. A ce point de vue, il aurait pu supprimer davantage. En 1807, Girodet venait de terminer son tableau d'*Ossian*, qui ne pouvait exercer une grande influence sur les études, et il entrait dans une vie de travail excessif et un peu mystérieux qui le rendait difficilement accessible. En résumé, son en-

seignement ne portait point de fruit. Le professeur, quand il s'adressait à ses élèves, était trop occupé de lui-même.

Tels étaient, en dehors de David, les peintres autour de qui se pressait la jeunesse. Guérin, qui devait être un maître d'un libéralisme sans égal et voir se former sous son influence les talens les plus variés, les personnalités les plus brillantes, Guérin se contentait de seconder Vincent. Gros, avec une incroyable modestie, se refusait encore à recevoir des élèves, convaincu que son art n'était pas un grand art. Il y avait bien quelques petites écoles comme celle de Sérangéli. Mais l'atelier de David était le plus en vue, et, pour compléter le tableau que nous avons entrepris, nous devons aussi nous y arrêter un instant.

Delécluze nous l'a dépeint, tel qu'il était en 1795. Quel milieu curieux il présentait alors, avec son élite de brillans travailleurs et son gros bataillon de fruits secs, avec ses originaux et ses rêveurs qui s'épuisaient en vaines théories et en singularités! En 1807, l'école de David avait encore un peu le caractère d'un monde à part. Les idées d'après lesquelles elle se guidait n'étaient plus celles de 1780, idées toutes romaines sur lesquelles s'était formé le jeune Drouais. Ce n'étaient pas davantage celles qui avaient inspiré David pendant la période révolutionnaire. C'étaient toujours celles de 1795 d'où était sorti le tableau des *Sabines*, mais poussées à l'excès. En réalité, l'effervescence qui avait signalé les manifestations diverses d'une doctrine toujours absolue était tombée. Ingres avait été le dernier grand élève du maître, et celui-ci n'avait plus le pouvoir d'exalter les vocations.

Au milieu de ces enseignemens en lutte, comme un terrain neutre et comme un champ clos, l'École spéciale de peinture et de sculpture ouvrait ses concours aux élèves de tous les ateliers. Mais là encore il y avait un foyer d'opposition. L'Académie royale avait été supprimée le 8 août 1793; mais, le 28 septembre suivant, l'école qui avait dépendu de l'Académie avait été rouverte comme une institution indépendante. Quelles personnes y donnaient des leçons? On ne sait. Mais avant la fin de l'année d'après, des arrêtés à la date du 15 novembre et du 28 décembre y attachaient dix-huit professeurs, pour la plupart anciens académiciens. Le corps enseignant s'accrut successivement jusqu'en 1804; en 1801, on commença à y introduire des architectes.

Dans son principe, cette sorte d'organisation, qui devait être en 1818 l'École des Beaux-Arts, devança la création de l'Institut, et elle se fit en dehors de David. La nomination des artistes chargés d'enseigner à l'École et autorisés à cet effet par la commission exécutive de l'Instruction publique date, je l'ai dit, de la fin de 1794.

Elle coïncide donc avec la détention du peintre de *Marat* incarcéré à la suite des événemens de thermidor. Au premier moment aussi, on pourrait s'étonner de la manière dont la classe de peinture de l'Institut fut bientôt après composée. En effet, bien que David y figure au premier rang, il n'y est guère entouré que de contradicteurs tels que Vincent et Regnault. A ce moment encore il était sans crédit : on était au lendemain du décret d'amnistie qui lui avait rendu la liberté. A la vérité, il fut un des deux peintres nommés tout d'abord par le Directoire et chargés d'élire leurs confrères de concert avec les quarante-six membres des autres sections. Mais beaucoup de ceux-ci avaient appartenu aux anciennes académies et étaient peu favorables à David. Ainsi tout contribuait à mettre ses adversaires en mesure de le combattre.

Ces détails ne sont pas inutiles à connaître. Ils expliquent cette sorte d'amertume dans laquelle il vécut toujours et ses sentimens d'hostilité contre l'École qu'il continuait à nommer l'Académie. Qu'on se rappelle les vives attaques auxquelles il se livrait contre elle! Nous le savons par Delécluze : sur ce point, il était intarissable. Il faut dire aussi que sa rancune était excitée par le voisinage. Les salles où professaient ses confrères étaient au Louvre aussi bien que l'atelier de ses élèves. L'École y demeura jusqu'en 1807, et cette même année, lorsque M. Alaux arrivait à Paris, elle fut transportée à l'ancien collège des Quatre-Nations, qui prit alors le nom de palais des Beaux-Arts. David, on le comprend bien, empêchait ses élèves de la fréquenter; aucun d'eux ne figure sur les listes d'admission qui existent encore. Il ne cessa jamais de la poursuivre. Cependant, en 1810, il chercha à s'en saisir : se prévalant de sa qualité de premier peintre de l'empereur, il en revendiqua la direction. Mais encore une fois ses adversaires furent les plus forts, et l'autorité qu'il réclamait sur elle, il ne put l'obtenir.

Quand on voit les choses à distance, quand on les considère en elles-mêmes et sans s'occuper des personnes, elles prennent une grande simplicité. Quelles étaient donc les idées d'où naissaient des dissentimens si graves? Elles touchent de très près à mon sujet; je ne puis me dispenser d'en dire quelque chose. Aussi bien, avec les interprétations qu'elles pouvaient recevoir, étaient-elles le fond commun sur lequel se faisait alors l'éducation des artistes ; M. Alaux en a été nourri. Elles se résumaient en cette proposition : combiner l'étude de la nature avec l'étude de l'antique. Au fond, ce n'était pas une nouveauté : on ne songeait pas à autre chose depuis la Renaissance. Diderot, dans son Salon de 1765, en avait donné le commentaire pratique, quand il avait dit que l'antique doit nous apprendre à voir la nature. En réalité, cette pensée se ren-

contre à chaque pas dans les conférences de l'ancienne Académie. Bien avant 1765, Vien, qui passait déjà pour un novateur, Vien la proclamait dans son école et avait cherché à l'appliquer dans plusieurs de ses ouvrages. Il n'était encore question ni du *Laocoon* de Lessing, ni de l'*Histoire de l'art* de Winckelmann. Une autre influence avait tourné l'esprit de Vien vers ces spéculations : celle du comte de Caylus son protecteur. Caylus lui avait donné sur ce sujet les idées dont il était le véritable promoteur. Son action sur la renaissance classique du XVIIIe siècle est trop méconnue. Également passionné pour l'art et pour les antiquités, il fut le premier à marquer l'ascendant que les antiquaires allaient prendre sur les artistes.

Il y a bien des manières d'entendre l'imitation de l'antique et aussi l'imitation de la nature. Chacune de ces études embrasse un champ très vaste. Mais comment les associer toutes deux dans un travail unique? Là est la difficulté. Et, en effet, comment reviser la nature à l'aide de l'antique sans lui retirer l'individualité et la vie? comment introduire la nature dans l'antique, sans enlever à celui-ci son caractère idéal? Deux siècles y avaient déjà mis leur effort. David, à son tour, aborda le problème. Mais sa tendance à considérer la forme indépendamment de l'idée, créait un danger. En effet, l'étude de l'antique nous conduit à reconnaître comment les anciens ont approprié la figure humaine à une grande variété de conceptions et à constater comment ils l'ont analysée. Notion de l'idéal et notion de la représentation de l'idéal par des formes adéquates à l'idée, voilà ce que l'on peut tirer de l'étude de l'antique. Mais, en dehors des sujets pour lesquels ils ont été créés, les canons grecs n'ont pas de raison d'être. Vouloir y ramener invariablement toutes les représentations figurées était une erreur. David pouvait se faire illusion sur son système et communiquer son illusion. Qu'il peignît les *Sabines* ou le *Sacre*, chacun de ses personnages était parfait. Ses ouvrages étaient admirables : son talent sauvait tout. Mais son école compromettait à la fois l'antique et la nature.

Bien que, vers 1807, il fût occupé à peindre la *Distribution des aigles*, il était toujours possédé de l'idée d'imiter les Grecs. Il l'avait déjà fait à sa manière dans le tableau des *Sabines* en traitant à la grecque un sujet romain. Il voulait y revenir dans son *Léonidas*, et il entendait même s'inspirer seulement de l'école antérieure à Phidias. Tout en exécutant les travaux officiels dont il était chargé, sa pensée ne se détachait point de cet objet. Ses conseils à son atelier se ressentaient de ses préoccupations constantes. La forme, la beauté de la forme passaient avant tout. L'expression était, selon lui, un écueil qu'il fallait redouter, car elle est propre à déranger l'ordre et la pureté des lignes et à produire la grimace. De là cet enseignement glacé que reçurent ses derniers élèves. Ses

adversaires protestaient à bon droit contre de pareilles théories. Bien qu'un peu subjugués, ils se tournaient de toutes leurs forces vers la vérité. Ils lui rendaient hommage au moins dans leurs discours et ménageaient ainsi à l'école française un retour sincère à la nature. Telles étaient les idées qui divisaient l'enseignement et d'où naissait un violent antagonisme.

On le voit : avec de pareils élémens, les moyens d'étude que M. Alaux trouvait réunis à Paris étaient déjà considérables. Mais indépendamment des ateliers et de l'École, nous possédions, dans le musée Napoléon et dans le Musée des monumens français, deux incomparables réunions d'œuvres d'art. Le premier renfermait tous les chefs-d'œuvre de la peinture et de la sculpture classique. Le second, établi dans l'ancien couvent des Petits-Augustins, avait recueilli et sauvé de la ruine les plus beaux spécimens de notre art national. Tous ceux qui ont vu cette collection rangée de la manière la plus méthodique et la plus pittoresque dans l'enceinte du monastère en ont conservé un grand souvenir. Ce fut le premier musée historique qui ait existé, et assurément le plus précieux de ceux que l'on a formés depuis, tous les morceaux qu'il renfermait étant des originaux. Il a puissamment contribué au développement d'une des plus grandes activités intellectuelles de notre siècle, en ouvrant la voie à l'étude combinée de l'art et de l'histoire.

On peut dire, enfin, que le théâtre était aussi une école pour les jeunes artistes. Jamais il n'avait exercé plus d'influence sur la peinture et sur la sculpture; jamais il n'avait été plus en honneur. Monvel et Grandménil étaient membres de l'Académie des Beaux-Arts. Guérin résumait dans ses tableaux les tragédies de Racine. On allait voir Talma dans ses grands rôles, et quand, revêtu de la toge, le noble acteur apparaissait et se mouvait sur la scène en se livrant aux nobles inspirations de son génie, on l'admirait et on l'étudiait comme une œuvre d'art.

A ce moment, l'ardeur des artistes était donc extrême. La rivalité des maîtres et l'émulation des élèves produisaient, particulièrement dans la peinture, une activité passionnée. Déjà le Salon de 1808 avait été un événement : on y avait vu à la fois les *Sabines* et le tableau du *Sacre*. Mais quelle impression dut produire sur un jeune artiste, arrivé depuis peu de sa province, l'exposition décennale, qui réunissait aux derniers chefs-d'œuvre de David les plus beaux ouvrages de Girodet, de Gérard, de Gros, de Guérin et de Prud'hon! Cette exposition provoqua l'enthousiasme, et les prix proposés par l'empereur excitèrent une ambition extraordinaire. Il est certain que l'art tenait alors une place considérable dans les activités de la nation. Les œuvres des artistes, comparées à celles des écrivains, jetaient un éclat supérieur. M. Guizot le remarquait au

début de son étude sur le Salon de 1810 qui brilla à côté de l'exposition décennale et parut la compléter. Mais, arrivée à son apogée, l'école officielle menaçait ruine. Déjà de bons juges signalaient les entraves que la copie des plâtres et des marbres apportait à l'éducation des peintres en les éloignant du coloris, les conséquences fâcheuses que l'étude de la sculpture antique, poussée à l'excès, pouvait avoir même pour les statuaires. Ce n'était pas ce qu'avaient à apprécier les jurys des prix décennaux. Ils n'avaient à s'occuper que des talens acquis. Cependant, on était loin de s'entendre sur la valeur des ouvrages exposés; les dissentimens étaient plus vifs qu'ailleurs dans la commission chargée de les classer. Là encore David se trouvait en présence d'un élément hostile, et il était considérable. La décision qui lui enleva le prix de la peinture d'histoire et qui mit au-dessus du tableau des *Sabines* le *Déluge* de Girodet émut l'opinion; elle était restée dans l'esprit de M. Alaux comme un acte de souveraine injustice. Quoique élève de Vincent, il avait pour David une admiration sincère.

Rempli de droiture, il appréciait sans réserve systématique les ressources que Paris mettait à sa disposition. Il en jouissait avec une certaine facilité qu'il avait de comprendre et d'admirer. Les leçons de ses maîtres le laissaient accessible à un éclectisme conforme aux besoins d'un esprit naturellement ouvert. Il était sensible aux manifestations de l'art quelles qu'elles fussent, pourvu qu'elles répondissent à une certaine idée qu'il avait du caractère et de la beauté.

Les débuts de M. Alaux furent heureux. Admis à l'École dès son arrivée à Paris, il ne tarda pas à s'y placer au premier rang. Nouveau-venu, dès 1808 il était admis à concourir pour le grand prix de Rome, et en 1810, il gagna le prix de la demi-figure peinte qui avait la valeur d'une première médaille. A partir de ce moment, il ne paraît pas avoir travaillé avec la suite nécessaire pour obtenir le prompt couronnement de ses études. Ce fut une faute; mais elle faisait honneur à son cœur. Les entraves qu'un jeune artiste rencontre dans sa carrière viennent souvent des meilleurs sentimens. M. Alaux avait un frère aîné qu'il aimait tendrement et qui l'avait devancé à Paris. Ce frère l'absorbait. C'était un décorateur habile et entreprenant. Il était fort occupé : car malgré le décret de 1807 qui avait réduit à dix les vingt-quatre théâtres qu'il y avait à Paris, il se brossait encore chaque année un grand nombre de décorations. Il peignait donc pour la scène, et en même temps il était employé par les architectes à des travaux d'intérieur. Il avait des connaissances en perspective et en optique, et son esprit n'était pas moins actif que sa main.

La faveur était alors aux panoramas. Le premier avait été établi à Paris à la fin du siècle dernier par l'Américain Robert Fulton.

Deux peintres français, Fontaine et Constant Bourgeois, entreprirent de lui faire concurrence, et on put voir au Salon de 1801 les maquettes qui devaient être exécutées en grand au premier panorama qui fut construit sur le boulevard Montmartre; c'était une vue de Paris. La vogue de ce nouveau spectacle fut extrême : deux autres panoramas vinrent s'ajouter au premier. En 1810, l'empereur étant venu visiter une de ces rotondes où l'on voyait l'entrevue de Tilsit, en fut frappé. Il voulut en faire un instrument politique et ordonna à l'architecte Cellérier d'en construire sept autres dans les Champs-Élysées. Après avoir montré à Paris des sujets propres à glorifier son règne, ces tableaux devaient ensuite être envoyés en province et y voyager. La réalisation de cette idée fut interrompue par les événemens.

M. Alaux aîné était mêlé à ces entreprises. Il rêvait d'ajouter au prestige de la récente invention par des combinaisons nouvelles et méditait le néorama dont il fut le créateur, mais qui ne s'ouvrit qu'en 1827. Chargé d'engagemens, entraîné à des essais sans fin, il appelait continuellement son frère à son aide, et celui-ci, ne sachant rien lui refuser, quittait ses propres études pour le suivre. A la vérité, ce n'était pas en pure perte. Il se perfectionnait dans la connaissance de la perspective et de ses applications; il devenait habile à manier l'architecture, les ornemens, tous les élémens de l'art décoratif. Mais il était constamment détourné du but qu'il s'était proposé, et malgré qu'il concourût chaque année, il n'obtenait pas le prix de Rome.

En 1814, il remporta le second grand prix et le premier en 1815; il avait près de trente ans. Ces succès n'avaient pas été obtenus sans peine. Il s'était plus d'une fois arrêté en route, et d'autres sujets de distraction plus sérieux naissaient alors des événemens dont l'Europe et la France étaient le théâtre. Le moment était grave et les deux invasions venaient aboutir à Paris. M. Alaux, reçu de la veille en loge, prit part à la bataille du 30 mars 1814. Il racontait que le matin, avant d'aller joindre le corps du maréchal Mortier qui était sur la gauche, il avait été porté avec les gardes nationaux volontaires, d'abord aux buttes Chaumont, et qu'en arrivant derrière la batterie de vingt-huit pièces qui, servie par des marins, rejetait sur Pantin la garde prussienne, ses compagnons et lui avaient marqué quelque étonnement en entendant dans l'air des sifflemens insolites. « Messieurs, leur avait dit le vieil officier qui les commandait, ce n'est rien; ce sont des obus. » C'était affaire du premier moment : la garde nationale fit bien son devoir. La seconde occupation de Paris eut lieu sans combat. Les concurrens pour le prix de Rome poursuivirent leurs travaux; mais des événe-

mens pareils ne pouvaient s'accomplir sans être pour ces jeunes gens le sujet d'un trouble profond.

M. Alaux obtint le grand prix sans conteste. Le sujet du concours à la suite duquel il obtint cette récompense tardive était *Briséis pleurant sur le corps de Patrocle*. Le programme, emprunté à l'*Iliade*, était tiré de la traduction de Mme Dacier. Le tableau de M. Alaux est à l'École des Beaux-Arts ; il serre de près le texte. Briséis se jette sur le cadavre de Patrocle qui occupe le milieu de la scène. Achille, assis au chevet du lit funèbre, jure de venger son ami; cette figure est habilement peinte. Je n'ai point à parler autrement de la valeur de l'œuvre. Les travaux de ce genre ont un caractère à eux. L'ouvrage de M. Alaux offre une composition claire, une exécution aisée. Il témoigne de tout l'acquis que l'on peut souhaiter d'un jeune artiste qui n'a plus rien à apprendre de ses maîtres. C'est le résumé de bonnes études. Ici se placent la conclusion et la justification de ce qui précède. Chose en effet bien digne d'être signalée! au moment où M. Alaux devenait pensionnaire du roi en remplacement de Michel Drölling, sur les cinq élèves peintres de l'Académie de France, quatre étaient élèves de Vincent. C'étaient, par ordre de date : Léon Pallières, de Forestier, Picot et Alaux, le dernier venu. Thomas, un autre de leurs condisciples, devait les rejoindre l'année suivante. Bien plus, leur prochain directeur, Thévenin, qui allait entrer en fonctions en 1817, était élève du même maître. On peut donc dire que le succès des contradicteurs de David, des maîtres qui avaient maintenu les traditions de l'école française, était complet. Louis David partait pour l'exil, et son école était déjà finie : elle passait avec lui. Personne ne songeait à continuer son enseignement, personne, semble-t-il, ne voulait en assumer la responsabilité. Mais les idées qu'il avait combattues n'avaient rien perdu de leur vitalité. N'avais-je pas raison de le dire en commençant? En dépit de théories absolues, la tradition féconde de la fin du dernier siècle, la tradition fondée à la fois sur l'amour de la nature et sur le respect de l'idéal, avait survécu à l'école de la révolution et de l'empire, comme elle survit encore au romantisme. Après Vincent et après Guérin, qui avait recueilli ses élèves, Picot ouvrit une école. Cabanel, après lui, continua à enseigner dans ce même ordre d'idées, que représentent aujourd'hui des maîtres renommés. On peut en médire; mais, en matière d'éducation, c'est par eux que se maintient la tradition de l'esprit français.

Peut-être, en y réfléchissant, trouverait-on que les vies d'artistes tiennent trop de place dans l'histoire de l'art. Certes, l'étude des grandes personnalités qui se détachent de l'ensemble offre un attrait considérable. Mais la succession des faits et leur suite même

un peu obscure, la transmission imperturbable de certaines idées à travers l'imprévu et les obstacles, constituent le vrai fond de l'histoire et son unité. Les talens extraordinaires apparaissent comme des phénomènes sublimes. Ils triomphent un jour. Mais il y a quelque chose de plus fort qu'eux, c'est le génie de leur propre race, qu'ils violentent quelquefois, et qui leur survit.

II.

Au commencement de 1816, M. Alaux arrivait à Rome. Le directeur de l'Académie était alors Guillon Lethière, l'auteur du *Supplice des fils de Brutus*, tableau remarquable auquel nous trouvons beaucoup de caractère, mais que, peut-être, les contemporains n'ont pas apprécié suivant ses mérites. Lethière touchait à la fin de son exercice et allait être remplacé l'année suivante par Thévenin, qui devait être plus tard le chevalier Thévenin. Celui-ci, lauréat du prix de Rome en 1791, n'avait pu profiter de sa pension. Mais en 1798, lorsque Berthier eut proclamé la république à Rome, il s'était empressé de se rendre en Italie. Il avait suivi Championnet à Naples, et là, il avait été chargé de surveiller les fouilles de Portici. Mais ces fonctions avaient été de peu de durée, la république parthénopéenne n'ayant pas duré quatre mois. En 1800, il était en France et exposait au Salon de cette année la *Prise de Gaëte* par le général Rey. Quelques tableaux qu'il avait peints ensuite avaient réussi ; entre autres le *Passage du Mont-Saint-Bernard*, qui fut admis au concours des prix décennaux et fut très honorablement cité dans le rapport du jury immédiatement après la *Peste de Jaffa*. Thévenin, quand il fut nommé directeur de l'Académie de France, n'était pas membre de l'Institut ; mais il remplissait la condition essentielle prévue par le décret du Directoire : il avait séjourné en Italie. En réalité, il avait été envoyé à Rome au défaut de Guérin, qui, ayant été désigné, avait dû se démettre à cause de sa santé. Thévenin était un homme d'un caractère bienveillant et d'un jugement sage. Comme artiste, il avait plus de talent que ne lui en accordent ceux qui le jugent sur son peu de notoriété plus que sur ses ouvrages. Mais un certain laisser aller qu'il portait dans la vie était cause qu'il avait, en définitive, peu d'autorité.

Combien les premières années qui suivirent 1815 contrastaient avec celles qui avaient précédé! Après de si grands événemens, quel calme et quel repos! On l'a souvent répété ; pour les jeunes gens, c'était comme un bonheur de vivre. Une sorte de mollesse remplaçait alors l'activité et l'agitation d'esprit inséparables de circonstances qui pouvaient exiger à toute heure les plus grands sacrifices. Tant d'épreuves avaient causé une sorte de lassitude, et, quel

que fût d'ailleurs le travail politique apparent ou caché qui s'opérait dans les esprits, on s'abandonnait généralement à une quiétude, on éprouvait un sentiment de délivrance et une confiance dans l'avenir, que la génération à laquelle appartenait M. Alaux n'avait pas encore connus.

Nulle part cet apaisement ne devait être plus profond qu'à Rome et dans les états de l'Église. Et, en effet, malgré le système de compression adopté d'accord par tous les gouvernemens d'Italie, le caractère paternel de Pie VII faisait disparaître tout au moins en apparence ce qu'un tel régime avait de rigoureux. En tout cas, on ne pouvait guère en ressentir les effets à la villa Médicis. Depuis son rétablissement, en 1804, l'Académie était installée dans ce beau lieu devenu terre française. A ce titre, la villa avait droit d'asile : on y vivait donc dans une entière liberté. Mais à quoi la surveillance du dehors eût-elle pu s'appliquer? Les pensionnaires étaient tout au bonheur d'être à Rome. Ils y passaient cinq années sans que le règlement les autorisât à rentrer en France. Néanmoins ils se sentaient dans une situation privilégiée, ils ne se considéraient point comme en exil; et, sous cette règle acceptée, personne n'eût songé à se trouver à plaindre. Après avoir désiré aller à Rome et ardemment travaillé à y conquérir une place enviée, les élus s'y tenaient et ne semblaient pas avoir la nostalgie de Paris. Les cinq années de la pension étaient considérées par tous comme le plus beau temps de la vie, et plus tard, on s'en souvenait comme d'une fête de la jeunesse.

L'époque du séjour de M. Alaux à Rome peut compter parmi celles qui furent honorables pour l'académie. Il y a, dans l'histoire de cette institution, des époques plus ou moins brillantes, plus ou moins favorables au développement de l'art. Quand on consulte la liste des pensionnaires, on voit que ceux qui furent les compagnons de M. Alaux sont devenus des artistes importans et ont été, en somme, les maîtres de toute une génération. Les peintres Drölling, Picot, Léon Cogniet, les sculpteurs David d'Angers, Pradier, Étienne Ramey, ont tous longuement tenu et fait école. Ils ont formé de nombreux élèves, et il faut passer au directorat d'Ingres et de M. Alaux pour trouver, parmi les pensionnaires de l'École de Rome, des hommes destinés à exercer, sur l'enseignement, une pareille influence.

Cette influence, les contemporains de M. Alaux l'ont acquise sans y avoir songé. L'autorité qu'on devait leur reconnaître leur est venue des circonstances dans lesquelles leurs talens se sont formés. La Restauration apportait un idéal nouveau. David n'était plus en France; Gérard et Girodet jouissaient d'une grande considération, mais n'avaient pas de crédit sur la jeunesse. Gros com-

mençait à peine à former un atelier. L'artiste qui représentait le mieux les idées de ce moment de transition était Pierre Guérin, esprit délicat, maître éclectique, mais dont le rôle n'était pas encore bien défini. Il n'y avait donc plus de direction imprimée aux études ; et, dans ces conditions, il s'établit, entre les idées qui avaient été en lutte depuis le règne de Louis XVI et la Révolution jusqu'à la fin de l'empire, une sorte de conciliation. Elle se fit à Rome, où les élèves des ateliers jusque-là rivaux, laissés à eux-mêmes et vivant dans une étroite camaraderie, se modelèrent sur des raisons communes. Elle eut pour base un amour sincère de la vérité. Ce fut le point de départ d'une réaction dont nous comprenons aujourd'hui la portée : car si l'école de David tendait à l'élimination de la nature, l'école qui s'établissait devait nous conduire à l'élimination de l'antique. Les artistes qui se sont ainsi formés ont été nos maîtres, et nous savons tout ce qu'ils ont valu. La jeunesse d'aujourd'hui les traite légèrement. Et cependant ils ont préparé l'évolution qui marque la fin de notre siècle.

On pouvait espérer que, grâce à l'Exposition du centenaire, nous aurions l'occasion de revoir les ouvrages qui ont établi leur réputation. On est trop disposé à penser qu'ils ont eu, dans leur temps, bonne renommée et autorité sans beaucoup de mérite. A mon sens, un des principaux intérêts qu'aurait dû présenter la solennité rétrospective de 1889 eût été de montrer les œuvres de ces artistes et de leur rendre ainsi un hommage auquel ils ont tous les droits ; de faire connaître l'art contemporain par son histoire et d'honorer ceux qui l'ont enseigné. Le manque d'espace, on le sait, empêcha cette prévision de se réaliser. Il faut donc aller dans les musées de province, dans les églises, aux galeries de Versailles pour voir leurs productions. Quelques-unes existent dans des collections particulières. Ainsi le charmant tableau de l'*Amour et Psyché* de Picot est chez M. le comte Lemarrois. D'autres ont été longtemps au musée du Luxembourg, comme *le Lapithe et le Centaure* de M. Alaux. On a pu les exiler, les oublier, mais non les faire déchoir. A l'heure où ils ont paru, ces tableaux, vieux aujourd'hui, semblaient des nouveautés, et leur place est marquée dans les annales de l'école française. Il n'est pas un de leurs auteurs qui n'ait fait, au sens que l'on y attache à présent, quelques bons morceaux de peinture, aucun qui n'ait été pour ses élèves un guide libéral et sûr.

Ils sont encore nombreux, ceux qui conservent pieusement la mémoire de ces hommes excellens. Il ne faut pas l'oublier : c'est chez Drölling que Henner, que Chaplin, que Galland et bien d'autres ont étudié avec Baudry. Léon Cogniet a été le maître de Bonnat et de Jean-Paul Laurens ; Picot, de Pils, de Cabanel, de Bouguereau, maî-

tres eux-mêmes. De l'atelier de David d'Angers est sorti Cavelier, qui, depuis vingt-cinq ans, a formé de si brillans sculpteurs. Ramey a produit Jouffroy, qui fut le professeur de Falguière et de Mercié. Je ne nomme ici que les principaux de ceux qui ont enseigné et qui enseignent à leur tour. Mais ces derniers ne me pardonneraient point de passer sous silence les hommes dont ils ont reçu les leçons et pour lesquels ils n'ont que des sentimens de respect et de reconnaissance. De même Chapu et mes autres condisciples ne comprendraient-ils pas que j'oubliasse Pradier, qui, avec son beau talent et son humeur paternelle, faisait revivre pour nous l'apprentissage tel qu'on l'avait entendu à la Renaissance.

M. Alaux, lui aussi, était destiné à bien mériter de nous comme directeur de l'école de Rome. En vérité, chacun de ces artistes a dignement rempli sa tâche et tenu son rang. Tous ensemble, ils ont constitué un état d'enseignement qui est la force de notre école et la raison de sa fécondité. Après avoir été les représentans impersonnels de l'art français au milieu de notre siècle, ils ont préparé, par voie de tradition et aussi de réaction, l'art contemporain. Ils l'ont acheminé et ils l'expliquent. Qu'on le veuille ou non, ils appartiennent à l'histoire.

M. Alaux et ses condisciples se préparaient donc à leur insu au rôle que l'avenir leur réservait. Ils étudiaient en conscience, et il se faisait en eux un grand travail de moralité. Personne ne me contredira si j'affirme que le séjour de la villa Médicis avait alors, comme il l'a certainement encore, une heureuse influence sur les esprits. En même temps que les talens, les caractères s'y formaient sur un certain type; ils y prenaient une tenue qu'ils devaient garder toute la vie. Nos maîtres étaient déjà vieux quand nous les avons connus. Le temps de leur jeunesse était bien loin, mais on voyait que leurs idées n'avaient pas changé. Rome demeurait dans leur souvenir comme une patrie d'élection qu'habitait toujours leur pensée. Le désir de faire fortune n'entrait pas dans leur ambition. Ils étaient exempts de calcul. Mais ils avaient un grand sentiment de la dignité de l'art, et c'est par là qu'ils étaient supérieurs. L'amour de l'art uni à un désintéressement absolu était précisément cette marque commune qu'ils avaient rapportée de l'Académie de France et qui constituait chez eux le caractère de l'artiste. Ces deux sentimens étaient en eux inséparables. Certes, nous aussi, nous aimons l'art avec passion; mais par leur dédain du profit ils restent des exemples.

Quels étaient les travaux au milieu desquels se formaient ces talens et cet état d'esprit? Il n'est pas permis d'en parler à la légère; nos devanciers en ont tiré un parti remarquable. Je voudrais en faire comprendre le sens et la véritable portée. C'étaient des exer-

cices propres à développer, chez de jeunes artistes, des dispositions heureuses et à les fortifier. Ils consistaient d'abord en de simples études de nu: on en suivait sans distraction l'ordre méthodique. On y joignait des essais de composition et des copies d'après les maîtres. Après cette solide préparation, vers la fin de la pension et pour se résumer, on entreprenait une œuvre. *La Mort d'Abel* et surtout *l'Orphée perdant Eurydice* de Drölling, l'*Amour et Psyché* de Picot, le *Marius sur les ruines de Carthage* de Cogniet, le *Niobide* de Pradier, le *Thésée terrassant le Minotaure* de Ramey, ont eu leur jour et ont reçu, à l'époque où ils ont paru, le plus brillant accueil. Tel était alors l'ordre des études à l'Académie de France, et tel en était aussi le caractère. Mais si, pendant les premières années, les pensionnaires se soumettaient à une sorte de gymnastique un peu aride, ils essayaient d'en relever l'objet par une ambition constante. Ils voulaient, avant tout, apprendre à penser, à dessiner, à peindre. Les règlemens de l'Académie de France ne sont pas inspirés par un vain esprit de pédagogie : ils sont conçus de manière à seconder les vues que l'État a nécessairement sur les arts. L'État a son esthétique, intéressée si l'on veut, mais qui voit les choses de haut. Son intérêt est celui de sa propre histoire. Il a besoin, pour l'écrire, d'artistes formés par une forte éducation. Quel régime politique ne se montrerait soucieux de glorifier son principe et ses actes, d'enregistrer ses succès, de faire de lui-même une apologie écrite ou figurée! L'art, par son côté le plus important, est historique et officiel. Mais pour cela il doit parler un certain langage et recourir à une initiation particulière. On ne saurait l'oublier : dans leur ensemble, les travaux demandés aux pensionnaires ont pour objet de les préparer aux grands emplois de l'art.

M. Alaux se soumit à cette règle ; il conçut cette ambition. Sans doute il ne prévoyait pas quelle sorte de travaux lui écherrait un jour. Mais ses études étaient sérieuses, et il en recueillit des fruits imprévus. Sa première figure fut un *Cadmus tuant le dragon à la fontaine de Dircé*. Il parut à ses juges que ce n'était pas un Cadmus, entendez-vous bien, ce n'était pas un Cadmus, mais seulement une jolie figure de jeune homme bien dessinée et peinte avec habileté. Telle était l'opinion de l'Académie des Beaux-Arts exprimée par son rapporteur, le sculpteur Dupaty, qui lui-même devait faire un Cadmus. J'ai souvenir de celui de M. Alaux : le personnage frappait de sa lance le monstre gardien de la source sacrée; il s'enlevait sur un fond nuageux d'un gris ardoisé qui donnait au coloris des chairs une grande fraîcheur. Dans cet ouvrage, la nature avait été certainement plus consultée que l'antique. L'académie fit donc des réserves et renvoya l'auteur à Ovide, tout en lui donnant de

sympathiques encouragemens. Le Cadmus a été lithographié par Berthaux. Peu après son apparition, il fut acquis par le duc d'Orléans, et de cette époque date la grande bienveillance que le prince eut toujours pour M. Alaux. Le tableau dont nous parlons a fait partie de la galerie du Palais-Royal, où il a été brûlé, en 1848, avec beaucoup d'autres ouvrages importans.

Bientôt, M. Alaux envoya une nouvelle étude, un *Diomède enlevant le palladium*, dont l'académie, par l'organe du peintre Garnier, loua l'aspect, le dessin et le modelé vigoureux et ferme. L'action se passant évidemment pendant la nuit, la scène devait être, ce semble, éclairée par une lampe. De là une couleur rougeâtre dont parle le rapport, qu'il paraît blâmer, et qui était cependant tout à fait explicable. On ne sait ce qu'est devenue cette toile. Celle qui suivit, et qui fut aussi accueillie avec faveur, est au musée de Bordeaux. C'est un fleuve *Scamandre implorant Jupiter contre les feux de Vulcain*. A part une observation sur le dessin d'une épaule et d'un bras, le rapport ne donne que des éloges à l'auteur. Cette fois, le caractère est juste, la manière est large et facile, l'exécution dénote un beau pinceau. Ce sont les termes du rapport présenté, cette fois, par M. Cartellier.

Les rapports sur les envois de Rome sont intéressans à consulter, parce qu'ils sont l'histoire des opinions de l'Académie des Beaux-Arts. Ils nous font bien connaître, avec son esprit, la marche des hautes études. L'Académie est restée fidèle à sa doctrine. Elle engage toujours ses pensionnaires à viser haut et à rester vrais, à s'attacher au choix de leurs sujets et à élever la forme au niveau de la pensée. Alors, la mythologie était surtout mise à contribution par les jeunes artistes; mais déjà on voyait apparaître les sujets de sainteté. C'était un nouveau champ ouvert à l'inspiration et aussi à la critique. Depuis longues années, la compagnie a confié à son secrétaire perpétuel la rédaction de ses rapports officiels sur les travaux de la villa Médicis. Elle a eu raison; elle leur a ainsi donné tout au moins dans la forme plus de tenue et d'unité. Mais nous voyons qu'autrefois elle choisissait chaque année dans son sein un rapporteur différent. Ces comptes-rendus, moins parfaits, nous renseignent cependant sur le caractère de leurs auteurs. A bien prendre, ils débutent tous d'une manière assez solennelle; mais bientôt le ton s'apaise et l'on entend un langage plein de sens et des conseils pratiques tels qu'on peut les attendre d'hommes spéciaux. La bienveillance y est grave et la sévérité paternelle. Ils sont tous ainsi, et dans chacun on trouve, avec quelque nuance de caractère, l'artiste expérimenté et le bon maître.

Le dernier envoi de M. Alaux témoigna d'un progrès remarquable. Son tableau représentait *un Épisode du combat des Cen-*

taures et des Lapithes. Ce sujet est de ceux que les Grecs ont fréquemment traités et qu'ils ont souvent employés à la décoration des temples doriques. L'œuvre conçue par M. Alaux ne rappelle en rien les données antiques. Un héros s'est élancé sur la croupe d'un centaure. Il l'étreint de ses genoux, le presse du talon ; il va le frapper d'un coup mortel. Barye, en reprenant la même idée près de trente ans après, a rencontré une composition analogue. La peinture de M. Alaux est aisée, suffisamment solide. Les formes sont belles ; la couleur a de la distinction, et je pense qu'un tableau pareil serait encore remarqué au Salon. Parmi les pensionnaires d'alors, M. Alaux est un de ceux qui ont donné le travail le plus régulier. Il aimait à parler de ce temps, qu'aucune autre pensée que celle de vivre de la vie heureuse de l'artiste ne venait occuper. Que ces souvenirs, au fond, étaient ingénus ! Que cette existence était simple, que les distractions que l'on y prenait semblent modestes ! Tout en exécutant les travaux réglementaires, c'étaient des heures consacrées aux plus beaux sites de Rome et des environs. Nos maîtres nous parlaient surtout de certains après-midi passés dans les jardins Farnèse, endroit délicieux à visiter, et d'où, à l'ombre de grands chênes verts, de lauriers et de cyprès, et entre des débris antiques parés d'acanthe et de lierre, on embrassait un incomparable panorama de la ville. C'étaient aussi des courses dans la campagne, des voyages à pied dans les montagnes de la Sabine et d'Albano. M. Alaux était grand amateur de ces excursions, qui n'étaient pas sans objet. D'ordinaire, il les faisait en compagnie de Michallon, qui fut le premier lauréat du paysage historique et aussi le père du paysage moderne. Les deux jeunes gens s'étaient liés étroitement. Michallon voulait toujours être en présence de la nature. M. Alaux le suivait, et c'est ainsi qu'il avait appris à crayonner et à peindre le paysage avec facilité et avec élégance. On sait ce qu'étaient alors ces voyages des pensionnaires. On partait gaîment ; mais, après huit jours d'absence, avec quel bonheur on revenait à l'Académie !

La campagne latine a toujours la même beauté. Mais aujourd'hui il n'est pas facile de se rendre compte de ce qu'était Rome entre 1816 et 1820. Les ruines des monumens antiques avaient un caractère tout autre que celui qu'on leur voit à présent. Les Français, pendant leur administration, avaient veillé sur les antiquités, fouillé le sol, fait des découvertes. Dans les dernières années du premier empire, l'arc de Janus Quadrifrons, le Colisée, le Forum de Trajan, la basilique de Constantin, la colonne de Phocas, avaient été dégagés, du moins en partie, et les architectes pensionnaires de l'Académie avaient ajouté à ce que l'on savait avant eux de la disposition des édifices anciens. Alors le travail des artistes primait, je crois, celui des archéologues, et leurs vues avaient

une autorité qui, depuis, est passée aux savans. Mais leurs études, comme leurs fouilles, n'étaient que partielles; elles n'embrassaient pas de grands ensembles. Les ruines, cependant, gardaient leur caractère pittoresque. Plusieurs endroits de Rome, parmi ceux qui devaient offrir le plus d'intérêt aux recherches ultérieures, restaient inexplorés. L'accès même en était difficile; c'était le cas pour une grande partie du mont Palatin. Le Forum était profondément enfoui. Il y a soixante-dix ans, il était encore à peu près tel que Claude Lorrain nous le montre dans sa vue du Campo Vaccino. De quelques points mis à découvert ou seulement sondés, on avait cru pouvoir conclure au reste. On disputait hardiment d'après quelques données éparses; on échangeait, non sans vivacité, des raisons hypothétiques. Et la vérité était là à quelques pieds sous terre.

Mais qu'importait cette vérité à la beauté de Rome! Son charme s'accroissait du mystère, comme du médiocre entretien de ses ruines. Il est certain que ce mélange d'ancien et de moderne, de débris de l'art et de retour à la nature était souverainement pittoresque et a constitué pendant longtemps un des attraits de la ville éternelle.

Les belles découvertes de M. Pietro Rosa sur le Palatin et dans le Forum ont métamorphosé cette région de Rome. Elles ont substitué à l'intérêt pittoresque qu'on y trouvait, un intérêt tout scientifique. La fouille telle qu'elle existe aujourd'hui n'est plus un sujet de rêverie pour le voyageur, c'est un texte historique déployé sous ses yeux. Certes, l'état présent a sa grandeur. C'est aussi un spectacle émouvant que celui qui nous est offert par ce vaste ensemble de débris, par ces substructions qui, encore plantées dans le sol, sont des témoins irrécusables de la vie politique de Rome et de sa splendeur monumentale. Mais les hommes d'il y a quarante ans peuvent opposer à cette majesté paléontologique la beauté pleine de grâce et de contrastes que la ville offrait alors et qui les captivait.

M. Alaux en aura conservé le souvenir dans une suite de lithographies qui ont paru principalement de 1824 à 1827. Elles forment un album publié en partie en collaboration avec l'architecte Le Sueur, qui avait été son camarade à la villa Médicis. On y trouve des sites qui sont restés célèbres, des panoramas bien choisis et présentés avec goût. Une vue de Rome prise du Palatin, une vue du Forum prise du Capitole, Rome dessinée des jardins Farnèse, le temple d'Antonin et Faustine, le Capitole et l'*Ara cœli*, les perspectives du Colisée et du temple de Mars vengeur sont de beaux motifs, dont quelques-uns ont changé d'aspect, mais que les artistes et les historiens mettront un jour à profit. Ce ne sont que des lithographies exécutées avec une extrême simplicité. L'art de la lithographie

a fait depuis bien des progrès, et maintenant il paraît dédaigné. Il était alors dans sa période ascendante, et il a permis à M. Alaux de fixer ces vues qui plus tard seront consultées par ceux qui voudront nous faire connaître Rome telle qu'elle était au commencement du siècle.

Ainsi s'écoula le temps de la pension de M. Alaux. En vivant à Rome, en jouissant de cette *plesante demure* dont Montaigne reconnaissait déjà tout le charme, au milieu des chefs-d'œuvre de l'art et en face d'une admirable nature, les hôtes de l'Académie soupçonnaient-ils le travail politique qui s'opérait autour d'eux? Savaient-ils que de généreux esprits travaillaient au réveil de l'Italie? Avaient-ils entendu parler d'un grand patriote qui publiait un journal appelé *il Conciliatore*, beau titre qu'avec un autre but que la politique intérieure on pourrait reprendre aujourd'hui? Le nom de Manzoni était-il parvenu jusqu'à eux avec celui de Pellico? L'égalité d'esprit qui était un des traits du caractère de M. Alaux et une sorte d'optimisme qui le soutenait, furent-ils troublés, lorsque, au moment où il revenait en France, les Autrichiens occupèrent le royaume des Deux-Siciles et le Piémont? Je ne sais; ses lettres réservées ne nous parlent que de ses études et de sa famille.

III.

Pendant le séjour de M. Alaux en Italie, un grand mouvement s'était opéré dans les esprits. A son retour, en 1821, il trouva le monde des arts profondément divisé : une nouvelle école s'était élevée contre celle à laquelle il appartenait et que l'on considérait comme ayant fait son temps. La querelle des classiques et des romantiques était vivement engagée. Le *Radeau de la Méduse* avait paru au Salon de 1819 et avait fait sensation. L'auteur de cette peinture, Théodore Géricault, n'était pas un inconnu pour M. Alaux : il était élève de Guérin. Admirateur de Gros, il avait d'abord exécuté dans le genre de ce maître le *Chasseur* et le *Cuirassier*. Mais le tableau de la Méduse était une œuvre absolument originale. Un autre novateur plus jeune et qui allait bientôt paraître, Eugène Delacroix, sortait aussi de l'atelier de Guérin. Enfin, un artiste qui, sans faire école, avait déjà, par la souplesse de son talent, conquis la popularité, Horace Vernet, avait étudié chez Vincent. Il semblait naturel que M. Alaux fût attiré dans un milieu brillant où il avait tant d'attaches, et qu'il suivît le mouvement que ses condisciples imprimaient au goût et à l'opinion. Il n'en fut rien cependant. C'était plus tard, d'une autre manière, que les idées nouvelles devaient exercer sur son talent une influence heureuse.

Il s'était aussi produit, pendant ces dernières années, un fait

considérable, mais dont il devait plus difficilement apprécier la portée : on avait commencé à méditer et à raisonner sur l'art et sur son principe. Vers la fin de l'empire, Mme de Staël, en publiant son livre sur l'Allemagne, nous avait fait connaître Kant et Schelling. Dès les premiers temps de la Restauration, la science du beau avait pris place dans le haut enseignement; Cousin, en étudiant les formes de l'idéal, lui avait consacré à la Sorbonne d'éloquentes leçons. Bientôt le cours du jeune maître avait été fermé. Mais la philosophie n'en était pas morte : la persécution lui avait donné une importance politique. Elle se répandait dans un monde choisi. Elle y répondait à un besoin de doctrine, et Jouffroy se préparait à ouvrir dans une pauvre chambre, devant un auditoire composé de la fleur de la jeunesse libérale comme dans un conciliabule, un cours d'esthétique. Les idées et les théories artistiques occupaient maints esprits, et ce travail de la pensée s'étendait aux artistes, qui, eux, en faisant des systèmes, philosophaient sans le savoir.

Fort occupé, semble-t-il, de son frère qui s'embarrassait dans ses entreprises, M. Alaux n'exposa point en 1822. Le Salon de cette année, regardé comme assez ordinaire en son temps, est cependant plein d'intérêt pour nous. En effet, les artistes, jeunes encore, qui représentent l'école classique, Drölling, Picot, Couder et d'autres encore, y font bonne contenance. Heim y envoie le *Martyre de saint Hippolyte;* Hersent, une œuvre d'un sentiment doux et pur : son tableau de *Ruth et Booz*. Gérard expose *Corinne au cap Misène*, où des esprits inquiets signalent des tendances romantiques. Ary Scheffer et Delaroche hésitent encore. Mais Delacroix débute avec la *Barque de Dante* et attire fortement l'attention. Le moment est décisif; les questions d'art passionnent les esprits. La critique prend aussi une grande importance. C'est par elle que les écoles formulent leurs prétentions. Ses polémiques violentes aggravent les désaccords et poussent à l'émiettement de l'art. Parmi ceux qui écrivirent alors sur l'exposition et au premier rang, parut un jeune méridional dont la facilité à tout embrasser était pleine de promesses. Avec vivacité et sur un mode élégant, M. Thiers rendit compte du Salon dans *le Constitutionnel*. Il ne faut pas oublier cet essai; il est encore intéressant à consulter. Étant donnée la situation que l'auteur avait déjà, c'est un document caractéristique. Il a tout d'abord ce mérite de nous faire connaître quelles étaient alors les idées d'un public éclairé, quelle était, en matière d'art, l'opinion d'une certaine élite. Il reflète l'esprit d'un milieu sincèrement libéral, mais qui, bien que favorable au mouvement romantique, était loin de lui accorder toute liberté. M. Thiers loue fort bien Delacroix; mais il a sur la correction du dessin et sur la beauté des formes des données qui étaient alors répandues, dont témoignent plu-

sieurs des critiques du temps, mais qui nous sont devenues complètement étrangères. Qu'est-ce que la belle forme? Sur ce point, nous aurions peine à nous entendre aujourd'hui. Sans viser à trop de conséquence dans ses jugemens, l'auteur, on le remarque, a besoin de se montrer philosophe. Ses premières pages sont à relire : elles contiennent un exposé de principes. On y voit clairement l'influence de Cousin, et quoique M. Thiers ne semble pas avoir très bien pénétré la doctrine du maître, on reconnaît qu'il a lu ces leçons de 1818 dont M. Janet a si utilement rétabli le caractère. Il s'en inspire dans ses déclarations. Il possède la formule du Vrai, du Beau et du Bien, et la théorie de l'expression ne lui est pas étrangère. Mais ce qui paraît surtout dans ce préambule, c'est la notion de l'idéal que Cousin avait ramenée dans la philosophie française. Cependant les opinions contraires avaient aussi des interprètes convaincus. On faisait assaut d'argumens. Mais, au fond, ce que je veux observer, c'est que la critique alors n'allait pas sans beaucoup de raisonnemens; et ce n'était pas son privilège exclusif.

En même temps, en effet, un phénomène nouveau se produisait dans les arts. L'esprit de système commençait à s'y manifester avec une grande énergie. Jusqu'ici cet esprit avait été particulier à la philosophie; mais déjà les artistes prétendaient ne plus travailler qu'appuyés sur des théories. Le romantisme en comportait beaucoup. Il ne se bornait pas à vouloir étendre, au profit de l'imagination, le domaine des choses permises et à ouvrir plus largement le champ de la fantaisie. Il ne se contentait pas de s'inspirer librement de faits quelconques et de considérer la laideur à l'égal de la beauté. Il y avait aussi, dans ses programmes, une large part faite à la science et à l'histoire. Que de points de vue différens! Et avec cette idée qu'une seule qualité, comme un seul genre, suffit à glorifier un artiste, que de sectes possibles et combien de personnalités à venir!

Par suite, il devait en être des artistes comme des philosophes, qui ne semblent des chefs d'école que s'ils sacrifient tout à un seul côté des choses, l'esprit à la matière ou la matière à l'esprit. Jusque-là, il avait paru que, pour être un maître, on dût posséder toutes les parties de son art. On croyait que la perfection résidait dans un ensemble de qualités et dans leur harmonie. Mais en 1822 on commençait à ne plus vouloir admirer dans l'art que des qualités isolées : la couleur sans le dessin ou le dessin sans la couleur. La pondération des mérites excitait le dédain et ne paraissait qu'une médiocrité déguisée. On avait comme un besoin d'excès, de protestations et de ruptures, d'affirmations et de négations écla-

tantes. Nous avons hérité de ces goûts. Pour nous, pas de grands talens hormis ceux qui sont incomplets. Pour quelques dons heureux que nous pouvons apprécier, nous passons condamnation sur le reste. Et c'est ainsi que s'explique la fortune des œuvres faiblement équilibrées qui font aujourd'hui nos délices.

M. Alaux assista seulement à l'exposition de 1822, et cette même année il était de retour à Rome. Il y devançait Pierre Guérin, son ami et son maître, qui venait d'être nommé directeur de l'Académie de France. Bientôt il s'installait près de lui à la villa Médicis et il y peignait un tableau qu'on venait de lui commander : *Psyché descendue sur la terre par Mercure.* Il était encore à Rome en juin 1824. Son frère était venu l'y retrouver, son frère toujours occupé de théâtres, toujours rêvant de panoramas, toujours sûr de trouver chez son cadet un dévoûment absolu. Le Salon s'ouvrit, cette année, le 25 août, et M. Alaux s'y montra avec le *Centaure* et le *Lapithe* et avec la *Psyché;* il avait trente-neuf ans et il exposait pour la première fois. Ses tableaux furent accueillis avec faveur et ils obtinrent une médaille d'or. Mais ce succès, si mérité qu'il fût, s'effaçait devant celui d'un autre artiste : Ingres avait apporté d'Italie le *Vœu de Louis XIII.* Cette belle œuvre témoignait non-seulement du talent de son auteur, mais encore d'une direction d'études toute nouvelle ; Ingres s'était inspiré directement des maîtres de la Renaissance. David disait : « Raphaël me rapproche de l'antique. » Ce mot résumait bien son objectif borné. Mais, pour Ingres, Raphaël était une expression suprême de l'art au même titre que les anciens.

Au fond, le génie d'Ingres était surtout historique. Il avait, des premiers, associé l'archéologie à l'histoire et il cherchait principalement le caractère. Il est probable que la vue des chefs-d'œuvre de l'art rassemblés à Paris avait développé chez lui un sentiment si nouveau ; le Musée des monumens français ne l'avait pas moins touché que le musée du Louvre. En réalité, son imagination voyait les sujets dans le milieu même auquel ils appartenaient, et, pour les rendre, il se plaçait dans les conditions de l'art contemporain des faits. Son talent vivait ainsi dans une migration incessante. Mais il vivait ; et grâce au sentiment puissant qu'il avait de la nature, le maître était de chaque époque avec l'habileté qui lui était propre et une forme qui sera de tous les temps.

Maintes fois déjà il avait montré cette faculté qu'il possédait d'appartenir, à son gré, à une époque voulue, depuis le *Raphaël et la Fornarina* et le *Pape Pie VII tenant chapelle*, jusqu'à *Charles V, régent de France, rentrant à Paris.* Avec le *Vœu de Louis XIII,* il exposait encore *Henri IV jouant avec ses enfans* et *François Ier recevant le dernier soupir de Léonard de Vinci.* Par la gravité de

son talent, il relevait le genre historique et le plaçait au premier rang. Ses ouvrages suscitaient les appréciations les plus contraires; mais c'était surtout le peintre que l'on discutait. La recherche de la couleur locale, bien qu'elle fût une revendication du romantisme, devenait peu à peu une préoccupation générale. L'influence que les antiquaires avaient exercée sur l'art passait aux historiens.

En somme, dans la philosophie et dans les lettres, tout le travail intellectuel se tournait vers l'histoire. L'art, en cherchant la vérité du fait, perdait sa spontanéité et donnait un caractère documentaire à ses fictions. Les tableaux de sainteté peints par l'école académique étaient purement païens; les novateurs et les croyans sincères ne pouvaient s'en contenter. Ils étaient d'accord pour demander leur inspiration à des sources moins profanes. Les uns recouraient au moyen âge, d'autres à la Renaissance, suivant qu'ils estimaient que l'idée chrétienne avait trouvé à l'une ou à l'autre de ces époques son expression la plus parfaite. Le sentiment religieux prenait donc des formes déjà consacrées par le temps, il était historique à son tour. Pour Ingres, Raphaël était le divin maître. Le *Vœu de Louis XIII* est admirable; mais c'est une œuvre d'art conçue et exécutée dans le style du XVIe siècle.

Très attaché à M. Ingres, dont il admirait profondément le talent, M. Alaux partageait ses idées. Cependant il n'avait pas encore montré dans quelle mesure il en était pénétré. La force et l'occasion lui manquaient pour manifester ses tendances. A ce moment, il peignait des tableaux d'histoire sur des sujets allégoriques. Mais il n'y mettait pas un accent assez énergique et personnel pour exciter de vives critiques ou des admirations passionnées. Il avait déjà beaucoup travaillé sans avoir pu se recueillir. En 1827, il avait terminé pour le Conseil d'état deux grandes toiles : la *Justice amenant l'Abondance et l'Industrie sur la terre*, et la *Justice veillant sur le repos du monde*, ouvrages agréables et faciles qui furent loués quand ils parurent, mais qui se laissaient confondre avec les productions d'autres artistes contemporains. De ces compositions, la seconde est particulièrement heureuse et le clair-obscur en est bien entendu. M. Alaux savait mettre à l'effet; cette qualité a toujours été rare et plus que jamais elle mérite d'être appréciée par nous. Mais ces ouvrages, signalés par la presse du temps, ne donnent aucune idée de l'activité de l'artiste. En 1824, avec les deux tableaux qui commençaient sa réputation, il exposait un *Christ au tombeau* et une *Scène de brigands*. Puis, il avait été chargé de peindre, au Louvre, un plafond qui a pour sujet *Poussin présenté à Louis XIII*. L'exécution en est un peu molle, mais la ressemblance des personnages et les costumes y sont fidèlement rendus. Enfin pendant plusieurs années il fit des lithographies pour les pu-

blications de ses amis Taylor et Nodier : les *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France*. Il s'y montra paysagiste élégant et bon dessinateur d'architecture. Dans ce travail d'illustration il était le collaborateur de Fragonard, de Cicéri, de Bonington, de Granet et du baron Atthalin dont le talent est fort injustement oublié. La photographie n'existait pas alors. On faisait des dessins, mais toujours avec une certaine idée d'arrangement. Ils sont exacts sans doute; cependant les moindres sont présentés non-seulement comme des documens, mais encore comme des œuvres d'art. Par là, ils sont d'accord avec le texte de l'ouvrage dans lequel l'imagination ne manque pas.

Le talent de M. Alaux allait bientôt trouver sa voie et donner sa véritable mesure. La création du musée de Versailles est, dans les annales de l'art français, un fait dont on n'apprécie pas suffisamment l'importance. La destination qui lui fut donnée dès le principe répondait à un besoin des esprits. Sa fondation coïncidait avec l'institution de la commission des monumens historiques et de comités ayant un objet analogue et qui existent encore. Ainsi les intérêts de l'histoire et l'histoire elle-même devenaient un intérêt public et se trouvaient représentés dans les services de l'État. L'idée d'établir un musée historique sur un plan aussi vaste était nouvelle. A la fin du règne de Louis XVI, le surintendant d'Angivilliers avait bien eu en vue la formation d'une galerie dans laquelle les faits mémorables de notre histoire eussent été représentés. Tous les ans, quatre tableaux devaient être commandés dans cette intention aux meilleurs artistes. Ce projet était en cours d'exécution au moment de la révolution. Sous l'empire, à l'occasion de l'exposition décennale, on voit que tout un ordre de récompenses avait été prévu en faveur des « ouvrages représentant des sujets honorables pour la nation. » Mais il ne semble pas que l'on ait eu la pensée de les réunir un jour. La conception du musée de Versailles était donc originale et elle avait de la grandeur. Ce musée, qui consacrait au moyen de l'art le souvenir de nos gloires, était destiné à exalter le patriotisme de la nation en lui montrant la suite ininterrompue de ses fastes dans leur antique et imposante majesté.

Le rapport dans lequel le comte de Montalivet, intendant général de la liste civile, justifiait la nouvelle destination à donner au palais de Versailles est remarquable. Il est du 29 août 1833 ; les conclusions en furent adoptées, le 1er septembre, par le roi Louis-Philippe. C'est un document vraiment administratif; tout est y prévu, il n'y a plus qu'à passer à l'exécution. L'architecte Neveu a étudié dans toutes ses parties le projet soumis au roi. M. de Montalivet expose quel sera l'aménagement des locaux, quelle sera la distribution des ouvrages dans les salles anciennes et nouvelles; il parle

de la nécessité qu'il y a, pour avoir des séries complètes, de faire aux artistes de nombreuses commandes et de leur fournir ainsi l'occasion de rehausser la gloire de l'École française. C'est l'honneur du roi d'avoir conçu ce projet et d'en avoir arrêté le plan. C'est sa pensée que « Versailles présente à la France la réunion des souvenirs de son histoire et que les monumens de toutes nos gloires y soient déposés, et environnés ainsi de la magnificence de Louis XIV. » Et tout cela est juste.

Quoi qu'on en ait dit, le musée de Versailles n'a pas été une création ordinaire. Sans doute, il n'y avait pas assez d'artistes de grand mérite pour remplir, rien qu'avec des chefs-d'œuvre, le programme que l'on avait conçu. Il fallait un peu prendre de toutes mains, pourvu encore qu'elles fussent habiles, et les habiles mains ne manquaient pas. Les contemporains se sont plaints bien haut qu'il y eût des disparates et des faiblesses. Mais à distance ces inégalités s'effacent. Il en est du musée de Versailles comme d'autres entreprises accomplies avec une rapidité nécessaire. Ainsi, la frise du Parthénon, œuvre politique et religieuse de premier ordre, n'est pas, non plus, parfaite dans toutes ses parties. On y distingue la main de plusieurs artistes, et, dans le nombre, il y a en qui, bien qu'Athéniens et travaillant sous la direction de Phidias, n'ont montré qu'une habileté relative. Néanmoins, on admire l'ensemble ; et, pour Versailles aussi, admirer l'ensemble est de toute justice.

Il faut aussi le reconnaître, la création du musée de Versailles a été un grand bienfait pour les arts ; elle a donné l'occasion à beaucoup de talens de paraître et aussi de se renouveler. Les programmes historiques étaient une épreuve. Plusieurs artistes qui semblaient avoir dit leur dernier mot devenaient, en les traitant, des hommes nouveaux. Heureux effets des études sérieuses et de la vérité quand elle est sincèrement cherchée ! On retrouvait dans leurs œuvres, avec le talent acquis, le mouvement et la vie. Affranchis de l'antique, et libres devant la nature, nos peintres paraissaient devenir plus français. De là toute une suite d'ouvrages qui ont honoré Couder et Cogniet, et d'autres encore parmi lesquels M. Alaux, lui aussi, a pu montrer tout son mérite. En effet, vers 1830, après de grands efforts et une abondante production, il restait avec la réputation d'un décorateur habile. Ce renom, qui semblait le faire déchoir, décida de sa carrière. Il avait toujours eu des attaches avec la famille royale. Dès 1814, on voit par une lettre adressée à son ami Taylor, alors garde-du-corps dans la compagnie de Wagram, qu'il aspirait à devenir peintre du duc d'Orléans. Plus tard, sa figure de *Cadmus* avait été achetée pour la galerie du Palais-Royal. Grâce au fidèle Taylor, sans doute, il n'avait jamais été oublié. Lorsque les travaux du

musée de Versailles furent décidés, il fut appelé des premiers et il exécuta nombre de motifs de décoration pour les salles : dessus de portes, trumeaux, compositions historiques, allégories mêlées à des ornemens. Bientôt des commandes plus importantes lui furent confiées, et il s'en acquitta brillamment. En 1835, il exposa le portrait équestre du maréchal de Rantzau, plein de physionomie et qui représente avec beaucoup de vraisemblance et de vigueur ce guerrier qui, ayant perdu une jambe, un bras et un œil, ne cessait d'exercer des commandemens dans les armées. En 1836, il envoyait au Salon un autre portrait équestre, aussi destiné à la salle des maréchaux : celui de Charles II de Cossé-Brissac. L'année même de l'inauguration du musée, en 1837, il achevait une grande toile : la *Bataille de Villaviciosa;* puis successivement on vit paraître, aux deux Salons qui suivirent, *Valenciennes pris d'assaut par Louis XIV* et la *Bataille de Denain.* Chacun de ces ouvrages marque sur celui qui l'a précédé un progrès sensible : tous tiennent parfaitement leur place dans la galerie des batailles. Le dernier surtout est des plus remarquables. La composition en est héroïque et sans emphase. Les mouvemens sont hardis, mais exempts d'exagération. Les costumes de 1712 sont de la plus grande justesse. Les lecteurs de la *Revue* n'ont pas oublié les belles études de M. Charles Giraud sur la campagne qui fut couronnée par la victoire de Villars; on sait le détail de cette action mémorable. Le moment choisi est celui où le maréchal, à la tête des régimens de Navarre et de Dauphiné, force les défenses du camp ennemi. Le travail de M. Alaux a précédé de plus de vingt ans celui de l'historien; et l'historien, je crois, ne pouvait qu'être satisfait de l'œuvre de l'artiste.

J'arrive aux ouvrages qui, d'un avis unanime, ont assuré la réputation de M. Alaux : je veux parler des trois tableaux représentant *les États généraux de 1328, l'Assemblée des notables tenue à Rouen en 1596* et *les États généraux de 1614.* La salle spéciale dans laquelle ils sont placés est décorée de seize compositions sur mur qui représentent les autres assemblées de même ordre, tenues depuis 615 jusqu'en 1767. Ces petits tableaux sont aussi de la main du peintre et ils sont tous composés à merveille. L'auteur était entré dans la plénitude de son talent.

Je ne veux pas discuter les programmes et me demander si le nom d'États généraux convient bien à l'assemblée de 1328. De quelque nature qu'ait été cette consultation, elle a eu une grande importance, puisqu'elle a confirmé le principe de la loi salique et écarté les prétentions qu'Édouard III d'Angleterre élevait sur le trône de France. La séance eut lieu à Paris, dans l'église Notre-Dame. Ce fut là que la question fut débattue et tranchée, sur l'avis des jurisconsultes. M. Alaux a bien rendu cette scène. Philippe de Valois,

déclaré régent du royaume, entouré des barons, des principaux prélats et des légistes de la couronne, occupe le milieu de l'église à la croisée des nefs ; la foule des assistans remplit l'espace qui n'est pas défendu par des barrières et accueille par des acclamations la décision qu'on lui fait connaître. De ce côté, la scène est pleine de mouvement. Les types sont vrais, ou du moins conformes à l'idée que nous pouvons nous faire de nos aïeux. Les têtes et les mains sont bien traitées, les costumes sont fidèles. Au moment où ce tableau fut exécuté, l'opinion n'était pas encore formée sur l'application de la peinture à la décoration des édifices au moyen âge. Les murailles ont donc la couleur de la pierre. On n'a pas, non plus, pensé aux vitraux. Mais ces inexactitudes n'ont pas nui au tableau et ont permis de placer le centre de la composition dans une vive lumière. L'effet est bien entendu et bien rendu. Toute différente est *l'Assemblée des notables de 1596*. La scène, ici, est moins conjecturale, parce qu'elle est décrite dans le *Cérémonial français*. Le peintre a suivi scrupuleusement cet ouvrage. La séance a lieu dans une salle carrée de l'abbaye de Saint-Ouen. Il y a des fenêtres à droite et à gauche : ces dernières seules éclairent la pièce ; les autres ont leurs rideaux fermés. Le jour se porte donc sur un côté de l'assistance. Le fond est dans la demi-teinte ; les parties qui sont sous les fenêtres et sur le premier plan sont dans une ombre transparente. Tout cela est parfait. L'effet est calme, l'harmonie sourde et un peu violacée. L'impression est juste ; c'est celle d'une réunion d'hommes qui délibèrent avec gravité.

Le tableau des *États généraux de 1614* a aussi sa physionomie à part. Il a beaucoup plus de mouvement que le précédent. La scène se passe dans la grande salle du Petit-Bourbon que le *Cérémonial français* a décrite avec soin. C'était un vaisseau long, garni de chaque côté d'arcades et d'un double rang de balcons. Le jour arrivait de toutes parts dans cet intérieur de pierre : les dispositions permettaient qu'il y eût foule, et, pour la circonstance, on avait construit des estrades qui permettaient que les assistans fussent plus nombreux. L'artiste a respecté toutes ces conditions, et il en a tiré profit. Son tableau a le double caractère d'une assemblée et d'une fête : c'est une séance solennelle et brillante, c'est un milieu animé et riche. Le caractère du temps est parfaitement observé.

Ces trois ouvrages sont remarquables par la mise en œuvre. Dans tous trois, le point de vue, placé haut, permet d'embrasser la scène entière. Chaque personnage, chaque ordre et chaque classe de personnes occupe bien la place qui lui est attribuée par les documens les plus dignes de foi. Évidemment, les compositions ont été faites sur plan : l'aspect en est toujours très net et la

perspective excellente. On peut dire aussi, à leur louange, qu'elles sont d'un sentiment très décoratif. Dans toutes, l'effet, quoique varié, présente bien la clarté flottante des grands intérieurs, sans aucune affectation dans les oppositions de la lumière et de l'ombre. Enfin, il règne dans ces tableaux un air d'aisance et de sécurité qui dénote un peintre en pleine possession de son talent, un artiste qui a trouvé sa voie, un homme heureux.

Heureux, M. Alaux l'était en effet. Il avait contracté une union qu'il avait longtemps désirée, et il semble que l'on retrouve, parmi les jeunes femmes qui occupent les tribunes des États de 1614, l'image de sa charmante compagne. Les tableaux des *États généraux* obtinrent un grand succès et furent loués comme ils méritaient de l'être. A la vérité, quelques critiques qui, jusque-là, avaient attaqué l'artiste avec persistance, crurent pouvoir, cette fois, le passer sous silence. Mais il eut pour lui tout le monde, et nul doute que, si une place eût alors vaqué à l'Académie des Beaux-Arts, il n'eût été appelé à l'occuper.

Le roi Louis-Philippe suivait avec un intérêt très vif les travaux destinés aux galeries de Versailles. Il veillait à la rédaction des programmes et faisait faire les recherches nécessaires à leur exécution. Il accorda une attention particulière aux *États généraux*. M. Alaux, pour les peindre, s'établit dans les combles du Louvre. en face de l'Institut. Les renseignemens ne lui manquaient pas : c'étaient des gravures et c'étaient des textes. Souvent ces autorités venaient lui donner tort et contredire ce qu'il avait cru pouvoir imaginer. De là des retouches fréquentes, mais aussi des modifications qui, tout au moins, tournaient à l'honneur de la vérité. Le roi venait voir les tableaux et faisait ses observations. Cela se produisit à propos de *l'Assemblée de 1596*. M. Alaux y avait introduit une tenture rouge. Un jour, le roi apporta la preuve que la salle était tendue de bleu. Chagrin de M. Alaux! « Mais, disait-il plus tard, une fois le changement opéré, je trouvai que mon tableau faisait mieux. » A la suite du Salon de 1841, M. Alaux reçut la croix d'officier de la Légion d'honneur. A cette occasion, le roi lui dit : « C'est moi qui y ai pensé. »

Au souci des choses de l'histoire, que l'on avait en haut lieu, répondaient aussi des actes administratifs. Le service des monumens historiques avait la charge de conserver nos édifices nationaux et de les restaurer. L'intendance générale de la liste civile entreprit de veiller également sur les œuvres d'art et de les sauver de la destruction quand le temps et les hommes les auraient mises en péril. Aucunes n'étaient plus compromises que celles qui servaient à la décoration du palais de Fontainebleau. Pendant les deux règnes précédens, Fontainebleau avait été négligé : il avait eu, sous

l'empire, une notoriété dont il portait la peine. La galerie d'Henri II était peut-être la partie du château qui avait le plus souffert. Les dalles de pierre qui servaient de couverture à la voûte laissaient passer l'eau; les murs étaient salpêtrés et il n'y avait plus de vitres. Les enduits, détachés de la muraille, étaient tombés par places, et leurs crevasses servaient d'asile à des essaims de chauves-souris. Une bonne administration ne pouvait laisser les choses en cet état : la restitution de la galerie fut, un jour, entreprise. Les peintures du Primatice, qui la décorent, réclamaient des soins immédiats. Peut-être ne comprenait-on pas bien encore tout leur mérite. M. Alaux, chargé de les remettre en état, nous les a vraiment fait connaître, grâce à son intelligence historique et à la souplesse de son talent. Il les a sauvées de la ruine et il nous a permis de les juger et d'en jouir. Restaurer! C'est un mot dont notre siècle a, le premier je crois, bien compris la portée. Je ne veux pas dire qu'il ait toujours réussi à réaliser tout ce que ce mot implique. Tant il est difficile, avec la sincérité la plus parfaite, de voir les choses telles qu'elles sont, et délicat, même en étant très habile, de s'y raccorder! Mais, du moins, la théorie est établie. On sait que c'est une œuvre de science et d'abnégation. Réparer ce que l'injure du temps a détruit, et cela avec une observation si exacte, une si parfaite pénétration de l'esprit de l'œuvre compromise que, ce travail achevé, on ne puisse distinguer, dans l'ensemble, les retouches et les reprises des restes originaux et authentiques, tel est le travail de celui qui entreprend de rétablir les choses anciennes dans leur vérité.

Déjà la galerie avait été restaurée sous Henri IV et sous Louis XV. Cette fois, la tâche consistait non-seulement à remplir les vides, mais encore à faire disparaître les retouches : c'est d'une véritable réfection qu'il s'agissait. Jamais la peinture du Primatice n'avait couru un aussi grand danger. Il était à craindre qu'un élève de l'école de l'empire, à tout prendre, ne vît rien, dans la libre élégance du maître et dans ses formes un peu abandonnées, rien autre chose que des fautes de dessin. D'ailleurs, que devait-il penser du style même de l'œuvre? Les sujets en sont empruntés à la fable, mais rien n'est plus éloigné de l'antique que cette manière de traiter la mythologie.

Ce fut avec un tact exquis et le plus infatigable scrupule, avec une habileté pratique consommée, que M. Alaux s'acquitta de sa tâche, j'allais dire de son devoir. Entouré de gravures, ayant à sa disposition des dessins originaux qui, bien que ne se rapportant pas directement à la galerie, faisaient revivre à ses yeux l'esprit de l'auteur; soutenu par sa conscience et par la faculté qu'il avait d'admirer les choses en leur lieu, aidé par son exécution aisée, il remit

la galerie dans toute sa fraîcheur. Il se fit aider dans son travail par quelques artistes d'espérance qui furent pour lui des disciples et des témoins. Un d'eux, Isidore Pils, puisa dans cette collaboration le goût décoratif dont il a donné les preuves en maintes places, et particulièrement à l'Opéra. A voir l'ensemble de l'œuvre et son harmonie, on ne penserait pas que plusieurs figures, et même des morceaux importans, sont complètement modernes. Toute la partie supérieure du *Festin des dieux,* par exemple, a été refaite de toutes pièces. Mais, en somme, rien n'est resté d'un caractère incertain : tout appartient au Primatice. La restauration est parfaite; on peut la considérer comme un exemple.

Je veux encore appeler l'attention sur un ouvrage de M. Alaux qui est peu connu en France, et qui, certainement, mérite de n'être pas oublié. C'est un tableau qui représente le roi Louis-Philippe recevant la députation de la cité de Londres, lors de la visite qu'il rendit à la reine d'Angleterre. On y voit une suite de portraits dont les études à l'aquarelle sont restées longtemps en la possession du peintre : visages et physionomies du caractère le plus frappant, rendus avec une délicatesse et un esprit rares, et qui montraient le talent de l'auteur sous un jour nouveau. M. Alaux eût été un très bon portraitiste. En effet, chaque personnage a son type et ce type est celui de sa race. Je me souviens du lord-maire, qui était alors M. Magnay, de plusieurs des *aldermen,* forts, hauts en couleur, et par contre de notre ambassadeur, M. de Sainte-Aulaire et du baron Fain. C'était une galerie vivante. Il me semble la voir, et je ne crois pas me tromper en disant qu'elle offrait le plus vif intérêt. Nul doute que le tableau auquel elle a servi de préparation ne soit lui-même remarquable et n'ait aussi le mérite d'une extrême fidélité.

Telles sont les principales productions de M. Alaux : elles ont surtout une valeur historique. Elles montrent bien quel profit l'art peut tirer de son alliance avec l'histoire. D'une part, la connaissance du passé, intervenant dans la création d'œuvres rétrospectives, donne à celles-ci l'autorité des choses anciennes et une vraisemblance qui se rapproche de la vérité. D'un autre côté, cette même connaissance, appliquée à des restaurations, aide à conserver aux ouvrages de nos devanciers leur véritable caractère. Enfin la conscience historique fait que la représentation de sujets contemporains est une source d'informations à laquelle nous recourons déjà nous-mêmes. Cependant, en remplissant ces diverses tâches, M. Alaux a gardé une juste mesure : il est resté artiste tout en se montrant historien. Ses œuvres, bien renseignées, ne sont point pédantes. Le document ne s'y montre pas comme le ferait dans un écrit quelque citation importune ; il est subordonné à l'ensemble,

participe de la vie du sujet et rentre dans l'unité qui est une des conditions de l'art. Quand il a eu à restituer une œuvre ancienne, il s'est rendu l'esclave, mais l'esclave intelligent de l'original, dont il sentait que l'honneur, autant que la conservation, étaient entre ses mains. En comparant les peintures de Fontainebleau aux gravures les plus accréditées pour rappeler leur état primitif, la savante abnégation de M. Alaux devient, je crois, manifeste. Enfin, le tableau de *la Réception de la corporation de Londres par le roi Louis-Philippe* est à son tour un document que les artistes et les familles seront, plus tard, empressés de consulter.

Chez M. Alaux, le travail du pinceau est aisé et sans affectation aucune. C'est une peinture qui ne cherche pas à se montrer. Je sais gré à l'artiste de ne pas m'occuper de lui par des recherches de métier. En dépit de ce que l'on peut dire, le moi, quand il se montre dans les arts, autrement que par la supériorité du sentiment et par l'excellence de la forme, est de peu de valeur. Il y a des habiletés matériellement voyantes qui sont de véritables hors-d'œuvre. M. Alaux était un praticien habile ; mais ce n'était pas à cela qu'il faisait consister le mérite du peintre d'histoire. De même aussi, ne prétendait-il pas faire tout céder à sa personnalité. La sienne restait toujours subordonnée au programme qu'il avait accepté, et il me semble qu'en cela il était parfaitement logique. Bien représenter les faits dans les conditions où ils se sont passés, nous les montrer à leur date et dans leur milieu, c'est l'originalité de l'artiste-historien, originalité qui naît du sujet même, qui ne risque pas de nous lasser par monotonie et qui, changeant à chaque œuvre nouvelle, se manifeste par un inépuisable renouvellement.

La peinture de M. Alaux a cette qualité de ne point détourner l'attention à son profit. Elle est souple et claire. Elle est abondante et discrète : vraie peinture de faits simple et juste, excellente *ad narrandum* et qui rappelle le style limpide des meilleurs historiens.

IV.

Les années qui s'écoulèrent entre 1827 et 1843 furent pour M. Alaux les plus belles de sa vie. Il avait obtenu des succès de plus en plus brillans et il ne pouvait méconnaître que son talent ne se fût grandement développé. Il était entré dans une famille honorable et qu'il connaissait de longue date, en s'unissant à une personne accomplie. Entouré de douces affections, il voyait grandir à son foyer une fille douée dès son enfance des talens les plus gracieux. Un bonheur aussi parfait ne pouvait être que fragile. La charmante jeune fille fut enlevée à ses parens par une

maladie de langueur, et une douleur sans remède remplit pour toujours les deux cœurs aimans qui avaient enveloppé cette enfant unique du tendre concert de leur amour. Mais, comme un adoucissement à leur peine, il leur restait à tous deux un sentiment rare après une semblable épreuve, sentiment qui allait bientôt trouver à s'épancher : ils aimaient la jeunesse.

Vers ce triste moment, la direction de l'Académie de France à Rome étant sur le point de vaquer; on fut généralement d'avis que M. Alaux convenait à cette situation importante. En vérité, quand on y songe, personne n'était mieux préparé que lui à bien remplir les obligations qu'elle impose. Ses travaux par leur variété lui avaient donné une connaissance de la théorie et de l'histoire de l'art, peu commune parmi les artistes de son temps. Il avait beaucoup pratiqué et aussi il avait beaucoup appris. Son esprit s'était singulièrement ouvert et son jugement beaucoup exercé. Les études classiques, il les avait faites aussi bien et mieux que la plupart des peintres contemporains. De plus, n'avait-il pas abordé la peinture historique avec succès? et n'avait-il pas rétabli avec une compétence indiscutable l'ouvrage d'un maître de la Renaissance? Passionné pour son art, il s'était rendu maître de tous les styles, et il était capable de s'y plier. Cette sorte d'érudition le rendait le plus libéral des hommes. Si l'on joint à cela la grande expérience qu'il avait acquise de la vie d'artiste, de ses illusions et de ses traverses, on reconnaîtra qu'il était le directeur le plus éclairé que l'on pût choisir. Tandis que secondé, comme il devait l'être, par son excellente compagne, il allait rendre, autant qu'il était possible, aux jeunes artistes, appelés à vivre autour de lui, les douceurs de la famille.

M. Alaux fut nommé directeur en 1846, et il vint occuper son poste au commencement de 1847. Il succédait à M. Schnetz qui, avec des qualités différentes, était entouré par les pensionnaires d'une grande sympathie. C'est alors que je vis M. Alaux pour la première fois. Il avait soixante-deux ans. C'était un homme de taille moyenne. Sa tête était forte. Son visage large était éclairé par des yeux pleins de finesse et par un sourire des plus bienveillans. Ses vêtemens étaient longs et son chapeau de forme un peu basse. Il s'appuyait sur une canne et avait la démarche lente d'un vieillard; et l'on disait qu'il avait toujours été ainsi.

Il prit aussitôt son attitude d'ami des études et de directeur paternel. Il connaissait parfaitement les traditions de l'Académie et se plaisait à la vie qu'on y mène, profitant des occasions qui lui faisaient avec les pensionnaires des relations aisées. Il aimait à parler sur les arts, ce qui n'était pas une mauvaise disposition chez un directeur et ce qui, en tout cas, était assez nouveau pour nous.

Il le faisait avec simplicité et abandon, avec une profonde admiration pour les maîtres et une modestie personnelle très sincère. Il se plaisait aussi à s'entretenir de la technique : avec les architectes, de la perspective dont il connaissait toutes les applications; avec les sculpteurs, de forme et aussi de la polychromie, dont il devait plus tard faire des essais ; avec les peintres, de tout ce qui intéresse l'exécution, depuis la préparation des toiles et des couleurs, jusqu'aux procédés les plus délicats dans lesquels le travail de l'esprit et celui de la main se tiennent de plus près; ayant sur ces derniers sujets toutes les préoccupations et toute l'expérience d'un praticien consommé.

Avec tant de qualités, il était d'un abord facile; on pouvait l'approcher à toute heure. Il savait entrer dans les vues des jeunes artistes, les soutenir dans leurs entreprises en apportant aussitôt les raisons et les exemples les plus propres à les aider dans leur travail personnel. Quand il invoquait sa propre expérience, ce n'était pas pour se donner comme un modèle, mais au contraire pour rappeler quelque tentative qui lui avait peu réussi. Sa complaisance était inépuisable ; et cette bonté, jointe à beaucoup de sûreté et de finesse, faisait de lui le meilleur et le plus utile des conseillers.

Si je me souviens bien, les études des pensionnaires étaient alors engagées dans une voie très simple. Elles n'étaient ni compliquées par l'imitation de l'antique, ni troublées par la préoccupation décevante de se faire à tout prix une personnalité. Le sentiment qui dominait tous les autres était l'amour de la nature, relevé par le choix d'un sujet. On s'efforçait de trouver un modèle qui répondît à une donnée que l'on caressait dans son esprit ; ou bien, on concevait une idée à propos d'un modèle que l'on avait rencontré. Il est resté de ce temps et de cet esprit quelques traces dans des ouvrages que peut-être l'on regarde encore.

Le temps était favorable à cet amour du naturel idéalisé. On vivait à Rome d'une vie à la fois réelle et mystique : on était en présence des plus nobles aspirations qui pussent exister sur la terre. Les premières années du pontificat de Pie IX donnaient aux esprits un généreux essor. Les actes du pape éclairaient le temps présent d'une lumière divine et ouvraient à l'avenir les plus brillans horizons. L'indépendance de l'Italie, que le pape rêvait alors, apparaissait comme un événement assuré : les institutions libérales, dont il voulait doter ses états, étaient un exemple pour le monde. Dans une pensée de clémence et de réparation, il avait donné une amnistie, qui fut accueillie par un élan d'amour, fêtée avec un enthousiasme dont les manifestations égalaient en beauté les triomphes chantés par les poètes. La gratitude et l'admiration

qu'inspiraient de tels actes pénétraient les cœurs et faisaient de Rome un milieu dans lequel il était bon de vivre et où s'exaltait notre jeunesse. Amour de la patrie, amour de la liberté, amour des hommes, ferme confiance que le progrès allait s'accomplir au milieu de la paix universelle, tels étaient les sentimens dont se nourrissaient les âmes. Telle était l'atmosphère morale dont nous étions enveloppés.

La révolution de février vint donner aux idées une autre direction. L'année 1848 est déjà loin de nous; mais on ne peut oublier combien elle fut féconde en événemens d'une gravité immédiate et d'un sens prophétique. Le fait en lui-même n'aurait pas dû nous surprendre. Près de nous, les insurrections de Livourne, de Palerme et de Naples en avaient été le prélude. Des constitutions avaient été arrachées aux gouvernemens des Deux-Siciles, de Piémont et de Toscane. Mais la révolution de France vint donner aux choses leur signification véritable. Les opinions que l'on croyait simplement libérales se montrèrent comme des revendications démocratiques, et le socialisme parut avec ses théories. En même temps plusieurs peuples se soulevèrent en invoquant le principe des nationalités, dont le triomphe était l'agglomération des populations de même race en de grands états unifiés. On ne peut pas dire que la forme républicaine fût celle à laquelle tendaient ostensiblement les mouvemens qui se produisaient partout à la fois. Mais c'était la révolution partout; et en la voyant éclater de toutes parts avec tant d'énergie, je ne sais si l'on est autorisé à croire que chez nous, comme ailleurs, il eût été possible de la conjurer.

Quel spectacle présentait alors l'Europe! Quelles contradictions et quelles luttes! Quels souvenirs! A cette époque, Rome était loin de Paris et du nord de l'Europe; nous ne pouvions pas bien suivre les événemens. Nous les apercevions seulement par de certains côtés. Ainsi, nous voyions des soulèvemens éclater dans plusieurs capitales et souvent le même jour : le 18 mars, à Stockholm, à Milan, à Berlin; le 15 mai, à Berlin, à Paris, à Naples, à Milan, à Turin, à Rome, à Vienne et jusqu'à Londres. Les émeutes de Berlin, à la suite desquelles le roi Frédéric-Guillaume fut par deux fois contraint de saluer les cadavres des insurgés qui avaient péri dans la lutte, nous causaient une grande impression, parce qu'elles se traduisaient pour nous en de vives images. Cependant le parlement de Francfort s'assemblait et les doctrines unitaires s'y formulaient avec force. Au nom de l'Allemagne, il revendiquait déjà, outre les duchés incorporés au Danemark, la Suisse allemande, la Hollande et le Limbourg, l'Alsace et la Lorraine et bientôt le versant méridional des Alpes. A l'intérieur, il visait à substituer à la confédération d'états existante un état fédéré. La théorie formulée, je crois,

par M. de Gagern, n'allait à rien moins qu'à mettre l'Autriche en dehors d'un empire purement germanique qui tendait à s'agréger autour de la Prusse. Ces idées n'étaient pas nouvelles; elles étaient populaires, et le drapeau rouge, jaune et noir, que les artistes allemands nous montraient à Rome à la faveur de leurs fêtes olympiques, était salué avec enthousiasme des Alpes à la Mer du Nord. Cependant elles étonnaient et il semblait peu probable qu'elles vinssent jamais à se réaliser. Qui pouvait prévoir qu'il y eût là un avertissement pour nous! Ce qui nous frappait davantage, c'était l'état de l'Autriche, parce qu'elle était alors pour les Italiens l'ennemie. Surprenante fut cette manifestation des étudians bohêmes et hongrois, dont la conséquence fut la chute du légendaire M. de Metternich. Horribles étaient les massacres de femmes et de généraux; inouïes les fuites, les rentrées et les abdications des princes; extraordinaires enfin les conflits et les confusions qu'on voyait se produire au sein de cet état bouleversé. Dans l'antagonisme des élémens magyar, slave et allemand, se manifestait l'énergie des nationalités qui, incorporées à l'empire et mises en lutte les unes avec les autres par le pouvoir impérial, finissaient par se tourner contre lui et semblaient le pousser à sa ruine. Ces révolutions et ces guerres mettaient en scène des hommes qui passionnaient l'opinion. On parlait beaucoup du Ban Jellachich, de Bem et de Gœrgey, aujourd'hui plus ou moins oubliés; et on voyait apparaître M. Kossuth dont on parle encore.

Mais notre attention était concentrée sur la France et sur l'Italie. Elle était d'autant plus excitée, que notre situation nous réduisait à n'être, de loin ou de près, que des spectateurs impuissans. A Paris, la proclamation de la République, les journées de Juin, la promulgation de la Constitution et l'élection du prince Louis Bonaparte à la présidence, étaient des événemens qui, selon leur nature, nous émouvaient fortement, mais qui se déroulaient loin de nous. Nous étions également en dehors de ce qui se passait en Italie, quoique nous fussions réellement au milieu des choses. Là aussi, tous nos sentimens étaient mis en jeu. Chaque jour nous apportait quelque grande nouvelle : la proclamation de la république à Venise, l'entrée de Charles-Albert en Lombardie et les premiers succès des armes piémontaises. Bientôt éclatait la révolution de Toscane et enfin celle de Rome, qui nous mettait en face de la réalité. Elle était vraiment redoutable. Le 15 novembre, le comte Rossi fut assassiné, et la ville fut le théâtre de scènes terribles. Ceux qui assumaient la responsabilité du meurtre, précédés d'une bande de musiciens, allaient aux casernes, en faisaient sortir les soldats et, mêlés à eux et fraternisant avec eux, parcouraient les rues éclairées sur leur passage, au milieu des applaudissemens. L'attaque

du Quirinal suivit de près, et à quelques jours de là on apprit que le pape s'était retiré à Gaëte. Étrange situation que la nôtre! Éloignés de notre pays, nous vivions dans Rome comme si nous en eussions été aussi loin que de Paris. Au milieu de faits si graves, notre devoir était écrit. Nous n'avions qu'à poursuivre nos études, à rester fidèles à notre vie commune et à garder une contenance impassible.

M. Alaux nous donnait l'exemple. On peut le croire : la chute du roi Louis-Philippe avait été pour lui la cause de sincères regrets. Cependant son chagrin ne parut que par l'abattement de son visage. Jamais notre directeur ne dit un mot qui pût nous découvrir sa pensée ou qui nous autorisât à des commentaires. Ce sentiment du devoir, cette réserve et cette dignité, lui concilièrent le respect de tous, et même de ceux qui ne pensaient pas comme lui. Les effets de la confiance et de la sympathie qu'il nous inspirait ainsi furent très sensibles au milieu des événemens que nous allions bientôt traverser ensemble.

Dès les premiers jours de l'année 1849, l'Europe présenta un spectacle effrayant. La guerre était partout, sinon en fait, du moins en puissance. Quelles luttes que celles qui mettaient aux prises les sept armées de la Hongrie avec le reste de l'empire et le Danemark avec l'invasion allemande! Quelles délibérations que celles de ces états-généraux, de ces cortès, de ces assemblées, de ces constituantes, de ces parlemens, qui, réunis dès les mois de janvier et de février, élaboraient des chartes, des statuts et des lois au milieu des armes, décidaient de la guerre, chacun ayant foi dans la justice de sa cause! Ce qui rendait extraordinaires ces violens conflits, c'est qu'ils se produisaient, non pas pour satisfaire des ambitions dynastiques, mais pour le triomphe d'idées devenues populaires, au nom de théories politiques ou sociales et surtout au nom du principe des nationalités.

Nulle part, la situation n'était plus grave qu'en Italie. Les travaux de la constituante romaine amenèrent la proclamation de la république, et le gouvernement français répondit aussitôt en déclarant que la république française ne se considérait pas comme solidaire de toutes les républiques qui croiraient devoir s'établir, et que le souverain pontife devait être libre. Les chambres piémontaises votèrent la dénonciation de l'armistice intervenu après la défaite de Custozza; le désastre de Novare suivait de près la reprise des hostilités, et l'ingratitude populaire se déchaînait contre Charles-Albert. Les Autrichiens descendaient sur Rome; les Napolitains se dirigeaient vers les états pontificaux; les Espagnols débarquaient à Terracine pour restaurer le pape. C'était à Rome qu'était le nœud des difficultés communes aux races latines, et c'est là qu'il allait

être tranché. A la solution de la question romaine s'attachaient l'existence du pouvoir temporel, l'indépendance de l'Italie comme nation, et le triomphe d'un régime politique : le système mazzinien.

Tout cela, nous le comprenions ; mais en dehors d'un sentiment patriotique très fort sur lequel nous nous entendions, nous ne faisions pas de politique. Nous avions peu de journaux français. Nous étions abonnés au *Journal des Débats*. Parfois la *Revue des Deux Mondes* arrivait jusqu'à nous. Les communications étaient lentes, et nous n'attendions pas que les nouvelles de Rome nous revinssent de Paris, pour nous faire une opinion sur les événemens : nous nous décidions tout de suite en suivant nos impressions. Il y avait alors à Rome, à côté des journaux sérieux tels que le *Popolo*, le *Contemporaneo* et la *Speranza*, des feuilles comme le *Sommaro*, le *Pallon' volante*, le *Casotto dei burattini*, dans lesquelles se retrouvaient, assombries, la verve satirique de Pasquin et la finesse de Cassandre. Celles-ci nous amusaient un instant ; les autres nous dépassaient. Abandonnés à nous-mêmes et vivant entre nous, nous n'avions aucun moyen d'aller au fond des choses. Ce n'était donc que très imparfaitement que nous savions combien la doctrine de Gioberti et celle de Mazzini étaient ennemies, que nous connaissions à quel point les théories fédéralistes étaient combattues par le système absolu des unitaires. Nous sentions bien qu'il y avait à tout ce qui se passait, de graves raisons. Mais à quels ressorts obéissaient les événemens, nous ne pouvions le pénétrer.

Ce qui nous frappait, c'était la rapidité avec laquelle se transmettait ce que partout ailleurs on eût considéré comme un mot d'ordre. Chaque matin, dans Rome, tout le monde disait la même chose en termes qui étaient les mêmes. Comment pouvait s'établir un pareil accord ? Il fallait bien reconnaître que chacun, selon l'occurrence, devinait ce qu'il convenait qu'il dît, que nous étions au sein d'une nation politique. Aussi avions-nous le pressentiment que l'Italie ne resterait pas divisée et que, en dépit de tous les obstacles, son unité se ferait un jour.

En attendant, nous formions des vœux pour sa délivrance, sans cesser, pour cela, d'être de bons Français. L'année précédente, quelques jeunes sculpteurs qui travaillaient avec nous en camarades s'étaient enrôlés pour cette campagne dans la Lombardie et dans la Vénétie qui devait finir à la capitulation de Vicence. Nous les avions vus partir avec une grande émotion. Lorsque plus tard les événemens prirent une gravité tragique, nous fûmes surpris que l'œuvre de la libération, qui nous semblait naturelle et juste, dût se poursuivre par des moyens que nous réprouvions. Les attentats qui se

produisirent alors, nous les détestions pour eux-mêmes et aussi parce que nous sentions qu'ils compromettaient la cause de l'indépendance italienne. Ignorant la logique des partis, nous avions pensé que tout pouvait se concilier. Nous rêvions de congrès et d'arbitrage. Peut-être étions-nous un peu giobertistes sans nous en douter. En réalité, nous étions des politiques médiocres. Mais aujourd'hui encore nous n'avons rien à désavouer de nos sentimens d'alors. Nous aimions l'Italie et nous aimions la France; nous n'admettions pas qu'elles pussent être ennemies; et je pense que, pour la plupart, nous en sommes restés là.

Qui le croirait? Isolés comme nous l'étions, mais soutenus par l'homme de cœur qui nous dirigeait, nous travaillions sans défaillance. Nos envois réglementaires furent tous terminés et exposés à la villa Médicis le 22 avril. Cependant, autour de nous, les circonstances devenaient de plus en plus difficiles, sans que nous en fussions autrement troublés. Peu à peu nous nous mettions au niveau des conjonctures. L'assemblée nationale française avait décidé l'intervention; le corps expéditionnaire allait bientôt débarquer à Civita-Vecchia. L'émotion était très vive à Rome. Je me souviens qu'un matin on vint nous dire que nous allions être attaqués. Fallait-il donc prendre les armes! Tout compte fait, nous avions deux fusils de chasse et un pistolet sans munitions. Avec cela nous attendions assez gaîment. C'est une grande chose d'être dans le devoir et d'être unis; et nous étions unis par une amitié qui depuis ne s'est jamais démentie.

En réalité, l'Académie était abandonnée à elle-même, et tout devait dépendre de son directeur. Notre ambassadeur, le duc d'Harcourt, avait suivi le pape à Gaëte. Le premier secrétaire était resté dans la ville et semblait en observation près du gouvernement des triumvirs, sans avoir près d'eux un caractère défini. Quant aux Français résidans ou de passage à Rome, personne qui pût leur donner une règle de conduite et les protéger. M. Alaux ne recevait point d'instructions, mais tous les yeux se tournaient vers lui. La villa Médicis était une parcelle de terre française où chacun venait chercher un asile. Nous avions gardé notre drapeau, et dans ce moment critique, par la force des choses, notre directeur représentait la France.

Cependant, Rome se remplissait de défenseurs venus de tous pays. Garibaldi était arrivé : nous avions pu le voir avec sa troupe sur la place de la Pilote. On attendait bientôt les volontaires Romagnols et Lombards. D'un autre côté, le corps expéditionnaire marchait sur Rome. Nos nationaux affluaient à la villa Médicis. Le directeur prit toutes les mesures que lui dictait une sage prévoyance.

Nous donnâmes nos chambres. On fit autant de lits qu'il était possible. Plus de cent personnes mangeaient et dormaient à l'Académie. C'était affaire à nous de veiller à ce que rien ne leur manquât, de satisfaire chacun et aussi, par momens, de calmer les exigences, car plusieurs ne pouvaient renoncer à leurs habitudes et encore moins changer d'humeur.

La situation prit bientôt son caractère d'extrême gravité. Le 30 avril, à onze heures du matin, une vive canonnade, accompagnée de feux de mousqueterie, partit des bastions avancés du Vatican. Nos troupes arrivaient sous les murs de Rome et étaient reçues en ennemies. De loin, à travers les arbres, on voyait briller les armes. La lutte s'étendit à droite dans la vallée qui descend vers le Tibre, et à gauche par la villa Pamfili jusqu'à la porte Saint-Pancrace, où bientôt le silence se fit. Le combat se prolongeait autour du saillant du Vatican. Des parties hautes de la villa Médicis on aperçut, vers deux heures, une compagnie de chasseurs à pied descendre au pas de course vers la porte Angelica, que l'on assurait, paraît-il, devoir être ouverte à nos soldats. Ils furent accueillis par des volées de mitraille parties du fort Saint-Ange, qui s'était tu jusque-là. A ce moment le drapeau rouge fut hissé au sommet du fort, et le gouvernement des triumvirs sembla prendre la responsabilité de la défense.

On sait que l'attaque échoua. Cependant autour de nous s'organisaient des légendes de victoire sans que nous sussions comment. Mais à plusieurs reprises nous étions tenus au courant des péripéties du combat par des officiers envoyés pour surveiller notre attitude. Ils se plaignaient de cette guerre, qu'ils appelaient fratricide et taxaient amèrement notre politique. La journée du 30 avril fut pleine d'angoisse pour les Français réfugiés à la villa Médicis. Aucune situation ne pouvait être plus douloureuse. Réunis par le hasard des circonstances et renfermés dans une ville profondément aimée, mais qu'une armée française assiégeait, ils assistaient à une lutte devenue malheureusement inévitable. Mais on était aux mains, et il ne s'agissait pas d'être neutres. Certes tous ceux qui étaient venus demander asile à l'Académie étaient animés d'un esprit de solidarité absolu et d'un patriotisme ardent. Aucun d'eux, j'en suis sûr, aucun dans le nombre qui n'eût donné sa vie pour assurer le succès de nos armes.

Cependant l'accord était loin de régner parmi eux. Il y avait là des personnes de toutes sortes, et aussi d'opinions très diverses. Il y en avait d'inquiètes et de mornes; il y en avait d'imprudentes et il y en avait d'humeur provocatrice. Plusieurs ecclésiastiques avaient conservé leur habit. Des frères de la doctrine chrétienne

qui avaient pris des vêtemens laïques étaient facilement reconnaissables ; respectés par les uns, ils étaient par les autres regardés de mauvais œil. Il y avait là aussi sans doute des gens chargés de nous observer. L'académie étant sur les murs de la ville, nous pouvions être d'intelligence avec les assaillans et nous préparer à leur donner la main. Rien que sur un tel soupçon, nous risquions d'être envahis. On ne nous menaçait point ; mais comment répondre du sentiment populaire et nous défendre contre des actes isolés? Malgré ces dangers, des discussions étaient engagées. Les affaires de France étaient, dans les colloques, mêlées à celles de Rome. De là des dissentimens et des contestations souvent violentes. M. Alaux, qui avait mis toute la maison au service de ses hôtes, veillait activement à ce qu'ils ne devinssent pas un danger pour elle. Il intervenait pour calmer les esprits surexcités et pour les ramener au sentiment de la situation, à l'exacte appréciation des choses. Sa raison, son patriotisme, son calme, exerçaient une influence qui fut profitable à tous. Il faut ajouter que le dévoûment simple de Mme Alaux inspirait aussi à tous le courage et le respect.

Le soir, les détonations devinrent plus rares et plus lointaines ; le combat cessa. L'armée était en retraite. La nuit fut pénible. On attendait pour le lendemain un retour offensif. Ceux d'entre nous qui dès le matin s'approchèrent du bord de la terrasse qui regarde la ville furent reçus par des coups de fusil. Aucune tentative ne fut renouvelée. Beaucoup de braves gens avaient été tués sous les murs du Vatican. Un bataillon presque entier avait été fait prisonnier à la porte Saint-Pancrace. C'était un revers. Nous le ressentions jusqu'au fond de nos cœurs et de la façon la plus cruelle.

Cependant, la colonie française continuait à demeurer à la villa Médicis, entourée d'une protection très ostensible, mais peu à peu délogée par une garnison. On nous apportait maints complimens de condoléance qui ne pouvaient être bien sincères, et l'on cherchait à nous inspirer la sécurité. Bientôt les nécessités de la défense furent plus fortes que le désir d'user de ménagement, et l'occupation devint complète. L'agglomération de Français qui s'était faite à la villa se trouva dispersée. Le directeur et les pensionnaires allèrent chercher asile au palais Colonna, où avait été notre ambassade. Mais là, non-seulement c'était le désœuvrement absolu, mais encore la vie commune devenue impossible. On ne pouvait même songer à habiter des locaux offrant si peu d'espace que quatorze d'entre nous étaient confinés dans un étroit passage. Les circonstances nous obligeaient donc à cesser tout travail et à nous diviser ; cela était de toute évidence et présentait plus d'un danger. Notre directeur pensait que son devoir était, avant tout, de nous

tenir réunis autour de lui et appliqués à nos études. Ayant la responsabilité de l'institution et de nos personnes, il ne pouvait laisser l'Académie se dissoudre. Aussi, après s'être consulté avec les pensionnaires qu'il trouva unanimement décidés à le suivre, décida-t-il qu'il fallait quitter Rome et essayer de se transporter à Florence ou dans quelque autre grande ville où l'on pourrait, dans une certaine mesure, retrouver les conditions de vie que notre règle nous imposait.

Les démarches pour obtenir l'autorisation de partir devaient être entreprises sans retard. On pouvait le penser, les triumvirs désiraient garder l'Académie, non comme un otage, mais comme une preuve de leur sympathie pour notre pays. Ils voulaient aussi que l'Académie restât pour témoigner, par sa présence, d'une sorte d'adhésion à l'état politique qui prévalait à Rome. Leur théorie était que la république romaine était en guerre avec le gouvernement français, mais non pas avec la France. Comment aborder des hommes qui, sans se refuser peut-être à reconnaître ce que la demande de notre directeur avait de logique, n'étaient pas disposés cependant à en tenir compte? La négociation pouvait ne pas aboutir. M. Alaux, obligé d'être toujours présent là où l'Académie était de fait, m'avait donné pleins pouvoirs pour traiter de notre sortie de Rome. J'allais donc au palais de la Consulte, où résidait le gouvernement, et j'étais introduit sans peine auprès des triumvirs. Ils donnaient audience au fond d'un grand salon qu'il fallait remonter tout entier avant de les joindre. Ils étaient debout. Je crois les voir encore, et d'abord Mazzini avec sa figure ascétique, sa pâleur d'ivoire, son large front sur lequel étaient appliqués ses cheveux noirs et tout son personnage mince, élégant et grave. Près de lui et ne le perdant pas des yeux, Saffi, en uniforme de garde nationale, se tenait immobile et muet. Autour d'eux et toujours en mouvement était Armellini, petit, âgé déjà et ayant le masque ferme d'un légiste romain. J'exposais l'objet de ma démarche et Mazzini me répondait : « Pourquoi vouloir quitter Rome? Vous savez bien que vous n'y êtes pas en danger. L'Académie est une institution française; mais aussi elle est romaine, et nous nous en faisons gloire. S'il en était besoin, nous vous protégerions comme des concitoyens. Et en réalité, nous ne sommes pas en guerre avec la France : nous nous défendons contre ceux qui la gouvernent... » Et à ce sujet un fort beau discours. Sa voix était un peu grêle et légèrement frémissante; une de ces voix qui sont puissantes sur les foules et qu'ont eue plusieurs grands orateurs. J'insistais néanmoins... « Eh bien! soit, disait-il. Mais, vous le comprenez, la ville est en état de siège, et nous ne pouvons rien. Tout est entre les mains

du ministre de la guerre. Voyez le général Avezzana. C'est lui qui commande la défense; lui seul peut vous accorder ce que vous demandez. » Le général se tenait de sa personne au Quirinal. C'était à deux pas : j'y courais. Je déclinai mes qualités et j'étais introduit. Avezzana, l'ex-triumvir génois, était un homme dans la force de l'âge, de taille moyenne et d'une puissante carrure. Son visage, d'expression rude, était gravé de la petite vérole, et son verbe avait quelque âpreté. Il me répondait en gros ce que l'on m'avait dit chez les triumvirs; et ne m'ayant point convaincu, il ajoutait : « Mais il vous faut des chevaux, et ils sont tous réquisitionnés pour le service de l'artillerie. » — « Ne pouvez-vous nous en donner, vous, général? » — « Non, cela dépend du colonel Lopez... Il a son quartier au fort Saint-Ange. » C'était me refuser. Mais il importait de ne rien omettre. Je partais aussitôt, je montais jusqu'en haut du fort, et là, dans une petite chambre voûtée en casemate et remplie de lumière, je trouvais le colonel. Jamais je ne m'étais rencontré avec quelqu'un de plus charmant. Sous le pontificat de Grégoire XVI j'avais vu quelques-uns des jeunes monsignori attachés à la cour papale. On ne pouvait qu'être frappé de la grâce de leurs manières, de leur exquise urbanité, de leur finesse délicate et pénétrante. Plusieurs joignaient à ces qualités les dons de la figure. Tel était le colonel Lopez avec sa distinction et sa politesse accomplie. Je lui répétais fidèlement mon discours. Il m'écoutait aimablement, en faisant de la tête des signes d'assentiment. « Combien avez-vous de voitures? Veuillez me faire la grâce de me montrer votre passeport? » — « Nous n'avons pas de passeport. » — « Ah! disait-il, c'est la première chose. Allez vite au palais Madame en demander un à Marioni. » J'allais encore, mais il fallait attendre. La nuit arrivait, j'errais dans les cours, dans les escaliers, dans les salles remplies de gens fort animés, facilement reconnaissable comme Français, regardé de très près, mais sans aucun contact fâcheux. Après plusieurs heures, je voyais le chef de la police. J'expliquais de nouveau... « Monsieur, m'était-il aussitôt répondu, avant de délivrer un passeport, il nous faut l'autorisation des triumvirs. » Réponse prévue tout à fait correcte, et qui établissait bien notre situation. Évidemment, rien de cela n'était prémédité ; mais nous savions désormais avec qui nous devions traiter. Je me soumettais donc, j'allais rendre compte à mon directeur; et patiemment je retournais à la Consulte et je cherchais à joindre Mazzini.

On ne dormait guère alors et l'on trouvait toujours quelqu'un à qui parler. En vingt-quatre heures, tout s'arrangea. Par lettre du 6 mai, le triumvirat déclara ne voir aucun empêchement à ce que

notre requête fût accueillie et s'en remettre au ministre de la guerre pour la délivrance du passeport et l'octroi des moyens de transport. Au bas, les noms d'Armellini et de Giuseppe Mazzini. Par note additionnelle, signée Avezzana, trois paires de chevaux à prendre dans le régiment du colonel Lopez étaient mises à notre disposition. Notre passeport était collectif. Dix-huit noms y étaient inscrits (1). Nous partîmes, le 8 au soir, par la route de Toscane, qui nous avait été indiquée. Nous n'emportions aucun bagage, et quand nous arrivâmes à Florence, nous étions à bout de ressources. M. Alaux écrivit aussitôt deux mémoires dans lesquels il expliquait sa conduite; l'un fut adressé au ministre de l'intérieur, l'autre à l'Académie des Beaux-Arts. Il alla voir le comte Walewski-Colonna, alors notre ministre près du gouvernement qui attendait le retour du grand-duc. Il en reçut bon accueil, et le comte, en réalité, nous empêcha de mourir de faim. La réponse aux lettres du directeur devait se faire attendre. Nous nous établîmes tous dans un petit hôtel situé dans une rue écartée, et, employant le temps de notre mieux dans les musées et dans les églises, nous nous tînmes à la disposition des événemens. Ils se précipitaient. Le 11 mai, les Autrichiens, commandés par le baron d'Aspre, s'emparaient de Livourne et, par Pise, remontaient à Florence, où tout un corps d'armée se trouva réuni après la prise de Bologne. Le vieux maréchal Radetzky vint l'inspecter et nous montrer ses quatre-vingts ans. Mais nos regards se portaient uniquement sur Rome, dont le siège dura pendant tout le mois de juin. On sait comment la prise d'un bastion, situé près de la porte Saint-Pancrace, mit fin à la défense : Rome fut rendue. Dès que l'événement fut connu, M. Alaux pressa notre retour et réinstalla l'Académie à la villa Médicis. Elle était pleine de soldats. Les jardins avaient beaucoup souffert et les ateliers placés sur le mur d'enceinte et convertis en réduits étaient complètement ruinés : c'était la guerre. Mais le palais était intact. On y retrouva tout ce qu'on y avait laissé, et chacun y rentra en possession de ce qui lui appartenait. Pour nous, nous étions restés unis et nous nous revoyions avec bonheur dans notre chère villa; jamais nous n'avions mieux senti qu'elle était une terre française. Dans des jours critiques, elle avait été un asile : elle avait conservé son drapeau. Ce drapeau, nous le rapportions de Florence, et il flottait de nouveau sur notre foyer. Les

(1) Étaient inscrits sur le passeport : M. et Mme Alaux, MM. Damery, Félix Barrias, Achille et Léon Benouville, Cabanel, peintres; Lequesne, Eugène Guillaume, Maillet, sculpteurs; Charles Garnier, architecte; Delemer, Jean Aubert, Devaux, graveurs en taille-douce; Chabaud, graveur en médailles; Deffès, Duprato, compositeurs de musique, et une personne au service de Mme Alaux.

pensionnaires, fidèles à leurs engagemens, n'avaient pas cessé d'en remplir les conditions formelles; et, de droit, ils reprenaient leur place dans cette maison dont ils avaient conservé l'esprit. De la sorte, l'institution qu'ils personnifiaient avait pourvu à sa conservation. Elle ne s'était pas dissoute et elle n'avait créé au pays aucun embarras. Tout cela, elle le devait à son directeur qui, dans un moment critique, l'avait fortement maintenue et en même temps assurée contre ceux qui l'attaquaient dans notre pays. Cependant, ni de l'administration, ni de l'Académie des Beaux-Arts, M. Alaux ne reçut les témoignages publics de satisfaction qu'il avait mérités.

Mais aussi ses lettres étaient si modestes! Il s'y effaçait volontairement derrière les faits. Et puis en apparence les choses s'étaient très simplement passées. Ainsi s'expliquait sans doute que ses communications eussent été froidement accueillies. La réserve de l'Académie des Beaux-Arts lui fut particulièrement sensible. Cependant, à la rigueur, elle pouvait se comprendre. Les circonstances n'étaient guère moins difficiles à Paris qu'à Rome. Au moment où M. Alaux partait pour Florence, la mission de M. de Lesseps était à son début et l'issue des négociations pouvait être telle que, par voie de conséquence, la détermination du directeur fût considérée, sinon comme fâcheuse, du moins comme trop précipitée. Il n'appartenait qu'au gouvernement de la juger.

En tout cas, les procès-verbaux de l'Académie à cette époque sont curieux à consulter. Ils étonnent au premier moment par leur indifférence apparente. Rédigés avec soin, ils sont le parfait miroir de la vie académique dans son impersonnalité. Comme plus tard en 1870, la compagnie poursuit imperturbablement ses tâches. Pas une séance où l'on ne lise quelques mots de son dictionnaire : *Abeille*, *Accord*, *Adoucir*. La section de musique s'occupe des améliorations apportées au cor par Bartsch. Un correspondant rend compte de la solennité musicale célébrée à Dresde à l'occasion du troisième centenaire de la chapelle royale. Un sieur Philippon adresse à l'Académie un plan d'habitation rurale dont il est l'auteur et demande que, pour récompense de ce travail, il lui soit donné une charrue... Renvoi au ministre de l'agriculture. Tout cela est fort clair. Mais à côté de ces faits divers, les choses plus intéressantes restent un peu obscures, parce qu'elles sont plus compliquées ou plus délicates; un procès-verbal analytique n'est qu'un document imparfait. Et puis alors les communications avec l'étranger étaient lentes. La télégraphie n'était pas internationale, et les courriers mettaient cinq ou six jours à venir d'Italie. Le mémoire par lequel M. Alaux faisait connaître les circonstances qui avaient motivé sa résolution de transporter momentanément à Florence le siège de

l'école de Rome ne fut lu que dans la séance du 19 mai. Évidemment, il émut l'Académie. Une longue discussion s'engagea, nous dit sommairement le procès-verbal, et, selon toute probabilité, les avis se neutralisant, on convint de porter le mémoire au ministre. Huit jours après, le secrétaire perpétuel rendit compte de la réception que le ministre avait faite au bureau de l'Académie. Le ministre s'était montré disposé à protéger l'école de Rome dans ses propriétés et dans ses personnes, ce qui était conforme au vœu de tous. Néanmoins, il fut convenu que l'on écrirait à M. Alaux en exprimant d'une manière générale l'intérêt que la compagnie prenait à sa situation. Encore huit jours, et, dans la séance du 2 juin, sur la lecture d'une lettre du ministre approuvant décidément la conduite du directeur, l'Académie charge son secrétaire d'informer M. Alaux de la teneur de cette lettre. Dans les circonstances où nous nous trouvions, les huit jours qui séparaient les séances étaient bien longs. Ces lenteurs (pouvaient-elles être abrégées?) attristaient notre directeur et nous attristaient nous-mêmes. Sans doute, l'Académie agissait prudemment et si nous eussions encouru un blâme, elle se réservait d'agir d'autant plus efficacement en notre faveur qu'elle n'avait pas pris parti. Néanmoins, M. Alaux écrivit pour exprimer ses regrets; regrets de cœur, à tout prendre, car depuis longtemps il savait, par le comte Walewski, que le gouvernement ne le désavouait pas. Ce fut seulement après un mois et demi que l'Académie des Beaux-Arts lui fit savoir qu'elle n'avait jamais différé de sentiment avec lui. La lettre était du 16 juin. Quand elle arriva, nous allions retourner à Rome.

Il y a une manière simple de faire son devoir, qui empêche que l'on ne songe à y trouver du mérite. C'était la manière de M. Alaux. La fin de son directorat s'écoula dans le calme. De nouvelles générations de pensionnaires succédèrent à celles qui s'étaient pressées autour de lui dans des jours difficiles. Peu à peu, ces jours-là finirent, je crois, par être oubliés. Pour nous, nous n'en parlions guère, comme il convient à des gens qui, ayant la même pensée, n'ont rien à s'apprendre. Au dehors, nous ne cherchions pas à organiser une légende. Mais au cours des événemens nous nous étions très attachés à notre directeur. Tous les ans, le retour de sa fête mettait l'académie en joie. On faisait des vers, on chantait de la musique composée pour la circonstance. La plus animée de ces réjouissances eut lieu à l'occasion de son élection à l'Institut en 1851. Il vint s'asseoir à notre table et passer la soirée dans notre salon. Jamais réunion ne fut plus affectueuse, jamais maison ne fut plus unie.

V.

M. Alaux avait beaucoup travaillé pendant son directorat. Il rapporta de Rome plusieurs tableaux qui lui avaient été commandés avant son départ de Paris. Les deux principaux étaient destinés au Conseil d'État : ils représentaient l'un *Charlemagne dictant ses capitulaires;* l'autre, *saint Louis donnant ses institutions judiciaires.* Le caractère historique y était marqué, plus que l'auteur n'avait coutume de le faire; il me semble même que certaines têtes n'étaient pas exemptes d'exagération. En tout cas, elles rendaient bien d'une part la rudesse des temps carolingiens et de l'autre la naïveté robuste que nous attribuons au XIIIe siècle. La couleur n'était plus celle que, vingt ans auparavant, le peintre employait dans ses premières œuvres décoratives. Son coloris avait plus de force et de gravité; il avait plutôt le genre de fermeté qui convient à la peinture murale. Ces ouvrages, placés dans les salles de la section de législation, ont été brûlés pendant la commune, avec l'édifice du quai d'Orsay.

Une autre toile, celle-là exposée à Paris en 1858, existe heureusement encore : je veux parler de la *Lecture du testament de Louis XIV*, qui est au musée de Versailles. C'est un des meilleurs ouvrages de M. Alaux. On peut le comparer aux *États généraux;* il est conçu dans le même ordre d'idées, et il leur est, je crois, supérieur. La composition n'en est nullement inspirée de Saint-Simon. N'y cherchez pas les épisodes et les détails auxquels les *Mémoires* attachent tant d'importance, et qui consistent souvent en ce que tel prince, à tel moment, ôte ou garde son chapeau. Non. La scène est ramenée à ses conditions essentielles. On voit la grand'chambre; et dans l'angle, la place où le roi tient son lit de justice, le coin du roi, est vide. Les princes, les pairs et les conseillers sont assis. Le conseiller Dreux, debout, lit le testament, et l'assemblée, légèrement agitée, écoute dans un silence que l'on juge devoir être bientôt rompu. Je n'ai pas besoin de dire que l'effet est rendu avec une grande finesse : c'est la qualité de M. Alaux. Le jour d'intérieur, habilement ménagé, passe sur les têtes des personnages adossés aux fenêtres, pour éclairer les figures qui occupent la droite du tableau : le clair-obscur est parfait. Quant au caractère des personnages, il est très juste. Ce sont bien les types du temps tels que les peintures et les gravures nous les ont conservés; ce sont bien les habits de deuil, ce sont bien les robes et les perruques parlementaires encore très hautes que l'on portait à ce moment. On assiste à cette grave séance.

Si l'on fut ménager envers M. Alaux des éloges que sa conduite méritait, on ne le laissa point inoccupé. Le gouvernement de l'empire ne négligea point le digne artiste. On n'avait pas oublié quel service il avait rendu à la galerie d'Henri II à Fontainebleau; on lui confia la restauration de la galerie de François Ier dans la même résidence. Elle était aussi fort endommagée, et la tâche était complexe. Dans cette décoration, il y a, autour des peintures du Rosso, des cadres en stuc avec des ornemens et des figures en relief qui appelaient des colorations et des ors. M. Alaux consacra plusieurs étés à ce travail de polychromie, et il s'en tira à son honneur.

Bientôt il fut chargé de peindre la coupole de la grande galerie du sénat et d'y représenter *la Glorification de Napoléon Ier*. L'ouvrage est d'un aspect agréable. Les allégories y sont d'un caractère élégant et exempt de toute affectation politique; je ne sais pourquoi on a cru devoir le voiler. Je ne compte pas d'autres moindres travaux qui occupèrent ses dernières années et nombre de compositions qu'il dessinait au jour le jour, selon l'impression du moment. Elles étaient le reflet de sa pensée, et si elles avaient été conservées dans leur ordre, elles seraient comme ses mémoires intimes. Elles témoignent toutes d'une âme noble et affectueuse.

A une époque où l'art se fût moins attaché à l'imitation et aux recherches savantes et davantage à son principe idéal et libre, M. Alaux eût occupé dans la peinture une place brillante. Il avait beaucoup d'invention, composait et ajustait avec grâce, avait la promptitude d'esprit et l'exécution facile d'un autre siècle. Mais, dans le temps où il a vécu, l'ouverture même de son intelligence, qui lui faisait sentir le bon côté des choses opposées et les mérites divers de ses contemporains, le gêna et lui nuisit. Il ne sut pas assez défendre son indépendance. Son éclectisme fut cause qu'il gâta quelques-uns de ses ouvrages, moins sans doute en voulant imiter Ingres, qu'en cherchant à lui rendre hommage. Il le reconnaissait plus tard et il s'en accusait comme d'une faiblesse de cœur. Il eût dû vivre dans un temps où l'on ne comptait qu'avec soi, où l'art, affranchi de toutes vues systématiques, n'était pas divisé contre lui-même. Mais précisément, cette libérale culture esthétique et cet éloignement de toute considération égoïste le rendaient très propre à diriger les études. Il convenait mieux à cette tâche qu'un homme de haute et inflexible personnalité. Au début, il y a dans les dons naturels quelque chose de délicat qui ne résiste pas à un contact trop impérieux. M. Alaux exerça son autorité avec discrétion et un profond respect des jeunes talens. Il a veillé à leur développement avec une sollicitude qui s'est prolongée bien au-delà de l'école de Rome; il s'y est intéressé avec

amour. Cette attention scrupuleuse aura-t-elle exercé quelque influence sur les artistes dont l'avenir lui était confié? Je le crois; car il me semble que son passage à la villa Médicis a été parmi les plus honorables et peut-être les plus brillans. Il était de retour à Paris depuis deux ans, au moment de l'Exposition universelle de 1855, et il eut la satisfaction de voir plusieurs des pensionnaires dont il avait pris soin y paraître avec succès. Plus tard, quelques-uns d'entre eux devinrent, à sa grande joie, ses confrères à l'Académie des Beaux-Arts.

J'ai besoin d'insister sur le caractère de notre directeur et sur la manière dont il exerçait son autorité. En revoyant la villa Médicis après plus de vingt ans, M. Alaux trouva sans doute que bien des choses y avaient changé. Ce n'était plus tout à fait le règlement qu'il avait connu, et l'esprit des pensionnaires, si intéressant à suivre, n'était pas celui de ses contemporains. Quand il avait quitté l'académie, on y réagissait discrètement contre l'abus de l'antique, et au moment où il venait la diriger, on y cherchait de plus en plus à retremper l'art dans l'étude de la nature. Il ne s'agissait plus de dieux ni de héros; on songeait moins à la belle forme et davantage au caractère; et l'on se préoccupait du grand art de la décoration. Tous les dix ou quinze ans, l'esprit de l'institution se modifie; cependant le principe sur lequel elle repose et l'objet qui lui est assigné restent les mêmes. En admettant que les idées représentées par la génération d'artistes à laquelle appartenait M. Alaux aient été celles de Guérin, depuis, on avait vu le directorat d'Ingres, dont la physionomie fut tout autre. Le mouvement que M. Alaux favorisait, continué sous la seconde administration de Schnetz, a eu aussi sa particularité et sa portée.

Pour nous, on a pu le voir, nous étions des esprits faciles à émouvoir, peu au courant des choses mais, je crois, sincères. Sans partipris et sans systèmes, nous vivions soumis à nos impressions. Mais nous étions amoureux de la vérité et soucieux de ne pas compromettre, par notre faute, la neutralité de l'art. Notre directeur ne nous parlait jamais de son temps pour nous le donner en exemple. Il ne nous imposait rien du passé, et ne troublait pas cette fête de la jeunesse qui consiste à chercher, pour toutes choses, des formules neuves. Il se soumettait simplement à la loi qui veut que tout recommence. Tel fut M. Alaux. Il n'aimait pas la jeunesse à demi : il l'aimait avec l'imprévu qu'elle apporte avec elle.

Son existence, à dater de son retour, fut simple et retirée. Dans son petit appartement de l'Institut, entre sa famille et ses amis, il continuait sa vie personnelle, que rien n'avait interrompue, mais qui pendant sa direction avait pu nous échapper. On n'en vit jamais de plus digne ni de plus modeste. Il travaillait aspirant toujours au

mieux et se taisant sur ce qu'il avait pu faire de bien. Il ne se plaignait ni du temps ni des hommes, ce qui eût été une manière de se louer; il semblait qu'il réservât toutes ses forces pour louer autrui. Avec cette faculté d'admirer, il restait jeune dans sa vieillesse toute consacrée au culte des œuvres de génie. Les maîtres de la peinture, et parmi les derniers venus David et Ingres, étaient les sujets habituels de sa conversation. De même, les beautés littéraires trouvaient en lui un admirateur passionné. Mais c'était surtout la poésie dramatique qu'il aimait, et sa prédilection était pour les anciens. Il avait toujours près de lui quelque volume d'Eschyle, de Sophocle ou d'Euripide. Il possédait plusieurs traductions de leurs œuvres et entre autres une en vers, la *Grèce tragique* de M. Léon Halévy, dans laquelle il aimait à suivre, en leur variété, les rythmes des œuvres originales. M. Alaux en a tiré plusieurs esquisses, restant ainsi fidèle à ce goût pour le théâtre qu'il avait apporté de sa province et qu'il tenait d'une sorte d'hérédité. La reprise d'*Orphée,* en 1859, fut un événement qui éclaira vraiment les dernières années de sa vie. Il assista à plusieurs représentations du chef-d'œuvre de Gluck. Cette musique, interprétée par une artiste de génie, le pénétrait d'une indicible émotion. En l'écoutant, son bonheur était d'autant plus vif qu'il y retrouvait les impressions de sa jeunesse. Pendant longtemps *Orphée* n'avait cessé de figurer au répertoire de l'opéra. De 1809 à 1812, M. Alaux avait pu l'entendre interprété par Nourrit père et par Mme Branchu; et en 1829, Adolphe Nourrit, qu'il avait beaucoup connu, y avait paru avec un très grand succès. Ces souvenirs le ramenaient aux plus belles années de sa vie. Mais Mme Viardot dépassait l'idée qu'il s'était faite d'*Orphée* et exaltait son admiration. On peut dire que cette belle fable berça ses dernières années. Eurydice perdue, retrouvée et perdue encore, lui inspira les compositions les meilleures qu'il ait faites. En vérité, il était touchant de voir le vieil artiste, accablé par l'âge et par l'infirmité, mais l'imagination toujours en travail, dessiner sans relâche. Il le faisait d'une main parfaitement sûre et délicate. Je ne puis oublier ces croquis si fraîchement crayonnés sur un papier brunâtre et si heureusement relevés de blanc. Assis devant une petite table près de la fenêtre, silencieux, il poursuivait sa tâche, cherchant à rendre les scènes dans lesquelles Gluck a évoqué les âmes bienheureuses. Il y revenait encore dans les derniers jours de sa vie, attendant sa fin sans impatience et sans crainte, trouvant sa force dans la religion, à laquelle il mêlait les douces fictions de l'art.

Tout près du terme fatal, il restait toujours le même. Déjà il ne parlait plus, mais il gardait, dans l'accueil, cet accord du regard et du sourire qui témoignait de sa bonté et de la sincérité de son

âme. Peu à peu le mal l'envahit; son sang se décomposait. Une petite maladie se joignit à ce mal si grave, maladie dont l'influence sourde lui retira graduellement ses forces et peu à peu l'assoupit jusqu'à l'heure où il entra dans son dernier sommeil. Le 2 mars 1864, il s'éteignit sans agonie. Ainsi la mort a été clémente à cet homme excellent.

J'ai passé plusieurs années de ma vie près de M. Alaux. J'ai pu apprécier l'artiste et ses ouvrages; j'ai vu le directeur de l'école de Rome à l'œuvre, et j'ai éprouvé l'ami. Placé sous son autorité, j'ai traversé avec lui des circonstances difficiles et je n'ai cessé de l'approcher jusqu'à la fin de sa vie. J'ai été de sa part l'objet d'une affection particulière, et je puis dire qu'il m'a fait tout le bien que je pouvais recevoir de lui. J'ai donc connu M. Alaux tout entier, et l'ayant beaucoup connu, je l'ai beaucoup aimé.

Il faut être éclairé par l'affection pour bien juger certains hommes: la froide équité ne nous suffit pas pour apprécier leur mérite. La sympathie doit venir en aide à la raison. Et bien loin qu'elle engendre la partialité, elle aide à la clairvoyance, si elle est née d'une connaissance approfondie, si elle est inspirée par l'estime et le respect.

Il m'a toujours semblé que l'opinion n'avait pas été juste pour M. Alaux, et que ses contemporains ne lui avaient pas donné la part de haute estime qui lui était due. Sans doute, il n'a guère désiré que le bruit se fît autour de son nom; il ne parlait ni de ses œuvres ni de ses actes qui, peut-être, ne répondaient pas assez à son ambition élevée et pure. Les natures fières et modestes, sur lesquelles le regard est exposé à glisser, ont souvent un fond très riche. On est enclin à les traiter avec froideur parce qu'elles se réservent ou se méconnaissent. Le monde se met aisément d'accord avec ceux qui font bon marché d'eux-mêmes, et la destinée, sans aucun souci d'avoir à se justifier, désigne les uns pour une renommée éclatante, les autres pour être l'objet d'une indifférence pire que l'oubli. Nous ne devons pas souffrir qu'un pareil tort soit fait à la vérité.

Je m'étais toujours promis de rappeler l'attention sur l'artiste éminent, sur l'homme de cœur, sur le directeur de l'académie de France à Rome en 1849, qui a été notre excellent guide. Et maintenant je me demande si, dans ce que j'ai dit de lui, j'ai bien gardé la mesure. Je m'interroge et mon cœur me dit que je ne l'ai point faussée. Mais si je ne me suis trompé, j'ai du moins senti se fortifier en moi par le commerce rétrospectif que je viens d'entretenir avec lui deux sentimens profonds : l'amour de mes maîtres, dont la meilleure part lui revient, et l'amour de la jeunesse, qu'il savait inspirer par l'exemple.

EUGÈNE GUILLAUME.

UN

CLIENT DE L'ANCIEN RÉGIME

II[1].

Mme DE L'ISLE. — LE SALON DE LA DUCHESSE DE POLIGNAC.

IV.

Deux ou trois auteurs célèbres, dont on admire sans réserve les moindres saillies, des causeurs de second ordre, quelques intimes, voilà les élémens indispensables d'un salon au XVIIIe siècle : Mme de Lambert a Fontenelle; Mme de Tencin, Montesquieu, Marivaux, Duclos; Mme du Deffand, d'Alembert, le président Hénault. Ajoutez-y le médecin, devenu, surtout à partir de 1750, un personnage, jouant dans beaucoup de maisons le rôle du directeur de conscience à la fin du règne de Louis XIV, homme d'esprit presque toujours, au tact subtil, diplomate versé dans la connaissance du cœur féminin, habile à feindre la sensibilité, à guérir l'imagination en prescrivant d'innocentes ordonnances contre des maux plus ou moins chimériques.

Il sait l'art de guérir autant que l'art de plaire.

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

L'engouement devint tel que les femmes se mirent à apprendre la médecine, comme elles étudiaient déjà la chimie, l'histoire naturelle, à l'exemple de cette duchesse de Chaulnes dont on disait plaisamment : « Elle veut toujours savoir qui l'a couvé, qui l'a pondu. » Les voilà qui manient la lancette, le scalpel même, qui, à la campagne, font de la médecine gratuite : ainsi Mme de Genlis donne trente sous à ceux qui se laissent saigner par elle. L'anatomie a ses fanatiques, et la jeune comtesse de Coigny se passionne si fort pour cette science qu'en voyage elle emporte dans le coffre de sa voiture un cadavre à disséquer ; les choses en viennent au point qu'on mystifie joliment la comtesse de Voisenon en insérant un carton dans le *Journal des savans*, où elle lut avec bonheur sa nomination de présidente du collège de médecine. Nous sommes loin, n'est-ce pas, de la délicate maxime de la marquise de Lambert : « Les femmes doivent avoir sur les sciences une pudeur presque aussi tendre que sur les vices. »

En même temps qu'ils font progresser leur art et l'émancipent, Tronchin, Bouvard, Bordeu, Lorry, Malouin, Sylva, accomplissent une révolution dans les habitudes et l'hygiène de la société. Lorry entre si bien dans les peines de ses clientes, il les décrit avec une telle exactitude, qu'il a l'air de les ressentir et arrache ce compliment à l'une d'elles : « Ce pauvre M. Lorry, il est si au fait de nos maux que l'on dirait qu'il a lui-même accouché. » Avant Jean-Jacques, Tronchin recommande aux dames le mouvement, la promenade, l'allaitement de leurs enfans : excellent moyen de combattre vapeurs et langueurs. Et marcher sur ses pieds, courir, devient une mode, comme bêcher un jardin, frotter son appartement, en avait été une autre, parce qu'il a donné ce conseil à une jeune femme qui avait besoin d'exercice. Et l'on ne voit dans Paris que belles promeneuses, habillées de robes nouvelles baptisées de son nom, *tronchinant*, appuyées sur de longues cannes : La Harpe se fait presque une réputation parce qu'il donne très bien le bras à la maréchale de Luxembourg. Les jeunes mères amènent leurs enfans au théâtre et leur donnent le sein publiquement. Ce retour à la nature devait rendre de précieux services à la bonne compagnie, qui, lorsque la révolution la réduisit à l'exil, à la misère, se montra plus apte à supporter vaillamment des rigueurs de tout genre. Un des premiers Tronchin adopte, préconise l'inoculation : « La petite vérole nous décime, remarque-t-il, l'inoculation nous millésime ; il n'y a pas à balancer (1). »

(1) Tronchin était très beau, et, quand il parut pour la première fois au cours de Boerhaave, celui-ci dit tout haut : « Voilà un jeune homme qui a des cheveux trop longs et trop frisés pour être jamais un grand médecin. » Le lendemain, il reparut à l'école, la tête rasée, et devint le disciple favori du professeur.

Bouvard, non moins célèbre que ses confrères, laissa surtout la réputation d'un faiseur de bons mots. Au plus fort de la vogue de l'écorce de l'orme pyramidal, une véritable panacée qu'on prenait en poudre, en élixir, même en bains, une de ses malades lui demande si elle doit y recourir : « Prenez, madame, et dépêchez-vous, pendant qu'elle guérit. » On prétend qu'il répondit à l'abbé Terray, qui se plaignait de souffrir comme un damné : « Quoi! déjà, monseigneur! » Mot mordant qu'il dut prononcer sur le malade, non devant le malade, et que l'esprit de parti démarqua pour l'attribuer plus tard à Louis-Philippe visitant Talleyrand à son lit de mort. Barthez, le type du médecin de dames, qui, par raffinement d'élégance, les saignait avec une ligature à glands d'or, arrivait à Paris précédé d'une grande renommée. Bouvard, qui ne se souciait guère de donner à ses boutades le cachet de la bonté, et qui craignait sans doute que le nouveau venu ne l'éclipsât, se fit interroger à son sujet : « Ce que je pense de M. Barthez, dit-il, c'est qu'il a bien de l'esprit, qu'il sait beaucoup de choses et même un peu de médecine. » Et, dans ses lettres inédites, de l'Isle rapporte cette venimeuse oraison funèbre du même Bouvard sur Bordeu, médecin de Mme du Barry, qu'il accusait d'avoir volé un client : « Je n'aurais jamais cru qu'il fût mort horizontalement. » Mais la comtesse de Bussy dédommagea Bordeu de cette méchanceté : « La mort a eu peur de lui, dit-elle, elle l'a pris en dormant (1). »

Les jalousies entre médecins de cette époque peuvent marcher de pair avec celles de la nôtre entre artistes et comédiens : ainsi des confrères peu scrupuleux vont jusqu'à soudoyer les domestiques du fameux Pomme pour qu'ils versent du sirop de Rabel sur les purées de concombre et de chicorée qu'il composait pour ses clientes. Pomme demeura longtemps le grand médecin des femmes et garda jusqu'au bout ses dévotes. Partant de cette idée que les nerfs, en état de santé, sont en quelque sorte un parchemin trempé et mou, il prétendait que les vapeurs, cette maladie aristocratique, proviennent d'un dessèchement du système nerveux, et les combattait avec l'eau de poulet, le petit-lait, surtout par des bains tièdes prolongés. En quelques mois, une de ses clientes, Mme de Clugny, passa dans l'eau douze cents heures. Sylva, lui, fait appel à la coquetterie, et d'un mot guérit les belles Bordelaises de leurs

(1) *Mémoires de la République des lettres.* — Duc de Lévis. — Goncourt : *la Femme au* XVIIIe *siècle.* — *Correspondance de Grimm.* — *Paris, Versailles et les Provinces au* XVIIIe *siècle.* — *Mercure de France,* 1769. — *Almanach littéraire* de 1758. — *L'Ami des Femmes,* 1758. — *Correspondance inédite du chevalier de l'Isle avec le comte de Riocour.*

vapeurs, qu'il se contente de baptiser de ce nom effrayant : le mal caduc (l'épilepsie). N'est-ce pas un excellent trait de comédie?

L'esprit est le dieu du XVIIIe siècle, la clef des cœurs et des intelligences; il a partout ses grandes et ses petites entrées, rapproche les distances, fait du plébéien l'égal du grand seigneur, *l'ami* des beautés de robe et d'épée, pousse au ministère, à l'Académie *l'homme de peu*, permet à Mme Geoffrin de correspondre familièrement avec Catherine II, à Voltaire d'avoir son *brelan carré de têtes couronnées;* il revêt tous les costumes, se prête à mille transformations, s'adapte aux caractères les plus divers, tue l'ennemi par le ridicule, dénoue une situation embrouillée, répare une maladresse, décrète le succès et console d'une défaite. Ne vous contentez pas d'avoir des vertus, du talent même : l'honnêteté, sans grâce et sans piquant, n'est bonne qu'en famille; montrez de l'esprit, et soudain toutes les portes vous seront ouvertes. Force est donc aux médecins de suivre le goût du temps, et ils s'y prêtent avec une rare aisance. Sénac de Meilhan (1) avait pour père un médecin du roi, homme fort spirituel lui-même, qui recourut un jour à cet ingénieux stratagème pour se faire écouter du dauphin. Louis XV l'avait envoyé à son fils, déjà atteint de l'affection à laquelle il devait succomber, et qui, dans sa première visite, l'arrêta par ces mots : « Je serai toujours fort aise de vous voir pour causer de littérature et d'histoire avec vous; mais mon appartement vous sera fermé si vous me parlez de ma santé. » Quelque temps après, le docteur vient présenter ses hommages au prince, et, avisant un personnage de la tapisserie, il fait semblant de s'adresser à lui et lui prédit tout ce qui peut advenir d'un mal de poitrine négligé. Le dauphin ayant rappelé sa défense : « C'est à Alexandre que je parle,» répliqua Sénac, et son interlocuteur fut désarmé. Alors l'esprit servait à tout et suffisait presque à tout; à tout, sauf à prévoir le coup de tonnerre de 1789, à corriger les abus révolutionnaires, à exécuter les réformes conservatrices.

V.

C'est cette faculté charmante qui inspire la correspondance du chevalier de l'Isle : comme Puck, le lutin éveillé et curieux, il se pose sur les choses et les personnes, ne s'arrête qu'un instant, va, vient, s'envole, monte et descend, se glisse dans l'enceinte réser-

(1) Un autre médecin, Dubreuil, eut un mot admirable. Il avait pour ami intime M. Pechméja, de Lyon : tous deux ne faisaient qu'une âme. Quand il fut atteint de la maladie dont il mourut, il dit à Pechméja : « Mon ami, faites retirer tout le monde, ma maladie est contagieuse; vous seul devez rester ici. » Pechméja s'enferma dans la chambre et mourut après lui.

vée, prête l'oreille aux moindres bruits, rit des autres et de lui-même. C'est le monde sur la pointe d'une aiguille, c'est le tout de rien et souvent le rien de tout, les grands faits ramenés aux proportions des habitans de Lilliput, les petits faits enflés jusqu'à la mesure de l'île des Géans. Pas de dissertations, pas de longue morale, nulle philosophie; beaucoup de détails capables de toucher la personne à laquelle s'adresse de l'Isle, les mille et une nouvelles de la cour et des salons qu'il fréquente, des traits amusans, des anecdotes parfois assez salées, voilà le fond de ses lettres : assez bavard (Mme de Choiseul l'appelle quelque part une insupportable trompette), parlant volontiers de ses petites affaires et envoyant à son correspondant ses poésies; mais le style épistolaire ne comporte-t-il pas un peu de laisser aller, et le livre le plus admirable de Rousseau, *les Confessions*, n'est-il pas la plus prodigieuse des indiscrétions, la plus étonnante justification de la littérature personnelle? D'ailleurs, notre homme se contente d'effleurer la politique : il veut rester simple passager sur le navire, ne point se mêler de juger la manœuvre du pilote; il est du côté du manche, et, paraît-il, réserve ses critiques plus acérées pour ces mémoires, malheureusement perdus, où il peignait aussi les travers de la société philosophique prise sur le fait chez MM. Voyer d'Argenson, de Tracy, d'Holbach, etc., car il hanta leurs maisons sans adopter leurs idées.

Malgré l'agrément et la gaîté qui s'en échappent, ses lettres sont fort inférieures à celles d'autres personnages : Mmes du Deffand, de Choiseul, de Créqui, le président Hénault; il leur manque la flamme, la profondeur, la passion. Macaulay, causeur prestigieux, avait parfois des *éclairs de silence;* je voudrais trouver chez de l'Isle des éclairs de mélancolie; cette belle humeur presque éternelle fatigue, et l'on serait tenté de répéter le mot d'une femme de l'époque sur les beaux esprits : ils sont comme les roses, une seule me ravit, plusieurs réunies en bouquet me donnent le mal de tête. Cependant ces lettres, qui aujourd'hui ont perdu une partie de leur saveur, charmaient les contemporains les plus illustres. La vieille débauchée d'esprit, la marquise du Deffand les implore : elle voudrait faire un marché avec leur auteur, en recevoir deux pour une; « rien de plus juste, observe-t-elle, il est riche, il est abondant, et moi je n'ai que le denier de la veuve. » Elle ne peut supporter qu'il la laisse sans nouvelles fréquentes, et la voilà con-

(1) Ce qui n'empêche pas la marquise d'écrire un jour à Walpole : « Je lui trouve quelques talens, mais peu d'esprit; du plat, du grossier, du familier, le ton d'un parvenu; mais je le verrai cependant quelquefois. Il raconte assez bien ce qu'il a vu, ce qu'il a entendu. » De l'Isle avait commis la faute impardonnable de dire que son ami le comte du Châtelet et milord Holderness avaient autant d'esprit que Walpole, d'où cette féroce boutade.

solée quand de l'Isle lui communique les bouts-rimés que MM. de Thyard, de Durfort, Boufflers et lui-même arrangent à Chanteloup pendant une après-midi pour amuser les hôtes des Choiseul. Les rimes proposées étaient : bouc, pincette, knouc, chaises, escroc, fraises, froc ; de l'Isle et Boufflers sortirent vainqueurs de ce carrousel poétique.

DE L'ISLE.

Ma belle effacerait celle qui monte un bouc (Vénus);
De ses bras ronds et blancs l'Amour fit sa pincette :
Riche de ses faveurs, je crains peu la disette;
Plutôt que la quitter, je recevrais le knouc.
Un gazon nous tient lieu de sophas et de chaises,
Nous y bravons la faux de ce vieillard escroc,
Et deux globes de lis, surmontés de deux fraises,
M'y donnent la vertu des turbans et du froc.

BOUFFLERS.

Pour bien, j'ai des moutons, quelques chèvres, un bouc;
En été l'éventail, en hiver la pincette,
Sont mes armes; je fuis le faste et la disette,
Et crains peu la potence, et le pal, et le knouc.
J'ai pour meubles un lit, une table et trois chaises;
Sur aucune jamais ne s'assit un escroc;
Je dîne avec du pain, de la crème et des fraises,
Et je suis sans simarre, et sans casque, et sans froc.

Une autre fois, le jeune comte d'Albon ayant célébré la marquise, frappée comme Homère par Apollon jaloux, qui ensuite, pour réparer sa faute, lui donne comme secrétaires

Les Muses, les Grâces légères,
Et pour guide le Goût,

de l'Isle se chargea de répondre au nom de Mme du Deffand, et, tout en rappelant avec grâce que le dieu jaloux se repentit et lui céda ses droits en France, il demande galamment au jeune poète :

Mais ce guide dont Apollon
Assura ses pas et sa gloire,
N'est-ce pas vous, jeune d'Albon?
Vos vers me le feraient bien croire.

Mme du Deffand remercia le chevalier, mais se garda bien de montrer les vers à M. d'Albon, car *ils lui tourneraient la tête*, et il n'a que trop de penchant à devenir auteur. Le croirait-on? Il a, sans la consulter, fait mettre ses vers partout, dans *le Mercure,*

dans *le Journal des Dames* (1), avec la lettre qu'elle lui répondit : elle ne se tient pas d'indignation, car elle déteste le bel esprit. Le déteste-t-elle tant que cela? N'est-ce pas une certaine forme, l'abus du bel esprit, qui lui déplaît, et l'histoire même de ses amitiés ne protesterait-elle pas contre une telle affirmation admise sans réserve? Ce qu'il faut reconnaître d'ailleurs, c'est qu'elle a la vigueur, la sobriété et l'énergie des bons écrivains, qu'elle bannit de son style le jargon, le galimatias amphigourique et sentimental, et qu'on peut la ranger parmi nos classiques, tout près de Mme de Sévigné.

Introduit par elle auprès de Voltaire, de l'Isle passe quinze jours à Ferney et devient un favori. Le patriarche n'a jamais vu homme plus nécessaire à la société que ce dragon-peintre, si joufflu, si gai, dont les bontés *en prose, en vers et en doubles-croches*, font la consolation de sa vie. En effet, le chevalier sait regarder et écouter : la ville ne lui cache pas les maisons, les arbres ne lui dissimulent point la forêt. « Nous sommes tous de l'Isle à Ferney, écrit Voltaire. Quand vous serez dans ce vaste tourbillon, vos lettres me tiendront lieu de tous les plaisirs qu'on cherche dans le fracas du monde. Je verrai mieux ses sottises par vos yeux que par les miens qui sont très affaiblis par mes quatre-vingts ans. Écrivez-moi de Paris, et je renonce à Paris. » (On pressait beaucoup Voltaire de venir *badauder* à Paris.) Un instant même, il se flatte que de l'Isle a fait sa paix avec Chanteloup, et son remercîment a bien de la grâce. « 4 juillet 1774. — Si j'avais le malheur d'être roi, monsieur, j'aurais assurément le bonheur de vous prendre pour mon premier ministre, car vous êtes le seul qui me diriez la vérité. La plupart des personnes qui me font l'honneur de m'écrire ne me mandent que des bagatelles, ou des bruits populaires, ou des contradictions. Mais n'étant qu'un particulier, très particulier et dans un état assez triste, je vous ai la plus grande obligation d'avoir bien voulu, en preux chevalier, rompre une lance en ma faveur dans le château enchanté d'où vous venez. J'ai été affligé, tourmenté, accablé pendant trois ans ou environ, de la détestable idée qu'on avait conçue de ma prétendue inconstance, moi qui me pique d'être le plus constant des hommes. Vous me soulagez d'un poids insupportable. Je n'ai point de termes pour marquer ma reconnaissance. Si jamais on vous dit que j'ai été

(1) Dans une lettre à Riocour, de l'Isle rapporte l'incident et donne connaissance à son parent d'un logogriphe de la marquise; le mot est *noblesse*.

Quoique je forme un corps, je ne suis qu'une idée;
Plus ma beauté vieillit, plus elle est décidée.
Il faut, pour me trouver, ignorer d'où je viens;
Je tiens tout de celui qui réduit tout à rien.

inconstant pour vous, n'en croyez rien; mes plus belles heures sont celles où je reçois de vos lettres. — LE VIEUX MALADE. » Malade imaginaire ou diplomatique, Voltaire exploite ses souffrances, il en fait de l'esprit, il en fait un moyen d'attirer ses amis, d'écarter les ennuyeux. (N'écrit-il pas à l'un de ceux-ci qu'il est mort ?) « Ne pourriez-vous venir me donner l'extrême-onction en passant? mande-t-il à de l'Isle, qui ne saurait mieux s'adresser que chez lui, s'il a envie de voir des ombres, comme faisait le *capitaine de dragons Ulysse.* » Ce qui n'empêche nullement cette ombre de souper longtemps et de bon appétit, de se coucher tard et lever de grand matin, de se promener beaucoup, de composer des ouvrages, de dicter pour son capitaine des réflexions aimables ou malicieuses sur les parlemens, Beaumarchais, la Du Barry, Louis XVI, Maurepas (le premier homme du monde pour les parades), Joseph II, les Jésuites, Voisenon, etc. A des complimens de son correspondant, il répond qu'il ne se reconnaît que deux qualités : s'exprimer clairement, ne point courir après l'esprit; que Catherine II lui écrivait naguère qu'il y avait sans doute en France deux langages, le sien et celui des beaux esprits, qu'elle n'entendait rien à ce dernier. Il avait aussi la vanité de croire que Dieu l'avait fait pour être avocat : et en vérité il plaida avec quelque succès, devant le tribunal de l'humanité, la cause des Sirven, des La Barre, des Lally-Tollendal. Mais oubliait-il ses prétentions à la diplomatie, et sa déconvenue auprès de Frédéric II, si finement contée par M. le duc de Broglie, ne forme-t-elle pas un des morceaux les plus agréables de l'histoire ironique du XVIIIe siècle?

Le dragon-peintre envoyait très régulièrement à Voltaire ses poésies au fur et à mesure de leur éclosion : *les Rois, les Perroquets, l'Apologie de saint Nicolas* « qui devrait être chantée dans toutes les églises, » *l'Oranger, l'Aventure de Tours*, etc.; nouvelle source d'éloges qui font penser aux félicitations de Victor Hugo à ces innombrables poètes qui lui dédiaient leurs vers pendant son exil de Guernesey.

APOLOGIE DE SAINT NICOLAS.

... De saint Pierre lui-même,
Puisqu'il faut parlet net,
Le triple diadème
Couvre mal le filet.
Charmés de sa fortune,
Sous lui nous nous rangeons;
Mais, soit dit sans rancune,
Il vendit des goujons...

Courez à ses oracles,
Aux pays de Nancy.
Voulez-vous des miracles?
Écoutez celui-ci :

Le peuple de Lorraine,
Qui l'a pris pour parrain,
Le long de la semaine
Vit sans avoir de pain...

Pareil morceau, flairant légèrement le scepticisme politique, avec un ragoût antireligieux, avait de quoi charmer Voltaire, qui, ne voulant pas être en reste, s'empresse de servir à l'auteur une légende. Pendant sa vie, saint Nicolas ressuscitait les matelots qui mouraient en mer. Après sa mort, son portrait devint la possession d'un Vandale qui croyait aux saints plutôt qu'à Dieu, et qui, allant en voyage, pria le portrait de lui garder son argent. Mais à peine fut-il parti, des voleurs envahirent sa maison et s'emparèrent du magot : à son retour, le Vandale battit l'image et la jeta dans la rivière. Saint Nicolas descendit du paradis, repêcha son portrait, le rapporta à l'hérétique avec son argent : « Apprenez, lui dit-il, à ne plus battre les saints (1). »

Nous n'avons pas les lettres du chevalier au châtelain de Ferney : deux seulement ont été retrouvées, et j'en citerai quelques passages; du moins permettent-ils d'apprécier le style et la qualité des complimens. Ce qui frappe dans cette correspondance, c'est la diversité du ton, selon le personnage auquel s'adresse l'auteur : les lettres à Voltaire diffèrent sensiblement de celles qu'il écrit au prince de Ligne, au comte de Riocour ; les premières plus substantielles et précises, mieux raisonnées, les secondes tout imprégnées de grâce légère, d'une allure badine et frivole, tandis que les lettres au cousin, parfois assez ternes, respirent un certain charme fait d'intimité, d'affection confiante, de détails de famille, auxquels se mêlent, comme par mégarde, les observations d'un homme qui voit le spectacle dans la coulisse.

Le 17 mars 1774, de l'Isle écrit à Voltaire : « L'Académie des sciences est très effarouchée. Vous savez, monsieur, qu'elle a, comme toutes les sociétés littéraires, le droit d'élire librement cha-

(1) L'*Apologie de saint Nicolas* fut composée à Chanteloup en 1773. De l'Isle était un des principaux *faiseurs* de Choiseul contre la Du Barry et le ministère; il écrivit à plusieurs reprises des couplets pour son protecteur, ceux-ci, entre autres, le jour de saint Étienne :

Air de *Joconde*.

D'Étienne comment voulez-vous
Qu'on célèbre la gloire?
La mort, sous un tas de cailloux,
Finit sa courte histoire.

Mais s'il veut se donner un nom
Plus brillant qu'aucun autre,
Qu'il vous prenne pour son patron
Au lieu d'être le vôtre.

cun de ses membres, et la cour, sans égard pour ce droit, qui n'a, dit-on, jamais reçu d'atteinte, a nommé hier de sa pleine autorité un académicien qui est, je crois, le fils du chirurgien Morand et chirurgien lui-même. Une députation de seize membres de l'Académie, à la tête de laquelle est le chevalier de Lorenci, doit se rendre aujourd'hui chez M. le duc de La Vrillière (1) pour faire des remontrances; on présume qu'elles seront mal reçues. J'ai pris, pour l'amour de vous, des informations exactes sur la requête des Verron... — La voie d'appel en revision et en cassation d'arrêt est interdite à Beaumarchais. On lui a prescrit un silence absolu, tout le monde le plaint, mais il deviendra bientôt indifférent; aucun intérêt ne se soutient à Paris, et celui qu'on accorde aux malheureux y dure moins que tout autre. La comédie du *Barbier* est entre les mains de Préville, qui ne la lit pas aussi bien que l'auteur, mais de façon pourtant à faire grand plaisir; je l'ai entendue hier et je persiste à croire qu'elle est une des plus gaies que nous ayons au théâtre. — L'épître à Ninon cause parmi nous de grands débats, on ne peut croire qu'elle soit d'un jeune étranger, mais on ne devine pas non plus quel Français en est l'auteur. M. le comte de Schouvalof est assuré, dit-il, que l'épître vient de son neveu, votre neveu d'Argental l'assure aussi, personne ne se rend à leurs assurances; pour moi, je dis qu'un Russe a fait ces vers-là tout comme j'ai fait l'*Iliade*. — Mme du Deffand m'a très expressément chargé de vous dire qu'elle vous aime de tout son cœur, quoique vous la traitiez avec une rigueur extrême; la dernière lettre que vous lui avez écrite est du 15 décembre; elle demande si votre arrangement est de ne lui écrire que par quartier, sa mauvaise humeur est tout à fait plaisante, elle en était remplie avant-hier parce qu'elle avait passé la nuit dans une longue insomnie et que son invalide avait, dit-elle, avalé tout ce qu'il lui lisait, car vous savez qu'elle a pour lecteur un vieil invalide qui se rend au chevet de son lit dès quatre heures du matin... »

Entretenir Voltaire de procès, de Mme du Deffand, de l'Académie des sciences qu'il appelait l'*Académie des choses*, en opposition à l'*Académie des paroles*, l'Académie française, ce corps littéraire, où, dit-il, on reçoit des grands seigneurs, des prélats, des financiers... et quelquefois des gens de lettres, — quoi de mieux conçu pour charmer son immortelle curiosité? Aussi bien, en 1774, Beaumarchais condamné au blâme, c'est-à-dire à la dégradation civique,

(1) Le duc de La Vrillière s'était d'abord appelé Phelippeaux, nom de sa famille, puis Saint-Florentin, ce qui lui valut cette épitaphe :

Ci-gît, malgré son rang, un homme fort commun,
Ayant porté trois noms et n'en laissant aucun.

par le parlement Maupeou, s'est vengé d'avance en faisant appel à l'opinion publique; il a pour lui les jeunes gens, les femmes, les magistrats de l'ancien parlement : Voltaire, Walpole, Bernardin de Saint-Pierre, les Allemands s'enflamment pour ses plaidoyers, une jeune fille donne à Goethe l'idée de transformer en drame l'épisode de Clavijo. Par arrêt de la cour, ses mémoires sont supprimés, mais déjà ils courent Paris, la France, l'Europe; défense aux avocats d'en jamais signer de semblables. Pour cet article, remarque de l'Isle, il sera de facile exécution, car je ne pense pas qu'on leur en présente d'aussi plaisans que ceux-là.

De Voltaire au prince de Ligne (1), il n'y a pas loin, la distance du génie de la clarté au génie de la grâce, du philosophe courtisan au courtisan moraliste : réunis déjà par tant d'affinités, ils trouvent un nouvel aimant dans leur sympathie pour de l'Isle, que le prince proclame le dieu *du couplet et du style épistolaire*, qu'il aima beaucoup et ne quitta point pendant sa dernière maladie. « Il aurait dû être le mari de Mme de Sévigné... Il n'a jamais fait un mauvais vers, ni écrit une lettre qui ne fût piquante et remplie de goût. Il n'en avait ni de ton, ni de tact; dans la société il était humoriste et familier;.. chez la duchesse de Polignac,.. la crainte de passer pour un subalterne le rendait maussade, et l'envie de passer pour un homme de cour insupportable. » Avec deux épaulettes, et sans avoir besoin du roi, le prince le fit colonel lorsqu'il l'emmena en Allemagne, en Russie; de même il le baptisa chevalier afin de le distinguer à l'étranger de l'abbé son homonyme, et le titre lui resta. Ses incartades dans la société russe ne laissaient pas de tourmenter l'ami de Catherine II. Ne s'avise-t-il pas de demander un jour devant vingt personnes si, à l'exemple des janissaires, les Preobrachinski ne seraient pas capables de mettre la couronne de la tsarine sur la tête de son fils? Avant de plaire au prince Henri de Prusse, il passa auprès de lui pour un menteur. « Voilà, dit le prince, une chanson du chevalier de Boufflers (*le Pigeon*) que je reçois de Paris. — C'est de moi, s'écrie de l'Isle. — Non, monsieur, » repart le prince. — A la fin Ligne réussit à lui faire rendre justice. — La science du monde repose avant tout sur le sentiment de la nuance, sentiment très subtil, presque indéfinissable, fruit de la nature autant que de l'éducation, qui manquera toujours à certaines personnes, eussent-elles l'avantage de vivre dans la société la plus policée. Un tact consommé, fait de dons spontanés que perfectionne l'expérience, l'art de rendre à chacun, aux supérieurs, aux égaux, aux femmes, les égards qui leur sont dus, une conversation proportionnée au caractère, à l'esprit de

(1) *Le prince de Ligne et ses contemporains*, in-18; Calmann Lévy, 1890.

ceux qu'on a devant soi, des silences variés qui, non moins que la parole, blâment ou admirent, nient ou acquiescent, ne sont-ce pas les bases fondamentales de cette science de la nuance qui, elle aussi, a sa tactique, sa stratégie, ses inspirations divines, apaise les amours-propres blessés, allume, entretient le feu céleste de l'amitié, gagne des batailles morales; science trop dédaignée aujourd'hui, très respectée, très répandue jadis. Un seul mot, une action indifférente, suffisent à dénoncer son absence; un sourire, un geste, révèlent l'adepte à l'initié. On peut avoir de l'esprit, du talent, du génie même, et ne rien comprendre aux nuances; elles sont les filles du goût, les compagnes de l'élégance, les consolatrices des délicats. Muses fidèles de la civilisation, gardiennes des rites sociaux, elles enseignent une sorte de langue sacrée, interdite aux profanes, au bétail philistin, doublent la puissance de séduction, parent de leurs suaves reflets tous les sentimens et l'amour lui-même, comme dans certaines journées d'automne le soleil couchant enrichit de beautés nouvelles les forêts et la mer, la plaine et la montagne.

Le récit d'une visite du prince de Ligne à Frédéric II vient à l'appui de ces observations. « L'heure de la présentation sonna. Le roi me reçut avec un charme inexprimable. La froideur militaire d'un quartier-général se changea en un accueil doux et bienveillant. Il me dit qu'il ne me croyait pas un fils aussi grand. — Il est même marié, sire, depuis un an. — Oserais-je vous demander avec qui? (Il avait souvent cette expression, et aussi : si vous me permettez d'avoir l'honneur de vous dire.) — Avec une Polonaise, une Massalska. — Comment! une Massalska? Savez-vous ce que sa grand'mère a fait? — Non, sire, lui dit Charles. — Elle mit le feu aux canons du siège de Dantzick, elle tira et fit tirer, et se défendit lorsque son parti, qui avait perdu la tête, ne songeait qu'à se rendre. — C'est que les femmes, dis-je alors, sont indéfinissables; fortes et faibles tour à tour, indiscrètes, dissimulées, elles sont capables de tout. — Sans doute, observa de l'Isle, fâché de ce qu'on ne lui avait encore rien dit, et avec une familiarité qui ne devait pas réussir, voyez... — Le roi l'interrompit. Je citai quelques traits à l'appui de mon opinion comme celui de la femme Hachette au siège de Beauvais. Le roi fit un petit tour à Rome et à Sparte; il aimait à s'y promener. Après une demi-seconde de silence, pour faire plaisir à de l'Isle, je dis au roi que M. de Voltaire était mort dans ses bras. Cela fit que le roi lui adressa quelques questions; il répondit un peu trop longuement, et s'en alla...»

De l'Isle manque du sentiment de la nuance, le prince de Ligne l'a au plus haut degré, et à cause de cela même il demeurait l'interlocuteur préféré des rois et des impératrices.

Mais quoi ! les amis du chevalier pardonnent fort aisément son péché mignon, et lui-même se fût sans doute justifié d'un tel reproche en répétant ce qu'il écrit gaillardement quelque part : *Je m'en bats l'œil*. Et puis, n'a-t-il pas les qualités essentielles ? Bon, sensible, reconnaissant, empressé à plaire, de l'esprit, de la gaîté à revendre ; il soigne ses amis, les accompagne aux eaux, garde M. le duc d'Angoulême qui a été inoculé, et Mme de Polignac accouche dans ses bras. Oui, vous avez bien lu, et n'est-ce pas un assez joli trait de dévoûment? Aussi devient-il le condiment indispensable de toute fête, de tout séjour à la campagne, et ses lettres au prince de Ligne sont pleines d'allées et venues, lettres pimpantes et sémillantes, qu'on dirait écrites avec une plume de vif-argent, parfois trop folâtres, où circulent, avec un air de rire et de danse, les personnages et les événemens, les vivans et même les mourans : la reine, qui lit les lettres du prince et joue la comédie à Trianon, le baron de Breteuil (1), Necker avec son compte-rendu, les nouvelles de la guerre d'Amérique, le comte et la comtesse du Nord, leur réception à Paris, les jardins de Mareuil, la société Polignac, etc. « Pardieu ! que j'en suis piqué ! Une lettre de quatre pages, galonnée de tous les côtés ! Et vous ne l'avez pas reçue ? Il n'est pourtant pas possible qu'on l'ait arrêtée, retenue, confisquée à la poste; car je ne disais rien contre la religion, que je trouve trop ennuyeuse pour en parler ; ni contre le gouvernement, dont la douceur et la liberté ne me laissent aucune plainte à faire ; ni contre les mœurs, que je voudrais voir universellement pures, afin d'être comme tout le monde, les miennes l'étant forcément devenues ; ni contre qui que ce soit ; pas même contre ce vieux maréchal de Richelieu, de qui je vous contais, historiquement et sans nul venin, la noire méchanceté, lorsque, pour nuire à M. le duc de Choiseul, il a privé toute la bonne compagnie de Paris d'un spectacle extraordinaire dont elle allait jouir dans la nouvelle salle de la Comédie italienne ; dernier coup de griffe que ce vieux tigre, à peine respirant, a su détacher encore (2). Je vous parlais de nos petits inocu-

(1) Né en 1733, mort en 1807. A son lit de mort, le baron de Breteuil ayant demandé son petit-fils, on lui répondit qu'il prenait une leçon de musique. « Faites-le venir, » ordonna-t-il. Après l'avoir embrassé, il lui dit : « Mon enfant, il vaut mieux apprendre à mourir qu'à jouer du violon. »

(2) De l'Isle rapporte quelque part une série de reparties rapides comme les parades de deux bons tireurs, échangées entre un ambassadeur anglais et Frédéric II. L'ambassadeur était venu lui apprendre la prise de Minorque par le duc de Richelieu, ajoutant qu'avec l'aide de Dieu, il espérait que l'Angleterre bientôt réparerait cet échec. « Dieu, observe le roi de son ton le plus sarcastique, je ne vous connaissais pas cet allié-là ! — C'est pourtant, riposte le diplomate, faisant allusion aux subsides anglais que recevait Frédéric, c'est pourtant le seul qui ne nous coûte rien. — Aussi vous en donne-t-il pour votre argent. »

lés, du bonheur de leurs mères, de celui surtout de Mme de Sabran, qui veut aujourd'hui faire inoculer jusqu'à M. l'évêque de Laon, tant elle trouve que l'inoculation, qui lui donnait tant de craintes, est une chose douce, simple, excellente... Il est impossible d'être plus aimables et plus heureux que nous l'avons été pendant les trois semaines qui viennent de s'écouler. Je comptais en recommencer trois autres à Passy, comme gardien de la bichette (Mlle de Guiche) inoculée depuis samedi dernier, mais le chirurgien Desotaux croit que le venin ne prendra pas... Savez-vous que notre comte Panin est mort subitement, à la fin d'une partie de whist, en buvant un verre d'eau? Les mauvaises langues disent que c'est encore un tour de la bonne Matouschka (Catherine II); vous en croirez ce que vous voudrez... M. le comte d'Artois a fixé son voyage à Rocroy en juillet, et c'est de là qu'il ira vous voir. J'espère que Dieu nous fera la grâce d'y saluer tendrement mon cher prince. (De l'Isle était depuis 1775 gentilhomme servant de la comtesse d'Artois.) Mme de Coigny l'embrasse. »

Le chevalier ne manquait pas de motifs d'antipathie contre le *Vieux tigre,* un des fauteurs de la disgrâce de Choiseul : et puis celui-ci ne plaisait guère à la reine qui se moquait de ses formules complimenteuses et de ses grandes manières du temps du roi-soleil. Singulière physionomie que celle de ce Richelieu, irritante et captivante à la fois, type d'homme à bonnes fortunes et mari trompé, aimé par des princesses, par trois générations de grandes dames et de bourgeoises, aussi dénué de scrupules à la guerre que dans la vie politique ou privée, grand protagoniste de la morale du succès et du plaisir, ayant de tout dans son dossier, du bon, du médiocre et du mauvais. Admis tout jeune dans la société intime de Mme de Maintenon, pris en goût par Louis XIV qui lui donne des marques d'une faveur très enviée, bientôt célèbre par sa galanterie, l'ingéniosité de sa bravoure et son esprit, orgueilleux au fond et dominateur, mais insinuant et souple quand son intérêt le commande, passant d'une intrigue de cour à la guerre d'Allemagne, à cette fameuse convention de Closter-Seven qui le fit accuser de corruption, s'arrachant des bras d'une jolie femme pour voler à la conquête de Mahon et du fort Saint-Philippe, diplomate par occasion, faisant servir l'amour à la politique, et par exemple séduisant à Vienne la maîtresse du prince Eugène qui lui livre un secret d'État, assez superstitieux pour croire aux magiciens, aux astrologues, sacrifier un cheval blanc à la lune, et refuser de faire sa cour au fils aîné du roi parce qu'il *savait* que cet enfant ne règnerait point, lié étroitement avec Voltaire, protecteur des lettres et des arts, tantôt ami ou ennemi des favorites, et conseiller intime de Louis XV, auquel il répondit avec une spirituelle hardiesse,

comme celui-ci, après un sermon de l'évêque de Senez contre les scandales de la cour, remarquait que le prédicateur jetait des pierres dans le jardin du maréchal : « Sire, n'en serait-il pas tombé quelques-unes dans le parc de Votre Majesté ? »

C'est un homme auquel la fortune sourit presque constamment : populaire dans son gouvernement de Guienne, à Bordeaux, où il déploie un faste inouï, et donne des fêtes où la comtesse d'Egmont, sa fille (1), « qui a toutes ses grâces sans avoir aucun de ses vices, » fait les honneurs avec un charme incomparable, idole du public pendant de longues années, déçu d'ailleurs dans son ambition de devenir premier ministre, général plus brillant qu'habile, aimé de ses troupes qui le surnomment le *Père la Rapine*, en souvenir de ses exactions, sachant à merveille employer le ressort de l'honneur sur l'esprit du soldat : ainsi, à Minorque, il fait mettre à l'ordre du jour que les ivrognes (très nombreux au camp) ne monteront point à l'assaut ; tous aussitôt deviennent des modèles de tempérance. Il avait pris en grippe sa première femme Marie-Anne de Noailles, et fut mis à la Bastille pour sa conduite mauvaise ou insuffisante envers elle ; on la lui amenait une fois par semaine, et, selon la chaleur ou la froideur de l'accueil, le gouverneur adoucissait, aggravait le régime du prisonnier. Et plus tard, le vieux maréchal, avec la plus étonnante désinvolture, racontait lui-même ses infortunes conjugales, son observation si comique lorsqu'il surprit la duchesse en tête à tête fort vif avec son écuyer : « Songez, madame, à l'embarras où vous vous seriez trouvée si tout autre que moi fût entré ! » cet autre mot, presque grandiose à force de cynisme, quand, devenu veuf, et voulant épouser Mlle Élisabeth de Lorraine (mais la chose était encore secrète), cet écuyer, espérant sans doute qu'il avait oublié, vint le supplier de le reprendre à son service : « D'où savez-vous donc que je me remarie (2) ? » Mlle de Lorraine, cette figure idéale de tendresse et de pitié, avait produit sur lui la plus vive impres-

(1) Sur la comtesse d'Egmont, lire l'excellent travail de la comtesse d'Armaillé, in-18 ; Perrin, 1890. — Duc de Lévis, *Souvenirs et Portraits*. — *Mémoires de Bachaumont*. — *Mémoires du maréchal de Richelieu*, par Soulavie. — *Vie privée du maréchal de Richelieu*. Paris, Buisson, 1791.

(2) Les femmes avaient pu le rendre sceptique sur les femmes, mais il était d'un naturel passionné et plus porté qu'on ne pense aux entreprises romanesques. On parlait de lui dans un cercle, et beaucoup d'affirmer qu'il n'a pas de cœur, qu'il n'est qu'un roué de la pire espèce. « Vous le traitez bien durement, proteste la marquise de Saint-Pierre ; moi, je connais une femme pour laquelle il a fait trois cents lieues à cheval. » Là-dessus, elle entame le récit de l'aventure à la troisième personne, puis, gagnée par la chaleur de la narration, elle ajoute : « Il arrive à son hôtel, entre au salon, la prend dans ses bras, l'emporte dans la chambre... et nous y sommes restés trois jours. »

sion : il lui demeura fidèle pendant plusieurs mois, et ne cessa de l'aimer tout en la trompant le plus discrètement du monde. (Grave problème sur lequel les hommes et les femmes resteront sans doute en éternel désaccord.) Elle mourut d'une maladie de poitrine, après six ans de mariage, répondant délicieusement à son mari qui s'informait si elle était contente de son confesseur, le Père Ségaud : « Assurément, car il ne m'a pas défendu de vous aimer. » Et soit qu'il fût encouragé par le souvenir de cette créature exquise, soit qu'il se crût au-dessus des lois de la nature et qu'il eût rayé de sa destinée le mot vieillesse, il n'hésitait pas, malgré ses quatre-vingt-quatre ans, à tenter une troisième aventure, se remariait et semblait commencer une nouvelle vie. Et il terminait sa carrière à quatre-vingt-douze ans, en 1788, à la veille de cette catastrophe que l'éclat, la contagion de ses vices hâtaient, achevaient de rendre inévitable.

VI.

Princes et rois, si vous savez l'histoire (1),
Vous avez tous présent à la mémoire
Ce grand combat, ce spectacle fameux,
Près d'Actium, lorsque l'on vit sur l'onde
Flotter l'empire et le destin du monde.
Ce fut, je pense, en sept cent vingt et deux.
Vous savez tous comment l'habile Octave,
Toujours heureux, sans être jamais brave,
Eut la victoire et ne combattit point;
Comment Antoine, épris jusqu'au délire
D'une beauté perfide au dernier point,
Laissa pour elle et la gloire et l'empire.
Mais savez-vous quand, du combat d'Épire
Rome avilie attendait un tyran,
Ce que faisait dans Rome un courtisan?
Vous l'ignorez, et je vais vous le dire.
Il instruisait douze de ces oiseaux
Au pourpoint vert, dont la langue indiscrète,
Comme nos sots, tant bien que mal répète
Les mots épars qu'on jette en leurs cerveaux.
Six pour Antoine, et l'autre moitié contre,
Forment des vœux par le flatteur dictés.
Octave arrive; on vole à sa rencontre,
Et jusqu'aux cieux ses exploits sont portés.
Dès qu'il paraît, suivi de ses phalanges,
Des Antonins les six cous sont tordus.
Le reste dit : « Vivat Octavius! »
Princes et rois, fiez-vous aux louanges!

(1) *Avis aux Princes*, ou *les Perroquets*, conte historique, écrit par de l'Isle en 1774. « Voltaire, dans ce genre, n'a rien fait de mieux, » observait Mme du Deffand, et Mme de Choiseul partage son avis, bien que la fin lui semble, à elle aussi, un peu écourtée.

De l'Isle envoyait ces vers à son cousin le comte de Riocour, premier président de la chambre des comptes de Lorraine et Barrois, avec lequel il entretint une correspondance qui dura plus de vingt ans. Elle commence en 1762 et se termine en 1784, à la mort du chevalier, mort occasionnée par une fièvre maligne qu'il contracta à Saint-Thierry, résidence d'été de l'archevêque de Reims. Elle est entièrement inédite et ne comprend pas moins de cent vingt-trois lettres. Les deux cousins s'aimaient tendrement, et si le président n'appartient pas à la classe des magistrats qui traduisent Horace ou riment des couplets badins, il ne semble nullement indifférent aux choses de l'esprit, mais au contraire fait fête aux poésies du capitaine. On s'entretient beaucoup des santés et des enfans du comte, de procès, de parlemens, on se recommande mutuellement des protégés, des affaires, et de l'Isle n'est pas fâché de montrer que la reine l'écoute avec bienveillance; il fait auprès de son amie, Mme Bertin, les commissions de la cousine et il en rend compte fort joliment, raconte ses impressions de voyages, de garnison, et, à ce propos, rappelant l'histoire du Juif errant, il feint de craindre d'être un jour la matière du tome deuxième, explique pourquoi il a le cœur garçonnier, pourquoi il aime le plaisir et refusera toujours de sacrifier l'inclination au préjugé qu'on appelle devoir. On trouve de tout dans ces lettres, et je n'entreprendrai pas de mettre de l'ordre dans cet aimable chaos; ce serait l'histoire tout entière de l'époque. Contentons-nous d'imiter de l'Isle, qui butine çà et là, fait son miel de toute fleur, donne l'impression de la minute, consacrant trois lignes à un événement de premier ordre, trois pages à un fait ordinaire ou minuscule, parlant à ses parens la langue de leur esprit et de son cœur.

Un jour, par exemple, il adresse à la fille de Riocour, la jeune Bébelle, ce billet : « Vous m'avez écrit, ma belle petite cousine, une jolie lettre qui m'a été renvoyée de Paris et que j'ai reçue ce matin; elle contient un remercîment. C'est, en vérité, porter l'attention trop loin, que de remercier les gens du plaisir qu'ils ont eu; c'en est un grand pour moi que de servir Bébelle, et toutes les fois que je me serai conformé bien soigneusement à ses ordres, il me restera encore le regret de ne les avoir pas devinés. Je voudrais, par exemple, deviner ceux que votre maman doit me donner, mais je sais d'avance que ce qu'elle me dira de faire pour vous sera fait sur-le-champ, à moins que ce ne soit de la fausse monnaie; car, dans ce cas-là, je vous demanderais un peu de temps pour me préparer, n'ayant, je l'avoue, acquis nulle connaissance sur cet important objet, comme on a pu le voir pendant la plus grande partie de ma vie où je n'avais pas assez de monnaie pour donner à penser que je la fisse moi-même... Remerciez bien pour moi

mon jeune cousin de la peine qu'il prend de me chercher un asile; si c'est lui qui le trouve, comme ce sera sûrement vous qui l'embellirez, je vous en devrai à tous deux la découverte et le charme... » Le chevalier avait prié ses parens de lui découvrir une petite propriété où il comptait finir ses jours : il voulait que cet asile fût leur maison de campagne jusqu'à ce qu'il l'habitât tout à fait; elle ne le serait pas moins alors, seulement il en deviendrait le concierge et le jardinier. Et l'aimable homme offrait d'assurer une somme de 30,000 francs à cette chère Bébelle pour faciliter au besoin son mariage.

Une autre fois (1), il feint d'exciter la jalousie de la cousine à propos de certaine coquette de haut parage, Mme de Neuvri, mais il laisse entendre à merveille que c'est lui-même, non le président, qui s'occupe d'elle, et sa malice est volontairement cousue de fil blanc : « Aïe ! aïe ! aïe! ma pauvre cousine, j'ai bien peur que tout ceci ne tourne mal pour vous; il est bien vrai que le président a reçu avec transport le ruban dont vous avez voulu qu'il se ceignît la tête, et il m'a même paru le préférer aux lauriers et aux myrtes dont le plaisir et la victoire couronnent les héros et les amans heureux; je dois même vous dire qu'il a écouté avidement ce que je lui ai dit de vous ou de votre part. Mais je ne peux vous dissimuler que l'objet présent fait un furieux ravage dans son âme magistrale; j'ai tout vu, tout entendu, tout remarqué. Un mousquetaire n'est pas plus ardent, un jeune homme de la cour pas plus sémillant, un cordelier, ma cousine, un cordelier pas plus entreprenant qu'il le fut hier près de Mme de Neuvri. En sortant du bal, où nous étions tous, j'ai soupé chez lui avec votre aimable rivale. Dieux! qu'elle était belle, et que l'élégance de son ajustement ajoutait encore aux charmes de sa figure! Une robe de satin couleur de rose, garnie d'hermine, se mariait naturellement avec la couleur de son teint; je n'entreprendrai pas de vous donner une idée de ses yeux, je crus voir le ciel dans toute sa beauté; elle dansa avec les grâces des Grâces mêmes et la légèreté des nymphes. A table, elle nous donna autant d'esprit que de tendresse : Psyché, lorsqu'elle agaçait l'Amour, était moins séduisante, et Vénus dans les bras d'Adonis ne fut jamais plus touchante et plus tendre... Par attention pour vous, ma chère cousine, je verrai encore aujourd'hui Mme de Neuvri, je la verrai demain, tous les jours, afin de vous rendre compte de ce qui se passera, et puis, c'est qu'elle est bonne à voir, bonne à entendre, bonne à tout (2)... »

(1) Lettre du 15 janvier 1765.

(2) C'est à Mme de Neuvri ou à Mme de Chaulnes qu'une bonne femme dit, à l'entrée d'une église, au moment du sermon : « Vous n'entrerez pas, vous êtes trop jolie; vous donneriez des distractions à ces messieurs! »

Mme de Neuvri était la rivale en beauté et en amour de Mme de La Salle, et elles se détestaient si fort que le bruit courut d'une rencontre à l'épée. Toutes deux fort légères, prétendant à tout prix acquérir la célébrité, et, j'imagine, au moral de la même lignée que cette vicomtesse de Laval, qui, ayant parié d'aller à un bal auquel on ne l'avait pas invitée, se fit enfermer dans un clavecin et en sortit toute parée au moment où les musiciens jouèrent le premier menuet; toutes deux d'esprit alerte et capables de répondre comme Mme de Balbi à Mme de Matignon, qui lui reprochait et médisances et calomnies : « Eh bien! sommes-nous quittes? » Quant à de l'Isle, en vrai fils du XVIIIe siècle, il porte ses hommages de l'une à l'autre, appelle Mme de La Salle : un prodige de grâces, de talens et d'extravagance, et, pour avancer ses affaires, recourt au vieux, à l'éternel moyen, celui qui caresse le mieux l'amour-propre féminin, le madrigal :

Églé, tu nous parais la rose
Dont le bouton naissant
Ouvre sa feuille à peine éclose
Au feu d'un zéphir caressant.
Comme elle, à peine en son aurore,
Tu réunis son éclat, sa fraîcheur;
Pour être, Églé, plus belle encore,
Comme elle aussi, tu dois prendre un vainqueur.

Modes, enfans, propos de salon, poésies jouent naturellement le principal rôle dans les lettres du capitaine à Mme de Riocour : homme précieux entre tous, pour qui la science de Mmes Adélaïde, Beaulard et Bertin n'a point de mystère, qui se constitue auprès de ces personnes célèbres le ministre plénipotentiaire de sa cousine et obtient pour les toilettes choisies par lui (1) l'approbation de la marquise de Coigny, « l'oracle du bon goût, comme elle en est le chef-d'œuvre, » qui sait ce qui se passe à la cour et vit dans l'intimité de ces familles qu'on avait surnommées les quatre coins

(1) Les mémoires du temps ont rapporté la réponse de Mme Bertin à une cliente difficile : « Présentez donc à madame les échantillons de mon dernier travail avec Sa Majesté; » son mot au marquis de Toulongeon, qui se plaignait de ses prix exorbitans : « Ne paie-t-on à Vernet que sa toile et ses couleurs? » Il faut, pour avoir une idée de ces insolences d'artistes, lire dans Dutens le récit de la visite du chevalier de la Luzerne au cordonnier Charpentier. A Mme de Pompadour, qui veut savoir la raison de sa réputation, Dagé répond tranquillement : « Je coiffais l'autre, » mot qui ravit la Dauphine. — Voir aussi les *Mémoires* de Maurepas, de Soulavie, de Bachaumont. — *Les Contemporaines*, t. XII. — Le *Tableau de Paris*, t. XI. — *Correspondance secrète*, t. Ier. — *Correspondance de Grimm*, t. V. — *Les Panaches* ou *les Coiffeurs à la mode*, comédie en un acte, représentée au Grand-Théâtre du Monde, Londres, 1778. — Goncourt : *la Femme au XVIIIe siècle*. — *Les Modes*, épître à Beaulard.

de la reine. Quel plaisir aussi de déguster la primeur de ses vers, de ceux, par exemple, qu'il composa pour Mme de Brionne, la grande *amie* du duc de Choiseul! Un soir, séduite par le charme pénétrant d'une belle nuit, la comtesse avait essayé de faire des vers à la lune, mais elle ne put jamais dépasser le quatrième. Le chevalier acheva l'hymne, le fit imprimer sous le nom de Mme de Brionne sur une feuille du même format et du même caractère que *le Mercure de France*, ajouta un dithyrambique éloge de ses talens, puis inséra la feuille dans le numéro qu'elle recevait. La plaisanterie eut grand succès, Grimm s'y laissa prendre, et, dans *la Correspondance littéraire*, vanta beaucoup ces couplets « dont Sapho se serait honorée d'être l'auteur. »

A LA LUNE.

AIR : *Que ne suis-je la Fougère?*

O lumière enchanteresse!
Flambeau de la volupté!
Tu rassures la tendresse
D'une timide beauté!
A ses yeux, ta clarté pure
Offre des tableaux charmans,
Le repos de la nature
Et le bonheur des amans.
Souvent un léger nuage
Qui te dérobe à ses yeux,
Lui dit qu'une amante sage
Doit ainsi cacher ses feux;
Sous ce voile où tu couronnes
Ceux du tendre Endymion,
De bien aimer tu lui donnes
L'exemple avec la leçon.

Voilà de quelle façon de l'Isle écrit à la petite et à la grande cousine. Quant à la correspondance avec le président, elle contient, certes, beaucoup de hors-d'œuvre, de détails qui n'ont plus de prix pour nous; toutefois, un certain nombre de lettres méritent une mention, celle-ci, entre autres, où, après avoir entretenu son parent des remontrances du parlement, de brigandages monstrueux commis par des misérables qui éventrent des femmes grosses pour manger leurs enfans, il ajoute : « Tout Paris s'amuse de la réponse faite à un fanatique de d'Alembert, qui, dans un élan d'enthousiasme, s'écriait : c'est un Dieu! — Allons donc! si c'était un Dieu, il commencerait par se faire homme. (On affirmait que son affection pour Mlle de Lespinasse était forcément platonique)... On vient de trouver le moyen de détourner l'excommunication lancée contre les comédiens français en mettant leur compagnie à l'instar

de l'Opéra et en la nommant Académie royale dramatique; si ce projet a lieu, Mlle Clairon, qui veut absolument communier, remontera sur le théâtre, et M. de Belloi, qui veut absolument que Mlle Clairon fasse valoir ses pièces, donnera sa tragédie de Gabrielle de Vergi. » — M. de Gouffier voulait et veut encore épouser la petite Doligny, jeune actrice des Français qui a autant de vertu que de talens; elle lui a répondu : « Je serais déshonorée en devenant votre maîtresse, et vous le seriez en devenant mon mari. » Cette conduite-là est d'autant plus belle que la petite fille n'est pas riche; toute comédienne qu'elle est, je parie qu'elle plaira beaucoup à ma cousine; contez-la-lui pour la raccommoder avec nos filles de théâtre... Dites-lui aussi que son M. Poinsinet, dont elle m'a un jour conté l'histoire à propos d'un âne, est revenu de Genève, et que, comme il se vantait que M. de Voltaire lui avait confié son secret pour faire d'excellens vers, on lui a répondu : « Parbleu, monsieur, vous le lui avez bien gardé (1)!.. »

Poinsinet, poète naïf et souvent mystifié, lisait une comédie pleine de réminiscences; tout à coup un petit chien se met à japper : — « Voyez, interrompt Sophie Arnould, comme cet animal aboie au voleur! » — Il fut berné le plus plaisamment du monde par Préville. Ce dernier lui fit croire qu'une prétendue charge d'écran du roi était devenue vacante, qu'on l'accordait toujours à un homme d'esprit qui accompagnait partout le prince, s'interposant entre le feu et lui; que, quand Sa Majesté s'ennuyait, elle se délassait en causant avec son écran qui devenait ainsi une manière de personnage. Jour pris chez un traiteur avec six amis complices pour essayer les aptitudes de Poinsinet : ils le font tenir debout devant la cheminée, l'encourageant à bien supporter le feu qu'ils attisent impitoyablement, l'entretenant de tous les avantages de la position, sollicitant déjà des grâces, le tout sans perdre un coup de dent, jusqu'à ce que le petit homme, à moitié rôti, ait déclaré avec désespoir qu'il ne pourrait jamais remplir une telle charge.

Plus loin (2), une anecdote assez piquante sur Mme Louise, celle qui se fit religieuse et que Marie-Antoinette appelait : la petite carmélite la plus intrigante qui existe dans le royaume. Les ports des lettres qu'elle avait reçues pendant l'année 1771 ayant monté à quatorze mille livres, Louis XV ordonna à M. d'Ogny de faire accorder à cette princesse la franchise de tous ses paquets. L'histoire est une grande rabâcheuse, non moins qu'une grande indiscrète. Pendant les premiers jours de la réunion des états-généraux, Mirabeau reçut un si grand nombre de lettres que le portier, hors

(1) Lettre du mois de janvier 1766.
(2) Lettre du 23 janvier 1772.

d'état de faire l'avance des frais, dit au facteur d'apporter un mémoire : au bout de huit jours, ce bordereau montait à plus de mille francs, et Mirabeau, à qui il fut présenté, écrivit au bas : « Je soussigné, reconnais avoir reçu les lettres dont le montant est ci-dessus, *et je promets de n'en jamais rien payer.* » Le baron d'Ogny alla porter au roi cette singulière quittance ; et depuis lors il ne fut plus question pour Mirabeau de ports de lettres.

Un mot de Louis XVI, un vrai mot de roi ; de l'Isle n'a garde de l'oublier, car les mots authentiques des têtes couronnées sont rares, et l'on ferait un livre amusant en relevant ceux qu'on leur a de tout temps soufflés ou prêtés. Lorsqu'il annonça à M. d'Ormesson qu'il venait de le choisir comme contrôleur général des finances, celui-ci représenta qu'il était bien jeune : « Tant mieux, reprit Louis XVI, je le suis aussi, nous en aurons plus de temps à vivre ensemble. » Quant aux personnages en place, aux ministres, le chevalier, appartenant à une coterie, ne voit pas ou ne veut pas voir. L'aménité du caractère et du langage, des faveurs, beaucoup de faveurs, point de réductions, point de suppressions de sinécures, voilà le critérium du courtisan, le moyen de passer grand homme à ses yeux, et l'on se pâme devant la réponse de Calonne, le ministre léger avant, pendant, après, à la reine qui lui recommande un protégé : « Madame, si c'est possible, c'est fait; si c'est impossible, ça se fera. » « M. de Calonne fait (1) jusqu'ici des merveilles, il trouve de l'argent, il en donne, il en assure ; il parle bien au conseil, bien à ses audiences, bien dans son cabinet. Je le crois depuis longtemps homme d'état, et je me le persuade plus que jamais. Il ne remplacera point les trois commis renvoyés, pouvant, dit-il, se passer de personnages aussi chers, car chacun d'eux avait 64,000 francs d'appointemens... » Il fallait un homme d'état, on prenait un homme du monde, causeur séduisant, dialecticien spécieux, incapable de travail soutenu, ignorant et les chiffres et le crédit qui est l'alchimie de la richesse. Ce trait suffirait à le peindre : pendant l'assemblée des notables, il devait remettre à jour fixe certain mémoire très important et avait négligé de s'en occuper : afin de présenter une excuse, il fit mettre le feu au contrôle général de Versailles. N'est-ce pas un procédé digne du sauvage qui abat le palmier pour obtenir le fruit? Plus tard, Chateaubriand définira le prince de Polignac, ministre de Charles X : un muet éminemment propre à étrangler un empire. Des parleurs comme Calonne peuvent contribuer au même résultat (2).

Un autre ministre léger, auquel de l'Isle semble s'intéresser ar-

(1) Lettre du 2 décembre 1783 au comte de Ricoour.
(2) Lettres d'octobre et novembre 1781.

demment, du moins raconte-t-il presque jour par jour les péripéties de sa dernière maladie, et vante-t-il son caractère avec grand accompagnement de flatteuses épithètes, c'est le comte de Maurepas, ce vieil enfant égoïste, insouciant de toutes choses hormis sa place, plus occupé des petites intrigues que des grands intérêts de l'État, hostile aux réformes qui auraient excité des plaintes et des cabales, aux vastes plans où les grands risques sont l'enjeu des grands succès, sceptique à l'égard des vertus pénibles, faisant passer les considérations avant les principes, doué du don des habiletés subalternes qui maintiennent un ministre, mais qui énervent un régime en le discréditant : une espèce de cardinal de Fleury moins la sagesse (1). On sait qu'il inaugura sa réputation par un couplet licencieux contre Mme de Pompadour. Sa gravité apparente ne dépassait point son maintien, son extérieur froid ne faisait que rendre plus singulières ses plaisanteries ; car il plaisante de tout, et à la longue, rien de plus irritant que ce ricanement sans fin, que cet éternel : ça m'est égal ! à l'heure où se noue la plus sombre des tragédies. L'esprit de trait et de réplique, quand il va contre l'esprit de la fonction, n'est plus de l'esprit : il donne presque la sensation d'une parodie sacrilège dans une église ; de même tel discours parlementaire, plein de belles phrases, mais maladroit, se retourne fréquemment contre le gouvernement, le parti de l'orateur qui l'a prononcé. Avoir l'intelligence de son rang, de sa situation, sera toujours le véritable esprit, le seul utile et qui ne sonne jamais faux. L'esprit de l'homme d'état, du diplomate n'est pas, ne doit pas être celui du journaliste, de l'historien : une épigramme inepte ou dangereuse dans la bouche d'un ministre peut, lancée par un homme du monde, avoir beaucoup d'à-propos. Combien peu d'ailleurs ont l'esprit du silence, combien peu se résignent à étouffer entre leurs lèvres un mot malicieux! Peu après son avènement comme premier ministre, un gentilhomme gascon vint solliciter Maurepas, et voulant se donner les airs de l'avoir connu : « Monsieur le comte, dit-il, oserais-je vous demander ce que vous avez fait de ce petit cheval blanc que vous montiez, il y a une dizaine d'années, lorsque nous étions à la campagne ensemble? — Monsieur, répond gravement Maurepas, qui s'aperçoit que l'habit du Gascon est retourné, je l'ai fait retourner et je lui ai fait mettre des boutons neufs. » — « Savez-vous, disait-il en pleine guerre contre les Anglais, ce que c'est qu'un combat naval?.. Deux escadres sortent de deux ports opposés ; on manœuvre, on se tire des coups de canon, on abat quelques mâts, on déchire

(1) *Mémoires* de Maurepas, de Ségur, de Mme de Genlis, de Mme Campan, du duc de Lévis. Éloge de Maurepas par Condorcet, etc.

quelques voiles, on tue quelques hommes, on use beaucoup de poudre et de boulets ; puis chacune des deux armées se retire, prétendant être maîtresse du champ de bataille ; elles s'attribuent toutes deux la victoire ; on chante de part et d'autre le *Te Deum*, et la mer n'en reste pas moins salée. » Son esprit le servait mieux, lorsqu'ayant proposé Turgot pour ministre à Louis XVI, ce prince objecta avec candeur : « On prétend que M. Turgot ne va pas à la messe. — Eh sire! reprend Maurepas, l'abbé Terray y va tous les jours ; » ou bien encore, quand il invitait le comte d'Artois à faire quelques actes de soumission à sa majesté. « Après tout, interrogeait avec hauteur le jeune prince, que peut me faire le roi (1)? — Monseigneur, il peut vous pardonner. » Malgré tout, on perdit en lui plus qu'il ne valait, et il faut aussi reconnaître ses qualités : désintéressé, ennemi de la magnificence et du faste, le goût des arts, le talent de simplifier le travail du cabinet, de saisir rapidement les questions et de se rappeler, une certaine dextérité qui suppléait à l'étude et à la méditation. Avec cela excellent mari : sa femme et lui passèrent cinquante-cinq ans sans se quitter presque une journée ; elle avait beaucoup d'influence, et il assistait tous les soirs à sa partie de loto ; Mme de Puisieux les appelait Baucis et Philémon. Le XVIIIe siècle, par une sorte de compensation, est en quelque sorte le siècle des bons ménages de ministres : les Maurepas, les Chauvelin, les Vergennes, les Necker fournissent de parfaits exemples de bonheur conjugal qui protestent contre de bruyans scandales, trop nombreux assurément et capables de voiler aux esprits superficiels ou passionnés la grande majorité honnête, comme dans une assemblée politique, le spectateur n'a d'yeux que pour les quelques orateurs qui s'emparent de la tribune, et ne se préoccupe guère d'écouter le silence des timides, d'étudier le travail qui s'accomplit dans les commissions.

VII.

Marie-Antoinette prétendait jouir à la fois des avantages de la royauté et des agrémens de la vie privée, se conduire en simple particulière à Trianon, y jouer la comédie le soir après avoir été reine le matin à Versailles : déçue dans ses rêves d'amour conju-

(1) C'est lui qui répliquait à un archevêque indigné de la nomination de Turgot : « Je vous l'abandonne si vous voulez payer la dette de l'État. » On lui reprochait d'avoir fait nommer ministre de la maison du roi Amelot, homme assez médiocre : « On ne dira pas, au moins, que j'ai pris celui-là pour son esprit. » Un abbé de cour, surpris en tête-à-tête avec une jolie femme, s'excusait, disant qu'il ne croyait pouvoir mieux faire que de suivre l'exemple de tel ou tel prélat : « Point du tout, observe Maurepas, attendez que vous soyez évêque. »

gal, sevrée pendant sept années des joies de la maternité, elle désirait qu'on l'aimât pour elle-même, cherchait une amie intime et crut l'avoir trouvée dans Mme de Lamballe d'abord, puis dans Yolande de Polastron, comtesse de Polignac (1). Un visage enchanteur, au sourire, au regard vraiment célestes, peu d'esprit et d'instruction, mais beaucoup de douceur et de grâce dans le caractère, de droiture dans le jugement, avec certain penchant à l'indolence, une âme sensible et bienveillante, une modestie délicate qui lui faisait souvent répondre de bonne foi : ce que vous me dites là est au-dessus de ma portée, ces qualités avaient charmé la reine, qui conçut pour Mme de Polignac une très vive affection. Seule avec elle, dira-t-elle plus tard, je ne suis plus reine, je suis moi. Cependant cette sympathie menaçait de demeurer stérile, si les intimes de la comtesse n'eussent imaginé un stratagème qui devait leur permettre de s'élever en élevant la jeune comtesse. Par leurs soins, sous leur dictée, celle-ci écrit à la reine, exprime sa douleur de s'éloigner d'une princesse qui lui témoigne tant de bontés; mais la médiocrité de sa fortune lui fait une loi de quitter Versailles, et aussi la crainte que cette amitié, après lui avoir attiré de dangereux ennemis, ne la laisse livrée à leur haine. La fuite dans les saules, avec les variantes que nécessite le progrès! Elle eut le même effet; Marie-Antoinette retint Mme de Polignac, l'installa auprès d'elle, et, lorsque la princesse de Guéménée perdit la charge de gouvernante des enfans de France, une intrigue à peu près pareille, ourdie par le baron de Besenval, amena la favorite à lui succéder. Aussi bien, honneurs, grâces, dignités, tout va à sa famille, à son insatiable entourage (2). Le tabouret pour elle, son

(1) Sur Mme de Polignac et sa société intime, voir : *Histoire de Marie-Antoinette*, par Maxime de la Rocheterie, 2 vol. in-8; Perrin. — *Mémoires* de Mmes de Genlis, d'Oberkirch, Campan, de Besenval, de Ségur. — *Lettres du chevalier de l'Isle au comte de Riocour et au prince de Ligne.* — Sainte-Beuve : *Causeries du Lundi*, t. XII. — Duc de Lévis : *Souvenirs et Portraits.* — *Mémoires sur la vie de la duchesse de Polignac.* — *Correspondance de Mirabeau et de La Marck.* — *Correspondance secrète du comte de Mercy.* — *La marquise de Bombelles au marquis de Bombelles* (archives de Versailles). — Pierre de Nolhac : *le Château de Versailles au temps de Marie-Antoinette*, Versailles; Aubert, 1889. — *Portefeuille d'un Talon-Rouge.* — Adolphe Jullien : *la Comédie à la cour, le Théâtre de Mme de Pompadour.*

(2) Un membre de cette famille, le cardinal de Polignac, a laissé une grande réputation comme diplomate. Envoyé à Rome pour négocier la réconciliation du pape et de Louis XIV, il met tant de grâce et de dextérité dans sa conduite qu'il arrache ce compliment à Alexandre VIII : « Je ne sais comment vous faites; vous semblez toujours de mon avis, mais c'est moi qui finis par être du vôtre. » Ambassadeur de Louis XIV au congrès d'Utrecht, il tient aux Hollandais ce fier langage : « Nous traiterons de vous, chez vous, sans vous. » Artiste et savant, il composa un poème latin, *l'Anti-Lucretius*, très apprécié alors, où il combat les doctrines philosophiques de Lucrèce. — Au XVIIIe siècle, une marquise de Polignac est presque célèbre par ses bou-

mari premier écuyer et duc héréditaire, 400,000 livres pour payer leurs dettes, 800,000 pour la dot de leur fille, la terre de Fenestrange, qui rapportait 70,000 livres; quinze mois après, une pension de 80,000 livres sur le trésor royal, la direction générale des postes et haras octroyée le 1er janvier 1780, le beau-père nommé ambassadeur en Suisse, la place de capitaine des gardes promise à leur gendre, le duc de Guiche; la comtesse Diane, malgré sa réputation équivoque, dame d'honneur de Madame Élisabeth; ces faveurs, suivies d'autres encore, déchaînèrent les envieux, mécontentèrent le public. Marie-Antoinette n'y prenait point garde, et semblait même se faire un jeu d'exaspérer la jalousie en prodiguant à son amie des marques de sympathie exorbitantes qui, très injustement d'ailleurs, firent comparer Mme de Polignac à la maréchale d'Ancre. Elle entraîne chez elle le roi et toute la cour, prend son bras le soir et traverse ainsi les antichambres, remplies de monde, sans autre suite qu'un valet de chambre et deux valets de pied. La duchesse s'absente-t-elle? Elle lui écrit régulièrement. Est-elle enceinte? On décide qu'au moment des couches la cour ira s'établir neuf jours à la Muette. Et les fétichistes de l'étiquette de gémir de ces infractions au rituel. Mais n'oubliaient-ils pas les escapades de la duchesse de Bourgogne courant dans les jardins de Marly, s'asseyant auprès des femmes de chambre à l'église, et surtout ces fameux lavemens que l'espiègle prenait, appuyée sur un écran, en présence de Louis XIV, qui fut longtemps sans le savoir et qui s'en amusa beaucoup quand il l'apprit? En somme, le salon de Mme de Polignac fit grand tort à Marie-Antoinette : il développa chez elle le goût des conversations oiseuses, de la moquerie sans esprit et des distractions futiles qui prolongent l'ignorance, dégoûtent petit à petit des bonheurs fondés sur la dignité de l'âme et le sentiment de la grandeur dans le devoir. Et c'est une question de savoir si la favorite d'une reine ne nuit pas autant à la royauté que la favorite d'un roi.

A Versailles, le salon de la duchesse a pour cadre une grande salle de bois construite à l'extrémité de l'aile du palais qui regarde l'Orangerie; au fond un billard, à droite un piano, à gauche une

tades, ses plaisanteries brusques, son caractère fantasque et la hardiesse spirituelle avec laquelle elle avouait sa passion pour le comte de Maillebois. Afin de soutenir les intérêts de son *ami*, elle avait été chez Mme du Barry, et on lui passa cette démarche, parce qu'elle *était sûre que toutes les personnes qui savent aimer l'excuseraient;* ce qui fit dire à M. de Valence que, dans le monde, pour avoir un ridicule, *il faut l'accepter*, mais qu'on n'en a jamais lorsqu'on s'en moque gaîment et sans embarras. La marquise de Polignac avait des mots à elle, des mots comme celui qu'elle lança en entendant vanter Mme de Lutzbourg, qui, malgré ses soixante-dix-huit ans, se montrait étonnamment leste et active : « Oui, elle a toute la vivacité que donnent les puces. »

table de quinze. Mme de Polignac recevra-t-elle toute la France? interroge le prince de Ligne. — Oui, répond de l'Isle, trois jours de la semaine : mardi, mercredi, jeudi. Pendant ces soixante-douze heures, ballet général; entre qui veut, dîne qui veut, soupe qui veut. Il faut voir comme la racaille des courtisans y foisonne. On habite, durant ces trois jours, outre le salon, toujours comble, la serre chaude, dont on a fait une galerie, au bout de laquelle est un billard. Les quatre jours de la semaine qui ne sont point ci-dessus dénommés, la porte n'est ouverte qu'à nous autres favoris. Vous y êtes attendu. Mme de Polignac couchera-t-elle avec M. le dauphin (le fils de Louis XVI)? Il a été spécialement énoncé qu'elle couchera avec qui elle voudra. Seulement une porte de glace, pratiquée entre sa chambre et celle du dauphin, laisse voir de l'une tout ce qui se passe dans l'autre (24 novembre 1782. Mme de Polignac venait de remplacer Mme de Guéménée).

Quels sont et qui sont les autres *favoris,* les habitués du salon, de la *ville Jules*, de l'*hôpital Jules*, comme dit familièrement de l'Isle? Parmi les parens : Diane de Polignac, la duchesse de Guiche, fille de Mme de Polignac, pour laquelle Grimm répétait le vers d'Horace :

Matre pulchra filia pulchrior;

le comte de Polastron, son frère, « une nullité qui joue du violon; » la comtesse de Polastron, *la bichette Polastron,* qui pleure en apprenant que son mari va en Amérique : « ses joues ressemblaient à des fleurs couvertes de rosée, » qui pleurera bien plus amèrement quand elle aimera le comte d'Artois; Mmes d'Andlau et de Mun, les deux filles de Mme Helvétius, surnommées *les deux Étoiles,* à cause de leurs charmes et en souvenir d'un conte où une mère, interrogée par sa fille sur ce que devenaient les vieilles lunes, répondit que le bon Dieu les cassait en morceaux pour faire les étoiles de son firmament; ensuite le duc de Guines, le bailli de Crussol, le chevalier de Luxembourg, le marquis de Conflans; le duc de Lévis (1), qui plus tard publiera des ouvrages remarquables par la finesse des pensées, le ton d'urbanité élégante, un des premiers parmi les moralistes de second ordre; le comte de Ségur, autre écrivain polygraphe, l'homme qui, grâce à sa bienveillance et sa parfaite éducation, sut le mieux peut-être faire accepter ses métamorphoses politiques, maître accompli et tout à fait supérieur dans

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1889. — *Les Causeurs de la Révolution*, 2e édit., in-18; Calmann Lévy.

l'art de la repartie diplomatique, de l'épigramme adoucie, de la louange raffinée qui flatte l'interlocuteur sans abaisser la dignité du complimenteur et sauve parfois une situation tendue ou compromise; — les trois Coigny, le duc, le comte, le chevalier; le duc, nommé en 1774 premier écuyer du roi, ami fidèle de Choiseul, homme de grandes manières, d'une discrétion à toute épreuve, fort jaloux, à certain moment, de la faveur de Lauzun et de Mme de Polignac auprès de la reine, le type du courtisan habile et loyal; le comte de Coigny, gros garçon réjoui, « bon seigneur qui veut que, à commencer par lui, tout le monde soit bien accueilli, bien traité, bien libre, bien heureux dans un grand château (Mareuil), trop grand pour les réparations qu'exige son entretien; » le chevalier, joli homme fort à la mode, que les femmes appelaient *Mimi*. Mme de Genlis lui trouvait l'air distrait, insouciant et en même temps étourdi, une gaîté affectée, un ton moqueur qu'il ne quittait jamais; causant peu, mais dans chaque visite laissant un mot, bon ou mauvais, que l'on citait toujours; et, ce mot une fois lancé, ne parlant plus. Il se gaussa spirituellement de Le Pelletier de Morfontaine, l'ancien prévôt des marchands sous Louis XVI, homme assez intelligent, très bon, mais d'une fatuité insupportable, en dépit de certaine infirmité qui empêchait ses meilleurs amis de demeurer près de lui dans une voiture fermée. Un jour il va le voir, le trouve étendu sur sa chaise longue, près d'une table couverte de fioles, de sachets, et tout pâle, car il n'avait pas encore mis son rouge. Voilà Le Pelletier qui lui annonce, d'un ton d'importance, qu'il vient de rompre toutes ses liaisons et le consulte pour savoir à quelle femme il devra adresser ses soins. Charmé de mystifier un sot, le chevalier passe en revue les beautés d'épée et les beautés de robe les plus accomplies, et lui de trouver à toutes quelque défaut qui le rebutait. « Ma foi, mon cher, conclut enfin Coigny en éclatant de rire, puisque vous êtes si difficile, je vous conseille d'imiter le beau Narcisse et de devenir amoureux de vous-même. »

Les coryphées, les vrais meneurs du salon, sont MM. d'Adhémar, de Besenval, et surtout Vaudreuil. Simple lieutenant dans un régiment d'infanterie, connu d'abord sous le nom de Montfalcon, le premier s'était distingué par une action d'éclat au combat de Warbourg; mais étant sans faveur, sans fortune et sans liaisons, il n'obtint que la croix de Saint-Louis avec la place de major dans une petite ville : une retraite plutôt qu'un encouragement. Le hasard fit pour lui ce que n'avaient pu le courage, la volonté. En feuilletant les parchemins déposés dans les archives du castel d'une vieille tante, il trouve des titres établissant sa descendance de la

maison d'Adhémar, les porte au généalogiste Chérin, qui, après un minutieux examen, les déclare authentiques. Grâce à MM. de Ségur et de Castries, le nouveau comte d'Adhémar est nommé colonel commandant du régiment de Chartres-Infanterie et présenté à la cour; il épouse une riche veuve, Mme de Valbelle, dame du palais de la reine; son ami Vaudreuil l'introduit chez Mme de Polignac. Un esprit aimable, sans portée, une voix charmante, beaucoup d'ambition et d'audace, il n'en fallait pas plus alors pour réussir quand on était de l'intimité de la favorite (1). Elle le fit nommer ministre à Bruxelles, ambassadeur à Londres; mais ses prières, ses larmes mêmes, le moyen par excellence auprès de la reine, échouèrent quand elle sollicita l'ambassade de Vienne, le ministère de la guerre. Peu intéressée pour elle-même, la duchesse mettait une ardeur fâcheuse à soutenir les prétentions de ses parens et amis. En face d'une telle âpreté, ne comprend-on pas le goût de Marie-Antoinette pour certains étrangers, le prince de Ligne, La Marck, Valentin Esterhazy, Stedingk, Fersen, qui *l'ont adorée sans songer à l'aimer*, et qui, eux, ne lui demandaient rien?

Lieutenant-général, grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, inspecteur-général des Suisses, puis lieutenant-colonel du régiment des Gardes Suisses, excellent officier pendant la guerre de sept ans, mais n'ayant pas le feu sacré qui fait les grands capitaines, homme de cour, épicurien de goûts et de principes, très attiré vers les lettres et les arts, qu'il aima sans les étudier ni les approfondir, le baron de Besenval a les défauts et les qualités de beaucoup de gens de son époque, que l'attrait du plaisir, la vie de salon et de boudoir détournèrent des fortes vocations et gâtèrent. Ses mémoires indiscrets, son existence, démontrent la loi immuable des contrastes, la dualité du personnage : plein de fatuité, partial, cynique et immoral dans ses jugemens, il a tout prophétisé, fait, défait les ministres, il aurait tout conjuré si on l'eût écouté (en réalité il contribua à la nomination du maréchal de Ségur et décida celle de Mme de Polignac). Ce n'est pas qu'il manque d'une certaine clairvoyance : ainsi il se mit à la tête de l'opposition contre *Figaro* et représenta cette comédie comme une satire du gouvernement; il pressentait la révolution et comprenait qu'à côté, au-dessus de la conjuration des hommes, il y avait la conjuration des choses. Et puis il a une gaîté railleuse et goguenarde, gaîté charmante lorsque, montant à l'assaut d'une redoute au milieu d'un feu meurtrier, il

(1) *Mémoires* de Besenval, de Ségur, de Mme Campan. — Sainte-Beuve, t. XII. — Duc de Lévis. — Vicomte de Ségur : *Œuvres diverses.*

se retourne et crie à ses grenadiers : « Morbleu! camarades, cette situation n'est pas commode; savez-vous bien que, s'il n'y avait pas des coups de fusil à gagner, on n'y tiendrait pas? » charmante encore lorsque, arrêté en 1789, menacé de la colère du peuple, il se distrait en persiflant son geôlier, Bourdon (de l'Oise), le futur conventionnel; gaîté navrante quand il rit de certaines choses, quand, par exemple, il se *divertit des louanges dont il accable les colonels français* qui lui font examiner leurs soldats, ou quand il encourage la reine à la moquerie et lui prêche le mépris de l'étiquette : le rire du régent, de Maurepas, le rire de ces jeunes gens qui se consolent d'une défaite si elle inspire une jolie chanson.

En même temps, des traits d'une rare délicatesse (1). Ami de Choiseul dans la disgrâce, protecteur attentif de ses anciens compagnons d'armes, capable de risquer son crédit pour défendre ceux qu'il aime, de risquer sa vie pour soustraire le roi à la possibilité d'un danger. A la fin de 1789, lorsqu'on commença d'instruire son procès, il aperçoit, parmi les pièces rassemblées pour sa défense, un ordre signé de Louis XVI, portant ces mots : « Le baron de Besenval repoussera la force par la force. » Aussitôt il s'en saisit et le met en pièces. — « Quelle imprudence! s'écrie son avocat! Notre plus beau moyen! — Mon cher défenseur, répond Besenval, ce bout de papier plairait trop aux ennemis du roi. N'ajoutons pas à ses malheurs. — Mais le roi n'est pas prisonnier! — En êtes-vous bien sûr? » — Aussi bien Besenval réalise le type de l'homme constamment heureux : recherchant le péril, ardent à s'y exposer, il ne reçut jamais une égratignure; il eut une grande for-

(1) Besenval, raconte le vicomte de Ségur, était d'une violence extrême de caractère, et l'impossibilité de la vaincre l'avait déterminé à s'y livrer sans réserve; d'ailleurs, l'objet de sa colère et de ses brusqueries devenait souvent celui de ses caresses et de ses bienfaits. Il avait un vieux serviteur qui occupait un appartement dans son hôtel et qu'il traitait comme un ami. On laissait Blanchard s'occuper de menus détails, afin qu'il ne se crût pas inutile. Un jour, on apporte à Besenval un superbe jasmin du Cap qu'il destinait à la reine; il le confie à Blanchard, qui malheureusement laisse tomber le vase, et tout est brisé. Besenval, furieux, l'accable de reproches, et le vieillard, désespéré, demande le lendemain la permission de se retirer dans sa famille. — Comment! vous voulez me quitter! Vous resterez : nous devons vivre et mourir ensemble. — Non, monsieur le baron, je sens que je vous deviens odieux; je vieillis trop et ne puis qu'exciter, par mes lenteurs, la violence de votre caractère. — Eh bien! monsieur, répond le baron les larmes aux yeux, c'est donc un parti pris? Il faut nous séparer! Vous étiez à mon père, votre femme m'a nourri, vous êtes plus ancien que moi dans la maison : c'est à moi de m'en aller. Je reviendrai quand vous pourrez supporter mes défauts. — A ces mots, il prend sa canne, son chapeau et veut sortir. — Touché de ce trait inattendu, Blanchard se précipite à ses pieds devant la porte; son maître le relève, le serre dans ses bras : ils fondent en larmes et jurent de ne jamais se séparer.

tune, des dignités, beaucoup de succès auprès des femmes, un tour d'esprit qui lui montrait les choses du bon côté. La reine l'écoutait volontiers : un jour vient où il abuse de sa confiance pour tenter de lui arracher un secret d'État, ou, selon Mme Campan, pour lui faire une déclaration d'amour ; Marie-Antoinette se contente de lui infliger une mercuriale, et il continue d'être des Trianon. Accusé du crime de lèse-nation pour sa piètre défense de Paris, le 12 juillet, le hasard, son assidu collaborateur, amène sur sa route Necker, qui revenait en France, redemandé par le cri public, et qui lui épargne sans doute la réception faite à Foulon, à Berthier, en retardant son départ. Enfin, le Châtelet l'acquitte, en 1790, et il a la chance de mourir, seize mois après, au seuil de la Terreur. Sa belle humeur, son goût de la société, ne l'abandonnèrent pas un instant : il avait vingt-cinq personnes à dîner, le 2 juin, jour de sa mort : pendant qu'on était à table, il entra dans la salle à manger en disant à ses convives : « C'est l'ombre du commandeur qui vous fait sa visite. » La plaisanterie parut lugubre, il s'aperçut de l'impression produite, sourit, rentra dans le salon ; une heure après, il expirait.

Le comte de Vaudreuil, l'*ami* de la duchesse, le favori du comte d'Artois, était, selon la princesse d'Hénin, le seul homme qui sût parler aux femmes dans le monde. Il avait profité du conseil de Lekain : si vous voulez paraître passionné, ayez l'air de craindre de toucher la robe de la femme que vous aimez. Vaudreuil, en effet, plaisait beaucoup par un assemblage de petits talens ; une politesse qui semblait partir du cœur, cette grâce de contradiction qui fait qu'on semble demander pardon de n'avoir pas tort, l'art de conter, de chanter avec goût les couplets à la mode, de bien jouer la comédie. Grimm le proclame le meilleur acteur de société qu'il y ait à Paris et c'est toujours lui qui remplit les rôles d'importance au théâtre de Trianon. On attribua cependant une assez forte bévue à ce gentilhomme si accompli, la première fois qu'il vint chez la maréchale de Luxembourg : « Monsieur, lui dit-elle après souper, on assure que vous chantez fort bien et je serais charmée de vous entendre ; mais si vous avez cette complaisance, ne me chantez point d'ariettes, point de grands airs, un *Pont-Neuf*, un simple *Pont-Neuf*. » Vaudreuil, ignorant que la maréchale eût

(1) Sur le comte de Vaudreuil, on lira avec fruit l'excellente introduction de M. Léonce Pingaud à la *Correspondance de Vaudreuil et du comte d'Artois*, 2 vol. ; Plon, 1889. — *Souvenirs de Mme Vigée-Lebrun*. — *Mémoires* de Mmes de Genlis, d'Oberkirch, Campan, de Tilly, Montbarrey, Bachaumont. — Brifaut : *Récits d'un Vieux Parrain*. — Grimm : *Correspondance*, t. XII. — Forneron : *Histoire générale des Émigrés*. — Hyde de Neuville : *Mémoires et Souvenirs*.

été d'abord duchesse de Boufflers, entonne d'une voix sonore le premier vers du quatrain de Tressan :

Quand Boufflers parut à la cour.

A l'instant même on tousse, on éternue. Il poursuit :

On crut voir la mère d'Amour.

L'agitation redouble. Après le troisième vers :

Chacun s'efforçait de lui plaire,

Vaudreuil s'arrête, voyant la stupéfaction peinte sur tous les visages.

— Achevez donc, monsieur, reprit la maréchale, et elle fredonne elle-même le dernier vers :

Et chacun l'avait à son tour.

L'avidité de Vaudreuil, sa soif d'influence, dépassent toute mesure. Privé pendant la guerre d'Amérique de la jouissance de ses propriétés de Saint-Domingue, il se fait attribuer une pension de 30,000 livres, puis, par le crédit du comte d'Artois, échange cette pension contre un domaine d'égale valeur. Compris sans aucun titre dans une promotion de maréchaux de camp, investi de la charge de grand fauconnier qui se bornait à recevoir solennellement, une fois l'an, les gerfauts d'Islande ou les faucons envoyés de Malte, il obtint, grâce à l'obligeance de Calonne, son protégé, une avance de 1,200,000 livres, une autre de 600,000 livres. A ses yeux, le trésor public est une mer, qui n'y boit pas est un sot; cela s'appelait alors les bienfaits de la cour. Il sollicita aussi la charge de gouverneur des enfans de France. D'ailleurs nullement vénal, et un jour que Beaumarchais vient lui offrir un gros pot-de-vin s'il veut patronner un projet financier : « Monsieur, répond Vaudreuil, vous ne pouviez venir dans un meilleur moment, car j'ai passé une bonne nuit, et jamais je ne me suis mieux porté que ce matin; hier je vous aurais fait jeter par la fenêtre. » Ce brillant parasite se passionne pour les questions de personnes et les *trigauderies* de la cour, il entend être l'arbitre des grâces, provoque la chute du prince de Montbarrey, qui lui a refusé de lucratives survivances, rappelle avec hauteur à M. de Castries qu'il l'a fait maréchal de France. Pendant plusieurs années, il demeure

une puissance occulte, irresponsable; enfin oublieux des bienfaits de la reine, il prendra parti pour le cardinal de Rohan dans l'affaire du collier, pour Calonne contre elle, et, dans le cercle Polignac, la nouvelle intimité de Marie-Antoinette avec la comtesse d'Ossun donnera lieu à de perfides commentaires. Triste et douloureux effet de l'esprit de coterie, de la politique des petites chapelles!

A vrai dire, il donne et dépense aussi facilement qu'il reçoit, avec la même imprévoyance. « J'ai tant fait l'aumône, observe-t-il pendant l'émigration, que quelqu'un me la fera le reste de ma vie. » Ses flatteurs l'appellent Mécène, le surnomment l'*Enchanteur*. Dans son hôtel de Paris, dans sa maisan de Gennevilliers, grands seigneurs, savans, gens de lettres, artistes s'empressent, se confondent: on trouvait au salon des instrumens, des crayons, des couleurs, des pinceaux, et chacun de composer, de peindre ou causer, selon son goût ou son talent. Il compte parmi ses cliens Joseph Vernet, Mme Vigée-Lebrun, pour laquelle il paraît avoir nourri une sorte de sentiment en sous-ordre, dont il fréquente assidûment la maison, où l'accueille un jour une troupe de joyeux convives costumés à la grecque, les dames drapées en canéphores et en muses, le poète Lebrun coiffé du laurier de Pindare, Cubières armé d'une guitare baptisée lyre pour la circonstance; et tous, entonnant un chœur de Gluck, le conduisent à une table où lui sont offerts le vin de Chypre, le miel de l'Hymette et le raisin de Corinthe. Libéral à sa façon, Vaudreuil soutient une sorte de lutte contre le roi pour obtenir qu'on joue le *Mariage de Figaro* à Gennevilliers; il témoigne l'amitié la plus délicate à Chamfort, qui pendant plusieurs années devient son commensal, son divertisseur en titre; un divertisseur assez bourru dont les boutades amères amusaient son hôte. « Je prends à tout, répondait-il à un égoïste, et vous ne prenez à rien. » Il estimait inoffensives les épigrammes des gens de lettres, et Marie-Antoinette se montrait plus clairvoyante, lorsqu'après avoir lu une ode de Lebrun contre les courtisans, elle lui disait : « Savez-vous que cet homme nous ôte notre enveloppe (1)? »

(1) Pendant l'émigration, Vaudreuil partage l'existence de la duchesse de Polignac jusqu'a sa mort, survenue en 1793, s'attache ensuite à la fortune du comte d'Artois. Sa correspondance avec ce dernier le montre plein de clairvoyance d'abord, prêchant la politique de la persuasion, de l'appel à l'opinion, condamnant l'intervention étrangère; puis, sous le feu des événemens, la passion reprend le dessus : il jette au loin, comme des béquilles inutiles, la prudence et la raison. D'ailleurs, il n'était pas capable de résister longtemps à son prince bien-aimé. « Quand les choses sont faites, avoue-t-il, je ne sais plus les combattre. » Bientot il comprend la vanité de ses illu-

La chanson nouvelle, le mot du jour, des anecdotes plus ou moins libres, voilà, ce semble, les principaux sujets d'entretien de la société de Mme de Polignac : le bel esprit en était banni. Évidemment les habitués n'ont point d'affinités avec la secte des gens à grands sentimens, qui se piquaient d'être moralistes, métaphysiciens, affichaient une délicatesse particulière de goût et de principes ; pour faire pièce à ceux-ci, on se jetait dans le parti contraire, on traitait tout avec légèreté ; *avoir de l'enfance dans l'esprit* constituait, aux yeux des dissidens, le genre d'agrément le plus désirable. On se réunissait avec l'intention de ne dire que *des enfances et des bêtises*, à l'exemple de la marquise de La Ferté-Imbault, fondatrice de *l'ordre des camarades Lampons et des chevaliers Lenturelus*. Une lettre du chevalier au prince de Ligne nous édifie assez bien sur ce genre de causeries.

« Quel dindon que celui que nous venons de manger chez la comtesse Diane ! Mon Dieu, la belle bête ! C'est M. de Poix qui l'avait envoyé de la Ménagerie. Nous étions huit autour de lui : la maîtresse de la maison, Mme la comtesse Jules, Mme d'Hénin et Mme de la Force, M. le comte d'Artois, M. de Vaudreuil, le chevalier de Crussol et moi. Pendant que nous le mangions, mais sans que ce fût à propos de lui, quelqu'un a parlé de vous, mon prince. Voyons que je me rappelle qui... C'est une dame, non, c'est un homme : oui, sûrement c'est un homme, car il a dit : Charlot,.. et nos dames n'ont point de ces familiarités-là. C'est un homme qui était à gauche de Mme la comtesse Jules. Comptons : moi, j'étais auprès du poêle ; ici le chevalier de Crussol, là M. de Vaudreuil, et puis, m'y voilà, c'est M. le comte d'Artois ; c'est lui, j'en suis sûr à présent. Il a dit : « A propos, qui est-ce qui sait si Charlot est arrivé à Bruxelles ? — J'ai dit : Moi, monseigneur, je le sais, car j'ai quatre lignes de sa propre main, et je m'en vais même lui écrire. Qui est-ce qui veut lui faire dire quelque chose ? » Tout le

sions, et, convaincu que la France est finie pour lui et ses pareils, qu'ils n'y trouveront que le squelette ensanglanté de leur ancienne patrie, il se résigne et se borne à rester, derrière les tristes murailles d'Holyrood, le fidèle commensal du comte d'Artois. La première restauration le fit lieutenant-général, membre de la chambre des pairs, gouverneur du Louvre, académicien par ordonnance ; il désirait aussi le titre de duc et ne put l'obtenir. « Avant-hier, écrit la comtesse Potocka le 22 mai 1816, j'ai été à un concert chez Mme Vigée-Lebrun. Tout le monde s'amuse à voir M. de Vaudreuil en faire les honneurs comme il y a vingt cinq ans. Ils paraissaient fort bien ensemble, malgré la lacune ; ils se sont retrouvés comme le beau Cléon et la belle Javotte, et auraient bien pu ne pas se reconnaître. » Brifaut, l'auteur des *Récits d'un Vieux Parrain*, ce livre charmant trop oublié, lui faisait raconter les histoires d'autrefois, l'appelait l'*Ana de la Cour* et le *Memento de la Révolution*. « Nous étions tous des novices, lui disait Vaudreuil ; il est bien aisé de songer à élever des digues le lendemain d'une inondation, mais qui s'en occupe la veille ? »

monde a répondu en chœur : « Moi ! moi ! moi ! » J'ai démêlé dans la confusion des paroles : « Je l'embrasse, je l'aime, dites-lui qu'il vienne, que nous l'attendons. » Et quand le tintamarre a cessé, la douce voix de Mme la comtesse Jules m'a fait entendre plus distinctement ceci : « Dites-lui que, s'il avait daté sa lettre d'une manière lisible, je n'aurais pas manqué à lui répondre ; mais qu'aidée par plusieurs experts en l'art de déchiffrer, il ne m'a jamais été possible même de soupçonner le lieu d'où venait sa lettre, ni celui, par conséquent, où devait aller la mienne. » Là-dessus, nous avons parlé de vous, de l'amiral Keppel, et puis du dindon, et puis de la prise de nos deux frégates, et puis des bouffons, et puis de l'inquisition d'Espagne, et puis d'un gros fromage de Gruyère que notre ambassadeur en Suisse vient d'envoyer à ses enfans, et puis de l'étrange conduite des Espagnols à notre égard, et puis de Mlle Théodore qui danse une fois mieux que jamais, et qui nous a, hier, autant charmés par son talent que Mlle Cécile par ses jeunes attraits. »

A défaut de chansons nouvelles, on fait fête aux anciennes, et M. d'Adhémar obtient grand succès avec des couplets composés en 1773, par de l'Isle, en l'honneur de Mmes de Poix, d'Ossun et de Fleury.

SUR TROIS SOEURS.

Air : *Du haut en bas.*

Elles sont trois,
Riant, chantant, faisant tapage ;
Elles sont trois,
Ayant un fort joli minois.
Une eût affolé le plus sage ;
Mais pour assurer leur ouvrage,
Elles sont trois.

Elles sont trois
Pour forcer les cœurs à se rendre,
Elles sont trois.
On a tout l'embarras du choix :
D'aimer on ne peut se défendre,
Mais comment le leur faire entendre ?
Elles sont trois...

Du nombre trois
Tout bon chrétien est idolâtre,
Du nombre trois.
Dieu lui-même s'est mis en trois.
Ici, l'on se mettrait en quatre
Plutôt que de laisser rabattre
Du nombre trois.

La comtesse Diane se montrait plus occupée de littérature que sa belle-sœur, et l'invitait un jour à lire l'*Iliade*. Celle-ci répondit en riant qu'elle connaissait à merveille le poète grec et s'en tenait à ce vers :

Homère était aveugle et jouait du hautbois.

Voilà le genre, et les hommes se mettaient à l'unisson. Ce devait être chose facile, car à l'exception de quelques-uns, leur brillante médiocrité, leur réelle ignorance, les condamnaient à ne penser, dire et faire que de jolis riens. En 1781, Mme de Polignac, étant enceinte, pria Mme de Boufflers de lui louer sa maison d'Auteuil, célèbre par ses jardins à l'anglaise. Mme de Boufflers, qui voulait refuser sans désobliger la favorite, répondit par les vers de Junie à Néron dans *Britannicus :*

Tout ce que vous voyez conspire à vos désirs...

La duchesse les ayant montrés à ses flatteurs, ils les déclarèrent tout d'une voix pitoyables, croyant que Mme de Boufflers les avait faits. « J'en suis fâché pour le pauvre Racine, remarqua celle-ci, ils sont de lui. »

Ainsi glissait vers l'abîme une société gracieusement frivole, qui mit un rempart de fleurs entre elle et le monstre, sourde aux avertissemens des sages, insouciante des remèdes, incapable, même après l'expiation, de faire son *meu culpa*, de comprendre pourquoi elle était frappée. Brusquement elle allait passer de la fortune à la confiscation, d'une plaisanterie à la guillotine, d'une fête aux détresses de l'émigration. Comment aurait-elle senti la nécessité d'une révolution qui, à ses yeux, n'avait d'autre résultat que de la ruiner et la tuer, que d'installer des abus agréables au plus grand nombre au lieu d'abus agréables au petit nombre? Comment, à travers les proscriptions et les massacres, à travers les événemens formidables, grandioses, qui se déroulèrent pendant vingt-cinq ans, aurait-elle deviné les bienfaits qui naîtraient de tant de misères, la liberté, l'égalité devant la loi, le respect des faibles et des humbles, l'amour de la patrie pénétrant l'âme de chacun, devenu indépendant des formes de gouvernement, et, malgré les incertitudes de l'avenir, malgré les poussées tumultueuses d'une démocratie sans frein, la confiance légitime dans le progrès par le sentiment de la tolérance, la solidarité humaine, le retour aux idées spiritualistes?

VICTOR DU BLED.

LA

PRUSSE APRÈS TILSIT

II[1].

LA RÉFORME MILITAIRE (2).

Jamais le lien entre l'état social, politique, intellectuel des peuples et leur état militaire n'a été plus sensible qu'au XIXe siècle. Jamais n'est apparu d'une façon plus claire le rôle que jouent les élémens purement moraux dans la puissance et dans les succès militaires des nations.

Dans l'effort de la révolution française, arrêtant, puis domptant l'Europe coalisée; dans le soulèvement qui affranchit l'Europe de la domination napoléonienne; dans les guerres qui ont fondé, durant la seconde moitié du XIXe siècle, l'empire d'Allemagne; à l'origine de chacun de ces grands développemens de puissance militaire, l'on rencontre une idée qui a agité les nations jusque dans leurs couches profondes : la passion de l'égalité et de la justice sociale en 1792, la soif de l'affranchissement et de l'indépendance en 1813,

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

(2) En dehors des sources plus anciennes, et trop nombreuses pour être indiquées ici, nous citons seulement les deux publications les plus récentes, qui jettent sur ces questions un jour tout nouveau : les Mémoires de Bergen, et la Vie de Scharnhorst, par Lehmann.

l'aspiration des Allemands vers l'unité nationale, sont de ces mouvemens d'idées rares qui ont, à des degrés divers, pénétré la démocratie et les classes populaires, qui ont atteint jusqu'au fond de leur indifférence ou de leur défaut de lumières, qui les ont arrachées aux préoccupations de la vie matérielle et journalière. Ils ont aussi créé des armées nationales et transformé en quelques années des nations humiliées, anéanties ou effacées, pour les élever à un rôle politique de premier ordre et à une situation dominante.

C'est dans la formation des armées révolutionnaires en France que la puissance de l'idée éclate de la façon la plus incomparable. Dans l'insignifiance même des premiers événemens militaires qui firent reculer la coalition; — dans la résistance victorieuse de ces élémens de l'armée française de 1792, la veille encore indisciplinés, désorganisés, sans direction, presque réduits à l'état d'anarchie, et devant lesquels s'arrête l'armée de Brunswick; — dans les hésitations, les lenteurs, les incertitudes des coalisés, où se traduisent la méfiance et l'énervement des volontés, le rôle des forces morales apparaît avec une évidence indiscutable.

Cette vérité a éclaté aux yeux mêmes des contemporains, surtout aux yeux des vaincus, que la défaite rendait clairvoyans. Les gouvernemens et les peuples qui commencèrent à souffrir, au début du XIXe siècle, de l'oppression militaire en laquelle avait dégénéré la révolution française ne s'y trompèrent point. Les hommes d'État prussiens, en particulier, reconnurent la vérité à l'heure même de la défaite, avant que les forces morales n'eussent eu le temps de se retourner à leur profit. C'est là l'origine de la réforme militaire.

Il était impossible qu'elle ne tînt pas une place prépondérante dans les préoccupations des patriotes qui avaient saisi, après 1806, la direction des destinées de la Prusse. C'était par un désastre militaire que s'était consommée la ruine de l'État. C'était dans la déroute de cette armée, à la formation, à l'entretien, au service de laquelle était vouée toute l'ancienne organisation politique, que s'était résumé l'effondrement de l'ancien régime. C'était contre la caste privilégiée, officiers et noblesse, que se déchaînaient les rancunes et les mépris.

Napoléon, peu idéologue de sa nature, résumait en un vice d'organisation matérielle les causes de la défaite de la Prusse. Le reproche le plus sensible qu'il jeta à Frédéric-Guillaume III, sur le radeau de Tilsit, ce fut d'avoir conservé dans son armée cette disposition qui faisait des capitaines autant d'entrepreneurs chargés, à forfait, d'entretenir leur compagnie.

Les patriotes prussiens cherchèrent ailleurs, pour y remédier,

les causes de la ruine. Ils les trouvèrent dans la constitution sociale de l'armée prussienne.

I.

L'armée, dans l'ancienne monarchie des Hohenzollern, à la fin du règne de Frédéric-Guillaume II, ne comptait pas moins de 230,000 hommes. L'effectif présent sous les drapeaux en temps de paix était réduit, par les congés, d'un peu plus du tiers. C'était encore, par rapport à la population, une proportion de 1,76 pour 100, très supérieure à la proportion actuelle dans l'empire allemand.

Les sources de recrutement de cette armée étaient doubles : la première était le recrutement indigène, tel que l'avait établi Frédéric-Guillaume Ier lorsqu'il avait proclamé pour la première fois le devoir de tout citoyen de contribuer à la défense du pays et institué le service obligatoire. A l'origine, au temps de Frédéric-Guillaume Ier, l'obligation du service militaire avait été à peu près générale et la durée illimitée, et ce n'est pas là l'un des traits les moins curieux de cet état essentiellement militaire qui s'était constitué en Prusse dans les commencemens du XVIIIe siècle. Mais plus tard, avec le développement de l'industrie, le progrès des mœurs, le système s'était modifié très sensiblement, tout au moins dans son application. Les exemptions s'étaient étrangement multipliées et, sous le nom de service obligatoire, elles étaient devenues la règle.

C'était, en première ligne, les exemptions attachées à certains lieux, — Berlin d'abord, depuis le temps de Frédéric-Guillaume Ier, puis d'autres villes dont on voulait favoriser le développement : Brandebourg, Potsdam, tout le duché de Clèves, le territoire de Mörs, toute la Frise orientale, en vertu d'un privilège constitutionnel; — la plupart des villes et un grand nombre de communautés rurales du comté de La Mark, certains cercles industriels tout entiers de la Silésie.

C'étaient aussi les exemptions accordées aux personnes : à la caste privilégiée, à la noblesse, aux fonctionnaires d'un certain ordre, dits *eximirten*, dont l'exemption comportait des privilèges sociaux et une sorte d'assimilation avec la noblesse. C'étaient les exemptions accordées à l'industrie : aux travailleurs de laine immigrés, aux bourgeois, manouvriers et artistes établis, aux ouvriers mineurs; enfin, dans la population rurale, aux paysans connus sous le nom de *Bauern* et de *Kossäthen*, — c'est-à-dire à tous les tenanciers exploitant de sept à quinze hectares, — et, parmi les classes rurales inférieures : journaliers, petits travailleurs, à tous ceux des

serfs que la noblesse prélevait pour les affecter d'une façon permanente à son service propre.

Le recrutement se trouvait réduit, pour le surplus, au prolétariat urbain, et surtout au prolétariat agricole. C'était de là que provenait presque exclusivement la portion non mercenaire de l'armée prussienne; elle en formait environ les deux tiers.

Le troisième tiers se composait de ce qu'on appelait les étrangers : les *Ausländer,* — mot assez impropre, car ces mercenaires se recrutaient en partie à l'intérieur.

Le dernier règlement du recrutement de 1792 n'avait point modifié cette organisation. Il avait maintenu à l'armée son caractère mixte; il avait maintenu les exemptions; il avait seulement fixé à vingt années la durée du service militaire obligatoire, qui était auparavant illimitée.

Les élémens dont se composait l'armée, dégradés dans l'opinion et dans la réalité par le contact avec le ramassis de vagabonds qui en constituait la partie mercenaire, n'étaient point relevés par le régime auquel ils étaient soumis : c'était celui de la brutalité la plus avilissante et la plus cruelle.

Plus d'un malheureux avait laissé la vie dans cette exécution hideuse que l'on appelait la *Gassenlaufe.* Le soldat, qui souvent n'avait commis d'autre crime qu'une tentative pour recouvrer sa liberté, avait à parcourir, jusqu'à trente fois en deux jours, des rues humaines où deux cents baguettes, trempées dans l'eau salée, le frappaient, l'ensanglantaient et mettaient sa chair en lambeaux. Les jambes liées, pour qu'il ne pût hâter sa course, une balle de plomb dans sa bouche pour étouffer ses cris, il s'affaissait souvent au milieu de son martyre. On l'attachait alors à un pilori, et l'on amenait jusqu'à lui les instrumens d'un supplice dont on ne voulait rien lui épargner. Les deux tiers des mercenaires avaient subi ces tortures, plus d'un y avait laissé le dernier souffle, et aux yeux de la population civile, témoin journalier de ces barbaries, la vie militaire était devenue un objet d'horreur. Un habitant de la ville n'eût point voulu s'asseoir à la même table d'auberge qu'un soldat, et Kant lui-même déclarait indigne de tout intérêt l'homme qui avait pu se plier sans résistance au métier de soldat.

Cet édifice artificiel ne tenait que par la contrainte journalière; les désertions constantes n'étaient point seulement réprimées avec cruauté, on s'efforçait de les prévenir : une moitié des garnisons était occupée à garder l'autre. A chaque instant l'alarme était donnée; les postes préparés à l'avance et chargés de cette mission spéciale s'ébranlaient au premier signal et saisissaient presque infailliblement le fugitif.

Lorsque les fils de paysans, qui formaient la partie nationale de l'armée prussienne, lorsque les malheureux, soumis à ce régime, arrivaient, après avoir servi durant des années, après avoir versé plus d'une fois leur sang sur les champs de bataille, au terme de la durée de leur service, c'était pour retrouver le régime, presque aussi rigoureux, du servage rural. On avait longuement discuté la question de savoir si l'ancien soldat, revenu aux champs, devait rentrer dans les liens de la sujétion héréditaire, et c'était l'affirmative qui avait prévalu.

On juge de ce que pouvait être l'état moral d'une armée ainsi constituée, où, suivant l'expression de Mathieu Dumas, la rigueur de la discipline n'en garantissait pas la solidité.

C'est un fait, — peut-être difficile à expliquer, mais cependant certain, — que le poids d'une organisation solide, dans laquelle la volonté humaine se trouve enserrée, que la discipline seule a souvent déterminé l'homme à faire le sacrifice de sa vie sans que ni le dévoûment à la patrie, ni le dévoûment à une idée ou à une cause, l'y incitassent. Ni chez les mercenaires de Wellington, ni dans les armées de Frédéric II, les mobiles moraux ne jouaient un grand rôle. Mais il n'est pas douteux, non plus, que ce défaut de ressort moral n'ait été l'une des causes principales de la décadence de l'armée prussienne. Frédéric II lui-même en avait eu le sentiment lors de la guerre de succession de Bavière; et, lorsque la défaite eut fait écrouler, en un jour, cet édifice compliqué, artificiel et fragile de l'ancienne armée frédéricienne, on vit apparaître, dans la dissolution si rapide qui suivit, ces causes irrémédiables de ruine. Ces prisonniers qui, conduits par quelques cavaliers et délivrés par un hasard, refusaient d'aller reprendre le harnais, n'étaient point des soldats qui pussent défendre, contre les armées issues de la révolution, l'indépendance de la Prusse.

Si l'esprit reste étonné, ce n'est point, certes, de l'effondrement de l'armée prussienne en 1806, c'est bien plutôt de l'éclat qu'elle avait jeté quarante années auparavant; c'est aussi qu'elle ait pu retrouver, dans quelques-unes de ses parties, après les premières impressions du désastre, assez de solidité pour fournir, avec York à Altenzaun, avec Blücher à Lübeck, avec Lestocq et Scharnhorst à Eylau, des corps qui donnèrent encore des preuves réelles de valeur militaire.

La constitution du corps d'officiers n'était pas en contradiction moins flagrante que la constitution de l'armée elle-même avec l'esprit des temps nouveaux.

Dans le cours du XVIIIe siècle, le corps des officiers prussiens avait tendu de plus en plus à former une véritable caste. Encore,

au temps de Frédéric-Guillaume Ier, il s'en fallait qu'il fût exclusivement composé de nobles. Mais, sous Frédéric II, son caractère aristocratique s'était affirmé de plus en plus. C'était un préjugé enraciné du grand roi que seule la noblesse avait le sentiment de l'honneur, aussi interdisait-il aux *bourgeois* la direction de ses troupes. Lorsque, à la suite des désastres de la guerre de sept ans, la disproportion entre l'effort qu'il soutenait et les ressources des territoires qu'il gouvernait, l'obligea à faire usage de tous les élémens qu'il pouvait rassembler, il admit des officiers roturiers; mais, au lendemain de la paix, il congédia, sans une précaution et sans aucune ressource, ces hommes qui avaient versé leur sang pour l'état prussien.

En temps normal, le recrutement des officiers était réservé aux chefs des régimens. — C'était d'eux qu'il dépendait d'admettre, dans leurs régimens, les *Junker*, c'est-à-dire les jeunes nobles qui venaient, à l'âge de douze, treize ou quatorze ans, y commencer leur apprentissage militaire au détriment de leur instruction générale. — Comme les familles nobles paraissaient manifester, vers la fin du XVIIIe siècle, une sorte de préférence pour les services civils, le roi intervint plus d'une fois pour exercer une véritable presse. Mais c'était, en somme, par les chefs de régimens, c'est-à-dire par une sorte de cooptation, que se recrutait le corps d'officiers. L'avancement ultérieur appartenait au roi. En 1806, sur les 7 à 8,000 officiers prussiens, l'on n'en comptait que 695 sans titres de noblesse, et l'on en comptait plus de 1,000 venus de l'étranger.

L'arrogance de ces officiers, qui étaient en même temps des privilégiés, était devenue intolérable; leur outrecuidante légèreté, leur brutalité pour tout ce qui leur était étranger, le double orgueil de la caste aristocratique et d'une autorité militaire, dont l'arbitraire était presque sans limite, les avaient rendus de plus en plus odieux. Dans mon État, disait Frédéric II, un lieutenant est plus qu'un chambellan, et, encore à la fin du siècle, tout était permis à l'officier, non-seulement contre le *bourgeois*, mais contre les plus hauts fonctionnaires civils. Dans le comté de la Mark, en 1795, Rüchel insultait publiquement le président de la chambre provinciale, et le général qui commandait à Potsdam même, mécontent des dispositions prises lors d'un incendie, rouait de coups de ses propres mains le bourgmestre et le directeur de la police. La séparation entre l'armée et la nation, l'hostilité même, était devenue, d'année en année, plus aiguë.

Il y avait eu, du moins, sous le règne de Frédéric II, des compensations à ces vices fondamentaux. L'armée prussienne sous le grand roi avait eu, malgré tout, l'incontestable supériorité que

donne l'unité de direction. Et quelle direction! Le sort de chaque officier, qu'il s'agît de sa carrière, de son avancement, de sa vie privée, de son mariage, de l'éducation de ses enfans, était livré à l'arbitraire pur du roi. Frédéric II n'aimait pas voir ses officiers mariés ; il refusait souvent, même à ceux qui se proposaient de satisfaire à toutes les exigences de l'esprit de caste, l'autorisation nécessaire. Mais, en revanche, l'organisation était tenue tout entière entre les mains d'un chef qui la connaissait, la possédait et la dirigeait.

Depuis la mort de Frédéric II, ce dernier avantage avait disparu. Dans l'armée, comme dans la direction des affaires politiques, le régime personnel n'avait laissé que des ruines derrière lui. Et tandis que Frédéric laissait, en disparaissant, ce squelette que n'animaient plus son initiative hardie et sa volonté puissante, tout, au dehors, se modifiait. Les méthodes de guerre subirent, durant les grandes crises de la fin du siècle, une transformation radicale. Que l'on compare la guerre de sept ans aux campagnes de la révolution, d'une part, ces armées sans contact avec la nation, ces longues et lentes manœuvres se poursuivant durant des années, ces négociations qui se prolongent à l'infini et où se discute le sort de quelque province; d'autre part, ces guerres actives et violentes qui tranchent le sort de la société moderne et de l'Europe, ces masses d'hommes puisées dans la nation et animées de son esprit, ces campagnes foudroyantes et décisives. En Prusse, les guerres du XVIIIe siècle, où la diplomatie et ses lenteurs jouaient, au milieu des événemens militaires, un rôle si capital, avaient laissé des traditions qui n'étaient pas près de s'éteindre; et, si l'habileté consommée des négociations de Frédéric II avait, en regard des temporisations de Daun, servi plus d'une fois sa cause, les intrigues des chefs militaires qui n'étaient plus tenus par une main de fer, leur goût des manœuvres politiques, présentaient, en face de l'ardeur des armées révolutionnaires ou de la décision de la politique napoléonienne, un contraste trop frappant et des causes trop visibles d'infériorité. L'état-major de Möllendorf avait été, en 1793 et en 1794, un foyer d'intrigues, au sein desquelles la coalition s'était dissoute. Et, en 1806, l'état-major du duc de Brunswick, avec ses indécisions, avait présenté, par le contraste avec l'activité et la résolution du vainqueur, comme un tableau parlant, où étaient écrites les causes de la défaite.

Il faudrait ajouter à ce tableau les vices d'organisation matérielle, les sacrifices faits à la routine des parades, l'encombrement des *impedimenta*, la vieillesse des officiers, leur peu de goût pour la guerre, l'organisation des compagnies, toutes ces causes de fai-

blesse qui avaient déjà frappé Frédéric II à la fin de sa carrière. Mais le fond et la cause véritable de l'infériorité de l'armée prussienne étaient dans sa constitution sociale et dans son état moral. C'est là que les chefs du parti national n'hésitèrent point, au lendemain de Tilsit, à chercher les causes du désastre.

II.

Pas plus que Stein et que Hardenberg, pas plus que les réformateurs politiques, les hommes de la réforme militaire n'appartenaient à la Prusse par leur naissance. Scharnhorst était le fils d'un fermier saxon, et Gneisenau celui d'un officier autrichien. Gneisenau avait vu le jour et commencé son existence mouvementée, durant la guerre de sept ans, dans les bagages de l'armée de Daun. L'un et l'autre avaient beaucoup couru le monde, cherchant, sous des maîtres différens, l'emploi de leur activité; Scharnhorst dans l'armée coalisée sous les murs de Menin, Gneisenau jusque dans le nouveau monde. Comme bien d'autres, aussi nomades qu'eux, comme Blücher, le Mecklembourgeois, comme York, ils avaient fini, après avoir tenté la fortune de côté et d'autre, par s'attacher à la Prusse. Tant il est vrai que l'État prussien, ce type d'État encore incomplet, exerçait une puissance d'attraction particulière sur les Allemands, qui demandaient à une collectivité, douée de vie politique, un aliment à leur goût d'activité publique.

Scharnhorst était le seul qui fût roturier. Il avait pénétré, par la faveur du comte de Lippe, dans l'armée hanovrienne, et, de là, par une exception, dans l'armée prussienne, où, pour effacer la tache de son origine, le roi ne tarda pas à l'anoblir. Les autres, Gneisenau, Blücher, Boyen, étaient d'origine aristocratique. Il faut toutefois distinguer : ils appartenaient à des familles nobles, mais, depuis plus ou moins longtemps, séparées de la terre. Ils n'étaient point, en réalité, de cette caste de soldats agriculteurs, de cette caste de l'aristocratie foncière et militaire, de ce parti féodal, dont Marwitz est resté le type le plus achevé. C'étaient, — suivant l'expression d'un historien allemand, — des aristocrates *in partibus infidelium*.

S'ils appartenaient, par une longue carrière, à l'ancienne armée prussienne, ils y formaient une catégorie particulière et facile à reconnaître. Il existait, parmi les officiers prussiens, au commencement de ce siècle, des générations et des tendances très différentes. Les vieux officiers de la guerre de sept ans, comme Möllendorf, Kalkreuth, Brunswick, Lestocq, étaient arrivés à un âge

où leurs habitudes surannées effaçaient et compensaient leur expérience militaire. Les officiers entrés au service depuis la paix ne rachetaient point par l'expérience, l'étroitesse d'esprit, résultat naturel des misères d'un état de paix prolongé; enfin, la légion des jeunes officiers frais émoulus du bien noble paternel apportait tous ses préjugés de caste et une éducation intellectuelle généralement peu soignée. Et, cependant, le mouvement intellectuel de l'époque avait fait sentir son action et propagé ses tendances idéalistes, même dans ce milieu. Scharnhorst avait organisé, en 1803, à l'institut de Berlin, un enseignement complet, créé un cercle militaire, où l'échange des idées était fort actif. Les cours de philosophie n'y faisaient point défaut. Gneisenau et Boyen étaient poètes à leurs heures et nous ont laissé des vers; Boyen avait suivi, en Prusse, les leçons de Kant et de Kraus. Ce furent précisément les hommes qui avaient accueilli, dans l'ancienne armée prussienne, les tendances idéalistes de l'époque nouvelle, qui entreprirent, après le désastre, l'œuvre de la réforme.

Scharnhorst surtout avait, jusque dans son apparence extérieure, beaucoup plus du philosophe que de l'homme d'action. Il semblait, à voir sa mise négligée, sa chevelure éparse, son attitude gênée et renfermée, son inaptitude aux rapports avec les hommes, que ce fût moins un chef militaire, qu'un esprit méditatif absorbé dans le culte de la science et de la théorie. Cependant, de Lübeck et d'Eylau au champ de bataille de Grossgörtschen, sur lequel il succomba, dans cette action commune qui le lia étroitement à Blücher, il sut donner tort, plus d'une fois, aux adversaires, de toute origine, qui ne voulaient voir en lui qu'un théoricien. Il est curieux de suivre dans cet esprit méditatif, bien allemand, où les qualités de réflexion s'allient à quelque exaltation, l'action du temps et des événemens, et la formation même des idées qui devaient présider à la réforme militaire.

Nous avons de lui un écrit, daté de 1792, où il défend les armées permanentes contre le courant d'idées humanitaires qui en sapait, à cette date, en Allemagne, assez vigoureusement l'existence. Très attentif au mouvement politique de son époque, il rattache ses idées sur les armées permanentes à des conceptions plus générales et très arrêtées. Dans les régimes démocratique et aristocratique, dit-il, l'idée de l'intérêt général disparaît; chacun ne songe plus qu'à soi. Il combat résolument l'idée de la « nation armée, » opposée aux armées permanentes. Il faut, dit-il, pour la conduite de la guerre, des connaissances et une expérience qui ne s'acquièrent pas en un jour. Et, vers la même époque, répondant à Berenhorst, qui soutenait que le patriotisme et le sentiment

de l'honneur étaient les ressorts les plus puissans de la guerre : « On ne voit aller au combat, écrivait Scharnhorst, que ceux que la force y pousse, et les causes des guerres sont toujours les mêmes : l'instinct naturel à l'homme de la destruction réciproque. »

Quelques années plus tard, l'action des armées révolutionnaires démontrait que le régime démocratique n'était point incompatible avec le sentiment de l'intérêt général, ni voué fatalement à l'individualisme. Elles manifestaient, aux yeux de tous, la puissance invincible des armées nationales et la force incalculable que pouvaient donner, à l'expansion militaire des nations, les idées qui les pénétraient et les soulevaient dans leurs couches profondes. Elles établissaient, en un mot, l'action des forces morales dans les succès militaires ; et, après Iéna, ce problème ardu de la psychologie du champ de bataille était devenu, pour les Prussiens, une question pratique, de l'intérêt le plus vital.

Treize ans après avoir écrit la page que nous venons de citer, en avril 1806, même avant les désastres de la Prusse, Scharnhorst, — s'il n'était point devenu un esprit moins philosophique, — défendait contre les partisans de l'ancien état de choses, des idées directement opposées et un projet de milice nationale; — seize ans plus tard, il préparait contre la domination française un projet d'insurrection nationale : « Il faut, écrivait-il le 27 novembre 1807, il faut inculquer à la nation le sentiment de son indépendance, détruire les anciennes formes, briser les liens du préjugé, guider l'œuvre de la régénération et ne la point troubler dans son libre développement. »

Quel revirement s'était produit dans les idées de Scharnhorst! et par quel retour soudain les événemens l'avaient préparé à associer son action à l'action politique de Stein et de Hardenberg! Il semble que ce soient leurs idées mêmes qu'il exprime dans les lignes qui précèdent.

Tous les hommes qui furent ses collaborateurs étaient, du reste, entraînés dans le même courant. Ils avaient reçu les mêmes impressions et en avaient tiré les mêmes conclusions. Aucun n'eût été enclin à contester le rôle des idées révolutionnaires dans les succès militaires de la France; et, lorsque l'on parcourt les mémoires, les correspondances, les ouvrages de théorie militaire où ils ont laissé la trace de leurs conceptions, l'on y retrouve, avec une concordance frappante, — chez l'un, plus généralisateur, l'affirmation du rôle des forces morales dans la guerre, — chez l'autre, plus enclin à l'analyse, la discussion des mobiles qui forment, chez le soldat, la base du courage militaire; — chez tous, l'influence très vive des exemples de la Révolution française, la

conviction que le patriotisme découlera de l'émancipation sociale, — toutes les faces diverses d'une même idée.

Ce n'était point que les réformateurs prussiens ne rencontrassent des contradictions ardentes. Ils avaient en face d'eux les traditions mécaniques de l'ancienne armée frédéricienne. Ils entraient en opposition avec cet esprit cosmopolite, tout imprégné des tendances françaises du XVIIIe siècle, qui, chez des hommes comme Massenbach et Kalkreuth, voilait même l'idée de patrie, et les portait à oublier, dans leur admiration aveugle pour Napoléon, qu'il était l'ennemi de l'Allemagne et de la Prusse. Ils se heurtaient surtout, et cette hostilité était bien plus violente et plus passionnée que l'autre, à toute l'ardeur de l'esprit de caste et du privilège nobiliaire.

On allait ouvrir le corps d'officiers aux roturiers, et York s'élevait avec violence contre cette faiblesse déplorable envers les « cosmopolites et les raisonneurs. » Même sous l'ancien régime, les noms de Derfflinger, de Grollmann, de Gunther, de Tempelhof, ne prouvaient-ils pas que le talent savait toujours se faire jour, et « fallait-il, sous prétexte que Sixte-Quint avait été gardeur de pourceaux, courir après tous les gardeurs de pourceaux que Dieu a faits, de crainte qu'il ne se trouvât parmi eux un génie caché? »

En s'attaquant à cette base fondamentale de l'état prussien, à ce principe qui destinait la noblesse à l'armée et lui réservait l'état d'officier, on portait la main sur un droit sacré de la noblesse. Si l'on attribuait ce même droit à tous, que devenaient alors les devoirs de la noblesse? Quel titre aurait-on pour y faire appel? « Et, disait York au prince Guillaume qui défendait les réformes, si votre altesse royale nous ravit nos droits, sur quoi reposent donc les siens? »

Lorsque, avant 1806, on avait proposé de mettre à pied les officiers subalternes, Schulenburg-Kehnert, porte-parole du préjugé nobiliaire, avait combattu cette mesure en termes caractéristiques.

« Cette noblesse nombreuse, écrivait-il, qui remplit chez nous les postes d'officiers subalternes, et qui, de l'aveu de l'Europe entière, fait la force et la supériorité de notre armée, se sentirait humiliée par une mesure qui l'assimilerait au simple soldat, et ravalée au-dessous de la situation que sa naissance et son éducation lui assurent. Les uns, plus aisés, quitteraient le service; les autres, retenus par la nécessité, perdraient le sentiment de leur dignité. Ils ne seraient plus respectés du simple soldat. »

Marwitz était encore plus virulent contre les idéologues et les philosophes, contre cette destruction de l'esprit militaire, *soldatenmörderischen Einrichtungen*. Mais, écrivant vers 1830, alors que

la restauration, — tout au moins partielle, — de l'ancien régime avait plus qu'à moitié détruit l'œuvre des réformateurs, il raillait légèrement leurs illusions égalitaires. « Les phrases retentissantes sur l'égalité, écrit-il, ont, sans doute, fait bien du mal; mais on a dû reconnaître, à l'user, qu'elles ne suffisaient point à changer la nature des choses. »

« Le roi, dit-il, pouvait bien conférer des titres de noblesse; il ne dépendait pas de lui de faire des âmes véritablement nobles, de répandre cet esprit de dévoûment, de sacrifice qui vouait, de tout temps, en Prusse, l'aristocratie au service militaire. Dans le fils du banquier, du marchand, de l'idéologue, du citoyen du monde (et l'association qui surgit sous la plume de Marwitz est assez caractéristique), vous retrouverez quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, le spéculateur ou le garçon de boutique. Le fils d'un noble, même stupide, reculera toujours devant un acte vulgaire, » et, s'élevant jusqu'au lyrisme, Marwitz cite les vers du poète latin :

Fortes creantur fortibus, et bonis
Est in juvencis et in equis patrum
Virtus, nec imbellem feroces
Progenerant aquilæ columbam.

Il résume toute sa doctrine politique dans une page qu'il emprunte à Montlosier et dont il rappelle la conclusion : « C'est ainsi qu'a brillé l'institution de l'ancienne chevalerie. Les savans, les prêtres, les jurisconsultes, les rois (surtout l'industrie et l'invention de la poudre, ajoute Marwitz entre parenthèses), sont parvenus à faire disparaître ce beau monument. » Et il termine par un parallèle enthousiaste entre l'ancienne chevalerie et le corps d'officiers de Frédéric II.

Ces théories ne pouvaient guère se retrouver, après Iéna, que sous la plume d'un hobereau, et York lui-même se chargeait de répondre à Marwitz, dans ses plaintes sur la dégénérescence de la noblesse prussienne, sur cet esprit de spéculation qui s'était emparé d'elle, qui, particulièrement pour la petite noblesse des Marches, avait brisé ses attaches à la terre et l'avait rendue mobile comme le sable. « Depuis que la noblesse des Marches, écrivait York, a mis de côté l'épée et l'éperon pour peser l'or dans ses balances, elle s'est perdue elle-même; il est trop tard pour la sauver. »

Cette opposition violente de l'esprit de caste, qui s'alliait à un patriotisme un peu étroit, mais très ardent, avait d'ailleurs plus de ténacité et de vivacité que d'étendue. Les réformateurs avaient,

en somme, pour eux, le courant de l'époque ; et les idées dont ils étaient les représentans ne dataient ni d'Iéna ni de Tilsit.

Dès les premières années du siècle, même auparavant, sous le règne de Frédéric-Guillaume II, la nécessité d'une transformation radicale dans l'organisation de l'armée prussienne, avait été plus d'une fois ressentie. Rüchel avait proposé, dès 1802, au roi, une refonte complète de l'organisation militaire ; notamment, la suppression des exemptions du recrutement. Mais, encore à cette époque, une semblable réforme devait rencontrer, non-seulement la résistance de l'esprit de routine, mais aussi celle de l'esprit libéral et humanitaire, qui réagissait contre l'arrogance et l'envahissement de la domination militaire. Par une conception où se mêlaient à la fois les souvenirs des anciennes oligarchies et les tendances philanthropiques du XVIIIe siècle, on considérait le service militaire comme une oppression, et l'on appelait les exemptions du recrutement des libertés. Les projets de Rüchel donnèrent lieu, dans les conseils mêmes de Frédéric-Guillaume III, entre le général et Menken, le conseiller relativement libéral du roi, à des scènes très vives.

En avril 1806, avant la guerre, au moment où le parti national commençait ses premières démarches, Scharnhorst proposait au duc de Brunswick la création d'une milice nationale, projet que les conseillers du roi écartaient assez sommairement.

Et, dans un mémoire écrit au milieu des épreuves de la retraite, en décembre 1806, Gneisenau demandait la suppression des exemptions, le service généralisé, l'accès des grades pour tous. La netteté avec laquelle il signalait les causes de la ruine de l'armée prussienne indiquait assez que ses réflexions avaient devancé les événemens.

C'est un trait commun de plus, entre la réforme militaire et la réforme sociale, que les désastres n'avaient point fait naître les idées qui les dominaient l'une et l'autre. Ils en imposèrent seulement la réalisation.

III.

Les difficultés ne furent pas moindres pour Scharnhorst et pour la commission de réorganisation militaire, que pour Stein et pour la commission immédiate. Aux uns et aux autres, les appuis sûrs et fixes faisaient défaut, et les obstacles naissaient naturellement des faiblesses de la volonté royale, si mal préparée à la tâche qui s'imposait à elle. Les historiens prussiens ont longtemps admis et souvent répété que Frédéric-Guillaume III avait, en matière d'or-

ganisation militaire, plus d'idées personnelles qu'en tout autre, et même que son action y avait été plus sensible, plus décisive, sa part d'initiative plus large que partout ailleurs.

En novembre 1806, le roi avait traduit, dans une série d'instructions, ses vues sur une transformation de la tactique. Le 1er décembre 1806, par un premier effort de réaction contre le courant de lâcheté et d'abandon universel qui avait livré la Prusse, il avait prescrit des mesures sévères contre les généraux coupables d'avoir capitulé sans défense. Enfin dans l'instruction autographe qui fut publiée à la fin de juillet 1807, et qui suivit immédiatement l'institution de la commission de réorganisation militaire, le roi posait, en dix-neuf points, les questions qui allaient faire l'objet du premier examen et des premières réformes. Scharnhorst a déclaré lui-même que, dans les travaux qui précédèrent l'institution de la commission de réorganisation, Frédéric-Guillaume III avait suggéré aux réformateurs plus d'une idée utile.

La publication récente des mémoires de Boyen et les travaux sur la vie de Scharnhorst ne permettent point de laisser à Frédéric-Guillaume III le bénéfice de ces appréciations. Il s'était sans doute attaché particulièrement, plus par tradition de famille et de situation que par goût, aux questions militaires, mais pas plus là qu'ailleurs il ne savait vouloir. Partagé entre les courans contraires, entre la pression de l'opinion et les influences de son entourage de cour, entre la nécessité d'une réforme commandée par la situation, et le vague pressentiment qu'il pourrait en fin de compte se trouver entraîné plus loin qu'il ne voulait, il ne sut pas éviter ces apparences de duplicité auxquelles la faiblesse échappe si difficilement. Tandis que les réformateurs proclamaient, et proclamaient peut-être plus qu'ils n'y croyaient, la bonne volonté et l'absence de préjugés du roi, Frédéric-Guillaume III avait donné dans la composition même de la commission de réorganisation militaire un témoignage de ses résistances intimes. Il y avait assuré la majorité aux adversaires de toute réforme.

Scharnhorst et Gneisenau s'y trouvaient seuls en présence de Massenbach, de Lottum et de Bronikowsky. Ce fut seulement en août 1807 que Scharnhorst obtint du roi la nomination de Grollmann, et assura ainsi l'entrée dans la commission d'un nouvel auxiliaire, en alléguant la nécessité d'y représenter les officiers subalternes.

En octobre 1807, les partisans de l'ancien état de choses firent décider, pour compenser l'entrée de Grollmann dans la commission, la nomination de Borstell, et, dès le mois de décembre, le parti de l'ancienne armée, qui avait semblé un instant écrasé sous

la responsabilité de la défaite, relevait la tête. Stein était fort inquiet. La réforme militaire lui paraissait compromise par ces résistances et par « l'esprit de la cabale. » Les idées de la commission ne parvenaient au roi que par son adjudant général Lottum, un bureaucrate endurci de la vieille école, auquel Frédéric-Guillaume demandait des rapports sur les projets de Stein et de Scharnhorst.

Toutefois le contraste était trop violent pour que cette collaboration pût se poursuivre longtemps. La nécessité évidente de la réforme, la faiblesse intellectuelle de ses adversaires, vinrent en aide à Scharnhorst et à ses auxiliaires. Des scènes fort vives ayant éclaté au sein de la commission entre Scharnhorst et Borstell et tous deux ayant offert de se retirer, ce fut le départ de Borstell que le roi décida. Mais il témoigna en même temps à la commission son mécontentement, et lui notifia le rejet de ses premières propositions. Le découragement s'était emparé des réformateurs, et Gneisenau demanda à son tour l'autorisation de se retirer; le roi la lui refusa le 18 janvier. Ce fut au contraire Bronikowsky qui, lassé d'une collaboration où sa médiocrité se trouvait quelque peu dépaysée, quitta la commission. Le roi consentit alors à un double changement de personnes qui assura la majorité aux idées de réforme. Götzen, celui-là même qui avait organisé et dirigé avec tant d'initiative et d'activité la résistance de la Silésie, remplaça Borstell, et Boyen succéda à Bronikowsky.

Il s'en fallait que la lutte fût terminée. Les résolutions du roi n'étaient jamais définitives. Kalkreuth, York, Zastrow, Köckeritz, formaient autour de lui une coterie active et tenace, d'autant plus tenace qu'elle représentait les traditions, les intérêts menacés, et tout ce parti de l'ancienne armée atteint directement par les projets de Scharnhorst et de Gneisenau, — d'autant plus ardente que la faiblesse et la médiocrité de Frédéric-Guillaume III lui offraient un terrain d'action plus propice. On voyait reparaître ici, comme sur le terrain des réformes politiques pures, ces intermédiaires qui avaient joué un rôle si important dans les dernières crises. Lottum avait pris auprès du roi, après le départ de Rüchel et de Kleist, le poste d'homme de confiance pour les affaires militaires, et, membre de la commission de réorganisation, il mettait au service de la cabale réactionnaire toute l'influence que lui donnait sa position d'intermédiaire obligé.

Telle était la situation dominante de Stein, et l'autorité de sa forte volonté, que ce fut seulement à son retour de Berlin qu'il débrouilla le chaos où se perdait la direction des affaires militaires. En février 1808, Scharnhorst se désespérait, écrivait qu'il n'avait

d'espoir qu'en Stein. Le 31 mai 1808, Stein revenait de Berlin et, dès les premiers jours de juin, discernant avec son clair coup d'œil le mal et le remède, il obtenait du roi, lui imposait peut-être la nomination de Scharnhorst comme adjudant général rapporteur au lieu et place de Lottum. De ce moment, les affaires militaires prirent un cours différent. S'il est vrai que l'intervention du roi y fut particulièrement sensible, il est donc vrai aussi qu'elle se traduisit en hésitations, en restrictions, en actions d'influences subalternes. Elle se traduisit surtout dans le caractère incomplet des résultats.

IV.

L'organisation de l'administration centrale de l'armée avait été un des points les plus faibles de l'ancienne bureaucratie prussienne. Il fallait tout d'abord y porter remède. Toutefois le roi n'y avait point fait allusion dans le programme qu'il avait indiqué, dès le début, à la commission, et lorsque celle-ci proposa une réorganisation rationnelle de l'administration militaire, l'institution d'un ministère de la guerre partagé en deux départemens, l'un pour les affaires militaires, l'autre pour l'administration de l'armée, le roi ne se résolut à accepter ces propositions qu'au mois de juillet 1808. Encore donna-t-il une preuve nouvelle de ses méfiances en n'attribuant à Scharnhorst que le premier de ces deux départemens et le second à Lottum, organisant ainsi le désordre au sein du nouveau ministère.

Ce n'étaient là que les préliminaires de la réforme. Ce qui en faisait l'objet principal, c'était le recrutement et la constitution sociale de l'ancienne armée prussienne, c'était le système de recrutement et le caractère exclusivement nobiliaire du corps d'officiers.

Les événemens qui avaient marqué la campagne de 1806 avaient porté à son comble l'impopularité de la caste militaire. Les scandales de la reddition des places fortes avaient, dès le mois de décembre 1806, obligé le roi à prendre des mesures de rigueur. La commission d'enquête qu'il avait instituée devait, en châtiant les fautes commises, préparer un renouvellement du personnel. Toutefois, telle était la situation des officiers sous l'ancien régime, qu'aucun texte légal ne permettait de sévir contre eux. Les articles de guerre ne s'appliquaient qu'aux sous-officiers et aux soldats. On n'avait point voulu admettre que l'officier noble pût faillir. L'on dut, après des recherches minutieuses, s'appuyer pour frapper les coupables sur un texte qui datait du grand électeur. La com-

mission d'enquête n'en poursuivit pas moins son œuvre avec décision. On vit des officiers suspects et d'un rang élevé, mis aux arrêts, en attendant leur jugement, et placés, par un singulier renversement des rôles, sous la garde des *bourgeois* que, quelques mois auparavant, ils accablaient de leur mépris. Plus d'une condamnation à mort fut prononcée. Le roi toutefois n'en maintint qu'une, qui ne fut pas exécutée; mais lorsque la commission d'enquête eut terminé sa tâche, qui se poursuivit durant des années, le personnel se trouva presque entièrement renouvelé. Des cent quarante-trois généraux que comptait l'armée prussienne en 1806, il n'en restait, en 1812, que huit en activité, et deux seulement exercèrent un commandement durant la guerre d'indépendance. Si l'on songe à l'esprit de corps, si l'on se représente ces familles de l'ancienne noblesse militaire, reliées par mille liens, comptant parfois en même temps dans l'armée jusqu'à dix ou douze de leurs membres, il faut reconnaître que la commission d'enquête avait accompli une œuvre difficile.

Mais ce travail d'épuration, s'il parait au plus pressé, ne satisfaisait point à lui seul les tendances des réformateurs, qui demandaient plus qu'un changement de personnel. C'étaient les bases mêmes de l'ancienne organisation et du recrutement du corps d'officiers qu'ils voulaient modifier.

Hardenberg et Altenstein, très étrangers au sentiment militaire, tout imprégnés, comme on l'a pu voir par le *Mémoire* de Riga, des exemples de la révolution française, ne proposaient rien moins, dans leur plan de réorganisation générale de l'État prussien, que de faire élire les sous-officiers par les soldats et les officiers subalternes par les sous-officiers.

Tout novateurs que fussent Scharnhorst et Gneisenau, ils n'allaient pas si loin. Dans les projets qu'ils préparèrent, dès le mois de septembre 1807, ils supprimaient la charge de Junker, c'est-à-dire cette sorte de stage que l'on faisait accomplir, à partir de l'âge de treize ou quatorze ans, par les jeunes nobles destinés à l'état d'officiers. Ils commençaient la hiérarchie des officiers à la charge de *Portepee-Fähnrich*, nom que l'on avait donné jusqu'alors au Junker à partir du moment où il était autorisé à porter les insignes d'officier. Ils ouvraient l'accès de cette charge aussi bien aux roturiers qu'aux nobles, même aux anciens sous-officiers; ils l'ouvraient par un examen dont le programme était modeste, mais qui plaçait la constatation du mérite comme première condition à l'entrée de la hiérarchie militaire.

Pour les promotions ultérieures, Scharnhorst et Gneisenau, qui subissaient, bien qu'à un degré moindre, l'influence des mêmes

exemples et des mêmes doctrines que Hardenberg et Altenstein, avaient imaginé un système mixte. L'élection, mais l'élection par les grades supérieurs, et l'examen y tenaient l'un et l'autre leur place. Les lieutenans du régiment choisissaient pour chaque promotion trois candidats parmi les *Portepee-Fähnrich*. Ceux-ci subissaient l'examen, et, si tous y étaient admis, c'étaient les officiers supérieurs qui proposaient définitivement au roi le candidat qu'il investissait.

Le roi résista durant toute une année aux projets élaborés durant l'automne de 1807. Ce fut seulement en août 1808 qu'il les revêtit de son approbation, sans y apporter de modification sensible. La prérogative royale restait toutefois réservée; le roi pouvait s'affranchir, dans des cas exceptionnels, des règles qui lui étaient tracées.

Ce fut surtout sur la question plus capitale encore du recrutement de l'armée elle-même que Scharnhorst et Gneisenau rencontrèrent, de la part de Frédéric-Guillaume III, une hostilité qui paralysa leurs efforts.

Nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer la singulière confusion qui se rencontre dans les idées du XVIIIe siècle allemand sur cette question du recrutement des armées.

La conception du service obligatoire généralisé, du service national, si elle tentait les esprits par ce qu'elle avait de plus équitable, de plus conforme à la notion de l'État moderne avec ses charges et ses devoirs, choquait aussi ce siècle intellectuel, pacifique et cosmopolite.

On s'était acheminé lentement du régime des armées mercenaires au régime des armées nationales. Frédéric-Guillaume Ier avait proclamé le service obligatoire illimité et institué ce système cantonal, ce système de recrutement régional où chaque régiment avait son canton et y puisait le nombre d'hommes qui lui étaient nécessaires. En 1792, l'on avait commencé à limiter la durée du service. Ainsi se poursuivait l'évolution qui devait aboutir au service universel, limité à la durée strictement nécessaire.

Mais l'esprit du temps, la philosophie du XVIIIe siècle, battaient en même temps en brèche cette militarisation extrême à laquelle aboutit la constitution des armées nationales, et le service obligatoire généralisé. Il y avait une contradiction évidente entre le mouvement qui portait à la formation d'armées nationales et cette répugnance pour le service militaire, cet éloignement pour tout ce qui touchait à l'armée. Cette contradiction est frappante à l'époque dont nous parlons. Tandis que Herzberg vantait « cette excellente milice nationale, qui devait assurer la victoire, et plus aisément

encore quand elle serait purgée des élémens étrangers et mercenaires, » les philanthropes de la même école se félicitaient que le règlement cantonal de 1792 eût restitué au pays le plus de forces vives, en étendant à outrance les exemptions.

Ce n'était d'ailleurs pas chose facile que de toucher au système du recrutement, tel qu'il existait en Prusse depuis un siècle. Le recrutement des armées et l'état social des peuples se tiennent par mille liens. Surtout dans l'ancienne monarchie des Hohenzollern, dans cet édifice si compliqué et si artificiel, l'état militaire et l'état social, qui coexistaient depuis plus d'un siècle, ne pouvaient ni disparaître ni subsister l'un sans l'autre. Comment eût-on empêché le hobereau prussien de rouer de coups à l'armée le soldat, qu'il ne traitait guère mieux lorsqu'il le retrouvait comme laboureur sur ses terres? Comment eût-on empêché la population rurale de se porter en masse vers ces cités exemptes du service militaire et dont l'accroissement, comme celui de Berlin, commençait à préoccuper l'État, si le servage n'eût retenu à la glèbe ceux qui devaient éprouver la tentation d'échapper par l'émigration aux rigueurs du service illimité? Comment, surtout, eût-on assujetti au service militaire tel qu'il était organisé, avec ses barbaries et ses brutalités, les élémens plus cultivés et plus éclairés de la nation, ceux que la servitude civile n'avait point pliés par avance à la servitude militaire?

Le lien n'existait pas seulement dans la réalité. Il existait aussi dans la pensée des réformateurs prussiens. Ni Scharnhorst, ni Gneisenau ne reculaient devant l'idée d'une transformation sociale qui se trouvait impliquée dans leurs projets de réorganisation militaire. Au cours même de la crise, en 1806, Scharnhorst avait proclamé la nécessité du service obligatoire universel; au printemps de 1807, il avait formé un plan de levée en masse et d'insurrection nationale. Mais lorsqu'après Tilsit il se trouva plus près de la réalisation de ses idées, il dut renoncer à leur donner cette forme. Le véritable obstacle était moins dans la charge qui en fût résultée pour la nation, ou dans la surveillance jalouse du vainqueur, que dans le préjugé dominant dont nous avons indiqué l'origine trop justifiée et qui faisait de l'armée, pour le reste de la nation, un objet d'éloignement et de répulsion.

Scharnhorst, pour vaincre cette difficulté, voulait séparer absolument l'armée permanente et la milice. Il divisait la population en deux classes : l'une était destinée à recruter l'armée permanente; l'autre, formée des hommes qui étaient en état de s'entretenir et de s'armer eux-mêmes, c'est-à-dire des classes aisées de la population, devait constituer la milice. On pensait, par cette séparation, rendre

le service militaire plus acceptable à ceux que l'on voulait y soumettre. La milice devait élire ses officiers, qui auraient même rang et mêmes privilèges que ceux de l'armée permanente. On l'exercerait pendant quatre semaines ou pendant huit semaines chaque année. Enfin, l'on assurerait l'instruction militaire de tous les enfans dans l'école élémentaire.

Cette conception n'avait rien de démocratique, et lorsqu'on rappelait à Scharnhorst que ce projet pouvait présenter quelque danger pour le principe monarchique, que l'armée permanente avait toujours été considérée comme une institution monarchique et la milice comme une institution oligarchique, il répondait que les milices pouvaient, en effet, constituer un danger si les élémens en étaient puisés dans les classes inférieures, mais que tels n'étaient ni sa pensée, ni son projet.

Les idées de Scharnhorst n'en paraissaient pas moins aventureuses. Ce n'était pas seulement le roi qu'elles effrayaient, mais aussi des esprits comme ceux de Gentz, de Vincke, de Niebuhr. Gentz s'indignait de l'esprit outrageusement démocratique et purement révolutionnaire qui régnait dans les bureaux de Königsberg. Vincke, cet administrateur consciencieux, qui avait été en Westphalie le successeur et le disciple de Stein, faisait campagne contre la conscription, qu'il appelait le tombeau de la civilisation, des sciences, de l'industrie, de la liberté civile, de tout ce qui fait la joie de l'homme, et Niebuhr se plaignait de ces enthousiastes qui avaient accueilli les idées anticivilisatrices germées dans le cerveau de capitaines incultes.

La commission de réorganisation militaire échoua devant ces résistances. La seule concession que lui fit le roi fut de supprimer pour l'avenir l'introduction des mercenaires étrangers. Au surplus, le recrutement demeura ce qu'il était; on se décida seulement à apporter quelques atténuations à ces châtimens barbares qui avaient si largement contribué à faire prendre en horreur le métier de soldat par la population civile. Gneisenau avait éloquemment réclamé, dans un article de journal qui fit sensation et agit vraisemblablement sur l'esprit du roi, ce qu'il appelait la liberté de l'échine. Le 3 août 1808, Frédéric-Guillaume III signa les ordonnances qui réalisaient en ces matières des progrès réels, bien que incomplets.

Elles maintenaient encore un code spécial pour les officiers et un autre pour les sous-officiers et les soldats. Ceux-ci étaient partagés en deux classes. Dans la seconde, les peines corporelles demeuraient en vigueur; mais pour les hommes admis dans la première classe et qui formaient la majorité, elles faisaient place aux peines d'emprisonnement. Pour apprécier l'importance d'une ré-

forme qui paraît modeste, il ne faut pas oublier que le code pénal, applicable à la population civile, prévoyait encore, dans un grand nombre de cas, des châtimens corporels.

Quelque idéalistes que fussent les patriotes qui avaient entrepris de réformer l'armée prussienne, la partie morale de leur tâche ne les absorbait point. C'était sans doute la plus importante et la plus ardue, mais il y avait dans les institutions anciennes plus d'un vice d'organisation matérielle à reprendre. Le chef de la compagnie, le chef du régiment, qui n'en étaient souvent pas les commandans effectifs, étaient demeurés, vis-à-vis de l'État, comme autant d'entrepreneurs dont la situation rappelait encore, par plus d'un trait, le temps des lansquenets. Si le chef du régiment ne nommait plus les officiers, il touchait encore les sommes fixées à forfait pour alimenter son corps par le recrutement des mercenaires ; le chef de la compagnie touchait de même les sommes fixées également à forfait pour le petit équipement et l'entretien de ses troupes. Lorsque Frédéric II tenta, par une première réforme, de faire rembourser les frais du recrutement des mercenaires sur des listes présentées par les intéressés, on lui apporta des listes falsifiées. Les officiers multipliaient de même les congés, car ils touchaient les allocations de l'État non d'après le nombre des hommes réellement présens, mais d'après des effectifs théoriques fixés une fois pour toutes. Plus ils affaiblissaient leurs corps, plus ils réalisaient de bénéfices. Enfin ils se faisaient des revenus considérables en autorisant un grand nombre de leurs mercenaires à rentrer provisoirement dans la vie civile, à y exercer des métiers dont ils partageaient les profits. Ces trafics divers, qui attachaient au maintien de la paix tous ceux, officiers ou soldats, qui en bénéficiaient, étaient, pour l'ancienne armée prussienne, une source de demoralisation et de déconsidération universelles. Ces abus eux-mêmes trouvaient, parmi les partisans de l'ancien état de choses, en la personne de Borstell surtout, des défenseurs convaincus. Mais en ces matières Frédéric-Guillaume III passa outre. Napoléon avait mis le doigt sur cette plaie, et le roi de Prusse avait été très sensible au dédain de l'empereur pour l'ancienne organisation de l'armée prussienne. Dès le mois d'août 1807 il avait pris, pour transformer cette organisation défectueuse, pour restituer à l'État ce qui lui appartenait et allouer aux officiers des appointemens fixes, de premières mesures qui furent précisées en juillet 1808.

Il en fut de même lorsqu'il s'agit de décréter en principe l'adoption des méthodes de guerre modernes, de décider que les armées en campagne vivraient dorénavant par la réquisition, qu'elles ne

rentreraient plus dans leurs cantonnemens en hiver, de réduire les *impedimenta* fabuleux de l'ancienne armée.

En résumé, vers la fin de 1808, les patriotes prussiens n'avaient point obtenu, sur les points qui leur tenaient le plus à cœur, de résultats importans.

La question du recrutement de l'armée n'était point résolue par la décision incomplète qui avait fait disparaître la presse des mercenaires; et il existait certainement un écart énorme entre les conceptions si vastes qui remplissaient l'esprit des réformateurs, l'envolée de leurs espérances et les maigres ordonnances que le roi avait consenti à signer. Il en était de leur œuvre comme de celle de Stein et de Hardenberg. Leur état d'esprit les préparait admirablement à s'associer à ce mouvement d'idées où les hommes purement politiques, où Stein et Hardenberg s'étaient engagés. Il s'agissait surtout de manifestations par lesquelles ils espéraient créer et développer l'esprit nouveau au sein de la nation prussienne. Les uns et les autres agissaient sous l'empire du même entraînement. Leur pensée dépassait de beaucoup les réalités immédiates et les possibilités pratiques.

V.

Toutefois, les réformateurs militaires avaient un but immédiat et direct qui les condamnait, plus que les hommes politiques, à rechercher le résultat prochain. Si idéalistes qu'ils fussent, on retrouvait d'ailleurs chez eux ce mélange caractéristique d'esprit pratique qui distingue si particulièrement la fusion de l'esprit allemand et de l'esprit prussien. Ni Gneisenau, ni Boyen, ni Scharnhorst lui-même, ne restaient dans les nuages. Et la nécessité impérieuse d'une reconstitution aussi prompte que possible de la puissance militaire assurait, en fin de compte, une réalisation prochaine de leurs idés. Tandis que dans le domaine des ordonnances Frédéric-Guillaume III et son entourage refusaient d'accepter leurs doctrines, elles s'imposaient, par la force même des choses, dans le domaine des faits.

Il faut avoir toujours présente à l'esprit la situation du gouvernement prussien à cette date. Lorsqu'on fit à Königsberg le compte des trois premiers mois de 1808, cet État, de moins de 5 millions d'habitans, bien plus réduit en réalité, puisqu'il était confiné sur la rive droite de la Vistule, avait touché 1,450,000 fr. et en avait dépensé 9,700,000 francs. L'ancien corps d'officiers n'existait pour ainsi dire plus. On avait congédié sans regret tout

ce qui venait des provinces polonaises récemment acquises et restituées au grand-duché de Varsovie; on avait congédié aussi tout ce qui venait des provinces cédées à Tilsit. Mais ce qui restait, c'est-à-dire les officiers originaires des provinces centrales, véritable pépinière de la noblesse militaire, représentait un effectif beaucoup plus considérable que celui dont on pouvait assurer l'emploi. Sur les 7,121 officiers de l'ancienne armée prussienne, on n'avait pu en conserver, en juillet 1808, que 1,638 en activité. Le reste était en demi-solde, touchant parfois le cinquième des anciens traitemens. Il avait fallu assurer aux officiers subalternes, dans un grand nombre de cas, une ration de pain. L'on avait vu d'anciens officiers, congédiés par la voie du sort, condamnés à fendre du bois, à exercer des métiers manuels. L'on avait dû réduire, parfois de moitié, le traitement des officiers restés au service, supprimer la viande de la nourriture de la troupe.

L'on imagine facilement qu'une semblable situation était peu propice aux projets de réorganisation. L'on avait bien reconstitué sur le papier une armée de 50,000 hommes, à six divisions. Mais tant que le pays était occupé, cette réorganisation devait rester en suspens. L'armée était demeurée dans l'état où l'avait laissée la campagne de 1807; les débris de l'ancienne organisation, les corps nouveaux, rassemblés à la hâte, formaient trois groupes principaux, — un corps de 30,000 hommes dans la Prusse orientale autour du roi, le même qui avait fait, sous la direction de Scharnhorst et de Lestocq, la campagne de Pologne, — un corps de 10,000 hommes en Poméranie aux environs de Colberg, sous les ordres de Blücher, — un autre corps en Silésie, de 10,000 hommes aussi environ, le noyau des formations qu'avait organisées Götzen. Il était impossible de réorganiser sérieusement ces corps tant que la Prusse demeurait dans l'état d'incertitude que Napoléon prolongeait à dessein.

De ces extrémités cependant sortit l'une des mesures qui contribuèrent le plus à préparer la revanche militaire de la Prusse. Scharnhorst reprit, durant cette période si agitée de l'été de 1808, le projet qu'il avait conçu en juillet 1807 aussitôt après Tilsit, et le fit sanctionner par l'ordre de cabinet du 6 août 1808. On réduisit dans une large mesure l'effectif des compagnies, et l'on appela successivement les cantonistes demeurés dans leurs foyers à s'exercer durant un mois au régiment. Il fut également décidé que chaque régiment détacherait un certain nombre d'officiers qui se rendraient durant les jours fériés dans le canton du régiment pour y exercer les hommes en congé de l'ancienne armée.

Les partisans du service obligatoire prenaient ainsi largement leur revanche sur l'échec que leur avaient imposé la volonté du roi

et les intrigues qui s'agitaient autour de lui. L'on soumettait à des exercices militaires tous les hommes qui n'étaient point compris dans les catégories d'exemptés; c'était un progrès considérable réalisé vers l'application du service universel. Les officiers avaient reçu l'ordre de traiter les hommes avec les plus grands ménagemens. Chacun se familiarisait avec le service et la réconciliation de l'armée et de la nation était préparée de la façon la plus pratique. Ces mesures exceptionnelles, ce rapide passage sous les drapeaux, faisaient pénétrer partout la notion exacte de la situation violente de l'État, des devoirs civiques, du rôle de l'armée. Les soldats d'un mois, les *Krümper*, jouèrent un rôle considérable dans la guerre d'indépendance, et leur appel constitua l'un des élémens les moins apparens peut-être, mais certainement les plus réels du mouvement national.

L'exposé des réformes militaires nous a entraînés jusqu'à l'été de 1808. Les patriotes prussiens étaient alors dans un état d'esprit différent de celui où les avait laissés le traité de Tilsit. Pleins d'espérances et de projets qui devaient se heurter et se briser contre la faiblesse et les méfiances du souverain, ils se croyaient à la veille d'un soulèvement national. C'est sous l'influence de ce premier réveil, avant-coureur de la guerre nationale de 1809, qu'ils réussirent à obtenir la signature de Frédéric-Guillaume III, pour quelques-unes des mesures qu'ils proposaient, et qui se rattachaient à un plan de mobilisation contre la France.

Les résultats qu'ils avaient obtenus étaient minces sans doute. L'accès du corps d'officiers ouvert à toutes les classes sociales, conquête plus théorique que réelle, quelque adoucissement dans la condition du soldat, la suppression du recrutement des mercenaires, et l'échec de tous les projets d'armée nationale, tel était le bilan de la réforme militaire, lorsque la convention de septembre 1808 et la retraite de Stein livrèrent de nouveau la Prusse désemparée à la domination française, et engagèrent la politique prussienne dans une voie nouvelle. Toutefois la nécessité de préparer et d'instruire, par un passage rapide dans les rangs de l'armée permanente, le plus grand nombre d'hommes possible, avait imposé des mesures qui ressemblaient singulièrement à l'organisation d'une milice nationale. Les nécessités nouvelles avaient vaincu, par la force même des choses, la résistance des élémens traditionnels, et les faits avaient une fois de plus triomphé des édits.

C'est un trait frappant de la réforme militaire, un trait où se retrouve toute l'action de la Prusse sur le génie allemand, que l'idéalisme des chefs militaires et leurs conceptions aventureuses

n'aient point exclu l'esprit pratique. Ce n'était pas seulement le programme d'une réorganisation sociale qu'ils voulaient emprunter à la révolution française, c'était aussi la force effective avec laquelle ils espéraient sauvegarder leur nationalité menacée.

Mais combien, eux aussi, étaient pénétrés des exemples de la révolution et imbus de son esprit! Leur haine pour la France était plus vivace encore que celle des hommes politiques. Hardenberg n'avait point de haines. Chez Scharnhorst et chez Gneisenau, l'horreur du Welche était une passion. Chez les esprits inférieurs, qui y joignaient l'étroitesse, cette passion atteignait au ridicule.

Et cependant, dès 1807, Gneisenau, dans une page qu'aurait pu signer Hardenberg, laissait apparaître avec la dernière clarté la source d'où découlaient ses idées nouvelles et ses conceptions sur la régénération de la Prusse, en même temps qu'il trahissait le lien étroit de la réforme militaire et de la réforme sociale.

« Une cause, écrivait-il, a contribué à porter la France à ce degré de puissance. La révolution a éveillé toutes les forces sociales et assuré à chacune un cercle d'action approprié. Quel trésor de force latente inutilisée gît dans le sein des nations! Dans l'âme de milliers et de milliers d'hommes demeure un génie dont les circonstances extérieures dépriment et arrêtent l'essor... La révolution a mis en œuvre la force nationale tout entière du peuple français, et, si les États européens veulent rétablir les anciens rapports des nations entre elles et l'équilibre qui en résultait, il faut qu'ils puisent aux mêmes sources. S'ils s'approprient les résultats de la révolution, ils auront le double avantage d'opposer leur force nationale dans toute sa puissance aux forces étrangères, et d'éviter les périls d'une révolution intérieure qui les menace encore, parce qu'ils n'ont pas su échapper par une transformation volontaire aux dangers d'une transformation violente. »

Ainsi Gneisenau et Hardenberg, ce Hanovrien et cet Autrichien qui, comme tant d'autres, avaient trouvé en Prusse une patrie d'adoption, la patrie morale de la nationalité allemande, rencontraient presque les mêmes termes pour traduire les mêmes pensées. Le scepticisme éclairé de l'un et la passion contenue de l'autre, l'esprit facile du diplomate et le clair jugement du chef militaire se trouvaient d'accord pour constater la supériorité morale du peuple dont ils subissaient la supériorité matérielle. Et s'ils devaient réussir à secouer l'une, ils ont inscrit l'autre dans l'histoire, de façon qu'elle n'en puisse être effacée. Il n'est point de témoignage moins suspect de l'action dominante de la France sur les origines de l'Europe contemporaine.

G. Cavaignac.

LE

GRAND CLASSIQUE

DU ROMAN ANGLAIS

HENRY FIELDING.

Fielding est, comme Molière, un de ces auteurs excellens dont le solide génie est fait surtout de bon sens. Un écrivain, un homme éminemment sensé doit être la clarté même : aucune ombre mystérieuse n'enveloppe l'œuvre ni le caractère de Fielding. Sa vie peut offrir des parties mal connues, elle n'a rien de psychologiquement obscur, et, quant à son style, il est tel qu'on devait l'attendre d'un ami si intransigeant de la lumière qu'il n'admettait point l'existence des prétendues beautés littéraires dont le sens est ambigu. Dans une fantaisie satirique intitulée : *Voyage dans l'autre monde,* il nous montre Shakspeare consulté par deux commentateurs en querelle sur le sens d'un vers d'*Othello :* « Ma foi ! dit le poète, je l'ai bien oublié depuis le temps... Mais rien ne me confond plus que la peine qu'on se donne pour découvrir des beautés obscures dans un auteur. A coup sûr, les beautés les plus belles et les plus utiles sont toujours celles qu'on voit en plein à première vue, et quand deux significations d'un même passage peuvent tenir le moins du monde l'esprit en balance, je mets en fait que ni l'une ni l'autre ne vaut un liard. »

Cependant la clarté de Fielding n'est point cette pauvreté spirituelle et morale des natures tellement simples qu'un trait superficiel suffit presque pour les décrire. On s'y est trompé quelquefois, et sa bonne renommée a un peu souffert, comme sa gloire, des définitions et des jugemens sommaires qui sont l'éternelle tentation de la critique. Parce qu'il présente avec Richardson, son grand contemporain, une antithèse naturelle, un contraste bien tranché à beaucoup d'égards, on les a opposés l'un à l'autre trop absolument comme le *réaliste* à l'*idéaliste*, et, afin de rendre l'opposition encore plus frappante, on a rétréci et faussé le caractère du réalisme de Fielding en n'en signalant que les parties plus ou moins grossières et basses au détriment de la belle et large humanité qui le distingue surtout. On n'a pas moins dénaturé l'idée de sa personne morale. Parce que Fielding a vécu d'une vie singulièrement intense, épuisant jusqu'à la lie toutes les jouissances amères, mais aussi toutes les fortifiantes épreuves où l'expérience se forme et où se trempe le caractère ; parce que sa robuste et riche maturité est sortie d'une jeunesse insouciante et dissipée, on l'a tenu pour jeune et fou jusqu'à la fin et on n'a voulu voir que la première moitié de l'image qu'il nous offre d'un homme vraiment complet et de tous points conforme au type normal maintes fois retracé par les philosophes et par les poètes. Parti pris d'autant plus injuste que les seuls ouvrages de Fielding qui aient survécu sont les fruits sérieux de son âge mûr et que toute la folle avoine de sa jeunesse est envolée et oubliée.

Il a paru en Angleterre depuis une dizaine d'années plusieurs travaux sur Fielding, trois surtout qui me serviront de guides principaux dans l'étude que j'entreprends à mon tour : d'abord, un substantiel et savoureux essai de M. Leslie Stephen dans le troisième volume du recueil d'articles qu'il a intitulé : *Hours in a library;* puis, une magistrale introduction du même auteur à la grande édition de Fielding en dix volumes ; enfin, dans la collection des *English men of letters*, une sobre et précise biographie critique de M. Austin Dobson. A ces trois études récentes, il n'est que juste d'ajouter la très consciencieuse et laborieuse *Vie de Fielding* de Frederick Lawrence, ouvrage plus ancien, mais utile encore, que les derniers biographes me semblent estimer trop au-dessous de sa valeur.

I.

Né en 1707, Henry Fielding était un des enfans du général Edmund Fielding qui combattit sous Marlborough, et il descendait d'une famille alliée à l'illustre maison de Habsbourg. Dans le cercle de

ses plus proches parens, il nous suffira de nommer sa cousine, la célèbre lady Mary Wortley Montagu, de dix-sept ans plus âgée que lui, et sa sœur Sarah, auteur d'un roman, *David Simple*, pour lequel le grand frère a fait une préface.

Henry Fielding perdit sa mère de bonne heure. Après avoir été confié quelque temps à un pasteur de village, il fit ses premières études à Eton. Ce qu'il est intéressant de noter, à propos de l'éducation scolaire de Fielding, c'est sa remarquable culture classique, fort supérieure à celle des deux romanciers, ses contemporains et ses rivaux, Smollett et Richardson. « Je possède l'italien et le français, dit-il lui-même dans de petits vers adressés à Robert Walpole, j'écris en latin et je lis le grec. » Il le lisait assez pour entreprendre, en collaboration avec un ami, une traduction d'Aristophane dont le commencement seulement fut exécuté. Le savoir littéraire de Fielding ne va pas sans un peu de pédantisme. A tout propos, et quelquefois hors de propos, il aime à faire parade des belles citations dont sa mémoire est meublée. Les moins bonnes digressions du roman d'*Amelia* procèdent d'une complaisance de ce genre. Dans une invocation à la Muse, qui ouvre le XIIIe livre de *Tom Jones*, l'auteur énumère tous ses grands modèles : « Viens, toi qui as inspiré ton Aristophane, ton Lucien, ton Cervantes, ton Rabelais, ton Molière, ton Shakspeare, ton Swift, ton Marivaux... » De cette liste deux noms surtout sont à retenir, Shakspeare et Cervantes ; c'étaient, entre tous les autres, ses auteurs favoris. Sa profonde admiration pour Shakspeare, l'intime connaissance qu'il a de ses œuvres, méritent bien d'être remarquées dans un siècle dont nous méprisons beaucoup trop le sens critique en littérature ; il est vrai que Fielding ne commente le texte de Shakspeare ni comme les philosophes de l'avant-dernière mode, ni comme les philologues d'aujourd'hui : il le goûte à la bonne et vieille manière, littérairement. Quant à Cervantes, voilà certainement, de tous les grands maîtres de la pensée et de l'art, celui auquel Fielding doit le plus et ressemble le plus ; ressemblance et dette qu'il ne songe pas à cacher et qu'il avoue jusque dans le titre de quelques-uns de ses ouvrages.

Au sortir d'Eton, Fielding avait dix-sept ou dix-huit ans. Il était d'humeur amoureuse et entreprenante, s'il est vrai qu'il tenta d'enlever vers cette époque une demoiselle Andrew. L'insuccès de cette passion lui inspira son premier essai littéraire, une traduction en vers burlesques de la sixième satire de Juvénal. Nous le voyons ensuite à l'université de Leyde, où il commença l'étude du droit et écrivit les premières scènes d'une comédie, qui fut jouée plus tard, *Don Quichotte en Angleterre*. Cependant son père, le général, s'était remarié, lui donnant une suite de frères et de sœurs

du second lit, et, selon le cours ordinaire des choses, le fils du premier lit fut négligé. La pension sur laquelle il vivait cessant de lui être servie, il interrompit ses études de droit, quitta Leyde et se rendit à Londres, résolu à se faire par sa plume une existence indépendante.

C'était un géant de plus de six pieds de haut, dont il est assez difficile de reconstituer les traits primitifs d'après le portrait que Hogarth a fait de lui, et de mémoire encore, quand il avait perdu toutes ses dents et touchait à sa fin; mais nous possédons un autre portrait de Fielding de la main de l'écrivain lui-même, car il n'est pas douteux qu'il a fait allusion à sa propre personne au XIe livre d'*Amelia*, dans cette esquisse du capitaine Booth : « Un nez en trompe d'éléphant, des épaules de portefaix, et les jambes d'un porteur de chaise. » Il avait une santé solide, jusqu'au moment où la goutte, héréditaire dans sa famille et trop favorisée par ses mœurs, vint miner sa constitution; mais c'est justement alors que sa force de résistance et sa vitalité paraissent admirables. Un de ses traits les plus caractéristiques est l'amour de la vie : entendez par là le goût vif de tous les plaisirs que la vie procure à qui sait en user; la faculté de jouir du moment présent sans se faire de soucis au sujet du lendemain; enfin la simple joie de vivre, en dépit de tous les maux et de toutes les calamités qui seraient pour d'autres autant de raisons de haïr la vie et d'aimer la mort.

C'est dans le théâtre que Fielding chercha d'abord sa voie et ses moyens d'existence. De 1728 à 1737, il écrivit une trentaine de pièces en vers et en prose, comédies, farces, satires littéraires ou politiques, traductions de Molière, imitations de Congreve et de Wycherley, dont aucune n'a su prendre et garder sa place au répertoire dramatique de l'Angleterre et que de rares curieux lisent seuls aujourd'hui. Ce n'est pas qu'elles soient ennuyeuses. Swift disait n'avoir ri que deux fois dans sa vie : de l'un de ces deux rires si extraordinaires une pièce de Fielding a eu l'honneur. Mais elles n'ont pas un fond assez original, ni une forme assez élaborée. Productions hâtives de l'industrieuse nécessité plutôt qu'ouvrages de l'art, lady Montagu disait d'elles que l'auteur les aurait presque toutes jetées au feu, « s'il avait pu se procurer viande et pain sans argent, et argent sans écrivailler, » et Fielding avouait lui-même qu'il avait quitté la carrière dramatique à l'âge où, son apprentissage du métier venant seulement de finir, il aurait dû faire ses débuts. Je ne dis rien d'une licence de mœurs et de langage, qui peut constituer aujourd'hui un attrait pour la curiosité de notre erudition, mais qui fut parfois excessive au point de scandaliser le public même de cette époque peu prude. Au surplus, la faiblesse de Fielding dans l'ordre dramatique accuse moins l'insuffisance

particulière d'un poète comparé à des poètes meilleurs, que l'infériorité générale du théâtre au XVIIIe siècle en face du roman, qui allait bientôt l'éclipser et devenir la forme la plus importante de l'art littéraire.

Pendant une dizaine d'années, Fielding parcourut la carrière dramatique avec les alternatives ordinaires de succès et d'échecs. Il eut pour interprètes la première actrice du temps, Kitty Clive, et le premier acteur, Garrick. Au nom fameux de Garrick se rattache une anecdote sur la philosophique insouciance avec laquelle Fielding aurait attendu, ses pièces une fois terminées, leur bonne ou leur mauvaise fortune sur la scène. Au courant d'une répétition, le grand comédien avertit le poète qu'il avait peur que le public n'accueillît mal un certain passage : « Au diable le public! répondit Fielding; si la scène n'est pas bonne, eh bien! on s'en apercevra. » La pièce fut jouée et la scène sifflée. Décontenancé par le vacarme, Garrick courut trouver l'auteur au cabaret, où il se régalait avec une bouteille de champagne pendant que la fumée et le jus de tabac lui sortaient de la bouche; car Fielding, chose horrible à dire, chiquait. — « Qu'y a-t-il donc, Garrick? » — « Parbleu! c'est la scène que je vous avais conseillé de retrancher. Ils m'ont tellement troublé avec leurs sifflets que je ne pourrai pas me remettre de toute la soirée. » — « Bon! dit Fielding reprenant sa pipe, c'est comme je vous disais : ils s'en sont aperçus. »

En 1736, Fielding devint, pour une courte saison, directeur de troupe. Deux comédies politiques, *Pasquin* et *le Registre historique pour l'année 1736*, où le gouvernement de Robert Walpole était satirisé, mirent brusquement fin à sa carrière dramatique. Un projet de loi fut présenté au parlement pour restreindre le nombre des théâtres et soumettre toutes les pièces à la censure du lord chambellan; loi votée sans délai par les deux chambres, malgré l'opposition qu'y fit dans celle des lords, au nom de la liberté de la presse, le comte de Chesterfield, à qui Fielding avait précédemment dédié sa comédie de *Don Quichotte en Angleterre*. Il y a dans le discours de lord Chesterfield un passage qui est d'une bien jolie impertinence : « L'esprit, milords, est une sorte de propriété; c'est la propriété de ceux qui en ont, et, trop souvent, c'est la seule sur laquelle ils puissent assurer leur vie. Assurance fragile, je l'avoue! Grâce au ciel, nous autres lords nous avons, pour vivre, des ressources d'un genre tout différent, ressources bien autrement solides, et c'est pourquoi nous ne pouvons pas nous sentir personnellement atteints par la loi qui nous est soumise; mais c'est notre devoir d'encourager et de protéger l'esprit chez les autres, l'esprit partout où il y en a. »

Toute la jeunesse de Fielding, et, il faut ajouter, la plus grande

partie de son âge mûr, nous offrent l'aspect débraillé d'une véritable vie de bohème. Cela dit une fois et bien entendu, le point délicat est de rendre justice à l'honnêteté relative d'une morale assurément fort lâche, mais qui avait pourtant des principes et qui prétendait même poser à la licence certaines limites très précises. Un personnage de la comédie du *Jour de noces*, qui semble jouer dans cette pièce l'éternel rôle des Aristes et des Thévenins, s'adresse en ces termes sévères au galant d'une femme mariée : « Quel droit as-tu donc d'attaquer et de détruire le bonheur d'un autre? Quoique la honte puisse d'abord être pour le mari, elle ne reste pas à lui seul, et la femme est toujours exposée au déshonneur et à la ruine. Quant au galant, qui mérite le plus le blâme, c'est lui qui est le plus sûr d'y échapper. — Ouais! tu ne vas pas devenir un hypocrite, j'espère. Prétends-tu que ta vie soit conforme à cette doctrine? — Ma pratique n'est peut-être pas, je l'avoue, toujours conforme à ma théorie ; *mais je prétends pécher en faisant aux autres le moins de mal que je puis*. Et voici ce que j'ose affirmer, la main sur la conscience : jamais je n'ai séduit une jeune fille pour sa perte, ni une femme mariée dont j'aurais risqué de mettre le mari au désespoir. Maintenant, je sais que tu as un bon cœur et que tes imprudences ne viennent que de ce que tu ne considères pas assez les conséquences de tes actions. » — Voilà la morale expresse de Fielding; il l'a plusieurs fois déclarée, notamment par la bouche de Tom Jones, le premier de ses héros, et nous pouvons lui faire l'honneur de croire qu'il a voulu lui-même la pratiquer avec une intention sincère. Malheureusement il s'en faut qu'elle soit aussi claire dans l'application qu'elle paraît l'être dans son exposé de principes, et le passage même que je viens de citer contient l'aveu des graves méprises auxquelles on s'expose en la prenant pour règle. Il n'y a d'absolument net en morale que l'impératif catégorique : Fais ce qui est bien; abstiens-toi de ce qui est mal. S'interdire un péché *à cause de ses conséquences*, c'est une pauvre considération impliquant qu'il pourra y avoir des péchés permis quand ils nous sembleront sans conséquences funestes, et telle est, en effet, la chétive théorie morale de Fielding : — « Je ne prétends pas au don de chasteté, dit Tom Jones ; j'ai commis des fautes avec les femmes, j'en conviens; mais je n'ai pas conscience d'avoir fait tort à aucune d'elles, et je ne voudrais pas, pour me procurer des plaisirs, être *sciemment* la cause des malheurs d'une créature humaine. » — Très bien ; mais si vous devenez cette cause *insciemment?* La seule chose que vous sachiez, c'est que vous allez faire mal, et la seule chose que vous puissiez, c'est de vous abstenir; le reste n'est ni en votre connaissance ni en votre pouvoir.

« Bonnes ou mauvaises, une fois commises, nos actions existent; elles vivent, elles se développent, indépendamment et au dehors de nous comme des enfans échappés à la tutelle domestique et qui souvent ressemblent si peu à leur père qu'au contraire ils se dressent en face de lui, dans sa propre maison, comme une contradiction vivante (1). » Voilà la vérité, qu'un moraliste autrement grave, élevé et profond que Fielding devait développer avec une admirable éloquence dans un chef-d'œuvre du roman. L'étrange prétention de « pécher en faisant aux autres le moins de mal possible » est une erreur naïve que George Eliot, grande lectrice de Fielding, a notée, j'imagine, avec un beau sourire attristé et plein d'indulgence : « Depuis que je sais additionner, dit le noble Adam Bede, j'ai vu assez clairement qu'on ne peut jamais mal agir sans causer plus de tort et de chagrin qu'on ne saurait le croire. C'est comme du mauvais ouvrage; vous ne pouvez jamais voir la fin de l'ennui qu'il donne. »

Fielding s'était marié en 1735. Sa femme, miss Charlotte Cradock, possédait, avec une jolie petite fortune de 1,500 livres sterling, toutes les vertus et une beauté accomplie, si l'on s'en rapporte aux portraits enthousiastes que Fielding a tracés d'elle dans *Tom Jones*, sous le nom de Sophie Western, et dans *Amelia*. Personne, d'ailleurs, ne s'est inscrit en faux contre ce témoignage. Le seul point sur lequel plane un léger mystère est le nez de cette demoiselle, qui avait été, paraît-il, endommagé assez gravement dans une chute. Le tendre époux nous jure que l'imperceptible cicatrice du nez d'Amelia ajoutait un je ne sais quoi à ses charmes, pendant que Samuel Johnson, avec sa brutalité ordinaire, dénonce « ce vilain nez cassé, jamais raccommodé. » Les premiers biographes de Fielding ont raconté qu'après son mariage il alla s'établir avec sa femme dans une petite campagne qu'il avait héritée de sa mère et qui lui rapportait environ 200 livres de rente. Là, malgré la bonne résolution qu'il avait prise de mettre un peu d'ordre dans sa vie, son naturel insouciant et prodigue l'emporta : il voulut rivaliser de splendeur avec les squires du voisinage, acheta une meute, une écurie, tint sa table ouverte à tout joyeux compagnon et s'entoura de nombreux domestiques en livrée *jaune*. Les étoffes et les couleurs jaunes durent peu, il fallait renouveler souvent la livrée; de sorte qu'en moins de trois ans, Fielding eut dévoré les 1,500 livres de sa femme et son propre patrimoine, qui, avec une sage administration, lui aurait assuré l'indépendance pour tout le reste de sa vie. Les biographes récens ont réfuté, point par point, cette histoire, où ils trouvent des impossibilités matérielles et qu'ils

(1) F. Brunetière, *le Roman naturaliste*.

traitent de légende ; mais ils concèdent que le fond en est vrai et que l'insouciante prodigalité de Fielding reste un fait hors de doute. Cette concession diminue un peu l'intérêt de la réfutation. Les seules légendes qu'il importe absolument de réfuter sont celles qui faussent le caractère des hommes ou des choses. L'historiette des livrées jaunes, « sous toutes réserves » désormais, continuera toujours à être répétée, parce que, réelle ou non, elle est *vraie* et n'a d'autre tort que de prêter trop libéralement la parure d'une image à cette proposition abstraite : Fielding vivait au jour le jour, jetait l'argent et ne comptait pas. Le souci qu'il montra plus tard de l'avenir de sa famille, le sacrifice qu'il fit de sa santé et de sa vie aux devoirs de sa profession n'est pas un argument contre la tradition des dissipations de sa jeunesse; car c'est le propre des natures ardentes et riches, des exemplaires complets de l'humanité, comme l'était Fielding, de se porter d'abord aux extrêmes et de donner successivement la mesure de tout ce dont l'homme est capable en fait de folies comme en fait de vertus.

II.

La loi sur la censure des œuvres dramatiques avait écarté Fielding du théâtre. Après 1737, il ne composa plus que deux ou trois comédies. Le journalisme devint, dès lors, un de ses moyens d'existence. En même temps, quoiqu'il eût trente ans déjà et qu'il fût père de famille, il se remit avec zèle à l'étude du droit autrefois commencée à l'université de Leyde. Il fut admis au barreau en 1740. La même année, un gros événement littéraire vint révéler son génie et ouvrir sa voie véritable à celui que Walter Scott appelle « le père du roman moderne. »

Cet événement était l'apparition d'un roman moral, intitulé : *Paméla ou la vertu récompensée, en une série de lettres familières d'une jeune servante à ses parens; publication destinée à fortifier les principes de la vertu et de la religion dans l'âme de la jeunesse des deux sexes.* C'est l'histoire d'une jolie servante, qui, en résistant aux séductions et aux violences de son jeune maître, finit par s'en faire épouser. L'auteur était Samuel Richardson, petit homme sage et froid, ayant passé la cinquantaine, imprimeur de son métier, quoique assez ignorant; correct, rangé, tenant exactement ses comptes, strict observateur des règles religieuses et de toutes les règles; sortant peu, bornant ses relations mondaines à un petit cercle de dévotes et de bégueules dont il était l'oracle; végétarien en outre, buveur d'eau et de thé; bref, l'opposé de Fielding en tout.

Nous avons bien besoin aujourd'hui de nous rappeler les leçons

des maîtres qui nous exhortent à entrer, à force d'intelligence historique, dans le sentiment des siècles passés, pour parler avec une juste modération de cet insupportable ouvrage. Car notre premier mouvement serait de dire que la littérature n'a rien produit de plus niais, de plus prolixe, de plus insipide, de plus écœurant. La forme épistolaire, adoptée par l'auteur, est d'abord une idée absurde. Paméla, emprisonnée par son tyran, soumise à la plus étroite surveillance, passe ses jours et ses nuits à écrire. Quand elle tente de s'échapper, *elle écrit son projet d'évasion.* Craignant qu'on ne mette la main sur son journal, elle en fait un résumé, et Richardson, qui nous a donné l'in-extenso, nous donne aussi le résumé, qui n'est pas court; mais le résumé pouvait être pris : pourquoi n'a-t-elle pas fait un résumé du résumé? Naturellement, les lettres de Paméla à ses parens sont toutes interceptées par le jeune seigneur, qui les lit, qui y voit le récit de ses entreprises scélérates, et *qui les envoie à leur adresse!* Deux tentatives de viol (racontées, comme tout le reste, par Paméla elle-même) sont décrites avec un réalisme cruel, avec un luxe de détails hideux qui en font une lecture des plus répugnantes. Et voilà l'immonde goujat, dont Paméla ne parle qu'avec une tendre vénération, qu'elle adore au fond de son cœur et qu'elle rêve pour mari! Devenue sa femme, elle écrit : « Que Dieu bénisse et récompense le cher, le cher, le bon seigneur qui a ainsi exalté son indigne servante et qui lui a donné dans son sein une place que les plus grandes dames envieraient! » Elle pardonne tout, elle oublie tout, et sa jolie bouche applique un baiser sur la peau dégoûtante de l'ignoble Mrs Jewkes, qui fut sa geôlière, son bourreau et le vil instrument des plus infâmes desseins! J'entends bien le bon Walter Scott qui me tire ici par la manche et me dit : « Au siècle dernier, la hiérarchie sociale inspirait aux classes inférieures un sentiment de subordination dont nous pouvons à peine nous faire une idée; la richesse et le rang, ainsi que l'autorité domestique, étaient l'objet d'un respect qui nous semble aujourd'hui fort exagéré. » Mais le moins qu'on puisse demander au génie, c'est justement d'avoir pour les monstruosités morales de son temps quelque chose du regard de la postérité et de ne point nous donner comme humain et comme naturel ce qui révoltera la conscience de l'avenir. Rien dans toute l'œuvre de Fielding, qui passe pour indélicate, ne choque autant notre sens moral que l'invraisemblable histoire dont l'auteur de *Paméla* a prétendu faire un sujet d'édification.

Le roman de Richardson, avec ses scènes violemment réalistes, avec d'autres scènes d'un genre plus galant où l'on voit le maître de Pamela se baisser et lui demander si elle n'a pas caché ses lettres sous sa jarretière, avec sa moralité de collège où la vertu est

soutenue par l'espoir d'un beau prix doré sur tranches, fut acclamé par toute l'Angleterre comme l'Évangile. Un prédicateur le loua du haut de la chaire, d'autres le mirent immédiatement au-dessous de la Bible, et Pope déclara qu'un tel livre ferait plus de bien qu'une multitude de sermons. Quatre éditions parurent en six mois, l'ouvrage fut bientôt dans toutes les mains. Ce prodigieux engouement s'explique jusqu'à un certain point par la charmante surprise que durent causer un genre tout nouveau en littérature et une espèce de talent dont aucun romancier anglais n'avait fait preuve avant Richardson : l'analyse minutieuse des sentimens du cœur. Il n'y en a pas trace chez Defoe, si ingénieux, d'ailleurs, et si divertissant dans ses récits d'aventures imaginaires. Pour la première fois, le public était invité par un maître dans l'art des dissections morales à suivre un cours d'anatomie passionnelle et le démonstrateur ne pouvait pas entrer dans des explications trop détaillées et trop longues pour son auditoire ravi. En France, l'abbé Prévost, Crébillon fils et surtout Marivaux, dans *la Vie de Marianne*, s'étaient déjà distingués par des analyses plus ou moins délicates des mouvemens de la sensibilité ; mais ils furent les premiers à reconnaître la supériorité de Richardson, supériorité qui ne fut, d'ailleurs, pleinement établie qu'après la publication d'un chef-d'œuvre autrement considérable que *Paméla*, l'histoire de *Clarisse Harlowe*.

Fielding vit *Paméla* plutôt avec nos yeux qu'avec ceux des lecteurs de 1740. Il trouva ridicule le roman si vanté de Richardson et conçut le dessein de le parodier. De cette pensée naquirent *les Aventures de Joseph Andrews*, roman comique qui parut en 1742. Joseph est le frère de Paméla. Joli garçon, il est au service d'une grande dame qui devient follement amoureuse de lui, lui fait des avances de plus en plus claires et enfin... saisit son manteau ; mais le chaste Joseph échappe avec sa virginité. Comme les valets de Molière, qu'on voit recommencer pour leur compte la comédie donnée par leurs maîtres, Mrs Slipslop, la femme de chambre, renouvelle sur Joseph, toujours inviolable, l'assaut de sa maîtresse. Mais la parodie s'arrête là. Fielding oublie bientôt ou dédaigne l'intention moqueuse qui a été son point de départ, quoique le roman de Richardson offrît encore d'abondans motifs de caricature, à commencer par l'intimité de Paméla avec son inséparable encrier. L'histoire de Joseph change assez inopinément et devient celle de ses amours pour une humble et pauvre fille nommée Fanny, qu'il finit par épouser après toutes sortes de tribulations et de mésaventures. La parodie ne reparaît qu'à la fin du roman, mais d'une façon bien piquante et bien juste. Paméla, devenue grande dame, conçoit le mépris le plus hautain pour la personne de basse condition que Joseph veut lui donner pour belle-sœur et trouve une

énorme différence entre son propre cas et celui de Fanny : « Mon frère, dit-elle, le conseil que mon mari vous donne est un conseil d'ami, et je n'ai pas le moindre doute que ce ne soit aussi l'avis de papa et de maman; ils auront toute raison d'être fâchés contre vous si vous voulez détruire ce que sa bonté a fait et rabaisser de nouveau notre famille, après qu'il l'a élevée si haut. Vous devriez prier Dieu, mon frère, pour que sa grâce vous assiste contre votre passion, au lieu de vous y abandonner. — Pour sûr, ma sœur, vous ne parlez pas sérieusement; vous savez bien que Fanny est votre égale. — *Elle était mon égale*, répondit Paméla; mais je ne suis plus Paméla Andrews; je suis la femme de ce seigneur, et, comme telle, fort au-dessus d'elle. J'espère que je ne me conduirai jamais avec un orgueil inconvenant; mais, en même temps, je m'efforcerai toujours de me connaître moi-même et je ne mettrai pas en question le pouvoir de la grâce divine pour me rappeler qui je suis. »

Les parodies trop prolongées finissent par lasser, et Fielding a sans doute bien fait de ne pas soutenir la sienne; mais il résulte de son changement de dessein que l'unité d'impression manque au roman de *Joseph Andrews*. Le titre complet de l'ouvrage est : *Aventures de Joseph Andrews et de son ami, M. Abraham Adams, imitées de Cervantes, auteur de Don Quichotte*. Le personnage nommé en seconde ligne est le véritable héros de l'histoire. Si *Joseph Andrews* n'est pas, à tout prendre, le meilleur roman de Fielding, s'il ne vaut pas, à beaucoup près, celui de *Tom Jones* pour l'ampleur de l'invention, l'intérêt de l'intrigue, la variété des tableaux et la richesse des idées, le révérend Abraham Adams est considéré à bon droit comme sa création la plus heureuse. L'imitation de Cervantes, ingénument avouée dans le titre, ne diminue en rien l'originalité de ce caractère; car la figure, le tempérament, les idées, la profession, les goûts, bref, les personnes physiques et morales du ministre nomade et du chevalier errant diffèrent autant qu'il est possible, et ils sont, chacun à sa manière, deux individus complets et vivans. La ressemblance se borne à ceci, qu'ils sont tous les deux les plastrons de toutes sortes de méchantes plaisanteries, — étant, l'un, bâtonné et berné; l'autre, plongé dans l'eau par de joyeux convives, renversé dans la boue par une troupe de cochons qui lui passent sur le corps, ou déchiré en soutane par une meute que des chasseurs excitent contre ce gibier d'un nouveau genre, — et que, dans les situations les plus ridicules, ils nous restent toujours sympathiques, ne perdant rien ni de notre respectueuse estime ni de notre affection. A une âme d'une enfantine simplicité, d'une pureté angélique, Adams joint un corps d'athlète et un cœur de héros; son poing puissant, qui

assommerait un bœuf, est continuellement levé pour la défense des deux innocens qu'il protège, Joseph et Fanny. Son esprit est un composé délicieux d'ignorance du monde et de science des livres; il possède sur le bout du doigt la politique d'Aristote, mais il ne sait rien des choses contemporaines et de la gazette du jour. Grand amateur de grec, il a consacré des années à exécuter de sa propre main une belle copie d'Eschyle, dont il ne se sépare jamais, jusqu'à ce qu'il la jette au feu dans un moment de distraction. Si profondes sont ses rêveries, qu'il est capable en voyage d'oublier son cheval dans une écurie d'auberge et de poursuivre sa route à pied, ou encore de se transporter à Londres, de très loin, pour y vendre plusieurs volumes de sermons manuscrits qu'il croit avoir mis dans sa valise et qui sont restés dans son secrétaire.

A l'inverse de Richardson, que sa respectabilité gourmée entêtait de préjugés aristocratiques et glaçait de morgue pharisienne, Fielding, joyeux pécheur, se sentait attiré par l'humanité d'en bas, comme plus humaine et meilleure que l'autre; de toutes les pages de l'Évangile, celles assurément qui lui allaient le plus au cœur étaient, avec l'histoire du pauvre péager, la parabole du bon Samaritain. Il a refait celle-ci à sa manière dans un chapitre particulièrement remarquable du roman de *Joseph Andrews*. Joseph, attaqué par des voleurs, blessé et dépouillé de tout jusqu'à sa chemise, avait été laissé nu et saignant dans un fossé de la grande route. Un coche vint à passer. Le postillon, entendant un gémissement, arrêta ses chevaux et dit au cocher qu'il y avait sûrement dans le fossé un mort, car il l'avait entendu gémir. « En avant, drôle! cria le cocher; voilà une jolie heure pour perdre notre temps à nous occuper des morts! » Mais une dame curieuse insista pour que l'on vît ce que c'était. Le postillon sauta de son cheval et revint en disant que c'était un homme nu, aussi absolument nu que le jour de sa naissance! O Seigneur! s'écria la dame, un homme nu! Cocher, mon ami, fouette, et laissons-le là. Cependant les hommes étaient descendus, et Joseph les suppliait d'avoir pitié de lui, racontant qu'il avait été volé et tué presque. Volé! dit un vieux monsieur; sauvons-nous bien vite ou nous allons être volés, nous aussi. Un homme de loi fit observer qu'il était regrettable qu'on n'eût pas tout simplement passé outre, sans faire semblant de rien, car les voyageurs pourraient avoir l'ennui d'être cités comme témoins; mais, puisqu'on avait commis la faute d'arrêter le coche, il valait mieux maintenant prendre soin du blessé que de s'exposer, en l'abandonnant, à quelque poursuite de justice encore plus désagréable. L'argument parut décisif; on tomba d'accord de recevoir l'homme dans la voiture, et le vieux monsieur sourit même

à la pensée de toutes les excellentes plaisanteries qu'il allait faire à la dame sur le costume d'Adam et d'Ève, sur les figues et sur les feuilles de figuier. Joseph avança donc; mais, apercevant une dame *qui le regardait à travers les branches de son éventail,* il refusa catégoriquement de prendre place, à moins qu'on ne voulût bien lui fournir le strict nécessaire pour que la décence ne fût pas trop offensée : « telle était la modestie de ce jeune homme, si parfaitement morigéné par les excellens sermons du pasteur Adams et par le noble exemple de sa sœur, l'immaculée Paméla! » Les deux messieurs déclarèrent qu'ils étaient enrhumés, qu'ils ne pouvaient pas se priver du moindre chiffon, et l'homme d'esprit ajouta en riant : charité bien ordonnée commence par soi-même. Le cocher, qui avait deux grandes couvertures sur son siège, refusa d'en prêter aucune, de peur des taches de sang, et il est fort probable que Joseph, qui ne voulait pas démordre de sa pudique résolution, serait mort abandonné sur la route, si le postillon (jeune gars *condamné depuis aux galères pour avoir volé un juchoir*) ne s'était lui-même dépouillé du seul pardessus qu'il eût pour se couvrir, jurant avec un grand serment, *dont il fut sévèrement repris par les voyageurs indignés*, qu'il aimerait mieux galoper en chemise toute sa vie que de laisser un de ses semblables dans l'horreur d'une pareille position. Joseph ayant avoué qu'il était presque mort de froid, l'homme d'esprit demanda à la dame si elle n'avait pas un peu de sa fameuse eau-de-vie à son service : elle répondit avec aigreur que cette question était du plus mauvais goût et que jamais elle n'avait trempé ses lèvres dans aucune liqueur forte. A ce moment, le coche fut attaqué. Un brigand, braquant son pistolet contre les voyageurs, leur demanda leurs bourses, qu'ils s'empressèrent de donner, et la dame, dans son épouvante, livra aussi un petit flacon d'argent, de la capacité d'une demi-pinte, que le brigand porta à sa bouche et but à sa santé en jurant que c'était bien la meilleure eau-de-vie qu'il eût jamais goûtée. Mais la dame assura ensuite à toute la compagnie que c'était une erreur de sa femme de chambre, à qui elle avait ordonné de remplir le flacon avec de l'eau de Cologne.

Le roman de *Joseph Andrews*, si amusant, si sain et si vraiment moral, eut du succès, mais un succès moindre que l'œuvre déclamatoire, au ton faux, aux sentimens souvent contre nature, qui en avait été l'occasion. Richardson ne pardonna jamais à Fielding son irrévérence. L'auteur de *Tom Jones* et d'*Amelia*, aussi bien que de *Joseph*, resta pour lui un écrivain bas et trivial, étranger à la société des honnêtes gens et « qu'on croirait né dans une écurie. » Mais si l'offensé, chose naturelle, n'oublia point l'injure qu'il avait reçue, l'offenseur, chose rare, oublia celle qu'il avait

faite. Fielding cite avec déférence l'autorité de Richardson dans la préface de son *Voyage à Lisbonne;* il loue ailleurs « l'ingénieux auteur de *Clarisse,* » et dans un article sans signature, mais où la critique a reconnu sa main, il écrit : « Peu d'écrivains anciens et modernes ont montré une connaissance aussi profonde de la nature humaine, un pathétique aussi puissant que l'auteur de *Clarisse Harlowe.* Ma sensibilité est si vivement excitée par les deux premiers volumes déjà publiés de ce roman que je ne puis assez dire mon impatience de voir la suite. Sûrement M. Richardson est un maître en cet art qu'Horace compare à celui des magiciens. »

III.

Quatorze mois après la publication de son premier roman, Fielding recueillit ses écrits dispersés en trois volumes de Mélanges (*Miscellanies*), 1743. Le premier volume comprenait des poésies de circonstance, composées durant une période de quinze ans, et plusieurs essais en prose sur des lieux-communs de philosophie morale ; dans le second se trouvait, avec deux comédies, la fantaisie satirique intitulée *Voyage dans l'autre monde;* le troisième était rempli par le moindre de ses romans, qui sont au nombre de quatre : l'*Histoire de la vie de feu M. Jonathan Wild le Grand.*

Le *Voyage dans l'autre monde* offre peu d'intérêt à partir du dixième chapitre ; mais les neuf premiers sont piquans. A côté de fines plaisanteries sur les commentateurs d'Homère, de Virgile et de Shakspeare, ils nous font savourer dans toute son humanité charmante l'évangile moral de Fielding, dont le premier précepte est : Sois bon. Minos, devant la porte des Champs-Élysées, écoute et juge les prétentions que chaque arrivant de la terre fait valoir pour en franchir le seuil. J'ai dépensé, dit un riche, beaucoup d'argent pour un hôpital. — Ostentation pure, dit Minos en le repoussant. Un dévot représenta qu'il avait régulièrement fréquenté le culte et rigoureusement observé le jeûne, que les vices du prochain avaient toujours encouru de sa part la plus sévère censure, et que, pour lui, il n'avait sur la conscience ni ivrognerie, ni débauche avec les femmes, ni aucun genre d'excès. « J'ai déshérité, ajouta-t-il, mon fils pour avoir fait un bâtard. — Vraiment? dit Minos. Eh bien! retourne sur la terre et commence par faire un bâtard toi-même. Un coquin si dénaturé ne passera jamais le seuil. » Un poète dit au juge qu'il pensait que ses œuvres parleraient pour lui. « Quelles œuvres? demanda Minos. — Mes œuvres dramatiques, reprit l'autre, qui ont fait tant de bien aux hommes en montrant la vertu récompensée et le vice puni. — Très bien, dit le juge. Attends un peu ; la première personne qui passera la

porte grâce à tes œuvres, te l'ouvrira du même coup. » Ici le poète fit la grimace et représenta qu'indépendamment de ses œuvres dramatiques il avait fait encore quelques bonnes actions d'un autre genre : par exemple, il avait cédé à un ami tout l'argent d'une représentation à bénéfice, le sauvant ainsi, lui et sa famille, d'une ruine inévitable. « Eh! que ne le disais-tu tout de suite? fit Minos en lui ouvrant la porte ; si tu avais commencé par là, tu pouvais te dispenser de parler de tes pièces. — Cependant, mes pièces... — Allons! assez de bavardage. » Quatre ombres, le père, la mère et les deux enfans informèrent le juge qu'ils étaient morts de misère et de faim. Ce n'était pas faute de travail et d'honnêteté; mais la maladie avait un jour réduit l'homme à l'inaction. « C'est parfaitement exact ! s'écria une ombre à l'aspect grave, qui se tenait tout près. Je sais le fait; car ces pauvres gens étaient de ma paroisse. — Alors, vous étiez leur pasteur, je suppose? dit Minos. J'espère, monsieur, que vous aviez une bonne cure. — Oh! bien peu importante, répondit le ministre; mais j'en avais une autre, d'un peu plus de valeur. — Très bien, dit Minos. Qu'on laisse entrer ces pauvres gens. » Le ministre ouvrait la marche d'un pas majestueux, quand Minos le prit par l'épaule et le fit pirouetter sur ses talons en disant : « Pas si vite, docteur! vous avez besoin de faire encore un petit tour dans l'autre monde ; car, sans la charité, personne ne franchira cette porte. » Vient enfin le tour de Fielding. « Je confessai que je m'étais adonné trop librement au vin et aux femmes dans ma jeunesse ; mais j'ajoutai que je n'avais jamais fait de mal à aucune créature, ni évité une occasion de faire du bien ; que les seules vertus auxquelles je prétendisse étaient la philanthropie, qui embrasse tous les hommes, et l'amitié, qui en distingue quelques-uns. Je continuais mon discours quand Minos m'ordonna de me taire et m'ouvrit la porte, en m'avertissant de ne pas trompeter si complaisamment mes vertus. »

Jonathan Wild le Grand est l'apologie ironique, un peu dans la manière de Swift, d'un fameux criminel de ce nom qui avait couronné, en 1725, par son élévation à la potence une longue carrière de vols et d'assassinats. Dans l'échelle morale de Fielding, la vertu suprême est la bonté; sans bonté, il n'y a point de grandeur véritable. Cependant, le monde donne le nom de grands à certains hommes, fléaux de l'humanité, dont toute la grandeur est d'avoir commis, dans de plus vastes proportions, des violences et des perfidies de même nature que celles qui conduisent les criminels au gibet. L'identité évidente de ces scélérats couronnés avec son héros est la pensée inspiratrice et comme le refrain de l'œuvre de Fielding. Elle compte beaucoup de bonnes pages et quelques scènes excellentes ; mais elle pèche par une monotonie un peu tendue et

par l'impression totale qu'elle nous laisse d'un certain défaut d'affinité entre le génie de l'auteur et le singulier sujet de son choix. Fielding n'est pas un *humoriste*, au sens propre du mot; solidement sensé, comme Molière et comme tous les *classiques*, il n'avait pas l'esprit assez paradoxal, la raison assez à l'envers, pour donner au panégyrique d'un gibier de potence la saveur âcre et forte que Swift, son grand modèle, aurait su y répandre. Rien que dans l'opuscule de Swift intitulé : *Conseils aux domestiques*, il y a des choses, je ne dis certes pas plus justes et plus saines, mais plus mordantes et de plus haut goût que dans tout le volume de Fielding. C'est que Satan inspirait à Swift des idées naturellement patibulaires qui, venant de la cuisine même du diable, étaient sûres au moins de n'être jamais fades. Le bon Fielding n'a pas cette perversité. Il croit à la bonté des hommes en général, et, sans se lasser, il proclame cette foi qui le console et le rend heureux. Il tient expressément à nous dire que son coquin et la catégorie de grands criminels dont il est le symbole sont des exceptions rares et monstrueuses. Il distingue la vraie grandeur de la fausse avec un soin attentif et judicieux qui rappelle celui de l'auteur du *Tartufe* insistant prudemment sur l'abîme qui sépare l'hypocrisie religieuse de la dévotion sincère. L'épisode de l'honnête Francœur est, dans l'histoire de *Jonathan Wild*, le rayon de soleil destiné non-seulement à l'utilité esthétique de faire mieux ressortir l'ombre par le contraste, mais surtout à l'utilité morale d'encourager dans nos âmes l'espérance fortifiante au triomphe définitif du bien. Ces précautions méritent toute notre reconnaissance; mais un humoriste de la grande école satirique ne nous aurait pas ménagés ainsi : il aurait affirmé hardiment l'identité profonde du héros de Newgate et de Tyburn avec l'humanité moyenne.

De 1743 à 1749, année de la publication de *Tom Jones*, Fielding ne fit rien paraître d'important, et l'histoire de sa vie est celle d'une lutte obscure et pénible contre l'adversité sous toutes ses formes. Il était pauvre, il travaillait avec plus de courage que de goût à se faire comme avocat une position assurée et lucrative; mais ses ennemis s'acharnaient à lui attribuer, au grand préjudice de sa carrière, d'injurieuses satires anonymes contre les gens de loi. Sa santé était profondément ébranlée par la goutte. Il avait perdu une fillette qu'il adorait, et bientôt il perdit sa femme, ce qui fut le plus grand chagrin de sa vie, un chagrin tel que ses amis craignirent pour sa raison.

Quatre ans après la mort de sa femme, Fielding épousa sa servante. Il est plaisant de voir l'auteur de *Joseph Andrews* imiter en se mésalliant le héros du roman de Richardson, et l'histoire prétend même que ce genre de mariage avait été mis à la mode par

Pamela. Lady Montagu, la spirituelle cousine de Fielding, va nous donner l'explication la plus équitable de sa conduite : « Ses biographes, écrit-elle, ont paru embarrassés d'avoir à dire qu'après la mort de sa charmante femme, il épousa la servante de celle-ci. Et pourtant cette action ne fait point honte à son caractère autant qu'il peut sembler d'abord. La servante avait peu de charmes personnels, mais c'était une excellente créature, toute dévouée à sa maîtresse, qu'elle aimait à tel point que sa mort faillit lui briser le cœur. Fielding, dans les premiers transports de sa propre douleur, voisine de la démence, ne trouva pas d'autre soulagement que de pleurer avec cette fille, ni d'autre consolation, quand il fut devenu un peu plus calme, que de causer avec elle de l'ange qu'ils regrettaient tous les deux. Il s'habitua ainsi à la prendre pour confidente et pour amie, et, avec le temps, il en vint à penser qu'il ne pourrait pas donner à ses enfans une mère plus tendre, ni s'assurer pour lui-même d'une ménagère et d'une gouvernante plus fidèle. C'est du moins ce qu'il a dit à ses amis, et il est certain que la conduite de cette personne devenue sa femme a pleinement justifié la bonne opinion qu'il en avait. »

En 1745, le débarquement du prétendant Charles-Édouard fournit à Fielding une occasion de prouver son zèle au gouvernement du roi George. Pendant trois ans il fit, dans deux journaux, une campagne active contre les jacobites. Il obtint en 1748 l'emploi de juge de paix pour Westminster, puis pour Middlesex. Il devait cette place à lord Lyttelton, qui l'avait pris en amitié et qui l'assista de sa bourse et de ses encouragemens pendant qu'il composait *Tom Jones*, comme nous l'apprend la dédicace profondément reconnaissante qu'on lit en tête de ce chef-d'œuvre.

IV.

Tom Jones, Histoire d'un enfant trouvé, appartient comme *Gil Blas*, comme *Don Quichotte,* comme *les Fiancés,* au petit nombre de grands romans dont l'immortalité n'est pas seulement nominale, mais réelle, en ce sens que tout individu qui sait lire les a lus ou les lira. La perfection de la forme, plus difficile qu'ailleurs dans ces ouvrages de longue haleine, n'est heureusement pas une condition nécessaire de leur succès durable ; car *Tom Jones*, quoi qu'en ait dit Coleridge, n'est point une composition parfaite. Il s'y trouve, comme dans presque tous les romans anglais, une proportion trop forte de longueurs inutiles. On se sent un peu plus embarrassé pour critiquer la licence fréquente que prend l'auteur d'interrompre le récit pour discourir en son nom personnel ; car il doit évidemment à l'abondance et au laisser-aller de ces causeries avec le lecteur la bon-

homie charmante de sa physionomie. Suivant l'heureuse expression de George Eliot, « il roule son large fauteuil sur le devant de la scène et se met à babiller avec nous dans toute la robuste aisance de sa belle prose anglaise. » Il est très vrai, et c'est l'essentiel, que Fielding reste aimable en dépit de tout. Son excellente éducation classique le préserve des grâces affectées qui rendent certains humoristes si insupportables. Cependant on nous permettra de dire que, si son « babil » ne nous agace jamais, il n'est pas toujours très intéressant, véritable *babil* en ce point, et même de trouver que le grand écrivain dépasse quelquefois la mesure d'une juste complaisance pour lui-même et se regarde un peu trop écrire. Malgré la pudeur qu'on éprouve à se séparer des juges les plus compétens, j'oserai avouer tout bas que je ne puis partager l'extrême admiration de la critique anglaise pour les dix-huit prologues des dix-huit livres de *Tom Jones*. Sans parler de la petite épreuve qu'ils font subir à la patience du lecteur avide de connaître la suite de l'histoire, ils me semblent, pour la plupart, assez insignifians. Ils se composent, en majeure partie, des lieux-communs d'une morale et d'une esthétique plus solides que piquantes et plus sensées qu'originales. L'auteur insiste beaucoup (je ne sais pas pourquoi) sur la peine que lui ont coûté ces prologues, « plus difficiles à écrire que tout le reste de son œuvre : » on s'en aperçoit trop, et ils ressemblent un peu à des pensums que le joyeux conteur se serait volontairement et bien inutilement imposés. Inutilement? je me trompe, puisque cet effort a servi sa gloire. Par un vieil artifice qui réussit presque toujours, Fielding a désarmé d'avance la critique en se critiquant le premier. Quel pédant oserait reprocher à ses prologues leur superfluité, leurs lenteurs, leur défaut d'appropriation spéciale aux livres qu'ils précèdent, puisque l'auteur lui-même confesse tout de bonne grâce? Mais si Fielding se fait, en homme habile, quelques petites critiques, il s'adresse surtout de grands complimens, et à force de répéter qu'il est le fondateur d'un genre nouveau en littérature, que pas un romancier avant lui n'avait pris la nature pour modèle, il a réussi à en convaincre le monde un peu plus que cela n'est strictement vrai.

M. Brunetière a remarqué que cette prétention d'inaugurer dans le roman le règne de la nature est affichée partout, principalement à partir de Richardson et de Jean-Jacques, et, même auparavant, il la découvre jusque sous la plume de Crébillon fils. On pourrait étendre presque indéfiniment le champ de cette remarque, circonscrite au roman par celui qui l'a faite, et l'on en viendrait bientôt à se demander si, dans quelque genre que ce soit, l'imitation de la nature n'a pas été toujours le mot d'ordre de tous les artistes. Pour ne pas remonter plus haut que notre grand Corneille, il a voulu

être et, sans aucun doute, il a été naturel et vrai en comparaison de ses prédécesseurs, mais non pas en comparaison de Molière et de Racine, qui lancent précisément contre lui l'éternel appel à la nature. Voltaire a pu se flatter, non sans raison, d'être, par certains progrès qu'il a fait faire au drame, plus fidèle à la réalité que Racine. Le romantisme, qui nous semble aujourd'hui si peu naturel, crut être et fut en effet, dans une mesure considérable, une restauration de la nature de plus en plus absente des formes conventionnelles de l'art classique; mais les réalistes de l'école de Balzac montrèrent aux romantiques qu'ils idéalisaient faussement la nature et qu'eux seuls savaient l'imiter, jusqu'au jour où un naturalisme nouveau, plus large et plus humain, vint à son tour apprendre aux réalistes de la première manière que leur prétendu naturel n'était que l'affectation systématique de peindre exclusivement les laideurs de l'humanité, et que cette représentation même, ils la dénaturaient par leur ironie superficielle; car la sympathie seule et l'amour sont capables d'aider le poète à descendre jusqu'au fond de certains abîmes où la nature, si infime et si abjecte qu'elle paraisse, est encore digne d'intérêt.

Sous la réserve de cette remarque importante, la prétention de Fielding est fondée. Il a, en général, exactement observé la nature, et, à cet égard, il fait époque, il ouvre une ère nouvelle dans l'histoire du roman. Presque tous les personnages de *Tom Jones* sont moralement *vrais*, et plusieurs même sont bien *vivans*. Dans l'invention des faits, si l'on écarte comme une superfétation pure et simple l'histoire de l'Homme de la Montagne, regrettable concession à l'imagination romanesque du XVIIIe siècle, on trouvera que l'auteur suit la nature aussi, bien qu'il se permette un peu trop souvent ces occurrences naïves et extraordinaires qu'à la rigueur la réalité peut offrir, mais que les réalistes scrupuleux dédaignent comme peu conformes au cours accoutumé des choses. La composition de cet amusant ouvrage, imparfait seulement parce qu'il est trop long, est une merveille d'adresse et d'ingéniosité; pas un lecteur de *Tom Jones* n'a pu deviner, avant la fin, de qui l'enfant trouvé était fils, et pourtant, quand le mystère de sa naissance se débrouille, tous les faits antérieurs s'éclairent d'une lumière qui explique l'histoire dans chaque détail et nous la fait paraître la plus naturelle du monde. La multiplicité des personnages, la variété des tableaux et des scènes, si étrangères à nos habitudes françaises de concentration et qui font différer les romans des deux peuples de la même manière que leurs théâtres, n'empêchent pas le héros et l'héroïne, Tom Jones et Sophie Western, d'occuper toujours le premier plan.

Le comique de Fielding est d'une qualité tout à fait supérieure;

au lieu de paraître sortir avec plus ou moins d'effort de son esprit et de son imagination, comme celui des humoristes, on dirait qu'il jaillit naturellement des situations et des caractères, comme celui de Molière et de tous les grands maîtres. On rit encore, et fréquemment, à la lecture de *Tom Jones*, succès bien rare pour un romancier plus que centenaire et sur lequel ni l'auteur de *Gargantua* ni même celui de *Don Quichotte* ne peuvent beaucoup compter aujourd'hui. Il serait sans doute difficile de citer, dans quelque livre que ce soit, un récit plus divertissant que l'avalanche d'événemens qui se précipitent les uns sur les autres dans l'auberge d'Upton, où Tom et Sophie, en fuite tous les deux, logent sous le même toit sans se rencontrer pendant que le fragile amant se rend coupable d'incontinence et d'infidélité envers sa maîtresse. Au comique, largement répandu dans tout l'ouvrage, se mêle une dose de pathétique suffisante pour qu'il soit impossible de confondre l'auteur avec ces esprits secs que rien ne touche et n'attendrit. La sensibilité de Fielding est discrète et réelle. Une ou deux fois, particulièrement dans les scènes dont Mrs Miller est le centre, on peut trouver qu'elle frise un peu la sensiblerie pleurnicheuse, la philanthropie déclamatoire du XVIIIe siècle ; mais ce n'est qu'une très légère atteinte et elle reste, à tout prendre, saine, robuste et virile. La prose de Fielding est une des plus belles de la littérature anglaise; elle a la clarté, la correction, l'ampleur et la cadence classiques. Le style poétique qu'elle affecte peut-être un peu trop souvent n'est qu'une parodie, dont l'utilité, dans les meilleurs passages, est de relever la trivialité de certaines scènes en les racontant sur le ton de l'ode ou de l'épopée : tel est surtout le récit homérique du combat des femmes dans le cimetière. Grâce à ce procédé spirituel, les coups et les horions peuvent pleuvoir de tous côtés dans *Tom Jones* sans que le lecteur ait l'impression choquante d'un monde lourdement violent et brutal. Les personnages grossiers, ou plutôt *le* personnage grossier, car il n'y en a qu'*un*, le squire Western, parle grossièrement, c'est naturel ; mais, de son propre chef, Fielding n'est jamais grossier, et l'on se ferait une idée absolument fausse de son style si on allait croire qu'il recherche les gros mots affectionnés par certains réalistes.

Il est, intentionnellement et de la façon la plus expresse, un moraliste. Il l'est même avec tant d'insistance qu'on pourrait lui reprocher plus justement des tendances trop didactiques que l'oubli du point de vue moral. Dans sa dédicace à lord Lyttelton, il se pose en apologiste de la vertu et de la religion ni plus ni moins que si c'était Richardson lui-même qui parlât. La morale de *Tom Jones* est que le péché (et ici il s'agit surtout de celui de la chair) ne peut

jamais être commis sans qu'il en cuise à son auteur; à chaque chute nouvelle, le héros se crée de terribles embarras et des remords amers. Cette morale est nette comme celle d'une fable d'Ésope. Mais la fable peut être moins pure que la morale. Un conteur qui, dans sa conclusion, enseigne la vertu, nous y conduit souvent par des chemins dangereux qui sont une leçon de vice. « La morale de la plupart des pièces et des romans, a dit Walter Scott dans une juste et magnifique image, est comparable au mendiant qui boite à la suite d'un brillant cortège et sollicite en vain l'attention des spectateurs éblouis. » Il est clair que Fielding ne saurait échapper au reproche encouru par tous les écrivains qui ont représenté les défaillances de la vertu et qui, par ce fait seul, ont mis sous nos yeux un exemple qui peut devenir séducteur; mais il y a une certaine gaîté mâle et saine qui est la meilleure sauvegarde des mœurs, et l'on peut appliquer à Fielding ce que M. Meilhac a dit de notre excellent Labiche avec tant de vérité : « Il n'est pas immoral, parce qu'il n'est pas sentimental. »

Il importe beaucoup d'ajouter que Fielding a de la religion : « Je suis réellement chrétien, » dit quelque part Tom Jones, et il faut prendre soigneusement note de cette déclaration; car le héros emploie parfois un langage qui, pour le lecteur non averti, semblerait différer à peine de celui du tartufe Blifil. Nos esprits se sont tellement compliqués et raffinés que les états intellectuels et moraux les plus simples sont devenus aujourd'hui ceux que nous avons le plus de peine à comprendre; parce qu'il a un peu émancipé la chair, Fielding n'est pas pour cela un *libertin :* il est théiste, il est chrétien même, comme tant d'honnêtes pécheurs, qui n'ont pas la prétention de vivre en petits saints, mais qui comptent bien racheter à temps leurs fautes par la repentance, par quelques vertus et se mettre en règle avec le ciel.

Chez un grand nombre de personnes, la haine déclarée de l'hypocrisie religieuse n'est qu'une secrète aversion pour la religion elle-même; elles se rendent ainsi coupables les premières d'une offense à la sincérité et leur satire perd de sa force. Celle de Fielding conserve toute la sienne, parce qu'il est à l'abri d'un pareil soupçon. L'hypocrisie est, par-dessus tout, l'objet de son horreur; c'est pour lui la seule faute à laquelle il soit impossible de faire grâce. Et la sincérité est, au contraire, la vertu par excellence, la vertu presque unique, puisque c'est la seule qui établisse une différence entre les pécheurs, c'est-à-dire entre les hommes. Tout péché qu'on avoue est effacé par cet aveu : voilà une doctrine chère à la morale généreuse et abandonnée de Fielding. Il n'a de sévérité que pour le vice qui se dissimule honteusement dans une ombre lâche et

menteuse, ou qui fait du mal au prochain. Hors de l'hypocrisie et de la méchanceté, il y a donc pour tous les bons vivans salut facile et abondance de pardon.

Telle était la haine de Fielding pour les hypocrites, qu'elle lui aurait, dit-on, fait perdre son sang-froid et une partie de ses moyens quand il a voulu les représenter. Blifil, le jeune tartufe, est une incarnation de l'hypocrisie absolue, qui a toute la clarté logique des abstractions à la mode de France, mais que la critique anglaise trouve un peu en dehors des conditions de la vie. L'inconsistance de la nature humaine pour le mal comme pour le bien est sans doute la plus précieuse des vérités morales entre les mains d'un romancier habile, trop raisonnable, d'ailleurs, pour oublier la grande règle d'Horace sur l'unité fondamentale qui demeure la première loi des caractères. Des tempéramens délicats de ce genre rendent de l'intérêt à certaines figures qui seraient sans cela peu intéressantes, telles que Black George, le garde-chasse.

Black George s'est approprié un billet de cinq cents livres que Tom Jones a perdu et qu'il sait fort bien lui appartenir. Quelque temps après, Sophie le charge de remettre à Tom une bourse contenant 16 guinées : « Black George, ayant reçu la bourse, se mit en marche vers le cabaret; mais, en chemin, il se demanda s'il ne ferait pas bien de garder aussi cet argent. A cette idée, pourtant, sa conscience prit l'alarme et lui reprocha son ingratitude envers son bienfaiteur. Mais la cupidité repartit que la conscience aurait dû faire ses réflexions plus tôt quand il avait privé le pauvre Jones de ses 500 livres; qu'ayant donné sans difficulté son consentement dans une affaire bien autrement importante, c'était une absurdité à elle, *pour ne pas dire une hypocrisie manifeste,* d'affecter des scrupules pour une bagatelle. A quoi la conscience, comme un bon avocat, essaya de répondre en distinguant entre une déloyauté positive, comme ici où l'argent avait été confié, et le simple fait de cacher ce qu'on avait trouvé, comme dans le premier cas. La cupidité aussitôt tourna cette réplique en ridicule, dit que c'était une distinction, mais non une différence, et soutint formellement que, lorsqu'une fois on avait abandonné, dans un seul cas, quel qu'il fût, toute prétention à la vertu et à l'honneur, il n'y avait pas d'exemple qu'on y fût revenu dans une seconde circonstance. Bref, la pauvre conscience aurait été certainement battue dans la discussion si la peur n'était venue à son secours et n'eût représenté avec force que la distinction vraie entre les deux actions ne consistait pas dans le plus ou moins d'honneur, mais dans le plus ou moins de sécurité; que s'approprier les 500 livres ne faisait pas courir un grand risque, tandis que retenir les 16 guinées, c'était

s'exposer à un extrême péril d'être découvert. Avec l'aide amicale de la peur, la conscience finit par remporter une victoire complète dans le cœur de Black George, et, *après lui avoir fait quelques complimens sur son honnêteté*, elle le força de remettre l'argent à Tom. »

Comme cela est finement observé et analysé! Madame Honneur, la femme de chambre de Sophie, examine de même la question de savoir si son intérêt est de trahir sa maîtresse. Ce n'est pas une méchante femme et je crois bien qu'elle aime Sophie; mais cela ne l'empêchera pas d'entrer un jour, par intérêt, au service de sa plus mortelle ennemie, et c'est ainsi que font toutes les femmes de chambre et bien des créatures dont on dit pourtant qu'elles sont humaines. Comme il ressemble encore à l'homme que nous connaissons tous, ce jeune Nightingale, bonne et faible nature, capable d'abandonner une pauvre fille qu'il a rendue mère, mais capable aussi de l'épouser, pourvu qu'un brave cœur, ayant sur lui de l'ascendant, le pousse à cette action réparatrice et surtout ne le lâche pas que la cérémonie ne soit faite! M. Dowling, l'homme de loi, s'indigne vertueusement à l'idée qu'on puisse le croire capable de suborner des témoins : « Je ne voudrais pas, monsieur, que votre Honneur pensât que, pour rien au monde, je fusse capable de suborner des témoins; mais il y a manière et manière de faire une déposition. J'ai simplement dit à ces hommes que, si on leur faisait quelque offre d'argent de l'autre côté, ils eussent à la refuser, et que, du nôtre, ils ne perdraient rien à être honnêtes gens et à dire la vérité; *qu'on nous avait raconté* que M. Jones avait été l'agresseur, et que, puisque c'était la vérité, ils devaient la dire, leur donnant encore à entendre qu'ils n'y perdraient rien. » Le roman de *Tom Jones* est tout un monde où passent une multitude de figures, dont la plupart sont prises ainsi sur le vif et fixées par quelques traits inoubliables. Ce cachet de vérité et de vie imprimé sur les personnages secondaires est peut-être le signe le plus authentique du génie créateur chez un romancier.

Parmi les personnages principaux, on s'accorde généralement à trouver que M. Allworthy, le père adoptif de *Tom Jones*, est un dessin correct, mais un peu froid. Fielding a cependant tracé cette noble figure avec une vénération profonde qui l'honore d'autant plus qu'un si beau caractère lui a été, dit-on, inspiré par un souvenir plein de reconnaissance envers Ralph Allen et lord Lyttelton, ses bienfaiteurs; mais il avait à montrer dans M. Allworthy la miséricorde se subordonnant à la justice, et c'est une relation qu'il lui était impossible de peindre sympathiquement, parce qu'elle était trop contraire à sa propre morale, où la justice doit toujours fléchir devant la bonté miséricordieuse. Un jour, Tom Jones fait grâce et

même fait l'aumône à un voleur de grand chemin, novice dans le métier, qui, d'une main tremblante, s'est attaqué à lui : voilà une faiblesse que M. Allworthy n'aurait jamais commise; il se serait regardé comme coupable envers la société s'il n'avait pas livré le drôle aux gendarmes. Mais Fielding se plaît à faire voir que la pitié et la charité avaient raison ici contre la justice : le voleur se trouve être un honnête père de famille, qu'une affreuse misère a poussé accidentellement dans la voie du crime et que l'aumône généreuse de Tom relève à la fois de la dégradation et sauve d'une mort certaine, lui, ses enfans et sa femme. M. Allworthy veut d'abord être juste, et c'est ce qui le rend injuste; il n'a pas cru pouvoir pardonner à son enfant d'adoption, calomnié par Blifil, qui veut le perdre. Fielding n'a point réussi, malgré toutes les précautions qu'il a prises, à rendre entièrement vraisemblable la sentence de bannissement sans retour prononcée par cet homme bon et sage contre un garçon qui lui avait donné tant de preuves d'un naturel tendre et généreux, et cela, à l'instigation d'une langue de vipère dont sa ferme intelligence aurait dû connaître la fausseté.

Le célèbre Partridge, quelque vanté qu'il soit, me paraît particulièrement sujet à la critique. Ce personnage est encore une étude d'après Cervantes; mais cette fois Fielding n'a pas eu l'art de transformer profondément son imitation et de l'élever à la hauteur d'une création vraiment nouvelle, de même prix que l'original. Le pasteur Adams valait presque don Quichotte; Partridge ne vaut point Sancho Panza. Les bribes de latin qu'il coud à ses phrases n'ont pas le piquant des proverbes du modèle, et sa philosophie est moins savoureuse. Épicurien poltron et gourmand, il fait avec notre héros un certain contraste, mais naturellement beaucoup moins complet que le gros Sancho sur son âne avec le chevalier de la Triste Figure. Sa personne même n'est pas nette, et notre imagination ne le voit pas distinctement. Nous ne parvenons point à reconstituer, à travers tous les métiers qu'il a faits, l'unité physique et morale de cet ancien maître d'école, presque assommé un jour par sa femme, puis exilé par une nouvelle erreur de la justice de M. Allworthy; voyageant de lieu en lieu pour gagner sa vie et acquérant, on doit le supposer, à cette école d'un autre genre un peu d'esprit, d'expérience et de savoir; exerçant, entre autres talens, celui de barbier-chirurgien; enfin, rencontrant par hasard Tom Jones et s'attachant à ses pas sans un motif suffisant d'affection, de curiosité ou d'intérêt. La scène où Jones le mène au spectacle est délicieuse, et c'est assurément la perle de tout l'ouvrage; mais le commentaire, adorablement naïf, que Partridge fait de la pièce et du jeu des acteurs ne convient, en vérité, qu'à un enfant ou à un pur produit de la nature, et serait, à ce titre, mieux placé dans la

bouche d'un paysan tel que Sancho. L'ignorance d'un maître d'école, quelque profonde qu'on la suppose, doit, je pense, être toujours mêlée d'un peu de pédantisme; c'est, en tout cas, une ignorance d'une espèce particulière qui ne saurait avoir la moindre analogie avec la charmante ingénuité de l'enfance (1).

Les trois membres de la famille Western : le père, la tante et Sophie, sont parfaits de tous points. Le squire Western représente, avec une intensité de vie incomparable, la déraison de l'homme de premier mouvement, pur animal capable des sentimens communs à l'homme et à la brute, incapable du jugement et du raisonnement qui les distinguent. Veuf, il a au monde deux passions, sa fille et la chasse, ou plutôt la chasse et sa fille ; car, Sophie ayant fui de la maison paternelle, il se précipite à sa poursuite, rencontre un lièvre, prend le change et laisse échapper la demoiselle. Il l'adore d'ailleurs. « Il aime mieux la musique de sa voix que celle de la meilleure meute de toute l'Angleterre; » mais il l'enfermera brutalement sous clé et la mettra au pain et à l'eau pour la forcer d'épouser Blifil. Il ne faut pas essayer de raisonner avec lui, puisqu'il n'a jamais pu mettre deux idées ensemble. Au digne monsieur Allworthy, qui lui rappelle sa promesse de ne pas employer la violence, il répond avec emportement : « Oui, mais c'était à condition qu'elle obéirait sans ça. Par le diable et le docteur Faust! est-ce que je ne peux pas faire ce que je veux de ma fille, surtout quand je ne désire que son bien? » Au curé Supple, qui l'adjure de ne pas la maltraiter, il crie : « Ah çà! vas-tu pas venir aboyer après moi, toi! Si tu te mets à jacasser, je vas te faire rentrer à grands coups de fouet tout à l'heure... Est-ce que tu te crois dans ta chaire, ici? Quand tu y es grimpé, donne-t'en à ton aise; je ne m'occupe jamais de ce que tu dis. » Le jour où Tom sauve la vie à Sophie, Western, enthousiasmé, lui offre tous les chevaux de son écurie, « à l'exception seulement du Chevalier et de miss Slouch ; » mais, lorsqu'on lui découvre l'amour des deux jeunes gens, c'est plus que de la fureur qu'il éprouve : il reste hébété et stupide, comme un homme qui n'y comprend rien. « Il regardait la parité de fortune et de condition comme un ingrédient du mariage aussi matériellement indispensable que la différence des sexes, et il n'avait jamais craint que sa fille pût tomber amoureuse d'un jeune homme pauvre, non plus que d'un animal d'une autre espèce. » Tom, d'ailleurs, n'a pas laissé paraître le moindre amour pour Sophie : Western s'en serait bien aperçu! « Est-il possible, lui de-

(1) La première fois que nous avons lu quelques fragmens de la scène de Partridge au théâtre, dans un *Essai* de Macaulay qui la cite en partie, nous n'avons pas douté que Partridge ne fût un enfant que ses parens avaient conduit au spectacle.

mande Allworthy, que vous n'ayez jamais discerné aucun symptôme d'amour entre eux, vous qui les avez vus si souvent ensemble? — Jamais de la vie! s'écria Western. Tom ne venait pas pour lui faire la cour, il venait pour chasser avec moi. Je ne l'ai pas seulement vu une fois l'embrasser. Loin de lui faire la cour, il n'était jamais plus muet que quand elle était là; et la petite, elle aussi, était moins civile avec lui qu'avec aucun des jeunes gens qui venaient à la maison. Là-dessus, je ne suis pas plus facile à tromper qu'un autre; soyez-en convaincu, voisin. » C'est donc Blifil, neveu de M. Allworthy, que Western a résolu d'avoir pour gendre : « Apporte! apporte! C'est ça, mon bon chien. Je te dis que tu auras ma fille dès demain matin. » Mais, à la fin du roman, quand la parenté de Tom Jones aura été découverte, c'est à Tom qu'il dira, toujours dans les mêmes termes : « Cours sus, garçon! Pille! pille! C'est ça, mes petits bijoux. Dieu me damne si tu ne la chiffonnes pas demain soir! Pas une minute plus tard, j'y suis bien résolu. »

Mrs Western a un profond mépris pour l'ignorance et pour la grossièreté de son frère. Elle a vu le monde, et elle s'en targue; c'est une femme politique. Elle se sent un matin « d'excellente humeur, parce que les choses vont bien dans le Nord. » Elle défend son sexe, dans la personne de Sophie, contre toutes les brutalités matérielles du squire; mais elle n'est pas moins entêtée que lui de préjugés nobiliaires, elle tient l'amour entre époux pour une chose ridicule, et elle prêche éloquemment à sa nièce les doctrines et l'exemple de la bonne société, « où le mariage est pour les femmes ce que les emplois publics sont pour les hommes, simplement un moyen de faire fortune et de se pousser dans le monde. »

Sophie est un ange, cela va sans dire. Mais, ce qu'il faut remarquer, c'est qu'elle n'a pas du tout la fadeur des anges. C'est une robuste et vaillante fille, pleine de santé, pleine de courage, et elle en a grand besoin pour résister aux mauvais traitemens de son père, aux périls d'une fuite aventureuse et à des violences directes comme celle de l'infâme Fellamar. C'est une forte fille, mais ce n'est pas une virago. Dans la lutte virile qu'elle a à soutenir, dans la grossière conversation d'une brute telle que le squire Western, même dans un accident ridicule dont elle est la victime, l'image de pureté idéale que son nom seul évoque ne reçoit pas la plus légère atteinte. L'extrême délicatesse de sa conscience lui reproche le moindre manquement à la droiture parfaite. Elle aime profondément Tom Jones, mais sans ombre de passion sentimentale, avec autant de raison et de fermeté que de tendresse, et elle est inébranlablement résolue à rester fille toute sa vie, plutôt que de l'épouser sans le consentement de son père.

Notre bon ami Tom est plus *objectionable*. Que l'on songe

au scandale que sa chasteté fragile a dû causer en Angleterre, puisque le titre seul du roman choquait la rigide décence d'un Richardson, et que les apologistes de l'auteur ont eu d'abord à le justifier longuement, auprès des gens « respectables, » d'avoir pris pour héros un enfant naturel ! En vérité, des livres comme *Tom Jones* et des écrivains comme Fielding sont un bienfait moral dans un pays où le *cant* s'est tellement insinué partout qu'on en respire avec surprise le parfum jusque sous des plumes très laïques qui n'ont pas été trempées dans l'encrier des sacristies. Presque tous les critiques anglais ont l'air embarrassé pour juger un personnage dont le cas est pourtant fort net et auquel on rendra toute la justice qui lui est due, si on le regarde simplement avec les yeux mêmes de la pure et sage Sophie. Quelques-uns se sont mis en frais d'indignation déclamatoire. Thackeray se démène comme un furieux : « Odieux polisson à large carrure, il m'irrite!.. Vraiment la vie a eu trop de gâteries et de douces récompenses pour ce jeune sacripant avec sa mine conquérante ! » Ce sacripant a cependant fait quelque bien : il a détourné sur lui le coup qui menaçait de ruine un pauvre garde-chasse; il a sauvé un homme attaqué par des brigands et une femme qu'on assassinait; il a rendu, par une aumône sublime, l'honneur à un criminel d'occasion et le pain à sa famille, qui mourait de misère; il a décidé le mariage d'un jeune riche avec une honnête fille à qui cette réparation était due; il a pardonné enfin à Blifil, conduite magnanime et seul espoir de réveiller peut-être la conscience d'un pareil coquin. Il serait un peu fort que tant d'actions utiles et belles eussent moins de poids dans la balance que *trois* femmes légères, auprès desquelles le pauvre garçon a eu le tort de chercher quelque consolation à l'épreuve d'une longue et peut-être éternelle séparation d'avec sa Sophie. C'est jouer sur les mots que de lui chicaner le titre de héros de roman, parce que la faiblesse de la chair n'est pas quelque chose d'héroïque. Fielding a répondu d'avance à cette niaiserie, avec son bon sens habituel, lorsqu'il place sur le passage de Tom la belle et provocante Molly Seagrim : « Elle se comporta de telle sorte, que le jeune homme aurait eu *trop ou trop peu d'un héros,* si ses efforts étaient restés sans succès. » Ni Molly Seagrim, ni la maîtresse du capitaine Waters ne sont des cas pendables, et Sophie, en pleurant, les a eu bientôt pardonnés.

Mais il n'en est pas de même du cas de lady Bellaston. Celui-là, Sophie ne l'aurait peut-être jamais digéré, si l'obéissance filiale n'était venue au secours de l'amour blessé jusque dans l'âme, et si le bonheur de faire enfin plaisir à sa vieille girouette de père par une soumission qui, après tout, n'était pas des plus pénibles, n'avait triomphé de son dégoût. Pour dire la chose dans toute sa

crudité, Tom Jones, à Londres, n'avait pas le sou, il était beau garçon, et lady Bellaston était une femme galante, « entrée pour le moins dans l'automne de la vie,.. ayant, en outre, un petit désagrément qui rend certaines fleurs, si belles à l'œil qu'elles soient, peu propres à parfumer l'atmosphère. » Il s'est laissé entretenir quelque temps par cette femme. Si la position d'homme entretenu est, sans contredit, la dernière de toutes, Tom Jones, à ce moment de son histoire, touche le fond même de la dégradation. Il est juste, toutefois, d'ajouter que Fielding le relève beaucoup d'autre part. Peut-être Tom n'a-t-il pas une componction assez profonde; les grands examens de conscience ne sont guère dans sa nature active et toute en dehors; mais il se montre plus que jamais utile aux autres et bienfaisant. C'est alors qu'il s'emploie avec tant d'ardeur et de succès au bonheur de la famille Miller par le mariage de Nightingale avec Nancy, et qu'il consacre presque tout son argent, — l'argent de lady Bellaston, — au soulagement d'une pauvre famille. L'argent du vice et du plaisir mis au service de la charité : comme cela ressemble à Fielding et au XVIIIe siècle! Et comme voilà bien la vertu moyenne de tant d'honnêtes gens, dont la plus haute ambition morale est de tenir avec soin, dans leur livre de comptes, la part faite au bon Dieu quelque peu au-dessus de celle qu'ils laissent au diable!

Que de réflexions suggère un livre comme *Tom Jones!* Quel monde, non-seulement d'aventures et de personnages, mais d'idées! Si la plupart des prologues nous ont paru médiocres et inutiles, il n'est presque pas une page de ce roman si vrai et si humain qui ne soit tout imprégnée d'une philosophie pleine de sens et de saveur. Quoi de mieux observé, par exemple, que la conduite de Tom Jones et celle de Nightingale, quand Mrs Miller a raconté la pathétique histoire d'une famille actuellement réduite au dernier dénûment? Tom, secrètement, remet sa bourse, contenant 50 livres, à Mrs Miller, qui y prend 10 guinées. « Nightingale exprima beaucoup d'intérêt pour l'affreuse position de ces infortunés. Il se récria contre la folie des gens qui répondent pour les dettes d'autrui, se répandit en sévères invectives contre le frère et finit en exprimant le vœu qu'on pût faire quelque chose pour cette malheureuse famille. Madame, dit-il, si vous les recommandiez à M. Allworthy? ou que penseriez-vous d'une quête? je donnerai une guinée de tout mon cœur... Au reste, il ne donna rien, car il n'avait fait d'offre qu'en paroles, et comme on ne crut pas devoir faire de quête, il garda son argent dans sa poche. » Cette bonne disposition, non suivie d'effet, pleine d'ailleurs de prudence économique et de toutes sortes de sages réserves, voilà l'image exacte de la charité du monde.

Morale, instructive et amusante, l'œuvre de Fielding réunit les qualités classiques des grands ouvrages d'imagination qui seront toujours lus. Je voudrais bien donner un ou deux exemples de la solide valeur d'un comique qui offre beaucoup d'analogie avec celui de Molière. Comme lui, Fielding aime à montrer les brusques contradictions qui éclatent entre les idées et les faits, entre ce que nous disons et ce que nous sommes. Le philosophe Square démontrant doctement à Tom, qui a le bras cassé, que la douleur n'est rien de réel, se mord la langue au milieu de son discours : il pousse un cri et lâche un juron. Ainsi, dans *Joseph Andrews*, le pasteur Adams, qui vient de faire un beau sermon sur la résignation chrétienne, apprend que son fils est noyé et s'abandonne au plus violent désespoir. De même encore, dans *Amelia*, l'éloge de la constitution anglaise et de la liberté est déclamé avec emphase par un directeur de prison qui est le despote et le tyran des détenus. L'entrepreneur d'un théâtre moral a l'humiliante contrariété de surprendre en flagrant délit de paillardise les personnages de sa troupe. Mais il y a ici plus qu'un contraste plaisant; il y a la démonstration sensible d'un point très important de la philosophie de Fielding : c'est que l'homme demeure ce que l'a fait la nature, sans que les agens extérieurs, tels, par exemple, qu'un maître ou qu'un livre, puissent rien pour le changer à fond. Il est parfaitement vrai, comme l'a dit M. Taine, que, pour Fielding, « la vertu n'est qu'un instinct, » et que nous naissons bons ou méchans, généreux ou égoïstes, comme le loup naît féroce et le chien affectueux. Le philosophe Square et le théologien Thwackum, qui entreprennent l'éducation de Blifil et de Tom, n'ont pas sur leurs élèves la moindre action morale : l'astuce profonde de Blifil a bientôt transformé en instrumens de ses desseins les maîtres qui croient le diriger; et, quant à l'influence de Square et de Thwackum sur Tom, on s'en fera une idée juste si on se les représente tous les deux dans la relation où un jour ils se trouvèrent vis-à-vis de lui : le théologien, la poitrine sous ses genoux et rossé à grands tours de bras; le philosophe, surpris dans le lit de Molly Seagrim.

Tom Jones eut un succès considérable. Lady Montagu écrivit sur son exemplaire : *non plus ultra*. Les jeunes gens appelèrent *Sophie* leurs maîtresses, et les jeunes filles donnèrent à leurs bien-aimés le nom de *Tom Jones*. En France, le succès fut également grand, quoique, par une pudeur singulière, le gouvernement de Louis XV eût d'abord interdit, comme immoral, le chef-d'œuvre de Fielding. La Harpe le proclama « le premier roman du monde. » Il y eut une pièce jouée au Théâtre-Français sous ce titre : *Tom Jones à Londres*, et un opéra-comique, paroles de Poinsinet, musique de Philidor, où le squire Western chantait l'ariette suivante :

D'un cerf dix-cors j'ai connaissance.
On l'attaque au fort, on le lance;
Tous sont prêts.
Piqueurs et valets
Suivent les pas de l'ami *Jone*.
Aussitôt j'ordonne
Que la meute donne.
Tayaut! Tayaut! Tayaut!

Mme du Deffand écrivait à Horace Walpole, le 14 juillet 1773 : « Je viens de relire *Tom Jones*, dont le commencement et la fin m'ont charmée. Je n'aime que les romans qui peignent les caractères bons et mauvais. C'est là où l'on trouve de vraies leçons de morale, et si on peut tirer quelque fruit de la lecture, c'est de ces livres-là; ils me font beaucoup d'impression; vos auteurs sont excellens dans ce genre, et les nôtres ne s'en doutent point. J'en sais bien la raison, c'est que nous n'avons point de caractères. Nous n'avons que plus ou moins d'éducation, et nous sommes, par conséquent, imitateurs et singes les uns des autres. » Et encore, le 8 août : « A l'égard de vos romans, j'y trouve des longueurs, des choses dégoûtantes, mais une vérité dans les caractères (quoiqu'il y en ait une variété infinie) qui me fait démêler dans moi-même mille nuances que je n'y connaissais pas... Dans *Tom Jones*, Allworthy, Blifil, Square et surtout Mrs Miller, ne sont-ils pas d'une vérité infinie? Et Tom Jones, avec ses défauts et malgré toutes les fautes qu'ils lui font commettre, n'est-il pas estimable et aimable autant qu'on peut l'être? Enfin, quoi qu'il en soit, depuis vos romans, il m'est impossible de lire aucun des nôtres. »

Il est piquant de voir Mme du Deffand prendre la défense de Fielding contre ce freluquet d'Horace Walpole, qui faisait le dégoûté et qui lui avait écrit : « Je n'accorde pas à nos romans le même mérite que vous. *Tom Jones* me fit un plaisir bien mince. Il y a du burlesque, et, ce que j'aime encore moins, les mœurs du vulgaire. Je conviens que c'est fort naturel, mais le naturel qui n'admet pas du goût me touche peu. Je trouve que c'est le goût qui fait le charme de tout ce qui regarde la société... Nos romans sont grossiers. Dans ceux de Fielding, il y a des curés de campagne qui sont de vrais cochons. » Mme du Deffand plaide pour ce que nous appellerions aujourd'hui le réalisme ou le naturalisme; mais elle ne trouve pas le mot propre. Elle commence par écrire : « Pourquoi les sentimens naturels ne seraient-ils pas vulgaires? » Puis elle se reprend : « Il faut que je corrige un endroit de ma lettre; c'est le mot *vulgaire*. Vous entendez par là des sentimens bas; en effet, c'est sa signification; c'est moi qui ai eu tort en le prenant pour des sentimens ordinaires... Malgré tout le goût que vous me

supposez pour le romanesque, j'aime mieux les sentimens du peuple que ceux des héros de nos romans. »

La traduction française de Laplace (1750), illustrée par Gravelot, est un curieux exemple du sans-gêne avec lequel les traducteurs du temps jadis traitaient l'original. *Tom Jones*, d'ailleurs, n'est plus à traduire. M. Léon de Wailly s'est parfaitement acquitté de cette tâche dans deux volumes de la Bibliothèque Charpentier, épuisés aujourd'hui et non réimprimés. Il serait bien dommage que les lecteurs français pussent rester longtemps encore sans avoir à leur disposition immédiate un des chefs-d'œuvre du roman, dont la place est marquée dans toutes les bibliothèques au-dessus de *Gil Blas* et à côté de *Don Quichotte*.

V.

A l'époque où Fielding fut investi des fonctions de juge de paix pour Westminster et Middlesex, l'état de la police et de la justice anglaise, à peine organisées encore, était voisin de la barbarie. Le soin de maintenir l'ordre dans les rues de Londres était généralement confié à des espèces d'invalides, au sujet desquels notre auteur s'est exprimé dans les termes suivans : « Au lieu de choisir de solides gaillards, pour garder nos rues la nuit, on prend de pauvres vieillards décrépits qui n'ont plus la force de gagner leur vie en travaillant. Ces hommes, armés seulement d'un bâton, que quelques-uns peuvent à peine soulever, ont à protéger les personnes et les maisons des sujets de Sa Majesté contre des bandes entières de malfaiteurs jeunes, hardis, robustes, bien armés et résolus à tout. Que les pauvres vieux prennent la fuite devant de pareils ennemis, cela n'a rien d'étonnant ; le seul miracle est qu'ils échappent. » Si la police était faible et mal organisée, les voleurs, en revanche, avaient une organisation admirable : avec leur capitaine, leurs officiers, leur trésor, leurs espions, leurs alliés secrets, ils opposaient à l'anarchie du pouvoir légal l'union qui fait la force. Le principal talent du capitaine était de se ménager des intelligences dans la police et de se rendre à la fois redoutable et nécessaire en devenant la seule puissance à laquelle pussent recourir utilement les victimes des coquins qu'ils dirigeaient eux-mêmes. Dépositaires des produits du vol, ils entraient en arrangement avec les personnes volées et arrêtaient ainsi les poursuites du public qui, naturellement, trouvait plus avantageux de perdre les deux tiers de sa propriété en traitant avec le chef de bande que le tout en se plaignant à une justice incapable. Parfois même, pour mieux assurer leur autorité de part et d'autre, ils faisaient gracieusement cadeau à la potence de quelque mauvais sujet de leur troupe, insu-

bordonné ou compromettant. Fielding déplore la quantité d'annonces qu'on lisait tous les jours et où les gens essayaient de rentrer en possession de quelque bien dérobé, par la promesse de ne faire aucune enquête. Il raconte que des officiers de justice lui ont avoué plus d'une fois qu'ils avaient passé à côté de certains criminels avec des mandats d'arrêt dans leur poche sans oser mettre la main sur eux. Passe encore quand cette inertie n'était due qu'à la peur! Mais la police et même les gens de loi étaient souvent de connivence avec le crime, à tel point qu'Horace Walpole osait écrire en 1742 : « Les plus grands criminels de Londres sont les officiers de justice. »

Comme les individus faibles, qui sont capables des plus grandes violences et qui n'ont dans leur conduite aucun équilibre, le code pénal de l'Angleterre était absurde et barbare. Nulle proportion entre l'offense et le supplice. Un simple filou était pendu, un fabricant de fausse monnaie brûlé; on exécutait une pauvre servante coupable d'avoir dérobé des boucles d'oreilles ou un paysan qui avait coupé un arbre, et George II trouvait cela juste : car, disait-il, un chêne de forte taille est plus précieux qu'une vie humaine; on refait un autre homme plus vite et plus facilement qu'un beau chêne. Les scènes de prison d'*Amelia* qui nous montrent un soldat blessé moisissant sur la paille humide pour avoir volé trois harengs; un vieillard, la tête affaissée sur l'épaule de sa fille, mourant là d'épuisement et de misère pour avoir dérobé un pain, ne sont pas une exagération romanesque : en 1749, un nommé Wills expia sur la potence le crime d'avoir antidaté un billet. Une des conséquences de ce beau système était que les voleurs de grand chemin n'hésitaient pas à tuer les gens qu'ils rançonnaient puisque l'assassinat ne leur faisait pas courir de plus grands risques que le vol. Par une autre conséquence naturelle, l'arbitraire remplaçait la justice; comme on ne pouvait pas en conscience pendre tout le monde, on épargnait souvent, même contre l'évidence, de grands criminels qui auraient mérité la corde, et il n'y avait pas plus d'équité dans les sentences d'acquittement que dans celles de condamnation.

Les juges de paix, qui ne doivent pas être confondus avec les nôtres, paraissent avoir joui d'attributions fort étendues, puisqu'ils pouvaient envoyer les gens non-seulement en prison, mais à la potence. Ils n'avaient pas de salaire fixe, et le nom de *casuel* serait trop poli pour désigner leurs honoraires; le fait est qu'ils se laissaient tout simplement *graisser la patte*, soit par les plaideurs, dans les cas où un différend était porté devant leur tribunal, soit par les délinquans eux-mêmes ou par les personnes intéressées à les faire relâcher ou pendre. Le peuple les appelait *marchands de*

justice, et leurs fonctions passaient pour aussi méprisables que lucratives.

Voilà les fonctions que Fielding accepta, non pour donner un cynique démenti à l'opinion du monde et à des sentimens qu'il avait lui-même déclarés, mais dans une courageuse disposition d'esprit, avec l'espoir sérieux de servir son pays par d'utiles réformes, en même temps qu'il demanderait pour lui et sa famille des ressources modestes et avouables à un métier jusqu'alors lucratif, mais déshonorant. Un de ses prédécesseurs s'y était fait 1,000 livres par an, un autre 500 livres: Fielding, en remplissant avec probité ses devoirs, réduisit volontairement au minimum le plus honnête possible un revenu dont la source, peu catholique sans doute à nos yeux, était autorisée par les mœurs et ne pouvait pas être transformée à son gré. Il en abandonna, d'ailleurs, une grande partie à son greffier, tâchant de se contenter, pour vivre, d'une petite pension que lui faisait le gouvernement, et du fruit de ses travaux littéraires. Il eut l'honneur de rester pauvre dans une place qui avait rapporté 25,000 francs. « En pacifiant, écrit-il, les querelles des mendians et des portefaix au lieu de les envenimer (ce qui, je rougis de le dire, était nouveau alors dans la tradition des juges de paix), et en refusant de recevoir un shilling d'un pauvre diable auquel sans aucun doute il n'en serait pas resté un second, j'avais réduit un revenu annuel d'environ 500 livres sterling de l'argent le plus sale de la terre à 300 livres au plus, dont une partie considérable demeurait aux mains de mon greffier.

En 1749, Fielding fut élu à l'unanimité, par les magistrats de Middlesex, président de leur chambre de justice. A ce titre, il prononça devant le grand jury de Westminster un discours qu'on peut lire dans ses œuvres et que les légistes regardent comme un modèle d'exposition en matière juridique. La seule chose qui nous intéresse aujourd'hui dans ce document, comme dans tous ceux qui témoignent de son activité professionnelle, c'est la gravité imperturbable de Fielding lorsqu'il parle en qualité de juge. On l'a comparé au prince de Galles, dont Shakspeare nous montre l'étonnante volte-face, le jour où il devint roi d'Angleterre et où il dit à son ancien compagnon de débauches, Falstaff: « Vieillard, je ne te connais pas! » Je le comparerai aussi à Rabelais, si différent de lui-même, selon qu'il écrivait sa farce immortelle, ou qu'il déployait sa haute éloquence dans une question de morale, son érudition profonde dans la discussion d'un point de droit ou de médecine. Fielding nous présente la même antithèse paradoxale, la même puissance extraordinaire de dédoublement et d'abstraction. Est-ce bien le même homme dont les farces licencieuses scandalisaient

jadis le public, dont les satires politiques alarmaient le gouvernement, et qui s'élève aujourd'hui avec tant de force contre les spectacles et les mascarades, déplorant un goût effréné pour le plaisir qui détourne les hommes des affaires sérieuses de la vie, et s'écriant : « Ce n'est plus assez de trois théâtres, on en veut maintenant un quatrième, où les mœurs sont blessées en même temps que les lois et où l'on tente de ressusciter tous les abus de la comédie d'Aristophane ! » Un très long travail intitulé : *Enquête sur les causes de la multiplication des voleurs, et propositions faites pour remédier à ce fléau, avec un examen de nos lois sur l'assistance des pauvres et sur la punition des criminels,* nous montre le magistrat philosophe remontant, avec le flair d'un policier sagace et la hauteur de vues d'un moraliste, aux diverses causes du mal. Une des plus funestes est l'abus des liqueurs fortes. Fielding exprime le vœu que l'autorisation de vendre du gin soit limitée aux seuls pharmaciens, et qu'il ne soit plus permis d'en acheter sans un certificat de médecin. Il y a, en tout cas, dit-il, quelque chose à faire, et le premier objet du présent écrit est de réveiller le pouvoir civil de son indifférence léthargique. Les efforts du publiciste ne restèrent pas stériles. En 1751, le parlement fit une loi pour restreindre la vente des spiritueux; Horace Walpole, juste une fois pour Fielding, rend hommage de cette loi à son initiative dans ses *Mémoires sur les dix dernières années du règne de George II.* Un autre travail, encore plus considérable, a pour titre : *Proposition à l'effet de pourvoir aux besoins des pauvres, d'améliorer leurs mœurs et de les rendre utiles à la société, avec le plan et le devis d'un projet d'asile.* La composition de cet important mémoire fut préparée par d'immenses lectures ; Fielding examina toutes les lois sur les pauvres depuis le temps d'Élisabeth, et le résultat de son enquête fut de proclamer la nécessité d'une réforme complète de la législation. L'approbation des membres les plus éclairés du clergé et de la magistrature récompensa un écrivain qui prenait à cœur l'instruction morale et religieuse des pauvres, et qui remédiait sérieusement au vagabondage par le projet d'une maison de travail, située à la campagne, capable de recevoir 3,000 hommes, 2,000 femmes, et attenante à une maison de correction.

Au milieu de ces graves et absorbans travaux, Fielding poursuivait la composition d'un nouveau roman qui parut en décembre 1751. Deux années seulement séparent *Amelia* de *Tom Jones ;* il semble qu'il y en ait vingt, tant l'auteur a vieilli dans l'intervalle ! Ce n'est pas que son intelligence ait baissé, ni même que son talent soit en déclin; mais la jeunesse s'est envolée, emportant avec elle la gaîté, l'imagination, la verve, remplacées par une expérience plus riche et une sagesse plus ferme que jamais. *Amelia* est moins

une œuvre d'art qu'un traité didactique mêlé à une confession personnelle sous forme de roman, et on ne devrait pas oublier, en jugeant cet ouvrage, la première phrase de la dédicace à Ralph Allen, qui avait aidé l'auteur de ses conseils et de son argent : « Le présent livre a sincèrement pour but de servir la cause du bien en signalant quelques-uns des maux les plus crians, tant publics que privés, dont souffre notre patrie. » Voilà pourquoi on rencontre dans *Amelia* de longues discussions sur des questions politiques et des problèmes sociaux, qu'il est permis de trouver moins divertissantes que celles du squire Western avec sa sœur, mais qui attestent le grave intérêt que prenait Fielding à ce qui doit être le premier (ou le second) sujet des réflexions de tout homme sérieux. Voilà aussi pourquoi le magistrat de Bow Street nous oblige à passer avec lui de longues heures dans l'atmosphère maussade et malsaine des prisons, où nous pouvons regretter l'air pur et le ciel brillant de *Tom Jones;* mais il fallait dénoncer en détail de monstrueux abus que Fielding avait observés de près, et dont le pire était sans doute que, dans l'intérieur d'une prison, l'argent pouvait procurer à un criminel toute espèce de facilités, jusqu'à sa délivrance inclusivement, pendant que, faute du shilling nécessaire, un pauvre innocent, oublié là, risquait de succomber à la vermine et à la faim. L'auteur signale en outre les bizarreries de la législation criminelle, et cela peut être fort intéressant, mais d'un intérêt historique ou juridique, qui n'est pas précisément celui qu'on attend d'un roman. Plus étrangères encore au sujet sont certaines conversations littéraires, hors-d'œuvre pédantesques, véritables placages, sans aucune espèce de rapport ni avec l'action, ni avec les acteurs, et où il ne faut voir en effet que de vieux débris de comédies oubliées, utilisés sans façon pour la construction de l'œuvre nouvelle. Enfin, plusieurs scènes sont des souvenirs de la vie de Fielding, et ont, comme documens autobiographiques, un prix incontestable, mais n'ont pas été fondues avec assez de soin dans l'ensemble de la fiction. Pour toutes ces raisons, *Amelia* manque essentiellement d'unité artistique, quelles que soient la beauté et l'importance de la figure centrale.

Le sujet principal du roman est l'histoire d'un ménage pauvre, dans lequel le mari est un honnête homme, bien intentionné, capable de grands repentirs, mais faible, infidèle à son admirable femme et compromettant par ses imprudences le petit budget domestique. Le capitaine Booth est moins sympathique que Tom Jones, quoi qu'en ait dit Thackeray, par la simple raison qu'il est marié, qu'il est plus âgé, et que ses défaillances ne sont point rachetées par des qualités aussi brillantes. Mais il a la componction profonde qui fait un peu défaut au jeune Tom.

Amélie est une des plus nobles figures de la fiction, je devrais peut-être dire de la réalité, puisque c'est de sa première femme que Fielding a voulu nous faire le portrait; mais il a sans doute idéalisé son image, et c'est un monument expiatoire qu'il a, d'un cœur contrit, élevé à la mémoire de celle qu'il avait aimée et fait souffrir. Rien peut-être n'était plus nouveau, plus hardi, plus profondément original dans le roman que cette tendre et respectueuse représentation d'une femme mariée. L'amour, soit avant le mariage, soit hors du mariage, est à peu près le seul qui ait continuellement inspiré les romanciers ou les poètes, et cette vieille tradition était encore favorisée au XVIIIe siècle par les mœurs frivoles d'une société, dont une des élégances consistait à railler l'affection conjugale comme un ridicule bourgeois.

VI.

La santé de Fielding déclinait rapidement. A la goutte, son ancienne ennemie, s'étaient joints de nouveaux et plus pressans adversaires, l'hydropisie, la jaunisse et l'asthme. Il n'en continuait pas moins à remplir ses fonctions, ne se ménageant point, même la nuit; voici, par exemple, ce qu'on lit dans les papiers de police du temps, à la date du 6 mars 1753 : « Ce matin, vers quatre heures, le juge Fielding, averti que plusieurs voleurs de grand chemin étaient au bal masqué, entra dans la salle de jeu avec des officiers de la garde, et obligea tout le monde à se démasquer et à se nommer. Il est probable que les brigands avaient eu vent de sa venue, car aucun d'eux ne fut pris; mais on trouva sur les tables une quantité de guinées fausses. » Fielding n'était pas insensible au noble orgueil de mourir en servant son pays, et il le laisse percer dans plus d'un passage de ses derniers écrits; mais l'horreur que sa franche nature avait pour tous les charlatanismes lui a fait assigner tout haut une cause plus modeste à son admirable activité, presque digne du nom d'héroïsme : « Mon ambition est d'acquérir assez de mérite aux yeux du public pour que, si je dois lui faire le sacrifice de ma vie, la reconnaissance populaire mette ma famille à l'abri du besoin. Je n'ai pas la moindre prétention à ce patriotisme romain ou spartiate, capable de se sacrifier au seul amour de la patrie; mais cet excès d'amour, je le déclare solennellement, je l'éprouve pour ma famille. » Il avait une fille de sa première femme, et plusieurs enfans de la seconde, à laquelle il rendait un culte non moins ardent qu'à l'autre, et probablement plus fidèle.

Au mois d'août 1753, Fielding, fatigué à mourir par plusieurs longues enquêtes qu'il avait dû faire sur cinq meurtres commis dans l'espace d'une semaine par différentes bandes de voleurs, se

préparait à partir pour Bath, sur l'avis de son médecin, quand il reçut un message du duc de Newcastle qui le mandait auprès de lui. N'en pouvant plus, il s'excusa. Mais le duc revint à la charge, et Fielding obéit. Après trois heures d'attente dans l'antichambre, un secrétaire de Sa Seigneurie vint le consulter de la part du gouvernement sur les moyens de mettre un terme immédiat aux attentats contre la propriété et contre les personnes dont la capitale était infestée. Fielding promit de s'occuper du problème. Muni d'abord de l'argent qui est le nerf de la guerre, il soudoya un traître qui s'engagea à livrer toute sa bande entre les mains d'agens fidèles et résolus, choisis tout exprès pour la circonstance. La ville de Londres dut à l'habileté et à l'énergie de Fielding d'être momentanément débarrassée du fléau ; pendant les derniers mois de l'année 1753, il n'y eut pas un seul crime commis dans les rues.

Mais ce suprême effort l'avait achevé. La maladie n'était plus de celles que les eaux de Bath pussent guérir ou seulement soulager; le soleil du midi restait le seul espoir ou le dernier désir du mourant. On songea d'abord à la Provence; la fatigue et la dépense d'un voyage sur terre firent renoncer à ce projet, et l'on profita de l'occasion d'un vaisseau marchand en partance pour Lisbonne. Fielding s'y embarqua avec sa fille aînée, sa femme et deux domestiques. Il n'avait plus la force de marcher, il fallut le porter à bord. Il a raconté les incidens de la traversée dans un journal où il ne faut pas chercher des faits très intéressans en eux-mêmes, mais dont l'intérêt paraîtra bien grand aux personnes curieuses de voir comment un philosophe se regardait mourir au XVIIIe siècle, et de mesurer par un seul et frappant exemple l'abîme que Jean-Jacques Rousseau et Chateaubriand, la révolution et le romantisme, le pessimisme et « la grande névrose » ont creusé entre l'antique simplicité et notre étalage moderne. Voilà l'homme normal, vraiment *humain* et vraiment *viril*, aussi admirable lorsqu'il cède à la nature ce qui lui est dû légitimement, que lorsqu'il l'assujettit, à force de gaîté et de courage, à la domination de l'esprit.

Deux grossiers personnages pénétrèrent un jour, le chapeau sur la tête, avec une brusquerie insolente, dans la cabine qu'il occupait avec sa femme. Fielding leur demanda qui ils étaient. — « Officiers de la douane, » répondirent-ils, pensant que ce nom devait suffire à frapper les gens d'un respectueux effroi et leur ôter l'envie de faire des questions. Mais Fielding s'informa de leur grade, et l'un d'eux répondit que le « gentleman » son compagnon était inspecteur. — Inspecteur, c'est possible, reprit Fielding; *gentleman*, c'est une autre affaire : car on n'a jamais vu un gentleman pa-

raître à l'improviste en présence d'une dame, sans faire une excuse et sans même ôter son chapeau. — A ces mots, il ôta son chapeau et le mit sur la table, demandant pardon et blâmant le contre-maître qui avait eu le tort de ne pas l'avertir qu'il y avait dans la cabine des personnes de distinction. Je lui dis que nous étions, en effet, un monsieur et une dame, ayant droit à la politesse, quoique n'ayant point le bonheur d'appartenir à ceux que le monde appelle gens de la haute société et de distinction. J'ajoutai que, puisqu'il avait reconnu son tort et fait des excuses, la dame lui permettait de garder son chapeau, s'il l'avait pour agréable. Il refusa de le reprendre, en jurant entre ses dents, et cela me convainquit que, si je me montrais trop aimable pour lui, il reprendrait bientôt toute sa grossièreté. » Une autre fois, ce fut le capitaine du vaisseau, lui-même, qui lui fit une scène violente au sujet de sa cabine, sur laquelle il prétendait un droit de propriété. Fielding, qui connaissait son homme, assez bon diable au fond sous son écorce rude, et qui savait que les colères d'un vieux loup de mer ne survivent guère à l'ivresse qui les a provoquées, opposa à l'orage la fermeté la plus calme, invoquant seulement la foi des traités et la justice des tribunaux, si les conventions faites n'étaient pas observées. Sur le soir, « sa fureur étant entièrement dissipée, il tomba à genoux et me supplia, un peu trop bassement, de lui pardonner. Je ne pus souffrir de voir un brave homme de son âge rester un instant dans cette posture, et je lui pardonnai immédiatement. Ce n'est pas pour m'attirer l'admiration que je raconte cette histoire, et je décline absolument toute louange ici. Ce ne fut ni grandeur d'âme ni religion chrétienne qui me dicta mon pardon. Pour dire l'exacte vérité, je lui pardonnai, par un motif qui rendrait les hommes beaucoup plus indulgens s'ils étaient plus sages : simplement parce que cela m'était agréable à moi-même. »

Près de l'île de Wight, une tempête faillit perdre le navire et les passagers. Fielding la mentionne et fait cette réflexion : « Ma chère femme et ma fille chérie me pardonneront si l'idée d'une mort, que je ne pouvais pas regarder comme un grand malheur pour moi-même, ne m'a pas non plus beaucoup terrifié à leur sujet : c'est qu'en vérité, elles sont toutes deux si bonnes et si gentilles que je n'aime pas à me les représenter après moi sous la dépendance d'un homme. » Il note avec reconnaissance tous les petits services que lui rendent ces mains pieuses et dévouées. Mais ce qu'il y a de plus admirable dans le *Journal d'un Voyage à Lisbonne*, c'est la force d'esprit et de caractère qui permet à ce philosophe mourant d'oublier ses souffrances, de sortir de lui-même et d'observer avec intérêt tout ce qui se passe autour de lui. Une telle attention aux

choses extérieures, dans une pareille situation physique et morale, est la marque d'un classique des anciens temps, d'un sage en paix avec sa conscience et avec l'univers, d'une raison vigoureuse et bien équilibrée, et c'est le miracle le plus incompréhensible pour l'inquiétude infinie de notre personnalité vaniteuse et faible. Fielding reste un joyeux conteur jusqu'à la fin. Il continue à s'amuser de la nature humaine, et il esquisse des portraits, comme celui du capitaine, comme celui de Mrs Francis, la maîtresse d'auberge, qui ressemblent à des notes gaîment recueillies pour un dernier roman qu'il aurait voulu faire.

Il mourut deux mois après son arrivée à Lisbonne, le 8 octobre 1754, âgé de quarante-huit ans. Sa tombe est située sur le flanc d'une colline, au centre du beau cimetière anglais de cette ville.

La calme observation de la réalité, que nous venons de remarquer dans la dernière œuvre de Fielding, est un caractère fondamental de tous ses écrits. Il n'a pas cette ardeur d'imagination qui passionne certains romanciers pour leurs propres créatures, à tel point qu'elles semblent vivre de leur vie. Il reste lui-même en dehors de ses personnages, et malgré l'exception que semblent offrir au premier abord des portraits plus ou moins personnels, comme Tom Jones et le capitaine Booth, s'il est vrai que ce sont ses propres fautes que Fielding a racontées dans leur histoire, il l'a fait plutôt en moraliste qui s'examine et se juge, qu'en poète qui s'identifie amoureusement avec ses héros. Le jugement, dans ce ferme et puissant esprit, conserve toujours la maîtrise sur l'imagination, et c'est par là d'abord qu'il est un écrivain *classique*.

Il l'est aussi par les limites très précises de son horizon intellectuel. A une certaine hauteur où Fielding ne s'est jamais élevé, mais où Goethe, Shakspeare, Cervantes planaient comme dans leur élément, l'homme paraît si petit qu'il devient impossible de prendre beaucoup à cœur ses folies et ses vices; on y voit moins des violations attristantes ou irritantes de l'ordre, qu'un rôle inconsciemment, mais régulièrement joué dans une comédie éternelle, dont le sage peut se donner l'amusant spectacle, sinon deviner le secret. De là l'indifférence, ou l'ironie mêlée de pitié, des artistes suprêmes et des grands humoristes. Fielding est un homme de foi et d'action, bien moins contemplatif que pratique, et la fin qu'il se propose comme romancier n'est pas sans avoir beaucoup d'analogie avec celle qu'il poursuivait comme magistrat : il s'agit réellement pour lui d'honorer la vertu, de décourager le vice, de montrer, comme Hogarth dans ses gravures morales, que le bon ouvrier devient

riche et heureux, tandis que le mauvais ouvrier finit par la prison et la potence.

Ce qu'il faut reconnaître d'abord chez lui, et sous la réserve des tempéramens importans que nous rappellerons tout à l'heure, c'est un bon sens un peu sec, un peu gros, un peu lourd et terre à terre, comme l'est facilement le bon sens quand il n'est pas relevé par une raison ailée, large et supérieure. Il a, comme homme, des préjugés vulgaires, et, comme artiste, des procédés étroits de simplification qui sont peu dignes de son talent. George Eliot aurait eu bien besoin de lui enseigner qu'un méthodiste n'est pas nécessairement un charlatan contrefaisant l'extase pour en imposer à ses dupes; ni un membre de la haute Église, un pharisien préférant l'orthodoxie à la vertu; ni un libre-penseur, un homme de plaisir masquant sous de belles phrases sa révolte contre les freins moraux de la religion. Il est bon d'avoir des idées nettes, mais il faut éviter qu'elles se contredisent, et Fielding ne nous a pas appris comment il conciliait avec la liberté morale, à laquelle il croit certainement, cette espèce de fatalité du vice et de la vertu qui fait qu'un homme est, selon lui, méchant ou bon par nature, et que l'éducation est impuissante. Si la vertu n'est qu'un instinct, il est difficile de comprendre qu'elle soit méritoire. Il ne nous a pas expliqué, non plus, ce qui reste de la religion quand on en retranche toute mysticité et qu'on la réduit au rationalisme.

Mais il n'était pas obligé de le faire, puisqu'il ne pouvait apercevoir des contradictions que le progrès seul des idées nous a rendues lentement et tardivement sensibles. Fielding s'élève assez au-dessus de tous les romanciers de son temps, pour qu'il ne soit pas deux fois injuste de lui reprocher d'être resté, sur certains points, fort au-dessous de ceux du nôtre. Il y a chez lui une santé, une solidité, une simplicité, qui n'ont pas été égalées au XVIIIe siècle, non plus en France qu'en Angleterre, et dont l'absence chez tous ses contemporains m'a forcé de remonter jusqu'au siècle de la raison classique, pour lui trouver, dans Molière, un terme de comparaison. La lecture de Fielding est, en somme, bienfaisante, et sa morale, quelles qu'en soient les faiblesses, reste infiniment supérieure, non-seulement à celle de Wycherley, qui est l'immoralité même, mais à celles de Sterne, de Smollett et même de Richardson. La vie d'un écrivain fait partie de son enseignement quand il a aussi peu de prétention que Fielding à être un pur artiste; or, je ne connais pas dans l'histoire littéraire de spectacle plus fortifiant que celui de sa vie, à partir de la composition des œuvres sur lesquelles sa gloire est fondée.

Joseph Andrews déjà, mais surtout *Tom Jones* et *Amelia* furent

écrits dans les pires circonstances de fortune, de famille, de situation sociale et domestique, qui puissent mettre à l'épreuve l'humeur d'un homme et d'un auteur. Cependant, il n'y a point, dans quelque langue que ce soit, d'ouvrage plus gai, plus joyeux, que les deux premiers de ces romans, ni plus rempli d'une calme sagesse que le troisième; car, si l'auteur d'*Amelia* a perdu quelque chose de sa verve, il a gardé intactes sa force et sa sérénité. Dans toute l'œuvre d'un écrivain qui avait le droit de se plaindre des hommes, qui pouvait, avec plus de raison que beaucoup d'autres, accuser la Providence, et qui enfin a dû souvent éprouver ce mécontentement de lui-même qui n'a jamais réconcilié personne avec le monde, on ne trouve pas une trace de découragement ni d'amertume. Jusqu'à la fin, et même sous l'étreinte de plusieurs maladies cruelles, Fielding a porté sur la vie un jugement généreux. Non-seulement il est aux antipodes du pessimisme moderne, mais il ressemble à un étranger de passage venu de climats plus heureux dans le monde qui excitait la sauvage indignation de Swift et les sarcasmes moroses de Samuel Johnson. A ses yeux, la vie est une excellente chose, et les hommes, à considérer le fond de leur nature et la moyenne de l'humanité, ne sont pas si mauvais. « Mon bon monsieur, » dit Tom Jones à l'Homme de la Montagne devenu misanthrope parce qu'il avait été trahi par son premier ami et sa première maîtresse, « que pouviez-vous attendre de mieux d'un amour né dans un lupanar, d'une amitié formée et entretenue à une table de jeu? Juger des femmes et des hommes sur ces deux exemples serait aussi injuste que d'affirmer que l'air est un élément infect et malsain parce que nous le trouvons tel dans les latrines. » L'auteur de *Tom Jones* a le singulier mérite d'avoir proclamé très nettement une vérité qui est devenue l'un des principes fondamentaux sur lesquels l'auteur d'*Adam Bede* a réédifié le roman et l'a élevé à une hauteur morale incomparable : « Plus d'un homme commet le mal sans être méchant et corrompu dans l'âme. » — « Les pires des hommes, dit-il quelque part, ont généralement à la bouche les mots de gredin et de scélérat, comme c'est des spectateurs les plus grossiers des galeries que partent les clameurs et les sifflets contre la scène. »

Telles étant les vues de Fielding sur la nature humaine, il est clair que son *naturalisme* doit être le bon, celui qui accepte tout l'homme et tous les hommes, non celui qui choisit pour les peindre, avec une diabolique ironie, les pires échantillons de l'humanité, et qui la tient elle-même au moins pour égoïste chez ses représentans réputés les meilleurs. Il proteste généreusement contre la psychologie chagrine et dénigrante de La Rochefoucauld, renouvelée en

Angleterre par Maundeville, et il n'a pas de joie plus grande que de représenter des personnages foncièrement désintéressés et bons, tels qu'Amelia, M. Allworthy, le pasteur Adams, ou encore dans *Jonathan Wild,* Francœur (*Freehart*), dont le nom seul exprime cette franchise de bonté qui était pour lui l'idéal. Ordinairement, d'ailleurs, dans les caractères de ses romans, comme dans ceux qu'offre la nature, le bien et le mal se pénètrent, se tempèrent l'un par l'autre. Sans doute, il y a de francs scélérats, et personne ne l'ignorait moins que Fielding; la convoitise, la violence, l'hypocrisie, jouent dans les affaires du monde un grand rôle, qu'il ne veut nullement amoindrir; mais le dévoûment, la bienveillance, l'honnêteté ont aussi leur part d'action et d'influence, et, pendant que les émules de Jonathan Wild font bruyamment leur chemin vers la potence ou vers le trône, Amélie, sous son humble toit, élève pieusement ses enfans, exerce la charité, lutte contre l'indigence par l'ordre, la propreté, l'économie, ramène à force d'amour un mari infidèle, et donne de toutes les vertus domestiques, conjugales et humaines, un exemple qui aura en somme bien plus d'imitateurs que l'autre.

On ne sait en vérité si Fielding est un réaliste ou un idéaliste, et l'on serait tenté de dire, après l'avoir lu, que ces deux mots sont vides de sens. Serait-il un réaliste parce qu'il a choisi pour héros un Jonathan Wild, ou un idéaliste parce qu'il a pris pour héroïne une Amélie? Mais la seconde, comme le premier, a été trouvée dans la nature, et le premier, comme la seconde, a été idéalisé, c'est-à-dire transformé en type, selon la loi éternelle de l'art. Quant à qualifier Fielding de réaliste simplement parce qu'en montrant les choses comme elles sont, il les a quelquefois appelées par leurs noms, c'est une façon enfantine d'interpréter le mot, et je ne mentionne que pour mémoire ce vieux radotage qui constitue pour bien des gens l'alpha et l'oméga de toute leur critique.

Ce qui est sûr et clair, c'est que Fielding est un grand *classique.* Walter Scott l'appelle le père du roman anglais, et, en effet, il est une source. Des personnages tels que Sophie et sa suivante, le squire Western, Mrs Western, le sergent Atkinson, le major Bath, Amelia, sont évidemment des types primordiaux créés pour être reproduits à une infinité d'exemplaires. Déjà le pasteur Adams passe dans le *Vicar of Wakefield*, et Sterne, si différent de Fielding, subit sa puissante influence. Ce n'est pas Dickens qui a imaginé le premier de faire du roman un instrument de réforme sociale et un organe des griefs populaires. George Eliot lit Fielding avec admiration, quelquefois pour corriger sa morale, plus souvent pour la développer et pour établir sur sa philosophie pleine d'humanité ce grand roman de sympathie et d'amour qui n'est pas d'origine

russe. *Amelia* fonde en Angleterre l'honnête roman domestique : personne n'a jamais mieux senti que ce débauché de Fielding le prix des pures affections de foyer qui sont le plus solide appui du bonheur. Mais c'est surtout *Tom Jones* d'où rayonnent comme d'un soleil la santé, la gaîté, la joie. Quelle puissance de vie, s'écrie Thackeray après avoir rudement malmené le héros, quelle puissance de vie a donc une fiction que nous prenons encore si fort à cœur et dont nous discutons passionnément le plus ou moins de moralité !

Sans doute, Fielding ne possède pas tout. Il laissait, notamment, à introduire dans le roman après lui les harmonies de la nature, ces musiques des vents, des ruisseaux, des forêts, que Walter Scott a entendues, ces couleurs charmantes ou magnifiques dont son pinceau a enchanté nos yeux. Fielding n'a pas fait un seul paysage, ni même une seule vraie description. Ce crime, impardonnable au goût de nos modernes, obtiendra une indulgence facile auprès de ceux qui pensent que le pittoresque n'est pas l'objet propre des romanciers, et qui, pour l'avoir trop vu à l'œuvre, le savent indiscret et envahissant à tel point qu'il a bientôt pris toute la place, substituant à la nature morale, qui est l'essentiel, l'accessoire, qui est la nature physique. L'attention que les descriptifs éparpillent et dispersent sur le décor, sur le spectacle extérieur, Fielding la concentre sur les personnages en scène et sur ce qu'il y a de plus intéressant en eux, le caractère, voulant expliquer à l'esprit chacune de leurs actions par des motifs internes et ne rien accorder au seul amusement de l'imagination. C'est la grande tradition des maîtres classiques. Elle est toujours bonne à suivre, de préférence aux fantaisies et aux rêveries du romantisme, comme au matérialisme superficiel des peintres nouveaux, devenus simples photographes. — Mais je ne veux pas médire du roman contemporain. Il a ses beautés, qui sont admirables. Seulement, lui, non plus, ne possède pas tout ; et ce qui lui manque peut-être principalement, c'est une certaine chose qui, à la vérité, n'est point commune : le sens commun. Fielding peut lui en donner d'utiles leçons. Nous devons en tout cas honorer bien haut, comme M. Leslie Stephen nous y exhorte avec éloquence, une qualité aussi rare chez un de ses représentans les plus éminens.

PAUL STAPFER.

FEMMES SLAVES

VI[1].

LA JOURNÉE DE GATZKO.

Lorsque les troubles de la Bosnie et de l'Herzégovine devinrent une insurrection générale, d'où sortit bientôt une grande guerre, beaucoup d'officiers autrichiens, de race slave, s'empressèrent de passer en Serbie, afin de prêter leurs bras au peuple frère en péril.

La fièvre belliqueuse s'empara de moi également. C'était bien naturel; seulement, je me demande encore aujourd'hui comment, au lieu de courir directement en Serbie, la folle idée me vint d'aller au Montenegro, me mettre à la disposition de l'hospodar Nicolas.

Peut-être était-ce l'impression que m'avait faite le prince lorsque je le rencontrai, quelque temps auparavant, à l'exposition universelle de Vienne. Il m'avait frappé d'admiration, lui et les quelques braves qui l'accompagnaient, et l'impression m'en était restée. Peut-être aussi était-ce le souvenir d'un tableau de Czermak, que j'avais remarqué à la Société des artistes de Vienne. Ce tableau représentait des femmes monténégrines emmenées en esclavage par des Bachi-Bouzouks. Le charme que j'avais trouvé dans les yeux

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin et 15 août 1889 et du 1er juillet 1890.

sombres de ces femmes n'était peut-être pas étranger à mes dispositions belliqueuses. Toujours est-il qu'un matin j'ôtai l'écharpe noire et jaune, et, quelques jours après, je me présentais devant le prince Nicolas, à Cettigne.

Je ne tardai pas à m'apercevoir que mon dévoûment fraternel pour les Monténégrins embarrassait un peu ce poète chevaleresque. Je reçus de lui l'accueil le plus cordial, mais que pouvait-il faire de moi dans une armée qui n'en était pas une, et qui ne se composait pas de soldats!

Aujourd'hui, les Serbes ne font pas la guerre autrement que les Français, les Italiens, les Anglais, ou les Allemands. De même que ces peuples, il leur faut combattre en rase campagne, et ils ne peuvent plus se passer de la discipline militaire. Tandis que la Czernagora (Montenegro), c'est le Tyrol slave, le Tyrol de 1809. Les chefs, comme les simples soldats, sortent du peuple, et la manière toute particulière de combattre des Monténégrins rend superflue la direction d'officiers étrangers.

Néanmoins, on m'attacha, comme une sorte d'aide-de-camp, à un terrible voïvode, le kniäs (prince) Karaditch, et je reçus l'ordre d'aller m'installer chez lui.

Tout le monde s'empressait de faire ses préparatifs de départ. C'était un va-et-vient continuel, de sorte que malgré toute la sollicitude de l'hospitalité slave, je ne voyais que fort peu mon hôte et sa famille. Je passais la plus grande partie de mon temps à parcourir les ravins des environs et à guetter les renards et les martres.

La première fois que, assis sur une pierre, dans la montagne, je promenai mes regards sur les horizons lointains, je compris pourquoi on avait donné à ce pays le nom étrange de Montenegro. Ce sont, en effet, des montagnes noires qui forment son territoire si étroitement limité. Loin, très loin, les regards errent sur des montagnes de pierre calcaire, déboisées, nues, d'un gris noirâtre, sillonnées partout de fissures profondes. Un océan de vagues pétrifiées, gigantesques, dont le silence inspire la terreur. Puis, dans un autre lointain doré, la vraie mer où dansent de petites voiles et des étincelles de soleil, qui font ressembler l'azur des flots au manteau bleu de la mère de Dieu, parsemé d'étoiles.

Tout le pays est comme une immense forteresse, et chaque maison comme un poste retranché. La montagne n'est traversée que par des sentiers qui ondulent comme d'énormes serpens qui dormiraient sous les chauds rayons du soleil.

Quelle sauvage mélancolie!

Dans cette solitude imposante, en lutte perpétuelle avec les élé-

mens, si loin du grand monde épuisé et corrompu, il doit surgir des natures fortes, des cœurs qui ne connaîtront jamais la faiblesse. C'est ainsi que me parut le voïvode la première fois que je m'assis à côté de lui, devant sa modeste maison, le soir, à la lueur incertaine et grise du crépuscule.

Tout, dans ce Karaditch sombre et taciturne, était puissant : le torse, les membres, le nez, les yeux, les mains, et, en même temps, tout était dans une proportion parfaite. Avec son teint bronzé et sa superbe corpulence, le kniäs ressemblait à une statue de héros surpassant la grandeur naturelle. Ainsi devaient être ces consuls romains et ces souverains slaves, comme Cincinnatus, Przemisl et Piaste, qu'on allait chercher à la charrue pour les mettre sur le trône.

Près de moi, sa femme Melitza paraissait grande et massive; à côté de son mari, elle redevenait svelte et souple autant qu'elle était gracieuse. Elle aussi possédait un nez au dessin hardi et une bouche aux lignes âpres; mais, en revanche, ses yeux bruns étaient si doux, si pleins de bonté! Sans cette douceur et ce sourire, qui avaient la suave splendeur d'un beau clair de lune, on aurait dit, plantée sur les fières épaules de Melitza, la tête d'une Junon Ludovisi.

Cette superbe femme allait et venait dans la maison comme l'ombre de son mari. On aurait dit une servante, même une esclave.

Le petit Wouk traitait sa petite sœur Jana, âgée de trois ans, comme un être inférieur, sans importance. Il faut dire qu'il portait déjà le kandjar.

Un soir, alors que les étoiles flambaient déjà dans le vaste ciel dont le fond paraissait aussi noir que les montagnes, Melitza apporta à chacun de nous une tasse de café et une pipe turque. Elle en alluma d'abord une et l'offrit au kniäs; puis elle s'agenouilla pour lui ôter ses *opanki* et lui tendit une paire de pantoufles. Elle allait ensuite me rendre le même service, sous prétexte que j'étais l'hôte de son mari; mais je m'y refusai non sans quelque confusion, je crois même qu'un peu de rouge me monta au visage.

Karaditch secoua sa tête de lion.

— Tu as tort, me dit-il. Vous gâtez vos femmes; voilà pourquoi elles sont si méchantes. Jamais ma nuque n'a porté un joug, pas même celui d'une femme.

Il se fit un silence. Au même moment, un gouzlar aveugle s'approcha. S'accompagnant de son instrument national, au son mélancolique, il nous chanta la superbe romance héroïque de la mort d'Agar-Bey, puis une autre qui s'abattit comme la foudre sur nos

âmes d'hommes graves. Un frisson me courut sur tout le corps en entendant ces vers d'une énergie sauvage :

L'amour est bien un feu sacré
Qui brûle dans notre sein,
Et maudites soient toutes les âmes,
Qui ne connaissent pas ce feu !

Mais la haine est beaucoup plus chaude,
Quand on a tisonné la flamme,
Quand elle saisit le cerveau et le cœur,
Et n'en fait qu'un seul foyer.

Méfie-toi de l'homme qui ne sait pas haïr,
Crains toujours qu'il ne sache non plus aimer.
C'est un feu follet qui nous éclaire,
Sans pouvoir jamais donner d'ombre.

Melitza et moi, nous regardions en même temps Karaditch. Je me disais : « Cet homme sait haïr. » Melitza semblait ajouter : Mais aussi aimer ! »

Tout à coup, Karaditch prit la gouzla, et se mit à jouer et à chanter :

Je voudrais mourir, mais non de maladie,
Non pas dans mon lit, faible, exténué.
Je voudrais mourir dans la bataille,
Après avoir vaincu les musulmans.

Je voudrais mourir comme l'astre du jour,
Quand il disparaît, là, derrière les montagnes,
Et qui, tout en s'éloignant,
Brille encore de ses plus beaux rayons.

Je voudrais mourir au son de la gouzla,
Quand, tout à coup, la corde se casse,
Et quand les dernières vibrations
Se mêlent au bruit de la chanson héroïque.

Melitza était assise, le visage appuyé sur ses mains, le regard attaché au sol, tandis que de grosses larmes roulaient le long de ses joues légèrement bronzées. Karaditch tourna la tête, et vit qu'elle pleurait. J'eus peur qu'un mot blessant pour la pauvre femme ne lui échappât, mais il en arriva tout autrement.

— Ne t'afflige pas, ma douce vie, dit le kniäs, les roses de tes joues pourraient se flétrir.

Étonné, je regardai Karaditch.

— Pourrais-tu jamais aimer un serf, un esclave? continua-t-il.

Non, Melitza, tu ne pourrais aimer qu'un homme libre comme l'aigle dans les airs. Devons-nous nous soumettre au sultan?... La patience est une cuirasse, c'est vrai ; mais l'énergie, la force d'agir est une épée, et le péril n'est pas pour nous effrayer : le courage est son maître, et la lâcheté son esclave.

On vint nous déranger. C'étaient des gens qui avaient besoin de consulter le kniäs, car, à chaque instant, nous nous attendions à recevoir le signal du départ.

— Tu aimes ton mari, dis-je à Melitza quand nous fûmes seuls, et tu fais bien.

— Seigneur, me répondit-elle, c'est un homme de pierre; mais la pierre donne des étincelles et renferme de l'or!

A ce moment, nous aperçûmes de grands feux s'allumant de tous côtés, d'abord au loin, puis plus près de nous.

— Vois-tu les feux sur les montagnes? dit Karaditch en nous rejoignant et en ôtant sa casquette, c'est le signal de prendre les armes. Demain, nous partons pour la guerre. Que Dieu protège la patrie!

Le lendemain, de très bonne heure, au moment où l'aube se levait, blanche et froide, sur les sommets des montagnes, nous partîmes.

Karaditch, en grande tenue, portait à la ceinture son kandjar et deux pistolets incrustés d'or, un fusil sur l'épaule et sa longue pipe à la main. Melitza, les jupes retroussées, sa jaquette s'arrêtant à la taille, garnie, aux manches et sur la poitrine, de peau de renard, le suivait, chargée, comme une bête de somme, d'un second fusil, des munitions et des vivres.

Les enfans devaient rester à la maison ; mais à peine étions-nous éloignés de quelques centaines de pas que la petite Jana nous rejoignait en courant. Elle ne pleurait pas, mais elle se suspendit convulsivement au bras de sa mère et nous accompagna de cette façon, contre la volonté de tous. Karaditch lui-même finit par ne plus s'occuper d'elle. Son fils et héritier était en sûreté ; cela lui suffisait.

Nous pénétrâmes dans l'Herzégovine, d'où, après une série de combats et d'escarmouches, nous forçâmes les Turcs à se retirer, tandis que nous avancions sur Mostar.

Mais tout à coup Moukhtar-Pacha se tourna contre nous avec toute son armée. A notre grande surprise, on ordonna la retraite, parce que, disait-on, nous n'avions que quelques canons de montagne, tandis que les Turcs en possédaient un grand nombre. D'autres disaient qu'il serait par trop téméraire de livrer bataille à des

troupes régulières, nombreuses et complètement libres de leurs mouvemens. Nous nous retirâmes donc, mais en bon ordre, tout en combattant et toujours poursuivis par les Turcs. Bientôt nous approchâmes des Montagnes-Noires, qui semblaient nous saluer de loin avec tristesse.

— Les Monténégrins ne seront pas contens s'ils doivent, tout le temps, tourner le dos à l'ennemi, me permis-je de faire observer à l'hospodar. Est-ce que nous allons continuer de battre en retraite? Ne craignez-vous pas que l'armée ne se démoralise?

— Allons, allons, ne vous épouvantez pas ainsi, me répondit le prince d'un petit air moqueur. Encore un peu de patience, et j'espère que vous serez satisfait.

En effet, arrivés dans la vallée de Gatzko, le prince nous fit arrêter, et nous nous préparâmes à recevoir les Turcs. Aussitôt, je vis passer comme des rayons de soleil sur tous ces visages hâlés, qui se regardèrent silencieusement, mais avec une vive expression de joie.

Notre petit corps d'armée se trouvait disséminé, en grande partie, sur les hauteurs. Je croyais encore que le prince se bornerait à une escarmouche, et se jetterait ensuite dans sa forteresse de rochers.

Les Turcs nous attaquèrent avec beaucoup d'énergie. On sentait qu'ils avaient conscience de la supériorité de leur nombre et de leur artillerie. Leurs cris d'Allah! Allah! avaient comme une note victorieuse. Les canons jetaient des éclairs de tous côtés, et grondaient sinistrement contre nos bandes cachées dans les montagnes, et qui entretenaient, de leur côté, un feu très vif et très nourri. Pendant que les hommes tiraient, les femmes chargeaient les fusils. Cependant, tout au bas, dans la vallée, nous voyions les nôtres qui perdaient du terrain.

— Cela ne va pas bien là-bas, dit tout à coup Karaditch, à côté de qui j'étais accroupi. Je me redressai pour mieux voir; au même instant, je recevais une balle dans l'épaule. Une vieille femme épancha le sang et pansa la blessure. Je restai assis sur une pierre, mon fusil sur mes genoux. Tous les blessés restaient sur place, je fis comme les autres.

A deux pas de moi, Melitza était agenouillée, chargeant le fusil de son mari, tandis que la petite Jana sautillait comme une petite chatte, en allant chercher de l'eau à une source voisine pour les combattans, et en courant après les balles qui venaient ricocher autour de nous.

Tout à coup, les cris d'Allah retentirent sur nos flancs. Karaditch se redressa vivement. C'étaient des chasseurs turcs qui gravissaient

la pente en grimpant. Aussitôt, une partie de nos hommes se précipitèrent à leur rencontre pour les culbuter. En même temps, Karaditch s'abattit par terre comme une masse.

— Je suis blessé, dit-il froidement, tandis que Melitza, qui s'était jetée sur lui, pleurait à chaudes larmes.

— O mon fier faucon ! s'écria-t-elle, la balle du musulman maudit t'a frappé, mais ne meurs pas, ou je mourrai avec toi !

— Ne pleure pas, répondit le prince, je ne peux pas te voir pleurer, ma douce colombe !

La balle qui l'avait atteint avait pénétré dans la jambe. Un chirurgien, qu'on appela aussitôt, la retira et fit le premier pansement. Mais on ne put décider Karaditch à cesser de prendre part au combat. Avec l'aide de sa femme, il se traîna, choisit une position plus favorable, et se mit à tirer sur les Turcs avec plus d'ardeur que jamais. Ceux-ci avançaient rapidement. Leurs cris étaient de plus en plus stridens, à mesure qu'ils approchaient. Il ne restait plus qu'un petit nombre de défenseurs autour de nous. A peu près seuls sur ce point, Karaditch et Melitza continuaient à faire face à l'ennemi. Les cris de triomphe des musulmans ne pouvaient donc guère effrayer que la belle femme qui semblait destinée à devenir leur butin de guerre.

Pourtant, Melitza ne semblait pas faite pour l'ornement d'un harem. Ce n'était pas une femme à pouvoir rêver étendue sur des coussins soyeux, enveloppée de fourrures moelleuses.

Alors, elle se coucha par terre à plat ventre, rampa jusqu'à la crête du ravin, derrière lequel nous nous trouvions, avança prudemment la tête pendant que nous continuions de tirer, promena son regard de tous côtés, observant avec sang-froid le nombre et la position des ennemis qui se disposaient à escalader l'obstacle qui nous séparait d'eux et se retira. Après avoir cherché un instant autour d'elle, elle saisit un bloc de rocher, le roula jusqu'au bord du ravin, et le lança sur la pente sans se soucier des balles qui sifflaient autour d'elle et de nous.

Ainsi, lestement, les dents serrées, le regard sombre, Melitza roula une seconde pierre, puis une troisième, une quatrième ; elle allait, elle allait ; on eût dit que ces lourdes masses ne pesaient rien dans sa main. Et, à chaque pierre qui dévalait, bondissant d'aspérités en aspérités, tombant comme la foudre sur les Turcs qu'elle rencontrait, les écrasant et les entraînant avec elle dans les abîmes, c'était comme le fracas furieux du tonnerre.

La petite Jana, voulant imiter sa mère, la suivait en portant aussi de petites pierres, les plus grosses qu'elle pût soulever.

Deux autres femmes étaient accourues, armées de leurs fusils ;

après avoir envoyé quelques balles, elles se mirent, à leur tour, à rouler des morceaux de rocher à qui mieux mieux. Après s'être arrêtés, les Turcs commençaient à reculer.

Un moment, Melitza voulut reprendre haleine. Les poings sur les hanches, elle observait l'effet de la terrible avalanche qu'elle venait de déchaîner, quand soudain une tête, surmontée d'un fez, apparut sur la gauche, derrière un rempart de rochers. C'était un chasseur turc qui avait entrepris, à lui tout seul, de tourner notre petite position. Pendant qu'il franchissait bravement l'obstacle, Melitza recula de quelques pas, arracha les pistolets de la ceinture de son mari et abattit, presque à ses pieds, ce soldat téméraire avant qu'il eût le temps de la mettre en joue. Elle se pencha sur lui pour voir s'il ne possédait pas quelque objet précieux à sa convenance. Elle ne trouva rien. Alors, elle le poussa du pied avec mépris jusqu'au bord du ravin, et le malheureux, respirant encore, roula du haut en bas de la paroi rocailleuse.

Tout à coup, de notre côté, partit le signal pour la marche en avant. A ce signal, toute l'armée monténégrine, habilement postée dans les montagnes, se précipita, de toutes les hauteurs, comme des avalanches, vers le fond de la vallée. Ce fut comme un déchaînement de torrens humains inondant les plateaux, se déversant, par tous les sentiers qui s'offraient, pour aller grossir en bas le flot qui montait à chaque instant, menaçant d'exterminer l'armée turque. On aurait dit des bandes de loups fondant sur une proie colossale prise au piège. Les Monténégrins sautaient de rocher en rocher, bondissaient comme des tigres, par-dessus les crevasses, en poussant des cris sauvages, un pistolet dans chaque main, le kandjar entre les dents.

Les voilà tous en bas, chargeant avec fureur les Turcs surpris. Les fusils, les pistolets étincellent et crépitent, les kandjars se lèvent et retombent sans cesse, fendant l'air comme des flammes ardentes.

De loin, Karaditch contemplait la lutte, désolé de ne pouvoir y prendre part.

— Mon Dieu! mon Dieu! s'écriait-il, comme ils se battent bien! Ils vont vaincre sans moi!

Soudain, sans dire un mot, Melitza chargea le prince sur son dos et le porta, par un sentier étroit et rapide, jusqu'au plus fort de l'engagement, suivie de la petite Jana, qui traînait péniblement derrière elle un lourd fusil. Mais, à ce moment, la lutte touchait à sa fin.

En une demi-heure, les Monténégrins étaient sortis victorieux d'un combat de géans. Quarante mille Turcs étaient tués ou faits

prisonniers; plusieurs pachas étaient entre nos mains, avec de nombreux drapeaux et tous les canons. Moukhtar-Pacha, seul, blessé et suivi de quelques cavaliers, réussit à se sauver sur le territoire autrichien.

Telle fut la journée de Gatzko. Quelle journée! Mais aussi quelle soirée après la victoire! Cette soirée-là m'apprit à comprendre Homère et les héros d'Ilion, mieux que n'eussent pu faire les commentaires les plus savans.

La nuit était tombée et le ciel s'étendait comme un immense linceul étoilé sur le champ de bataille trempé de sang lorsque je retrouvai Karaditch. Malgré la grave blessure qu'il avait reçue, il était arrivé encore assez tôt pour prendre part au combat final, et il s'était bravement battu. Melitza aussi avait donné le coup de grâce à plus d'un musulman.

Quand j'aperçus le prince, il était à côté de sa femme et de son enfant, assis sur une grande marmite de campagne renversée, fumant sa pipe et se réjouissant du riche butin qu'il venait de faire. Il lui était échu en partage une grande partie des bagages d'un pacha que lui et cinq Monténégrins avaient fait prisonnier.

— Que dis-tu maintenant de ma femme? me demanda-t-il en souriant légèrement.

C'était la première fois que je voyais un sourire s'épanouir sur cette figure de bronze.

— Je pense, répondis-je, qu'elle est la digne femme d'un héros.

— Désormais, je veux qu'elle soit vêtue et parée comme une sultane, dit le prince d'un air grave.

Parmi les objets précieux du pacha, il avait découvert une chaîne d'or qu'il mit, devant moi, au cou de sa femme, toujours du même air grave et solennel. On eût dit qu'il rendait hommage à cette admirable héroïne. Ensuite, il prit une magnifique étoile, étincelant de mille feux, qu'il attacha lui-même dans l'épaisse chevelure noire de sa belle compagne. Enfin, il déplia une de ces superbes pelisses turques dont j'avais admiré les pareilles à l'Exposition de Vienne. Celle-ci était en soie jaune garnie et doublée d'hermine. Sans dire un mot, il fit un signe à Melitza, se leva et se mit en devoir de lui passer la pelisse.

Jusque-là, Melitza n'avait manifesté sa joie intime que par un sourire; cette fois, elle rougit et appuya sa belle et fière tête sur la poitrine puissante de son mari, probablement pour cacher quelques larmes de bonheur échappées dans la profondeur de l'émotion. Karaditch la tint quelques instans pressée contre lui, puis il l'obligea doucement à relever la tête, caressant et relevant sa belle

chevelure, qui cachait un peu son front pur. Puis, se rasseyant sur sa marmite, il se mit à chanter à mi-voix, pendant que Melitza l'écoutait avec admiration, assise à ses pieds dans l'herbe chétive et meurtrie par la multitude des combattans :

Voilà une petite nacelle,
Qui vogue sur le lac bleu.
Mon cœur se gonfle de bien-être
Quand je la vois passer.

Quand une forte tempête
La pousse vers le rivage,
Une jeune fille prend les rames,
Une jeune fille qui chante gaîment.

Viens, Melitza, viens sur ces bords;
On est bien ici pour demeurer,
Quand tu reposes sur mon cœur,
Où il n'y a d'amour que pour toi.

C'est bien là le meilleur port
De tout l'univers.
L'ancre est dans mon cœur,
Et tu es enchaînée à mes lèvres.

SACHER-MASOCH.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 septembre.

Non, certes, à se fier aux apparences, pas plus aujourd'hui qu'hier, ce n'est l'heure des coups de théâtre de la politique, des sérieuses agitations d'opinion, des événemens qui peuvent changer le cours des choses. Cela reviendra peut-être, comme c'est revenu bien d'autres fois; on n'a jamais le dernier mot du destin. Il sera toujours temps de voir ce qui arrivera.

Pour le moment, la trêve ménagée entre les luttes passées et les luttes toujours possibles de l'avenir, entre la confuse session qui a été close le mois dernier et la session nouvelle qui se rouvrira dans quelques semaines, cette trêve semble devoir aller jusqu'au bout sans accident; on n'aperçoit du moins aucune menace de trop prochains orages, aucun signe suspect. Les conseils-généraux ont passé sans trouble, sauf peut-être quelques scènes un peu vives, déjà oubliées, entre préfets et conseillers. M. le président de la république, rentré à Fontainebleau après son dernier voyage, n'est point homme à agiter de ses turbulentes velléités la vieille demeure royale, asile de sa paisible villégiature. Nos ministres prennent leurs aises et continuent plus que jamais leurs promenades à travers la France; c'est à peine s'ils se rencontrent une fois ou l'autre pour causer des affaires du gouvernement. Le pays, quant à lui, est tout entier au repos, ou plutôt à son activité régulière et silencieuse, à ses récoltes, tranquille et assez désabusé, recevant tout au plus un écho amorti des polémiques du jour. Pendant ce temps, notre armée, qui ne parle pas plus que le pays, est au travail, à ses manœu-

vres d'automne, qui s'exécutent en ce moment même sur plusieurs points à la fois. Le 11e corps poursuit ses marches et ses évolutions sur les côtes de Bretagne. Le 17e corps se déploie entre Toulouse, les Pyrénées et l'Agenais. Le 18e corps opère sur la Charente. Au nord surtout, l'œuvre militaire s'accomplit dans de plus grandes proportions, avec le concours de deux corps d'armée, sous la direction supérieure de M. le général Billot. Ces manœuvres, qui sont entrées désormais dans les mœurs militaires de l'Europe, ne sont sans doute qu'un exercice de plus, une expérience qu'on pourrait appeler académique, un simulacre de guerre; elles ont du moins l'avantage de servir à l'instruction des chefs aussi bien que des soldats, de les préparer à la vie de campagne et de donner périodiquement la mesure des progrès de notre armée. Elles sont suivies tous les ans avec une curieuse sympathie par les populations, qui aiment à voir passer cette image vivante de la puissance française, et sûrement, sans faire autant de bruit, elles ont un intérêt plus sérieux que tout ce qu'on peut dire du boulangisme, de ses alliances, de ses menées, de sa fausse grandeur et de sa décadence.

Ce n'est point à la vérité que cet épisode des révélations boulangistes, qui a éclaté dans le calme des vacances, n'ait lui-même son intérêt et son originalité. Il est sûrement aussi original qu'instructif. S'il n'est pas ce qu'on appelle un événement, il peut tout au moins passer pour un gros incident. C'est la liquidation définitive d'une révolution manquée. C'est la divulgation des secrets d'une comédie qui aurait pu un instant devenir une tragédie, dont le pays a failli être la dupe avant d'en être la victime, et qui n'a plus aujourd'hui rien de caché. Tout y est, les intrigues des uns, les illusions et les crédulités des autres, les roueries, les vanités, les négociations équivoques, les complicités inattendues, les marchandages, les fantaisies d'aventure : le tableau est complet! Que la divulgation à peine commencée ait soulevé aussitôt un tourbillon de polémiques, d'explications, de contestations, de rectifications, oui, sans doute; ce qu'il y a précisément de plus curieux, c'est que les explications et les récriminations ne font le plus souvent que confirmer ce qu'a dit le divulgateur. Les démentis eux-mêmes ressemblent à des aveux et complètent ou éclairent cette œuvre de confession universelle. Cette histoire bizarre d'une des plus audacieuses et des plus frivoles mystifications du temps reste donc à peu près vraie dans le fond; elle a aussi sa moralité, malheureusement une assez triste moralité. Elle a surtout cela de frappant, que, si elle dépouille de son dernier oripeau le héros vulgaire de la comédie, elle n'est flatteuse pour personne, ni pour ceux qui ont préparé par leur imprévoyance cette étrange fortune, ni pour ceux qui l'ont servie ou en ont été plus ou moins les complices, ni pour ceux qui ont cru voir dans un personnage de hasard un instrument des destinées de la France. Non vraiment, ni républicains ni conservateurs ne sortent intacts de cette aventure

boulangiste, et ces révélations d'aujourd'hui n'ont d'autre mérite que d'être un témoignage, involontaire peut-être, contre les partis.

Ils ont beau s'en défendre, s'accuser les uns les autres, se renvoyer les uns aux autres la responsabilité d'une crise qui, après avoir ému le pays, finit dans le ridicule ; ils y ont tous contribué à leur manière. Ils ont tous eu leur rôle dans la représentation, ceux-ci avant, ceux-là pendant l'action. Ils expient aujourd'hui leurs complicités et leurs faux calculs par l'embarras mal déguisé de leur attitude et de leur langage. Assurément les conservateurs, pour leur part, n'avaient rien à faire dans une entreprise qui commençait par l'indiscipline d'un soldat démagogue, favori des radicaux. Ils y ont été pourtant, — ce n'est plus douteux, — dans cette bagarre inavouée ou inavouable. On ne le nie pas. On a négocié, on a eu des entrevues clandestines en France ou hors de France, on a concerté des combinaisons et des candidatures, on a donné de l'argent hypothéqué sur les succès futurs. Bref, on s'est prêté à une mystification qui, après tout, sans qu'on le voulût, pouvait devenir un désastre. S'il y a eu des résistans, des libéraux fidèles, des parlementaires, des indépendans qui ont refusé de suivre le panache barbouillé d'un aventurier, qui se sont révoltés à l'idée d'engager l'honneur, les intérêts de la cause conservatrice dans la plus suspecte des alliances, ils n'ont pas été écoutés. C'étaient des naïfs! Ce sont les habiles qui l'ont emporté dans les conseils et qui ont mené l'affaire. Ils ont fait là une belle campagne! C'était bien la peine de représenter près d'une moitié de la France, les griefs, les intérêts, les sentimens, les vœux d'une grande partie du pays, de représenter librement, au grand jour, les croyances froissées, l'ordre financier méconnu, les garanties oubliées, pour tout risquer dans une intrigue obscure. Qu'espérait-on cependant? Si l'aventure réussissait, c'était par trop puéril de croire qu'on avait mis la main sur un petit Monk de circonstance, que celui dont on aurait favorisé l'ambition et la fortune, qui aurait eu pour lui des millions de voix, aurait été disposé à tout livrer, fût-ce pour un titre de connétable. On aurait fait un césar d'aventure, un dictateur de plus, c'était l'unique résultat. Si l'entreprise échouait, on compromettait tout, on risquait de tout perdre. On voit ce qui en est aujourd'hui. Après l'insuccès vient un certain désarroi. Les intérêts conservateurs, les vœux du pays restent sans doute ce qu'ils étaient ; ceux qui ont été chargés de les représenter depuis quelques années en sont pour leur stratégie hasardeuse, pour leurs fausses manœuvres, pour leur argent perdu et leur crédit compromis.

Assurément, les conservateurs qui se sont laissé entraîner dans cette triste et compromettante équipée n'ont rien gagné ni pour eux, ni pour leur cause ; mais, après tout, s'ils ont cru pouvoir profiter d'une popularité qui a fait un moment illusion, ce n'est pas par eux qu'a été créé le danger boulangiste, et, s'ils n'ont rien gagné, les républicains, radi-

caux ou autres, ne sortent pas bien plus triomphans de l'aventure. On dirait, à entendre certains républicains, qu'ils ont toujours été étrangers aux affaires du boulangisme, que ce n'est là qu'une intrigue réactionnaire. M. Clémenceau et ses amis se lavent les mains de tout : ils n'éprouvent visiblement aucune satisfaction à se souvenir du règne ministériel de M. Boulanger, pas plus que des complicités que M. Henri Rochefort leur rappelle dans les scènes quelque peu révolutionnaires qui ont précédé l'élection de M. Carnot. Ils ne savent plus rien du passé. Voilà qui est fort bien! Que les républicains ou une partie des républicains se soient arrêtés à un certain moment et n'aient pas voulu suivre l'aventure boulangiste jusqu'au bout, c'est possible, seulement ils ne changeront rien. Ce sont bien, en définitive, les radicaux qui ont fait la fortune du ministre à panache, qui l'ont poussé au pouvoir, qui lui ont tout pardonné, et ses fantaisies et ses fanfares, tant qu'ils ont cru voir en lui un complice de leurs violences, de leurs lois d'exil. C'était le ministre républicain prédestiné dont on ne pouvait plus se passer, M. Clémenceau était son garant. M. Floquet, M. de Freycinet lui-même, refusaient le ministère s'ils ne pouvaient le garder pour collègue. Il a fallu quelque courage à un général modeste, son successeur au ministère, pour ramener à l'ordre ce soldat indiscipliné qui n'avait plus assez des plus grands commandemens. Quand les radicaux se sont arrêtés, quand ils ont voulu parler du « manteau troué de la dictature, » il n'était plus temps, cette popularité était faite! Et, de plus, qu'on le remarque bien, ce ne sont pas les radicaux seuls qui ont mis la main à l'œuvre boulangiste. Ce sont, à dire vrai, les républicains de toutes les couleurs qui l'avaient préparée à leur manière en créant la situation où cette popularité a pu faire fortune ; c'est par leur politique de secte, de vexations de parti, de prodigalités financières qu'ont été suscités dans le pays tous ces griefs, ces mécontentemens, ces lassitudes, ces dégoûts, qui, à un moment donné, se sont ralliés autour du nom le plus bruyant. De sorte que, si les conservateurs se sont laissés aller à la tentation d'exploiter l'aventure boulangiste, ce sont les républicains qui l'avaient rendue possible. C'est la moralité de cette affaire, si étrangement éclairée depuis quelques jours.

Qu'en faut-il conclure? S'il y a une chose évidente, c'est que ces divulgations nous font assister non-seulement à la fin du boulangisme, qui paraît bien mort, mais à la liquidation définitive d'une situation où tous les partis ont épuisé leurs passions, leurs imprévoyances ou leurs illusions ; c'est qu'à toutes ces politiques qui ont dit leur dernier mot il ne reste plus qu'à substituer la politique de paix morale et de raison patriotique, que la France réclamait aux élections dernières, qu'elle demande encore.

Après cela, que les partis épuisent leurs ardeurs factices à se dis-

puter un pouvoir livré au jeu de toutes les ambitions, que les batailleurs de la plume se perdent en querelles rétrospectives, c'est peut-être bon pour amuser un temps inoccupé; ce n'est pas ce qu'il y a de plus sérieux ni de plus utile. Il y a des affaires plus essentielles; il y a des questions toujours faites pour attirer les esprits réfléchis parce qu'elles touchent aux premiers ressorts de l'existence nationale.

Avant de se disputer comme une proie le gouvernement du pays, il faudrait d'abord savoir ce que devient le pays, ce qu'il est réellement, ce qu'il gagne ou ce qu'il perd de puissance et de force dans les luttes de la vie. C'est justement l'intérêt de cette question des progrès ou de la décroissance de la population française, pour laquelle les partis ont peu l'habitude de se passionner parce qu'elle ne prête guère aux polémiques bruyantes, qui fait cependant de temps à autre une apparition saisissante dans les académies, dans les débats entre économistes, dans les statistiques révélatrices, même dans de gros livres. On y revient périodiquement, pour se retrouver sans cesse devant un fait invariable, avéré et constaté : le ralentissement régulier, continu, obstiné du mouvement de la population en France. On en a savamment parlé, il y a quelques semaines, à l'Académie de médecine comme d'un des plus graves phénomènes contemporains. On a discuté partout depuis sur le caractère de cette crise de la fécondité française. On a cherché, on cherche encore les causes du mal sans oublier de chercher les remèdes. On a épuisé les raisonnemens comme les statistiques, et voici qu'à son tour un anthropologiste de mérite, M. Arsène Dumont, publie tout un traité volumineux et touffu sous ce titre : *Dépopulation et civilisation*. Ce n'est malheureusement pas le plus gros livre qui est le plus clair. L'auteur est sans doute un homme initié à tous les mystères de la science. Il n'a qu'un défaut : il fait trop de philosophie, trop d'esthétique, trop d'abstraction à propos du chiffre des naissances, si bien que, soit dit sans offenser la science, il finit par ressembler au médecin de Molière. Il a toute sorte de théories sur le développement historique, sur la « capillarité sociale, » sur la démocratie, sur l'influence du cléricalisme ou de la royauté, sur « l'hypothèse-Dieu : » et, « voilà justement pourquoi votre fille est muette, » — c'est-à-dire pourquoi il naît moins d'enfans en France! On n'est pas plus avancé. L'œuvre savante n'explique rien. Le problème reste tout entier dans ses termes à la fois simples et inexorables.

La vérité toute simple, telle qu'elle est écrite dans les chiffres de toutes les statistiques, telle qu'elle est périodiquement constatée, c'est que la population, loin d'augmenter, ne fait que diminuer en France et que le ralentissement ne date pas d'aujourd'hui. C'est là le fait palpable, caractéristique, il y a moins de mariages, moins d'enfans qu'autrefois dans notre pays. Depuis les premiers jours du siècle, la natalité n'a cessé de suivre un mouvement continu, ininterrompu de

décroissance et, de degré en degré, est tombée de 32.9 naissances pour mille habitans à 23.9, et même pour les dernières années, à 23.4. C'est une diminution d'un quart sur le nombre des naissances. Il y avait en 1800-1810, 3.93 enfans pour chaque mariage, il n'y en a plus que 2.96. Tout fléchit à la fois dans ce mouvement dont l'impitoyable statistique marque les étapes de dix ans en dix ans. La diminution, il est vrai, n'est pas la même dans toutes les régions de la France, elle varie selon les zones, quelquefois de département à département et même de commune à commune. Il y a des contrées comme le Nord, la Seine-Inférieure, surtout la Bretagne, la Nièvre, la Lozère, qui gardent un chiffre assez élevé, au moins suffisant de naissances, tandis que d'autres et même des plus riches, la basse Normandie, la Bourgogne, une partie du Midi, le Lot-et-Garonne, le Gers, le Tarn-et-Garonne, tombent à un degré inférieur dans l'échelle de la natalité. Tout compensé, pour l'ensemble du pays, le dernier mot est le déficit. La France qui, à certaines époques du siècle, a compté plus d'un million de naissances annuelles n'en comptait plus récemment que 937,000, et comme, en dépit de tous les progrès du bien-être, la mortalité n'a pas décru dans la même proportion, le résultat est toujours en fin de compte, sinon une décroissance décidée, accélérée, du moins une stagnation sensible. C'est là le fait positif. Il serait certes sérieux et inquiétant s'il était le signe d'un commencement de stérilité, d'un dépérissement de la fécondité française. Il peut au moment présent paraître d'autant plus grave, d'une gravité relative si l'on veut, qu'il se lie à une question de défense nationale, que par une coïncidence peu rassurante, tandis que la France semblerait perdre de ses forces, les autres états de l'Europe, l'Allemagne au premier rang, en sont toujours à voir leurs populations se multiplier et s'accroître. A une date qu'on peut prévoir et presque fixer, c'est un corps d'armée de plus ou de moins à jeter dans la balance des batailles. Grosse affaire assurément pour un pays comme le nôtre, réduit à défendre pied à pied sa vieille grandeur.

A quoi tient le mal de la « dépopulation, » ou pour mieux dire de ce ralentissement de fécondité dont souffre particulièrement la France? Pourquoi y a-t-il un peu moins de mariages? Pourquoi surtout y a-t-il moins d'enfans dans les familles? C'est l'éternelle question, qui n'est pas facile à débrouiller, qui n'est pas plus claire aujourd'hui qu'hier, quoique tout le monde dise son mot. Il n'y a point, après tout, de raisons physiques bien saisissables. Est-ce la misère, la difficulté de vivre qui produit la stérilité? Mais ce sont précisément les populations les plus éprouvées, les plus pauvres, les plus étrangères aux progrès et aux jouissances du bien-être; ce sont les populations du Finistère, de la Lozère, qui ont le plus d'enfans. Est-ce la guerre qui, à certains momens, a eu son influence sur la race? Mais c'est justement en plein empire, en 1806, que la natalité a été la plus élevée; elle ne s'est ralentie

que depuis, dans des temps plus pacifiques, pour se relever un instant l'année de la guerre d'Italie. Est-ce le vice qui tarit la fécondité? Ce n'est qu'un dénigrement vulgaire. Le vice ne règne pas plus en France qu'en Allemagne ou en Angleterre : il n'a que l'hypocrisie de moins. Il faut donc qu'il y ait d'autres causes, des causes plus générales ou plus profondes. Elles ne sont sûrement pas dans les fantaisies philosophiques de l'auteur de *Dépopulation et civilisation*, qui veut bien nous révéler que, si la France est stérile, c'est parce que notre démocratie est restée centralisée et catholique, parce qu'elle n'a pas encore réussi à s'affranchir des influences du passé, de la royauté et du cléricalisme. Le fait est, au contraire, que la « dépopulation » a commencé et a coïncidé avec cette émancipation dont on parle, qu'elle n'a cessé de se développer depuis sans interruption, pour atteindre, dans ces dernières années, le degré le plus aigu. Que reste-t-il donc? Il reste peut-être une cause plus simple et plus intime, moins transcendante et moins chimérique : c'est un certain état moral créé par les progrès du luxe et du bien-être, par la confusion des idées et l'âpreté des instincts nouveaux; c'est cet état où tous les freins sont émoussés, où l'esprit de tradition et de solidarité s'est affaibli. On songe avant tout aux commodités de la vie. Il faut bien appeler les choses par leur nom : on a moins d'enfans pour leur laisser plus de fortune si on le peut, au moins plus d'aisance, ou pour se dérober aux charges des familles nombreuses. On calcule la paternité, et ce qui a commencé par envahir les classes aisées a fini par pénétrer jusque dans les campagnes, parmi les masses rurales. Ce n'est peut-être pas la seule cause, c'est une des plus sérieuses, une des plus actives d'un mouvement de décroissance par lequel la race a paru atteinte dans sa fécondité native. Que faire à cela?

Reconnaître et vérifier le mal est plus aisé, sans doute, que de trouver les remèdes. Que législateurs et économistes se mettent à l'œuvre et imaginent toute sorte d'expédiens pour raviver la production humaine en France, pour encourager la multiplication de la race par des dégrèvemens d'impôts, par des subsides ou des faveurs, qu'on propose même de taxer les célibataires ou d'accorder des avantages aux pères de nombreuses familles; qu'on y ajoute toutes les sollicitudes possibles pour les mères, pour les enfans, soit, on l'a essayé. Tous ces moyens ne sont encore, à tout prendre, que des palliatifs le plus souvent peu sérieux ou peu efficaces et même quelquefois plus dangereux que bienfaisans. On ne suscite pas à volonté, par des combinaisons plus ou moins ingénieuses, par des artifices d'administration et de légalité, la force productrice d'une nation. Il n'est pas au pouvoir de l'état de disposer de la natalité. Les remèdes, en cette affaire, ne sont, pas plus que le mal, de l'ordre politique et administratif. Le moyen le plus efficace, quoique sans doute encore d'un effet assez lent, serait

de faire appel aux influences morales, de raviver l'idée du devoir supérieur aux calculs d'un égoïsme stérile, de raffermir l'organisation et les habitudes de la famille, de rattacher les populations à leur foyer en les fortifiant contre les séductions malfaisantes. Mais quoi! Ce serait aller contre la politique du jour, et on n'a trouvé jusqu'ici rien de mieux, pour guérir ce mal de stérilité dont on se plaint, que de flatter les instincts qui ont contribué à le créer.

Au fond, d'ailleurs, sans méconnaître la gravité de ce qu'on appelle la « dépopulation » et de ce qui n'est plus réellement que la stagnation, il ne faudrait rien exagérer. Ces problèmes, si complexes, ne sont pas tout entiers dans des chiffres et ne se réduisent pas uniquement à une question de nombre. Si le nombre était tout, la Chine, qui est le plus populeux des empires, serait aussi le plus puissant et le plus civilisé; heureusement, tout n'est pas là, et, si atteinte qu'elle puisse paraître de cette maladie de la stérilité qui, après tout, n'est pas inguérissable, si tourmentée qu'elle soit par ses partis, la France a toujours en elle-même les élémens essentiels de la puissance. Elle garde la force de son unité nationale, de son sol fertile, de ses habitudes de travail et d'économie. Elle n'a même pas perdu, autant qu'on le dit parfois, son esprit militaire, ce vieil esprit qui ressaisirait si aisément, au premier coup de tambour, nos populations viriles, et il suffirait qu'elle fût bien conduite pour que la France pût le montrer à ses amis et à ses ennemis.

On ne peut pas dire que les grandes affaires aient disparu de l'Europe; on ne peut pas dire non plus qu'elles soient bien actives par ces temps de vacances dont profitent un peu les gouvernemens et toutes les diplomaties. L'empereur Guillaume II lui-même n'a pas occupé l'Europe de ses actions et de ses voyages depuis sa dernière course en Russie, qui est déjà oubliée après avoir été tant commentée. Souverains, ministres et chefs d'armée sont au repos ou aux manœuvres qui s'exécutent dans tous les pays comme en France. Manœuvres en Russie et en Allemagne, manœuvres en Autriche et en Italie: exercices de guerre, déploiemens militaires partout, — pour protéger la paix, c'est entendu, et au besoin pour la menacer, c'est encore plus clair. On n'en est heureusement pas là pour le moment; on n'en est pas même aux apparences de complications prochaines, et, si un toast porté ces jours derniers à l'empereur Guillaume dans le Slesvig-Holstein a parlé de « points noirs, » c'était des « points noirs » de l'intérieur qu'on parlait. On en est tout au plus pour l'instant, à défaut d'événemens faits pour émouvoir le monde, aux incidens, qui ont bien d'ailleurs leur intérêt et leur signification, qui se rattachent plus ou moins à ce perpétuel travail des rapports généraux des alliances en Europe.

Que se passe-t-il réellement au-delà des Alpes? Il est certain que la

triple alliance a de ce côté de mauvais momens, qu'elle paraît soumise à de singulières épreuves, et que la politique italienne s'en ressent dans tous ses mouvemens, dans toutes ses résolutions; elle semble du moins avoir depuis quelque temps de curieuses tergiversations ou une certaine gêne intime que le cabinet de Rome ne réussit guère à déguiser.

L'Autriche et l'Italie sont ensemble dans la triple alliance, c'est toujours convenu. On dirait, dans tous les cas, des alliées qui ne s'entendent guère ou qui ne peuvent s'entendre que dans l'obscurité, avec toutes les réticences possibles. Ce qu'il y a de sûr, c'est que, si l'Italie et l'Autriche sont liées par un artifice de diplomatie, elles restent encore plus divisées par leurs souvenirs, par leurs traditions ou leurs arrière-pensées; c'est qu'il y a toujours entre elles ce qu'on appelle « l'irrédentisme, » les revendications italiennes sur Trieste et Trente, que l'Autriche paraît décidée à ne pas laisser mettre ses droits en doute et que l'Italie se sent visiblement dans l'embarras. L'Autriche, il y a quelques semaines, a cru devoir dissoudre rudement, par la main de sa police, une société italienne de Trieste, la société *Pro Patria*. Le cabinet de Rome, pour faire honneur à la triple alliance, peut-être aussi dans l'espoir de désarmer ou d'adoucir l'Autriche, s'est décidé de son côté à dissoudre les associations irrédentistes du royaume. C'était déjà beaucoup pour le gouvernement italien, pressé par l'opinion populaire, surtout pour M. Crispi qui a été lui-même un fougueux irrédentiste. Cela n'a pas suffi. L'Autriche vient de frapper un nouveau coup en supprimant une autre société, la société le *Progresso* sans s'inquiéter de ce qu'on en dirait à Rome. Le coup est sensible, et, tout compte fait, le gouvernement italien se trouve dans cette pénible alternative: s'il s'arrête dans ses répressions de complaisance, il s'expose à irriter l'Autriche, à passer pour un allié infidèle; s'il pousse jusqu'au bout la guerre à « l'irrédentisme, » il risque de soulever contre lui une agitation passionnée à l'intérieur, et ce n'est pas sans gravité à la veille d'élections qui semblent prochaines. Voilà la situation, elle n'est pas trop facile! Mais ce n'est pas tout: il s'est produit, sur ces entrefaites, un incident qui n'est pas moins curieux, qui n'est peut-être qu'une révélation de plus des embarras de la politique italienne.

C'est à la fois bien simple et un peu étrange. L'Italie, qui tient à sa marine et qui dépense beaucoup pour elle, lance d'ici à peu de jours un nouveau navire cuirassé, *la Sardegna*, dans le port de la Spezzia. Le roi Humbert devait présider la cérémonie. Aussitôt on s'était demandé si cette fête des bords de la Méditerranée ne serait pas pour les escadres étrangères une occasion de paraître devant la Spezzia, de porter au roi Humbert le salut de courtoisie que les nations civilisées ne se refusent pas. L'escadre anglaise, à ce qu'il semble, s'était déjà ébranlée et avait

quitté Malte pour être au rendez-vous. Il ne pouvait y avoir de doute pour la France, qui ne faisait que rendre au roi d'Italie la politesse que celui-ci avait eue pour elle en envoyant, il y a quelque temps, son escadre devant Toulon, pour saluer M. le président Carnot. Tout semblait se préparer à la Spezzia pour donner plus d'éclat à la fête présidée par le souverain et à la réception des escadres étrangères, lorsque tout d'un coup un bruit singulier s'est répandu. Le roi Humbert ne va plus à la Spezzia ! Les escadres n'ont plus par conséquent à paraître, — et ce qu'il y a peut-être de plus piquant, c'est que si l'escadre anglaise n'est pas allée à la Spezzia, ou si elle n'y est allée que depuis, en passant, elle est allée d'abord à Toulon, où officiers anglais et français viennent d'échanger les témoignages de la plus sérieuse cordialité. Que s'est-il donc passé? Les commentaires n'ont pas manqué. On a dit que des difficultés diplomatiques seraient survenues entre l'Angleterre et l'Italie au sujet d'une circulaire de M. Crispi, ou de l'Afrique, que l'amiral Hoskins aurait reçu au dernier moment l'ordre de ne point paraître devant la Spezzia et que le roi Humbert aurait voulu éviter de donner plus d'éclat à cet incident. On a dit aussi pour la France, puisqu'on dit tout, qu'on avait réfléchi à Rome, qu'on n'avait pas voulu affecter de rechercher un rapprochement avec notre pays, qu'on avait craint, à l'occasion de la présence des navires français, des démonstrations qui offusqueraient à Berlin, qui seraient un embarras pour le gouvernement. On a dit ce qu'on a voulu. Que le roi Humbert aille ou n'aille pas à la Spezzia, le fait n'est pas par lui-même bien sérieux, n'importe : si l'Italie est obligée de se faire le gendarme de l'Autriche contre « l'irrédentisme », si elle en est réduite à tout calculer pour ne point offusquer d'ombrageux alliés, elle paie cher une politique extérieure qui, en enchaînant sa liberté, ruine de plus ses finances.

Depuis que les États-Unis sont devenus au-delà de l'Atlantique une grande et colossale puissance, l'Europe s'en est certainement ressentie de toute façon. Elle s'en est ressentie dans sa politique, qui a eu plus d'une fois à se débattre sur les mers, dans toutes les régions du Nouveau-Monde, avec la diplomatie ombrageuse et opiniâtre de Washington; elle s'en ressent tous les jours dans son commerce et son industrie, qui ont trouvé dans l'industrie et le commerce américains une concurrence redoutable, qui ont de plus à lutter contre ce protectionnisme à outrance dont le plus récent spécimen est ce qu'on appelle le bill Mac-Kinley. Il ne s'agit plus du premier bill Mac-Kinley, de celui qui, par les formalités multipliées qu'il entraîne, par les minutieuses rigueurs de contrôle qu'il impose à l'entrée dans les ports américains, semble avoir été imaginé pour décourager le commerce étranger. Celui-là a été voté, il est déjà appliqué, et à en juger par ce commencement d'expérience, on ne voit pas que la pratique en atténue les

sévérités excessives et décourageantes. Il s'agit d'un second bill qui a été joint au premier, qui a été voté par la chambre des représentans de Washington, mais qui est encore en discussion devant le sénat. Celui-ci a un titre qui en précise l'objet, c'est le *Tariff-Bill*, il est destiné à remanier les droits sur les importations étrangères, pour les aggraver le plus souvent. La discussion, il est vrai, ne va pas toute seule ; elle paraît assez laborieuse, d'autant plus que les intérêts des divers états industriels ou agricoles se heurtent dans ce débat et que le secrétaire d'état, M. Blaine, ne serait pas, sur certains points, favorable au bill.

On en était là lorsqu'est survenu tout à coup un incident qui pourrait compliquer singulièrement les choses, qui, en mettant tout le monde d'accord à Washington, ne tendrait à rien moins qu'à ouvrir une sorte de conflit commercial avec l'Europe, — et cela, pour appeler les choses par leur nom, à propos de porcs! La France, et elle n'est pas seule en Europe, a cru devoir interdire, par mesure d'hygiène, l'importation des porcs américains suspects d'infection. Les Américains, jettent feu et flamme, protestent que leurs porcs sont aussi sains que nos vins sophistiqués, qu'ils sont victimes d'une interdiction blessante pour la probité américaine! Ils n'ont pas réussi encore à rouvrir les pays européens à un des plus grands produits de leur commerce. Qu'est-il arrivé? Ils ont saisi l'occasion du bill Mac-Kinley; ils ont voté un amendement qui, en instituant sous leur responsabilité une sorte de contrôle de leurs salaisons à la sortie, arme le président du droit de suspendre l'importation des vins étrangers, et généralement d'exercer les représailles qu'il jugera nécessaires contre tout pays qui frapperait de « mesures arbitraires et vexatoires » les produits américains. Et le bill a été accepté, sanctionné par le président Harrison ! C'est une menace pour nos vins de France. C'est aussi pour le président le droit d'ouvrir à volonté une redoutable guerre commerciale. S'arrêtera-t-on dans cette voie ? On pressent déjà ce que le protectionnisme à outrance peut préparer de conflits meurtriers pour tous les peuples, pour l'Europe comme pour l'Amérique.

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

La hausse s'est poursuivie avec une régularité telle et un élan si vigoureux sur nos fonds publics, et notamment sur le 3 pour 100 perpétuel, que les imaginations se sont enflammées et que la conquête du pair de 100 francs a bientôt paru une éventualité aussi réalisable et prochaine que l'avait été naguère celle du cours de 90 francs.

Cependant, pour si général que soit le mouvement qui porte toutes les valeurs vers des cours inconnus depuis la période de 1880-1882, le marché de notre 3 pour 100 n'aurait point présenté le spectacle d'un déplacement de prix si extraordinaire, si un concours de circonstances exceptionnelles n'avait donné à la fois force et durée à une poussée hardie de spéculation.

Si singulier que le fait puisse paraître, il s'était formé sur la rente, entre 93 et 94 francs, un découvert d'une importance sérieuse. Les baissiers, après tant d'efforts vains, avaient cru le moment favorable pour une éclatante revanche. Il avait été payé fin juillet des reports à des taux fort élevés. Fin août, au contraire, le report s'est brusquement abaissé jusqu'à tomber au pair, sinon au déport. Dans ces conditions, il ne pouvait plus être question de baisse, et les vendeurs durent se racheter à tous prix. Un fait intéressant venait d'ailleurs de se produire qui favorisait singulièrement l'entreprise des haussiers. Une somme de 80 millions de francs d'obligations sexennaires venait à échéance à la date du 1er septembre. Le remboursement de cette somme n'entrait point dans les prévisions du budget de 1890, ou du moins il devait être compensé par un renouvellement d'importance égale. Or les 80 millions ont été remboursés purement et simplement par le Trésor au moyen d'un prélèvement sur son compte créditeur à la Banque de France, qui s'élevait alors à 269 millions.

La raison de cette opération est évidente. Elle ressort du projet d'emprunt déposé par le ministre des finances le printemps dernier et que la chambre doit discuter à la rentrée. Il s'agit de 700 millions à réaliser par l'émission de rentes perpétuelles 3 pour 100, et qui sont destinés pour partie au remboursement de toutes les obligations sexennaires encore en circulation et au remplacement de celles dont l'émis-

sion avait été autorisée, mais n'était pas encore effectuée. Le ministre des finances a jugé à propos d'anticiper, en ce qui concerne les 80 millions d'obligations sexennaires, échéant le 1er septembre, l'effet de la future émission de l'emprunt de 700 millions. Au lieu de créer de nouvelles obligations, le ministre a préféré couvrir ses besoins temporaires d'argent par la délivrance de bons du Trésor facilement négociables au-dessous de 3 pour 100, et qui seront remboursés dans trois ou six mois sur les produits de l'emprunt.

L'opération a été sagement conçue. Elle a eu, de plus, pour résultat de mettre en circulation, à l'heure même de la liquidation, un stock considérable de capitaux cherchant emploi; elle a continué, accentué l'œuvre si résolument accomplie depuis octobre dernier par les achats de rentes pour les caisses d'épargne.

Ainsi, facilités imprévues offertes par le Trésor à la place, avilissement du taux des reports, déroute du découvert, telles sont les facteurs qui ont aidé la spéculation à porter en un mois la rente 3 pour 100 de 92.50, à 96.50, mouvement qui s'est opéré en quelque sorte automatiquement et sans aucune interruption, avec l'accompagnement, du reste, d'une véritable révolution dans les prix de bon nombre de valeurs et de la plupart des fonds étrangers.

Cet élan vers la hausse a été en instant enrayé au cours de la seconde quinzaine de septembre. Le 3 pour 100, qui avait été porté à 96.50, a été ramené brusquement d'un point en arrière, sur le bruit qu'une grande compagnie d'assurances, en présence de cours inespérés, avait résolu d'aliéner son stock de rentes. Les offres se sont alors montrées au comptant, et une réaction d'une certaine étendue paraissait aussi probable qu'elle eût été judicieuse et salutaire pour l'avenir du marché, lorsque de nouvelles demandes ont surgi qui ont effacé en une seule bourse toute trace du mouvement rétrograde. Le vendredi 12, le 3 pour 100 se trouvait de nouveau porté à son niveau le plus élevé, 96.40.

L'amortissable a été naturellement entraîné dans l'essor de la rente perpétuelle, mais à mesure que les deux fonds se rapprochaient du pair, l'écart qui existe entre leurs prix a progressivement diminué; il n'est plus aujourd'hui que de 50 centimes. Aussi depuis la liquidation de fin août, le premier fonds a-t-il monté d'une unité, tandis que le second est resté immobile. Le 4 1/2 est de même sans changement à 106.50. Un coupon trimestriel de 0.75 devant être détaché le 16 courant sur le 3 pour 100, le prix de ce fonds ressort dès maintenant à 95.50 et tendra à s'établir à 96 ex-coupon.

Les consolidés anglais, en réaction depuis quelques jours, ont perdu ce même cours de 96. Il est vrai que la rente britannique n'est plus que de 2 3/4 pour 100, mais quelque confiance que puisse inspirer

l'état de prospérité et de richesse de notre pays, il semble que le chiffre moins élevé de la dette anglaise et surtout la régularité avec laquelle il décroît chaque année, justifieraient entre les deux fonds une différence de capitalisation supérieure à 1/12e pour 100. Enfin, la brusquerie de la hausse qui a été faite sur notre fonds national, le défaut même d'interruption dans le mouvement, tout accuse à la fois et la part considérable de la spéculation pure dans cette campagne si brillante et le puissant concours qu'elle a trouvé dans les achats continus pour le compte des caisses d'épargne. Si l'on songe que dans peu de mois, avant peut-être la fin de l'année, il va être créé pour 700 millions de francs d'inscriptions nouvelles de rente 3 pour 100, il est difficile de ne pas trouver au moins très hardi, pour ne pas employer une expression plus forte, le dessein si habilement poursuivi de porter notre principal fonds national à 100 francs.

On a émis l'idée que le gouvernement devrait profiter de la faveur extraordinaire dont bénéficie le crédit du pays, pour émettre le prochain emprunt non en 3 pour 100, mais en un nouveau fonds 2 1/2 pour 100 que l'épargne publique se disputerait au prix de 80 francs et que la spéculation porterait sans peine au-dessus de 90 fr., ce qui pousserait l'ancien 3 pour 100 par-delà le pair et permettrait de le convertir à son tour en 2 1/2 pour 100, pour le plus grand allègement des charges du Trésor. Ce sont là de beaux projets, dont la réalisation n'est peut-être pas aussi lointaine qu'on pourrait l'imaginer. Pour l'instant, du moins, ils sont prématurés. Il faut songer à l'incident imprévu, au grain de sable qui produit l'écroulement des plus séduisantes combinaisons.

Les places étrangères ont en général conformé leur attitude à celle de notre marché. La quinzaine a été encore pour quelques-uns des fonds d'États, objets de la spéculation internationale, une période de progression sérieuse. L'Autrichien or 4 pour 0/0 a été porté de 97.50 à 98.35, l'Extérieure de 77.25 à 78.15, le 4 0/0 russe 1889 de 98.70 à 99, le 1890 de 99 à 98.35 ex-coupon de 1 0/0, le Consolidé de 99 à 99.25, le 4 1/2 Brésilien de 89.25 à 92, le 4 0/0 de 81.75 à 83.

Cependant le Hongrois a reculé de 92.25 à 91.75; l'Italien, porté d'abord de 96.15 à 96.60, a reculé à 95.80, pour revenir à 96.10. Le Portugais se retrouve à 63.75, comme il y a quinze jours, après une pointe à 64.50; l'Unifiée est restée sans changement à 495, de même le Turc à 19.75.

Dans l'ensemble, on constate une difficulté réelle à dépasser le niveau déjà atteint. Dès qu'un de ces fonds s'élève d'une fraction notable, les réalisations affluent et le ramènent en arrière. L'opportunité d'un temps d'arrêt est manifeste. Les 4 0/0 russes devront reculer sans doute avant de franchir la courte étape qui les sépare du pair. Sur

l'Unifiée le cours de 500 est malaisément accessible; c'est une question de temps. Pour l'Extérieure, l'Italien, le Portugais, la situation financière et économique du pays proteste contre des velléités de hausse nouvelle. Le crédit d'un État ne peut s'améliorer d'une manière sérieuse et durable lorsque son budget est de plus en plus embarrassé. Il y a dans toute cette ébullition des cours des rentes étrangères quelque chose de factice qui fait douter de la solidité de l'évolution accomplie.

D'un autre côté, les grandes institutions de crédit, les maisons de banque les plus puissantes d'Angleterre et du continent préparent pour cet hiver des opérations considérables, nouvelles conversions russes et hongroises, Crédit foncier italien, emprunt espagnol, emprunt portugais, etc., sans compter l'émission annoncée du 6 0/0 mexicain et les projets en cours d'élaboration en Angleterre pour la République Argentine, où les affaires ne reprennent ni activité ni santé, malgré la faveur qu'avait obtenue pendant les premiers jours la nouvelle administration. Pour toutes ces opérations la hausse est le levier nécessaire.

Parmi les sociétés de crédit, la Banque de France est celle dont l'action a été l'objet du plus vif mouvement de reprise depuis le commencement de septembre. De 4,180 ce titre s'est élevé à 4,300; les achats paraissent surtout motivés par un calcul de capitalisation comparée avec le taux de rendement de la rente française, peut-être aussi par la pensée qu'avant peu l'argent sera plus serré qu'il ne l'est pour quelques semaines encore. Quant à la question du renouvellement du privilège, elle est ajournée à 1891, et se posera comme un corollaire du grand emprunt de 700 millions.

Le Crédit foncier s'est arrêté dans son large et légitime mouvement de reprise à 1,325, cours où il se tenait habituellement avant la dernière crise. La Banque de Paris et le Crédit lyonnais ont oscillé autour des prix atteints fin août. Le Comptoir national d'escompte est en progrès de 15 francs à 635. L'action de l'ancien Comptoir, que les habiles ont pu acheter, après la débâcle, entre 80 et 120 francs, avait déjà reconquis le cours de 200 francs à la fin du mois dernier. La divulgation des résultats acquis par la liquidation, remboursement des avances de la Banque de France et de la Banque de Paris, rentrées diverses, indemnité des administrateurs, etc., a ouvert des perspectives nouvelles sur le sort réservé aux porteurs de cette valeur, et une hausse de 45 francs s'est encore rapidement produite. C'est à la fermeté du prix du cuivre qu'est due cette résurrection. Qui eût pu penser, au lendemain du krach du Comptoir et de la Société des Métaux, que quinze mois plus tard le cours de 59 à 60 livres sterling serait considéré comme normal pour l'écoulement de l'immense stock si imprudemment accu-

mulé? Le Rio-Tinto n'est-il pas déjà revenu aux cours qu'il avait atteints au plus beau temps de la grande spéculation?

Le Crédit mobilier a été porté de 435 à 450, la Société générale de 498.75 à 515, la Banque parisienne de 310 à 360, la Rente foncière de 235 à 270. Entre les banques étrangères, l'Ottomane seule a été poussée par la spéculation de 625 à 640. Le Crédit foncier d'Autriche a été ramené de 1,090 à 1,065. La Banque nationale du Brésil et la Banque nationale du Mexique sont restées aux cours de fin août.

Le Lyon et le Midi ont gardé leurs prix de 1,485 et 1,295. L'Ouest est en progrès de 10 francs à 1,050, l'Est de 15 à 910, le Nord de 25 à 1,870, l'Orléans de 10 à 1,510, les Chemins autrichiens de 7.50 à 580, le Nord de l'Espagne de 8.75 à 378.75. Les Lombards ont reculé de 7.50 à 350.

C'est du côté des valeurs industrielles que se sont produites les variations de prix les plus intéressantes. Les Docks de Marseille sont en hausse de 10 francs à 515, les Magasins généraux de Paris de 20 francs à 555, le Gaz de 22 fr. 50 à 1,435, les Métaux de 11 fr. 25 à 66.25, le Suez de 27 fr. 50 à 2,410, la Transatlantique de 10 francs à 635, les Voitures de 25 francs à 720, le Télégraphe de Paris à New-York de 35 francs à 205, même le Panama de 3 fr. 75 à 47.50.

Parmi celles de ces valeurs qui ne se négocient qu'au comptant, nous relevons les différences suivantes, bien caractéristiques de la direction nouvelle donnée à certains capitaux: du 1er au 12 septembre, l'action Mokta-el-Hadid a été portée de 787.50 à 870 francs, les Eaux de Vichy de 5,600 à 5,800 francs, la Compagnie générale des Eaux de 1,400 à 1,430 francs, les Bouillons Duval de 2,125 à 2,190 francs, les Grands Moulins de Corbeil de 492.50 à 535 francs, etc.

La société la Dynamite, dont les variations de cours avaient été une des curiosités de la seconde quinzaine financière d'août, a baissé de 660 à 525 francs, après le détachement d'un coupon de 25 francs. Elle s'est ensuite relevée à 600 francs.

La hausse du 3 pour 100 n'est pas restée sans influence sur les cours des obligations de nos grandes Compagnies de chemins de fer. Toutes ont monté de 2 à 3 francs du 1er au 12 courant. Celle du Nord, ex-coupon de juillet, s'est établie au-dessus de 450 francs; les autres s'échelonnent, selon les échéances d'intérêt ou les différences de classement, entre 440 et 450 francs, ce qui correspond bien aux cours de la rente amortissable, l'impôt entrant en ligne de compte. Les obligations des Chemins autrichiens et espagnols présentent une progression analogue, variant de 2 à 6 ou 7 francs.

Le directeur-gérant : C. Buloz.

NIÉVÈS

PREMIÈRE PARTIE.

I.

A Séville, un beau matin de février, et à quelques jours de la Chandeleur, doña Niévès del Rio se levait pour aller, suivant sa coutume, entendre la messe en l'église de San-Isidoro.

Assez grande, de taille mince et élancée, la tête plutôt petite, les cheveux châtains, les yeux d'un bleu gris, avec un certain air de calme et de douceur pénétrante répandu sur toute sa personne, doña Niévès ne ressemblait guère au type si connu des femmes d'Andalousie. On retrouvait pourtant, dans sa tournure et dans ses moindres mouvemens, la grâce légère et élégante, *airosa* (aérienne), qui semble particulière à toutes celles qui ont eu le bonheur de naître en ce beau pays, nommé par ses habitans, avec une exagération charmante, *la tierra de Maria Santissima*. Tout en achevant sa toilette, elle entr'ouvrit la fenêtre qui donnait sur la calle San-Isidoro. On n'entendait, entre les murs blancs de la petite rue étroite, qu'un tintement continu de clochettes, grelots et autres sonnailles. C'étaient les mulets et les ânes, chargés de provisions de toutes sortes entassées dans les *alforjas*, besaces de laine bariolée : rasant les portes, arrêtant les passans, s'accrochant aux grilles des fenêtres, leur longue file s'acheminait à sa guise vers la

Puerta de la Carne, où se tient un marché perpétuel. A quelques pas en-deçà venaient les campagnards qui les conduisaient, bruns de visage, coiffés du chapeau de velours noir, la veste jetée sur l'épaule, le bout de cigarette au coin des lèvres; ils marchaient avec insouciance, sans peine et sans bruit, sur ces petites pierres inégales et pointues qui garnissent, depuis un temps immémorial, le vieux sol de Séville.

— Les muletiers de la Cuesta! Je suis bien en retard, se dit Niévès, qui restait à la fenêtre, tout en arrangeant sa mantille de blonde noire que, par instinct et sans l'aide d'un miroir, elle posait le plus coquettement du monde.

De l'autre côté de la rue, presque en face, et si près qu'on aurait pu aisément lui enlever l'œillet rose placé au coin de son oreille, la voisine Teodomira, accoudée à son balcon, regardait Niévès d'un air narquois.

— Bonjour, Niévésita, dit-elle, il faut que tes beaux rêves t'aient retenue au lit trop tard ce matin, car si tu ne te dépêches, ma chère, la dernière messe sera dite sans toi, et ton *novio* (amoureux) se morfondra en vain à la porte de l'église.

— *Novio! Novio!* Je n'en ai pas encore demandé un à san Antonio, et personne ne m'a jamais attendue, que je sache. *A Dios,* señora Teodomira!

Et Niévès la salua d'un mouvement de tête avec un gai sourire dans son visage, un peu plus pâle qu'à l'ordinaire.

Elle prit son rosaire, l'entortilla autour de son bras en manière de bracelet, et sortit de sa chambre. Cette chambre, située au premier étage, était voisine de celle de son frère. En passant devant la porte vitrée, elle aperçut Fernando dormant d'un profond sommeil au milieu du plus joli désordre qui se puisse imaginer : guitares, *banderillas*, capes de *torero,* en faisaient les frais. Niévès s'arrêta, ayant bonne envie d'entrer et d'embrasser le dormeur, pour lequel elle se sentait tout d'un coup un redoublement d'amitié, mais elle craignit de le réveiller et descendit prestement l'escalier qui menait au *patio*, cette cour intérieure et ce lieu de réunion de toutes les maisons d'Andalousie. Elle franchit aussitôt la grille de fer forgé du côté de la rue, et sous le *zaguan*, porche de la maison, dont la lourde porte de bois noirci était déjà grande ouverte, elle trouva Martirio qui l'attendait pour l'accompagner à l'église.

La vieille servante Martirio était petite, point grosse, jaune de visage, toujours de noir habillée et armée d'un grand éventail de papier qu'elle ne quittait guère que pour préparer le *cocido* (bouilli) de la famille del Rio, à laquelle elle appartenait depuis ses plus jeunes années.

Niévès, distraite, lui fit à peine un signe de tête en sortant de la maison, et se mit à marcher vers l'église d'un pas précipité qui désespéra Martirio, dont les jambes courtes avaient peine à suivre.

— Vous n'épargnez pas votre vieille servante, señorita, murmurait-elle d'un air piteux en allongeant le pas. Voilà ce que c'est que de se lever tard! On manque la messe, on court, on a le visage pâle et l'air fatigué. C'est bien la peine que Dieu vous ait faite jolie comme cela!

Mais Niévès, généralement pleine d'attentions pour la vieille duègne, ne lui répondit même pas. Il semblait qu'elle était emportée par ses pensées, en traversant à la hâte la petite place ensoleillée pour entrer dans l'église de San-Isidoro.

Au passage de Niévès sous l'arcade mauresque, toute blanche de ce *cal de Moron* (1), qui a défiguré tant de monumens en Andalousie, ce fut un chœur de bénédictions. Les vieilles mendiantes qui y passent la matinée, accroupies au soleil, firent entendre, à tour de rôle, leurs voix nasillardes :

— Que la Vierge du Carmen garde ce joli visage et cette belle santé, señorita de mon âme! dit l'une.

— Sainte Lucie te conserve ces beaux yeux bleus, couleur du ciel! psalmodia une autre, aveugle de profession.

— Que Notre-Seigneur et Père Jésus des affligés t'épargne les chagrins du cœur, jeune fille tant aimée! s'écria une troisième en tendant la main.

Et comme Niévès, toujours absorbée par ses pensées, passait sans donner l'aumône accoutumée, les bénédictions se changèrent en gémissemens, en plaintes, en murmures, et enfin une voix rauque grinça dans l'air :

— Que saint Antoine n'écoute pas ta prière, vilain cœur avare, et que tu ne trouves jamais de *novio!*

— Ne sois donc pas si dure pour la *muchacha* (jeune fille), interrompit l'aveugle, c'est sans doute oubli de sa part. Ne vois-tu pas que ce matin elle a quelque chose de nouveau en tête et peut-être dans le cœur. Je me trompe fort si elle ne vient pas de découvrir qu'elle aime quelqu'un.

— La Pastora a raison, continua la plus vieille de ces sorcières. Niévésita a dix-huit ans; à cet âge-là j'étais mariée depuis longtemps. Mon opinion est qu'avant peu il se préparera un repas de noces chez la señora Dolorès del Rio, et nous en aurons sûrement notre part, car dans cette maison-là, on n'oublie pas de pauvres créatures comme nous!

A l'idée du fricot, les mécontentes se calmèrent, tout en grom-

(1) *Cal :* lait de chaux. — *Moron :* village d'Andalousie.

melant un peu. Elles recommençaient à marmotter leurs patenôtres quand Pastora, l'aveugle, entendant résonner des pas sous l'arcade où elles se tenaient, essuya ses yeux avec les franges de son jupon de *bayeta* jaune et regarda du côté où un jeune homme, mis avec recherche, entrait dans l'église.

— Voilà le *novio,* il n'y a pas de doute; il me semble que c'est don Tomas Carrasco, le frère du banquier de la calle Armas, un beau parti, ma foi! Il n'est pas mal tourné pour un *forastero* (1), ils feront un joli couple, Niévès et lui. La Pastora soupira :

— Lui aussi, ne pense pas à nous. Il est bien tard, mes sœurs, il ne viendra plus personne ce matin, si ce n'est peut-être ce vieux chanoine qui ne donne pas tous les jours. Que Dieu demeure avec vous! Je m'en vais voir ce qu'on peut encore faire à la cathédrale.

Et elle se leva. De son pas de tortue éclopée, écarquillant les yeux, les bras tendus en avant pour s'aider le long des murs, elle se mit en route. Ses compagnes ne tardèrent pas à en faire autant. L'une cachait sous son vieux manteau un pot de terre de Triana, plein d'un *puchero* (2) délectable que lui donnait chaque matin une dame pieuse du voisinage. L'autre la suivait, boitillant, s'arrêtant à tout propos, piteuse ou moqueuse selon l'humeur et la tournure des passans.

Don Tomas Carrasco, — les mendiantes avaient deviné juste, — était venu à San-Isidoro pour voir Niévès. Il en était très occupé depuis le printemps dernier, où il l'avait aperçue un soir, à la féria, sous une petite tente, dansant la *sevillana* avec son frère Fernando au milieu d'un groupe de parens et d'amis. Si don Tomas s'était montré, on l'aurait certainement prié d'entrer, en ne lui demandant que de prendre le plus de part possible au divertissement : la guitare aurait bourdonné de nouveau, les *palmadas* (3) se seraient fait entendre de plus belle, et les chants et les danses auraient continué avec un heureux de plus. Mais don Tomas n'était pas en Andalousie depuis longtemps, il en ignorait les coutumes et se trouvait d'ailleurs assez embarrassé de son élégante personne. Il était donc resté dans la foule, devant la tente, dévorant des yeux la belle danseuse, écoutant les exclamations naïves, les complimens improvisés que sa grâce et sa légèreté faisaient éclater de tous côtés, ne disant mot et se cachant un peu. Depuis ce soir-là il se trouvait souvent, comme par hasard, sur le chemin de Niévès. Il l'avait suivie de loin, à la promenade des Délices; au

(1) *Forastero :* étranger, généralement celui qui est d'une autre partie de l'Espagne.

(2) *Puchero :* mélange de viandes bouillies et de légumes.

(3) *Palmadas :* coups du plat de la main, en accompagnement de la musique et du chant.

théâtre, il passait et repassait devant elle plusieurs fois dans la soirée pour avoir l'occasion de s'excuser, de la saluer. Enfin il avait voulu faire connaissance avec son frère, rencontré le soir d'une *corrida* au café Suizo, en compagnie de toreros et d'*aficionados* (amateurs de courses de taureaux). Fernando avait serré avec effusion la main de don Tomas, lui avait offert une *copita* (1) de Manzanilla, et puis, après quelques plaisanteries andalouses incompréhensibles pour le *forastero*, avait été rejoindre d'autres camarades dans un autre café. Et don Tomas avait recommencé ses petits manèges, ses petites promenades; Niévès s'en était promptement aperçue. A Séville, les jeunes filles de tous les rangs sont habituées, de la part des jeunes gens, à des complimens, à des œillades, à toutes sortes d'attentions qui, la plupart du temps, n'ont aucune importance. Les mines du petit Carrasco ne lui faisaient aucun effet; elle n'y répondait guère, mais l'amoureux ne désespérait pas.

Et ce matin-là, don Tomas, au courant des habitudes de Niévès del Rio, s'était décidé à venir à San-Isidoro. Il avait attendu dans une rue voisine, et, s'étant armé de courage, voulait au moins obtenir un sourire.

Entré très discrètement, sur la pointe des pieds, ce jeune homme s'était placé derrière un des gros piliers qui soutiennent la voûte arabe de bois sculpté, enfumé d'encens, de l'église catholique aux airs de mosquée. La messe finissait; Niévès, presque seule, était agenouillée sur le grand tapis de paille blonde devant le maître-autel, au-dessus duquel se trouve encastré, dans le retable doré, le beau tableau de Juan de Roélas représentant la mort du grand évêque san Isidoro. Niévès priait avec une grande ferveur. Tout priait en elle : ses beaux yeux, lumineux comme le ciel de son pays; ses lèvres exquises murmurant de douces et naïves paroles; tout son beau visage, d'une forme et d'une pâleur mate qui la faisaient ressembler à la *Concepcion* de Montañez qu'on voit dans une des chapelles de la cathédrale; ses jolies mains, d'abord pressées contre sa poitrine, comme pour retenir les élans de son cœur, et qu'elle élevait peu à peu au-dessus de sa tête, les étendant vers l'autel avec un geste de suppliante qui implore la protection divine. Et, dans cette élévation de tout son être, son beau regard se fixait sur les anges qui, dans les nuées bleues du tableau, semblent faire entendre de célestes concerts. Pour la première fois, peut-être, bien qu'elle connût cette peinture depuis son enfance, Niévès en comprenait toute la beauté et se sentait attirée vers ces divins musiciens. Ne devaient-ils pas

(1) Petit verre allongé.

deviner les secrets de son cœur et en être les doux et intimes confidens?

Elle n'avait point de peines, et n'en avait, pour ainsi dire, jamais eu. Elle n'était pas triste. La mélancolie, si rare parmi les jeunes gens du midi, lui était tout à fait étrangère. Mais, depuis quelques jours, elle se sentait émue, attendrie, elle priait Dieu avec délices, avec passion, reconnaissante d'être au monde, lui demandant la continuation d'un bonheur qu'elle n'aurait su trop comment expliquer.

On allait fermer les portes de l'église; Martirio qui, en récitant son rosaire à une distance respectueuse, observait tout ce qui se passait, se leva et vint frapper légèrement sur l'épaule de Niévès, lui faisant signe qu'il était temps d'interrompre ses oraisons.

Don Tomas sortit de l'ombre de son pilier, fit un mouvement pour se rapprocher du bénitier et s'arrêta regardant Niévès, qui, s'étant levée, s'avançait vers lui. Elle passa, prit de l'eau bénite dans la coquille de marbre blanc, se signa, sourit, mais comme en distraction, et, s'étant inclinée du côté du maître-autel, quitta l'église.

Don Tomas la suivit, après avoir laissé passer Martirio, et, honteux de n'avoir pas eu le courage d'offrir l'eau bénite, il resta sous l'arcade, dévorant de l'œil la belle demoiselle, qui, après avoir traversé la petite place ensoleillée, tournait avec sa suivante l'angle de la rue pour rentrer chez elle.

— Voilà un jeune garçon qui semble vous trouver à son goût, dit Martirio à sa maîtresse, comme elles remontaient la calle San-Isidoro.

— J'en suis charmée, répondit Niévès en relevant la tête assez coquettement.

C'était la première fois qu'elle se montrait sensible à un propos de ce genre; mais elle ne regarda pas derrière elle et continua son chemin en silence. A la porte de la maison, elle trouva son frère en habit de campagne : veste courte, chapeau de feutre gris et bottes de cuir jaune montant jusqu'aux genoux. Fernando surveillait le harnachement d'un cheval bai brun que contenait difficilement le garçon d'écurie. Le bel animal à la large encolure, à la croupe resplendissante, la queue et la crinière nattées de rubans verts, se rengorgeait, piaffait, faisait mille simagrées, si bien que Niévès recula de quelques pas.

— Viens ici, à gauche, Niévésita, lui cria Fernando.

— Bonjour, mon frère. Où vas-tu comme cela? dit Niévès. Sans doute à Alcalá?

— Alcalá! peuh! qu'irais-je y faire? Notre mère en revient aujourd'hui, et d'ailleurs, tu sais qu'elle ne se soucie guère que je me mêle de cette bienheureuse *hacienda*.

— Mais te voilà équipé pour les champs, il me semble...

— Je vais, c'est-à-dire nous allons, car Cándido vient avec moi, nous allons à Santa-Justa, sur la route de Dos Hermanas, voir les petits taureaux de la señorita Rosario.

— C'est s'y prendre de bonne heure, mon cher frère. D'ici au dimanche de Résurrection, il y a beau temps, et puis ces petits taureaux...

— Ces petits taureaux, señorita, promettent plus cette année que ceux del Saltillo. Ces petits taureaux seront peut-être les meilleurs que tu verras sur la *plaza*. Tu as beau dire, je parierais que tu ne serais pas fâchée de les voir trotter dans les prairies, ces petits taureaux de la Rosario, qui vous ont une fougue, un élan à renverser d'un coup tous les chevaux. Voyons, cela ne te tente pas? Veux-tu venir avec nous? Je te prendrai en croupe.

— Quelle folie, Fernando! s'écria Niévès, qui faisait mine d'examiner le cheval.

— Pourquoi non?

— Cela ne se peut. Il faut que je reste à la maison. Bibiana voudra sortir, maman rentrera,.. enfin...

— Enfin, je t'emmène.

Et Fernando, en riant, s'empara de sa sœur par la taille; mais Niévès se dégagea de son étreinte.

— N'avons-nous pas déjà couru le pays ensemble comme cela?

— Oui, l'année dernière, d'Alcalá à Mairena; c'était pour aller à la Féria, et puis il n'y avait pas moyen de faire autrement. Aujourd'hui, c'est différent : laisse-moi tranquille.

— Tiens, voilà Cándido qui arrive à propos pour te décider. Tu le connais, Cándido?.. Manuel Cándido, la meilleure *espada* d'Andalousie et d'Espagne, et mon ami.

En effet, le torero débouchait à l'angle de la calle Francos. C'était plaisir de le voir s'avancer tranquillement, bien planté dans sa haute selle noire, sur sa jument grise. Sa tête, petite et sombre, se relevait un peu de côté sous le chapeau de velours, et il dominait tout, autour de lui, de ses yeux noirs et brillans. Une *faja* (ceinture) de soie jaune serrait sa taille bien prise sous la *zamarra*, veste courte de laine brune frisée, et il tenait avec grâce la bride de sa monture, dont le pas était long et majestueux, comme si ce bel animal eût été sensible à l'honneur de porter sur son dos le héros populaire. Cándido salua de loin, et Fernando lui cria :

— Arrive donc, Manuel! et décide ma petite sœur, que voici, à venir avec nous. Imagine-toi qu'elle n'ose pas monter en croupe derrière moi!

— Si la señorita veut ma jument? — Cándido souleva les bords

de son chapeau et puis mit pied à terre. — Voici la bride, l'animal est à elle.

— Mille grâces, don Manuel, répondit Niévès rougissant un peu, mille grâces. Vous seriez bien embarrassé si j'acceptais. Il vous faudrait renoncer à voir, au moins aujourd'hui, les taureaux de la señorita Rosario.

— Mais non, car je me ferais un plaisir de courir à pied à vos côtés.

— La course serait longue.

— N'importe, je vous suivrais d'ici au bout du monde!

— Ah! vraiment, aussi loin que cela?

Et Niévès, se hasardant à regarder le torero en face, rencontra ses yeux ardens, dont le feu s'adoucissait peu à peu; même un sourire malicieux relevait ses lèvres, laissant voir des dents blanches dans son visage sévère.

Il plaisantait, sans doute; mais Niévès était troublée. Elle aurait voulu s'en aller et elle restait là, sans rien dire, moitié grave et moitié souriante, jouant avec le rosaire entortillé autour de son bras. Fernando la tira d'embarras.

— Partons, dit-il, puisque tu ne te décides pas.

— Dieu demeure avec vous, señorita, ajouta Cándido, remontant en selle.

— Ma pensée vous suivra, et ce soir, mon frère me donnera des nouvelles, s'il y en a.

— Des nouvelles? mais je peux vous en donner une tout de suite. Ne la devinez-vous pas?

— Moi? point du tout.

— Eh bien, on raconte que le torero Manuel Cándido est amoureux...

— Ce n'est certes pas la première fois que cela lui arrive.

— Qu'en savez-vous, doña Niévès?

— J'écoute ce que l'on dit, señor don Manuel. Vous autres toreros, n'appartenez-vous pas au public? Nous assistons à votre vie, nous jugeons votre courage, nous nous apercevons aussi des œillades qu'on vous décoche, à la *plaza* et ailleurs. Les chansons nous content vos combats et vos amours. Les aveugles chantent cela sur les places publiques!..

— Tout comme les miracles des saints ou les récits de voleurs et de tremblemens de terre.

— Partirons-nous aujourd'hui? s'écria Fernando. Je ne peux plus tenir mon cheval. C'est toi, Niévès, qui nous retiens.

— A ce soir, Fernando, dit-elle. *A Dios,* don Manuel.

— Jusqu'à quand, señorita?

— A bientôt.

— Et où cela?

— Ah! ah!.. Eh bien! à la porte du paradis!

— Cette porte-là, je ne l'atteindrai jamais si vous ne m'en montrez pas le chemin, señorita Niévès.

Les chevaux partirent et les deux cavaliers disparurent dans le dédale des petites rues, tout aussi étroites, tout aussi blanches, tout aussi mal pavées que la calle San-Isidoro, où, à la porte de sa maison, Niévès les regardait toujours.

II.

Enfin Niévès rentra. En ouvrant la grille du *zaguan,* elle trouva la cousine Bibiana, qui se remuait en tous sens dans le *patio,* sous prétexte de mettre en ordre les pots d'œillets et de jasmins déposés autour de la petite fontaine de marbre blanc à large margelle, décorée de faïences bleues et jaunes d'un dessin absolument mauresque.

— Je croyais que tu ne rentrerais jamais, et j'avais besoin de toi, Niévésita, d'abord pour arranger toutes ces fleurs. Elles n'ont pas été arrosées depuis deux jours. Tu les négliges. Dieu sait où tu as la tête, petite. Voici l'arrosoir et un baiser.

Niévès lui présenta son front et lui ôta des mains un grand vase de terre de la *Cartuja* que Bibiana allait inévitablement laisser tomber à terre.

— Sais-tu, cousine, qu'il était bien temps que j'intervienne? Tu as une manière de tout bousculer... Je vais ôter ma mantille et me mettre à l'œuvre.

— Tu as raison, petite; moi, Bibiana, j'ai toujours été maladroite, et en bien des choses! Heureusement, tu ne me ressembles en rien, et tu as une manière de tout faire avec grâce qui donne plaisir à voir.

Et pendant que Niévès, heureuse d'avoir une occupation, rangeait les vases de fleurs et les arrosait lentement, avec mille soins et mille précautions, Bibiana s'installait dans son coin favori, sous l'arcade blanche qui entourait le *patio,* sur un fauteuil de canne dans lequel elle se balançait et s'éventait, en ne perdant rien de qui se passait autour d'elle.

Bibiana n'était plus jeune; mais ni son visage ni sa tournure ne laissaient apercevoir trace d'âge. Elle avait une grosse tête sur un buste trop long et des jambes courtes. Son visage était rond, ronds aussi ses gros yeux chercheurs; — ses cheveux, noirs et luisans, toujours admirablement peignés, revenaient snr son front en mèches folles et mille accroche-cœurs. Assez grassouillette, son

allure était cependant vive et leste; — elle semblait être partout en même temps, et, ne faisant jamais œuvre de ses dix doigts, elle avait toujours l'air d'être occupée. Se mêlant souvent des affaires des autres, elle trouvait moyen de ne pas les ennuyer. Elle était en tout temps d'une humeur charmante, l'âme et la gaîté de cette maison, dont elle faisait partie depuis un temps éloigné, où, après certaine débâcle dont il n'avait jamais été question, elle avait été en quelque sorte adoptée par la mère de Niévès, la señora Dolorès, qui passait pour sa parente. Confidente de chacun, écoutant à merveille, conseillant quelquefois avec assez de raison, racontant follement ses histoires d'amour, parlant sans cesse et plaisantant toujours, elle était aimée de tout le monde et tout le monde l'employait. Quand Fernando voulait obtenir de l'argent de sa mère, — ce qui arrivait souvent, — c'était Bibiana qui se chargeait de le demander; Niévès n'achetait pas un ruban sans consulter la cousine; Martirio lui contait ses griefs, et son influence s'étendait jusque sur le valet d'écurie qui prenait soin du cheval de Fernando, dans la petite écurie, sous le *zaguan*.

Le reste de son temps, Bibiana le passait au balcon, derrière cette espèce de guérite vitrée d'où l'on examine sans être vu tout ce qui se passe dans la rue, — ou bien encore sur ce fauteuil de canne dans lequel elle se balançait en ce moment, tout en surveillant les moindres mouvemens de Niévès. Tout d'un coup, elle s'écria :

— Assez de jardinage! J'ai à te parler, Niévésita, viens ici.

Niévès s'approcha. Bibiana, lui prenant la tête, l'embrassa sur les deux joues et la força de s'asseoir sur un petit tabouret de paille, à côté d'elle.

Tout en se balançant, la cousine commença :

— Tu n'as pas ton air habituel, petite, et il me semble que tu dois avoir quelque chose à me dire.

— Tu te l'imagines, Bibiana, mais...

— Mais si, interrompit la cousine, et puisque tu ne veux rien dire de toi-même, je commence mon interrogatoire : pourquoi, oui, pourquoi es-tu restée si longtemps à l'église? Aurais-tu, par hasard, l'intention de te faire nonne? Dans ce cas, ma chère, je te recommanderai le couvent de Santa-Clara, on y est à merveille.

Et les gros yeux de Bibiana, dardant leurs regards moqueurs sur toute la physionomie de Niévès, y lisaient un peu d'embarras et quelque impatience.

— Quant à moi, continuait la cousine, je ne crois pas que ce soit la dévotion qui l'emporte. Ne se pourrait-il pas que derrière les piliers de la chapelle de ta très sainte patronne Notre-Dame-des-Neiges, tu visses quelque chose de... profane, — un jeune homme, par exemple?

— Peut-être, répondit Niévès, en tournant la tête de côté. Martirio prétend que, tout à l'heure, don Tomas Carrasco est venu à San-Isidoro pour me voir.

— Ah! vraiment, et il a fallu que Martirio te le fasse remarquer; autrement, tu ne t'en serais pas aperçue?

— Si, car je le vois souvent, don Tomas, à San-Fernando, aux Délices, il est très poli, c'est le frère du banquier.

— Oui, des gens des provinces qui demeurent dans la calle Armas, des gens très riches. Et comment le trouves-tu, ce jeune garçon?

— Je n'ai pas beaucoup pensé à lui; — il a l'air très convenable et s'habille à la mode anglaise.

— Alors, il ne t'intéresse pas?

— Pas du tout.

— Tu as raison, petite, ce n'est pas le *novio* qu'il te faut. Ces gens d'argent sont fiers. Tu viens d'une bonne famille de *labradores* (1) et ton vieux sang andalous vaut bien celui de tous les Carrasco du monde! D'ailleurs, c'est un *gavacho* (étranger). Cela doit te suffire pour n'en point vouloir. Écoute-moi un peu, Niévésita, ce qu'il te faudrait, c'est un *novio* du pays, beau, brave, fier, qui te fasse honneur! Il n'en manque pas à Séville, *Ay de mi! Ay!*

Et Bibiana s'arrêta pour pousser des soupirs prolongés. Il lui était impossible d'aborder ce sujet sans faire des retours sur sa jeunesse pleine de souvenirs amoureux. Elle allait recommencer à parler, à conter ses infortunes, à Cadix, au Puerto, en l'an de grâce 18.., si Niévès, qui connaissait l'histoire et savait ce qu'elle durait, n'était intervenue, mettant sa jolie main blanche sur la bouche de la cousine et lui disant tendrement :

— Bibianita, ne t'attriste pas, je t'en prie. A quoi bon?

Mais Bibiana voulait parler : — Ay! ma petite, continuait-elle, que c'est donc joli, ce temps de jeunesse et d'amour que tu as devant toi et combien je le regrette! Moi aussi, j'en ai eu des amoureux : pas des gens riches, pas des Carrasco! Tu ne sais pas comme je suis aise qu'il te trotte quelqu'un d'autre par la tête, car tu n'es certainement pas arrivée à l'âge que tu as, jolie comme Dieu et ta mère t'ont faite, sans avoir laissé pousser au fond de ton cœur un petit sentiment?

— En vérité, cousine, tu supposes...

— Je ne suppose pas, je devine, ma chère. Tout en toi me dit que tu as un secret, et je ne donne pas trois jours que tu ne viennes me le confier. — Mais ne dînerons-nous pas aujourd'hui? Ta mère

(1) *Labrador* : non-seulement laboureur, paysan, mais aussi propriétaire-agriculteur.

ne rentrera pas avant le soir : quand elle est à Alcalá, elle y reste le plus longtemps possible. On dirait vraiment qu'elle ne se plaît qu'au milieu de ses bêtes, et, parfois, il me vient l'idée qu'elle les aime mieux que nous.

Le *cocido* fut mangé au milieu du caquetage de Bibiana et de Martirio sur les faits et gestes du voisinage, quelques incidens du marché, et des nouvelles qui venaient du portier de l'archevêché. Niévès, l'esprit ailleurs, parla peu, et, le repas terminé, elle monta dans sa chambre, cherchant la solitude.

Aussi ferma-t-elle soigneusement la fenêtre du côté de la rue pour échapper aux regards et aux tentatives de conversation de la part des voisines qui, comme Teodomira, restaient volontiers au balcon. La chambre de Niévès faisait, au premier étage, le coin de la maison sur la rue et un petit jardin : du côté de ce jardin, il y avait aussi une fenêtre ouverte devant laquelle elle s'assit, regardant distraitement les têtes rondes des orangers. Quelques-uns de ces arbres poussaient là, l'un à côté de l'autre, portant des fruits tardifs qui pendaient comme des lanternes de couleur orangée dans le feuillage sombre, d'autres commençaient à se couvrir de bourgeons blanchissans et répandaient dans l'air une suave et pénétrante odeur. C'étaient l'heure et l'endroit propices à la rêverie. Niévès se rappelait les paroles de la cousine Bibiana, appel direct à la confidence. L'idée de s'ouvrir à cette vieille amie lui passait par la tête, mais elle la repoussait. N'était-elle pas résolue à se taire? Non qu'elle n'eût envie de parler : son cœur, débordant d'émotion, aurait trouvé un soulagement à confesser ce qui le troublait; mais son esprit, avant tout délicat, considérait qu'en se laissant aller à révéler le sentiment délicieux qui l'envahissait pour la première fois, elle en dissiperait le charme naissant. Il lui semblait aussi qu'en parlant elle offenserait celui qui peu à peu, pour la vivacité méridionale de son imagination, était devenu et devenait plus encore l'objet d'un culte mystérieux, presque sacré.

Sans être exaltée, Niévès était d'une nature impressionnable, tendre, douée d'un grand besoin d'aimer et de se dévouer. Mais comment Cándido, le torero, était-il entré tout à coup et tout entier dans ses affections, elle ne se l'expliquait guère et s'en étonnait même un peu. Elle ne l'avait vu que rarement et à distance. Il est vrai qu'à Séville tout le monde parlait de lui, vantait son courage, discutait sa grâce et son art. Niévès l'avait admiré sur la *plaza*, où, en véritable Andalouse, elle trouvait un certain plaisir, fermant les yeux aux endroits un peu sanglans. Là, autour d'elle, elle entendait les cris, les applaudissemens. L'enthousiasme la gagnait et tellement qu'elle finit par regarder l'homme et fut séduite par lui après avoir été charmée par le torero. Elle avait cru distinguer

quelque chose de plus fier et de plus noble sur sa physionomie que sur celle de ses compagnons. Son imagination le lui peignait toujours entre la vie et la mort, méprisant l'une, domptant l'autre, au-dessus de cette peur qui lui semblait le pire de tous les vices.

Discrètement, elle avait interrogé son frère, *aficionado* passionné qui vivait volontiers dans la compagnie des toreros. Fernando, qui se faisait honneur de l'amitié de Cándido, répondit, sans s'étonner aucunement, aux questions de sa sœur, trouvant naturel qu'on s'intéressât au plus fameux successeur du célèbre Cucharès. Pour obtenir quelques menus détails, Niévès eut à endurer d'interminables digressions sur l'art tauromachique passé et présent, mais ces discours finissaient toujours par renforcer l'opinion qu'elle entretenait de la supériorité de son héros. Il n'y avait pas de qualités qu'elle ne donnât à ce fils et petit-fils de toreros obscurs, élevé, Dieu sait comme, dans la compagnie la moins scrupuleuse. Quand il arrivait à Fernando de lui raconter quelque aventure où Cándido s'était trouvé mêlé, elle en arrangeait si bien dans sa tête les détails que le moindre fait prenait de la couleur, et, au besoin, devenait action d'éclat. Quelques rares fois, elle l'avait vu passer dans la rue et elle l'avait aussi rencontré, comme ce matin-là, à la porte de la maison de la calle San-Isidoro à propos d'une partie de chasse ou de campagne; sa présence seule lui apportait un charme indéfinissable. Après ces courtes apparitions, il était sans cesse dans son esprit; elle se rappelait ses manières d'être, ses moindres gestes, l'intonation de sa voix, se recueillant en elle-même comme pour ne pas laisser s'évanouir la délicieuse sensation. Et cet enchantement augmentait avec les jours.

Un soir d'été que la famille était réunie au frais dans le *patio*, Fernando, qui était là par hasard, peu intéressé par le bavardage de Bibiana et de trois ou quatre commères de ses amies, prit sa guitare et commença à chanter en s'accompagnant. A peine avait-il entonné le premier vers de la *copla*, que Niévès, se levant subitement, alla à lui et l'arrêta :

— Je t'en supplie, Fernandito, dit-elle, ne chante pas cela.

— Et pourquoi donc?

— Je ne sais pas. Tu n'es pas en voix ce soir,.. chante autre chose, je t'en prie!..

Elle était émue, tremblante : ce chant, avec son langoureux accompagnement, lui avait tout d'un coup rappelé un soir où, revenant avec sa mère de leur *hacienda* d'Alcalà, elle avait aperçu par la porte toujours ouverte de la Venta de la Cruz, Cándido chan-

tant au milieu d'une réunion d'amis; la voiture ne s'était arrêtée qu'un instant, mais elle avait eu le temps d'entendre :

Si mi corazon llegase
A pedirte una limosna
Y no tuvieses que darle
Dile con amor : perdona.

Si mon cœur s'approchait
Pour te demander une aumône,
Et que tu ne trouves rien à lui donner.
Dis-lui avec amour : Pardonne!

Elle voyait toujours le beau chanteur, la tête un peu penchée de côté sous le large chapeau de feutre, les yeux pleins de feu, mais tristes; elle entendait le bourdonnement de la guitare; enfin, la scène entière se détachait du noir de la nuit sur le fond blanc de la venta éclairé par une lampe antique, et tout cela, si simple, si familier dans son pays, lui causait une impression où il entrait un plaisir bien doux, si doux qu'il lui donnait envie de pleurer.

III.

Depuis l'excursion à Santa-Justa, Cándido n'avait cessé de venir chez doña Dolorès, sous prétexte de voir son ami Fernando. Ils passaient quelquefois des heures dans la chambre de ce dernier à fumer, bavarder et rire comme deux jeunes fous. De temps à autre, Cándido apercevait Niévès, qui semblait ne pas se douter de sa présence.

Fernando profitait de la compagnie de son ami pour faire le plus de bruit possible. On raclait des guitares, on chantait à tue-tête, on luttait, on se jetait même les premières choses venues d'un bout de la chambre à l'autre. C'était dans la maison, généralement si calme, un remue-ménage intolérable dont doña Dolorès finit un beau jour par se fâcher :

— *Virgen del Consuelo!* s'écria-t-elle comme le tapage était à son comble. Prend-on ma maison pour une taverne? Il me semble que Fernando pourrait bien voir ses amis ailleurs. Qu'ils aillent à la Perla, à la Campana, dans n'importe lequel de leurs antres, et nous laissent en paix! J'ai la tête rompue. On ne s'entend pas. Qu'en dis-tu, Bibiana? Peut-être les excuses-tu? Va donc plutôt leur dire de ma part qu'ils se taisent.

La cousine monta, et, prenant un air grave, fit une entrée majestueuse. Elle tomba au milieu d'une danse folle et n'avait pas encore ouvert la bouche que Fernando s'était élancé vers elle,

cherchant à l'entraîner dans une *habanera* de la plus haute fantaisie.

Tout en se débattant, Bibiana criait : — Hola! — Fernando répondait : — *Olé!* — et, tapant sur le dos de la guitare, Cándido hurlait : — *Viva la gracia!*

Parfaitement étourdie, la pauvre Bibiana cherchait à se faire entendre :

— Lâche-moi, Fernando! je n'en peux plus, tu as beau faire, je ne danserai que quand il me plaira. Allons, assez, ta mère, qui m'envoie, va croire que je suis aussi folle que vous, et elle montera.

Fernando s'arrêta, lâcha prise, et Bibiana, essoufflée, se tournant vers le torero :

— Mille excuses, don Manuel, d'interrompre votre divertissement : la señora Dolorès ne peut souffrir le bruit. Elle voudrait sans doute vous voir assis dans un petit coin jouant au *tresillo* (1). Quant à moi, je vous laisserais faire, mais je ne suis pas maîtresse de céans.

— Quel mal faisons-nous donc? demanda Fernando. Cousine, va dire que nous continuons, et qu'on nous laisse tranquilles. Ne suis-je pas dans ma chambre?

— Non, Fernando, interrompit le torero, cela ne se peut; la señora Dolorès a raison, vidons la place. Mon regret, ajouta-t-il en souriant, est de n'avoir pas eu pour danseuse ta cousine, qui me paraît merveilleusement agile.

— Bah! vous vous rencontrerez ailleurs, et qui sait? Bibianita retrouvera peut-être pour toi ces grâces et ces airs penchés qui tournaient jadis la tête à toute l'Andalousie.

— Tu n'es qu'un fou, Fernando, fit la cousine, sans quoi je me fâcherais. Maintenant que la commission est faite, je m'en vais. — Et elle redescendit dans le patio.

Niévès était silencieuse. — On le renvoie, pensait-elle, il ne reviendra pas, c'était pourtant ma seule manière de le voir... — Et elle continua de broder, mêlant un peu les fils d'or et les soies roses sur son ouvrage : une ceinture de soie de manille couleur de paille.

Cependant son frère et Cándido descendirent. Le torero vint saluer les femmes de son air dégagé, et faisait mine de se retirer quand la señora Dolorès lui adressa la parole, d'un ton légèrement piqué.

— Nous sommes enchantées de vous voir ici, don Manuel, mais avouez-le, vous serez plus à votre aise ailleurs?

(1) *Tresillo :* l'hombre, jeu de cartes.

Niévès se hasarda alors à parler :

— C'est la gaîté que vous chassez de la maison. Ils sont jeunes, maman, et aiment à s'amuser.

— S'ils sont jeunes, s'écria doña Dolorès, je le crois bien ! on dirait des enfans qui jouent au taureau dans la rue. Excusez ce que j'en dis, don Manuel, cela s'adresse surtout à mon fils, qui, je le crains, n'aura jamais le sens commun. Quant à toi, Niévès, tu n'es pas une tête en l'air, Dieu merci ! Il n'en faudrait pas deux de la sorte dans la même famille, et je suis étonnée que tu ne sois pas de mon avis.

— Voyez-vous, dit en souriant Niévès qui regardait Cándido, il faut être ici comme à l'église.

— Certainement, señorita. D'ailleurs la maison que vous habitez n'est-elle pas un temple ? et je sais bien l'autel devant lequel j'irais m'agenouiller.

— Trêve de gentillesses ! interrompit doña Dolorès, vous êtes un beau parleur, don Manuel, et ma fille, pour ne pas demeurer en reste avec vous, continuerait sur ce ton jusqu'à demain. Elle n'a jamais aimé le tapage, cette petite, mais il suffit vraiment qu'on dise quelque chose de galant à une jeune fille pour la faire changer d'opinion.

— Mais, maman, ne vous en déplaise, j'ai toujours aimé la gaîté, l'animation, — ainsi quand le soir, Bibiana et moi, nous allons aux boutiques de la calle Francos...

— Ah ! ah ! fit la cousine, te voilà bien changée. L'autre soir encore tu te faisais prier pour venir avec moi chez Camino, et quand nous y fûmes, tu étais déjà pressée de rentrer.

— J'avais sans doute mal à la tête. Tu verras une autre fois, ce soir, par exemple, si je ne te laisse pas tout le temps que tu voudras. J'ai, il est vrai, un tas de choses à acheter, ma robe de Pâques, entre autres.

Et comme elle parlait, ses yeux, malgré elle, cherchaient et rencontraient ceux de Cándido qui, s'inclinant et souhaitant aux trois femmes « les plus heureux après-midi, » quitta le patio, suivi de Fernando. Sous le *zaguan*, ils allumèrent leurs cigarettes, et s'en allèrent en causant faire un tour dans la calle Sierpès.

Fernando ne rentrait pas souper, et les femmes de sa famille faisaient seules ce repas léger composé principalement de sucreries qui ne réussissaient pas à gâter leurs belles dents blanches. La dernière meringue croquée, Niévès se leva, mit sa mantille, prit son éventail et se dirigea, accompagnée de Bibiana, vers la calle Francos, déjà remplie de monde.

On peut dire que toute la population féminine de Séville s'y promène aux premières heures du soir. C'est le grand moment des

boutiques, et il y en a de toutes sortes. Dans de petits réduits sombres, à la lueur vacillante des vieilles lampes, miroitent les grosses chaînes d'or et d'argent, les agrafes, les médailles travaillées à jour, les pendans d'oreilles, les bagues et toutes les breloques de la joaillerie populaire. Aux alentours de l'église du Salvador, les quinquets fumeux jettent des lueurs fauves sur les amas de mantes bariolées, d'*alforjas*, de selles à l'andalouse, sur les buffleteries de tout genre qui conservent, dans les campagnes et parmi le peuple, le vieux goût oriental. Quelques pas plus loin, et comme caché dans un coin sombre, se trouve l'étalage d'un vieil éventailliste, en forme de pyramides et de tours carrées. Dans le fond de la boutique, on aperçoit accrochés, collés contre le mur, les vieux modèles, les éventails à paillettes, à dessins galans, les éventails du commencement du siècle, qu'on se représente dans les mains des belles dames qui allaient applaudir Pepe Hillo et Montès; mais de tous les magasins de cette calle Francos, la rue la plus commerçante depuis le temps du roi saint Ferdinand, le moins pittoresque et le plus achalandé est celui des frères Camino. Par les grandes baies ouvertes sur la rue, on voit la foule des femmes de toutes classes examinant et remuant les étoffes, les rubans, les affiquets, tous les riens de la toilette, dérangeant tout le monde, bavardant à tort et à travers, exerçant la patience des commis, et s'en allant le plus souvent sans faire d'emplettes. C'était assez l'ordinaire de la cousine Bibiana.

— Regarde un peu, Niévésita, disait-elle, quelle jolie robe on ferait de cette soie à reflets! Cela siérait divinement avec une mantille blanche. Je trouve cette mousseline... Mais, *caraï!* il me semble que tu ne regardes que ce qui se passe dans la rue. Le mystérieux *novio* viendrait-il te lorgner?

Niévès n'entendait qu'à moitié : elle suivait des yeux les promeneurs qui passaient sans cesse devant la longue façade des magasins. Des bandes de jeunes gens, cigarette à la bouche, chapeau sur l'oreille, grosse canne à la main, allaient et venaient, causant, fixant au passage les jeunes filles qui, deux à deux, seules, ou avec une duègne quelconque, marchaient en se balançant, jouaient de l'éventail, et répondaient plus ou moins aux œillades qu'on leur lançait de tous côtés.

Pas l'ombre d'un torero! Niévès commença à croire qu'elle n'avait pas été comprise, et puis elle pensa qu'on l'avait oubliée. Le temps s'écoulait, Bibiana avait remué toute la boutique et, quand elles en sortirent, la foule diminuait. Il fallut accompagner la cousine jusqu'à la plaza del Pan, où elle avait une commission à faire et s'arrêter en route, causer, donner et recevoir des bonsoirs, tandis que

les uns après les autres, les marchands éteignaient leurs lumières et fermaient leurs volets. Niévès se sentait accablée : Cándido l'avait pourtant bien regardée cet après-midi quand, à l'étonnement de Bibiana, elle avait parlé d'aller à la boutique de Camino. Peut-être avait-il été retenu par quelque affaire? Une partie de plaisir à laquelle il ne pouvait manquer, ou bien plutôt n'avait-il pas quelque rendez-vous ailleurs? Niévès s'inquiétait. Par les conversations, les propos de la plaza et de mille autres manières, ne savait-elle pas que les toreros étaient fort recherchés par les femmes qui leur envoyaient des messages et des présens? Les filles de Triana, celles de la Maccarena, n'étaient-elles pas jolies? Absorbée dans ces pensées toutes nouvelles et déjà poignantes, Niévès suivait en silence Bibiana, tremblant un peu, et s'étonnant de tant penser à ce beau garçon avec lequel elle n'avait jamais fait qu'échanger quelques paroles et des regards timides. Puis, elle espéra encore le rencontrer au coin d'une rue, le temps d'entendre son bonsoir, d'y répondre, et elle aurait voulu ralentir le pas. Bibiana ne disait plus grand'chose, récapitulant en elle-même les cancans saisis au vol dans le courant des dernières conversations. Enfin elles arrivèrent dans la calle San-Isidoro et chez elles. Doña Dolorès était couchée depuis longtemps. Niévès monta droit à sa chambre, et, une fois là, tomba sur une chaise, heureuse d'être seule, mais triste pourtant et ne pouvant pas prier.

Les fenêtres étaient ouvertes, un souffle léger agitait les rideaux de mousseline ; l'air frais de la nuit attira Niévès du côté de la rue et elle s'assit sur le balcon, la tête appuyée dans ses mains, les coudes sur les genoux, toute enveloppée d'ombre.

La petite rue étroite était déserte et silencieuse, les murs blancs des maisons, caressés par les rayons de la lune, s'élevaient couronnés de terrasses solitaires vers un ciel plein d'étoiles. Rafraîchie par la brise, un peu calmée par ses réflexions, Niévès restait assise sur la pierre froide du balcon. Elle fut tirée de sa rêverie par des éclats de voix qui semblaient venir du bout de la rue, comme ceux de gens qui se quittent avant de rentrer chez eux, et puis elle entendit des pas cadencés qui se rapprochaient ; alors elle pencha la tête à travers les barreaux du balcon et vit une ombre noire et haute s'avançant dans la rue. C'était un jeune homme qu'à sa tournure et à sa démarche elle n'hésita pas à reconnaître. Cándido, en effet, marchant droit et fier comme à la tête de sa *cuadrilla*, se trouvait presque sous sa fenêtre. Niévès se recula dans l'obscurité, réprimant un cri, mais ressentant un plaisir indescriptible. Ses larmes se séchèrent sur ses joues, elle regarda de nouveau : le torero passait alors. Elle le vit lever la tête, ôter son chapeau d'un grand geste respectueux devant la porte de la maison, et sans changer

de pas, de la même allure, disparaître à l'angle que forment plus loin la rue et la place de San-Isidoro.

IV.

Deux jours s'écoulèrent: Niévès les trouva bien longs. Qu'attendait-elle? Elle ne savait trop quoi, et passait son temps à rêver, à se poser des questions, à se demander si c'était bien Cándido qu'elle avait vu passer sous sa fenêtre, saluer la porte de sa maison. Elle aurait voulu savoir de quel côté de la ville il habitait, afin d'être plus sûre qu'il avait fait un détour, que ce n'était pas par hasard qu'il était passé par la calle San-Isidoro. Enfin elle tâchait de se rappeler son geste. Le vent ne soufflait pas assez ce soir-là pour qu'il eût eu besoin de porter la main à son grand chapeau : il avait donc bel et bien salué sa demeure. Il n'était pas indifferent; peut-être même qu'elle lui plaisait. Puis elle se souvint de tous les bavardages de ses amies, des craintes, des espérances qu'on lui avait confiées : ses sentimens pour Cándido étaient tout autres. Il n'y entrait que peu ou point de coquetterie; quelque chose de plus sérieux, croyait-elle, lui remplissait le cœur, avec le désir de le montrer, de le prouver. L'idée de mariage la fit penser à sa mère. Elle savait doña Dolorès sévère sur ce point. Voudrait-elle jamais accepter pour gendre un torero? Alors Niévès se perdait dans des pensées tristes, décourageantes, et n'en sortait que pour revenir avec plus de tendresse à Cándido. N'était-il pas meilleur que les autres, non-seulement le plus beau, mais aussi le plus brave, et si noble et si loyal! Son frère lui avait raconté comme quoi dans les péripéties d'une corrida le héros de ses rêves avait sauvé la vie d'un de ses camarades sur lequel le taureau furieux s'était élancé. Cándido, s'interposant au péril de ses jours, avait retiré ce malheureux d'entre les cornes mêmes de la bête sauvage. Il avait sauvé cet homme qui était un rival, un ennemi. La générosité, la bravoure, la force, s'unissaient donc à la douceur, à ce charme dont elle ne savait se défendre: Cándido serait entré à ce moment-là, que Niévès se serait infailliblement jetée dans ses bras. Elle le savait et le craignait.

Cependant, depuis les observations de doña Dolorès, le torero n'était pas revenu. Fernando, qui aurait pu en donner des nouvelles, était constamment absent, sortant de bonne heure, rentrant tard ou point du tout, très occupé qu'il était d'une certaine Encarnacion, chanteuse de *Flamenco* chez Silverio, dans la calle Amor de Dios. Niévès se morfondait dans l'attente d'une circonstance qui mettrait Cándido sur son chemin.

La señora Dolorès ne pouvait manquer de s'apercevoir du changement qui se faisait en Niévès; elle s'en ouvrit à Bibiana.

— Ne crois-tu pas, lui dit-elle, que ma fille a quelque amour en tête?

— J'en suis absolument sûre, répondit la cousine; qui mieux que moi connaît ces symptômes?

— J'ai lieu de croire, continua la señora, que le petit Carrasco tourne autour d'elle. Fait-elle attention à lui? C'est un excellent parti, et il m'est revenu que sa famille verrait la chose d'un bon œil. On le dit raisonnable, et il n'est pas mal de sa personne.

— Ce freluquet épouser Niévès, y penses-tu, Dolorès?

— Eh bien, puisque ce n'est pas le petit don Tomas, qui est-ce? Tu dois pouvoir me le dire?

— Niévès aime, cela va de soi, mais elle ne m'a pas encore fait ses confidences.

— Alors, Bibianita, je te charge de me découvrir l'amoureux; je suis inquiète de voir à ma fille cette mine anxieuse et je voudrais pouvoir la consoler, l'aider, car je suis sûre qu'elle a bien placé son cœur.

Sur ce, la señora Dolorès, qui était bonne ménagère, s'en alla tout en haut de la maison dans une grande chambre sous l'*azoteo* (terrasse formant toit). Elle y serrait des choses de toutes espèces, et son occupation favorite était de s'y enfermer, d'ouvrir les grandes armoires et de visiter leurs rayons chargés de linge et de boîtes, de bouteilles, de bocaux, de pots de faïence, contenant des sirops, des confitures, des douceurs et des médecines, qu'à certains jours elle faisait elle-même et comme mystérieusement d'après des recettes que lui communiquaient des carmélites, dont la célébrité en ce genre était proverbiale.

Bibiana, qui plus encore que doña Dolorès était curieuse des affaires de cœur de Niévès, s'en fut, tout de suite, la trouver dans sa chambre, où depuis quelques jours elle aimait à se retirer.

La bonne humeur de Bibiana égayait tout endroit où elle mettait le pied. Niévès la reçut bien, mais ne quitta pas son air grave et préoccupé: le bavardage de la cousine ne parvint pas à la distraire. Alors Bibiana changea de ton:

— Niévès, à ta mine il me semble que tu as quelque chose à me dire.

Niévès n'échappait pas au regard inquisiteur, mais elle sentait en même temps la bienveillante influence de Bibiana. Elle ne rougit pas, et, décidée à vaincre son embarras, résolut de parler ouvertement.

— Bibiana, lui dit-elle, veux-tu me donner un conseil?

— Des conseils, j'en ai plein mes poches, cela ne sert généralement pas à grand'chose.

— T'en a-t-on donné autrefois, quand tu voulais épouser ce jeune homme, au Puerto?

— Comme tu te souviens de ce qu'on te dit! Non, ma chère, je n'ai pas demandé de conseils. J'ai été enlevée, tout de suite, non pas par lui, hélas! mais par mes parens qui m'ont emmenée à Ecija et mise en pénitence, comme un enfant!

— Tu l'as donc bien regretté?

— Oui, il faut l'avouer, et encore à l'heure qu'il est, quand j'y pense, je ne sais quelle tristesse reprend le dessus; il me semble que j'aurais été si heureuse,.. malgré tout. Je l'aimais tant! On me disait que j'étais au-dessus de lui, et je le trouvais bien supérieur à moi. Ah! tu ne sais pas, petite, et Dieu veuille que tu ne saches jamais ce que sont ces momens-là.

Et la cousine, les yeux mouillés de larmes, regardait Niévès avec émotion.

— On a pu me donner toutes les raisons du monde, continua-t-elle, me prouver qu'il me trompait, qu'il se moquait de moi, qu'il ne valait rien ; je n'ai pas pu changer : mon amour est resté là.

Et la cousine se frappait la poitrine.

Niévès s'était rapprochée et lui avait passé les bras autour du cou, en la regardant avec ses beaux yeux pleins de tendre pitié :

— Comme tu as dû souffrir, ma pauvre Bibianita! dit-elle. Tu ne voudrais pas qu'il m'arrivât la même chose. Je t'ai parlé d'un conseil à me donner, et ce n'est pas un conseil que je te demanderai maintenant : j'ai besoin que tu m'aides.

Bibiana releva subitement la tête, essuya ses larmes, et fixa sur Niévès ses gros yeux.

— Il faut que tu fasses savoir à Manuel Cándido...

— Cándido, le torero?

— Le torero.

— Le torero! *Ave Maria purissima!* cria Bibiana.

— Que je l'aime et veux le lui dire moi-même, le plus tôt possible.

— Jésus! que dis-tu, ma fille! Cándido!.. et ta mère? A l'instant elle me parlait de toi, de ton mariage. Dieu sait ce qu'elle pensera! J'étais folle de te raconter mes histoires. J'aimais Eduardo pour sa jolie figure. On a bien fait de m'empêcher de l'épouser. C'était un coureur, un aventurier! *Ay de mi!* voilà comme tu te sers de moi, de mes moindres paroles... Mais je ne t'ai rien dit,

petite sotte... rien pour te conseiller... Cándido!.. qui l'aurait cru?

Et Bibiana se levait, s'agitait, se trémoussait dans tous les sens.

— Tu m'as aidée à me confesser, reprit Niévès, je t'en remercie, et pour la peine je vais t'embrasser. Maintenant tu vas me rendre un service...

— Ah! çà, crois-tu par hasard que je me mêlerai de cette affaire?

— Pas encore; il faut seulement que Cándido sache ce que je pense.

— Et sais-tu au moins ce qu'il pense de toi?

— Je crois que oui.

— Mais tu peux te tromper, tu ne connais pas les hommes; et ta mère, ta mère, Dolorès, que dira-t-elle? Tu sais qu'elle se lamente toute la journée à propos de ton frère qu'elle croit perdu par son goût pour les taureaux.

— Ce ne sera pas la première fois, Bibianita, que tu arrangeras nos différends. Quand maman verra qu'il y va de mon bonheur...

— Petite, as-tu au moins réfléchi?

— J'ai prié.

Bibiana tourna encore une fois autour de la chambre, en levant ses bras au ciel, et revint auprès de Niévès, lui disant d'un air à moitié fâché :

— Je ne peux pourtant pas faire tes commissions à ce Cándido du diable! Me vois-tu courant au Suizo, à la Perla, ou l'abordant dans la calle Sierpès : « Beau cavalier, j'ai une cousine belle comme le jour, qui se meurt d'amour pour votre seigneurie. »

Niévès sourit à la mine comique avec laquelle Bibiana débita cette dernière phrase et lui répondit :

— Je ne t'en demande pas tant, tu le sais. Bonsoir, petite cousine, qui, n'ayant pu réussir à faire son bonheur, ne pense qu'à travailler à celui des autres.

Et la belle Niévès retourna à ses rêveries, cette fois toute souriante.

V.

Cette année-là, le printemps, né de bonne heure, avait été pluvieux en ses commencemens, mais, la saison s'avançant, le soleil reparut brillant d'un nouvel éclat dans un ciel pur de tout nuage

et profondément bleu. La terre rafraîchie déployait rayonnante son tapis de jeune verdure tout parsemé de fleurs : aux champs, l'air suave et léger était traversé par le vol joyeux des oiseaux ; on entendait sur les coteaux de l'Alfarache les douces et mélancoliques cantilènes des paysans au travail sous les oliviers ou dans les vignes. A la ville, chaque balcon avait son jardin suspendu, où les œillets et les jasmins mêlaient leurs parfums, les fontaines des patios chantaient allègrement parmi les roses : tout respirait la joie sans mélange et sans crainte de l'avenir. On était déjà en avril, les Pâques de Résurrection approchaient, et, après les processions de la semaine sainte, recommenceraient les courses de taureaux.

On ne parlait guère d'autre chose à Séville. Les *empresas* avaient fait leur choix. On savait qu'une telle avait retenu Lagartijo, une autre Cándido, une troisième le fameux Frascuelo, et les *aficionados* se disputaient sur les différens mérites des *espadas* et de leurs *cuadrillas*. De tous côtés apparaissaient des toreros ; sur les places, dans les rues, dans les cafés, on ne voyait qu'eux se dandinant dans leurs vestes de velours, le chapeau sur l'oreille, la grosse canne à la main, faisant l'admiration de la foule et l'ébahissement des étrangers qui arrivaient en grand nombre pour assister aux fêtes.

A la Perla, un café de la place Neuve, au coin de la calle Tetuan, les toreros se réunissaient souvent le soir. Quelques amis privilégiés venaient s'asseoir à leurs petites tables et les passans s'arrêtaient à les regarder, à travers les barreaux des fenêtres. Cándido était là avec Cocalès, de la *cuadrilla* du Chato, et son picador Garlochi, une espèce de gitano, colosse à petite tête, qu'il affectionnait particulièrement. Cándido parlait à peine ; le coude sur la table, la tête appuyée sur la main, le chapeau relevé de côté, et la cape brune galonnée rejetée sur le dos de la chaise, il fumait du bout des lèvres sa cigarette tordue et regardait en l'air, ne faisant pas même attention aux questions de métier qu'on débattait devant lui. Ce fut en vain que Cocalès chercha à lui faire donner une opinion : il répondait à peine et distraitement. Don Manuel était amoureux.

Bien des fois il avait cru l'être depuis le temps où, pauvre petit *chulo*, il était recueilli pour sa bonne mine, et en souvenir du torero son père, par la cuadrilla du célèbre et malchanceux Tato. Il avait eu des tendresses pour toutes sortes de filles rencontrées sur son chemin. Plus tard il avait cru aimer en cherchant le plaisir avec ardeur, avec une rage jalouse, un peu en sauvage, et ces passions s'en étaient allées comme elles étaient venues. Les con-

quêtes avaient été nombreuses, variées, faciles pour ce beau garçon devenu l'idole du peuple sur la plaza, et, s'il n'avait pas été un peu plus discret que ne sont en général les Andalous, il aurait pu raconter bien des aventures. Il s'était cru pris au cœur quelquefois, mais il n'avait conservé de ces liaisons que des souvenirs confus et vagues que dispersait peu à peu, comme des nuages, le soleil de Niévès se levant dans toute sa radieuse pureté. La charmante sœur de son ami Fernando ne ressemblait en rien aux femmes qu'il avait connues; il sentait en elle quelque chose de supérieur qui descendait jusqu'à lui, enveloppant tout son être du charme exquis d'un amour nouveau, d'un amour inconnu où il entrait presque de la gloire.

Tout à leur conversation, les compagnons de Cándido faisaient peu d'attention à son silence. Seul, Garlochi, qui, comme un chien fidèle, ne le quittait pas des yeux, s'en était aperçu, et quand Cándido, prenant congé de tous en leur souhaitant les plus heureuses nuits, s'en alla, le picador voulut le suivre et le questionner. Cándido fit un geste pour l'éloigner en lui disant:

— Tu sais: demain matin à huit heures, le train de Cordoba; ne fais pas de sottises ce soir.

Ils se serrèrent la main, et Cándido, traversant la foule des gamins qui le suivaient, en le nommant et en se le montrant les uns aux autres, gagna cette calle Sierpès, où l'on revient toujours pour peu qu'on se promène dans Séville.

Il aimait. Était-il aimé? Niévès pensait-elle à lui? Il fallait la voir, l'interroger, mais comment? Et, tout en marchant au hasard, il tournait mille projets dans sa tête et prenait une petite rue qui s'ouvrait à sa gauche.

Il se trouva tout à coup sur la plaza del Salvador et, à son étonnement, nez à nez avec Bibiana.

— Bonne rencontre, don Manuel! dit-elle en regardant Cándido d'un air malicieux. J'étais allé voir la Rosario, mon amie, qui vient d'accoucher, et j'en suis bien récompensée, car voici que je me cogne contre ce que je cherchais depuis des jours.

— Moi! vous me cherchiez, señorita?

— J'ai à vous parler.

— Et de quoi donc?

— J'ai à vous dire, — n'allez pas être trop présomptueux, — j'ai à vous confier qu'on est un peu triste chez nous depuis que vous n'y venez plus.

— Mais la señora Dolorès...

— Il s'agit bien de Dolorès, ne faites pas l'ignorant, vous savez bien de qui je veux parler. — Mais j'en ai assez dit, et il ne me

plaît pas qu'on me voie à cette heure avancée causer dans la rue avec un homme aussi compromettant que vous.

— Je meurs pourtant d'envie de vous embrasser. Rien qu'un seul petit baiser, Bibianita de mon âme!

— Ce sera pour demain. Bonne nuit!

— Restez! Je m'en vais demain à Cordoue pour mes affaires, et je n'ai chance de vous revoir avant bien des jours.

— Allons, je ferai votre commission.

— Quelle commission?

— Suis-je une bête? Est-ce que je ne la devine pas? cria Bibiana en s'enfuyant.

On aurait dit qu'elle avait quinze ans, tant elle était légère et marchait vite. Elle arriva à la maison de la calle San-Isidoro comme Niévès, avant de se coucher, peignait ses beaux cheveux devant un petit miroir accroché au-dessous d'une grande image dorée de Notre-Dame des Neiges (*Nuestra-Señora de las Niévès*), sa patronne.

— Comme te voilà essoufflée! dit-elle à la cousine.

— Je n'en peux plus! fit Bibiana en tombant sur une chaise les mains pendantes, mais... il t'aime!

— Tu l'as vu?

— Je l'ai vu, je lui ai parlé. J'ai bien chaud; mais, crois-moi, il t'aime.

— Je le crois.

— Mais il s'en va pour quelques jours à Cordoue, — des affaires,.. je ne sais quoi.

— Mon Dieu! faudrait-il encore attendre?

— *Ave Maria!* que tu es donc pressée!.. Ne sais-tu pas, petite sotte, que ces momens-ci, ces attentes, ces espérances, c'est ce qu'il y a de meilleur dans la vie!

Séville devint insupportable à Niévès dès qu'elle n'eut plus l'espoir d'y rencontrer Cándido. Aussi profita-t-elle avec empressement d'une occasion d'aller passer quelques jours à Carmona, où des amis de sa mère l'invitaient. Son arrivée dans la vieille ville fut fêtée. On l'entoura de soins et d'attentions délicates. Elle se sentit admirée et aimée, s'amusa même des soupirans qu'elle attirait aux *tertulias* (réunions) du soir. Mais ses meilleurs momens furent ceux où, libre de sortir, elle s'en allait rêver autour des vieux murs du grand château mauresque dont les souvenirs historiques lui importaient peu. Elle faisait et refaisait sans cesse la courte histoire de son amour, et, dans toutes les pensées qu'elle lui suggérait, il entrait un sentiment de dévoûment. Elle était décidée à lier son sort à celui de Cándido, quel qu'il fût. Elle revint à Séville pour la semaine sainte.

— Le bel oiseau est de retour, lui avait écrit Bibiana dans un griffonnage que des yeux amoureux seuls pouvaient déchiffrer.

VI.

Jamais la promenade des Délices n'avait mieux mérité son nom que le dimanche des Rameaux, au lendemain du retour de Niévès à Séville. Le temps était radieux; aussi accourait-on de tous les côtés. Les gens de Triana traversaient leur fameux pont et descendaient lentement le long du fleuve, par la Marina, en passant devant la Tour de l'Or et en s'arrêtant dans le Salon de Cristina, joli jardin plein de fleurs et d'ombrages, situé juste en face la longue façade du palais de San-Telmo. De petits groupes s'y formaient et, çà et là, un jeune homme et une jeune fille dansaient l'un en face de l'autre aux sons d'une guitare de rencontre : souvent quelque passant, mis en belle humeur par cette fête improvisée, lançait dans l'air les sons gutturaux d'une *copla* gaie et moqueuse, amoureuse ou mélancolique, de Seguidille ou de Malagueña. D'autres promeneurs arrivaient en foule du côté qu'on nomme toujours la porte de Jerez, quoiqu'il ne s'y trouve pas vestige de cette antique entrée de Séville, et suivaient la longue double allée entre le Guadalquivir et les bosquets d'orangers de San-Telmo, enfermés dans leurs grilles dorées et fleurdelisées à outrance. On s'asseyait un peu partout pour regarder le défilé des attelages de toutes sortes : les vieux carrosses traînés par des mules, les voitures légères à l'andalouse et les véhicules à la mode étrangère, au beau milieu desquels caracolaient, sur de beaux chevaux, les jeunes gens, les officiers de la garnison. La longue file roulait lentement; des conversations s'établissaient d'une voiture à l'autre, chaque jeune fille ayant son *novio* à la portière, et les propos galans s'échangeaient à l'envi. D'ailleurs, l'allégresse était dans l'air pur et délicieux; une brise légère effleurait les eaux tranquilles du fleuve, qui s'étendaient miroitantes au loin, faisant une courbe élégante à travers les prairies, sous les coteaux de l'Alfarache. Sur la promenade, aux abords d'un petit café où l'on débitait des glaces et des boissons fraîches, la foule grossissait; quantité de gens s'étaient assis et attablés. Mais tout le monde, tant la presse était grande, n'avait pu se faire servir, et un groupe de personnes qui étaient dans ce cas se contentaient de voir passer piétons et voitures. C'étaient don Baldomero Rodriguez, un gros bourgeois de Séville, et ses deux filles. Ils avaient amené avec eux Niévès del Rio, et les trois jeunes personnes, qui ne cherchaient aucunement à attirer l'attention, ne laissaient pas d'être fort regardées. Les filles de don Baldomero, avec leurs beaux yeux bruns, des cheveux

très sombres ombrageant des visages à la peau fine, mais foncée, formaient le contraste désirable avec le genre de beauté de Niévès, qui se trouvait assise entre elles deux.

Niévès avait une séduction particulière dans l'ensemble de sa personne, dont les détails étaient charmans : il y avait quelque chose de rêveur et de pénétrant dans ses grands yeux, d'un bleu gris indéfinissable, qui éclairaient doucement son pâle visage; les boucles de sa chevelure jetaient comme des lueurs dorées sous la mantille de blonde noire que relevait un gros bouquet d'œillets roses; de ses jolies mains, un peu longues, mais fines et adroites, on le voyait à leur moindre mouvement, elle jouait d'un grand éventail de papier, tandis qu'elle écoutait souriante les remarques, les plaisanteries de ses amies Conchita et Purita.

— La jolie bande de petits poulets! s'écriait cette dernière, comme plusieurs jeunes gens, des plus élégans, passaient devant elles en les regardant du coin de l'œil. Regarde donc, Niévésita, c'est à toi, ma chère, qu'ils en veulent.

— En voilà un qui rougit, continua Conchita. Ne serait-ce pas ton *novio*, ce petit, à gauche, qui cherche à friser son invisible moustache et porte un chapeau de paille anglaise?

— Il ne te plaît pas? s'empressa de demander Niévès à son amie, par manière d'interruption.

— Pas du tout, répondit Conchita. Mais, tiens, il m'a tout l'air de vouloir s'arrêter; il est timide, le pauvre petit, et toi, tu fais la mystérieuse.

— Niévès ne nous dira jamais rien, reprit Purita; crois-moi, c'est son *novio*, Tomas Carrasco. Mais, devant nous, elle ne lui fera pas même un petit signe d'encouragement.

Niévès ne se donnait pas la peine de répondre aux attaques des filles de don Baldomero; mais la présence de Tomas Carrasco, qui ne cessait de passer et de repasser devant le café, l'embarrassait un peu.

Les deux sœurs continuaient leurs remarques :

— Il s'éloigne, disait Conchita.

— Il soupire, disait Purita. Qu'en dis-tu, Niévès?

— Que les soupirs sont de l'air et s'envolent.

— Pour moi, dit Conchita, je suis sûre qu'il t'aime, Niévésita, et que vous vous êtes donné rendez-vous ici.

Sur ce, le frère de Niévès, Fernando, arriva en veste courte et grand chapeau, affectant l'air torero, mais si jeune et si avenant qu'on ne pouvait s'en moquer.

— On ne s'attendait pas à vous revoir jamais, lui dit en riant Conchita. Il paraît que vous préférez l'autre côté de la rivière à celui-ci.

Souriant à cette allusion à ses amours avec Encarnacion, qui habitait à Triana, Fernando lui répondit, avec un grand salut exagéré :

— Je n'aime que le côté où vous vous promenez, señorita; laissez-moi m'asseoir auprès de vous, ne pouvant, à mon regret, me mettre à vos pieds.

Et, s'installant sur une chaise, il engageait une conversation, quand réapparut don Tomas, décidé cette fois, semblait-il, à parler. Il s'approcha de Fernando, qui, sans attendre son salut, lui cria :

— *Buenas tardes!* Voilà ma sœur. C'est bien elle que vous cherchez ici, n'est-ce pas? Niévésita, ce jeune *caballero* désire te dire quelque chose.

— Señorita, s'empressa d'ajouter Carrasco, de crainte de perdre courage, vous avez encore plus belle mine qu'avant votre départ, car j'ai su que vous étiez allée passer quelques jours à Carmona...

Niévès répondit par un petit signe de tête. Enhardi, don Tomas, après s'être tenu debout quelque temps, se mit à chercher un siège qui lui permît de faire sa cour plus commodément; mais Niévès, tout en répondant aux questions qu'il lui adressait, ne l'encourageait guère. Elle finit même par se tourner du côté de son frère, qui divertissait fort Conchita et Purita, ainsi que le vieux don Baldomero, toujours prêt à s'égayer. Au loin, dans la foule qui se mouvait du haut en bas de l'allée, on distinguait la haute silhouette de Cándido. Niévès sentit battre son cœur, et l'inquiétude qui l'avait prise depuis qu'elle était à la promenade, l'anxiété de l'attente incertaine, qu'elle dissimulait sous des sourires, disparurent. Heureuse jusqu'au fond de l'âme, elle répondit sans y prendre garde à don Tomas, et ses réponses, vagues un moment, devinrent les plus aimables du monde.

En passant devant le café, Cándido s'arrêta. Fernando se leva pour lui serrer la main, tandis que tous les yeux se tournaient vers le torero, personnage si connu à Séville.

— *A Dios*, señorita Niévès, dit Cándido en faisant le salut de la *plaza*.

— *A Dios*, répéta Niévès, le regardant sans embarras.

Don Tomas était resté là un peu ébahi; il ne comprenait qu'à demi et s'entêtait à ne pas se retirer. Il ne lui semblait pas possible qu'on lui préférât un torero. Cándido était un peu ennuyé de voir ce petit jeune homme à mine d'amoureux assis auprès de Niévès. Elle s'aperçut de son mécontentement, quoiqu'il cherchât à ne pas le marquer et qu'il semblât lui dire : — Vous êtes belle, vous avez le droit de faire ce qu'il vous plaît; mais pourquoi garder auprès de vous ce petit bonhomme, qui en est indigne? Quant à moi,

je n'aime à voir aucun homme à vos côtés. — Et leur conversation souffrit de cette gêne mutuelle.

Le temps passait. De l'autre côté de la rivière, le vieux couvent de San-Juan d'Alfarache se dorait aux derniers rayons du soleil, l'air devenait très frais et les promeneurs rentraient en ville. Don Baldomero donna le signal du départ en se levant et se dirigeant vers la porte de Jerez. Ses filles suivaient avec Fernando, qu'elles ne voulaient quitter que le plus tard possible. Niévès et Cándido restèrent un peu en arrière. Ils marchaient l'un à côté de l'autre en se regardant, en cherchant à se parler. Comme ils entraient dans la calle de Maese-Rodrigo, Cándido lui dit :

— Ne vois-je pas votre cousine, là-bas?

— C'est elle, en effet, répondit Niévès. Bibiana avait promis de venir à ma rencontre. Quels bons yeux vous avez!

— Il le faut. Où serais-je sans mes yeux?

— Voyez-vous pas la nuit, comme les chats?

— Que voulez-vous dire?..

— Je me souviens... — et Niévès, en souriant, ajouta : — Prenez ces propos et ces questions pour ce qu'ils valent; ce sont choses qu'on dit un peu à tort et à travers, quand le cœur est content et qu'on ne sait comment exprimer sa satisfaction.

— Ne pourrons-nous pas un jour causer plus librement?

— Je le voudrais, don Manuel, car j'ai bien des choses à vous dire.

— Vraiment? et moi aussi. Je passe quelquefois, le soir, dans votre rue : les maisons ont des grilles bien hautes et bien serrées...

— Et pourtant vous passez.

— Oui, je passe, et je salue la petite chapelle de la sainte que je sers.

— Ah!

Des éclats de rire retentissaient : sans doute l'arrivée de Bibiana, qui venait de rejoindre don Baldomero et ses filles, avait inspiré quelque folie à Fernando. Ils se trouvaient sur la petite place du *Trionfo* entre la cathédrale, la Lonja, et les murs orangés de l'Alcazar. Don Baldomero, qui demeurait dans ce labyrinthe de petites rues, qu'on nomme encore *la Moreria*, prit congé, ainsi que ses filles, qui auraient voulu suivre Fernando.

— Faut-il vous dire adieu, aussi, señorita Niévès? demanda Cándido.

— Et pourquoi cela? dit Fernando. Bibiana, voudrais-tu chasser Cándido? Il me semble pourtant que tu lui fais des yeux doux.

— C'est bien! c'est bien! répondit Bibiana; mais nous n'allons pas courir ainsi au hasard dans les rues.

— Qu'à cela ne tienne, Bibianita, nous sommes à deux pas du *tio* Ramon; entrons prendre quelque chose.

A l'entrée de la calle Sierpès, sous une arcade formant le coin de la rue et de la place San-Francisco se trouvait la boutique du pâtissier asturien, le *tio* Ramon, qui était toujours remplie de monde. Ils montèrent au premier étage où il y avait des tables vides; Fernando tapa dans ses mains, le Galicien qui servait reçut les ordres et au bout de quelques instans apporta sur un plateau immense une pyramide de gâteaux et des verres pleins d'eau fraîche.

— Excellente chose, s'écria Bibiana, en avalant l'un après l'autre des gâteaux à la crème qu'on avait entassés sur son assiette.

— Je m'en vais être obligé de te faire la cour, Bibiana, dit Fernando; ne vois-tu pas que Cándido et Niévès ne s'occupent plus de nous?

— Et nous ne pouvons pas rester ici jusqu'à la nuit. J'ai fini, partons, Fernando, Niévès, don Manuel...

Quand il s'agit de payer, Cándido et Fernando mirent tous deux la main à leurs ceintures, mais Fernando fut le premier à retirer de la sienne une poignée de pièces d'or; il les jeta sur la table et finit par en prendre une négligemment, qu'il donna au Galicien, qui lui rendit sa monnaie en pièces et papiers de toutes espèces.

Cándido se récria; et comme il descendait l'escalier, petit et étroit, passant devant Niévès, il lui dit :

— Je ne peux donc rien faire pour vous?

— Si, répondit-elle; venez ce soir, je serai à ma fenêtre, après onze heures.

— La fenêtre est si haute!

— Qu'en savez-vous?

— Au moins, je vous reverrai.

Ces mots furent dits rapidement, en descendant l'escalier, et Cándido sentit la main de Niévès s'appuyer sur son épaule, tandis qu'elle se plaignait de la hauteur des marches. Il n'eut qu'à retourner la tête pour y déposer un baiser. Il parut à Niévès que ce baiser restait gravé entre ses doigts fluets, et, en rentrant chez elle, tout en causant avec Bibiana, elle portait sans cesse cette main à ses lèvres.

VII.

Ce soir-là, il y avait *tertulia* chez doña Dolorès. Le vieux chanoine don Perfecto Buenavides, des amies de Bibiana, doña Modesta Pineda, sa fille Ignacia, et Milagros Serrano, une vieille femme qui vivait toute seule dans une grande maison de la calle

Armas, s'entretenaient dans la salle du rez-de-chaussée ornée de rideaux de damas rouge et de tableaux religieux, fort noirs de couleur dans des cadres dorés. A l'air malin avec lequel la regardait le vieux chanoine, Niévès craignait qu'il ne fût allé, lui aussi, se promener aux Délices, et elle s'attendait à quelque plaisanterie embarrassante. Elle se demandait comment doña Dolorès prendrait la chose, et ce qu'elle ferait, elle, Niévès, pour lui en parler. Ce fut son unique pensée et elle crut que ces braves gens ne s'en iraient jamais.

Don Perfecto resta le dernier. Il la regardait d'un air narquois. En s'en allant, il lui prit le menton, et lui donna du bout des doigts une tape sur les joues, en disant :

— Quand marierons-nous cette petite fille-là, doña Dolorès?

— Dieu le sait ! répondit-elle, ma fille ne me prend pas pour confidente, seigneur chanoine.

Il partit enfin, bien embossé dans sa cape noire, le long chapeau ecclésiastique un peu de côté sur sa tête fine. Don Perfecto avait été militaire dans sa jeunesse et gardait sous sa robe de prêtre, malgré sa corpulence, un air un peu cavalier. Les visiteuses s'en étant allées peu après, Niévès et doña Dolorès montèrent dans leurs chambres. Bibiana leur cria, comme elles montaient l'escalier, des bonsoirs répétés et des souhaits pieux pour la nuit. Puis la petite cousine se rendit à la cuisine pour voir si Martirio l'avait laissée en ordre. Elle fureta un peu partout et vint fermer la lourde porte bardée de fer qui donnait du *zaguan* dans la rue. Tout en la poussant :

— Fernando reviendra-t-il ce soir ? se disait-elle. Certainement non, le galopin ! — Et elle monta se coucher à son tour.

Au dehors, dans la tranquillité de la nuit et le silence de la rue, on entendait les pas un peu lourds du *sereno* (veilleur de nuit), qui, pique et lanterne à la main, faisait sa ronde, s'arrêtant de temps à autre, et annonçant d'une voix traînarde :

Ave María purísima
Las once y sereno.

Il disait vrai, la nuit était sereine, un peu sombre, mais douce comme une nuit d'été et parfumée de toutes les odeurs printanières.

En haut, dans sa chambre, au coin de la rue et du jardin, le temps paraissait infini à Nievès. Elle allait à chaque instant écouter et regarder à la fenêtre de la rue, qu'elle avait laissée mi-close, et puis elle revenait s'asseoir près de son lit. Il lui semblait qu'elle

attendait en vain, que quelque obstacle avait surgi pour empêcher Cándido de venir, et puis elle se levait en sursaut, le cœur battant, croyant avoir entendu son pas, volant de nouveau à la fenêtre, d'où elle ne voyait rien venir. Elle finit par s'imaginer que l'heure était passée, et, en cherchant sa montre pour s'en assurer, elle se trouva devant le petit miroir au cadre doré, au-dessous de l'image de *Nuestra-Señora de las Niévès*. Il venait de la sacristie de la Chartreuse de Triana; doña Dolorès l'avait acheté, comme souvenir, à un brocanteur qui trafiquait de ces objets d'église. Instinctivement Niévès prit le *velón* (1) de cuivre qui était sur une table, le souleva jusqu'auprès du petit miroir, et se regarda dans la glace un peu verdâtre. Elle s'aperçut de l'émotion qui était peinte sur son visage par l'attente, l'espérance et l'amour. La crainte lui vint alors de n'être pas assez belle, elle passa ses mains dans les boucles de sa chevelure en découvrant ainsi un beau front droit et pur qui, avec un nez court, mais d'une finesse extrême, formait la plus jolie ligne imaginable. Elle avait reposé le *velón* sur la table, quand elle entendit dans le haut de la rue des pas cadencés. Cette fois, elle ne pouvait pas se tromper, elle s'élança vers la fenêtre et l'ouvrit toute grande. Au pied du mur, au coin formé par la maison et le jardin, se dressait une ombre enveloppée dans une cape bleue, comme le manteau de la nuit.

— Don Manuel!.. Manolito!.. dit-elle en se penchant un peu hors du balcon pour mieux voir, et modérant sa voix à mesure : — Manuel!.. c'est vous, Manuel?

L'ombre avait fait un mouvement et rejeté en arrière les plis de sa cape qui lui remontait jusqu'aux yeux. La haute et svelte tournure de Cándido apparut sans qu'on vît distinctement son visage, dont les yeux brillaient pourtant dans l'obscurité.

— Je vous vois à peine.

— Vous êtes si haut perchée, señorita, que ma voix n'arrivera peut-être pas jusqu'à vous.

— C'est vrai, mais au moins, ici, je n'ai pas de barreaux qui me gênent pour vous voir.

— Ah! si je pouvais seulement monter jusqu'à vous? Ne me tendriez-vous pas pour m'aider cette petite main blanche?..

— Qui sait, je vous la donnerais peut-être, audacieux que vous êtes!

— Alors, je monte.

— N'en faites rien, j'ai trop parlé...

— Comment! vous seriez capable de me reprendre le bien que vous m'avez donné!

(1) *Velón:* lampe ancienne à plusieurs becs, d'usage immémorial en Andalousie.

— Oh! non, je n'ai qu'une parole, vous voyez clair dans mon cœur.

— Et après?

— Après, cela ne dépend plus que de vous.

— Vous diriez vrai? mais vous ne me donnez que des espérances : les espérances engendrent des illusions et les illusions s'envolent dans l'air du matin, comme dit la *copla*. Et moi, j'écarquille les yeux pour vous voir, c'est à peine si j'aperçois votre ombre sur ce maudit balcon. Tenez, señorita Niévès, vous êtes si haut qu'il me semble que je fais la cour à une étoile et qu'elle se moque de moi!

— Comment se moquerait-on d'un beau et brave garçon comme vous, Cándido?

— Hélas! quel est le beau garçon qui n'a pas été désappointé... au moins une fois.

— Si je pouvais descendre pour vous regarder entre les deux yeux, vous verriez si je suis sincère, mais la porte est fermée, et je n'ai pas d'échelle.

— Il faudra bien que j'en trouve une, ou je saurai m'en passer; je ne reste pas ici à me morfondre.

Cándido avait fait quelques pas et de l'œil mesurait le mur. La chambre de Niévès, au premier étage, formait le coin de la maison sur la rue et le jardin. Du côté de ce jardin et tout au-dessus du mur qu'examinait Cándido, il y avait une fenêtre.

— Que faites-vous? lui demanda Niévès.

— Je monte, répondit-il en désignant du doigt le mur du jardin, allez m'attendre à l'autre fenêtre.

Un peu effrayée, Niévès n'eut que le temps de s'élancer d'une fenêtre à l'autre. Elle arriva à celle du jardin pour voir Cándido, débarrassé de son chapeau et de sa cape, qu'il avait jetés sur le pavé de la rue, prendre son élan, sauter et retomber à cheval sur le mur comme sur la *barrera* de la *plaza* de taureaux, avec autant d'aisance et de grâce. A peine l'avait-elle vu qu'il se leva sur le mur et fit quelques pas en équilibre qui l'amenèrent si près de la fenêtre où elle se tenait qu'il pouvait presser la main qu'elle lui tendait.

— Fou que vous êtes! Pourrez-vous seulement vous tenir ainsi?

— Il me pousse des ailes!

— Je vous défends de monter plus haut; si vous me désobéissez, je ferme la fenêtre.

— Il en sera comme vous voudrez, Niévésita.

Elle souriait, accoudée au balcon, s'abaissant vers lui. D'une

main, il s'appuyait contre le mur de la maison, de l'autre il cueillait sur un oranger des fleurs blanches à peine entr'ouvertes. Elle les prenait sans rien dire : un silence plein de douceur s'était établi entre ces deux beaux êtres rêveurs et amoureux. Niévès le rompit la première : « Il me semble, dit-elle, que je vous connais depuis longtemps. » Cándido se leva sur la pointe des pieds et s'accrocha comme il put à la fenêtre, mais le haut de sa tête seul atteignit Niévès, qui effleura de sa main ses cheveux frisés, et s'écria :

— Tu me fais peur! tu vas tomber!

— Alors, retenez-moi, répondit-il.

Elle lui tendit son bras dont il se saisit et qu'il baisa :

— Ne me traite plus en étrangère, Manolito. Tutoie-moi.

— Je t'obéis, Niévésita. Je suis à toi corps et âme. Je ne céderai ma place à personne, pas même à ce freluquet auquel tu permets de te faire la cour.

Au souvenir de don Tomas, Niévès se mit à rire; penchée de plus en plus vers Cándido, elle déposa un baiser sur son front, et comme il se soulevait encore en s'accrochant aux barreaux du balcon, elle put laisser reposer sa jolie tête sur l'épaule de ce beau garçon, dont les lèvres s'approchaient brûlantes de ses joues pâles.

Un bruit formidable de vaisselle tombant à terre et s'y cassant en mille morceaux éclata dans l'air. Niévès fut saisie d'effroi; Cándido, suspendu par miracle entre le mur et le balcon, cherchait à la rassurer. Rien de plus ne se fit entendre et ils continuèrent à se parler à voix basse.

Doña Dolorès avait le sommeil assez léger. Elle fut réveillée par le bruit et crut que quelque chat s'était introduit par la porte de l'*azoteo* dans sa chambre aux provisions. Elle n'hésita pas, se leva, passa un jupon, s'enveloppa la tête d'un châle noir et monta à l'étage au-dessus, armée d'une chandelle. Quand elle fut entrée dans la fameuse chambre, elle trouva tout en bon ordre : les vases, les bocaux et les fioles sur les rayons et les tables, les armoires hermétiquement fermées. Elle pensa alors à monter sur l'*azoteo*, d'où, à son arrivée, une bande de chats s'échappa par-dessus la balustrade pour gagner les toits voisins, laissant en miettes des pots de terre et de faïence où poussaient de petits arbustes. On entendait des miaulemens de tous côtés dans la nuit qui devenait plus claire, puis il y eut un silence complet planant sur toute la ville que dominait la Giralda dont l'immense girouette s'immobilisait dans l'air.

Doña Dolorès s'apprêtait à redescendre quand il lui sembla ouïr un léger murmure qui s'élevait du côté du jardin; elle se pencha

alors sur la balustrade de la terrasse et, à son grand étonnement, aperçut un homme qui sautait légèrement du mur dans la rue; après avoir ramassé sa cape et son chapeau, il s'en allait en envoyant des baisers vers le balcon de Niévès.

— Seigneur Jésus! ce que sont les filles d'aujourd'hui et les meilleures! s'écria doña Dolorès. On ne se contente plus de parler derrière la *reja* (grille de fenêtres), il faut faire monter son amoureux sur le mur, et cet amoureux, c'est Cándido, le torero! Ah! ma petite Niévès, avec ses airs tranquilles!.. mais je la connais bien, ma fille, elle n'a pas besoin qu'on la surveille; il suffira que je lui parle demain.

Doña Dolorès reprit son *velón*, quitta l'*azotco* et redescendit chez elle se coucher.

Dans la calle San-Isidoro, le *sereno*, à pas lents, faisait sa dernière tournée :

Ave María purísima
Las tres y sereno.

VIII.

Le lendemain matin, Niévès rentrait de bonne heure de l'église, légère et joyeuse comme l'espérance. Elle rencontra sa mère dans le *patio*. Doña Dolorès avait un air grave; elle aborda sa fille en la baisant sur le front et répondit à ses souhaits un peu solennellement :

— Dieu et ta très sainte patronne te gardent, fille de mon cœur!

Niévès, se sentant soudain un peu embarrassée, voulut remonter chez elle, mais doña Dolorès la prit par la main et l'entraîna dans la salle, où elles s'assirent au fond, sur le grand canapé à haut dossier. Doña Dolorès commença incontinent à discourir en regardant sa fille jusqu'au fond des yeux :

— Il s'est passé ici, cette nuit, quelque chose d'extraordinaire. Tu n'as rien à m'avouer. Je ne viens pas non plus pour te faire des reproches : je te sais moins coquette, beaucoup moins coquette qu'on ne l'est en général à ton âge, plus sérieuse aussi et sincère par-dessus tout. C'est pourquoi, Niévésita, je te demande ce que tu comptes faire, si tu continueras à voir *ce* jeune homme à la *reja* ou plutôt à ton balcon?

Un peu émue, Niévès répondit :

— C'est mon *novio*.

— Tu espères l'épouser?

— Je l'épouserai.

— C'est ton idée d'aujourd'hui, continua doña Dolorès; toute raisonnable que tu es, ma fille, il te vient des imaginations comme aux autres. Tu as vu ce torero une ou deux fois; il est beau, brave, galant et se sent flatté que tu fasses attention à lui. Il te fait la cour comme à toutes les jolies femmes. C'est ton frère qui nous a valu cela en l'amenant ici; vous vous êtes revus, rencontrés... Je ne tiens pas à le savoir, mais tu oublies que tu peux choisir ailleurs et trouver un meilleur parti. Il y a des garçons de bonne famille et de fortune aisée qui, au moindre signe, se mettraient sur les rangs, ne le sais-tu donc pas? Et nous sommes d'une vieille race de *labradores*, dont le sang vaut bien celui de n'importe quel bourgeois de Séville. Mais je vois que tu ne penses en ce moment qu'à Cándido, jeune, aventureux, coureur de femmes, qui t'aime des yeux parce que tu es belle et que ta conquête satisfait son amour-propre. Pour lui, hélas, tu n'es qu'un ornement de plus!

Niévès restait silencieuse, blessée au cœur par chaque parole qui sortait de la bouche de sa mère.

— Je n'ai jamais entendu dire, — doña Dolorès reprenait son allocution, — que les toreros fissent de bons maris.

— Les bons maris sont rares, répondit cette fois Niévès levant les yeux et se préparant à soutenir son opinion.

— Mais, petite, ne vaut-il pas mieux en choisir un qui nous offre des chances de bonheur?

— Eh bien! ma mère, je l'ai choisi, celui-là; avec qui serais-je plus heureuse si ce n'est avec l'homme que j'aime?

— Avec les jours, les mois, les années, les sentimens changent.

— Je ne varierai pas.

— Si je te priais, moi, ta mère et ta meilleure amie, de renoncer à Cándido, de ne plus le revoir, que ferais-tu?

— Je vous aime et respecte, je me soumettrai toujours à votre volonté, hormis en cela.

— Sois tranquille, Niévésita, je ne veux pas commander à ton cœur. Ce serait cruel. Mais mon devoir est de te prévenir des dangers que tu peux courir. Il y a des épreuves dans tous les mariages, mais il me semble que dans celui que tu désires, il s'en rencontrera plus qu'en aucun autre. Tu veux épouser un homme qui n'a aucune des habitudes qu'ont les gens avec lesquels tu as coutume de vivre, qui gagne de l'argent et beaucoup, il est vrai, mais qui le dépense à tort et à travers. Quand son pécule aura disparu, il jettera le tien par la fenêtre et te croira alors trop heureuse de

l'aider. Et aura-t-il pour toi les soins, les attentions, l'amour que tu mérites? Dieu veuille, Niévésita, que, quand il me rappellera de ce monde, j'aie la consolation de t'y laisser heureuse, contente de ton sort.

Doña Dolorès était prête à s'attendrir.

— Il y a tant de gens ici, continua-t-elle, qui auraient été si heureux et si fiers de t'épouser. Pourquoi, aller chercher un mari sur la *plaza!* Tu baisses les yeux et ne dis rien. Allons, je veux que tu me fasses une promesse...

— Pour Dieu! s'écria Niévès, passant subitement du calme résolu à l'anxiété vive, ne me demande rien d'impossible.

— J'exige que tu attendes quelque temps.

— J'attendrai, répondit Niévès, j'attendrai, sûre que ma destinée est d'épouser Cándido.

— Promets-moi au moins que tu ne le verras pas.

— C'est impossible!

— Tu n'es plus raisonnable!

— Mais si, elle a cent mille fois raison, cette petite, cria en arrivant précipitamment dans la salle, la cousine Bibiana. Tu n'as pas fermé la porte, Dolorès, et j'ai tout entendu.

— Bibiana, de quoi te mêles-tu? lui demanda doña Dolorès un peu sévèrement.

— Je me mêle de votre bonheur à tous, et puisqu'il n'y a personne que moi ici pour traiter cette affaire, il faut que j'intervienne... D'où reviens-tu donc, Dolorès, pour vouloir séparer ces deux jolis amoureux du bon Dieu? Puisque tu veux que Niévès réfléchisse, ne faut-il pas qu'elle fasse plus ample connaissance avec Cándido, qu'elle le voie souvent et à son aise? Quand il y aurait quelques sérénades, ce n'est pas moi qui m'en plaindrais!

— Bibiana, tu n'es qu'une folle.

— C'est quelquefois aux fous à prêcher la raison aux gens sensés.

— C'en est assez; Niévès m'a comprise.

Et doña Dolorès quitta la salle en levant les épaules aux gestes et aux grimaces de Bibiana, qui exprimait par toute une pantomime comique sa désapprobation des idées de la mère et l'intérêt qu'elle prenait aux affaires de cœur de la fille.

Niévès, les yeux humides de larmes, restait debout, immobile, indécise, roulant dans son esprit mille choses confuses, révoltée et vaincue à la fois, se sentant assez forte pour lutter et trop bonne pour résister.

— Tu ne peux pas rester là comme une statue de Notre-Dame des Sept-Douleurs, lui dit Bibiana, viens avec moi, sortons prendre l'air, et allons prier san Antonio de nous aider.

Et elles s'en furent par la calle Francos jusqu'au patio des Orangers, qui de ce côté sert d'entrée à la cathédrale bâtie sur l'emplacement et avec les débris de la mosquée d'Abdéram. Passant de la rue ensoleillée, où la lumière la gênait, aux ténèbres des hautes voûtes silencieuses, Niévès se sentit calmée et rafraîchie. Les offices terminés, il ne restait dans l'immense vaisseau que quelques visiteurs étrangers et deux sacristains fermant une à une les grilles des chapelles; seule la chapelle du baptistère, qui est aussi celle de saint Antoine, restait ouverte. Saint Antoine est le patron, — on dit en Espagne, l'avocat des amoureux et de tous ceux qui ont perdu un objet quelconque. Par sa protection et son aide se retrouvent quantité de choses, surtout des cœurs. Grâce à lui, la jeune fille voit revenir le fiancé qu'elle croyait éloigné à jamais; il réunit ceux qui étaient séparés, aplanit les obstacles, adoucit les parens, fait réussir les entreprises amoureuses. Enfin, c'est le plus charmant saint qui soit en Paradis, sa chapelle est toujours ouverte, et quand toute la grande église est déserte, il s'y trouve encore quelqu'un. Niévès s'agenouilla dans l'ombre, en face de l'autel : un rayon de soleil, passant par la teinte bleuâtre du vitrail, jetait une lumière douce sur la célèbre toile de Murillo, au-dessus de l'autel, où l'Enfant Jésus descend du ciel sur une nuée blonde, pour répondre lui-même aux prières du pauvre moine agenouillé dans son cloître. Elle voulait réciter son rosaire, mais elle ne pouvait pas prier. Les paroles de sa mère lui revenaient en mémoire avec tout ce qu'elles avaient eu de pénible; son amour, son pauvre amour lui apparaissait dans toute sa force. Elle pensait aussi à l'avenir, à tout ce qu'il pouvait contenir de peines et de désappointemens, et ces réflexions lui donnèrent des craintes que son cœur généreux repoussa comme de la faiblesse avec un dégoût profond; enfin elle put prier et pria avec ferveur : *San Antonio bendito.*

— Assez de prières ! pensait Bibiana, qui avait vite récité tout ce qu'elle savait d'oraisons, et, une idée lui venant en tête, elle se leva, faisant signe à Niévès qu'il était temps de sortir.

— Allons-nous-en par la place San-Francisco, dit-elle, il se peut bien qu'à l'entrée de Sierpès nous rencontrions Cándido tu pourras le voir ainsi sans scrupules.

Niévès n'aima pas beaucoup ce détour. Elle avait pris la résolution d'obéir loyalement à sa mère et de laisser faire le temps. Les deux cousines rentrèrent sans avoir vu personne. La journée traînait tristement en longueur dans la maison de la calle San-Isidoro. Niévès ne disait rien et travaillait avec ardeur à sa broderie; doña Dolorès, assise non loin d'elle dans le patio, se renfermait dans

un silence absolu ; Bibiana bâillait et s'ennuyait, Fernando entra sans qu'on prît garde à lui ; Niévès seule tressaillit : un moment il lui avait semblé que Cándido le suivait, qu'il était à deux pas plus loin, qu'elle allait le voir et qu'alors il s'expliquerait avec doña Dolorès et la charmerait. Fernando ressortit, après avoir dit quelques paroles insignifiantes : Cándido ne viendrait donc pas. Niévès essayait d'en prendre son parti quand on sonna à la grille du *zaguan*. C'était lui. Bibiana courut lui ouvrir. A sa vue, doña Dolorès ne montra pas de mécontentement, mais elle répondit un peu sèchement aux salutations du torero :

— Saluez, complimentez tant qu'il vous plaira, don Manuel ; je sais ce qui vous amène, nous en avons parlé ce matin, Niévès et moi. Vous êtes un beau garçon, une des meilleures *espadas* d'Espagne, et ma fille a perdu pour vous la tête. Elle peut la retrouver. D'ailleurs elle est jeune et n'a pas besoin de se marier si tôt que cela. Elle m'a promis d'attendre.

Cándido, pâlissant, se redressa et regarda fixement Niévès qui restait devant lui les yeux baissés ; il répondit :

— La señorita Niévès a bien voulu me marquer de l'intérêt. J'ai cru que je pouvais prétendre à lui être agréable, mais je comprends, señora, que Manuel Cándido soit un médiocre parti pour votre fille, et je me retire, puisque vous le voulez, et que doña Niévès ne s'y oppose pas.

Niévès était immobile, les lèvres serrées, comme pour retenir les paroles qui lui montaient du fond du cœur, décidée à l'obéissance. Cándido, se contenant de son mieux, salua les trois femmes d'un air détaché et s'en alla, frappant les dalles de sa grosse canne et fredonnant. Il n'avait pas franchi la grille du *zaguan* que Niévès, hors d'elle-même, voulut s'élancer et courir après lui, mais elle retomba sur son fauteuil, et plus un mot ne fut prononcé entre elle et sa mère.

CECIL STANDISH.

(La dernière partie au prochain n°.)

LA

CRITIQUE ET L'HISTOIRE

DANS UNE VIE DE JÉSUS-CHRIST [1]

Jésus-Christ est le grand nom de l'histoire. Il en est d'autres pour lesquels on meurt : il est le seul qu'on adore à travers tous les peuples, toutes les races, tous les temps.

Celui qui le porte est connu de la terre entière. Jusque chez les sauvages, dans les tribus dégénérées de l'espèce humaine, des apôtres, sans se lasser jamais, viennent annoncer qu'il est mort sur une croix; et le rebut de l'humanité peut être sauvé en l'aimant. Les indifférens, dans le monde moderne, reconnaissent que nul n'a été meilleur pour les petits et les misérables.

Les plus glorieux génies du passé seraient oubliés si des monumens, — palais, obélisques ou tombeaux, — si des témoignages écrits, — papyrus ou parchemins, briques, stèles ou médailles, — — ne nous en avaient gardé quelque souvenir. Jésus se survit dans

(1) En détachant les pages qui suivent d'un livre qui doit prochainement paraître à la librairie Plon, la *Revue* n'a point entendu prendre parti dans la question, et elle laisse à l'auteur toute la responsabilité de ses argumens comme de ses conclusions. Mais, si l'on connaît peut-être assez les résultats de la critique et de l'exégèse contemporaines, tant allemande que française, il a paru qu'il était bon de connaître aussi les raisons qu'y oppose la foi, quand elle consent à sortir du sanctuaire pour nous produire publiquement ses titres. Ce serait manquer de libéralisme, et bien plus encore de confiance dans le pouvoir de la vérité, que d'en paraître alors redouter l'exposition. Ajoutons qu'on ne trouvera pas dans le travail du père Didon un mot qui puisse blesser, irriter, ou froisser personne; et c'est pourquoi nous ne doutons pas que nos lecteurs, quelle que soit leur manière de penser, ne nous sachent gré de l'avoir imprimé. [N. d. l. R.]

la conscience de ses fidèles : voilà son témoignage, son monument indestructible.

L'Église, fondée par lui, remplit de son nom les temps et l'espace. Elle le connaît, elle l'aime, elle l'adore; comme il vit en elle, elle vit en lui. Il est son dogme, sa loi morale, son culte. Elle enseigne à tous, sans distinction, sans exception, qu'il est le Fils unique de Dieu fait homme, conçu du Saint-Esprit dans les entrailles de la Vierge; qu'il est venu en ce monde souffrir et mourir pour nous sauver, vaincre la mort par sa résurrection; qu'il est remonté à son Père, afin de nous préparer la place près de lui; qu'il reviendra juger les vivans et les morts, donnant aux bons la vie éternelle, repoussant les mauvais dans les ténèbres et dans la mort de l'âme.

Ce *Credo* est tout à la fois un précis dogmatique et historique, le dogme et l'histoire populaire de Jésus. Le croyant peut en vivre. En quelques mots simples et profonds, il apprend que le plus grand événement de l'humanité est la venue du Christ; que Dieu l'aime, puisque Dieu veut le sauver du mal et se donner à lui; que la charité est le devoir suprême, puisque c'est par amour que son Maître est mort; qu'il doit être vigilant dans le bien, puisque son Maître sera son juge; qu'il n'a pas à redouter la mort, puisque son Maître l'a vaincue et qu'il est destiné lui-même à l'éternelle vie.

L'homme qui croit à cet enseignement et à ce Christ peut marcher dans a vie; il est armé pour s'y défendre et pour y grandir. Rien n'arrêtera sa croissance. Le disciple de Jésus est devenu le souverain du monde, non pas au point de vue matériel et brutal, — la violence n'est pas dans l'esprit de son Maître crucifié, — mais au point de vue de la justice, de la bonté, de l'abnégation, du sacrifice et de la dignité morale. En semant ces vertus comme des germes de vie, il prépare et enrichit le sol humain, qui devient capable de toutes les cultures, de toutes les moissons.

Mais, de même que la raison de ceux qui pensent cherche l'intelligence des dogmes élémentaires; demande qu'on les lui explique, dans la mesure de nos connaissances imparfaites et toujours limitées; exige qu'on repousse les attaques d'une philosophie, d'une science ou d'une littérature hostiles; de même, elle aspire à connaître, dans le détail, la vie humaine et divine de Jésus, les paroles qu'il a dites, la loi qu'il a formulée, sa manière d'enseigner, d'évangéliser, de lutter, de souffrir et de mourir.

L'histoire de Jésus est le fondement de la foi. Doctrine évangélique, théologie, morale chrétienne, culte, hiérarchie ou Église, tout repose sur elle. Grâce au travail incessant des docteurs, la doctrine de Jésus, sa morale, son culte et son Église sont devenus peu à peu l'objet de sciences distinctes, parfaites, organisées,

répondant aux aspirations légitimes des croyans qui veulent être des hommes de foi et des hommes de science; pareillement, il faut que la vie de Jésus-Christ soit racontée suivant les exigences de l'histoire.

C'est à ce besoin profond qu'essaie de répondre le présent ouvrage.

Les partisans de ce qu'on appelle aujourd'hui l'école critique vont dire : Le Christ du dogme et de la tradition, le Christ des apôtres, et des Évangiles interprétés suivant la doctrine de l'Église, n'est pas et ne peut pas être le Christ de l'histoire. Ce Christ idéal, Dieu et homme, Verbe incarné, conçu par un miracle inouï, se disant le Fils unique de Dieu, au sens métaphysique et absolu, multipliant les prodiges, parlant comme le quatrième Évangile le fait parler, ressuscitant trois jours après sa mort, s'élevant au ciel à la face de ses disciples, après cinquante jours, n'est pas un homme réel. Il n'existe que dans la fantaisie pieuse des croyans, qui l'a créé de toutes pièces.

Le vrai Jésus, le Jésus de l'histoire, est né comme tous les hommes, il a vécu comme eux, il n'a pas plus fait de miracles qu'eux, il a enseigné une morale plus pure, fondé une religion moins imparfaite que les autres, et comme tous les réformateurs, en général, succombent sous l'intransigeance de leur milieu, il a été la victime de l'intransigeance juive; il est mort comme nous; il n'est ni ressuscité, ni vivant en Dieu.

Je suis révolté, — qu'on me pardonne le mot, — non-seulement dans ma foi de chrétien, mais dans mon impartialité d'homme, de cette contradiction entre le dogme et l'histoire, érigée en principe et opposée comme la question préalable à une vie de Jésus Dieu et homme. Convaincu que Jésus a été le Dieu invisible dans un être humain semblable à nous, comme historien je le regarde vivre, tel qu'il est, dans cette double nature.

La question de la Divinité divise les plus grands esprits, depuis la venue du Christ; elle les divisera sans fin; c'est déjà un phénomène étrange que Jésus seul ait soulevé un tel problème, qui ne s'endort jamais dans la conscience de l'humanité, un problème avec lequel on est sûr de l'émouvoir toujours. Je ne me permettrai ici qu'une simple réflexion historique à l'adresse des hommes sans prévention, des vrais critiques, à l'esprit largement ouvert.

Cette contradiction violente dont Jésus est l'objet a été prophétisée. Elle durera autant que le monde; elle afflige le chrétien, mais il ne s'en étonne ni ne s'en trouble; il y voit le signe de son Maître. Elle s'est produite du vivant même du Christ. Tandis que ses disciples, répondant à sa question, lui disaient : « Vous, vous êtes le Christ, le Fils du Dieu vivant, » les hommes, les Juifs disaient : Il

n'est qu'un prophète; d'autres, plus aveugles, en faisaient même un blasphémateur et un révolté.

Lorsqu'il eut quitté la terre, pendant que les apôtres prêchaient aux synagogues juives le Messie Dieu et homme, rempli de la sagesse et de la vertu de Dieu, les premiers sectaires, les Nazaréens et les Ébionites, ne voulaient voir en lui qu'un homme.

La lutte, sur ce point, se prolongea plusieurs siècles; un philosophe païen, Celse, sans nier pourtant les miracles de Jésus, persiflait sa doctrine, qu'il appelait absurde, et sa croix, qu'il trouvait infâme; Origène, le réfutant, proclamait de sa grande voix la divinité de son Maître.

Les temps ont marché depuis. Le Crucifié a grandi, détruisant le paganisme, absorbant la philosophie, détrônant l'Empire, conquérant la terre, civilisant la barbarie, créant un monde nouveau.

Qui donc avait raison: les Juifs anathématisant Jésus et le tuant; les païens, comme Tacite, Suétone et l'honnête préfet de Bithynie, Pline le Jeune, le dédaignant, lui et ses disciples, qui leur semblaient une secte méprisable; les philosophes, comme Celse, l'accablant de leur sagesse, — ou les apôtres, adorant en Jésus le Fils de Dieu?

Si Jésus n'était en réalité que l'homme honni des Juifs et du paganisme, comment a-t-il creusé sur la terre un sillon pareil? comment a-t-il fondé une religion qui domine le monde?

L'œuvre est inexplicable: elle est la preuve populaire que Jésus était bien ce que l'Église affirme.

I.

La première condition d'une histoire scientifique est d'être éclairée par une critique sage, clairvoyante, impartiale.

Il ne faut pas, cependant, confondre la critique avec l'histoire; bien qu'inséparables l'une de l'autre, elles doivent rester distinctes.

Dans son sens le plus général, la critique est l'exercice même de la faculté essentielle de tout être raisonnable, le jugement. Critiquer et juger sont deux termes synonymes; car le jugement, comme la critique, a pour objet de discerner le vrai du faux. C'est le premier des droits, le plus nécessaire des devoirs de la raison. Quel que soit le domaine qu'elle explore : religion, philosophie, sciences, littérature, esthétique, mathématiques même, la raison doit être attentive à discerner la réalité et les apparences, le vrai, souvent invraisemblable, et le faux, quelquefois si plausible.

La critique, dès lors, ne peut être une science spéciale; elle est plutôt une condition de toute science. Elle rentre dans la logique même qui fixe à l'homme les règles pour penser juste et pour juger sainement. Ces simples considérations démontrent la vanité de ceux qui s'attribuent le monopole de la critique. L'école critique est l'école de tout le monde. Chacun peut et doit y prétendre. La tentation la plus ordinaire de l'esprit cultivé est de critiquer au-delà de la mesure, de vouloir tout juger, même ce qu'il ignore. Le sage modère cette volonté âpre, intempérante; il apprend à ne juger que ce qu'il sait, n'oubliant jamais que son savoir est limité et son ignorance incommensurable.

On peut être un excellent critique en philosophie et un très mauvais juge en religion ou en histoire. Certaines connaissances humaines n'exigent pas seulement un esprit spéculatif, mais une longue expérience. Les doctrines morales seront bien mieux critiquées par l'ignorant qui a expérimenté la vertu que par le sceptique qui ne se doute pas des joies austères du sacrifice. Les saints, qui vivent de la parole de Jésus, l'entendront toujours mieux que l'exégète hellénisant qui la repousse et n'en connaît pas la saveur. Un dégustateur délicat perçoit des nuances qui échappent au chimiste.

Appliquée à l'histoire, la critique a un rôle bien déterminé. L'histoire a pour objet de raconter les faits; or les faits du passé ne nous étant connus que par les documens, et les documens étant rédigés par les témoins plus ou moins immédiats des faits eux-mêmes, la critique doit examiner, tout ensemble, les faits, les documens et les témoins.

Certains faits sont absurdes : la critique les écarte; il y a des documens altérés ou suspects : la critique les signale et les réprouve; et si des témoins sont indignes de foi, elle les démasque et les confond.

En ce qui concerne la vie de Jésus, la critique préliminaire a le devoir et le droit de rechercher les documens et les témoins qui nous renseignent sur cette vie, l'ancienneté et l'authenticité des uns, la valeur testimoniale des autres; elle doit examiner la nature des faits consignés dans les documens et rapportés par les témoins.

Ces problèmes ont soulevé, surtout depuis un siècle, en Allemagne, en Suisse, en Angleterre et en France, de tels débats, que plusieurs volumes suffiraient à peine à les traiter. La réfutation des solutions erronées en demanderait un à elle seule. Nous ne pouvons que tracer ici les grandes lignes et résumer, en les motivant, quelques conclusions certaines.

II.

Les ouvrages qui nous apprennent, en détail, les faits et les paroles de Jésus, sa naissance, sa vie et sa mort, sa doctrine, ses institutions, son œuvre, sont peu nombreux : quelques lettres écrites par les apôtres, quelques chapitres des Actes, et principalement les quatre livres connus sous le nom d'Évangiles canoniques.

Malgré leur petit volume, ces écrits sont d'une richesse inépuisable pour l'abondance des faits et des paroles qu'ils rapportent. Leur premier mérite, comme documens, est leur ancienneté. Rédigés dans les années qui suivirent les événemens, ils sont l'expression simple et véridique des souvenirs qu'avaient laissés dans l'âme des disciples l'enseignement, les préceptes, les exemples, la personne du Maître disparu. Deux années et demie d'un perpétuel contact avec lui les avaient peu à peu transformés. Une des œuvres essentielles de Jésus, celle qui primait toutes les autres et sans laquelle les autres ne pouvaient aboutir, était de graver dans la conscience de ses apôtres son image fidèle et vivante. Ne devaient-ils pas l'annoncer à toute créature? et, pour l'annoncer, ne devaient-ils pas le connaître? Lui seul pouvait les instruire.

Il ne leur a rien caché ; il les a traités, comme il le leur disait, en amis. Il s'est ouvert à eux pleinement. Ils ont reconnu en lui le Fils unique du Père et le Fils de l'homme né de la femme, entendu ses paroles de sagesse et de sainteté, vu le ciel ouvert sur sa tête et les anges de Dieu monter et descendre sur le Fils de l'homme; ils ont été les témoins de sa puissance irrésistible et divine; ils ont compris la raison cachée de ses souffrances, de ses douleurs, de sa faiblesse volontaire, de son insuccès auprès de la nation élue et de sa mort; ils ont vu aussi la gloire du Ressuscité, gloire dont l'éclat, voilé au monde, fut réservé aux seuls disciples; ils ont été envahis intérieurement et visiblement par son Esprit. Revêtus de cette force surhumaine, ils se sont sentis les mandataires du Christ, les propagateurs invincibles de sa foi, les continuateurs de son œuvre; et ces Galiléens incultes, ignorans, timides, dépouillant toute hésitation, toute crainte, cinquante jours après sa mort, dans cette même ville où avait été crucifié leur Maître, se mirent à publier son nom à la face du peuple qui avait demandé son supplice, et du Sanhédrin qui l'avait préparé. Ils l'appelaient « le Saint, le Juste, l'Auteur de la vie; » ils leur reprochaient avec douleur de l'avoir tué; ils affirmaient que Dieu l'avait ressuscité; ils le disaient « l'Envoyé de Dieu, le Prophète annoncé par Moïse; » ils déclaraient que les miracles dont ils étaient les instrumens s'accomplissaient

par la vertu de Jésus le Nazaréen ; et, dans l'audace de leur foi, ils le montraient comme la pierre dédaignée par les architectes, devenue, aux mains de Dieu, la pierre angulaire, et comme le seul Sauveur donné aux hommes (1).

Leur parole, leur courage, leur conviction et leur zèle étaient irrésistibles. Ni défense, ni menace, ni fouet, ni chaînes, ni supplices ne les arrêtaient. Ils se disaient les témoins du Ressuscité; et, faisant un appel à la conscience de leurs ennemis, ils ajoutaient que l'Esprit-Saint, que Dieu donne à tous ceux qui lui obéissent, témoignerait aussi de la vérité de leur parole (2).

Cette prédication apostolique est le premier Évangile. Il a jailli de l'âme des disciples immédiats de Jésus, sous l'impulsion du Saint-Esprit. C'est une parole divine : la conscience humaine ne l'a point inventée, elle est l'écho de la parole de Jésus.

Nul n'en peut nier l'antiquité, l'authenticité.

L'historien, habitué à l'évocation des choses du passé, à l'aide des documens, voit les disciples de Jésus réunis dans le souvenir et le culte de leur Maître. Leur union est d'autant plus étroite et plus intime qu'ils sont plus isolés dans un milieu plus hostile. Ils ne sont rien par eux-mêmes et ils n'ont rien. Toute leur force est dans la vertu de Dieu. Toute leur science se résume en un être : Jésus-Christ. Toute leur sagesse est en lui. Tout leur trésor est lui. Toute leur destinée se borne à lui; et comme de telles choses n'existent que par la foi, la foi est tout pour eux : elle est sans mesure. Leur vie n'est plus à eux; elle est au Christ (3). Ils se sentent ses propres membres, et ils ont conscience que nulle énergie, sur la terre ni dans le ciel, ne les séparera de son amour. Jamais on ne rencontrera un phénomène psychologique pareil. Quelque influence que peuvent exercer les hommes supérieurs sur ceux qui les approchent, ils ne parviennent pas à se les assimiler aussi pleinement, ils ne les façonnent que par le dehors, incapables d'infuser leur propre esprit, comme force nouvelle, vivante et personnelle. C'est dans ce cénacle que toute la vie de Jésus a été vécue à nouveau. Comme ceux qu'un grand amour absorbe, les disciples mettaient en commun leurs souvenirs, se racontaient les actes du Maître, se redisaient ses enseignemens et les communiquaient à leurs néophytes. Les moindres détails des derniers jours si émouvans de sa carrière, l'arrestation, le jugement, le Calvaire, toutes ces scènes douloureuses, poignantes, apparaissaient de nouveau. Jamais Jésus n'avait été plus vivant dans leur conscience. C'est le propre de la séparation et de la mort de concentrer sur les absens

(1) *Act.*, III, 14 et suiv.; IV, 11.
(2) *Act.*, V, 30 et suiv.
(3) *Galat.*, II, 20.

et les disparus la puissance du souvenir. Ils renaissent en nous, et, en regardant au fond de l'âme, on les retrouve, on les voit, on les entend. Jésus était vraiment au milieu d'eux. Ils vivaient avec lui dans la prière (1), dans la pratique des vertus qu'il leur avait enseignées par sa parole et son exemple. C'est là qu'il faut chercher l'origine première de l'Évangile oral qui constitue la première prédication des apôtres et la source des Évangiles écrits.

Les apôtres ont vite éprouvé le besoin de fixer l'enseignement du Maître et l'histoire de sa vie. Les premiers fidèles devaient souhaiter ardemment de conserver dans leur souvenir « la bonne nouvelle » que les envoyés de Jésus leur prêchaient; et les envoyés, en quittant les nouveaux convertis, les jeunes communautés organisées par eux, aimaient à leur laisser un témoignage plus durable que leur parole. L'Évangile écrit répondait à ces besoins, à ces nécessités.

III.

On ne peut préciser la durée exacte du temps écoulé entre le début de la prédication apostolique et l'apparition du premier Mémoire écrit. Ce temps dut être fort court. La tradition universelle de l'Église place la composition du premier Évangile entre l'an 33 et l'an 40 de l'ère chrétienne (2). Cet Évangile a pour auteur l'un des apôtres, Matthieu le publicain. Il fut écrit en lettres hébraïques pour les Juifs de Palestine et de Jérusalem (3), dans la langue qu'ils parlaient alors, le dialecte araméen, — un mélange de chaldéen et de syriaque, — qui fut la langue de Jésus.

L'idée fondamentale sur laquelle se concentrait toute la foi des apôtres, c'est que Jésus était avant tout le Messie d'Israël annoncé par les prophètes. Ils s'efforçaient de le persuader à tous les Juifs; leur prédication n'est que le témoignage public de cette vérité, comme le démontrent les fragmens de discours que les Actes nous ont conservés (4). Ce que disait Pierre, tous ses compagnons, animés de la même foi, le disaient; et dès que Jésus les eut quittés, fidèles à ses ordres, ils remplirent Jérusalem et toutes les synagogues de la Palestine du témoignage de leur foi en sa messianité.

Cette idée inspira le premier Évangile; elle en est l'âme; elle en ramène à l'unité toutes les parties.

Il est facile de s'en convaincre, en examinant les passages prophétiques que l'auteur rappelle, et dont son propre récit n'est que

(1) *Act.*, I, 14.

(2) Eusèb., *Chronic.*; Irénée, *Adv. hæres.*, III, 1.

(3) Jérôme, *Adv. Pelag.*, III, 1; Irénée, *Adv. hæres.*, III, 1; Eusèbe, *Hist. ecclés.*, III, 24; Jérôme, *De vir. illustr.*; *Fragm. Papias.*

(4) Cf. *Act.*, II, 14 et suiv.; IV, 8 et suiv.; V, 29-32, etc.

le commentaire et la justification historique (1). Ce livre devait naturellement, forcément, avoir pour titre la généalogie même de Jésus, établissant sa descendance davidique, car le plus populaire des titres messianiques, aux yeux de tout Juif, était le titre de Fils de David.

Le grand discours sur la montagne convient au législateur des temps nouveaux; les nombreuses paraboles du Royaume révèlent celui qui venait évangéliser les pauvres; les anathèmes contre les Pharisiens et les prophéties sur l'avenir de Jérusalem et du monde annoncent le juge qui a le van dans la main et qui est le maître des hommes et des siècles.

Ce caractère tranché du livre explique, indépendamment de son origine apostolique et de sa priorité sur les autres Évangiles, l'autorité dont il jouit et l'action extraordinaire qu'il exerça dans l'évangélisation des Juifs. Jésus est-il, oui ou non, le Messie des prophètes? C'était le grand débat entre les croyans et les Juifs. L'évangile de saint Matthieu y répondait avec une évidence triomphante.

Tous les titres messianiques signalés par les prophètes se vérifient en Jésus. L'Évangéliste le prouve par la vie même du Maître. Son livre est tout à la fois un tableau vivant de Jésus et une démonstration, une apologie populaire de sa messianité.

L'idiome général dans lequel il fut composé n'était guère compris en dehors de la Palestine; et cependant la messianité de Jésus intéressait non-seulement les Juifs de Jérusalem, de Judée, de l'Idumée et de la Galilée, mais tous ceux de « la dispersion. » Ces derniers parlant le grec, il fallut leur interpréter l'Évangile syro-chaldaïque. Un grand nombre, d'après les fragmens de Papias (2), s'y appliquèrent. Une traduction grecque, dont l'auteur est inconnu (3), suivit de très près l'original araméen. Elle s'imposa soit par l'autorité du traducteur, soit par le consentement de l'Église; elle éclipsa bientôt le texte primitif. Celui-ci disparut, après la destruction de Jérusalem, avec le groupe des chrétiens judéens qui en faisaient usage; s'il en resta entre les mains des Ébionites et des Nazaréens une version, elle s'altéra, comme toutes celles que les sectes modifiaient, interpolaient, mutilaient, altéraient au gré de leurs doctrines.

Quelques années après, lorsque les apôtres, ayant accompli leur tâche en Judée et rendu témoignage à leur Maître dans la métropole, se dispersèrent pour porter au loin la bonne nouvelle, un des

(1) Cf. Matth., I, 23; II, 6, 15, 18, 23; III, 3; IV, 15; VIII, 17; XI, 5, 10; XII, 18; XIII, 35; XXI, 5, 16, 42; XXII, 44; XXVI, 31; XXVII, 9, 35, 43, 46.

(2) Eusèbe, *Hist. ecclés.*, III, 39.

(3) Jérôme, *De vir. illustr.*, III.

disciples de Pierre, son interprète, comme l'appelle Papias (1), ou son secrétaire, suivant le mot de saint Jérôme (2), accompagne le chef des apôtres dans ses missions. Il se nommait Marc et paraît être le Jean Marc des Actes (3).

Il se mit à la suite de Pierre, vers l'an 42, lorsque celui-ci, persécuté par Hérode Agrippa, dut s'éloigner de Jérusalem. C'est à Rome même qu'il vint annoncer l'Évangile. Sa prédication y obtint un succès extraordinaire. Les frères voulurent avoir un souvenir écrit de la parole de l'apôtre; sur leur demande, Marc écrivit son Évangile. L'apôtre approuva l'œuvre, qui, revêtue de son autorité, fut lue désormais par toute l'Église, ainsi que l'atteste saint Clément, au sixième livre de ses Hypostases (4).

L'antiquité est unanime à affirmer ces faits (5).

En comparant ce second Évangile au premier, dans une vue d'ensemble, on voit qu'il s'en distingue d'abord par sa brièveté. Tout l'élément judaïque de saint Matthieu, tout ce qui, dans l'histoire de Jésus, avait été relevé à l'adresse des Juifs comme preuve qu'il était le Messie d'Israël, est écarté : la généalogie davidique, les faits de l'enfance, le discours sur la montagne, dans lequel la loi nouvelle du Messie s'oppose aux imperfections de la loi ancienne et aux traditions, aux doctrines erronées des Rabbins, les nombreuses paraboles du Royaume de Dieu. On voit qu'il s'adresse à des lecteurs qui ignorent les usages des Juifs (6).

C'est la vie publique de Jésus-Christ, Fils de Dieu, qu'il raconte. Ces retranchemens considérables ont fait nommer cet Évangile un abrégé, et saint Marc l'abréviateur (7).

Il ne faudrait pas forcer l'expression jusqu'à méconnaître l'originalité réelle du second Évangile. Évidemment, il a été composé d'après le premier; sauf les retranchemens que nous venons de signaler, la ressemblance pour le choix et l'ordre des faits est incontestable. Saint Marc a dû avoir sous les yeux l'Évangile araméen de saint Matthieu, et il s'en est servi pour rédiger le sien en langue grecque. Mais, dans le récit des faits, son originalité se montre. Une comparaison attentive dénote qu'il est renseigné par ailleurs et qu'il a entendu son maître, l'apôtre Pierre. C'est à cette source

(1) Eusèbe, *loc. cit.*

(2) *Epist.*, cxx, qu. 11.

(3) *Act.*, xii, 25.

(4) Jérôme, *De vir. illustr.*, viii.

(5) Cf. Papias, ap. Eusèbe, *Hist. ecclés.*, iii, 39; Clément d'Alex., ap. Eusèbe, ii, 15; vi, 14; Irénée, *Adv. hær.*, iii, 1; Épiph., *Hæres.*, li, n° 6.

(6) Cf. Marc, vii, 1-4.

(7) Cf. Jérôme, *De vir. illustr.*, c. viii; August., *De cons. Evang.*, i, 4; Eusèbe, *Hist. ecclés.*, ii, 15.

surtout qu'il a dû puiser les détails nouveaux qu'il relève, la connaissance plus complète des noms, des lieux, en un mot tout ce qui caractérise son œuvre.

L'Évangile de saint Marc n'a pas, comme celui de saint Matthieu, une tendance apologétique. Il n'a point été conçu ni rédigé pour démontrer la messianité de Jésus. Il n'est que le récit populaire de sa vie publique en Galilée, du dénoûment tragique de cette vie, et de sa résurrection triomphante à Jérusalem.

Il est cependant la bonne nouvelle du Fils de Dieu, et il prouve implicitement la divinité de Jésus. Il contient aussi, dans sa forme historique, la prédication apostolique, telle que Pierre et tous ses collègues la pratiquaient, lorsqu'ils venaient annoncer aux populations païennes de l'Empire le nom du Sauveur, le seul qui, sous le ciel, eût été donné aux hommes (1). Les faits tiennent plus de place que les discours. La puissance de Jésus, auquel tout obéit, est plus en relief que ses enseignemens. Cependant ses souffrances, sa condamnation par les Juifs, l'ignominie de sa passion et de sa croix n'y sont point voilées. Les apôtres ne rougissent pas de leur Maître; ils savent que son sang versé au Calvaire est le moyen voulu pour régénérer l'homme et glorifier Dieu dans le Christ.

On se ferait une idée fausse et incomplète de l'activité ardente des chrétiens dans les premières années de l'Église, si on oubliait le zèle avec lequel ils cherchèrent à connaître la vie de celui à qui ils avaient donné leur foi et qu'ils adoraient comme le Messie, le Sauveur, le Fils de Dieu.

Enflammés par la prédication des apôtres, ils s'inspiraient des moindres paroles et des actes de Jésus. Beaucoup, parmi les disciples et les néophytes, s'efforçaient de fixer par écrit ce qu'ils avaient entendu de la bouche même des témoins. L'Évangile araméen de saint Matthieu semble avoir été plus particulièrement le centre de ce mouvement (2). On l'interprétait, on le traduisait, on essayait d'y apporter de nouveaux détails et de lier les faits dans un ordre plus conforme à la réalité de l'histoire. Les fruits de cette activité littéraire ne sont pas parvenus jusqu'à nous; tous ces livres auxquels fait allusion un des Évangiles (3) ont disparu, comme tant d'œuvres imparfaites qui ne s'imposent pas à l'attention et qui, sans doute, n'ont pas la force de survivre au milieu dans lequel elles sont nées.

Lorsqu'un besoin réel, légitime, travaille un ensemble d'hommes, il trouve presque toujours un esprit plus vigoureux qui sait y répondre.

(1) *Act.*, IV, 12.
(2) Cf. *Frag. Papias;* Eusèbe, *Hist. ecclés.*, III, 39.
(3) Luc, I, 1.

L'Église naissante appelait un écrit qui lui donnât un tableau plus complet de l'histoire du Christ. Un païen d'Antioche, peut-être un Juif, un converti de l'apôtre Paul, à coup sûr, un homme qui n'était pas sans culture et qui passe pour avoir enseigné la médecine à Antioche même, entreprit de répondre à ce besoin des premiers fidèles. De là le nouvel Évangile qui vint s'ajouter à celui de l'apôtre Matthieu et de Marc, le disciple de Pierre. Saint Paul a loué cette œuvre dans une de ses lettres (1). Elle se répandit dans toutes les Églises, et elle fit connaître un grand nombre de faits et d'enseignemens qui n'avaient pas été consignés dans les écrits antérieurs.

Saint Luc comble leurs lacunes. Le tiers de ses récits lui appartient en propre, et notamment cinq miracles et douze paraboles (2). Toute sa préoccupation est de se renseigner auprès des témoins qui ont tout vu dès l'origine et qui ont été établis les ministres de la parole. Disciple de Paul, compagnon de ses voyages (3), collègue de Barnabé, l'un des soizante-douze, il est venu à Jérusalem (4), il a interrogé les apôtres Pierre, Jacques le Mineur, qu'on appelait le frère du Seigneur, et Jean, le disciple aimé. Il a connu certainement la famille de Jésus et sa mère, et la parenté de Jean-Baptiste. Il a eu sous les yeux les divers écrits auxquels il fait allusion dans la préface de son œuvre, et sûrement les Évangiles de Matthieu et de Marc. Il est invraisemblable, en effet, que de tels documens, revêtus de l'autorité des apôtres et, à ce titre, vénérés par tous les fidèles, n'aient pas été dans ses mains. Il les a évidemment complétés par ses récits de la naissance de Jean et de l'enfance de Jésus, récits empruntés sans doute à une source plus ancienne, comme en témoigne leur style tout hébraïque.

Il les complète encore dans ces riches épisodes dont la vie errante de Jésus a été semée, pendant une période de quatre ou cinq mois, du jour où il quitte la Galilée, n'ayant plus où reposer sa tête, jusqu'à son entrée triomphale à Jérusalem.

Les deux premiers Évangiles sont muets sur cette phase importante. Il les enrichit encore dans son récit de la Résurrection et dans celui de l'Ascension par lequel il ouvre son livre des Actes.

Mais l'originalité du travail de saint Luc est dans le lien chronologique qu'il essaie d'établir entre les faits et surtout dans l'esprit qui préside au choix des faits.

Le lien chronologique, bien que imparfaitement renoué, nous

(1) *II Cor.*, VIII, 18.

(2) Luc, I; II; VII, 11-18, 36-50; X, 1, 25-42; XII-XVI; XVIII, 1-14; XIX, 1-28; XXIII, 6-12; XXIV, 12-53.

(3) *II Cor.*, VIII, 18.

(4) *Act.*, XX.

permet cependant de fixer la date de la naissance de Jésus, sous Hérode, et l'inauguration de son ministère galiléen à la quinzième année de Tibère, ce qui serait impossible avec saint Matthieu seul. L'esprit qui l'anime, on ne saurait le caractériser mieux qu'en l'appelant l'esprit même de Paul.

Au moment où saint Luc écrivait, un fait nouveau se produisait dans l'Église naissante. L'Évangile, combattu par les Juifs, rencontrait chez les païens une faveur prodigieuse. Le peuple accourait en foule à l'appel des envoyés et surtout de celui qui s'intitulait l'Apôtre des Gentils. C'était un entraînement. A côté du Juif défiant, toujours revêche et persécuteur, on voyait le païen docile et empressé. La prophétie de Jésus s'accomplissait visiblement : le Royaume allait être enlevé au peuple élu et transporté au peuple abandonné de Dieu. L'Évangéliste était témoin de cette nouveauté, et, sur les traces de son maître Paul, il travaillait à la conversion des Gentils. Au sein de l'Église, des dissensions s'étaient élevées, les Juifs convertis ne voyaient pas toujours d'un bon œil les nouveaux frères païens; ils se prévalaient contre eux de leur titre de fils d'Abraham, se défendant mal d'un orgueil secret contre ces incirconcis. Ils eussent voulu les asservir aux prescriptions de la Loi ; mais les païens résistaient. La Loi était finie. Le Royaume de Jésus brisait ses vieilles attaches. Saint Paul défendait la liberté des enfans de Dieu, affranchis désormais de toute tutelle légale, de ce culte imparfait qu'il appelait les élémens de ce monde (1). La vie du Maître était pleine de faits où ce nouvel état de choses était prophétisé, justifié : il fallait les produire.

L'Esprit vivant qui veillait sur les apôtres inspira saint Luc, comme il avait inspiré saint Paul; et en lisant le troisième Évangile, on y trouve le Christ, Sauveur universel, tel que les païens devaient le voir, tel que Paul le prêchait, et tel qu'il s'était montré lui-même dans sa vie publique. Il recueille avec soin un grand nombre de traits omis par le premier Évangile, et qui, tout en humiliant les Juifs, pouvaient inspirer confiance aux païens : le salut promis au publicain Zachée et au bon larron, le pardon accordé à la pécheresse publique et au prodigue, la préférence donnée au publicain sur le Pharisien; il vante le Samaritain, l'excommunié miséricordieux, en l'opposant au prêtre et au lévite sans entrailles; il fait l'éloge de plusieurs païens, il montre Jésus priant pour ses bourreaux, convertissant le bon larron et le centenier romain.

Saint Luc a ainsi écrit les scènes les plus touchantes de la vie de Jésus, qu'il se plaît, à l'exemple de son maître Paul, à nommer « le Seigneur. » Si Marc est l'Évangéliste de la puissance, Luc est

(1) *Gal.*, IV, 3.

l'Évangéliste de la miséricorde et de la bonté. L'antiquité, dans sa prédilection pour les symboles, a donné à Marc le lion comme emblème, et à Luc, la victime, le taureau qu'on égorge. A toutes les pages de son œuvre, on reconnaît Celui qui sauve et qui pardonne, ce « Fils de l'homme, venu non pour perdre, mais pour sauver, non pour juger, mais pour pardonner. »

L'ouvrage a été sûrement composé avant les Actes, qui en sont la continuation ; et comme ces derniers s'arrêtent à la fin du second séjour de Paul à Rome, il faut placer la rédaction de l'Évangile avant l'année 64.

La persécution de Néron contre les chrétiens obligea Luc à fuir la capitale de l'Empire, où Paul mourut ; et l'Évangile qu'il y avait écrit fut emporté par lui en Achaïe et en Béotie, où il avait cherché refuge (1).

Vers la moitié du Ier siècle, lorsque l'esprit qui animait l'Église la dilatait, emportant ses apôtres à la conquête de l'Empire, à travers les provinces d'Asie et de Grèce, la foi naissante n'y rencontra pas seulement l'hostilité des Juifs, elle se heurta aux doctrines païennes et à la kabbale juive, à cet ensemble d'opinions qui formaient la sagesse des civilisés de ce temps. Cet obstacle était plus redoutable que les persécutions : celles-ci n'atteignaient que le corps, tandis que la philosophie humaine pouvait corrompre la foi et la parole de Jésus.

Parmi les convertis du paganisme, beaucoup étaient imbus de cette fausse sagesse. Tous les siècles et toutes les civilisations se ressemblent. L'homme n'échappe jamais aux influences de son milieu, il en subit les doctrines, comme il en subit les mœurs, même sans raisonner et, le plus souvent, sans les comprendre.

Les doctrines qui composaient alors l'atmosphère intellectuelle, religieuse et morale, ont pris un peu plus tard le nom de gnosticisme : mélange confus de monisme, de panthéisme, de dualisme, de fatalisme, de théurgie et d'ascétisme bizarre, amalgame de spéculations sur le principe des choses et sur l'univers.

Deux courans dominaient : l'un partait d'un monisme outré qui flattait la doctrine unitaire des Juifs ; l'autre s'inspirait d'un dualisme irréductible.

Ceux qui suivaient le premier concevaient Dieu comme une unité transcendante et abstraite, dégagé de toute relation avec le monde et impénétrable en lui-même.

L'univers était le produit de forces intermédiaires, impersonnelles, émanées du principe silencieux et inconnu. L'une de ces forces, l'un de ces *Éons*, comme on les appelait, était le Logos ou

(1) Jérôme, *De vir. illustr.*, c. VII.

Christ supérieur. Il s'était uni, un instant, à Jésus. La Rédemption, d'après eux, se réduisait à ceci : Jésus avait annoncé la Vérité ou le Dieu inconnu, il avait vaincu les puissances cosmiques, souveraines de ce monde qui paralysaient l'effort de l'être pneumatique ou spirituel vers l'Être primitif. On n'était pas racheté par la foi en Jésus ni par les mérites du Rédempteur divin, mais par la Gnose, ou la connaissance de Dieu, des esprits ou Éons, de l'humanité et de leurs rapports. Il suffisait à l'homme d'être initié à la Gnose : cette initiation faisait de lui un être pneumatique.

D'après les dualistes, qui renouvelaient la doctrine des Perses, le monde est sous l'influence de deux forces opposées, émanées des profondeurs de l'Être : la lumière et les ténèbres. Le monde matériel est sorti des ténèbres, il est mauvais en soi; mais la lumière triomphera et finalement délivrera les parcelles brumeuses captives dans les corps. Jésus, pour ces hérétiques, était vraiment le Christ, le Fils de Dieu en personne, mais ils niaient qu'il se fût véritablement incarné (1). Il est facile de concevoir quels dangers la parole des apôtres devait courir en présence d'esprits qui, au lieu de la recevoir comme des enfans, suivant la volonté de Jésus, ne songeaient qu'à l'interpréter selon leurs opinions. Saint Paul, le fondateur de presque toutes les Églises d'Asie-Mineure, avait prophétisé le péril et mis en garde les chefs des communautés (2) contre ces maîtres qui viendraient corrompre la foi. De son vivant déjà, il les avait vus à l'œuvre; il signalait leur perversité (3), et dénonçait leur science mensongère (4).

Ce péril est de tous les siècles cultivés. La plus grande difficulté pour l'homme est de se soumettre simplement à l'Évangile, et sa plus grande tentation est de vouloir le transformer à son gré, suivant ses propres systèmes.

Les gnostiques nient la divinité du Christ, en le réduisant au rôle d'Éon ou de force inférieure à Dieu. Ils méconnaissent le rapport essentiel et véritable qui relie Jésus à son Père, ils s'offusquent de son humanité qui le met en contact avec la matière, le principe du mal selon eux; et ils la réduisent à une pure apparence. Ils refusent au Fils de Dieu et à celui qui s'est ainsi nommé une personnalité propre. Les Juifs convertis, connus sous le nom de Judaïsans, partagent quelques-unes de ces erreurs qui, en détruisant le Christ, ruinent par là-même toute son œuvre. Ébionites et Docètes se liguent, niant les uns l'humanité réelle, les autres la divinité de Jésus, et menacent le Christianisme dans son berceau.

(1) Ignace, *Ad Smyrn.*, II. Cf. *II Timoth.*, II, 8-17.
(2) *Act.*, XX, 28-31.
(3) *I Timoth.*, I, 5-7.
(4) *Id.*, 19 et suiv.; VI, 20, 21.

L'un de ces hérétiques était Cérinthe; Irénée nous a conservé les grandes lignes de sa doctrine (1), c'est la doctrine même des Ébionites; il ne voit en Jésus qu'un homme, dans lequel, au moment du baptême, un démiurge, un Éon, appelé Christ, est descendu. Un autre de ces faux docteurs était le diacre Nicolas, dont les mœurs déréglées s'alliaient aux spéculations les plus insensées sur la nature de Dieu, sur la création et les rapports entre Dieu et l'univers (2).

C'est pour combattre ces erreurs que l'un des apôtres écrivit un quatrième Évangile (3). Cet apôtre est Jean, le disciple bien-aimé. Tous les chefs des églises d'Asie, l'apôtre André à leur tête, l'en prièrent (4).

Nul mieux que lui n'était capable d'attester la vérité.

Il n'oppose point une doctrine humaine, un système philosophique, à des doctrines humaines, à de vains systèmes de philosophie. Il n'est pas un philosophe, il est un témoin. Il ne connaît que la parole de son Maître, et il ne dit que ce qu'il a entendu. Tandis que saint Paul, dans ses épîtres, raisonne et discourt sur les faits évangéliques, sur la doctrine du Christ, sur l'œuvre de la Rédemption, sur sa mort et sur sa résurrection, saint Jean, recueillant ses souvenirs, inspiré par l'Esprit dont il était éclairé et qui lui suggérait, comme Jésus l'avait promis à ses fidèles, tout ce qu'il fallait dire, saint Jean rend témoignage : tout ce qu'il rapporte a un but, un seul but, établir la foi en Jésus-Christ, Fils unique de Dieu, source de la vie éternelle.

Il ne s'agit plus de démontrer par l'histoire, comme l'ont fait saint Matthieu, saint Marc et saint Luc, que Jésus est le véritable Messie promis aux Juifs, et le Sauveur de toute créature par le repentir et la foi; il s'agit de déterminer la vraie nature divine de « Celui qui est apparu dans la chair. »

Qu'est-ce que le Fils de Dieu? Quels sont ses rapports avec l'Être divin qu'il nomme son Père? Qu'est-il venu accomplir en ce monde? En quoi consiste le salut dont il est l'auteur? La réponse à ces questions est tout le quatrième Évangile. Ce n'est pas Jean qui parle, c'est Jésus même; car lui seul pouvait nous renseigner sur sa vraie nature divine. Le mot par lequel l'Évangéliste ouvre son écrit et qui forme le résumé de tout ce qu'il va rapporter, est ce mot de Parole, de Verbe, de Logos. « Dans le Principe était le Verbe, et le Verbe était auprès de Dieu, et le Verbe était Dieu.

(1) Irénée, *Adv. hæres.*, I, XXVI, 1.

(2) August., *De hæres.*, in princ.

(3) Irénée, *Adv. hæres.*, III, I, 1; Clém. d'Alex., ap. Eusèbe, *Hist. ecclés.*, VI, 14; Tertull., *Contr. Marcion.*, IV, 2.

(4) *Canon de Muratori;* Jérôme, *De vir. illustr.*, CIX.

Oui, le Verbe était, dans le Principe, auprès de Dieu. Toutes choses ont été faites par lui, et sans lui rien n'a été fait de ce qui a été fait. En lui était la vie, et la vie était la lumière des hommes, et la lumière luit dans les ténèbres, et les ténèbres ne l'ont point comprise (1). »

Cette expression qui traduit son Être divin, Jésus ne se l'est jamais donnée dans les discours que saint Jean lui-même rapporte. Elle n'a rien de commun avec le νόος des Grecs, le Verbe de Platon et de Philon l'Alexandrin; elle rappelle plutôt « la parole » des Prophètes et la sagesse personnelle des Proverbes et des Livres sapientiaux. Peut-être Jésus l'a-t-il révélée à ses apôtres, lorsqu'il leur ouvrit l'intelligence des Écritures (2). Aucune ne rend mieux ce qu'il est; elle implique son origine éternelle du sein du Père, où le « Logos » est toujours vivant, sa distinction du Père d'où il émane, dans l'égalité d'une même vie, et le rapport de Dieu avec ce monde créé par le « Logos, » conduit par le Logos à travers le temps, et sauvé par le « Logos » fait chair. Toute la théodicée est fondée sur cette idée; et il a suffi du mot divin qui l'exprime, pour mériter à saint Jean d'être appelé le Théologien et le Théosophe.

Comment le Verbe, Fils unique du Père, s'est-il révélé dans sa vie humaine? Les Évangélistes répondent à leur manière : les trois premiers nous l'apprennent par le récit de ses enseignemens et de ses actes. Il enseignait, remarquent-ils, comme un Maître absolu, remettait les péchés, comme Dieu, et commandait à la nature, comme Celui qui n'a pas de supérieur, par sa force propre. Le quatrième Évangile nous instruit par les discours directs dans lesquels Jésus atteste lui-même sa préexistence, son origine éternelle, sa communauté d'essence avec le Père, sa puissance d'éclairer, de créer, de sauver, de donner la vie, de juger comme le Père.

Et, afin qu'il soit bien établi que ces discours ne sont point des compositions artificielles, ils ont été encadrés dans des faits précis, déterminés comme temps, comme lieu, avec un soin particulier, une intention marquée. La plus transcendante des révélations est ainsi présentée sous une forme sensible et populaire qui permet de lire la vérité divine dans des images saisissantes comme Jésus se plaisait à la montrer (3).

Les faits que l'Évangéliste rapporte sont tous, à l'exception de deux, — la multiplication des pains au désert de Bethsaïde, et la marche de Jésus sur les eaux du lac, — empruntés à des périodes de la vie de Jésus omises par les trois premiers Évangélistes. Le miracle des eaux montre en Jésus la puissance de transformer les

(1) Jean, I, 1.
(2) Luc, XXIV, 45.
(3) Cf. ch. IV; VI; IX; X; XI.

substances, égale à la puissance qui les crée. La guérison à distance du fils de l'officier de Capharnaüm prouve que la parole de Jésus est souveraine et qu'elle agit malgré l'espace. La multiplication des pains accuse sa force créatrice; sa marche sur les eaux et la tranquillité imposée à la tempête, son autorité absolue sur la nature; la guérison du paralytique de Béthesda révèle que le mal le plus invétéré ne lui résiste pas; l'aveugle-né atteste qu'il est le principe de la lumière, et la résurrection de Lazare démontre qu'il est le Maître de la mort et de la vie.

Ses discours, tels que Jean les rapporte, par fragmens, ne sont que l'expression de sa nature divine, de sa vie intime, de ses rapports avec le Père, de son égalité absolue avec lui, en essence, en pouvoir, en activité. Sans doute, il tient tout du Père; mais cette origine, en établissant sa distinction personnelle du Père, est sans préjudice de son égalité absolue, puisque le Père lui a tout donné dès l'éternité, en l'engendrant comme son Fils unique. Et en révélant ces mystères intimes, on remarquera que Jésus n'émet aucune doctrine, il atteste seulement des faits intérieurs dont il a la conscience totale, des faits transcendans, puisqu'ils constituent la vie même de Dieu (1).

Il donne enfin la révélation la plus profonde de son œuvre, qui consiste à communiquer à tous ceux qui croient, l'Esprit de son Père et le sien. C'est l'idée qu'on retrouve au fond des paraboles que l'Évangéliste a rapportées. L'Eau vive dont il parle à la Samaritaine, le Souffle mystérieux dont il est question dans l'entretien avec Nicodème, la Source jaillissante du rocher, la Lumière qui éclaire le monde, le Berger qui conduit les brebis et qui les mène aux pâturages, tous ces symboles expriment l'Esprit mystérieux et divin de Jésus, la force par laquelle son œuvre s'accomplit dans le secret des âmes et dans l'humanité.

Il n'y a, dans ces discours religieux, aucune métaphysique abstraite. Jésus, tel que le révèle saint Jean, n'est pas plus un philosophe que le Jésus des trois premiers Évangiles. Il ne vient pas démontrer la vérité par des raisonnemens ni exposer un système religieux. Sa parole est l'expression pleine, vivante, adéquate de ce qui est; la loi morale, c'est sa volonté et son esprit; Dieu, pour lui, c'est l'Être vivant, aimant, tout-puissant, le Père; il en traduit en langue humaine, non pas la conception intérieure qu'il s'en fait par une vue systématique, mais la réalité dont il a la perception immédiate.

Les trois premiers Évangiles racontent ce qui se voit en Jésus, le quatrième ce qui ne se voit pas. Mais comme le visible a tou-

(1) Jean, v; x.

jours sa cause invisible, les faits des synoptiques ont leur cause cachée dans le Dieu invisible qui est en Jésus et que saint Jean révèle. Les uns nous montrent le Dieu vivant parmi les hommes, semblable à eux, l'autre nous parle de ce qu'il est en lui-même, dans le sein du Père.

Les premiers Évangiles montrent l'homme en Jésus, le quatrième révèle le Dieu. Tous, même les profanes, peuvent lire les uns : l'autre est réservé aux initiés que l'éternelle Lumière éclaire. Le génie, laissé à ses pauvres clartés humaines, ne le comprendra pas, mais les âmes simples l'entendront, malgré sa sublimité ; et quiconque l'ouvre doit se souvenir de la parole du Maître : « Bienheureux les cœurs purs, ils verront Dieu. »

L'authenticité du plus divin des Évangiles n'a jamais été niée parmi les anciens. Une seule secte obscure, les Aloges, l'a répudié, mais elle n'invoque aucun témoin, et ne s'appuie que sur des raisons dogmatiques. Ceux qui niaient le Verbe ne pouvaient accepter l'Évangile du Verbe.

Presque tous les Pères apostoliques en contiennent des citations très soigneusement relevées par le docteur Funk (1).

On ne peut rien opposer au témoignage d'Irénée, disciple de Polycarpe, disciple lui-même de saint Jean, attestant l'existence de l'écrit johannique (2).

Il a été rédigé en grec, à Patmos, suivant les uns, à Éphèse, suivant d'autres. La tradition est incertaine sur ce point, de même que sur l'époque exacte de la rédaction. Il est vraisemblable que l'Apôtre l'écrivit dans sa vieillesse, alors que, seul survivant des témoins directs de la vie et de la doctrine de Jésus, il fut prié par tous les évêques des Églises d'Asie-Mineure d'élever sa grande voix pour confondre les négations naissantes dont la nature de Jésus était l'objet et qui se sont multipliées pendant six siècles, toujours vaincues par le témoignage du quatrième Évangile.

Quant au silence de Papias, il n'est plus possible d'en tirer un argument contre le quatrième Évangile. Un nouveau fragment de l'évêque d'Hiéropolis, cité par Thomasius (I, 344) et que j'emprunte au docteur Aberle (3), témoigne qu'il connaissait l'œuvre de l'Apôtre.

D'ailleurs, l'authenticité des quatre Évangiles canoniques est une question désormais tranchée.

Il est prouvé par le fragment du canon de Muratori que, sous le pontificat de Pie Ier, en 142, il existait quatre Évangiles, que l'Église romaine n'en reconnaissait pas d'autres, qu'elle les lisait

(1) *Opera Patr. apostol.*, t. I, p. 565 et suiv.
(2) Irénée, *Adv. hæres.*, III, I, 1.
(3) *Einleitung in das Neue Test.*, p. 112.

dans l'ordre même où ils sont classés aujourd'hui, qu'elle les tenait pour inspirés de Dieu, écrits par un seul et même Esprit.

Il est prouvé, par une comparaison savante et détaillée, que tous les Évangiles peuvent être reconstitués, fragmens par fragmens, mais intégralement, à l'aide des citations recueillies dans les ouvrages des Pères du Ier et du IIe siècle, depuis l'auteur de l'Épître de Barnabé jusqu'à Tertullien et Irénée.

Il est prouvé que non-seulement dès le milieu du IIe siècle, en 150, il existait déjà une version latine des Évangiles, la vieille Italique, mais qu'avant elle il y en avait déjà deux : l'une en Afrique, l'autre en Italie. Il est prouvé, grâce à la découverte de M. Cureton, qu'avant la vieille Italique il existait une version syriaque, la *Peschito;* qu'elle avait été traduite en grec, et que le traducteur de l'Italique avait sous les yeux cette traduction grecque portant en marge des variantes syriaques auxquelles il s'est surtout référé. Il est prouvé ainsi que les traductions sont contemporaines des originaux.

Il est prouvé enfin, par la découverte du Codex Sinaïticus de M. C. Tischendorf, qu'à l'époque même où, selon Tertullien, le manuscrit autographe des Évangiles était encore conservé dans les Églises apostoliques, il existait une copie contemporaine. Cette copie nous est offerte dans le Codex Sinaïticus, antérieur aux corrections des manuscrits exigées officiellement par Constantin.

Ainsi on est en droit de conclure que les Évangiles existaient dès le Ier siècle et qu'ils existaient tels que nous les possédons. A défaut des manuscrits originaux, autographes, nous avons du moins des traductions contemporaines. La critique est satisfaite. Entre elle et la tradition de l'Église, sur ce point essentiel, l'harmonie est totale.

IV.

Le premier caractère de ces documens, c'est d'être, avant tout, au sens le plus rigoureux et le plus précis, des témoignages. Ils ne discutent pas, ils n'exposent pas des idées, des théories; ils n'expliquent pas; ils racontent des faits, ils rapportent des paroles, ils les affirment. De là, leur impersonnalité. L'auteur disparaît devant les choses. S'il se révèle quelquefois, par exemple dans le prologue du troisième Évangile ou dans le quatrième, avec une réserve extrême, c'est pour déclarer qu'il n'est qu'un témoin, qui s'est renseigné sur tout et qui a vu ou entendu ce qu'il écrit.

On ne surprend pas l'expression des sentimens intimes dont ces écrivains débordaient en peignant la vie de leur Maître. Aucun enthousiasme, aucun cri d'admiration, aucune réflexion propre.

Ils se souviennent : voilà tout, et ils écrivent leurs souvenirs selon que l'Esprit les leur suggère ou que d'autres témoins peuvent leur permettre de les mieux préciser.

Certains événemens ont plus frappé les uns que les autres; le récit en est plus détaillé, plus vivant, plus frais de couleur. Les circonstances dans lesquelles chacun des Évangélistes a écrit ont été aussi l'une des causes positives du triage et du choix des faits et des paroles sans nombre qu'ils avaient pu voir ou entendre dans la vie de leur Maître. Le cercle des lecteurs auxquels ils s'adressaient n'a pas peu contribué non plus à modifier leur œuvre. Ils ne pouvaient parler à des Juifs niant la messianité de Jésus comme à des païens sans préjugé juif; à des simples sans culture comme à des convertis, nourris dans la Gnose judaïque ou grecque; à des Églises où les Juifs prétendaient allier la liberté évangélique avec la servitude légale comme à des Églises affranchies de ces questions irritantes. Celui qui avait été admis, dès la première heure, à l'intimité du Maître, qui avait concentré dans son âme aimante les meilleures confidences de Jésus, qui, plus que tout autre, avait été frappé par les entretiens où il révélait sa nature divine, sa filiation éternelle, les profonds mystères de la foi et du salut par l'Esprit, devait évidemment laisser passer dans son témoignage une suavité, une tendresse, un charme, une vivacité de souvenir que nul autre n'égale. Mais toutes ces différences s'évanouissent dans un fait supérieur et dans une unité plus haute.

Tout, dans l'œuvre de chaque Évangéliste, vient de Jésus. C'est lui et lui seul qu'on voit vivre, lui seul qu'on entend. Le discours sur la montagne, les paraboles, les discussions avec les Pharisiens et les Sadducéens, les instructions aux douze apôtres et aux soixante-douze disciples, les anathèmes contre les faux docteurs, la prédiction de la ruine du Temple et de Jérusalem, les annonces répétées de sa passion future et de sa mort, ses entretiens avec la Samaritaine et avec Nicodème, les affirmations solennelles de sa messianité, à la face des grands de Jérusalem, sous le portique de Salomon, les déclarations prodigieuses de sa nature divine, de son égalité avec le Père, de sa fonction messianique symbolisée par le rocher de l'Horeb, par les lumières de la fête des Tabernacles, par tous les grands faits de l'histoire juive et par le culte qui rappelait les faits : tout est la parole de Jésus. Prétendre que les Évangélistes, et notamment le quatrième, auraient prêté des discours à leur Maître, l'auraient fait parler, comme Tite-Live les généraux romains, c'est leur enlever le seul titre dont ils se réclament tous formellement; c'est méconnaître le respect infini qu'ils portaient à leur Maître; c'est ébranler et contredire, sans aucun motif positif, la tradition universelle, ininterrompue; c'est faire mentir celui qui a dit

avec une insistance solennelle : « Ce que nous avons vu, ce que nous avons entendu, ce que nous avons vu de nos yeux, ce que nous avons contemplé, ce que nos mains ont touché du Verbe de la Vie; — oui, la Vie s'est manifestée, et nous avons vu, et nous attestons et nous annonçons la Vie éternelle, celle qui était auprès du Père, et elle nous est apparue, — ce que nous avons vu et entendu, nous vous l'annonçons (1). »

On s'explique ainsi comment ces pêcheurs de Galilée, ces natures incultes, ont pu écrire un livre pareil aux Évangiles : ils n'ont eu qu'à se souvenir. S'ils avaient composé un dialogue à la Platon, ou quelque traité à la Philon d'Alexandrie, on aurait cru à leur génie; et leur génie eût paru suspect. Ils auraient mis de leurs idées et de leur création dans l'œuvre. Mais ils ne savaient rien. Tout ce qu'on peut remarquer en eux, c'est que, sous l'action constante de Jésus, ils ont dépouillé peu à peu les préjugés populaires de leur race, et accepté, dans une foi pleine, les exemples, la parole de leur Maître. Ils n'existent plus, à proprement dire; c'est leur Maître qui est tout en eux.

Dans bien des cas, je préfère, comme critique, le paysan simple au philosophe subtil et avisé.

Le premier me dira bonnement ce qu'il a vu; l'autre voudra me l'expliquer. Ce qui intéresse l'historien, c'est d'abord le fait; l'explication du fait ne vient qu'après. En toute hypothèse, avant d'expliquer les phénomènes, il importe de les constater. Je me défie pour cette opération de l'esprit trop cultivé : il a toujours devant les yeux son système. Il appelle cela un instrument perfectionné. Ne se fait-il pas illusion? C'est un instrument perfectionné pour voir ce qu'on veut et ne pas voir ce qui ne nous convient point.

Le caractère testimonial des Évangiles repose non-seulement sur l'intention expresse des rédacteurs, solennellement formulée par eux, mais encore et principalement sur la volonté de leur Maître : — « Allez, leur a-t-il dit en les quittant, enseignez les nations et apprenez-leur tout ce que je vous ai confié. Je suis avec vous jusqu'à la consommation des siècles (2). Vous êtes les témoins de ces choses (3). Vous recevrez la vertu de l'Esprit-Saint survenant en vous, et vous me rendrez témoignage à Jérusalem et dans toute la Judée, en Samarie et jusqu'aux confins de la terre (4). »

Leur parole ne sera pas un simple souvenir humain, livré aux hasards de la mémoire et de la conscience fragiles ; elle sera gardée,

(1) *Éphés.*, I, 1-3.
(2) Matth., XXVIII, 19. 20.
(3) Luc, XXIV, 48.
(4) *Act.*, I, 8.

sanctionnée par la vertu de l'Esprit de Jésus vivant en eux, et leur suggérant à l'heure même tout ce qu'il faudra dire (1).

C'est ainsi que l'Église, dans une tradition ininterrompue, a toujours considéré les Évangélistes.

Il suit de là qu'on ne peut distinguer dans leur œuvre un élément propre aux écrivains et un autre propre à celui dont ils écrivent. Tout ce qui est sorti de leur plume appartient à Jésus, soit comme acte de sa vie, soit comme enseignement de sa doctrine. L'acte est plus ou moins nettement, vivement décrit, l'enseignement est reproduit plus ou moins complet ou fragmenté, mais l'un comme l'autre est partie intégrante de la vie et de la doctrine du Maître.

Là est le secret de la beauté, de la simplicité, de la sainteté, de l'immortelle vertu des Évangiles. Ce n'est point l'âme, l'esprit, le génie des écrivains qui ont passé en eux, c'est l'âme, le génie, l'esprit de leur héros. Il vit en eux, agit, parle, émeut, éclaire et sanctifie. Sa douceur rayonne et enveloppe, son attrait charme et attire, ses exemples entraînent; sa bonté se communique toujours. On marche à sa suite avec les pauvres gens qui lui faisaient cortège, avec les pécheurs et les malades dont il guérissait les plaies visibles et les blessures cachées; on peut écouter ses leçons, comme il les donnait à la foule, s'asseoir avec elle pour les entendre, au sommet des collines de Galilée ou sur la grève de son lac, l'accompagner dans ses voyages et le reconnaître avec ses fidèles comme le Fils de Dieu. Non, personne n'a parlé avec une telle puissance et répandu plus de bienfaits. Ses confidences intimes à ses disciples, ses adieux, ses derniers entretiens à la veille de mourir nous semblent adressés; ses douleurs se laissent voir dans leur plénitude effrayante; son supplice atroce nous fait pleurer comme ses amis au pied de la croix. Son triomphe prodigieux nous rassure; et, en le voyant quitter la terre dans la gloire de son Ascension, nous nous sentons pleins d'espérance et de force, car il nous laisse, comme à ses disciples fidèles, l'Esprit qui a vaincu le monde et qui fait de nous des enfans de Dieu.

Ces documens gardent une vie, une jeunesse, une fraîcheur éternelles. Ils sont comme le Christ dont ils témoignent. Il était hier, il est aujourd'hui, il sera demain. Le ciel et la terre passeront : son être, sa parole, jamais. Tous ceux qui souffrent peuvent lire les Évangiles, ils y goûteront une consolation; ceux qui aiment peuvent les méditer, ils y apprendront le sacrifice; ceux qui veulent le bien peuvent les interroger, ils trouveront là le secret de toute vertu. Les désespérés y verront le salut, et tous ceux qui

(1) Jean, XIV, 16.

pensent, s'ils les scrutent d'un cœur droit et simple, seront vaincus par cette sagesse divine qui nous instruit du mystère de Dieu, en nous découvrant les misères de l'homme et le moyen de les soulager. Quelle autre science vaut la peine de vivre?

Il y a, dans l'histoire, deux sortes de documens : les uns sont une lettre morte, les autres sont vivans; les premiers, vrais débris des peuples, des sociétés, des civilisations, des races disparues, pierres et stèles gravées, parchemins et bandes de papyrus couverts d'hiéroglyphes ou de caractères d'une langue inconnue, n'appartiennent plus à personne; ils sont tombés dans le domaine de tous, et ils n'ont plus l'esprit vivant d'un peuple pour les interpréter; les seconds restent la propriété d'un peuple, d'une société, d'une religion vivante. Ils sont écrits dans une langue qu'on parle et qu'on entend; ils sont gardés intacts par ceux qui en vivent et qui en connaissent la valeur.

Tous les documens égyptiens, assyriens, phéniciens et autres sont de la première catégorie. Les Évangiles occupent le premier rang dans la seconde. Aucun livre ne mérite mieux le nom de vivant.

Ce qu'ils rapportent est la vie même de millions de consciences qui pensent comme eux, se dirigent d'après eux, se consolent en eux, espèrent par eux. Ils sont nés dans une société religieuse qui les regarde à juste titre comme son bien, ses titres de famille, un de ses plus précieux trésors. Cette société qui, sous le nom d'Église, couvre le monde, présente à tous son Évangile : mais il n'appartient qu'à elle de l'interpréter. Elle en est l'auteur, puisqu'il est sorti d'elle. Qui connaît mieux la pensée d'un livre? N'est-ce pas celui qui l'a conçu?

S'il fallait prouver cette vérité trop simple et cependant méconnue, je dirais à ceux qui l'oublient, à tous les exégètes qui ne font aucun cas de l'Église et de sa doctrine traditionnelle pour arriver au sens des Évangiles : lorsque vous voulez interpréter les documens morts, quelle méthode suivez-vous? Vous essayez de reconstituer le peuple auquel ils appartenaient, vous l'évoquez en quelque sorte, vous le ranimez de ses cendres, et, lorsque vous le voyez vivant devant vous, avec sa langue, ses mœurs, ses doctrines, avec toute son histoire, vous hasardez la lecture du document, et vous en donnez timidement l'interprétation, car la résurrection historique d'une civilisation finie, d'un peuple anéanti, est toujours imparfaite. Or, les documens évangéliques ne sont pas des documens morts, ils appartiennent à un peuple vivant, très vivant, qui grandit toujours, qui parle, qui enseigne, qui ne cesse de les interpréter, de les lire et de les raviver.

De quel droit les traiter comme un simple papyrus découvert dans le tombeau de quelque momie, ou comme un vieux parchemin oublié dans les archives d'une ville dévastée?

Si les Égyptiens de Ramsès revenaient aux bords du Nil, ils seraient, je pense, les meilleurs interprètes de leurs écritures : les égyptologues ne feront aucune difficulté de le reconnaître. En bonne critique, et sans invoquer pour l'Église catholique l'autorité infaillible qu'elle tient de son Maître dans la conservation et l'interprétation de la foi, je demande qu'on la traite comme toute société vivante et intelligente, et qu'on veuille bien admettre qu'elle est mieux que personne en mesure d'expliquer ses propres livres.

Ce droit reconnu, je ne fais aucune difficulté d'appliquer aux documens restés vivans malgré leur antiquité séculaire, la méthode qui consiste à replacer ces livres dans le milieu qui les vit se produire, et d'emprunter à la connaissance de ce milieu des élémens de grande valeur pour les mieux comprendre.

Qu'on me permette un exemple. Il y a, dans les auteurs évangéliques, une expression significative dont l'interprétation est d'une importance majeure : c'est l'expression Fils de Dieu, appliquée à Jésus.

Les critiques modernes qui étudient les Évangiles comme un simple Hérodote ou un Tive-Live, disent justement que la locution a divers sens et qu'elle se prend quelquefois au sens métaphorique et moral, et qu'à ce point de vue, elle peut s'appliquer et s'applique de fait à des hommes.

Ils ajoutent : c'est dans ce sens qu'on doit l'appliquer à Jésus.

La question est de savoir comment Jésus voulait qu'on la lui appliquât, et de quelle façon les apôtres la lui ont donnée.

C'est une question de fait et de témoignage. L'Église, gardienne de la tradition des apôtres, redisant avec eux et après eux, d'âge en âge, ce qu'ils ont enseigné, l'Église affirme que le titre de Fils de Dieu a toujours été, depuis saint Pierre qui le lui a donné le premier, jusqu'aujourd'hui, un titre impliquant non pas une filiation métaphorique et morale, mais une filiation absolue, dans l'identité d'une même nature divine.

Que peut prouver l'exégèse en opposition avec un tel témoignage? Certes, la raison est libre de refuser sa foi à la parole de l'Église comme à celle des apôtres et à celle de Jésus; mais je ne comprends plus qu'elle vienne dire aux auteurs des livres eux-mêmes, ou, — ce qui est la même chose, — aux gardiens fidèles de ces ouvrages : Vous ne savez pas ce que vous écrivez et ce que vous lisez. — En vérité, qu'en peut-elle connaître?

Entendue au sens catholique, l'expression peut paraître étroite

ou choquante à certains esprits; mais si Jésus l'a acceptée au sens catholique, l'historien n'a qu'à le consigner, et il fausse l'histoire, s'il s'y refuse.

V.

Un autre caractère des documens évangéliques, c'est le nombre, la variété et leur indissoluble harmonie.

Le nombre est nécessaire à la valeur du témoignage : il la garantit, il la confirme. Quatre témoins ont plus de poids qu'un seul, lorsque leur parole, malgré les différences individuelles, reste concordante.

La variété n'importe pas moins; le nombre n'existerait pas sans elle. Quatre témoins racontant la même chose en termes toujours identiques se confondraient en un. La validité du témoignage exige des dépositions qui s'accordent sur le fond et qui se diversifient dans le détail, sans pourtant se contredire. Les récits évangéliques, comparés, présentent ce caractère. L'histoire de Jésus, composée tout entière avec ces récits fondus, en donnera la preuve au lecteur; je ne puis mieux faire que de le renvoyer à l'ouvrage. Je dois le prévenir cependant que j'ai examiné avec une attention scrupuleuse les oppositions contradictoires que certains critiques ont prétendu voir dans la narration multiple des quatre Évangélistes; jamais je n'ai pu les découvrir. A la vérité, je me suis défendu de reconnaître un seul fait lorsque les détails me prouvaient qu'il y en avait deux, et ainsi, bien des contradictions se sont évanouies. Je citerai, comme exemple, la question des aveugles de Jéricho. J'admets deux miracles, l'un à l'entrée de la ville, l'autre à la sortie; mais je demanderai aux exégètes qui n'ont voulu en voir qu'un seul, sur quel motif ils appuient leur sentiment. Si, d'après saint Luc, certain aveugle fut guéri lorsque Jésus arrivait, pourquoi récuser son témoignage? et si, d'après saint Matthieu et saint Marc, deux autres, dont l'un est appelé Bartimée, furent guéris lorsque Jésus partait, pourquoi récuser leur récit? La tradition était confuse, répondent-ils : de là la confusion des narrateurs. Qu'en savent-ils? et comment peuvent-ils l'établir?

Je citerai encore les deux généalogies de Jésus, celle de saint Matthieu (I, 1-16) et celle de saint Luc (III, 23-38). Elles se contredisent, dit-on ; si la première est vraie, la seconde ne l'est pas; et inversement, si la seconde est authentique, la première ne peut l'être.

La déduction serait incontestable, à la condition de ne pas s'appuyer sur une hypothèse erronée. Pourquoi les deux généalogies

ne seraient-elles pas vraies l'une et l'autre? Il suffirait simplement qu'elles fussent différentes, que la première donnât les ascendans de Jésus par Héli dont Joseph est l'héritier légal : ce que fait saint Luc ; et que la seconde énumérât les ascendans de Joseph par Jacob, selon la paternité naturelle : ce que fait saint Matthieu. On appelle cela un expédient. Pourquoi? J'ai autant et plus de droit de le considérer comme de l'histoire.

Une condition essentielle pour comprendre l'harmonie des quatre documens évangéliques est de se faire une idée exacte du rôle des écrivains qui les ont rédigés. Ils ne prétendent pas tout dire, en rapportant un fait ou un discours. Ils notent quelques traits, quelques fragmens, et cela suffit à l'histoire.

Ce que l'un voit de profil, l'autre peut le voir de face. Tel détail a frappé celui-ci, tel autre celui-là. Il résulte de cette liberté laissée aux narrateurs, des omissions plus ou moins volontaires, des tableaux plus ou moins complets ; on serait mal venu dès lors, en les comparant, d'arguer de l'omission d'un détail à la fausseté de ce détail dans le récit qui le contient. Le rôle vrai du critique impartial, dans la comparaison des documens, est de les compléter l'un par l'autre.

Les différences qui se remarquent entre les quatre Évangélistes ont des causes multiples et précises que je me bornerai à signaler sommairement : elles s'expliquent toutes, pour peu qu'on réfléchisse, par la personne même du rédacteur, par le but qu'il poursuivait, les lecteurs immédiats qu'il avait en vue, et les circonstances déterminées, historiques, du milieu dans lequel il vivait. Ces circonstances ont souvent mis en relief bien des actions et des paroles de Jésus, qui restait toujours pour eux le modèle à regarder et la règle doctrinale à suivre.

Ainsi, lorsque la lutte entre les judaïsans et les païens convertis déchirait les Églises naissantes, il est évident que les paroles du Maître prophétisant la conversion des païens, et les scènes touchantes où il vantait leur foi quand il la rencontrait, durent s'éveiller plus vives dans la mémoire des disciples. Ces circonstances déterminaient le but des écrivains qui, en rendant témoignage de ce que Jésus avait fait et enseigné, raffermissaient la foi et tranchaient tout litige. Le cercle des lecteurs était de la sorte circonscrit par le but, comme le but était déterminé par les circonstances; et l'Esprit vivant du Maître disparu donnait aux Évangélistes l'impulsion voulue pour discerner ce qu'il fallait dire, ou pour écarter ce qu'il convenait de garder encore sous le voile. Tout en eux était subordonné à cet esprit intérieur qui les assistait, mieux sans doute que le génie national n'inspire ceux qui racontent l'histoire

de la patrie. Quel que soit leur travail, — qu'ils se recueillent pour retrouver leurs souvenirs, qu'ils interrogent les divers témoins de la vie du Maître, qu'ils consultent les écrits antérieurs, — l'Esprit est là pour les défendre contre l'inattention et la fraude, pour les maintenir dans la pleine vérité du témoignage.

VI.

L'indissoluble harmonie entre les quatre Évangiles a toujours été reconnue, en dépit de leurs différences, dès la plus haute antiquité. Elle est de tradition universelle dans l'Église. Chacun de ces livres contenant la parole même de Dieu, il était impossible d'admettre entre eux un désaccord. La parole de Dieu ne peut être en contradiction avec elle-même. Aussi, dès le milieu du IIe siècle, des concordances, des *diatessaron*, comme on les nommait, furent publiés pour ramener à l'unité les quatre récits inspirés. Cette unité *a priori* est justifiée par l'étude critique, par une comparaison attentive des documens. Non-seulement les trois premiers Évangiles, qu'on a nommés *synoptiques* à cause de la similitude manifeste de leur plan, concordent entre eux, mais ils s'harmonisent avec le quatrième, malgré de profondes divergences apparentes.

Le premier coup d'œil jeté sur ce dernier ouvrage montre, en effet, qu'il ne rappelle en rien ses trois devanciers. Les faits, le cadre géographique et chronologique, les discours, tout diffère. Certains critiques se sont empressés de conclure de ces différences à une contradiction, et ils ont formulé ce dilemme : si les synoptiques sont exacts dans la façon de retracer la vie de Jésus, saint Jean nous a donné une histoire fantaisiste, et si les discours rapportés par les trois premiers Évangiles sont les vrais discours de Jésus, ceux de saint Jean sont une composition artificielle; et inversement, si le quatrième Évangile est véridique dans ses récits et ses discours, les trois premiers ne peuvent l'être.

Non-seulement les différences réelles, évidentes, que nous devons constater entre les Évangiles synoptiques et le quatrième, n'autorisent pas à conclure à une opposition irréductible, mais elles démontrent plutôt l'harmonie indissoluble des quatre documens. Saint Jean ne contredit pas ses devanciers, il les complète et les explique, au point de vue du cadre géographique et chronologique de la vie du Maître, des faits qui forment la trame de cette vie, et des discours qui résument son enseignement.

Les trois premiers Évangiles n'ont donné pour théâtre à l'apostolat de Jésus que la Galilée et Jérusalem; le récit de saint Jean prouve qu'avant d'annoncer en Galilée le Royaume de Dieu, Jésus,

pendant une année entière, prêcha en Judée et se révéla solennellement à la métropole par l'expulsion des vendeurs du Temple. Les synoptiques ne parlent expressément que du dernier voyage de Jésus à Jérusalem pour la Pâque où il devait mourir; saint Jean mentionne tous ses divers voyages à la ville sainte, sa retraite en Pérée, au-delà du Jourdain et à Éphrem, sur les confins du désert. Les synoptiques ne commencent le récit de la vie publique qu'à l'époque de l'emprisonnement de Jean-Baptiste; le quatrième Évangile la fait commencer avec le baptême de Jésus et détermine sa durée totale par les trois Pâques qu'il mentionne (1). Les synoptiques ne nous donnent aucun point de repère pour le classement chronologique des faits de la vie publique; saint Jean les signale avec une précision extrême par les divers voyages de Jésus à Jérusalem (2), aux grandes fêtes juives. Les synoptiques, n'ayant pas raconté les divers séjours du Maître à la métropole, n'ont pu nous instruire de ce qu'il y a fait, ni des enseignemens solennels qu'il y a donnés; mais saint Jean nous les rapporte avec une grande richesse de détails.

Tous ces renseignemens précieux, on le voit, ne contredisent en rien les synoptiques, ils comblent leurs lacunes, et ils ont de plus le mérite d'expliquer leur récit. Impossible sans eux de reconstituer le drame émouvant de la vie de Jésus, de comprendre son mode particulier d'enseigner et d'instruire. Les grandes luttes, les enseignemens les plus sublimes, ont dû avoir la métropole juive et les autorités nationales pour témoins. C'est là que devait se terminer la carrière du Messie, là qu'il devait se produire avec un éclat souverain. La Galilée, pour Jésus, n'a été qu'un lieu relativement tranquille où, loin du foyer de haine qui, depuis le premier jour, le menaçait, il a pu évangéliser le Royaume de Dieu aux pécheurs et aux humbles, former ses disciples et asseoir les bases de son œuvre dans les consciences fidèles destinées à la répandre. Mais s'il s'est retiré en Galilée, comme le disent les synoptiques (3), Jean seul nous donne le motif historique de cette retraite (4).

D'après les trois premiers Évangiles, on remarquera que Jésus, comme Thaumaturge, Maître et Docteur, agit et parle avec une autorité personnelle absolue. Quand il guérit les malades, com-

(1) Jean, II, 13; VI, 4; XII, 1; XIII.

(2) Jean, V, 1; VII, 2; X, 22. Les synoptiques contiennent cependant des allusions certaines aux divers voyages de Jésus à Jérusalem; mais nous ne sommes renseignés sur ces voyages que par le quatrième Évangile. (Matth., XXIII, 37; Luc, IX, 51; XIII, 22.)

(3) Matth., IV, 12; Marc, I, 14; Luc, IV, 14.

(4) Jean, IV, 3.

mande aux esprits mauvais, ressuscite les morts, on ne le voit point se réclamer d'un principe supérieur auquel il emprunte une force; il parle, il impose les mains, il ordonne, et les malades sont guéris, les démons se retirent, les morts revivent. Lorsqu'il enseigne, même allure : il remet les péchés, comme Dieu, il promulgue la loi morale en son nom propre, comme Dieu ; ce n'est point au nom de Dieu qu'il l'impose, c'est en son nom. Il veut que ses disciples reconnaissent en lui le vrai Fils du Dieu vivant; et il les loue d'être arrivés enfin à cette foi suprême et totale.

Qu'est-ce qu'un tel être? Quelle est sa nature? Quelle est sa relation réelle avec celui qu'il nomme son Père? Quelle est dans les consciences son œuvre propre? Qu'est-ce que le personnage messianique annoncé par les Prophètes et réalisé en lui? Quel est le secret du Royaume fondé par lui?

Les trois premiers Évangiles ne rapportent que la parole de Jésus où toutes ces choses ont été dites en paraboles et en signes. Il était réservé au quatrième Évangile de nous donner la pleine clarté, en nous rapportant les discours les plus solennels et les plus intimes où Jésus a exprimé, dans une langue que nulle créature ne peut parler, ces mystères inénarrables.

Jésus n'est pas un fils de Dieu, il est le Fils; c'est le nom qu'il se donne toujours. Il est un avec le Père (1), de même essence; avant qu'Abraham fût, avant que le monde fût (2), il était, et il était dans le Père (3). Il a tout reçu du Père : puissance, lumière et vie. Il juge, il éclaire, il vivifie. Il communique son Esprit, et avec son esprit la vie éternelle. Il est la plus expressive, la seule et parfaite manifestation du Père. Qui le voit, voit le Père; qui l'aime, aime le Père. Il est dans le Père comme le Père est en lui (4).

Ces révélations transcendantes à toute conscience et à toute intelligence créées ne peuvent être acceptées que par celui qui donne sa foi à la parole de Jésus. Elles nous transportent dans une sphère divine, inaccessible au génie lui-même, mais ouverte à l'âme simple et au cœur droit.

Non-seulement de tels discours ne contredisent point les enseignemens moraux de Jésus et ses paraboles, mais ils leur apportent la seule explication qui les éclaire.

Si Jésus a parlé comme saint Jean le fait parler, je comprends le Thaumaturge, le Docteur des synoptiques, la souveraineté absolue avec laquelle il agit, et l'autorité propre avec laquelle il formule

(1) Jean, x, 30.
(2) Jean, viii, 58.
(3) Jean, xvii, 5.
(4) Jean, xiv, 10.

sa loi. C'est ainsi que le Fils de Dieu, — l'unique, le vrai, sans métaphore et sans réserve, — devait commander et légiférer ; sinon, le Jésus des synoptiques devient une énigme indéchiffrable, et on se demande comment un simple envoyé de Dieu a osé assumer un mode d'être, d'agir et de parler qui ne convient qu'à Dieu.

L'unité des documens est indissoluble. On ne peut les opposer l'un à l'autre qu'en invoquant des motifs étrangers à l'histoire. Ceux qui partent de l'hypothèse que Jésus n'est qu'un homme sont condamnés évidemment à sacrifier tout le quatrième Évangile, les faits comme les discours: on ne saurait admettre les uns et répudier les autres, ils forment un tout indivisible. L'écrivain qui atteste les faits garantit par son témoignage les discours. Son œuvre est d'une seule venue, elle se tient dans toutes ses parties et se fond avec l'œuvre des trois premiers Évangiles. Impossible d'écrire une Vie de Jésus conforme aux règles de toute histoire et de toute critique, sans les renseignemens johanniques. La première condition pour retracer l'histoire d'une personnalité supérieure est de mettre en lumière la conscience intime qu'elle avait d'elle-même; or, c'est le but principal de saint Jean de nous révéler, en Jésus, cette conscience intime. L'historien n'a pas à rechercher si une telle révélation gêne ou contredit ses idées et sa philosophie; son rôle est plus important, plus désintéressé : il nous doit, dans sa pleine teneur, l'attestation de ceux qui ont vu et qui ont entendu.

Le premier, le grand tort de la critique moderne, protestante ou incrédule, dans le travail immense et opiniâtre qu'elle a consacré aux documens évangéliques, depuis le XVIIIe siècle, en France, en Angleterre, en Suisse et en Allemagne surtout, a été de traiter ces documens comme une lettre morte. Elle a sciemment oublié qu'ils n'étaient point des livres tombés dans le domaine public, mais la propriété inaliénable de l'Église catholique. Alors même que, pour elle, l'Église n'était pas une institution divine, ayant reçu de son fondateur la garde infaillible de sa parole écrite ou orale, pouvait-elle méconnaître sa haute valeur comme société organisée? Et dès lors, où prenait-elle le droit de considérer ses propres livres comme un simple papyrus de la vieille Égypte, échappé à la ruine du peuple qui avait tracé là quelques signes, quelques pensées?

La tradition indéfectible d'une religion comme celle de Jésus, s'enchaînant sans interruption depuis dix-huit siècles, laissant à chaque siècle l'empreinte vigoureuse de sa foi, dans des ouvrages sans nombre, éminens par la doctrine qu'ils exposent, par les vertus qu'ils enseignent et par le génie qui les conçoit, — une telle tradition peut-elle être légèrement écartée? N'est-ce pas une

force puissante? Et puisque cette tradition est la gardienne vivante des Évangiles, n'est-ce pas à elle qu'il faut avoir recours, en bonne, en impartiale critique, pour les comprendre, pour savoir leur origine et leur teneur?

Tout livre, séparé de la société à laquelle il appartient et dont il forme un élément précieux, est à la merci du premier venu.

Les Évangiles, arrachés à la tradition religieuse, dont ils sont le plus antique et le plus sacré monument, ont été la proie de tous.

Pour les faire parler, il fallait les ranimer; car l'âme d'un document est dans le milieu qui l'a inspiré, dans les idées qui dominaient ce milieu, dans les passions qui l'agitaient, dans les coutumes qui le caractérisaient. Ils ont essayé de reconstituer artificiellement ce milieu, et, naturellement, c'est à l'Église qu'ils ont emprunté, aux livres de ses docteurs, aux ouvrages même qu'ils avaient devant eux et cherchaient à comprendre. L'école de Tubingue, entraînée par Baur (1), s'est signalée particulièrement dans cette évocation difficile. Sa grande hypothèse a été convaincue d'arbitraire et d'exagération. Ne voir dans le christianisme primitif du Ier et du IIe siècle que l'antagonisme des judéo-chrétiens, représentés par Pierre, Jacques et Jean, et du christianisme universaliste, représenté par Paul, c'est borner à plaisir l'horizon, donner à un détail la valeur de l'ensemble, prendre un trait qu'on force outre mesure pour en composer toute une physionomie. Tous les écrits apostoliques, et les Évangiles en première ligne, ayant été interprétés à ce point de vue étroit et exclusif, on devine ce qu'ils sont devenus aux mains de la critique et de son école.

Qu'est-il résulté de ce travail acharné pour la solution du problème qu'on posait aux documens?

A-t-on expliqué leur mode de formation, trouvé le secret de leur ressemblance et de leur divergence? A-t-on pénétré la raison de l'unité indissoluble qui les rapproche comme les membres d'un même corps? A-t-on découvert l'ordre exact de leur origine?

Il suffit de parcourir les ouvrages sans nombre écrits sur ce sujet pour constater l'impuissance radicale de ceux qui ont soulevé ces divers problèmes.

Toutes les hypothèses ont été soutenues.

Les uns ont admis un Évangile source dans lequel les trois premiers Évangiles auraient puisé (2). Herder les combattit; nos Évangiles, selon lui, tirent leur origine d'un Évangile oral. Des

(1) *Vorlesungen über Neu-Test. Theologie.*
(2) Eichhorn, *Einleitung in d. N. Test.*

conteurs ambulans, un vrai corps de rapsodes s'en allaient, annonçant la bonne nouvelle; leurs récits, appris par cœur, embellis et enrichis, voilà la source de nos Évangiles écrits.

Il y eut aussi la théorie des petits livrets (1), rédigés par des anonymes, sorte de fragmens historiques de la vie de Jésus, qui auraient servi notamment à composer l'ouvrage de saint Luc.

On prétendit que l'Évangile de Matthieu avait été remanié; on crut à un Matthieu primitif qui aurait disparu et aurait servi à la rédaction du premier Évangile actuel et du second, attribué à saint Marc.

Mais quelques-uns donnaient à saint Marc la priorité, et le considéraient comme la source de saint Matthieu et de saint Luc (2).

Ces hypothèses indéfinies qui se succèdent les unes aux autres accusent leur fragilité, car, en se succédant, elles se détruisent, et il n'en est pas une qui puisse tenir quelques années. On les oublie avec ceux qui les ont inventées.

Lorsque la critique qui s'appelle indépendante aura mis d'accord ses représentans les plus autorisés, il sera temps d'examiner ses conclusions. Jusqu'alors, le témoignage de l'Église sur les auteurs évangéliques et sur leurs ouvrages peut dédaigner ces voix discordantes qui dépassent à peine les murs d'une école ou le cercle d'un parti.

Un tort non moins grave de l'exégèse est de méconnaître le caractère testimonial des Évangiles.

Au lieu de ne voir en eux que le récit de faits attestés par des témoins renseignés et honnêtes, on a essayé de distinguer, dans leurs ouvrages, le fond de la forme; les plus modérés ont accepté l'un et discuté l'autre, ne se doutant pas peut-être qu'en attaquant la forme, ils détruisaient le fond.

Ainsi les premiers chapitres du troisième Évangile ont été, d'après eux, une poésie charmante dont la beauté les frappait d'admiration; mais tous ces détails si frais, si vivans, n'étaient qu'un voile poétique pour traduire la sainteté de Jean-Baptiste et embellir la conception et la naissance de Jésus. Ils ont pu nier de la sorte la conception virginale du Christ (3).

Tout l'Évangile johannique, d'après le même procédé, a été tenu pour une œuvre de théologie et non d'histoire, qui avait pour but d'expliquer dogmatiquement, dans des théories transcendantes, la doctrine de l'auteur sur la nature divine de Jésus (4).

(1) Schleiermacher, *Kritisch. Versuch üb. die Schrift des Lukas.*

(2) Reuss, *Histoire évangélique.* Introd.

(3) *Ibid.*

(4) Reuss, *Théologie johannique.* Introd.

Cette exégèse, qui présente un caractère de candeur et de modération parfaite, est la ruine de l'autorité des Évangiles. Du reste, elle est en opposition formelle avec les rédacteurs de ces documens. Deux d'entre eux attestent qu'ils ne sont que des historiens qui racontent fidèlement ce qu'ils ont entendu et vu, ou ce qu'ils ont appris de la bouche des témoins immédiats des événemens. A moins de suspecter leur bonne foi et de leur attribuer un mensonge vulgaire, il convient de les recevoir comme ils se donnent. Depuis le XVIIIe siècle, aucune critique qui se respecte n'est admise à traiter les Évangélistes d'imposteurs et de fourbes, même en atténuant l'épithète et en réduisant la fourberie à un artifice littéraire, à la mode orientale. On peut leur refuser la science mondaine et la littérature des académies, mais non pas l'honnêteté et la sincérité.

Tous ces auteurs ont donné leur vie pour soutenir ce qu'ils disaient être la vérité. De toutes les preuves de bonne foi, il n'en est pas de plus sacrée, de plus triomphante parmi les hommes. La simple parole peut être suspectée, la parole scellée par le martyre et le sang des témoins s'impose à la confiance des plus sceptiques.

VII.

La critique historique ne doit pas examiner seulement les sources écrites et leurs auteurs, les témoignages et les témoins, elle doit apprécier le contenu des livres et des documens, les faits et les doctrines qui y sont rapportés.

Quels faits, quelles doctrines sont racontés, exposés dans les quatre Évangiles et forment la substance des dépositions de chaque témoin? — Les faits de la vie de Jésus, la doctrine religieuse qu'il a inculquée à ses disciples et par eux à la conscience humaine.

Or, tous les faits, — je ne dis pas quelques faits, je dis tous les faits importans, sans exception, depuis l'origine de Jésus jusqu'à sa sortie, son exode de ce monde, — sont des faits miraculeux. Toute sa doctrine relative à sa personne et à sa nature, sa loi morale aussi bien que les déclarations solennelles par lesquelles il révèle son œuvre et ses relations avec le Père qui l'envoie et l'humanité qu'il vient sauver, toute sa doctrine est transcendante à la raison; elle est essentiellement prophétique, car elle exprime des vérités supérieures à l'expérience et aux déductions de l'homme. Elle ne peut être acceptée que par la foi, et sa crédibilité ne peut être vérifiée que par les miracles et les faits qu'elle engendre dans l'âme du croyant.

Les Évangiles ne sont qu'une trame ininterrompue de prophé-

ties et de miracles. Il n'y a pas à chercher à l'atténuer, on doit le reconnaître absolument et sans détour.

Je suis assez de mon temps pour ne pas ignorer sa répulsion violente contre le miracle, le transcendant et l'invisible, et sa défiance envers les témoins qui les attestent. Cette répulsion et cette défiance invétérées forment un des traits de l'incrédulité moderne. Les causes dont elles dérivent sont multiples et profondes; elles demanderaient une longue et pénétrante analyse qui n'entre pas dans le dessein de cette étude. Je remarquerai seulement que les grands progrès des sciences expérimentales, et leurs applications merveilleuses, n'ont pas été sans influence sur l'état intellectuel et psychologique de cette génération.

La culture excessive des sciences exactes et naturelles a absorbé l'esprit dans la matière; on a demandé aux forces matérielles l'explication de tout; on a peu à peu tenu pour rien ce qui était en dehors d'elles; et si, pour obéir à ce besoin d'unité indestructible dans les intelligences supérieures, on a cherché le principe universel qui dominait la nature et l'humanité, au lieu de le voir au-dessus de la nature et de l'humanité, on l'a cherché aveuglément dans l'une et dans l'autre. De là, le positivisme, le matérialisme, le panthéisme; ils pèsent plus ou moins sur un grand nombre d'esprits parmi ceux qui enseignent les autres, et leur alliance secrète enchaîne inconsciemment la foule. Ces trois systèmes forment une espèce d'atmosphère diffuse dans laquelle se meut et respire la masse humaine dans notre siècle et notre pays.

Venir parler de miracle et de prophétie en un temps qui ploie sous le joug d'une telle opinion, c'est s'exposer à être éconduit, sans même être écouté jusqu'au bout. Si je n'hésite pas à le faire dans la force d'une conviction mûrie et dans la plénitude de ma foi, je n'hésite pas non plus à soumettre les miracles et les prophéties de la vie de Jésus à l'examen et à l'épreuve de la critique.

Mais il y a critique et critique, comme il y a balance et balance.

Quelle est donc la critique véritable et sûre, celle qui sauvegarde à la fois la légitime indépendance de l'historien, la vérité des faits qu'il examine, l'antiquité des documens et le respect dû aux témoins?

Il y a trois élémens dans l'esprit humain : les principes évidens, les systèmes, les croyances. Les principes sont indiscutables; ils se ramènent tous aux principes de contradiction ou d'identité, de causalité ou de raison suffisante. En vertu de ces axiomes, les choses absurdes, contradictoires, les faits sans cause ne peuvent

exister que dans l'imagination. Les principes ne se jugent pas, ils jugent tous les systèmes et les croyances, ils mesurent toute vérité.

Les systèmes sont un ensemble de propositions coordonnées à l'aide desquelles certains esprits cultivés essaient d'expliquer l'origine des êtres.

La masse des hommes est incapable de les construire; elle ne peut que les accepter passivement avec une confiance plus ou moins aveugle. Ils déterminent souvent les croyances individuelles et l'opinion d'un siècle. Mais les principes premiers de la raison et les croyances sont à la portée de tous.

La critique ne peut donc s'appuyer que sur trois bases: les vérités premières, ou les systèmes et les croyances de chacun. Si elle invoque une croyance pour mesure, elle n'aura de valeur qu'auprès de ceux qui acceptent cette croyance; et si elle invoque un système particulier, elle n'aura d'autorité que pour les partisans de ce système. Si, au contraire, elle fait appel aux vérités essentielles et aux principes immuables de la raison, elle s'imposera à tous, car la raison ainsi comprise s'impose à tout être intelligent.

Celui qui juge les faits et les documens où ils se trouvent consignés, avec l'humeur de son siècle et l'opinion régnante, s'expose à l'erreur, car les siècles changent d'humeur, et l'opinion varie. Celui qui les juge d'après son système personnel et sa petite philosophie se trompera de même, car aucune philosophie, quelque large qu'elle prétende être, n'est à la mesure des choses et ne contient tout le réel.

Il faut avoir une raison plus large et plus sûre; or, la seule qui présente à ce double point de vue toute garantie, c'est la raison dans ses axiomes fondamentaux, invariables, éternels, absolus.

Je demande à la critique de juger à cette lumière tous les faits évangéliques et tous les miracles; j'attends avec confiance son verdict.

Cette critique n'appartient ni à un siècle ni à une école; universelle et nécessaire, elle domine tous les systèmes et tous les temps. Elle a été pratiquée par tous les hommes qui ont respecté leur propre raison et qui ne se sont pas suicidés dans le scepticisme. Nul ne peut la récuser, à moins de renoncer à sa nature intelligente et raisonnable.

Tout relève d'elle : croyances et religions, systèmes de philosophie et sciences positives, livres et documens.

Non-seulement la religion chrétienne, la théologie et les livres sacrés de l'Église de Jésus ne la fuient ni ne la redoutent, mais

ils l'appellent; et je n'hésite pas à affirmer que, seuls, entre toutes les croyances, les religions, les systèmes et les documens, ils sont capables de l'affronter. Ni la religion de Bouddha, ni celle de Zoroastre, ni celle de Mahomet, ni les livres sur lesquels ces trois religions s'appuient, ni le panthéisme, ni le matérialisme, ni le positivisme, ne résisteront à la critique de la raison ramenée à ses principes premiers de causalité et de contradiction. Son jugement inexorable ne laissera debout que le monothéisme des Juifs, la théologie des chrétiens, les documens sacrés de l'Ancien et du Nouveau Testament. A mesure que l'homme moderne, désabusé des vains systèmes en vogue, renoncera à leur demander la mesure de ce qu'il doit tenir pour vrai, il ne consultera plus Kant, Spinoza, Hegel, Voltaire, ni aucun maître d'un jour; il se repliera sur la raison première, sur les vérités inattaquables qui en forment la base éternelle, et il rendra justice à Celui qui est venu lui enseigner l'origine et le but de la vie, la Loi sainte à laquelle il doit se conformer, la force de lui obéir, en un mot tout ce qui éclaire et console, enchante et réconforte.

L'esprit armé de la vraie critique est le gardien vigilant et incorruptible des frontières de l'histoire; il écarte impitoyablement ceux qui voudraient y introduire, comme des faits réels, les caprices, les rêves de leur fantaisie; il proscrit et démasque les *obstructionnistes* qui prétendent mutiler le domaine de la réalité, en supprimant des faits réels, parce qu'ils ne portent pas l'estampille de leur système ou la marque de leur maison. L'histoire est un terrain qu'on se dispute aujourd'hui. Il ne faut pas permettre que des usurpateurs le confisquent et s'y implantent. Certains voudraient la convertir en un fief réservé à l'athéisme, au panthéisme, au matérialisme; le devoir du critique est de les repousser. L'histoire ne doit appartenir qu'à la raison pure. Aucun rôle n'exige un esprit plus large et plus libre, plus désintéressé et plus intègre.

Or, voici ce que la critique doit se demander, au nom de la raison pure : les faits surnaturels de l'Évangile, l'origine et la naissance de Jésus, son éducation et sa croissance visible, sa nature humaine et divine, sa vocation, les actes de sa vie publique et leur enchaînement, son œuvre, son enseignement, ses lois, ses miracles, ses luttes, sa manière de vivre et d'agir, sa mort et sa résurrection, sont-ils des réalités historiques qu'il faut raconter et dépeindre en toute vérité? Il ne s'agit pas de chercher d'abord comment toutes ces choses ont pu se produire, si elles sont à la mesure de notre esprit, plus ou moins conformes à nos préjugés et à notre culture : il s'agit de savoir si elles sont. Une fois établies, l'intelligence pourra essayer de les comprendre, de les expliquer,

d'en démontrer la grandeur et la crédibilité; elle n'aura pas le droit de les atténuer, de les nier, de les mutiler, de les travestir. L'historien incorruptible ne s'inquiète pas des caprices de la raison; il enregistre avec une impassible conscience ce qu'il constate. Il ne se demande pas si un fait est miraculeux ou non, surnaturel ou naturel; il le décrit tel qu'il le voit.

Tout ce qu'on est en droit d'exiger de lui, c'est d'être un témoin consciencieux, intègre et véridique, c'est de n'accepter que les dépositions de témoins consciencieux, intègres et véridiques. Il doit se tenir à égale distance de la crédulité qui accepte tout, même les absurdités, même les fables, et de la défiance superbe qui récuse le témoignage, dès que le témoignage choque son système, sa science et sa culture, — ce qu'on nomme à tort la raison.

L'homme prévenu est indigne d'écrire l'histoire. Il ne sera jamais qu'un faussaire.

VIII.

En ce qui concerne la réalité de la prophétie, j'appellerai l'attention du lecteur sur ce fait prodigieux qui servira de justification préventive aux discours prophétiques de Jésus intégralement reproduits dans cet ouvrage. Le Christ est plus que prophète; il est le grand, l'unique prophétisé. Avant qu'il fût né, son histoire était écrite.

En parcourant le livre de l'Ancien Testament, dont nulle critique ne contestera l'antiquité et l'intégrité, voici, en effet, ce que tous les yeux y peuvent lire :

« Le Seigneur dit à Abraham : EN TA RACE toutes les nations seront bénies. (*Gen.*, XXI.)

« Un prophète, Balaam, fils de Béar, dit : UNE ÉTOILE sortira de Jacob, et UN SCEPTRE s'élèvera d'Israël. (*Nombr.*, XXIV, 15.)

« Il sortira UN REJETON du tronc coupé de Jessé, et UNE FLEUR naîtra de sa racine; l'Esprit du Seigneur se reposera sur Lui. En ce jour-là, le REJETON DE JESSÉ sera exposé comme un signe aux yeux de tous les peuples : les nations viendront lui offrir leurs prières. (Isaïe, XI, 1 et suiv.)

« Cieux, envoyez d'en haut votre rosée, et que les nuées fassent descendre comme une pluie CELUI QUI EST LA JUSTICE MÊME; que la terre s'ouvre, que CELUI QUI EST LE SALUT soit produit et que LA JUSTICE GERME. (Isaïe, XLV, 8.)

« Le Seigneur vous donnera lui-même un prodige : la Vierge concevra et enfantera UN FILS qui sera nommé EMMANUEL. (Isaïe, VII, 14.)

« Et toi, Bethléem, Epphrata, tu n'es pas la moindre d'entre les

villes de Juda, car c'est de toi que naîtra LE CHEF QUI CONDUIRA MON PEUPLE D'ISRAEL. (Mich., v, 2.)

« Un petit Enfant nous est né; et un Fils nous a été donné : il portera sur son épaule la marque de sa principauté. Il sera appelé l'ADMIRABLE, le CONSEILLER, le DIEU FORT, le PÈRE D'UNE FAMILLE ÉTERNELLE, le PRINCE DE LA PAIX. (Isaïe, IX, 6.)

« J'entends la voix de celui qui crie dans le désert : Préparez la voie du Seigneur; rendez droits, dans la solitude, les chemins pour NOTRE DIEU. (Isaïe, LXI, 3.)

« L'Esprit du Seigneur est sur moi, parce que Jéhovah m'a rempli de son onction. (Isaïe, XLI, 1.)

« Ce sera Lui qui bâtira une maison à mon nom, et je rendrai son Royaume inébranlable, à jamais. JE SERAI SON PÈRE, ET IL SERA MON FILS. (*II Rois*, VII, 13, 14.)

« Le Seigneur m'a dit : Vous êtes MON FILS, je VOUS AI ENGENDRÉ aujourd'hui. (*Ps.*, II, 7.)

« JE SUIS SORTIE DE LA BOUCHE DU TRÈS-HAUT, JE SUIS NÉE AVANT TOUTE CRÉATURE. (*Ecclés.*, XXIV, 5.)

« C'est Lui qui a trouvé toutes les voies de la vraie science, et qui l'a donnée à Jacob son serviteur et à Israël son bien-aimé. Après cela, il a été vu sur la terre et il a conversé avec les hommes. (Baruch, III, 36, 37, 38.)

« Le Seigneur notre Dieu, avait dit Moïse à son peuple, vous enverra UN PROPHÈTE COMME MOI, de votre nation et d'entre vos frères. C'est lui que vous écouterez, je lui mettrai mes paroles dans la bouche, et il leur dira tout ce que je lui ordonnerai. Que si quelqu'un ne veut pas entendre les paroles que ce Prophète prononcera en mon nom, ce sera moi qui en ferai vengeance. (*Deut.*, XVIII, 15 et suiv.)

« C'est pourquoi mon peuple connaîtra mon nom; c'est pourquoi il saura, en ce jour, que C'EST MOI QUI PARLE : ME VOICI !

« Qu'ils sont beaux, sur la montagne, les pieds de CELUI QUI APPORTE LA BONNE NOUVELLE, QUI PUBLIE LA PAIX, de Celui qui apporte de bonnes nouvelles, qui publie le salut, de Celui qui dit à Sion : C'est le Règne de ton Dieu! (Isaïe, LII, 6, 8.)

« J'ouvrirai ma bouche pour parler EN PARABOLES, je proposerai DES ÉNIGMES, en rappelant ce qui s'est fait dès le commencement. (*Ps.*, LXXVII, 11.)

« Voici mon SERVITEUR que je soutiendrai, mon ÉLU en qui je me complais. J'ai mis mon Esprit sur lui. Il annoncera la justice aux nations. Il ne criera point, il n'élèvera point la voix. On ne l'entendra point dans les rues. Il ne brisera point le roseau cassé; il n'éteindra point la mèche qui brûle encore. Il annoncera la justice selon la vérité. Il ne se découragera point, il ne se relâchera

point, jusqu'à ce qu'il ait établi la justice sur la terre. (Isaïe, XLII, 1 et s.)

« Fille de Sion, sois comblée de joie. Fille de Jérusalem, pousse des cris d'allégresse; voici TON ROI qui vient à vous... Il est monté sur une ânesse et sur le poulain de l'ânesse. (Zach., IX, 9.)

« Il nous a paru méprisable, le dernier des hommes, un homme de douleur et qui sait par expérience ce que c'est que souffrir. Nous nous détournions pour ne pas le voir; nous l'avons méprisé, nous n'en avons fait aucun cas. (Isaïe, LIII, 3.)

« Vous êtes vraiment un Dieu attentif à vous cacher, ô Dieu d'Israël, unique Sauveur. (Isaïe, XLV, 15.)

« Mes frères m'ont traité comme un étranger, et les enfans de ma mère comme un inconnu, parce que le zèle de votre maison me brûle et que je m'intéresse à toutes les injures qui vous déshonorent. (*Ps.*, LXVIII, 9.)

« Faisons tomber LE JUSTE dans nos pièges, parce qu'il nous incommode, qu'il est contraire à notre manière de vivre, qu'il nous reproche la violation de la loi et nous déshonore, en décriant les fautes de notre conduite. Il assure qu'il a la science de Dieu, et il s'appelle le FILS DE DIEU. Il est devenu le censeur de nos pensées mêmes. Sa seule vue nous est insupportable. Il s'abstient de notre manière de vivre comme d'une chose impure; il préfère ce que les justes attendent à la mort, et il se glorifie d'avoir Dieu pour Père. (*Sag.*, II, 12 et s.)

« Celui même qui m'était très uni et à qui je me fiais et qui mangeait à ma table s'est élevé contre moi insolemment. (*Ps.*, XL, 10.)

« L'opprobre me jette dans l'abattement, et l'affliction me consume. J'ai attendu que quelqu'un prît part à ma douleur, et personne ne l'a fait. J'ai cherché des consolations, et je n'en ai pas trouvé. Pour nourriture, ils m'ont donné le fiel, et pour breuvage, dans ma soif, ils m'ont donné du vinaigre. (*Ps.*, LVIII, 21 et s.)

« Je suis dans le trouble à cause des cris de l'ennemi... Les épouvantes de la mort m'ont saisi; la crainte et le tremblement m'ont surpris, et j'ai été couvert de l'horreur des ténèbres. (*Ps.*, LIX, 4, 5.)

« Ils pesèrent alors trente pièces d'argent pour ma rançon. Et le Seigneur me dit : — Allez jeter à l'ouvrier en argile cette belle somme à laquelle ils m'ont estimé, lorsqu'ils m'ont mis à prix. (Zach., XI, 12.)

« O épée, réveille-toi, dit le Seigneur des armées. Viens contre MON PASTEUR, contre l'homme qui m'est intimement lié. Frappe LE PASTEUR, et les brebis seront dispersées. (Zach., XIII, 7.)

« Ne m'abandonnez pas à la mauvaise volonté de ceux qui m'op-

priment. De faux témoins et des hommes qui ne respirent que violence se sont élevés contre moi. (*Ps.*, XXVI, 12.)

« On lui a demandé ce qu'il ne devait pas, et il a été dans l'humiliation ; mais il n'a pas ouvert la bouche. Il a été mené à la mort comme un agneau et comme une brebis qui est muette devant celui qui la tond ; il n'a point ouvert la bouche. (Isaïe, LIII, 7.)

« J'ai abandonné mon corps à ceux qui me frappaient, et mes joues à ceux qui les arrachaient. Je n'ai point détourné mon visage de ceux qui me couvraient de crachats. (Isaïe, L, 6.)

« Examinons-le par les outrages et les tourmens, afin que nous éprouvions quelle est sa douceur et sa patience. Condamnons-le à la mort la plus infâme. (*Sag.*, II, 19, 20.)

« Servons-nous du bois pour le faire mourir, exterminons-le de la terre des vivans, et que son nom soit effacé de la mémoire des hommes. (Jérém., XI, 20.)

« Ils ont percé mes mains et mes pieds. On compterait tous mes os. Ils prennent plaisir à me considérer dans cet état. Ils partagent mes vêtemens, ils jettent ma robe au sort. (*Ps.*, XXI, 17 et s.)

« Je lui donnerai en partage la multitude des nations. Il distribuera les dépouilles des forts, parce qu'il a livré son âme et qu'il a été mis au nombre des scélérats. (Isaïe, LIII, 12.)

« Ils m'ont jeté dans une fosse, et ils ont roulé une pierre pour m'y renfermer. (*Lament.*, III, 53.)

« Ma chair reposera avec assurance, parce que vous ne laisserez point mon âme dans le Schéol, et que vous ne permettrez point que VOTRE SAINT éprouve la corruption dans le tombeau. Vous me découvrirez les sentiers de la vie ; vous me rassasierez de joie par la vue de votre visage, et vous me ferez goûter à votre droite les délices éternelles. (*Ps.*, XV, 9.)

« O mort, je serai ta mort. O enfer, je serai ta ruine. (Osée, XIII, 14.)

« En ce temps-là, le REJETON DE JESSÉ sera élevé comme un SIGNE aux yeux de tous les peuples. Les nations viendront lui offrir leurs prières, et son sépulcre sera glorieux. (*Ps.*, XI, 10.)

« En ce temps-là, l'homme tournera ses regards vers Celui qui l'a créé ; il jettera les yeux vers le SAINT D'ISRAEL, et il ne portera plus ses regards vers les autels qu'il avait faits de ses mains. (Isaïe, XVII, 7, 8.)

« L'élévation de l'homme sera abaissée, la superbe du grand sera humiliée. Le Seigneur seul paraîtra grand en ce jour-là. IL DÉTRUIRA ENTIÈREMENT LES IDOLES,.. ses idoles d'argent et ses statues d'or qu'il s'était faites pour les adorer. (Isaïe, II, 17.)

« Oui, en ce jour-là, il y aura une fontaine ouverte à la maison de David et aux habitans de Jérusalem pour y laver les souillures

du pécheur et de la femme impure ; et moi, dit le Seigneur, J'ABOLIRAI DE LA TERRE LE NOM DES IDOLES, et il n'en sera plus fait mention. (Zach., XIII, 1-2.)

« Écoutez, îles, et vous, peuples lointains, prêtez l'oreille.

« Le Seigneur m'a appelé dès le sein de ma mère... Et maintenant le Seigneur m'a répondu, lui qui m'a formé, dès le sein de ma mère, pour être son serviteur, afin que je ramène Jacob vers lui ; car Israël se réunira à lui : je serai glorifié aux yeux du Seigneur, et mon Dieu sera ma force.

« Le Seigneur m'a dit : C'est pour que tu me serves pour rétablir les restes de Jacob et pour réparer les ruines d'Israël. Je t'ai établi pour être la LUMIÈRE DES NATIONS et le SALUT que j'enverrai jusqu'aux extrémités de la terre. Levez les yeux, regardez autour de vous : toute cette grande multitude de peuples vient se rendre à vous. (Is., XLIX, 1 et s.)

« La nation que j'avais élue pour mon héritage est devenue à mon égard comme le lion de la forêt, elle a jeté de grands cris contre moi; c'est pourquoi elle est devenue l'objet de ma haine. (Jérém., XII, 7, 8.)

« Je découvrirai sa folie aux yeux de ceux qui l'aiment, et il n'y aura point d'homme qui puisse la tirer de ma main. Je ferai cesser ses cantiques de joie, ses jours solennels, ses néoménies, son sabbat et toutes ses fêtes. (Osée, II, 10.)

« LE CHRIST SERA MIS A MORT, et le peuple qui l'aura renié ne sera plus son peuple. Un autre peuple, dépendant d'un chef qui doit venir, détruira la ville et le sanctuaire. (Daniel, IX, 26, 27.)

« Si vous vous détournez de moi, vous et vos enfans,.. j'exterminerai leur génération de la terre que je leur ai donnée. Je rejetterai loin de moi ce Temple que j'ai consacré à mon nom. Israël deviendra la fable et l'objet des railleries de tous les peuples. CETTE MAISON SERA RENVERSÉE, comme un exemple de ma justice. Quiconque passera près du lieu où elle était, sera frappé d'étonnement et lui insultera. (*III Reg.*, IX, 6, 7.)

« Je regardais la nuit la vision, et j'aperçus comme le FILS DE L'HOMME qui venait sur les nuées du ciel ; il s'avança jusqu'à l'Ancien des jours et lui fut présenté. Et il lui donna la puissance, l'honneur et le royaume, et tous les peuples, toutes les tribus, toutes les langues le servirent. Sa puissance est une puissance éternelle qui ne lui sera point ôtée, et son Royaume ne sera jamais détruit. » (Daniel, VII, 13, 14.)

Je prie le lecteur de remarquer que ces extraits, dont j'aurais pu augmenter le nombre, sont empruntés à la Bible telle que les

Juifs la conservent; les livres dont cette Bible se compose étaient tous rédigés plusieurs siècles avant Jésus, et leur recueil total embrasse une période de plus de quatorze siècles.

Ces passages fragmentaires forment un tableau détaillé et complet du Messie; on le croirait tracé par les Évangélistes après son apparition.

Tous les traits essentiels s'y retrouvent : sa race abrahamique, sa descendance de Jacob et de David, son origine virginale, l'attente universelle dont il était l'objet, sa naissance dans la petite ville de Bethléem, son origine éternelle dans le sein de Dieu, sa filiation divine, son nom d'Emmanuel et de Sauveur, sa fuite en Égypte, sa retraite dans le pays méprisé de Nazareth, la venue de son précurseur, son onction divine par la plénitude de l'Esprit, sa fonction de prophète, d'évangéliste, de thaumaturge, son caractère d'une bonté sans bornes et d'une douceur infinie, le mystère dont sa nature divine reste enveloppée, l'insuccès de son apostolat au milieu de son peuple, les persécutions et la haine dont il est poursuivi, tous les détails de la mort qu'il doit subir, son agonie, sa trahison pour trente deniers par l'un des siens, son abandon de la part des disciples eux-mêmes, sa croix, sa sépulture, sa résurrection, enfin son triomphe éblouissant proclamé à la face de la terre, au grand jour de l'histoire, par la destruction de l'idolâtrie, par l'épouvantable châtiment de ses persécuteurs, par la conquête du monde païen, par l'établissement de son propre règne au milieu de ce monde qui, en l'attaquant, prouve sa puissance indestructible et son éternité.

IX.

Tous ces documens disséminés, éparpillés le long des siècles, sont comme les pierres d'un édifice prodigieux, taillées et sculptées par des ouvriers qui ne se sont pas connus et sous l'inspiration d'un architecte invisible dont les desseins ne furent livrés pleinement à aucune créature.

Lorsque le Christ parut, il révéla dans sa personne, dans son œuvre, dans sa doctrine et dans sa vie le mystère voilé à toutes les générations (1). Il accomplit une à une toutes les prophéties; il réalisa jusqu'au moindre trait tout ce qu'elles avaient annoncé; il le disait à tous, il essaya de le persuader à son peuple.

Les docteurs refusèrent de le comprendre. Ils n'ont pas su pénétrer le sens spirituel du langage symbolique de leurs prophètes ni s'affranchir de leur orgueil de race et de religion. Choqués par l'élé-

(1) *Éph.*, III, 9.

ment de douleur, d'humiliation et de mort qui formait un des caractères essentiels du vrai Messie, ils n'ont pas su s'élever jusqu'à sa nature divine et allier dans une synthèse hardie ce double mystère de la divinité et de l'humanité souffrante qu'il portait en lui. Ils n'ont pu reconnaître l'imperfection de leur loi qui devait disparaître devant la loi vivante du Christ; et, bien que leur aveuglement opiniâtre devant le Messie eût été annoncé par leurs prophètes, ils ne se sont pas doutés de leur opiniâtreté ni de leur aveuglement; et ils se sont brisés contre la pierre de l'angle sur laquelle tout l'édifice de Dieu allait se construire.

Quelques hommes, quelques élus parmi les ignorans et les simples, — les plus dédaignés, — ont été seuls initiés à la vérité messianique. Ils ont appris, à l'école de Jésus, ce que les sages de la nation n'avaient pu voir. Leur foi a confessé, à la lumière de l'Esprit, la filiation divine et le mystère effrayant des douleurs du Fils de l'homme. Ils ont reconnu en lui le Lion invincible de Juda et l'Agneau de Dieu qui se laisse égorger. C'est à eux, à ces pauvres gens sans culture que nous devons de connaître « Celui qui, tout en étant dans la forme de Dieu, s'est anéanti lui-même dans la forme d'une créature, obéissant à son Père jusqu'à la mort et jusqu'à la croix, » — ce supplice des esclaves.

En répudiant Jésus, en s'obstinant à le méconnaître, les Juifs ont perdu le sens vrai de leur Livre. Ils le gardent pourtant et ils le lisent, mais ils ne le comprennent plus. C'est pour eux un livre fermé et voilé. L'idée, le héros, l'œuvre messianique en forment le lien, l'unité, la vie : or, ces choses leur échappent : elles n'ont de sens que dans la doctrine, la personne et l'œuvre de Jésus.

Il y a là un phénomène unique dans l'histoire, nous le recommandons à tous ceux qui nient le prophétisme et les prophéties.

Toute la Bible est messianique. Étudiée dans son esprit, dans son sens le plus profond et le plus vrai, elle regarde ce personnage de l'avenir; elle le promet et l'appelle; elle le décrit, le figure et le prépare. Les plus grands docteurs parmi les Juifs, les targumistes du Ier et du IIe siècle, les Onkélos, les Jonathan et les Akiba, n'ont jamais hésité à interpréter ainsi le livre sacré. Les passages que nous avons cités ne faisaient aucun doute pour eux; et en les entendant comme nous, ils ne se doutaient pas qu'ils préparaient leur propre confusion; car c'est au Prophète anathématisé par le Sanhédrin, au seul Crucifié triomphant, que peuvent convenir les grandes paroles des voyans d'Israël.

Les exégètes modernes, témoins du triomphe persistant de Jésus, n'ont eu d'autre ressource, pour ébranler la prophétie, que d'attaquer la réalité de l'histoire évangélique ou d'effacer, par une interprétation étroite, la prophétie de cette histoire. Ils ont repris la

Bible, ayant soin, en l'interprétant, d'écarter le sens mystique et de dénaturer souvent le sens littéral. C'est une peine perdue. L'étude impartiale des documens bibliques amène à ce résultat : les paroles des voyans n'ont pas de justification plus parfaite que l'histoire même de Jésus ; elles n'ont leur sens plein qu'en lui. Elles dépassent toujours le premier plan qu'elles dessinent, et elles révèlent à l'arrière-plan qui domine tout, le Messie et son œuvre tels que Dieu, dans sa providence insondable, les préparait depuis l'origine des temps et des choses.

La religion, enseignée par Jésus et réalisée en lui, embrasse dans sa vitalité puissante l'humanité entière. Elle est comme un grand livre d'histoire en deux volumes. L'un contient la prophétie de ce qui doit être ; l'autre, le récit des événemens prophétisés. L'Esprit de Dieu seul a pu écrire le premier ; seul, il a pu réaliser ce que contient le second et permettre à des hommes de le comprendre et de le raconter. Les deux volumes sont ouverts à tous les yeux. Il n'est plus au pouvoir de personne de les falsifier. Si les chrétiens attentaient au premier, les Juifs élèveraient des quatre coins du monde une protestation ; et si les hérétiques ou les païens modernes voulaient attenter au second, l'Église, qui remplit l'humanité, se soulèverait pour sauvegarder ses Évangiles.

Voilà les deux grands témoignages de Dieu. Il apparaît ainsi maître des temps, puisqu'il les annonce bien avant qu'ils ne soient, et puisqu'il les fait arriver comme il les avait annoncés par la voix des prophètes.

Nulle critique, nulle exégèse, nul système, nulle incrédulité n'aura raison de cette œuvre colossale ; mais Dieu se plaît, dans ses rapports avec l'homme, à confondre la vaine sagesse qui se prévaut contre lui et à dédaigner cette culture qui, sous le nom de science et de philosophie, s'acharne à démolir son œuvre. L'œuvre subsiste, impassible et grandissante, étonnant ceux qui se brisent contre elle et ralliant à sa lumière les simples, les souffrans, les humbles, et même les grands esprits, pour peu qu'ils renoncent à mesurer Dieu et s'appliquent à l'aimer.

X.

Si la prophétie existe, — et l'on a vu avec quelle puissance historique elle s'impose à l'esprit sans prévention, — pourquoi le miracle n'existerait-il pas ? S'il existe un Jésus prophétisé, pourquoi pas un Jésus thaumaturge ?

Je pose la question non au panthéiste, au matérialiste, au positiviste, au sceptique, à l'incroyant, au croyant ; je l'adresse à l'homme. Avant d'être ralliés à un système ou à une croyance,

avant d'appartenir à une école ou à un siècle, nous sommes tous de la même nature intelligente et libre, aspirant à la vérité et au bien. C'est à ce titre que nous nous sentons unis à travers le temps et l'espace, les civilisations et les frontières.

Le miracle est-il ou n'est-il pas?

Il est impossible, me dira-t-on. Tous les miracles sont des légendes ou des mythes qui n'ont de réalité que dans l'imagination qui les forge, dans la crédulité ou l'imposture des narrateurs. Les Prophéties ne sont que des livres rédigés après l'événement. L'humanité ne connaît ni prédictions ni miracles.

Ceci est la réponse du panthéiste, du matérialiste ou du positiviste. Au point de vue de ces systèmes, elle est logique; mais ce n'est pas la réponse de l'homme. Le panthéisme est-il démontré? Le matérialisme est-il la vérité? Le positivisme est-il la règle infaillible? S'ils se trompent, s'ils sont dans l'erreur, comme il serait facile de l'établir, que vaut leur réponse? Et, pour celui qui ne les accepte pas, que représente leur dogme de l'impossibilité du miracle?

Il y a, d'ailleurs, une offense à la dignité humaine et une atteinte au respect qu'on doit à tout témoin, dans tous ces systèmes condamnés à traiter de fourbes et de niais ceux qui ont rapporté solennellement, sérieusement, les miracles qu'ils ont vus, les discours prophétiques qu'ils ont entendus.

La critique ainsi comprise n'est pas digne de ce nom. C'est une fausse balance qui trompera toujours ceux qui veulent s'en servir.

J'interroge la critique de la raison pure, impersonnelle.

Le miracle est un fait qui se produit en dehors des lois de la nature, par l'intervention des forces supérieures à la nature et de la force même qui, en créant la nature, en a déterminé les lois.

La raison peut-elle démontrer que cette force n'existe pas, qu'elle n'est ni intelligente ni libre? Et si cette force existe, la raison peut-elle prouver qu'elle n'est pas capable d'intervenir dans la trame des événemens humains ou dans la succession des phénomènes de l'univers, et de communiquer à des intelligences créées la connaissance de l'avenir?

Jamais, qu'on le sache bien, dans aucun temps, dans aucune école, dans aucun système, de telles conclusions n'ont été prouvées. Cette preuve, nous l'attendons depuis des siècles. Comment et par qui serait-elle fournie? Elle n'existe pas. De grands génies révoltés contre Dieu la cherchent, et, ne la trouvant pas, ils sont condamnés à la négation systématique; mais ce qu'ils s'obstinent à nier au nom d'un système, nous l'affirmons tranquillement au nom de la raison pure; or les systèmes changent, et la raison pure est immuable.

La philosophie scientifique parle de l'immutabilité des lois : elle confond la régularité avec l'immutabilité. — Si elles ne sont pas immuables, dit-elle, toute la science devient impossible, car elle est précisément fondée sur elles. — C'est un sophisme. La science est fondée sur le déterminisme; or, l'intervention passagère d'un être supérieur au déterminisme constaté par nos expériences, n'empêche point la régularité. Cette intervention n'est qu'un élément nouveau qui se ramène à une unité plus haute, englobant dans son cercle immense la nature, l'homme, et le Dieu qui les régit.

La faiblesse de la thèse qui cherche à établir l'impossibilité du miracle et de la prophétie est tellement évidente, même pour ses adeptes, que, pressés trop vivement par l'inexorable logique, ils se rejettent aussitôt dans la non-existence des phénomènes surnaturels.

— Ils n'existent pas, disent-ils, on n'en a jamais vu.

— La preuve?

— Notre expérience scientifique n'en a jamais constaté.

Qu'est-ce que peut démontrer une expérience scientifique de quelques savans et de quelques années? Alors même qu'elle serait exacte, elle est sans valeur pour les siècles qui furent les témoins de choses qui ne se voient plus.

On ne voit plus apparaître la vie dans un monde non vivant : cette expérience peut-elle nous autoriser à contester ce phénomène prodigieux? On ne voit plus l'homme apparaître dans une faune qui ne parlait pas et qui ne pensait pas : notre défaut d'expérience nous autorise-t-il à nier la venue d'un premier couple humain?

On ne voit plus dans aucun peuple, sur aucun rivage, surgir un être pareil à Jésus ; et cependant, le Christ a vécu et il s'est révélé.

Prétendre mesurer à une expérience d'un jour ou d'un siècle, alors même qu'elle serait conduite par des académies impeccables, sans préjugé et sans hostilité, les phénomènes qui ont rempli la durée antérieure de la nature et de l'humanité, semble si simple ou si superbe, qu'on est désarmé, pour répondre, par tant de naïveté ou de présomption.

On a essayé d'englober sous la même dénomination de légendes, de fables ou de mythes, les miracles tels que les documens évangéliques les rapportent, avec ceux qu'on peut lire dans les livres sacrés des autres religions, ceux de l'Inde, les Védas, le Lalitavistara, le Lotus de la Bonne Loi et autres, ceux de la Chine, les Kings, celui du Mahométisme, le Coran. Cette confusion est injuste et offensante.

Il faut la dissiper.

Une distinction essentielle doit être établie entre ce que j'appellerai le miracle et le merveilleux.

L'un est un fait essentiellement concevable, parce qu'en lui-même il n'implique aucune contradiction, parce qu'il a une raison d'être suffisante et une finalité morale. Le merveilleux, au contraire, est souvent absurde ; lorsqu'on cherche la cause qui aurait pu le produire, on ne la trouve pas ; et si l'on veut découvrir son but, il apparaît vain ou immoral.

Qu'on examine, un à un et en détail, les faits miraculeux dont la vie de Jésus est pleine, qu'on les compare avec ceux qui se retrouvent dans les livres consacrés à Bouddha ou à Mahomet, et même avec les récits des évangiles apocryphes, et l'on verra la différence entre le miracle que la raison peut et doit accepter, s'il est certifié par des témoins dignes de foi, et le merveilleux fantastique que la raison doit inexorablement répudier, fût-il attesté par des témoins prétendus. Il n'y a pas de témoin contre la vérité. Elle domine tout. Celui qui dépose contre elle se trompe ou il nous trompe. Il n'y a pas à hésiter; son sang versé ne prouverait que la sincérité des illusions du martyr ; il ne serait pas traité de fourbe, mais de visionnaire, d'illuminé et de fanatique.

Les miracles de Jésus, rapportés par les Évangiles, présentent tous un même caractère de force divine, de vérité, de simplicité, d'harmonie et de bonté. Ils n'ont rien de bizarre comme ceux que la légende a attribués à Bouddha et à Mahomet, rien qui sente l'ostentation, le dessein d'étonner la foule et d'inspirer la terreur. Ils restent toujours empreints de douceur et d'une infinie miséricorde. Pareils à Celui qui les accomplit, ils dévoilent sa puissance sous les dehors d'une mansuétude inaltérable.

La cause qui les produit est dans le Dieu vivant caché sous l'humanité de Jésus, et leur raison finale est le bien des hommes. Tous ont pour but d'éclairer, de toucher, d'améliorer, de provoquer la confiance et d'inspirer la vertu. Ils sont ainsi consacrés par la moralité la plus pure et la sainteté la plus parfaite.

Les prodiges dont la légende de certains hommes a été émaillée ne font pas corps avec l'histoire de ces hommes ; ils peuvent en être retranchés, sans que cette histoire soit atteinte dans le lien même des événemens. Mahomet s'explique avec son œuvre, ses luttes, ses préceptes, ses succès, son ascendant sur les Arabes, — sans prodiges. Jésus ne s'explique pas sans ses miracles. Ils sont un élément essentiel dans sa mission : par eux, il a conquis la foi de ses disciples, il les a convaincus de sa vocation messianique; par eux, il a exercé une action puissante sur le peuple, il a pu affirmer et démontrer la vérité de sa doctrine. Jusqu'après sa mort, dans sa survivance au milieu du monde, il reste essentiellement miraculeux. Son œuvre est le plus grand des prodiges. Aucune

philosophie de l'histoire n'expliquera, sans l'intervention constante de l'Esprit de Dieu, cette société immense, indéfectible, publiant à toute créature un Dieu crucifié, protestant contre toutes les passions humaines et tous les vices, contre toute puissance tyrannique et tout esclavage, enseignant le salut par la foi en ce Dieu crucifié, par l'humilité et la pénitence, par la charité et le sacrifice.

Une telle doctrine et de telles vertus ne peuvent prendre leur point d'appui dans la nature ni dans l'humanité, puisque la nature et l'humanité leur font une guerre sans merci. En dehors de la nature et de l'humanité, il n'y a que Dieu, et c'est Dieu révélé en Jésus qu'il faut reconnaître comme le soutien immuable de la foi et de la sainteté des croyans.

Je signalerai encore un caractère frappant et absolument original des miracles de Jésus. Ils sont tous symboliques et prophétiques; suivant l'expression soulignée par le quatrième Évangile, ils méritent le nom de *signes*. Ils traduisent tous visiblement une des fonctions invisibles du pouvoir divin de Jésus pour sauver l'humanité et transformer les consciences; ils prophétisent tous ce que ce pouvoir divin devait accomplir dans la suite des siècles, au plus profond de l'âme et même au grand jour de l'Église.

XI.

Tous les critiques qui ont pris pour point d'appui un système particulier impliquant la négation du miracle se sont vus dans la nécessité de procéder à l'élimination des faits miraculeux contenus dans les documens évangéliques. La méthode demande à être signalée.

Dès qu'on se trouve en présence d'une parole annonçant l'avenir, on crie à l'interpolation. — C'est ajouté après coup! dit-on. — A-t-on signalé l'interpolateur ou le faussaire? — Non, mais il est certain. La prophétie n'existe pas. Elle est impossible! — Impossible pour ceux qui n'admettent pas Dieu; mais ceux-là ont-ils démontré jusqu'à l'évidence leur système?

Le procédé d'élimination appliqué aux faits miraculeux est multiple. L'école mythique, née il y a cinquante ans et morte depuis, disait : Tous ces faits sont l'invention des premiers chrétiens. Ils avaient dans l'esprit un type convenu du héros messianique qu'ils attendaient, et un être supérieur appelé Jésus leur ayant persuadé qu'il était ce héros, ils lui ont attribué tous ces traits.

L'école mythique a-t-elle donné une preuve certaine, positive, de ce travail de création légendaire? A-t-elle expliqué par des do-

cumens certains comment l'ouvrier charpentier Jésus a exercé sans miracle un ascendant tel sur ses disciples, qu'il les a subjugués au point d'en faire ses Apôtres, héroïques par leur fidélité et leur vertu? A-t-elle réfuté le témoignage des narrateurs affirmant, attestant la vérité de leurs récits? Ils mentaient donc en glorifiant leur Maître? L'histoire est donc une duperie?

Je ne réfuterai pas ces doctrines mortes.

La vieille école rationaliste allemande pratiqua le procédé littéraire pour se débarrasser du miracle évangélique. Toute la vie de Jésus était en réalité une vie comme nos vies humaines. Rien de prodigieux, rien de miraculeux. Les plus simples événemens ont revêtu un caractère miraculeux par la façon dont les écrivains les racontent. Ils poétisent, ils embellissent ; ils prennent une illusion d'optique pour la réalité ; les morts n'étaient qu'endormis ; les possédés n'étaient que des épileptiques ou des maniaques. C'est l'ignorance, la crédulité, l'imagination orientale qui ont donné à la vie de Jésus cette apparence légendaire et surnaturelle dont la vraie science critique doit la dépouiller.

Cette méthode, dont les vieux Allemands, Semler et Paulus, ont lourdement abusé, a succombé bien vite sous le rire de l'école mythique elle-même.

Voilà les seuls outils de la critique antithaumaturgique au service des systèmes panthéistes, matérialistes et athées. Ils ont été forgés en Allemagne ; en France, on les a imités, on a su les rendre plus fins, plus subtils, les manier d'une main plus légère et plus svelte. On n'a pas réussi à dissoudre le roc immuable de l'histoire de Jésus.

Il faut prendre cette histoire telle qu'elle est, ou la nier en bloc. Enlever ce qu'elle contient de transcendant et de miraculeux, c'est la détruire, non pas en elle-même, — elle défie tout, — mais dans l'esprit de ceux qui essaient de l'épurer, comme ils disent, de tout surnaturel.

En résumé, voici, au sujet d'une vie de Jésus traitée d'après les règles de l'histoire, les questions nécessaires et les réponses nettes de la critique impartiale, qui ne s'appuie que sur la raison pure.

Quels sont les documens où les faits de cette vie ont été consignés?

Les quatre Évangiles.

Ces écrits émanent-ils des témoins immédiats des événemens, ou de ceux qui ont interrogé les témoins immédiats?

Oui.

Leur antiquité, et, par là-même, leur authenticité, sont-elles certaines, appuyées par les preuves les plus convaincantes?

Oui. La critique incroyante elle-même le reconnaît.

Les faits racontés, bien que prodigieux et miraculeux, sont-ils concevables et n'impliquent-ils aucune contradiction, soit qu'on les examine dans le détail, soit qu'on les juge dans leur ensemble?

Ils sont concevables, leur harmonie est indissoluble et d'une parfaite unité; ils ont pour cause la force infinie de Dieu intervenant dans l'humanité de Jésus qui en est l'organe irrésistible; ils ont pour fin la vertu, l'instruction, la sainteté et le salut des hommes, la manifestation de la miséricorde ineffable de Dieu.

Les témoins de toutes ces choses transcendantes peuvent-ils être reniés?

Non, leur vie sainte et leur martyre attestent leur sincérité; ils prouvent, dans l'espèce, non-seulement qu'ils croient ce qu'ils affirment, mais que ce qu'ils affirment est réel; car leur affirmation a pour objet des faits palpables, extérieurs, sensibles, publics, sur lesquels il n'y a pas d'erreur possible.

XII.

Lorsque la critique a accompli son œuvre, éprouvé et choisi les matériaux, l'histoire peut commencer la sienne et construire l'édifice.

Les élémens essentiels de la vie de Jésus sont fournis par les Évangiles. Celui qui les examine avec impartialité, à la lumière d'une critique affranchie de toute idée philosophique, antérieure à toute croyance, d'une critique qui, seule, à ce titre, a le droit de se nommer la critique de la raison pure et impersonnelle, celui-là, — n'eût-il pas la foi, — devrait les accepter dans leur intégrité absolue, sans les altérer ou les atténuer, sans retrancher un seul fait, une seule parole.

Tout en eux est historique et réel, même et surtout les faits miraculeux, et les paroles de Jésus les plus transcendantes par leur mystère.

C'est ainsi que je les ai acceptés dans cet ouvrage : ils s'y retrouvent intégralement, harmonisés et fondus. Alors même que ma foi ne m'eût pas fait un devoir sacré de les accueillir sans réserve, ma seule raison d'historien impartial me l'eût commandé. Loin de chercher à ramener les événemens prodigieux de cette vie sans pareille et la doctrine mêlée à ces événemens aux proportions de ma pensée individuelle, je me suis efforcé de m'élever à la hauteur des choses que je raconte et de m'effacer moi-même devant la Sagesse infinie dont j'ai reproduit les enseignemens. Une telle disposition d'esprit est une garantie de fidélité, car l'homme est naturellement enclin à substituer ses propres sentimens et ses

propres idées aux sentimens et aux idées qu'il essaie de représenter. C'est en mêlant le moderne à l'antique qu'on altère presque toujours l'histoire du passé.

L'œuvre historique est d'abord descriptive, picturale. Elle doit peindre les faits exactement, les reproduire dans un récit animé et coloré qui les rende présens aux yeux du lecteur, malgré les siècles, et qui les fasse revivre, malgré la mort. Je ne crois pas qu'aucun livre, à ce point de vue, puisse être comparé aux Évangiles. Les scènes qu'ils racontent, les tableaux qu'ils dessinent sont des modèles d'esthétique. Ils ont la simplicité et la grandeur, la sobriété et les détails expressifs. Sans se soucier des règles de l'art, qu'ils ne connaissent guère, uniquement préoccupés de raconter fidèlement, dans une langue à peine correcte, la vie de leur Maître, tout remplis de leurs souvenirs, ils ont laissé un monument achevé, comme histoire descriptive. J'ai reproduit leur récit avec une fidélité scrupuleuse, et afin de le rendre exactement, j'ai respecté jusqu'aux incorrections parfois si expressives dans leur rudesse. Il m'eût semblé que je le profanais en y ajoutant ou en y retranchant. Ce sont des tableaux de maîtres hors ligne. On ne touche pas aux chefs-d'œuvre.

Pourquoi, alors, entreprendre après eux d'écrire sur Jésus? Les Évangiles sont parfaits, et ils suffisent; tout ce qu'on peut tenter, c'est de les mettre en concordance et de les traduire dans nos langues modernes.

Mais l'histoire n'est pas seulement une narration de faits; si elle est d'abord et avant tout une œuvre picturale, elle a le devoir d'encadrer les faits et de les replacer dans leur milieu.

Tout événement est soumis à la loi du temps et de l'espace. La raison ne le conçoit qu'en le rapportant au point de l'espace où il s'est accompli, et au point du temps qui l'a vu se produire. Le point de l'espace nous est indiqué par la géographie; le point du temps, par l'histoire générale des peuples et de l'humanité. La description d'un fait n'est complète qu'à la condition de le montrer non-seulement en lui-même, mais dans ce double milieu qui l'enveloppe. Il est même souvent incompréhensible et il reste inexpliqué, si nous l'isolons de son cadre.

Lorsqu'on écrit sur les événemens contemporains, pour des contemporains, on suppose qu'ils connaissent le théâtre géographique et historique de ces événemens, et on leur laisse, en racontant les faits, le soin de les y placer. Ainsi ont fait les Évangélistes, en écrivant la vie de leur Maître pour les premiers chrétiens. D'ailleurs, le fait brut leur suffisait; il contenait toujours quelque élément éternel, supérieur au temps et à l'espace, et en négligeant à dessein peut-être les conditions de temps et de milieu, ils pla-

çaient le Fils de Dieu dans l'immensité des siècles et au-dessus de la terre ; et leur personnage avait assez de grandeur pour répondre à tous les siècles et à toute la terre.

Cependant, nous qui n'avons pas vu comme eux le Christ vivre, agir et parler, nous qui ne le voyons que dans ce qu'il a d'éternel, ne nous est-il pas permis de le replacer dans son cadre terrestre et humain, dans cette terre de Palestine qui a gardé la trace de son passage et qui a été le témoin de sa vie? Nous sera-t-il interdit de le remettre dans ce milieu social juif, parmi les hommes qui furent ses concitoyens, parmi cette foule qui se pressait sur ses pas, en face de cette société judéenne dont il encourut la colère et dont il expérimenta l'opiniâtreté et l'aveuglement?

Non-seulement je considère cette œuvre comme légitime, mais elle me paraît indispensable pour l'intelligence de la vie de Jésus, de ses faits et gestes, de ses douleurs, de la forme de ses discours.

Un fait s'altère, isolé de son milieu. Si parfaite que soit une toile, elle veut son cadre vrai, harmonique, pour que la gamme des couleurs et des tons ne soit pas faussée et qu'elle prenne toute sa force.

Je me suis appliqué avec soin à encadrer la vie de Jésus dans ce que j'appellerai son milieu pittoresque ou géographique et dans son milieu social et juif.

Deux voyages prolongés m'ont permis d'étudier de très près la Palestine, la terre de Jésus. Je l'ai parcourue lentement, dans tous les sens, suivant les traces du Maître depuis Bethléem e Hébron jusqu'aux confins de Tyr et de Sidon et aux sources du Jourdain (1). Je me suis arrêté longuement dans les lieux mêmes où Jésus avait le plus longuement vécu, le plus ardemment lutté et souffert, le plus enseigné, le plus aimé. J'ai essayé de les revoir tels qu'ils étaient, il y a dix-huit siècles ; leur désolation présente, leurs ruines amoncelées, les constructions élevées par la piété des chrétiens n'ont laissé subsister presque rien de l'état primitif. J'ai consulté les traditions vénérables, interrogé les voyageurs les plus experts, étudié les Évangiles surtout ; et je puis dire que je les ai vécus là-bas, sur cette terre où tout ce qu'ils racontent s'est accompli.

Ceux qui ont combattu la réalité de l'histoire de Jésus n'ont sûrement pas vu la Palestine ; s'ils l'avaient étudiée, l'Évangile à la main, ils auraient compris que l'Évangile ne s'invente pas.

Aucune vie ne présente à l'égal de la vie du Christ une harmonie

(1) Je dois à mon excellent et brave drogman, Melhem Ouardy de Beyrouth, une grande reconnaissance pour le dévouement et l'expérience qu'il a mis à mon service.

plus étroite avec la terre où elle s'est déroulée. Comme la Galilée, avec sa ville de Nazareth, son lac de Tibériade, son Thabor, ses collines et ses vallées toutes vertes, encadre bien la figure de Jésus vivant trente ans inconnu, de l'apôtre, du docteur populaire annonçant l'Évangile du Royaume, enseignant la foule en paraboles, l'entraînant au désert, et révélant sur une montagne à ses disciples sa gloire éternelle ! Comme la Judée austère, aride, avec ses monts rocailleux, comme Jérusalem avec sa vallée du Cédron, assombrie par ses tombeaux, s'harmonisent bien avec le Prophète méconnu, repoussé, condamné ignominieusement et mourant sur un gibet !

Il me semble avoir pris, au contact de la Palestine, de ses ruines, des souvenirs sacrés dont elle est pleine, le sentiment profond des faits évangéliques, de leur vérité, de leur réalité et de leur beauté. Ces faits sont inséparables de cette terre. Elle peut devenir plus triste encore, plus désolée, plus morte ; elle les encadrera toujours dans sa lumière, dans ses vallées, dans ses collines ondulantes, dans ses chemins par où Jésus a passé et par où des générations sans fin passent et repassent encore après lui.

La reconstitution du milieu social où Jésus vécut est plus difficile que la peinture des lieux prédestinés à le voir agir. C'est peut-être le travail le plus complexe et le plus difficile de l'histoire (1). On peut tenter le portrait d'un homme, non celui d'un siècle, d'un temps, d'une civilisation, à un moment déterminé de son existence. Cependant, on ne comprendra jamais un homme, surtout un homme public, si on ne l'étudie pas dans la société à laquelle il appartient. Or, une société est faite de milliers d'élémens qu'il est impossible, malgré tous les efforts et avec les informations les plus multipliées et les plus exactes, de reproduire dans leur complexité, leur mobilité et leur activité. Tout ce que peut essayer l'historien sincère, c'est de décrire l'organisation religieuse et politique d'un peuple, de nommer et d'expliquer les partis qui s'agitaient dans cette organisation, de signaler les doctrines philosophiques, les croyances, les préjugés, les habitudes de vivre, les mœurs, les coutumes traditionnelles, les passions politiques et religieuses.

(1) Les ouvrages les plus précieux pour la connaissance de la société juive au temps de Jésus, et qu'on peut nommer les ouvrages sources, sont les livres du Nouveau Testament, les livres de l'Ancien Testament, les apocryphes de l'Ancien Testament, quelques traités de Philon, les Talmuds, le *Livre des antiquités* et la *Guerre de l'indépendance* de Flav. Josèphe, les Livres sibyllins, la grande histoire classique de Rome, Suétone, Tacite, Pline le Jeune, Dion Cassius, etc.

Les travaux modernes, en Allemagne surtout, sont considérables, et l'on ne peut que reconnaître leur importance. Autant l'exégèse, en ce pays, a été stérile, parce qu'elle a été presque toujours au service d'une *tendance*, autant l'histoire proprement dite des *temps christiques* a été féconde.

Quelque imparfaite que soit cette restauration, elle jette une grande clarté sur la vie d'un homme. Beaucoup de paroles de Jésus, beaucoup de faits de sa vie s'expliquent d'eux-mêmes, sans qu'il soit besoin de les commenter, par cela seul que les uns et les autres sont replacés dans leur milieu vrai.

Lorsqu'il a rétabli les faits d'une vie humaine dans leur cadre naturel, l'historien n'a réussi qu'à en achever la description. Une tâche non moins nécessaire s'impose à lui, il doit les grouper dans leur ordre chronologique.

La suite des événemens, c'est l'histoire même. L'unité d'une vie n'est pas concevable sans cet enchaînement. Une des difficultés, un des problèmes de la vie de Jésus est de déterminer avec exactitude la succession des faits que les documens nous ont rapportés et qui constituent sa vie publique. Les données chronologiques fournies par le troisième et le quatrième Évangile et par quelques historiens profanes, éclairées d'ailleurs par l'astronomie et la numismatique attentivement étudiées et comparées, nous ont permis d'arriver à un résultat motivé. Le lecteur trouvera dans le premier Appendice, sous le titre de : *Chronologie générale de la vie de Jésus*, les motifs qui m'ont autorisé à fixer à l'an 747-748 la naissance de Jésus, à l'an 27-28 l'époque de son baptême, à l'an 28-29 son ministère galiléen, à l'an 30 sa mort. Je n'ignore pas les divergences nombreuses qui divisent, sur ces divers points, les chronologistes et les historiens de Jésus; mais je crois que ces divergences, qui ne dépassent pas sept années pour l'époque extrême de la naissance et de la mort, qui se réduisent à une seule année pour la durée de la vie publique, sont de peu d'importance au point de vue de la substance même de l'histoire. Elles autorisent, en tout cas, la liberté de l'écrivain, si, en adoptant une conclusion, il la motive.

Quelques auteurs ont avancé que la vie publique avait duré jusqu'à sept années. Pour être acceptable, un tel sentiment devrait s'appuyer sur les documens évangéliques et non sur des autorités postérieures. Or, on peut discuter, d'après les Évangiles, le point de savoir s'il y a eu trois ou quatre Pâques dans le ministère de Jésus; mais rien ne nous permet d'en découvrir une de plus ou de moins.

Quelque système qu'on adopte, l'histoire entière de Jésus se déroule entre deux dates fixes, incontestables. Il est né avant la mort d'Hérode, qui eut lieu au printemps de l'an 750 ou 751, et il est mort sûrement avant que Pilate quittât la Judée, c'est-à-dire avant l'an 36 de l'ère vulgaire.

Les faits d'une vie décrits et classés suivant une chronologie justifiée, il ne reste à l'historien qu'un devoir, le plus ardu et le

plus délicat, celui de les expliquer, d'en montrer la nature, l'importance, le lien profond, les causes diverses et les conséquences, sans cependant les altérer, les amoindrir, les défigurer.

C'est avec un respect infini que, devant une vie comme celle de Jésus, j'ai essayé ce travail. Chacune de ses paroles, chacun de ses actes me semblait comme un diamant, une perle précieuse : je me suis contenté d'imiter l'art du joaillier, j'ai serti ces pierres taillées par une main divine, et je n'ai cherché, en les montant, qu'à leur donner plus de relief et plus d'éclat.

Pour comprendre les actions du Christ et sa doctrine, les sciences auxiliaires de l'histoire, psychologie, morale, philosophie, théodicée, sociologie, anthropologie, ne suffisent pas. Jésus les dépasse toutes. Aucune ne le contient tout entier. Sa vie, à tout instant, déroute ce que nous appelons notre psychologie, notre morale, notre philosophie, notre sociologie, notre anthropologie, notre faible et timide théodicée.

Aussi, en faisant appel à ces sciences, dans la mesure où elles m'étaient familières, je n'ai jamais hésité à les élever à la hauteur de Jésus et jamais tenté de l'y emprisonner. Quand il les domine, il ne les détruit pas, il les éclaire.

Le plus grand monument élevé par la théologie à la gloire de Jésus est le *Traité de l'Incarnation* de saint Thomas d'Aquin (1). Nul génie n'a expliqué dans une synthèse plus puissante, avec une raison plus ferme, une psychologie plus exacte, le mystère du Christ. Toute vie de Jésus devrait le contenir tout entier, pour être dans la pleine lumière de la doctrine. Je dois à ce maître le meilleur de ce que j'ai essayé pour atteindre à ce qu'on pourrait appeler la philosophie chrétienne de cette histoire.

XIII.

En commençant ce travail, je ne me suis dissimulé ni sa grandeur ni ses difficultés. Je les ai senties s'accroître à mesure que je le poursuivais. En le voyant terminé, je reconnais ses lacunes et son insuffisance. Il ne dépend pas de ma volonté qu'il soit moins indigne de Celui dont j'ai raconté l'histoire.

Une conviction profonde m'a soutenu : le Christ, vivant, agissant par son Esprit dans l'Église, est le salut de l'humanité et des peuples modernes. Rallier à lui les consciences d'un pays et d'un siècle, l'essayer seulement, c'est apporter à ce siècle et à ce pays le plus grand des bienfaits.

(1) *Summa theolog.*, 3e p.

La civilisation moderne, avec ses aspirations ardentes vers la justice, vers l'affranchissement et le bien-être des petits, vers la charité et la paix, est née de Jésus. S'il lui a donné la vie, quel autre que lui pourrait la conserver, dompter l'égoïsme, museler la violence, asservir les folles passions qui nous dévorent? Il accomplit ces merveilles dans le secret des consciences; il ne tient qu'à nous de lui permettre de les accomplir dans notre pays.

La lutte qui nous déchire, au fond, c'est la lutte à mort entre le vieux paganisme persistant et le règne nouveau de l'Évangile. Apôtre, j'ai voulu travailler à ce règne nouveau qui est le règne de Dieu, le règne spirituel de l'Église, le règne de l'homme libre de tous les servages humains et du plus terrible de tous, parce qu'il les engendre tous, le servage intérieur du mal, de l'ignorance et du vice.

Comme Jésus faisait appel à la conscience plus qu'à la science, puisqu'il parlait à tous, ce livre, qui essaie de l'évoquer devant ce siècle, s'adresse à la conscience de mes contemporains, sans pourtant dédaigner la science.

Un préjugé vivace aujourd'hui prétend qu'entre la science et la foi le divorce est consommé, irrémédiable. Ce préjugé, je l'ai combattu toute ma vie avec une conviction que l'expérience n'a fait que rendre intraitable; je le combattrai jusqu'à mon dernier souffle et ne cesserai de mettre en harmonie ma foi éternelle et ma culture moderne. Ni en politique, ni en histoire, ni en science naturelle, ni en philosophie, on n'a jamais signalé un fait certain, une loi démontrée jusqu'à l'évidence, qui fût en contradiction avec la parole de Jésus, telle que l'Église la garde, immuable et incorruptible. L'épreuve dure depuis de longs siècles; et c'est parce qu'elle est triomphante que la race des hommes qui portent leur foi, je ne dis pas dans une conscience pure, mais dans une raison indépendante et virile, affamés de toute vérité neuve et inflexibles contre les préjugés du moment, — eussent-ils la faveur de l'opinion, — se perpétue et se perpétuera.

Je sais qu'entre le Christ de la foi et les esprits cultivés de ce temps on a multiplié les malentendus. Cet ouvrage en dissipera peut-être quelques-uns. Écrit dans la solitude et le silence, loin de ce qui divise les hommes, fruit d'un travail long et persévérant, je puis dire de toute ma vie, il n'est point une œuvre agitée de polémique, mais une œuvre tranquille d'histoire, une œuvre de foi. Il m'a semblé, en écrivant la vie du Maître, que sa beauté, sa douceur, sa sagesse, sa sainteté, sa charité, sa divinité rayonnant à travers ses paroles, ses actes, ses douleurs, le défendraient mieux que nos faibles argumens et nos vaines colères. Je voudrais que quelque chose de Lui, un souffle de son âme et de son esprit eût

passé dans ces pages. Je voudrais communiquer à tous ce qu'il m'a donné.

Malgré tout, Jésus reste la grande figure dans le ciel des peuples chrétiens. La justice, vivifiée par la charité telle qu'il la voulait, est devenue la loi souveraine de ce monde, elle presse toutes les consciences, et ceux mêmes qui ont perdu la foi au Christ gardent sa morale, oubliant qu'elle est de lui. La puissance du sacrifice, ce levier que Jésus a mis aux mains de ses disciples, est intarissable; les vrais croyans sont toujours prêts à donner leur vie pour que l'humanité, dans le moindre de ses enfans, soit arrachée au mal, à l'ignorance, à la douleur, à la mort.

C'est vers le Christ, tel que l'Église le garde, que je voudrais attirer les yeux de cette génération. On la dit malade : il la guérira; vieillie et désabusée : il lui rendra ses vingt ans et ses grands rêves; car son disciple reste l'homme de l'éternelle espérance. On l'accuse d'être positive, de ne croire qu'au palpable et au visible, à l'utile et au délectable : il lui apprendra à voir l'invisible, à goûter l'immatériel, à comprendre que l'homme le plus utile à lui-même et aux autres, à la patrie et à l'humanité, c'est celui qui sait s'immoler, et que de tous les biens, le plus savoureux pour les raffinés, c'est le sacrifice de soi. On la dit folle de plaisir et d'argent; peut-être est-ce pour cela qu'elle décline, car le plaisir tue, et l'argent peut mener à tous les vices : le Christ lui apprendra à dédaigner le plaisir et à bien employer ces richesses qui débordent à mesure que la terre est plus savamment conquise.

Dans tous les cas, le monde reste en proie à mille douleurs, à mille angoisses, à mille tristesses. Ceux qui vantent la joie de vivre savent bien que cette joie est terriblement mélangée, et que la mort est d'autant plus cruelle qu'elle brise une vie plus heureuse. Le Christ est le seul qui enseigne la joie de souffrir, parce qu'il est le seul qui verse dans l'âme une vie divine que nulle douleur n'étouffe, que l'épreuve fortifie et qui méprise la mort, parce qu'elle nous permet de la regarder, pleins d'espérance.

Si j'osais emprunter la parole du plus grand des Évangélistes, je dirais : « Ces choses ont été écrites pour que vous croyiez que Jésus est le fils de Dieu. » C'est la foi catholique : je la confesse dans la plénitude de ma raison et de ma liberté.

F.-H. Didon.

LE

PÈRE DU GRAND FRÉDÉRIC (1)

I.

Frédéric-Guillaume Ier n'a eu qu'un petit nombre d'idées, et si simples que des idées ne le peuvent être davantage : à savoir qu'un roi a besoin d'être fort; que, pour être fort, il faut qu'il ait une bonne armée; que, pour avoir une bonne armée, il faut qu'il la paie; que, pour la payer, il faut qu'il trouve de l'argent. Il a eu, en outre, une idée rare et originale : il considérait le roi de Prusse comme un être idéal et perpétuel, dont il n'était, lui, Frédéric-Guillaume, que le serviteur : « Je suis, disait-il, le général en chef et le ministre des finances du roi de Prusse. » Cette conception mystique de son office avait cette conséquence très pratique qu'il ne se croyait pas autorisé à jouir de la royauté : il la gérait, pour le

(1) Frédéric-Guillaume Ier a régné de 1713 à 1740. Il n'a pas été publié d'ouvrage spécial sur tout le règne, depuis Förster, *Friedrich-Wilhelm I, König von Preussen* (3 vol., Potsdam, 1834-35). L'historien qui connaît le mieux cette période est M. le professeur Schmoller, qui a publié d'importans articles, très approfondis, sur l'administration intérieure (villes, commerce, finances, armée, colonisation, etc.), dans plusieurs recueils, notamment les *Preussische Jahrbücher*, la *Zeitschrift für preussische Geschichte und Länderkunde*, la *Deutsche Rundschau*, le *Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirthschaft im Deutschen Reiche*. Sur la politique extérieure de Frédéric-Guillaume, et sur le caractère de ce prince, les dépêches inédites des ministres de France à Berlin, qui sont aux archives de notre ministere des affaires étrangères, abondent en renseignemens.

compte d'un maître. Sous l'œil de ce maître, qu'il savait redoutable, il travailla toute sa vie. Frédéric-Guillaume, c'est un ouvrier qui a vu clair dans sa besogne.

La Prusse alors n'était pas une nation. C'était un composé de territoires, séparés les uns des autres, semés du Rhin à la Vistule, de la Baltique aux monts de Bohême, n'ayant ni les mêmes souvenirs, ni les mêmes mœurs, réunis sous un maître par l'effet de quelques mariages et le hasard de quelques morts. Depuis un siècle que cette réunion s'était accomplie, ces pays, il est vrai, s'étaient habitués au commun maître. Les prédécesseurs de Frédéric-Guillaume avaient détruit les libertés provinciales, dans les pays du Rhin, en Brandebourg, et en Prusse. Il lui restait peu de chose à faire pour établir sa souveraineté (le mot est de lui) comme un rocher de bronze (*wie einen Rocher von Bronce*), mais il régnait sur une matière inerte. Ses sujets n'avaient point de zèle pour une chose publique dont ils n'avaient pas même l'idée qui résidait dans le roi seul. Le devenir de la Prusse était dans l'esprit et dans la volonté du souverain.

Frédéric-Guillaume a fait sentir partout cet esprit et cette volonté. Il est toujours en action, en scène, au premier plan. Ce n'est pas une institution qui agit, c'est une personne en chair et en os, faite d'une certaine façon, dont on entend la voix, dont on sent la main, armée du glaive de justice dans les grandes occasions, et, dans les petites, d'un bâton. Cette personne (si personnelle) ne vit pas dans l'abstrait. Pour elle, le ministère, l'administration, l'armée, sont des individus déterminés, des ministres, des conseillers, des officiers, qui s'appellent tel ou tel, et doivent faire telle ou telle chose. Le domaine royal, ce sont des domaines, de telle qualité ou de tel défaut, situés en tel endroit, dont le fermier, Jacques ou Pierre, paie ses termes ou ne les paie pas. Sans interposition d'idées générales, d'habitudes acquises, de rouages qui tournent pour le plaisir de tourner, de moyens qui se prennent pour des fins, sans obstacle de décorum, de majesté, de gants de velours ou de soie, qui empêchent la main de toucher la pâte, Frédéric-Guillaume s'attaque au réel et manipule le concret.

Son père lui a laissé une armée de trente et quelque mille hommes. C'était un chiffre convenable, élevé même, pour un royaume qui n'avait pas deux millions de sujets. Lui, il veut avoir au moins 80,000 soldats. Son père, son grand-père, avaient reçu des subsides de l'étranger; ils avaient pris de l'argent à toute effigie, louis, sterlings, florins : lui, il mettait son point d'honneur à ne payer ses dépenses qu'en argent bien et dûment gagné par lui. D'où l'obligation d'exploiter le royaume de telle façon qu'il rende chaque année davantage. Produire « un plus, *ein Plus*, » comme

il a dit mille et mille fois, *ein Plus machen :* tout est là. « Quiconque dispose de la pécune, disait-il, tient le militaire et le civil, et, par surcroît, gagne le respect et l'admiration du monde. »

Tout l'esprit de son gouvernement, toute sa façon d'être à lui, sont dans une ordonnance qu'il faut placer parmi les grands documens de l'histoire, car elle a produit des faits, ou, si l'on veut, un fait, la puissance de la Prusse. Elle a été écrite à la fin de décembre 1723, après une retraite dans une maison de chasse (1). Depuis longtemps, le roi était mécontent du système général de l'administration. L'état avait alors deux sortes principales de revenus : revenus domaniaux, qui se composaient des fermages des terres appartenant à la couronne, du produit des forêts, des mines, des salines, des postes, des douanes, des droits de transit et du timbre ; revenus de guerre, dont les principaux étaient la contribution, impôt direct levé sur le plat pays, et l'accise, impôt indirect perçu dans les villes. Les revenus de guerre étaient administrés dans les provinces par des collèges appelés commissariats de guerre, qui ressortissaient au commissariat général de guerre; les seconds, par des chambres des domaines, qui ressortissaient au directoire général des finances. Ces deux administrations avaient cent occasions de se contrecarrer, et n'en laissaient pas échapper une seule. Elles plaidaient sans cesse l'une contre l'autre ; une foule d'affaires étaient suspendues, et le roi, dans le désordre de ces chicanes, ne pouvait parvenir à savoir au juste l'état vrai de sa finance, sur lequel il voulait régler l'état de son armée. Il résolut de réunir ces deux corps ennemis, et de leur apprendre, en termes clairs, leur métier.

Pendant plusieurs jours, dans sa retraite de Schönebeck, il médita; puis, il prit la plume, et il écrivit un premier projet « d'instruction. » Il s'y appliqua fort, voulant si bien faire que personne ne pût lui conseiller d'ajouter quoi que ce fût. Il partit pour Potsdam, où il fit appeler un de ses secrétaires, qu'il chargea de recopier son manuscrit : « Venez demain, lui dit-il, avec du papier fort et du fil noir mêlé de fil d'argent. Nous en aurons pour deux jours de travail. » Mais les deux jours ne suffirent pas. Le roi dictait, se faisait relire, corrigeait, puis relisait et corrigeait encore. Enfin, le 19 janvier 1723, les membres du commissariat général de guerre et ceux du directoire général des finances furent appelés au château. Aucun d'eux ne savait ce dont il s'agissait. Un ministre, Ilgen, commença par leur lire un ordre royal, où leur étaient reprochés en termes durs les abus et les sottises qu'ils avaient commis : « Les deux collèges ne savent rien faire que se mettre en

(1) Cette ordonnance est publiée dans Förster, *Friedrich Wilhelm der Erste, König von Preussen,* t. II, p. 173 et suivantes.

collision, comme si le commissariat général et la chambre des domaines n'appartenaient pas également au roi de Prusse. Le commissariat a des avocats payés de ma bourse, pour plaider contre les finances, par conséquent contre moi. Les finances, pour se défendre, ont également des avocats, payés de ma bourse. » Il était temps de mettre fin à cette « œuvre de confusion. » En conséquence, ces messieurs des deux collèges étaient informés qu'ils étaient fondus en un seul, « le directoire général supérieur des finances, de la guerre et des domaines (*General-Ober-Finanz-Krieges-und-Domänen-Directorium*). » Ils furent ensuite menés dans une salle. Ilgen y indiqua sa place à chacun, et, debout, devant le portrait du roi, lut l'instruction. Il les introduisit alors chez le roi, qui reçut leur serment « de travailler, autant qu'il est humainement possible, au service et bien de sa majesté royale, en particulier à l'augmentation et amélioration de toutes les sortes de revenus, et en même temps à la conservation des sujets, aussi bien dans le plat pays que dans les villes, et, par contre, d'éviter et prévenir tout ce qui peut être nuisible à sa dite majesté royale et à la maison royale, aux pays et fidèles sujets. »

Accroissement des revenus, conservation des sujets, voilà deux principes : le roi y insiste dans l'instruction. « Tout le monde sait les conséquences redoutables de mesures mal prises, et que de trop lourdes charges, énervant les sujets, les mettent hors d'état de fournir intégralement au souverain les prestations ordinaires. » Autre principe : les charges publiques seront également réparties entre tous. La contribution sera taxée « d'après des cadastres qui seront toujours tenus au courant, » et personne ne sera exempté de l'accise : « Nous la voulons payer, nous et notre maison royale. Toutes les voitures, depuis les nôtres, jusqu'à celles du dernier paysan, seront visitées ; » car le poids de l'État « doit peser également sur toutes les épaules. »

Ce sont à peu près les seules idées générales qui se trouvent dans le document. Elles valaient la peine d'être dites, car elles expriment toute une philosophie d'État. Ce n'est pas une ordonnance fiscale que Frédéric-Guillaume a écrite dans sa maison de chasse : c'est une charte, la grande charte d'une monarchie de sorte particulière, où le monarque est confondu dans l'état, comme le Dieu de Spinoza dans la nature. Bien entendu, ce ne sont pas des formules qu'écrit Frédéric-Guillaume : ce sont des vérités. Il a horreur des vaines déclarations et des principes « qui se perdent dans le vent et la vapeur bleue. »

Avec une grande clarté, il décrit l'organisation nouvelle. Le directoire est divisé en départemens, dont chacun est présidé par un ministre. Les départemens n'ont point de spécialités d'affaires :

les territoires de la monarchie sont distribués entre eux, et les affaires de ces territoires, de quelque nature qu'elles soient, y ressortissent. Le roi voulait que tous les conseillers les connussent toutes. « Les uns diront : nous ne sommes compétens que pour le commerce et les manufactures, et nous n'entendons rien à l'économie agricole; les autres : nous connaissons l'économie agricole et nous n'entendons rien au reste... A quoi nous répondrons : nous avons choisi des gens assez intelligens pour se mettre au courant très vite de toutes les affaires. Ils n'ont qu'à travailler avec zèle, à faire attention à toutes les affaires, à s'informer, à s'éclairer; les uns feront l'éducation des autres. Un homme habile et zélé, qui, après Dieu, n'estime rien au-dessus de la grâce de son roi, qui le sert par amour et pour l'honneur, non pour la solde, qui déteste toute intrigue, se rendra bientôt assez habile pour nous servir en tout. Du reste, nous vous mettrons à l'essai. Nous saisirons l'occasion d'envoyer un conseiller, compétent en matière agricole, établir des manufactures et contrôler l'accise : s'il ne se tire pas d'affaire, il passera un mauvais moment... »

Le travail du directoire, la répartition des affaires, le mode des délibérations, étaient réglés avec le plus grand soin; les responsabilités, marquées en termes très forts. Le roi dit qui sera responsable, selon les cas, et, comme il nomme par leurs noms ministres et conseillers, l'avis a le caractère d'une menace très précise : « Par exemple, s'il y a une négligence dans le premier département, seront responsables : Herold, Manitius et von Thiele. » A bon entendeur, salut. Il n'y a pas moyen de croire qu'il s'agisse d'un autre.

Le premier devoir est l'exactitude. Tout ministre ou conseiller qui, sans une permission écrite du roi, arrivera en retard d'une heure, subira une retenue de 100 ducats; s'il manque toute une séance, une retenue de six mois de traitement; en cas de récidive, il sera cassé *cum infamia*, car, « si nous payons nos conseillers, c'est pour qu'ils travaillent. » Les séances commenceront à huit heures en hiver, à sept heures en été. Elles dureront jusqu'à épuisement de l'ordre du jour. Si elles ne sont pas terminées à deux heures, la moitié des membres ira dîner, pendant que l'autre continuera à travailler; ceux qui auront mangé se remettront au travail tout de suite, et les autres iront les remplacer à table, car il faut que « notre service soit fait avec zèle et fidélité. » Tous les jours, à onze heures, le cuisinier ira donc demander à l'huissier du directoire si ces messieurs doivent dîner. A deux heures, il servira « une bonne soupe, un bon morceau de bœuf, un bon plat de poisson, un bon rôti de bœuf, de mouton ou de veau, et un quart de bouteille de bon vin du Rhin, par personne. Le menu ne sera pas

toujours le même. Il faudra varier, mais veiller à ce qu'il y ait, chaque fois, quatre bons plats, aussi bien préparés que si c'était pour sa majesté. Pour le service, il n'y aura qu'un laquais, car il ne faut pas que la chambre soit remplie de laquais. Chaque convive recevra quatre assiettes et un verre; il mettra les assiettes et les verres dans une corbeille placée près de lui. »

Voilà qui donne le sentiment du réel. Ce sont bien des personnes en chair et en os, comme le roi, qui sont là, sous l'œil du roi, et qui vont travailler, sans cérémonies ni façons, tout de suite.

Ce qu'ils ont à faire est simple : accroître la force de production du royaume, pour augmenter les revenus du roi. Le pays ne donne pas tout ce qu'il peut donner. Il n'a pas réparé encore les pertes qu'il a faites au temps de la guerre de trente ans. Le roi a trouvé des noms de villages disparus, dans les vieux registres qu'il a consultés. Depuis, la guerre encore et d'autres fléaux ont fait d'autres ruines. A la fin du précédent règne, une peste a enlevé le tiers des habitans de la Prusse et les trois quarts de la population de la Lithuanie. Il faut combler ces places vides, ces *Wüste Stellen* dont la vue faisait mal à Frédéric-Guillaume; refaire les villages du XVIIe siècle et repeupler les contrées désertes en y plantant des hommes. La paix dont le royaume jouissait assurait un surcroît de naissances; mais ce repeuplement naturel était long et Frédéric-Guillaume très impatient. Il faisait donc venir des sujets de l'étranger; sa Prusse était la terre d'asile de tous ceux qui fuyaient la persécution religieuse ou qui venaient chercher fortune en travaillant.

Il ne se contentait pas de les recevoir : il les appelait, il les établissait, les soignait et les cajolait. Mettre quelqu'un où il n'y a rien, c'est créer; mais le roi s'appliquait aussi à améliorer. Il ne refusait à ses fermiers aucune « réparation; » s'il fallait bâtir, il bâtissait; défricher, il défrichait; dessécher un marais, il desséchait. Cette œuvre de mise en valeur de son royaume, où il a dépensé une incroyable somme d'efforts et une persévérance merveilleuse, il la recommande au directoire; mais il prend ses précautions pour n'être pas trompé. Il ne supportait pas l'idée qu'un thaler, même un *Groschen*, même un *Pfennig*, lui fût volé ou fût mal employé.

Il exigeait un ordre absolu dans les comptes, parce que l'argent s'échappait par le moindre désordre. Il ne veut plus que les fermiers, à qui une bâtisse nouvelle a été accordée, l'exécutent eux-mêmes, puis retiennent sur le fermage la somme dépensée. Par exemple, dit-il (il aime à expliquer et à préciser ainsi sa pensée par des exemples), le fermier Lürsten, de Köpenick, doit un terme de 500 thalers. On lui demande pourquoi il ne paie pas. Il répond

que, sa dépense de bâtisse décomptée, c'est la chambre des domaines qui lui redoit. « Des réponses pareilles nous arrivent de tous les pays. Il faut changer cela. Les fermiers ne s'occuperont plus que de leur exploitation. Ils paieront leur terme, sans déduire un liard, car nous ne voulons pas recevoir, au lieu d'argent, des comptes et du papier. » Le roi ordonne ensuite que chaque chambre des domaines aura un maître architecte qui sera chargé des constructions, et un scribe de la bâtisse qui paiera les ouvriers. Le maître surveillera le scribe, un des conseillers de la chambre surveillera l'un et l'autre; la chambre entière surveillera tous les trois. Si, malgré ces précautions, ils s'entendent « pour souffler dans le même cor, c'est qu'ils seront un tas de fripons. »

L'établissement des colons coûtait fort cher; le roi, qui « avalait » cette dépense, comme il disait, « cuiller par cuiller, » en sentait l'amertume, mais il en savait la nécessité. Il est donc résolu à la continuer, mais elle a varié jusqu'ici d'année en année, il y a, de ce côté, de l'imprévu, de l'extraordinaire. Le roi n'aime pas ces « dépenses *Flic-Flac.* » Il fixe donc une certaine somme, qu'il ne dépassera pas d'un liard. Au reste, il n'entend faire que de bons placemens; les propositions d'ouverture de crédits devront être fortement raisonnées : « Ne point bâtir de fermes ou de villages, si nous ne pouvons tirer 10 pour 100 du capital employé. »

Frédéric-Guillaume met ses paysans en état de travailler : c'est son devoir. Que les sujets, à présent, fassent le leur, en travaillant bien, c'est-à-dire en tirant de la terre tout ce qu'elle peut donner par une culture appropriée, sans dépenser un liard en inutilités. Ils n'ont qu'à prendre exemple « sur notre petite terre de Schenken, que nous exploitons nous-même et où nous avons appris les choses par expérience, non dans les livres. »

Ainsi, la population du royaume s'augmente de jour en jour; l'outillage agricole est perfectionné; de nouveaux territoires sont mis en culture; les paysans produisent chaque année davantage. Donc ils paieront les fermages et les contributions. Il faut, pour que les citadins paient tout aussi bien l'accise, que l'industrie prospère dans les villes comme l'agriculture dans les campagnes. Ici encore, on comblera les *Wüste Stellen,* qui sont nombreuses, on améliorera et on créera. « Mes villes de Prusse sont en mauvais état; » le directoire général ne négligera rien pour les réparer. Il n'y a pas assez de villes en Lithuanie; le directoire général en fera bâtir. Il mènera la chose « avec sérieux et vigueur (*mit Ernst und Vigueur*), de façon que notre désir soit satisfait le plus vite possible. » Le directoire sait d'ailleurs « de quelle grande importance est, pour nous et pour nos pays, l'établissement des manufactures. Il

s'appliquera donc, avec le plus extrême des zèles, à faire que tous les genres d'industrie, lainages, cuirs, fer, bois, qui n'existent pas dans nos pays, y soient institués, autant que cela est possible. » Il appellera de l'étranger des ouvriers. Le roi lui indique où il trouvera des drapiers et des fabricans de bas. A-t-on besoin d'un compagnon drapier? Qu'on aille le chercher à Gœrlitz, à Lissa ou en Hollande. On lui promettra et on lui donnera un métier. On le mariera avec « une fille d'ici. » On lui fera des avances de laine. « Et voilà que le compagnon gagne son pain, fonde une famille et devient son maître. » Il n'y a rien de plus aisé : « Vous ne me ferez pas croire qu'il faudra beaucoup de peine pour engager de pareilles gens et les attirer dans notre pays. »

La production industrielle s'accroîtra donc, comme la production agricole; mais il faut assurer la vente et la consommation des produits. Ici, la règle très simple : ne pas acheter à l'étranger, ou lui acheter le moins possible; lui vendre le plus possible. A l'entrée du royaume, la prohibition absolue ou le prélèvement de droits considérables; à la sortie, une légère accise, qui n'empêche pas l'exportation. Seulement, il y a des exceptions à cette règle. L'idéal du roi de Prusse est que la Prusse se suffise d'abord à elle-même, comme si elle était seule au monde. Il établit entre ses villes et ses campagnes un échange de relations et de services. Il lie l'une à l'autre son agriculture et son industrie, de façon qu'elles se complètent l'une l'autre. Par exemple, un des grands produits de l'agriculture, c'est la laine. Les paysans la veulent exporter; mais alors, il faudra que les drapiers, qui ne trouveront plus assez de laine dans le pays, en achètent au dehors, et l'argent de Prusse sortira de la Prusse. Le roi défend donc l'exportation de la laine. La conséquence est que toute la laine doit être ouvrée dans le pays; « autrement, nos chambres provinciales ne manqueront pas de dire que nos fermiers ne pourront se défaire de leur laine, qu'elle ne vaudra plus rien, et ainsi de suite... » Aussi le roi prescrit-il aux chambres et aux commissariats de faire un relevé exact, d'une part, de la quantité et de la qualité de la laine produite par chaque province; d'autre part, des manufactures qui travaillent cette matière. Le directoire général comparera le total de la laine ouvrée au total de la laine produite. Il se trouve que le premier est inférieur au second. Il reste, par exemple, 2,000 poids de laine de première qualité et 1,000 de qualité ordinaire qui ne trouveront point d'acheteurs. Mais le directoire établira dans une ville neuf drapiers, dont chacun emploiera 300 poids de bonne laine, et cent ouvriers fabricans de bas, dont chacun ouvrera au moins 10 poids de laine moyenne. L'écart est comblé. Ce sera tout profit pour le royaume, car le paysan prussien vendra sa laine; la Prusse fabriquera le drap et les bas en

quantité suffisante pour la consommation du pays et pour l'exportation. Le roi est si assuré d'avoir raison qu'il donne pour sanction à la défense d'exporter la laine « la strangulation. »

Puisque tout le monde fait ses affaires, le roi fera les siennes. Il n'admettait aucun retard dans le paiement de ses revenus. Pour l'accise, qui était un impôt indirect, point de difficultés; mais les ruraux faisaient attendre les contributions et les fermages. Le roi leur parle clair : « Le versement devra être fait exactement au terme fixé, sans la déduction, même la plus petite, et nous n'admettons aucune excuse, de quelque nom qu'elle s'appelle. » Il savait toutes les ruses des paysans. Ceux-ci ne se feront pas faute de dire que les denrées se sont vendues à trop bas prix : « Il faudra leur répondre qu'il ne peut pas y avoir que des années chères. S'il en était ainsi, nous aurions affermé trop bas. Le bail a été calculé sur une moyenne, de façon qu'une bonne année couvre une mauvaise. Nous n'avons pas promis à nos fermiers qu'il n'y aurait que des années chères. Ils ont signé les baux sans condition (*ohne zu conditionniren*). Le fermage a été inventé justement pour que le propriétaire tirât profit de ses biens et en touchât le revenu, argent comptant, sans entrer dans des comptes compliqués. Donc, point de faiblesse, point d'*humanitaireries*. Si l'argent est en retard, s'il est « accroché » quelque part, c'est au directoire de savoir l'endroit et d'employer tous les moyens de le décrocher. Si ces moyens n'apparaissent pas « aussi clairement que le soleil dans le ciel, » il enverra, « sans perdre le plus petit moment, » au lieu où se sont produits le manquement et la confusion, et fera, sur place, appliquer le remède.

Le directoire général exerce son autorité sur toute l'administration de la monarchie. Les commissariats de guerre et les chambres des domaines des provinces relèvent de lui. Quand il s'y produit des vacances, il y pourvoit. Il mettra dans les commissariats « de braves gens très appliqués, pourvus d'un sain entendement naturel, au courant de la manufacture, de l'accise et de toutes les affaires qui sont du ressort des commissariats; dans les chambres des domaines, des hommes qui ont pratiqué la culture, entendus en comptabilité, vigilans, bien portans. » Plus rares devraient être les qualités des membres du directoire. Les ministres, qui proposaient au roi des candidats aux places vacantes, devaient choisir, « après les avoir partout cherchés, » les gens les plus habiles, calvinistes ou luthériens, fidèles et honnêtes, comprenant l'économie pour l'avoir pratiquée, connaissant le commerce et la manufacture, capables de bien écrire, c'est-à-dire de bien exposer une affaire, ayant des « têtes ouvertes. »

Frédéric-Guillaume faisait dans ces lignes comme le portrait de

cette bureaucratie prussienne qu'il a créée, sorte de noblesse civile dressée au service, fortement disciplinée, exacte, laborieuse, principal ressort d'un état où les sujets, qui ont perdu jusqu'aux derniers restes des libertés féodales, obéissent à la consigne royale : *Nicht raisonniren* (ici l'on ne raisonne pas). Avant un siècle, ce corps prendra l'esprit d'une caste; les « têtes ouvertes » se fermeront; l'exactitude deviendra manie; le zèle, pédantisme; et toute cette belle organisation ne sera plus qu'une mécanique. Alors, on s'apercevra qu'une nation ne peut vivre dans un air de bureau, et que la machine tourne dans le vide. Mais ce qui deviendra un danger était, au temps de Frédéric-Guillaume, une condition même d'existence. La bureaucratie a été le premier organe de la nation de Prusse. Le roi, après avoir énuméré les qualités qu'il exige de ses fonctionnaires, ajoute : « Et surtout, qu'ils soient nés nos sujets ! » Il se réserve bien le droit d'employer quelques étrangers, mais il faudra que ceux-ci soient bien habiles pour racheter le défaut de n'être point nés ses sujets, car il veut créer un sentiment que l'hôte de passage ne peut comprendre : le sentiment d'une patrie. Cette patrie, ce ne sera plus telle ou telle province, comme le Brandebourg pour le Brandebourgeois, la Poméranie pour le Poméranien, la Prusse pour le Prussien : ce sera, sans distinction de territoires, toute l'étendue de sa domination. Il prescrit de recruter les chambres et commissariats d'une province d'hommes nés dans une autre. Par exemple, s'il y a des vacances en Prusse, il faudra nommer des Clévois, des Brandebourgeois ou des Poméraniens, non des Prussiens. Ainsi des autres. Le roi dépayse ses provinciaux : il les enlève à la patrie étroite, il les verse dans la grande patrie. Patrie singulière, qui n'est le produit ni de l'histoire ni de la nature, et dont la vraie définition était : la patrie prussienne, c'est le service du roi de Prusse.

Entre le directoire et les chambres et commissariats, les relations seront régulières et fréquentes. Des provinces arrivera chaque semaine un rapport. Pour que ces rapports fussent exacts et circonstanciés, les présidens des chambres devaient inspecter les domaines, villages et fermes avec le plus grand soin, et les présidens des commissariats visiter les villes de leur ressort, s'informer sur le commerce, sur les manufactures, les bourgeois et les habitans, de façon à connaître les villes de leur département « aussi bien qu'un capitaine de notre armée connaît sa compagnie lorsqu'il sait toutes les qualités intérieures et extérieures de ses soldats. » Ces rapports résumés étaient transmis au roi, qui savait ainsi régulièrement tout ce qui se passait dans le royaume, et si chacun faisait son « devoir. »

Quant à lui, pour donner au directoire « plus de lustre et d'au-

torité, pour montrer l'attention particulière qu'il se propose d'apporter constamment et infatigablement aux affaires ressortissant audit directoire, comme le comporte leur extrême importance, » il s'en est réservé la présidence. Il n'était pas homme à commander une fois pour se reposer ensuite. Chaque soir, le directoire lui envoyait un procès-verbal de la séance du jour, qu'il lisait le lendemain matin. Il n'admettait pas qu'aucune décision fût prise, impliquant quelque nouveauté, sans qu'il l'eût approuvée. Ce grand conseil n'avait guère que voix consultative. Aucune dépense de surcroît n'était autorisée que par le roi lui-même. Aucun bail n'était définitif qu'après avoir reçu sa signature. Le projet lui en était présenté avec une note courte, mais claire, qui lui permît « de voir tout de suite la nature de la chose. » L'autorisation qu'il donne au directoire de lui adresser des questions « toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, et notamment en tout cas extraordinaire, » fut comprise comme un ordre d'en référer à lui à tout propos. C'est bien ainsi qu'il voulait qu'elle fût entendue. « Les questions, dit-il, doivent être brèves et nerveuses, *in wenig Worten und nerveus.* » A chacune sera joint l'avis du directoire général. » Par exemple : « Il y a un cheval à vendre pour 100 thalers. Nous pensons que Votre Majesté fera bien de l'acheter, mais seulement pour 80 thalers ; autrement Votre Majesté y perdrait pour telle raison. » L'exemple prouvait que le roi voulait être instruit du dernier détail. Par milliers et milliers, il a reçu des questions auxquelles il a répondu par des notes marginales brèves. On a peine à comprendre qu'il ne se soit pas noyé dans cette inondation de faits divers, dont la plupart sont sans importance, et qu'il ait pu donner si nettement, et très souvent avec esprit, une pareille quantité d'ordres. C'est qu'il aimait à ordonner. Frédéric, son père, se plaisait à faire étalage de la majesté du roi de Prusse ; Frédéric-Guillaume, à faire sentir l'autorité de ce roi : « Vous devez chaque fois, dit-il au directoire, et pour chaque affaire, ajouter votre avis, avec les raisons sur lesquelles vous l'établissez, mais nous demeurons le seigneur et roi, et faisons ce que nous voulons, *Wir bleiben doch der Herr und Kœnig und thun was wir wollen.* » Quelques lignes plus loin, après avoir déclaré qu'il entend toujours savoir la vérité, qu'il ne veut de flatteries d'aucune sorte, il répète les mêmes mots : « Nous sommes le seigneur et le roi, et faisons ce que nous voulons. »

L'esprit d'un prince qui comprend et pratique ainsi ses devoirs n'a pas une minute de repos. Frédéric-Guillaume ne pouvait être et n'était en effet jamais tranquille. Il aurait voulu voir tout le monde à l'œuvre : fermiers dans la ferme, ouvriers au métier, conseillers dans le conseil. Il recommandait au directoire de surveiller les

chambres et les commissariats, de les inspecter, de ne les point croire sur parole. Il lui enjoignait d'employer des espions. Chacun des conseillers doit avoir les siens, qu'il choisira parmi toutes sortes de personnes : fermiers, bourgeois et paysans. Il obtiendra ainsi de faux renseignemens, mais aussi de vrais et avec un bon jugement, il discernera le vrai du faux. Cet espionnage éclairera le directoire, même sur les *minutissima*. Le roi prenait la peine de donner un modèle de ces rapports secrets : « Par exemple, en Prusse, il y a eu un bon hiver et de fortes gelées. Les denrées arrivent dans les villes. Les bois de construction sont charriés. Le bâtiment va. Il y a apparence de bonne récolte. Le commerce, la navigation et les manufactures commencent à prospérer... Telle ville ou tel village a brûlé. La noblesse complote sous main contre tel impôt. Tel régiment achète son fourrage à l'étranger. La chambre des domaines versera exactement son terme, ou bien elle ne le versera pas. Elle a de bonnes raisons pour ce retard, ou bien elle n'en a pas. Il faut lui tailler des croupières. On a bâti vingt maisons dans la ville... » Frédéric-Guillaume n'en eût pas fini s'il avait voulu énumérer tous les objets de sa curiosité et de son inquiétude. L'ordonnance, ses notes marginales, ses lettres en sont remplies. Il avait la tête assiégée à tous momens de doutes sur les matières les plus diverses. Le directoire lui propose une augmentation sur tel ou tel revenu? Mais n'y aurait-il pas une perte égale ou supérieure sur tel ou tel autre revenu? Alors ce qu'on lui propose, ce n'est pas une amélioration, c'est du vent : *keine Besserung, ergo Wind.* Les chambres et les commissariats ne continuent-ils pas à se quereller au sujet de l'attribution à telle ou telle caisse de tel ou tel impôt? « Ils devraient bien trouver une autre façon de s'amuser; alors ces pauvres diables d'avocats et de juristes deviendraient inutiles, comme la cinquième roue d'un carrosse. » Les fermiers fument-ils bien leurs terres? Ils sont capables de les épuiser : il faut les empêcher de vendre leur paille. Certains officiers, par exemple dans la vénerie, sont des voleurs; mais ils ne font, après tout, que ce qui leur est permis par leurs lettres d'office. Il faut donc changer ces lettres. N'y a-t-il pas trop d'officiers? Plusieurs emplois ne peuvent-ils être fondus en un seul? Voyons donc si un certain nombre d'employés ne peuvent être retranchés *(retrangirt)*. Pourquoi la bière n'est-elle pas aussi bonne partout qu'à Potsdam? Pour avoir de la laine, il faut des moutons; or, en Prusse, il y a presque autant de loups que de moutons : vite un règlement sur la chasse aux loups. Comment se fait-il que l'impôt sur le sel ait moins rapporté cette année que la précédente dans le pays de Halberstadt? Le nombre des habitans n'y a pas diminué. Ils ont dû manger autant de sel que l'an dernier. Il y a donc des fraudes, du coulage?

Il faut avertir le « facteur supérieur du sel d'administrer autrement qu'il n'a fait jusqu'ici. Peut-être aussi les sujets achètent-ils du sel en Hanovre, en Pologne. Il faut que tous les importateurs du sel soient pendus, etc. »

Admettons que, par impossible, tout le monde, sans exception, fasse son devoir, et qu'enfin tout aille pour le mieux dans le meilleur des royaumes. Les campagnes et les villes sont bien peuplées. Les premières fournissent au pays sa nourriture et la matière de son industrie. Les secondes ouvrent ces matières, de façon qu'aucune parcelle n'en soit perdue. La Prusse est nourrie, habillée, outillée, armée. Non-seulement, elle se suffit à elle-même, mais « elle produit un plus, *ein Plus*, » qu'elle vend à l'étranger. Le roi sera-t-il tranquille? Il ne peut l'être, car le moindre accident dérangera cette machine, dont tous les mouvemens sont calculés avec une rigueur mathématique. Par exemple, le budget des recettes et des dépenses est dressé pour chaque caisse provinciale. On prévoit que tel régiment consommera tant de vivres par tête d'homme et de bête, et que l'accise prélèvera telle somme sur cette consommation. Mais la guerre éclate, ou bien le régiment est appelé à Potsdam ou ailleurs pour manœuvrer ou pour faire un camp. La recette de l'accise baisse, le paysan ne vend plus ses vivres : « Quand mon armée sort du pays, l'accise ne rapporte plus que le tiers; le *pretium rerum* diminue; les domaines ne peuvent plus acquitter exactement les fermages. » Voilà donc un désordre. Et combien d'autres sont possibles! Il est bien difficile d'éviter que le feu ne prenne quelque part. Chaque année, des maisons, des villages, des villes même sont incendiés, il se fait de nouvelles « places vides. » Rien de plus douloureux. Encore peut-on remédier à ces maux divers, déplacer les régimens le moins possible, ordonner que toute ville aura sa pompe et ses pompiers, et que les toits de paille seront remplacés « avant cinq ans » par des toits de tuile. Mais que faire contre la mauvaise récolte, contre la peste des hommes et des animaux? Frédéric-Guillaume priait Dieu « dans sa grâce » de lui épargner ces fléaux, mais la grâce de Dieu est incertaine. Il fallait au roi de Prusse toute sa religion pour qu'il admît, sans blasphème, que Dieu lui enlevât des têtes d'hommes et de bêtes, dont chacune lui était précieuse, et comptait pour telle ou telle somme dans l'exactitude de ses calculs.

Soumis à la volonté divine, le roi entendait du moins que tous ses sujets obéissent à la sienne. « Nous donnerons notre grâce et notre protection, de toutes nos forces et contre quiconque, à tous ceux qui observeront de tous points cette ordonnance. Quant aux autres, qui retourneront à la vieille routine, nous les châtierons exemplairement, à la russe, *exemplarisch und gut russisch.* »

II.

Tout le monde sait comment Frédéric-Guillaume, appliquant à l'armée le « plus » de ses recettes, a fait de la Prusse une puissance militaire de premier ordre. Les 83,486 hommes qu'il a laissés à son fils, et sur lesquels 70,000 étaient toujours prêts à marcher, c'était plus que les 160,000 hommes de l'armée française, disséminée en garnisons nombreuses, beaucoup plus que les 100,000 hommes de l'Autriche, qui avaient à défendre tant de pays, si éloignés les uns des autres. Mais une des étrangetés de l'histoire de ce prince, c'est qu'il n'a su ni voulu se servir de cette force.

Deux fois seulement il a pris les armes; au début de son règne, contre la Suède; vers la fin, contre la France, dans l'affaire de la succession de Pologne. Encore ne s'est-il engagé que le moins possible, et non sans angoisses. Il est vrai qu'il a régné dans une période de paix, et que les grandes occasions d'essayer au feu son armée ne se sont pas présentées, mais l'Europe, en ce temps-là, se croyait chaque jour à la veille de la guerre. A peine la grande affaire de la succession d'Espagne a-t-elle été réglée par les traités d'Utrecht, de Rastadt et de Bade, que l'Espagne, pour regagner ses annexes perdues, attaque l'Autriche et provoque contre elle une triple, puis une quadruple alliance, à laquelle elle finit par adhérer. Puis, pendant que l'Europe travaille à la réconcilier avec l'Autriche, celle-ci, faussant compagnie, s'entend directement avec l'Espagne contre les médiateurs. Alors la France et l'Angleterre se liguent contre l'Espagne et l'Autriche. Après quelques hostilités, l'Europe tout entière se met à négocier. Cette fois, c'est l'Espagne qui fausse compagnie à l'Autriche, laquelle est obligée de céder à la volonté de l'Europe. Enfin lorsque Stanislas Lesczinski a été chassé de Pologne par les Russes, la France déclare la guerre à l'Autriche, qui s'est faite la complice de la Russie, et l'affaire polonaise se termine par un traité qui donne au roi de Pologne un duché en France, au duc de Lorraine un duché en Italie, à l'infant don Carlos le royaume de Naples. Ce fut donc un étrange chassé-croisé de négociations et d'intrigues, à croire, comme disait lord Chesterfield, que l'Europe était devenue folle. Or Frédéric-Guillaume, qui fut sollicité souvent par les faiseurs de ligues et de contre-ligues, ne sut point figurer avec grâce dans ces quadrilles.

A ne prendre que les grands faits de sa politique, on le voit, en 1725, adhérer à la ligue conclue à Hanovre entre la France et l'Angleterre, contre l'Autriche; puis s'unir à l'Autriche, une année à peine écoulée, persister assez longtemps dans cette alliance; à

la fin, traiter avec la France, et toujours vouloir se reprendre aussitôt après qu'il s'est donné.

Aussi devient-il la risée de l'Europe. De toutes parts pleuvent sur lui les épigrammes. « Le roi de Prusse, disent les Anglais, n'est un loup que dans sa bergerie. » L'un après l'autre les ministres de France à sa cour affirment qu'il ne « fera pas la guerre. » Ils écrivent que le « goût immuable qu'il a pour les troupes lui fera toujours entretenir une nombreuse armée, mais que sa timidité s'opposera constamment à l'exécution de tous les engagemens qu'il pourrait prendre pour les faire agir : il « sera brave jusqu'à tirer l'épée, » mais toujours retenu par « l'amour qu'il a pour ses grands hommes, qu'il n'a que pour la parade et qu'il ne voudra jamais exposer. » Puis, ce sont les reproches d'inconstance et de versatilité. C'est « un prince sans système, qui va par sauts et par bonds, passant d'une extrémité à l'autre. » Rottenbourg, ministre de France, obligé de transmettre à son gouvernement des informations qui se contredisent de semaine en semaine, se demande « comment l'on peut ajouter foi à ses dépêches. » Il écrit à Louis XV : « La variation dont est le roi de Prusse et sa dissimulation profonde sont infiniment au-dessus de tout ce que Votre Majesté peut imaginer. » Le même agent, dans le moment où il est le plus caressé par le roi, qui le charge d'exprimer les sentimens les plus affectueux à l'égard de notre pays, ajoute : « La foi que je dois à mon roi et à ma patrie m'oblige de répéter que jamais on ne peut ni ne doit compter sur le roi de Prusse pour rien d'essentiel. » Ailleurs il cite le mot de Pierre le Grand sur Frédéric-Guillaume : « Le roi de Prusse aime bien à pêcher, mais sans se mouiller les pieds (1). »

Les faits semblent justifier ces accusations. A peine Frédéric a-t-il mis un pied dans un camp, qu'il veut le retirer. Il vient de s'engager dans la ligue de Hanovre et, déjà, il est « excédé de ses engagemens. » Il a passé du côté de l'empereur ; il le regrette, s'agite, caresse le ministre de France, essaie d'atténuer aux yeux de ses anciens alliés la gravité du nouveau traité, chicane l'empereur de toutes les façons : « Mon Dieu, s'écrie-t-il, je ne peux pas aller si loin, *mein Gott ! so weit will ich nicht gehen !* »

Il aime que l'Europe soit en querelle, et que le feu prenant en quelque endroit l'embrase tout entière. En 1727, l'Espagne attaque Gibraltar : voilà un commencement d'incendie : le roi exulte ; quand la diplomatie verse l'eau à grands flots autour du brasier, il « se

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1726, dépêches des 19 février, 31 avril, 14 mai, 13 août, 15 octobre ; 1727, 18 janvier, 1er juin ; 1730, 21 mars ; 1734, 4 janvier ; 1735, 29 novembre.

donne à la douleur la plus vive sur les apparences d'un accommodement, » qui l'empêchera « de pêcher en eau trouble. » Quand il apprend la signature des préliminaires de Paris, il humilie, il mortifie l'ambassadeur impérial, lui disant que son maître « aurait bien pu s'empêcher de gasconner de la sorte et de consentir à tout, » et qu'il sera toute sa vie « Charles le Barbouillé. » Il a toujours l'air de vouloir partir en guerre : « Graissons nos bottes, écrit-il en 1729. Je suis persuadé qu'il n'y a d'autre fin à tout cela qu'une soupe aux coups de bâton. »

Pourtant, s'il voit la guerre s'approcher de lui, il est dans les transes. Au temps où il est l'allié de la France et de l'Angleterre, il craint que ces deux couronnes ne l'abandonnent « afin de faire retomber sur moi seul, dit-il, toute la haine de l'empereur et de l'empire, et de me faire périr moi et ma famille. » Allié de l'Autriche contre la France, il a peur d'être brûlé et pillé par les Français et les Suédois. Un moment, pour vider diverses querelles, il semble prêt à se jeter comme un furieux sur le Hanovre, mais il apprend que ce pays est un état formidable de défense. Alors il se trouble, il hésite, il enrage, et pour se calmer, « se grise » plusieurs jours durant avec les « officiers qui sont de ses débauches. » Comment l'Europe, enfin, n'aurait-elle pas cru qu'il n'aimait ses soldats que pour la parade? En 1734, quand il envoie ses troupes rejoindre sur le Rhin l'armée impériale, il prescrit qu'elles ne fassent que deux milles par jour, trois au plus ; qu'elles se reposent le quatrième jour; qu'elles ne soient jamais disloquées, jamais enfermées dans des forteresses, et qu'après chaque campagne elles prennent des quartiers d'hiver, de très bons quartiers de six mois (1).

Cependant, il serait absurde d'accuser Frédéric-Guillaume de lâcheté, car c'est bien lâcheté que l'on voulait dire, quand on écrivait timidité. Il aimait à rappeler qu'il avait fait ses preuves de bravoure, sous l'œil de Dieu, à Malplaquet « où il avait vu, à sa droite et à sa gauche, tomber des centaines de tués. » Il disait sa pensée vraie, quand il ajoutait qu'il « n'aimait au monde que la guerre » et que « les pieds lui grillaient de ne rien faire. » Quant à sa dissimulation et à sa duplicité, elles étaient enfantines, en comparaison de celles des cours d'Europe, de l'Autriche surtout.

L'explication de sa conduite est un curieux chapitre de psychologie politique.

Frédéric-Guillaume est à la fois électeur dans l'empire et roi en

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1726, 19 février; 1727, 15 et 19 avril, 3 et 10 juin ; 1730, 8 janvier; 1734, 12 juin.

Prusse, qui n'est point pays d'empire. Il appartient à l'Allemagne, où il a des devoirs, et il est un souverain d'Europe, tout comme le roi de France et le roi d'Angleterre. Il y a donc en lui deux personnages, et qui entreront nécessairement en conflit l'un avec l'autre.

Un de ses refrains était qu'il fallait un empereur d'Allemagne (*ein deutscher Kaiser solle und müsse bleiben*), et qu'il était, lui, bon impérialiste (*gut kaiserlich gesinnt*). « Tous mes habits bleus sont au service de l'empereur ! disait-il... Il faudrait que tous les princes allemands fussent des canailles pour ne point professer des bons sentimens à l'égard de l'empereur et de l'empire ; moi-même, je serais une canaille, si je ne le faisais pas. Il faut que nous ayons un empereur, demeurons donc fidèles à la maison d'Autriche, c'est le devoir de tout honnête Allemand. » Il exprimait sa fidélité par les termes les plus forts : « Pour Sa Majesté Impériale, pour sa maison et pour son intérêt, je sacrifierais avec plaisir mon sang, mon bien, mon pays. Avant que je me sépare de l'empereur, il faudra qu'il me repousse du pied. » Mais il faut entendre d'autres cloches, sonnées par lui. S'il veut conserver un empereur allemand, c'est à la condition que sa souveraineté à lui soit intacte. Il n'admet pas que l'empereur exerce sur lui la fonction du juge suprême, la seule qui eût gardé quelque efficacité. Les appels portés par ses sujets d'Allemagne devant la majesté impériale, bien qu'ils fussent parfaitement constitutionnels et légaux, le mettaient hors de lui. Il voulait couper ce dernier lien qui l'unissait à l'empire. Ses ministres s'exprimaient en toute franchise sur le sujet du pouvoir impérial. « Notre intérêt, disaient-ils, aussi bien que celui de la France, est qu'il n'y ait pas d'empereur après celui-ci ; mais si l'on est obligé d'en faire un, il faut que ce soit un prince faible, hors d'état de faire exécuter ses mandemens, et qui n'ait pas plus d'autorité qu'un doge de Venise (1). »

Les deux personnages, le prince allemand et le roi de Prusse, s'accordent donc, à la condition que le premier ne contrarie jamais le second, qui est fort sensible. Même jeu pour la politique extérieure, mais plus compliqué encore, car Frédéric-Guillaume distingue en l'empereur Charles VI, comme en lui-même, deux personnages : le chef du saint-empire, et le chef de la maison de Habsbourg, à qui des traités européens ont donné des possessions hors d'Allemagne, aux Pays-Bas et en Italie. Si le chef de l'empire est attaqué, Frédéric-Guillaume lui doit aide et secours : il les lui donnera. Il ne veut pas que les étrangers se mêlent des affaires d'Allemagne, ni surtout qu'ils touchent au sol allemand : « Aucun

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1726, 8 mars.

Français, aucun Anglais ne doit nous commander, nous Allemands. Je placerai des pistolets et des épées dans le berceau de mes enfans pour qu'ils aident à mettre hors d'Allemagne les nations étrangères. » Ou bien encore : « Si les Français attaquaient un village d'Allemagne, le prince allemand qui ne verserait pas pour le défendre la dernière goutte de son sang serait un *kujon*. » En termes plus doux, mais très fermes, il rappelle en toute occasion aux ministres de France son patriotisme : « Je ne puis souffrir qu'on porte le flambeau dans l'empire. Je dois, et ma conscience m'y oblige, employer toutes mes forces pour la défense de la patrie. » « Comme prince de l'empire et bon patriote, je ne pourrai m'empêcher d'agir si vous vouliez culbuter l'Allemagne... Monsieur le Français, laissez notre saint-empire en repos, je vous prie. » Monsieur le Français (c'était à La Chétardie qu'il parlait ainsi) ne comprend rien à ce patriotisme ; il s'étonne de voir le roi toujours « retomber dans le germanisme dont il ne peut se dépouiller. » Grumbkow, le ministre favori de Frédéric-Guillaume, déplore cette manie de son maître : « Nous avons affaire à un prince qui, avec beaucoup d'esprit et de finesse à certains instans, s'absorbe, dans d'autres, dans des idées de germanisme, d'où le diable ne saurait le tirer. » Voilà bien, en effet, un des traits du caractère de ce prince : il est Allemand, bon Allemand, et c'est de tout cœur qu'il crie à table son : Vive la Germanie de la nation allemande (*vivat Germania deutscher Nation*). Mais cette Germanie n'a rien à voir dans les affaires de l'empereur hors d'Allemagne. C'est pourquoi en même temps qu'il prie Monsieur le Français de laisser tranquille le saint-empire, il lui dit : « Chassez l'empereur et les impériaux d'Italie si vous voulez ; je veux que le diable m'emporte si j'y envoie un homme ! » Il conseille même la conquête des Pays-Bas, comme celle de la Péninsule : « Vous rendrez service à Sa Majesté impériale, à qui ces pays sont fort à charge (1). »

En vertu de ces *distinguo*, qui sont choses de l'Allemagne d'autrefois, il peut arriver que Frédéric-Guillaume, en un seul et même moment, soit avec et contre l'empereur. En effet, lorsqu'il s'est allié avec la France, en 1725, il s'est réservé de fournir à l'empereur le contingent qu'il lui devait, en sa qualité d'électeur, en même temps qu'il assisterait le roi de France du nombre de troupes fixé par le traité. Il est vraiment dommage que cette clause n'ait pas été appliquée, et que l'Europe n'ait pas eu le spectacle du roi de Prusse combattant l'électeur de Brandebourg.

Supposons ce combat engagé. Pour qui Frédéric-Guillaume fera-

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1727, 18 février ; 1733, 29 août, 3 septembre et 15 octobre ; 1735, 29 janvier.

t-il des vœux? Évidemment pour le roi de Prusse. Si l'issue dépend de lui, l'électeur de Brandebourg sera battu en compagnie de l'empereur pendant que le roi de Prusse et ses alliés remporteront la victoire. Ici éclate la contradiction où Frédéric-Guillaume s'est embrouillé toute sa vie. Il n'était pas si aisé de distinguer l'empereur de l'empire. Passe encore que Frédéric-Guillaume attende, espère comme tout le monde, la mort de son « très cher ami » l'empereur Charles VI, et qu'il s'amuse et rie à l'avance des embarras où tombera « l'illustre maison archiducale. » Charles VI mort, l'Allemagne élira l'empereur qu'elle voudra et la maison des Habsbourg cessera d'être plus sacrée que les autres aux yeux du roi de Prusse. Mais lorsque celui-ci dit au ministre de France : « Il faudra enterrer l'empereur en grande pompe, *in pontificalibus*... Nous verrons alors un beau charivari ; l'étoffe sera ample, et chacun y pourra trouver de quoi se tailler un justaucorps (1), » il sait, à n'en pas douter, que des puissances étrangères essaieront de tailler dans l'étoffe et qu'il y a grande probabilité qu'elles attaquent au moins « un village d'Allemagne ! » Frédéric-Guillaume a donc oublié plus d'une fois son germanisme. Un jour que le ministre de France, à cheval auprès de lui pendant la parade, le félicite sur la tenue de ses troupes et sur « l'air leste et de guerre qu'elles avaient, » il répond : — « Je suis charmé que vous les trouviez belles, puisqu'elles sont absolument au service du roi de France. Je vous prie de le lui marquer... Dès que la France le voudra, je ferai battre le tambour. » — Deux fois, il répète cette parole (2). Mais battre le tambour sur l'ordre du roi de France, c'est battre le tambour contre l'empereur, contre l'empire, contre l'Allemagne, c'est ramener les Français dans les affaires de l'empire. Au reste, Frédéric-Guillaume a laissé rappeler, dans le traité de 1725, que la France est garante de la paix de Westphalie et qu'elle « s'intéresse spécialement à la liberté germanique. » Et c'est comme garante de cette paix, comme protectrice de cette liberté que la France a maintenu l'anarchie en Allemagne pour assurer sa tranquillité à elle-même et sa prééminence en Europe.

Frédéric-Guillaume est-il donc capable d'imiter ces princes allemands d'autrefois, qui étaient les valets de notre politique et les ennemis de leur propre patrie? — Point du tout. On peut affirmer que, si les coalisés de Hanovre étaient entrés en guerre contre l'empereur, il serait sorti de l'alliance au premier village brûlé. Il a traité avec les ennemis de l'empereur, mais c'est pour « l'agacer et l'engager à lui faire des propositions (3). » Si la maison d'Autriche

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1725, 20 octobre.
(2) *Id.*, 1725, 20 octobre.
(3) *Id.*, 1727, 11 mars.

avait eu la sagesse de s'assurer ses habits bleus en lui donnant quelques-unes des satisfactions qu'il souhaitait, Frédéric-Guillaume fût demeuré le fidèle allié de Charles VI. Le roi de Prusse étant content, l'électeur de Brandebourg aurait fait son devoir. Mais l'Autriche n'avait pas plus d'égards pour lui que s'il eût été « un pauvre hère apanagé,... un prince de Zipfel-Zerbst, » comme il disait. Elle a usé avec lui de tous les raffinemens de la perfidie. Alors le roi de Prusse, mécontent, faisait taire l'électeur de Brandebourg et menaçait de « tout sacrifier pour tirer de l'empereur une vengeance éclatante. »

Certainement, il y a duplicité dans sa conduite, puisqu'il prend des engagemens avec l'intention de ne les pas tenir. Il se vante d'avoir mis dans son traité avec l'empereur « plus de soixante restrictions et équivoques pour en sortir (1). » Mais il ne faut pas oublier, si l'on veut être juste envers lui, que sa duplicité vient, en grande partie, de ce qu'il était double.

Comme roi de Prusse, il sait à merveille ce qu'il veut. Il veut agrandir la Prusse. Il a, ou croit avoir des droits sur les duchés de Berg et de Juliers : il demande que ces droits soient reconnus. Sans vergogne, il se met aux enchères : « Je ne me donnerai pas pour des poires et pour des pommes. » Il a des façons charmantes d'accepter les offres. Quand la France lui propose Elbing, à condition qu'il reconnaisse Stanislas Lesczinski comme roi de Pologne, il écrit en marge de la dépêche, en français : « A la fin, je dirai comme la feue reine Anne d'Autriche : Monsieur le cardinal, vous m'en direz tant que je serai obligée de succomber à vos désirs. » S'il regrette des engagemens aussitôt qu'il les a pris, c'est parce qu'il croit que, demeuré libre, il aurait trouvé l'occasion d'une affaire meilleure. Au moment où va commencer la guerre de la succession de Pologne, il confesse son chagrin de s'être lié à l'empereur : « Ma situation serait aujourd'hui de me déterminer pour celui qui me présenterait les avantages les plus réels. » Cela n'est pas de la duplicité : il n'y a rien au monde de plus simple (2).

Frédéric-Guillaume est si simple au fond qu'il n'entend rien aux affaires de la diplomatie. Il y porte des passions et des caprices puérils. Il n'admet pas qu'un autre soit, comme lui, à la fois électeur et roi ; que l'électeur de Saxe se mêle d'être roi de Pologne, et l'électeur de Hanovre, d'être roi d'Angleterre. Il est littéralement jaloux de voir les Hanovriens « faisant à présent si belle figure dans le monde. » La splendeur de leurs affaires le désespère (3). Il a connu George II au temps où celui-ci n'était encore que

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1726, 2 novembre.
(2) *Id.*, 1727, 15 janvier et 15 avril; 1733, 21 décembre; 1735, 14 septembre.
(3) *Id.*, 1729, 27 décembre.

le petit-fils d'un électeur de Hanovre; il a joué avec lui; il l'a même battu et lui a arraché les cheveux. Le gamin, devenu si grand prince et qui fait le solennel, l'exaspère. Il l'appelle : « Mon cher frère le comédien, » ou bien encore : « Mon cher frère le chou rouge. » Il vomit contre lui des injures qui ne peuvent être répétées. Quant à Auguste II de Pologne, il ne l'appelle jamais autrement que « le porte-manteau. » Sa façon de passer sa mauvaise humeur contre ces princes est strictement enfantine. Il casse à coups de canne un service de porcelaine, parce qu'il vient du roi de Pologne. Malade et repassant avec fureur ses griefs contre l'Angleterre, il se souvient qu'il a, dans ses écuries, un cheval que lui a donné le roi d'Angleterre; il ordonne de chasser cette bête. On lui conseille de la donner plutôt au prince d'Anhalt, « ennemi de tout ce qui est anglais; » il consent et pense que « ce sera se venger parfaitement. » Une autre fois, il refuse des passeports pour des bois destinés à l'Angleterre (1).

On ne peut appeler perfide un homme qui publie à tout propos ses sentimens. L'Europe sait ce qu'il pense : il le crie. Sur tout, et sur tous, il s'exprime avec une absolue liberté. L'empereur même n'est pas épargné. De sa majesté impériale, il rit « à gorge déployée. » « Il n'a pas le sol, dit-il; il est pauvre comme un peintre. Voilà la f.... économie de la cour de Vienne! » Dans sa tabagie, à table, il manifeste sans arrêt, la pipe ou le verre en main. S'il est content de l'empereur, il boit trois fois de suite à sa majesté, en faisant chaque fois rubis sur l'ongle, et fatigue de ses santés le ministre impérial, au lieu qu'il ne boit au roi de France qu'au bout d'une heure et demie, et n'honore pas le pauvre La Chétardie du moindre toast. Un autre jour, il boira au roi de France et omettra la santé de l'empereur. Il a fait à la France plus d'une caresse, et il a toujours pris soin de la ménager, mais il la hait et ne peut s'en cacher. Le premier jour où il a reçu La Chétardie, il lui a parlé de tout, à son habitude, des troupes françaises, du gibier de France, du vin de Champagne, des maréchaux, des points faibles de Magdebourg, du molinisme, du jansénisme, du parlement, et, tout d'un coup, en se mettant à parler du nez : « Pourquoi donc, demande-t-il à La Chétardie, les Français d'autrefois étaient-ils graves et posés, et aujourd'hui sont-ils presque tous des comédiens (2) ? »

Dans la politique étrangère, comme dans le gouvernement, le roi de Prusse parle donc et agit avec la liberté et le sans-façon d'un particulier. Ce n'est pas un chef d'état qui est en relation avec

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1726, 19 et 23 février, 21 juin; 1727, 28 août.

(2) *Id.*, 1730, 7, 23 et 29 avril; 1731, 28 août; 1732, 23 août; 1733, 31 mars.

d'autres états, c'est une personne, qui a affaire à d'autres personnes. Un de ses ministres a bien défini sa manière : « Pour avoir une juste idée de ses sentimens à l'égard de l'Angleterre, regardez-le comme un particulier qui veut se venger, au risque d'être perdu (1). » Frédéric-Guillaume connaissait bien sa propre infirmité. Il l'a un jour avouée à son fils : « Suis l'exemple de ton père, a-t-il dit au prince royal, pour les finances et pour les troupes, fais plus encore, quand tu seras le maître, garde-toi de m'imiter pour ce qui s'appelle affaire de ministère, car je n'y ai jamais rien entendu (2). » Aussi n'aimait-il pas à négocier lui-même. Il ne pouvait s'empêcher de dire ce qu'il pensait. Il était si incapable de politesse diplomatique qu'il reprochait aux ministres de France et d'Autriche à sa cour de ne pas se disputer « comme des crocheteurs. » Un jour, dans une audience donnée à un envoyé extraordinaire d'Angleterre, il jeta par terre un papier que ce personnage lui tendait, et tourna le dos. Il voulut réparer cette inconvenance, mais l'envoyé prit la poste incontinent. Un autre jour, il reçoit le ministre de Hollande, dont les propos ne lui plaisent pas. Il sort comme s'il avait un besoin pressant. L'autre attend respectueusement, mais au bout d'une demi-heure, il descend dans la cour, où il apprend que sa majesté est partie à cheval.

Sa conversation déconcertait les diplomates. Il promenait son interlocuteur « de Moscovie à Gibraltar, de Gibraltar aux Pays-Bas, le ramenait ensuite à Port-Mahon, pour passer de là tout à coup à Constantinople et revenir à Vienne. » Il n'avait de fixité que dans une idée. Il interrompait les dissertations par ces mots qu'il a répétés cent fois : « Bon pour quelques pelletées de sable, » voulant dire qu'il « aimerait à acquérir de nouvelles terres pour agrandir ses états. Mais, pour y parvenir, il ne fera jamais rien de ce qui est nécessaire, et, pour le satisfaire à cet égard, il faudrait courir tous les risques, et qu'il n'eût qu'à en tirer tout le profit. » Aussi les ministres accrédités auprès de sa personne se tiennent-ils pour les plus malheureux des diplomates. Berlin est leur purgatoire, leur enfer. Le Français Rottenbourg aimerait mieux se faire « chartreux » que de demeurer plus longtemps à cette cour. L'Autrichien Seckendorff, lui-même, le favori, l'indispensable compagnon de table et de tabagie, n'en peut plus. Quelqu'un le rencontre dans une rue de Berlin, et surpris de le voir là, pendant que le roi est à Potsdam, lui demande ce qu'il fait : « Hélas! répond-il, je suis comme les valets de l'Évangile. Je reste quand on me dit de rester; je pars quand on me dit de partir... Si je savais faire ce mé-

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1726, 22 août.
(2) *Id.*, 1733, 21 décembre.

tier-ci seulement encore un an, et que l'empereur voulût me donner une province, le diable m'emporte si je l'accepterais (1). »

Le roi rendait aux diplomates les sentimens que ceux-ci professaient à son égard. Il n'aimait pas à les voir, et les renvoyait le plus souvent à ses ministres, qui les recevaient en conférence, quatre autour d'une table, un d'eux tenant la plume. On eût dit « un tribunal d'inquisition, où un secrétaire réduisait *ad protocolum* sur-le-champ les moindres paroles. » Rapport était adressé au roi avec des avis dont il tenait le compte qui lui plaisait. Il se défiait de ses ministres, et il avait raison. Presque tous le trahissaient, les uns étant vendus à la France et à l'Angleterre, les autres à l'Autriche. Il ne savait jusqu'à quel point il était trahi par eux; mais de leur trahison, qui est allée jusqu'à l'invraisemblable, il ne doutait pas. Un des traits les plus extraordinaires de ce prince, c'est que l'infidélité de ses agens, en matière de politique étrangère, lui était absolument indifférente. Il écrit sur le rapport d'un ministre : « Vous aimez trop les guinées ; » sur le rapport d'un autre ministre : « Vous aimez trop les louis, » mais il ne renvoie ni l'un ni l'autre. Il lui plaît même que messieurs les Mazarins, comme il disait, reçoivent des souverains étrangers ce que La Chétardie appelle « des marques de sensibilité et des preuves essentielles de reconnaissance (2). » « Je sais, disait-il, que beaucoup de gens sont gagnés par la France, et je les connais tous. A la bonne heure. Si la France veut être assez sotte pour leur donner des pensions, ils n'ont qu'à les prendre. L'argent restera dans le pays et eux et leurs enfans le dépenseront.., mais ils se trompent, s'ils croient me mener par le nez. » On dirait qu'il ne voit dans ces trahisons qu'un moyen d'importer du numéraire. Au reste, il voulait qu'il y eût toujours deux partis dans son conseil, et il reçut un jour fort mal les impérialistes, qui lui demandèrent de congédier un collègue anglo-français. Il écoutait l'un et l'autre parti, et se réservait la décision, qui était toujours, en somme, de ne rien risquer et de ne pas agir.

Quelles sont enfin les raisons de cette inaction, de cette inertie? Il semble qu'il y en ait eu plusieurs. Certainement, il devait en coûter au roi de Prusse d'exposer de si beaux soldats, si grands, si bien habillés, si bien équipés et qui faisaient à la perfection l'exercice à la prussienne. Nous savons d'ailleurs que le moindre déplacement de troupes troublait la comptabilité de ses receveurs et l'exacte proportion des recettes et des dépenses. Le *plus* qu'il s'agissait

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1726, 28 juin; 1727, 26 août; 1734, 4 janvier.

(2) *Id.*, 1734, 27 avril.

d'obtenir chaque année était compromis, perdu peut-être, voire même remplacé par un *minus*. Mais, de même qu'il savait risquer un capital, quand il avait l'espérance d'en tirer un bel intérêt, Frédéric-Guillaume aurait aventuré ses soldats, s'il avait vu jour à gagner une province. Or il savait que personne n'était sincèrement disposé à lui venir en aide, et qu'il pourrait bien, à l'heure décisive, se trouver seul contre tous. L'héritage de Juliers et de Berg était l'objet principal de son ambition; mais la France ne se souciait pas de voir la Prusse à Dusseldorf; la Hollande redoutait encore davantage ce voisin si puissamment armé; le roi d'Angleterre, électeur de Hanovre, et qui prétendait aux grands rôles en Allemagne, n'y voulait point accroître la puissance de la Prusse ; l'empereur surveillait depuis longtemps avec inquiétude le progrès des Hohenzollern, et il avait des motifs particuliers de ne point mécontenter les compétiteurs du roi à la succession des duchés. Frédéric-Guillaume avait donc affaire à très forte partie. Quand il pensait aux périls qu'il pouvait courir, il était comme pris de vertige. La Prusse n'était pas solide encore, il le savait bien. Il la sentait vivre et s'agiter en lui. Il la nourrissait, il la fortifiait, il l'animait de son esprit. Son activité prodigieuse secouait l'inertie de ses sujets disparates. Ses bureaux et son armée organisaient un état et fabriquaient une patrie, mais l'œuvre n'était pas achevée. Frédéric-Guillaume a été le premier vrai Prussien de Prusse; ils sont des millions aujourd'hui, ces Prussiens; il était peut-être bien le seul en son temps. Et si, un siècle plus tard, il a paru possible, comme a dit Henri Heine, que Napoléon sifflât, et que la Prusse n'existât plus, il aurait suffi que Frédéric-Guillaume se trompât, pour que la Prusse ne naquît point.

Il n'osait donc pas agir seul, et, en même temps, il avait trop de fierté pour entrer, comme un simple appoint, dans une combinaison. Les façons des grandes puissances l'irritaient. La France, l'Angleterre, l'Autriche, la Hollande, le prenaient de haut avec lui, habituées qu'elles étaient à mener le monde. Il les appelait les « quadrilleurs » et tout en les redoutant, se moquait d'elles. S'il traitait avec elles, il voulait que ce fût d'égal à égal. Il s'en explique très franchement, au moment des négociations de la ligue de Hanovre. Je ne veux pas « entrer en guerre, dit-il, pour le bien de messieurs les Hollandais, pour qu'ils puissent vendre le thé, café, fromage et porcelaine plus cher. Je veux savoir le pot aux roses. » Le pot aux roses, c'est que l'on fera la guerre à l'empereur, et qu'on lui enlèvera des provinces ; mais à qui tomberont-elles par partage, les provinces prises à l'empereur?... « Si je fais des conquêtes, me maintiendra-t-on, ou faudra-t-il que je rende tout? Et si je rends tout, qui me paiera mes dépenses de la guerre? »

Il entend savoir tous les secrets également, « comme le roi très chrétien et le roi de la Grande-Bretagne, et régler avec eux tout ce qui se passera, et comme partie, non comme subalterne et inférieur. » « Si je dois accéder dans cette alliance de Hanovre, je n'y veux pas entrer comme galopin (1). » Il avait des raisons très précises pour parler ainsi. Il se souvenait des affronts faits à son aïeul, le grand électeur, et à son père Frédéric Ier, des conquêtes qu'il leur avait fallu rendre, des traités signés, après des guerres où ils avaient combattu, sans même qu'ils fussent admis à discuter leurs intérêts.

S'il ne veut pas agir seul, et s'il se déplaît dans toutes les compagnies, que lui reste-t-il à faire? A pester contre toutes les puissances. Il s'en donne à cœur joie. Un jour, que pendant tout un dîner il a parlé à bâtons rompus des affaires du continent, « il termine le repas en faisant boire à tout le monde une rasade à la confusion prochaine de toute l'Europe (2). » Cette confusion, il l'attendait, il l'espérait. Il s'y préparait, en emmagasinant de la force. Déjà il est « respectable, » il voit bien qu'on tient compte de lui, et il en est très fier: « Toutes les puissances les plus considérables me recherchent, dit-il, et me caressent à l'envi, comme on ferait une épousée... L'on sera toujours obligé de rechercher un prince qui a cent mille hommes sur pied et 25 millions d'écus pour les faire agir. » Il avait déjà gagné ce point de n'avoir besoin de personne. Comme son père et son grand-père, il trouverait bien, s'il le voulait, des subsides à l'étranger; mais « c'est une chose qu'il n'a jamais faite et ne fera jamais. » Il entend rester son maître, il se fait gloire « de ne suivre que son propre mouvement, ou si l'on veut, son caprice momentané. » Les représentans des vieilles puissances sont obligés de prendre les plus grandes précautions pour traiter avec lui: « J'aimerais mieux de ma vie ne manger que du fromage et du pain, disait-il, plutôt que de permettre qu'on m'impose la loi de parler quand je ne le veux point (3). »

Il marquait des termes à son inaction. Dans un mémoire écrit en 1726, il énumérait les « révolutions » possibles, la mort de la tsarine, celle du roi et de la reine de Suède, du roi de Pologne et de l'empereur. « Toutes ces successions sont disputées, et même, si le roi d'Angleterre venait à manquer, le prétendant pourrait trouver de l'appui, qui peut-être donnerait occasion à des troubles. » Il a survécu à la plupart de ces événemens, qui n'ont pas donné ce qu'il en attendait, ou qu'il n'a pas su mettre à profit. Il se ré-

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1725, 3 novembre.
(2) *Id.*, 1732, 23 août.
(3) *Id.*, 1726, 29 mars, 27 septembre, 8 octobre; 1727, 30 mai; 1733, 3 février.

servait sans doute pour le « trouble » qui suivrait la mort de l'empereur; mais il aimait mieux laisser à son fils, avec le compte des torts qui lui avaient été faits, le soin d'agir et de le venger. Il a prononcé plus d'un mot prophétique, entre autres celui-ci, qu'il dit en montrant le prince royal : « En voilà un qui me vengera un jour : *Da steht einer der mich rächen wird.* »

On dirait qu'il s'est fait une sorte de philosophie du rôle qui lui revenait dans l'histoire de la Prusse. Il écrit, dès 1722, dans une instruction pour son successeur, ces mots remarquables : « L'électeur Frédéric-Guillaume a donné à notre maison le développement et la prospérité; mon père a acquis la dignité royale; *moi, j'ai mis l'armée et le pays en état.* A vous, mon cher successeur, de maintenir ce qui est, et de nous procurer les pays qui nous appartiennent de par Dieu et notre droit. »

III.

Frédéric-Guillaume avait la tête constamment occupée de ses affaires. Comme elles n'étaient jamais finies, et n'allaient jamais bien toutes ensemble, son esprit ne connaissait pas le repos. Il était né inquiet et turbulent, prédisposé à malmener la vie; la pratique de la vie, renforçant et aggravant le naturel, a fait de lui un des personnages les plus tourmentés de l'histoire. Il a souffert du corps comme de l'esprit. Sa personne, dans les premières années du règne, respirait la force. Ses membres étaient vigoureux et bien proportionnés. Dans sa figure ovale, à front haut, sérieuse et froide, s'ouvrait un grand œil, mobile pour tout voir, mais d'une fixité terrible, quand il voulait regarder un objet ou lire dans une âme. La lèvre semblait toujours prête à parler, point pour dire des choses aimables, mais pour interroger, avec une expression de dédain, comme si elle eût été sûre que l'interlocuteur fût un menteur ou un coquin. Frédéric-Guillaume était blond, malgré lui : enfant, il s'exposait au soleil pour brunir sa peau de fille. Dès qu'il a commencé à porter la courte perruque à queue, il l'a choisie brune. Il ne redoutait aucune fatigue et se surmenait, surmenant tout le monde autour de lui; mais le cheval, le carrosse, la carriole, la chasse, la table, le vin, le tabac, furent plus forts que lui. De bonne heure, il fut saisi par la goutte, puis ébranlé par l'apoplexie, gonflé par l'hydropisie. Il grossit au point que sa taille mesura jusqu'à quatre aunes. Les accès de ses maladies se multiplièrent. Il devint sourd, par suite « d'une fluxion dans les oreilles. » Il s'assoupissait brusquement, ou bien était pris de syncope; le visage se marbrait de bleu et de rouge. On contait que par momens « la peau de dessous ses cuisses se détachait

et ressemblait à une vessie de porc frais. » Nous avons le détail d'une de ses maladies : les souffrances qu'il y endura furent atroces. Il disait qu'un roi doit savoir souffrir plus qu'un autre mortel, mais son stoïcisme était interrompu par des accès de rage. Sa dureté naturelle était alors portée à la fureur. Il ne faut jamais oublier, avant de juger Frédéric-Guillaume, qu'il a vécu dans les tourmens (1).

Il n'est pas vrai qu'il ait été foncièrement méchant et qu'il n'ait pas même aimé les siens. Il aimait assurément sa femme. A dix-huit ans, quand il l'épousa, il avait gardé une telle « modestie, » qu'il rougissait « lorsqu'une dame lui baisait la main par respect. » Il porta dans l'amour conjugal son tempérament. A vingt-cinq ans, quand il devint roi, il avait déjà eu cinq enfans. La reine lui en donna encore neuf. Il fut, jusqu'à la dernière heure, un époux fidèle. Des fortes tentations pratiquées sur sa vertu, pendant un voyage à la cour de Dresde, il sortit vainqueur. « Je suis revenu comme j'étais parti, » écrit-il après cette épreuve. Un jour, en voyage, il prit plaisir à causer avec une jolie femme : le général Grumbkow lui offrit de s'entremettre ; le roi le rembarra durement. Il entendait ne pas faire d'infidélité à sa Fieckchen, à sa Fifi, comme il appelait Sophie-Dorothée. Une autre fois, dans un escalier, il prit par la taille une demoiselle de la reine, et, comme il n'était pas expert en propos préparatoires, il lui proposa « tout de suite la chose. » Il reçut un soufflet : « Oh! le méchant diable, » s'écria-t-il. Ce fut toute sa plainte. Ces deux anecdotes, qui ne sont pas absolument certaines, composent son histoire galante, et dans quel siècle! Il avait de l'estime pour sa femme, et il en donna une preuve lorsqu'il partit, en 1714, pour la campagne de Poméranie. « S'il se passe quelque chose d'important, écrit-il dans son instruction à son conseil secret, vous le direz à ma femme et prendrez son conseil. *Soll an meine Frau gefragt werden.* » Frédéric-Guillaume est peut-être le seul Hohenzollern qui ait donné un ordre de cette sorte, car les reines en Prusse ne comptent guère dans l'état que par la maternité. Il ne demandait qu'à aimer ses enfans. Ses ordres pour l'éducation du prince royal témoignent d'une tendresse naïve : il veut que l'enfant aime son père d'une affection quasi fraternelle, toute de confiance et sans mélange de crainte ; il ordonne qu'on lui fasse peur de sa mère, s'il le faut, mais, de lui, jamais.

Il semble donc qu'il y ait l'étoffe d'un bon époux et d'un bon père de famille. Mais il entend commander chez lui comme dans

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1732, 26 janvier et 1er mars; 1734, 1er juin.

l'État, sans réplique, que sa femme et ses enfans n'aient pas d'autres goûts que les siens, qu'ils supportent son humeur, même quand elle est exécrable et qu'il lui plaît de la passer sur ceux qui l'entourent. La moindre résistance, la moindre moue, l'irritent. Il ne faut pas que la reine le contrarie longtemps pour qu'il arrive à lui servir en face des maximes comme celle-ci : « La perte d'une femme ne doit pas être estimée plus considérable que celle d'une dent creuse, qui ne fait de la douleur que lorsqu'on l'arrache, mais dont on est ravi d'être délivré, le moment d'après (1). » Si la contrariété devient plus forte et si elle prend le caractère d'une rébellion, le bon mari, le bon père, s'emportera aux dernières extrémités. Au reste, il ne vit guère avec les siens; les exercices de Potsdam, les chasses, les voyages d'inspection, les chevauchées solitaires l'éloignent d'eux. Il les voit une fois par jour, à table, mais dans le brouhaha d'une compagnie tapageuse et le perpétuel tumulte de ses pensées.

De vivre posément et, surtout, de tenir une cour, il n'avait ni le goût, ni le temps. Il passait chaque jour quatre ou cinq heures dans son cabinet à écouter des rapports, à se faire lire les questions des ministres, à écrire ses réponses ou à les dessiner, car il répondait aussi par des rébus, le plus souvent très clairs. Tout le monde comprenait ce que signifiait une potence, en marge d'une question. Il passait en moyenne deux heures au repas principal et toute la soirée à boire et à fumer. Avant le dîner, il allait à la parade; après, il se promenait à pied, à cheval ou en voiture. Sur les routes ou dans les rues, il travaillait toujours. Il parlait de ses affaires avec ceux qui l'accompagnaient. Il avait, le plus souvent, quelque intention dans ses promenades : surprendre une sentinelle, surveiller le travail des paysans et des ouvriers, la bâtisse surtout, car il avait l'ambition d'agrandir et d'embellir Berlin. C'était un de ses plaisirs que de voir s'élever une maison et de s'entretenir avec les architectes et les ouvriers. Chemin faisant, il s'arrêtait pour recevoir les placets, demander aux gens leurs noms, aux courriers où ils allaient; il renseignait ceux qui cherchaient une route ou une maison. Il entrait dans un logis où l'on faisait du tapage et forçait deux époux qui se querellaient à s'embrasser. Il était la terreur des flâneurs. Il dispersait à coups de canne des gens qui s'attardaient à jouer aux boules. Aussi ses sujets redoutaient-ils sa rencontre et l'évitaient, au besoin par la fuite. Il faisait poursuivre le fuyard : « Pourquoi te sauves-tu? — Parce que j'ai peur. — Tu ne dois pas avoir peur; tu dois m'aimer. » Pour faire sentir au pauvre diable ce devoir d'aimer, il le rouait de coups.

Très laborieuses étaient ses tournées d'inspection dans les pro-

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1728, 13 mars.

vinces. Pour ces voyages, point de carrosses dorés, ni de piqueurs, ni de laquais, comme au temps du père, qui semblait toujours poser devant quelque Van der Meulen; point de dames, dont les robes craignent la poussière et retardent le départ le matin, et qu'il faut entretenir, le long de la route, de choses frivoles. Point d'escorte même, excepté quand on longe la frontière de « l'anarchie » de Pologne. Cinq ou six voitures de poste, bien attelées et qui trouvent les relais à l'heure dite, suffisent à porter le roi, les généraux et les conseillers qui l'accompagnent. Déjà, en voiture, ils travaillent, et l'on court la poste. Il fallait quinze jours à Frédéric Ier pour aller de Berlin à Kœnigsberg : il en faut quatre à son fils. En trois jours, Frédéric-Guillaume va de Berlin à Clèves. Sa visite n'est pas attendue. Partout il veut surprendre les colonels, les chambres des domaines, les fermiers, les juges, les forestiers. Tout apparat de réceptions est défendu. Le roi dîne au cabaret ou bien chez l'un et l'autre. Il se contente d'une soupe avec une poule, d'un chou avec de la viande salée, d'un rôti de veau, avec du beurre et du fromage pour finir. Il n'a pas une minute à perdre. Il vérifie les régimens, les caisses, les figures. Il compte les places vides aux champs et dans les villes. Entre temps, il exerce sa justice. Il a découvert la preuve de malversations dans les comptes des domaines de Lithuanie et a ordonné une enquête : le conseiller des domaines Van Schlabuth, reconnu coupable de détournement d'une somme destinée à l'établissement de colons, a été condamné à plusieurs années de forteresse. Le roi n'a pas confirmé le jugement. Il a réservé sa décision suprême pour son prochain voyage en Prusse. Arrivé à Kœnigsberg, il mande Schlabuth, lui reproche son crime et lui déclare qu'il a mérité la potence. Schlabuth se récrie. Ce n'est pas l'habitude de pendre les gentilshommes. D'ailleurs, il a rendu l'argent détourné! « Je ne veux pas de ton sale argent! » crie le roi, qui donne ordre de l'emmener. Il fait dresser une potence, la nuit, sous les fenêtres de la chambre des domaines. Grand émoi dans la ville. C'est un acte inouï que cette condamnation sans jugement, contrairement à un jugement. La famille met tout en mouvement pour sauver le malheureux. Le lendemain étant un dimanche, elle avait un jour pour essayer de fléchir le juge. Au service divin, le prédicateur prit pour texte de son sermon la parole : « Sois miséricordieux, afin que tu trouves, toi aussi, miséricorde. » Le roi pleura. Le lendemain, il convoqua la chambre des domaines, et, sous les yeux des conseillers, fit pendre leur collègue.

Frédéric-Guillaume eut cependant des heures de détente et de plaisir, et quelques joies dans la vie. Ce n'est point à la philosophie qu'il les demanda, ni à la science. Il avait horreur de toute

spéculation qui ne produisait pas incontinent une application pratique. Enfant, il avait trop entendu parler, à la cour de sa mère, la grande amie de Leibniz, de monades, d'infiniment grand et d'infiniment petit, et d'harmonie préétablie. Il ne comprenait rien à ces hautes doctrines et il appelait la philosophie une *Windmacherei* (une fabrique de vent). Le vent ne payant pas l'accise, le roi était déjà tout porté à interdire la fabrique, comme inutile. Il crut sans peine les conseillers qui lui représentèrent qu'elle était dangereuse. Un jour, il commit un acte de barbarie contre le plus célèbre philosophe de son temps. Wolff, disciple de Leibniz, enseignait à Halle la doctrine du maître. Ses rivaux de l'Université et ses adversaires, les cagots, organisèrent une cabale contre lui. On dit qu'ils représentèrent au roi que, d'après les théories de Wolff, un grenadier de Potsdam pourrait déserter sans scrupule, alléguant qu'il était, de toute éternité, prédisposé à la désertion en vertu de l'harmonie préétablie. Le roi, considérant « que les écrits et leçons du professeur Wolff sont contraires à la religion révélée dans la parole de Dieu, » ordonne audit professeur de quitter la ville et le royaume dans les quarante-huit heures, « sous peine de la strangulation. » Quatre ans après, il interdisait la lecture des écrits de Wolff, remplis de « principes athéistiques, » sous peine des travaux forcés à perpétuité. Il est vrai que, huit ans après, il reconnut son erreur et fit pour la réparer tout ce qui dépendait de lui. Il écrivit à Wolff, s'excusa, prodigua les offres brillantes et, du ton le plus doux, insista. Le professeur ne se laissa pas convaincre. Il attendit, pour rentrer en Prusse, l'avènement de Frédéric II, le roi philosophe.

Frédéric Ier avait fondé, sur le conseil de Leibniz, une « Société des sciences. » Il lui avait donné un programme superbe : glorifier la science allemande, purifier la langue allemande, étudier l'histoire de l'Allemagne et de l'Église, la physique, les mathématiques, l'astronomie, la mécanique, les moyens de propager la foi et de préserver le royaume de Prusse contre les inondations et les incendies. De ce programme, plusieurs articles devaient plaire à Frédéric-Guillaume, notamment le dernier. Il ne retira point à la Société la dotation royale. Il lui donna des marques de sa grâce lorsqu'elle lui demanda la permission d'ouvrir un théâtre anatomique. Il enrichit sa bibliothèque et ses collections ; mais, comme elle le remerciait : « Travaillez, lui dit-il, avec plus de zèle que vous n'avez fait jusqu'ici... Votre société doit s'appliquer à des inventions capables de faire avancer les arts et les sciences, mais de façon qu'elles soient d'une vraie utilité ; point de fabrique de vent, point de ces mensongères rêveries où s'égarent tant d'érudits. »

D'une étrange façon il exprima son mépris pour la science. Il

avait à son service personnel un savant du nom de Gundling, un vrai savant, un polygraphe, dont il employait les connaissances très étendues en matière de droit et de politique. Il avait fait de lui son commensal et l'habitué indispensable de la tabagie. Entre autres faveurs dont il le gratifia, il lui avait donné la libre disposition de la cave, sachant bien que le docteur en userait et en abuserait. Il le soûlait tous les jours, il s'amusait et voulait que l'on s'amusât du pauvre sire par des farces déshonorantes et sales. Il l'avait nommé fou de cour pour l'affubler ensuite de toutes les dignités qu'il jugeait ridicules. Il le fit grand-maître des cérémonies, grand chambellan, baron avec des armoiries grotesques et président de la société des sciences, président après Leibniz! Il traita de la même manière le docteur Fassmann, le docteur Bartholdi, professeur de droit à l'Université de Francfort-sur-l'Oder, qu'il appelait M. des Pandectes, et l'astronome Graben Zum Stein, qu'il appelait M. Astralicus. Graben fut aussi nommé président de l'académie des sciences. Le roi se donna la peine de rédiger le diplôme de nomination. Il y vante les connaissances de Graben en antiquités, monnaies anciennes et nouvelles, en physique, mécanique, botanique, hydraulique, pneumatique, statique, en la cabale, en l'art de connaître et examiner les mauvais esprits avec l'usage et l'abus qu'on en peut faire, en la doctrine merveilleuse des préadamites, en histoire, physique, logique, dans l'art combinatoire de l'algèbre, etc. Graben avait, entre autres fonctions, l'administration du calendrier. Il devait être circonspect dans ses prédictions, annoncer le moins possible de mauvais jours, le plus possible de bons jours. Il était chargé de la surveillance des esprits. A la vérité, l'incrédulité des hommes avait fait passer de mode les cobolds, fantômes, etc., mais il y avait encore des nains et des loups-garous. On en trouvait dans les lacs, les marais, cavernes et creux d'arbres. Graben s'appliquera donc à les détruire. Pour chacune de ces méchantes bêtes qu'il rapportera, mortes ou vives, il aura une prime de 6 thalers. Enfin, d'après une tradition constante, le sol du Brandebourg, principalement autour des anciens monastères, recélait des trésors. Tous les dix ans, pour s'assurer qu'ils étaient toujours en place, Rome expédiait des jésuites et autres vermines. Graben tâchera de mettre la main sur ces calotins, mais surtout de retrouver les trésors par les moyens usités. Le roi mettrait à sa disposition les livres magiques qui se trouvent dans ses archives avec le *speculum Salomonis*. « En foi de quoi nous avons signé de notre propre main cette ordonnance, où nous avons fait apposer notre sceau royal... »

Cet étrange personnage n'était pas insensible aux charmes des arts. Il était né musicien et il aimait la musique. De la chapelle de

son père, il avait gardé un artiste, qu'il avait nommé maître de la « Chapelle-des-Hauts-Bois » de son régiment de grenadiers. Il se faisait jouer de temps en temps, le soir, des chœurs et les *aries* de deux opéras de Hændel, qui était son auteur favori. Parfois il s'endormait ou il en avait l'air, et le maître faisait sauter quelques *aries*. Le roi s'en apercevait toujours : « Manque telle *arie!* » s'écriait-il, et il chantait les premières notes. Il fallait recommencer. Il entendit ainsi des centaines et des centaines de fois les mêmes airs. Il ne voulait pas être distrait de l'audition : dans la longue salle où les musiciens apportaient leurs pupitres et leurs chandelles, il les faisait placer à l'une des extrémités et se tenait à l'autre, tout seul, dans l'obscurité. Il aimait donc sincèrement cette musique héroïque et savante, mais, comme il ne pouvait s'empêcher de mêler l'ironie au sérieux et de toujours tout pousser au gros comique, il fut ravi le jour où le maître de chapelle lui fit la surprise d'un sextuor de cochons qu'il avait composé à propos d'une histoire racontée à la tabagie. Le roi se fit répéter le morceau vingt fois, riant aux larmes et se tenant le ventre.

Il était peintre comme il était musicien, à ses momens perdus. Quand il était retenu chez lui par un trop mauvais temps ou par la goutte, comme il ne pouvait « rester à rien faire, » il peignait. Des tableaux de lui, exécutés pendant des accès de goutte, portent la signature : *In tormentis pinxit F. W.* Il pratiquait de préférence la caricature. Il aimait les bêtes drôles, les ours et les singes. On raconte qu'au principal poste de Potsdam était attaché un vieil ours qui comprenait les commandemens militaires. Au cri : *Heraus!* il sortait, se mettait sur les pattes de derrière et s'alignait avec les camarades. Il reconnaissait, paraît-il, la voix du roi, qui en était tout fier. Le roi avait chez lui, entre autres bêtes, des oursons et des singes, qu'il employait aux mauvaises farces du collège de tabac. Les animaux étaient les inspirateurs principaux de son pinceau. Il les affublait en hommes et leur faisait jouer la comédie humaine, comme les artistes et les écrivains du moyen âge.

Il se défiait, par scrupule de conscience, des comédies ; aussi n'eut-il point, comme son père, une comédie française, ni un opéra italien. Mais un jour, à Charlottenbourg, il admira fort un certain Eckenberg, qui portait à bras tendu un canon sur lequel était assis un tambour. Tout de suite, il lui accorda un privilège. « Attendu que le sieur Eckenberg, célèbre par sa force extraordinaire, a donné au château de Charlottenbourg maintes preuves remarquables de la force dont Dieu l'a gratifié en présence et pour le plus grand plaisir de sa majesté ; attendu que ledit sieur a prié, en toute humilité,

sa majesté non-seulement de lui donner par lettre ce témoignage, mais encore la liberté et permission de voyager par son royaume, provinces et pays et d'y montrer sadite force en toutes villes et tous lieux qu'il lui plaira, » ordre était donné aux autorités civiles et militaires de lui être bienveillantes et secourables. Eckenberg, qu'on appelait communément « l'Homme-Fort, » fut promu à la dignité de « maître des plaisirs » du roi et de « Royal-Prussien-Comédien-de-Cour. » Le privilège lui fut conféré de donner « en plus de ses exercices de danse de corde et d'homme fort des représentations théâtrales avec le concours de sa troupe pour la récréation de ceux qui n'ont pas trop à faire... sous la condition qu'il jouera et représentera non pas des choses impies, peccatoires, scandaleuses, déshonnêtes ou nuisibles au christianisme, mais, au contraire, des choses innocentes et qui procurent aux gens un amusement honnête, *honestes Amüsement...* » Le général-major comte Alexandre de Dönhof fut chargé de la surveillance des comédiens. Nous avons de ce militaire tel rapport où il expose à Sa Majesté : 1° que, conformément à la gracieuse décision de sa majesté portant que le déserteur Jean-Baptiste Mumieux doit être pendu, il a signifié à celui-ci la mort; 2° que l'Homme-Fort, Eckenberg, a congédié l'Arlequin et le Dentiste, mais qu'après la représentation à lui adressée sur ce renvoi de deux de ses meilleurs acteurs, sans la permission de sa majesté, il les a repris et leur compte exactement les gages hebdomadaires. Un autre jour, le roi apprend que l'Homme-Fort et sa femme se sont tous les deux soûlés, qu'ils se sont jetés sur le comédien Wallrodi, et, sans raisons, l'ont accablé d'injures, de gifles et de coups. Le général a dû arracher le malheureux des mains d'Eckenberg, qui l'étranglait. Mais les deux ivrognes ont couru sur la scène, insultant et maltraitant les acteurs. La représentation a été arrêtée; le public s'est enfui. Le général a fait conduire au poste l'Homme-Fort et sa femme qui « l'ont honoré de beaucoup d'injures. »

Ce théâtre de la cour n'était donc pas fait pour adoucir les mœurs. Il jouait de préférence des farces italiennes « pleines d'agréables intrigues et hautement burlesques, *Haupt burlesque*, » comme dit une affiche. Il employait des personnes vivantes, mais aussi des poupées. Le roi préférait les poupées. Au fond, il n'aimait que les marionnettes. Encore se défiait-il d'elles. Une fois, il avait, au cours d'une représentation, noté quelques paroles choquantes dites par ces acteurs en bois. Il donna au conseiller de consistoire Rolofl l'ordre d'aller au théâtre et de lui dire son avis sur la pièce. Le ministre de l'évangile se récuse, invoquant les devoirs et la dignité de son office. Le roi admit ses raisons, mais il alla conter son embarras à un de ses hommes de confiance, Eversmann, chambellan-

portier du château. Celui-ci désigna un diacre qui pouvait faire fonction de censeur. Le diacre reçut l'ordre de se rendre à la représentation du soir et de se placer en vue du roi. Il écouta de toutes ses oreilles, et, bientôt, offensé d'un passage, il tira ses tablettes pour le noter. Le roi, qui le regardait, remarqua l'inconvenance du propos, se leva, quitta la salle, et, le soir même, ordonna aux comédiens de sortir de la ville dans les vingt-quatre heures, avec défense d'y jamais revenir.

Ainsi, même les marionnettes avaient leurs défauts, et les plaisirs du théâtre leurs amertumes. On voulait faire croire au roi que la chasse elle-même n'était pas innocente et que l'âme d'un chrétien y courait des périls, mais ce fut peine perdue : il demeura un chasseur passionné. En Prusse, il faisait campagne contre l'ours et l'aurochs. En Brandebourg et en Poméranie, il chassait le cerf, le sanglier, le faisan, le héron, le lièvre et la perdrix. Il mettait dans ce divertissement une vraie fureur. Il tirait, en un jour, jusqu'à six cents coups de fusil sur des perdreaux, pour en abattre une centaine. Les chasses au sanglier étaient d'immenses massacres. Mais le vrai plaisir était de forcer le cerf. Des parcs de plusieurs milles carrés étaient aménagés pour cette « chasse par force. » Le roi suivait au trot et au galop, pendant quatre, cinq ou six heures, les chiens qui harcelaient la bête. Dans les chasses seulement, il aimait le luxe. L'entretien des parcs lui coûtait des sommes considérables. Sa meute était recrutée avec soin et mieux logée que beaucoup de ses sujets. Ses piqueurs avaient grand air sous leur livrée. Lui, qui méprisait le cérémonial à sa cour, il l'observait au fond des forêts. Quand le cerf était porté bas, le grand-maître « lui donnait le coup, » — détachait les bois et les présentait au roi sur un plat d'argent. L'hallali sonnait. En signe de victoire, le roi et tous ceux qui l'accompagnaient mettaient une branche au chapeau. Sur un char orné de feuillages, la bête était rapportée à la maison processionnellement. Selon les rites consacrés, les chiens recevaient alors leur droit de chasse, c'est-à-dire la curée. Les choses ne se passaient pas plus solennellement devant l'empereur, quand il avait daigné assister à l'agonie d'un cerf. Mais je ne crois pas que sa majesté impériale se donnât tant de peine pour la chasse, ni qu'elle en goûtât si âprement le plaisir. Frédéric-Guillaume se mettait en chasse à la première lueur. Par les plus glaciales journées, il prenait en plein air un déjeuner froid. Les convives croyaient se réchauffer à force de boire. Le roi, rude et fruste comme il était, jouissait de cette scène de la vie primitive.

Grand chasseur, gros mangeur. Frédéric-Guillaume mangeait énormément. A table, comme partout, il voulait le réel et le solide. Point de choses soufflées où il y a du « vent. » Jusque dans la

soupe, il lui fallait un bon morceau de veau ou un poulet ou un poisson pour ouvrir l'appétit. En bon Allemand, il aimait l'oie et le porc dans toutes ses métamorphoses. Il allait souvent à la cuisine pour surveiller le maître-queux et lui apprendre l'économie, pour le battre, s'il gâchait le beurre ou la graisse et s'il avait volé sur un compte, mais aussi pour lui donner des conseils. Il s'instruisait quand il dînait en ville ou bien à l'auberge « Au roi de Portugal, » et il rapportait des recettes. Il avait l'estomac reconnaissant. Un jour, il a mangé une bonne soupe chez un de ses ministres, Ilgen : il lui écrit un billet pour le remercier et lui envoie un de ses cuisiniers, qui apprendra du cuisinier d'Ilgen à faire un bon bouillon, et lui enseignera en revanche à bien accommoder le poisson. Il assure le ministre de sa grâce toute particulière. « Vous pouvez, lui dit-il, user de ma personne autant qu'il vous plaira. » Comme à ce moment-là, il y avait querelle dans le ménage royal, et qu'Ilgen était du parti de la reine, ce dîner eut pour effet de réconcilier un moment le roi et sa femme. Les ministres étrangers savaient son faible et le régalaient à qui mieux mieux. Entre autres argumens, contre son collègue et rival autrichien, La Chétardie employait les truffes à l'huile. Car le roi ne dédaignait pas, après les gros morceaux, certaines délicatesses, comme les truffes et les huîtres, pourvu qu'elles fussent en nombre, je veux dire qu'il y en eût beaucoup. Il mangeait sa centaine d'huîtres. Seulement ces bonnes choses coûtaient gros; elles ne figuraient sur la table royale que dans les très grandes circonstances. Le roi, pour concilier son économie avec sa gourmandise, « aimait à faire bonne chère chez les autres (1). » Il buvait comme il mangeait, sans mesure, et s'occupait de sa cave plus encore que de sa cuisine. Il n'aimait pas le champagne, — du « vent » et de la mousse, — mais se délectait dans la force de ses vins du Rhin et de Hongrie, qu'il commandait lui-même avec une connaissance approfondie des bons crus et des bonnes années. Le dîner ne s'achevait jamais sans que la plupart des têtes fussent échauffées. Le roi obligeait ses convives à boire à outrance. C'était encore une des façons de lui faire la cour que de prendre une pointe de vin.

A la nuit tombante, le roi tenait « la société du soir. » Dans une salle nue, autour d'une longue table de bois, des sièges de bois étaient rangés. Il s'asseyait au haut bout. Habitués et invités avaient leur place marquée et, devant eux, une cruche de bière avec un verre et une pipe en terre dans un étui de bois. Sur la table, étaient

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1729, 12 novembre; 1732, 5 mai.

dressés des corbeilles remplies de gros tabac et des vases de cuivre où brûlait la tourbe. Tout le monde devait boire, fumer, ou faire semblant de fumer. Ceux à qui le tabac tournait le cœur tenaient à la main une pipe vide où ils soufflaient. Après une heure ou deux, on apportait, sur la table, du pain, du beurre et du fromage; sur des bancs, à côté, il y avait du jambon et du veau froid. Quand le roi avait un hôte de distinction, il régalait la compagnie d'une salade et d'un poisson. Il découpait le poisson et faisait la salade. Ces soirs-là, on buvait du vin de Hongrie, et la conversation se prolongeait avant dans la nuit. Le roi fumait sans arrêt. Dans une séance de collège de tabac, où il avait convié sa majesté le roi Stanislas Lesczinski, les deux majestés fumèrent plus de trente pipes.

A table, comme au collège, la compagnie menait grand bruit. Elle était bizarrement composée : des généraux, des ministres, des officiers, des envoyés étrangers s'y rencontraient avec des bouffons et fous de cour. Quand on était à Wüsterhausen, le maître d'école venait quelquefois fumer la pipe, le soir; le roi l'avait pris en grande estime, parce qu'il n'avait jamais pu décider les enfans du village à crier avec lui : « Notre maître est un âne! » Toute conversation, dans cet étrange milieu, allait à la débandade. Même lorsqu'il y avait un « discours, » c'est-à-dire un rapport ou bien une lecture de journaux, le roi, un des hommes qui ont usé le plus du point d'interrogation, interrompait par des questions, et la discussion dégénérait souvent en tumulte. A l'automne de 1727, il a fait venir auprès de lui un jeune pasteur piétiste, Francke. A table, il n'est question que des choses les plus édifiantes, la grâce, le péché, l'enfer, le purgatoire, les revenans. Le ministre de l'évangile n'a pas le temps de manger, harcelé comme il est par les questions du roi. Il s'exprime avec onction, car il a « soupiré vers Dieu » en le priant de conduire sa langue. Mais Gundling est parmi les convives; il est arrivé ivre. Il fait des « gestes étonnans, se lève de table, va tomber parmi les pages, revient, hurle, s'en va encore. » Le pasteur prie le Seigneur d'être miséricordieux et d'empêcher de pareils scandales! Cependant la présence de la reine et des princesses au dîner imposait une certaine retenue. A la tabagie, on était entre hommes. Les grosses farces et les brutalités allaient leur train, au travers des propos mêlés, paroles d'écriture et jurons de corps de garde. Le roi laissait libre carrière à son humeur, soutenait ses droits sur les duchés de Berg et de Juliers contait ses déboires et ses espérances, pestait contre les quadrilleurs; ou bien il discutait manœuvres et tactique. Puis revenaient les histoires de chasse ou de guerre, les souvenirs des campagnes des Pays-Bas et de Poméranie. Cela venait et cela revenait, car le roi rabâchait obstinément.

A la chasse, à table, au fumoir, chez la reine dans les jours de bonne harmonie ou dans les momens de réconciliation, Frédéric-Guillaume a passé les bonnes heures de sa vie. Ces heures ne sont pas les plus nombreuses dans cette existence véhémente. Les violences où il s'emportait témoignent d'un état anormal, point seulement de la rudesse et de la grossièreté de sa nature. Aucun négrier, je pense, n'a distribué autant de coups de bâton que ce prince. Pour ne point parler ici des tragédies de famille, il n'est pas une classe de ses sujets, les officiers exceptés, qui n'ait été touchée par la canne royale. Il battait ses domestiques à tout propos. On racontait à Berlin qu'il avait « fait meubler un cabinet d'une douzaine de bâtons, des plus grossiers, attachés à une certaine distance les uns des autres pour être plus à commodité, selon l'endroit où il se trouve, d'en appliquer des coups à ceux qui l'abordent et ne satisfont pas à sa fantaisie. » Il frappait pour une réponse qui ne le contentait pas, soit qu'elle fût vraiment mauvaise, soit qu'elle fût si bonne qu'il ne pouvait y répliquer. Il rencontre dans la rue le brasseur de Potsdam : « Pourquoi, lui demande-t-il, vends-tu ta bière si cher? » — « Parce que je me règle sur le prix de l'orge. Si Votre Majesté veut me donner la permission d'en faire venir de Stralsund, où elle est à bon marché, je pourrai baisser les prix. » Rien de plus juste; aussi le roi, après avoir traité le brasseur de « Suédois, » lui donne-t-il vingt coups de canne. Il frappait, par manière de justice, pour exécuter des arrêts qu'il avait prononcés lui-même *in petto*. Un jésuite, se disant converti au protestantisme, mais demeuré jésuite, et soupçonné d'intrigues politiques, est arrêté; mais ses papiers ont été brûlés, et aucune preuve n'a été faite contre lui : le roi a une entrevue avec lui dans un bois « et prend la peine de lui donner une volée de coups de bâton (1). » Il a un jour redressé un arrêt rendu par un tribunal, à grands coups donnés sur les épaules et par le visage des magistrats, qui s'enfuirent crachant leurs dents. Du haut de l'escalier il les menaçait encore de sa canne. C'est tout au juste s'il ne battait pas ses ministres. Il en eut plus d'une fois l'envie. Un jour, en dînant, devant vingt-cinq convives, parmi lesquels il y avait des ministres, il demande à l'envoyé de France : « Si je donnais des coups de bâton à un de mes ministres, le manderiez-vous en France? » — « J'espère, répond l'envoyé, que Votre Majesté ne mettra pas ma discrétion à pareille épreuve (2). »

Les autres résidens étrangers, les propres ministres de Frédéric-Guillaume, la reine, attribuent ces procédés à un dérangement

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1726, 19 octobre; 1727, 15 février; 1731, 21 février.

(2) *Id.*, 1726, 10 août.

d'esprit et s'attendent à tout moment « à voir tourner la tête du pauvre prince. » En effet, les traits de folie ne manquent pas dans les anecdotes du règne. Faire écailler un poisson tout vif et obliger les convives à le manger ainsi; menacer ses médecins de « faire enfermer la faculté à Spandau, » s'ils ne le débarrassent pas, dans un certain délai, de boutons qu'il a sur la langue; battre un médecin, qui ne guérit pas assez vite une de ses filles de la petite vérole; se promener dans la ville, « à dix heures du soir, à la lueur de flambeaux portés par des pages, en criant et faisant crier ceux de sa suite avec le reste de la canaille et des petits enfans, » si bien que le ministre de France, « s'il ne les avait vus de ses yeux, aurait cru que c'étaient des animaux qu'on envoyait vendre au marché; » chevaucher seul, à outrance; tirer sur un meunier qui passe et lui tuer son cheval, ce sont bien des actes de folie. Le roi avait d'ailleurs des accès périodiques. « Le printemps est une mauvaise saison pour lui. Il est sorti à cheval tout seul, comme de coutume, quand les inspirations divines ou l'inquiétude de changer de place le tourmentent... Il est tombé, en étant au galop. Son cheval lui a donné des coups de pied à la tête. Il a été sauvé par un garde-bois. » Il était souvent pris de mélancolie; pendant des heures il demeurait muet, « de grosses larmes lui tombant des yeux. » Il avait des terreurs nocturnes, sautait brusquement à bas de son lit, allait réveiller la reine; il lui disait « qu'il lui prenait des idées et des songes si effroyables qu'il ne pouvait dormir, qu'il ne savait où aller, qu'il semblait qu'on le poursuivait partout et qu'on voulait le tuer, accompagnant ces paroles de gestes et de cris qui dénotaient qu'il était hors de lui-même. » Ses accès de rage, où l'écume lui venait à la bouche, s'apaisaient dans l'hébétement. Il a entendu un prédicateur, à propos d'un incendie qui a détruit un quartier de Berlin, prêcher sur la destruction de Jérusalem et se demander « si l'embrasement qui a paru dans la capitale n'est pas un signe de la destruction de ce peuple-ci. » Au sortir de l'église, il est demeuré rêveur, puis est venue la « mélancolie noire. » Dans ces momens-là, il maltraite impitoyablement ceux qui l'approchent. « Après quoi, de lassitude, il retombe dans son fauteuil, où il reste assis, le coude sur la table, pendant deux heures, les yeux fixes, regardant chacun qui entre ou qui sort, sans rien dire (1). »

De ses méchancetés et de ses souffrances, Frédéric-Guillaume était en partie responsable. Il a été le bourreau de son corps. Dans ses fureurs se reconnaissent les effets de l'alcool. Mais sa nature,

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1726, 28 décembre; 1727, 25 mars; 1718, 1er avril; 1729, 1er mars et 23 août; 1731, 13 et 20 janvier, 3 mars; 1732, 9 février.

ai-je dit, était inquiète. Il avait en lui, de naissance, la disposition à se rendre malheureux. Le soin de ses affaires, la passion de faire au mieux son métier, le sentiment de sa responsabilité envers Dieu et le roi de Prusse, l'ont troublé, et, en partie, expliquent ses débordemens. Tout le monde remarquait que, lorsque les affaires allaient mieux, le roi se portait mieux aussi, et que son humeur s'adoucissait. Il a eu des fureurs pour s'être donné une indigestion d'huîtres et de choux, mais aussi parce que tel régiment avait mal manœuvré, parce que tel receveur l'avait volé, parce que les quadrilleurs venaient de le traiter comme un galopin.

Un pareil homme ne pouvait être aimé. Les seuls sentimens qu'il a inspirés ont été la terreur, l'horreur, avec quelque pitié. Les jours que ses sujets ont vécu sous son règne sont des jours sombres. Il était, dans toute la force du terme, un despote. « Je vous châtierai exemplairement à la russe, » disait-il. A la russe! Il ressemble en effet, par plus d'un trait, avec un moindre génie, bien entendu, à son voisin, le tsar Pierre, qu'il admirait fort. Entre ces deux hommes, la principale différence est marquée par la longitude. Frédéric-Guillaume règne à l'extrémité de la vieille région historique européenne, mais il est compris dans cette région, tandis que le pays de Pierre, pour les géographes et les politiques du temps, c'est l'Asie. Le roi de Prusse est membre de l'Europe et du saint-empire. Ses sujets ont des droits d'hommes. Il est plus civilisé, plus chrétien que le grand barbare. C'est un tsar Pierre, atténué par le milieu et par la race. Ses orgies ne vont pas à l'indécence. La reine a eu la vie dure avec lui, mais il n'a jamais porté la main sur elle. Ce n'est point la hache qu'il manie de sa main royale, c'est le bâton. Mais, s'il subit l'empire d'une civilisation meilleure et plus haute, ce n'est pas sans révolte. Au fond, il n'admet pas qu'aucun droit vaille contre son droit suprême, c'est un autocrate.

Il avait horreur des hommes de loi, des « pauvres diables de juristes. » Il méprisait les magistrats. Un jour qu'on lui demande un emploi pour un jeune homme, il écrit : « S'il a de l'intelligence et une bonne tête, mettez-le dans une chambre des domaines. Si c'est un imbécile, faites-en un magistrat. » Il y a dans ces sentimens, singuliers chez un roi, la rancune naïve d'un plaideur qui a perdu beaucoup de procès (car les juges ont souvent donné tort aux agens de ses domaines). Il y a aussi le dédain d'une science obscure et des vieux grimoires. Mais il me semble bien que Frédéric-Guillaume n'admettait pas l'interposition, entre ses sujets et lui, d'un corps de juges, ni des façons de la justice. L'incapacité où il était de dégager une abstraction faisait qu'il incarnait en lui la justice. Il était le juge en chair et en os. Il jugeait personnellement,

comme les rois des monarchies primitives, comme saint Louis sur les marches de la Sainte-Chapelle ou au pied du chêne de Vincennes, mais non pas avec l'esprit de miséricorde et de charité. S'il corrigeait les arrêts, c'était pour les aggraver. Il prononçait *motu proprio* l'emprisonnement à Spandau et la peine de mort.

Aussi, personne ne se sent-il assuré contre son pouvoir, contre ses caprices, contre ses folies. Dans ces momens de crise, où « sauf le respect qu'on doit à la couronne, on ne peut le comparer qu'à un fou qui a un rasoir à la main, » tout le monde tremble, et plus d'un recommande son âme à Dieu. Même les ministres étrangers ont peur. Un jour, c'était, il est vrai, dans la plus grande tempête que le roi ait traversée, le ministre de France prie son gouvernement de pourvoir à sa sûreté : « Sans quoi, dit-il, je passerais mal mon temps. » Le roi ne s'est-il pas avisé, un jour, sur la nouvelle que ses recruteurs ont été arrêtés en Saxe et condamnés à mort, d'envoyer un de ses ministres chez le résident de Saxe, pour l'avertir que, si l'on touchait à ses hommes, il le ferait pendre! Jugez, par cela, des terreurs de ses sujets. Aussi aspiraient-ils au moment d'être débarrassés de lui. Même parmi les officiers, qu'il tenait sous une discipline féroce et qu'il ruinait par l'obligation de faire des recrues dans toute l'Europe, beaucoup le détestaient. Quarante de ses grands grenadiers, exaspérés par ses fureurs d'exercice et par les mauvais traitemens, complotent de mettre le feu aux quatre coins de Potsdam, de l'y griller et de l'ensevelir sous les ruines. La population civile est exposée à voir les caporaux, pour exécuter l'ordre d'engager tout de suite quarante surnuméraires par compagnie, arrêter « de vive force » dans les rues et les maisons tout ce qui s'y trouve, jusqu'à des enfans de six ans, que les officiers « font racheter arbitrairement à leurs familles. » Il n'y a pas de maison où l'on ne murmure. « Les peuples sont d'un mécontentement infini. » On espère, on croit que cette désolation ne peut durer. « Il y a toute apparence, écrit Rottenbourg, qu'il arrivera ici quelque révolution. Tout s'y prépare. » Le roi sent bien cette impopularité ; il sait que l'on désire sa mort, même tout près de lui, dans sa famille, ce dont il enrage. Dans une de ses maladies, un médecin lui a fait « observer qu'il n'est pas nécessaire qu'il se rende tous les jours à la parade. » Il répond : « qu'on le croirait mort s'il n'y allait pas ; qu'il aime mieux être réellement malade, pourvu qu'on croie qu'il se porte bien, plutôt que de guérir en laissant au public le plaisir qu'il suppose que lui donnerait sa maladie. »

Contre la haine publique, contre ses souffrances, ses douleurs et ses passions, Frédéric-Guillaume cherche son refuge en Dieu. Sa foi est sincère, émue, ardente ; elle a de grands élans, elle est

simple aussi et pratique. Il n'y veut point d'érudition et s'irrite des disputes des théologiens. Il malmène professeurs et prédicateurs, qui résistent à sa volonté de réconcilier les deux confessions luthérienne et calviniste. « La différence entre nos deux religions évangéliques, dit-il, n'est qu'une querelle de prêtres. Extérieurement, la différence est grande; mais quand on examine bien, on voit que la foi est la même sur tous les points, sur la grâce, sur la communion. Seulement, parmi les prédicateurs, les uns font la sauce plus amère que les autres. Que Dieu pardonne à tous les prêtres! car ils rendront compte au tribunal de Dieu, ceux qui ameutent les rats d'école pour mettre la désunion dans la vraie parole de Dieu. Les vrais pasteurs, ceux qui disent que l'on doit être tolérant les uns envers les autres et s'appliquer seulement à augmenter la gloire du Christ, seront sauvés. Car on ne dira pas (au jour du jugement) : Es-tu luthérien, ou es-tu réformé? On dira : As-tu observé mes commandemens, ou as-tu été un bon *disputator?* On dira : Dans le feu, au diable les disputateurs; mais vous qui avez observé mes commandemens, venez avec moi dans mon royaume... Que Dieu nous donne à tous la grâce! Qu'il donne à tous ses enfans évangéliques d'observer ses commandemens. Quant à ceux qui sont cause de désunion, que Dieu les envoie au diable (1). »

Autant que les disputes théologiques, il détestait la vaine éloquence, « les façons de dire oratoires, les mots artistes, allégoriques et fleuris... les répétitions inutiles, les explications diffuses des textes... » Par un ordre de cabinet, il interdit l'usage de la rhétorique « à tous les prédicateurs âgés de moins de quarante ans, » ceux qui ont passé cet âge étant incapables de changer leurs habitudes. Il défend aussi de prêcher plus d'une heure, sous peine d'une amende de 2 thalers. Une heure, c'est assez pour donner une « explication courte et édifiante des textes, pour trouver des conclusions et encore des conclusions, qui touchent les cœurs de l'auditoire, et les convainquent. » Le devoir du pasteur est « d'éveiller de claires idées dans l'entendement et d'incliner la volonté au bien, non de montrer son art et son érudition. » C'est d'enseigner « le christianisme actif, *thätiges Christenthum.* »

Frédéric-Guillaume entend par christianisme actif celui qui sert dans la vie pratique, telle qu'il la comprend. Ce qu'il appelle tirer d'un texte des conclusions, c'est, par exemple, exciter à l'héroïsme ses grenadiers, après leur avoir lu l'histoire de David tuant Goliath, ou de Benaja qui, avec un bâton, assomme un Égyptien armé de pied en cap. Des deux Testamens, l'Ancien est le plus propre

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, Prusse, 1726, 7 janvier et 22 février; 1727, 25 février, 22 mars et 21 juin; 1730, 18 août; 1732, 25 mars.

à ces « applications » au service du roi de Prusse. Aussi le Dieu de Frédéric-Guillaume est-il le Dieu d'Israël, le Dieu des armées, celui qui, dans sa colère, punit et se venge. Il a dû être sensible à la poésie de la Bible, comme à la musique de Hændel, et tressaillir au chant de certains psaumes; mais son oreille était sourde aux douces paroles de l'Évangile et aux paraboles mystiques. S'il avait jamais médité les invitations évangéliques à la pieuse inertie, à la sainte paresse sur le sein du Seigneur, il n'eût pu réprimer une protestation intérieure. Les textes qui parlent des oiseaux du ciel, nourris par la main divine, et des lis vêtus de splendeur, bien qu'ils ne filent point, lui auraient paru d'une application dangereuse. Si ses yeux sont tombés sur le récit de la visite de Jésus chez Lazare, il a dû tourner vite la page, pour ne pas donner raison à Marthe contre Marie, car, à la place du Seigneur, il aurait donné des coups de canne à Marie. Il a confessé son impuissance à comprendre la charité du Christ. « Vous n'allez pas m'enseigner, dit-il au pasteur Francke, que, si l'on me donne un soufflet, je dois tendre l'autre joue. » — « Les paroles du Christ sont là, répond le pasteur, et ne peuvent être changées. » Francke explique alors que le Seigneur ne commande pas absolument l'offre de l'autre joue et qu'il a voulu seulement interdire la vindicte privée. « Oui, reprend le roi, nous sommes dans une situation terrible; si nous voulons tout laisser faire, nous passons pour des fainéans et des lâches; si nous voulons nous venger, nous courons le péril de perdre notre âme ou de perdre celle d'autrui. Que faire? » Francke : « Je sais bien ce que je ferais. » Le roi : « Je le sais aussi. Tu dirais à celui qui t'attaquerait : Mon cher ami, cela me fait de la peine que vous soyez tombé dans le péché. Dieu vous le pardonne! » Francke : « Précisément, et ce que je ferais, d'autres le peuvent faire. » Le roi : « Oui, mais pas moi. Pour moi, cela ne va pas! »

Ce n'est donc pas le Dieu de miséricorde que Frédéric-Guillaume invoque dans ses courtes prières ou consulte dans de longs entretiens intimes. Un jour, il a fait à Ilgen, qu'il accusait de partialité à l'égard de l'Angleterre, des reproches si violens que le malheureux s'est mis à pleurer, puis s'est évanoui, ce qui a terminé la délibération. Le roi déclare « qu'il va monter à cheval pour prier Dieu. » Il chevauche pendant quatre heures, absolument seul, à travers champs. « A son retour, il vomit toutes les horreurs imaginables contre le roi d'Angleterre et ses ministres, disant qu'il tirerait une vengeance éclatante. » Rottenbourg, qui tient d'Ilgen le récit de la scène, ajoute : « Le temps et la pudeur ne me permettent pas de répéter les infamies et les obscénités dont il a chargé son discours. » Le chrétien à qui son Dieu inspire de

telles fureurs ne trouvera pas de repos dans sa foi. Ici encore, jusque dans sa religion, Frédéric-Guillaume est inquiet. Il sait bien que c'est son devoir « d'étendre l'honneur de Dieu et le royaume de Jésus-Christ. » Il voudrait que ses sujets sentissent dans leur cœur la parole de Dieu, comme il la sent dans le sien. Mais il n'est pas content de lui. « Je suis un méchant homme, disait-il à Francke. Si je suis bon un jour, je redeviens méchant le lendemain. » Il craint pour le salut de son âme. « Ah! oui, c'est bien difficile d'aller au ciel! (*Ya, es ist schwer in Himmel zu kommen!*) » Difficile pour un roi surtout, qui est responsable non-seulement de ses péchés, mais encore de ceux qu'il laisse ou fait commettre. C'est pourquoi, dans les momens de mélancolie, il parlait d'abdiquer : « Je ne vois pas d'autre moyen de faire mon salut, et je voudrais tant faire mon salut! » Il se voyait alors retiré dans sa maison de Wüsterhausen, avec dix mille écus par an. Il partagerait entre sa femme et ses filles le soin du ménage : « Moi, je prierai Dieu et j'aurai soin de l'économie de la campagne. »

Il semblait né en effet pour cette vie de gentilhomme campagnard. Il aurait à merveille exploité sa terre; il l'aurait améliorée chaque année. Il aurait défriché ce bois, desséché ce marais, établi une brasserie, une distillerie, construit de nouveaux bâtimens, assuré la vente de ses produits. Il aurait tenu tout son monde sous une discipline exacte, se serait mêlé de tout, de la lingerie, de la cuisine, des confitures comme du reste. Il aurait été sur le dos de tout le monde à la fois. Il aurait injurié et frappé. Il eût été le plus passionné chasseur parmi les *Juncker* du Brandebourg. Il eût tenu tête aux plus forts mangeurs et buveurs dans des repas pantagruéliques. Le soir, il aurait fumé sa pipe avec des voisins et avec ses gens. Il aurait discuté sur l'ensemencement, sur l'engrais, parlé de chasse, comparé les mérites des vins et des bières, discuté sur la grâce et le péché originel. Il aurait prié Dieu avec les siens et tout seul, lui demandant, en toute simplicité, d'épargner la grêle à ses moissons, et de la réserver aux champs d'autrui. Il aurait chanté les psaumes à l'église et à la maison, et trouvé dans la Bible des applications de christianisme actif pour ses intendans et ses serviteurs. Il aurait voulu que son fils lui ressemblât, et ne lui aurait pas pardonné de faire le petit monsieur de ville. Il aurait économisé sur ses dix mille écus. Il aurait ajouté à cette économie la plus-value annuelle de ses terres, car, chaque année, il aurait produit *ein Plus*. Il se serait enfin endormi dans le Seigneur, laissant à son héritier les plus belles terres du pays, et un bon magot pour les faire mieux valoir encore, pour acheter tel domaine d'à côté, ou encore pour gagner les procès qu'il avait toujours eu

envie de faire à tel ou tel, sans oser les engager, parce qu'il s'est toujours défié de la justice et des juges, et que la crainte de perdre a calmé sa passion de gagner.

Frédéric-Guillaume a été, sur le trône, ce gentilhomme fermier. Il a gouverné son royaume comme un propriétaire son domaine. Au lieu d'arpens, ce sont des milles et des milles carrés qu'il a défrichés ou desséchés; au lieu de granges et d'écuries, il a bâti des villes. Roi, au lieu de particulier, les objets de son activité ont grandi, aussi ses qualités et ses défauts, ses passions bonnes et mauvaises, ses joies et ses douleurs. Mais c'est toujours lui qui est en scène et de toute sa personne, de son étrange personne. Son intelligence simple et claire, quand elle s'applique aux choses qu'elle connaît et sur lesquelles elle a autorité directe, est capable de voir tous les détails un à un, chacun pour lui, mais aussi à sa place dans l'ensemble. Elle est éprise du réel, du visible, du tangible; dédaigneuse de tout luxe, contemptrice de tout idéal; douée d'un merveilleux talent pour organiser et réglementer; toujours occupée à ordonner, pleinement satisfaite par la contemplation d'un régiment modèle, où tout a sa place, bataillons, compagnies, sections, hommes, et, sur chaque homme, chaque pièce de l'uniforme et de l'armement; où le geste de l'individu n'est qu'une fraction d'un mouvement d'ensemble; où tous les regards se fixent au nombre de pas voulu. Comme ce régiment, le roi commande l'agriculture, l'industrie, la religion. Mais il est troublé par la moindre résistance au classement et à la mise en rang. Il ne sait pas trouver le mode juste de relations avec les puissances qui ne dépendent pas de lui. Au moindre accroc, il perd patience, il se lamente, il crie, il souffre. Alors, il se divertit par le grotesque, par la caricature et par un certain goût du drôle élevé jusqu'au fantastique, ou bien il se soulage par la colère et par l'orgie. Il est, à quelques momens près, sincère, honnête, franc, n'ayant ni la force nécessaire pour dissimuler, ni le temps d'arranger des mensonges. Son mépris du convenu, son dégoût pour l'apparence vaine sont des vertus de prince. Il va tout droit au fait, au réel. Son application, son activité ont une telle intensité qu'elles ont pénétré à fond cette masse d'hommes et cette étendue de territoires sur lesquelles elles se sont exercées. Il en a fait un être qu'il a marqué de son empreinte, car la Prusse des bureaux et des casernes, dévote au dieu des armées, obstinée au travail, fière d'elle-même jusqu'à l'orgueil, disciplinée jusqu'à la servitude, est bien celle que Frédéric-Guillaume a enfantée dans l'effort et la douleur.

ERNEST LAVISSE.

LA

FRANCE EN TUNISIE

I.

LA RÉGENCE AVANT LE PROTECTORAT.

Après le mouvement magnifique dont Paris a été le théâtre en 1889, il est plus qu'utile de constater combien notre influence s'est développée en dehors des frontières, loin des limites qui nous furent brutalement imposées par les désastres de l'année terrible.

A la suite d'humiliations sans nombre suivies d'une mutilation imméritée de la patrie, rien ne pouvait être plus fortifiant et mieux relever les cœurs, que le mirage qui nous a fait entrevoir sous les ormes de l'Esplanade des Invalides une nouvelle France dans une France coloniale. Malgré de grandes lacunes, un étalage d'objets baroques, l'exposition de nos possessions d'outre-mer n'en a pas moins impressionné ceux qui ont su la fixer dans leur mémoire et y voir autre chose qu'un spectacle forain. Beaucoup de visiteurs l'ont saluée avec transport, cette France nouvelle, car elle infligeait un démenti aux esprits chagrins qui se figurent qu'un peuple peut être vraiment grand sans qu'il lui soit nécessaire d'étendre, au-delà d'un horizon restreint, son génie, sa civilisation, et jusqu'à ces bienfaisantes découvertes qui vont aujourd'hui sous toutes les latitudes, sans distinction de race et de couleur, alléger les souffrances de l'humanité dolente.

Ce n'est pourtant pas de l'Exposition universelle de 1889 qu'il s'agit ici : on l'a visitée et parcourue en tous les sens et pendant

de longs mois; les journaux et les revues en ont beaucoup parlé, il n'en reste plus rien à dire. Mais sur quelle mer d'erreurs ne naviguerait-on pas si l'on s'imaginait connaître nos colonies et les pays placés sous notre protection par ce que l'on en a vu à Paris!

Le Tonkin, par exemple, d'après ce qui a été exposé, ne serait qu'une succursale du faubourg Saint-Antoine : tout s'y résumait en bahuts et autres meubles incrustés de nacre; on ne nous y a montré ni ses minerais, ni ses bois, ni ses céréales, rien de ce qui pouvait aider à justifier cette conquête. Quant à nos colonies de l'Océanie et de l'Afrique occidentale, mieux vaut n'en pas parler. La Tunisie, avec son pavillon des forêts dont un fauve superbe gardait l'entrée, son palais aux fines colonnades et aux claires faïences, sa flore, ses vins, ses huiles, a donné pourtant un ensemble assez parfait de ce qu'elle pourra produire, quand elle aura les voies ferrées et autres qui lui manquent. L'Algérie, également, a fait de son mieux, et, dans la blanche reproduction de la mosquée d'Abd-el-Rhaman qui abritait ses richesses, il n'y avait qu'à louer et à faire des vœux pour que l'éclat dont elle brillait ne fût pas un éclat passager. Il n'est pas jusqu'au puits artésien qui en était voisin, et dont les eaux claires baignaient les racines d'un véritable dattier, qui n'ait été comme une révélation de ce que seront les vastes solitudes du Sahara dans un avenir plus ou moins rapproché.

A la vue des salles immenses où la Tunisie et l'Algérie avaient exposé tout ce qu'elles donnent en spiritueux, on s'est demandé si ces deux pays ont agi bien prudemment en jouant sur une seule carte leur avenir, en faisant en quelque sorte de la culture de la vigne leur unique souci. Il est bien permis d'en être quelque peu inquiet lorsqu'on sait que les plantations de cotonniers auxquelles tout fut jadis sacrifié en Algérie, n'existent plus qu'à l'état de souvenir, et que le phylloxera, dont la présence en Afrique est indéniable, peut un jour, — à ce que Dieu ne plaise, — s'y développer et y exercer ses ravages.

Et dans un ordre d'idées tout différent, au point de vue administratif et gouvernemental, n'y a-t-il rien à dire? Rend-on aux colons et aux indigènes la part de justice qui leur est due? S'occupe-t-on de les soustraire à l'usure qui ronge leurs cultures et leurs terres? Qui n'a entendu parler des bureaux arabes et des rares faits honteux qui les firent disparaître? Aujourd'hui, ces bureaux tant décriés sont regrettés. Des Kabyles du Djurjura me l'ont maintes fois répété. Ne pourraient-ils être rétablis ou les administrateurs civils qui les remplacent offrir des garanties qu'on leur reproche de ne pas avoir et un prestige qui leur fait défaut en présence d'une race fière et belliqueuse?

Au printemps dernier, j'ai parcouru l'Afrique de Tunis à Kairouan

et de Biskra à la frontière marocaine; il m'en est resté la pénible conviction que, si nous avions su nous faire respecter partout, nous n'avions su assez nous faire aimer, principalement dans la plus vieille de nos possessions, en Algérie. Être aimé des Arabes, c'est, je le sais, demander l'impossible, tellement nous différons de croyances religieuses et de mœurs; mais il y a des degrés à tout : pas de tendresse, si l'on veut, mais du moins pas de haine. Lorsque sonnera en Europe l'heure d'une conflagration générale, de nouvelles insurrections seront à craindre, car nulle assimilation ne s'est faite entre nous et la race autochtone; ce qui est pis, c'est que l'élément espagnol et italien, qui s'y trouve en disproportion avec l'élément français, ne sera pour celui-ci qu'un embarras de plus. On a beaucoup écrit, on écrit toujours sur la Tunisie et l'Algérie; il semblerait donc superflu d'en parler encore; mais on oublie vite en France, et peut-être reste-t-il quelque chose à dire dans l'intérêt de ces contrées et des colons qui y représentent la civilisation, en faveur d'Africains qui, victimes d'une incurable imprévoyance, se voient enlever par des usuriers sans entrailles, et leurs terres, et leurs récoltes, et jusqu'à la place qu'ils occupent au soleil.

Personne ne se refuse à reconnaître que, nulle part la France n'a plus rapidement fait supporter son influence et ses conseils. Pourquoi, chez elle, a-t-elle donc jusqu'à ces derniers temps fait si peu de cas de sa protégée et s'unit-elle à ses ennemis du dehors pour blâmer et critiquer tout ce qui s'y fait? La raison n'en est que trop évidente. Ceux de nos gouvernans qui ont laissé l'Angleterre nous supplanter en Égypte, qui, demain, voteront à la prochaine discussion du budget l'abandon de l'Annam et du Tonkin, sont nombreux dans les conseils du gouvernement et c'est pitié de voir combien ils s'acharnent, — dût notre prestige au dehors disparaître, — à mettre des entraves à tout développement colonial ou producteur.

Quant aux nations étrangères ennemies des intérêts français, on sait par quelles calomnies, par quel odieux abus de la force, par quelle exploitation de sentimens sacrés, sous quel masque négrophile, elles se font la part du lion sur le noir continent. Ne nous étonnons donc pas si elles ne peuvent voir sans jalousie flotter notre drapeau sur les terres les plus fertiles de ce continent; soyons plutôt surpris de voir quelques-uns de nos hommes d'État joindre d'un cœur léger leurs critiques aux critiques de ces nations jalouses. Une réaction favorable à la Tunisie s'est pourtant produite en haut lieu depuis quelques jours; on a assimilé les produits de la régence aux produits algériens, c'est-à-dire que les premiers, en entrant dans nos ports, y seront, à peu de choses près, traités comme le sont les produits de nos colonies. Les agriculteurs, les

sociétés financières qui y ont apporté des capitaux énormes pourront donc voir leur audace récompensée et la possibilité de transformer la région que je vais décrire en une terre riche et rémunératrice.

I. — LES CORSAIRES DES ÉTATS BARBARESQUES JUSQU'A LA PRISE D'ALGER.

Je ne sais pourquoi, lorsque, du pont du bateau avec lequel vous êtes venu en quelques tours d'hélice de Marseille à Tunis, vous contemplez au soleil levant l'immense et vaporeux panorama qui, du cap Bon, s'étend jusqu'à Carthage, rien ne vous fait pressentir que vous avez devant les yeux une terre appelée à devenir française. Vous allez y descendre, et je vous défie bien, en y mettant les pieds, de prendre l'allure conquérante que j'ai vue aux Anglais lorsque, casque de liège en tête, badine à la main, ils débarquent à Malte ou à Gibraltar. Est-ce dû à ce qu'en France on parle rarement de la Tunisie? Au peu qu'elle pèse dans l'esprit de nos gouvernans? A ce qu'il n'a fallu pour y établir notre protectorat, ni luttes, ni combats, ni livrer l'un de ces assauts sanglans qui, comme à Constantine, consacrent glorieusement une conquête? Est-ce parce qu'il vient involontairement à l'idée que notre présence dans une région où tant de peuples divers ont passé sans pouvoir s'y fixer peut ne pas laisser plus de trace qu'une empreinte de pas sur le sable? Que la Tunisie, cette annexe obligée de l'Algérie, nous a valu la perte de l'amitié d'un peuple que nous avons beaucoup aimé? Il y a de tout cela dans l'impression que vous éprouvez inconsciemment, et cette impression dure de longues heures, soit que, pour vous en distraire, vous vous rendiez de la Goulette à la capitale de la régence par le chemin de fer italien, soit que vous suiviez en landau une belle route sablée bordée à gauche par le grand lac El-Bahira, et à droite par des prairies où de petits bergers encapuchonnés, nus sous leur burnous en loques, font paître des moutons.

Pendant les quelques minutes qui précèdent un débarquement, le voyageur que n'affolent pas le sifflement de la machine et les clameurs des bateliers trouve toujours quelques instans de recueillement pendant lesquels, ses yeux tournés dans la direction d'une terre qui lui est encore inconnue, il se plaît à évoquer les grands noms, les grands souvenirs qui l'ont illustrée. L'histoire ancienne de Thunes, ainsi que Léon l'Africain, le géographe arabe, appelait Tunis, et le souvenir de la chute de Carthage les font ici revivre par milliers. Vous n'avez que l'embarras du choix depuis l'époque où, à l'imitation d'Ulysse délaissant Calypso dans son île, Énée

abandonnait Didon sur son bûcher, jusqu'au jour où saint Vincent de Paul échappait à la chiourme qui retenait captif à Tunis le plus charitable des hommes. Ce n'était pas aux époques héroïques d'Annibal, de Scipion, de la femme d'Asdrubal se jetant avec ses enfans dans les flammes qui consumaient Carthage vaincue, que je songeais, mais au temps odieux des corsaires barbaresques, aux époques où ils écumaient les mers, saccageaient notre littoral, et enchaînaient sur les bancs de leurs galères les Européens qui, fidèles à leurs convictions religieuses, refusaient d'abjurer.

Comment ces pensées m'étaient-elles venues? En voyant amarrée aux flancs du bateau à vapeur sur lequel je me trouvais, une barque dans laquelle une légère houle balançait des disciplinaires, presque des enfans, que des gendarmes, revolver au poing, avaient mission de remettre à l'autorité militaire. Au lieu de ces jeunes soldats, je m'imaginais voir des marins bretons ou provençaux, de pauvres pêcheurs enlevés à leur barque au temps où les corsaires de Tunis et d'Alger s'abattaient sur notre littéral ainsi que des oiseaux de proie. Quelle ne devait pas être la terreur de ces prisonniers lorsque, comme les prisonniers que j'avais sous les yeux, ils attendaient sous un soleil ardent, balancés par le flot dans une barque immonde et sous la surveillance de gardiens à figures autrement rébarbatives que celles de nos bons gendarmes, qu'ils fussent descendus à terre pour y subir la plus abjecte servitude, d'infâmes caprices, le plus souvent, pour être rivés jusqu'à la mort à un banc de trirème !

Ce n'est pas que l'Espagne, l'Angleterre et la France n'aient mille fois essayé d'écraser les corsaires et de couler bas leurs flottes dans les eaux de Tunis même. A un moment peu éloigné du jour où les puissances, réunies à Bruxelles, n'ont pas senti gronder en elles ces « haines vigoureuses » qui devaient les porter à trouver les moyens de combattre jusqu'à extinction la traite des noirs, c'est-à-dire un trafic aussi odieux que le fut jadis la captivité des chrétiens, il est nécessaire de leur rappeler ce qui a été déjà fait en Afrique pour détruire la barbarie musulmane. Il n'est pas inutile que l'on sache combien de fois la France, pour venger son pavillon outragé, son commerce ruiné, ses fils captifs, dut envoyer ses escadres et faire parler la poudre dans ces eaux de Tunis aujourd'hui si calmes. Le récit de tant de répressions, d'esclaves pris et rachetés, paraîtra monotone, mais on ne connaît pas assez le passé de cette terre d'Afrique, dont les nations européennes se partagent aujourd'hui d'immenses étendues avec des procédés rappelant ceux des bêtes fauves se disputant une proie. Que l'Angleterre et l'Allemagne sachent bien que la conquête du sol africain leur sera chose facile, mais que la lutte de la

chrétienté contre l'islamisme, commencée aux croisades, continuée jusqu'à nos jours, durera encore pendant de longs siècles. La faire cesser est la difficulté suprême; qu'on en juge par ce qui s'est passé dans cette seule régence de Tunis, de 1270 jusqu'à 1830, jusqu'au moment où le pavillon tricolore flotta sur la casbah d'Alger.

C'est d'abord saint Louis s'imaginant qu'il convertirait le souverain musulman de Tunis, et, qu'en le convertissant, il délivrerait la chrétienté de l'un de ses plus ardens persécuteurs. Le fils de Blanche de Castille meurt de la peste en débarquant à Carthage, et nos malheureux compatriotes, qui rament déjà sur les galères des états barbaresques, n'en sont que plus maltraités. C'est ensuite Charles-Quint qui, avec une escadre de quatre cents voiles et 25,000 hommes, vient livrer bataille à Barberousse dans la plaine qui s'étend entre La Goulette et la capitale actuelle de la Tunisie. Pendant la mêlée, les esclaves chrétiens réussirent à briser leurs fers et à s'emparer de la citadelle, contribuant ainsi puissamment par leur présence sur les remparts et leurs cris de délivrance à la déroute des troupes du célèbre pirate. Moins heureux, Philippe II, en 1553, confie à don Juan de la Cerda, duc de Medina-Cœli, 14,000 soldats qui doivent attaquer les forbans dans Tripoli. Les Espagnols, surpris à l'ancre dans l'île de Djerba, perdirent une partie de leur flotte, et 5,000 d'entre eux restèrent dans les fers. En 1573, 20,000 hommes, sous les ordres de don Juan d'Autriche, le vainqueur de Lépante, revinrent à la charge, s'emparèrent de Tunis et délivrèrent une masse de captifs. Chose étrange, tous ces triomphes de l'Espagne sur les musulmans ne furent jamais que passagers; les Espagnols ne purent jamais résister longtemps aux forces turques qui, de Constantinople, venaient aider les troupes tunisiennes à chasser l'Européen. En 1605, c'est la France qui intervient. Le comte Savary de Brèves, ambassadeur à Constantinople, se présente seul devant Tunis, sans autre escorte que celle d'un émissaire du sultan. Il demande avec une grande assurance au bey l'exécution des clauses d'un traité passé entre son roi Henri IV et le grand-turc. Les clauses principales étaient la mise en liberté immédiate de tous les prisonniers français; plus, des excuses en raison de divers outrages infligés à notre pavillon. M. de Brèves faillit être tué, dès les premiers jours de son débarquement, par les janissaires, alors très puissans dans la régence. Mais son sang-froid, son courage, eurent raison du fanatisme des Turcs, et l'ambassadeur obtint la mise en liberté des captifs de sa nation en échange d'un très petit nombre de mahométans détenus par représailles à Marseille.

Un gentilhomme poitevin, auquel don Quichotte n'eût pas manqué de donner une forte accolade, le sire Beaulieu dit Briaille, s'indigna fort, dans sa gentilhommière du Poitou, aux récits qu'on lui fit des cruautés commises sur les chrétiens par les corsaires des états barbaresques. Il arme deux vaisseaux à ses frais, et fait voile pour Tunis. Sur les côtes de Sardaigne, un heureux hasard lui fait rencontrer une escadre espagnole, et Beaulieu propose à celui qui la commandait, don Juan Faicharde, d'aller en sa compagnie surprendre les galères tunisiennes, alors mouillées sous la garde des canons de La Goulette. Le commandant espagnol accepte de grand cœur la proposition, et, brusquant l'attaque, Beaulieu et Faicharde réussirent à incendier l'escadre ennemie avant qu'aucun secours ne lui vînt de terre. C'est aussi vers cette époque, au mois de juin de l'année 1607, que saint Vincent de Paul, qui, depuis deux ans, était prisonnier en Tunisie, réussit à gagner les côtes de Provence sur une petite embarcation.

De toutes les villes du littoral européen, c'est Marseille qui a le plus souffert de la piraterie, et si aujourd'hui elle tire quelque profit de notre présence à Tunis, ce ne sera que justice et compensation. En 1616, cette ville perdit, du fait des corsaires, 2 millions de francs, somme énorme pour le temps; pour leur faire rendre gorge, elle arma cinq gros navires et deux pataches. L'expédition, commandée par un chevalier de Malte du nom de Vincheguerre, partit pour Tunis le 5 mars et en revint victorieuse le 4 septembre. Vincheguerre avait obtenu, comme toujours, la liberté d'un certain nombre de captifs, une indemnité et un traité de paix. Quelle pouvait être la valeur d'un tel instrument? Une feuille de parchemin! Aussi voit-on la France, peu de temps après ce succès des Marseillais, préparer une nouvelle expédition contre ceux qui ne cessaient de la braver. Toutefois elle se laissa devancer, en 1665, par l'amiral anglais Black, lequel fit un monceau de ruines du fort principal de Porto-Farina; il détruisit aussi la ville de ce nom et brûla neuf galères tunisiennes. A la suite de cette dure leçon, l'amiral anglais obtint la mise en liberté de tous les esclaves anglais et hollandais, — on voit qu'il y en avait une grande variété, — qui se trouvaient détenus chez des particuliers ou dans les bagnes. On se demande avec une véritable stupeur de quelle trempe pouvaient être ces forbans des états barbaresques, lorsque, après tant de villes détruites par le canon européen et de galères coulées, ils continuaient à maintenir leur puissance sur la Méditerranée, à l'exemple de ces tigres d'Asie qui règnent sans partage sur la jungle qu'ils ont choisie.

Ce ne fut que vingt ans après les victoires de l'amiral Black que

le maréchal d'Estrées vint à son tour mettre à la raison les incorrigibles Tunisiens. Sans tirer un seul coup de canon, rien qu'en faisant manœuvrer la flotte française en vue de La Goulette, le descendant de la belle Gabrielle obtint en faveur du commerce français une indemnité pécuniaire assez forte et l'autorisation de créer un comptoir au cap Nègre. Ce fut vers cette époque, nous apprend M. Rousseau, c'est-à-dire en 1685, que les pères de la Rédemption de Flandre vinrent à Tunis pour racheter les captifs. Après avoir brisé les fers d'un grand nombre de ces infortunés, les pères se rendirent à Alger dans la même pensée de charité (1). En 1724, une escadre française, commandée par le vicomte d'Andrezel, se présenta devant Tunis; elle y fut saluée de quatorze coups de canon. Le bey régnant, Hussein, un des ancêtres du bey actuel, reçut notre compatriote avec la plus grande distinction ; il le fit promener dans ses carrosses, et, honneur insigne, il le prit par la main pour lui faire visiter ses jardins. N'y avait-il donc plus d'esclaves à Tunis? Les bancs des galères étaient-ils sans leurs rameurs habituels? Il y en avait toujours, car c'est à partir de 1724 que les missionnaires capucins qui desservaient la chapelle du consulat de France vinrent se loger dans le bagne dit de Sainte-Croix, bagne attenant à ce même consulat, pour y assister les captifs chrétiens qui s'y trouvaient détenus. Combien tout cela, aujourd'hui, paraît monstrueux ou incompréhensible! Autre anomalie : le savant naturaliste Peysonnel arrivait alors en Tunisie et obtenait du bey l'autorisation d'en étudier la faune et la flore. Il n'y fut jamais inquiété.

C'était trop beau pour qu'une telle paix durât longtemps. Ali-Pacha, le successeur d'Hussein, ayant épuisé son trésor en querelles intestines, trouva commode d'en remplir les vides en pratiquant ce qui lui procurait le plus clair de ses revenus, c'est-à-dire en lançant ses vaisseaux sur les bâtimens de commerce marseillais, qui, seuls alors, sillonnaient la Méditerranée. De plus, Ali-Pacha, après avoir outragé notre consul, ordonna à ses soldats de détruire de fond en comble le comptoir qu'il nous avait été permis d'ouvrir au cap Nègre. Cet établissement, propriété de la Compagnie royale d'Afrique, fut saccagé, pillé, démoli, et l'on conduisit prisonniers à Tunis ceux qui s'y trouvaient. Pour venger de tels outrages, la France envoya sur les côtes de l'Algérie deux frégates et deux barques de guerre dont les croisières, mal conduites, ne purent même pas empêcher la prise de plusieurs de nos bâtimens richement chargés. Plus malheureusement encore, M. de

(1) *Annales tunisiennes*. Paris; Challamel.

Saurins, qui les commandait, ayant eu la faiblesse de confier son plan d'attaque à un Maure qui le trahissait, tomba aux mains des soldats de la régence avec cinq cents de ses compagnons en attaquant l'île de Tabarque. Avant de procéder au partage des prisonniers entre les janissaires, les aghas, les ulémas et autres dignitaires, le bey Ali-Pacha exigea que les Français comparussent devant lui enchaînés deux par deux. A la vue de M. de Saurins gravement blessé, le bey, saisi de fureur, cria qu'on ôtât ce chien de sa présence et que, conduit dans un cachot, on lui tranchât la tête. L'ordre allait être exécuté lorsque le fils du bey supplia son père de lui céder le prisonnier. Le bey y consentit, persuadé que l'officier français, criblé de blessures, ne tarderait pas à succomber (1).

Lorsqu'on visitera le Bardo, il sera bon de jeter un coup d'œil sur les fossés qui l'entourent. Ils ont été creusés par les cinq cents matelots et soldats français qui furent faits prisonniers à la malheureuse attaque du fort de l'île de Tabarque.

La paix, mais une paix tout à l'avantage du bey, n'en fut pas moins signée entre la France et la régence six mois après ce désastre. Elle dura de 1743 à 1768, un quart de siècle, ce qui ne pouvait manquer de paraître long au despote d'un état barbaresque. Celui qui la rompit alors était pourtant un prince prudent, mais ses conseillers avaient dans les veines le sang d'une race guerrière, des instincts de bandit et la haine traditionnelle de tout ce qui portait le nom de chrétien. Ali-Bey, très correct toutefois, permit aux marchands français établis à Tunis de se retirer sur les bâtimens de leur nation. Pour protéger leurs intérêts, ce prince donna l'ordre à des gardiens à sa solde de monter la garde devant les magasins de ces marchands jusqu'au rétablissement de la paix.

C'est la conquête que nous fîmes de la Corse en 1768, qui servit de prétexte à la rupture souhaitée par le bey. Des bâtimens de guerre tunisiens s'étaient emparés de bâtimens naviguant sous le pavillon de l'île; le gouvernement français, comme c'était son droit, en réclama la restitution, qui lui fut refusée, le bey prétextant que lui-même était depuis longtemps en guerre avec les Génois, autrefois maîtres de la Corse. Le 16 juin 1770, une escadre française, forte de seize navires de guerre, de deux corvettes et d'un autre grand navire fourni par la marine des chevaliers de Malte, vint mouiller à La Goulette. Elle était commandée par M. le comte de Broves, chef d'escadre. Peu s'en fallut que, sans tirer un seul

(1) M. de Saurins revint miraculeusement à la vie et navigua de nouveau.

coup de canon, elle n'obtînt ce qu'elle venait demander de la régence : restitution des navires indûment saisis, mise en liberté des esclaves faits en Corse et paiement d'une forte indemnité. Voici par quelle singulière circonstance la guerre eût pu être évitée, et si j'en reproduis littéralement les détails d'après un historien tunisien (1), c'est pour conserver tout son caractère aux mœurs beylicales de cette époque.

« Le fait suivant, écrit l'historien, prouvera que chacun des actes de la vie de notre maître semblait être marqué au coin du bonheur.

« Quelque temps avant la guerre avec les Français, il avait traité avec un capitaine de cette nation pour aller chercher à Constantinople de jeunes et belles esclaves qu'il destinait à son harem particulier, ainsi qu'à celui de son fils, l'illustre Hamouda-Pacha. Plusieurs de ses favoris et quelques femmes d'un âge mûr, chargés du soin de ces achats, avaient pris passage sur le navire du capitaine en question. Or, à l'époque où ce bâtiment quittait Constantinople pour effectuer son voyage de retour, la guerre était déclarée, on pouvait donc craindre, avec quelque raison, que sa riche cargaison, ainsi que les personnes qui veillaient sur elle, ne devinssent la proie de l'ennemi. *Les inquiétudes étaient telles qu'il fut un instant question de traiter tout de suite avec les Français sans attendre le retour du navire*, afin d'invalider sa capture dans le cas où elle aurait lieu en mer ou aux atterrages. Au milieu de ces préoccupations, on apprit qu'il était arrivé à bon port à Monastir par le seul fait du hasard, et sans que son capitaine connût l'état de guerre qui venait d'éclater entre Tunis et la France. Le caïd de Monastir écrivit aussitôt à notre maître qu'il avait fait descendre à terre tous les passagers des deux sexes et qu'il avait fait mettre aux fers le capitaine et l'équipage français. A cette nouvelle, la joie fut grande à Tunis, et chacun voulut voir dans cette bonne fortune de notre maître un heureux présage de ses succès futurs contre ses ennemis. Les prisonniers furent employés, par ordre de notre maître, aux travaux de la poudrière, pour aider ainsi, de leurs propres mains, à la confection des matières qui devaient donner la mort à leurs compatriotes. »

L'arrivée malencontreuse à Monastir du navire conduisant au bey son harem fit que Porto-Farina, Bizerte et Sousse subirent le bombardement de l'escadre française. Le port de La Goulette et Tunis échappèrent à la destruction. Ce fut un bien, car un émissaire du sultan étant intervenu fort à propos, la France et la régence signèrent un nouveau traité de paix dans des termes hono-

(1) El-Hadj Hamouda ben Abd-el-Aziz, historien tunisien de la fin du XVIIIe siècle.

rables pour les deux pays. Inutile sans doute d'ajouter que les esclaves français, aussi bien que les esclaves corses, y gagnèrent leur liberté. Ceux des autres nations ne jouirent de la même faveur qu'en 1782, à la mort du bey. A cette occasion, trois cents captifs furent déclarés libres par œuvre pie et propitiatoire.

Lorsque Bonaparte débarqua en Égypte, nos rapports avec la régence s'altérèrent encore, la Turquie exigeant que sa vassale tunisienne mît en campagne ses corsaires pour détruire notre marine marchande. Le bey alors régnant, peu hostile à la France, grâce à l'influence que notre consul, M. Devoize, exerçait sur son esprit, n'obéit que mollement. Notre agent, l'un des meilleurs qu'il y ait eus en Tunisie, profitant de ce qu'une escadre française était à La Goulette, obtint la mise en liberté de vingt-deux captifs français dont sept hommes et quinze femmes. M. Devoize évalua la perte éprouvée par le bey à la suite de cette libération à 130,000 fr. et quoiqu'il restât encore dans les bagnes un grand nombre de prisonniers, il fallut bien se montrer satisfait du résultat obtenu. Lorsque les armées républicaines, partout victorieuses, occupèrent l'Italie, M. Devoize eut encore l'heureuse idée de menacer le bey de la colère du premier consul, colère inévitable, disait-il, si le vainqueur de Marengo venait à savoir que les bagnes tunisiens contenaient deux mille individus, Siciliens, Romains, Toscans, Génois et Napolitains, presque tous alors les protégés de la France. Le bey Hamouda céda encore une fois, et il n'est guère possible de lui refuser quelque sympathie en raison de son désintéressement et de son désir de rester en bons termes avec nous.

Ce n'est pas sans une joie profonde, un grand allègement du cœur, que l'on voit approcher le jour où, par la conquête d'Alger, captifs et corsaires, bagnes et galères, disparaîtront à jamais des états barbaresques.

En suivant page par page, année par année, les *Annales des états barbaresques* mises si savamment en ordre par M. Alphonse Rousseau, il semble que les bagnes de ces contrées n'aient jusqu'en 1830 jamais connu le vide. Ce sont d'horribles bouges où le bruit des chaînes que les captifs traînent à leurs pieds est incessant, où les pleurs des infortunés qui y sont jetés ne tarissent jamais, car toujours des larmes nouvelles en fécondent la source. La France, bien souvent, a versé son sang pour de nobles motifs, mais jamais pour une plus belle cause. Un jour, l'humanité, libre de se mouvoir hors de limites trop restreintes, délivrée des préjugés qui font de chaque frontière une démarcation de haine, rendra justice à la nation qui combattit toujours pour l'affranchir et la délivrer de la barbarie.

L'Angleterre, naturellement jalouse de ce que nous avions ob-

tenu grâce à M. Devoize, envoya l'amiral Freemantle devant Tunis pour négocier le rachat d'un certain nombre de captifs siciliens, ses protégés d'alors. Soixante-quatre de ces malheureux capturés, malgré leur passeport anglais, obtinrent leur mise en liberté sans condition; 394 l'obtinrent aussi, mais au prix d'une rançon de 315 piastres fortes d'Espagne pour chacun d'eux. Est-ce tout? Non, car 500 autres captifs romains et napolitains recouvrèrent un peu plus tard leur liberté. On se demande peut-être comment les régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli pouvaient entretenir, renouveler sans cesse le triste personnel de leurs galères. Rien n'était plus simple. Ainsi en 1815, trois ans après la descente de l'amiral Freemantle à La Goulette, un nouveau bey, voulant utiliser un nouvel armement, ordonna à huit de ses corsaires de prendre la mer et de ne rentrer au port qu'avec des captifs et du butin. Le chef de l'expédition se dirigea de son propre mouvement vers la baie de Palma en Sardaigne, en enleva 158 habitans au nombre desquels on comptait huit mères de famille, et une jeune et fort belle fille de quinze ans, sœur du commandant de Palma, tué en défendant un fort. Les corsaires rentrèrent à Tunis sans être autrement molestés, y débarquant paisiblement les captifs et un butin considérable.

Un jour vint, pourtant, où le souverain qui commandait à ses navires de telles équipées fut pris d'une terreur subite. Le 11 avril 1815, en rade de Tunis, se montra tout à coup une escadre formidable commandée par lord Exmouth. Elle venait d'Alger, et, celui qui la commandait après y avoir fait mettre 1,500 chrétiens en liberté, avait notifié au dey stupéfait que, par suite d'une décision des puissances européennes, la course était à jamais interdite aux bâtimens des états barbaresques.

L'amiral était venu à Tunis pour y faire la même notification, et Tripoli, un autre repaire de forbans, devait aussitôt après recevoir une injonction tout aussi énergique. Grâce à une nouvelle intervention de M. Devoize, et, à la présence au Bardo d'une princesse anglaise qui, d'humeur indépendante, voyageait en touriste, Sidi Mahmound, le bey régnant alors, sans paraître céder aux canons de l'escadre, mit en liberté et sans rançon 300 Sardes d'abord, plus 500 Napolitains, à un prix de rachat convenu. Pour se conformer aux stipulations du congrès de Vienne, le dey s'engagea par écrit à ne plus tolérer et à interdire à jamais l'esclavage des chrétiens dans toute l'étendue de la Tunisie. Tout cela n'empêcha pas notre agent général de constater, après le départ de lord Exmouth, qu'il restait encore dans les trois régences un grand nombre de Romains et de Toscans. L'amiral, en ayant été informé, eut pitié de ces infortunés,

et envoya de Gibraltar une frégate anglaise qui les réclama et put les délivrer. A dater de ce moment, il n'y eut dans les trois régences que des prisonniers de guerre. La condition de ces malheureux fut plus triste que celle des anciens captifs. Les deys et les beys ne pouvant ni les revendre, ni en tirer grand profit, se crurent dispensés de leur donner de la nourriture et des soins. Toutefois, un résultat très important avait été obtenu, celui de la transformation de presque tous les navires de course en navires marchands. A Tunis, la métamorphose fut bien près d'être complète; mais, à Alger, le dey, ayant continué ses déprédations sur mer, vit sa flotte incendiée par l'amiral Exmouth. Ce marin énergique, chargé par les puissances européennes de détruire les pirates, s'acquitta de sa mission avec rigueur. Les fit-il tous disparaître ? C'est douteux, tellement la course était considérée par eux comme chose permise.

Lorsqu'en 1827, on apprit à Tunis que la guerre venait d'éclater entre la France et l'Algérie, la population de cette ville s'en montra ravie. En tout temps, les deux régences voisines avaient été rivales; elles s'étaient livré de sanglantes batailles sur leurs frontière, et les Tunisiens, ayant comme l'intuition du futur triomphe de nos armes, se montraient fort contens. Le bey, prié par le dey d'Alger et le représentant de la Turquie de se joindre à eux pour nous combattre, leur opposa des refus nettement exprimés. M. Mathieu de Lesseps, alors notre consul général à Tunis, en récompensa le souverain de la régence, en découvrant une conspiration qui devait lui faire perdre le pouvoir et peut-être la vie.

A la nouvelle que l'armée française avait pris et occupait Alger, la joie fut donc générale dans Tunis. Était-elle sincère? Il importe peu de le savoir, mais, ce qu'il y a de certain, c'est qu'à dater de cette époque notre influence y fut prépondérante. Indépendamment d'un traité avantageux que le comte de La Rochefoucauld, secondé par M. Mathieu de Lesseps, obtint du bey, ce souverain, par un article secret et additionnel, nous cédait, sur les hauteurs qui dominaient le port de Carthage, un vaste terrain pour construire une chapelle à l'endroit même où, d'après une tradition, saint Louis expira. La chapelle, édifiée depuis longtemps, est aujourd'hui confiée à la garde des pères blancs du cardinal Lavigerie. Je connais peu de sites mieux faits pour méditer sur la grandeur et la décadence des hommes et des empires. Sauf des citernes d'une étonnante étendue, il ne reste plus de ce que furent de populeuses cités que des excavations, de sinistres fondrières, des pans de muraille écroulés sur le sol, le tout recouvert par le linceul d'une herbe menue et d'une teinte sombre.

A côté de la chapelle, s'élève un musée renfermant quelques rares débris de la sculpture carthaginoise, une poste et un télégraphe confiés à un père blanc, des couvens, et, comme à dessein pour déshonorer une vue unique au monde, sur le versant d'un coteau admirable de verdure, une rangée de bicoques blanches, couvertes en tuiles rouges ; quelque chose comme un troupeau d'oies transformant en basse-cour une belle pelouse.

II. — L'ESCLAVAGE DES NOIRS DANS LA RÉGENCE EN 1890.

En parlant, dans le précédent chapitre, de l'odieuse captivité à laquelle avant 1830 les corsaires des états barbaresques soumettaient les Européens qui avaient le malheur de tomber entre leurs mains, je ne pensais pas avoir à dire que l'esclavage, un esclavage occulte, celui de la domesticité, subsistait encore en Tunisie. Si l'on n'y voit plus de blancs ramant sur des galères, on y trouve des nègres et des négresses venus en captivité des régions où les hommes de couleur se vendent comme ailleurs on vend des ânes et des mulets. Arrivés à leur destination, c'est-à-dire à Tunis, ces nègres et négresses ne seraient pas libérés.

Le fait paraît si monstrueux, tellement en opposition avec le rôle que dans l'œuvre antiesclavagiste le cardinal Lavigerie joue en Afrique, sans parler des sentimens libéraux de notre résident général, que l'on répugne à y croire. Et cependant, avant de pousser plus loin cette étude, je tiens, quand je songe à l'astuce des détenteurs d'esclaves, à la polygamie permise en Tunisie, aux harems tunisiens, à leurs eunuques et aux sources claires où j'ai puisé mes informations, à dire ce que je sais. Si ce dire est vrai, — et une dépêche récente de M. Ribot à notre résident paraît le confirmer, — il faut se hâter de l'ébruiter, car il entache non l'honneur, ce qui est un gros mot, du drapeau protecteur flottant sur Tunis, mais sa bonne renommée.

C'est l'article que j'ai écrit le 15 novembre dernier à cette même place au sujet du congrès antiesclavagiste de Bruxelles, qui m'a valu, d'un avocat du barreau de Tunis, M. Gaston Jobard, une intéressante communication. D'après notre compatriote, l'esclavage existe en Tunisie, et il en donne la preuve en citant le récent décret qui interdit la vente des noirs dans toute l'étendue de la régence ; toujours d'après lui, le meilleur moyen de mettre un terme à la traite des noirs serait de fermer les débouchés ou les marchés qui se trouvent dans le nord de l'Afrique. La communication de mon honorable correspondant ne s'applique pas à un fait nouveau isolé, car dans un ouvrage publié par M. Duveyrier sur la Tu-

nisie, en 1881, je lis ce passage : « Bien que la vente des esclaves ait été interdite depuis longtemps, et que le marché soit fermé, l'esclavage continue à exister, et la traite des hommes, mais surtout la traite des femmes, se fait en Tunisie, — nous en avons les preuves irrécusables. » Plus récemment encore, en 1889, dans le livre volumineux de M. Honoré Pontois, ancien président du tribunal de Tunis, je relève que le consul général d'Angleterre a dû directement intervenir pour inviter la résidence française à mettre un terme au scandale de l'esclavage. Au mois de mars 1887, le consul anglais demanda même à la police française de faire délivrer des femmes esclaves détenues dans certaines maisons indigènes, notamment chez un nommé Ahmed-Moula. Ces infortunées furent remises au consul d'Angleterre qui les plaça en service chez des protégés de sa nation. Celles enlevées de chez cet Ahmed-Moula avaient, au dire de M. Honoré Pontois, été achetées à Constantinople au prix de 6,000 francs environ. M. Pontois cite d'autres faits qu'il serait trop long de reproduire ; ce qui précède et ce qui suit paraîtra suffisant (1).

Pour être clandestine, la vente des femmes esclaves à Tunis n'en est pas moins considérable, car, à la suite de l'enquête à laquelle s'est livré mon honorable correspondant, on en compterait jusqu'à 10,000 dans la capitale de la régence et les environs. Mais, dira-t-on, comment y sont-elles introduites si, par un décret du bey Ahmed en date du 23 janvier 1846, leur entrée est prohibée ? Elles y viennent enfermées dans de grands paniers d'osier portés par des chameaux bêtement majestueux ou dans des voitures particulières. Dans ce dernier cas, elles sont revêtues de brillans costumes qui les enveloppent de la tête aux pieds ; jamais ces malheureuses captives, des Soudanaises, n'ont été mieux vêtues, mais jamais aussi plus rapidement dépouillées de leurs riches oripeaux dès qu'elles sont au logis du maître. Aux yeux des soldats du bey qui, censément, veillent aux portes de la ville, elles passent pour de riches Tunisiennes venant de leur maison de campagne.

Mon correspondant a voulu prendre en main la cause de ces infortunées, et, l'an passé, il fit dans leur intérêt une longue et minutieuse enquête ; il entendit le témoignage d'un grand nombre d'anciennes femmes affranchies ou qui s'étaient évadées de la maison de leurs propriétaires ; il fit prendre par des notaires tunisiens, pour avoir des actes authentiques, des dépositions de ces créatures qui racontaient les tortures subies en montrant leurs membres mutilés, en réclamant qui leur mère, qui leurs enfans

(1) *Les Odeurs de Tunis.* Paris; Savine.

détenus chez leurs premiers propriétaires. Il composa de cette manière un dossier considérable, et, le 26 septembre 1889, il adressa au procureur de la république française, siégeant à Tunis, deux plaintes dirigées contre un indigène, propriétaire à la Manouba. Dans l'une, il réclamait la mise en liberté immédiate de douze femmes esclaves qu'il désignait; dans l'autre, il demandait que cet indigène fût poursuivi en raison de la torture exercée sur une négresse du nom d'Aïcha, à laquelle, pour la châtier d'une tentative de fuite, ce maître barbare avait crevé un œil et coupé les petits doigts de pied. Le procureur de la république, se déclarant incompétent, envoya les deux plaintes au tribunal de l'Ouzara (1).

L'incompétence se fondait sur ce que les plaignantes étaient Tunisiennes, bien qu'il fût avéré qu'arrachées du Soudan, leur pays natal, elles avaient été conduites par la force à Tunis.

L'affaire, très malheureusement, s'ébruita, et l'homme sinistre de la Manouba fit disparaître les douze négresses de son domicile. Six, pourtant, furent retrouvées, et lorsque, terrifiées, les genoux tremblans, elles furent solennellement appelées devant le juge tunisien, ces malheureuses exhibèrent des actes d'affranchissement délivrés en leur faveur peu de jours après le dépôt des deux plaintes. Le fait de produire ces actes prouvait, et la captivité des femmes et la culpabilité de celui qui les avait affranchies.

L'affaire en restait là, lorsque M. Gaston Jobard qui est Breton, et par conséquent têtu, en appela à l'opinion des hommes de cœur, en adressant aux journaux français et au congrès antiesclavagiste de Bruxelles un compte-rendu détaillé des faits résumés plus haut. Le gouvernement tunisien, ému de ce bruit, a paru vouloir dès lors montrer quelque zèle : il a ordonné de recommencer l'enquête déjà faite en novembre dernier, mais lorsque M. Jobard a voulu faire entendre ses témoins au juge d'instruction de l'Ouzara, ce fonctionnaire a déclaré que par « ordre supérieur » il ne s'occupait que de la question « coups et blessures » et non de la question « esclavage »

(1) Voici comme trait de mœurs une des pièces du dossier, le n° 37 : « *Louange à Dieu.* — La femme libre Zeyd el Kheyr ben Mohammed, originaire d'Afnou, parlant en son propre nom, déclare : l'honorable colonel X... l'avait acquise comme esclave par achat de qui l'avait enlevée aux siens, alors qu'elle était encore enceinte, et cela injustement et abusivement. Elle accoucha chez le colonel d'une fille, fruit de cette grossesse; elle fut nommée Sâd-Sâoud, et est âgée actuellement de douze ans. Le prénommé garda la déclarante dans l'esclavage et la contraignit à travailler pendant une durée de quatre ans, puis il l'affranchit; mais il a gardé en sa possession la fille susdite comme esclave jusqu'à présent. Cependant l'une et l'autre sont actuellement de race libre, fidèles musulmanes, nées de père et de mère musulmans, libres sans jamais avoir été auparavant réduites à la condition d'esclaves. Elle lui réclame donc d'abandonner à elle-même sa fille et de la lui livrer. »

qui serait réservée à la section d'État, comme ne constituant pas un délit et un crime aux yeux de la loi du pays, mais un fait politique devant être jugé administrativement.

D'une façon ou d'une autre, peu importe comment l'affaire sera jugée; il n'en resterait pas moins ce fait affligeant, c'est qu'il y aurait encore des esclaves sur une terre placée sous notre protection. Comme ces tenaces végétations qui résistent au feu et au soc des charrues, l'esclavage se serait maintenu en vue de cette rade de Tunis, où, pendant plusieurs siècles, les flottes des nations européennes se succédèrent pour l'écraser.

Notre résident général, secondé par le gouvernement français, a dû représenter à son altesse le bey que le premier devoir d'un souverain est de donner l'exemple du respect aux lois de son pays comme aux engagemens qu'il a pris avec les nations étrangères. On a dû lui rappeler que son prédécesseur avait décrété ceci le 20 janvier 1846 : « Dans l'intérêt des esclaves et l'intérêt futur des maîtres, comme aussi dans le but d'empêcher les premiers de demander protection à des autorités étrangères, des notaires sont institués pour délivrer à tout esclave, qui les demandera, des lettres d'affranchissement. » Et plus loin, dans ce même décret : « De leur côté, les magistrats devront nous renvoyer toutes les affaires d'esclavage dont ils seront saisis, et tous les esclaves qui s'adresseront à eux pour demander leur liberté. Ils ne permettront pas à leurs maîtres de les ramener, le tribunal devant être un refuge inviolable pour les personnes qui fuient un esclavage dont la légalité est douteuse et contestent à leurs détenteurs des droits qu'il est impossible d'admettre dans notre royaume. » Voici maintenant les engagemens pris envers l'Angleterre, engagemens qui pourraient aussi être mis respectueusement sous les yeux du bey : « Le gouvernement britannique et son altesse le bey, mus par des sentimens d'humanité, ayant égard aussi aux libres institutions dont par un bienfait de la divine providence jouissent leurs pays respectifs, s'engagent mutuellement à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour supprimer l'esclavage. Et tandis que, d'une part, le gouvernement britannique s'engage à ne pas ralentir ses efforts auprès des puissances amies pour empêcher le barbare marché d'êtres humains et pour faire émanciper les esclaves, son altesse le bey s'engage tout particulièrement, de l'autre, à faire exécuter la déclaration du 26 janvier 1846 abolissant à jamais l'esclavage dans la régence, et à faire les plus grands efforts pour découvrir et châtier quiconque dans la régence y contreviendrait et agirait contrairement à ces prescriptions. »

N'était-il pas à craindre que l'Angleterre n'adressât au gouver-

nement du bey des observations qu'il était rigoureusement de notre droit de lui faire nous-mêmes?

Pour en finir avec ces réminiscences d'une époque barbare, il ne fallait que continuer ce qui s'était fait déjà pour d'autres questions politiques, administratives et judiciaires, c'est-à-dire publier le décret que vient de rendre si tardivement le bey, et qui consiste simplement à rendre justiciables des tribunaux français de Tunisie les malheureux Soudanais que l'on veut, bon gré, mal gré, considérer comme sujets tunisiens, alors que ces noirs supplient la France de les prendre sous sa protection. Il est, du reste, vraiment illogique, toute question de charité à part, de vouloir considérer et traiter comme Tunisiens des infortunés qui ont été arrachés de leur pays par la violence et qui ont été conduits et amenés en Tunisie par force (1).

Le membre du barreau tunisien auquel je dois la connaissance de ce qui se passe en Tunisie relativement à l'esclavage me déclare qu'il est décidé à poursuivre les détenteurs des Soudanais partout où il s'en trouvera. En présence de la force d'inertie qu'on lui oppose, il a besoin, m'écrit-il, de tous les concours, de tous les encouragemens, car il est seul, à ce qu'il assure, à lutter juridiquement dans la régence en faveur des noirs. Les sympathies des lecteurs de cette *Revue* lui sont certainement assurées. Nous pensons, avec lui, qu'il est temps que l'esclavage disparaisse d'une région où, dès le XVIIe siècle, un Français venait, de son propre mouvement, mû par une charité divine, relever l'énergie de captifs européens ployant sous les souffrances de la nostalgie et de la servitude. Le décret que vient de rendre son altesse le bey, à la stricte observation duquel M. Massicault ne peut manquer de veiller, empêchera sans doute les marchands d'esclaves de considérer la régence comme un de leurs débouchés. Déjà, m'assure-t-on de divers côtés, la disparition de l'esclavage en Tunisie peut être envisagée comme une chose accomplie.

III. — TUNIS AVANT LE PROTECTORAT.

En me rendant pour la première fois aux Indes orientales, il y a de cela pas mal d'années, le capitaine du bateau anglais sur lequel je me trouvais navigua tellement près des côtes barbaresques, que je pus en distinguer une des villes. Comment l'appelait-on?

(1) Voir, dans la *Revue* du 15 novembre 1888, *le Congrès antiesclavagiste*.

Je l'ai oublié, mais ce dont je me souviens bien, c'est que je fus possédé par l'envie folle, irréalisable d'atterrir et de la visiter. Ce que je sais encore, c'est qu'elle était tunisienne. Pas une âme à ses portes et sur ses remparts crénelés qu'une plage dorée séparait de la mer; pas un souffle d'air agitant le feuillage d'un dattier que j'apercevais s'élevant solitaire sur des dunes jaunes. La ville dormait, car il était midi, un midi africain, et, c'est vainement que sur ces murailles blanches, ses minarets immaculés, je cherchais un coin sombre pour reposer mes yeux.

En débarquant, l'année dernière, à Tunis, le souvenir lointain de cette cité sans vie à peine entrevue me revint à l'esprit; je m'efforçai de réveiller l'ardent désir qu'autrefois j'avais eu de visiter une ville des états tunisiens; j'y réussis, mais la réalité, comme cela arrive par momens, ne justifia pas mes rêves d'antan.

Il ne faudrait pas cependant en conclure que la capitale de la régence, ait perdu entièrement son ancien caractère; mais on aurait tort d'y chercher le mouvement endiablé, le luxe, les larges boulevards du Caire, la silhouette des pyramides se détachant sur un ciel lumineux, les flots rouges du Nil, et jusqu'aux carrosses où, sous les sycomores centenaires de la Chubrah, des eunuques noirs, — les Auvergnats de l'Égypte, ainsi que Nubar-Pacha les désigne, — promènent les harems confiés à leur garde.

Pour moi qui avais quitté l'Égypte depuis peu de mois, en revoyant des palmiers, des bazars et des femmes voilées, si je m'étais figuré que j'allais y retrouver tout ce qui séduit et plaît sur les bords du Nil, j'aurais été bien vite détrompé et convaincu qu'il n'y a aucune comparaison à établir entre Tunis et le Caire. Quand des déceptions de la sorte se produisent, je pense que le plus sage parti est de ne proférer aucune plainte, et de se mettre en campagne pour trouver dans la nouvelle colonie les qualités qui manquaient à l'ancienne.

C'est ainsi que je fis pour la Tunisie.

Nous avons perdu en Égypte une influence des plus précieuses, influence séculaire et à toujours regretter, mais nous avons heureusement trouvé dans la Tunisie une compensation, et de plus, un pays qui, sagement guidé par nous, ne peut marquer d'accomplir la plus heureuse des métamorphoses, celle qui transforme un peuple paresseux et pillard en une nation laborieuse et honnête.

Il n'y a pas que cela: si l'Égypte est plus que la Tunisie le pays des grands souvenirs, celle-ci a pour elle un passé qui ne manque pas d'éclat, un présent qui n'est pas à dédaigner, puisqu'elle avoisine l'Algérie, que Marseille est à ses portes, que la Sicile et Malte lui

fournissent et lui fourniront toujours les ouvriers dont elle a besoin, qu'elle a des golfes bleus largement échancrés, une fertilité n'attendant, pour se déployer comme au temps de Carthage et de Rome, que des routes et surtout, par-dessus tout, des rades d'un accès facile et bien abritées. Dès l'année 1881, le bey avec lequel la France devait signer l'acte du protectorat avait compris qu'il lui fallait des ports et que le premier de ces ports à ouvrir devait être celui de sa capitale. A cet effet, le bey en fit, dès cette époque, la concession à une compagnie française, dite la société des constructions des Batignolles. En 1885, la concession du bey était rejetée comme trop peu avantageuse. En 1887, elle fut reprise et la compagnie française, la même que celle de 1881, d'accord avec le conseil général des ponts et chaussées, s'engagea à construire le port de Tunis moyennant une somme de 12 millions de francs et un délai fixé à six ans. C'est donc en 1894 que le port de Tunis devra être terminé, et dans les conditions suivantes : un avant-port à la Goulette d'une profondeur de $6^{m},50$ et d'une longueur de 100 mètres au plafond ; un canal à travers le lac d'une longueur de 8 kilomètres environ, profondeur $6^{m},50$, largeur du plafond, 22 mètres ; à l'extrémité de ce canal un bassin de 12 hectares de superficie, d'une profondeur de $6^{m},50$, bordé de quais en charpente sur trois faces, des wharfs destinés à faciliter les opérations de chargement et de déchargement. Des hangars, des voies ferrées, un outillage complet, établis sur le quai le plus rapproché de la ville, assureront l'embarquement et le débarquement des voyageurs et des marchandises. En 1882, le mouvement de la Goulette se chiffrant par 55,000 passagers, et 165,000 tonnes de produits divers, il est probable qu'à l'ouverture du nouveau port, soit en 1894, ces deux chiffres pourront doubler.

Revenons au passé.

Il est facile de reconstituer la capitale de la régence telle qu'elle était encore il y a peu d'années. Il suffit pour cela de transformer en marais infects, l'avenue de la Marine, grande voie, — trop grande voie au temps des insolations mortelles, — conduisant du lac de Tunis à Bab-Bahn, porte principale de la ville arabe, puis, de placer à droite et à gauche des remparts où se trouvent les faubourgs Bab-Dzira et Bab-Souika, le ghetto des israélites et les fondouks des Européens. On sait ce qu'est un ghetto, mais on ne sait pas aussi bien ce qu'était un fondouk que les Européens ou les étrangers résidant à Tunis appelaient « le quartier franc. »

Les fondouks se composaient de constructions basses en pierre de taille où se tenaient les Français, les Italiens, les Espagnols ou

les Maltais. Là, était leur domicile; ils y avaient leurs comptoirs et leurs magasins; une émeute ou une révolution venait-elle à éclater dans la ville ou au palais, ils pouvaient s'y renfermer, y résister en cas d'attaque. Étaient-ils menacés par une épidémie, par la peste, comme en 1705, l'entrée en était alors interdite à toute personne venant du dehors. Les poules, les viandes, les fruits, les poissons étaient mis dans des baquets pleins d'eau pendant plusieurs heures, et nettoyés ensuite, avec le plus grand soin, avant d'être mangés. Quant aux bateaux des corsaires, ils mouillaient tout près de la Goulette, servant de prison au plus grand nombre des captifs; ceux dont on craignait l'évasion ou dont on espérait une rançon étaient gardés dans les casemates d'une citadelle crénelée, la casbah.

Le ghetto et les fondouks ont disparu et les marais ont fait place à la longue avenue de la Marine. Sur l'emplacement des premiers ont été construits un bel hôtel et des cafés, des librairies aussi bien assorties que n'importe quelles librairies françaises, une poste et un télégraphe dont chacun se dispute la possession, le palais de la résidence, palais indigne du rang presque souverain que le représentant de la France tient en Tunisie, et puis enfin la cathédrale, la plus humble des églises chrétiennes, pauvre édifice d'un aspect choquant si l'on se rappelle l'artistique élégance des mosquées, si l'on suppute la valeur de l'or qui reluit dans les synagogues (1). En dehors de la ville arabe, lui faisant face, mais à gauche de l'avenue de la Marine, on a percé un certain nombre de rues alignées comme des troupiers, et dont les maisons, bordées de trottoirs, construites à l'européenne, sont occupées par le haut commerce et les grandes administrations publiques. A droite, toujours en dehors des murailles que Charles-Quint fit élever, se trouvent des maisons neuves, bâties à l'italienne, et dont les murs aux couleurs claires égaient les yeux. Là, également, est le chemin de fer de Tunis à la Goulette, et, entre la gare de ce chemin à la ville grouille un faubourg très vivant, très populeux, où semblent vivre dans une cordiale entente des juifs, des Arabes, des Maltais et des Siciliens. Ce faubourg, comme celui qui est à gauche de la ville, est parcouru par des tramways sur les banquettes desquels on voit un zouave assis fraternellement près d'un Tunisien, un israélite coude à coude avec un Arabe, des cultivateurs, des banquiers, des femmes jaunes et des femmes blanches, des noires aussi, les unes voilées comme la déesse Isis, d'autres les visages franchement dé-

(1) Une cathédrale, dont les plans ont été fournis par le cardinal Lavigerie, est en voie de construction.

couverts, visages de belles juives ou d'Européennes, et tout ce monde bigarré, si étranger l'un à l'autre, très proprement vêtu. Il n'est pas jusqu'au portefaix tunisien, le *meskin*, n'ayant qu'une chemise blanche l'été pour être plus au frais, et l'hiver un ample burnous frangé par l'usure, qui ne se distingue des Arabes pauvres d'Algérie, et surtout des Kabyles, par une tenue correcte. De toute façon, l'Africain du Nord possède l'art de se draper avec une loque, et sa pose diffère peu du noble maintien de ces Espagnols qui, dans la Vieille-Castille, au bord des routes, ont l'air de vous faire une grâce en acceptant l'aumône qu'ils vous demandent.

Le Tunisien des villes est doux, policé, très porté à s'assimiler les usages d'Europe. Un argument qui peut avoir son poids pour la construction prompte des voies ferrées en Tunisie est ce qui se passe dans la capitale relativement aux tramways.

Une compagnie a eu l'ingénieuse idée, depuis deux ans et demi, d'exploiter dans les faubourgs tunisiens trois petites lignes d'une longueur totale de 3 kilomètres 720; elle a transporté, dans le courant de 1888, 2,868,000 voyageurs, ce qui représente 19 courses par habitant. La recette brute s'est élevée à 62,000 francs par kilomètre. N'est-ce pas un mouvement merveilleux? Et d'autant plus merveilleux que les tramways des grandes villes comme Lyon, Bordeaux, Nantes, n'ont réalisé que des sommes variant entre 50 et 60,000 francs? Deux lignes seulement de Paris, et deux lignes de Marseille et du Havre, donnent un résultat supérieur à celui de Tunis. Ne peut-on s'attendre à voir les habitans des villes de Soliman, de Nabeul, d'Hammamet, de Kairouan et du Sahel, dépasser le mouvement des indigènes algériens sur les lignes futures des voies ferrées tunisiennes?

C'est dans les faubourgs dont nous avons parlé, où tant de types divers, les descendans de tant de races différentes, Phéniciens, Carthaginois, Romains, Vandales, Byzantins, Arabes, Turcs et Algériens, vivent entremêlés, que les peintres français, — et il y en a une colonie à Tunis, — recrutent leurs modèles et trouvent de curieux intérieurs. Grâce à M. de Landelle, dont le pinceau a reproduit avec grand talent les plus beaux types de race arabe et les sites africains les mieux colorés par le soleil, j'ai pu visiter une des habitations qui se trouvent éparses dans les faubourgs. Inutile de la décrire avec détail, car l'Exposition a rendu familier à tout le monde l'intérieur d'une demeure tunisienne : étroite porte d'entrée ouverte sur un couloir sombre, et conduisant directement à un éblouissant *patio* au-dessus duquel semble tendu un lambeau de ciel bleu. Des colonnettes de

marbre blanc, d'origine carthaginoise ou romaine, supportant un étage que borde une légère véranda aux barreaux élégans et de couleur obscure. Au centre du patio ou de la cour mauresque, des arbustes en fleurs; sur les côtés, de modestes chambres blanchies à la chaux, et que meublent, sans ordre ni symétrie, des malles incrustées de clous cuivrés, des nattes, et l'indispensable tapis de prière aux arabesques éclatantes. Pas de fenêtres sur la rue, parfois, pourtant, de minces trouées dans la muraille; ce ne sont pas des meurtrières, mais des fentes par lesquelles la rafraîchissante brise de mer glisse l'été dans les maisons, et rend leur intérieur supportable, en dépit de la chaleur torride qui règne au dehors. Mais quelle différence entre ces maisons trop bien fermées et nos maisons de verre, où, sur la présentation d'une personne qui souvent elle-même a été présentée par un tiers, pénètre aussi bien un inconnu qu'un étranger débarqué d'hier? Si j'ai pu visiter l'une d'elles, y boire un café délicieux servi par des femmes non voilées, c'est, ainsi que je l'ai dit, grâce à M. de Landelle, qui parle l'arabe comme un muphti, à l'absence du maître du logis, et à la complicité d'un grand diable de nègre, polyglotte comme tous les moricauds de sa race; sinon à prix d'or, du moins à prix d'argent, il a su vaincre chez quelques femmes arabes des résistances le plus souvent insurmontables quand il s'agit d'un Européen.

Ce n'est pas dans un avenir prochain que l'ostracisme dont nous sommes ainsi frappés disparaîtra, si toutefois il disparaît jamais. L'Arabe musulman est profondément religieux, et, en dépit de nos rapports avec lui, ces rapports fussent-ils journaliers et empreints de cordialité, nous ne réussirons pas à détruire le levain du mépris que soulève en son cœur l'irréligion dont il nous croit tous grangrenés. L'Européen a fait trop souvent et sottement parade à ses yeux d'athéisme. Nous ne devrions jamais oublier que les musulmans sont des hommes d'une foi robuste. S'ils ont toujours respecté leur gouvernement, même quand ce gouvernement les a spoliés et maltraités, c'est parce que ce gouvernement était essentiellement théocratique. Il l'a été surtout à son origine, car les premiers sultans ou les premiers souverains n'ont jamais été, ainsi qu'en France, des « soldats heureux, » mais des prêtres qui avaient pris le titre de vicaires du Prophète. L'obéissance vouée au premier des califes s'est maintenue jusqu'aux califes du XIXe siècle. Que dit le Coran? « Soyez soumis à Dieu, au Prophète, et à celui d'entre vous qui exerce l'autorité suprême (IV, 62). » Avec de tels principes, le musulman n'obéira jamais qu'à contre-cœur à l'homme qu'il croit peu respectueux de Dieu ou d'Allah. Il ne nous a cédé et obéi que parce qu'il a été do-

miné par la force, une force brutale, la plus faible et la plus éphémère des puissances. Lorsque le colonel de Maussion signa avec l'émir Abdel-Kader le traité de La Tafna, il y eut au sujet de notre irréligion un colloque fort instructif, et qui fut recueilli par le docteur Warnier, présent à l'entrevue. Je le cite à l'appui de ce qui précède.

« *Le colonel de Maussion.* — Nous avons échangé de part et d'autre les prisonniers de guerre appartenant aux corps combattans. Je te réclame aujourd'hui les nègres et les négresses appartenant aux douars de nos auxiliaires et qui ne nous ont pas été remis.

« *L'émir.* — Les nègres sont des choses et non des personnes. C'est un butin de guerre comme les bateaux, les tentes, les armes, les vêtemens. Ils sont à celui qui les prend. De même que vous ne nous avez pas rendu les troupeaux capturés dans les razzias, de même je n'ai pas à vous rendre des nègres qui d'ailleurs ont pu être vendus et revendus cent fois depuis qu'ils ont été pris.

« *Le colonel.* — Tu m'opposes ta loi, mais je t'oppose notre religion qui ne nous permet pas d'assimiler un homme, parce qu'il est noir, à un animal.

« *L'émir.* — Mais est-ce que vous avez une religion? Est-ce que vous êtes chrétiens? Où sont vos marabouts? Où sont vos églises? Où et quand adressez-vous des prières à Dieu? Le Coran nous ordonne de considérer Sidna Aïssa, notre seigneur Jésus, comme un prophète, et l'*Indji*, l'Évangile, comme un livre révélé par Dieu; les peuples qui suivent les préceptes de l'Évangile sont nos frères. Est-ce qu'en pays musulman nous ne respectons pas la religion des juifs? N'ont-ils pas partout des synagogues? Mais vous, vous êtes des infidèles sans religion, des *koufar*.

« *Le colonel.* — Tu t'es trompé sur les apparences. Est-ce que nous n'avons pas soigné tes blessés sur les champs de bataille?

« *L'émir.* — C'est une preuve de charité et non un témoignage de religion. Pourquoi n'y a-t-il pas de prêtres à vos consulats? Pourquoi le prêtre n'est-il pas au milieu de vous? Je me serais levé à son approche, je serais allé lui embrasser la tête en lui demandant sa bénédiction. »

Peut-on espérer que la haine et le dédain dont je parlais plus haut disparaissent et se modifient un jour? J'en doute beaucoup. Il faudrait, pour qu'une telle transformation se produisît, brûler le Coran, effacer de la mémoire des imans qui en enseignent et expliquent les textes, ces paroles indignes du grand réformateur qui fut Mahomet : « Lorsque vous rencontrerez des infidèles, eh bien! tuez-les au point d'en faire un grand carnage, et serrez fort les entraves des captifs (chap. XLII, verset 4). » Et ceci : « Si quel-

qu'un vous opprime, opprimez-le comme il vous opprime (chap. II, verset 190). »

Ces deux citations suffisent, l'une pour montrer que la haine mortelle du chrétien est article de foi chez le mahométan; l'autre, que la doctrine du Christ dépasse en charité et de mille coudées les préceptes du prophète arabe.

IV. — LES SOUKS, LA VILLE ARABE.

Il est un quartier de la capitale de la régence où l'animation est grande, rappelant, mais à un degré moindre, l'aspect de la foule qui, à certaines heures du jour, envahit, à Marseille, l'incomparable Canebière. Je veux parler de cette place minuscule appelée la place de la Bourse, où l'on entre aussitôt après avoir franchi la porte de la Marine. C'est bien là que bat le cœur de la cité indigène, de Tunis la blanche, de Tunis la sainte. Il est bon d'ajouter que, si les vestons de la Canebière y sont avantageusement remplacés par l'ample burnous des Africains, vous retrouvez, sous le feutre écrasé des Sardes, des Siciliens et des Maltais, les traits énergiques, les gestes vifs et les yeux expressifs des races latines. Entre ces types bien caractéristiques se distinguent encore les juifs et les bijoutiers et marchands d'étoffes des Souks et de la rue Sidi-Margiani; ces derniers descendent directement des Maures d'Andalousie; indépendamment des traits physiques, on assure qu'ils ont gardé les défauts comme les qualités de ceux qu'ils avaient d'abord vaincus, et qui, par un fréquent retour des choses d'ici-bas, les vainquirent à leur tour.

C'est du haut de la Casbah qu'il faut regarder Tunis et ses environs. Le panorama merveilleux d'Alger venant à disparaître, ce serait là qu'on le retrouverait. Une avalanche de neige qui se serait brisée en mille blocs, et se serait déployée de vos pieds jusqu'aux bords d'un lac lumineux, telle vous apparaît la ville de Tunis lorsqu'un beau soleil inonde de lumière le versant du coteau sur lequel elle est bâtie. Çà et là émergent, ainsi que de fines aiguilles de glace, les flèches des minarets et les coupoles des mosquées Sidi-Mahrès et Olivier. Au loin apparaissent les hauteurs de l'Hammanlif, aussi nettement découpées dans le ciel que le sont, à Cannes, les massifs de l'Estérel par un clair crépuscule; puis la Méditerranée et son horizon bien tranché; les coteaux où jadis fut Carthage et où aujourd'hui s'élève la chapelle de saint Louis; la Goulette, dont les murs blancs et les toits rouges, massés sur les rives du lac, la font ressembler à ces groupes de flamans roses que l'on voit ici s'ébattre, le soir, au bord des étangs, et s'élever au matin dans le ciel, comme de grandes fleurs d'hibiscus pourpres et ailées.

C'est un jeune israélite à la mine éveillée, futée, intelligente, aux grands yeux noirs toujours agités, qui, captivant mes compagnons de voyage par son babil, nous conduisit de la Casbah aux Souks. Chemin faisant, il fut assailli par une nuée d'enfans arabes qui le traitèrent de fils de chien, de filou, tout en nous engageant à le chasser. Nous l'invitâmes à se disculper; mais il détourna la question, s'esquiva pour reparaître dès que la bande de polissons qui l'avaient houspillé ne fut plus là; dans les longues galeries voûtées du bazar, même aventure lui survint plusieurs fois; il fuyait toujours devant l'orage, mais pour nous montrer encore sa tête fine au coin d'une ruelle dès qu'il se croyait en sûreté. Est-ce que cette ténacité, n'ayant pour objet que le gain d'une bagatelle, ténacité que ne rebutaient ni les injures ni les mauvais traitemens, n'explique pas le succès des juifs là où d'autres échoueraient et où, par dignité, d'autres se lasseraient?

Les Souks n'ont plus de mystères ni de secrets : qui a vu l'installation des boutiques de Barbouchi à l'Esplanade des Invalides en connaît ce qu'il y a de plus luxueux. Ce qui manquait chez nous, c'était le jour mystérieux des voûtes tunisiennes, un ardent rayon de soleil s'y glissant par une fissure et rendant soudainement éblouissant un lambeau d'Andrinople ou un plateau de cuivre; puis le parfum des essences, l'odeur âcre des cuirs d'un jaune bouton d'or ou d'un rouge de sang; les aromes d'un café d'Orient, le cri guttural des âniers, l'appel des marchands et les injures qu'ils échangent, la plainte des aveugles; les femmes voilées de blanc faisant leur marché en compagnie d'Européennes, et jusqu'à la présence solennelle d'un chameau apportant au Souk sa charge de dattes et d'alfa. Ai-je besoin d'apprendre au lecteur que la plupart des objets mis en vente dans les boutiques de Tunis viennent du dehors? S'il avait encore des doutes, il serait facile de lui prouver que les voiles noirs des Touaregs et des femmes arabes viennent de Nîmes, les burnous de Lyon, les armes de Beyrouth, les brûle-parfums de Perse, les colliers en faux sequins, les narghilés et les pipes de Paris. Les tapis, par exception, sont bien du pays. Les selles de Tunis ont une grande renommée et ceux qui les fabriquent jouissent d'une considération que n'ont pas les autres corps d'ouvriers. Leurs magasins restent ouverts dans l'après-midi, même à l'heure de la sieste.

Les peintres qui désirent acheter de vieux tapis, de vieilles étoffes à bon marché, et souvent aussi des objets de valeur, von à dix heures du matin dans les bazars, au moment de la criée. J'avise ceux qui voudraient les imiter qu'ils auront à côté d'eux, comme à Paris du reste, des juifs, mais des juifs au turban noir, à la barbe longue, inculte, aux yeux chercheurs, et qui ne lui laisseront

prendre que ce qui ne leur conviendra pas. Si le *dallali* ou le crieur public vous voit d'un bon œil, peut-être vous facilitera-t-il, par une adjudication précipitée, l'objet désiré; mais cette faveur est bien aléatoire. Le bey de Tunis, qui n'est tourmenté ni par ses nerfs, ni par un ministre orgueilleux, ni par les factions socialistes, ni par la terreur qu'il a de ses voisins, assiste fréquemment, du haut de la fenêtre de l'un de ses palais ouvrant sur les Souks, aux ventes à la criée, et principalement à celles où figurent des bijoux ou des diamans. Un souverain auquel notre protectorat permet de tels passe-temps, de si innocentes distractions, n'est-il pas le plus heureux des souverains?

Le bey ne s'occupe pas toujours de futilités. Il se rend tous les samedis, dans un modeste équipage tiré par six belles mules, au palais du Bardo, où il rend la justice dans un local immense, ouvert à tout le monde et à tous les vents. Assis sur un trône quelque peu défraîchi, le bey écoute avec bienveillance tout un monde de plaideurs, de témoins et d'accusés. Quand ceux-ci en nage et épuisés se taisent, le juge souverain dit un mot, fait un geste; cela veut dire que l'affaire est entendue et le jugement rendu. Si c'est un assassin que l'on amène devant le bey, le samedi à midi, le coupable, une heure après, est sûr d'être pendu. Aussi rien n'égale la sécurité dont les Européens jouissent en Tunisie. J'en sais qui l'ont parcourue à toutes les heures du jour et de la nuit, sans aucune crainte d'agression. Il en est de même dans les plus mauvaises ruelles de la capitale : les étrangers ivres y sont seuls à craindre.

Autour des bazars, il est des ruelles tortueuses, obscures, moins accidentées et plus sûres à divers titres que celles qui descendent de la Casbah d'Alger vers la mer; comme les rues d'Alger, elles suivent la même direction pour aboutir, soit à la place du Marché, soit à celle de la Bourse. Toujours autour des bazars s'élèvent les maisons des Tunisiens riches. Ainsi que l'habitation arabe que j'ai décrite, elles n'ont d'autre ouverture sur la rue qu'une porte basse dont le cintre est souvent supporté par deux fines colonnes de marbre dérobées aux ruines de Carthage ou à celles des villes romaines. On remarque aussi, sur les murs extérieurs de ces habitations, de nombreuses pierres avec des inscriptions latines qui, parfois, rappellent la touchante épitaphe du jeune saltimbanque qui dansa, plut et mourut à l'âge de douze ans, à Antibes (1). Ces palais des riches Tunisiens sont fermés, comme les plus pauvres

(1) DM.
PVERI SEPTENTRIONIS ANNOR...
XII QVI ANTIPOLI THEATRO BIDVO
SALTAVIT ET PLACVIT

maisons arabes, aux regards des indiscrets et des amoureux. M. Ludovic de Campan, reçu par le petit-fils du khasnadar, autrefois vizir des beys, a pu nous en donner une intéressante description. « L'antichambre où se tiennent debout les domestiques, écrit-il, donne accès dans une cour où prennent jour les salons et les chambres. La cour est carrée, elle est pavée en marbre. Les murailles sont recouvertes jusqu'à la corniche de carreaux vernissés, ornés de dessins anciens. Sur les côtés, de belles colonnes en marbre blanc supportent des arcades mauresques, gracieuses et légères. A une extrémité, une fontaine encadrée de pierres en mosaïque. A droite, l'appartement des femmes; en face, le logement du chef de famille, composé d'une grande salle allongée, étroite, dont les murs sont chargés d'arabesques fines et dentelées, et dont le plafond est formé par des solives apparentes peintes à l'arabe. L'ameublement est simple : quelques divans, des tapis anciens, de petites glaces qui ornent le tour de la pièce, plusieurs pendules à sujets différens, mais toujours arrêtées. Les pièces sont fraîches, grâce au mode de construction, au petit nombre d'ouvertures, à l'épaisseur des murailles, et, malgré les chaleurs de l'été, malgré le siroco, la température est toujours agréable (1). »

M. de Campan ne parle pas du harem de ce grand seigneur; il en a un pourtant; S. A. le bey Ali, quoique né en 1817, a le sien au Bardo. C'est à la fois un luxe princier et une sinécure pour tout le personnel. Il en existe beaucoup d'autres, mais d'un genre plus européen. Pour qu'un étranger puisse y pénétrer, car ils sont publics pour les indigènes seulement, il faut l'intervention de la police. J'avoue que je n'ai pas songé à la réclamer. Les hommes, m'a-t-on dit, y fument du hachich jusqu'à en perdre la raison; les femmes, très jeunes et jolies, y chantent, y dansent, avec le même abandon qu'elles montraient à Paris lors de l'exposition. Beaucoup de Françaises apprendront avec surprise et confusion, que les musulmans qui se respectent n'entrent jamais dans ces harems publics, qu'ils appellent des « mauvais lieux. » On n'y voit, d'ailleurs, que ces torses couverts d'une gaze légère devant lesquels chacun s'est empressé d'aller s'asseoir au Champ de Mars, et qu'agitait une monotone et fatigante danse de Saint-Guy.

V. — TYPES DE LA POPULATION. LES JUIFS DE LA RÉGENCE.

Je ne sais si les Italiens fixés dans la régence de Tunis, — une vingtaine de mille, — ont pris leur parti de voir avec résignation

(1) *La Tunisie française.*

les quinze mille colons français qui s'y trouvent. Toujours est-il que, depuis longtemps, il n'y a plus de rixes sanglantes entre eux et nos soldats. Le calme, un calme heureux, s'est fait des deux côtés, et l'ordre du jour du général Boulanger enjoignant aux militaires de faire usage de leurs armes s'ils étaient insultés, n'aurait plus aucune raison d'être édicté. La Sicile, depuis des siècles, a vu nombre de ses enfans émigrer en Tunisie; aussi y sont-ils en majorité. Presque tous sont cultivateurs, ouvriers et fermiers. Fiers, comme l'ont toujours été ceux de leur race, ils s'accommodent assez mal de notre présence, ce qui ne les empêche pas de vivre gaîment, presque insoucians de l'avenir, se plaisant durant les soirs d'été, à racler les cordes d'une guitare tout en fredonnant des *canzonette*. S'ils réussissent à gagner un léger pécule, ils quittent la Tunisie, franchissent la courte distance qui les sépare du sol natal, puis, achetant un coteau rocailleux qu'ils plantent de vignes, ils y récoltent ces vins ensoleillés chantés par les poètes de tous les temps.

La haute société italienne, très patriote, composée d'industriels, de viticulteurs, d'avocats, de banquiers juifs originaires de Livourne et de négocians très honorables, se tient vis-à-vis de nous sur une réserve jalouse. On ne peut lui demander d'être plus sociable, si tel n'est pas son désir. Elle boude, comme un amoureux boude le rival qui lui a ravi une belle fiancée. La Tunisie, avec son ciel bleu, son sol, au printemps, tout émaillé de fleurs, ses golfes profonds et son diadème de vaporeuses montagnes, est cette fiancée perdue. L'Italie devrait pourtant savoir qui a précipité la régence dans nos bras, qui nous a invités à sauver d'une ruine complète un bey chancelant, un peuple tombé au dernier degré d'effacement. M. de Bismarck tenait en main une pomme de discorde pouvant désunir l'Italie et la France, et il s'est empressé de l'offrir à celle des deux nations qu'il aimait le moins, si toutefois un homme comme lui peut aimer un autre pays que le sien. J'aurais dû dire à la nation qu'il détestait le plus. Pour ne pas déplaire aux Italiens, nous avons refusé de nous annexer la Tunisie, nous contentant d'un simple protectorat. On sait comment nous en avons été récompensés. Pour perpétuer l'influence que Rome prétend entretenir à notre détriment en Tunisie, Rome dépense annuellement plus d'un million de francs en subventions. Subventionnée est la Compagnie italienne de navigation Florio-Rubattino, subventionné le chemin de fer de La Goulette à Tunis; de même pour une dizaine d'écoles ouvertes dans la capitale, à La Goulette, à Sousse, à Monastir et à Sfax; subventionnés le collège italien, l'infirmerie italienne, la chambre de commerce italienne

et un organe italien, *l'Unione,* lequel, l'on s'en doute bien, ne prêche que la désunion. *L'Unione* et les subventions n'empêcheront pas que, sur 4,060 hectares plantés de vignes en Tunisie, les Italiens n'en possèdent que 386 seulement, contre 3,675 hectares appartenant à des Français. Le commerce italien est soutenu à Tunis par deux maisons de banque israélites, originaires de Livourne, car c'est de cette ville que sortent une grande partie des commerçans établis en Tunisie. Mieux avisés que nos banquiers français, qui ont patronné l'ouverture de canaux aboutissant non à la mer, mais à la ruine des épargnes, les capitaux italiens n'ont pas craint de soutenir de riches pêcheries comme celles de Monastir et de Sidi-Daoud et deux pêcheries de thons sur la côte du cap Bon. J'ai vu et entendu des Tunisiens honorables qui m'ont dit avoir cherché à Paris et à Nantes des fonds pour l'exploitation de ces parages poissonneux et n'avoir rencontré que bourses fermées et capitalistes peureux. N'importe! les maladresses de nos banquiers, les subventions multiples du trésor italien n'arrêteront pas « la marée montante de l'influence française (1). »

Le Maltais, que chassent hors de chez lui l'aridité de son île et l'arrogance de ceux qui y dominent, vient aussi depuis nombre d'années en Tunisie, où il est sûr, comme le Mahonais d'Alger, de gagner facilement sa vie en faisant de la culture maraîchère. D'autres, préférant une existence plus active, se font marchands de bestiaux, ou bien encore, propriétaires d'une charrette à deux bras, ils parcourent la régence en qualité de voituriers. Dans un pays dépourvu de belles routes, où les lits desséchés des rivières se transforment soudainement en torrens terribles, ces pauvres gens deviennent à la longue d'habiles conducteurs. Lorsque leur épiderme a été bien desséché par le soleil, lorsqu'ils sont faits à toutes les privations et à toutes les intempéries, ils font leur rentrée à Tunis, avec l'ambition, souvent réalisée, d'y devenir le cocher d'un personnage quelconque. Les Maltais, au nombre de dix mille, sont des gens sobres et pieux; ils nous aiment autant qu'on aime l'étranger qui partage votre croyance et qui a reçu mission de vous protéger. Leurs enfans, grâce à la sollicitude du cardinal Lavigerie, ont désormais des écoles gratuites où les frères de la doctrine chrétienne les instruisent. S'ils ont des vieillards infirmes, on les reçoit dans un hôpital bien aéré que M. Cambon, l'ex-résident général de France en Tunisie, a obtenu gracieusement du bey. En admettant qu'il y ait un jour dans la régence un soulèvement contre nous, l'esprit religieux des Maltais les empêcherait peut-être de s'unir

(1) Voir, dans *le Temps,* les *Lettres sur la Tunisie,* par M. Paul Bourde.

complètement aux indigènes pour nous nuire; mais ils n'en sont pas moins plus Tunisiens que les Tunisiens eux-mêmes.

Près du tiers de la population, à Tunis, est composé d'israélites. Ainsi qu'à Alger et à Oran, ils forment un groupe considérable comme action. Entre leurs mains se trouvent les banques, les changes, le courtage, l'usure et jusqu'à la spécialité de la vente des antiquités « modernes. » Ils ont la force, car ils ont les capitaux qui leur assurent le haut commerce ; ils pénètrent partout, ayant le don des langues; ils ont le monopole des métiers lucratifs, car ils achètent ces monopoles à beaux deniers comptans, et ce qu'il y a de terrible en eux, c'est que leur âpreté au gain, leur activité, ne s'éteignent qu'à la mort. Les israélites ne nous sont pas hostiles au point de vue de notre domination, et ils se prêtent assez volontiers, — toujours contre finance, — à servir d'intermédiaires entre nous et les Arabes. Aujourd'hui, c'est le colon français qui les hait plus que les musulmans ne les détestent, et cela tient à ce qu'ils occupent des postes et jouissent d'un bien-être que lui, pauvre émigrant sans sou ni maille, ne peut obtenir; c'est

Le pelé, le galeux, d'où lui vient tout le mal...

Le colon ne sait pas toujours que les fils d'Israël ont sur lui l'avantage d'être chez eux dans la régence, qu'ils y sont presque tous nés et que, depuis une époque qui remonterait aux Pharaons, leurs ancêtres y sont venus. Il n'y a qu'à voir, pour s'en douter, avec quelle superbe, quel luxe de chaînes d'or et de breloques, d'étoffes riches et soyeuses, les familles juives se promènent, le samedi, leur jour férié, sur les allées ensoleillées de la Marine. On voit que là elles sont bien chez elles. Des femmes de tous les âges, aux petits bonnets et aux jambières dorées, aux vestons de satin soutaché, aux fins caleçons d'où débordent des formes sinon appétissantes, du moins rebondies, y font briller des coraux, des perles, des diamans à éblouir un aveugle. Quel contraste avec les Maltaises, les Siciliennes et nos petites Françaises, simplement habillées de percale et ne portant au poignet qu'un porte-bonheur de nickel!

M. D. Cazès, chargé par l'Alliance israélite d'une mission de confiance en Tunisie, a publié une histoire érudite sur l'entrée des Juifs dans la régence depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours (1). Sans remonter comme lui jusqu'aux Pha-

(1) Chez Armand Dorlacher. Paris, 1889.

raons, il est à peu près certain que dès la fin du XIe siècle de notre ère, les Juifs occupaient à Carthage une situation brillante. Loin d'être bannis et pourchassés comme ils le furent tout à la fois, ce sont eux qui persécutèrent les premiers chrétiens débarquant en Afrique. Les pères de l'Église les accusent d'être cause des martyres de saint Cyprien et de sainte Perpétue, exécutés à Carthage. Tertullien a dit à leur sujet : *Seminarium est infamiæ nostræ.* On sait que l'Évangile, en se propageant, changea les rôles, et l'Europe, devenue chrétienne, s'acharna contre les fils d'Israël. A la suite de la destruction du temple de Jérusalem, Titus en avait fait transporter plusieurs milliers dans la province péninsulaire d'Afrique. Ces exilés reprirent l'existence pastorale, nomade, de leurs ancêtres. Il en reste encore, paraît-il, des descendans aux alentours de Gabès, sur la frontière algérienne et dans les montagnes de la Kroumirie. Un certain nombre d'israélites vint encore en Tunisie à la suite des armées victorieuses des mahométans; les vainqueurs, après avoir chassé les Grecs qui y avaient été amenés par Bélisaire, fondèrent Kairouan et permirent aux juifs de s'y établir. M. Cazès explique ainsi le motif de l'entente qui existait entre les deux peuples, depuis si divisés : « Les israélites voyaient sans doute dans les sectateurs de Mahomet des amis, venus comme eux de l'Orient, parlant une langue presque identique à la leur, proclamant comme eux l'idée d'un dieu unique, dont les temples, dépourvus d'images et de symboles, contrastaient singulièrement avec les églises des anciens maîtres du pays. Il n'est donc pas étonnant qu'un grand nombre d'entre eux se soient attachés aux nouveaux arrivans. » Cela ne dura guère. Les juifs furent chassés de la ville sainte, et, dès lors, ils n'eurent pas de plus implacables ennemis que les descendans de leurs premiers protecteurs. Ce qu'il y a vraiment d'étrange, c'est qu'aujourd'hui, comme autrefois, les Arabes, dès qu'ils ont des ventes et des achats importans à faire, ne peuvent éviter d'avoir recours à ceux qu'ils exècrent et méprisent. Ils n'éprouvent aucun scrupule à piller ceux avec lesquels ils ont traité. N'est-ce pas à peu près ce qui se passe en ce moment dans les localités antisémitiques d'Europe? Au beau temps de la piraterie, les beys, leurs ministres, les gros pachas et les hauts fonctionnaires n'agissaient pas d'autre façon. Quelle a donc été l'origine de tant d'injustices? C'est parce que les israélites étaient chargés par ces mêmes personnages des emplois les plus lucratifs, perception des impôts, gestion des finances et administration des revenus. Ils avaient, en outre, entre leurs mains tous les monopoles et toutes les fournitures de l'État, dit M. Cazès : « C'est ainsi que, depuis un temps immémorial, le receveur général de la régence

a été un israélite. Le gouvernement vendait volontiers aux juifs ses impôts, ses douanes, le droit exclusif de pêche dans les divers lacs du pays, ses fermages de poids publics, de tannerie, d'extraction de cire, de vente de sel, de fabrication de divers objets. Toutes les fois qu'un monopole était créé dans la régence, un juif en devenait adjudicataire. »

Les israélites de Tunisie comme ceux d'Algérie avaient encore une spécialité dont il serait difficile de les louer; ils avaient le privilège de se rendre acquéreurs des prises que les pirates apportaient dans les ports barbaresques; ces prises en leur pouvoir, ils les envoyaient à Livourne où ils les faisaient vendre. Ce sont ces transactions avec le dehors qui leur donnèrent l'ingénieuse idée des lettres de change.

Les privilèges accordés à une race étrangère, non musulmane, devaient fatalement lui susciter la légitime jalousie de ceux que cette race exploitait. Ne semble-t-il pas que la question sémitique d'alors ne diffère guère de ce qu'elle est de nos jours et non-seulement en Afrique, mais encore en Europe?

Les indigènes de la régence saisissaient toutes les occasions pour se venger des juifs. Ceux-ci, poussés à bout, abreuvés d'outrages, faillirent un jour se révolter, et voici dans quelle curieuse circonstance. Un capitaine italien, capitaine au long cours, fut surpris en conversation criminelle avec une femme musulmane; ceci était déjà grave; mais, ce qui l'était davantage, c'est que la conversation s'était tenue dans la maison d'un fils d'Israël, lequel, bien entendu, n'avait pas prêté son logis sans rétribution. La foule, indignée, se saisit des trois coupables; elle les conduisit jusqu'aux pieds du trône du bey Hamouda, lequel, d'après la formule orientale, les fit exécuter sans délai. Le capitaine, par faveur spéciale, eut la tête tranchée; la musulmane fut pendue, et le juif brûlé vif. Cette graduation dans les peines explique toute une époque. L'effervescence des colonies juives et chrétiennes fut grande, et les consuls eurent fort à faire pour l'apaiser. A partir du jour où leur coreligionnaire monta sur le bûcher, les juifs de la régence saisirent toutes les occasions de se soustraire à l'autorité d'un gouvernement aussi cruel qu'arbitraire, et, autant qu'ils le purent, ils se placèrent sous la protection des représentans des puissances d'Europe. Puis ils devinrent plus accapareurs, plus rapaces que par le passé, cachant sous des haillons sordides leur fortune et leur or afin de ne pas être trop rançonnés, comme aussi pour pouvoir obéir aux demandes d'argent qui leur étaient faites par les beys et leurs ministres.

Au Maroc, les israélites, confinés dans un *ghetto* comme au moyen âge, ont encore gardé l'habitude de cacher leur aisance sous une

apparence de misère. Pierre Loti, dans le récent voyage qu'il vient de faire dans cet empire, raconte ainsi son entrevue avec un archi-millionnaire : « Voici notre ami d'hier qui vient à notre rencontre, averti sans doute par la rumeur de la foule saluant notre arrivée. Il a toujours sa jolie figure douce, mais vraiment, pour un millionnaire, il est bien mal mis : une robe fanée, unie, incolore, quelconque. C'est l'usage, paraît-il, pour ces juifs riches, d'affecter dans la rue ces airs simples. La porte de sa maison est bien modeste aussi, toute petite, toute basse, au bord d'un ruisseau plein d'ordure... Mais, au dedans, nous nous arrêtons saisis devant un luxe étrange, devant un groupe de femmes couvertes d'or et de pierreries, qui nous accueillent souriantes au milieu d'un décor des *Mille et une Nuits.* »

J'ai dit qu'en Tunisie les familles israélites ne craignaient plus depuis notre protectorat d'exhiber de riches vêtemens. Au temps déjà loin où elles étaient ainsi persécutées, elles laissèrent de côté, comme peu lucratifs en les exposant trop souvent à travailler sans salaire, les métiers manuels dans lesquels elles excellent et surtout dans celui d'orfèvre. Les hommes s'adonnèrent plus spécialement aux opérations de banque, aux ventes en gros et aux achats à bon marché; les femmes, pour ajouter encore aux richesses de leurs maisons, filèrent et tissèrent chez elles le lin, la laine et la soie.

Ce ne fut qu'en 1823, et grâce à l'énergie d'un consul anglais, que les juifs étrangers à la régence obtinrent l'autorisation de porter tels habits et telle coiffure que bon leur semblait. Quant aux juifs indigènes, ils n'obtinrent la permission d'échanger leur bonnet noir contre un bonnet blanc que longtemps après 1823 et en achetant cette singulière faveur par de grosses sommes. Leur sort s'améliora en 1855, à l'avènement de Mohammed-Bey, qui les fit entrer dans le droit commun. Il n'y eut plus, dès lors, de différence fiscale entre eux et leurs concitoyens musulmans.

Malgré ces réformes, la vie et la fortune des fils d'Israël dépendaient d'un caprice du bey, et c'est à notre consul général de France, M. Léon Roches, qu'en 1855 ils durent la charte qui reconnaissait l'égalité absolue de tous les Tunisiens, sans distinction de religion, et l'exercice libre et sans entrave de tous les cultes en Tunisie. Voici à quel propos : un juif, né à Tunis, fut condamné à mort par le tribunal du cadi pour avoir proféré quelques paroles outrageantes contre la religion musulmane. Les chrétiens, qui se sont toujours joints aux israélites toutes les fois qu'une injustice se commettait, firent tout ce qu'il était humainement possible pour sauver le blasphémateur. En même

temps que des femmes en pleurs allaient implorer la clémence du bey, des sommes énormes lui étaient versées par leurs communautés pour racheter la vie du condamné. Le bey feignit l'attendrissement, mais il donna secrètement l'ordre d'exécution, lequel fut obéi aussitôt.

Sur les conseils de M. Léon Roches, chrétiens et juifs envoyèrent trois délégués en France, chargés de formuler leurs plaintes et d'exposer au gouvernement de Napoléon III combien leur situation était précaire. On les écouta : peu de temps après, lorsque l'exécution du juif blasphémateur paraissait oubliée, une escadre française se présenta dans les eaux de Tunis imposant au bey atterré la charte égalitaire dont j'ai parlé. Son application fut de courte durée : en 1864, à la suite d'un soulèvement qui faillit coûter le trône et la vie à celui qui l'avait octroyée, la charte fut rapportée. Les consuls-généraux de France n'en ont pas moins continué à protéger les juifs : il n'y a plus d'actes arbitraires commis à leur égard. Leur sécurité, aussi bien au point de vue de leurs biens que de leurs existences, devint complète lorsque, le 12 mai 1881, la Tunisie fut placée sous le protectorat de la France. Beaucoup d'entre eux, sans abandonner les grosses opérations, ont repris les métiers de leurs ancêtres, mais la main n'y est plus, sauf lorsqu'il s'agit de laver les *boukafa*, pièces d'or du pays, opération qui consiste à en enlever quelques milligrammes à l'aide d'une dissolution d'acide; ils fabriquent aussi quelques bijoux d'un goût douteux en or et en argent. Quant à l'agriculture, ils l'ont eue toujours et partout en horreur, absolument comme les Célestes qui n'en font plus dans beaucoup de colonies, dès qu'ils ont perdu de vue les rizières de leur terre natale.

Pourquoi suis-je contraint d'ajouter que les colons français aussi bien que les autres immigrans persistent à se dire sacrifiés aux israélites, aux manieurs d'argent, prêteurs sur gage, agioteurs sur la piastre, fermiers d'impôt et laveurs d'or et d'argent? Aujourd'hui que les motifs qui rendirent les juifs rapaces et les obligèrent à se montrer sous des haillons ont disparu, ne serait-il pas avisé et sage de leur part de montrer moins d'âpreté au gain et de laisser aux nouveaux arrivans quelque chance de lucre? Jusqu'à ce qu'un pareil désintéressement se produise, je conseillerai aux Français pauvres qui voudraient s'établir en Tunisie de se garder d'y songer; ils y récolteraient sûrement la misère, faute de places à occuper. Avec un petit capital, des bras solides, un vif désir de travailler, le résultat serait tout autre. Les terres étant à bon marché, une belle aisance leur serait assurée.

A côté du Sicilien frondeur, du Maltais laborieux, du juif thé-

saurisant, vit le Tunisien pauvre ou le *meskin*, dont la condition est assez semblable à celle du fellah d'Égypte ou des lazzaroni de Sicile. Tour à tour manœuvre, marmiton ou portefaix, il bénit Allah si, l'hiver, il peut porter un grossier burnous qui le préserve du froid, et l'été une loque qui le tienne au frais. D'une frugalité sans égale chez aucun peuple, il n'en observe pas moins les prescriptions du Rhamadan, c'est-à-dire, que durant le carême musulman, il s'abstient de nourriture, même d'une cigarette, tant que le soleil brille à l'horizon. Ce n'est qu'à l'entrée de la nuit qu'il mange une galette d'orge cuite sous la cendre, et, avant l'aube, un peu de couscouss. S'il parvient à réunir quelques piastres, il se régale de viande les jours fériés, viande de mouton, qu'il arrose d'un verre d'huile d'olive ; tout à fait riche, il achète un turban, des *boleros* ou pantoufles, un *saindouk*, sorte de malle qui ne contient rien généralement, mais que ferme un énorme cadenas. Possesseur de ces luxueux objets, il devient pour les siens un personnage.

En dehors de cette population pauvre, l'indigénat fournit comme ailleurs son contingent d'industriels composé de tisserands, de tanneurs, de teinturiers et des fabricans d'huile. Ceux-ci sont nombreux, car l'olivier est abondant, et, pour diriger une huilerie, un peu de pratique est nécessaire. C'est affaire considérable pour un pauvre indigène que la possession d'un moulin ! Et comme ceux qui en possèdent un sont fiers, heureux de vous le montrer ! Rien de plus modeste pourtant : quatre murailles en pierres sèches recouvertes d'une toiture grossière, et le pressoir de forme antique. Aux environs de la capitale, des Européens ont déjà installé des huileries à vapeur, et quelques propriétaires indigènes n'ont pas hésité à y envoyer leurs olives. La concurrence européenne ruinera un grand nombre de pauvres gens qui n'avaient que leur moulin pour vivre.

Les teinturiers tunisiens sont renommés dans le monde musulman par la belle couleur sanguine qu'ils savent donner aux *chechias*, ou calottes coniques des Tunisiens. Les eaux de Zaghouan contribuent beaucoup, m'a-t-on dit, à leur valoir la grande renommée dont elles jouissent. A Sfax, les ouvriers ne font que des bleus en employant l'indigo pour leurs cotonnades. Comme ces artisans sont nombreux, qu'ils se contentent d'un salaire modique, ils ne perdront pas de sitôt leur gagne-pain.

Les tanneurs sont encore plus nombreux que les fabricans d'étoffe de couleur. Ils n'ont que l'embarras du choix pour exercer leur industrie, car le pays leur fournit des peaux de bœuf, de vache,

de veau, d'âne, de mulet et de chameau. Ils trouvent un tan excellent dans les écorces du pin d'Alep et du grenadier. Par une de ces anomalies que j'ai vues se reproduire sous bien des latitudes, les Tunisiens dédaignent leurs belles babouches jaunes ou rouges pour leur préférer les pantoufles européennes de pacotille. En Chine, ce n'est pas la porcelaine de ce pays que j'ai vue figurer sur les tables anglaises et françaises, mais bien la porcelaine de Limoges ou de Minton. Un autre groupe intéressant est celui des tisserands. On tisse partout en Tunisie, aussi bien dans la capitale de la régence que sous la tente du nomade et le gourbi en branchages de l'agriculteur. Eux aussi sont menacés par la concurrence que leur font les fabriques européennes de lainage. On vante les tapis de Kairouan et la solidité des burnous tunisiens, mais ceux-ci n'ont pas la souplesse des burnous tissés en Europe, pas plus que ceux-là n'ont la légèreté des dessins des tapis d'Orient. Nous avons éprouvé un véritable désenchantement, lorsqu'à Kairouan les Arabes ont déroulé devant nous leurs tapis si vantés. Il n'en fut pas de même des couvertures à fond blanc, bariolées de raies multicolores, d'une belle grandeur et d'un prix fabuleusement bon marché. Inutile, d'ailleurs, d'aller jusque dans ce pays perdu pour en trouver d'équivalentes.

Les tribus nomades sont peu nombreuses en Tunisie, et il est difficile de dire le chiffre des individus qui les composent. Leurs pérégrinations, du reste, ont quelque chose de la régularité des saisons; la chaleur du sud devient-elle, faute de nourriture, intolérable pour leur bétail, elles prennent la direction du nord, sauf à revenir au sud dès que la température le leur permet. Les tribus nomades trouvent-elles dans le voisinage d'une source, ou d'un puits, un terrain qui leur convienne, elles s'y installent, l'ensemencent d'orge ou de blé, puis y séjournent jusqu'au jour de la récolte. Comme il serait difficile d'en transporter les pailles, on coupe l'épi tout en haut de la tige; de cette façon, les troupeaux ou les caravanes y trouvent à leur passage un fourrage tout préparé. Lorsque des tribus nomades font paître leur troupeau dans les étendues sans culture où, dès le commencement d'avril jusqu'à la fin de mai, la terre est rayonnante de fleurs, ces pasteurs paient comme redevance aux propriétaires des prairies un mouton par cent moutons paissans.

Entre Tunis et l'Enfida, dans l'un de ces pâturages où l'œil cherche vainement l'ombre d'un arbuste, nous rencontrâmes le campement d'une tribu nomade. Les tentes, plus basses que celles des nomades d'Égypte, mais identiques quant à la forme et à l'installation, étaient vides de leurs habitans; des chiens au museau

pointu, au poil blanc, long, hérissé, mais ayant du chacal dans l'allure et ses yeux fuyans, en gardaient l'entrée. Les hommes, assez loin de nous, faisaient paître leurs ânes et leurs chameaux, tandis que les femmes lavaient des nippes aux eaux du puits où nos chevaux s'abreuvaient. Elles firent, tout d'abord, mine de s'éloigner, puis elles continuèrent leur travail. L'une d'elles était intéressante à regarder, nous rappelant par sa noire chevelure, la petitesse des mains et la façon dont un lambeau d'étoffe écarlate ceignait sa robe bleue, la Judith d'Horace Vernet. Lorsque nous eûmes donné quelque monnaie aux marmots déguenillés qui l'entouraient, elle s'apprivoisa au point de nous laisser examiner de près les colliers formés de verroterie, de monnaie d'argent et de coquillages qui pendaient à son cou. En Algérie, surtout en Kabylie, les hommes de la tribu à laquelle cette femme eût appartenu n'eussent pas manqué d'accourir. Nomade ou non, partout en Tunisie, l'indigène ne montre à l'étranger ni haine ni dédain. Cela repose de la façon dont vous êtes traité et regardé dans d'autres pays musulmans.

Je me suis enquis où il serait possible de voir à l'œuvre les descendans des artistes qui fabriquaient autrefois les belles faïences émaillées dont on trouve de si fins spécimens dans les résidences beylicales et les mosquées. J'eusse voulu voir aussi buriner dans un plâtre d'une blancheur d'albâtre, ces délicieuses arabesques qui décorent les plafonds des palais et dont la mosquée du Barbier, à Kairouan, possède les plus beaux modèles. Hélas! il n'y a plus d'artistes en arabesques, et les ouvriers faïenciers émailleurs disparaissent peu à peu devant les bas prix de produits similaires, mais communs, provenant d'Italie. Un jour, peut-être, lorsque la Tunisie sera devenue plus française qu'elle ne l'est à présent, il se trouvera un voyageur, artiste intelligent, désireux de faire revivre deux arts d'un charme indéniable. L'irisation de certains plats obtenue déjà par un patient chercheur, M. Clément Massier, du golfe Juan, fait espérer que la résurrection de l'un d'eux est possible et probable.

EDMOND PLAUCHUT.

TROIS POÈTES FLAMANDS

I.

Nous nous souvenons d'avoir lu, dans une encyclopédie publiée en France il y a quelque trente ans, cette phrase dédaigneuse : « Quand les Pays-Bas existent, ils prétendent avoir une littérature moitié en flamand, moitié en hollandais. »

Il y a, certes, aujourd'hui en France deux ou trois douzaines d'érudits qui se font une idée un peu plus juste et plus complète de la littérature *néerlandaise*, pour l'appeler du nom qu'on lui donne actuellement. La phrase citée n'en résume pas moins admirablement les connaissances et le jugement du public. Nous ne songeons guère, du reste, à nous en étonner, encore moins à nous en indigner. Il faut bien que les petits pays paient d'une façon ou d'une autre la rançon de la vie douce et calme dont on y jouit.

Dans le cas des Pays-Bas, l'ignorance et l'indifférence de l'étranger à l'égard de la façon dont on y pense, dont on y sent et dont on y écrit, est doublement explicable. Placés au confluent de trois grandes civilisations, la leur les a reflétées tour à tour pour ce qui concerne les grandes idées et les sentimens généraux. On ne se donne pas la peine d'apprendre une langue aussi difficile que peu répandue pour retrouver, sous une forme affaiblie, ce qu'on connaissait déjà. Quant aux productions vraiment originales de la littérature hollando-flamande, elles ont un caractère si local, si intime, qu'il serait assez difficile à un Parisien ou à un Berlinois, par exemple, de s'y intéresser.

Au moyen âge, toute la vie littéraire de ce coin du nord-ouest

de l'Europe qu'on appelait alors le *pays d'aval*, se concentrait dans la partie méridionale, qui forme aujourd'hui le royaume de Belgique. On y parlait une langue formée de la fusion de différens dialectes bas-allemands et connue alors sous le nom de *thiois* (*dietsch*, de *diet* ou *deut*, qui signifie *peuple*), c'est-à-dire langue populaire ou vulgaire. Cependant, lorsqu'au XIIe siècle un certain mouvement littéraire se produisit, ce fut en latin, dans l'église et le cloître, en français dans les cours et les châteaux. Les comtes de Flandre, vassaux des rois de France, avaient leur hôtel à Paris, où ils passaient une partie de l'année, et, à leur exemple, les nobles flamands et brabançons, qui avaient combattu en terre sainte aux côtés des croisés de France et de Normandie, ne parlaient guère entre eux que le français. C'est dans la langue des trouvères que Baudouin IX de Flandre et Henri III de Brabant, qui furent, en ce pays, les plus anciens poètes lyriques de la féodalité, composèrent leurs ballades et leurs chansons. Sibylle d'Anjou et Élisabeth de Vermandois eurent des cours d'amour aussi brillantes que celles de Toulouse et de Troyes. Chrétien de Troyes, le poète de Philippe-Auguste, fut aussi celui du comte Philippe d'Alsace et composa en Flandre quelques-uns de ses poèmes les plus célèbres. La grande bourgeoisie, à l'exemple de la noblesse, tirait vanité de parler la langue d'oil et se plaisait à la lecture des chansons de geste et des romans de chevalerie, nés sur les bords de la Seine et de la Loire.

Bientôt, cependant, le goût de la lecture se répandant et gagnant les couches inférieures de la bourgeoisie, on traduisit dans la langue du pays poèmes et fabliaux. Les prouesses de Charlemagne et de Roland, les amours de Lancelot et de Gauvain sont mis alors en vers thiois, souvent avec beaucoup d'habileté et de bonheur. Puis on ne se contente plus de traduire seulement, on imite, on adapte, comme on dit aujourd'hui. C'est ainsi que, vers 1250, la Flandre vit s'acclimater sur son sol pour y devenir plus populaire et y vivre plus longtemps que sur sa terre natale, le *Roman de Renard*, imité du français de Pierre de Saint-Cloud par un physicien ou médecin de Gand, maître Willem. Cette satire de la société féodale, mordante sous son apparence de bonhomie, fut pendant deux siècles la lecture favorite de la bourgeoisie des grandes communes.

A la fin du XIIIe siècle, l'esprit prosaïque et positif des Flamands se fatigua de la poésie guerrière et amoureuse de la Table-Ronde, et l'on vit naître la poésie didactique. Jacques Van Maerlandt traduit parfois en les abrégeant, parfois en les complétant, de volumineuses compilations latines sur la morale, les sciences naturelles, l'hygiène, la politique, l'histoire sacrée et profane. Toute une école marche

sur ses traces, et l'on vulgarise l'encyclopédie du temps en vers secs et plats.

Les productions les plus vraiment originales du moyen âge flamand, ce sont quelques ballades populaires qui offrent une grande analogie avec les vieilles ballades allemandes ; ce sont surtout des cantiques et des noëls d'un sentiment naïf et poétique, dont quelques-uns font songer aux tableaux des premiers gothiques.

Au sortir de l'anarchie féodale et communale, deux tentatives furent faites pour réunir les dix-sept provinces des Pays-Bas en un état constitué, de manière à former une entité politique et administrative. La première, catholique, monarchique et latine, eut son point de départ et d'appui dans le Midi. Ce fut celle des ducs de Bourgogne.

Elle eut pour résultats l'invasion des mœurs, des modes, et du goût français. Dès lors commença, dans la partie du pays qui recevait plus directement l'influence de la cour, un étrange dualisme de langage et par conséquent d'idées entre les classes supérieures, qui ne parlèrent et ne pensèrent plus qu'en français, et les classes inférieures, qui conservèrent les habitudes d'esprit et la langue de leurs pères, cette dernière abâtardie, il est vrai, déformée par des tournures exotiques, mélangée d'une foule de mots étrangers et reléguée au rang d'instrument grossier des pensées les plus communes. A partir de ce moment, dans les Pays-Bas méridionaux, deux langues et deux littératures vivent ou plutôt végètent côte à côte, stériles toutes les deux, l'une parce qu'elle n'est pas assez originale, l'autre parce qu'elle n'est pas assez éclairée.

On sait comment l'intolérance aveugle et l'incurable entêtement d'un souverain qui, du fond de son cabinet, prétendait gouverner le monde avec des paperasses, détruisit l'œuvre du *saige duc* Philippe le Bon. Alors commence l'autre tentative d'unification partie du nord, protestante, républicaine et germanique, celle de Guillaume d'Orange. L'hostilité des provinces wallonnes, les victoires du prince de Parme et la prise d'Anvers la firent échouer.

Après ce deuxième avortement d'une idée que seuls quelques lettrés caressent encore aujourd'hui, deux nationalités se formèrent : l'une franche, naturelle, nettement caractérisée, fondée sur la race et la langue comme sur les institutions, celle des Provinces-Unies de la Néerlande ; l'autre hybride, n'ayant d'autres liens que le culte et l'administration, celle des Pays-Bas catholiques, qui sont devenus le royaume de Belgique.

Liberté politique, prospérité matérielle, progrès intellectuel, tel fut le lot des provinces émancipées. Elles eurent des hommes d'état comme Maurice de Nassau, Frédéric-Henri, Guillaume III, Barne-

veldt, les de Witt; des amiraux comme Tromp et Ruyter; des publicistes comme Grotius; des philosophes comme Spinoza; des peintres comme Rembrandt; et, à côté de tout cela, une littérature presque originale qui produisit, au XVIIe siècle, Vondel, individualité puissante dans laquelle il y a du Corneille et du Milton; au XVIIIe, Bilderdyk, talent souple et fécond, qui, comme il le dit lui-même à Napoléon Ier, « fit tout ce qu'il devait faire pour être connu dans la république des lettres, » mais expia par une obscurité relative le tort d'appartenir à une petite nationalité et de parler une langue peu répandue.

Quant aux provinces soumises, sans commerce, sans industrie, sans mouvement intellectuel, elles tournèrent vers les arts plastiques tout ce qui leur restait d'activité et d'énergie et elles eurent Rubens, Van Dyck, Jordaens, Teniers. Jamais béguinage plus muet et plus mort ne fut décoré plus magnifiquement. Dans les grandes villes du pays flamand, autrefois si riches et si puissantes, les somptueux hôtels déserts des patriciens et des marchands émigrés s'écroulaient le long des rues où l'herbe croissait. On vivait tranquillement des débris de l'opulence passée, pensant peu, ne lisant guère et écrivant moins encore. Le peu qu'on faisait était calqué sur des modèles français, dont l'imitation lourde et gauche resta absolument stérile. La poésie flamande avait trouvé un dernier asile au sein des chambres de rhétorique, où l'on rimaillait, en l'honneur des neuf sœurs et de Phébus Apollon, des vers dont toute la défroque mythologique, prodiguée avec excès, ne parvenait pas à masquer l'écœurante platitude.

L'annexion à la France, en 1797, entraîna les provinces belges dans le tourbillon de la république et de l'empire. Puis vint la réunion au royaume des Pays-Bas, pendant laquelle on alla d'abord au plus pressé, c'est-à-dire à la réparation matérielle. Le développement intellectuel fût venu sûrement après, mais le gouvernement du roi Guillaume ne sut pas ménager les convictions catholiques de ses sujets flamands, ni l'attachement de ses sujets de race latine à leur langue nationale, et l'édifice élevé par les traités de Vienne s'écroula en septembre 1830.

Chose étrange, c'est au lendemain de la révolution qui créa le royaume de Belgique et dont les auteurs avaient invoqué comme un grief contre l'ancien gouvernement les mesures qu'il avait prises pour étendre l'emploi de la langue néerlandaise, c'est au lendemain de cette révolution que commence un véritable réveil littéraire, et que nous voyons éclore une pléiade de poètes et de romanciers flamands.

Durant les premières années qui suivirent la fondation de l'indé-

pendance belge, il parut probable que le nouveau royaume serait acquis à tout jamais à la culture française. La moitié de sa population appartenait à la race celto-latine et ne parlait que le français. Dans les provinces flamandes, tout ce qui avait reçu quelque éducation, tous ceux que l'on appelait autrefois les *honnêtes gens*, savaient le français, et la plupart s'en servaient habituellement. Le français était la langue exclusive des débats parlementaires, de l'administration, de l'armée, des tribunaux, de l'enseignement moyen et supérieur, de la presse, de tout ce qui constitue la vie sociale et intellectuelle d'un peuple. Le voisinage de la France, l'invincible attraction de Paris, la contrefaçon bruxelloise même et le bon marché des livres dont elle inondait le pays, tout contribuait, avec la réaction naturelle contre les tendances du précédent régime, à favoriser le mouvement.

Au double point de vue de l'intérêt pratique et de la haute culture, il nous paraît douteux que les Belges aient eu à se repentir d'avoir choisi, entre les deux langues parlées dans le pays, celle qui était arrivée au plus haut degré de perfection, qui possédait la littérature la plus riche et qui était l'organe d'une grande civilisation, la plus avancée, quoi qu'on en dise, et la mieux équilibrée de l'Europe.

Il n'en était pas moins vrai que l'état de choses existant constituait, sous certains rapports, une flagrante iniquité. Le Flamand qui ne savait que sa langue maternelle se trouvait, en son propre pays, dans une condition d'infériorité absolue. Non-seulement il ne pouvait prétendre à aucun emploi, si modeste qu'il fût, mais il était exposé, devant les tribunaux comme dans les bureaux de l'administration, à tous les désagrémens qui sont d'ordinaire le partage de l'étranger qui ignore la langue du pays où il voyage.

Chose plus grave, pendant une période de transition, qui devait être fort longue probablement, il était menacé d'une véritable dégradation morale. Dédaigné, négligé, le flamand, qui ne servait plus qu'aux relations domestiques et familières du peuple et de la petite bourgeoisie, tombait de plus en plus au rang de patois. Personne, pour ainsi dire, ne se donnait plus la peine d'apprendre la langue littéraire, qui servait de peu et ne menait à rien. A parler correctement, on ne gagnait que de paraître pédant et ridicule. Aussi les dialectes en usage dans chaque ville, dans chaque canton, et que parfois on n'entendait qu'avec peine à cinq ou six lieues plus loin, allaient s'écartant de plus en plus les uns des autres et devenant de plus en plus grossiers. L'habitude de parler patois exerce une influence profonde sur le ton de la conversation et la tournure de l'esprit; elle est pour ainsi dire incompatible avec

l'élévation des idées. Aggravée ici par les instincts naturellement très prosaïques du peuple flamand, par son éloignement pour les spéculations philosophiques, par son indifférence pour tout ce qui ne procure pas des satisfactions matérielles immédiates, elle devait finir par le rendre absolument étranger à la haute vie de l'intelligence. Aussi les Belges qui parlaient le français étaient-ils portés à ne pas admettre que ceux qui parlaient le flamand fussent absolument leurs égaux.

Une réaction était inévitable. Elle ne tarda pas à se manifester par des symptômes dont l'intensité a pris jusqu'à ce jour des proportions croissantes. Mais, chose à noter, ce n'est pas dans le peuple, au sein des classes réellement lésées dans leurs intérêts et leur dignité, qu'elle prit naissance. Elle vint, au contraire, d'un petit groupe de lettrés et de professeurs. Le plus actif et le plus influent d'entre eux fut Jean-François Willems, qu'on appela plus tard le *père du mouvement flamand.*

Receveur des contributions à Anvers, Willems, qui consacrait tous ses loisirs à des travaux littéraires et philologiques, avait entrepris, dès 1814, une série de publications où il plaidait énergiquement la cause de la langue nationale.

Ce fut avec regret, presque avec désespoir, qu'il vit éclater et triompher la révolution de 1830, qui démembrait la *patrie néerlandaise*, comme on l'appela plus tard. Il ne se découragea pas, cependant, et reprit à Eecloo, et plus tard à Gand, sa propagande pacifique en faveur du flamand. Le petit groupe qui s'était formé autour de lui allait grossissant. On y remarquait P. Van Duyse, Rens, Verviers, Van Damme, Blommaert. Ce fut ce dernier qui fonda, en 1834, sous le titre de *Nederduitsche letteræfeningen* (Essais littéraires néerlandais), la première revue littéraire publiée en Belgique en langue flamande, tandis que Rens entreprenait la publication d'une sorte d'annuaire de la littérature flamande qui paraît encore aujourd'hui sous le titre de *Nederduitsche letterkundig jaarboekje.*

Deux ans après, on avait réuni assez d'adhérens pour former à Gand la société *De taal is gansch het volk* (la langue, c'est tout le peuple), dont le titre est tout un programme.

Les amis que Willems avait laissés à Anvers se groupèrent, de leur côté, autour du jeune Conscience, qui publia vers la même époque ses premiers romans. L'influence de Conscience fut plus grande sur la masse du public que celle de Willems. On peut trouver aujourd'hui ses évocations du passé historique de la Flandre un peu pâles, ses peintures de la vie contemporaine un peu naïves et même un peu vulgaires : leur apparition n'en fut pas moins un

événement et elles rendaient au peuple l'immense service de réveiller en lui le goût de la lecture, perdu depuis trois siècles. A côté du fécond romancier, le poète Th. Van Ryswyck, l'historien Mertens, J.-A. de Laet, Vander Voort, et bien d'autres, luttaient de tout leur pouvoir contre l'invasion du français et s'attachaient à prouver, en écrivant en vers et en prose, que leur langue maternelle répondait parfaitement à tous les besoins de la pensée, à toutes les exigences de la vie sociale.

Une circonstance particulière les favorisa dans une certaine mesure. Sous le régime précédent, le clergé catholique des Pays-Bas méridionaux s'était opposé de tout son pouvoir à la circulation des livres hollandais, dans lesquels il ne voyait que le véhicule de la propagande protestante, favorisée par le gouvernement. Après 1830, ces craintes n'eurent plus de raison d'être, et l'interdit qui pesait sur les produits de la librairie hollandaise fut tacitement levé. Ce fut même dans les rangs du clergé et du parti qui obéissait à son influence que la cause flamande trouva quelques-uns de ses plus chauds adhérens.

C'est ainsi que, par une de ces contradictions plus apparentes que réelles, comme il s'en produit fréquemment dans le flux et le reflux des idées, des opinions et des mœurs, au lendemain d'une révolution provoquée en partie par l'introduction du néerlandais en Belgique comme langue administrative, on le vit refleurir comme idiome littéraire. Depuis un demi-siècle, il a produit une série non interrompue de versificateurs, de quelques poètes, parmi lesquels il en est trois qui sont arrivés à la popularité, parce que, sous des formes très diverses, ils ont été les interprètes sincères de la pensée morale et sociale, en même temps que du sentiment poétique de la race flamande.

II.

C'était un petit bourgeois rangé et travailleur que Charles-Louis Ledeganck, né en 1809 à Eecloo. Modeste employé, il passe les nuits à compléter des études à peine ébauchées, passe l'examen de docteur en droit, devient juge de paix au village de Somerghem, se marie, adore sa femme et ses enfans, traduit le code civil en flamand, trouve le temps de faire des vers et de créer une langue poétique, et meurt à quarante et un ans.

Son œuvre capitale, c'est sa trilogie lyrique : *les Trois villes sœurs*. Ces trois villes, ce sont les grandes communes où la liberté, la prospérité, l'art, toute la civilisation originale de la race a atteint son apogée : Gand, Bruges, Anvers. Constatons ici tout

d'abord le morcellement de l'idée de patrie dans la conception du Flamand, décentralisateur avant tout. Parmi les grandes villes de son pays, le poète en oublie une, et c'est justement la capitale, Bruxelles. C'est que Bruxelles représente une chose dont il a instinctivement horreur : la centralisation, l'unité. Pour lui, la nation n'est pas un grand corps ayant une tête et un cœur; c'est une juxtaposition de petits organismes complets, fonctionnant isolément, liés seulement par la communauté des mœurs et de la langue.

C'est avec une tristesse sereine que le poète s'adresse à la ville des Baudouin, des Artevelde, et de Charles-Quint.

« Tu n'es plus, comme naguère, l'orgueilleuse cité qui faisait trembler les rois; tu n'es plus ce nid de lions, cette république renommée au loin qui parlait aux nations la tête haute; tu n'es plus le séjour de l'abondance et de la richesse. »

Jusque-là, nous ne sortons pas des banalités oratoires qu'on peut adresser à toute ville déchue. Mais, dès la troisième strophe, nous sommes bien en Flandre.

« Il y a bien longtemps que la bannière au lion ne s'est plus déployée sous l'œil de ces guildes et de ces métiers qui endossaient le harnais au jour de péril, voulaient ce qui était juste, et imposaient ce qu'ils voulaient. Qu'ils en témoignent, le roi de France et le duc de Bourgogne; qu'elles en témoignent, la plaine devant Bruges et la mer devant l'Écluse! »

Un grand danger menace encore la ville, qu'il aime « comme les fleurs qui brillent dans ses jardins, » et, si elle n'y prend garde, lui fera perdre ce qui lui reste de sa grandeur, et fera d'elle un objet de risée pour l'étranger, de mépris pour la postérité.

Ce danger, pour le poète, c'est l'imitation française.

« On dit que tu t'es éprise d'un amour d'enfant pour toutes les fantaisies frivoles qui voient le jour dans la capitale de la France, pour ses délices sensuelles, pour son luxe menteur, pour ses plaisirs factices, ses modes, ses parures, pour ses folles voluptés et ses mœurs efféminées. On dit que tu te pares de son joug comme d'un ornement qui t'est cher, et qu'à son exemple, tu n'as qu'un rire moqueur pour tes mœurs nationales.

« On dit que tu dédaignes la mélodie de ton propre idiome, pour répéter les mots que te serine l'étranger; on dit que tu as banni la langue d'or de tes pères, comme rude et barbare, de la chaire du professeur et de la tribune du juge, et que la pauvrette, prosternée et priant tout bas au pied de l'autel, garde le silence, sauf lorsque sans parure elle gravit parfois les marches de la chaire de vérité. »

Le poète s'étonne et s'indigne de cet excès d'aveuglement. « Non! s'écrie-t-il, non, tu n'es pas une fille du tiède Midi, tu es un vigoureux rejeton des froides et blondes contrées du Nord. Et pourtant, on dit que tu aimes la tiédeur que le vent du Sud t'apporte, comme un air étouffant, des lieux empestés d'où il souffle. Tu ne vois donc pas qu'il flétrit l'herbe des prairies de la Flandre, lorsqu'il n'amène pas l'orage au-dessus d'elles? »

Après l'avertissement, le conseil.

« Sois fidèle à ton passé! reste digne de tes origines flamandes! Sois Flamande de cœur et Flamande d'esprit, Flamande par la langue, et Flamande par les mœurs! C'est à ce prix que tu seras prospère et glorieuse. »

Dans les vers qu'il adresse à Bruges, le poète reprend le même thème. Si Gand est la décadence, Bruges, c'est la mort. Comme la vierge qui vient de s'endormir de l'éternel sommeil, la Venise du nord a gardé sa royale beauté, ennoblie, idéalisée encore par l'immobilité et le silence. Mais si la cité de pierre est restée debout avec ses églises, ses halles, ses maisons pittoresques qui se mirent dans l'eau dormante des canaux, le fourmillement de la foule, le bruit du travail, les bourdonnemens de l'activité humaine, le rayonnement de la pensée, le souffle de la vie, s'en sont retirés, et peut-être pour jamais. Pourquoi? Ledeganck va le dire :

« Parce que tu as perdu la fierté de ton existence propre; parce que, insoucieuse, tu as oublié ton originalité flamande, parce que tu as échangé tes trésors les plus chers pour des oripeaux étrangers. »

Lorsqu'il passe à Anvers, qui représente la vie, l'activité, la richesse, le progrès, l'avenir enfin, Ledeganck revient une fois encore à son idée maîtresse, et il attribue la prospérité, le développement rapide de « la reine de l'Escaut » à ce qu'aujourd'hui comme jadis « sa langue et ses mœurs sont flamandes, sans mélange. »

Le point de vue est certes étroit et incomplet, et la décadence de Bruges et de Gand, comme les progrès de leur heureuse héritière, ont des causes plus profondes que la manière de se vêtir et de s'amuser, ou même que l'usage de tel ou tel idiome. Mais, poète et artiste, Ledeganck avait le droit de s'arrêter à la superficie, et il est d'une sincérité absolue dans son aversion pour le « Gaulois écervelé. » Cantonné dans sa vie étroite de petit bourgeois de petite ville, qui mange du poulet aux quatre grandes fêtes, fait cadeau à sa femme d'une robe neuve à Pâques, et se paie chaque année un voyage en famille au chef-lieu de sa province,

le jour de la kermesse, il juge les Français d'après les commis-voyageurs avec lesquels il a dîné à table d'hôte, et les cabotines qu'il a vues sur les planches échangeant des signes et des regards avec les abonnés d'un théâtre de troisième ordre. Paris est pour lui, à la lettre, la grande prostituée de Babylone, la sentine de tous les vices, le foyer de toutes les corruptions. Volontiers il verrait construire, le long de la frontière méridionale de sa chère Flandre, un mur de cent pieds de haut, qui rendrait tout commerce et toute contagion impossibles.

Ledeganck est incontestablement un poète, il a la simplicité du cœur et le sentiment de la nature. Est-ce un grand poète ? Ses compatriotes, qui sont aussi les miens, m'en voudront peut-être de poser cette question, et de me dispenser de la résoudre. Il a en tout cas le grand et rare mérite, venant après une époque de profonde décadence, d'avoir trouvé du premier coup une langue poétique presque définitive.

III.

La ville d'Anvers a élevé une statue au poète Théodore Van Ryswyck. Après avoir lu son œuvre, on se demande ce qui justifie un pareil honneur et la popularité qu'il consacre. C'est ici le cas ou jamais de tenir compte du milieu.

Né le 7 juillet 1811, Théodore Van Ryswyck était l'aîné des sept enfans d'un tisserand. Il apprit à lire, à écrire, les quatre règles, quelques bribes de français, et fut mis en apprentissage chez un sculpteur, puis chez un peintre décorateur. Nous le voyons successivement moniteur dans la classe de son père, volontaire dans un des corps francs formés à l'époque de la révolution de 1830, enfin, soldat dans l'armée belge, et mauvais soldat, indiscipliné, turbulent et poltron. Mal noté de ses supérieurs, il est, grâce à son humeur gaie, franche et cordiale, l'idole de ses camarades et des petits bourgeois pour qui on lui donne des billets de logement. Libéré du service, il devient en 1836 employé au mont-de-piété d'Anvers, aux appointemens de 410 francs l'an. Il partage ses loisirs entre le cabaret et la poésie. Du temps qu'il était soldat, il avait dans son havresac les œuvres de quelques poètes hollandais, Cats, Tollens, Bilderdyk, Helmers. C'est d'eux qu'il apprit à rythmer et à rimer. Doué d'une grande facilité de travail, il aborda successivement tous les genres : le conte en vers, l'ode sacrée et profane, la ballade, enfin la chanson populaire et satirique.

Dans la Belgique flamande, on lit encore moins de vers qu'ailleurs, aussi les recueils successivement publiés par Van Ryswyck

ne lui rapportèrent-ils jamais un sou. Pourtant, lorsque son traitement eut été porté à 650 francs, — il ne devait jamais atteindre 700, — il crut pouvoir se passer le luxe de se marier et d'avoir trois enfans. Ce fut alors la misère noire. Ses seules consolations, le cabaret et le tabac, le tuèrent à trente-huit ans.

Fort ignorant et ne possédant pas même à fond sa langue maternelle, ses écrits ne brillent ni par la correction ni par la perfection de la forme. Ses premiers contes en vers (*Eigenaardige verhalen*) ne sont guère que des histoires d'almanach, racontées dans un style tour à tour trivial et ampoulé. Ses *Ballades*, dans lesquelles il s'inspire surtout de Schiller et de Burger, sont meilleures, sans valoir leurs modèles. Le sentiment en est moins délicat et le fantastique souvent puéril.

Revenu de l'enthousiasme qui l'avait poussé, en 1830, dans les rangs des volontaires de l'indépendance, il avait vu avec regret, avec colère, les Wallons exercer une influence prépondérante sur les affaires du pays, et la culture française gagner chaque jour du terrain. Comme Willems, comme Ledeganck, il arbora le drapeau flamand à une époque où il fallait pour cela du courage et surtout du désintéressement, car ce drapeau ne conduisait pas encore aux places et aux honneurs.

Dès lors il y eut pour lui, dans l'histoire nationale, deux grandes dates : l'une lumineuse, triomphante et bénie : 1815, Waterloo, l'établissement du royaume des Pays-Bas ; l'autre noire, honteuse, maudite : 1830, la fondation de l'indépendance belge, la revanche des Latins.

Dans un petit poème consacré à la mémoire du général Van Merlen, tombé à Waterloo dans les rangs de l'armée néerlandaise, il s'écrie avec une exagération presque risible :

« L'étranger est monté sur le trône, le Flamand lui sert de marchepied, à moins que, reniant sa langue et son origine, il ne fasse alliance avec l'enfer. »

Il alla plus loin encore ; et, en 1844, il entonna un dithyrambe enthousiaste en l'honneur du général Chassé qui commandait, en 1831, la citadelle d'Anvers, dernier rempart de la domination hollandaise en Belgique, donnant ainsi le spectacle au moins étrange d'un poète chantant le soldat qui avait bombardé sa ville natale.

Dans ces morceaux, où le poète se guinde au ton de l'ode, il n'est pas encore lui-même. C'est surtout dans ses *Refrains politiques* (1844) et ses *Chansons populaires* (1846), qu'il a exhalé ses haines et ses aspirations sous une forme originale et pittoresque. Il est difficile de traduire ces compositions sans leur faire perdre la forte saveur de terroir qui fait leur principal mérite. Cette sa-

veur, il est vrai, est plus pénétrante que fine, et se compose, à doses presque égales, de trivialité, de gros bon sens, de bonhomie goguenarde, d'humeur frondeuse et de gaîté physique.

Dans un morceau intitulé *les Ministres wallons et le Hareng salé*, il fait ressortir sous une forme trivialement pittoresque l'indifférence des gouvernans d'alors pour tout ce qui vient de Flandre.

« Nos pêcheurs se sont figuré qu'ils avaient décroché la timbale le jour où la première chaloupe est rentrée de la pêche au hareng...

« En Hollande, quand arrive le premier bateau, tout le peuple est sur pied, par centaines, on s'entasse et babille sur le quai, on célèbre le mets national aimé de tous.

« C'est à la cour qu'on en mange d'abord; les riches l'achètent; il coûte encore un peu cher et en paraît meilleur. Le roi en mange aussi, et le pêcheur se rengorge, car chacun dit que cela lui fait honneur.

« C'est ainsi qu'on protège l'industrie et qu'on soutient le courage...

« Le pêcheur qui, cette année, nous a apporté les premiers harengs, en a envoyé deux douzaines à nos ministres, tous Wallons et fortes têtes. Mais le pauvre diable n'y a pas trouvé son compte.

« La bourriche arrive à la cour, et nos Wallons la regardent curieusement en se demandant : « Qu'est-ce que cela peut bien être? » Ils tâtent et se disent les uns aux autres : « Je voudrais bien savoir ce qu'il y a là dedans? »

— A coup sûr ce sont des betteraves, dit l'un, je l'espère du moins! A moins que ce ne soit du fromage de Marolles ou de la pierre de taille.

— C'est très chic, s'écrie-t-on. Ouvrez bien vite, Dieu sait si ce n'est pas mieux encore : peut-être de l'oignon.

. . . . . .

Ils regardent et s'écrient : « Qu'est-ce que cela? Si nous l'entendons bien, ce n'est pas un produit de notre pays. »

Et on renvoie au malencontreux pêcheur son panier de hareng, sans même avoir l'attention de payer le port.

Tout cela est bien vulgaire. Mais la petite bourgeoisie flamande, pour laquelle écrivait Van Ryswyck, n'eût pas compris d'autres idées ni un autre langage.

La polka, qui venait d'être importée de France, faisait alors fureur; le poète, aussitôt, compare la marche du gouvernement belge à celle d'un polkeur.

« Un pas en avant et deux en arrière... Paris a-t-il la prétention de nous apprendre cette danse-là?.. Vous vous trompez, mes-

sieurs les Français, nous dansons comme cela depuis quatorze ans !

« Nos cinq ministres battent la mesure à Bruxelles, dans l'orchestre, et notre petit pays polke à merveille.

« Ma lyre seule fait exception, ses libres cordes n'acceptent aucune contrainte; et, bravant l'orage qui gronde sur ma tête, je chante encore comme il y a quatorze ans. »

Dans des strophes improvisées à l'occasion d'un souper d'amis où l'on avait mangé des moules, il compare les Flamands à ces malheureux mollusques. Le fourneau, c'est le gouvernement belge, et les flammes claires et cruelles qui viennent lécher le chaudron, ce sont les hommes d'état, les ministres, les courtisans.

Une des dernières chansons de Van Ryswyck, et une des meilleures, c'est *le Chanteur de rue.*

« Bonnes gens, veuillez m'écouter : je suis un pauvre chanteur de rue qui est né pour chanter et qui ne sait pas d'autre métier. De bonne heure je me suis vu fermer toutes les perspectives et refuser toutes les faveurs; le sort en avait décidé : j'eus en partage le don de la chanson.

« Dès l'enfance, insouciant et joyeux, je saisis le luth, et, hardiment, j'en fis vibrer toutes les cordes; lorsque l'orgueilleux me repoussait ou qu'une race abâtardie osait m'infliger son mépris, je faisais gronder mes accords et j'entonnais une mâle chanson.

. . . . . .

. . . . . .

« J'ai dans mon humble ménage une femme et trois petits enfans, pour qui je gagne une maigre subsistance, mais je ne donne pas mon refrain pour une façade de granit; chanter est mon lot sur terre : ce n'est pas une mine d'or, mais ma chanson, c'est ma vie. »

Ce chanteur de rue, insouciant, désintéressé, sans colère contre le sort si dur qu'il soit, se révoltant seulement contre l'injuste dédain des hommes, chantant comme l'oiseau parce qu'il est né pour cela, et sans autre éducation que celle de la nature, c'est Van Ryswyck lui-même. Jamais il n'a mieux compris son rôle et sa valeur que dans ces quelques couplets, dignes de Burns.

Van Ryswyck est essentiellement improvisateur. Ses idées ne s'élèvent guère au-dessus du niveau de la petite bourgeoisie anversoise à laquelle il appartenait, avec laquelle il vivait, pour laquelle il écrivait.

Elles lui venaient naturellement rimées et rythmées. Avec une autre éducation, dans un autre milieu, il se fût sans doute élevé plus haut, car il avait la verve, la conception pittoresque, la géné-

rosité et la chaleur de cœur qui font les poètes et les artistes. Les circonstances et son entourage en ont fait un artiste incomplet et un poète vulgaire.

IV.

C'est un Anversois encore que Jean Van Beers, mais il appartient à une sphère supérieure.

Né le 24 février 1824, il était fils d'un distillateur. Ayant perdu son père de bonne heure, il fut élevé par sa mère et ses sœurs, et garda toute sa vie de cette éducation féminine un peu de faiblesse, d'indécision et de timidité dans le caractère, une vive sensibilité nerveuse, une disposition aux sentimens doux et affectueux qui se manifestent à chaque ligne dans ses œuvres.

Il fit ses études classiques en français au petit séminaire de Malines. Ce fut à la suite d'une lecture du *Lion de Flandre*, de Conscience, qu'il résolut de devenir Flamand par la langue comme il l'était déjà par les sentimens et les idées. Sans vocation pour l'état ecclésiastique, il devint successivement professeur dans un collège de Malines, puis bibliothécaire adjoint de la ville d'Anvers, et professeur de flamand à l'école normale de Lierre. Il se maria alors et eut plusieurs enfans dont l'aîné est le peintre bien connu à Paris.

Van Beers avait commencé à se faire connaître par quelques poésies publiées dans des recueils belges et hollandais. Son succès date surtout du volume qu'il publia en 1853 sous le titre de *Jongelings droomen* (Rêves d'adolescent). Ce succès fut surtout très grand en Hollande, où pendant seize ans Van Beers donna des lectures publiques, qui empruntaient un charme particulier à son talent de récitateur.

En 1866, Van Beers fut nommé professeur à l'Athénée d'Anvers. Quelques années plus tard, sa ville natale l'envoya siéger dans son conseil, où il représentait les revendications et les aspirations flamandes. Décoré et primé, très respecté dans son parti, homme de famille avant tout, cherchant et trouvant le bonheur dans la vie domestique, Van Beers a mené une existence sans événemens, une existence dont la régularité et le calme, ennobli par le culte du beau et du vrai, se reflètent dans son œuvre comme dans un miroir. Il est mort le 18 novembre 1888.

Ses premières compositions se ressentent de la faiblesse de sa santé, de l'isolement où il vivait, inactif, rêveur, replié sur lui-même. Il chante *le Clair de lune*, *la Rose mystique*, *le Jeune malade*. Sa poésie est vague, sentimentale, sans corps.

Bientôt Van Beers s'éveilla au sentiment de la vie active et de la

réalité pittoresque. Il devint narrateur et peintre. A l'exception de quelques vieilles légendes qu'il modernisa, en y mettant plus de douceur et d'émotion, la plupart de ses compositions sont des scènes de la vie rustique et populaire. Il aime les humbles et les petits, il trouve des accens attendris pour parler de leurs souffrances. Mais il est loin de s'être affranchi de sa sensiblerie rêveuse. Ses peintures matérielles sont pleines de vérité et de fraîcheur, mais il y a beaucoup de convention encore dans les sentimens et les caractères. Un de ses thèmes favoris, c'est l'histoire banale de la jeune fille pauvre et honnête et du jeune homme riche et beau, qui la séduit et l'abandonne. Poète et démocrate, Van Beers a obéi ici à un préjugé que l'observation dément tous les jours.

Le type de ces poèmes narratifs encore à demi romantiques, c'est un récit en trois tableaux, intitulé : *Au parvis*. C'est devant le majestueux portail de Notre-Dame d'Anvers que se noue et se dénoue l'histoire d'Hélène : le rendez-vous donné par l'humble ouvrière au brillant séducteur à la sortie du salut, l'aumône jetée dédaigneusement par lui à la pauvre abandonnée qui, son enfant sur le bras, le voit passer devant elle à la sortie de la messe de mariage avec la jeune fille opulente qu'il vient d'épouser, enfin la mort désespérée et solitaire d'Hélène sur le pavé du parvis, où le misérable, rentrant chez lui après une nuit d'orgie, heurte en passant et reconnaît le cadavre de sa victime.

Le succès de ce morceau fut extraordinaire, et commença la popularité de son auteur.

Presque tous les sujets traités par Van Beers sont empruntés à la vie des classes inférieures. Ses personnages favoris sont des ouvriers, des paysans, des petits bourgeois. Cependant ce n'est pas un poète populaire. Au lieu de s'abaisser jusqu'à ses héros, il les élève jusqu'à lui. Il choisit parmi les types qui frappent ses regards dans la réalité, non pour s'emparer systématiquement des plus laids et des plus ignobles, comme font les adeptes du naturalisme, mais pour écarter ceux qui lui répugnent.

Rien de plus simple, du reste, que les données de ses petits poèmes domestiques ou villageois. C'est un fait-divers, une anecdote empruntée à quelque traité de morale en action.

Dans *l'Orphelin*, le poète nous montre un peintre anversois entrant par hasard dans un cabaret de village au moment où le bureau de bienfaisance fait procéder à l'adjudication des vieillards, des infirmes et des orphelins de la commune, qu'on met en pension chez les personnes qui s'en chargent moyennant l'allocation la plus faible. Un gros fermier refuse de reprendre chez lui un petit garçon qu'il s'était fait adjuger l'année précédente, mais qui, au lieu

de garder les vaches, passait tout son temps à crayonner des bonshommes sur les murs et sur tous les bouts de papier qui lui tombaient sous la main. En vain la petite fille du fermier le supplie de ne pas la séparer de son compagnon de jeux, il reste inflexible. Touché du désespoir du garçonnet, l'artiste se charge gratuitement de lui, l'emmène à Anvers, le met à l'école et à l'académie et en fait un peintre. Lauréat au concours de Rome, l'orphelin revient au village au son des cloches et des boîtes à feu, épouse la petite Liva, devient riche et se fait bâtir un castel sur l'emplacement de la prairie où il avait si mal gardé les vaches du fermier Van Hoof.

En congé est un récit de la lande campinoise. Un conscrit, revenu pour quelques jours au logis, apprend que son frère aîné a lâchement abusé de sa fiancée, pour la contraindre à l'épouser. Il tue le misérable d'un coup de fourche et va se noyer dans l'étang voisin.

Il n'y a pas là de conceptions bien neuves, de bien grands efforts d'imagination. Mais le décor et les personnages sont peints avec un coloris sobre et solide.

Van Beers aime et excelle à peindre la nature. Ses paysages sont peu variés, il ne sort guère de sa province. Tantôt ce sont les environs d'Anvers avec leurs villages rians, leurs vergers où « les pommiers tordus et noueux se courbent jusqu'à terre sous leur fardeau vermeil, » leurs prairies où les vaches au poil luisant ruminent couchées dans l'herbe d'un vert d'émeraude, et « leurs champs qui se baignent délicieusement dans l'or du soleil couchant; » tantôt c'est la Campine inculte et sauvage, la bruyère brune qui s'étend à perte de vue où se déroule le ruban blanc de « la route sablonneuse, qui bientôt se perd et s'éparpille à droite et à gauche en un labyrinthe de sentiers et d'ornières » entre les sombres pineraies et l'étang aux eaux dormantes « où se reflète avec une si ineffable douceur le ciel bleu et son troupeau de petits nuages floconneux nuancés de pourpre et d'or. »

Le plus étendu des poèmes de Van Beers et incontestablement son chef-d'œuvre dans le genre narratif, c'est *Begga*, sorte d'idylle urbaine d'un caractère mi-populaire, mi-bourgeois. Ici les joies et les misères de la vie humble et bornée sont peintes avec tout le relief de la réalité, avec tout le charme de la poésie. Jamais l'écrivain n'a mieux allié le pittoresque du langage familier avec la pureté de la langue littéraire.

Begga est une fille du peuple, une orpheline, comme la plupart des héroïnes de Van Beers; plus malheureuse que les autres, elle est rebutée et maltraitée par une marâtre qui la condamne aux travaux les plus pénibles, pour finir par la chasser du logis, en

compromettant sa réputation par d'indignes calomnies, parce qu'elle a remarqué les assiduités du blond Frans, le fils du riche tonnelier d'en face, beau parti dont elle voudrait bien pour sa fille à elle. Begga, abandonnée par son trop crédule amoureux, sans ressources, sans ouvrage, exposée aux propositions et aux tentatives honteuses d'un jeune débauché, languit dans une petite chambre, dont elle va être expulsée faute de pouvoir payer le loyer.

« Le soir tombe sur la ville et l'enveloppe comme un linceul ; on frissonne tandis que tombe une pluie fine et glacée. Pas un souffle de vent, et si dans les rues, le gaz ne trouait le brouillard d'une flamme faible et vacillante, si par intervalles les bruits de la ville ne grandissaient pour mourir ensuite, vous diriez que sous le drap mortuaire tout s'est endormi du sommeil éternel.

« Mais tout à coup, comme une voix des insondables abîmes de là-haut, une cloche se met à sonner. Une seconde s'éveille, puis une troisième; et soudain, du haut de tous les clochers, se déchaîne comme un orage, une plainte navrante, une lamentation qui tinte, bourdonne, gronde dans l'ombre frémissante.

« L'octave des morts commence ; c'est aujourd'hui le 2 novembre, jour solennel où la légion des fidèles donne une pieuse pensée à ceux qui se sont embarqués pour la vie éternelle.

« Voyez! de toutes les rues voisines, la foule envahit la place plantée de grands arbres, qui s'étend au pied de la cathédrale, pour s'engloutir et disparaître comme un flot de fantômes muets, sous le portail béant. »

Begga, elle aussi, va prier et pleurer au pied de l'autel. L'office terminé, elle suit machinalement le viatique qu'on porte à des malades. C'est à la porte de la maison d'où elle a été chassée, que s'arrête le prêtre avec son cortège de flambeaux. Begga s'informe. Le choléra qui décime la population s'est abattu sur cette demeure, sa sœur Colette est à l'agonie, et le petit frère vient d'éprouver les premières atteintes du mal. Alors elle oublie tout, gravit les trois étages et serre sur son cœur le petit malade, qui lui jette les bras au cou. Mais la veuve s'arrache au chevet de la mourante et veut expulser la jeune fille, pour qui sa haine s'est accrue de tout le mal qu'elle lui a fait elle-même. Le prêtre intervient, et Begga reste pour soigner Colette, qui ne tarde pas à expirer, l'enfant, qui guérit, puis la marâtre elle-même, atteinte à son tour, qui, prise de remords, fait appeler le tonnelier et lui avoue qu'elle a calomnié Begga. Naturellement tout finit par un mariage.

Comme Goethe l'a fait pour *Hermann et Dorothée*, comme Voss pour *Louise*, Van Beers a écrit *Begga* en hexamètres. Ce grand vers héroïque d'Homère et de Virgile nous a toujours paru bien

majestueux pour des idylles rustiques ou bourgeoises. Ici le poète en a pourtant tiré un très heureux parti, et, la liberté du rythme compensant sa gravité, il a su le plier aux exigences d'un dialogue souvent très familier, évitant de donner comme Goethe à ses personnages l'air de dieux de l'Olympe en veste de bure et causant d'affaires de ménage.

Van Beers est religieux, chrétien même, et, comme la plupart des Flamands, il paraît plus sensible encore à la poésie du culte qu'à celle des croyances. Il n'y a dans son œuvre rien dont puisse s'offenser la plus sévère orthodoxie, sauf la dernière, en date de ses compositions, le *Confiteor*, qui a mis tout le public flamand en émoi. C'est une profession de foi de déisme rationaliste, éloquente et courageuse dans un temps où, entre le dogmatisme affirmatif des catholiques et le dogmatisme négatif des matérialistes, aussi absolu l'un que l'autre, il n'y a guère de place pour la raison et la tolérance. Malheureusement, après avoir plané dans les hautes sphères de la philosophie religieuse et historique, le poète descend dans les régions basses de la politique du jour, et son épître, — car c'en est une, et presque classique, — se termine en queue de poisson par une allusion à la lutte engagée entre les partis à propos de l'organisation scolaire.

Parmi les dons du génie, celui qui a le plus complètement manqué à Van Beers, c'est la fécondité. Trois volumes, voilà tout ce qu'il a produit en un demi-siècle. Il est vrai que ses devoirs professionnels ont absorbé la meilleure partie de son temps. Au point de vue littéraire, l'homme est d'ailleurs paresseux avec gloire et volupté. Il ne prend la plume qu'à la dernière extrémité, lorsqu'il est par trop tourmenté du démon de la poésie. Il travaille lentement, finissant avec amour et ne donnant ni un détail, ni un mot au hasard, à la façon de ces maîtres hollandais qui mettaient trois jours à peindre un manche à balai et six semaines à achever la main d'une vieille femme. Il y a dans ses simples récits tant d'art que l'art s'y efface, tant d'efforts qu'on n'y voit plus l'effort, et qu'ils paraissent couler de source.

Du reste, chez lui, pas de traits brillans, pas de vives saillies, pas d'inspirations grandioses, pas d'accens passionnés qui étonnent, secouent, transportent. Il est difficile de détacher de ses poésies un passage à citer. Tout y concourt à un effet d'ensemble. Pas d'esprit non plus, au sens français du mot, pas de ces allusions de mots ou d'idées dont jaillisse quelque subite étincelle, quelque lumière éblouissante. Il charme l'œil par la richesse solide de son coloris et le repose par une lumière douce et égale.

Il y a, dans l'œuvre de Van Beers, une parfaite unité et une sincérité entière. Son idéal, c'est l'idéal flamand; la vie réglée et pai-

sible, une certaine dose de bien-être matériel, le spectacle de la nature sous ses aspects calmes et reposés, le bonheur domestique, les affections de famille, l'amour doux et naïf, étranger aux violences de la passion comme aux raffinemens de la volupté.

Quelles conclusions tirer de ces études?

Si, depuis 1830, la poésie flamande n'a produit aucune de ces œuvres maîtresses qui forcent l'admiration du monde entier et suffisent à la gloire de plusieurs générations, sa renaissance n'en prouve pas moins que les sources de l'inspiration ne sont pas taries chez la race. Historique et bourgeoise chez Ledeganck, tantôt fantastique, tantôt satirique, mais toujours populaire chez Van Ryswyck, bourgeoise encore, morale et pittoresque chez Van Beers, cette inspiration féconde aujourd'hui, dans une génération nouvelle, une pléiade de talens qu'il serait prématuré de juger. Les uns, qui reconnaissent pour chef de file le curé Gezelle, s'efforcent d'élever les dialectes locaux, surtout celui de la West-Flandre, à la hauteur d'une langue littéraire; d'autres comme l'Anversois De Geyter, voudraient ressusciter le thiois du moyen âge et en faire le véhicule des idées les plus démocratiques; d'autres encore, comme Pol Demont, érudits et parnassiens dans la forme, pangermanistes par les tendances, rêvent le rapprochement des deux races et des deux langues sœurs, celle de la plaine et celle de la montagne.

Tous nous semblent avoir abandonné le bon chemin, celui qu'ont suivi Ledeganck et Van Beers, qui, tout en s'élevant par l'idée comme par la langue au-dessus de la grossièreté et de la platitude de la grande majorité de leurs lecteurs, sont cependant restés intelligibles pour tous.

Maintenant ce chemin, — ou tout autre, — peut-il les mener quelque part?

Van Beers lui-même paraît en douter. Voici ce qu'il dit dans un morceau adressé à ses fils et qui, par la noble simplicité de la forme, comme par la sincérité du sentiment et l'élévation des idées, est peut-être son chef-d'œuvre :

« Hélas! ce peuple si richement doué languit; il a faim et soif, et qui lui donne le pain de l'intelligence et le vin du sentiment? La classe supérieure dont ce serait le devoir sacré de nourrir et de fortifier par la parole le peuple dans le rude combat de la vie, a renié avec une légèreté dédaigneuse la langue du peuple et ainsi il se forme insensiblement entre ce qui est en haut et ce qui est en bas un nuage de ténèbres, sous lequel le peuple s'enfonce de plus en plus dans le marais de la superstition et de l'abrutissement. . . . . .

« Et maintenant, allez, et, dans un pareil milieu, parlez la langue

d'or de vos pères. En haut, on ne vous entend pas; en bas, on ne peut vous comprendre, et des chants qui, ailleurs, enflammeraient les cœurs d'enthousiasme, effleurent l'oreille comme un souffle vain. Ce sont, en ce pays, des perles aux pourceaux. . . . .

. . . . . .

« Mes chers garçons, croyez-moi, si le démon de l'art tourmente votre âme, saisissez l'archet, le ciseau ou le pinceau, parlez au monde entier dans une langue que le monde entier comprenne, mais, je vous en conjure, ne prenez pas la plume du poète. . .

. . . . . .

« Si nos efforts ne sont qu'un vain songe, si le cancer de l'abâtardissement continue à nous ronger, alors suspendez ma lyre parmi les cadres et les pots au mur de votre atelier comme un meuble du temps jadis. Si quelqu'un des petits vous demande un jour : — Qu'est-ce que c'est que cela? — Répondez-lui : — Votre grand-père jouait de cela; il voulait s'en servir pour tirer le peuple flamand de son sommeil; mais c'était le sommeil de la mort. Hélas! il aimait son peuple du fond du cœur! Enfans, honorez toujours sa mémoire.

« Dites-leur cela! Et dites-le-leur en flamand, s'ils le comprennent encore. Cela me fera peut-être du bien dans mon tombeau. »

L'avenir se chargera-t-il de justifier ces craintes?

Il en est des races et des littératures comme des corps organisés, qui naissent, se développent, dérobent à d'autres organismes l'air, la lumière, la nourriture, les détruisent, les absorbent, puis sont affamés, détruits, absorbés à leur tour. Dans cette lutte, malheur aux petits et aux faibles! Sans doute, il est regrettable, douloureux de voir disparaître des civilisations originales avec la langue qui leur sert de véhicule et la littérature qui est leur expression. Mais c'est une loi inexorable qu'ont subie des langues et des littératures qui ont joué dans le monde un rôle autrement important que la langue et la littérature flamandes.

Placé comme un isthme étroit entre deux grandes mers toujours remuées et toujours montantes, dont les vagues sans cesse le rongent et le minent, le néerlandais ne pourra résister à cette double action, du français d'une part, de l'allemand de l'autre, que par un miracle. Si son existence est nécessaire à la civilisation universelle, au développement harmonique et complet de l'humanité, ce miracle se fera en sa faveur, et les efforts des travailleurs qui, péniblement, s'occupent à le consolider, seront couronnés de succès; sinon, ils n'auront servi qu'à prouver une fois de plus que rien ne saurait prévaloir contre les lois fatales de l'évolution.

L. Van Keymeulen.

LE

COMTE DE CHESTERFIELD

ET

SES LETTRES A SON FILLEUL

Le comte de Chesterfield, bien qu'il se crût un grand politique, était un de ces hommes qui ne réussissent pas à satisfaire leurs ambitions et qui se rendent célèbres non par leur prééminence dans leur métier, mais par l'usage qu'ils ont su faire de leurs loisirs, par des lettres écrites au courant de la plume et qu'ils ne destinaient point au public. Né en 1694, sous le règne de Guillaume d'Orange, mort treize ans après l'avènement de George III, il parut plus d'une fois sur le point d'arriver et toujours il resta au second plan. Il avait donné à La Haye la preuve de ses talens diplomatiques, et quand il fut vice-roi d'Irlande, il déploya de rares qualités d'administrateur. Il remporta dans le parlement quelques brillans succès oratoires. On vantait son éloquence et plus encore les délices de sa conversation. Quoiqu'un de ses ennemis l'ait peint « comme un géant rabougri et très laid, aux traits rudes, aux dents noires, dont la grosse tête de Polyphème était aussi désagréable que peut l'être une tête qui n'est pas difforme, » il avait ce je ne sais quoi dont il a si bien parlé, et des grâces d'esprit, un don de séduction auquel personne ne résistait.

Mais en vain se vantait-il d'avoir approfondi plus que personne la connaissance de l'espèce humaine, de ses faiblesses, de ses inconséquences, de ses misères, et de ne s'être jamais trouvé dans une société quelconque sans observer jusqu'aux boucles des souliers que chacun

portait, cet homme si sagace, à qui rien n'échappait, a compromis à plusieurs reprises sa fortune politique. Peut-être est-ce l'excès même de sa finesse, l'abus du sens critique qui lui a nui. Quoiqu'il méprisât beaucoup les hommes, il raffinait trop sur les moyens de les prendre et de les mener. Comme on l'a dit, quand il essaya d'user de son influence auprès de lady Suffolk et de lady Yarmouth pour gouverner le roi, il échoua piteusement, et, si grossières que fussent les plaisanteries de Robert Walpole, si ridicules que fussent les cajoleries et les simagrées du duc de Newcastle, il dut leur céder l'honneur de jouer les premiers rôles, et fut plus souvent dans l'opposition qu'au pouvoir.

Il avait dit lui-même qu'il n'y a que deux bonnes manières d'occuper sa vie, qu'il faut faire des choses dignes d'être écrites ou écrire des choses dignes d'être lues. Celui de ses contemporains qu'il admirait le plus, lord Bolingbroke, avait employé ses loisirs forcés à écrire des livres qu'on ne lit plus beaucoup, mais qui furent très goûtés en leur temps. Chesterfield ne se soucia jamais d'être un écrivain. Il avait été intimement lié avec les plus grands hommes de lettres de son époque, Addison, Swift, Pope, Gay, Johnson, et il prétendait que toutes les fois qu'il s'était trouvé dans leur compagnie, il s'était senti plus glorieux que s'il avait été en présence de tous les souverains de l'Europe. Il avait connu Algarotti, Montesquieu, Voltaire pour qui il professait un culte, lui sachant un gré infini d'avoir le premier écrit l'histoire à l'usage des gens qui connaissent le monde et les affaires. Mais il ne voulut jamais être en littérature qu'un dilettante, un jouisseur. Il s'inclinait devant les maîtres, il dédaignait les virtuoses.

Quelle que fût la supériorité de son esprit, quelques preuves de capacité politique qu'il eût données, Chesterfield serait fort oublié aujourd'hui s'il n'avait eu, comme on sait, le bonheur d'avoir un fils naturel : c'est ce fils, né en 1732, qui a sauvé sa mémoire, qui lui a procuré l'occasion de se faire une place parmi les plus illustres épistolaires. Cet enfant avait à peine sept ans lorsque son père se mit en tête de lui servir de précepteur, de mentor, et de le faire profiter de son expérience consommée et de son ironique sagesse, en engageant avec lui une correspondance qui a duré trente années et n'a été connue du public que par une indiscrétion de femme. Philippe Stanhope mourut en 1768, et quelques années plus tard, dans une vue de spéculation, sa veuve s'avisa de publier toutes les lettres qu'il avait reçues de son père. On y mit opposition, des poursuites furent commencées, l'affaire se termina par un compromis, et Mme Stanhope reçut plus de 1,500 livres de l'éditeur. Cette publication fit grand bruit ; à la fin du siècle, les fameuses lettres en étaient à leur douzième édition.

Tout le monde les a lues, ces fameuses lettres ; mais personne ne se doutait que tout à fait sur le tard, lord Chesterfield avait entrepris

une seconde éducation et entretenu une autre correspondance avec un petit parent assez éloigné, nommé lui aussi Philippe Stanhope, qui était son filleul et devait être l'héritier de ses titres et de ses biens. C'est ce second recueil de lettres enfouies dans des archives de famille que vient de publier lord Carnarvon, à qui son beau-père, le sixième comte de Chesterfield, les avait léguées (1).

Ce second traité d'éducation sous forme de lettres, quoique beaucoup moins important que le premier, fait grand honneur à la vieillesse attristée et solitaire de Chesterfield. Dès 1752, il avait été affligé de l'infirmité la plus cruelle pour un homme qui a la passion des commerces et des entretiens. Une surdité croissante l'avait contraint de renoncer aux affaires d'abord, puis au monde. Il s'était retiré dans sa maison. Il passait des journées entières dans sa bibliothèque, où il avait gravé cette inscription :

> Nunc veterum libris, nunc somno et inertibus horis
> Ducere sollicitæ jucunda oblivia vitæ.

C'était surtout par la lecture, comme le lui conseillait son cher Horace, qu'il se procurait « les doux oublis d'une vie inquiète. » Il ne s'ennuyait pas, mais à de certaines heures le regret le hantait, et il serait tombé dans la mélancolie s'il n'avait eu « le don de gouverner son imagination et le soin de ne pas ajouter des maux fictifs aux maux réels. » Il écrivait à son fils au mois de mai 1759 : « Je ne suis plus que le fantôme de mon moi; je me promène ici dans le silence et la solitude, comme il convient aux fantômes, avec cette seule différence que je me promène le jour et que les autres revenans ne se montrent guère qu'à minuit. » Et six ans plus tard : « Ma santé est meilleure que je n'avais le droit de l'espérer. Toutefois je décline par degrés, mais c'est un aimable dépérissement. Je ne roulerai pas au bas de la colline, je m'y laisserai glisser tout doucement. » Et à quelques mois de là : « Je sens les approches et les premiers froids de l'automne. Les feuilles des arbres tombent rapidement et semblent m'inviter à les suivre, ce que je ferai sans répugnance, étant extrêmement las de ce sot monde. »

Il n'avait jamais eu grand goût pour les chevaux, les chiens et la chasse : « Mangez du gibier, disait-il; mais ne soyez pas votre propre boucher. » La plus belle maison de campagne lui avait toujours paru un triste lieu d'exil. Bretby, avec son grand parc, ses grandes cours et ses allées tirées au cordeau, n'avait aucun charme pour lui; il en parlait comme d'un séjour d'horreur et de désespoir où les corbeaux et les effraies pouvaient seuls se plaire. Je ne me souviens pas qu'il y ait

(1) *Letters of Philip Dormer fourth earl of Chesterfield to his godson and successor*, edited from the originals by the earl of Carnarvon. Oxford, 1890.

dans sa correspondance rien qui ressemble à un rayon de soleil, au chant d'un rossignol; on peut la relire tout entière sans y découvrir un paysage, une scène des champs, à cela près qu'au mois d'avril 1759 il s'étonnait de l'abondance de fruits que lui promettaient ses vergers, à quoi il ajoutait : « Vertumne et Pomone m'ont été fort propices; quant à Priape, ce terrible dieu des jardins, comme je ne l'invoque plus, je ne puis espérer qu'il me défende des oiseaux et des voleurs. »

Indifférent aux dieux champêtres et brouillé avec Priape, guéri aussi des illusions qu'il s'était faites sur son fils, cet ermite se flattait d'être plus heureux dans les soins qu'il donnait à son filleul, à son futur héritier. Quand il ne relisait pas ses auteurs favoris, son plus cher délassement était de lui prodiguer ses avis, ses préceptes; il goûtait un plaisir infini à façonner cette jeune âme, à pétrir cette terre glaise, et il s'efforçait de lui communiquer un peu de sa ressemblance. Quand l'enfant a bien pris ses leçons, il l'appelle son poulet, son cher petit gaillard, son petit bout d'homme, son petit coquin, son petit marquis de Marybone, ou son *eruditissimus puerulus*. Mais le second Philippe s'étant permis un jour de souhaiter qu'il n'y eût pas un seul livre au monde : « Ah! mon petit Goth, Visigoth, Ostrogoth, Hun, Hérule, il est bon que vous sachiez un peu qui étaient ces honnêtes gens dont vous avez adopté les sentimens. » Et là-dessus il lui raconte les exploits de ces affreux barbares qui, tuant, brûlant, saccageant tout, firent la guerre aux bibliothèques autant qu'aux hommes. « Après ce récit, voudriez-vous être encore Visigoth? Je me flatte que non. Il me serait impossible de dire mon cher Visigoth. » Quelques jours plus tard, Philippe, étant venu à résipiscence, reçoit un petit billet écrit en français et ainsi conçu : « Milord Chesterfield assure le petit marquis de Marybone de ses très humbles respects, et il aura l'honneur de venir le prendre ce matin à midi, en carrosse, pour lui montrer quelque chose, puis le mener dîner chez lui. »

Ce n'était pas un homme ordinaire que ce vieillard infirme et désabusé qui, au lieu de s'absorber dans ses maux et de s'enfoncer dans son noir, retrouvait toute sa verve, toute sa gaîté pour enseigner l'histoire et la géographie, la vie et le monde à un enfant. Mais dirons-nous avec le comte de Carnarvon que le beau volume dont nous lui sommes redevables nous révèle un lord Chesterfield que nous ne connaissions pas, un épicurien qui, en vieillissant, s'était amendé, dont les sentimens s'étaient ennoblis, dont l'âme s'était épurée, et qu'en un mot cette nouvelle publication le libère de tous les reproches que lui avaient attirés ses lettres à son fils? Non, en vérité, il n'y a eu qu'un Chesterfield. Qu'il écrivît dans son âge mûr à son fils naturel ou dans sa vieillesse à son filleul, défauts et qualités, c'était toujours le même homme.

Parmi les accusations portées contre lui, plusieurs sont fort injustes. On l'a traité d'égoïste endurci et impénitent, incapable de toute affection sérieuse, tout entier à ses affaires, à ses intrigues et à ses amusemens, et dont on ne saurait citer aucun trait qui prouvât qu'il eût du cœur. Cependant cet égoïste s'est montré fidèle et constant dans ses amitiés, auxquelles il attachait beaucoup de prix. Comme le remarque le comte de Carnarvon, il a été étroitement lié avec l'un des Anglais les plus vertueux de son temps, lord Scarborough, dont il disait lui-même que c'était le meilleur homme qu'il eût connu et le plus digne d'être aimé : « Nous avons vécu vingt années durant dans une union intime et sans réserves, et je dois à cette amitié plus que mon orgueil ne permet à ma reconnaissance de l'avouer. » Trois ans après la mort de cet ami si cher, il voulut qu'un peintre les représentât assis à la même table en face l'un de l'autre, et retouchant un mot de Virgile, il fit inscrire ces mots dans un coin du tableau : *Avulso deficit alter :* « quand l'un s'en va, l'autre n'est plus. » Aussi bien est-il possible de relire ses lettres à son fils sans reconnaître que cet observateur si pénétrant et si sceptique du monde et de la vie avait pour l'enfant de ses plaisirs une tendresse de poule pour son poussin ? Le seul tort de cette tendresse fut d'être trop longtemps aveugle. Quiconque n'aime que soi ne peut être un grand épistolaire ; c'est une règle sans exception.

Ses ennemis et ses censeurs l'accusaient aussi d'être un homme sans principes, corrompu dans l'âme et s'amusant à corrompre son fils. Rien n'est plus faux. Il a vécu dans un temps de grande corruption politique ; c'était un pays pourri jusqu'aux moelles que l'Angleterre de la première moitié du XVIIIe siècle. Entre les deux grands partis qui se la disputaient, il n'y avait plus guère de divergences d'opinions et de luttes de doctrines, aucun principe n'était en jeu. Il ne s'agissait que d'arriver, de jouir du pouvoir, de s'y enrichir et de s'y maintenir, et durant les vingt années de son ministère, Robert Walpole, tout en achetant comme ses devanciers les votes de l'opposition, s'appliqua par surcroît à corrompre les électeurs. Les occasions de se vendre n'ont jamais manqué à Chesterfield, il les a toujours écartées avec mépris. Il avait un haut sentiment de sa dignité personnelle, et il recommandait à son fils de se respecter toujours lui-même, de ne rien faire, de ne rien dire qui pût l'avilir à ses propres yeux, de ne jamais pécher ni contre les règles de la grammaire, ni contre les lois de l'honneur. Il lui citait le mot de Shaftesbury qui avait dit qu'il serait vertueux pour son propre compte quand l'univers n'en saurait rien, de même qu'il se laverait pour son propre agrément, fût-il sûr que personne ne regarderait son visage et ses mains : « Mon cher enfant, ayez une tendresse scrupuleuse pour votre caractère moral, évitez tout ce qui pourrait y jeter une ombre y faire une tache, si légère qu'elle fût. En toute occa-

sion, soyez l'avocat, l'ami de la vertu, sans en être le matamore. »

Après cela, l'honneur étant sauf, il y avait pour lui dans la morale un grand nombre de devoirs qu'il considérait comme des règles de pure convention, et dont il abandonnait l'observance à ceux qu'il appelait les nigauds. Non-seulement il autorisait son fils à savourer toutes les joies de ce monde, pourvu qu'il n'y eût pas d'excès, mais il l'y encourageait avec une crudité de langage qui l'a fait accuser fort justement de cynisme. C'était encore un des caractères de son temps. L'hypocrisie étant une maladie endémique en Angleterre, on la combat comme on peut, et les Anglais ont du goût pour les révulsifs, pour les remèdes violens. Assurément, c'était un cynique que le père qui disait à son fils âgé de quinze ans à peine : « En contez-vous à quelque belle? Faites-moi votre confident; vous ne trouverez pas en moi un censeur sévère; au contraire, je sollicite l'emploi de ministre de vos plaisirs; je vous en indiquerai, et même j'y contribuerai. » Sa conviction très arrêtée était que les plaisirs élégans sont le seul antidote aux plaisirs bas et grossiers, et que pour échapper « aux courtisanes, à la crapule, à la débauche, à cette fureur qui discrédite et déshonore, » un jeune homme doit avoir un commerce galant avec une femme du monde.

On s'est scandalisé, non sans raison, de la complaisance avec laquelle il revient et insiste sur cet article dans ses fameuses lettres. Le premier Philippe Stanhope n'avait pas encore vingt ans quand son père lui écrivait : — « Lisez Fontenelle, lisez Euclide, lisez en grec Démosthène et Thucydide, mais que le grand livre du monde soit votre principale étude! *Nocturna versate manu, versate diurna*, ce qui signifie en bon anglais : Passez vos jours à feuilleter les hommes, passez vos nuits à feuilleter les femmes; mais tenez-vous-en aux meilleures éditions. » Et, bientôt après : « On m'assure que Mme de Blot, sans avoir des traits, est jolie comme un cœur, et que nonobstant, elle s'en est tenue jusqu'ici scrupuleusement à son mari, quoiqu'il y ait déjà plus d'un an qu'elle est mariée. Elle n'y pense pas! Il faut décrotter cette femme-là. Décrottez-vous donc tous les deux réciproquement. » — Et il lui expliquait que, pour se décrotter tout à fait, un jeune homme désireux de bien faire doit avoir tout à la fois un *arrangement* avec une femme déjà mûre, qui se charge de le débourrer, de le dégourdir, et une tendre liaison avec une femme plus jeune, qui le sauve des folies méprisables : — « Que vous dit Mme Dupin? On m'assure qu'elle est encore fort bien. Elle a de l'esprit, de la littérature, de la délicatesse, des manières; un tel arrangement vous serait avantageux et vous mettrait en lumière. Comme elle a perdu l'éclat de la jeunesse, elle sera plus disposée à écouter votre petite histoire si vous la contez bien. Pour un attachement, je la préfère à la petite Blot; s'il ne s'agit que d'une pure galanterie, je préfère la petite Blot; mais l'une n'empêche pas l'autre, et ces deux affaires peuvent être menées de front. »

Il faut accorder au comte de Carnarvon qu'on ne trouve rien de pareil dans la correspondance qu'il vient de publier; mais il est bon de considérer que, quand il reçut les premières lettres de son parrain, le second Philippe Stanhope n'avait que six ans, et que lorsqu'il en eut seize, son parrain était mort. A peine en eut-il sept, on lui expliqua que décrotter signifie polir un jeune homme, lui donner l'air et le ton de la bonne compagnie, le former, qu'une coquette est « une dame pétrie de grâces qui agace les amans, » et ce que c'est qu'en conter à une femme.

Il savait aussi que la plus triste destinée est d'être un lourdaud, un nigaud, manquant d'entregent, d'aplomb et de manières; que la suprême misère est de ressembler à un de ces gentilshommes campagnards dont Fielding a immortalisé l'ivrognerie et les gros goûts dans la personne du squire Western; qu'on ne saurait étudier trop tôt l'art de plaire, le premier des beaux-arts, et que de très bonne heure il faut avoir des attentions pour les femmes, « flatter leurs vanités, leurs caprices, leurs bizarreries, parce qu'elles décident de la mode et du bon ton, et que, dès qu'une femme du bel air décrie un jeune homme qui lui paraît gauche, maussade et impoli, le voilà décrié comme la fausse monnaie. » Comparez les lettres au futur héritier avec le premier volume des lettres au fils naturel, vous y trouverez la même morale, les mêmes maximes, les mêmes anecdotes et souvent les mêmes expressions, les mêmes formules avec quelques variantes. Les paroles peuvent différer, mais nous connaissions déjà la musique. « Je vous félicite de tout mon cœur de l'heureuse arrivée de l'adorable Jenny Truelove. Quel joli nom pour une pastorale que bergère fidèle! Vous devriez lui faire présent d'un gâteau de la belle et incomparable Trusler, cette perle des pâtissières... Adieu, mon petit drôle; divertissez-vous, soyez gai, et, si vous le voulez, vous n'avez qu'à conter des fleurettes à la divine Jenny Truelove. » Tout cela ressemble à une préparation; le grand cuisinier mortifie cette viande avant de la larder. Au surplus, le comte de Carnarvon, par un excès de scrupule et au mépris de son devoir d'éditeur, a jugé nécessaire de remplacer par des astérisques un certain nombre de passages qui lui ont paru trop vifs, trop libres et peu respectueux pour l'innocence d'un petit Anglais. Que lord Carnarvon expie son crime en confessant que, si le diable s'était fait ermite, cet ermite n'était pas un anachorète pénitent, et que si, jusqu'à sa mort, il a flétri certaines bassesses qui déshonorent un homme, jusqu'à sa mort aussi il a fait grâce aux péchés aimables qui embellissent la vie.

Les plus nobles instructions qu'il donne à son filleul sont celles qui concernent les devoirs d'un gentilhomme envers ses inférieurs. L'enfant, infatué, paraît-il, de lui-même, de sa situation dans le monde, traitait avec hauteur les subalternes; son parrain ne se lasse pas de

l'en reprendre : « Si je ne me trompe, j'ai découvert dans ce petit cœur des germes cachés d'orgueil que la nature, très bonne pour vous, n'y avait point semés, et dont vous êtes redevable aux sots et aux flatteurs. Sans doute, on vous traite de jeune squire, et par anticipation peut-être de jeune lord. Et après? Êtes-vous mieux né que la servante qui nettoie vos souliers?.. Les premiers hommes, d'où nous descendons tous également, labouraient et bêchaient la terre. Ceux qui avaient gagné de quoi vivre quittèrent les premiers cette pénible vie ; les autres travaillent encore. Voilà toute la différence entre la noblesse, les roturiers et les paysans... Oui, selon la nature, la servante de M. Robert est aussi bien née que vous; elle a eu un père et une mère, un grand-père et une grand'mère, et des ancêtres jusqu'à Adam. Si vous lui donnez de l'argent, elle vous donne son travail. Ne vous en faites donc pas accroire au sujet de votre naissance, qui n'est en rien meilleure que la sienne; mais faites-vous valoir par vos vertus et vos manières, c'est la seule et véritable noblesse. Tout homme qui méprise ceux qu'il lui plaît d'appeler des gens de rien est le plus sot et le plus ridicule animal de la terre. »

Voilà des paroles qui en rachètent beaucoup d'autres. Pour se recommander à la faveur de Chesterfield en lui démontrant la haute antiquité de sa famille, quelqu'un, raconte lord Carnarvon, lui avait fait hommage d'une très vieille peinture qui représentait un homme, sa femme et leurs deux enfans et où l'on voyait dans un coin les armes des Stanhope. Il écrivit au-dessous : « Voilà Adam Stanhope du jardin d'Éden et Ève Stanhope, sa femme, avec leurs fils, Caïn et Abel Stanhope. » Par sa morale relâchée, mais humaine et généreuse, il était vraiment de son temps. La philanthropie, la tolérance, le mépris des préjugés de classe, de nation et de secte, telles étaient, selon lui, les grandes vertus. Il enseignait à son fils que l'humanité est le trait distinctif des grandes âmes; que pour être parfaitement honnête homme, il ne suffit pas d'être juste, qu'il faut être généreux et que rien ne vaut le plaisir de faire du bien. A son filleul, il dira avec plus de grâce : « Ne répandons pas seulement des bienfaits, mais des fleurs sur nos compagnons de voyage dans les chemins raboteux de ce misérable monde. » Et il se plaindra que, en Angleterre surtout, la bienfaisance a le visage dur et ne sait pas sourire.

Le code du vrai gentleman, tel qu'on pouvait se le représenter dans l'Angleterre de la première moitié du XVIIIe siècle, les vertus qu'il doit avoir et celles dont il peut se passer; les plaisirs qu'il peut se permettre et ceux qu'il doit s'interdire, voilà ce que Chesterfield enseignait aux deux jeunes gens dans lesquels il avait rêvé de se voir revivre. Chaque siècle et chaque pays, quelques noms qu'ils lui donnassent, eurent leur idéal du vrai gentleman. En France, c'était l'homme de bonne compagnie ou l'honnête homme. En Italie, au temps de la renais-

sance, c'était le cavalier accompli, le *cortegiano*, tel que l'a dépeint Castiglione. Au moyen âge, c'était le parfait chevalier, joignant au courage d'un preux la courtoisie, *la prudhomie* et *l'attemprance*. A Athènes, c'était l'adolescent bien né, qui orne ses vertus de grâce et de beauté et met beaucoup d'élégance dans ses vices. Si nous remontions jusqu'au temps d'Homère, nous verrions dans le jeune Télémaque un fils de roi qui, à l'instigation de la plus sage des déesses, aspire à posséder toutes les qualités d'un parfait gentilhomme, la connaissance du métier des armes, la science du monde, qu'on acquiert en voyageant, le don de la parole, nécessaire pour avoir de l'autorité dans les assemblées ; la politesse envers les étrangers, le respect de toutes les bienséances, la modestie et le discernement, qui font qu'on se tient à sa place, et assez de sentiment de soi-même pour ne la laisser prendre par personne.

Comme Pallas Athéné, Chesterfield estimait que le vrai *gentleman* ne peut être un oisif, un inutile, qu'il doit avoir l'ambition de gouverner un jour son pays, et de son temps déjà, un Anglais ne pouvait arriver à rien que par le parlement et les succès parlementaires. Comme Télémaque, son *gentleman* doit avoir la parole à son commandement et se former de bonne heure à l'éloquence. Comme Télémaque, il doit voyager pour s'instruire des mœurs et des pensées des peuples et s'initier à leurs affaires. Comme Télémaque encore, il doit être un scrupuleux observateur des bienséances. Mais Chesterfield apporte à ce code des raffinemens inconnus dans une petite île qui ne nourrissait que des chèvres. Il exige que son gentleman joigne à une solidité de mérite, qui ne s'acquiert que par des études aussi approfondies qu'universelles, les manières exquises de la plus exquise société, un charme, un art de plaire qui selon lui ne pouvait s'apprendre qu'à Paris.

Approfondissez tout et sacrifiez sans cesse aux grâces : voilà ses deux éternels préceptes, à quoi il ajoute que le secret de l'agréable comme du solide est une attention qui ne s'endort et ne se relâche jamais. « Ne faites jamais qu'une chose à la fois, et soyez tout entier à ce que vous faites. Quand vous lisez Puffendorf, ne pensez pas à Mme de Saint-Germain, et quand vous parlez à Mme de Saint-Germain, ne pensez jamais à Puffendorf. » Ce n'est pas tout. Il faut savoir tour à tour se tendre et se détendre, et le don suprême est le *versatile ingenium*, cette souplesse d'esprit et de cœur qui permet de s'accommoder aux temps, aux mœurs, aux circonstances, à l'humeur de chacun, d'être sérieux avec les plus sérieux, badin avec les gens gais et selon les cas frivole ou grave, sage ou libertin. « Quand vous serez en Suisse, écrivait-il à son fils, ayez l'air d'un Suisse, soyez Hollandais en Hollande, et après trois mois de séjour à Paris, faites dire à tout le monde : Ce petit Stanhope est des nôtres. » Le type du parfait gentleman selon le cœur de Chesterfield était Alcibiade, le caméléon, et après lui Bolingbroke,

ce libertin qui avait prouvé qu'un homme de plaisirs peut être un grand homme d'affaires, et dont le seul tort était d'avoir compromis les talens les plus heureux par les intempérances et les gros plaisirs d'une jeunesse trop orageuse. « Pourquoi ne seriez-vous pas un Bolingbroke, mais un Bolingbroke plus maître de lui et gouvernant mieux sa vie? »

C'est ce même idéal qu'il proposait à son petit filleul, et pour se mettre à sa portée, il lui écrivait des lettres dont la morale peut se résumer ainsi : « Mon cher petit gaillard, ne soyez pas comme beaucoup de vos compatriotes un ours à deux pattes. Ayez les Visigoths en horreur, et pour ne leur ressembler en rien, ne fourrez jamais vos doigts dans votre nez, ne mettez pas vos coudes sur la table, regardez en face les gens qui vous parlent, et si vous voulez dire à une dame de condition que vous avez été à sa porte pour lui rendre visite, ne lui dites pas brusquement : « Je suis allé chez vous. » Il faut lui dire : « Madame, j'ai tâché d'avoir l'honneur de vous faire ma cour. » Ceci n'est rien, mon cher petit égrillard. Apprenez à marcher, à manger, à danser, à saluer comme un vrai gentleman. Si vous ne deviez être jamais qu'un gentilhomme campagnard ou un honnête Hottentot, tout serait fini entre nous. Soyez attentif à vos plaisirs comme à vos études. Pour être heureux sur cette terre, il faut être aimé et respecté ; c'est à force d'attention que vous vous rendrez respectable par votre mérite, c'est par vos attentions que vous passerez pour un homme aimable. Comment les jésuites ont-ils fait leur chemin dans le monde ? Ils ont toujours étudié l'art de plaire. Méprisez les sots et les drôles, mais que votre mépris soit courtois ! Ces gens-là forment les trois quarts du genre humain, et s'ils ne sont pas respectables, ils sont dangereux. Tout excès est fâcheux. Soyez à la fois diligent et méthodique, unissez l'ardeur de l'esprit à la circonspection. La plus agréable des danses est le menuet, parce que la mesure n'en est ni trop vive ni trop lente. Quoi que vous fassiez, quoi que vous disiez, réglez toutes vos actions et toutes vos paroles sur le mouvement d'un menuet. Apprenez d'un grand homme qui s'appelait Socrate qu'il faut sacrifier aux grâces. Suppliez-les de vous accompagner dans tous les hasards de votre vie, et faites-leur le sacrifice de vos accès d'humeur et de vos indolences. Elles vous récompenseront de votre effort en vous donnant le je ne sais quoi. C'est une grande chose que le je ne sais quoi. Il inspire aux hommes un préjugé en notre faveur, et c'est par les préjugés des hommes qu'on arrive à tout. Dieu vous bénisse, mon petit coquin, et dans ce monde et dans l'autre ! » Ce n'était encore là qu'un cours d'enseignement primaire ; dans le cours supérieur, s'il avait assez vécu pour l'écrire, il aurait initié aux grands mystères cet élève bien préparé, et sans doute il l'eût engagé à se mettre bien vite en quête d'un bon arrangement et d'une jolie petite décrotteuse.

Le cynisme est la forme brutale de la franchise, et si l'on considère que la parfaite franchise est la qualité qui manque le plus à la littérature courante de nos voisins, qu'ils n'accordent qu'à leurs écrivains de génie le droit d'être tout à fait sincères, on pardonnera plus facilement à Chesterfield les crudités de son langage et l'effronterie de sa sagesse. Ce qu'on a plus de peine à excuser, c'est sa tendance à réduire toute la morale au principe de l'intérêt personnel. Quel que fût son mépris pour la philosophie et les abstractions, il était par son utilitarisme pratique un disciple de Locke, et autant que David Hume, un précurseur de Bentham.

Il prêche la philanthropie, la tolérance, et si ses préceptes sont souvent généreux, ses principes ne le sont jamais. Les hommes, selon lui, se valent à peu près les uns les autres et ne sont après tout que d'assez méchans animaux. Nous nous croyons des êtres raisonnables; mais s'adresser à notre raison, c'est en user comme ces maladroits qui font leur cour à un premier ministre sans influence et négligent le favori, seul dispensateur de toutes les grâces. Nos favoris et nos maîtresses sont nos préjugés, et nos préjugés naissent de nos passions. Tout homme a sa passion dominante, qu'il faut tâcher de découvrir pour pouvoir s'en garer ou s'en servir. Mais par un vice de nature, il y a en nous tant de fragilité et d'inconséquence, que nous ne sommes pas même capables d'être fidèles à nos passions. Il en résulte que les vrais motifs de notre conduite sont souvent enveloppés d'un impénétrable mystère et que la plupart de nos actions sont les filles de la fortune et du caprice. « Un souper frugal, une bonne nuit et une belle matinée ont souvent fait un héros du même homme qui, par le fait d'une indigestion, d'une insomnie et d'une matinée pluvieuse, se serait comporté comme un couard. » L'homme étant une créature si misérable, pourquoi faut-il être philanthrope? C'est qu'étant tous des créatures très incomplètes, nous avons tous besoin les uns des autres, du domestique qui cire nos bottes, comme du souverain qui dispense les faveurs, et qu'on ne prend pas les mouches avec du vinaigre.

Pourquoi Philippe Stanhope doit-il apprendre à plaire? C'est qu'il placera ainsi son mérite à de gros intérêts. Pourquoi l'engage-t-on à acquérir certaines vertus? C'est qu'elles donnent de la considération, que la considération engendre la confiance, et que la confiance est un revenu. « Le colonel Chartres, qui est, je crois, le plus insigne et le plus fieffé gredin des trois royaumes, était si sensible aux inconvéniens d'une mauvaise réputation que je lui ai entendu dire qu'il ne donnerait pas un liard de la vertu, mais qu'il donnerait bien 10,000 livres pour avoir une bonne réputation, parce qu'elle lui servirait à en gagner 100,000. » Mais, s'il y a des qualités utiles, il y a des défauts et des vices qui ne le sont pas moins, et le plus utile de tous est la vanité. « Il n'est point de passion, écrivait-il à son fils, au mois de no-

vembre 1752, qui soit plus propre à nous guérir de notre indolence, de notre inertie, de notre apathie naturelle. Je le confesse, elle m'a fait commettre plus d'une sottise ; mais je lui dois tous les succès que j'ai remportés dans le monde. J'étais à mes débuts prodigieusement vaniteux. Je souhaitais avec rage que tout le monde m'admirât et m'applaudît, et rien n'a plus contribué au développement de toutes mes facultés. Avec les hommes j'étais un vrai Protée, et, quant aux femmes, je désirais qu'elles fussent toutes amoureuses de moi, même celles dont je me souciais comme d'une prise de tabac. J'acquis bientôt la réputation d'en avoir possédé quelques-unes parmi les plus huppées, et cette réputation, bien ou mal fondée, me permit d'en avoir d'autres. Je vous en conjure, mon cher ami, ayez un peu plus de vanité. Déployez tous les artifices d'une grande coquette ; sur ma parole, vous vous en trouverez bien. » Les plus beaux fruits ont leur ver caché ; mais Chesterfield est le seul instituteur qui ait pris soin de mettre lui-même le ver dans le fruit comme un de ces hôtes précieux, désirables et de bon augure qui portent bonheur à la maison qu'ils habitent.

On peut penser ce qu'on voudra de la morale utilitaire ; mais il ne faut pas la prêcher aux petits garçons à qui on souhaite beaucoup d'avenir. Enseignez-leur des raisons d'agir qui ennoblissent leurs actions, et songez que toutes les adolescences qui ont préparé de belles vies avaient été couvées par une chimère. « Le plus honnête homme, disait Chesterfield, est celui qui s'aime le mieux. » A la bonne heure, mais ne le dites pas au petit Philippe ! Il le lui dit et le lui redit. Cet homme si intelligent n'a jamais pu comprendre que le plus vilain monstre, ou tout au moins la plus laide bête de la création, est un enfant calculé et sournois, qui préfère son intérêt à son tambour.

Heureusement, cette morale utilitaire portait avec elle son correctif. Le maître tenait la dragée si haute à ses disciples, les préceptes étaient si nombreux et si délicats, le code de l'art de plaire était si compliqué, il fallait tant d'application et tant d'efforts pour devenir ce gentleman accompli qui s'avance dans la vie comme un conquérant et à qui tout rend les armes, qu'il y avait là de quoi rebuter les plus intrépides courages. Chesterfield leur représentait le monde comme une maison de servitude et de contrainte, où il fallait sans cesse prendre sur soi, se faire violence, vaincre ses penchans par des motifs de fortune, de gloire, de bienséance. Il en parlait comme Massillon démontrant aux mondains que leurs pratiques les plus frivoles et leurs oisivetés mêmes étaient plus laborieuses que les exercices d'un pénitent : « Eh ! qu'est-ce que votre vie, qu'une éternelle contrainte, une gêne qui ne finit point, une suite d'occupations opposées à vos penchans, une scène où il faut toujours jouer le personnage d'un autre ? » Les deux Philippe, quoiqu'ils eussent appris le français, sont morts sans avoir lu les admirables sermons sur la Samaritaine et sur le Respect humain ; mais, sûrement, ils

se sont dit à leur manière : « Le zèle, l'indulgence, la vie commune, la retraite, la fuite des grandes places, les grandes places elles-mêmes, tout trouve des censeurs. Faites convenir, si vous le pouvez, tous les hommes sur votre sujet, et alors on vous permettra de faire de la vanité de leurs opinions la règle de votre conduite. Eh! oui, si savans que nous soyons dans l'art de plaire, nous ne plairons pas à tout le monde, et vraiment il en coûterait moins d'être un ascète, un philosophe, un saint, que d'acquérir le je ne sais quoi et de régler toutes ses actions sur les trois temps d'un menuet. Mieux vaut nous rendre heureux en suivant tous nos penchans. » Et l'un et l'autre suivirent leurs penchans, qui étaient des inclinations d'hommes très médiocres.

Le premier n'eut pas plus tôt trente ans que son père renonça à rien faire de lui : « Votre fainéantise me fait trembler pour vous, et je crains que vous ne croupissiez à jamais dans une méprisable obscurité. La paresse est un suicide; l'homme est détruit, bien que les appétits de la brute lui survivent... Je désespère de votre élection au parlement. Cela ne vous fait rien, et vous avez tort. Vous auriez pu, à la rigueur, faire bonne figure au second rang. C'est un endroit où il y a place pour plus d'une ombre : *locus est et pluribus umbris.* » Cet enfant de l'amour ne fut pas même un fantôme de député; quelques mois plus tard, on l'enterrait. Le filleul fut lord, mais ne brilla pas par son éloquence. Assez bonhomme, mari passable, bon agriculteur, il fut un de ces gentilshommes campagnards que Chesterfield détestait et un véritable Visigoth. Il avait hérité de l'admirable et historique manoir de Bretby, construit sur le plan du vieux palais de Versailles et plein de souvenirs; il le fit jeter bas. A l'égard du je ne sais quoi, il avait celui qui déplaît, et Mme d'Arblay, l'auteur de *Cécilia*, disait de lui : « Le feu lord Chesterfield, cette quintessence du bon ton, rougirait de voir son successeur, qui sans contredit est l'homme le plus mal élevé que j'aie jamais rencontré. »

Un tableau peint en 1810 nous le montre dans la cour de sa ferme. Gros, robuste, épais, un peu ventru, il examine d'un air froid et d'un œil d'inquisiteur une superbe génisse, dont son homme d'affaires lui signale tous les mérites. O vanité des rêves et des éducations raffinées! Par deux fois la graisse des conseils et la rosée de la sagesse étaient tombées sur une terre ingrate; où Chesterfield s'attendait à voir fleurir des roses, il n'avait poussé que des chardons. A la vérité, son héritier était un beau chardon; mais c'est un genre de beauté qu'il méprisait profondément, et le mépris était peut-être la plus forte de ses passions. C'est sans doute pour cela qu'il n'est jamais devenu premier ministre.

G. VALBERT.

REVUE LITTÉRAIRE

ALEXANDRE HARDY.

Alexandre Hardy et le Théâtre français au commencement du XVIIe siècle, par M. Eugène Rigal. Paris, 1890; Hachette.

Il y a, dans la *Poétique* d'Aristote, une petite phrase que je me garderais bien de citer dans son texte grec, si ce n'était qu'on en a proposé, — comme de toutes les phrases de ce livre célèbre et obscur, — cinq ou six traductions différentes. C'est quand, après avoir exposé sommairement les origines de la tragédie, Aristote arrive à Eschyle, et il s'exprime ainsi : πολλὰς μεταβολὰς μεταβαλοῦσα, ἡ τραγῳδία ἐπαύσατο ἐπεὶ ἔσχε τὴν αὑτῆς φύσιν. Ce que je traduis, ou plutôt ce que je paraphrase de la manière suivante : « Après s'être essayée dans bien des directions, la tragédie se fixa, quand elle eut enfin reconnu sa nature. » Tout aussi bien et même mieux que l'histoire de la tragédie grecque, dont encore aujourd'hui bien des parties nous échappent, l'histoire de la tragédie française peut servir de commentaire, d'illustration, et de preuve à cette phrase de la *Poétique*. Avant d'atteindre sa perfection, la tragédie française classique, celle de Corneille et surtout de Racine, a essayé de plusieurs moyens d'y atteindre, et, quand elle y a eu touché, ἐπαύσατο, comme dit Aristote, elle s'est reposée, ou fixée, — pour bien peu de temps, il est vrai, puisque son histoire, au dix-huitième siècle, n'est que celle de sa décadence. L'intérêt du gros livre de M. Eugène

Rigal sur *Alexandre Hardy et le Théâtre français au commencement du* XVIIe *siècle* est de faire une lumière nouvelle sur l'un des momens les plus intéressans de cette évolution.

Et je suis bien aise que ce livre ne soit pas mauvais; qu'il soit même bon, quoique gros; car autrement, puisqu'il a commencé par être une thèse de Sorbonne, je n'aurais pu m'empêcher de faire timidement observer que peut-être s'occupe-t-on beaucoup de théâtre, en Sorbonne, depuis quelques années. En effet, de trois thèses que nous voyons paraître, il y en a quasi régulièrement deux qui roulent sur le théâtre; et je sais tel professeur de « poésie française » qui parle toute une année du théâtre de Scribe ou de celui de Labiche, d'*Adrienne Lecouvreur* ou du *Chapeau de paille d'Italie*. Sans doute, c'est pour repousser, ou pour éloigner de lui par avance l'accusation de pédantisme, qui est celle dont tous nos professeurs, petits ou grands, jeunes ou vieux, semblent avoir aujourd'hui le plus de peur. Ils veulent enseigner en riant, et ils font jusqu'à de la linguistique ou de l'épigraphie « en hommes du monde. » Mais pour cette fureur de théâtre, le moindre inconvénient que j'y trouve, c'est de réduire insensiblement toute l'histoire de la littérature à celle du théâtre, laquelle en fait sans doute une partie, mais une partie moins considérable, moins importante, moins littéraire qu'on ne le croit. Songe-t-on assez qu'une tragédie : *Zaïre;* cinq ou six comédies de Marivaux; et *le Barbier de Séville* avec *le Mariage de Figaro*, voilà tout ce qui survit du théâtre du XVIIIe siècle! Ajoutons-y peut-être quelques opéras-comiques de Favart.

Le reste ne vaut pas l'honneur d'être nommé !

On l'a bien vu quand la Comédie-Française a essayé de ressusciter les Poinsinet et les Fagan. Ne sont-ce pas aussi de beaux sujets de thèse? Et là-bas, au fond de sa province, quelque jeune professeur n'y travaille-t-il point? C'est ce que j'attendrai pour reprendre ce thème; — et tout ce que je crains, c'est que l'on ne me fasse pas attendre assez longtemps.

Au moins cet Alexandre Hardy, dont M. Rigal vient d'étudier si consciencieusement la biographie et les œuvres, a-t-il pour lui de représenter toute une époque de l'histoire du théâtre français. Ecrivain détestable, mais dramaturge fécond, qui se vante lui-même quelque part de n'avoir pas écrit moins de cinq ou six cents pièces, ce qui semble beaucoup, on peut dire que Hardy, de 1600 jusqu'en 1630, a régné souverainement sur la scène. Nous ne trouverions guère à citer parmi ses contemporains qu'Antoine de Moncrestien, avec son *Aman*, sa *Carthaginoise*, ou son *Écossaise*, et, un peu plus tard, Théophile de

Viaud, pour son unique tragi-comédie de *Pyrame et Tisbé*. Mais ce qui rend Hardy plus intéressant encore à étudier, c'est que non-seulement toutes les pièces qui nous restent de lui ont été représentées, mais il est le premier de nos tragiques qui ait vraiment écrit pour la scène; dont les œuvres ne soient point un simple exercice de rhétorique; et par suite, en un sens plus précis et plus étendu qu'on ne paraît généralement l'entendre, il mérite qu'on le nomme vrai fondateur du théâtre français.

C'est ce que M. Rigal s'est attaché d'abord à établir, et c'est ce qu'on peut considérer désormais, grâce à lui, comme acquis à l'histoire littéraire. Sans doute, au XVIe siècle, animée qu'elle était de la généreuse ambition de tout renouveler, et de substituer aux anciens genres des genres, non pas nouveaux, mais au contraire quelque peu servilement imités de l'antique, la Pléiade n'avait eu garde d'oublier, après l'épopée et l'ode pindarique, la comédie et la tragédie. « Quant aux comédies et tragédies, avait dit du Bellay dans sa *Défense et illustration de la langue française*, si les rois et les républiques les voulaient restituer en leur ancienne dignité, qu'ont usurpée les farces et moralités, je serais d'opinion que tu t'y employasses; » et l'on sait que presque aussitôt, avec sa *Cléopâtre*, avec sa *Didon*, avec son *Eugène*, Jodelle avait répondu à l'appel. D'autres avaient suivi, et parmi eux, sur la fin du siècle, un vrai poète, Robert Garnier, l'auteur des *Juives;* d'une *Bradamante*, la première en date, si je ne me trompe, de nos tragi-comédies; et d'un *Hippolyte*, qu'on ne saurait mieux louer qu'en disant qu'on y trouve l'origine, ou le pressentiment tout au moins, de quelques-unes des plus belles scènes de la *Phèdre* de Racine. Mais une chose lui avait manqué, comme à ses prédécesseurs : je veux dire cette épreuve de la représentation, qui peut seule établir entre l'auteur dramatique et le public de son temps la communication sans laquelle, à proprement parler, il n'y a pas de drame. Ce que l'œuvre dramatique a, en effet, de caractéristique et de distinctif, c'est qu'étant faite pour être jouée, — comme la peinture, par exemple, est faite, sans doute, pour réjouir les yeux, et la musique, d'abord et avant tout, pour charmer l'oreille, — on ne saurait la détacher ni des conditions matérielles de la représentation scénique, ni de la nature et de la composition du public auquel elle est destinée. Disons encore, si l'on veut, que, jusqu'à la représentation, il en est d'elle comme d'un enfant qui aurait vécu dans l'isolement de la famille, et dont on pourrait bien dire quels sont les traits les plus généraux de son caractère, mais non pas prédire ce qu'ils deviendront au contact de la vie. Le contact de la vie, pour l'œuvre dramatique, c'est l'épreuve de la représentation. Non-seulement action, mais action publique, ses qualités ou ses défauts n'apparaissent, comme l'on dit, qu'aux chandelles. Et elle

ne commence enfin vraiment d'être qu'autant qu'elle monte sur la scène pour s'exposer au jugement des spectateurs assemblés. Les tragédies de Garnier, représentées dans les collèges, par des lettrés et pour des lettrés, écrites pour être lues, n'appartiennent qu'à peine, — et comme qui dirait pour mémoire, — à l'histoire du théâtre français.

Pour mettre ce point hors de doute, il suffit de rappeler, après M. Rigal, qu'au temps de Jodelle ou de Garnier, non-seulement il n'existait point, à Paris, de théâtre régulier, mais il ne pouvait pas même y en avoir. Depuis qu'un arrêt du parlement, rendu en 1548, avait interdit aux confrères de la Passion, — qui venaient justement alors de s'établir à l'hôtel de Bourgogne, — « de jouer le mystère de la Passion de notre Sauveur, ni autres mystères sacrés, sous peine d'amende arbitraire, » comme les confrères n'en avaient pas moins conservé le droit exclusif de donner des représentations théâtrales, — et, par conséquent, de les interdire à tous autres qu'eux-mêmes, — il en était résulté l'impossibilité de fonder ni théâtre permanent, ni troupe régulière, ni répertoire durable. Favorisé ou entretenu qu'il était par l'esprit processif et jaloux des confrères, d'une part, et, de l'autre, par le mépris qu'on affectait, dans l'école de Ronsard, pour les soties, moralités ou farces, et « autres pareilles épisseries, » cet état de choses ne dura guère moins de quarante ou cinquante ans. Sans doute aussi que parmi le tumulte des armes, — puisque c'est le temps alors des guerres de religion et des troubles de la Ligue, — on n'avait pas grand loisir pour songer au théâtre. Mais toujours est-il que pendant ces quarante ou cinquante ans, ni les troupes de province, en supposant qu'il en existât, ni les forains, ni les comédiens italiens ne purent prévaloir contre le privilège des confrères de la Passion ; que c'est à peine si l'on donna, dans les collèges ou dans les hôtels privés, quelques représentations, qui, n'ayant pas de lendemain, participaient plutôt du caractère d'une solennité que de celui d'un divertissement habituel ; et qu'enfin il fallut attendre que les confrères, n'attirant plus personne avec leurs farces, eussent pris d'eux-mêmes le parti de céder ou d'affermer leurs droits à de véritables comédiens (1).

On se précipita par la brèche. Les comédiens italiens, en dépit d'un arrêt d'expulsion, protégés qu'ils étaient par la faveur royale, commencèrent de jouer assez régulièrement ; les forains, en 1596, obtinrent un jugement qui consacra leurs droits ; le parlement refusa d'enregistrer la permission qu'Henri IV, en 1598, accorda aux confrères de reprendre leurs anciens mystères ; et une troupe régulière vint enfin se fixer à

(1) Voyez d'ailleurs sur toutes ces questions, encore imparfaitement débrouillées, un petit livre du même M. Rigal : *Esquisse d'une histoire des théâtres de Paris, de* 1548 *à* 1634. Paris, 1887 ; Dupret.

Paris. Il semble bien qu'elle arrivât de province; et c'était celle dont Alexandre Hardy, depuis déjà quelques années sans doute, était le poète à gages ou le fournisseur attitré : « M. Corneille nous a fait un grand tort, disait plus tard une comédienne en renom; *nous avions ci-devant des pièces de théâtre pour trois écus, que l'on faisait en une nuit;* on y était accoutumé et nous gagnions beaucoup : présentement, les pièces de M. Corneille nous coûtent bien de l'argent, et nous gagnons peu de chose. » On jugera sur ces paroles de la situation d'Alexandre Hardy; et, à raison de 3 écus la pièce, on ne s'étonnera peut-être plus qu'il en ait fait cinq ou six cents, mais plutôt qu'il n'en ait point fait davantage. De ces cinq ou six cents, il n'en a d'ailleurs, heureusement pour nous, imprimé qu'une quarantaine : soit, neuf « poèmes dramatiques, » dont il y en a huit de consécutifs, tirés des *Chastes et loyales Amours de Théagène et Cariclée;* cinq « pastorales; » quinze « tragi-comédies; » et douze « tragédies. » Admirons ici le courage de M. Rigal, qui ne les a pas seulement lues, mais analysées, l'une après l'autre, et beaucoup plus longuement, à notre avis du moins, qu'elles n'en valaient la peine.

Il alléguera sans doute, pour sa défense, que peu de gens, même parmi ceux qui en ont parlé, semblent avoir lu le théâtre d'Alexandre Hardy; et je conviens avec lui qu'il y paraît assez, rien qu'à la manière dont ils en ont parlé. C'est ainsi que, pour avoir tiré des *Nouvelles* de Cervantes, trois pièces en tout sur quarante et une : *Cornélie; la Force du sang, la Belle Égyptienne;* une autre d'un autre recueil espagnol; et une cinquième enfin, sa *Félismène*, de la *Diane* de Montemayor, on lui reproche d'avoir effrontément pillé le répertoire de Lope de Vega. — Je ne dis rien de Calderon, dont aussi bien M. Rigal eût pu se passer de parler. Né vers 1600, Calderon ne commença d'écrire qu'en 1619 ou 1620, et quand ses comédies furent imprimées pour la première fois, il y avait huit ou dix ans qu'Hardy était mort. — D'autres reprochent à notre poète qu'ayant trouvé le théâtre engagé, par ses prédécesseurs, dans les voies de la tragédie classique, il l'en aurait détourné pour le rendre à l'irrégularité ou à la grossièreté du moyen âge. Et d'autres s'étonnent ou se plaignent enfin, qu'étant maître de faire ce qu'il voulait, il ait encore écrit tant de *Didon*, de *Méléagre* ou d'*Ariane*, au lieu de nous donner, comme le faisait alors Shakspeare en Angleterre, des *Hamlet*, des *Macbeth* et des *Richard III*. Tous ces reproches tombent, nous dit M. Rigal, si l'on prend la peine de le lire et surtout si l'on veut bien un peu considérer en quel temps il a vécu. Disciple de Ronsard, et, comme tel, « classique » par goût, c'est par nécessité que Hardy a été « romantique. » Tout ce que l'on pouvait faire alors pour préparer la tragédie de Corneille ou de Racine même, il l'aurait fait. Et son seul crime, si c'en est un, est d'avoir manqué de génie.

Je le crois volontiers ainsi, quoique d'ailleurs ce que je ne saurais

accorder à M. Rigal, c'est que le caractère « romantique » du théâtre de Hardy dépende uniquement de l'organisation matérielle de la scène au commencement du XVIIe siècle, et, en particulier, de la nécessité de conformer le choix de ses sujets aux exigences du décor multiple ou simultané. Non que je méconnaisse l'intérêt de la découverte, — car c'en est une, — ou que j'en veuille diminuer l'importance : M. Rigal me paraît avoir parfaitement montré qu'en héritant de la salle de l'hôtel de Bourgogne, la troupe de Hardy avait également hérité comme qui dirait de ses décors, et de la manière de les planter. C'était celle du moyen âge. Tout autour de la scène, dans un ordre et à des intervalles réglés sans doute par la nature du sujet, on disposait donc la figure des lieux où devait successivement se transporter l'action, de telle sorte qu'ils fussent tous à la fois présens aux yeux des spectateurs, et, ordinairement, pour la durée entière de la représentation. « Au milieu du théâtre, — lisons-nous dans un manuscrit dont personne encore n'avait tiré parti plus ingénieusement que M. Rigal, — il faut *une chambre* garnie d'un superbe lit, lequel se ferme et ouvre quand il en est besoin. A un côté du théâtre, il faut *une forteresse*... Autour de ladite forteresse doit avoir une mer haute de deux pieds huit pouces, et à côté de la forteresse, *un cimetière*... Une fenêtre d'où l'on voit *la boutique du peintre*, qui soit à l'autre côté du théâtre, et, à côté de la boutique, il faut *un jardin* ou *bois*, où il y ait des pommes, des grignons, des ardans et un moulin. » Cela fait en tout cinq compartimens, comme on voit, ou cinq *mansions*, ainsi qu'on disait au moyen âge ; et, à la vérité, si le décor est *multiple*, il ne resterait plus, pour s'assurer qu'il est *simultané*, qu'à connaître la pièce qui s'y jouait (1), mais voici, d'autre part, un texte qui semble trancher la question : « Il ne faut pas, dit l'auteur anonyme du *Traité de la disposition du poème dramatique*, il ne faut pas introduire ni approuver la règle qui ne représente qu'un lieu dans la scène. *Par exemple, il se tient aujourd'hui, à même heure et en même temps, un conseil de guerre à Paris et à Constantinople*... Si des intelligences qui peuvent être de part et d'autre, il doit réussir quelque belle action pour en représenter le commencement, le milieu et la fin, *il faudra pratiquer dans le théâtre la ville de Paris et celle de Constantinople.* » Mais que maintenant, de cette manière d'entendre et de disposer le décor, il résultât pour le théâtre une obligation de choisir de certains sujets ; qu'il s'ensuivît pour Hardy la nécessité de s'adresser « aux yeux plutôt qu'à l'âme, à la curiosité plutôt qu'à la raison ; » et qu'enfin, bien loin d'être libre

(1) Ce décor est en effet celui d'une tragi-comédie de Durval, donnée en 1635, sous le titre d'*Agarite*, que je ne connais point, et dont l'analyse que donnent les frères Parfaict ne m'a même pas permis de me faire une idée.

de ses inventions, il ait dû les accommoder, les soumettre et les ployer au système décoratif le plus spécial et le plus conventionnel, c'est une autre question, qu'il ne me semble pas que M. Rigal ait entièrement résolue.

Je n'oserais pas ici poser en fait, quoique j'incline à le penser, que tous les *systèmes dramatiques* peuvent s'arranger de tous les *systèmes décoratifs ;* — et réciproquement. S'il eût plu, par exemple, à Shakspeare, de limiter l'action de son *Hamlet* aux murs d'une seule salle du palais d'Elseneur, je pense qu'il y eût réussi, comme si Racine avait voulu que les cinq actes de son *Bajazet* se jouassent dans cinq appartemens différens du sérail, je crois que sa tragédie n'en serait pas moins tout ce qu'elle est. Aussi bien, dans un *système décoratif* que nous connaissons mal, mais qui ne devait pas laisser d'avoir quelques rapports, plus de rapports peut-être, avec celui du *décor simultané* qu'avec celui du *décor successif*, les Grecs n'ont-ils pas écrit des tragédies dont le *système dramatique* est à coup sûr plus voisin de celui de Racine que de celui de Shakspeare? Quelle que soit au théâtre la tyrannie des conditions matérielles, — et je ne nie pas qu'elle y soit plus pesante, moins facile à secouer qu'ailleurs, — il ne faut pourtant pas admettre que les révolutions de l'art dramatique soient à la merci du décorateur, ou, comme on disait alors, du *feinteur*. S'il est vrai, d'autre part, que le public demandât des *décors*, cinq décors successifs ne l'auraient-ils pas tout autant satisfait que cinq décors simultanés? Successifs ou simultanés, n'allait-il pas d'ailleurs cesser précisément d'en vouloir? Prédécesseur immédiat de Corneille, ne peut-on pas reprocher justement à Hardy de n'avoir pas pressenti ce changement du goût? Et enfin et surtout, si les raisons de son *système dramatique*, si l'explication de la diversité des genres où il s'est essayé, — depuis la pastorale, en passant par le drame bourgeois, jusqu'à la tragédie ; — si l'origine du caractère de son théâtre, en quelque sorte hybride et indéterminé plutôt que romantique, se trouve dans des causes plus lointaines, plus profondes, plus générales qu'un *système de décors*, ne vaut-il pas mieux les y aller chercher, que de s'arrêter aux plus prochaines, aux plus matérielles, et aux plus petites?

Il s'agissait en ce temps-là de recruter, de composer, de former le public; et, pour ne parler que du genre sérieux, puisque les Mystères avaient cessé de plaire, il s'agissait d'inventer, pour les remplacer, quelque autre chose qui procurât à peu près le même genre d'émotions et le même plaisir. Or, les poètes de la Pléiade avaient essayé d'acclimater la *tragédie* parmi nous; et ils n'avaient pas tout à fait échoué, puisque, si l'on ne jouait pas les tragédies de Garnier, en revanche les éditions s'en succédaient d'année en année. — Je crois que l'on en a compté, de 1585 à 1618, plus d'éditions que d'aucun autre ouvrage contemporain. — D'un autre côté, la vogue des bergeries italiennes, de l'*Ar-*

cadia, de l'*Amynta*, du *Pastor fido;* de la *Diane* espagnole de Montemayor, trois fois traduite en vingt-cinq ans, de 1578 à 1603; le prodigieux succès de l'*Astrée*, dont les premiers volumes paraissaient en 1607 ou en 1610, avaient mis la *pastorale*, ou, comme on l'appelait souvent alors, la « fable bocagère » à la mode. Enfin les romans, ou plutôt les nouvelles des conteurs espagnols et italiens, de Bandello, par exemple, ou de Cervantes, étaient pour ainsi dire presque autant de tragi-comédies toutes faites qu'il suffisait d'un peu d'adresse pour adapter au théâtre. Ignorant ou incertain qu'il était du vrai goût du public, uniquement soucieux de réussir, Hardy essaya donc alternativement de la *pastorale,* de la *tragédie,* de la *tragi-comédie,* sans autre ambition, plus littéraire ni plus haute, que d'attirer les spectateurs à l'hôtel de Bourgogne. Il leur en donna, comme on dit familièrement, de toutes les façons, pour voir celle qui finirait par leur plaire. Mais comme le goût ne se forme pas en un jour, il s'attarda dans ces alternatives, et ses successeurs s'y attardèrent comme lui, — sans en excepter Corneille même, — jusqu'aux environs de 1640.

Par là se démêle et s'explique cette confusion que tous les historiens ont justement signalée dans cette période de l'histoire du théâtre français. Drames en prose et drames en vers, tragédies et tragi-comédies, drames historiques et drames légendaires, sujets pieux, sujets païens, pastorales mythologiques et bergeries amoureuses, on dirait au théâtre, comme un peu partout, d'ailleurs, le triomphe, non pas de la liberté, mais de l'indiscipline et du dérèglement. Ce sont les genres qui cherchent à prendre conscience d'eux-mêmes; qui se différencient en quelque sorte les uns des autres; qui s'organisent; qui travaillent sourdement à dégager leur individualité de l'indétermination primitive. Parmi tant de formes voisines, on sent bien qu'il doit y en avoir une qui sera quelque jour supérieure aux autres, comme réalisant plus complètement le genre de plaisir qu'on demande au théâtre; comme étant plus conforme aux exigences du *milieu social*, de l'esprit du temps, du génie de la race; comme étant peut-être en soi capable de plus de beautés, et de beautés plus pures ou plus nobles. Mais on ne sait pas encore laquelle. Sera-ce la tragédie? Sous l'influence du siècle qui finit, tout imprégné des souvenirs classiques, il semble qu'on le croie d'abord. Mais tout à coup, entre 1620 et 1625, la fable bocagère l'emporte; on met l'*Astrée* tout entière au théâtre; il n'est plus question que de Céladons et de Silvanires, de Chryséides et d'Arimans, d'Aglantes et de Fossindes. Puis, à son tour, la tragi-comédie remplace la pastorale; c'est entre elle et la tragédie, dans l'œuvre des Scudéri, des Tristan, des Rotrou, des du Ryer, que se livre la dernière bataille, la plus chaude, celle où ne dédaigne pas d'intervenir Richelieu lui-même, et qui se terminera, grâce à l'auteur d'*Horace* et de *Cinna,* quoique pourtant en dépit de lui, par la victoire de la tragédie...

On peut ici préciser en deux mots la part propre d'Alexandre Hardy. Il a déterminé les conditions générales de l'art dramatique, et il en a fixé le caractère essentiel. Faute d'avoir écrit pour se faire jouer, ce qui manquait le plus à ses prédécesseurs de l'école de Ronsard, c'était le sens du théâtre. La tragédie de Jodelle, celle de Grévin, celle de Garnier même, celle de Moncrestien, toute en chœurs et toute en monologues, dépourvue d'action et de mouvement, n'est qu'un exercice lyrique ou oratoire. Le poète, plus ou moins intéressé lui-même, et plus ou moins profondément ému par quelqu'une des catastrophes de l'histoire ou du roman, faisait de son lecteur le confident de ses impressions, sans jamais négliger les moyens qu'il croyait avoir de s'en faire admirer. Artiste avant que d'être poète, et poète avant que d'être auteur dramatique, il songeait moins, en le traitant, à son sujet qu'à lui-même, et il ne mettait point son application à faire vivre ses personnages, mais à se faire en quelque sorte une réputation dans la leur, à faire passer, si je puis ainsi dire, à la postérité le nom de Grévin sur les ailes de celui de César. En supprimant les chœurs, en raccourcissant les monologues, en équilibrant les actes, — dont il y en avait avant lui qui ne consistaient qu'en une seule scène, — en compliquant enfin comme il a pu, l'intrigue, Hardy a fait passer la tragédie française du mode oratoire ou lyrique au mode proprement dramatique. Ayant compris, ou senti le premier que le drame était action, il a senti ou compris que la première obligation de l'auteur dramatique était de s'aliéner de son œuvre. Et, à la vérité, il n'a pas tout à fait réussi, en ce sens que longtemps, jusqu'à Racine même, la tragédie française est demeurée trop oratoire encore. Et quand il aurait réussi, son mérite ne laisserait pas d'être quelque peu diminué par l'espèce d'impossibilité où il était de ne pas l'avoir : par lui ou par un autre, il fallait bien, pour pouvoir se développer librement, que le drame se dégageât du lyrisme ; — ou qu'il mourût en naissant. Mais enfin, dans l'histoire, c'est quelque chose que d'avoir paru le premier ; et cette chance a été celle d'Alexandre Hardy.

Moins heureux sur un autre point, il n'a pas pu achever l'œuvre, et, après avoir dégagé le drame du lyrisme, n'ayant pas le génie qu'il fallait, il n'a pas su le distinguer et le différencier du roman. C'est à quoi ses successeurs ne vont pas au surplus réussir mieux que lui ; et là même est la raison de ce qu'on pourrait appeler, entre 1630 et 1640, le retour offensif de la tragi-comédie. On veut maintenant de l'action dans le drame. Pour satisfaire à cette condition qu'on exige de lui, le drame tente donc sur lui-même une épreuve nouvelle. Faute d'être encore assez déterminé dans sa nature, il essaie d'acquérir, s'il le peut, les qualités qui font autour de lui le succès du roman ; — et c'est la tragi-comédie. De là, dans le théâtre de Hardy, comme dans

celui de ses successeurs, la complication de l'intrigue et la multiplicité des épisodes; de là encore le choix des sujets, l'étrangeté, l'invraisemblance des aventures. De là toujours cette résistance aux *unités*, dont la rigueur, en raccourcissant la durée de l'action, enlèverait à l'auteur ce qu'il tire d'effets de la diversité et de l'intervalle des temps. Si le drame sait qu'il doit être une action, il confond malheureusement encore l'action avec l'agitation. Il brouille ses moyens avec ceux d'un autre art ou d'un autre genre ; et la confusion va durer, comme nous le disions, jusqu'à ce que Corneille, en mettant l'action où elle doit être, — je veux dire, dans l'exercice de la volonté, — ne laisse plus de ressources à ses anciens rivaux que dans la retraite, comme à Mairet, ou, ce qui est plus significatif encore, que dans le roman, comme à Scudéri et comme à La Calprenède.

Puisque ce n'est pas de Corneille que je parle, on me permettra de ne pas insister. Mais on voit ici ce qu'en un certain sens il y a de vain ou de puéril, d'artificiel ou d'arbitraire, et en un autre sens, ce qu'il y a de fondé dans les distinctions qu'on a si souvent essayé d'établir entre la tragi-comédie et la tragédie proprement dite. Les auteurs eux-mêmes ne s'en sont pas très nettement rendu compte. On a peine à saisir la différence que Hardy a mise ou cru mettre entre ses tragédies et ses tragi-comédies. Et, s'il était vrai que, comme on le répète encore, le propre de la tragi-comédie fût de se terminer heureusement, Corneille n'en aurait donc pas écrit de plus caractérisée que *Cinna*, la dernière pourtant de ses pièces à qui l'on disputera jamais le nom de tragédie ! Mais le fond de la pensée de Corneille, comme de celle de ses contemporains, comme de celle aussi de Hardy, c'est qu'il n'y a de vrais sujets de tragédie que les sujets historiques, et que par conséquent tous les autres appartiennent à l'espèce de la tragi-comédie. Seulement, comme les frontières de l'histoire sont flottantes, et que Corneille lui-même, dans ses sujets historiques, dans son *Cinna* même, et dans ses *Othon* ou dans ses *Sertorius*, n'a jamais pu prendre sur lui de ne pas les transgresser, Hardy aussi n'a pas pu s'empêcher de mêler le roman à l'histoire, de l'embellir de ses propres inventions, de la refaire au besoin quand elle ne lui semblait pas assez intéressante ; et c'est pour cela qu'il ne sait trop souvent, non plus que nous, de quel nom il doit nommer ses pièces. Ou, si l'on veut encore, et en prenant un autre chemin pour aboutir aux mêmes conclusions : comme la tragi-comédie, tout en la combattant, ne tendait pas moins à la tragédie comme à une forme plus sévère et plus pure d'elle-même, elle en diffère dans la mesure, très diverse pour chaque cas, dont les variétés d'un même genre diffèrent de celle qui contient, qui résume et qui réalise conséquemment en soi, à un degré supérieur, ce qu'elles ont toutes de commun et d'essentiel.

Je ne sais ce que M. Rigal pensera de ces considérations. Mais pour nous, beaucoup plus que tout ce qu'on pourra nous dire du *décor simultané*, nous persistons à croire que ce sont ces grandes causes qui ont contribué à déterminer le caractère du théâtre de Hardy. Du moins ne voyons-nous pas de motif pour qu'elles n'eussent pas agi dans le système du *décor successif*, liées qu'elles étaient à l'état du théâtre, à l'esprit du temps, et surtout à cette loi qui ne veut pas que, dans aucun art, aucun genre ait jamais débuté par ses chefs-d'œuvre. « Ni la nature, ni Dieu même, a-t-on bien osé dire, ne débutent tout à coup par leurs grands ouvrages : on crayonne avant que de peindre, on dessine avant que de bâtir ; » et l'admiration intéressée ou convenue des *décadens* pour les *primitifs* ne changera rien à cette loi, qui n'est dans l'histoire de l'esprit humain que l'application de la loi la plus générale des choses. Pour que la tragédie française atteignît sa perfection, il fallait qu'elle eût traversé plusieurs formes inférieures ou rudimentaires d'elle-même. Quel que fût le système décoratif en usage de son temps, Hardy n'aurait donc pas pu franchir les degrés auxquels quelquefois, — je me retrouve avec M. Rigal d'accord sur ce point, — on lui reproche tout à fait à tort de s'être attardé. Avant que le public pût sentir le prix d'une intrigue aussi simple que celle d'*Andromaque* ou de *Britannicus*, il fallait qu'il se fût lassé des intrigues implexes de *Rodogune* et d'*Héraclius*. Mais avant de s'en lasser, il fallait qu'il les eût goûtées. Et avant enfin de les goûter il fallait qu'il les eût souhaitées. Même le système du *décor unique*, s'il eût triomphé dès le temps de Hardy, n'eût pas pu empêcher les choses de se passer de la sorte. Et, la preuve, après tout, n'en est-elle pas que, dans le système du *décor simultané*, s'il a fait plus mal, Hardy n'a rien fait de plus compliqué que cet *Héraclius* ou cette *Rodogune* dont nous rappelions à l'instant les titres ?

Mais cela ne nous empêchera pas de louer comme il convient M. Rigal de sa découverte. Si elle n'explique pas en effet le caractère du théâtre de Hardy, elle est intéressante pour l'histoire générale du théâtre français, dont il semble qu'elle éclaire dès à présent plus d'une obscurité. C'est ainsi que l'existence de ce système décoratif, hérité, comme nous l'avons dit, de celui du moyen âge, prouverait à elle seule que les tragédies du XVIe siècle n'ont jamais été représentées sur un véritable théâtre. Car, comme le dit très bien M. Rigal, « peut-on admettre que les *Didon*, les *Porcie*, les *Hippolyte* aient été jouées avec une mise en scène empruntée au moyen âge et devant des spectateurs qui n'en admettaient pas d'autres ? Ou bien est-il vraisemblable que cette mise en scène si singulière, qui ne pouvait être acceptée que par des spectateurs accoutumés à elle et aveuglés sur ses défauts, ait été d'abord abandonnée par les confrères, ses défenseurs naturels, et reprise par

les comédiens ? » Évidemment non, répond M. Rigal; et c'est peut-être beaucoup dire. Nous dirons donc seulement qu'il n'y a pas apparence. Pareillement encore, une fois bien établie, l'existence de ce système décoratif nous explique plus d'un texte jusqu'à présent mal compris. M. Rigal en cite un de Corneille, dans son *Examen de Mélite*. « Le sens commun qui était toute ma règle m'avait donné assez d'aversion pour cet horrible dérèglement *qui mettait Paris, Rome et Constantinople sur le même théâtre* pour réduire le mien dans une seule ville. » Il faudra prendre désormais ce passage à la lettre, comme aussi bien quelques passages analogues des théoriciens, de d'Aubignac et de La Mesnardière. Enfin, peut-être, un jour, puisque ce système était celui du moyen âge, sa persistance pendant les premières années du XVIIe siècle permettra-t-elle de rattacher les origines de la tragédie classique aux mystères du moyen âge... Il faudra toutefois pour cela qu'on ait étudié la question de plus près, et, comme le demande M. Rigal lui-même, que, franchissant les frontières de notre littérature, on ait également éclairci la question de la mise en scène au temps de Lope de Vega et de Calderon en Espagne, ainsi que de Shakspeare en Angleterre.

Le livre de M. Rigal a d'ailleurs d'autres mérites encore, quand ce ne serait, comme on l'a vu, que de modifier assez profondément le jugement qu'on porte d'ordinaire sur Alexandre Hardy, et dont Nisard, dans son *Histoire de la littérature française*, peut passer pour l'interprète le plus autorisé. « Il y eut à la fin du XVIe siècle, dit Nisard, une espèce d'insurrection contre la tragédie savante, dont le chef et le héros fut Alexandre Hardy. Hardy n'inventa rien, il emprunta où il put. Il imita les imitations de Jodelle et de Garnier. Il mêla les chœurs, les nourrices, les messagers du théâtre antique, avec les *Pantalons* italiens et les *Matamores* espagnols. » Ce sont là presque autant d'erreurs que de mots. Un autre historien dit encore : « Une semaine lui suffisait pour inventer, écrire et livrer une tragédie. Il imitait ainsi les auteurs espagnols. Il faisait mieux : il les pillait; les nouvelles de Cervantes et les pièces de Lope de Vega étaient sa mine d'or. » Qui ne croirait, en lisant ces lignes, que les *Nouvelles* de Cervantes se comptent par dizaines, comme celles de Boccace ou de Marguerite? Grâce à M. Rigal, nous saurons désormais ce qu'il nous faut penser de ces jugemens, ou plutôt de ces exécutions sommaires. A la vérité, quand M. Rigal nous parle des « préoccupations artistiques » de Hardy, je crains qu'à son tour il n'exagère. Je crains surtout qu'il ne confonde les temps. Lorsque Hardy s'avisa, en 1623 seulement, de soumettre son œuvre au jugement des lettrés, il y avait près de trente ans qu'il travaillait sans se soucier de leur opinion, et la preuve, c'est que, quelque idée qu'il se fît de lui-même, il ne trouva que quarante et une de ses cinq ou six cents pièces qui lui parussent

dignes de l'impression. Mais il ne fut pas non plus le comédien ignorant, le poète populaire, ni surtout l'*insurgé* que l'on dit. Il ne forma certes point le projet de substituer la liberté du drame espagnol à la régularité commençante des tragédies de Garnier. Autant que des Espagnols ou des Italiens, il s'inspira de Plutarque; et s'il traita volontiers des sujets *romanesques*, il en traita d'historiques aussi, qu'on avait traités avant lui, qu'on devait traiter après lui. Avec ses intrigues empruntées ou « pillées, » — dont il n'y en a d'ailleurs pas une qu'il doive à Lope de Vega, — il n'en fut pas moins un inventeur, un inventeur adroit et fécond, dont les « pilleries » n'ont rien de plus reprochable que celles de ses successeurs. Je ne sache pas que Corneille ait « inventé » le sujet du *Cid*, ou Molière celui de l'*Avare*, ou Racine celui de *Phèdre*, ou Shakspeare celui de *Roméo*, ou Goethe celui de *Faust*. Ce qu'il prenait à Cervantes ou à Plutarque, Hardy l'a comme eux accommodé à la scène, et il a d'ailleurs manqué de génie, il a manqué de style, il a manqué d'art au point qu'on n'en manque pas davantage, mais précisément, au sens où l'on entend habituellement le mot, ce qu'il a été, c'est un inventeur.

Comment cependant a-t-on pu s'y méprendre? C'est qu'on l'a peu lu, tout d'abord; et puis, c'est que l'on voulait que Corneille eût tout créé, tout tiré du néant. Ce n'était donc, avant *le Cid*,

> Qu'une confusion, qu'une masse sans forme,
> Un désordre, un chaos, une cohue énorme.

Nisard encore le dit presque textuellement. Et tous ceux qui s'étaient permis de précéder Corneille, on les supprimait, croyant ainsi le rendre lui-même plus extraordinaire et plus grand. Nous avons protesté plus d'une fois contre cette manière de louer Corneille, dont la part est sans doute assez belle, sans qu'on la grossisse aux dépens de celle de ses prédécesseurs ou de ses contemporains. Non-seulement Corneille n'a pas « créé » les moyens de son art, mais on ne peut pas même dire qu'il ait opéré dans l'histoire du théâtre français ce qu'on appelle une révolution. S'il a fait œuvre de génie, cette œuvre n'a pas consisté, comme on le semble croire, à tirer quelque chose du néant, ni même à s'*insurger* contre la façon dont ses contemporains comprenaient et traitaient le théâtre, mais à voir plus clair qu'eux dans leurs propres intentions; mais à dégager de la multiplicité de leurs tentatives et de la lettre de leurs préceptes l'esprit de la vraie tragédie; mais enfin à exécuter ce qu'ils n'avaient, jusqu'à lui, que confusément et maladroitement ébauché.

C'est ce que l'on verra déjà dans le livre de M. Rigal; et j'ajoute que c'est ce que l'on y verrait encore mieux, s'il y avait aussi parlé des

successeurs immédiats et des contemporains de Hardy. Si gros que soit son livre, dirai-je qu'il est écourté ? Non pas ! mais qu'il eût pu le faire à la fois plus court et plus complet. Hardy n'a pas d'intérêt par lui-même, et, de la façon qu'il en parle, je ne pense pas que M. Rigal demande qu'on n'en reprenne jamais aucune pièce. Il ne demande pas même, — ni nous non plus, — qu'on lise son auteur; et sans doute c'est pour cela, pour nous en épargner la fatigue et l'ennui, qu'il en a si consciencieusement analysé jusqu'aux *Pastorales*. Et je ne doute pas enfin qu'il ne convienne que celui-là serait cruellement désappointé, qui voudrait lier avec Hardy des rapports plus étroits, une connaissance plus intime, un commerce plus familier. Jamais peut-être on n'a plus mal écrit en vers, d'un style à la fois plus emphatique et plus plat. Jamais non plus on n'a dépensé plus de mots pour dire moins de choses, ni entassé plus d'invraisemblances pour produire au total moins d'effets. Qu'est-ce à dire, sinon que Hardy, dans l'histoire du théâtre français, représente moins un auteur qu'un *moment,* et son théâtre bien moins une œuvre qu'une *époque?* On aurait aimé que M. Rigal s'attachât donc plutôt à étudier le *moment* que l'homme, et qu'il sacrifiât un peu de l'analyse de l'œuvre à l'histoire de l'*époque*. Il l'a bien fait pour les prédécesseurs de Hardy, il aurait pu le faire aussi pour ses successeurs. Il a bien senti que, pour caractériser le rôle de Hardy, il lui fallait remonter jusqu'à Garnier, jusqu'à Jodelle, jusqu'aux derniers mystères. J'aurais voulu qu'il prolongeât son étude encore de quelques années, et qu'il menât ainsi l'histoire du théâtre français jusqu'au *Cid*, ou mieux jusqu'à *Horace* et jusqu'à *Cinna*. Car, si nos actions ne sont rien, ou peu de chose par elles-mêmes; si elles dépendent surtout de leurs intentions et de leurs conséquences; il n'en est pas autrement de la plupart des œuvres dans l'histoire de la littérature ou de l'art; et ce qui les a suivies ne sert pas moins à les expliquer que ce qui les a précédées...

Mais je me reprocherais de finir sur ce mot. Tel qu'il est, trop gros, trop compact et pourtant incomplet, le livre de M. Rigal est de ceux dont on peut dire qu'il nous manquait. D'autres avaient écrit l'histoire de la tragédie française au XVIe siècle; et quoiqu'il y ait beaucoup à dire encore de Corneille et de Racine même, cependant on les connaît. Ce que l'on connaissait moins, c'est justement leurs prédécesseurs, et c'est peut-être surtout Hardy, quoique Tristan, par exemple, ou Du Ryer soient encore assez ignorés. On le connaîtra maintenant, grâce à M. Rigal, et de cette connaissance, nous avons essayé de montrer le profit que tirerait l'histoire générale du théâtre français.

F. Brunetière.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 septembre.

Quand reviendra-t-on aux affaires sérieuses et même tout simplement à l'honnêteté des mœurs publiques? Quand aura-t-on tourné jusqu'à la dernière les feuilles, les tristes feuilles de cette histoire secrète dont chaque chapitre est une avilissante révélation de plus? Puisque c'est le destin des meilleures choses de passer vite et de ne pouvoir retenir longtemps l'attention, ce serait bien le moins que les mauvaises n'eussent pas plus de durée.

Depuis quelques semaines, on abuse en vérité par trop de la patience d'un public dont on a peut-être un instant piqué la curiosité et qui, tout blasé qu'il soit, finit par en avoir assez. On ne nous a rien épargné de la chronique scandaleuse d'une campagne organisée, ni plus ni moins, pour conquérir la France par l'audace vulgaire et les captations. On a vidé les tiroirs, les boîtes à secrets après avoir vidé les coffre-forts. Aux premiers récits, évidemment trop vrais, qui étaient plus que suffisans, on ajoute maintenant les commérages, les petits papiers surpris, les confidences équivoques entre complices, dont le seul résultat est de dévoiler des mœurs à peine soupçonnées, des coins inconnus d'un monde inavoué. On met une sorte de jactance à nous conter par le détail, comme la chose la plus simple du monde, les plus louches intrigues. C'est certainement bien répugnant, bien fait pour dégoûter et lasser l'opinion en l'éclairant. Après cela, que parle-t-on de mettre de nouveau la justice en mouvement, de recommencer des instructions, des procès? A quoi servirait un procès qui ne ferait que prolonger le bruit et introduire les subtilités juridiques dans une affaire toute morale? Le vrai procès, il se fait, il s'instruit, il se juge tout seul sans qu'aucun tribunal ait à s'en mêler. Tel qu'il est, il a du moins cet avantage de montrer ce qu'il y a eu réellement de limité et d'artificiel dans cette aventure qui a passé comme un mauvais rêve, combien sont, après tout, restreintes les régions de notre monde français où se sont passées toutes ces agitations, toutes ces intrigues d'un moment. C'est

encore bon à montrer et pour les ennemis et pour les amis de la France, et pour l'étranger, toujours trop disposé à recueillir de nous l'aveu ou le témoignage de nos misères, et pour le pays lui-même, qu'on s'efforce d'égarer et d'exploiter. On le voit plus distinctement aujourd'hui; on voit mieux ce qu'il y a de factice dans tout ce tapage de charlatans déguisés en politiques.

Une des plus tristes faiblesses et même le crime des partis pervertis par les agitations révolutionnaires, c'est de finir par perdre le sentiment de toute responsabilité devant l'étranger, de ne plus se souvenir qu'ils sont observés, écoutés et épiés dans leurs actions et dans leurs paroles. Ils se croient quittes de tout parce qu'ils se disent patriotes, parce qu'ils se perdent en vaines déclamations, en fausses exaltations, ou parce qu'ils ne cessent de répéter, avec des airs de héros, qu'ils seraient prêts à marcher au jour du danger; mais c'est tous les jours qu'ils font le mal. C'est à chaque instant, par leurs passions, par l'excès de leurs polémiques, par le scandale de leurs accusations et de leurs flétrissantes divulgations, qu'ils compromettent la France. C'est en étalant avec une sorte de forfanterie leurs manèges, leurs vices et leurs corruptions qu'ils réveillent toutes les suspicions et donnent des prétextes à toutes les diffamations. On n'a qu'à les écouter et à les en croire : la France ne serait qu'un repaire de malfaiteurs, d'intrigans subalternes, d'agitateurs véreux ou vulgaires! Les ennemis de notre pays n'ont qu'à recueillir ce qu'ils trouvent dans nos livres, dans nos journaux, pour écrire à leur manière l'histoire de l'avilissement de nos mœurs politiques, de la décadence de notre société! Les amis qui restent à la France pourraient eux-mêmes être tentés de nous regarder avec quelque ironie et ressentir quelque embarras, quelque hésitation en se demandant jusqu'à quel point on pourrait compter sur une nation si acharnée à se diviser et à se dégrader. Sans doute, avec un peu de réflexion, au lieu de se livrer à des dénigremens peu généreux, on pourrait se dire, au contraire, qu'une nation qui passe par de telles crises, qui subit de tels assauts et n'y périt pas, doit garder de singulières ressources d'énergie et de vitalité; mais les étrangers ne sont pas tenus aux interprétations bienveillantes, pas même à la justice.

La vérité est qu'amis ou ennemis se méprendraient étrangement s'ils attachaient trop d'importance à ces explosions passagères, que la France n'est pas plus atteinte dans son essence que bien d'autres pays; que, s'il y a à sa surface, dans des sphères limitées ou dans quelques coins obscurs de la société française, de singulières mœurs, la masse de la nation reste intacte, en dehors; elle est étrangère ou indifférente à tout ce tapage circonscrit dans un monde restreint. Pendant que les polémistes épuisent les divulgations, les récriminations, ou vident leurs querelles, que fait le pays, le vrai pays de toutes les classes pensantes et agissantes? Il ne conspire ni ne s'agite, il ne s'in-

téresse même pas aux secrets de ceux qui ont voulu le surprendre et s'emparer de lui. Il travaille paisiblement, il est tout entier à ses labeurs, à ses peines, à sa vie pratique, à ses luttes contre les élémens qui détruisent en un jour l'œuvre d'une année. Il ne s'occupe pas du reste. Que demande-t-il? que n'a-t-il cessé de demander depuis les élections? Il demande qu'on songe à ses affaires, qu'on se décide enfin à apaiser, par une administration mieux inspirée, tous ces mécontentemens, ces griefs, ces mécomptes qui ont été un instant la force unique d'un mouvement expirant aujourd'hui dans de médiocres convulsions et dans les bavardages. C'est tout son vœu, c'est toute sa politique!

Ce serait bien, à ce qu'il semble, l'occasion favorable, le moment d'offrir au pays, dans le désarroi d'un mouvement avorté, la politique de paix morale et de réparation qu'il attend. Oui, sans doute, ce serait le moment de réaliser, après un an déjà écoulé, les promesses des élections, de soutenir le gouvernement dans cette œuvre. Il faut bien qu'on sente la nécessité des choses, puisque tout le monde en parle, et M. le président de la république, et les principaux ministres, et les républicains les plus éclairés; mais voilà l'inconséquence des partis! A peine le danger semble-t-il passé, que les préjugés, les passions de secte se réveillent, et ceux qui ont le plus contribué à créer par leurs excès de domination ce danger auquel on vient d'échapper, ceux-là mêmes sont les premiers à juger que le moment est venu de recommencer. Les radicaux sont déjà en campagne contre les plus simples velléités ou apparences de modération. Ils voient le cléricalisme partout, ils sont risibles avec leurs soupçons! Ils trouvent qu'on apaise trop, qu'on ne laïcise pas assez vite, qu'on ne fait pas assez d'exécutions, comme celle de Vicq, qu'on met trop de ménagemens dans l'application de la loi militaire aux séminaristes, dont on ferait des brancardiers. Certes, ces bons apôtres du radicalisme, qui ont été les premiers alliés de l'homme au panache, ont été bien ardens pour le régime des « curés sac au dos. » Aujourd'hui, cependant, ils sont dans une singulière perplexité. Si avec les séminaristes on fait des brancardiers, c'est un privilège! Si on les met dans les régimens, est-ce qu'ils ne vont pas pervertir l'armée, répandre autour d'eux la contagion de l'esprit d'obéissance, des habitudes de discipline, du respect des supérieurs? Il faut évidemment trouver quelque autre bonne combinaison bien oppressive! Et puis voici le solennel M. Brisson qui s'avance, avec ses propositions fiscales au sujet de l'impôt sur les propriétés des associations religieuses. Qu'il y ait dans ces questions brusquement réveillées des difficultés juridiques assez délicates, l'inflexible M. Brisson ne s'arrête pas à ces détails, il somme impérieusement M. le ministre des finances d'avoir à rendre compte de ce qu'il a fait contre les associations religieuses.

C'est une campagne déjà tout organisée pour la rentrée des chambres. De sorte qu'au moment même où l'aventure boulangiste finit dans

la confusion, les radicaux ne trouveraient rien de mieux, si on les laissait faire, que d'en revenir à des agitations nouvelles, à tout ce qui a préparé une crise où la France a failli un instant perdre la paix intérieure qu'elle désire et la considération dont elle a toujours besoin devant l'étranger.

C'est entendu, depuis longtemps, en Europe, on ne multiplie les armemens, on ne se livre tous les ans à de savantes manœuvres, à toutes les expériences de la guerre, que pour mieux protéger la paix. Aussi la paix est-elle plus que jamais bien gardée!

On dirait qu'il y a une sorte d'émulation jalouse entre les nations militaires, également empressées par cette saison à exercer leurs soldats, à montrer les progrès de leurs armées, à s'offrir mutuellement le spectacle de leurs forces qui se compteraient, si on le voulait, par millions d'hommes. Heureusement, jusqu'ici, tout finit par une revue ou un beau défilé, par un ordre du jour ou un banquet accompagné de toasts familiers aux chefs militaires comme aux souverains. Puis la diplomatie reprend son œuvre énigmatique, et ceux qui passent leur temps à chercher les secrets des choses se remettent à disserter sur la durée de cette paix si bien protégée, sur ce qui se passe en Bulgarie, sur les résultats des visites et des entrevues toujours nouvelles de l'empereur Guillaume. Ce qu'il y a de plus clair, c'est que pour l'instant il y a moins de faits réels que de commentaires et qu'après s'être épuisé à scruter l'entrevue germano-russe de Narva, on est réduit à s'exercer sur l'entrevue germano-autrichienne du château de Rohnstock, en Silésie. C'est là, en effet, que s'est passée la plus récente entrevue de souverains qui se sont rencontrés, l'empereur d'Allemagne et l'empereur d'Autriche, accompagnés l'un et l'autre, d'ailleurs, de leurs chanceliers, M. de Caprivi et M. de Kalnoky. L'empereur Guillaume, qui était allé présider aux manœuvres de ses corps d'armée de Silésie, s'est fait un devoir de montrer ses régimens à l'empereur d'Autriche. François-Joseph s'est hâté de répondre qu'on devait être fier d'avoir pour allié un prince qui commandait à de tels soldats. Entre deux manœuvres, les deux souverains ont conféré sans doute, et les deux chanceliers ont dû aussi échanger leurs vues sur les affaires de l'Europe, de la triple alliance. Que s'est-il passé de plus? que pouvait-il se passer? Le plus vraisemblable est que, tout échange fait de complimens et de décorations, il n'y a pas plus de secrets à Rohnstock qu'à Narva ou à Péterhof. Il y a une entrevue de plus, il n'y a aucun changement, parce que dans l'état présent de l'Europe tout ce qui ferait un changement sérieux conduirait à la grande crise, et que cette crise, justement redoutée, on ne la veut pas, on n'est d'accord que pour l'ajourner.

Quel que soit le calme du jour, réel, ou apparent, ou relatif, dans les affaires de diplomatie comme dans les affaires intérieures de la plu-

part des pays, rien sans doute n'est interrompu. Ce qui divise ou trouble les nations ne cesse pas d'exister. Les passions, les instincts d'agitation ne désarment pas pour longtemps et au moment où l'on s'y attend le moins, survient un incident, révolution ou insurrection, comme ce qui est arrivé récemment dans un coin de la Suisse. C'est bien en effet une vraie tentative de révolution qui a éclaté l'autre jour, le 11 septembre, à Bellinzona, dans le canton du Tessin, épisode nouveau de la vieille lutte des partis, des conservateurs et des radicaux acharnés à se disputer le pouvoir. Le canton du Tessin, on le sait, a une place particulière, et pour ainsi dire son originalité dans la confédération helvétique. C'est la région de la Suisse tournée vers l'Italie, privilégiée du soleil, à demi italienne par le climat, par les mœurs comme par la langue, quoique toujours fortement attachée par les traditions à la république des Alpes. Autrefois, suivant un vieil usage, le gouvernement du canton du Tessin résidait tour à tour dans ces petites villes de Bellinzona, de Lugano et de Locarno qui ont plus de couleur pittoresque que d'importance. Aujourd'hui, comme la confédération elle-même qui s'est définitivement fixée à Berne, le Tessin s'est fait une capitale unique : il a choisi la jolie ville de Bellinzona ; — et c'est là qu'a été accompli l'autre jour le coup de main révolutionnaire, préparé par les radicaux contre les conservateurs qui ont le gouvernement du canton. Les radicaux ont fait à Bellinzona ce qu'ils font partout et toujours : le pouvoir qu'ils n'ont pu conquérir ou qu'ils ont perdu par le scrutin, ils ont essayé de le ressaisir par la force, par un audacieux attentat contre la légalité. A dire vrai, ce mouvement du 11 septembre, qui a eu toutes les allures d'un complot assez habilement mené et qui a eu pour un instant une apparence de succès, n'a été peut-être qu'à demi imprévu : il tient à toute une situation qui devait un jour ou l'autre avoir sa crise.

Ce n'est point d'aujourd'hui, en effet, que les passions sont surexcitées dans le Tessin. La paix des partis ne s'est jamais rétablie depuis les élections qui se sont accomplies l'an dernier au milieu des scènes les plus violentes et qui, en donnant la victoire aux conservateurs, ont laissé à leurs adversaires d'implacables ressentimens. Depuis qu'ils ont été battus au scrutin, les radicaux n'ont pas cessé de vivre dans l'exaspération, de s'agiter et d'agiter le pays. Ils ont eu recours à tous les prétextes, à tous les moyens. Ils ont naturellement protesté contre les élections, et ils sont même allés jusqu'à provoquer l'intervention des pouvoirs fédéraux dans les affaires du canton. Ils ont saisi avec une âpreté vindicative l'occasion d'un fait malheureux, des détournemens commis par le caissier cantonal du Tessin, pour se livrer aux attaques les plus injurieuses, contre les conservateurs maîtres du pouvoir, contre le conseil d'État. Ils ont fini par se tourner contre le système électoral qui avait assuré leur défaite, par prendre pour mot d'ordre

la revision constitutionnelle, l'appel au peuple, le *referendum*, et comme il faut quelques milliers de signatures pour décider le recours légal au *referendum*, ils ont organisé un vaste pétitionnement. Bref, ils ont poursuivi à outrance, avec une exubérance toute méridionale, cette campagne bruyante, tumultueuse, mettant leur dernier espoir dans la revision constitutionnelle. Les conservateurs ont tenu ferme sans se laisser émouvoir. Ils n'ont pas refusé l'appel au peuple, s'il était légalement réclamé; ils ont seulement ajourné le *referendum* pour prendre le temps de vérifier toutes ces pétitions appuyées de signatures dont beaucoup étaient, dit-on, fictives ou peu sérieuses. C'est ce que les radicaux, conduits par un jeune avocat, M. Bruné, un banquier millionnaire, M. Lepori, M. Battaglini, M. Simmen, ont appelé une violation de la constitution. Ils se sont mis aussitôt en devoir d'agir et ils ont donné sans plus de façons le signal de l'insurrection.

Fait comme dit, à l'heure fixée, le 11 septembre, ils ont marché en armes sur l'arsenal, sur le palais du gouvernement, dont ils ont réussi à s'emparer. Ils ont mis en arrestation les principaux membres du gouvernement, M. Relpini, M. Gianello, M. Castella. Dans la bagarre, le directeur de l'intérieur, un homme des plus distingués qui n'inspirait que des sympathies, M. Rossi, a été la malheureuse victime d'un meurtrier obscur. Le grand conseil, le conseil d'État, ont été déclarés déchus par l'autorité du peuple! D'un tour de main les radicaux de Bellinzona, maîtres de la position, se sont constitués en gouvernement provisoire, et comme ils avaient donné le mot d'ordre partout à leurs amis, comme l'heure était même fixée d'avance, ce mouvement qu'on a vu éclater presque en même temps à Lugano, à Mendrisio, à Chiasso, a pris un semblant de rapidité et de spontanéité : un instant il a paru avoir réussi! Les conservateurs, cependant, revenus d'une première surprise, n'ont pas tardé à se reconnaître, à se réorganiser, et ils ont commencé par protester contre l'audacieux coup de main qui les dépossédait. Ils ont fait appel aux autorités régulières, à leurs partisans, résolus à opposer les forces légales à l'insurrection. De part et d'autre on a recruté des contingens, on s'est préparé au combat, on se disputait déjà les positions. Encore quelques heures, la guerre civile éclatait peut-être dans le canton, lorsque le gouvernement fédéral s'est décidé à intervenir en envoyant un commissaire extraordinaire, le colonel divisionnaire Künzli avec deux bataillons, pour arrêter d'abord tout au moins les partis prêts à en venir aux mains, pour rétablir ensuite autant que possible l'ordre si profondément troublé dans le Tessin.

Au premier aspect, c'est bien là, à ce qu'il semble, la mission confiée au commissaire fédéral envoyé de Berne à Bellinzona avec des pouvoirs extraordinaires pour faire face à toutes les circonstances. Le premier acte du colonel Künzli, dès son arrivée, a été de congédier sommairement le comité d'insurgés qui s'était installé au palais de Bellinzona

et de rendre la liberté aux prisonniers de l'émeute, à ceux qui, la veille encore après tout, représentaient l'autorité régulière. D'un autre côté, cependant, il n'est point allé jusqu'à rétablir le gouvernement légal, l'ordre régulier. Il semble s'être étudié, comme ses instructions lui en faisaient sans doute un devoir, à prolonger une sorte de provisoire, gardant pour lui, ou plutôt pour l'autorité fédérale qu'il représente, l'administration supérieure des affaires du canton, le rôle de médiateur ou d'arbitre entre des partis mal apaisés. C'est là justement que commence la difficulté ; c'est le problème de chercher à concilier des passions si vives, des causes si contraires, les conservateurs, qui, armés d'un droit évident, prétendent rentrer tout simplement en possession du gouvernement, et les radicaux qui ne représentent que la sédition et l'anarchie. Jusqu'ici le gouvernement de Berne a évité les résolutions décisives. Il a ordonné des enquêtes sur l'émeute du 11 septembre, sur le meurtre du malheureux Rossi. Il n'a probablement voulu rien brusquer avant le *referendum*, qu'il a fixé au 5 octobre et qui a un peu l'air d'une concession faite pour désarmer les radicaux. Provisoirement il s'occupe de maintenir avant tout l'ordre à Bellinzona, et il vient d'augmenter les forces militaires qu'il avait d'abord envoyées dans le Tessin. En même temps, il fait de la diplomatie, il écoute les représentans des partis ; il ne désespère pas de découvrir, d'accord avec l'assemblée fédérale qui vient de se réunir, quelque transaction qui puisse permettre de sortir de cette crise toujours assez grave.

On réussira peut-être pour le moment, c'est fort à désirer. Rien dans tous les cas ne peut changer la nature et la signification de cet incident qui vient de se produire, qui n'est qu'une preuve de plus de ce qu'il y a d'incurable anarchie dans le radicalisme. Ainsi, voilà, dans un des pays les plus libres du monde, un parti qui dispose de tous les droits, de toutes les libertés, de tous les moyens de propagande, et qui un jour, sans scrupule, sans respect pour la loi, pour le peuple qu'il invoque toujours, donne l'assaut aux pouvoirs réguliers, au risque de déchaîner de sanglans conflits ! Les radicaux du Tessin auraient sûrement provoqué la guerre civile si le gouvernement fédéral ne s'était pas trouvé là comme modérateur ; et si, après avoir détourné la guerre civile, les pouvoirs fédéraux ne sont pas assez habiles ou assez fermes pour en finir avec des incidens comme celui du 11 septembre, il pourrait peut-être en résulter des difficultés assez graves pour la Suisse tout entière.

Des agitations, ce n'est point sans doute un fait nouveau ni particulier à la Suisse. Il y en a eu plus d'une fois dans bien d'autres pays, surtout dans les pays du midi qui ont connu toutes les variétés de crises et d'insurrections. L'Espagne a eu les siennes, elle en aura probablement encore. Elle semble se reposer aujourd'hui dans un calme assez complet ; elle est dans une de ces phases où les incidens n'arrivent pas à être des événemens. Tout ce qu'il y a d'ailleurs de monde

politique au-delà des Pyrénées est dispersé pour la saison. La reine-régente est dans les provinces basques, où elle retrouve tous les ans, avec l'air vivifiant de la mer pour le jeune roi, l'accueil sympathique de populations simples et franches. Les ministres se succèdent auprès de la reine, ou, comme nos ministres de France sont sur les chemins. Les chefs de partis, les personnages mondains se pressent dans ces parages privilégiés de Saint-Sébastien et de Biarritz, qui sont depuis longtemps le rendez-vous d'été de la société espagnole. D'autres viennent à Paris, comme M. Castelar ou comme M. Sagasta, qui se délasse de cinq ans de ministère en se moquant peut-être un peu de ceux qui vont l'interroger, en leur parlant de la tour Eiffel. La politique espagnole, en un mot, prend ses vacances. C'est affaire de saison. Ce n'est pas que sous cette apparence de paix tout soit simple et facile au-delà des Pyrénées. Qu'un bon vent d'été ait dissipé tous les nuages, sans parler des incidens délicats de diplomatie, comme le conflit qu'elle a eu dans ces derniers temps avec le Maroc et qui peut toujours se renouveler, l'Espagne ne cesse pas d'avoir devant elle toutes sortes de questions économiques, militaires, sociales, qui divisent profondément les esprits, elle a ses finances à réorganiser, son système commercial à régler, ses populations laborieuses à satisfaire, — et tout cela, avec un ministère nouveau qui date de deux mois à peine, avec la perspective d'un renouvellement prochain de toutes ses assemblées par le suffrage universel récemment restauré. Telle qu'elle est, en définitive, avec ses complications et ses incertitudes, cette situation ne laisse pas d'avoir une certaine originalité, même une certaine nouveauté, et de révéler un singulier travail des partis au-delà des Pyrénées.

Qu'est-ce que ce ministère qui s'est formé il y a deux mois, sous la présidence d'un des hommes les plus éminens de l'Espagne, M. Canovas del Castillo, qui a repris la direction des affaires de la régence après les cinq ans de règne libéral de M. Sagasta? C'est un ministère conservateur, sans doute; ce n'est pas un ministère de réaction et d'immobilité. Ce qu'il y a précisément d'original dans cette situation nouvelle de l'Espagne, c'est un changement de pouvoir qui n'est pas une quasi-révolution. C'est ce fait d'un ministère conservateur arrivant au pouvoir sans préjugés, sans arrière-pensées de réaction, acceptant sans subterfuge les réformes politiques ou civiles de ses prédécesseurs. Le ministre de l'intérieur, M. Silvela, dans ses circulaires les plus récentes, interprète libéralement les lois les plus libérales. Le chef du cabinet lui-même ne se borne pas à accepter les réformes de M. Sagasta; il a visité récemment les provinces basques, il est allé à Saint-Sébastien, à Vittoria, et, dans les discours familiers qu'il a prononcés, il n'a pas craint d'aborder les problèmes sociaux, qui sont partout aujourd'hui. Il a même exprimé le désir de voir les ouvriers se présenter aux prochaines Cortès; il s'est fait appeler, lui aussi, socia-

liste! M. Canovas del Castillo est tout simplement un homme à l'intelligence libre et ouverte, qui ne s'attarde pas à la vieille politique de parti, qui ne craint pas d'aller en avant, et c'est avec cet esprit qu'il se dispose à aborder les élections. Qu'en sera-t-il, maintenant, de ces élections? Elles seront, à n'en pas douter, une épreuve des plus curieuses pour l'Espagne. Elles auront cela de particulièrement sérieux qu'elles s'appliqueront à tout, que le suffrage universel aura à nommer à quelques jours d'intervalle, non-seulement le nouveau congrès, mais les assemblées provinciales, les conseils municipaux.

Tous les partis commencent à s'y préparer, même dans le calme apparent des vacances : tous ont les yeux tournés vers ce sphinx du suffrage universel. Que les républicains espèrent en profiter et se flattent de trouver dans le suffrage populaire une arme contre la monarchie, ce n'est pas douteux; que des libéraux, allant presque jusqu'au radicalisme, sans être précisément antidynastiques, se disposent à réclamer une réforme politique très hasardeuse, un retour à la constitution anarchique de 1869, c'est encore possible. Ces opinions extrêmes ne semblent pas, pour le moment, appelées à un grand succès. Les libéraux conservateurs qui sont au pouvoir, qui sont chargés de présider aux élections, se préoccupent avant tout, à ce qu'il semble, de montrer au pays que la monarchie constitutionnelle et libérale peut seule lui donner les réformes, les libertés qu'on lui promet. C'est le meilleur programme électoral dans cette expérience nouvelle qui se prépare au-delà des Pyrénées.

Si les jours d'agitation doivent revenir avec les élections, ils ne sont pas encore revenus pour l'Espagne. Le Portugal est moins heureux, et ici, à la vérité, l'agitation tient moins à des causes intérieures qu'aux plus vives susceptibilités nationales. Elle n'a pas cessé depuis qu'un ultimatum anglais, signifié sans ménagement, a mis, il y a près d'un an, le Portugal dans l'alternative de se soumettre ou de braver tous les périls d'une résistance inégale, pour la défense de ses droits ou de ses prétentions en Afrique. Ce malheureux ultimatum n'a cessé de peser sur la nation portugaise, d'émouvoir l'opinion, d'être une arme pour les partis contre le gouvernement, contre la monarchie elle-même. Le premier effet de l'acte de brutalité anglaise était, on le sait, de provoquer la chute du ministère progressiste, qui n'avait pas su prévoir ou détourner le coup, et la formation d'un ministère de libéralisme modéré présidé par M. Serpa-Pimentel, qui arrivait au pouvoir pour pallier l'injure ou pour adoucir la blessure par des négociations. L'œuvre était aussi ingrate qu'épineuse, et le ministère de M. Serpa-Pimentel ne pouvait l'accomplir qu'en faisant des élections pour assurer au moins à sa diplomatie l'appui d'une majorité. Il a négocié en effet à Londres, à Lisbonne et même à Dieppe, où lord Salisbury était récemment encore. Il a négocié au sujet de ces territoires de l'intérieur de

l'Afrique, sur lesquels le Portugal a eu autrefois les droits du premier conquérant, et que l'Europe se distribue aujourd'hui sans façon. L'Angleterre, qui préside à la distribution, qui a traité successivement avec l'Allemagne, avec la France, qui traite encore avec l'Italie, devait tenir elle-même à compléter son œuvre en traitant avec le Portugal, c'est-à-dire en lui faisant la part la plus petite possible. C'est ce qui est à peu près arrivé par ce qu'on appelle l'arrangement anglo-portugais, arrangement qui est comme le dernier mot de l'ultimatum du mois de janvier, et auquel le cabinet de Lisbonne a dû finir par se résigner, faute de mieux.

Que malgré tout le Portugal trouve quelque profit à cet arrangement dicté par lord Salisbury; qu'il ait ses avantages ou ses compensations du côté de la colonie de Mozambique, du lac Nyassa ou sur le Zambèze; qu'il ait plus de territoires qu'il n'en peut occuper, c'est possible. Il est bien clair pourtant que le Portugal subit la loi du plus fort, qu'il perd de ses vieux privilèges de puissance africaine, que cet arrangement devait être un cruel mécompte pour l'amour-propre national. Il y avait surtout d'abord quelques articles qui devaient paraître durs. Le Portugal ne pouvait aliéner aucune portion de ses territoires africains sans l'autorisation de l'Angleterre; il devait soumettre le régime économique d'une autre de ses colonies africaines, de l'ouest d'Angola, au bon plaisir anglais. C'était l'asservissement du Portugal. Au dernier moment, il est vrai, prévoyant l'effet de ces conditions humiliantes, le cabinet de Lisbonne s'est efforcé de réclamer et a pu obtenir quelques atténuations. Aujourd'hui, en cas d'aliénation d'un territoire portugais, l'Angleterre n'aurait plus qu'un droit de préemption semblable à celui que la France possède sur l'état libre du Congo; elle n'aurait plus rien à voir dans le régime économique d'Angola. L'Angleterre a fait évidemment cette concession à l'amour-propre portugais pour enlever le vote du parlement de Lisbonne sur tout le reste. Tel qu'il est cependant, cet arrangement, même remanié et adouci, n'est pas moins dur pour la fierté d'un petit pays qui a un grand passé colonial; et à peine a-t-il été connu, à peine a-t-il été communiqué aux chambres réunies tout exprès, il a soulevé les plus vives protestations dans une assemblée où la majorité est pourtant ministérielle. La lecture même du traité a été violemment interrompue. Le retentissement a été plus grand encore en dehors du parlement, dans les principales villes du royaume, à Porto comme à Lisbonne, où le gouvernement a été obligé de prendre quelques mesures militaires, et même, dit-on, jusqu'aux Açores. Les progressistes, sans être un parti antidynastique, suivent le mouvement pour ne pas se séparer du sentiment public, et les républicains ont saisi cette occasion trop facile d'agitation, suppléant à leur petit nombre par le brouhaha de leurs meetings et la violence bruyante de leurs polémiques. En un mot, le trouble et l'incertitude règnent depuis quelques jours à Lisbonne.

C'est une effervescence peut-être peu profonde et momentanée. Ce qui est clair, c'est que pour l'instant une malheureuse impopularité s'attache à ce traité anglo-portugais comme à ceux qui l'ont signé, et, comme il faut que quelqu'un paie pour tous dans les momens d'émotion nationale, le ministère s'est senti le premier atteint, paralysé par cette agitation qui dure encore. Tout compte fait, c'est le second ministère compromis à Lisbonne par ces affaires et par les procédés britanniques. Le ministère Barros-Gomez est tombé sous le coup de l'ultimatum anglais. Le ministère Serpa-Pimentel, qui n'a fait que recueillir de ses prédécesseurs l'épineux incident, plie à son tour sous le poids de la convention qu'il vient de signer, qu'il ne s'est pas senti de force à imposer. Il a avoué son impuissance par sa démission, et cette crise nouvelle est d'autant plus délicate qu'elle s'ouvre dans un moment où le jeune roi don Carlos relève à peine et assez lentement d'une maladie des plus graves. M. Serpa-Pimentel a cru devoir remettre ses pouvoirs au souverain, rendre à la couronne sa liberté. La question, depuis quelques jours déjà, est de le remplacer. On a essayé, à ce qu'il semble, diverses combinaisons ; un ministère Serpa-Pimentel remanié, un ministère avec un officier du génie estimé, le général Abrece, un ministère avec l'ambassadeur de Portugal à Rome, M. Ferrao Martenz, un ministère d'alliance patriotique entre les principaux partis. Quel que soit le nouveau ministère, la première difficulté est toujours de prendre une résolution, de se décider à négocier pour n'obtenir vraisemblablement que d'insignifiantes concessions de détail, ou de se résigner à accepter l'arrangement qui a été communiqué aux Cortès. Malgré tout, malgré la confusion qui paraît régner à Lisbonne, il n'est pas dit que tout ne finira pas par un acte de résignation à ce qu'on ne peut éviter, par la sanction du traité tel qu'il est.

Ce sera peut-être encore, à l'heure qu'il est, ce qu'il y aura de plus sage, de plus politique ; mais il est bien clair que, si on en finit avec la crise diplomatique, on n'en aura pas fini avec la crise intérieure, avec les récriminations, les ressentimens et les agitations. Les Portugais éclairés pourront se soumettre ; les partis révolutionnaires exploiteront l'impopularité d'une apparence d'humiliation publique contre le ministère, contre le parlement, contre la monarchie elle-même. Sans être nombreux, les républicains portugais ne sont pas moins des ennemis à craindre, surtout s'ils trouvent un prétexte dans les griefs d'une petite nationalité offensée. Ils ne cachent pas leurs desseins contre les institutions, et c'est ainsi que, pour un abus de prépotence, l'Angleterre expose le Portugal à une épreuve dont il peut longtemps ressentir le contrecoup dans sa sécurité, peut-être même dans ses libertés.

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

Le marché de la rente française a encore accaparé, pendant cette quinzaine, la plus grande part de l'attention du public financier, tant par l'étendue des opérations engagées que par la rapidité si extraordinaire de la hausse obtenue et par l'importance des mouvemens qui ont été la conséquence de cette rapidité.

Le 3 pour 100, du 1er au 15, avait été porté de 95.25, dernier cours de compensation, à 96.50. C'est à ce niveau que le coupon trimestriel fut détaché le 16. La rente ressortait alors à 95.75. Elle recula immédiatement d'un franc à 94.75, entraînant avec elle le reste de la cote dans un mouvement uniforme de réaction d'ailleurs modérée.

Un second mouvement de bascule ramena cependant bientôt notre fonds national à 95.70, soit à cinq centimes près au plus haut cours coté ex-coupon, et pendant quelques jours ce niveau fut maintenu. La spéculation semblait viser pour la liquidation le cours de 96 francs.

Mais des avertissemens de prudence arrivaient de Londres, où la place, surchargée d'engagemens en valeurs internationales, en titres miniers, et en actions de chemins fer anglais et américains, était menacée d'un accès de resserrement d'argent. Une sorte de crise avait éclaté à New-York, et des expéditions d'or de la Banque d'Angleterre pour le Nouveau-Monde semblaient imminentes. L'escompte dut être porté à 5 pour 100 au-delà du détroit. Les haussiers répondirent ici, par bravade, à cette mesure de défense par une pointe en avant du 3 pour 100 à 95.70, mais le lendemain, sur une mesure analogue adoptée par la banque de l'empire allemand, le marché revint sur sa première impression optimiste, et de nouveau le 3 pour 100 recula à 95 francs.

La veille de la réponse des primes, un dernier revirement a remis toutes choses en l'état où elles se trouvaient avant la hausse de l'escompte, et, notamment, la rente à 95 fr. 50, l'amortissable, un peu au-dessous de 97 francs; le 4 1/2, un peu au-dessus de 106. Les reports ne s'annoncent point élevés jusqu'à présent, et les achats pour compte des caisses publiques se sont continués, aidant au maintien de la fermeté générale, si nécessaire au point de vue de l'opération, maintenant très prochaine, de l'emprunt de 700 millions.

Malgré ce concours des caisses où viennent se réunir tous les courans convergens de l'épargne, un écart subsiste entre les cours du comptant et ceux du terme, et une nouvelle avance au-dessus du niveau atteint au milieu du mois ne pourra être tentée qu'après que cet écart aura disparu. Ce sera sans doute le résultat poursuivi après

la liquidation de fin septembre, pourvu que le resserrement de l'argent n'ait pas pris à ce moment un caractère plus aigu. Il ne semble pas qu'il y ait rien de sérieux à redouter dans ce sens. Les achats considérables de bons de la dette fédérale par le secrétaire du Trésor à Washington ont rendu l'aisance au marché de New-York, au moins pour un certain temps. A Londres, la liquidation a laissé derrière elle quelques dégagemens à opérer en valeurs internationales ou minières, ce qui explique la quantité d'ordres de vente venus de Londres sur notre place en titres turcs et Rio-Tinto. A Berlin aussi, le marché avait été, pendant quelques jours, un peu troublé par la baisse de la rente italienne et les appréhensions de cherté de l'argent. Déjà ce désarroi momentané s'est apaisé. La liquidation passée, les tendances optimistes reprendront aisément le dessus, et les banquiers procéderont aux derniers préparatifs de la campagne d'hiver.

De grandes opérations sont, en effet, de tous côtés à l'étude ou en voie d'élaboration. Il en est une qui va être lancée dès le milieu d'octobre, et donnera ainsi le signal du retour à l'activité financière. Il s'agit d'un emprunt de 600 à 800 millions de francs pour la conversion de la dette cubaine. Cette dette, actuellement en 6 pour 100, sera remplacée par un 5 pour 100 amortissable en cinquante années. Une première émission partielle sera faite au cours de 95 pour 100, à Paris, à Londres et en Espagne, par les soins d'un syndicat d'établissemens de crédit à la tête duquel se trouvent la Banque hispano-coloniale de Barcelone et de la Havane et la Banque de Paris et des Pays-Bas. Les coupons trimestriels du nouveau titre colonial seront payables sur les mêmes places. Le 5 pour 100 amortissable cubain sera nanti de la garantie subsidiaire formelle du trésor espagnol. La seule annonce de l'imminence de cette opération a suffi pour relever l'Extérieure à 78 1/2.

Le Portugais est resté faible à 62 1/2. La situation financière est embarrassée et les arrangemens en cours de négociation pour un nouvel emprunt se heurtent à de grosses difficultés.

La rente italienne a été l'objet d'un fort mouvement de réaction pendant la première moitié de la quinzaine et d'une reprise aussi vive qu'avait été la baisse, dans les derniers jours du mois. Une conversation avec M. Crispi, publiée par un journal du matin avec un certain apparat, émaillée de déclarations des plus amicales à l'égard de la France, a servi de prétexte au raffermissement. Le gouvernement italien ne sait comment sortir des embarras budgétaires où l'a conduit la politique dynastique et économique suivie pendant les trois dernières années. Ramener l'opinion française à une disposition plus favorable à l'Italie et amadouer le marché français en faveur des valeurs italiennes existantes ou à émettre, tel est l'objet que poursuit le président du conseil du roi Humbert. Le marché allemand ne suffit plus à l'absorption des titres dont la création est indispensable pour que la

machine politique, dans la péninsule, continue à fonctionner. Dans ces conditions, il importe de veiller à ne pas nous laisser payer de mots.

Les valeurs ottomanes avaient été lancées encore une fois avec trop de hardiesse. On avait parlé du Turc à 22 francs, des Chemins ottomans à 100, et de la Banque ottomane à... des cours fantastiques. Le Turc est à 18.80, les Chemins à 82, et la Banque a été ramenée de 650 à 635, ce qui est encore un prix fort élevé. Cet établissement passe pour avoir fait des bénéfices considérables dans la conversion des obligations privilégiées. C'est probable, mais il reste à poursuivre le classement encore très imparfait de ces titres, et aussi des obligations des douanes et du 4 pour 100 ottoman consolidé, récemment émis.

Les fonds russes se sont immobilisés à 1 ou 1 1/2 point en-deçà du pair. Le passage sera aisément franchi quelque jour, mais rien ne presse, après un mouvement si remarquablement mené, qui a fait gagner successivement 10 unités à toutes les catégories de 4 pour 100, sans qu'aucune réaction se soit encore produite. Le rouble a fléchi à Berlin sur les plus hauts cours atteints récemment, conséquence de la cherté de l'argent, mais ce mouvement ne pouvait atteindre que les rentes papier. De même le 4 pour 100 hongrois est resté insensible aux récentes fluctuations du change.

La Banque de France a été portée à 4,300, sur l'annonce de l'élévation de l'escompte à 5 pour 100 à Londres et à Berlin. Quelques acheteurs ont sans doute pensé que notre grand établissement de crédit ne pourrait se dispenser d'élever le taux de l'escompte à son tour. Il convient de rappeler, cependant, que l'hiver dernier le taux anglais a dû être porté à 5 pour 100 d'abord, puis à 6 pour 100, où il a été maintenu quelques semaines, alors que le taux de la Banque de France est resté invariablement fixé à 3 pour 100.

Le Crédit foncier avait été porté à la fin d'août à 1,325. Le bruit, aussitôt démenti, de la démission du gouverneur, a provoqué des offres qui ont fait perdre un instant le cours de 1,300, regagné depuis. La Banque de Paris s'est avancée de 10 francs à 875, le Crédit lyonnais a reculé d'autant à 777.50, ex-coupon de 17 fr. 50. L'action de l'ancien Comptoir d'Escompte s'est avancée de 20 francs à 260.

Les actions et obligations de nos grandes compagnies se sont tenues avec fermeté. Une animation assez grande a régné dans le domaine des valeurs industrielles. De fortes variations en hausse se sont produites principalement sur la cote de celles de ces valeurs qui ne se négocient qu'au comptant. Il y a eu de ce côté une poussée générale à laquelle la spéculation certes n'a pas été étrangère, mais qui n'a été rendue possible que par le concours de l'épargne, qui faisait défaut il y a peu de temps encore.

Le directeur-gérant : C. Buloz.

NIÉVÈS

ERNIÈRE PARTIE (1).

IX.

La semaine sainte s'était écoulée avec toute la pompe pittoresque dont Séville fait tous les ans les honneurs à la foule qui accourt à ses fêtes. Les processions avaient défilé avec leurs pénitens blancs et noirs, en bonnet pointu; et les groupes fameux, les *pasos* (2) de Montañez et de Roldan, avaient reçu à travers les rues, au son des musiques diverses, leur tribut d'étonnement naïf et d'admiration bruyante. Il avait plu toute la journée du mercredi; mais dans la nuit du jeudi au vendredi, le temps s'était remis au beau, et la querelle séculaire entre la confrérie de Santa-Ana de Triana et celle de la Virgen de l'Esperanza de la Macarena (3) avait éclaté, comme de coutume, à la rencontre des deux processions à la Campanella, au haut de la calle Sierpès. On s'était bel et bien assommé à coups de cierge, avec accompagnement de cris et d'injures; — puis, après quelques stations dans les cafés et tavernes

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

(2) *Paso*, image sainte ou groupe de statues pieuses en bois ou en plâtre qu'on porte dans les processions.

(3) *La Macarena*, faubourg de Séville.

du voisinage, les deux cortèges s'étaient remis en marche vers la cathédrale. Les Macarenos, vêtus en soldats romains, représentant les ennemis de Notre-Seigneur, avaient dû rester devant les portes de l'Alcazar, où le soleil levant vint les surprendre, faisant reluire au loin leurs casques et leurs cuirasses. Les cloches étaient revenues de Rome le samedi à midi précis; les voitures et les chevaux circulaient de nouveau, et on ne pensait plus qu'à la *corrida* du lendemain, dimanche de la Résurrection.

Vers le soir, Cándido se promenait dans la calle Sierpès avec Garlochí et quelques-uns de sa *cuadrilla*. Il marchait en silence, et c'est à peine s'il saluait distraitement de la main les gens de connaissance. Au coin de la calle Gallegos, survint un jeune homme de Madrid, *aficionado* enragé, venu à Séville pour les courses.

— Holà, Cándido, t'arrêteras-tu? lui cria-t-il. Et les taureaux de demain?

Cándido, tout en secouant la cendre de la cigarette, qu'il venait d'ôter lentement de ses lèvres, répondit d'un air indifférent :

— Taureaux de Veraguas! Ils seront trop fatigués. J'aurais préféré ceux del Saltillo.

— Veraguas! Veraguas! je ne t'ai jamais vu meilleur qu'avec des taureaux de Veraguas.

Don Alvaro faisait beaucoup de gestes.

— Mais... ajouta-t-il, j'ai une faveur à te demander...

— Laquelle?

— Il y a ici, pour les fêtes, une de mes cousines, une petite femme délicieuse, jolie comme les anges, une veuve, adorable, folle de taureaux, surtout quand c'est toi qui les tue. Elle t'a vu à Madrid, à Valence, à Saint-Sébastien, partout; elle a mis ta photographie au-dessus de son lit; enfin, tu nous donnes à tous des inquiétudes. Il faut que tu lui fasses les honneurs du meilleur taureau.

Cándido était habitué à ce genre de demandes, et en général il lui importait peu à qui il adressait ce *brindis*. Mais cette fois-ci, en écoutant don Alvaro, il changea de visage; le reflet d'une idée triste et ironique sembla passer comme un nuage sur toute sa figure; ses yeux brillèrent un moment, son front se plissa et un sourire moqueur vint errer sur ses lèvres. N'avait-il pas compté porter un *brindis* à Niévès, et à Niévès seulement?

— Et comment s'appelle la cousine? demanda-t-il à don Alvaro.

— La comtesse de Peñas.

— Eh bien! nous verrons, demain, si elle sera contente.

— Tu ne veux pas entrer un instant au Suizo?

— Non, mille grâces, j'ai affaire; on se reverra ce soir.

— *A Dios,* Cándido.

Et, faisant son geste de main pour saluer, Cándido rejoignit quelques pas plus loin ses compagnons, qui n'avaient rien perdu de la conversation avec don Alvaro. Ils le plaisantèrent sur ce nouveau succès. Cette petite comtesse, une conquête de plus! Quelle chance il avait, ce Cándido! car ne disait-on pas dans tout Séville qu'une jeune et belle fille, de famille riche et honorable, voulait l'épouser. Même on la nommait : Niévès del Rio, la sœur de Fernando, que tous les toreros connaissaient.

— Mais qu'avez-vous donc? finit par lui dire Garlochí. Vous avez l'air triste comme à la veille d'un malheur.

— Dieu m'en préserve! s'écria Cándido. C'est je ne sais quelle folie qui me passe par la tête... Je suis à vous maintenant; entrons où vous voudrez... ou bien à ce soir, au Paraiso, pour voir arriver les Veraguas.

Le dimanche de Résurrection s'annonçait par un soleil radieux. La lumière vive inondait les places et plongeait dans une ombre bleue, délicieusement fraîche, les rues étroites de Séville. Les tours des églises, mauresques la plupart, comme la Giralda, s'élançaient roses dans un ciel doré, et une foule joyeuse et parée accourait de tous les *barrios* (1), entrant et sortant des églises, causant, riant, menant un train de fête, étourdissant les étrangers, qui se mêlaient un peu gauchement à l'animation générale.

Dès le matin, la boutique du faïencier où l'on vendait des billets pour la *corrida* du jour était assiégée par les acheteurs et revendeurs, dont la longue file s'allongeait du bout de la calle Sierpès jusqu'à l'entrée de la plaza del Duque. Tout ce monde parlait, criait, s'exaltait.

— Que dit Cándido des taureaux qu'il va tuer? demandait une vieille femme du peuple qui attendait son tour, tenant les sous, prix de sa place, enveloppés dans un morceau de papier.

— Cándido, répondit en ricanant un Macareno, on dit qu'il n'a guère la tête à son affaire, qu'il l'a perdue d'amour. Il ne fera rien qui vaille. Voilà pourtant ce que vous faites de nous, vous autres femmes!

— *Ave Maria!* parlez donc un peu de ce que nous avons à souffrir.

— Autrefois! peut-être; mais aujourd'hui, tout est changé, señora de mon âme!

(1) *Barrio,* quartier d'une ville.

— Tout change, tout tourne, et tout recommence! Cándido amoureux n'en tuera peut-être pas moins bien ses taureaux.

— Quant à moi, j'en suis sûre, dit une petite *cigarrera* jolie et fort alerte, l'œillet rose à l'oreille, qui avait profité de la conversation pour se pousser à coups de coude dans le dos de la vieille.

— Avancez donc, ma mère! criait-elle; nous n'allons pas rester ici jusqu'à la nuit! Voyez-vous, Cándido, amoureux ou non, sera toujours le roi des toreros.

Une nouvelle poussée l'interrompit : tous se détournèrent, et il y eut un mouvement de curiosité excité par le passage d'un couple d'Anglais marchant solennellement au milieu de la foule dans la direction de la calle Sierpès. La femme, de taille moyenne, au visage pâle et fatigué, portait une de ces toilettes sans nom dont certaines Anglaises semblent avoir le secret : fouillis indescriptible d'étoffes de couleurs criardes, aux formes et aux découpures bizarres, couronné d'une immense cloche de paille à guirlande de tourne-sols. L'homme, à longue barbe blonde, casque à visière verte, était d'une hauteur et d'une maigreur que rendait encore plus incroyable le long paletot d'alpaga jaune clair qui descendait tout droit du col aux talons.

— Tiens! la Giralda qui se promène! cria la *cigarrera*.

Ce jour-là, au sortir de la messe, doña Dolorès avait été arrêtée et interrogée par plus d'une de ses amies et connaissances au sujet du bruit qui courait des amours de Niévès et de Cándido. Les filles de don Baldomero, depuis la promenade aux Délices, en avaient répandu la nouvelle; et Dieu sait quels détails on avait ajoutés. Doña Dolorès faisait cesser les questions d'un mot dit de sa manière autoritaire; mais elle ne pouvait faire taire le public, et rentrait chez elle ennuyée, irritée même.

Niévès continuait à souffrir en silence : sa peine s'augmentait à l'idée d'avoir offensé Cándido en obéissant à sa mère; elle ne pouvait plus communiquer avec lui, ni lui inspirer confiance dans l'avenir. Avait-il seulement compris son silence? N'avait-il pas pris son immobilité pour de l'indifférence? Cela se pouvait-il, après l'entretien nocturne où elle avait été si tendre et si confiante? Que devait-elle faire? Il y avait de la dignité dans cet amour passionné, et de la décision dans ce caractère de femme, elle était soutenue dans ses résolutions par la conviction qu'un jour ou l'autre tout s'arrangerait. Mais que ferait Cándido, dont l'amour-propre devait être blessé?

Bibiana rentra comme doña Dolorès et Niévès allaient se mettre à table.

— Eh bien! cria-t-elle, en jetant au loin mantille et éventail, nous allons aux taureaux, cet après-midi?

On ne lui répondit pas un mot.

— J'ai des billets, et des meilleurs.

— Qui te les a donnés? demanda doña Dolorès d'un ton sévère.

— D'abord, je ne les ai pas payés, très chère cousine; je suis économe de mon argent, qui est celui que vous me donnez. C'est une amie qui m'a fait avoir ces places.

Et Bibiana brandissait devant Niévès deux grands carrés de papier vert.

— Voilà de quoi voir Lagartíjo... et Cándido. Allons, petite, dépêche-toi et partons; un jour de *corrida,* on n'a pas faim!

— Tu es bien aimable, Bibianita, répondit Niévès; mais je resterai à la maison aujourd'hui.

Elle ne regardait pas sa mère, parlait d'une voix assurée; mais ses yeux étaient remplis de larmes.

— C'est bon! fit la cousine; je ne veux pas que les billets soient perdus, et je cours chercher la Rosario, qui prendra ta place volontiers. Il est bien temps que je me mette en route. Passez bien votre journée, mes amies!

Et, ramassant éventail et mantille, Bibiana disparut avec sa rapidité habituelle.

Niévès et sa mère restèrent chacune dans sa chambre, pendant ce long et bel après-midi où toute la ville était en rumeur et en joie. Quand le soir vint, elles se retrouvèrent dans le *patio,* au moment où Bibiana rentrait précipitamment. La cousine se jeta sur un fauteuil, s'y tint renversée ou à peu près, ne parlant pas, et poussant des soupirs étouffés.

— Eh bien, qu'as-tu? finit par lui demander doña Dolorès.

— Ah! ne m'en parlez pas! Je n'ai de ma vie traversé de pareilles émotions, je ne retournerai plus à la plaza!

— Que s'est-il donc passé? dit Niévès, se levant, l'air anxieux.

— Un drame, un horrible drame, mais ne me demande rien...

— Il y a eu un malheur?

— Tu as bien fait de ne pas venir.

Doña Dolorès se leva à son tour, s'approcha de Bibiana, posant sa main sur son épaule, et la pria de lui raconter ce qu'elle avait vu.

— Cruelle! je n'ai pas le souffle et tu veux que je parle; eh bien, Cándido a été sublime, mais...

— Continue, continue donc, lui cria Niévès frémissante.

— Après le second taureau qui était médiocre, il en vint un superbe, une grosse bête rouge, mugissante, magnifique, enfin!

— Et alors?

— Au moment où, avec la grâce qu'il tient de Dieu, ce chéri! il allait planter l'épée entre les deux cornes, l'animal, en un clin d'œil, s'abaisse, s'allonge, et d'un mouvement rapide comme l'éclair, vire sur lui-même et de la pointe d'une de ses cornes, embroche Cándido...

Niévès poussa un cri terrible et s'enfuit.

— Tué, le pauvre garçon? demanda doña Dolorès.

— Toute la *plaza* était sur pied, criant d'angoisse, on releva Cándido étourdi; tout un côté de sa culotte était déchiré, la plus jolie culotte de satin rose brodée d'argent qui se puisse imaginer.

— Était-il blessé?

— Pas le moins du monde, il salua d'une main, tenant son pan de culotte de l'autre. Quelle émotion, cousine!

La fin du récit de Bibiana n'avait pas effacé le sentiment de pitié ressenti par doña Dolorès pour ce jeune homme envers lequel elle pensait, dans son for intérieur, avoir été un peu dure :

— Dieu soit loué! il n'a rien eu, dit-elle. Voilà ma pauvre fille affolée; aussi tu as une manière de raconter...

— Eh bien, va rejoindre ta fille au plus vite pour la rassurer. Dis-lui, à Niévès, que son *novio*...

— Qu'est-ce que tu dis, Bibiana, Cándido n'est pas le *novio* de ma fille?

— Dis-lui qu'il a reparu ensuite plus beau et plus fier que jamais, qu'il a été brave à miracle. La comtesse de Peñas, une dame de Madrid, qui en est folle, lui a jeté une bague de diamans enveloppée dans son mouchoir de dentelles. Tout le monde applaudissait. Pauvre Niévès, c'était elle qui devait être la reine de la fête...

Doña Dolorès restait debout, les mains croisées, toute à ses pensées. Elle ne se rendit pas auprès de Niévès, ce fut la cousine qui y alla. Bibiana, en montant l'escalier, se disait :

— Ai-je bien raconté mon histoire? J'aurais pu dire qu'il était blessé, grièvement blessé, mort ou tout comme. Ç'aurait été s'éloigner un peu trop de la vérité. Il valait mieux exagérer l'épisode de la comtesse, et il me semble que j'ai réussi à frapper Dolorès.

Niévès ne voulut pas redescendre de toute la soirée. Soupant seule avec Bibiana, doña Dolorès lui dit après un long silence :

— La comtesse dont tu m'as parlé est peut-être vraiment éprise de Cándido, et lui, qui est sans doute offensé de la défense que j'ai faite, a peut-être déjà oublié ma fille. Que crois-tu, Bibiana? Que pense-t-il?

— Le sais-je, cousine, ce que pense le beau Cándido? A cette heure-ci il est sans nul doute consolé; il a déjà oublié notre pauvre

Niévès qui s'en ira se joindre à ce chœur innombrable de vierges et martyres dont je fais partie! hélas!

— Non, c'est impossible : Cándido a dû être trop flatté de l'amour de Niévès pour l'oublier ainsi.

Sur quoi, le chanoine don Perfecto sonna à la grille du *zaguan*, et les deux femmes allèrent à sa rencontre.

— Je ne viens qu'un instant vous souhaiter le bonsoir, en passant.

— Imaginez-vous, señor, lui dit doña Dolorès tout à coup, imaginez-vous que ma fille aime Cándido, le torero?

— Eh bien, señora?

— Ne trouvez-vous pas qu'un torero pour mari de Niévès?..

— Señora, répondit don Perfecto en s'éventant avec un coin de son grand chapeau, on m'a déjà un peu conté l'affaire : aussi mon étonnement n'est pas grand; et quand il s'agit de toreros, je ne peux que vous répéter ce que disait l'autre jour notre archevêque à quelqu'un qui se plaignait de ces gens-là : « Les toreros, ce sont mes enfans comme les autres.

— Don Perfecto, dit Bibiana, avec tout le respect qui lui est dû, n'exprime pas le fond de sa pensée; il ne veut pas te donner directement un conseil.

— Dans ces matières, ajouta en souriant le chanoine, nous autres ecclésiastiques ne devons pas être compétens. Mais je suis pressé, et je m'en vais : vous souhaitant les nuits les plus heureuses!

Doña Dolorès, après le départ de don Perfecto, resta plongée dans ses réflexions. A chaque instant elle paraissait vouloir parler et elle hésitait encore. Enfin elle se coucha, et le lendemain matin, avant que Niévès fût descendue, elle alla trouver Bibiana et lui dit :

— Je voudrais savoir au juste ce qui en est de Cándido. Mais comment faire? Fernando, pour la première fois de sa vie, pourrait être utile...

— Ton fils? répliqua Bibiana, Dieu sait où il est fourré et quand il reviendra! Pendant ce temps-là Niévès se désespère, et Cándido se grise de son succès d'hier. J'avais bien pensé à une lettre que ta fille lui ferait tenir, mais il faut, contre tout hasard, sauvegarder sa dignité.

— Mais que faire? dit doña Dolorès d'un ton un peu gêné; je ne peux plus contrarier l'amour de ma pauvre enfant. Je ne l'approuve pas, mais je ne veux pas la voir souffrir; que faire, Bibiana? que faire, Bibianita?

— Te voilà bien pressée, maintenant. Tu oublies que les difficultés sont venues de ton côté : heureusement que je suis là.

— Tu serais assez gentille pour trouver... quelque chose?

— Bon! me voilà présentement au service de la mère.

Et la petite cousine se frottait les mains dans la joie d'annoncer la bonne nouvelle à Niévès.

X.

Le surlendemain, mardi de Pâques, vers trois heures de l'après-midi, la cousine Bibiana traversait résolument le grand pont jeté d'une rive du Guadalquivir à l'autre. Elle s'en allait trottant dans la cohue des passans, des oisifs et des mendians qui, du soir au matin, encombre cette unique voie de communication entre la très noble et très loyale cité de Séville et Triana, capitale des gitanos. L'air effaré, ne regardant ni à droite, ni à gauche, elle se pressait, s'essoufflait, et bousculait au besoin ceux qui ne lui faisaient pas place. Où courait-elle donc, l'excellente Bibiana? Depuis le dimanche soir, elle n'avait cessé de chercher un moyen de faire savoir à Cándido qu'on le recevrait bien chez doña Dolorès, s'il voulait y revenir. Mais il fallait connaître d'abord les intentions du torero, et ne pas se jeter à sa tête, ce qui aurait compromis Niévès et sa famille. Il s'agissait de le faire revenir de lui-même, d'amener une occasion ou de faciliter un hasard. Bibiana comptait un peu sur les circonstances, mais elle avait surtout foi en son propre zèle qui devait lui inspirer les démarches nécessaires.

Elle s'était souvenue d'une certaine doña Rufina Balmaseda, qu'elle avait souvent rencontrée, et tout dernièrement encore, chez une amie commune, la nouvelle accouchée de la plaza del Pan, que Bibiana visitait assidûment. Doña Rufina, femme d'un lieutenant de la garde civile, âgée de quarante ans bien sonnés, n'avait qu'une seule passion, *los toros*. Personne n'était mieux au courant de tout ce qui se passait dans le monde tauromachique : elle connaissait chaque torero et l'avait suivi depuis ses commencemens. Ils venaient tous la voir, elle les amusait par son esprit et sa belle humeur, ils ne se blessaient pas de ses préférences, et ne riaient pas toujours des conseils qu'elle ne se gênait pas de leur donner. Sans enfans, son mari étant souvent absent, elle ne vivait guère que pour ces relations-là, qui étaient d'ailleurs les plus honnêtes du monde.

Bibiana ne doutait pas que par doña Rufina il y eût moyen d'arriver jusqu'à Cándido. Qui sait? Ne le rencontrerait-elle pas à la porte même de la patronne des toreros?

Le pont de Triana passé, Bibiana descendit à droite et gagna la

calle Pureza, au bout de laquelle demeurait doña Rufina. A cette heure de la journée, la rue n'offrait aux regards que des vieilles femmes, à visage de sorcière, et des enfans à la peau foncée, nus ou couverts de loques, les seuls êtres restés au logis. Ils apparaissaient aux portes béantes des maisons basses, d'aspect délabré, où le lait de chaux n'avait jamais rien blanchi. La maison de doña Rufina, à l'extrémité de la rue et voisine d'un grand jardin, n'avait pas l'air plus soignée que les autres; quand on y pénétrait, il était tout de suite visible que la maîtresse n'avait aucune des préoccupations d'une bonne ménagère.

Doña Rufina, une grande femme sèche, au teint flétri, comme brûlé par deux yeux de feu, les cheveux crépus relevés en paquet sur le haut de la tête, reçut Bibiana à grands éclats de voix. Elle ne se dérangea pas du fauteuil bas où elle était campée, les genoux en l'air, les pieds posés sur les barreaux d'une chaise devant elle, et tout à côté d'un brasero aux cendres éteintes depuis des semaines.

— Tiens, qu'est-ce qui vous prend de venir par ici, amie Bibiana? Allons, asseyez-vous, je ne me lève pas pour les jeunes filles.

Bibiana eut de la peine à découvrir un siège; elle débarrassa enfin un tabouret de paille des nippes qui y étaient entassées, et se plaça en face de doña Rufina, sans trop savoir ce qu'elle allait lui dire.

— Vous avez joliment bien fait de ne pas venir hier : j'étais à la *plaza*. Excellente *corrida*, ma chère, Lagartíjo, merveilleux d'adresse, Cándido, torero émérite;.. mais il faut avouer que ce n'est pas ce que nous voyions autrefois!..

Et doña Rufina commença une dissertation à perte de vue. Bibiana s'éventait, cherchait à glisser un mot. Doña Rufina parlait toujours. La cousine finit pourtant par dire :

— Moi aussi, j'étais à la *corrida*.

— Eh bien, comment avez-vous trouvé Cándido? Superbe?

— Certainement. Vous le connaissez, Cándido? Ne vient-il pas vous voir?

— Oui, de temps en temps, mais en cette saison les toreros sont fort occupés. Cándido va à Cordoba, il n'a pas d'engagement ici pour la *feria*. Il en aura un ailleurs.

— Vous croyez? demanda Bibiana.

— Qu'est-ce que ça peut vous faire? répondit Rufina en la regardant avec un sourire plein de malice. Ah! mais je me souviens, continua-t-elle. Cela vous intéresse... Cándido a chez vous une... admiratrice, une admiratrice passionnée!

— Peut-être, et je voudrais bien savoir...

— Je ne sais rien, ma chère, on parle beaucoup devant moi, mais quand il ne s'agit pas de choses du métier, je ne prête qu'une oreille; ainsi, vous en êtes pour votre visite, pour votre voyage à Triana, car je ne me fais plus d'illusion, vous n'êtes venue chez moi que pour retrouver votre Cándido perdu... Cela se devine! — Mais je ne vous en veux pas.

Et Rufina ricanait et se trémoussait sur sa chaise. Bibiana prit un grand air d'indifférence :

— Je ne dirai pas, señora, qu'en venant vous voir, je n'avais pas l'idée de vous demander un conseil; je sais que vous en donnez d'excellens; mais je pensais que vous étiez assez femme d'esprit pour comprendre la sympathie que vous m'aviez inspirée depuis le jour où nous nous sommes rencontrées chez la pauvre Rosario.

— Nous sommes créées et mises au monde pour nous entendre, señora Bibiana, repartit Rufina, et je vous prie maintenant de me faire toutes vos questions, j'y répondrai de mon mieux.

Bibiana changea de ton, s'éventa quelques secondes, se leva, et s'approchant de doña Rufina, la regarda fixement. Rufina accepta ce regard, et entre leurs quatre gros yeux brillans de curiosité et de malice, elles se parlèrent cette fois à cœur ouvert.

— Rufina, dit Bibiana en terminant, vous seule pouvez me dire ce qui se passe dans la tête de Cándido. Vous pourrez l'amener à parler, à dire quelles sont ses intentions.

Doña Rufina réfléchit quelques minutes, sauta hors du fauteuil où elle venait de se rasseoir, marcha à travers la chambre par enjambées, comme si elle avait chaussé les grandes bottes de son mari le lieutenant de la garde civile, et revenant sur Bibiana, la prit par les épaules.

— Croyez-moi, il n'y a qu'à laisser agir les langues, et Dieu sait si elles sont bien pendues!.. Je lâcherai quelques mots qui feront leur chemin; — d'autres feront de même; et je mourrai si Cándido ne finit pas par en entendre quelque chose; mais vous l'avez offensé dans son amour-propre, ce grand enfant, et il lui faut revenir de loin.

Bibiana ne rentra pas satisfaite de son expédition à Triana: doña Rufina ne lui servirait à rien. Il était clair qu'elle ne voulait pas se mêler de l'affaire...

Mais doña Rufina avait eu raison de s'en rapporter aux langues : Niévès et Cándido devinrent, dans un cercle assez étendu, un des principaux sujets de conversation pendant les quelques jours qui précédèrent la *feria* de Séville.

Cette année-là, le temps ne fut pas favorable. Jamais, disait-on, Séville n'avait vu ciel si triste : il tombait tous les jours de lourdes ondées qui trempaient sans pitié les mille petites tentes dressées dans les prés de San-Sebastian. Les étrangers erraient désolés dans l'humidité. Les Andalous se moquaient d'eux en bravant les intempéries : malgré tout, il y eut une grande affluence de monde ; on mangea, chanta et dansa autant qu'on put pendant les deux premiers jours, mais le troisième et dernier vit se déchaîner sur le tard une véritable tempête.

Niévès et Bibiana s'étaient rendues, après dîner, dans une tente d'amis. On y était fort gai et elles y restèrent sans s'occuper du temps ni du retour. Niévès avait réussi à s'étourdir un peu ; elle avait même dansé. A la nuit tombante, l'orage qui grondait depuis longtemps se termina en déluge : la tente était solide, mais le vent la battait terriblement et l'eau, tombant à gros bouillons, commençait à pénétrer à l'intérieur. On se résigna à abandonner le festin qui venait à peine de commencer, et un jeune garçon, arrivant du dehors, tout trempé de pluie, ayant annoncé qu'une voiture, un char à bancs couvert, stationnait au bout de l'avenue, tout le monde se prépara à le gagner le plus rapidement possible. Des parapluies s'ouvrirent, des robes se relevèrent, des bras s'offrirent et toute la troupe parut s'envoler à travers l'épais rideau de pluie. En effet, au bout d'une avenue, Niévès et Bibiana aperçurent la voiture, dont le cocher faisait claquer son fouet en les appelant. Elles se trouvèrent seules ; les autres avaient sans doute pris une autre direction ou un moyen différent de transport. Comme Niévès priait le cocher de les attendre encore, — Bibiana et elle s'étant mises à couvert dans la voiture, — apparut une bande de jeunes gens, leurs larges chapeaux de feutre ruisselans : ils faisaient des signes et des appels pour qu'on ne partît pas sans eux. Du fond de la voiture, Bibiana se récria, disant qu'ils allaient mouiller ceux qui étaient encore à peu près secs. Niévès lui pressa le bras et la cousine aperçut alors Cándido montant par-dessus la portière, malgré le cocher qui criait de toutes ses forces :

— Señor, señor, vous n'entrerez pas. Ces dames ne m'ont pas payé pour prendre un bain.

— J'en suis désolé, mais les places sont prises sur le siège et il faut que j'aille ce soir à San-Fernando.

Alors s'interposa une voix douce et claire :

— Montez donc, dit-elle, montez, don Manuel, il y a toujours de la place pour vous.

Et dans l'obscurité Cándido reconnut Niévès, dont on distinguait à peine la mantille blanche. Il remercia ; — il se trouvait en

face d'elle et cherchait à la mieux voir. Niévès se sentit comme dévorée par ses yeux qui brillaient dans les ténèbres.

Les chevaux ayant péniblement tiré le véhicule hors des ornières du champ de la *feria*, on arriva dans la calle San-Fernando, le long de la manufacture de tabac, et tournant à droite, le centre de la ville fut vite gagné. Une espèce de conversation s'était établie. Le mauvais temps en faisait le sujet.

— Eh bien, don Manuel, disait Bibiana, comme si rien ne s'était passé, vous voilà beau pour aller ce soir au théâtre San-Fernando?

— Et qui vous dit que j'irai?

— Vous aviez l'air d'en avoir si grande envie... tout à l'heure, répondit la cousine.

La voiture s'était arrêtée sur la place San-Francisco; il fallut descendre, en évitant de mettre les pieds dans les flaques d'eau. Niévès resta la dernière et Cándido tendit les bras pour l'aider; alors elle sauta lestement en s'appuyant sur son épaule et lui dit :

— Ne voulez-vous pas maintenant nous reconduire jusqu'à la maison?

— Très volontiers. Ne vous ai-je pas dit une fois que je vous suivrais partout?

Ils s'en allèrent vers la calle San-Isidoro : Cándido donnait le bras à Niévès, l'abritant sous un immense parapluie qu'il avait emprunté au cocher. Leurs têtes se rapprochaient en marchant, et la rue résonnait de leurs voix joyeuses. Bibiana les suivait, encapuchonnée dans sa robe qu'elle avait relevée, et bénissant la pluie, la sainte pluie du ciel, qui tombait toujours!

XI.

Il y avait fête chez doña Dolorès del Rio, le soir des noces de Niévès et de Cándido. Dans le joli *patio* tout enguirlandé de fleurs, Bibiana s'était plu à disposer en rangées et en cercles, comme aux grands jours dans les églises, une infinité de petites bougies, dont l'illumination était d'un effet charmant. On avait oublié de tirer devant la grille du *zaguan* le grand écran qui servait à déjouer la curiosité des passans, et ce soir-là, de la rue où ils étaient groupés, quantité de gens du peuple prenaient leur part des divertissemens, avec bonhomie et bienveillance, applaudissant les chants, les danses des parens et amis de la famille. Parmi les invités, se voyaient des toreros, quelques-uns bien connus et très parés, qui avaient tenu à servir Cándido, leur camarade, le jour de son mariage.

Doña Dolorès faisait dignement les honneurs d'une table placée dans la salle, où force pâtisseries et douceurs étaient étalées au milieu des flacons de vin de Jerez et de San-Lucar. Un cercle d'amies s'était formé autour du beau chanoine don Perfecto, qui ne tarissait pas d'éloges sur les nouveaux mariés. Doña Modesta Pineda ne disait rien, la vieille Milagros Serrano mêlait à ses complimens des réticences et des aigreurs que Bibiana arrêtait d'un geste ou d'une repartie, en passant, car elle courait de tous côtés, cherchant à animer la fête qui commençait à languir.

Elle allait à la recherche de Cándido, qui se tenait fièrement au milieu de ses amis, ne quittant pas des yeux Niévès toute rayonnante de bonheur.

— Holà, don Manuel, s'écria la cousine en l'apercevant, c'est la *Sevillana* qu'on joue, et votre femme est là, qui vous attend pour danser.

En effet, sur un signe de Bibiana, le vieux Paco, très célèbre joueur de guitare, et son fils Antonio, dit El Fragoso, à la mine de brigand, faisaient entendre les premières mesures de la danse populaire. Niévès fit un signe de tête à Cándido qui vint se mettre en face d'elle, et ils attaquèrent les premiers pas si hardiment, avec tant de mesure et de grâce, qu'il se forma un cercle autour d'eux, sans que personne osât se mêler à la danse, tandis que les *coplas* à leur louange volaient sur toutes les lèvres.

Pendant la danse, doña Dolorès, se souvenant des anciennes coutumes, avait disparu et était revenue les mains chargées de bonbons et de fleurs; aidée de Bibiana et de ses vieilles amies, elle se mit à les jeter sous les pieds de Cándido et de Niévès qui ne s'embarrassèrent point dans leur danse dont ils continuaient de faire tout un poème de grâce et d'amour. La *Sevillana* finie au milieu des applaudissemens, Cándido et Niévès profitèrent d'un mouvement général vers la table des rafraîchissemens pour s'esquiver. Niévès avait prévenu sa mère qu'elle ne comptait prendre congé de personne; mais, dès que la señora Dolorès s'aperçut de la disparition de sa fille, elle poussa un grand cri, et les larmes lui vinrent aux yeux. On l'entoura immédiatement, on la cajola, et son fils Fernando, qui n'entendait pas que la fête finît sitôt, fit recommencer la musique et l'on dansa de plus belle.

La nuit s'avançait, une nuit d'été étincelante d'étoiles, silencieuse et sonore dans les quartiers tranquilles que traversaient Niévès et Cándido en gagnant leur nouvelle demeure. Quand ils atteignirent le haut de la calle Santa-Clara, la grande ombre de l'église San-Lorenzo se découpait largement sur un ciel presque clair, et ils virent, à quelques pas plus loin, blanchir les murs

de la petite maison choisie par Cándido pour Niévès. Elle n'avait qu'un étage et se trouvait isolée par des murs de jardins; les rares fenêtres du côté de la rue étaient grillagées de fer, et à cette heure-là avaient un air de mystère. Quand Niévès y pénétra, on n'entendait que le murmure d'une petite fontaine. Ils montèrent au premier étage, et dans la solitude de leur grande chambre un peu nue, ils tombèrent dans les bras l'un de l'autre, s'embrassant longuement, se parlant bas comme s'ils avaient crainte d'être entendus. Cándido disait à Niévès d'un ton enfantin qu'elle ne lui connaissait pas :

— Je ne t'ai encore rien dit de ce que j'ai dans le cœur pour toi.

— Il me semble, à moi, répondait Niévès, que le bonheur me ferme la bouche.

— A quoi bon parler, Niévésita, les mots sont inutiles, aimons-nous jusqu'à mourir.

— Non, Cándido, dit-elle en se relevant un peu, un amour comme le nôtre fait vivre.

Et ils s'endormirent, ces jeunes et beaux époux, dans cet amour si doux et si fort, qu'il semble quelquefois, aux belles années de la vie, donner un avant-goût des choses célestes. — Ils s'endormirent dans leur bonheur, tandis qu'un soleil ardent déroulait son manteau de feu sur Séville et toute l'Andalousie.

XII.

L'hiver commençait gaîment à Séville, et parmi ses divertissemens nouveaux offrait les représentations de la troupe bouffe d'Ardérius au théâtre de San-Fernando. Le répertoire n'était pas varié, ce qui importait peu à un public venu pour passer la soirée, voir du monde, faire la cour aux femmes, donner et apprendre les nouvelles. Aussi un jeudi, *dia de moda*, donnait-on pour la vingtième fois au moins *los Sobrinos del capitan Grant* (1) : une histoire de Jules Verne, arrangée à l'espagnole, en *zarzuela* (2), dont la musique se fredonnait dans la péninsule entière.

La salle était comble. Dans les loges du premier étage, qui ne sont qu'une suite de balcons très ouverts, on pouvait admirer, dans toute la grâce de leur tournure et l'élégance de leur toilette, ce

(1) *Les Neveux du capitaine Grant.*
(2) *Zarzuela*, vaudeville.

qu'il y avait de plus recherché et de plus joli dans la société de Séville : de bien beaux yeux éclairaient de bien charmans visages; les mantilles blanches, ne cachant qu'à demi les boucles brunes et blondes, relevaient les physionomies les moins heureuses, et un jeu d'éventails palpitans n'était pas sans intéresser les jeunes gens qui, aux fauteuils, regardaient plus dans la salle que sur la scène. La *zarzuela*, peu ou point écoutée, marchait son train habituel. On causait très haut, on riait presque aux éclats, des signes s'échangeaient : nul doute que bien des promesses couraient dans l'air. Quand arriva l'entr'acte, les loges se remplirent d'hommes et la conversation, de plus en plus bruyante, devint un vacarme. Les plaisanteries, les remarques piquantes ne manquaient pas. On ne s'épargnait guère, et tout ce qui était resté dans la salle était passé en revue.

Au troisième rang des fauteuils, à droite, près de l'allée qui divisait si commodément la salle en deux, l'attention presque générale se portait sur un couple dont on connaissait l'histoire, et qui aurait été remarqué sans cela. Cándido, vêtu de noir, le petit chapeau de velours un peu de côté, se tenait debout entre les deux rangs de fauteuils, regardant de cet air calme et fier qui lui était habituel. Niévès était restée assise. On ne l'avait pas vue souvent depuis les deux années de son mariage : sa petite tête, aux cheveux ondés d'un châtain doré, sortait d'une mantille noire qui faisait ressortir la douce pâleur de son visage aux belles lignes pures, illuminé, on peut le dire, par l'éclat de ses beaux yeux bleu gris. Cándido lui ayant adressé la parole, elle se leva un instant pour lui répondre, et on put voir que sa taille, sans perdre rien de sa sveltesse, s'était légèrement élevée, tout en gardant avec le reste du corps une proportion harmonieuse. Elle était habillée, sans trop d'égards pour le goût du jour, d'une simple robe de soie noire assez étroite, qui, par endroits, laissait apercevoir le rose pâle d'un corsage et d'une jupe de dessous. Ce costume lui allait à ravir, et il y avait on ne savait quoi d'élégant et de particulier dans tout ce qu'elle portait sur elle, de la touffe d'œillets jaunes placée au haut de la tête jusqu'à la pointe de ses petits souliers de satin noir, à la mode d'il y a cent ans.

Au moment où le spectacle recommençait, il n'était question que d'elle, on se disait même un peu bruyamment : « Avez-vous vu Niévès ? » Cándido, qui distribuait des poignées de main et des saluts à ceux qui, regagnant leurs places, passaient devant lui, souriait, assez flatté de l'effet que sa femme produisait.

Niévès, fière de Cándido, se reprochait d'avoir montré son bonheur, ce bonheur qu'elle avait aimé cacher et pour lequel elle avait toujours tremblé. Le bourdonnement de l'admiration générale ne

l'enivrait pas. Ses yeux regardaient un peu distraitement la scène, suivaient les acteurs, et elle n'osait pas se livrer à ses pensées. Était-il au moins fier d'elle, comme elle était fière de lui? Était-ce encore l'amant des premiers temps de leurs amours, qu'en plaisantant elle traitait de Maure, d'Africain, tant l'ouragan de sa passion avait soufflé sur elle. Longtemps, — pendant des semaines, des mois, — cette folle ardeur avait duré, et elle se souvenait des retours à la maison, quand, après une courte absence, il arrivait contant ses succès et partageant avec elle la gloire populaire dont il s'était couvert dans quelque *corrida* fameuse. Ce retour lui faisait oublier en un instant toutes les craintes qu'en son absence elle avait eues pour sa vie toujours en péril, et son amour s'était augmenté de tous ces sentimens et de toutes ces impressions. Demain, finit-elle par se demander, demain, s'il partait, ou plutôt s'il revenait, serait-il aussi heureux de me voir, me prendrait-il aussi vivement dans ses bras, me raconterait-il, comme une bataille où il aurait vaincu pour moi, les luttes, les chances, les défaites et les succès de son métier?

Elle le regarda d'un coup d'œil. Il ne s'en aperçut pas, et elle crut distinguer, sur son visage dirigé vers un autre point de la salle, quelque chose d'inaccoutumé, un sourire étrange qui semblait un signe d'entente. Dès lors, il lui sembla qu'il y avait dans la salle un objet, elle ne voulait pas encore se le définir, qui occupait son mari. Elle lui dit quelques mots insignifians ; il répondit à peine, et, prenant sa lorgnette, regarda de nouveau dans la salle :

— Suis-je devenue folle? se disait Niévès.

La *zarzuela* allait son train ; on en était aux scènes les plus amusantes, les seules pendant lesquelles cessaient les bavardages du public. Sur la place publique d'une ville quelconque de l'Amérique du Sud, une femme très pimpante, en costume andalous, entonnait d'une belle voix forte : la *Pétenera*, l'antique *Pétenera*, oubliée depuis tant d'années, rapportée de Cuba, disait-on, par des marins espagnols, et redevenue subitement populaire. Après le premier couplet, quand la voix de la chanteuse sembla se perdre dans les airs en soupirant :

Soleá y mas soleá,

la salle entière, jusqu'à ce moment indifférente et distraite, se leva, et les applaudissemens semblèrent ne devoir jamais finir. La belle voix, accompagnée par un orchestre où dominaient les guitares, le charme secret de la vieille chanson, accrurent l'émotion

de Niévès. Elle sentit les larmes monter à ses yeux, et un sentiment de mélancolie douloureuse se répandre dans tout son être :

Ay ! soleá, soleá.

A la fin de la pièce, comme ils sortaient, Niévès s'empara fiévreusement du bras de Cándido. Étonné, il lui demanda si elle se sentait souffrante et lui offrit de prendre un rafraîchissement. Ils entrèrent dans la pâtisserie de la calle Tetuan, en face du théâtre : des hommes et des femmes mangeaient des gâteaux, buvaient des verres d'eau ; d'autres enveloppaient les sucreries qu'ils voulaient emporter dans des morceaux de papier, qu'un garçon de boutique leur tendait paresseusement et sans offrir de les aider. Il sembla à Niévès qu'on la regardait d'une façon particulière ; les visages étaient moqueurs, croyait-elle ; et elle eut un mouvement d'impatience comme une femme de ses amies, tout en lui parlant, fixait ses yeux sur Cándido. Elle mangea à peine, ayant hâte de rentrer. Enfin Cándido sortit, elle le suivit, et ils se dirigèrent en silence vers la calle Santa-Clara.

En traversant la place de San-Lorenzo, toute baignée de blanche lumière, en passant sous l'ombre de la tour de l'église, Niévès, comme sortant d'un rêve, fit une allusion au clair de lune et au soir de leurs noces, quand ils avaient traversé ce même endroit. Cándido ne dit rien. Il marchait à côté d'elle, d'un air dégagé, fumant une cigarette, et chantonnant avec indifférence :

Soleá, triste de mi !
Soleá, ay ! soleá !

XIII.

Niévès ne sortait guère que pour aller à l'église, ou quelquefois chez sa mère. Doña Dolorès n'habitait plus que rarement la calle San-Isidoro, et se consacrait presque entièrement à l'administration de son *hacienda* d'Alcalá de los Panaderos. D'ailleurs, elle s'était promis de ne se mêler en aucune façon du ménage de sa fille. Il n'entrait pas seulement de la sagesse dans cette résolution, mais aussi un reste de rancune contre une union qu'elle n'avait jamais complètement approuvée. Niévès demeurait volontiers chez elle, s'occupant de mille soins du ménage qu'elle sa-

vait rendre charmans par l'adresse et la grâce qu'elle y mettait. Son fils, Manolito, joli marmot plein de santé et de vie, avait la plus large part de son temps, et les jours passaient sans événement dans la petite maison de la calle Santa-Clara.

Cándido n'était pas souvent chez lui. Le matin, il s'en allait, en fumant sa première cigarette, par la calle *Hombre de piedra* jusqu'à la vieille Alameda (1). Là, il rencontrait d'autres toreros et plusieurs de leurs cliens qui « prenaient le soleil » en se promenant de long en large, ou bien qui s'asseyaient autour de l'*aguaducho* (2), devisant éternellement sur les choses du métier, les engagemens de la saison prochaine, et les chances de toutes sortes. Vers le milieu du jour, il rentrait pour dîner : Niévès le recevait de sa même manière aimable et tranquille. Très soignée dans sa personne, elle semblait toujours parée pour le recevoir. Alors ils échangeaient quelques paroles, mais, le repas terminé, Cándido se levait, et après avoir pris dans ses bras son fils pour le faire sauter en l'air, il sortait de nouveau pour ne revenir que tard dans la soirée, ou au milieu de la nuit. Niévès, qui voyait s'approcher la saison des courses de taureaux, et savait qu'il avait des affaires à traiter avec les différentes *empresas*, cherchait des excuses pour ces absences constantes et prolongées. Mais, pourtant, quand dans la nuit, ne dormant pas, elle entendait le bruit de ses pas sur les dalles du *patio*, son cœur se serrait douloureusement ; — elle feignait de dormir, et dormait enfin par la force de la jeunesse et de la fatigue, faisant des rêves sombres qui au réveil lui semblaient des pressentimens.

L'hiver avait passé, et déjà le printemps tirait à sa fin. Un matin joyeux et parfumé du mois de mai, Niévès se réveilla toute seule auprès du berceau de son fils. La chambre lui parut vide et triste, malgré les rayons dorés du soleil qui venaient s'y jouer par les persiennes entr'ouvertes ; — et ses yeux se remplirent de larmes en voyant autour d'elle tous les objets familiers marquer, par leur ordre parfait, l'absence de Cándido.

L'enfant s'étant mis à crier, elle l'embrassa tendrement, le vêtit, et puis, le prenant sur son épaule, elle descendit dans le patio, où elle lui donna à manger. Le patio lui parut plus petit et plus sombre qu'à l'ordinaire ; Rita, la grosse servante asturienne que Martirio lui avait procurée, ne l'entretenait pas ; elle sentait partout et en tout l'abandon. La maison était petite, et moins jolie, certaine-

(1) *Alameda Vieja* ou *Alameda de Hercules*, promenade à Séville.

(2) *Aguaducho*, petite échoppe où l'on débite de l'eau et des boissons fraîche limonades, etc.

ment, que ne sont en général les logis de Séville, où les moins favorisés ont souvent des demeures à la fois pittoresques et charmantes en leur genre. Mais, chez Niévès et Cándido, au fond du petit patio, un passage voûté conduisait à un jardin plein de verdure et de fleurs qui s'adossait au vaste enclos d'un couvent de Capucines. Au-dessus du mur assez bas et un peu dégradé, on apercevait le vert sombre d'un bosquet de vieux orangers, et plus loin les éventails dorés de quelques hauts palmiers se déployant sur le ciel profondément bleu.

Niévès aimait son jardin, auquel, tout en soignant plusieurs arbustes et plantes préférés, elle avait laissé son aspect sauvage. Ce matin-là, elle s'y installa de bonne heure, avec un semblant d'ouvrage de couture, mais toute à ses pensées. La grande chaleur commençait à se faire sentir, il n'y avait que de faibles bruissemens dans l'herbe et les plantes : le silence n'était interrompu que par les roulades des canaris d'un voisin, le vieux don Vicente Lopez, grand amateur d'oiseaux, qui profitait du beau temps pour mettre dehors toutes ses cages. Assis par terre, sur le gazon rare, Manolito, dans sa petite chemise courte qui laissait voir sa peau brune et déjà dorée, s'agitait joyeux, ravi de ces ramages d'oiseaux, et regardant, avec ces grands yeux fixes d'enfant, les plantes, les fleurs, les insectes autour de lui il semblait y voir mille choses invisibles vers lesquelles il tendait pour les saisir ses petites mains aux doigts écartés. Il se leva, se remua si bien, poussa tant de petits cris, dérangea tellement Niévès, qu'à la fin elle eut un mouvement d'impatience. Elle le secoua.

— Allons! ne crie pas comme ça, dit-elle d'un ton presque dur.

Cette joie de vivre chez l'enfant lui paraissait cruelle en contraste avec l'état d'inquiétude où elle se trouvait. Manolito s'était tu tout d'un coup, regardant sa mère avec des yeux sombres comme ceux de son père. Alors Niévès regretta son mouvement d'humeur, prit son fils dans ses bras, l'assit sur ses genoux, le serra contre son cœur, couvrant de baisers la petite tête noire toute frisottante.

Peu après, un bruit de portes s'ouvrant à l'intérieur de la maison, des pas résonnant dans l'escalier, et le son d'une voix bien connue annoncèrent la présence de Cándido. L'instinct de Niévès la poussait à se lever et à aller au-devant de son mari, mais elle se retint et resta assise dans le jardin. Elle avait déposé Manolito par terre, où il se roulait comme un jeune chien, et s'était mise à coudre. C'est ainsi que Cándido la trouva quand, quelques minutes après, il vint la rejoindre. Il parla peu, de choses indifférentes, et ne fit aucune excuse pour son absence.

— Bon endroit pour passer ce temps de chaleur, dit-il au bout

d'un moment. Tu y es à merveille, et je regrette d'avoir à t'en déranger, mais je ne sais où sont mes costumes, et je dois partir cet après-midi pour Algéciras... la feria,.. tu sais?

— Je n'en sais rien du tout, répondit tranquillement Niévès sans le regarder, mais je vais aller les préparer. Quels sont ceux que tu emportes?

— Noir, vert, rose, le jaune aussi, dans le cas où il y aurait un accroc. Mais ne te déranges pas, Niévès, un de mes hommes viendra. Tu lui donneras seulement les costumes. Il a l'habitude de les emballer.

— Quand il viendra, je veux que tout soit prêt.

Et Niévès, s'étant levée, rentra dans la maison, ayant pris avec elle son enfant, qu'elle installa dans la salle donnant sur le patio, où il pouvait dormir au frais sur les coussins d'un vieux sofa.

Cándido, resté dans le jardin, s'assit à son tour sur le siège que Niévès venait de quitter, tournant et retournant une cigarette entre ses doigts, la roulant, la serrant, la courbant légèrement vers le milieu et l'allumant enfin à son briquet. Il clignait de l'œil, et portait sa main à la nuque en fumant, comme cela lui arrivait quand il était embarrassé. Là-haut, dans leur chambre, dont les fenêtres étaient ouvertes, il pouvait entendre Niévès qui remuait les coffres, aidée de la servante Rita, et en tirait un à un les beaux habits de satin, brodés d'or et d'argent. Elle les déployait sur le lit, les passait en revue et les remettait dans leurs soies parfumées, après avoir choisi ceux qui devaient servir, faisant tout cet ouvrage avec une sorte de dévotion. Quand elle eut terminé, elle se mit à la fenêtre :

— C'est fait, dit-elle souriante.

Cette besogne lui avait remis, elle ne savait comment, quelque espérance au cœur.

Cándido, tout en marchant de long en large, lui dit que Juan ou Pepe, un de ses hommes, viendrait chercher le bagage vers quatre heures. Quant à lui, il fallait maintenant qu'il allât retrouver Cuellar, un *empresario*, à la Perla, où il avait promis de se trouver avant midi. Il parlait d'un ton brusque, en regardant à chaque instant sa grosse montre d'or, dont les breloques battaient contre son gilet.

— Pour combien de temps pars-tu? demanda Niévès.

— Huit ou dix jours. La feria est jeudi prochain, nous sommes aujourd'hui vendredi...

Niévès avait quitté la fenêtre, et elle était descendue dans le tio quand Cándido le traversa pour sortir.

— Eh bien! tu pars sans me dire un seul mot? s'écria-t-elle.

Il n'y avait pas une note de reproche dans sa voix. Elle s'avança en même temps vers son mari, et parut si belle que Cándido ne put s'empêcher d'étendre les bras et de l'embrasser.

— Je ne pars pas pour les Indes; huit ou neuf jours d'absence, au plus, et puis je reviendrai auprès de toi, Niévésita. Tu es fraîche comme une fleur de ton jardin!

— Tu ne partiras pas sans embrasser ton fils!

Et Niévès l'entraîna dans la salle où dormait Manolito. Cándido se pencha vers l'enfant, lui donna un baiser et puis se releva, s'échappant des bras de Niévès, qui l'entouraient.

— Dieu vous garde tous les deux! cria-t-il en s'en allant.

— Que Dieu te bénisse!.. et à bientôt, Cándido, répondit-elle.

Il était à peine dehors, tirant derrière lui la grille, que Niévès, fermant les yeux et laissant échapper un soupir douloureux, tombait sur un banc de bois dans un coin du patio. Elle resta là, immobile et sans force, jusqu'au moment où une voix l'appela à la grille :

— Niévès, Niévésita, quand viendras-tu m'ouvrir?

La bonne petite cousine Bibiana arrivait avec un gros paquet dans les bras : on ne savait ce que cela pouvait être, du linge, un enfant, une pendule? C'était un grand bocal de grosses olives noires, enveloppé dans une serviette blanche.

— Jésus! s'exclama-t-elle en le déposant sur une table, ta mère me traite vraiment en *mozo de cuerda* (1), elle a voulu à toute force que je t'apporte ces olives d'Alcalá! J'étais seule au logis; car, à peine arrivée, Dolorès est repartie, et j'ai pensé alors que je viendrais passer la journée avec toi. Cándido est sorti... comme à l'ordinaire.

— Il est parti pour Algéciras. Ne l'as-tu pas rencontré dans la rue? Il est sorti comme tu venais.

— Ah! il t'a laissé bien mauvaise mine! Sais-tu, petite, qu'il faudra prendre de l'*agua del carbonero* (2) par ces temps chauds, c'est parfait. Ainsi, doña Rufina, la femme du lieutenant de la garde civile, avec laquelle je suis liée depuis les histoires de son mariage, souffrait...

— Je n'ai pas besoin d'*agua del carbonero*, interrompit Niévès, ni d'aucun remède de ce genre; mais, puisque tu es de bonne volonté, je vais t'occuper. J'ai la tête lasse. Veux-tu me peigner les

(1) *Mozo de cuerda*, portefaix.

(2) *Agua del carbonero*, panacée dont font usage les femmes de Séville.

cheveux, comme tu faisais autrefois quand j'étais petite fille? Après, nous dînerons ensemble; et, sur le tard, je sortirai avec toi, j'ai besoin de respirer de l'air, et de voir passer du monde.

XIV.

L'après-midi était chaud, le soleil tombait en rayons brûlans sur les maisons basses de la calle Santa-Clara, et, dans le silence de ce quartier désert, quartier d'églises et de couvens, on entendait tinter les sons argentins d'une guitare. Était-ce quelque étudiant de l'université qui demeurait dans le voisinage et charmait ainsi les loisirs de la sieste? ou bien plutôt un joueur de profession, se laissant aller à son inspiration et à ses souvenirs? La grâce ni l'art ne manquaient dans la manière insouciante et animée à la fois avec laquelle le musicien invisible se servait de l'instrument populaire. Sa mélodie semblait raconter les secrets de son cœur, et, dans l'espèce de mélancolie de ce chaud et silencieux après-midi, — alors que les oiseaux du voisin don Vicente, eux-mêmes, s'étaient tus, — Niévès écoutait ruisseler dans l'air les notes tantôt gaies, tantôt tristes, stridentes par momens, d'autres fois profondément harmonieuses. Au milieu des variations infinies revenait toujours sur un rythme étrange la première phrase d'une vieille chanson : *la Margarita antigua*, qu'elle avait toujours aimée, et qui devenait ainsi l'accompagnement le plus fidèle de ses pensées et de ses rêves.

Elle était assise dans la salle basse du patio, sur le vieux sofa où dormait Manolito. La lumière y entrait à peine, l'ombre était fraîche et bleue. Un peu lasse, Niévès aurait voulu s'endormir, mais une fièvre la tenait, et elle restait accoudée sur les coussins, auprès de son enfant, écoutant la guitare qui chantait et rechantait :

Una margarita antigua.

C'était lundi : deux jours s'étaient déjà passés depuis le départ de Cándido, le vendredi, quand elle était sortie avec Bibiana et avait rencontré ses amies, ces femmes qui n'avaient pas eu honte ni crainte de faire allusion devant elle à l'infidélité de son mari. Quelques mots, seulement, dits à la legère, en passant, et en se regardant d'une façon particulière, par ces bavardes qui ne savaient pas trop le mal qu'elles faisaient, avaient suffi à Niévès pour comprendre, s'expliquer, deviner. Alors, depuis deux jours,

elle repassait avec angoisse toute l'histoire des derniers mois et suivait pas à pas le changement qui s'était opéré dans les manières de Cándido à son égard. Ce triste temps, elle le revivait tout entier, et devant elle se dressait sans cesse l'ombre de cette créature qu'elle ne connaissait pas, qu'elle n'avait jamais vue, qu'elle avait longtemps soupçonnée, et dont le nom avait frappé ses oreilles dans ces conversations maudites de femmes oisives et babillardes : la Trini ! — La Trini était sans nul doute partie pour Algéciras pour y rejoindre Cándido, heureux du prétexte des courses de taureaux pour retrouver sa maîtresse; cette Trini, une Madrilène effrontée ayant fait tous les métiers, ancienne favorite d'un conspirateur, et menant de front toutes les aventures.

Niévès se leva tremblante, fit quelques pas dans la salle et puis se rassit sur le sofa, la tête appuyée dans ses mains et se mit à pleurer amèrement. Avec les larmes germa en elle un grand besoin de se plaindre, le désir d'aller trouver quelqu'un, de lui raconter ce qu'elle savait, ce qu'elle avait appris, avec le vague espoir d'être détrompée, consolée. Peut-être saurait-on lui expliquer les choses, diminuer la gravité du mal, excuser la conduite de Cándido : — Cándido si jeune, si beau, si connu, ce favori de toute l'Espagne, qu'elle aimait passionnément, plus encore aujourd'hui qu'avant; — et elle ne comprenait pas qu'un seul moment elle eût pu avoir l'idée de parler, même devant Bibiana, d'accuser l'amant de son cœur, le mari de son choix, le maître qu'elle s'était donné. La possibilité d'un pareil acte de sa part surgissait devant elle avec horreur, et elle retombait dans une douleur désespérée au milieu de laquelle revenaient des paroles de prédicateur sur les souffrances de la vie, sur la croix que chacun doit porter... Ces idées lui avaient toujours semblé n'être applicables qu'aux personnes âgées, et voilà qu'elle, si jeune encore, les trouvait propres à sa situation actuelle. Mais sa nature était trop vivace, trop noble pour se laisser abattre, et du fond même de son désespoir se forma, après réflexion, une volonté absolue de refouler ses peines, de lutter et de reconquérir l'amour perdu. Cette détermination lui rendit le calme; elle essuya ses larmes, laissa tomber sa belle tête éplorée sur les coussins du sofa, à côté de son fils, et, les paupières closes, essaya de dormir.

Une heure après, Niévès s'éveilla, alla droit à la cuisine, où elle pria Rita de se préparer à sortir pour aller jusqu'à la calle San-Isidoro, et ramener la cousine Bibiana tout de suite.

— En passant par la plaza del Duque, ajouta Niévès, tu verras mon ami le manchot, et tu lui diras de venir ici. Dépêche-toi et prends mon ombrelle, si tu crains de te gâter le teint.

— Le manchot? répétait Rita.

— Oui, celui qui fait des commissions; il est toujours à l'entrée de Sierpès, à la porte du marchand de tabac.

Rita partit sur-le-champ; mais, quand elle arriva à la calle San-Isidoro, Bibiana n'était pas prête à la suivre : elle venait de se réveiller d'une longue sieste et ne fit que promettre de venir le plus tôt qu'il lui serait possible. Cependant, au bout d'une heure, elle arrivait et disait à Rita, qui lui ouvrit tranquillement la grille de la maison de la calle Santa-Clara.

— Qu'est-ce qu'il y a donc pour me faire venir aussi vite que cela, et par cette chaleur?

— Rien, répondit, en traînant la voix, l'épaisse et impassible Asturienne Rita.

— Mais où est la señora Niévès?

— La señora Niévès, ne vous en déplaise, est partie il y a un grand quart d'heure avec le manchot, qui portait ses affaires dans des *alforjas*.

Bibiana ne comprenait pas :

— Tu dis que la señora est partie?

— Oui; et elle a dit que vous viendriez prendre soin de l'enfant pendant son absence, comme si on ne pouvait pas avoir confiance en moi!

— Partie! et pour où? répétait la cousine en tournant autour du *patio*, les mains levées en l'air.

— La señorita veut-elle que je lui amène Manolito? demanda Rita.

Mais Bibiana ne faisait aucune attention; elle regardait tout autour d'elle : il lui semblait que Niévès n'avait pu disparaître ainsi, et elle avait l'air de la chercher dans tous les coins. Enfin, sur la table, elle vit un morceau de papier plié en forme de lettre; elle s'en saisit. C'étaient deux mots écrits au crayon annonçant le départ de Niévès pour Algéciras : « Je n'ai pas besoin de te recommander mon fils, » écrivait-elle en finissant.

— Pauvre petite! s'écria Bibiana. Je n'ai plus besoin d'explication! Rita, apporte-moi le marmot.

XV.

Dans l'exquise fraîcheur des premières heures du jour, la petite ville de Vejer de la Frontera, perchée sur son rocher, dessine ses vieux murs contre un ciel pâle où s'éteignent les étoiles. De son

vieil air de forteresse mauresque, elle domine tout un pays sauvage et montagneux, non loin de la mer, très voisin de la Sierra, où, en cette fin de mai, verdoient encore les arbres et les plantes, fleurissent les campanules bleues, et coule sur son grand lit de cailloux blancs le mince filet d'eau claire du Barbate. Sur la route, au pied de Vejer et devant la vieille *venta* (1) de mauvaise mine, dont la porte s'ouvre comme un gouffre, la diligence qui fait le service de Chiclana à Algéciras s'apprête à se remettre en route, après une première étape. Le *mayoral* (2) tient déjà les rênes des chevaux, tout en achevant sa cigarette, les voyageurs se casent pêle-mêle sur le toit ou à l'intérieur de la vieille machine peinte en jaune, qui s'ébranle enfin, et part au trot inégal d'un attelage de chevaux et de mules excité par les cris et les coups de pierres du *zagal*, postillon à pied, qu'enveloppe un nuage de fine poussière.

La diligence avait à peine disparu derrière un pli de terrain, couvert de lentisques et de chênes-verts, que, du côté opposé, dans la direction de Chiclana, retentit toute une gamme de jurons, avec le bruit sourd du galop sans relâche d'un cheval effréné. Une *calesa,* sorte de cabriolet haut sur roues et tout orné de vieilles peintures, arrivait à fond de train. Une femme se tenait dedans, tandis qu'à moitié assis sur le brancard de gauche, un petit bonhomme se démenait, faisait claquer son fouet, criant de toutes ses forces : — Arrêtez-la, pour Dieu, arrêtez-la!.. Et le cheval semblait voler par-dessus les pierres de la route.

Au bruit, plusieurs personnes apparurent sur le seuil de la *venta :* des muletiers, des voyageurs aussi, coiffés de chapeaux de feutre à larges ailes et portant des guêtres à la manière du pays. Ils ne doutaient pas d'un accident, et venaient pour aider et secourir, quand la *calesa,* au milieu de sa course folle, vint s'arrêter tout net devant eux.

— Señores, fit le petit cocher en saluant, où est la diligence?

— Elle est partie! répondit un des voyageurs qui se tenaient à la porte de la *venta,* et vous aurez de la peine à la rejoindre, car la route est bonne d'ici à Tarifa, et elle fait vite le trajet.

Le petit cocher, descendu de son brancard, fouet en main, se tourna vers la voyageuse restée dans la *calesa*, et lui dit avec une gravité comique :

— Aussi vrai que je me nomme, pour vous servir, Agustin de los Reyes, j'ai fait mon possible, señora!

— Et ton cheval ne peut plus faire un pas, lui répondit-elle. Va lui donner à manger, je me reposerai ici en attendant.

(1) *Venta,* manière d'auberge sur une grande route.

(2) *Mayoral,* cocher d'une diligence.

Et la voyageuse, Niévès, sauta légèrement de la *calesa* à terre. Le *ventero* (1) était accouru pour savoir quelle nouvelle aubaine lui tombait dans son désert; mais les voyageurs restés à la porte entouraient Niévès, qui leur demandait avec un peu d'anxiété s'il y avait un moyen de transport quelconque de Vejer à Algéciras.

— Je devrais y être ce soir, ajoutait-elle; j'ai manqué la diligence de quelques minutes, cette nuit, à Chiclana, et force m'a été de venir ici comme j'ai pu; mais la *calesa* ne pourra pas me mener jusqu'à Algéciras, et il faudra que j'attende la prochaine diligence...

— Alors, señora, je crains fort que vous n'ayez à attendre dans cet antre jusqu'à demain.

Le jeune homme qui venait de parler ainsi fut interrompu par un autre voyageur plus âgé, qui semblait être son père :

— Cela ne se peut pas! exclama-t-il.

Et il rentra dans la maison, suivi des autres, qui parlaient entre eux à voix basse, comme s'il s'agissait d'une conspiration.

Le *ventero* conduisit Niévès dans une grande chambre où quelques tabourets de paille se dressaient autour d'une vaste cheminée de cuisine; elle s'assit, après avoir secoué la poussière de la route qui s'était accumulée dans les plis de sa robe, et pensait avoir un entretien avec Agustin de los Reyes pour savoir s'il pourrait aller plus loin, lorsque la porte s'ouvrit et un des voyageurs, qu'elle avait vu sur le seuil de la *venta* à son arrivée, entra en saluant. C'était le plus âgé : un petit homme gros et assez laid, avec un visage trop rouge, mais aimable, dont les moindres gestes étaient empreints de gracieuseté.

— Señora, dit-il en venant à elle chapeau bas, avec toute la politesse possible en pareil lieu, je vous ai entendue dire tout à l'heure que vous alliez à Algéciras; — il se trouve que nous y allons aussi, ma famille et moi : nous partons même tout à l'heure. Nous nous y rendons à cheval, et, si vous le voulez bien, l'un de nous, celui que vous choisirez, aura l'honneur de vous prendre avec lui sur sa monture, à l'andalouse. Nous connaissons bien cette mode-là, car, quoique nous habitions Madrid, nous sommes Andalous et très fiers de l'être. Pour tout vous dire, je suis le marquis de Bénaval.

Niévès leva vers lui son visage anxieux et fatigué, mais où revenait un fin sourire. En quelques paroles, elle remercia et s'excusa. Elle disait avoir besoin de se reposer pendant deux ou trois heures, et ce n'était pas une feinte : depuis qu'elle était assise, la lassitude s'emparait de tous ses membres.

(1) *Ventero*, aubergiste.

Comme le marquis insistait, on entendit de l'extérieur une voix un peu forte, mais chaude et sympathique :

— Décidez-vous donc! on va partir.

La marquise de Bénaval, qui parlait ainsi, vint alors se joindre à son mari, pour prier Niévès d'en user avec eux comme avec des amis. C'était une belle personne, dont les yeux noirs avaient autrefois fait maints ravages, mais qui était restée simple, bonne, toujours prête à obliger. Elle avait vu que Niéves, dès son apparition, intéressait son mari, ses deux fils et leurs amis, et, d'un coup d'œil de femme intelligente, en passant devant la fenêtre de la salle, elle avait jugé la voyageuse. Sans en savoir plus long, ils avaient tous résolu qu'elle serait de leur partie. Elle ne pouvait rester dans ce coupe-gorge de Vejer. Niévès finit par céder à l'empressement aimable des Bénaval et oublia sa fatigue pour les suivre. Elle congédia Agustin de los Reyes, qui aurait voulu, dit-il en recevant son pourboire, la conduire jusqu'à Gibraltar, pour ses beaux yeux. Les chevaux sellés, les mules chargées de bagage furent amenés du *corral* (1), où on leur avait donné à manger, et les fils de la marquise, don Pedro, l'aîné, et son cadet, don Diego, se disputaient déjà pour savoir qui prendrait Niévès en croupe, quand en riant, elle se tourna vers le marquis et lui dit qu'elle le choisissait. Les jeunes gens déclarèrent bien haut qu'ils préféraient que la question fût résolue ainsi, et aidèrent Niévès à monter derrière leur père, où elle se tint avec une grâce qui les charma.

Dès que chacun fut en selle, on partit, au pas allongé des petits chevaux andalous, à travers une solitude embaumée, sous un ciel radieux où le soleil commençait à étaler sa gloire. L'heure n'était pas avancée, et le voyage se faisait avec tout l'agrément imaginable. Le marquis, qui connaissait les raccourcis de la route, allait en avant; la marquise le suivait de près, puis venaient don Alvaro et don Diego, leur ami, un certain Fernandez, de Séville, et une cousine de la marquise que tout le monde appelait Pepita. Deux paysans marchaient en arrière-garde avec les mules, portant paquets et provisions.

Tout en cheminant, la marquise racontait à Niévès qu'ils allaient visiter une de leurs terres du côté de San-Roque, mais qu'ils comptaient s'arrêter plusieurs jours à Algéciras, où ils voulaient voir la feria. Ils avaient préféré voyager à cheval et ils étaient maintenant ravis d'avoir pris ce parti puisqu'ils avaient ainsi fait connaissance avec elle. Aussi bavarde que curieuse, la bonne marquise aurait bien voulu qu'à son tour Niévès lui dît un peu ce qu'elle allait faire

(1) *Corral*, cour.

là-bas. Elle parla seulement de rejoindre une personne de sa famille, et sut même détourner avec esprit et finesse toutes les questions que fit naître cette déclaration un peu vague. Le marquis était de belle humeur et plaisantait en lui faisant des complimens, dont sa femme s'amusait à paraître jalouse. Derrière eux, les jeunes gens riaient de bon cœur avec la Pepita, et le chemin se faisait sans qu'on s'en aperçût.

La conversation distrayait un peu Niévès de sa tristesse. Mais elle ne l'écoutait qu'à demi, pensant au matin où elle avait refusé à son frère de l'accompagner à Santa-Justa, à l'arrivée de Cándido, et à ses propositions. Il était loin, ce beau matin-là! et aujourd'hui elle jouissait bien peu de cette route étrange et sauvage, de la solitude des plaines fleuries, où on n'apercevait de loin en loin que des troupeaux de chèvres et la silhouette d'un petit pâtre tirant avec sa fronde sur les oiseaux qui passaient dans l'air.

Vers le milieu du jour, don Diego déclara que la sangle de Pepita allait éclater, qu'il était nécessaire de s'arrêter et de la remettre en état, comme faire se pourrait. On se récria sur la perte de temps, mais la marquise proposa immédiatement de faire halte et *merienda* (1). Un repas fut improvisé avec les provisions que les mules portaient avec le reste du bagage, et, à l'ombre rare de quelques nopals, on mangea avec appétit en buvant de l'excellent vin de Jerez. Niévès se trouvait avec des gens si aimables, elle sentait tant de sympathie autour d'elle, qu'elle était presque gaie quand elle remonta à cheval derrière le marquis pour faire la seconde moitié du trajet.

Ils arrivaient sur la hauteur au-dessus de Tarifa, et à leurs pieds s'avançait dans les flots bleus du détroit la ville blanche, dernier asile que les chrétiens disputèrent aux Maures. La diligence que Niévès avait manquée repartait à ce moment-là, et ils la dépassèrent bientôt, saluant avec la courtoisie andalouse tous les voyageurs, dont quelques-uns, fatigués des cahots et des longueurs de la route, suivaient à pied. Des enfans agitèrent leurs mouchoirs, et un prêtre ôta son immense chapeau à cornes. Les petits chevaux faisaient du chemin, et un des plus beaux sites qui puisse s'imaginer se déroulait devant la cavalcade des Bénaval. D'un côté, s'étendaient vers la sierra des solitudes légèrement boisées, d'une couleur fauve, et d'un aspect absolument sauvage. De l'autre, le détroit, comme un lac de saphir bleu foncé, semblait s'arrondir et se terminer au pied des hautes montagnes de la Barbarie, dont les contours sont dentelés et les couleurs indécises.

(1) *Merienda*, goûter.

Plus haut et plus loin, le mont Abyla, une des colonnes d'Hercule, levait sa tête au milieu des neiges, et l'atmosphère si claire rapprochait tant la terre d'Andalousie du continent africain qu'il semblait qu'on eût pu l'atteindre du bout d'une cravache.

A mesure que la journée s'avançait, Niévès, quoique sous le charme de la route et de la compagnie dans laquelle elle se trouvait, sentait croître son embarras. Elle ne voulait pas faire son entrée dans Algéciras avec les Bénaval. Son projet était de ne pas se montrer tout de suite, d'attendre au moins jusqu'au lendemain; elle dit à la marquise, qui la pressait fort pour savoir ce qu'elle comptait faire en arrivant, et où elle irait loger, qu'on ne s'occupât pas d'elle; et le marquis, qui s'amusait de ce mystère, engagea sa femme à ne pas insister.

Déjà, depuis quelque temps, le Peñon, le roc de Gibraltar, était en vue, le détroit s'élargissait et les côtes d'Afrique apparaissaient moins distinctement. Les chevaux, se sentant à la fin de leur journée, accéléraient le pas, et à un tournant de la route, après avoir traversé sur un vieux pont de pierre un torrent dont le lit à sec était envahi par des buissons de lauriers aux fleurs roses, les voyageurs aperçurent Algéciras au bord de la baie qui décrit une large courbe, mouillant les bois de la Moraima avant de venir heurter les quais et remparts de Gibraltar. Les premières maisons se montraient avec cet aspect de monastère qu'ont souvent les petites villes de l'Andalousie.

— Alors vous voulez absolument nous abandonner? disait la marquise à Niévès.

— Ne me pressez pas, répondit-elle, je vous en supplie! j'aurais trop de regret de refuser vos offres aimables.

Et à l'entrée de la ville, Niévès demanda au marquis d'arrêter son cheval. Elle mit pied à terre avant que don Pedro et son frère l'eussent aidée. Ils s'emparèrent alors des *alforjas*, — les *alforjas* du manchot de la plaza del Duque, — dans lesquels elle avait mis ses effets, et lui offrirent de les porter où elle voudrait. Elle refusa énergiquement et reprit les *alforjas*.

— Vous avez beau faire, lui criait-on, nous vous retrouverons bien, c'est au revoir, Niévès!

Elle avait appelé un enfant qui errait à l'entrée du faubourg; — elle lui mit les *alforjas* sur le dos, et salua de la main la troupe d'amis inconnus qu'elle avait charmée et qui s'éloignait à regret en lui criant toute espèce de souhaits et de galanteries.

XVI.

Niévès n'avait pas trouvé facilement à se loger dans cette petite ville d'Algéciras où, à la veille de la feria, affluait tant de monde. Elle n'avait pas voulu aller dans les auberges de crainte d'y trouver les toreros; les *casas de huespedes* étaient pleines; et ce ne fut qu'à force de recherches et de renseignemens, demandés à droite et à gauche, qu'elle découvrit une grande chambre assez propre dans la maison de deux vieilles femmes qui n'avaient pas l'habitude de la louer et semblèrent lui faire une véritable grâce. Cette chambre était située dans un bâtiment isolé, au-dessus de magasins de graines, dans la calle San-Roque, qui donne près de la grande place où une fontaine conserve le souvenir de Castaños, gouverneur d'Algéciras, héros célèbre de la guerre de l'indépendance. Niévès s'était installée là tant bien que mal. Les vieilles hôtesses lui avaient servi une collation, et elle avait passé la soirée toute seule, entendant au loin la rumeur joyeuse et la musique de la feria, qui se tenait à l'extrémité de la ville, sur une grande *alameda*. La nuit, elle avait dormi tranquillement, fatiguée par la route qu'elle avait parcourue et un peu calmée à l'idée du lendemain et des projets qu'elle avait formés.

Dès le matin, elle se leva et sortit pour aller à l'église. Au coin de la rue, une grande affiche blanche avec force dessins coloriés représentant les différentes péripéties de la course de taureaux attira son attention, et elle lut avec émotion le nom de Cándido. Elle était pourtant bien habituée à le voir, ce nom-là, placardé sur tous les murs, à tous les carrefours, mais, en ce moment, ce fut comme un rappel à toutes ses pensées. Au nom de Cándido s'en ajoutait un autre, qu'elle ne prononçait pas, mais qui sonnait à ses oreilles, nom que lui aurait dit sans doute la première personne venue, tant étaient connues les amours du beau torero et de la Trini qui avait quitté pour lui un adorateur important. Elle seule, Niévès, n'en savait pas les détails. Le hasard lui avait fait connaître ces choses. Elle se mit à marcher précipitamment, la tête en feu, et elle entrait dans l'église quand elle entendit la voix de la marquise de Bénaval, qui, encapuchonnée dans sa mantille noire, venait à la messe.

— Bonjour, mystérieuse Niévès, dit-elle, en lui passant le bras autour de la taille; nous avons passé toute la soirée à vous regretter; à nous demander où vous pouviez bien être nichée. Je crois même qu'après souper, mes fils sont partis pour aller à votre découverte, mais en vain!

Niévès remercia des attentions qu'on avait pour elle, et puis chercha à se dégager, à entrer dans l'église, mais la marquise la retenait sur les marches.

— Pourquoi n'êtes-vous pas venue avec nous à la *Fonda Suiza?* continua-t-elle, vous auriez pu de là vaquer aux affaires si importantes qui vous amènent à Algéciras, et nous aurions été au moins tous ensemble. Il y avait de la place hier soir, quoique les toreros et leur monde aient presque tout accaparé. Allons entendre la messe, maintenant; vous savez, ma petite, que je ne vous lâche plus. J'ai promis, si je vous rencontrais, de vous ramener avec moi.

Niévès suivit la marquise dans l'église, et s'agenouilla derrière elle. Si elle l'accompagnait à la Fonda Suiza, après la messe, elle reverrait peut-être Cándido. Serait-il seul? Comment la recevrait-il? Ne serait-ce pas une émotion à lui donner avant la *corrida*, quand il aurait besoin de tout son calme. Et s'il lui arrivait quelque chose? Cette affreuse pensée glaça Niévès d'épouvante, et, quoique la messe ne fût pas finie, elle se leva doucement et, échappant à l'œil de la marquise, qui d'ailleurs était toute à ses oraisons, elle se glissa hors de l'église, et se mit à suivre machinalement les rues et les places de la ville joyeuse. Des gens de la campagne, dans leurs plus beaux effets, arrivaient sur des chevaux et des ânes. Les hommes avec des vêtemens courts et sombres, des chapeaux en velours très larges donnant un air sombre à leurs visages naturellement foncés. Les habits des femmes se ressentaient trop du voisinage de Gibraltar, et des marchandises anglaises qu'une contrebande active répandait dans les villages d'alentour. Mais elles étaient nu-tête et coiffées avec des fleurs. Le petit bateau à vapeur qui faisait le service du Peñon à Algéciras déposait sur le quai des gens de toutes sortes, des étrangers, des soldats anglais en tuniques écarlates et casques blancs, des Marocains en caftans de couleur claire, des touristes de tout pays. Les tavernes, les hôtelleries, les plus infimes *posadas* (1) regorgeaient de monde et retentissaient de cris et de rires; dans le lointain on entendait déjà le bourdonnement musical de la feria, et toute cette joie s'épandait sous l'éclatante lumière du soleil, à la chaleur d'une journée d'été tempérée par la brise marine.

Niévès marchait au hasard, se retenant avec toutes les forces de son âme de courir à la Fonda Suiza, et de se jeter dans les bras de Cándido. Au moment où elle rentrait chez elle, Garlochí, le picador, passa à quelques pas devant elle. Il ne la vit pas, mais elle resta en suspens, ne sachant si elle devait l'appeler ou non. Il

(1) *Posada*, auberge.

disparut, et elle alla manger comme elle put, servie par les vieilles femmes qui l'avaient prise en gré et ne regrettaient plus d'avoir loué leur grande chambre.

L'heure de la *corrida* approchait : Niévès irait-elle se mettre sur le chemin, dans un coin où elle demeurerait inaperçue, pour voir passer les toreros se rendant à la plaza? Car elle n'assisterait pas au spectacle. Depuis qu'elle avait épousé Cándido, elle n'avait pas remis le pied dans la plaza. Aujourd'hui elle irait moins que jamais : il lui venait de cruelles appréhensions ; tout finirait-il par un accident, par un malheur? Sa vive et tendre imagination se teignait des plus sombres couleurs, mais son esprit droit et net en triomphait toujours : elle se calma peu à peu, laissant passer les heures, priant en attendant le moment qui lui semblerait le plus favorable.

Vers six heures du soir, le dernier taureau tué, la foule qui occupait les gradins de l'immense amphithéâtre, se mit à descendre à travers l'Alameda. Presque toute la colonie de Gibraltar était venue assister au spectacle, dont elle a coutume, une fois rentrée chez elle, de parler avec mépris et horreur. Les uniformes rouges des soldats anglais se voyaient en lignes dans les rues d'Algéciras comme ils regagnaient le port pour s'embarquer.

Les Bénaval arrivaient, eux aussi, de la plaza, et à leur étonnement trouvèrent Niévès sur le seuil de la Fonda Suiza. Il y eut, de leur part, une exclamation joyeuse. La marquise cria :

— Enfin vous voilà. Cette fois on vous garde à vue, on ne vous laisse pas partir.

— Vous souperez avec nous, nous n'accepterons aucune excuse, dit le marquis avec autorité.

Et ils allaient l'entraîner dans le patio de la Fonda, quand des cris d'enfans, des applaudissemens partant de la rue, leur firent tourner la tête.

— Ce sont les toreros qui reviennent, dit don Diego, le fils cadet du marquis.

— Eh bien, qu'est-ce que ça peut nous faire? Laissons-leur de la place et allons souper, ajouta son frère aîné.

Et les deux frères furent surpris de voir Niévès revenir vers la porte d'entrée et y rester en regardant dans la rue. Cándido arrivait entouré de sa *cuadrilla*. Il portait un costume de satin jaune brodé d'argent, de sa main droite il soulevait sa *montera* (1), et de l'autre tenait roulée autour de son bras une cape de soie rouge. La *corrida* avait été heureuse pour lui, son visage exprimait la

(1) *Montera*, coiffure des toreros.

satisfaction tranquille, ses yeux cherchaient quelque chose ou quelqu'un dans la foule quand ils aperçurent Niévès; elle le regardait et s'efforçait de sourire.

— Niévès, toi ici! s'écria-t-il en arrivant auprès d'elle.

— Ne t'avais-je pas dit: à bientôt? répondit-elle de sa voix douce.

Alors le marquis de Bénaval qui, avec sa femme, ses fils et leurs amis, assistait fort étonné à cette rencontre, s'avança vers Cándido, qu'il connaissait, et lui fit compliment sur la beauté et la grâce de Niévès. C'était dit avec goût, simplement, et, dans la bouche du marquis, bien fait pour chatouiller agréablement l'amour-propre du torero et du mari.

— Vous connaissez donc Niévès, señor marquis? demanda Cándido.

— Nous avons eu le plaisir de faire route ensemble jusqu'ici, et c'était déjà notre amie avant que nous sachions qu'elle fût votre femme.

Cándido, un peu surpris, ne fit à Niévès aucune question, et quand les Bénaval la réclamèrent pour souper avec eux, il leur dit en plaisantant à moitié :

— Je ne peux laisser cette pèlerine en meilleures mains. Vous m'honorerez infiniment de la garder jusqu'à ce que je puisse venir la chercher, car j'ai accepté de souper ce soir avec ma cuadrilla chez des amis que nous avons ici.

— Alors vous viendrez nous rejoindre à la feria, sous la tente du cercle. Au revoir.

Les Bénaval accablèrent Niévès de questions. La marquise devinait un peu ce qui se passait et, sans rien dire de défini, ne cessait de répéter, pendant le souper, que leur rencontre avec Niévès était un véritable roman.

XVII.

— Señora, señora, ne danserons-nous plus jamais ensemble? répétait en implorant de ses yeux si doux le petit don Diégo, qui depuis le commencement de la soirée se posait en amoureux transi de la belle Niévès.

Elle répondait en plaisantant aux sollicitations du petit jeune homme avec lequel elle s'était laissée aller à danser, pour contenter sa jeunesse aimable, plaire aux Bénaval qui la voulaient voir gaie, et surtout pour occuper le temps qui lui semblait long. Ils étaient en pleine feria, sous la tente du cercle des *Labradores*,

où l'on dansait depuis la tombée de la nuit. C'était un tréteau élevé de quelques marches, large, et de forme ronde, recouvert d'un baldaquin de toile bariolée, pittoresquement attaché aux arbres voisins. De là, on dominait toute la feria, dont, à cette heure de la soirée, les mille petites échoppes s'illuminaient de lanternes et de lumignons de toutes sortes.

Niévès s'était assise, sans plus écouter don Diégo, sur la balustrade qui courait autour du tréteau en manière de garde-fou; elle regardait distraitement la foule des passans; et ses yeux rêveurs allaient plus loin dans l'espace lumineux où, au grand clair de lune, l'ombre gigantesque du rocher de Gibraltar s'élevait sur le miroir argenté des eaux. Mais elle secoua sa tête avec une grâce légère d'oiseau, et se retourna vers le petit don Diégo, en lui disant :

— Soyons donc gais!

L'orchestre, qui n'arrêtait pas, jouait la première figure d'un *rigodon* (1) que la marquise de Bénaval, qui n'arrêtait pas non plus, dansait avec un officier de la garnison de Gibraltar. Pépita et don Pedro étaient en face d'eux. Le bon marquis faisait des grâces un peu plus loin. Niévès et Diégo ne trouvèrent pas de place, et se remirent à circuler autour de la tente, revenant toujours au même poste d'observation de Niévès, qui ne regardait plus le paysage, mais bien la feria.

Dans la foule, des femmes passaient en mantilles blanches, des roses au coin de l'oreille ; les verres de couleur pendant en guirlandes des arbres leur jetaient des reflets jaunes; elles étaient suivies d'un cortège de ces hommes qui sont, en quelque sorte, les cliens des toreros, et s'efforcent d'en imiter la tournure.

— Tiens, la Trini, s'écria Diégo en reconnaissant une figure qu'il voyait souvent à Madrid.

— La Trini ? une chanteuse? demanda Niévès anxieusement.

— Oui, une chanteuse, si vous voulez. Elle chantait, mais aujourd'hui...

— Ah! fit Niévès, et c'est cette grande femme rousse qui marche en avant?

— Oui, señora, et j'ai eu tort de la nommer, elle n'est pas digne de votre attention.

Don Diégo était embarrassé, quoiqu'il ne se doutât guère, l'innocent, que cette Trini qu'il venait de désigner à Nièves n'était autre que la maîtresse tant affichée du fameux torero Manuel Cándido.

(1) *Rigodon*, quadrille espagnol.

Niévès suivait tristement des yeux cette grande créature aux traits superbes et altiers, aux cheveux de ce beau roux qu'on rencontre quelquefois au midi dans toute sa splendeur, et qu'un costume presque théâtral distinguait des autres autant que sa beauté. Elle ne dit pas un mot et regardait toujours passer, repasser et disparaître cette femme qui lui avait volé son amour, que Cándido irait rejoindre ce soir même, la laissant seule, elle, l'épouse, pour boire sa honte jusqu'à la lie.

La marquise de Bénaval arriva en s'éventant et en appelant :

— Niévès, Niévésita, où êtes-vous, ma chère? qu'est-ce que vous faites dans ce coin? Cándido, votre mari, vous attend, vous cherche.

En effet, Cándido suivait la marquise, et il alla au-devant de Niévès, qui en le voyant eut un imperceptible frisson. Tout l'air de son visage était triste, mais elle était belle d'une beauté différente de celle qui la faisait admirer en général. Ses vêtemens étaient des plus simples : les *alforjas*, prêtés par le manchot, n'avaient pu contenir grand'chose, la marquise lui avait donné quelques affiquets, et, avec son goût habituel, elle avait placé dans ses beaux cheveux des fleurs qui relevaient la pâleur de son visage. Cándido était flatté de la voir dans la société des Bénaval, et si appréciée par eux. Enfin, sa tristesse lui donnait une grâce nouvelle qui pour lui était une séduction de plus.

— Veux-tu faire un tour dans la feria? finit-il par dire.

— Ne vais-je pas te gêner... dans la foule? répondit-elle en le questionnant du regard.

— Allons-nous-en, à moins que tu ne veuilles rester à danser.

— J'aime mieux te suivre.

Et ils descendirent les quelques marches du tréteau de la tente, comme la marquise leur souhaitait bonne promenade, et les suppliait de ne pas revenir trop tard.

Alors Niévès prit le bras de Cándido, et ils suivirent la grande promenade illuminée. Ils passèrent devant les tavernes improvisées où, autour des tonneaux couverts de verdure, on buvait en cercle au son des guitares et des *bandurrias;* ils s'arrêtèrent devant des groupes de danseurs et les regardèrent quelque temps. Niévès était émue, il y avait longtemps, ah! si longtemps, qu'elle ne s'était ainsi promenée avec Cándido ; et puis elle sentait qu'à chaque pas ils pourraient rencontrer la Trini. Elle la savait près d'elle, dans la feria, attendant sans doute. Irait-il la rejoindre? Elle se voyait quittée, ou ramenée à la tente du cercle, auprès des Bénaval, qui devineraient sa position. Comment retenir

Cándido ? et elle n'avait plus que sa main appuyée légèrement sur son bras... Ils recommencèrent à marcher dans le même silence.

Ils étaient arrivés à l'extrémité de la promenade sur laquelle se tenait la feria, les lumières cessaient tout d'un coup, et l'ombre d'un petit bosquet d'arbres s'en augmentait. A peine se trouvèrent-ils dans cette obscurité que Cándido s'arrêta, et, subitement, entourant Niévès de ses bras, la serra contre sa poitrine, en lui couvrant la tête de baisers. C'était un transport de tendresse et de reconnaissance, dans lequel il retrouvait toute l'émotion des premiers temps. Niévès, ravie, s'abandonnait délicieusement à cette expansion sur laquelle elle n'avait pas compté.

— Tu marchais si lentement, tout à l'heure, lui dit-elle au milieu de leurs baisers, aurais-je jamais pu croire que tu en voulais venir où nous sommes ?

— J'étais un peu gêné, tu l'as vu, et je n'ai été sûr de toi, Niévésita de mon âme, que quand j'ai senti ta petite main trembler.

Insensiblement, et comme s'ils s'étaient devinés, ils avaient quitté la feria et ils revenaient dans la ville à travers un faubourg désert, se parlant à demi-voix et à demi-mot comme font les amoureux. Ils s'éloignaient un peu du chemin qu'il fallait prendre pour aller chez Niévès, et allaient rentrer dans la partie animée de la ville. Elle lui dit en riant de ne pas aller par là. — Conduis-moi alors, répondit Cándido, et ils se remirent en route, ne sentant pas les aspérités du pavé, se serrant l'un contre l'autre, se dévorant des yeux, dans la belle nuit claire où les étoiles étincelaient au-dessus de leur tête.

Arrivés devant la porte de la maison où logeait Niévès, Cándido, ayant remarqué qu'il n'y avait pas de lumière à l'intérieur, se mit à frapper du poing sur la porte pour se faire ouvrir. Niévès le retint et sortit en riant une grosse clé de sa poche.

— Qu'as-tu donc là? demanda Cándido.

— La clé de la prison, señor, de la prison où je vais vous enfermer. Les vieilles qui me logent dorment dans un autre bâtiment, elles m'ont donné cette clé pour pouvoir rentrer sans avoir à les déranger. — Maintenant, ouvre!

Cándido introduisit la clé dans la serrure, la tourna deux fois, et la porte s'ouvrit lentement en grinçant sur ses gonds.

— On dirait qu'elle ne veut pas me laisser entrer, remarqua Cándido, comme ils montaient à tâtons le petit escalier qui conduisait à la grande chambre occupée par Niévès. Quand ils eurent allumé une chandelle, elle lui montra les *alforjas* étalés sur le dos d'une chaise :

— Voilà tout mon bagage, dit-elle, tu vois que je ne suis pas coquette.

Involontairement, en parlant, elle se souvenait de la Trini et de ses ajustemens magnifiques. Il était là, l'amant de la Trini, reconquis, guéri, amoureux!

Cándido s'était déshabillé en chantant. Une fois couchée, Niévès lui dit tout à coup qu'elle croyait qu'ils avaient laissé la clé sur la porte d'en bas.

— Qu'importe, répondit-il, on ne viendra pas nous voler; dans un petit endroit comme celui-ci, il n'y a rien à craindre.

— Je ne sais pas, Cándido; en tout cas, je n'aime pas à m'endormir la porte ouverte.

— Qu'à cela ne tienne, je vais la fermer.

Il se rhabilla, et pieds nus descendit en bas, remontant tout de suite avec la grosse clé rouillée:

— Voilà ta clé, Niévès. Où allons-nous la mettre?

— Sous mon oreiller. C'est la clé de mon bonheur, n'est-ce pas?..

Quand Niévès s'assoupit, elle sentit, dans la rêverie qui précède le sommeil, qu'elle avait atteint son but. Sans avoir rien expliqué, sans une allusion même à la conduite de Cándido, sans un reproche de l'épouse, ils s'étaient retrouvés dans la tendresse des premiers jours; — et c'est avec la douce pensée d'avoir refait l'édifice de son bonheur que Niévès finit par s'endormir. Cándido demeurait éveillé : son corps robuste ne se ressentait pas des fatigues de la journée, d'ailleurs brillante, glorieuse pour lui. Il avait admirablement tué ses taureaux, reçu tous les applaudissemens d'une foule enthousiaste; enfin Niévès lui était apparue, non pas jalouse, ni même mécontente, mais parée d'une grâce nouvelle. Il avait été flatté et charmé de voir l'accueil que lui faisaient les Bénaval, et c'était sans hésiter qu'il lui avait sacrifié la Trini. Et voilà que, tout en rêvassant, il entendait ce nom bourdonner à son oreille, et la personne qui le portait revenait sous une image provocante pour secouer tout son être. L'idée ensorcelante de cette femme s'empara de lui, dans ce lit, auprès de Niévès, dont il entendait dans l'obscurité la douce et suave respiration. Il se leva subitement, mais avec des précautions de voleur. Il ne pouvait allumer la chandelle sans faire du bruit. Pourquoi n'avait-il pas gardé la clé? Et en réfléchissant, pendant l'espace de quelques secondes, sur ce qu'il allait faire, il était saisi d'une envie folle de rejoindre cette Trini, qui l'attendait certainement, qui le possédait de loin comme de près. A tâtons, il parvint à trouver ses habits, sa veste, son pantalon; il les mit, roulant tant bien que mal sa ceinture de soie

autour de sa taille. Dans la nuit de la chambre, un rayon de lumière s'infiltrait à travers les rideaux de cotonnade. Il s'avança vers la fenêtre et regarda dehors : le silence était absolu. On n'entendait pas le moindre bruit, la petite ville dormait sous un pur clair de lune.

Cándido rentra dans les ténèbres, et, sur la pointe des pieds, retenant son haleine, se mit à chercher ses souliers, qu'il atteignit en passant la main sous une chaise restée à côté du lit. Il les mit à sa ceinture comme des poignards, et retourna à la fenêtre, qu'il ouvrit doucement, en mesurant la hauteur de l'étage : il n'y avait pas quatre mètres de la fenêtre au pavé de la rue, et l'adresse et la légèreté de Cándido étaient proverbiales. Alors, sans se retourner en arrière, il s'avança sur le cadre de la fenêtre et disparut.

. . . . . .

Niévès fut réveillée en sursaut par un grand cri déchirant. Ses yeux, troublés par le sommeil, rencontrèrent aussitôt le carré de lumière formé par la fenêtre ouverte : les rayons de la lune tombant sur le plancher de la chambre. Elle se précipita hors du lit vers cette fenêtre, d'où elle aperçut, gisant sur le pavé de la rue, le corps inerte de Cándido.

XVIII.

C'était un soir d'août, dans le patio de la maison de la calle San-Isidoro. Les colonnettes blanches de l'arcade brillaient dans l'ombre, tandis que la petite fontaine, ornée de faïences jaunes et bleues à dessins mauresques, chantait doucement au milieu des fleurs sa chanson habituelle. Niévès se balançait dans le fauteuil de canne, où elle avait tant rêvé autrefois. A côté d'elle, sur une chaise basse, la cousine Bibiana berçait dans ses bras Manolito, qui ne se décidait pas à dormir, et dans un coin la vieille servante Martirio s'endormait sur son rosaire. Au-dessus, la nuit était pleine de clartés, de douceur, et de silence.

Cependant, on entendait dans la rue des pas cadencés se rapprochant de plus en plus, et bientôt, derrière la grille du *zaguan,* apparut la haute forme de Cándido. Martirio se leva en sursaut pour lui ouvrir, et le torero entra dans le patio d'un air grave. Il avait le bras droit en écharpe.

Alors Niévès se leva, alla vers lui et, d'un geste gracieux, voulut l'installer dans le fauteuil qu'elle venait de quitter.

— Je serai très bien là-dessus, dit Cándido en s'asseyant sur un tabouret de paille; ne me traite plus en infirme, je suis guéri.

— Pas encore tout à fait, répondit Niévès.

Elle s'était rassise et le regardait avec un mélange de tendresse et de pitié. Cándido continua de parler.

— Le médecin, que je viens de voir, m'a assuré que je pourrais me servir de mon bras à la saison prochaine, — et, à vrai dire, je me sens mille fois mieux; le sang circule, la force revient.

Il voulut poser la main gauche qui restait libre sur la tête de Manolito; Bibiana l'en empêcha.

— Allons, dit-elle, tu vois bien que ton fils s'endort. J'ai eu assez de peine pour y arriver, car ce petit est un véritable démon qui ressemble à son père.

Et Bibiana regardait Cándido d'un air moitié sérieux, moitié comique. Il se mit à rire, et demanda s'il n'y avait rien de nouveau au logis.

— Rien que je sache, lui répondit Niévès. Ah! pourtant, maman est venue d'Alcalá, cet après-midi. Elle a encore apporté pour toi des remèdes de sa façon, et puis elle m'a demandé de demeurer ici: il paraît qu'elle ne veut pas revenir à Séville, elle se plaît là-bas, et voudrait que nous restions à garder la maison avec Bibiana. Quant à moi, je n'en serais pas fâchée, car j'aime cet endroit-ci où j'ai de si bons souvenirs, et il m'en coûterait de retourner à la calle Santa-Clara.

— Bah! on est bien partout, Niévésita; mais je ferai ce que tu voudras.

— C'est dommage que Fernando soit parti pour Malaga; il t'aurait tenu bonne compagnie.

— Mais ne suis-je pas à merveille auprès de toi?

— Dans ce moment-ci, répondit-elle un peu tristement.

Bibiana s'était levée, l'enfant complètement endormi dans ses bras. Elle leur dit en roulant ses gros yeux moqueurs:

— C'est bon! je comprends, vous n'avez plus besoin de moi ce soir; je vais coucher le petit.

— Prends garde de le laisser tomber, recommanda Niévès.

— *Vaya!* il semble que je n'ai pas fait autre chose que de soigner des marmots: *buenas noches!*

Et comme elle disparaissait dans l'escalier tournant qui du patio conduisait au premier étage, la cousine Bibiana leur cria:

— Vous êtes pourtant bien chanceux de m'avoir sous la main... quelquefois!

— Ah! oui, petite cousine, lui répondit Niévès, et tu sais si j'en remercie Dieu!

Alors Niévès et Cándido restèrent seuls et silencieux : ils se regardaient en souriant à demi, leurs yeux s'interrogeant, comme s'ils avaient l'un et l'autre quelque chose à se confier. Cándido avait rapproché le tabouret sur lequel il était assis, et de sa main libre il essayait d'arrêter le fauteuil que Niévès balançait toujours. Enfin elle l'arrêta, et fixa ses yeux sur Cándido. Jamais ces yeux d'un bleu gris si profond n'avaient été plus beaux et plus tendres. Cándido lui dit très simplement :

— Auprès de toi, Niévès, je me sens mieux que nulle part ailleurs.

— Vraiment? fit-elle.

— Ainsi, aujourd'hui, je suis tout à fait bien, j'ai couru la ville comme avant, allant partout, revoyant les amis et connaissances, redevenu moi-même de par tes soins... eh bien, quand il s'est fait un peu tard, j'étais ravi de revenir auprès de toi.

— Tu dis bien ce que tu penses en ce moment, répondit Niévès de sa voix douce, mais non sans tristesse; et je te crois, mon ami; mais ce sont des sentimens, des paroles de convalescent. Quand tu seras tout à fait guéri, que tu auras repris ta vie et ton métier, la maison t'ennuiera... je ne dis pas toujours, mais souvent; et tu chercheras à te distraire ailleurs. Rentreras-tu alors aussi content que ce soir?

— Tu verras, Niévès... et d'abord, je te promets...

— A propos, c'est moi qui ai une promesse à te demander. Il faut même que tu me la fasses tout de suite.

— Une promesse? Laquelle?

— Eh bien! Cándido, promets-moi que, quand tu voudras quitter la maison, sortir le soir... la nuit, tu passeras par la porte au lieu de sauter par la fenêtre.. C'est fait, tu as promis.

Sans rien dire, il avait appuyé la tête sur les genoux de Niévès, et elle la caressait comme celle d'un enfant; des larmes, de douces larmes coulaient une à une de ses beaux yeux. Elle ne se sentait ni consolée pour le présent, ni rassurée pour l'avenir, mais sa belle âme était reconnaissante à Dieu de lui avoir accordé encore ce moment d'émotion et d'amour auprès de l'être qu'elle chérissait de toute la force de son cœur, et qu'elle aimerait toujours, quoi qu'il pût arriver.

CECIL STANDISH.

LE PYRRHONISME, LE DOGMATISME

ET

LA FOI DANS PASCAL

Après tant d'importantes recherches d'auteurs considérables sur les intimes sentimens de Pascal, n'est-il pas bien téméraire, tout au moins bien superflu, d'agiter encore ce problème psychologique? Assurément si ces belles études avaient clos le débat, nous aurions été trop heureux d'en accepter les conclusions. Mais elles sont loin d'avoir abouti à des résultats concordans. En somme, après en avoir pris connaissance, nous ne savions qui croire ni à quoi nous en tenir; et nous éprouvons pour le caractère et l'œuvre du grand penseur une admiration si profonde que nous n'avons pas su nous résigner à une indécision passive. Il ne pouvait nous suffire d'assister à la discussion des documens restaurés et complétés qui témoignent aujourd'hui de sa pensée. Nous étions irrésistiblement tenté d'y chercher pour notre propre compte, avec l'audace d'une curiosité passionnée, quelque manifestation décisive de son véritable état intellectuel au point de vue de la certitude et de la croyance, la révélation de son essence morale, dont l'unité se dissimule sous le désordre de ces témoignages fragmentaires. Notre curiosité principale n'était pas celle des historiens ou des critiques qui se sont donné pour tâche de recueillir et de fixer avec exactitude tout ce qu'on peut savoir de sa vie, et se satisfont en rétablissant le texte authentique de ses écrits, plusieurs fois altéré, et en l'éluci-

dant par un savant commentaire, avant tout soucieux de le livrer dans son intégrité au jugement du lecteur. Nous avons mis à profit, avec une respectueuse et vive reconnaissance, ces travaux de haute érudition; mais nous étions aussi incapable d'y borner nos regards que d'y contribuer. Ce qu'il nous importait surtout de reconnaître, c'était la relation proche ou lointaine des idées de Pascal avec les idées modernes et celles que nous avions pu nous former nous-même sur les questions capitales remuées si puissamment par lui. Nous avons ainsi été conduit à indiquer souvent nos propres vues sur les objets traités dans les pages que nous examinions. Si ces parties de notre étude, à défaut du reste, pouvaient obtenir l'aveu des amis de Pascal, nous n'aurions pas entièrement échoué dans nos efforts pour les intéresser.

I.

Chacun s'est aperçu plus d'une fois dans sa vie qu'il s'était trompé, bien qu'il eût cru voir très clairement la vérité. Ainsi l'évidence peut être illusoire; la certitude qu'elle détermine n'assure donc pas la possession de la vérité. A supposer même que l'homme ne se fût jamais surpris dans l'erreur, la sincérité de son jugement n'en garantirait pas la véracité : il se pourrait que son illusion eût été permanente. Il faut donc douter de tout. Il y a plus: étant générale, cette conclusion se retourne contre elle-même, car, si tout est douteux, elle est nécessairement suspecte comme le reste. Il faut donc douter même qu'il faille douter. « Il met toutes choses dans un doute universel si général, dit Pascal en parlant de Montaigne dans son entretien avec M. de Sacy, que ce doute s'emporte soi-même, c'est-à-dire s'il doute, et doutant même de cette dernière supposition, son incertitude roule sur elle-même dans un cercle perpétuel et sans repos... » Nous touchons là au fond contradictoire, tout entier mouvant, du pyrrhonisme.

Cette spéculation est sophistique; le doute absolu est impossible en fait, et, de plus, il blesse la logique. Il ne peut exister, car la raison, par essence, ne peut se défendre absolument d'affirmer; en se l'interdisant, elle a foi, tout au moins, dans l'argument même qu'elle fait valoir pour ne rien affirmer. Ne fût-ce qu'en le pesant elle fonctionne; or fonctionner, c'est se fier à son propre exercice. Le pyrrhonisme, n'accordant d'autorité à aucune proposition, refuse par là toute autorité à ce qu'il propose lui-même. Il abdique ainsi tout droit à influer sur l'état intellectuel; et effectivement, malgré le motif que la raison se donne de douter de tout, elle n'y réussit pas; elle n'adhère pas à sa propre conclusion scep-

tique. N'est-ce pas ce qui lui arrive en face d'une proposition évidente par soi, telle qu'un axiome de géométrie, par exemple? Elle a beau se dire alors qu'elle risque de se tromper, en réalité elle n'en croit rien, elle se déclare pyrrhonienne sans cesser néanmoins d'affirmer, c'est-à-dire sans pouvoir l'être comme elle le prétend. En outre, avons-nous dit, le scepticisme absolu blesse la logique. De ce que l'homme, en effet, se reconnaît sujet à l'erreur et à l'illusion en nombre de cas il ne résulte pas nécessairement qu'il y soit exposé dans tous; que tous ses jugemens soient au même degré faillibles et illusoires; qu'il n'en puisse exister aucun d'assuré contre le doute. Descartes établit, au contraire, qu'il en existe au moins un : « Je suis, » car douter c'est penser et, pour penser, encore faut-il être, ou plutôt : penser et exister c'est tout un. La formule de Descartes n'est pas une conclusion, sa force invincible consiste en ce qu'elle est une constatation immédiate. Le scepticisme implique nécessairement cette affirmation radicale qui le réfute.

Le vrai sceptique n'est pas celui qui fait valoir les meilleures raisons de douter de tout, mais celui qui doute effectivement de tout. Ce parfait pyrrhonien a-t-il jamais existé? Pascal le nie : « Que fera donc l'homme en cet état? Doutera-t-il de tout? Doutera-t-il s'il veille, si on le pince, si on le brûle? Doutera-t-il s'il est? On n'en peut venir là... »

Remarquons que Pascal invoque ici, sans le désigner, l'argument cartésien contre le doute absolu. « Et je mets en fait, poursuit-il, qu'il n'y a jamais eu de pyrrhonien effectif parfait. La nature soutient la raison impuissante, et l'empêche d'extravaguer à ce point. » La raison ne reçoit pas cet appui du dehors; c'est dans son essence même qu'elle trouve de quoi échapper au doute absolu; elle n'est nullement *impuissante* à s'y soustraire, comme nous avons essayé de le montrer. Mais Pascal lui refuse cette vertu propre; il se plaît à la tourner contre elle-même. « La nature confond les pyrrhoniens et la raison confond les dogmatiques... » Et il ajoute : « Vous ne pouvez fuir une de ces sectes ni subsister dans aucune... » Ainsi d'une part il a reconnu que l'homme n'en peut venir à douter effectivement de tout, et d'autre part il oblige la raison à s'interdire toute affirmation. Quel parti prendre? On ne peut pourtant pas tout ensemble affirmer quelque chose et n'affirmer rien; un pareil état d'esprit n'est pas, à proprement parler, sceptique, il est contradictoire. Le parti à prendre est bien simple : « Humiliez-vous, raison impuissante; taisez-vous, nature imbécile... Écoutez Dieu. » Ni le pyrrhonisme, ni le dogmatisme rationnel ne sont donc le vrai pour Pascal; il les renvoie dos à dos et

donne la parole à la foi. Remarquons bien que son dédain pour le dogmatisme de la raison n'est pas du tout le pyrrhonisme, qu'il répudie formellement d'ailleurs; car il est aussi loin que possible de douter de tout, puisqu'il croit inébranlablement aux vérités révélées par Dieu même, qui sont les seules importantes à ses yeux. Tout est douteux, mais hors de la foi catholique; toute condition, en tant qu'elle n'est pas du domaine de la foi, est objet de doute; il le dit expressément. Il abîme la raison humaine dans le doute avec une sorte de complaisance maligne, quand chez lui le chrétien a besoin de la désemparer pour la réduire à invoquer la révélation. Mais il n'a rien du tempérament d'un sceptique alors même qu'il humilie le plus résolument la raison. Il dogmatise, au contraire, volontiers; ses sentences respirent une assurance impérieuse. Sa manière d'affirmer n'est pas modeste; elle n'est pas froide comme celle de Descartes. Tandis que celui-ci a l'air, quand il formule un jugement, d'installer d'aplomb une pierre de taille, il semble, lui, enfoncer un pieu à coups de maillet. Tous deux sont d'ailleurs également confians dans leur vigueur intellectuelle et dans leurs conquêtes scientifiques. C'est que l'un et l'autre sont des penseurs, sinon de la même variété, du moins de la même espèce, des savans en un mot. La nature les avait admirablement doués pour la recherche des lois physiques et des propriétés mathématiques. Mais ils n'étaient pas nés dans une société sans traditions. Le legs séculaire du mystérieux effroi et de la noble inquiétude qui engendrèrent les croyances religieuses, le legs de la curiosité impatiente qui engendra les systèmes philosophiques, vinrent de bonne heure grandir et compliquer les problèmes affrontés par leur génie. Les soucis traditionnels de la pensée humaine s'infiltrent insensiblement, par le milieu social, dans toutes les âmes de chaque génération, les circonviennent sous forme religieuse ou philosophique dès l'enfance par l'éducation, et les ont envahies bien avant qu'elles aient pris possession d'elles-mêmes et qu'elles aient pu réagir contre cette invasion par leur propre tempérament moral. Elles peuvent être d'ailleurs plus ou moins disposées à la subir. Chez aucun individu le savant ne constitue tout l'homme. La faculté maîtresse, l'aptitude prépondérante coexiste avec d'autres aptitudes, avec des propensions parfois même contraires. Elle peut coexister avec celles-ci sans les rencontrer; sinon, jamais, en tant que savans, Descartes et Pascal n'eussent réussi ni même songé à fonder, l'un, l'édifice des connaissances sur l'aperception interne, l'autre, une apologie chrétienne sur le mépris de la raison. Les exigences de la méthode scientifique, instinctive en eux, eussent arrêté net soit la velléité téméraire de devancer les con-

clusions dernières de la science par des solutions philosophiques, soit la tendance irréfléchie à satisfaire, prématurément encore, la curiosité, en déléguant au cœur par un acte de foi le pouvoir de connaître. Mais il s'en faut de beaucoup que, dans un même cerveau, la logique propre au géomètre ou au physicien rencontre et exclue la dialectique propre au constructeur de systèmes philosophiques, ou même l'intuition mystique du croyant. L'histoire et l'observation témoignent, au contraire, que le cerveau de nombreux savans, des plus illustres, semble divisé en départemens distincts et sans communication entre eux, affectés à des procédés intellectuels très divers et même incompatibles, de sorte que toute leur curiosité, tant universelle que particulière, cherche et trouve à se satisfaire par l'emploi alterné de ces procédés indépendans et opposés. Un savant à la fois physicien, géomètre et astronome, comme Newton, par exemple, qui s'agenouille, et, quittant pour une heure l'algèbre et le télescope, affirme d'emblée l'existence d'un créateur immatériel de la matière, d'une cause non pas immanente en celle-ci, mais indépendante et providentielle des mouvemens sidéraux, sans déterminer d'ailleurs la relation qui rattache une essence impondérable à la pesanteur, ce savant abandonne la mécanique pour la religion. Il demande à un procédé intellectuel étranger à l'astronomie des résultats astronomiques : la donnée première et la solution dernière du problème colossal dont la mécanique n'a pu encore et ne pourra sans doute jamais poser que des équations partielles. Aussi l'astronomie n'en est-elle pas plus avancée; ce n'est pas, en réalité, le physicien et le géomètre qu'il satisfait en lui, c'est le chrétien. Nous n'avons pas l'outrecuidance de l'en blâmer, nous voulons simplement constater l'étrange, mais réelle coexistence, dans le même penseur, des aptitudes et des préoccupations morales les plus opposées, et noter surtout leur complète indépendance respective, qui seule leur permet de coexister sans conflit. Mais cette indépendance même reste à expliquer. L'unité morale de la personne qui pense ne devrait-elle pas suffire à les mettre en communication et en hostilité? Comment l'esprit scientifique, si attentif aux definitions, si prudent quand il induit, si rigoureux quand il déduit, si scrupuleux quand il observe, si sobre d'hypothèses, si fier devant l'autorité des anciens, consent-il à abdiquer tous ses droits, à n'exiger des doctrines transcendantes ni évidence dans ce qui n'est pas défini ou démontré, ni prémisses indiscutables, ni possibilité de vérification dans les lois admises, ni critique défiante et sagace appliquée aux témoignages écrits, ni réserve enfin dans le respect qui leur est accordé, dès qu'il ne s'agit plus de l'espace, de la durée et des corps, mais du monde

spirituel et moral, des objets les plus hauts et les plus importans de la pensée humaine? S'avouerait-il incompétent hors du monde matériel? Non, certes; l'esprit scientifique, c'est, à proprement parler, l'intelligence tout entière s'imposant la seule méthode qui ne l'expose pas à s'égarer et lui permette d'assurer le progrès à ses conquêtes. Tout ce qui se manifeste à la sensibilité, soit physique, soit morale, constitue, à proprement parler, un phénomène et comme tel doit pouvoir être classé parmi les matériaux de la science ; il n'est pas certain que la science arrive à s'assimiler tout ce qu'elle enregistre, mais il n'est pas certain non plus qu'elle n'en puisse jamais découvrir la loi. Toute doctrine qui répudie la méthode scientifique ou s'y dérobe devient, quelque noble qu'elle soit d'ailleurs, suspecte à la raison et elle n'évite pas l'alternative ou de lutter contre celle-ci avec désavantage ou de refuser le combat en affectant le mépris pour son adversaire. Pascal a choisi ce dernier parti en professant le scepticisme pour se retrancher dans la foi aveugle. Cette foi, il la puise dans son cœur. C'est que la sensibilité morale est précisément le facteur que ne nous avait pas fourni l'analyse de l'état intellectuel complexe et contradictoire du savant philosophe ou croyant, et qui nous est cependant indispensable pour expliquer la coexistence paisible en lui des disciplines les plus opposées. C'est une passion, en effet : à savoir la curiosité impatiente, qui fait taire les revendications de l'esprit scientifique pour pouvoir donner libre cours à la spéculation dont le savant philosophe espère obtenir la synthèse immédiate, mais prématurée, des connaissances acquises en un système définitif et complet. C'est une passion encore : à savoir le besoin de justice et de consolation, d'espoir et d'assistance, d'idéal réalisé dans un être parfait, qui endort la vigilance de l'esprit scientifique ou parvient même à le séduire, pour permettre au savant croyant de prier et d'adorer un Dieu infiniment aimable, infiniment bon, tout-puissant pour le bien, vengeur des opprimés et dispensateur de félicités éternelles en récompense des efforts de la vertu. L'âme, malgré elle, aspire, et ses élans vers la vérité lui font oublier les âpres sentiers qui seuls y conduisent, mais combien lentement! Si le cœur préfère d'autres joies à celle de connaître, il n'aiguillonne plus la curiosité; si, au contraire, il préfère la joie de connaître à toutes les autres, il exaspère la curiosité, il précipite l'esprit passionnément sans boussole dans l'inconnu au-devant de la vérité; et il risque alors de la côtoyer ou de la dépasser. Ainsi l'intelligence peut être desservie par la sensibilité morale de deux façons contraires également fâcheuses : l'apathie ou l'excès de zèle, la désertion ou la violence.

Heureux le savant qui n'aime que la vérité, et qui l'aime assez pour n'en pas compromettre la découverte par son amour même!

Pascal ne semble pas avoir eu d'autre passion dominante; Mme Périer, sa sœur, l'affirme : « On peut dire que toujours et en toutes choses la vérité a été le seul objet de son esprit, puisque jamais rien ne l'a pu satisfaire que sa connaissance; » mais, chez lui, l'ingérence du sentiment dans les choses de la pensée a peut-être été plus intempérante, plus fougueuse, et, par suite, plus dangereuse que chez tous les autres savans croyans ou philosophes. La foi procède du cœur; et c'est la foi qui, au nom de la vérité, l'a poussé au mépris de la raison humaine par une méconnaissance effrayante de sa propre mission, de son propre génie organisé pour la science; c'est la foi qui l'a poussé au pyrrhonisme en l'armant contre cette raison, sans laquelle il n'eût rien été.

II.

Pascal a sacrifié la raison au cœur dans sa polémique religieuse; en devons-nous conclure qu'il a attribué à celui-ci, en matière de connaissance, une autorité entièrement usurpée? Ou ne se pourrait-il pas qu'il eût seulement exagéré le rôle du sentiment dans la connaissance; qu'il eût abusé de quelque indication juste, mais vague, du cœur pour en faire bénéficier le dogme chrétien en prêtant à cette indication un objet précis et bien déterminé; qu'il eût, en un mot, transformé un pressentiment très obscur en une révélation dogmatique? Il n'est pas vraisemblable qu'une intelligence aussi complète et aussi forte qu'était la sienne ait été tout à fait dupe. On doit présumer que, s'il a adopté la tradition chrétienne dans la pleine maturité de son génie, après l'avoir passivement admise durant ses premières années, c'est qu'il y avait rencontré, outre l'intime satisfaction du plus impérieux penchant affectif de son cœur, de quoi répondre à quelque fonction intellectuelle du cœur même. Il croit, nous le savons, que toute révélation de la vérité n'est pas un fruit de la raison. « Le cœur a ses raisons, dit-il, que la raison ne connaît pas. » Cette parole célèbre, si elle est vraie, a une telle portée qu'il est impossible de la condamner avant de l'avoir examinée avec la plus scrupuleuse attention. Il ne s'agit pas de chercher si les indications du cœur sont des notions susceptibles d'affecter tous les caractères scientifiques : soit l'évidence par elles-mêmes, soit la démonstration par raisonnement déductif, soit la preuve expérimentale; car on ne verrait pas alors en quoi les révélations du cœur différeraient des découvertes de l'entendement; celui-ci opère toujours sur quelque donnée sensible, d'ordre physique ou

moral. Mais il s'agit de savoir si un sentiment peut être, à quelque degré, dépositaire d'une notion, sinon précise, du moins objective, quoique indéterminée.

On dit les *sentimens* du cœur et aussi les *mouvemens* du cœur. Le mot *émotions* signifie ces deux choses réunies. Le mot *cœur*, dans son acception morale, désigne donc ordinairement cette double aptitude de l'âme à sentir et à se déterminer par le sentiment seul. Pascal y attache quelque chose de plus; il prête au cœur la faculté d'affirmer, aptitude supplémentaire fort importante à ses yeux, puisqu'elle lui permet de croire en se passant de la raison. Dans ce que nous allons dire, nous ne demanderons pas à celle-ci d'abdiquer, mais seulement d'admettre le témoignage du cœur au même titre que celui des sens, lorsque ce témoignage lui semblera aussi irrécusable, et de l'accepter, au moins, comme simple document dont l'esprit scientifique doit tenir compte sans pouvoir encore l'employer dans l'étage actuel de son édifice.

Tandis que la sensation, effet immédiat de l'impression de l'objet sur les nerfs, peut exister en nous indépendamment de toute idée et précède même la pensée pour lui fournir ses matériaux, le sentiment suppose toujours une idée, un jugement, si rudimentaire soit-il, porté sur sa cause. C'est là le point de contact du cœur avec l'esprit. Considérons le sentiment esthétique. Il implique la pensée, comme tous les autres, au moins à l'état de rêve. Le récit d'un trait d'héroïsme, d'un beau sacrifice, la vue d'un beau corps, d'un beau paysage, réels ou figurés, l'audition d'une belle symphonie, nous émeuvent; elles nous font *rêver*, ce qui est penser vaguement. Or cette pensée vague n'a-t-elle qu'un objet purement imaginaire, composé d'élémens tirés du réservoir de nos souvenirs, comme serait l'idée d'un cheval ailé, par exemple? Ou bien a-t-elle quelque objet réel, bien que inaccessible et indistinct?

La réponse à cette question est de la plus haute importance, car il en pourrait résulter que l'esthétique ne fût pas toute subjective, et que la faculté d'admirer, révélatrice de quelque inconnu, participât des fonctions intellectuelles. La science n'est pas encore en état de résoudre ce problème; nous en sommes réduits aux conjectures; mais les solutions approximatives ne sont pas à dédaigner quand elles reposent sur des données que chacun peut trouver dans sa propre conscience et quand on n'en surfait pas l'exactitude. Nous sommes d'ailleurs tenus de ne rien négliger qui puisse expliquer l'acquiescement d'un génie tel que celui de Pascal aux doctrines mystiques, et il faut convenir qu'il y a dans cet acquiescement quelque présomption favorable au principe, sinon à la formule de ces doctrines.

Nous savons que les perceptions de tout genre, visuelles, auditives, olfactives, etc., sont expressives, c'est-à-dire qu'elles ont quelque chose de commun avec les affections morales, avec les sentimens (le langage tout entier en témoigne), et qu'elles les éveillent en nous par leurs qualités agréables ou désagréables. Le plus souvent les sentimens qu'elles font naître en nous sont nettement définis et désignés par des noms : joie, tristesse, mélancolie, amour, tendresse, colère, etc. Mais les perceptions sensibles, celles de l'architecture et de la musique surtout, affectent parfois des qualités telles que les sentimens qui y correspondent n'ont plus de noms et prennent un caractère transcendant, supérieur à celui des passions définies, et déterminent une rêverie en quelque sorte ultra-terrestre. Cela est un fait d'observation, mais qui, à vrai dire, ne peut être constaté que par les artistes (exécutans ou non) sur eux-mêmes.

Remarquons que, dans la vie ordinaire, nous n'éprouvons tel ou tel sentiment qu'après avoir jugé que tel ou tel fait nous est favorable ou défavorable (à nous ou à autrui). Au contraire, en présence d'une belle forme, plastique ou musicale, nous commençons par éprouver le sentiment suscité par l'agréable qui l'exprime, sentiment *sui generis*, qui n'est proprement ni la joie ni la peine sans mélange, et spontanément un rêve en nous s'y adapte ; c'est-à-dire que le jugement se forme après coup, un jugement sans précision qui cherche à motiver ce que nous sentons. En un mot, l'*aspiration* attribue au sentiment une cause lointaine et indéfinissable. Or l'aspiration n'est pas arbitraire ; l'idée vague qu'elle implique n'est pas du tout un composé artificiel d'élémens puisés dans le milieu où nous vivons. Bien au contraire, ce qui nous émeut alors, c'est précisément ce que nous sentons d'étranger et de préférable à toute essence terrestre dans l'objet indéterminé et toutefois infiniment attrayant de notre aspiration. Cet *idéal*, tel qu'on l'appelle aujourd'hui, loin de nous apparaître comme une vaine fiction de notre esprit, nous subjugue, au contraire, et nous *ravit*, et il y a de la passivité dans le ravissement : nous y subissons une action secrète exercée sur nous par quelque chose qui n'appartient pas à notre milieu immédiat, terrestre, et qui, ne tombant distinctement sous aucun de nos sens, ne saurait être d'aucune manière imaginé par nous; de là son caractère vague et indéfinissable. Nous sentons seulement que l'objet de l'aspiration esthétique n'est pas un fait (en terme philosophique : un accident, un contingent) ; c'est quelque chose de stable, révélant un bonheur, actuellement irréalisable, impossessible, mais proposé de très loin à la possession; ce n'est

que par une extase contemplative qu'on communique avec cet objet du vœu suprême. Ce n'en est pas moins une communication, si incomplète qu'elle soit, car l'idéal est *exprimé* en nous par la perception du beau plastique et musical : il a donc quelque chose de commun avec notre essence, avec le plus intime de notre être. Le sentiment que nous en avons serait donc objectif. Celui qu'éveille au plus profond de notre âme une belle action est, avec plus de probabilité encore, objectif. Dans ce cas, en effet, le jugement précède l'admiration. La victoire de la volonté réfléchie sur l'appétit sourd et sur l'instinct aveugle nous *transporte*, c'est-à-dire qu'elle nous porte, non plus au moyen d'un symbole, mais directement, aux derniers confins du monde terrestre et d'un monde où l'homme dépouillerait l'animalité égoïste et brutale pour ne garder de sa nature mixte que les caractères purement humains, ceux qui le différencient de la bête. L'héroïsme, l'oubli de soi-même pour la cause du bien, élève l'homme jusqu'à la limite supérieure de la vie terrestre condamnée, en deçà, au conflit des appétits individuels. A ce point de vue, le désintéressement revêt une beauté révélatrice encore de l'*au-delà*, car il est tout à fait irréductible à une origine animale, et c'est seulement par exception, chez la plus rare élite de l'humanité, qu'il touche à l'abnégation complète et fait naître l'admiration en devenant beau.

Ainsi le sentiment du Beau dans la nature, les arts et la morale aurait un objet situé hors de nos prises, mais dont nous aurions l'intuition dans notre conscience, et c'est là le fondement des actes spontanés de foi religieuse. On peut définir la foi : l'intuition et l'affirmation, sur le seul témoignage du cœur, de ce qu'on nomme *la divinité*, c'est-à-dire du postulat indispensable pour expliquer et justifier ce que nous voyons de l'Univers. Et c'est le Beau, imprimé dans les formes et manifesté aussi par les actions, qui en est le révélateur, qui est le texte sacré, la sainte écriture par excellence. Au fond, le sentiment du Beau est l'intuition instinctive du divin, la plus incontestable révélation religieuse. Il y a de la piété dans l'admiration; elle est grave, silencieuse. Le statuaire, devant un modèle féminin, dès qu'il a saisi l'ébauchoir, sent l'admiration chasser le désir. Dans la physionomie du modèle, l'expression esthétique efface même alors à ses yeux l'expression passionnelle de tous les sentimens nommés; il ne voit plus que le beau plastique, symbole du divin.

Mais, dira-t-on, si l'objet de l'aspiration esthétique n'a rien de terrestre, comment, nous qui sommes terrestres, pouvons-nous avoir la moindre communication avec cet objet transcendant? L'objection, qui aurait pu nous arrêter tout d'abord, n'est que spécieuse.

L'homme, en sa qualité de dernière et suprême production de la terre, est à la limite extrême qui sépare ce globe de la sphère supérieure, quelle qu'elle soit (à moins d'admettre, contre toute vraisemblance, que la série des êtres, évidemment ascensionnelle sur la terre, se termine à notre petit monde). Or une limite appartient à la fois aux deux choses qu'elle borne l'une par l'autre dans un milieu continu comme est l'espace, qui permet à toutes ses parties de communiquer, et où le monde spirituel lui-même a des attaches manifestes. Il y a donc nécessairement quelque point commun entre l'essence humaine, limite de la nature terrestre et de ce qui la dépasse, de ce que nous appelons le surnaturel, le divin, et celui-ci. Certainement, ce point ne contient pas tout le divin (de là vient que nous n'y pouvons qu'aspirer), mais il suffit à la communication de l'homme avec l'idéal. Il existe un pont, jeté par le Beau, entre la terre et le ciel, ou, plus exactement : entre l'essence la plus complexe et la plus digne qui soit liée à la terre, et le monde des essences encore supérieures qui s'échelonnent dans la population de l'infini. Nous pouvons donc admettre que l'esthétique a une valeur objective sans nous heurter à cette objection radicale, et nous avons reconnu qu'elle est dépositaire de la religion spontanée. Celle-ci, en germe au fond des âmes capables de sentir la majesté de la face humaine, la noblesse du sacrifice, l'épouvante sublime de l'infini, n'a par elle-même aucune formule précise, mais elle fournit à toutes les religions supérieures les plus diverses la matière que chacune d'elles élabore selon le génie particulier des races pour instituer ses dogmes propres, son *Credo* spécial. C'est cette commune origine esthétique de tous les cultes qui explique l'intime connexité qu'ils ont eue avec les arts chez tous les peuples.

La religion spontanée n'est pas ce qu'on appelle ordinairement la religion naturelle; il importe de bien distinguer la première de la seconde. Celle-ci naît de la réflexion appliquée aux concepts métaphysiques de l'absolu, du nécessaire, du parfait, de la cause première, etc.; celle-là ne suppose aucun effort intellectuel, elle est le simple sentiment religieux, prédisposition innée de l'âme. Sur cette prédisposition vient se grefler toute religion traditionnelle, et nous entendons par *mysticisme* la somme de ces deux élémens de la piété.

Cherchons donc quelle a pu être, dans les croyances de Pascal, la part de la religion spontanée telle que nous venons de la définir. On n'hésitera guère, tout d'abord, à admettre qu'elle fut héréditaire en lui. Elle implique une tendance à croire à des interventions surnaturelles dans la vie quotidienne, et confine aisément à la superstition. Or on reconnaît infailliblement cette tendance chez son père, en dépit

de ses remarquables aptitudes aux sciences positives. L'anecdote prudemment omise par Mme Périer dans son récit de la vie de son frère, mais racontée par sa fille Marguerite, où l'on voit Étienne Pascal accepter comme redoutable un sort jeté par une sorcière sur le jeune Blaise et le conjurer par des pratiques absurdes et odieuses, cette anecdote atteste en lui la foi ou du moins une vague croyance au merveilleux. Nous ne savons malheureusement rien des penchans de la mère de Pascal en ce qui touche la religion, mais le document précédent suffit à nous édifier sur l'origine du sentiment religieux en lui. On ne saurait nier qu'il ne tînt de son père le principe de son génie scientifique, et dès lors on serait mal venu à contester qu'il ait hérité de son père aussi le principe de ce sentiment. Quoi qu'il en soit, examinons maintenant ce que la religion spontanée est devenue chez lui. Comme chez tous les hommes, depuis la formation des sociétés, le germe de l'inquiétude et de l'aspiration religieuses a reçu tout de suite d'une éducation traditionnelle le sens de son développement; ce germe n'a même pas eu le temps de prendre conscience de soi : « ... Mon père, dit Mme Périer, ayant lui-même un très grand respect pour la religion, le lui avait inspiré dès l'enfance, lui donnant pour maxime que tout ce qui est l'objet de la foi ne le saurait être de la raison, et beaucoup moins y être soumis. » — Elle ajoute : « Il était comme un enfant; et cette simplicité a régné en lui toute sa vie... »

Il n'est pas aisé, dans ces conditions, de découvrir à l'état pur, dans Pascal, les traces de la religion spontanée. Pendant toute son enfance et son adolescence, elles ne se décèlent que par son extrême docilité à accueillir et observer ce précepte paternel. Même en faisant la part très large au respect que lui inspirait la supériorité intellectuelle de son père, à l'ascendant de celui-ci sur son esprit, on est frappé de la prompte et complète satisfaction donnée à sa plus essentielle curiosité par le dogme chrétien sans l'aveu mûri de sa raison. Comme, d'ailleurs, l'indifférence n'est pour rien dans cette docilité, on est en droit de l'attribuer à une pente naturelle de son âme vers la religion. Si sa raison ne sent aucun sacrifice à faire, si elle n'a point à se résigner, c'est qu'elle s'en remet librement à la foi sur le principe transcendant de l'univers; et si sa foi n'eût point rencontré chez autrui l'hérésie ou l'incrédulité, il est probable qu'elle fût demeurée inconsciente en lui comme tout autre penchant inné que rien ne contrarie. Mais nous devons à la contradiction des impies et des hérétiques, à sa lutte avec eux, les quelques témoignages qu'il nous a expressément donnés de son pur sentiment religieux. « On a beau dire, il faut avouer que la religion chrétienne a quelque chose d'étonnant. C'est parce que

vous y êtes né, dira-t-on. Tant s'en faut : je me raidis contre, par cette raison-là même, de peur que cette prévention ne me suborne. Mais, quoique j'y sois né, je ne laisse pas de le trouver ainsi. » Par ces paroles, il remonte de l'enseignement traditionnel à la révélation naturelle ; car, en se plaçant hors du terrain de la tradition pour juger le christianisme, il le juge avec son sentiment religieux et il l'admire parce que celui-ci y trouve une entière satisfaction. — « Il n'y aurait pas tant de fausses religions s'il n'y en avait une véritable. » Il développe cette pensée dans des considérations qui n'empruntent rien à la doctrine chrétienne. Ailleurs, lorsqu'il signale, dans une page célèbre, l'étrange concomitance de la grandeur et de la bassesse dans la nature présente de l'homme, il ne commente pas un texte sacré, il observe directement la condition humaine, et il demande au dogme la solution du problème que sa conscience se pose ; il lui demande de justifier la nature et de l'expliquer pour satisfaire le plus impérieux besoin de son âme, le besoin d'universelle perfection, qui est religieux : « La nature est telle qu'elle marque partout un Dieu perdu, et dans l'homme, et hors de l'homme, et une nature corrompue... » — « ... Car n'est-il pas plus clair que le jour que nous sentons en nous-mêmes des caractères ineffaçables d'excellence? Et n'est-il pas aussi véritable que nous éprouvons à toute heure les effets de notre déplorable condition? » Enfin, tout le principe de la révélation naturelle est contenu dans le fragment fameux : « Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas. Je dis que le cœur aime l'Être universel naturellement et soi-même naturellement, selon qu'il s'y adonne ; et il se durcit contre l'un ou l'autre, à son choix. Vous avez rejeté l'un et conservé l'autre ; est-ce par raison que vous aimez? C'est le cœur qui sent et non la raison. Voilà ce que c'est que la foi : Dieu sensible au cœur, non à la raison. » Cette définition de la foi concorde avec celle que nous avons proposée plus haut, à cela près qu'elle précise et personnifie le divin et qu'elle en attribue au cœur non-seulement le témoignage, mais encore l'affirmation (comme le fait d'ailleurs Pascal pour tous les postulats géométriques ou autres) ; elle implique l'essentiel, à savoir une révélation du divin par le cœur, non par la tradition. Ce n'est pas la religion chrétienne qui a déposé dans le cœur de Pascal cette foi-là ; le christianisme en a seulement bénéficié quand, avant tout examen qui pût déterminer son choix entre les divers cultes, son père lui a, dès l'enfance, inculqué la préférence pour le dogme chrétien. Rien n'a jamais fait plus honneur à cette religion que d'avoir subi victorieusement l'épreuve, nous ne dirons pas de la raison, mais du cœur de l'un des plus dignes représentans du genre humain sur la

terre; elle peut se flatter d'avoir assouvi l'aspiration la plus insatiable et la plus haute. Malheureusement pour son autorité, elle n'a pas conquis le génie tout entier de Pascal; elle ne s'en est pas assujetti la fonction capitale, la critique rationnelle, qui s'est détournée sur la physique et la géométrie. Si le chrétien eût employé à discuter les sources des livres saints la même sagacité puissante que le physicien apportait dans l'examen des conditions de l'équilibre des liqueurs, la même rigoureuse exactitude, la même pénétration qui permirent au géomètre d'instituer la théorie de la cycloïde sans le secours de l'algèbre, le dogme eût difficilement résisté à l'analyse implacable du savant; mais le cœur n'en eût pas moins gardé ses droits dans le domaine de l'esthétique, c'est-à-dire du Beau révélant le divin tel que nous l'avons défini.

III.

Les écrits de Pascal ne fournissent pas un témoignage précis et complet de son sens esthétique. Il n'y manifeste nulle part son admiration pour aucune production particulière de la nature ou des beaux-arts. Son aperçu étrange sur la peinture est général, applicable à tous les arts représentatifs : « Quelle vanité que la peinture, qui attire l'admiration par la ressemblance des choses dont on n'admire point les originaux! » On en pourrait inférer qu'il ignorait les conditions et l'objet de ces arts. Dans son *Discours sur les passions de l'amour*, on trouve une théorie, toute platonicienne, du beau dans l'univers, et spécialement de la beauté corporelle. Mais ce n'est qu'une théorie; l'observation du sens esthétique en autrui peut avoir suffi à la lui suggérer. Ce sont des vues abstraites qui ne supposent pas nécessairement l'émotion esthétique chez celui qui les a émises. On peut admettre sans témérité qu'il était médiocrement apte à jouir des beaux-arts. Il n'était artiste qu'en langage, mais il l'était à un degré extraordinaire. Mme Périer décrit très bien son éloquence : « Il avait une éloquence naturelle qui lui donnait une facilité merveilleuse à dire ce qu'il voulait; mais il avait ajouté à cela des règles dont on ne s'était pas encore avisé, et dont il se servait si avantageusement qu'il était maître de son style; en sorte que non-seulement il disait ce qu'il voulait, mais il le disait en la manière qu'il voulait, et son discours faisait l'effet qu'il s'était proposé. » Elle relève encore en lui ce qui fait vraiment l'artiste : l'originalité. « Et cette manière d'écrire naturelle, naïve et forte en même temps, lui était si propre et si particulière, qu'aussitôt qu'on vit paraître les *Lettres au provincial*, on vit bien qu'elles étaient de lui, quelque soin qu'il ait

toujours pris de le cacher, même à ses proches. » Il possédait le sens le plus droit de la beauté littéraire, qui consiste dans la parfaite adaptation du signe verbal à l'idée, et du mouvement de la phrase au mouvement de l'âme. « L'éloquence est une peinture de la pensée, et ainsi ceux qui, après avoir peint, ajoutent encore, font un tableau au lieu d'un portrait, » dit-il lui-même. Et ailleurs : « Quand on voit le style naturel, on est tout étonné et ravi, car on s'attendait de voir un auteur, et on trouve un homme... Ceux-là honorent bien la nature, qui lui apprennent qu'elle peut parler de tout, et même de théologie. » La beauté littéraire est en quelque sorte mathématique par la justesse du mot, et elle est musicale par la cadence de la phrase. En tant que musicale, elle est, au premier chef, expressive. Mais comme ce qu'elle exprime est la pensée même et l'émotion de l'écrivain, elle n'est révélatrice du divin qu'autant que l'une et l'autre y confinent par l'aspiration; autrement dit, elle ne l'est qu'autant que la poésie est en jeu. Or Pascal éprouve en face des infinis, et dans la considération de la grandeur et de la misère humaines, un trouble éminemment poétique, le plus poétique possible ; son style reflète ce trouble, et en cela il est poète. Mais, par une étrange inconscience, il méconnaît tout à fait la portée du sentiment poétique. Il ne voit pas que c'est l'indéfinissable, le divin, qui fournit à la poésie sa matière propre. « Comme on dit beauté poétique, on devrait aussi dire beauté géométrique et beauté médicinale. Cependant on ne le dit point : et la raison en est qu'on sait bien quel est l'objet de la géométrie, et qu'il consiste en preuves, et quel est l'objet de la médecine, et qu'il consiste en la guérison ; mais on ne sait pas en quoi consiste l'agrément, qui est l'objet de la poésie. On ne sait ce que c'est que ce modèle naturel qu'il faut imiter ; et, à faute de cette connaissance, on a inventé de certains termes bizarres : siècle d'or, merveille de nos jours, fatal, etc., et on appelle ce jargon beauté poétique... » On voudrait bien pouvoir dire qu'il vise seulement ici la fausse poésie. Hélas! non : il condamne la vraie avec la fausse, par cela seul qu'il raille, dans la poésie, l'indétermination de son objet, par suite l'aspiration, qui en est l'essence même. Il ne s'aperçoit pas qu'une pareille critique dépasse de beaucoup son but; qu'elle n'atteint pas seulement la poésie littéraire, mais aussi le principe même du beau, la poésie plastique et musicale, ajoutons le sentiment religieux. Si, en effet, siècle d'or, merveille de nos jours, fatal,.. sont un jargon (ce que nous reconnaissons d'ailleurs), n'est-il pas à craindre que la tentative de conciliation entre le libre arbitre et la grâce, même au sens janséniste du mot, n'en ait engendré un plus aisé encore à ridiculiser? L'Homme-Dieu

n'est-il pas une merveille? Le vocabulaire de tout idéal ne saurait être qu'un jargon, si l'on appelle ainsi un composé de termes sans exactes définitions. Le couple de mots *ligne droite*, aux yeux de Pascal, en devrait être un, comme aussi celui d'*Homme-Dieu*. Mais il sent ce que c'est que la rectitude d'une ligne, il sent ce que signifie la divinité d'un rédempteur; le jargon devient pour lui le langage du cœur, il devient le Verbe!

Ne nous attardons pas à chercher dans l'écrivain, dans le grand artiste en langage, la tendance esthétique de Pascal vers le divin. Ce serait puéril. L'admiration qu'éveille chez ses lecteurs la beauté de son style, il ne l'éprouvait que très secondairement et en faisant violence à son humilité chrétienne. Il était touché de ce qu'il voulait dire plus que du signe verbal qu'il y attachait. Il savait gré, sans doute, à ce signe d'exprimer exactement sa pensée, mais la pensée seule le passionnait. Bien loin qu'il fût porté vers le divin par la conscience du beau littéraire, le chrétien, si éloquent dans les épreuves de la maladie, oubliait la forme de son oraison pour son oraison même et pour le Dieu qui l'entendait.

Le champ de l'esthétique est vaste; il faut chercher autre part, ailleurs que dans son génie littéraire, ailleurs surtout que dans le goût des arts révélateurs du beau par les formes sensibles, les indices de son penchant vers le divin: ce n'est point à un Michel-Ange ni à un Beethoven que nous avons affaire. Il s'agit d'un géomètre physicien, doublé d'un philosophe essentiellement moraliste; s'il n'eût rencontré, en venant au monde, aucune religion instituée, le sentiment de la dignité eût été spontanément religieux en lui. Il proclame et salue la beauté morale de l'essence humaine : « L'homme n'est qu'un roseau, le plus faible de la nature, mais c'est un roseau pensant. Il ne faut pas que l'univers entier s'arme pour l'écraser. Une vapeur, une goutte d'eau, suffit pour le tuer. Mais quand l'univers l'écraserait, l'homme serait encore plus noble que ce qui le tue, parce qu'il sait qu'il meurt, et l'avantage que l'univers a sur lui, l'univers n'en sait rien. Toute notre dignité consiste donc en la pensée. C'est de là qu'il faut nous relever, et non de l'espace et de la durée, que nous ne saurions remplir. Travaillons donc à bien penser : voilà le principe de la morale. » Paroles mémorables qui lui vaudraient, à elles seules, la gratitude du genre humain. Il ajoute : « ... Par l'espace, l'univers me comprend et m'engloutit comme un point; par la pensée, je le comprends. »

Mais son cœur frissonne aussitôt de cette téméraire étreinte de l'étendue sans bornes par sa pensée. L'infinité de l'espace le met en communication avec l'Infini divin, celui dont le mutisme ne peut

durer sans lui faire sentir un effroyable abandon, peut-être une menace... « Le silence éternel de ces espaces infinis m'effraie. » Terreur sublime, dont le cri est la profession de foi religieuse de Pascal, sa profession de foi spontanée.

IV.

L'impression de l'infinité sur l'âme de Pascal a deux stades. En tant que géomètre, il est doué pour analyser la nature des deux infinis et, par suite, pour mettre en lumière ce qu'il y a de profondément intéressant pour la raison dans chacun d'eux et dans leur rapport entre eux. « Voilà l'*admirable* rapport que la nature a mis entre ces choses, dit-il dans le premier des deux fragmens où il traite *De l'Esprit géométrique*, et les deux *merveilleuses* infinités qu'elle a proposées aux hommes, non pas à concevoir, mais à admirer... » Puis, quand il passe de la considération abstraite et tout intérieure de l'infini mathématique à la contemplation de l'espace concret, de l'infini réel, cette réalité l'épouvante; il y sent vivre, en quelque sorte, le silence; dès lors, le merveilleux se transforme en sublime. La terreur succède à l'enthousiasme; l'admiration du savant satisfait devient l'anxiété de l'homme sondant l'abîme où il est suspendu. Dans les deux cas, le sentiment est esthétique, comme le merveilleux et le sublime qui l'éveillent. Remarquons que l'indétermination même de la mesure (l'in-fini) en est le principe de part et d'autre. Cette mesure échappe à l'étreinte de la pensée et la déborde. Mais tandis que, dans le premier cas, la grandeur géométrique est seule en jeu et qu'elle n'est objective que par l'origine empirique du concept, dans le second, l'immensité s'anime et prend une qualité morale. Son silence se révèle comme un inquiétant mutisme, et le concept n'a pas seulement, aux yeux du penseur, pour objet l'espace réel; il est accompagné d'une image sensible et, comme tel, il exprime; le cœur intervient et sent ce que, par lui-même, ne suppose pas le concept, à savoir un objet moral et indéterminé, par cela même redoutable, le divin. La perception de l'espace infini agit sur l'âme de Pascal comme une perception musicale, une symphonie de Beethoven sur l'âme d'un artiste. Que l'espace infini existe par lui-même ou par une nécessité supérieure à sa propre essence, il est de toute manière imposant, car il est divin par sa nature ou par son principe; le cœur de Pascal sent cela; et ce sentiment est religieux par une révélation indépendante de la foi chrétienne, d'un caractère tout esthétique, sublime. L'émotion religieuse retentit et se répercute dans le cerveau du savant d'une façon intéressante à noter : « Qui se considère de la sorte

s'effraiera de soi-même, et, se considérant soutenu entre ces deux abîmes de l'infini et du néant, il tremblera à la vue de ces merveilles, et je crois que, sa curiosité se changeant en admiration, il sera plus disposé à les contempler en silence qu'à les rechercher avec présomption. »

La conclusion du premier fragment de son traité *De l'Esprit géométrique* est importante : « Mais ceux qui verront clairement ces vérités (géométriques) pourront admirer la grandeur et la puissance de la nature (il ne s'agit ici que de la nature) dans cette double infinité qui nous environne de toutes parts et apprendre, par cette considération merveilleuse, à se connaître eux-mêmes, en se regardant placés entre une infinité et un néant d'étendue, entre une infinité et un néant de nombre, entre une infinité et un néant de mouvement, entre une infinité et un néant de temps. Sur quoi on peut apprendre à s'estimer à son juste prix et former des réflexions qui valent mieux que tout le reste de la géométrie même. »

Pascal, dans ce passage, n'envisageant que les infinis physiques, ne prouve qu'une chose en y comparant l'homme, c'est que la taille de celui-ci, la durée et l'activité de son corps, ne sont, en réalité, ni grandes ni petites, mais simplement de la quantité. Remarquons en passant qu'en pareille matière le langage trompe : la *grandeur*, synonyme de la *quantité géométrique*, n'a pas la même signification que *grand,* synonyme de *beaucoup*, qui a pour contraire *petit,* tandis que la *grandeur,* dans le sens de la *quantité*, n'a pas de contraire. Il en résulte cette logomachie qu'une valeur petite est une grandeur qui n'est pas grande. Les mots *grand* et *petit* n'ont, au fond, qu'un sens esthétique, mis en évidence quand on l'applique aux infinis; au lieu de dire l'*infiniment grand* et l'*infiniment petit*, on devrait dire la quantité infiniment accrue et infiniment décrue, ou, comme l'entendent les mathématiciens, la quantité indéfiniment croissante et la quantité indéfiniment décroissante; indéterminément progressive d'une part, indéterminément régressive de l'autre. L'infiniment grand humilie l'homme physique; mais, en revanche, l'infiniment petit le relève d'autant. Si donc la valeur de l'homme ne s'estimait qu'à celle de ses attributs physiques, il n'y aurait même pas lieu d'en parler : elle ne serait ni grande ni petite en elle-même; elle ne ferait que surpasser ou n'atteindre pas tel ou tel terme arbitraire de comparaison; elle ne serait que de la quantité finie, dépourvue, comme telle, de tout sens esthétique, de toute portée morale. Dans ces conditions, apprendre, comme le dit Pascal, à s'estimer à son juste prix par la considération des infinis physiques, cela revient, pour l'homme, à placer sa valeur ailleurs que dans ses attributs physiques. Pascal, du reste, bien qu'il ne

sente pas cette conséquence dans le morceau fameux où il humilie l'homme par l'infiniment grand, le reconnaît expressément dans un autre endroit. « L'homme est un roseau pensant. » C'est dans sa pensée que réside sa dignité; sa condition matérielle y est indifférente. « Ce n'est point de l'espace que je dois chercher ma dignité, etc. » Il ne s'ensuit pas que le volume des corps soit sans aucune relation avec leur complexité organique, laquelle se trouve liée à leur degré de dignité dans la série des êtres vivans. La complexité organique décroît évidemment quand le volume du corps dépasse un certain degré de petitesse. Mais au-dessus de cette limite, l'une n'est plus bornée par l'autre; la valeur cérébrale d'une espèce n'est nullement proportionnelle à la taille de ses individus.

Il existe un lien secret, d'un autre ordre, qui rattache la dignité humaine aux infinis physiques, et qu'on découvre en scrutant les méditations si pénétrantes de Pascal sur les deux infinités. Ce lien se manifeste dans l'émotion esthétique que ces infinis font naître, dans le divin qu'ils impliquent ou supposent. « Que l'homme contemple donc la nature entière dans sa haute et pleine majesté... » Le divin devient alors, sinon la commune mesure entre eux et l'essence humaine, du moins un lien. Il est leur fond commun, car il y a du divin dans l'homme. Pascal l'affirme comme il le sent : « Deux choses instruisent l'homme de toute sa nature : l'instinct et l'expérience. » Or, l'homme a l'instinct de son investiture supérieure : « Nous avons une idée si grande de l'âme de l'homme que nous ne pouvons souffrir d'en être méprisés et de n'être pas dans l'estime d'une âme; et toute la félicité des hommes consiste dans cette estime. » — « Il (l'homme) estime si grande la raison de l'homme que, quelque avantage qu'il ait sur la terre, s'il n'est placé avantageusement aussi dans la raison de l'homme, il n'est pas content. C'est la plus belle place du monde... »

Mais s'il y a dans l'homme du divin, révélé au fond de sa conscience par le sentiment du beau moral, de la dignité, dont le principe est à la fois indéterminé et indéniable, vague et impérieux, il s'en faut cependant que tout y soit divin, qu'il se sente parfait, réalisant un idéal. Aussi sa valeur morale flotte-t-elle entre le parfait et le pire, comme sa valeur physique entre l'infiniment grand et l'infiniment petit : « L'homme n'est ni ange, ni bête... » — « Il ne faut pas que l'homme croie qu'il est égal aux bêtes, ni aux anges, ni qu'il ignore l'un et l'autre, mais qu'il sache l'un et l'autre. De même pour la valeur intellectuelle : « Notre intelligence tient, dans l'ordre des choses intelligibles, le même rang que notre corps dans l'étendue de la nature... » — « Ce que nous avons d'être nous dérobe la connaissance des premiers principes, qui

naissent du néant, et le peu que nous avons d'être nous cache la vue de l'infini. » De même pour les sens : « Nous n'apercevons rien d'extrême. Trop de bruit nous assourdit... Nous ne sentons ni l'extrême chaud ni l'extrême froid. » Ces assimilations de la catégorie de la qualité à celle de la quantité ne sont pas en tout exactes; car si elles l'étaient, on ne pourrait pas plus dire de l'homme qu'il est bon ou mauvais en soi qu'on ne peut dire qu'il est en soi grand ou petit physiquement; son moral serait aussi indifférent à sa dignité que son physique. Mais il existe, au point de vue de l'estimation, une différence foncière entre ces deux catégories. Dans celle de la quantité, une valeur quelconque finie n'est ni grande ni petite par elle-même; la série est homogène de l'infiniment petit à l'infiniment grand, elle ne se partage pas en grandes valeurs finies et en petites valeurs finies. Dans la catégorie de la qualité, au contraire, la série du pire au parfait est discontinue et n'est pas homogène; elle se partage en valeurs bonnes et en valeurs mauvaises, et dans chaque portion une valeur quelconque garde sa qualité de bonne ou de mauvaise, qu'elle soit plus ou moins l'un ou l'autre, de même qu'une valeur quantitative quelconque reste quantitative, qu'elle soit plus ou moins élevée.

Dans le superbe morceau d'où nous avons tiré les citations précédentes, Pascal présente seulement le côté pessimiste de sa pensée touchant la dignité humaine. Il faut en rapprocher l'autre côté, tout optimiste, que nous avons examiné le premier. Ainsi complétée, il la résume avec une énergie singulière dans les paroles suivantes : « Quelle chimère est-ce donc que l'homme? quelle nouveauté, quel monstre, quel chaos, quel sujet de contradiction, quel prodige! Juge de toutes choses, imbécile ver de terre, dépositaire du vrai, cloaque d'incertitude et d'erreur, gloire et rebut de l'univers. » — « ... S'il se vante, je l'abaisse; s'il s'abaisse, je le vante, et le contredis toujours, jusqu'à ce qu'il comprenne qu'il est un monstre incompréhensible. »

V.

Ce monstre est exactement celui que nous découvre la lecture des historiens, des observateurs moralistes, dont le plus curieux souci est de relever les contradictions du cœur humain; des poètes et des artistes, dont les aspirations se combattent sans cesse. Notre expérience propre nous fait surprendre, en nous-même comme en autrui, des instincts et des élans terriblement opposés. Nous ne pouvons concilier ces contraires avec l'unité de la personne morale. Le monstre est incompréhensible. Cependant, il existe

et il faut l'expliquer. Jusque-là, Pascal n'a pas eu besoin de recourir au dogme chrétien, car la révélation par l'histoire, la vie et la conscience, des étranges alliages de la nature humaine, de son importance infime d'une part, colossale de l'autre, au milieu des deux infinités contraires qui se la disputent, cette révélation n'est pas essentiellement chrétienne. Quiconque déchoit de son idéal par ses actes, tout en y aspirant par ses vœux, quiconque frissonne devant la profondeur muette et peuplée de l'espace sans bornes, est initié par la seule émotion esthétique aux angoisses de Pascal et les ressent au même titre que lui, sinon dans la même mesure. Ce qu'il éprouve avec une intensité doublée par sa puissance d'analyse, d'autres, par la seule intuition naturelle, l'éprouvent aussi, moins vivement, sans doute; mais leur émotion n'en est pas moins de même origine et de même qualité. Il ne s'agit encore, en effet, que de la révélation spontanée. Tout en reniant cette révélation avec horreur, parce qu'elle fait, sinon opposition, tout au moins concurrence à l'autre, à la révélation chrétienne, Pascal ne laisse pas d'en subir inconsciemment les suggestions. Il a beau dire : « ... Sans l'Écriture, qui n'a que Jésus-Christ pour objet, nous ne connaissons rien et ne voyons qu'obscurité et confusion dans la nature de Dieu et dans la propre nature. » — « ... Jésus-Christ, hors duquel toute communication avec Dieu est ôtée, » et à propos du déisme, idéal rationnel dont le souci dérive de la révélation spontanée : « ... Et par là ils tombent dans l'athéisme ou dans le déisme, qui sont deux choses que la religion chrétienne abhorre presque également, » — néanmoins, par une contradiction inconsciente, il reconnaît en termes exprès dans le cœur humain des germes de révélation antérieurs aux actes de foi chrétienne, germes qu'il attribue à un ressouvenir latent de la condition première perdue par le péché originel, mais dont la fermentation s'explique aussi bien et plus simplement par le sentiment esthétique, par l'aspiration, tels que nous les avons définis. — « Malgré la vue de toutes nos misères, qui nous touchent, qui nous tiennent à la gorge, nous avons un instinct que nous ne pouvons réprimer, qui nous élève. » Et ailleurs : « Qui ne hait en soi son amour-propre et cet instinct qui le porte à se faire Dieu, est bien aveuglé. » Ce dernier instinct ressemble si fort au précédent que Pascal est téméraire de le haïr. Enfin cette secrète « inquiétude » de l'homme trouve l'expression de son objet dans la nature, qui reflète quelque chose de Dieu. « La nature a des perfections pour montrer qu'elle est l'image de Dieu, et des défauts pour montrer qu'elle n'en est que l'image. » La page sur le *divertissement* est une analyse de cette inquiétude. « Ils (les hommes) ont un instinct secret qui les

porte à chercher le divertissement et l'occupation au dehors, qui vient du ressentiment de leurs misères continuelles; et ils ont un autre instinct secret qui reste de la grandeur de notre première nature, qui leur fait connaître que le bonheur n'est, en effet, que dans le repos, et non pas dans le tumulte; et de ces deux instincts contraires, il se forme en eux un projet confus, qui se cache à leur vue dans le fond de leur âme, qui les porte à tendre au repos par l'agitation et à se figurer toujours que la satisfaction qu'ils n'ont point leur arrivera si, en surmontant quelques difficultés qu'ils envisagent, ils peuvent s'ouvrir par là la porte au repos. » Cette tendance au repos par la satisfaction, c'est l'aspiration qui pousse à agir. Pascal ne parle pas de l'aspiration qui sollicite à contempler, et qui est propre aux beaux-arts; mais tacitement il en constate le germe en signalant la tendance à recouvrer la grandeur perdue, l'idéal. Que cet idéal de félicité soit réellement une grandeur perdue, comme il le croit d'après le témoignage de la Bible, ou un type à réaliser dans l'échelle ascendante de la vie, comme le peut suggérer l'audition d'une symphonie de Beethoven ou la contemplation du Parthénon, c'est autre chose, — et nous n'avons nul besoin de choisir entre ces deux hypothèses pour retenir ce qui importe à notre recherche présente. De quelque façon que Pascal ait interprété la révélation spontanée, en dépit de sa foi acquise, en dépit même de sa répugnance à ne point tout devoir à la grâce, il doit, bon gré mal gré, à cette révélation le divin malaise d'âme, la prédisposition morale qui est le plus essentiel fondement de sa foi chrétienne. La révélation chrétienne s'est assimilé la révélation spontanée et l'a formulée de manière à suffire à ce grand cœur; elle l'a d'ailleurs payée d'ingratitude : elle l'a reniée. Est-il vraisemblable que le pyrrhonisme ait eu raison, dans Pascal, d'une foi si profondément établie? N'était-elle pas indéracinable? Nous pensons que Pascal n'a jamais cessé d'être croyant, même à son insu, dans ses crises d'irrésolution, comme un homme qui se noie se débat dans l'eau qu'il ne peut fuir. L'examen de sa vie, à ce point de vue, confirmera plus loin les indications de la psychologie.

VI.

Pascal, par ascétisme, sinon par nature, semble indifférent, dans ses *Pensées*, aux manifestations du beau. S'il y était plus sensible ou moins hostile, il montrerait sans doute avec plus de clarté la part du cœur dans la révelation du divin. Il se borne à l'affirmer, et, comme le divin pour lui, c'est le Dieu du christianisme, il ne

faut pas s'étonner que la foi dans l'Évangile supplée dans son âme le sentiment du beau, qui est aussi une profession de foi religieuse. Malheureusement sa croyance jalouse, ennemie de la raison, au lieu d'en être le sublime auxiliaire comme le sens esthétique, s'est appliquée à la ruiner. Mais voyons jusqu'à quel point son génie a été complice de sa foi. Examinons de près son prétendu scepticisme et cherchons quelle prise effective le doute a eue sur son cerveau. Nous remarquons d'abord que, aussitôt sorti de son oratoire, dès qu'il redevient géomètre et physicien, il revendique la véracité pour les propositions initiales des sciences exactes où il excelle, — il les reconnaît et les déclare indubitables, éminemment certaines. Cartésien alors sans le vouloir, il en trouve l'inébranlable assise dans la conscience même, à la commune racine du sentir et du connaître, à cette profondeur intime où ces deux fonctions psychiques ne se sont pas encore différenciées ; où ne s'est pas encore opérée entre elles la division, encore inutile, du travail moral ; où l'idée s'identifie, dans l'acte de conscience, à l'affection sensible, et l'affirmation au concept même du fait ou du rapport affirmé, sans avoir à s'y enchaîner de loin par les anneaux du raisonnement. Dans ce domaine privilégié de l'intuition l'on ne saurait dire si l'on pense ou si l'on sent ; l'un ne se distingue pas de l'autre. Aussi Pascal ne craint-il pas d'appliquer le mot *cœur* à l'intelligence intuitive. « Le cœur connaît la vérité. » — « Le cœur sent qu'il y a trois dimensions dans l'espace. » Pris dans cette acception hardie, c'est le cœur qui affirme toutes les propositions fondamentales, les axiomes de la géométrie au même titre que les principes de l'éthique ; le concept intuitif de la ligne droite relève du cœur aussi bien que celui de l'obligation morale. De là vient que l'évidence de ces concepts ne peut pas plus être illusoire que les affections sensibles, le plaisir ou la douleur, la joie ou la peine, le bleu ou le noir, le doux ou l'amer. On doit bien à la mémoire de Pascal d'admettre que, même s'il fût né avant l'ère chrétienne, il n'eût pas manqué de ce qu'on nomme le sens moral, qu'il eût trouvé au fond de sa conscience l'aveu des droits d'autrui limitant les siens. On serait donc tenté de s'étonner qu'il soit si jaloux des privilèges de l'intuition quand il s'agit des sciences positives, et qu'il en fasse si bon marché, qu'il les méconnaisse à plaisir quand il s'agit de la morale et de la politique instituées par la raison. Mais cette inconséquence n'est que trop aisée à expliquer. La géométrie, la mécanique et la physique n'ont rien à attendre de la religion catholique ; leur fondement est ailleurs, de sorte que, si le pyrrhonisme les atteignait, ces sciences seraient irrémédiablement infirmées ; condamnation trop cruelle pour le génie de Pascal, fier malgré lui

de ses découvertes et, quoi qu'en dise sa sœur, de l'admiration qu'elles lui conquièrent. Il n'en est pas de même de l'éthique. A ses yeux les fondemens rationnels de la morale et de la politique peuvent être ébranlés et ruinés sans le moindre inconvénient et même avec avantage. La religion catholique est là pour en recueillir les débris, pour les restaurer en leur communiquant la solidité qu'elle emprunte à ses propres fondemens tout divins. Le pyrrhonisme n'est qu'un bienfaisant démolisseur, car l'édifice est rebât désormais inébranlable par le Christ et les apôtres, le mortier païen ne vaut pas le sang des martyrs pour en cimenter les pierres. Le temple de Pallas Athéné ne s'est effondré que pour se relever éternel et plus haut dans les cathédrales de l'Église apostolique et romaine où la charité achève la justice en l'attendrissant. Singulier scepticisme, assurément bien inconnu des anciens, que ce sacrifice partiel des titres de la pensée humaine en retour d'une révélation divine, livrant au cœur les plus importantes vérités! Ce qu'il y a d'héroïquement désespéré dans le doute absolu de Pyrrhon fait place dans Pascal à une réserve intéressée sur un point, et à un échange léonin quant au reste. Il se sert du pyrrhonisme uniquement pour le besoin de la cause chrétienne, comme d'une arme dont le tranchant, inoffensif pour lui-même, ne menace que ses adversaires. En réalité, il ne met en suspicion ni la raison déductive, car il est géomètre; ni la raison inductive, car il est physicien; ni la raison intuitive en tant qu'elle fournit leurs principes à ces sciences organisées dont le progrès est assuré. Il ne s'en prend qu'aux disciplines encore chaotiques, non encore dignes du nom de sciences, dont la matière est la plus complexe et la méthode indéterminée, c'est-à-dire à celles qui composent l'éthique. Il abuse de ce qu'elles sont en formation pour y relever des jugemens contradictoires ou flottans et pour contester à la raison humaine sa compétence et son aptitude parce que, avant de saisir son objet, elle le retourne et le tâte; comme si, même dans les sciences positives, le siège méthodique de la vérité n'avait pas été précédé de mille assauts désordonnés. Son scepticisme réel se réduit donc, en fin de compte, à une querelle d'Allemand faite par la foi à la raison, et se borne à constater que dans les sciences morales, lesquelles par leur nature même ne peuvent être systématisées que les dernières, la raison se contredit, s'embarrasse et se fourvoie encore. Pour ce motif à peine spécieux il suspecte, en tant seulement qu'elle s'applique à ces sciences, la légitimité de ses titres.

Hâtons-nous d'ajouter que la bonne foi de Pascal n'est point ici en cause. Il est également sincère, soit qu'il épouse le scepticisme entier de Montaigne pour rabattre l'orgueil de la raison qui pré-

tend se suffire, soit, au contraire, qu'il proclame avec partialité, en faveur des seules sciences qu'il pratique, son absolue confiance dans les propositions évidentes et les données premières indéfinissables. Hors du domaine des sciences positives, l'unité de doctrine, loin d'être un gage de bonne foi, est toujours à quelque degré artificielle ; les contradictions latentes en sont de meilleurs garans. Aussi bien, chez Pascal, l'esprit scientifique et l'esprit chrétien ne se considèrent point comme solidaires. Ils le sont néanmoins, bon gré mal gré, à leur insu. Sans doute, le premier n'apporte pas au second l'appui de sa sévère critique (ce pourrait être un mauvais service), il ne discute ni le dogme ni les sources sacrées, mais il lui prête l'infaillible rigueur de sa logique dans les conséquences qu'il en tire, sa profondeur d'analyse dans l'examen d'une donnée quelconque une fois admise, et sa puissance de synthèse dans le rapprochement des rapports les plus lointains qu'il y découvre. L'esprit chrétien bénéficie de la dialectique serrée de l'esprit scientifique, sans se croire obligé, d'ailleurs, à lui rien fournir en retour ; il en serait, à vrai dire, bien embarrassé.

Le scepticisme de Pascal, en ce qui touche les fondemens rationnels de la connaissance, est donc purement verbal et n'entame en rien ses convictions réelles de savant. Et, lors même qu'il fût parvenu à sacrifier l'usage de la raison comme il en reniait l'utilité, il n'en eût pas davantage été pyrrhonien ; la foi lui fût demeurée. Or, la foi est, à ses yeux, l'inexpugnable forteresse de la connaissance ; il s'y cantonne avec une entière sécurité.

VII.

Ainsi Pascal n'a jamais été, à proprement parler, pyrrhonien, c'est-à-dire dans une incertitude absolue de ce qui existe, née d'une défiance absolue de tous les témoignages que l'homme en peut avoir. Nous savons que, loin de là, son doute s'est attaqué uniquement au témoignage des sens et de la raison, qui sont les armes de l'incrédulité religieuse, mais nullement à celui du cœur, qui est le siège de la foi. Comme d'ailleurs il n'a cessé d'expérimenter, d'induire, et de déduire avec pleine assurance pour son propre compte, on en peut conclure qu'il n'a réellement mis en suspicion la véracité d'aucune des sources de connaissance dont l'homme dispose. Nous avons relevé dans ses *Pensées* des traces de religion spontanée qui nous autorisent à admettre en lui une prédisposition innée à accepter d'abord sans examen, puis à n'examiner qu'avec un préjugé favorable, un dogme défini, celui qui formulerait le mieux pour lui sa religion spontanée, c'est-à-dire

ses aspirations vers l'idéal inaccessible de son cœur et de son intelligence. Or l'idéal de son intelligence, ce qui explique à la fois l'origine, le développement et la fin de l'univers, il le reconnaît tout d'abord inaccessible. « S'il y a un Dieu, il est infiniment incompréhensible... Nous sommes incapables de connaître ni ce qu'il est ni s'il est. » Il faut admirer la franchise de cette déclaration ou plutôt la profondeur de pensée qui la lui impose. Ainsi, pour lui, la preuve de l'existence même de Dieu n'est pas confiée à la faculté de comprendre, mais à celle de sentir, à l'intuition du cœur, en un mot à un acte de foi. C'est dans cette conviction de Pascal qu'il faut chercher l'explication de son fameux pari proposé aux incrédules pour les amener à la pratique de la religion catholique. Nous n'examinerons point ce pari dans la présente étude, parce que nous en avons fait l'objet d'une analyse spéciale. L'Évangile n'exige pas du croyant autre chose qu'un acte de foi, et il répond parfaitement à l'idée que Pascal se faisait des limites de l'intelligence humaine. Quant à l'idéal de son cœur, c'est encore l'Évangile, le dogme chrétien qui le lui fournit en lui offrant une solution du problème moral le plus rebelle à la raison en même temps que le plus intolérable au cœur, à savoir l'existence du mal en dépit de la toute-puissance de Dieu qui est le Bien même. Il est remarquable que la question du libre arbitre et de la nécessité, qui est le fond de ce problème, regardée en face et tranchée avec tant d'audace par son contemporain Spinoza, semble avoir été par lui peu approfondie, presque éludée. On ne trouve dans ses *Pensées*, dépositaires des plus secrètes angoisses de sa conscience, rien qui trahisse un trouble sérieux à ce sujet, une gêne anxieuse dans la conciliation de la grâce et de la responsabilité. Il raille les jésuites avec une assurance qui étonne, car, s'il est facile de réduire leur doctrine à l'absurde, il ne le serait pas moins de relever les inconséquences de celle qu'il défend au nom des jansénistes. Il aime mieux adopter celle-ci que la discuter. Ce n'est pas sa raison qui y défère, mais elle n'y résiste pas non plus, elle ne fait que d'insuffisantes réserves. « Il n'est pas bon, dit-il dans ses *Pensées,* d'être trop libre. Il n'est pas bon d'avoir toutes les nécessités. » Ce juste milieu convient à la prudence plus qu'à la rigueur de son esprit, et n'est, au fond, pas plus rationnel que la doctrine des jésuites ni que celle des jansénistes, tout en s'éloignant de l'une et de l'autre également. C'est qu'il ne saurait y avoir de compromis entre le libre arbitre et la nécessité. Pascal ne veut pas en convenir avec lui-même; le dogme du péché originel, celui de la chute, celui de la rédemption, et tous ceux qui en découlent lui sont trop chers; ils s'accordent trop bien avec la conscience invincible que l'homme

a de sa volonté libre et responsable; ils expliquent trop bien le sentiment obscur qu'il a de sa dignité initiale et de sa déchéance, de sa grandeur et de sa misère tout ensemble. La foi est précisément là pour suppléer à l'impuissance de la raison, pour en mater et en endormir les révoltes; sa fonction même consiste à faire accepter l'incompréhensible, le divin. Pascal géomètre, physicien, ne reconnaît pas à la nature le droit d'imposer silence à la raison; Pascal chrétien s'incline devant les défis que porte à celle-ci la divinité, qui passe la nature. « Il n'y a rien de si conforme à la raison que ce désaveu de la raison. » C'est elle-même, en effet, qui déclare Dieu incompréhensible. La foi n'infirme pas non plus l'autorité des sens : « La foi dit bien ce que les sens ne disent pas, mais non pas le contraire de ce qu'ils voient, elle est au-dessus, et non pas contre. » Sans cela le fondement des sciences expérimentales serait ruiné, ce qui répugne instinctivement au savant malgré le peu de cas qu'en fait le chrétien. Pascal les déclare volontiers vaines, mais les reconnaître fausses, jamais! Il dit excellemment : « Deux excès : exclure la raison, n'admettre que la raison. » Voilà bien sa pensée « de derrière la tête, » qui n'est ni sceptique ni incrédule, mais parfaitement pondérée, distinguant ce qui est intelligible de ce qui ne l'est pas, assignant leur matière aux opérations de l'entendement, et la leur aux actes de foi, intuitions de la vérité par le cœur. Tout ce qui est tenu pour vrai, bien que échappant à la démonstration, est matière de foi et relève, à ce titre, de la fonction mentale du cœur : les postulats de la géométrie aussi bien que les décrets de la conscience morale, aussi bien que les attributs de Dieu et son existence même. Tout le reste est matière de science et relève de l'entendement pur, borné dans ses prises et dans sa portée. « Connaissons donc notre portée; nous sommes quelque chose et ne sommes pas tout. Ce que nous avons d'être nous dérobe la connaissance des premiers principes, qui naissent du néant, et le peu que nous avons d'être nous cache la vue de l'infini... Bornés en tout genre, cet état qui tient le milieu entre deux extrêmes se trouve en toutes nos impuissances. »

VIII.

Cette division capitale du champ de la connaissance humaine en deux parts, l'une religieuse, l'autre scientifique, Pascal l'avait reçue de son père avec une soumission facilitée par le respect filial et par un penchant natif à la piété. Sa mère n'avait guère pu que lui faire balbutier le mot Dieu, car elle mourut quand il n'avait que trois ans, mais son père la suppléa dans la première éducation religieuse, si

aisément acceptée et si pénétrante. Aussitôt que l'éveil étonnamment précoce de la raison de l'enfant eût pu menacer les assises de sa croyance, le père en a prévenu le danger ; il l'a tout de suite averti que le savoir a deux formules différentes, deux provinces distinctes, séparées par une muraille infranchissable : le dogme catholique et la notion rationnelle. Dès lors la curiosité de l'enfant, endormie et refrénée du côté des principes transcendans, dont il n'était guère soucieux encore, s'est portée tout entière du côté de la création. Pourvu qu'on ne l'empêchât pas d'observer la nature, de chercher pourquoi et comment son assiette résonnait sous son couteau, il n'avait aucun motif de se refuser à faire sa prière. Il a subi la puissance incalculable de l'habitude qui lui joignait les mains à table pendant le bénédicité, le matin et le soir au pied de son lit. Cependant, son génie s'affirmait et se développait ; son père lui permit de lire Euclide (c'était plus sage que de lui laisser deviner) et bientôt, émerveillé de ses progrès, le fit assister aux réunions hebdomadaires de ses savans amis. Il est bien possible et même probable qu'à dater de cette double initiation, l'Évangile fut lu d'un regard moins arrêté, les sermons furent écoutés d'une oreille moins attentive. C'était moins du refroidissement peut-être que de la distraction. « ... Comme il trouvait dans cette science (la géométrie) la vérité qu'il avait si ardemment cherchée, il en était si satisfait qu'il y mettait son esprit tout entier... » (Mme Périer.) On admettra sans peine aussi que les inquiétudes et les vagues rêveries de l'adolescence aient pu contribuer à quelque négligence des pieuses pratiques. Toujours est-il que, vers l'âge de vingt-quatre ans, il y eut dans l'âme du jeune homme un regain, sinon un retour, de ferveur religieuse : « Il avait été jusqu'alors, dit Mme Périer, préservé, par une protection de Dieu particulière, de tous les vices de la jeunesse, et ce qui est encore plus étrange à un esprit de cette trempe et de ce caractère, il ne s'était jamais porté au libertinage pour ce qui regarde la religion, ayant toujours borné sa curiosité aux choses naturelles. » Notons qu'à la même époque, à vingt-trois ans, il était si occupé de celles-ci qu'il confirmait l'expérience de Torricelli par ses propres expériences ; c'est la date de sa fameuse expérience du vide sur le Puy-de-Dôme. On est donc autorisé à penser que la passion religieuse était encore assoupie et latente en lui. Mais elle y couvait, n'attendant qu'un signe et une direction pour l'entraîner, lorsqu'il rencontra les deux gentilshommes, MM. de la Bouteillerie et Deslandes, au chevet du lit de son père, qui s'était démis une cuisse en tombant sur la glace. Ce furent ces pieux personnages qui lui mirent entre les mains l'ouvrage de Jansénius (Mme Périer, Vie de sa sœur Jac-

queline). Dès lors, il appartint virtuellement à Port-Royal. L'explosion de sa piété fut si violente que « dès ce temps-là il renonça à toutes les autres connaissances pour s'appliquer uniquement à 'unique chose que Jésus Christ appelle nécessaire. » (Mme Périer.) Son intolérance, qui était la puissance même de sa logique appliquée à la conduite du croyant, se déclare aussitôt : sa sœur nous l'apprend dans le récit d'une anecdote très caractéristique. Mais elle a bien soin d'assurer, et nous la croyons sans peine, que Pascal et ses amis n'avaient « eu en cela aucun dessein de lui nuire (il s'agit d'un jeune hérétique) ni d'autre vue que de le détromper par lui-même, et l'empêcher de séduire les jeunes gens qui n'eussent pas été capables de discerner le vrai d'avec le faux dans des questions si subtiles. » Tout de suite aussi le prosélytisme s'enflamme en lui ; le voilà qui convertit son père à la pratique de la foi, sa sœur Jacqueline au renoncement du monde ; toute la maison y passe. Il est déjà fort malade : sa santé, altérée dès l'âge de dix-huit ans, est décidément compromise ; il éprouve des maux de tête très violens. C'est à cette époque qu'il composa la *Prière pour demander à Dieu le bon usage des maladies,* où respire, non pas seulement la résignation la plus entière, mais bien davantage, un appel ardent à la douleur, à la destruction de ses forces. « Si j'ai eu le cœur plein de l'affection du monde pendant qu'il a eu quelque vigueur, anéantissez cette vigueur pour mon salut... »

Existe-t-il une corrélation telle entre son état cérébral et son exaltation religieuse qu'il faille considérer celle-ci comme morbide ? Nous ne le croyons pas ; il nous paraît bien délicat de décider si l'exercice immodéré d'une intelligence saine a déterminé les maux de tête ou si une lésion cérébrale préalable a déterminé, au contraire, la surexcitation mentale ; et, même en admettant cette dernière interprétation, pourrait-on fixer avec assurance la limite qui sépare la surexcitation mentale de la maladie mentale ? Une méditation continument cohérente, comme était la sienne, exclut tout soupçon d'insanité ; quant aux inconséquences qui naissent, dans sa pensée, de sa double qualité de savant et de croyant, elles s'expliquent parfaitement par l'antagonisme latent, qui se déclarera plus tard, entre son génie scientifique et sa religion spontanée. Sa première conversion n'a été qu'une surprise, l'explosion et le triomphe soudain d'une tendance jusqu'alors balancée, primée par une tendance opposée qui tout à coup, refoulée à son tour, cédait la place avant même d'avoir eu à combattre. Mais celle-ci n'était pas vaincue. Le premier penchant qui, probablement héréditaire, constituait chez lui, comme chez un grand nombre d'hommes, la religion spontanée, devait bientôt entrer en conflit dans son âme, plus que dans toute autre, avec une tendance intellectuelle absolument contraire. L'hu-

manité, en effet, a fourni peu de cerveaux comparables au sien pour le besoin de clarté et de certitude, pour l'aptitude à l'analyse qui prépare la lumière et à la démonstration qui la dirige et la concentre. Il était, par suite, inévitable que la rencontre fût orageuse et la lutte tragique entre son instinct de vénération devant l'abîme où s'enfonce et se voile l'éternel principe du monde phénoménal, et sa soif d'évidence, sa curiosité de savant qui le poussait à tout éclaircir sans limiter d'avance la carrière et l'audace de sa pensée, à affronter l'inconnu sans égard à la majesté du mystère. Il lui avait été bien plus facile de renoncer tout d'abord à examiner l'objet de son aveugle foi, qu'il ne lui fut ensuite aisé d'en interdire le regard à son intelligence après le lui avoir laissé tâter dans les ténèbres. « Il y a des gens qui n'ont pas le pouvoir de s'empêcher de songer et qui songent d'autant plus qu'on l'aura défendu. » Pensait-il à lui-même en écrivant cela? En tout cas, cette observation semble bien lui être applicable. Peut-être s'est-il efforcé d'abord de maintenir la barrière qui séparait sa foi de sa raison, son *credo* de ses méthodes scientifiques. Mais comment y eût-il réussi? L'invasion de la critique dans la croyance était fatale. Ce n'est pas du premier coup que le croyant obtint l'abdication du penseur. Écoutez le douloureux gémissement du vaincu qui ne se rend pas encore : « ... Mais voyant trop pour nier et trop peu pour m'assurer, je suis dans un état à plaindre et où j'ai souvent souhaité cent fois que, si un Dieu la soutient (la nature), elle le marquât sans équivoque, et que, si les marques qu'elle en donne sont trompeuses, elle les supprimât tout à fait, qu'elle dît tout ou rien, afin que je visse quel parti je dois suivre; au lieu qu'en l'état où je suis, ignorant ce que je suis et ce que je dois faire, je ne connais ni ma condition ni mon devoir; mon cœur tend tout entier à connaître où est le vrai bien pour le suivre, rien ne me serait trop cher pour l'éternité. » A quelle époque cette crise succéda-t-elle dans l'âme de Pascal à la fougueuse ferveur qui, vers sa vingt-quatrième année, y avait signalé l'irruption de la foi zélée, agressive même, supplantant tout à coup la foi sommeillante? Il n'est guère possible de le préciser.

La transformation des états moraux s'opère le plus souvent sans secousses, insensiblement, soit par l'action sourde et constante d'un nouveau genre de vie, soit par le retour furtif de l'habitude ancienne violemment abandonnée, ce qui est, sans doute, la manière dont s'est refroidie l'ardeur de sa première conversion. Mais rien ne nous permet de supposer que ce refroidissement soit jamais allé jusqu'à l'indifférence. L'inquiétude intellectuelle, un moment paralysée, se réveillait peu à peu et ne tarda pas à troubler la sécurité de la foi victorieuse. Celle-ci tint bon, et, si l'équilibre s'établit entre

elle et la raison, ce ne fut pas le repos, pas même une paix armée, mais, tout au contraire, le travail interne d'une lutte égale, le corps-à-corps de deux athlètes. Rien ne diffère davantage du scepticisme que cette angoisse fiévreuse et militante où le doute, loin d'être un oreiller, est un aiguillon. A vrai dire, il n'y avait pas doute dans l'âme de Pascal, mais combat. Il ne s'agissait pas pour lui de décider si Dieu existe, le cœur le lui affirmait; ni si les livres sacrés sont véridiques, l'idée ne lui est même pas venue d'employer sa puissante critique à en discuter l'authenticité. Il ne se demandait pas davantage si l'instrument de sa torture, si la raison, est solide ou vacillant. Ah! que Montaigne devait lui paraître heureux de pouvoir ne s'y pas confier! Tout en méprisant le scepticisme indolent de ce sybarite de la pensée, il se complaisait à en compter les oscillations, comme s'il y eût rêvé pour son tourment héroïque un berceau défendu. Il n'avait pas encore, durant cette douloureuse agonie, sommé sa raison de rendre les armes à sa foi et de s'avouer impuissante et traîtresse. Il cessait de la dédaigner comme il l'avait fait au début de cette conversion juvénile; il l'exerçait de nouveau avec assurance, aux spéculations les plus hautes, dans les heures de répit que lui accordait sa misérable santé, parfois même pour oublier son mal. Il lui restitua enfin la prédominance dans sa vie morale, mais la foi, au lieu de s'endormir en lui, de retomber dans sa première quiétude, ne se résigna point à une tiédeur qui n'était pas pour elle une défaite; elle veilla toujours comme un instinct, comme la soif, que le bruit, l'application peut faire oublier ou combattre, mais sans nullement l'éteindre. Cette soif de Dieu allait bientôt crier au milieu des agitations du monde et des travaux de la science. Nous approchons du moment décisif où une étincelle mettra le feu à la mine, où le chrétien aura reconquis tous ses droits sur le penseur. Nous sommes en 1654 : « Il s'ouvrit à moi, écrivait Jacqueline à Mme Périer, d'une manière qui me fit pitié en avouant qu'au milieu de ses occupations qui étaient grandes, et parmi toutes les choses qui pouvaient contribuer à lui faire aimer le monde et auxquelles on avait raison de le croire fort attaché, il était de telle sorte sollicité à quitter tout cela et par une aversion extrême qu'il avait des folies et des amusemens du monde, et par le reproche continuel que lui faisait sa conscience, qu'il se trouvait détaché de toutes choses à un point où il ne l'avait jamais été... »

IX.

C'est dans sa trente et unième année, à l'âge où Descartes estime que la maturité de l'esprit est complète et où il avait pris

pleine confiance dans sa raison, que Pascal, au contraire, abdiquant la souveraineté de la sienne, opère sa conversion définitive. Cette conversion, ne l'oublions pas, n'est point un retour à la foi, car, à vrai dire, il ne l'avait pas perdue, il la possédait à l'état latent, inconscient, non encore contrôlée par un examen approfondi de la religion catholique, mais telle que son père la lui avait imposée et insinuée dès sa première enfance avec le concours de ses dispositions innées. Il est possible, et même fort probable, que la fréquentation de la haute société, où il brillait alors par sa réputation et par ses aptitudes éminentes et où il rencontrait des esprits libertins, avait troublé la sécurité première de ses croyances. Mais il avait conservé intact l'essentiel de son *credo*, la foi dans l'existence d'un Dieu unique, dans l'immortalité de l'âme, dans la révélation, dans la mission rédemptrice du Christ, dans l'authenticité des livres saints, fondement de ces dogmes capitaux. Sa conversion ne fut qu'un retour à l'exercice de la piété, retour fatalement déterminé par le fond mystique de son âme, mais sans doute précipité par la commotion cérébrale qu'il ressentit au pont de Neuilly, dans l'accident de carrosse dont le curé de Chambourcy nous a transmis la relation. Il est permis de regarder comme une suite de cet accident l'hallucination dont l'abbé Boileau, dans une de ses lettres, raconte que Pascal, vers cette époque, était affligé : il croyait toujours voir un abîme à son côté gauche. Quoi qu'il en soit, ces troubles morbides, tout accidentels, n'avaient nullement altéré ses facultés intellectuelles quand il subit, pendant la nuit du 23 novembre 1654, la crise décisive de son renouvellement religieux. Ce n'est pas un fou, certes, mais un chrétien en pleine possession de son esprit qui entra dans cette communication extraordinaire avec l'objet de son culte, car, deux ans après, ce même homme écrivait *les Provinciales*, dont la composition est aussi solide que le style en est merveilleux. Les phases de cette crise morale sont marquées sommairement comme par des signes mnémoniques, entièrement intelligibles à celui-là seul qui les a traversées, dans l'écrit qu'on trouva dans son habit après sa mort, et que publia pour la première fois Condorcet. Il ressort de ces brèves indications que, cette nuit-là, Pascal a directement « senti » l'existence de Dieu, « du Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, » par une ardente et irrésistible invasion de la foi dans son âme; que cette intuition de la vérité souveraine lui a procuré une absolue « certitude » et « une paix » délicieuse; que « le Dieu de Jésus-Christ » s'est, par une intime révélation, déclaré son Dieu; que l'adoration de ce Dieu, désormais exclusive, a définitivement supplanté dans son cœur le souci « du monde et de

tout, » et que ce Dieu « ne se trouve que par les voies enseignées dans l'Évangile. » Dès lors il a pris conscience de « la grandeur de l'âme humaine, » à qui Dieu se communique. Il en éprouve un attendrissement ineffable : « Joie, joie, joie, pleurs de joie. » Mais il tremble soudain que Dieu ne le quitte comme il l'a déjà fait : « Que je n'en sois pas séparé éternellement ! » — « Il ne se conserve que par les voies enseignées dans l'Évangile. » Il voit clairement que la vie éternelle consiste dans la connaissance du seul vrai Dieu et de Jésus-Christ. L'Évangile l'y conduira sous la tutelle de l'Église. Il abdique toute sa volonté entre les mains de son directeur. Il renonce entièrement aux attaches terrestres, et cette « renonciation totale » est « douce ; » il en savoure profondément la douceur dans une « soumission totale à Jésus-Christ et à son directeur. » Les épreuves de la vie passagère s'effacent à ses yeux devant l'éternité bienheureuse qu'elles promettent. « Éternellement en joie pour un jour d'exercice sur la terre. »

On devine, sans l'oser traduire, ce colloque sublime entre une grande âme, d'une aspiration sans bornes, et l'objet suprême de ses désirs qui répond à ses appels par un verbe ignoré de l'oreille, mais parfaitement distinct pour le cœur. L'accent de cet entretien extatique a sans doute différé peu de celui qui anime, dans la seconde partie du morceau intitulé le *Mystère de Jésus*, le pénétrant dialogue dont les dernières paroles : « Seigneur, je vous donne tout, » sont d'un abandon si simple et si passionné. La critique de ce phénomène mental ne saurait être, selon nous, trop circonspecte ni trop respectueuse. Il est loisible au physiologiste d'y voir un détraquement accidentel des fonctions du cerveau, mais il n'est pas moins permis au psychologue d'y reconnaître, au contraire, le rétablissement normal d'une paix intérieure troublée pendant huit ans par un conflit de penchans et d'aptitudes opposés, le triomphe définitif d'une tendance religieuse, innée et prédominante, sur une curiosité scientifique armée de génie, le dénoûment régulier d'un drame moral dont une des plus nobles consciences humaines a fourni le théâtre et les péripéties.

X.

En dernière analyse, tout ce qu'il y a d'énigmatique, au premier abord, dans la vie morale de Pascal, telle que ses écrits la révèlent, nous semble s'expliquer naturellement par ce qu'on sait touchant l'origine, la singulière énergie, et l'antagonisme de ses penchans et de ses aptitudes innés, par les différens milieux qui les ont favorisés, enfin par l'influence de son état maladif sur sa pensée.

Pascal est né avec un fonds de religion spontanée et de mysticisme héréditaire et sans doute accumulé, car sa ferveur religieuse passait de beaucoup la piété de son père, enclin, quoique savant, à croire au surnaturel; sa mère était sans doute pieuse aussi. Il est né, d'autre part, avec des facultés intellectuelles tout opposées à son penchant religieux, avec un génie scientifique également héréditaire et supérieur à celui de son père. Il était doué d'une sensibilité à la fois délicate et fière, vive et concentrée, qui, dans le domaine de la religion comme dans celui de la science, a régi son activité. Les moteurs passionnels de celle-ci furent, en outre, surexcités par une maladie obscure qui, procédant du cerveau, intéressait à coup sûr le système nerveux, et qui le tourmentait depuis l'âge de dix-huit ans. Il devint mélancolique sans perdre de sa fougue. La logique de son esprit n'en fut point altérée, car il fit des découvertes admirables en mathématiques pendant toute sa carrière jusqu'au moment où son mal atteignit la racine même de sa volonté, sa puissance de réflexion. Mais dans l'ordre des spéculations religieuses, où la raison a moins de part que la foi, où la passion s'associe aisément à la croyance, son zèle ne fit, en s'assombrissant, qu'exalter sa méditation. Tandis qu'en lui le penseur savant avait atteint à l'apogée de sa force, le penseur chrétien sentait se décupler la sienne, si bien qu'un jour l'équilibre instable où les aptitudes du premier tenaient en échec et balançaient le penchant mystique du second se rompit au profit de celui-ci.

La vie morale de Pascal se divise en cinq périodes nettement distinctes, dont chacune a rencontré pour se développer des conditions particulièrement propices. Pendant sa première enfance jusqu'au moment où l'attrait de la géométrie s'accentua chez lui au point de devenir irrésistible, il trouva dans son père, qui fut son seul maître, toute la complaisance désirable pour satisfaire sa curiosité générale et exercer son intelligence par d'ingénieuses leçons de choses et une saine culture littéraire: c'est uniquement pour ne lui susciter aucune distraction à l'étude des langues qu'il lui dissimula d'abord l'existence des mathématiques et lui en refusa l'initiation. Il donna d'ailleurs complète satisfaction à son tempérament mystique en lui enseignant le dogme et la pratique du catholicisme. Vers sa douzième année, sa curiosité de la physique, mais surtout des mathématiques, se déclare impérieuse, et l'on se rappelle dans quelles circonstances Étienne Pascal lui mit les *Élémens* d'Euclide entre les mains. Mais aussitôt (s'il ne l'avait déjà fait), il sauvegarda en lui le dépôt sacré de l'enseignement religieux, en séparant celui-ci par une barrière infranchissable de la sphère des sciences positives. Jusqu'à l'âge de vingt-trois ans, le jeune Blaise

prit l'habitude de respecter cette démarcation, et se livra exclusivement et en toute liberté à sa passion pour la physique et les mathématiques. Il est permis de supposer que cette longue habitude marqua d'un pli profond, peut-être ineffaçable, sa façon d'envisager l'inconnu; il le scinda en deux parts telles que chacune d'elles ressortissait à une fonction mentale toute spéciale, ayant sa compétence propre, l'une vouée à la connaissance du Créateur, l'autre affectée à celle de la création. Ainsi l'authenticité des livres saints a pu, dans son esprit, récuser la critique scientifique, et la nature s'accommoder du miracle. La révélation et la science ont pu être, à ses yeux, deux sources de vérité dont les flots ont deux lits distincts, qu'il est impossible et d'ailleurs inutile de mettre en communication. C'est dans cette période que sa santé, atteinte déjà par l'excès du travail, s'altéra décidément. A partir de sa vingt-troisième année une période nouvelle commence pour sa vie morale. Il semble d'abord que le mysticisme y fasse une irruption triomphante, mais nous avons vu que bientôt le commerce plus étendu et plus constant avec le monde a dissous peu à peu le rigorisme de sa piété. La solidité de sa foi a pu même être ébranlée par le contact d'une société de jeunes gens libertins d'esprit et de mœurs où l'avait poussé le besoin de diversion à ses travaux qui l'énervaient. C'est la période de la lutte aiguë entre son tempérament de mystique et son tempérament de savant. Le premier, favorisé par une maladie qui lui refusait les joies du cœur sur la terre, devait fatalement l'emporter sur le second. Il appartint désormais sans partage à l'ascétisme janséniste; son entraînement vers la religion ne rencontra plus de contrepoids. Mais sa piété, quelles qu'en aient pu être les oscillations dans son âme, n'y a pas un moment cessé de tendre à la stabilité sous la loi d'un indéracinable instinct. Le pyrrhonisme proprement dit, pas plus que l'indifférence, ne nous semble avoir pu supplanter en lui, un seul instant, dans le cours entier de sa vie morale, la foi du chrétien ni la certitude du savant.

Nous ne saurions donc voir dans Pascal le martyr du doute que nous présente une légende fort accréditée. Bien que la poésie y puisse perdre, il nous apparaît simplement comme un génie scientifique de la plus haute volée, engagé dans une âme religieuse au suprême degré, tant par nature que par éducation, dont le mysticisme fut exaspéré, dans le milieu le plus propre à le nourrir, par les suites cérébrales d'une longue et cruelle maladie.

SULLY PRUDHOMME.

LA

FRANCE EN TUNISIE

II[1].

LE PROTECTORAT. — DE TUNIS A KAIROUAN.

VI. — LE TRAITÉ DE KASR-SAID ET SES CONSÉQUENCES DOUANIÈRES.

La prépondérance de la France en Tunisie, que je signalais dans une précédente étude, se maintint de 1830 à 1881, époque à laquelle notre protectorat fut officiellement établi. Le mérite de cette supériorité revient pour une large part au gouvernement de Louis-Philippe, qui, toutes les fois qu'une flotte turque partait de Constantinople à destination du nord de l'Afrique, envoyait à sa rencontre une flotte française avec mission de protéger le bey contre toute ingérence intempestive. En 1836, l'amiral Hugon, et, en 1837, l'amiral Lalande, avaient mis obstacle, par une démonstration pacifique, à l'entrée de deux escadres du sultan dans le port de La Goulette.

Le jour où le bey concéda à la compagnie de Bône-Guelma la construction de la voie ferrée de Tunis à la frontière algérienne, ligne qui se déroule dans la belle vallée de la Medjerda au milieu d'une végétation splendide d'orangers et de champs bien cultivés,

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

le bey, ce jour-là, avait, sans qu'il s'en doutât ni nous non plus, mis son état sous notre dépendance. Il n'avait fallu, pour obtenir sans lutte et sans bruit ce résultat heureux, que l'engagement du trésor français de faire verser tous les ans à la régence, et pendant un certain nombre d'années, une somme de 2 millions jusqu'à l'achèvement d'un réseau de chemins de fer tunisiens. Ce qui surprendra toujours, c'est que, peu de temps après cette concession, M. de Bismarck, qui voyait l'Angleterre s'approprier l'île de Chypre, et l'Autriche-Hongrie prendre l'Herzégovine, offrit à la France, ainsi que je l'ai dejà dit, de lui laisser prendre la Tunisie. Chose bien plus surprenante, notre représentant au congrès de Berlin, mû par un scrupule dont personne ne lui a jamais su gré, répondit à cette offre par un refus; ce désintéressement paraîtra d'autant plus singulier, que le marquis de Salisbury avait déclaré « qu'il ne devait tenir qu'à nous seuls de régler, au gré de nos convenances, la nature et l'étendue de nos rapports avec le bey, et le gouvernement de la reine acceptait d'avance toutes les conséquences que pourrait impliquer, pour la destination ultérieure du territoire tunisien, le développement naturel de notre politique. »

Ce détachement, si peu conforme aux idées de l'Angleterre, avait de quoi surprendre, et je n'étonnerai personne en disant qu'il fut de bien courte durée. L'Angleterre se ligua secrètement avec l'Italie dans les luttes acharnées que notre consul à Tunis, M. Roustan, eut à soutenir contre le consul italien, M. Maccio. Elle prêta son appui à un juif tunisien, se disant le protégé des Anglais, pour arriver à déposséder, sans y réussir, une société française, celle de l'Enfida, de l'un des domaines es plus étendus de la régence.

L'Angleterre et l'Italie ne comprirent pas que leur façon de procéder allait nous contraindre à passer de la modération la plus complète à une action vigoureuse, action s'appuyant sur quarante mille de nos baïonnettes. Je ne puis m'empêcher de citer un fait, un seul, pour démontrer combien notre prestige disparaissait alors des côtes barbaresques. Il est rapporté, — non par un Français, ce qui pourrait le rendre suspect, — mais par un de nos éminens collaborateurs, M. de Tchihatchef, un Russe, dans son livre *l'Espagne, l'Algérie et la Tunisie.*

« Lorsque je me trouvai, raconte-t-il, à Alger, un acte de sauvage et cynique piraterie avait été commis par des Arabes du Cap-Roux, à l'est de la petite ville de La Calle, en Tunisie, à l'égard d'un bâtiment français, sans que les autorités algériennes aient pu obtenir une réparation quelconque, et rien n'avait été décidé à cet égard à l'époque de mon séjour en Tunisie, c'est-à-dire six mois

après l'événement, dont j'ai pu connaître tous les détails de la bouche même de M. J. Cubisol, consul de France à La Goulette.

« Ce fonctionnaire, aussi actif qu'intelligent, m'apprit que lorsque, le 25 janvier 1878, un gros bateau à vapeur français, de la compagnie Talabot, fut échoué sur la côte tunisienne, près du fort Bordj-Djerid, situé à 12 kilomètres de la frontière française, des essaims d'Arabes se ruèrent sur le bâtiment et l'assaillirent de toutes parts. Il est vrai, aussitôt que le consul-général de France, M. Roustan, eut fait connaître au bey l'état désespéré où se trouvait le vaisseau, un détachement de 400 hommes fut expédié au secours de ce dernier, et M. Cubisol s'empressa de les accompagner. Mais, arrivés sur les lieux, le consul de France et les soldats tunisiens, ne purent faire autre chose qu'assister en spectateurs impassibles au pillage que les Arabes, dont le nombre s'était accru de cinq à six mille individus, étaient décidés à consommer, au point qu'un de leurs chefs avait déclaré à M. Cubisol qu'il y avait trois tribus intéressées à l'opération, et qu'elles ne se retireraient point avant que le butin ne fût convenablement partagé. La seule faveur que M. Cubisol put obtenir, c'est que la vie des hommes qui composaient l'équipage fût épargnée. Aussi, après les avoir complètement dépouillés de leurs vêtemens, les Arabes eurent la « générosité » de leur permettre de gagner Tunis à pied, presque dans un état de parfaite nudité, et tout cela se passa en présence du consul de France et des représentans tunisiens de la force publique, et de plus, à la portée des canons du fort Bordj-Djerid, dont quelques décharges eussent suffi pour dissiper les brigands. » Et M. de Tchihatchef ajoute : « Évidemment, l'humiliante impuissance du bey ne laissait à la France d'autre moyen que l'emploi de mesures énergiques pour obtenir une prompte réparation, d'autant plus qu'on savait que le gouvernement tunisien était trop pauvre pour payer une indemnité pécuniaire. Malgré cela, l'affaire en resta là, et cette fois encore le gouvernement français avait consenti à attendre son heure pour agir. C'est cette heure décisive que tous les amis de l'humanité en général, et de la France en particulier, attendent avec impatience. C'est alors seulement que la mission providentielle de la France en Afrique sera réellement accomplie et que ces splendides contrées redeviendront le grenier et le jardin de l'Europe sans avoir à regretter la protection des drapeaux italiens ou britanniques. »

Le massacre du colonel Flatters et de son escorte par les Touaregs, la violation de la frontière algérienne par les montagnards kroumirs, lassèrent une patience qui, rarement chez nous, eut à subir de plus rudes épreuves. Sans même déclarer la guerre à la régence, mais après avoir fait occuper Bizerte et plusieurs autres

localités par nos troupes, nous fîmes avec le bey, à la date du 12 mai 1881, le traité dit de Kasr-Saïd. Nous garantissions au souverain, avec l'intégrité de son territoire, l'ordre dans l'intérieur du pays. A cette garantie d'une munificence superflue, nous ajoutions au traité un article 4, qui, tout en liant nos mains pendant de longues années, devenait une source d'embarras continuels. Voilà cet article 4 dans toute sa candide simplicité :

« Le gouvernement de la république française se porte garant de l'exécution des traités actuellement existant entre le gouvernement de la régence et les diverses puissances européennes. »

Ainsi, la nation protectrice de la Tunisie, la nation qui avait dépensé quelques millions pour atteindre ce résultat, n'allait pas avoir dans le pays protégé par elle plus de faveurs que l'Italie, l'Allemagne et l'Angleterre. C'est ainsi que, grâce à d'anciens traités qui, pour les deux premières de ces puissances, ne finiront qu'en 1896, et pour la dernière auraient pu se prolonger indéfiniment, Marseille avait plus d'avantages à acheter en Espagne ses vins et ses huiles qu'en Tunisie. Pour les premiers, elle ne payait que 3 francs ou 2 à leur entrée au port de La Joliette, pour les autres 4 fr. 50 par hectolitre ou par 100 kilogrammes. Un colon français établi en Tunisie vendait plus avantageusement ses récoltes à Malte, à Tripoli, en Italie, qu'en France, où l'on constatait cet étrange résultat : sur une somme de 5 millions de francs en céréales et bestiaux sortis de la régence, il n'en venait que pour une valeur de 10,000 francs à la métropole. Pour le blé et le bétail, voici ce qui se passait : s'ils étaient vendus à Palerme, Gênes ou Livourne, ils ne payaient à l'entrée dans ces villes que 1 fr. 40 ; à Marseille, 5 francs. Les bœufs payaient en Italie 18 francs ; à Marseille, 25. Les moutons, 0 fr. 25 ; à Marseille, 3 francs. Pour les chevaux, 20 francs contre 30. On l'a dit avec beaucoup d'à-propos, si c'était pour de telles anomalies que l'on s'était mis en froid avec l'Italie, cela n'en valait pas assurément la peine. Afin que les transactions soient faciles entre la France et le pays que nous disons protéger, nous subventionnons notre Compagnie transatlantique pour que ses bateaux fassent, trois fois par semaine, le trajet entre La Joliette et La Goulette. La subvention, que je suis bien loin de blâmer, n'eût-elle pas été mieux justifiée si elle eût aidé à ce que les bateaux, au lieu de revenir sur lest de Tunis à Marseille, eussent été chargés d'huiles et de vins tunisiens ? N'est-ce pas étrange d'acheter nos vins à l'Espagne et à l'Italie, nos grains à l'Asie et à la Russie, quand des cultivateurs français nous en offrent des pays où nous les avons conviés à s'établir ? N'est-ce pas là un bel exemple de l'inconséquence française, et une façon d'agir qui fait dire à tant de personnes incompétentes que nous ne savons pas coloniser ? Les colons ont bon dos, mais il doit en être ainsi de nos

gouvernans, puisqu'ils résistent aux malédictions que, sous d'autres latitudes, l'on profère contre l'indifférence dont ils font parade à l'égard des colonies. Jamais critiques ont-elles été mieux justifiées? Après neuf ans de protectorat, à la veille de voir sombrer dans une gigantesque faillite les intérêts français en Tunisie, un projet de réformes douanières, resté trop longtemps en détresse sur le bureau de la chambre des députés, est enfin venu tout sauver. Le mérite en revient à l'énergie de notre ministre des affaires étrangères actuel. Il y a eu une telle résistance à l'application de ces réformes qu'elles n'entrent en vigueur qu'au moment même où j'écris ces lignes, c'est-à-dire en septembre 1890.

Lorsque, le 2 avril 1882, M. Cambon débarqua de *l'Hirondelle* en Tunisie avec un personnel de deux attachés d'ambassade pour auxiliaires, MM. d'Estournelles et Bompard, il se trouva en présence d'une situation des plus troublées. Le pays était, il est vrai, occupé par nos troupes, mais elles étaient loin de représenter le pouvoir régulier du bey, d'autant plus que ce pouvoir en désarroi avait perdu son prestige. Heureusement pour nous, et peut-être pour lui, le bey avait passé l'âge des résistances, et le repos lui convenait mieux que la lutte. Acceptant, ainsi que ses ministres, le fait accompli, il se déclarait satisfait à la condition qu'on lui laisserait ses privilèges, qu'il toucherait comme avant une liste civile, et qu'on ne licencierait ni sa musique ni son armée. Et quelle armée! Lorsqu'on demandait au singulier personnage qui en était à la fois le général et l'amiral, où étaient ses soldats, il répondait qu'ils étaient dans leurs foyers. Et les marins? A la campagne. Quant aux ministres, — ministres de la plume et autres, ils étaient et sont toujours d'honorables fonctionnaires, point ordinaires, puisque, à l'ancienne diplomatie qui les portait à toujours ruser, ils ont préféré des procédés de bonne foi vis-à-vis de nous.

On les consulte, d'ailleurs, dans les circonstances graves, autant par nécessité que par déférence, et tout le monde s'en trouve bien.

Les plus grands embarras qu'éprouvaient M. Cambon et ses auxiliaires provenaient des consuls étrangers qui, habitués à trancher souverainement les questions s'élevant entre leurs nationaux, les Tunisiens ou nous, défendaient avec âpreté leurs anciens privilèges. Restait encore la commission financière internationale représentant les créanciers du bey, comme les commissaires européens représentent en Égypte les créanciers de l'ex-khédive Ismaïl. Cette commission, dite financière, accaparait jusqu'à la dernière des piastres entrant au trésor, ne laissant rien pour l'entretien des ports, des chemins et des édifices publics. Elle fut supprimée et remplacée par de nouveaux agens financiers, peu disposés à rire : jamais conseil judiciaire ne traita plus sévèrement un enfant pro-

digue. Et c'était justice, car le peu de trafic qui se faisait dans la régence allait chaque jour en diminuant. La misère, s'étendant comme une gangrène, avait pris de telles proportions que la population qui, avant notre venue, avait traversé une famine effroyable se mit à émigrer d'une façon suivie en Tripolitaine. Par haine et par politique, les Turcs de cette régence accueillirent ces affamés et leur donnèrent à manger. Ce fut encore à l'influence d'une secte religieuse des plus puissantes, celle des Snoussya mahométans, que, lors de notre installation définitive en Tunisie, se produisit un nouvel exode en Tripolitaine, de 200,000 Tunisiens. Ainsi qu'on l'a prétendu à tort, ils n'étaient pas tous nomades. Assurément, il y en avait dans le nombre, mais il y figurait des propriétaires et des hommes influens par leur situation dans la régence. M. Marc Fournel en voit la preuve dans ce fait que, dans quelques villes de l'intérieur, les services administratifs de l'armée d'occupation furent installés dans des maisons abandonnées par les dissidens, et ces maisons étaient peut-être les mieux construites ou les plus confortables de ces villes (1).

Sur l'avis de la nouvelle commission financière, nous pûmes prendre l'engagement d'organiser les finances d'après un système qui devait ramener l'abondance dans un trésor à sec et fort endetté (2). Si l'on se rappelle qu'à Berlin comme à Londres, on nous avait donné carte blanche, il est difficile de voir dans cet étonnant traité de Kasr-Saïd autre chose qu'une preuve du détachement qu'ont certains hommes politiques de France pour les biens d'un autre hémisphère. Lorsque le voyageur russe, déjà cité, en eut connaissance, il écrivit à M. Paul Leroy-Beaulieu, pour lui exprimer ses regrets de la pusillanimité française qui s'arrêtait ainsi à mi-chemin. Les Tunisiens pensèrent comme M. de Tchihatchef, lorsqu'ils ne nous virent occuper ni Tunis ni Kairouan. A Sfax, le 28 juin 1881, la population se souleva, pilla les maisons européennes, insulta et blessa notre consul. La gare de l'Oued-Zargua, dans la vallée de la Medjerda, fut incendiée et les employés massacrés. Partout on signalait des assassinats, la situation des colons fut un moment terrible, et, pendant quelques semaines, isolés comme ils l'étaient, plus d'un crut sa fin prochaine.

Il n'y avait à l'Enfida, en ces jours de terreur, qu'une jeune femme, mère de deux enfans dont l'un, encore au berceau, agonisait. Elle a raconté devant moi, à quelques amis, et avec des ac-

(1) *La Tunisie, le Christianisme et l'Islam.* Challamel, 1886.

(2) Voir la série des articles de M. Paul Leroy-Beaulieu dans l'*Économiste français* du 1er semestre de 1881.

cens empreints d'une douloureuse énergie, quelles furent ses angoisses lorsque, sans préparation aucune, on vint lui apprendre que, dans les plantations voisines de la sienne, on massacrait tout ce que l'on trouvait d'Européens. Par une circonstance des plus malheureuses, son mari, directeur de l'Enfida, avait été obligé de se rendre à Tunis quelques jours avant la rébellion, et il paraissait impossible qu'il pût en revenir sans recevoir un coup de feu. Informé de ce qui se passait dans l'intérieur de la régence, le directeur de l'Enfida avait aussitôt sauté sur un cheval et franchi en cinq heures ce que l'on met dix heures à parcourir en voiture. En descendant de selle sain et sauf, il eut la douleur de trouver son enfant mort, mais, par sa foudroyante arrivée, son attitude résolue devant des serviteurs indigènes secrètement hostiles, il eut, du moins, la joie immense de préserver sa femme, l'enfant qui lui restait, et lui-même, de la mort violente que d'autres colons, français comme lui, ne purent éviter.

Dès lors, le gouvernement républicain se décida à agir avec vigueur. En toute hâte, il fit débarquer à La Goulette 10,000 hommes de troupes, qu'il avait eu l'imprudence de faire rentrer trop tôt en France. La capitale de la régence se vit occupée par nos soldats, qui y firent leur entrée tambour battant; Kairouan, la ville rivale de La Mecque par sa sainteté, ouvrit ses portes sans qu'il fût besoin de faire parler la poudre: un de nos compatriotes, devenu musulman et marabout vénéré, avait eu l'heureuse idée de persuader aux habitans de Kairouan qu'une prophétie avait prédit notre venue et que la volonté d'Allah devait être respectée. Sfax, qui s'était soulevée contre nous à l'appel de ses derviches fanatisés, fut assiégée et prise d'assaut par nos régimens. Des tertres encore non nivelés, et sous lesquels sont ensevelis les insurgés, témoignent de la sévérité du châtiment. Il faudrait que de bien grosses maladresses fussent commises pour avoir à renouveler une aussi sanglante répression.

VII. — LES RÉSIDENS-GÉNÉRAUX.

Quelles sont les attributions du représentant de la France en Tunisie? Dépositaire des pouvoirs de la république française, il a sous ses ordres les forces de mer et de terre et les services administratifs; il a seul le droit de correspondre avec le ministre des affaires étrangères dont il relève, sauf pour les affaires d'un caractère spécial.

Je n'ai point à redire quels furent les débuts de notre premier résident-général en Tunisie; ils ont été trop parfaitement définis ici

même pour qu'il soit nécessaire d'y revenir (1). Je rappellerai seulement quelles furent les principales réformes faites par M. Cambon; cela rendra plus saillans les résultats obtenus de 1882 à 1890.

Comme le prodigue Ismaïl-Pacha d'Égypte, trois beys tunisiens, Achmed, Mohammed et Sadock, en voulant faire grand et en comblant leurs favoris de largesses, avaient outrepassé les ressources du trésor. La banqueroute menaçant, ils empruntèrent à tous les taux, et, quand la note à payer fut présentée, elle s'élevait à 350 millions de francs. On la réduisit à 125 millions, sans protestations trop vives des créanciers, ce qui prouverait qu'elle avait été prodigieusement enflée. Toute diminuée qu'elle était, le gouvernement beylical allait faire faillite en raison des intérêts usuraires qu'il lui fallait payer et de l'insuffisance de ses revenus. La commission financière transitoirement instituée par le résident-général ayant pu présenter aux chambres françaises, après deux ans de gestion, un budget se soldant en excédent, les chambres autorisèrent l'émission d'un emprunt d'une rente de 4 pour 100, divisée en obligations de 500 francs, valeur nominale. La dette totale, qui s'était élevée de 125 à 142 millions depuis la réduction, se trouva par ce moyen liquidée pour le mieux, et sous la garantie de la France. La sécurité qu'offrit désormais la dette tunisienne eut son contre-coup au budget des recettes. En 1886, il avait donné un fonds de réserve de 11 millions de francs qui n'a fait que s'accroître. Afin de venir en aide à l'exportation, on supprima les droits de sortie sur les blés, l'orge, les légumes, les volailles, les œufs, la farine et cette coiffure conique des Tunisiens, appelée la *chechia*. Les traités passés antérieurement à notre protectorat avec l'Italie et l'Angleterre ne permettant pas de relever les droits d'importation, l'on resta impassible devant cette anomalie de produits payant à leur entrée en Tunisie 30 pour 100 de moins qu'en Algérie.

Les beys de Tunis, de même que tous les princes orientaux, ont en général de nombreuses lignées. Aussi les apanages et dotations des princes et des princesses de la régence occupaient-ils toute une longue page du budget; sans réduire à la portion congrue ces rejetons princiers, on régla leurs pensions dans de justes, mais étroites limites; les sinécures furent abolies; les bureaucrates tunisiens, gens modestes et travailleurs qui, comme les Coptes du Caire, ont une aptitude étonnante pour la comptabilité, furent maintenus dans leurs emplois. Le désappointement causé par cette mesure fut grand parmi un certain nombre d'immigrans français;

(1) Voir, dans la *Revue* du 15 février et du 15 mars 1887, *les Débuts d'un protectorat.*

ils s'étaient imaginé en débarquant à Tunis entrer en pays conquis et pouvoir y trouver, ainsi qu'au Tonkin, de grasses sinécures. Étaient-ils même propres à en apprécier les douceurs? C'était là le moindre de leurs soucis. Le résident sut les éloigner, jugeant, non sans raison, que leur heure n'était pas venue, puisque Gambetta, alors tout-puissant, s'écriait à la tribune, en parlant du rôle que nous devions remplir à Tunis : « Ni abandon, ni annexion, » et que M. Jules Ferry s'exprimait à peu près de la même manière, en disant que le protectorat français devait être une transition nécessaire. Du moment qu'en haut lieu, à tort ou à raison, on ne voulait pas d'un agrandissement colonial, qu'on ne voulait pas dépenser un centime pour la Tunisie, il est certain qu'une politique prudente exigeait de ménager les fonctionnaires indigènes pour mieux les assimiler à nos réformes.

Actuellement, le point le plus saillant de notre présence dans cette région, n'est-il pas de voir un bey, descendant des despotes que l'on sait, des ministres qui ont dans leurs veines du sang des anciens corsaires, des employés musulmans, une population musulmane, vivre, travailler, agir sous la direction de Français, aptes tout au plus autrefois à ramer sur une galère? Lorsqu'on est ignorant des choses d'Orient, du fanatisme qui s'y perpétue, on ne peut se figurer ce qu'un tel fait représente de changement. Et, à ce sujet je ne cesserai de répéter aux Européens qui émigrent en Afrique de bien se garder de faire parade de leurs sentimens irréligieux, si toutefois ils en ont. C'est là, assurément, une des grandes causes de l'éloignement que nous inspirons aux populations dont nous avons entrepris la soumission.

Des conseils municipaux furent constitués dans tous les centres de population, et c'est le gouvernement et non le suffrage universel qui en nomma les membres. Dans une colonie naissante, où les étrangers étaient en majorité, agir d'une autre façon eût été une niaiserie. Autre particularité : si le budget des villes se soldait par un déficit, le budget de l'État était tenu d'y suppléer.

Ce sont les caïds, presque toujours les descendans d'une noble et ancienne famille, qui continuent à être chargés des recettes municipales et autres dans les villes et les villages. On chercha à les supplanter, et il n'est pas difficile de deviner qui le cherchait. Ce fut peine inutile : M. Cambon, pour calmer ceux qui s'obstinaient à vouloir prendre la place des fonctionnaires indigènes, dut dire à ces entêtés : « Nous n'avons pas en face de nous des anthropophages, des Peaux-Rouges, mais les descendans d'une société très policée, organisée depuis des siècles sur les ruines de la Carthage phénicienne et romaine. » Paroles très justes, que l'on a eu tort de critiquer, et qui peuvent s'appliquer autant qu'aux Tunisiens aux

vieilles et douces populations placées en Asie sous un protectorat, qui, lui, du moins, sait ce qu'il veut.

Malgré le calme parfait qui s'établissait dans la régence, plus d'une fois M. Cambon a dû maudire la retenue qui avait mis obstacle à une annexion de la Tunisie, et regretter qu'on n'y eût pas procédé comme en Algérie. Un résident anglais eût sans doute manœuvré de façon à créer quelque affaire qui l'eût contraint d'annexer un territoire comme celui de la régence, aux domaines déjà fort étendus de sa gracieuse souveraine. Mais alors M. Cambon et son entourage eussent oublié l'esprit de leur mission et ils n'eussent pas recueilli de leur présence à Tunis des éloges justifiés d'après les uns, immérités d'après d'autres. Félicitations et blâmes doivent, il me semble, passer par-dessus la tête de M. Cambon pour atteindre les ministres qui donnèrent l'ordre d'un envoi de troupes en Kroumirie.

M. Massicault, successeur de M. Cambon, a, lui aussi, ses partisans et ses adversaires : les critiques de ces derniers devraient plutôt viser une chambre et des ministres sans enthousiasme jusqu'ici pour notre empire colonial. M. Massicault n'est que l'instrument obligé d'une politique indécise, politique qui, comme le chien du jardinier, ne veut ni ronger l'os ni le laisser ronger à d'autres. Le principal grief contre M. Massicault est celui d'être resté longtemps sans avoir obtenu de nos gouvernans la franchise des produits tunisiens à leur arrivée dans les douanes de France. Ce grief vise l'article 4 que notre résident actuel n'a pas fait. Que ne disait-on pas lorsqu'on parlait de le modifier? Le traitement de faveur accordé aux vignobles tunisiens ne profitera-t-il pas aux vins étrangers? Non, répliquait-on, si, pour empêcher la fraude, les expéditions de vins de Tunisie en France s'effectuent par des ports déterminés; si toutes les expéditions sont accompagnées d'un certificat d'origine délivré par des employés des douanes françaises, et visés par un contrôleur civil; et enfin, si l'entrée en France des vins tunisiens est limitée par un décret conforme à la statistique dressée chaque année sur la production du vignoble tunisien. Cette statistique, absolument exacte, constate et prédit déjà les résultats suivans : 14,000 hectolitres pour l'an dernier; 32,600 pour 1890, 150,000 à 200,000 probablement dans une dizaine d'années. Quant à la taxe dont le vin tunisien sera désormais frappé à son entrée en France, elle ne sera plus que de 75 centimes; les vins français entrant en Tunisie paieront une taxe d'introduction de 3 pour 100 *ad valorem* s'ils sont destinés au commerce.

Tout est bien qui finit bien : mais il s'en est fallu de peu que le remède ne fût appliqué à des viticulteurs moribonds.

Il reste contre le protectorat actuel l'accusation de nous avoir

exposés à plusieurs humiliations, comme d'avoir fait édicter, par un bey qui règne et ne gouverne pas, divers décrets auxquels les Italiens refusent de se soumettre. Énumérons-les.

Il y avait autrefois dans la régence plusieurs offices postaux; chaque consul se targuait d'avoir le sien. Lorsque les capitulations furent supprimées, deux restèrent : le français et l'italien. Avec l'arrière-pensée de faire disparaître celui-ci, le gouvernement beylical, — lisez le protectorat, — décréta qu'il n'y aurait plus que l'office postal tunisien. La poste française a disparu et avec elle le timbre portant ces mots : République française. C'est fâcheux. L'affranchissement pour la régence n'est que de 15 centimes, mais un bon de poste français n'est pas acquitté s'il se présente à un guichet tunisien. A côté de cela, la poste italienne fonctionne comme s'il n'y avait pas d'office postal tunisien. Cela se passe de commentaires. Deux autres décrets ont essuyé le même refus d'obéissance de la part des Italiens : c'est d'abord celui qui rend obligatoire dans toutes les écoles de la régence l'enseignement de la langue française; et un autre, portant que nulle association ne peut se constituer sans l'autorisation du gouvernement beylical.

Dans la situation que nous nous sommes faite en Tunisie, nous avons, en effet, à regretter que ces décrets aient été promulgués du moment qu'ils ne devaient pas être obéis.

Il est à craindre que nous n'ayons encore de semblables regrets à exprimer, tant que la direction de notre politique n'accentuera pas davantage l'absorption inéluctable de la Tunisie par la France. Il faut regagner la situation qui nous avait été faite au congrès de Berlin, situation, hélas! perdue, aboutissant à un dédain frondeur des décrets du bey et à l'échec de la nation qui se dit sa protectrice.

Pour en revenir aux critiques formulées contre M. Cambon et M. Massicault, je n'ai point mission ni compétence pour les réfuter. Je ne dirai qu'une chose. J'ai parcouru, habité pendant dix ans consécutifs les pays tropicaux; j'ai donc vu un grand nombre de colonies aussi bien étrangères que françaises. Partout, j'ai trouvé des colons mécontens du représentant de leur patrie, surtout à l'époque où les gouverneurs des colonies étaient des officiers de terre ou de mer. Il n'est donc pas surprenant que M. Massicault soit en butte à une certaine catégorie de critiques auxquelles son prédécesseur, M. Cambon, a pu échapper en abandonnant à temps les premières fonctions qu'il ait occupées en qualité de résident. Toutefois, M. Massicault devrait insister à Paris, auprès du ministre des affaires étrangères, pour la création à Tunis d'un conseil colonial, comme celui qui a rendu de si grands services en Cochinchine. Est-ce que les avis, les conseils même, les appréciations

de colons français agriculteurs, viticulteurs, industriels, directeurs de chemins de fer, pourraient nuire à son administration? Je ne le crois pas. S'il se commettait quelque faute dans le genre de celles que je signalais, — promulgations de décrets ne devant pas être observés, — le poids n'en retomberait pas entièrement sur lui.

M. Massicault est sans contrôle à Tunis, et tous les fonctionnaires, aussi bien ceux de la justice que ceux de l'armée, sont en quelque sorte sous sa dépendance; c'est donc une haute situation, aussi n'est-il pas étonnant qu'on y entende gronder la foudre. Les orages sont fréquens dans les pays d'outre-mer; le soleil en échauffant les têtes, y fait fatalement fermenter les esprits.

VIII. — LA JUSTICE INDIGÈNE.

Lorsque M. Cambon eut à lutter contre les juridictions européennes qu'il trouva à son arrivée dans la régence en plein épanouissement, les difficultés étaient autrement grandes que celles que M. Massicault rencontre aujourd'hui. Grâce aux capitulations en vigueur depuis des siècles dans les États barbaresques, les consuls étrangers avaient des janissaires, des gardes, des prisons et des geôliers à leur paie; quant à leurs demeures, elles étaient aussi inviolables que les sanctuaires du moyen âge; à leur seuil, expirait le pouvoir beylical.

Qu'étaient donc ces capitulations, sauvegarde des Européens qui osaient, à des époques peu sûres, s'aventurer dans les États barbaresques ou autres contrées d'Orient? Un ancien magistrat en donne une si claire explication que je prends la liberté de la reproduire textuellement (1) :

« On appelle capitulations l'ensemble des garanties accordées aux nations européennes dans l'échelle du Levant par les gouvernemens musulmans pour assurer le commerce de ces nations et protéger la sécurité de leurs nationaux. Ces garanties étaient nécessaires contre le fanatisme des peuples, qui confondent absolument ce qui est droit et justice avec ce qui est science et pratique religieuse.

« Les premiers rois francs passèrent avec les empereurs d'Orient des traités pour assurer aux marins d'Agde et de Marseille certains privilèges. La première capitulation dont le texte nous ait été conservé date de 1535. Elle fut la conséquence de l'alliance conclue entre Soliman II et François Ier contre la maison d'Autriche. C'était moins un traité qu'une autorisation accordée aux Francs

(1) *Les Odeurs de Tunis*, par M. Honoré Pontois, 1889.

de faire le commerce dans tout l'empire ottoman sous pavillon français. Ce n'est qu'accessoirement que le règlement des relations judiciaires fut compris dans l'organisation de ce *modus vivendi* des Européens en Orient. Par les capitulations de 1535, le droit de juridiction fut attribué aux consuls sous la condition essentielle qu'aucun sujet ottoman ne fût intéressé dans le procès. Ces capitulations furent renouvelées en 1569, 1581, 1604, 1673 et 1740. Celles de 1740 constituent le seul texte ayant encore force de loi dans les Échelles. C'est ce traité qui fixa nettement les privilèges accordés aux Français et les dispensa des contributions personnelles et des impôts prélevés par les pachas d'Orient. Il leur était accordé, en outre, diverses concessions de pêcheries sur les côtes barbaresques; enfin, le pouvoir juridictionnel en matière criminelle était abandonné à nos consuls.

« Un édit de 1778, confirmé par une ordonnance royale de 1781, régla la juridiction civile et commerciale de nos consuls en Orient, étendit leur compétence à tous les différends qui s'élevaient entre Français, sans distinction de profession en matière civile, questions d'État, successions, donations, etc. »

Ces capitulations, précieuses dans le passé, bien surannées de nos jours, devaient disparaître du moment que nous étions à Tunis. Longtemps il n'en fut rien, et, comme pour accroître les difficultés et les conflits à plaisir, les commandans français du corps d'occupation voulurent, eux aussi, avoir leurs conseils de guerre avec la prétention d'y juger, selon les cas, civils et militaires. Ce n'était pas assez de désordre. Ce que la régence contenait en forçats échappés aux bagnes de Sicile ou de Ceuta, de nègres en rupture de contrat, de renégats sans patrie, se déclara en toute hâte « protégé » des consuls étrangers, afin d'éviter notre juridiction, celle du bey, et être dispensé des impôts et du service militaire. Protégé anglais était le juif qui voulut enlever l'Enfida aux Français; protégés anglais les généraux tunisiens prévaricateurs; protégés encore ces Siciliens qui, la nuit, guettaient nos jeunes soldats perdus dans les ruelles de Tunis pour traîtreusement les désarmer et les frapper ensuite. Honteux d'avoir de tels cliens, quelques-uns des représentans des grandes puissances demandèrent à leur gouvernement de n'avoir plus à exercer leur pouvoir vis-à-vis de pareils gredins. Il n'y eut que les consuls des petits états, ceux dont la protection ne s'étendait que sur des aventuriers, qui gardèrent le silence. Les capitulations abolies, leurs fonctions eussent dû l'être, et l'étaient de fait, puisque jamais un navire de leur nation ne mouillait en rade de La Goulette.

Le gouvernement britannique, sur les instances réitérées de M. Waddington, notre ambassadeur à Londres, consentit à la sup-

pression du tribunal consulaire anglais, le 31 décembre 1883. Les Italiens firent de même dès le lendemain, c'est-à-dire le 1er janvier 1884, mais avec quelques restrictions : les autres états suivirent. Je ne dois pas taire que l'Allemagne, dès le mois de mai 1882, s'était entendue avec le chargé d'affaires de France et le gouvernement beylical pour faire savoir à celui-ci qu'elle nous cédait le droit de juger ses nationaux en Tunisie. Mais ce qui causa dans toute la régence le plus étrange des étonnemens, ce fut de voir débarquer en masse, du vaisseau de guerre français le *Hussard*, tout un monde judiciaire. Pas moins de soixante magistrats descendirent, le même jour, sur la jetée de La Goulette.

Lorsque la surprise fut passée, on sut que notre résident-général avait conduit au palais du Bardo, en grand apparat, le personnel du premier tribunal français de première instance établi à Tunis. Le bey, entouré de sa cour, criblé de décorations, reçut avec bienveillance nos compatriotes sans avoir l'air de se douter que ces hommes en robes noires, à rabats blancs, venaient lui ravir une partie de sa souveraineté. Nos compatriotes avaient trouvé à la porte du palais, alignés sur leur passage, tous les bourreaux du bey : son pendeur, son coupeur de têtes et son bâtonneur, toutes les clés de voûte, comme eût dit Joseph de Maistre, de la justice beylicale. Peu de temps après cette présentation, le tribunal français condamnait irrévérencieusement son altesse à payer à un bijoutier français une centaine de francs qu'elle ne voulait pas payer. Cela dut paraître dur à l'un des descendans des anciens beys et lui démontrer que les hommes à robes noires et à rabats blancs qui lui avaient été présentés n'étaient pas gens à se laisser influencer.

Des justices de paix furent installées à Tunis, Bizerte, Sousse, Sfax, le Kef, Aïn-Draham, Gabès, Nebeul et Gafsa. Malgré tout, les procès s'éternisèrent, s'accumulèrent si bien dans les prétoires qu'un décret, en 1887, institua un autre tribunal de première instance dans la jolie ville de Sousse. La cour d'appel est à Alger, à 200 lieues des tribunaux où se jugent les procès. C'est un peu loin pour la justice, que l'on dit boiteuse, mais elle y gagne peut-être en vigueur. Une noire nuée d'huissiers qui s'était formée en Europe, nuée plus désastreuse qu'une nuée de sauterelles, s'abattit tout à coup sur la régence ; ils allumèrent la guerre entre les Européens et les Arabes, nous dit l'auteur des *Débuts du protectorat ;* ils poussèrent une partie de la population l'une contre l'autre, entretenant dans le pays, aux dépens de tous et du Trésor, la défiance, la corruption et l'insécurité. La race des hommes d'affaires, envahissant l'Afrique du Nord, y dicta des lois. C'est elle qui parle déjà en Algérie d'autonomie, qui renie la mère-patrie, y rêvant, suivant l'expression de M. P. Leroy-Beaulieu, d'y créer une Irlande,

c'est-à-dire une ennemie de la métropole. Il ne manque plus, pour hâter la démarcation, que le budget spécial de l'Algérie dont on parle en ce moment.

Il y avait encore en Tunisie, au bon temps des consuls, indépendamment de l'asile inviolable que les criminels trouvaient dans les consulats, des mosquées et des cimetières où la police du bey ne pouvait arrêter un malfaiteur. Ces refuges, longtemps respectés, devinrent peu à peu plus abordables, et il est probable qu'on n'y verra plus jamais, comme autrefois, des assassins finir leurs jours en paix comme d'honnêtes rentiers.

Ce qui est resté debout, c'est la justice indigène, à laquelle nulle main téméraire n'ose toucher. Cette justice dérive du Coran, source sainte, s'il en fut jamais, aux yeux des Arabes. Chose bien humaine, le livre saint des musulmans est, comme le livre saint des chrétiens, l'objet d'interprétations différentes. Les Turcs ont une justice, appelée *Hanefi;* les Tunisiens en ont une autre qu'ils appellent *Maleski*. La différence est peu sensible, puisque toutes les deux ont pour base les préceptes de Mahomet. Lorsqu'il y a procès entre un Turc et un Tunisien, les plaignans, se tournant littéralement le dos, défendent à genoux leurs causes en même temps sans que le juge du rite *Hanefi* soit gêné le moins du monde par ce qui se dit, tout à côté, au juge du rite *Maleski*, et réciproquement.

A Tunis, l'endroit appelé Dar-ès-Chara est désigné pour prononcer et faire exécuter les arrêts de la loi, comme pour régler les affaires religieuses. Il interdit à tous les juges de prononcer la sentence en dehors de cette enceinte, afin d'éviter, dit le décret de 1836 organisant la justice tunisienne, la confusion, la contradiction et les indiscrétions. Voilà qui est admirable si le décret est bien observé. Les juges indigènes se réunissent dans une salle de conseil où sont présens le cheik ul-Islam, les muphtis, les cadis et quelquefois le bey. « Restés chez eux, les juges, dit le décret déjà cité, devront s'occuper librement de leurs affaires privées, goûter le repos d'esprit et de corps et veiller à ce que les solliciteurs n'encombrent pas leur porte. » Ces mêmes juges ne doivent faire introduire en leur présence ni plaignant, ni défenseur, ni se mettre dans le cas de retourner au tribunal de Dar-ès-Chara dans la même journée. Trente huissiers et six notaires assistent à tour de rôle ce tribunal suprême qui se réunit le lundi de chaque semaine, et pendant les deux nuits de jeûne et de la rupture de jeûne que tout bon musulman pratique dès qu'une nouvelle lune montre à l'horizon son lumineux croissant. Il est, de plus, interdit aux Européens de pénétrer dans le palais de la justice tunisienne. Mais s'il est des accommodemens avec le ciel, il en est aussi avec les gardiens de l'enceinte sacrée, où même les adeptes ne pénètrent que

déchaussés. Un de nos compatriotes, l'auteur des *Débuts d'un protectorat*, favorisé par un personnage religieux, a pu assister à une des séances solennelles. « Très rapidement, a-t-il dit, pour chacun des rites, un cadi du juge interroge, dirige les débats, rend la sentence en consultant le plus souvent du regard les autres membres du tribunal où siègent un *bach-muphti* et des *muphtis*. Ceux-ci assistent impassibles à l'audience, couverts de voiles en cachemires brodés de soie, qu'ils disposent sur leur tête en forme d'énormes coupoles, — ensevelis sous de fins burnous superposés, tantôt blancs, tantôt bleutés, verdâtres, pourpres, couleur de citron, de pistache, d'orange et d'abricot; rarement l'un d'eux prend la parole à voix basse et brièvement; tous sont très âgés; — aucune passion ne peut se lire sur leurs visages et faire oublier qu'ils siègent dans un temple où la justice se rend au nom de Dieu. »

Les villes principales ont leur *charamaleki* ou juge d'un rang élevé, les tribus n'ont qu'un simple cadi; la compétence de l'un et de l'autre est sans limites : pénale, civile, et commerciale. Ce qu'il y a de plus extraordinaire dans la justice tunisienne, c'est que, l'arrêt rendu, les condamnés doivent se déclarer convaincus et contens du jugement. S'ils ne le montrent pas, on les met en prison en compagnie de l'avocat lorsque c'est ce dernier qui rend ses cliens réfractaires. Il en est de même pour les plaideurs qui, gagnant un procès, trouvent qu'ils ne l'ont pas assez gagné. Avec un tel système en France, nos prisons seraient trop étroites.

La *chara*, justice d'essence trop religieuse, n'étant plus suffisante dans un temps où, en dépit des traditions, le progrès s'infiltre un peu partout, on a créé une autre juridiction, l'*ouzara*, qui supplée à ce que la loi divine, comme celle de Moïse, a de trop barbare et de trop cruel. Le ministère public et l'accusation n'existent pas en Tunisie : c'est donc aux familles de l'homme volé ou assassiné qu'il appartient de dénoncer les coupables aux autorités et de les leur livrer. La *vendetta* tunisienne peut marcher de pair avec la *vendetta* corse. Ici comme dans le maquis, le désir de vengeance ne s'éteint que lorsque celui qui l'inspire est mort. Toutefois, plus on étudie le caractère et les mœurs des indigènes et plus il est permis de croire que, grâce à la fréquentation des Européens, les Tunisiens, doux par nature, deviendront de moins en moins sanguinaires et que la *vendetta* disparaîtra de leurs mœurs lorsque probablement elle se perpétuera encore dans l'île de Corse.

Depuis que nous sommes en Tunisie, la section des affaires pénales de l'ouzara a été divisée en deux bureaux. Le premier s'occupe des affaires criminelles, comme assassinat, homicide, vol avec effraction ou à main armée, viol, enlèvement, désertion. Le deuxième bureau s'occupe spécialement des affaires correction-

nelles, telles que coups et blessures n'entraînant pas la mort, escroquerie, vol, injures, vagabondage et autres délits. Par ce qui précède, on remarquera combien la loi civile est en voie d'empiéter largement sur l'ancienne loi religieuse. Ce n'est pas un changement sans gravité; et peut-être est-il dû à l'intégrité de nos tribunaux algériens et tunisiens, lesquels pourtant, au dire des Arabes, appliquent plutôt la justice des hommes que celle de Dieu.

IX. — DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE PAR LES EUROPÉENS. — HISTORIQUE DE L'AFFAIRE DE L'ENFIDA. — REPRISE DES TRAVAUX AGRICOLES PAR LES INDIGÈNES.

On se souvient peut-être qu'aussitôt après nous être installés officiellement en Tunisie, des individus se disant aptes à remplir des fonctions administratives s'offrirent au résident-général français, qui se hâta de les évincer. Une affluence aussi grande se produisit lorsque la question financière fut réglée et que la justice française fut entrée en fonctions. C'étaient encore des solliciteurs qui croyaient qu'on allait leur donner, comme autrefois en Algérie, des terrains gratuitement. On eut beaucoup de peine à leur démontrer que la Tunisie n'avait pas été conquise absolument par les armes, ce qui, sans doute, eût mieux valu pour eux et pour nous. Ceux de ces quémandeurs qui rentrèrent en France les mains vides accablèrent d'invectives le résident, le ministre des affaires étrangères dont il dépend, celui des colonies, y compris les attachés d'ambassade ayant aidé au développement de nos protectorats d'outre-mer. Heureusement qu'à côté de ces chercheurs de situations, en général ignorans des clauses autorisant notre présence armée en Tunisie, se trouvaient des colons sérieux, riches, et des compagnies d'exploitation d'une grande solidité. Avec une résolution dont il est impossible de ne pas admirer l'audace, on les vit se rendre acquéreurs d'immenses étendues de terres cultivables, et, comme on le verra plus loin, non sans quelque difficulté. Le petit colon, celui qui, n'ayant qu'un capital réduit, ne pouvait acheter qu'une mince parcelle de terrain, dut renoncer à devenir propriétaire, la grande culture ayant tout englobé. Son tour viendra, et dans des conditions plus favorables aujourd'hui, puisque, avec le nouveau régime douanier, le vin, l'huile et le blé pourront entrer dans un de nos ports sans consommer sa ruine. Lorsque la France ne sera plus une marâtre pour son dernier protégé, le colon modeste, qu'il faut bien se garder d'envoyer ici avant cette ère bénie, trouvera dans les biens *habous*, c'est-à-dire dans les biens légués par des musulmans charitables aux institutions de bienfaisance, ce qu'il lui fau-

dra. Il est vrai que, d'après l'article 500 du code civil tunisien, les propriétés *habous* ne peuvent être ni vendues, ni données, ni hypothéquées, les ayans droit ne jouissant que de l'usufruit; mais on peut louer ces propriétés à perpétuité, à *enzel,* selon le mot du pays, et, une fois qu'on en est locataire, personne ne peut annuler votre bail. Afin qu'un bien *habou* ne puisse disparaître ou ses revenus être détournés de leur but charitable, il fut créé, en 1874, une commission dite *Djemaia*, laquelle avait et a toujours pour mission d'exercer une surveillance sévère sur sa gestion. Afin de rendre cette surveillance efficace, la *Djemaia* tient continuellement ouverts trois registres : l'un pour l'inscription des propriétés *habous;* l'autre consignant les actes de la *Djemaia* et les avis émis par les personnes qui la composent; le troisième pour inscrire, chaque année, les règlemens des comptes présentés par les *oukis* ou les administrateurs des domaines. Ce qu'il y a d'admirable dans cette institution de l'*enzel,* créée en faveur de ceux qui ne sont pas propriétaires, c'est que, s'il vous plaît de transférer ou simplement de mettre en gage votre bail enzélite, vous pouvez le faire sans perdre votre droit de fermier. Souvent le propriétaire de l'un de ces baux veut bien louer sa ferme, mais sans donner sa signature. Des notaires, faute de cette formalité, s'étant refusés à passer l'acte de transfert, ce qui met le prenant en confusion, un décret du 7 juin 1880 a tranché cette difficulté d'une façon très simple : « Considérant, est-il dit, que le refus des notaires de dresser, sans le consentement du propriétaire, les actes relatifs au transfert des *enzels*, constitue un obstacle à la liberté des transactions, nous avons décrété ce qui suit : les notaires dresseront les actes relatifs au transfert des *enzels* sans s'assurer du consentement du propriétaire : ils seront tenus seulement de lui en donner avis. » On comprendra mieux l'intérêt qui se porte sur ces biens des œuvres pies lorsqu'on saura qu'ils occupent en étendue un cinquième du territoire de la régence. Il restera de plus aux petits colons, et dans un avenir plus ou moins rapproché, l'exploitation des biens beylicaux, biens immenses éparpillés dans le caïdat du Riah et les solitudes qui avoisinent Kairouan. Le jour où le bey consentira à les allotir, à en livrer l'exploitation à des mains autrement actives que celles qui les exploitent aujourd'hui, ces terres princières verront tripler leur rendement, et l'œil attristé ne cherchera plus vainement, aux alentours de la ville sainte, des traces de culture.

Les personnes qui, en Égypte, ont vu de quelle façon sont exploités les domaines des familles khédiviales par M. E. Bouteron, doivent souhaiter aux biens beylicaux un administrateur aussi zélé, aussi compétent que l'est, aux bords du Nil, notre compatriote.

Ce qu'il y a d'admirable, c'est la sécurité de possession dont jouissent tous les propriétaires d'un immeuble. Grâce à la loi de 1885, œuvre de M. Cambon, inspirée par le fameux *Act Torrens* d'Australie, un immeuble a son état civil comme un particulier, et nulle erreur n'est plus possible sur son identité. Y a-t-il quelquefois doute ou contestation? Un délai est accordé à la personne qui prétend avoir des droits sur un terrain. Le délai passé, aucune revendication ne peut plus être soulevée. La France peut envier à la Tunisie son grand livre terrien, avec ses détails de situation, de contenance, de contours et de charges. Mais ce qu'elle ne lui enviera certainement pas, ce sont ses droits énormes d'enregistrement. M. Leroy-Beaulieu cite tel domaine de 3,000 hectares, acheté 250,000 francs, sur lequel l'administration a fait verser comme simple acompte plus de 4,500 francs.

Cette énormité dans les frais d'acquisition n'empêcha pas que, deux ans après le traité avec la Tunisie, soit en 1883, des Français avaient acheté, — non compris l'énorme domaine de l'Enfida, — 1,000 hectares de terres; en 1884, 40,000 hectares; en 1885, 30,000 hectares: aujourd'hui, on a dépassé le chiffre de 400,000 hectares. Les propriétaires sont presque tous Français; d'après l'*Annuaire* de 1888, 175 de nos compatriotes seraient viticulteurs. On estime qu'il a été déjà dépensé plus de 50 millions de francs en perfectionnemens agricoles. Quels ont été les prix des terrains au début? Il est difficile d'établir une moyenne, puisque des ventes ont été faites au taux de 5 francs l'hectare; d'autres, et c'est la minorité, à 250 francs. Ce chiffre n'a jamais été dépassé, et s'il a été atteint, c'est parce qu'il englobait des bâtimens en pierre, une maison d'habitation, un chai, un cheptel, etc. Pour avoir une idée des capitaux déjà engagés, il suffira de savoir que le domaine de l'Enfida comprend à lui seul 80,000 hectares, si ce n'est plus; celui de la société franco-italienne, 60,000 hectares; puis viennent des domaines, considérés comme étendues ordinaires, de 12, 15 et 25,000 hectares.

La générosité des princes musulmans à l'égard de leurs favoris est célèbre; mais le règne de ces protégés fut aussi éphémère que la munificence de leurs bienfaiteurs avait été grande. Après avoir atteint au faîte des grandeurs, ils roulaient, comme jadis l'Aman d'*Esther*, au plus profond de l'abîme. Ceux des favoris tunisiens qui avaient des terres se hâtèrent de les vendre dès que notre protectorat fut établi, par crainte de se les voir un jour retirer. Un caprice du maître les leur donna, un autre caprice pouvait les leur ôter; en les vendant à des Français, un tel revirement de fortune n'était plus à craindre.

C'est ce que pensa probablement l'un d'eux, S. A. Khérédine-

Pacha, lorsqu'après avoir été premier ministre du bey de Tunis, il fut devenu grand-vizir du sultan de Constantinople. Sans idée de retour, attaché à l'un des premiers postes de la cour ottomane, il songea prudemment à réaliser les immeubles que le bey Ali, dans sa munificence, lui avait donnés. Ses compatriotes de Tunis, non moins prudemment, refusèrent ses propositions de vente. Ils craignaient une confiscation tout à fait probable, puisqu'il s'agissait des biens d'un ministre disgracié. Khérédine-Pacha, — très heureusement pour lui, — était très versé dans les lois et les usages musulmans; il avait eu soin que ses titres de propriété fussent en règle ; de plus, avant son départ, il avait placé ses biens sous la protection de la France, sachant que, sous une telle égide, ils seraient en sûreté. Une société marseillaise, au capital de 60 millions de francs, fit au grand-vizir des propositions qu'il jugea avantageuses puisque, par une lettre du 5 avril 1880, — avant le traité de Kasr-Saïd, — il s'engageait à lui céder tous les biens qu'il possédait en Tunisie. L'entourage du bey et les partis hostiles à la France ne l'entendirent pas ainsi. A la première nouvelle du contrat, une coalition fut formée contre les acheteurs français, et des intrigues sans nombre se tramèrent pour déjouer d'abord leurs espérances, ensuite pour jouer leurs personnes. A cet effet, une société italienne fut créée pour être substituée auprès du pacha à la société française; 500,000 francs furent offerts à M. Albert Rey, l'administrateur de celle-ci, s'il voulait la trahir; puis, ce qui était sérieux en pays musulman, un groupe, composé de membres du gouvernement beylical et de capitalistes italiens, se forma pour préparer, au sujet de l'Enfida, l'exercice de la *cheffaa* ou droit de préemption.

La *cheffaa* est, certes, une des dispositions les plus étonnantes de la jurisprudence musulmane, et il est heureux qu'elle ne sévisse qu'en pays barbaresques. Elle consiste, ainsi que l'explique M. H. Chevalier-Rufigny, dans un mémoire que j'ai sous les yeux et auquel j'emprunte l'historique de cette curieuse affaire, en ce que le propriétaire d'un immeuble *contigu à un immeuble vendu*, a la faculté de se substituer à l'acquéreur de cet immeuble et d'en devenir lui-même propriétaire, en remboursant, bien entendu, le prix exact de la vente. Comprend-on bien? Vous avez une maison que vous désirez vendre; si votre voisin la veut pour lui, la loi musulmane vous contraint à la lui livrer! Ce droit singulier s'explique, en Afrique, par la préoccupation de sauvegarder la propriété des tribus, et le plus rationnel est de la considérer comme une conception politique. Toutefois, la loi parut tellement excessive à quelques-uns qu'on découvrit deux moyens de s'en préserver. Et les moyens sont peut-être plus extraordinaires que la loi elle-même. Le premier consiste à exclure de la vente, au profit du

vendeur, une bande de terrain entourant toutes les limites de l'immeuble vendu. La contiguïté étant la seule raison d'exercer la *cheffaa*, le droit se trouve anéanti par cette réserve d'une bande de terrain qui vient s'interposer entre l'acquéreur et les propriétaires qui vous touchent. Faites un fossé grand comme la main et profond comme une ornière autour de votre maison, et vous pourrez la vendre à qui mieux vous conviendra. Peu importe la largeur de la bande. Les jurisconsultes hanéfites l'admettent de la largeur d'un pouce ; car, paraît-il, c'est une question de principe. Le second moyen, qui n'est pas moins surprenant, consiste à ajouter au prix indiqué une poignée de monnaie, prise au hasard et dont l'acheteur lui-même ne connaît pas l'importance, de sorte que celui qui veut faire la *cheffaa*, ignorant le *prix exact* de la vente, se trouve dans l'impossibilité d'en offrir le remboursement ; or, connaître ce prix exact est une des conditions essentielles pour exercer la *cheffaa*. Est-il moyens légaux plus invraisemblables? Lorsque la société française demanda au cadi la faculté d'user de ses droits, celui-ci s'y refusa, alléguant des motifs qu'il serait oiseux de reproduire.

Le premier ministre du bey, qui nous était hostile, avait ordonné au cadi de ne pas tenir compte de notre demande. Notre chargé d'affaires protesta aussitôt avec une grande énergie et déclara au ministre que, si le cadi persistait à ne pas instrumenter, les parties intéressées passeraient leurs actes de vente à la chancellerie du consulat de France, conformément à des usages antérieurs. Le ministre tunisien parut céder devant cette menace et donna l'autorisation aux notaires de passer les actes, ce qui n'empêcha pas Khérédine-Pacha de faire, par précaution, tracer autour de son domaine une bande de terre d'un mètre de largeur, afin que ses acquéreurs n'eussent plus que lui pour voisin. Cette mesure prudente n'arrêta pas la coalition : elle résolut, malgré tout, de se servir de la *cheffaa,* et voici ce qu'elle décida. Faire faire la *cheffaa* par un sujet anglais, afin d'intéresser l'Angleterre à cette affaire; profiter du trouble que cette intervention jetterait dans les esprits pour se placer, non-seulement au-dessus de la loi, mais encore de la procédure; puis entrer violemment en possession du domaine de l'Enfida. L'Anglais nécessaire à cette comédie fut un nommé Joseph Lévy, israélite, originaire de Gibraltar et sujet anglais : il n'avait ni la fortune, ni le crédit nécessaires pour exercer un droit quelconque sur une propriété aussi considérable que celle qui se trouvait en compétition.

Le 11 janvier 1881, à quatre heures du soir, les accords ayant été solennellement engagés devant les notaires entre vendeur et acheteurs, ceux-ci offrirent de payer les droits de mutation qui ne s'élevaient pas à moins de 200,000 francs. On refusa leur argent

en disant : « Revenez demain matin à dix heures ; on vous rendra réponse, s'il plaît à Dieu. » La coalition voulait, par ce retard, donner au sieur Lévy le temps de partir immédiatement pour devancer les Français à l'Enfida et s'y installer avant eux. La prise de possession par les acquéreurs n'en eut pas moins lieu le 14 janvier, conformément aux coutumes tunisiennes, c'est-à-dire en présence d'un notaire qu'ils avaient emmené avec eux et du chancelier du consulat de France. Les mandataires du vendeur et ceux des acquéreurs mirent pied à terre à la limite du domaine, échangèrent solennellement les paroles sacramentelles et rappelèrent expressément la réserve de la bande de terrain qui avait été faite. Ils se rendirent ensuite à la maison d'habitation distante d'environ 25 kilomètres de la limite par laquelle ils étaient entrés, et y renouvelèrent la solennité de la mise en possession. On croyait tout terminé, lorsque, à Tunis, on apprit avec stupeur que le sieur Lévy faisait faire des labours à l'Enfida, et y avait amené des bestiaux. Les populations du domaine avaient été même excitées contre les Français par le cheik ul-Islam lui-même ! C'était forcer l'Angleterre à intervenir en faveur de l'un de ses protégés, et l'habileté de cette manœuvre n'eût pas été sans danger si, grâce à la fermeté du gouvernement français, à la sagesse de la Grande-Bretagne, aux protestations de l'opinion publique, le bon droit n'eût triomphé.

Je ne puis passer sous silence que ce bon droit, quelque parfait qu'il fût, s'appuya sur 40,000 hommes de troupes françaises et quelques coups de fusil tirés à propos. Ce sont des argumens dont il ne faut pas abuser, mais qu'il est bon de mettre avec promptitude en avant quand un adversaire agit vis-à-vis de vous contrairement à la justice et aux lois de l'honneur.

L'élan était donné. La colonisation française, assurée d'être protégée par nos soldats, s'étendit avec une rapidité surprenante. Elle se déploya dans les terrains voisins de la capitale, à Mornag, à la Marsa, à la Soukra, à Négrine ; de là, on la vit s'étendre de la montagne de Plomb, où se passe une des scènes les plus tragiques de *Salammbô*, aux rives de la Medjerda. S'enhardissant, elle gagna les plaines du Fas, de Soliman, et s'arrondit autour du Zaghouan, ce pic bleuâtre qui domine tout le Sahel et dont les eaux cristallines alimentèrent Carthage et alimentent encore de nos jours la ville de Tunis. La presqu'île du Cap-Bon et le Djendouba reçurent aussi des colons. Il n'est guère de localités, dans le nord africain, où l'activité européenne ne se soit déployée, mais combien de terrain sans culture ne reste-t-il pas où elle pourrait s'exercer ! De la Zeugitane et de la Byzacène, ces deux provinces romaines si fécondes jadis, et qui sont devenues la Tunisie moderne, les Arabes,

jusqu'à ces derniers temps, ont fait un désert où ne croissent plus que des maigres lentisques et d'inutiles jujubiers. Est-ce l'exemple de notre activité qui éveille chez les cultivateurs tunisiens, sédentaires ou nomades, un noble esprit d'émulation? M. Charles, chef de service de l'agriculture et de l'élevage de la régence, a exposé dans son rapport annuel les progrès considérables accomplis par les indigènes depuis l'établissement du protectorat. Plus de 1,200,000 hectares ont été ensemencés cette année par les indigènes en céréales, blé dur, orge, fèves.

A la fin de son rapport, le chef de service de l'agriculture fait remarquer avec justesse que l'économie agricole de la Tunisie se déduit des chiffres sur lesquels s'appuient son travail et ses observations. D'après lui, ce pays n'a exporté que ses produits agricoles et ses animaux, sans devenir un seul moment pays de travail pour la production étrangère. Le tableau qu'il nous donne des exportations n'est donc que le résultat exact, fidèle, des récoltes et des richesses animales de la régence.

Ces données intéressantes dissipent la crainte de voir les productions du sol italien entrer en Tunisie pour en sortir comme produits tunisiens et pénétrer frauduleusement en France avec des droits réduits.

Pour se rendre un compte exact de l'état actuel de l'agriculture dans la régence, il suffit de parcourir les environs de la capitale, ou bien encore de se rendre à l'Enfida, de l'Enfida à Kairouan, de Kairouan à Sousse et de Sousse au point de départ, Tunis. Rien de plus aisé ; aucun danger, et si le lecteur veut faire ce voyage en lisant ce qui suit, je m'efforcerai de le lui rendre le plus instructif possible. En lui montrant ce qu'était ce pays avant notre arrivée et ce qu'il est aujourd'hui, le voyageur aura une idée de ce qui a été fait et de ce qui reste à faire.

X. — DE TUNIS A L'ENFIDA.

Un landau à quatre chevaux suffit pour mener à bonne fin vos courses dans la régence. Le véhicule remontera à des temps préhistoriques, n'en ayez cure ni souci : il sera presque toujours confortable. Ce qui importe, c'est que votre cocher sache quelques mots de français et connaisse son chemin. S'il ne sait ni votre langue ni sa route, vous serez exposé à errer toute une nuit sous un ciel étoilé. Pareille mésaventure m'est arrivée ainsi qu'à quelques amis, un jour de vendredi saint. C'est à l'aboiement d'un chien, gardien vigilant d'un gourbi, que nous devons de n'avoir pas fait vigile et un jeûne forcé.

Deux routes, — il serait plus exact de dire deux pistes pour la

plus grande étendue du parcours, — conduisent de Tunis à l'Enfida. L'une suit la vallée de Mornag, passe au pied de la montagne du Plomb, traverse la petite ville de Zaghouan, toute pleine d'ombre, se continue dans une forêt de thuyas pour déboucher dans les plates étendues dont l'Enfidaville est le centre. L'autre voie, celle que j'ai suivie, passe par Hamman-lyf où les Romains, ces païens, qui avaient pour leur corps un soin que les chrétiens, faits à l'image de Dieu, n'ont pas pour le leur, ont laissé des vestiges de thermes autrefois célèbres.

Au Bordj Cedria commence le domaine, où M. P. Potin a planté des vignes sur une étendue de 400 hectares. C'est merveille d'en voir les droites et vertes avenues sans que les yeux puissent en découvrir les limites. Pas une herbe folle, pas un caillou, mais pas un arbre aussi n'en change la monotone régularité. Quel aspect le lieu de ce magnifique vignoble offrait-il il y a bien peu d'années? Celui de la stérilité absolue, de plaines où des maigres troupeaux de chèvres et de moutons broutaient une herbe plus maigre qu'eux. Comme en Algérie actuellement, c'est vers la viticulture que s'est porté l'effort principal des colons, et cela s'est fait avec une superbe indifférence du rôle qu'un jour pourrait y jouer le phylloxera; ils l'ont fait sans s'inquiéter si, faute de moyens de transport, leur spéculation était bonne.

M. Gastine qui, en 1886, fut envoyé en Tunisie pour étudier, en qualité de délégué du ministre de l'agriculture, les moyens les plus propres à prévenir l'invasion du terrible insecte, constata que l'étendue du vignoble tunisien était déjà à son arrivée de 2,140 hectares (1); 1,300 entraient dans leur première année de plantation, 550 dans la deuxième; 250 dans la troisième; et 40 hectares seulement atteignaient l'âge de quatre ans. Il divisait le vignoble tunisien en six groupes principaux : 1° le groupe de Mornag dans les terres argileuses, profondes et fertiles, mêlées de tufs calcaires, de grès quartzeux et ferrugineux et de sables qui constituent le bassin de l'Oued-Miliana; il comprenait 450 hectares, répartis en huit ou neuf domaines, qui se faisaient remarquer par leur uniformité, la vigueur de pousse et une grande abondance de fructification dans des vignes de deux ans; 2° le groupe du Cap-Bon dans la plaine de Soliman, où 200 hectares, répartis entre six propriétés, étaient plantés dans des argiles plus ou moins consistantes, suivant l'abondance du mélange avec le sable et dans les sables pris sur le littoral; 3° le groupe des environs de Tunis réparti entre la Manouba, l'Ariana, la Soukra, la Marsa, etc. (2); 4° le groupe de la Medjerda, com-

(1) En 1890, 5,200 hectares.

(2) Au sujet de ce troisième groupe, qui comprend les quelques vignobles que l'on

prenant les vignobles d'Utique, de Sidi-Tabut, de Djeideida, Chouiggni, Bordj-Toum, Oued-Zarga et Souk-el-Khemir; 5° le groupe de Zaghouan dans une plaine argileuse, couverte de lentisques où de profonds défoncemens sont nécessaires; 6° enfin le groupe de l'Enfida, planté dans des argiles souples, parfois sablonneuses, et dans des terres ferrugineuses et siliceuses, et possédant déjà un vaste cellier, le premier établissement de ce genre qui ait été construit en Tunisie.

L'avenir viticole de la régence prend une telle importance qu'on ne peut lire sans intérêt les conclusions lumineuses du rapport de l'éminent agronome : « Il se dégage un double fait de mes travaux : d'abord, l'extrême abondance des terres propres à la culture des vignes dans les meilleures conditions d'économie. Partout la charrue peut être employée, tant pour la préparation des terres, le défonçage, que pour la culture proprement dite. Les terres en coteaux offrent des pentes douces, développées dans de longues vallées larges et ouvertes; elles équivalent, comme facilité de travail, aux terres de plaine. C'est donc à bon droit que l'on a dit que la Tunisie offrait un milieu presque partout favorable à la création des vignobles. Jusqu'ici la colonisation s'est portée sur les sols défrichés, qui permettaient à moins de frais l'établissement des plantations; mais dans les parties boisées de lentisques ou parsemées de jujubiers sauvages, que de belles positions à prendre au prix d'un surcroît d'efforts! Or le défrichement de ces dernières terres est infiniment moins coûteux que celui de bien des coteaux péniblement mis en valeur en Algérie. Le lentisque et même le jujubier sont, d'autre part, des obstacles faibles, si on les compare au palmier nain des terres si fertiles de l'Oranais. En second lieu, l'entrain admirable des colons qui ont apporté dans ce pays leur énergie et leurs capitaux. Ce n'est pas en Tunisie que l'on pourrait trouver des argumens pour démontrer notre inaptitude à la colonisation, thèse soutenue avec une

cultive tout auprès de ce qui fut Carthage, ce passage du deuxième livre des *Lois* de Platon (*loc. cit.*, p. 63) est intéressant à reproduire : « Je préférerais à ce qui se pratique en Crète et à Lacédémone la loi établie chez les Carthaginois, qui interdit le vin à tous ceux qui portent les armes et les oblige à ne boire que de l'eau pendant tout le temps de la guerre; qui, dans l'enceinte des murs, enjoint la même chose aux esclaves de l'un et de l'autre sexe, aux magistrats pendant qu'ils sont en charge, aux pilotes et aux juges dans l'exercice de leurs fonctions, et à tous ceux qui doivent assister à une assemblée pour y délibérer sur quelque objet important; faisant en outre la même défense à tous d'en boire pendant le jour, si ce n'est à raison de maladie, ou pour réparer leurs forces, et, pendant la nuit, lorsqu'ils ont dessein de faire des enfans. Sur ce pied-là, il faudrait très peu de vignobles à une cité, quelque grande qu'on la suppose, et, dans la distribution des terres pour la culture, la plus petite portion serait celle destinée aux vignes. »

inconsciente ironie par les Français eux-mêmes, mais que les étrangers, plus clairvoyans, n'acceptent pas encore. Or elle est toute française, cette activité colonisatrice, car, parmi les propriétaires qui ont quelque importance, on chercherait vainement des acquéreurs étrangers. Ce n'est pas seulement dans le domaine agricole qu'elle se montre, elle apparaît aussi dans les puissantes entreprises industrielles qui se rattachent aux produits de la région, céréales et fruits. Là encore elle appartient exclusivement à nos nationaux, mais il incombe à d'autres que nous de faire ressortir le mérite de cette situation.

« La viticulture est certainement le but principal de tous les efforts des colons ; c'est dans la création des vignobles qu'ils ont concentré leurs moyens d'action, malgré les capitaux considérables que de pareilles entreprises immobilisent. Il faut reconnaître que cet apport de capitaux est le fait caractéristique de la colonisation en Tunisie et la cause primordiale de son succès rapide. C'est à un mouvement semblable que l'Algérie doit, depuis quelque temps, son remarquable essor ; mais combien différens ont été les débuts, lorsqu'on pensait pouvoir opérer administrativement le peuplement de notre colonie en donnant des concessions de terrain à des colons le plus souvent ignorans et sans moyens d'action! Bien peu ont survécu à ces temps difficiles, et si la sélection a produit de ce fait un noyau de population dont on admire aujourd'hui l'énergie et la volonté, il faut avouer qu'en fin de compte, les entreprises de l'origine offraient trop de difficultés pour être renouvelées incessamment. Ce n'est qu'au moment où les capitaux ont commencé à croire au succès que l'essor colonial s'est développé par l'appui indispensable qu'ils ont fourni. La Tunisie a profité dans ces derniers temps, plus encore que l'Algérie, de cette confiance désormais établie. On ne saurait trop attirer l'attention de l'épargne, si souvent déçue en France par des songes financiers, sur l'avenir agricole de notre colonie d'Afrique et de son annexe naturelle, la Tunisie. »

Remettons-nous en route.

Après les vignobles si bien entretenus de M. P. Potin, voici d'autres domaines : ce sont ceux de Sultana et de Gorombalia, où 80,000 oliviers, cultivés comme les plantes délicates d'une serre, déploient leur pâle feuillage. Dans le Sahel, aux environs de Sousse, nous trouverons encore des plantations d'oliviers bien plus importantes. En voyant en effet les colons porter leur principal effort sur la culture de la vigne, il ne faudrait pas supposer que le sol tunisien ne convînt qu'à cette plante. Ce serait une grande erreur que de le croire, tout en reconnaissant que l'indolence des indigènes y pourrait donner lieu. Le pays qui nous occupe en ce moment

au point de vue de la colonisation, peut en effet se diviser en cinq régions : la première, celle qui comprend le littoral nord de la Tunisie et le Cap-Bon, est propice aux oliviers, vignes, orangers, citronniers, mandariniers et grenadiers; la deuxième comprend les vallées de la Medjerda, de l'Oued-Miliana et de l'Enfida. Nous y cultivons le raisin, et les Arabes les céréales. La troisième région, appelée le Sahel, est la terre des oliviers par excellence. Au centre et au nord de la Tunisie se trouvent des massifs montagneux formant une quatrième région où l'indigène ne s'occupe que de l'élevage. Enfin la cinquième région, qui est au sud, est le pays des dattes.

A Gorombalia, une bourgade, première station, où les chevaux s'abreuvent longuement; on peut y déjeuner dans une pièce voûtée, fraîche, mais non sans quelque étonnement d'y être servi par la fille de l'hôte, une belle et jeune personne, au type arlésien, au teint pâle et mat et aux grands yeux noirs attristés. Est-ce de nostalgie?

A quelques kilomètres de Gorombalia se trouve le fondouk de Bir-Affeid. En août 1881, 1,200 soldats français y furent attaqués par 6,000 indigènes et des troupes beylicales; les nôtres durent forcément se replier sur Hamman-lyf, ayant 40 des leurs tués ou blessés. Un marabout qui, du haut d'un minaret, excitait contre nous les indigènes du geste et de la voix, fut abattu par un coup de feu. Presque au même moment, un de nos officiers tomba mort; il fut enterré sur place.

La route qui, jusque-là, a été bonne, devient, en pénétrant dans la région appelée le Khangol, difficile et sablonneuse. La piste, — un défilé, — est en outre obstruée par des thuyas, de grands lentisques, des lauriers-roses, des romarins et des chênes kermès. Il faut choisir la saison des beaux jours, en avril et mai, lorsqu'on veut parcourir la Tunisie en amateur; le soleil, il est vrai, est ardent; votre visage est brûlé, vos mains pèlent, mais qu'importe! Une si belle lumière vous enveloppe, un ciel si bleu est sur votre tête, et la mer, que l'on aperçoit souvent par échappées, est d'un azur si merveilleux, que l'idée de se plaindre d'un mauvais gîte ou d'un dîner sommaire ne vient pas à l'esprit. Il vous arrivera sûrement de vous apitoyer sur les chevaux, enfoncés dans le sable jusqu'aux genoux, et plus d'une fois, par pitié pour eux, vous descendrez de votre landau afin de les alléger. Je sais même des touristes qui, sous un soleil de feu, enfoncés eux-mêmes dans ce sable brûlant, n'ont pas hésité à pousser à la roue! Pauvres petits chevaux tunisiens, on finit par les prendre en amitié, tellement ils vous tirent à plein collier des fondrières et des lits de torrent où le cocher les pousse.

Au débouché de la piste, un amoncellement gracieux de maisons blanches apparaît à votre gauche; elles sont étagées comme au bord d'un lac immense sur lequel glisseraient, ainsi que des alcyons, quelques barques aux voiles latines. C'est le petit port d'Hammamet. Assez loin de là, on fait halte devant une propriété dont la porte d'entrée, soigneusement fermée, et les cactus qui la bordent, n'ont rien d'hospitalier. En face est le caravansérail de Bir-Loubit. Il s'y trouve un large puits où bêtes et gens s'abreuvent avec délices. Oh! combien l'eau, dans ces pays de soleil, vous semble rafraîchissante! Sur les bancs de pierre qui bordent cette hôtellerie aux arceaux sombres, ouverte à tout venant, sont accroupis des Arabes qui dorment, fument, prient, tout en vous regardant avec une suprême indifférence. L'expression de leurs yeux n'a rien d'hostile, et si, possédant leur langue, il vous plaisait de leur parler, ce serait avec déférence qu'ils vous répondraient. Aurait-on, en Algérie, cette politesse? Certes, non.

Barrah! s'écrie d'un ton guttural le cocher, et l'on continue sa route dans la direction du sud. La piste devient de moins en moins perceptible; parfois elle l'est si peu, il y a un tel entrecroisement de sentiers, légèrement battus, qu'une nuit j'ai vu mon cocher cherchant à s'y reconnaître au moyen d'une allumette-bougie. Les boutades des touristes s'expliquent par ce seul fait. Vous trottez ensuite pendant de longues heures au centre de plaines couvertes de fleurs : fleurs jaunes, écarlates, mauves ou blanches, il semble impossible qu'elles aient pu se multiplier à un tel degré avec l'aide seule des oiseaux émigrans ou du pollen que les vents épandent au loin. Quoi qu'il en soit, c'est le plus merveilleux des jardins. Des naturalistes ne demandent-ils pas vers quelles régions mystérieuses et ensoleillées volent les alouettes à la fin de nos hivers? Ici, peut-être. On en voit par milliers qui, à votre approche, souvent sous vos pieds, s'élèvent dans les airs, planent à perte de vue, puis s'abattent à deux pas de vous dans une touffe d'herbes où elles disparaissent en gazouillant.

A côté de cette nature fleurie et chantante se rencontrent d'innombrables vestiges du passé : ruines de cités romaines, décombres de citernes, d'aqueducs, de colonnes brisées, de pans de murs maintenus debout par un miracle d'équilibre. C'est à supposer qu'aux époques romaine et byzantine les rives du golfe d'Hammamet étaient, comme celles de l'antique Parthénope et de Baïa, bordées de villas et de villes. Qu'on se figure le littoral de la Méditerranée, de Cannes à San-Remo, sans arbre, sans maison, où, sur un sol recouvert de lentisques et de blanches bruyères, seraient couchés les débris de somptueuses villas, et l'on aura

une idée de la métamorphose subie par la Byzacène des Romains sous la domination arabe. Et que de richesses archéologiques éparses dans ces campagnes désertes! On les heurte partout du pied, jusque sur les hauteurs qui, à l'ouest, dominent la plaine.

Il est un monument au pied duquel vous passerez et qui vous rappellera, à s'y méprendre, le monument élevé à Caecilia Metella, ce tombeau d'un si bel effet sur la voie Appienne. On l'appelle le Château de feu. Au xve siècle, et même au xvie, les Arabes en avaient fait un phare. Oh! les Arabes, avec leurs marteaux de démolition et leurs troupeaux rongeurs, qu'ont-ils fait de ce pays autrefois tellement peuplé, tellement fertile, qu'un historien romain rapporte que l'on pouvait aller d'Hadrumète, la Sousse actuelle, à Carthage, à l'ombre de jardins! Cette voie ombragée traversait, paraît-il, dans toute sa longueur, les terres de l'Enfida. Voici, d'après un témoin oculaire, dans quel état misérable était ce domaine lorsque, en 1882, la Société franco-africaine, qui en était propriétaire, commença ses travaux : « D'immenses plaines incultes, des montagnes couvertes d'une végétation rabougrie, des thuyas écimés, dévorés par les chèvres, d'énormes buissons de lentisques d'un vert sombre, d'oliviers non greffés, de grandes étendues cachées sous les épines des jujubiers sauvages, çà et là quelques beaux caroubiers, de grands jardins de cactus; autour de ces jardins, quelques tentes arabes, de rares caravanes venant du sud et cheminant pas à pas. Tel était l'aspect de l'Enfida en 1882. » A quoi il faut ajouter, pour compléter ce triste tableau, un pays déboisé, des sources obstruées, des jardins disparus, des eaux mal dirigées changeant de lit chaque année, des canaux rompus ou ensablés, des terres mal cultivées et sans aucun assolement, des engins de travail grossiers, les puits eux-mêmes bouchés, une population agricole misérable et s'élevant à peine à quelques milliers d'âmes.

Actuellement, c'est-à-dire depuis 1886, 300 hectares de l'Enfida ont été plantés de vignes. J'ai bu, sur place, du produit de ces vignes, j'en ai bu transporté en Europe, et si, comme qualité et goût, les vins rouges et blancs laissent peu de chose à désirer, il n'en est que plus fâcheux que les frais de transport, et surtout les droits de douane, dont ils étaient frappés à Marseille, en aient longtemps rendu l'acquisition coûteuse. Cela ne pouvait durer; il était impossible qu'après avoir adopté la Tunisie, la France en traitât les produits comme s'ils venaient d'une terre étrangère quelconque. A la faute de ne pas s'être annexé la Tunisie, lorsqu'il était facile de le faire, on ajoutait celle de causer la ruine des colons qui étaient venus y porter leurs capitaux.

La société franco-africaine, propriétaire de l'Enfida, ne pouvait avoir la prétention de diriger seule un domaine si étendu. Après avoir transformé l'ancien bourg Dar-el-Bey en Enfidaville, fait d'un vieux bordj une maison spacieuse où les visiteurs reçoivent la plus écossaise des hospitalités, construit une école, une chapelle, un bureau de poste, elle songea, par tous les moyens possibles, à appeler une population indigène ou européenne à l'Enfida, à allotir les terres, à créer des prairies, irriguer, et à conserver les bois existans. On est heureux de pouvoir dire que le lotissement, l'irrigation, la reconstitution progressive des forêts et l'établissement d'un superbe vignoble ont été menés à bonne fin par la société. Mais, chose plus extraordinaire, on y voit des arbres, oui, de vrais arbres. « Quel étonnement ! » s'est écrié M. de Maupassant, lorsqu'après une longue journée passée sous la pluie, il vit ceux de l'Enfida. « Ils sont déjà hauts, ajoute-t-il, bien que plantés seulement depuis quatre ans, et témoignent de l'étonnante richesse de cette terre et des résultats que peut donner une culture raisonnée et sérieuse. Puis, au milieu de ces arbres, apparaissent de grands bâtimens sur lesquels flotte le drapeau français, c'est l'habitation du régisseur-général et l'œuf de la ville future. Un village s'est déjà formé autour de ces constructions importantes, et un marché y a lieu tous les lundis, où se font de très grosses affaires. Les Arabes y viennent en foule de points très éloignés. Rien n'est plus intéressant que l'étude de l'organisation de cet immense domaine, où les intérêts des indigènes ont été sauvegardés avec autant de soin que ceux des Européens, c'est là un modèle de gouvernement agraire pour ces pays mêlés où des mœurs essentiellement opposées et diverses appellent des institutions très délicatement prévoyantes. (1) »

Les propriétaires de l'Enfida auront-ils la gloire de faire renaître la prospérité légendaire de cette contrée privilégiée? M. de Lanessan le croit et, comme M. de Maupassant, il dit aussi : « En agissant comme ils le font, les propriétaires de l'Enfida ne peuvent manquer d'aboutir à ce double résultat : amélioration du sort de l'indigène et fixation du nomade au sol; accroissement des revenus annuels et de la valeur marchande du domaine... Ils collaborent ainsi dans une puissante mesure au rapprochement des colons français et des indigènes, pour le plus grand profit matériel des premiers et l'avantage moral des seconds... Ils se préoccupent non-seulement des ouvriers indigènes, mais encore des colons leurs compatriotes... Bientôt un village, puis une petite ville, se dresseront dans un lieu où rien ne troublait, il y a quelques années seulement, la solitude du désert. »

(1) Voyez la *Revue* du 1er février 1889.

XI. — DE L'ENFIDA A KAIROUAN. — LE LAC TRITON. — KAIROUAN.

En quittant Enfidaville pour se diriger vers le sud, l'on entre de nouveau dans un désert sans arbres, dans des plaines sans culture, et toujours en suivant des pistes sans direction fixe et sans limite marquée. Une chèvre chemine dans une terre; peu après, une vache passe où la chèvre a passé; puis un voyageur à cheval. Voilà désormais une route ouverte. Mais la chèvre, animal capricieux, a fait des crochets; ces crochets ont été religieusement suivis par la vache et le voyageur. Mille Arabes qui viendront après en feront de même.

A travers les nuages de poussière qui vous enveloppent et le miroitement d'une atmosphère enflammée, des mirages étranges se reproduisent sans cesse, pour toujours s'évanouir. Après le lac de plomb fondu sur lequel il vous semble voir passer des barques aux voiles latines, apparaissent de grands fleuves, puis des villes blanches avec leurs minarets pointus, des forêts, et jusqu'à des troupes de cavaliers aux formes fantastiques, glissant comme des ombres entre ciel et terre. Non loin des berges d'un puits de construction romaine et aux eaux abondantes, ce genre de mirage devient une réalité. Là, vous rencontrez en effet de nombreuses caravanes venant du sud; elles y abreuvent leurs chameaux chargés des dattes du Djérid, leurs petits ânes ployant sous le poids de lourds couffins remplis de produits presque sans valeur. Le chef de la caravane est presque toujours à cheval, portant le fusil en bandoulière, ce qui étonne assez si l'on vient d'Algérie. Les femmes, selon l'usage, suivent à pied, rieuses, parlant à haute voix, traînant à la main ou portant sur le dos leur jeune famille. L'arrêt que l'on fait au puits romain n'est pas sans charme, car la vue d'une eau fraîche va devenir désormais une vraie jouissance, et le spectacle de tout ce monde, gens et bêtes, s'abreuvant, produit en vous comme une impression de bien-être.

Barrah! crie toujours le cocher de sa voix rauque, et vous entrez dans ce désert affreux, cette morne solitude qui pendant de longues lieues précédera votre entrée dans Kairouan. La vue d'un arbuste solitaire vous jette dans le ravissement; il n'est pas jusqu'à la rencontre d'un tombeau de marabout, blanche kouba à coupole immaculée, qui ne vous cause un vif plaisir. L'horizon se resserre et l'on arrive au défilé des Souatirs.

A droite et à gauche de l'étroite et sauvage piste que vous suivez, se déroule une bordure de roches rouges, calcinées par le soleil, émergeant du sol avec une régularité bien faite pour surprendre. Elles sont inclinées dans la direction de Kairouan comme

pour justifier ce qu'en dit la légende. Il n'y avait ni carrières de pierre, ni cours d'eau là où le conquérant arabe, Okbar, voulut comme Louis XIV édifier une ville dans un désert. Tout à coup, à sa prière, les roches du défilé se dirigèrent debout et en rangs pressés vers le lieu désigné par l'obstiné soldat. Et l'eau? Ce fut une gazelle qui, en grattant la terre de son pied mignon, fit découvrir la seule source d'eau douce qu'on y voit aujourd'hui, et qui porte le nom de *Puits du Chameau*. C'est, en effet, un de ces patiens animaux, installé au premier étage d'une maison arabe, qui, en mettant en mouvement un manège avec chaînes à godets, fournit l'eau douce à la ville. « Quelquefois, raconte M. de Campou, le chameau s'arrête, reste à la fenêtre en contemplation, et les cuisinières du lieu attendent patiemment, pour remplir leurs cruches, que l'animal ait terminé sa méditation. »

Les rochers du défilé des Souatirs auront peut-être aussi fourni des dalles, des pierres aux dolmens qui, répartis sur une étendue de 250 hectares, séparés les uns des autres par des intervalles de 10 à 50 mètres, ne sont pas une des moindres curiosités de la Tunisie. La forme est pour tous la même : une large dalle posée horizontalement sur trois autres dalles verticales. C'est une sorte de coffret ne mesurant pas plus de $1^{m},50$ de longueur sur 1 mètre de large et 1 mètre de hauteur. Ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est d'y trouver des pierres affectant des formes géométriques, disposées avec une grande régularité tout autour des tombeaux, et servant d'enceintes circulaires à deux, quatre ou six dolmens. Ce sont les docteurs Rebatel et Tirant qui, les premiers, les signalèrent au monde archéologique. Un autre docteur, M. Rouire, m'a dit y avoir pratiqué des fouilles et trouvé des ossemens et des débris de poteries. On sait peut-être qu'au Maroc et en Algérie se rencontrent de pareilles agglomérations de monumens mégalithiques. Quelle en est l'origine? Des savans y voient la route suivie jadis par les caravanes qui, des hauts plateaux de l'Asie, descendirent en Europe par la Phénicie, l'Égypte, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et l'Espagne. D'autres y voient les tombeaux des Germains qui vinrent, à des époques que l'on ne peut fixer, coloniser dans ces régions ; il est en Tunisie une race d'hommes blancs, qui peuvent bien leur devoir leur origine.

Non loin de cette nécropole où jamais ne s'entend un chant d'oiseau, où ne fleurit qu'un pâle lichen et dont la voix humaine ne trouble jamais la solitude, s'étend le plus grand réservoir d'eau douce du nord de l'Afrique. C'est le lac Kelbiah, ne mesurant pas moins de 13,000 hectares, et sur lequel des savans comme MM. Tissot, Roudaire, Rouire et bien d'autres, ont longtemps discuté sans pouvoir s'entendre.

Il s'agissait, en effet, de décider, entre eux, si le lac Kelbiah était situé dans le bassin du Triton, ce pays classique de la mythologie grecque, ou si cette mystérieuse région n'était pas plutôt au chott d'El-Djerid. Et, en effet, quel intérêt n'y avait-il pas à connaître au point de vue de la civilisation hellénique, où était le berceau de ces légendes, de ces êtres fabuleux qui se formèrent dès que des rapports suivis s'établirent entre les peuples de l'Hellade et ceux du nord de l'Afrique? D'après Diodore de Sicile, Hérodote, Pindare et autres écrivains, n'était-ce pas à Nysa, non loin du lac Triton, que naquirent Bacchus et Neptune-Poseidon? Et sur le lac Triton même, une Minerve appelée Tritogène, du lieu de sa naissance, ne vit-elle pas le jour? Persée y tuait la Méduse et mettait Andromède en liberté; Hercule y terrassait Antée et délivrait le pays des Amazones qui s'y trouvaient. Cadmus, mieux avisé, y cacha ses amours. Un contemporain d'Orphée, Thymæthès, vint à Nysa. Enfin, s'il faut en croire poètes et historiens de l'antiquité, c'est au lac Triton que Jason conduisit son fameux navire *Argo;* et c'est de là encore qu'il s'embarqua pour revenir avec ses compagnons à son point de départ.

M. le docteur Rouire, dans un travail très intéressant que j'ai sous les yeux (1), affirme, avec preuves à l'appui et un grand luxe de cartes, que le lac Kelbiah n'était autre que le mythologique lac Triton. M. Tissot qui, pendant vingt ans, s'est occupé de cette question, M. Tissot, qui a fait plusieurs voyages aux oasis de Gabès, donne les conclusions qu'on va lire, contraires à celles du docteur Rouire (2) : 1° le lac Tritonide d'Hérodote et de Mela est certainement le chott El-Djerid; 2° le cours inférieur du fleuve Triton, de Ptolémée, paraît être l'Oued-Gabès; 3° les trois lacs formés par le fleuve sont les trois bassins du chott El-Djerid, du chott El-Gharsa, du chott Melghigh; 4° le grand fleuve Triton d'Hérodote est vraisemblablement l'Igharghar et le cours supérieur du Triton de Ptolémée est certainement l'Oued-Djedi; 5° l'île de Phla est sans doute l'île des Palmiers de Pharaon.

D'après les études qu'en ont faites dernièrement M. Ludovic de Campou et le capitaine de Sailly, et au dire des indigènes, voici ce qu'il est permis de supposer sur le régime actuel du lac et son importance : « Entre le bassin nord de Medjerda et le bassin sud des chotts, se trouve le bassin du lac Kelbiah, alimenté par l'Oued-Lattaf. Aux mois de février et mars, si les pluies sont abondantes, l'Oued-Lattaf, qui prend sa source près de Tabessa, sous le nom

(1) L'*Ancien lac Triton*; Challamel aîné, 1887.

(2) *Exploration scientifique de la Tunisie*, par M. Charles Tissot, 1884.

d'Oued-el-Hattab, jette dans le Kelbiah ses eaux abondantes et limoneuses. Torrentiel dans la montagne, quand il arrive dans la plaine de Kairouan, à pente faible, le Lattaf élargit son lit; arrêté par le plateau des Indi-Bou-Scella, il le contourne, entre dans le Kelbiah, alluvionne les bords sud du lac à une grande distance et fait monter le niveau des eaux ordinairement compris entre 17 et 19 mètres au-dessus de la mer. Si les pluies continuent, si le niveau du lac arrive à la cote 20, le lac déborde et jette dans le Menfès le surplus de ses eaux. Le Menfès, qui coule dans une vallée étroite à grande pente, va lui-même, après un parcours de quatre lieues environ, déboucher dans le lac Halk el-Mendjel, isolé de la mer par le cordon du littoral. A ce moment, les Arabes et les Maltais remontent en barque depuis la mer jusqu'au Kelbiah pour la pêche des poissons à huile qui s'y trouvent en abondance... A l'époque romaine, suivant toute apparence, le lac Kelbiah, dont la contenance actuelle est encore de 300 millions de mètres cubes d'eau, devait être en communication constante avec la mer qui formait, à cet endroit, un golfe profond. Peu à peu, par suite de l'irrégularité des cours d'eau, du déboisement qui a accru les eaux d'hiver de l'Oued-Lattaf aux dépens des eaux d'été et augmenté les dépôts de limon, il a dû se former au seuil du Menfès, dans le goulot étroit qui séparait le lac du golfe proprement dit, un barrage provisoire où se sont déposés en grande quantité les limons amenés par les remous. Pour la première fois le lac a été isolé; l'année suivante, le barrage a dû être rompu, les eaux se sont créé un passage et ont élevé le niveau du Menfès; après plusieurs siècles, après de nombreuses inondations, la vallée du Menfès a été constituée, le fond du lac élevé, et le régime actuel du Kelbiah établi. »

Pourra-t-on jamais utiliser cette immense quantité d'eau douce? Oui, si jamais la Tunisie devient un jour aussi peuplée que la Chine et si la Providence y fait germer cet inappréciable roseau, le bambou, sans lequel l'empire des Célestes ne serait pas le pays de l'irrigation par excellence.

« Kairouan! » vous crie tout à coup le cocher qui s'agite dans un dernier enrouement, et le mécréant, au lieu de descendre de son siège pour saluer la ville sainte, ainsi que l'usage et la tradition le lui commandent, fouette à coups redoublés ses chevaux qui s'élancent au galop sur la piste poudreuse.

A travers les tourbillons d'une poussière rougeâtre et les feux d'un soleil qui sombre à l'horizon, se montre au loin un dôme lumineux : c'est la coupole immaculée de la mosquée d'Okbar; puis on distingue, émergeant de la plaine dénudée, une longue ligne

blanche; ce sont les murs de Kairouan, murs sacrés qui devaient si bien préserver la ville sainte du contact et de la souillure de nos troupiers. A l'une des portes bastionnées, veille une forte garde de turcos qui, à notre vue, ne témoignèrent ni surprise, ni empressement à nous indiquer la direction de l'hôtel dont nous leur disions le nom. Ce fut un Français, à tenue correcte, tout de noir vêtu, dont le chapeau à haute forme nous jeta dans un profond étonnement, qui vint à notre secours. Ce personnage, qui semblait vraiment heureux de nous venir en aide et de voir des compatriotes, était le commissaire de police de la ville. L'humble fonctionnaire vous inspirera une subite sympathie dès qu'il vous apprendra qu'il est seul de son emploi dans cette cité de 20,000 âmes, et que, si ses noirs vêtemens tranchent désagréablement sur la multitude des burnous blancs qui l'entourent, c'est parce qu'il est en deuil d'une jeune famille morte ici de nostalgie et par manque d'eau potable. L'eau de la source que découvrit la gazelle est, en effet, comme celle de Biskra, quelque peu saumâtre.

Nos jeunes soldats succombent aussi en grand nombre à Kairouan. Il n'est pas au monde de ville plus malsaine. Les collines qui l'entourent sont, comme l'une des collines de Rome, formées de dépôts de toute sorte qu'on y jette depuis qu'elle fut construite. Ces collines empestées où vous repoussez du pied, à chaque pas, des débris sans nom, servent de lieu de sépulture aux cadavres de la ville ainsi qu'à ceux des tribus nomades des environs. Être enterré à l'ombre de la mosquée d'Okbar, en vue des murailles saintes, assure aux musulmans défunts l'entrée du paradis de Mahomet. Comment les survivans auraient-ils la cruauté de ne pas en faciliter l'accès à leurs morts, puisque ces êtres regrettés seront abreuvés de miel liquide, de lait, de vins enivrans, et que des femmes blanches, aux yeux noirs plus doux que ceux des gazelles, leur donneront des jouissances sans cesse renouvelées? L'autorité française a bien prohibé les inhumations trop rapprochées, mais elles se font de nuit, clandestinement, dans les cloaques pourris des collines; quand vient l'époque des grandes pluies, des ruisseaux immondes en découlent et tuent ceux qui en respirent les fétides émanations.

L'eau douce a toujours été rare dans cette contrée désolée, mais non la végétation dont elle est pourtant aujourd'hui entièrement dépourvue. Je n'ai remarqué aux portes de la ville qu'un fourré de cactus aux pointes épineuses; il n'a pas été détruit parce que, en temps de disette, les fruits en servent d'aliment aux pauvres gens. Autrefois, nous a raconté un ancien turco qui s'est établi ici en qualité de cicérone, — une sinécure, — le pays était boisé, couvert

d'oliviers magnifiques, ne payant pas d'impôt en raison du voisinage de la ville sainte. Un bey, en expédition dans le sud, émerveillé de tant de végétation, ordonna qu'elle paierait la dîme que tout arbre à fruit doit payer. Les propriétaires des oliviers n'osèrent rien dire, désireux de préserver leurs têtes, mais lorsque le souverain revint à Kairouan, ayant terminé sa campagne, il trouva la région sans un arbre, telle qu'on la voit aujourd'hui. Tout avait été coupé.

Je n'ai pas rencontré de peintres français dans ces parages et ils abondent ailleurs. Je me permets de leur dire qu'ils ont tort de n'y pas venir, car je n'ai vu nulle part, pas même à Biskra, de ville plus arabe, plus africaine que Kairouan et c'est pour cela que je leur conseille de la visiter. La malpropreté y est grande, impossible de le nier, surtout celle des rues, mais n'en est-il pas ainsi dans toute l'Afrique, à l'exception d'Alger et de Tunis? Elle est tout à fait loin d'être aussi repoussante que celle de certains quartiers de Constantine, de ceux qui sont restés accrochés comme des loques malpropres au versant du Rummel, à deux pas de la Brèche.

La population de Kairouan vous frappe par la noblesse de ses manières, de ses poses et par la résignation, sans bassesse ni haine, avec laquelle elle admet notre présence dans l'un des plus vénérés sanctuaires de sa foi. Entrez, la nuit venue, dans un des lieux publics où, à la lueur d'une lampe, en face de quelques tasses de café, sont accroupis, enveloppés d'un burnous d'un blanc de neige, des indigènes à barbe vénérable, écoutant l'un des leurs discourir gravement. Votre arrivée ne paraîtra pas les surprendre; leurs gestes resteront d'une simplicité rare, et c'est en vain que vous chercherez dans leurs regards un autre sentiment que celui d'un accueil réservé, peu éloigné de la cordialité. Et ce tact si difficile à garder pour des vaincus, vous le retrouverez partout, dans les rues, dans les bazars, aussi bien chez les croyans qui prient dans la grande mosquée d'Okbar que chez les pieux gardiens de la merveilleuse mosquée du Barbier du Prophète.

Quel pouvoir surhumain a donc annihilé chez les fanatiques de la ville sacrée la haine qu'ils portaient aux chrétiens? Comment ceux-ci ont-ils pu pénétrer sans coup férir dans des sanctuaires où nul profane n'était jamais entré sans qu'un poignard frappât de mort le sacrilège? Évidemment, la force brutale n'eût pu produire un tel miracle : Allah l'avait voulu! Lorsque les troupes françaises arrivèrent en vue de Kairouan, elles s'attendaient à combattre, et ce serait peu connaître nos soldats que de ne pas croire qu'ils le souhaitaient ardemment. Au lieu de cela, les autorités musul-

manes se présentèrent devant nos généraux désappointés en leur disant que la ville se rendait à discrétion. Voici ce qui s'était passé.

Depuis un certain nombre d'années, vivait dans la régence l'un de nos compatriotes, lequel, après avoir beaucoup vécu de tout, essayé de tout, séjourné à la Trappe, à la Chartreuse et à Frigolet, se fit musulman. Très instruit, orateur, parlant bien l'arabe, habitué aux jeûnes et à l'abstinence, Si Ahmed, — c'est le nom qu'il prit en abjurant, — acquit par ses prédications enflammées dans les cafés de Tunis et les mosquées de Kairouan, une grande réputation de sainteté. Il vivait d'aumônes, ce qui ne l'empêchait pas de flétrir les vices de ceux qui le nourrissaient. Inutile de dire qu'il était resté Français par le cœur.

Lorsque, en 1881, étant à Tunis, il apprit que notre armée n'était plus qu'à quelques journées de Kairouan, il partit pour la ville sainte tenant cachée sous son burnous une tablette sur laquelle il avait écrit en caractères arabes une prophétie de son cru. Aussitôt arrivé, il se glissa nuitamment dans la salle de la grande mosquée où sont déposées les prophéties des saints musulmans, il y déposa sa tablette, et se rendit auprès des imans et des muphtis qui juraient de ne jamais livrer leur sanctuaire aux ennemis de leur dieu, littéralement, à des « chiens de Français. » Si Ahmed leur expliqua avec son flegme habituel qu'il fallait avant toute chose consulter les prophéties et ne pas perdre son temps à maudire. Le conseil fut goûté, imans et muphtis se rendirent à la mosquée et trouvèrent mêlées à d'autres prophéties celle que voici : « Trois grands serpens déroulant leurs anneaux de bronze et de fer, vomissant le feu, aux écailles invulnérables, pénétreront dans la ville sainte : ils trouveront les portes ouvertes, les visages tristes et les poignards dans les fourreaux, et cela à cause des crimes sans nom commis dans la cité d'Okbar. »

Et voilà, comment sans tirer un coup de fusil, trois colonnes françaises entrèrent dans la cité fondée par Okbar. Depuis, il s'y est ouvert deux hôtels où, sans aucune apparence de luxe, on mange proprement et à bon marché ; il y a un bureau de tabac, de poste et de télégraphe ; les rues ont été baptisées du nom de nos généraux au nombre desquels figurait, lorsque je m'y trouvais, l'année dernière, celui du général Boulanger. Quant à notre compatriote Si Ahmed, il fut nommé gardien de la kouba d'un saint homme, le marabout Sidi-Ben-Daoud. Dès lors, il habita le lieu sauvage et désert où s'élevait cette tombe, vivant des aumônes des pèlerins qui venaient prier ou confesser leurs péchés. Il y est mort.

La grande mosquée d'Okbar, en dépit de ses innombrables colonnes et la richesse de ses marbres, fut loin de produire sur nous

l'effet que nous en espérions. Combien, en recueillant nos souvenirs, nous lui préférâmes les mosquées de Cordoue et de Tolède ! Certes, un tel assemblage de piliers en marbres de choix est fait pour vous enthousiasmer, surtout si l'on se souvient que l'on a devant les yeux des vestiges de la Carthage d'Annibal et de la Carthage de César, mais il manque à tout cela le jour sombre, mystérieux des mosquées espagnoles ; impossible d'y ressentir le trouble qu'éprouve toute âme religieuse lorsqu'elle entre, soit dans le sanctuaire d'une église chrétienne, soit dans celui d'une synagogue, d'un temple de Bouddha ou même dans celui d'une pagode chinoise.

Toute notre admiration se concentra sur l'admirable et sans pareille mosquée du Barbier du Prophète, située hors des murs, non loin des citernes que l'ancienne dynastie des Aghlabites y reconstruisit, et que l'incurie musulmane a laissé s'ensabler. Impossible de rêver des arabesques plus parfaites et plus délicates, des faïences d'un émail plus riche, des peintures mieux finies, des portiques plus légers, que ceux qu'il nous fut permis d'y voir. C'est peut-être trop dire en prétendant que la vue de ce merveilleux bijou mauresque vaut le voyage, mais vous oublierez à le regarder les nuages de poussière, les pistes sablonneuses, les nombreux coups de soleil par lesquels il vous a fallu passer pour arriver jusqu'à lui.

Kairouan qui, comme le Caire et Fez, avait été le siège d'une université aussi célèbre dans le nord de l'Afrique que le furent en Europe Paris et Salamanque ; Kairouan, après s'être vue le centre de riches industries et d'un grand commerce, a tout perdu à la suite de querelles intestines ; depuis un grand nombre d'années, elle est restée ce qu'en a dit Léon l'Africain au XVIe siècle : « Une campagne aréneuse et déserte ne produisant ni arbres ni grains. Ses habitans sont de pauvres pelletiers et tanneurs de peaux de chevreaux. » Depuis lors, on y voit des fabriques de tapis, mais ceux qu'on a placés sous nos yeux n'ont pu nous tenter. Les couleurs en étaient trop violentes et les dessins trop peu mauresques. Il y a mieux dans les souks de Tunis.

EDMOND PLAUCHUT.

LE

SENS DE LA VUE

CHEZ VICTOR HUGO

M. Taine exprime quelque part le regret que les peintres, les poètes, les romanciers de génie ne trouvent pas plus souvent « un ami psychologue » pour les observer et les interroger sur la manière dont ils sont directement affectés par les objets extérieurs. La science et la philosophie s'accordent, en effet, à déclarer qu'il existe, pour chacun de nous, « un rythme spécial de l'appareil des sens, » auquel tient notre connaissance de l'univers avec les rêves qu'elle entraîne. D'où il suit que le tour d'imagination esthétique personnel à chaque individu, la façon dont les figures se forment dans son esprit, l'intensité avec laquelle elles s'imposent, l'ordre dans lequel elles se présentent, dépendent avant tout des conditions dans lesquelles l'impression première se produit en lui. Des témoignages directs sur les données élémentaires de la sensibilité chez un artiste digne d'attention seraient donc d'un inestimable intérêt pour la critique. Malheureusement, les biographes ne prennent d'ordinaire aucun souci de lui préparer de semblables documens, et les sources profondes de la fantaisie créatrice restent dans l'ombre.

Nulle part cette ignorance n'apparaît plus flagrante, plus choquante même qu'en ce qui concerne Victor Hugo. Dix fois ses admirateurs et ses amis ont entrepris d'écrire son histoire; aucun d'eux n'a jamais songé que, pour l'intelligence d'un poète qui associe aussi étroitement et aussi constamment que lui l'idée à la sensation, le détail de la vie matérielle a une importance hors de pair. Non-

seulement ils ne nous apprennent rien sur ses habitudes physiques, sur son impressionnabilité organique et cérébrale, sur ses facultés de perception et d'observation, mais encore ils écartent toute chance d'explication psychologique, en nous laissant ignorer à quels événemens particuliers et à quelles réactions intimes correspond chacune de ses œuvres. Ni ses proches, ni ses disciples ne se sont avisés, — même au temps de la glorieuse vieillesse où il était devenu évident que d'un pareil homme rien ne serait, plus tard, indifférent, — de noter, au jour le jour, les voyages ou les courses qu'il faisait, les choses qu'il voyait, les gens qu'il rencontrait, les livres qu'il lisait, les récits qu'il en faisait, de manière à préparer la tâche à l'historien futur.

Il faut bien l'avouer, le maître lui-même, dans ses recueils qui comprennent des poésies de toutes les époques, souvent sans date, parfois même antidatées, n'a pas paru désireux de se prêter à une pareille recherche; et ses héritiers ont sans doute cru lui rester fidèles en prenant à tâche de l'entraver. Car on ne saurait interpréter autrement l'esprit dans lequel a été organisée, il y a deux ans, certaine *Exposition des dessins de Victor Hugo*, qui a achevé de désespérer les critiques ambitieux d'étudier sur textes le développement d'une imagination sans égale. Au lieu de grouper tous les croquis d'après leur origine et leur date, — ce qui eût permis de rapprocher de l'impression plastique les compositions littéraires qu'elle a inspirées, et de suivre, au cours de la comparaison, ces changemens imperceptibles, si gros de conséquences, que les années et les circonstances amènent dans les opérations élémentaires du cerveau d'un poète, — on a tout démarqué, tout mêlé.

Est-ce par crainte de laisser voir les matériaux dont se servait le poète, et, par là, de diminuer l'étonnement que cause sa puissance créatrice? La foule seule peut être sensible à un souci de ce genre; et en effet, le mystère qui enveloppe les sources du Nil ajoute sans doute quelque grandeur à l'idée qu'elle se fait du fleuve. Mais le psychologue ne se résigne point à payer si cher la certitude de ne pas être troublé dans sa vénération, — et il persiste à chercher.

Quel recours lui reste-t-il donc, si tous les documens lui manquent? Un seul assurément, c'est de demander aux œuvres elles-mêmes le secret de l'obscure « collaboration de la nature de l'esprit » qui leur a donné naissance.

M. Hennequin, dans ses essais de *Critique scientifique*, a mis en jeu beaucoup de théorie et d'appareil pour établir cette vérité très simple qu'une œuvre d'art est toujours l'expression d'une personnalité physique et psychique déterminée, et qu'il est possible, en la considérant comme un *signe*, de distinguer la nuance de sensibilité et le tour particulier d'imagination qu'elle suppose chez l'au-

teur. Il faut le louer pourtant d'y avoir autant insisté, car le terrain doit être considéré comme déblayé désormais des difficultés qui l'encombraient : nous pouvons tenir pour acquis qu'une investigation dirigée dans ce sens et portant sur la série entière des ouvrages par lesquels Victor Hugo a, pendant soixante ans, manifesté son génie, ne saurait être vaine. Il ne reste plus dès lors qu'à marquer les limites et les obstacles qu'elle ne manquera pas de rencontrer dès que l'investigateur voudra se piquer de précision. La chose irait de soi s'il suffisait d'établir, par des indications vagues et générales, que la vision du monde, personnelle à notre héros, transparaît constamment au travers des images que sa fantaisie lui suggère; mais ce qui est en question, dans l'étude plus scientifique que littéraire dont nous traçons ici le plan, c'est évidemment une formule précise de la sensibilité du poète, qui nous livre le secret de son imagination même. Est-on en droit d'espérer qu'une pareille formule puisse se dégager aisément de l'analyse des impressions que la poésie met en œuvre?

Il ne faut pas se dissimuler tout d'abord que ce qu'on nomme *sensation* ou *perception*, même à considérer les cas les plus déterminés, la vue d'un arbre, par exemple, ou l'audition d'une parole, n'est pas le résultat pur et simple d'une opération sensorielle, du fonctionnement mécanique de l'œil ou de l'oreille : le fait unique où vient se fondre la multitude des impressions élémentaires apportées par les fibres du faisceau nerveux, doit son unité, sa signification, son caractère, spécial en chacun de nous, à l'attraction exercée par l'ensemble de la personnalité, c'est-à-dire « à l'influence de notre vie mentale passée, à la teinte particulière de notre expérience et de nos émotions dominantes (1), » en somme, à une foule de causes secondes qui échappent à l'analyse.

Encore, n'est-ce là qu'une complication générale et commune : que sera-ce si l'on entreprend de démêler le travail propre des sens et d'en distinguer les résultats originaux, non plus dans les manifestations spontanées de la vie journalière, mais dans l'œuvre réfléchie d'un écrivain dont le but est tout autre que de traduire ce qu'il a senti? Que d'élémens nouveaux à considérer! D'abord, les servitudes inévitables de la langue littéraire, surtout de la langue poétique, l'équivoque des mots, les figures du style, les tropes de la rhétorique; puis les illusions concomitantes qui tendent à fausser, chez les plus simplistes, le sens expressif du terme usuel et la valeur de l'épithète descriptive, les associations inaperçues, les métaphores inconscientes, les formules irréfléchies, tout cet « enivrement du verbe » que Leibniz appelait spirituelle-

(1) James Sully.

ment le *psittacisme humain;* enfin les traditions régnantes et les procédés de métier, les exigences de la composition et de la prosodie, le souci de l'effet à produire : que devient, dans tout cela, la donnée primitive?

N'est-ce pas à désespérer de pouvoir jamais, au moins par la méthode d'analyse, ressaisir les impressions directes et sincères que le contact de la nature a provoquées dans le cerveau du poète?

Heureusement la végétation parasite, sous laquelle restent enfouies ces impressions, subit elle-même, en sa croissance superficielle, l'influence du fond qu'elle recouvre, et c'est toujours la nature et la qualité de ce *fond* qu'elle manifeste. Songez-y, en effet : chez tous les écrivains, les mêmes causes étrangères tendent à modifier l'expression de la sensibilité native, et pourtant, dans l'œuvre de chacun, la sensibilité demeure personnelle et se révèle de façon à n'être confondue avec aucune autre. C'est que les principales de ces causes déviantes sont des habitudes individuelles, lentement acquises par l'accumulation de sensations analogues, où se trahit encore la forme particulière du tempérament qu'on cherche à définir.

Enfin un dernier scrupule doit être levé. Pour déterminer le caractère propre de tel ou tel sens chez Victor Hugo, — du sens de la vue, par exemple, — c'est-à-dire pour mesurer les déviations que son œil fait subir aux objets qu'il perçoit, — ne faudrait-il pas posséder de ces objets une image indépendante de ces perceptions?

La condition paraît d'abord chimérique ; elle ne l'est pourtant point, si l'on sait user des sources d'informations dont la critique dispose. La première est la Nature qui, de nouveau et impartialement observée, servira de terme fixe dans la comparaison qu'on établira entre la réalité nue et la représentation donnée par l'écrivain. La seconde est l'œuvre poétique elle-même où le rapprochement et l'opposition des différentes peintures d'un même spectacle feront ressortir l'élément variable de l'impression.

Ainsi les bords du Rhin, la campagne de Jersey, les rochers de la Manche n'ont guère changé d'aspect depuis un siècle : plaçons-nous en face de ces objets tant de fois décrits par Hugo, et regardons-les avec toute la sincérité, l'ingénuité dont nous sommes capables. Efforçons-nous d'éliminer de notre sensation tout élément exceptionnel ou individuel ; et, revenant à l'œuvre du poète, nous commencerons à discerner ce que ses descriptions doivent à sa sensibilité particulière.

Mettons ensuite en regard plusieurs exemplaires du même tableau littéraire, exécutés à divers momens de sa vie, — une « aurore, » un « crépuscule, » une « vue de mer, » empruntés aux

Feuilles d'automne, aux *Contemplations*, à *l'Année terrible*, — et la variété même des interprétations successives nous permettra de mesurer avec une exactitude relative la part que le sujet et l'objet ont prise à la formation des images représentées.

Certes, une telle étude, même ainsi limitée, laisse encore quelque place à l'hypothèse et peut-être à l'artifice, — mais d'autant moins qu'elle se garde mieux des prétentions excessives. Elle deviendrait bien vite suspecte si elle visait à l'explication totale et fondamentale du génie dont elle recherche les origines sensorielles; elle paraît se justifier d'elle-même si elle se présente simplement comme une portion de la multiple enquête qui doit être instituée sur la vie et l'œuvre du plus grand de nos poètes, comme une modeste *contribution* à la monographie définitive qui se fait encore attendre.

I.

La sensation capitale et prédominante pour Victor Hugo est la vision. *Choses vues*, ce titre d'un des ouvrages récemment parus du maître peut servir d'épigraphe à toute son œuvre, si l'on veut interpréter assez largement le mot pour y comprendre non-seulement les impressions directement traduites, mais encore leur évocation mentale. C'est-à-dire que, chez lui, l'imagination créatrice, qui simule si souvent l'hallucination et le rêve, prend toujours la forme visuelle :

> *Je vis* dans la nuée un clairon monstrueux...
> *Je vis* cette faucheuse : elle était dans un champ...
> Un soir, dans un chemin, *je vis* passer un homme...

Ce tour revient, dans son œuvre, à chaque fois qu'il veut exprimer la naissance d'une pensée subite; toute idée est une image qui s'impose à ses yeux, toute inspiration se résout en apparition.

L'effort même de la méditation abstraite n'est que « la fixité calme et profonde des yeux; » la conscience réside dans « le grand regard d'en haut qui ne quitte jamais le crime; » ce n'est pas devant une voix irritée que s'enfuit Caïn, mais devant « un œil tout grand ouvert dans les ténèbres. » Et la fraternité, qui unit tous les êtres vivans, vient de ce que toutes les prunelles reflètent le même infini en contemplant le même ciel.

C'est donc là qu'il faut chercher le type de l'impression représentative par laquelle l'existence extérieure se manifeste au cerveau de Victor Hugo.

Aussi bien la rencontre est-elle heureuse pour la critique, car si chaque sensation contient en germe toutes les lois de l'esprit, il n'en est pas de plus dégagée, de plus claire, de plus consciente que la

sensation visuelle, ni qui puisse nous apprendre davantage sur la nature intime et profonde du génie que nous voulons étudier.

Le seul renseignement direct que nous puissions emprunter ici aux biographes, c'est que Victor Hugo avait d'excellens yeux. D'après le *Témoin de sa vie*, il lui arriva un jour, étant tout enfant et élève de la pension Cordier, de mieux distinguer à l'œil nu les caractères d'une enseigne fort éloignée que ses camarades ne pouvaient le faire avec une lorgnette marine, ce qui lui valut un éloge où le *répétiteur* mit tout son esprit : « La longue-vue, c'est la vôtre. » Plus tard, lorsqu'il montait, vers le soir, avec Sainte-Beuve, sur les tours de Notre-Dame pour voir coucher le soleil, « il distinguait de là-haut, au balcon de l'Arsenal, la couleur de la robe de Mlle Nodier. » On sait, du reste, qu'il pratiqua jusqu'à sa mort le dédain des lunettes.

Sainte-Beuve donne plus de valeur à l'indication en cherchant à définir (1) le procédé descriptif que le poète tient du caractère propre de sa vision : « Son imagination est si rapide qu'elle se meut sur chaque point à la fois; *elle devient analytique, à force d'être alerte et perçante;* jamais il ne rencontre une tour dont il ne compte les angles, les faces et les pointes... »

Le trait est d'importance, mais notre curiosité ne s'en trouve point satisfaite ; nous voulons savoir ce qui frappe ces yeux si vifs, quels genres d'objets ils se prêtent naturellement à réfléchir, afin d'entrevoir d'avance quelles images reparaîtront ensuite dans son cerveau et s'épanouiront dans sa poésie.

Une précision est ici nécessaire.

Il semble, au premier abord, que la vue nous fasse connaître des aspects multiples du monde extérieur : n'est-ce pas d'elle que nous tenons la première notion de la forme et du mouvement, que le toucher détermine plus tard et complète? Pourtant la sensation de lumière colorée est bien la seule que nous puissions rapporter directement et exclusivement à notre œil. A vrai dire, cette sensation n'est pas tout à fait simple : la couleur proprement dite exige, pour être perçue, d'autres conditions que la lumière éclairante, à savoir une sorte d'équilibre entre la puissance de l'organe et l'intensité du foyer lumineux. Beaucoup de lumière noie les couleurs, comme peu de lumière les efface; l'œil ne distingue les variétés du prisme que lorsqu'il n'a aucun effort à faire, ni pour saisir une clarté insuffisante, ni pour écarter un éclat excessif. Mais ces deux élémens sont trop intimement liés pour que l'analyse psychologique les sépare, et l'on peut poser en principe qu'étudier la sensibilité visuelle d'une personne, c'est rechercher la mesure dans laquelle

(1) Article du *Globe*, 1826.

l'œil et le cerveau sont, chez elle, impressionnables aux excitations ambiantes de la couleur et de la lumière.

On comprend sans peine que cette impressionnabilité soit infiniment relative et variable d'un individu à l'autre : la perception de la couleur surtout se meut dans un cercle d'émotions nerveuses si voisines, si approximativement équivalentes qu'elle exige une délicatesse d'organes peu commune. Rarement elle est parfaite ; rarement même elle est sincère et positive ; le plus souvent, les termes dont nous nous servons pour désigner des nuances chromatiques correspondent à une habitude verbale, à une association convenue plutôt qu'à un discernement d'ordre optique. « Sur vingt-cinq personnes qui entrent ici, disait Th. Gautier, il n'y en a pas trois qui voient la couleur du papier. » Comme ces différences sont évidemment révélatrices d'un certain état de l'appareil visuel, qui n'est pas sans relation avec l'état général du cerveau, ni, par conséquent, avec le mode de formation et d'évocation des images, l'étude de la sensibilité esthétique chez un artiste tel que Victor Hugo doit nécessairement comprendre l'analyse de ces données élémentaires, et ce n'est pas manquer de respect au génie que de chercher là une des raisons de son originalité.

II.

Une tradition littéraire, dégénérée en lieu-commun de conversation, veut que Victor Hugo soit le plus merveilleux « coloriste » des poètes modernes. D'après Th. Gautier, qui pensait s'y connaître, « l'auteur des *Orientales* et de *la Légende* eût été un grand peintre, s'il eût daigné l'être. » Naguère encore, à propos de l'exposition de ses dessins, la critique s'est prononcée unanimement dans le même sens, les artistes de profession menant le chœur. Il y a sans doute quelque témérité à remettre en discussion une opinion si bien assise ; nous oserons pourtant le faire, en prenant Hugo lui-même pour arbitre.

Le premier témoignage qui se présente à l'encontre de la tradition est tiré des dessins mêmes qu'on a l'imprudence d'invoquer : aucune de ces pages illustrées au jour le jour, pendant une période de plus de trente ans, n'offre la moindre trace de couleur proprement dite. L'absence totale d'un des principaux modes d'expression de la vie physique, chez l'artiste qui en fut le constant interprète, n'est vraisemblablement pas dénuée de signification ; nous n'y insisterons pourtant pas, car la remarque atteindrait quiconque, maniant le fusain ou le burin, se prive volontairement des ressources propres de la peinture, c'est-à-dire des élémens de la gamme chromatique qui se développe dans les raies de l'arc-en-

ciel. L'examen attentif de ces esquisses à l'encre ou à l'aqua-tinta nous suggère une remarque qui va plus à fond dans le même sens : non-seulement la teinte propre des objets n'y est pas directement imitée par la touche de matière colorante, mais elle ne s'y révèle même pas par le procédé de traduction spéciale que comporte ce genre d'art, j'entends par les nuances ombrées qui expriment le degré d'absorption dans chaque couleur. Il y a bien des ombres, mais elles correspondent aux divers mouvemens de la lumière sur les surfaces, non à la coloration intrinsèque des choses.

N'est-on pas conduit par là à penser que cette singularité du dessin provient d'un caractère singulier de la perception chez le dessinateur, — et qu'il eût encore donné lieu à la même observation s'il eût usé librement des moyens de la polychromie?

La meilleure preuve que cet indice de sa manière ne tient pas à l'indigence du procédé qu'il emploie, c'est que la multiplicité illimitée des tons, qui vont du blanc au noir, se prête évidemment à l'expression relative de la couleur, ainsi que l'attestent les camaïeux de la Renaissance et du XVIIIe siècle, les transpositions de Rembrandt et de Rubens, les planches de Porporati et de Le Bas, qui valent des peintures.

Victor Hugo traite la couleur comme s'il ne la sentait pas : les images semblent se décalquer sur sa rétine ainsi que sur une plaque photographique. Elles se distinguent les unes des autres parce qu'elles sont plus ou moins éclairées, non parce qu'elles sont diversement teintées; aucune notation propre, indépendante de la lumière ambiante, ne trahit jamais la nature intime qu'elles manifestent. Ces mille nuances équivalentes où s'exprime la richesse de la vie, mais dont la variété ne correspond pas à une différence d'intensité, — le vert tendre, le bleu clair, le mauve, le blond, le gris, — ne peuvent évidemment toucher cet œil, qui ne s'émeut que des oppositions et des discordances. Tous les êtres, pareillement incolores, semblent plongés dans une lumière qui se reflète inégalement sur eux et leur prête ainsi, par le dehors, un semblant d'individualité. On dirait que c'est cette lumière même qui crée les formes en les délimitant, comme ferait un regard émané d'un œil tout-puissant qui aurait la faculté miraculeuse de réaliser dans l'espace la vision intérieure qu'il y projette.

Un tel document n'est assurément pas sans valeur, car il est bien certain que Victor Hugo a dû peindre la nature comme il la voyait. Gardons-nous pourtant d'y attacher trop d'importance : il se pourrait que l'habileté technique qu'exige le dessin lui ait seule manqué ; n'arrive-t-il pas que, dans une même personne, inégalement douée pour deux arts différens auxquels elle se livre, se trahissent deux aptitudes, sinon deux tempéramens opposés? Fromentin n'écrivait

pas comme il peignait. Ce n'est pas dans les distractions de l'homme, mais dans l'œuvre où l'artiste s'est mis tout entier, qu'il faut chercher l'expression directe de sa sensibilité.

Écartons les dessins de Victor Hugo et relisons ses écrits.

III.

Ici la tâche de l'analyste est moins simple; il doit craindre d'être dupe des mots : de multiples influences que nous avons énumérées tendent constamment à fausser, chez un écrivain, la signification des termes relatifs aux impressions sensorielles. Pour dégager les perceptions natives et les restituer dans leur intégrité, il faudra tenir compte de toutes les circonstances qui ont pu modifier la langue et les procédés d'expression de notre poète. Un tel travail ne pourra donc être mené à bonne fin que par une rapide revue de la vie et de l'œuvre de Victor Hugo considérées dans leur dépendance et leur unité.

Les premiers vers n'offrent qu'un intérêt secondaire à notre recherche; les mots exprimant la couleur qui s'y rencontrent ne dénotent ni une sensation directe ni un effort pour rendre le détail d'une nuance qu'il aurait lui-même distinguée. Aussi l'auteur peut-il à bon droit affirmer, dans la préface des *Odes*, que, pour lui, « la poésie n'est pas dans la forme des idées, mais dans les idées elles-mêmes, » jugement qu'il complète en condamnant l'antithèse comme un procédé extérieur et artificiel. Jusqu'alors, en effet, la « forme » est ce qu'il y a de moins personnel en lui, si l'on entend par là l'élément concret et sensible de l'expression, l'empreinte que la pensée garde de son origine physique et d'où lui vient le pouvoir d'évoquer à son gré le monde matériel qu'elle a traversé.

On sourit en songeant à l'importance que cette « forme » maintenant dédaignée va bientôt prendre dans l'œuvre de Victor Hugo, mais on comprend sans peine qu'il la considère encore comme indifférente, puisque les mots avec leurs images ne lui rappellent aucun « événement intérieur, » aucune émotion entrée par les yeux et répandue ensuite dans l'âme.

La faute n'en est pas tout entière aux influences littéraires qu'il subit à ce moment, car ce n'est pas ainsi que ce Chateaubriand, « qu'il voulait être ou rien, » comprenait le style et la poésie. Si le peintre d'*Atala* et de l'*Itinéraire* mérite de passer pour un novateur et un chef d'école, si l'on a pu dire qu'il a tout ensemble préparé et ouvert notre siècle littéraire, c'est précisément parce qu'il a rajeuni les « formes » extérieures de la langue classique que le XVIIe siècle avait usées jusqu'à la trame, c'est parce que,

selon un mot heureux, « il nous a légué quelques visions éternellement fraîches. » Ce qu'il y a d'original en lui, ce n'est ni ses idées ni sa rhétorique, mais son style régénéré par l'appel à l'impression neuve, qui, de la description, procédé de développement artificiel, fait une sorte de document psychologique et autobiographique.

Voilà ce que Victor Hugo n'a pas compris d'abord, et il serait puéril de s'en étonner, l'observation directe n'étant pas une recette qui puisse s'enseigner et se transmettre. C'est un axiome reconnu que nul mortel n'a jamais profité de l'expérience d'autrui ; cela est vrai surtout en littérature, où il y aurait contradiction à ce qu'on exprimât personnellement ce qu'on n'aurait pas personnellement senti ou pensé.

Mais, en dépit des théories dont s'abuse sa naïveté d'écolier, Victor Hugo est trop vraiment poète pour se contenter longtemps des formules toutes faites que l'éducation littéraire prête indifféremment, comme une monnaie courante, à tous les écrivains dociles de son temps. Bientôt son cœur s'éveille et l'inspiration qui lui souffle ses vers cesse de se porter sur les sujets extérieurs et factices dont l'emphase l'avait d'abord séduit, *Moïse sur le Nil*, *la Fille d'Otaïti*... Il aime et éprouve le besoin de dire ses chagrins et ses espérances ; la sincérité du sentiment entraîne la simplicité de l'accent.

Comme tous ceux qui souffrent, il fait un retour sur lui-même et y retrouve la trace de ses premiers voyages, l'image à demi effacée des pays traversés pendant l'enfance. Alors, à son insu, et grâce à cette mystérieuse unité du fond et de la forme qui est l'essence même de toute poésie véritable, une curieuse transformation s'accomplit dans son style : incapable encore de discerner et d'exprimer des nuances originales, prises sur le vif dans les spectacles que lui offre la nature, il découvre dans sa mémoire les couleurs vraies dont ses yeux se sont jadis instinctivement remplis et demeurent depuis lors imprégnés. Voici d'abord :

> Le hussard rapide
> Parant de gerbes d'or sa poitrine intrépide
> Et le panache blanc des agiles lanciers,
> Et les dragons mêlant sur leurs casques gépides,
> Le poil taché du tigre au crin noir des coursiers;

puis le ciel d'Italie, l'arc-en-ciel « qu'un or fluide arrose, » descendant sur l'Adriatique « comme un pont de nacre; » enfin, « les couvens et les bastilles d'Espagne, » les « sombres tours » de Vittoria, le soleil de feu où « Burgos dresse sa cathédrale aux gothiques aiguilles. »

Ce ne sont là que des reflets sans doute, « un vague faisceau de couleurs incertaines » rapporté de ses « courses lointaines; » mais c'est assez pour donner la vie à des images qui ne sont déjà plus « des fantômes d'air battu, » puisqu'on y sent vibrer un reste d'impression ingénue.

Ces *Souvenirs d'enfance*, qui revêtent une forme si différente des précédentes compositions, marquent une date importante dans l'œuvre de Victor Hugo. D'abord, c'est une transition pleine d'intérêt entre le lieu-commun littéraire et l'expression directe de la nature. Ensuite, il se trouve que cette inspiration spontanée a révélé au poète un moyen de rendre vivantes et personnelles les conceptions qu'il veut mettre en œuvre : c'est de ne jamais isoler l'*idée* des *conditions sensibles* dans lesquelles elle s'est produite, de lui laisser son enveloppe physique en la représentant par les sensations dont elle est le signe effacé.

Aussi, à partir de cette année 1823, un profond changement s'opère-t-il dans les descriptions de pure imagination que Victor Hugo nous offre encore : au lieu des épithètes de nature et des adjectifs de convention dont il se contentait naguère, il évoque maintenant les impressions visuelles que les voyages des premières années ont gravées dans son cerveau tout neuf, et il distribue ces couleurs ressuscitées, sur les objets imaginaires, d'après les analogies qu'il découvre ou qu'il crée, — comme on se sert d'un pot de peinture pour enduire indifféremment une chose ou une autre.

Ainsi s'expliquent ces tableaux éclatans qui devancent et annoncent *les Orientales;*

> Médine, aux mille tours d'aiguilles hérissées,
> Avec ses flèches d'or, ses kiosques brillans...
> ... Où sous de verts figuiers, sous d'épais sycomores,
> Luit le dôme d'étain du minaret des Maures.

Ce n'est pas là une ville de pure fantaisie, c'est Grenade ou Séville qui revit dans sa mémoire et dont il transpose, en quelque sorte, l'image en la projetant sur la contrée où son rêve s'égare.

Certes ce changement, si gros qu'il soit de conséquences, n'a pas pour résultat immédiat de bannir des vers de Victor Hugo toute la phraséologie littéraire, qui, jusqu'alors, a marqué chez lui l'absence d'impressions vraies : l'indication *pittoresque* est encore trop souvent substituée chez lui à l'expression juste, c'est-à-dire que le poète invente et groupe à son gré les traits physiques de la description en vue de produire un effet déterminé, — plaisir esthétique, étonnement ou terreur, — tout à fait indépendant de l'aspect réel de l'objet qu'il décrit. Voici un amusant exemple de ce procédé. En 1823, Victor Hugo, au souvenir de la Bible où sa

grand'mère lui faisait épeler ses lettres, revoyait simplement « les images des saints, protecteurs des hameaux; » en 1824, il corrige cette réminiscence sincère, mais plate, et la complique de détails de fantaisie destinés à la rehausser : « Le ciel d'or, les saints bleus, les saintes à genoux,.. » ce qui tendrait à faire croire qu'il avait appris à lire dans un précieux missel du moyen âge.

Il serait pourtant injuste de méconnaître que le procédé pittoresque « prépare le procédé naturaliste. » Aux couleurs de convention se substitueront peu à peu les sensations directes dont elles tiennent la place. Chaque mot de cette langue étincelante contient déjà comme une vibration de lumière qu'il reste à rectifier et à mettre au point. Ce sera l'œuvre de l'observation dont le souci ne va pas tarder à apparaître dans le cerveau surchauffé où tant de rêves bourdonnent.

L'examen des œuvres de cette première période n'aura pas été inutile à notre investigation : il permet d'entrevoir, à travers les images verbales ou factices, les tendances natives de la sensibilité du poète. La façon dont jaillit et se dispose chez lui la représentation pittoresque révèle l'aspect sous lequel les phénomènes extérieurs s'imposent le plus fortement à ses yeux, et les souvenirs d'enfance viennent corroborer ce témoignage direct. Partout la vision offre le même caractère : elle est vive, intense, ardente. Et cette vivacité, cette intensité, cette ardeur ne dépendent pas de la coloration propre des objets perçus, mais d'une espèce de vibration lumineuse qui les enveloppe indistinctement. Victor Hugo n'est jamais frappé de la *couleur des choses*, mais de l'*éclat des choses colorées*. Ce qu'il y a d'original, de purement sensoriel dans sa perception, c'est une faculté exceptionnelle de s'éblouir aux jeux de la clarté rayonnante. Les notations chromatiques qu'il met en œuvre dans ses descriptions n'ont pas d'autre utilité que de produire, par leur contraste, un effet de ce genre dans l'ordre imaginaire. Ainsi ne cherchez pas pourquoi, dans le *Feu du ciel*, la tunique du roi de Sodome est « blanche; » c'est pour mieux trancher sur la flamme « bleue » du soufre. Qui trairait les chamelles, sinon les négresses dont les « doigts noirs » font si bien ressortir la pâleur du lait!

Là doit se borner cette première analyse, qui, poussée plus loin, ressortirait plutôt à la critique de l'imagination qu'à l'étude des sens.

IV.

L'année 1825 offre un intérêt tout particulier dans l'histoire de Victor Hugo. Peu fortuné jusque-là, il commence à voir la vie lui sourire : pensionné, décoré, acclamé pour les deux volumes qu'il

vient de publier, il peut songer à quitter le cercle un peu étroit où il est resté enfermé depuis le retour d'Espagne, et à entreprendre de nouvelles courses pour étendre l'horizon de ses yeux et de son esprit.

Trois voyages en quatre mois, — Blois, Reims et la Suisse, c'est-à-dire les merveilles de la Renaissance, les splendeurs du sacre royal et les sublimités de la nature alpestre, — c'est beaucoup pour qui n'a presque pas franchi depuis douze ans l'enceinte de Paris. Victor Hugo est à l'âge où les impressions déposées dans le cerveau y germent et fructifient. Aussi est-ce une bonne fortune pour nous que de pouvoir saisir sur le fait, dans la relation qu'écrivit le poète lui-même du dernier et du plus important de ces voyages, l'apparition d'une faculté d'observation personnelle et d'expression immédiate que rien ne faisait prévoir dans les *Odes* déjà parues.

Le trait commun de toutes les sensations que l'auteur a pris soin d'y noter, à mesure qu'elles l'ont ému ou intéressé, est une incapacité presque complète à démêler les nuances de la couleur : le *vert*, qui revient dix fois sous sa plume, — ce qui s'explique par la nature des lieux traversés, bois, ravins et montagnes, — n'est jamais analysé, ni même interprété par une image, de manière à permettre au lecteur de « voir » à son tour ce qu'on prétend lui peindre : le lac et les glaciers, les mélèzes, les châtaigniers, les gazons et les sapins, tout cela est vert, simplement et uniment vert. Le *bleu* est donné comme « foncé » ou comme « azuré, » selon qu'il s'applique à l'eau ou au ciel, et le *jaune* n'apparaît qu'une fois, dans un sens forcé, à propos des flots d'un torrent « dorés comme une chevelure blonde. »

Mais, en revanche, que de traces laissées par l'impression de la lumière et de ses dégradations! Dix-sept mots pour rendre la limpidité, l'éclat, l'étincellement; — seize pour le blanc et ses variétés, la neige, la nacre, le brouillard, — dix-huit pour le noir et ses dérivés, le gris, le sombre, l'ébène : — voilà des témoignages irrécusables qui viennent confirmer ce que les tableaux du maître nous ont déjà appris. Dans les sites décrits, comme dans les paysages peints, la lumière triomphe, enveloppant, noyant, pénétrant tout le reste. Nous suspections l'apparente richesse des couleurs imaginaires répandues dans les *Odes :* le poète lui-même nous donne raison. L'illusion verbale une fois dissipée, sa vision se montre à nous avec son véritable caractère, qui est *une extrême plasticité aux chocs et aux oppositions de lumière, jointe à une extrême indifférence aux impressions légères des couleurs équivalentes.*

Une telle formule, pour vague et incomplète qu'elle soit, marque un point d'arrêt dans notre étude; elle nous fournit un terme de

comparaison auquel nous pourrons rapporter les œuvres postérieures du poète, afin de juger de la sincérité de son art.

Il ne faut pas croire, en effet, qu'au retour de ce voyage où il vit pour la première fois la nature avec ses propres yeux, Victor Hugo ait immédiatement et absolument rompu avec les habitudes littéraires qu'il tenait de son éducation : les révolutions de ce genre ne se font point brusquement; à mesure seulement que s'étendra le champ de son expérience, il remplacera les formes vides de la langue conventionnelle par les fraîches impressions qui vont se multiplier dans son cerveau.

Les Orientales, écrites en 1826 et 1827, représentent encore une période de transition dans l'histoire de son génie : l'idée seule de décrire, ou plutôt de dépeindre en usant de toutes les ressources dont dispose la palette poétique, une contrée qu'on n'a pas vue, montre assez que l'artifice est toujours le fond de son imagination. D'ailleurs, la subite éclosion de cette fantasmagorie exotique dans le cerveau d'un jeune Français revenant de Suisse, est un phénomène qui mérite quelque attention.

Non pas qu'il soit besoin de longues réflexions pour découvrir comment a pu lui venir « la pensée de s'aller promener en Orient pendant tout un volume; » et il importe peu vraiment « qu'il dénie à la critique le droit de questionner le poète sur sa fantaisie, de lui demander pourquoi il a choisi tel sujet, broyé telle couleur, cueilli à tel arbre, puisé à telle source. » Nul n'ignore qu'en 1827, au lendemain de Navarin, la France, l'Europe entière, avaient les yeux fixés sur l'Asie-Mineure et la Grèce : les noms de Canaris et de Botzaris étaient dans toutes les bouches; Paris chantait *les Messéniennes*, Byron venait de mourir à Missolonghi.

Non pas même qu'il soit difficile d'établir que les premiers élémens de ces représentations imaginaires sont tout simplement empruntés aux souvenirs de ses voyages anciens à travers les pays du soleil, et surtout dans cette Espagne « à demi africaine et à demi asiatique, qui est encore l'Orient : » la préface du livre en donne assez de preuves involontaires.

Non, ce qui est étrange, ce qui demande explication, c'est qu'une pareille entreprise ait pu aboutir à une œuvre d'art aussi voisine de l'idéal entrevu par le poète; c'est que les couleurs restées empreintes dans le cerveau de l'enfant se soient aussi subitement et aussi aisément ravivées pour se projeter sur les rêves qui obsédaient la pensée du jeune homme; et que ces « vagues lueurs lointaines » aient éclaté à plaisir en un flamboiement capable de donner aux Orientaux mêmes l'illusion de l'Orient.

Il y a là un cas de phosphorescence cérébrale qui suppose d'autres antécédens que la simple réminiscence.

Un aveu de Victor Hugo, jeté comme au hasard dans la préface, indique le point où doit porter l'analyse : « L'idée de ces *Orientales* lui a pris, d'une façon assez ridicule, l'été passé, *en allant voir coucher le soleil...* »

Un seul mot à reprendre : ce n'est pas « l'idée » du livre qui lui est venue ainsi, elle était dans l'air ; c'est la disposition psychologique, — et physiologique aussi, — sans laquelle il lui eût été impossible de l'écrire, c'est l'impression de chaude lumière dont son cerveau avait besoin de s'imprégner pour élaborer des couleurs qui eussent au moins l'apparence orientale. Si mécanique que soit le procédé, si artificiel le résultat, ce recours à la sensation pour modifier la sensibilité ne doit pas passer inaperçu. Cette multiplication effective de l'impression n'a plus rien de commun avec l'amplification rhétorique qui enflait les épithètes pittoresques des *Odes*. Le poète arrive ainsi à provoquer en lui-même une véritable hallucination, au cours de laquelle les images latentes se réveillent, se teignent de la clarté rayonnante dont les yeux sont saturés, et reparaissent avec une intensité de vie qu'elles n'avaient jamais eue.

Ne cherchons point quelles étaient leurs couleurs propres avant cette transfiguration : l'éclat de l'atmosphère ambiante a tout effacé ; il reste des fanfares lumineuses dont les modulations ne relèvent plus du thème sur lequel elles furent improvisées.

Veut-on savoir jusqu'à quel point la donnée première peut devenir indifférente en pareil cas ? L'étendard des États-Unis porte des *étoiles d'or* sur un *champ d'azur*. Victor Hugo le voit ainsi : « un *ciel doré* semé d'*étoiles bleues*. » Pourquoi ? Parce que l'azur s'échauffe, au contact de son ardente prunelle, jusqu'à se confondre avec la lumière même, et que l'étoile ne peut plus se détacher sur ce fond brillant que par le scintillement irisé qui la distingue de la flamme solaire.

Il y a plus, ce ne sont pas seulement les images des impressions vraies qui s'avivent ainsi par l'effet de l'intense vibration répandue dans la région cérébrale : les *mots* eux-mêmes, — j'entends les termes effacés et de seconde main qui ne correspondent évidemment à aucune sensation personnelle, — les mots usuels semblent s'enflammer et étinceler à leur tour, sous l'influence de cette fulguration intérieure. Ce qui « tire l'œil, » dans *les Orientales,* c'est moins la couleur locale, empruntée aux souvenirs de voyages ou de lectures, que la vivacité propre du procédé de peinture, l'espèce de vernis adhérent à l'image verbale, l'intensité d'expression donnant l'illusion du paroxysme senti. Certains tableaux, tout imaginaires, de ce recueil sont dans ce sens d'incomparables merveilles : tel ce fragment du *Feu du ciel :*

La nuée éclate;
La flamme écarlate
Déchire ses flancs,
Et jette tremblante
Sa lueur sanglante
Sur les frontons blancs.

Son flot vert et rose
Que le soufre arrose
Fait, en les rongeant,
Luire les murailles
Comme les écailles
D'un lézard changeant.

Prouesse de virtuose, soit; — mais l'arrangement littéraire n'explique pas l'étrange scintillement de ces pièces fausses, usées déjà par tant de mains : j'y reconnais encore la trace d'un vrai rayon de soleil entré par les yeux jusqu'au cerveau.

Malgré tout, nous ne trouvons guère à glaner dans ce champ d'épis vides et de fleurs séchées : faut-il donc croire que la rénovation annoncée par le voyage de 1825 a aussitôt avorté? Non, mais nous avons à dessein séparé, dans *les Orientales*, tout ce qui est imitation ou fiction d'Orient d'avec les impressions sincères qui s'y sont glissées, et qu'il est temps d'analyser.

C'est durant la composition de ces poèmes éclatans et superbes que Victor Hugo est devenu romantique, c'est-à-dire qu'il a compris la poésie de l'ombre et du clair-obscur. Certes, le romantisme met en jeu des théories, un système esthétique, et nous n'avons pas la prétention d'expliquer par des raisons d'ordre sensoriel une conversion d'esprit de cette importance. Il faut pourtant reconnaître que la nouvelle doctrine littéraire, — non plus qu'aucune autre, — ne réside pas tout entière dans les idées, qu'elle comporte des formes et des couleurs appropriées sans lesquelles elle ne sortirait jamais de l'abstraction. Le romantisme est une méthode d'art, soit, mais c'est aussi un procédé de style, — et le style n'a de caractère que par les impressions personnelles qui s'y laissent voir. Nous devons donc trouver, à l'origine du romantisme, une source de sensations nouvelles qui intéressent notre recherche.

A l'époque où Victor Hugo méditait *les Orientales*, écrit le *Témoin de sa vie*, « il allait chaque soir contempler l'horizon dans les environs de Paris, et étudier, comme un peintre, les effets de lumière. » Sainte-Beuve a raconté ces promenades sur les hauteurs du Mont-Parnasse ou de la montagne Sainte-Geneviève, qui ne furent point inutiles au poète : s'il n'y découvrit ni Stamboul ni Médine, — qu'il avait le tort de vouloir peindre, — il apprit à distinguer les aspects imprévus, et les nuances changeantes que la

lumière donne aux objets, selon qu'elle les frappe suivant tel ou tel angle.

Sans parler du *Pas d'armes du roi Jean*, qui nous montre « le profil et le front gris » de la cité, *les Orientales* fourmillent de ces vues brèves et saisissantes d'une ville aperçue d'en haut : les dômes « qui dans l'ombre étincellent comme des casques de géans; » les tours qui « dressent comme des caps leur édifice sombre, » les clochers qui « dentellent l'horizon violet... »

L'œil de Victor Hugo s'assouplit merveilleusement à ces exercices d'observation, et son cerveau s'emplit de visions précises, originales, exactement teintées, qui se substituent peu à peu aux images verbales et aux esquisses de souvenir. Ce n'est pas, à proprement parler, de couleur positive qu'il enrichit alors sa palette, car les silhouettes fantastiques, que ses besoins actuels d'imagination le poussent à chercher dans les brumes du soir, ne s'irisent guère des reflets de l'arc-en-ciel; il leur suffit d'être « pourpres » ou « livides » suivant le rôle et l'occasion; mais il s'initie aux multiples phases de la lutte quotidienne entre l'ombre et la clarté, dans l'expression de laquelle il n'aura pas de maître.

Aussi tous les tableaux vraiment observés des *Orientales* tranchent-ils singulièrement en sombre sur le fond éblouissant de la fiction : ce ne sont guère que crépuscules et clairs de lune, et « longs flots de fumée

Qui baignent, en fuyant, l'angle noirci des toits.

En vain le poète, attaché à son dessein, cherche-t-il à écarter la réalité pour rentrer en lui-même et y susciter, par un effort de pensée,

Quelque ville mauresque, éclatante, inouïe,
Qui, comme la fusée en gerbe épanouie,
Déchire le brouillard avec ses flèches d'or;

son « beau rêve d'Asie avorte, » et il s'arrête à pleurer le mensonge évanoui...

Ne le plaignons pas trop de s'éveiller des songes où le berçait le chant illusoire des mots; la nature offre à ses yeux enfin ouverts une splendeur vraie qui éclipse tous les mirages. C'est vers elle qu'il va se tourner maintenant pour la pénétrer de son génie et l'absorber tout entière en son regard.

V.

La période qui s'étend entre 1828 et 1840 correspond au complet épanouissement et au parfait équilibre de la sensibilité visuelle

chez Victor Hugo. La tradition littéraire et la fiction pittoresque ont fait place à une observation sans cesse en éveil qui note et fixe le trait sensible, avant que l'imagination s'en empare pour en faire une métaphore où il risque de se déformer. Aussi est-ce surtout dans les œuvres de ces douze années que nous avons chance de trouver des traces d'impressions immédiates et de sensations exactes pouvant servir d'élémens à la formule que nous poursuivons.

Si l'on parcourt les quatre ou cinq recueils parus entre *les Orientales* et le *Rhin*, une remarque s'impose : toutes les descriptions et peintures, toutes les images faisant tableau qu'on rencontre au passage, reproduisent ou évoquent un seul et même objet, le ciel. Sans doute la campagne, les arbres, l'étang, la mer même apparaissent dans ces vers, mais seulement comme offrant des surfaces où le ciel se mire : la nature entière n'existe que par reflet du firmament qui l'enveloppe.

Trois couleurs franches s'y détachent : le bleu, le jaune et le rouge, — et les impressions où elles sont notées sont toutes également issues de l'observation du ciel.

Le *bleu*, c'est « l'azur, » c'est-à-dire une clarté attendrie, épurée de son ardeur, tamisée de ses rayons violens, un éclat doux, profond et uniforme, qui n'est qu'un état de la lumière et se confond au besoin avec elle.

Le *jaune* prend le nom « d'or » en poésie, mais cette hypallage ne doit pas nous tromper ici sur les nuances variées qu'elle sert à désigner, et qui n'ont ni la précision ni la stabilité de l'apparence métallique. Le mot « or » exprime, chez Victor Hugo, un certain effet de rayonnement à travers une vapeur, une poussière légère, où les atomes semblent s'enflammer. C'est ainsi que les nuages sont comparés à des « blocs de marbre aux veines d'or, » à des « édifices aux étages d'or, » à des « coursiers aux caparaçons d'or, » où semble passer la main de Dieu.

Si le rayonnement vient à s'affaiblir, à se refroidir, et ne miroite plus qu'à la surface du corps éclairé au lieu d'en pénétrer les particules, l'effet change, et l'or se mue en « argent; » « l'éventail » que la lune étend sur les flots est d'argent ou d'or selon l'heure, aussi bien que « l'étang, lame d'argent, que le couchant fait d'or.»

Enfin ce même rayonnement devient *rouge* quand il s'échauffe à traverser les vapeurs du matin ou du soir ; et les « pourpres sanglantes » de l'aurore ou du crépuscule, les horizons « rougis de l'or des scarabées » ou « frangés de carmin, » les « feux de forges » et les « reflets de braise » ne sont que de la clarté diluée dans l'air épaissi.

Ainsi ces trois couleurs célestes s'évanouissent devant l'analyse,

ou plutôt se fondent en une sensation de lumière dont elles expriment seulement les nuances. Les couleurs en effet n'ont de fixité que dans les objets terrestres et matériels ; au ciel, il ne faut pas songer à saisir

> Tout ce que nous voyons, brumeux ou transparent,
> Flottant dans les clartés, dans les brumes errant...

Victor Hugo a esquissé lui-même une formule de sa vision, en dénonçant

> Ce merveilleux soleil, ce soleil radieux,
> Si puissant à changer toute forme à nos yeux;

et il faut entendre ici le mot « forme » au sens aristotélique, comme enveloppant les déterminations de tout ordre.

Au contraire de Palestrina, il voit toutes choses « par l'angle étincelant, » et les êtres ne lui apparaissent que par les reflets qui tracent leurs contours. « L'ombre et le rayon » s'émoussant l'un l'autre tour à tour, voilà les deux pôles de sa sensibilité visuelle, et, partant, les deux principes de son imagination poétique.

VI.

La constitution optique que nous venons de définir est trop profonde pour pouvoir varier selon les vicissitudes de la vie ; pourtant, au cours des quarante années qui suivent, on peut surprendre un changement continu et graduel dans la vision du monde reflétée par le cerveau du poète. Non qu'elle se modifie en ses traits essentiels, mais ces traits mêmes se simplifient, se roidissent, s'exagèrent, au point que l'œil, réduit à un fonctionnement élémentaire, devient de moins en moins sensible à l'apparence propre des objets, et que la perception finit par dégénérer en une sorte de rêve intérieur.

Les premiers indices de cette altération se montrent dans les deux volumes (1) que Victor Hugo rapporta de sa double excursion aux bords du Rhin. Les dispositions dans lesquelles il allait revoir les montagnes, les forêts, les lacs et les ravines avaient bien changé depuis 1825 : il partait avec l'intention de faire un voyage utile, presque un voyage mémorable, où la poésie, l'histoire, la politique

(1) Il y faut joindre la première partie du volume qu'on vient de publier, et qui contient des lettres sur la fin de ce voyage (septembre-octobre 1839.)

même, trouvassent leur compte. Il ne cherchait pas des couleurs et des formes, mais des images et des idées : les beautés du paysage devaient avant tout lui suggérer des vues profondes, et il avait, — à Paris, — ébauché le drame que lui inspireraient les vieux burgs palatins.

Comment s'étonner dès lors qu'il n'ait rien *vu* librement, à force de *regarder* tout délibérément, dans cette promenade de touriste qui tourna en expédition d'artiste? A travers l'exaltation des souvenirs romantiques et l'évocation des scènes d'horreur qu'il rêvait d'y produire, le décor original, mais sans majesté, du Rhin, cette nature déchiquetée et pittoresque lui apparut grandiose, terrible, épique, — eschylienne, pour tout dire, car il fallait bien que l'idée de théâtre intervînt ici pour marquer l'emphase.

Dans un pareil état d'esprit, la sensation n'a jamais le temps de se constituer comme fait organique indépendant; elle subit, à peine ébauchée, l'influence de l'excitation cérébrale, et se modèle sur l'image qu'une analogie plus ou moins lointaine vient à éveiller. La vision la plus simple devient ainsi métaphorique, et la donnée sensible y tient une part de plus en plus secondaire, tant elle met de complaisance à s'accommoder aux exigences de l'imagination.

Analysez par exemple cet effet de crépuscule : « Quelques étoiles semblaient clouer au zénith le suaire noir de la nuit étendue sur une moitié du ciel et le blanc linceul du crépuscule déployé sinistrement sur l'autre. » Essayez maintenant de vous représenter, — non intellectuellement, mais sensoriellement, — quelle apparence du ciel peut donner cette figure à un contraste de clarté : je doute que l'expérience vous fournisse une seule impression qui puisse s'adapter à une interprétation aussi pittoresquement symétrique.

Voici une autre notation de même genre : « C'était un de ces grands paysages crépusculaires où les montagnes se traînent sur l'horizon, comme d'énormes colimaçons, dont les rivières et les fleuves, pâles et vagues dans la brume, semblent être la trace argentée. » L'image est plus familière cette fois : est-elle plus juste, j'entends au regard de la sensation visuelle qu'il s'agit de traduire? Non certes, car il n'y a aucune proportion entre le mince fil luisant qui représente un cours d'eau vu du haut d'un sommet lointain, et les larges masses sombres qui s'écrasent au-delà dans la nuit.

Découvrez-vous la moindre trace de souvenir physique dans ce petit tableau final : « Au ciel flotte une dernière lueur rose qui ressemble au reflet d'un autre monde sur le visage blême d'un mourant? »

— « Ici (dit le guide, en montrant un gracieux lac), un village tout entier s'est englouti. » Victor Hugo s'approche, déjà ému; il trouve la couleur de l'eau « inquiétante. » On lui conte des détails

navrans sur l'accident; en partant, il écrit sur son calepin : « On dirait une cuve pleine de *vert-de-gris*. »

Ne lui parlez point des couleurs prises en elles-mêmes, indépendamment des impressions qu'elles doivent traduire : « La mer est un saphir, le ciel est une turquoise, » voilà tout ce que ses yeux lui ont appris, ses yeux fascinés par ces « magnifiques échanges d'ombres et de rayons qui se font entre le ciel et la terre. »

Le voyage de 1843, aux Pyrénées, ne révèle point une autre disposition; seulement, comme le tour d'imagination du poète a changé depuis ces jours d'adolescence où il cherchait à se représenter ses premières courses à travers le monde, l'Espagne lui cause la plus étrange déception : « Hélas! Irun n'est plus Irun! Irun ressemble aux Batignolles! Et Fontarabie! Elle était restée dans mon esprit comme la silhouette d'un village d'or, au fond d'un golfe bleu, dans un élargissement immense... Je ne l'ai pas revue comme je l'avais vue. » Il est moins gêné avec les sites qui lui étaient encore inconnus et qu'il peut modeler à sa guise. Ainsi c'est à Pampelune, où il n'est jamais allé, qu'il reconnaît enfin l'Espagne: « Tout un monde qui sommeillait en moi s'éveille, revit et fourmille dans ma mémoire... le voilà plus resplendissant que jamais. »

Le long exil du maître et le voisinage constant de la mer n'ont fait que déterminer et fortifier cette tendance à regarder toutes choses en soi-même, à substituer la suggestion imaginative à la donnée sensible, dès qu'il s'agit d'une représentation poétique. La métaphore est désormais le seul procédé de signification dont il use. C'est un moyen concret et saisissant qui a parfois l'avantage de susciter directement aux yeux une impression que l'esprit serait impuissant à traduire par des signes abstraits : ainsi « le flot huileux et lourd décomposant ses moires, » la « cuirasse écaillée de la mer, » voilà qui rend merveilleusement un aspect rapide et précis qu'on aurait quelque peine à analyser. Mais combien de fois, en revanche, la figure est-elle amenée par tout autre chose que par la note particulière de la sensation! C'est, le plus souvent, la pensée présente ou plutôt l'état mental général du poète qui fournit le thème de la comparaison implicite : la pleine lune devient à volonté une « hostie, » ou une « tête coupée; » le croissant une « faucille, » un « fer à cheval » ou un « hausse-col; » la bande de pourpre qui borde le ciel au couchant, une « épée sanglante, » « un verrou de fer rouge » barrant la porte des nuits, etc. Parfois même l'image se réduit à une allusion spirituelle, sans aucun rapport physique avec l'objet perçu qu'elle prétend caractériser : ainsi la « crête-rouge du coq-matin, » la bruyère « camail violet » du vieux mont qui officie.

Il faudrait, pour bien faire, démêler dans toutes ces figures les

deux élémens constitutifs de l'impression visuelle : d'abord le *trait sensible* qui a été recueilli à l'exclusion des autres, — premier indice du caractère dominant de la vision, — ensuite *le rythme spécial de l'appareil optique* pendant cette opération, duquel dépend la physionomie de l'image, tantôt fine et discrète, tantôt violente et tourmentée. Deux questions se posent donc : pendant cette seconde moitié de sa vie où l'imagination se mêle si étroitement à la sensibilité dans la représentation du monde extérieur, que voit Victor Hugo? Comment voit-il?

Sur le premier point, nous devons avouer que le spectacle infiniment divers et changeant de la mer et du ciel qui s'y réfléchit ne paraît pas avoir révélé de colorations bien particulières et bien nouvelles au poète. Une seule teinte est directement exprimée, celle qu'on désigne souvent par le terme vague de *pourpre*, et qui va du jaune au rouge à travers les tons de la flamme. Il serait facile d'accumuler les images suscitées par cette impression : « avalanches d'or, cuivres du soir, forge de l'abîme, barre de feu posée entre le ciel noir et le ciel bleu, verrou de fer rouge, etc. »

Pour tout le reste de la gamme chromatique, le sens de la couleur semble s'être appauvri et même altéré, car il est devenu presque réfractaire aux nuances intermédiaires. Celles-là mêmes que Victor Hugo a notées ou analysées, au spectacle de la mer, ne dénotent point, à proprement parler, des impressions directes et simples. Considérez avec attention ce tableau de phosphorescence : « Un flamboiement qui n'est pas rouge, qui n'a rien de la grande flamme vivante des cratères et des fournaises; aucun pétillement, aucune ardeur, aucune pourpre, aucun bruit. » Voilà la perception vraie, et elle est exactement rendue; mais poursuivez : « Ce n'est pas l'incendie, c'en est le spectre, l'embrasement livide d'un dedans de sépulcre par une flamme de rêve, on ne sait quelle clarté faite d'aveuglement, lumière-fantôme où l'ombre entre comme élément. » Ne sentez-vous pas ici plutôt un effort intellectuel qu'une sensation positive? Tout au moins, les images dont cette sensation s'enveloppe et se complique évoquent-elles plutôt des idées que des traits physiques, en sorte qu'elle s'évanouit en une conception abstraite, en un thème à description qu'on peut développer sans avoir jamais vu cet état de la mer.

Le principal, sinon l'unique objet de la vision, pour Victor Hugo, reste la lumière blanche, la lumière rayonnante. Plus que jamais, c'est par l'éclat réfléchi qu'elle s'impose à ses yeux, non par la clarté diffuse dont elle baigne et imprègne les objets. Le regard du poète ne pénètre pas plus la nature que celui du Satyre ne distingue d'abord Vénus,

Ceinte du flamboiement des yeux fixés sur elle.

Il ne voit dans la mer mystérieuse et profonde que le miroir où le ciel se reflète, la « cuirasse écaillée » où étincelle l'éclair; dans les vagues changeantes qui étalent devant nos yeux un peu du secret de l'abîme, qu'une « troupe d'oiseaux blancs » voltigeant à travers des « plaques d'argent » et des « traînées d'or... »

Je ne dirai certes pas qu'il est devenu incapable de rendre les variétés délicates de la clarté qui naît ou s'évanouit dans les vapeurs de l'aube ou du crépuscule, car il n'est rien de plus achevé que *Stella* dans ce genre ; cherchez pourtant à quoi se réduisent les traces d'impression proprement visuelle dans ce merveilleux tableau. En réalité, il n'y a qu'un détail où la sensation se trahisse :

La lueur argentait le haut du mât qui penche,
Le navire était noir, mais la voile était blanche.

Oui, *cela* est vu, mieux que vu, senti, — c'est-à-dire perçu avec émotion et fixé à jamais dans le cerveau par l'ébranlement, de qualité unique, qu'a subi la rétine. Mais cela même est une impression *tranchée*, — l'opposition de deux taches, l'une sombre, l'autre brillante, qui frappent l'œil par l'éclat de ce contraste.

Quant au reste, le « sourire divin » dont le ciel s'illumine, la « blancheur molle » où transparaît l'étoile, « comme une âme à travers une perle, » si ce n'est pas de la fantaisie pure, c'est tout au moins un développement littéraire où se dilue et s'évapore une impression trop vague pour être directement exprimée.

Enfin, on n'aurait pas épuisé le contenu de la sensation visuelle chez Victor Hugo si l'on n'y faisait une part distincte au *noir,* qui, pour lui, est une couleur positive. Il faut même ajouter que la sensation à laquelle correspond cette désignation se révèle si intense, si profonde et si violente qu'elle donne l'illusion d'une clarté perçue. Tantôt c'est à travers la métaphore que cet effet s'accuse, — « la porte énorme de l'ombre, » la « gueule de la nuit; » — tantôt c'est dans l'expression immédiate, — « les blocs d'obscurité, » les « stagnations d'ombre » et « les flaques de nuit. »

Un vers résume cette particularité de la vision tournée vers l'invisible :

L'obscurité lugubre apparut toute *nue :*
On eût dit qu'elle *était* l'ombre qui la revêt.

Ce noir-là, c'est encore de la lumière; tout au moins, c'est un des deux pôles opposés vers lesquels s'orientent les couleurs qui décomposent la lumière ; car, on le sait, toutes les couleurs qui résultent d'une prédominance de rayons réfléchis et non absorbés,

les couleurs claires et brillantes, tendent à se confondre avec l'éclat qui les avive et à se perdre dans la *blancheur rayonnante;* toutes celles, au contraire, qui s'imprègnent dans les choses et semblent enfouir leur clarté dans les pores de la matière, les couleurs mates et sombres, ont leur terme et, pour ainsi dire, leur idéal dans la *noirceur absorbée.*

En sorte que, pour un sens optique tel que celui de Victor Hugo, les données chromatiques primitives et typiques sont le blanc et le noir, représentant essentiellement les deux modes suivant lesquels les corps reçoivent la lumière.

Nous atteignons là le principe même de la sensibilité visuelle que nous avons entrepris d'analyser; mais cette explication, si fondamentale qu'elle soit, ne suffit pas à rendre compte des déformations particulières dont témoignent les derniers ouvrages du maître. La vision simplifiée et accentuée y trahit de profondes modifications dans le fonctionnement de l'appareil où se forme l'image : c'est le second point qui s'impose à notre attention.

Tout d'abord, par l'effet de la méditation continue, de l'obsession des images, du poids constant des soucis, le regard du maître, autrefois si souple et si alerte, est devenu fixe, ce qui donne à sa perception une précision, une netteté, une rigueur par où s'explique le caractère des métaphores suscitées : « *Coups* de lumière, *déchirures* de soleil, *lames* d'argent, *barres* de feu, *plaques* de lumière, *flaques* d'ombre, *éclaboussures* d'étoiles... » De là cette impression de contraste, de saillie, cet effet de « repoussoir » qu'entraîne toujours l'effort de l'œil pour isoler un objet de son voisinage.

La conséquence immédiate de cette fixité est que le champ coloré, ainsi fouillé et analysé, ne subsiste pas à l'état de fond mat et uni : la tension de l'appareil fait saillir dans la teinte plate une foule de points lumineux, et la couleur se résout en un fourmillement où se recompose la lumière blanche. Voilà pourquoi l'œil bandé ne perçoit plus que l'éclat, — c'est-à-dire les rayons réfléchis, — et non la nuance absorbée par la surface miroitante.

Mais aussitôt, par l'effet de la même fixité persistante, l'éclat se change en scintillement, et les couleurs, d'abord évanouies, reparaissent dans la décomposition du prisme amenée par le miroitement : elles jaillissent, régulières et uniformes, dans l'alternance géométrique des rayons, nettes, distinctes et sans nuances, avec la vivacité vibrante de l'éclair, aussi différentes de l'espèce de teinture inerte et molle dont semblent imprégnées les choses matérielles qu'un arc-en-ciel diffère d'un champ de fleurs.

L'homme qui voit ainsi rapporte fatalement toute couleur aperçue dans les objets à tel ou tel élément du spectre que l'effort de

son regard y développe; il tire ses définitions ou comparaisons de l'aspect des seuls objets qui scintillent naturellement et constamment à tous les yeux, les astres et les pierres précieuses. Victor Hugo en vient bientôt là, sous l'influence des causes d'altération diverses qui affectent son tempérament, durant les longues années de solitude et d'exil passées au bord de la mer. Les nuances fines et changeantes de l'aurore prennent peu à peu pour lui la certitude et la dureté de ton du minéral : c'est « une fumée de saphirs, d'onyx, de diamans; » la voûte stellaire est une effrayante queue

De paon ouvrant ses yeux dans l'énormité bleue...

Tellement qu'à l'heure

Où Midi, le plus effréné des Jordaens,
Jette son flamboiement d'astre et de coloriste,

l'Univers apparaît à ses yeux enfiévrés comme « un amas de clartés, de braises, de rayons, de rubis, » donnant l'impression « d'un immense dragon constellé » de pierreries...

Un pareil étincellement ne peut aboutir qu'à l'éblouissement : à mesure que la vieillesse diminue, chez Victor Hugo, la force de réaction organique, la tension musculaire amène plus vite l'afflux de sang qui frappe le nerf optique de congestion momentanée. « La fixité calme et profonde des yeux » a pour terme nécessaire l'irradiation cérébrale où sombrent toutes les sensations comme tous les rêves du poète. Nous avions vu les couleurs se séparer en deux groupes : les unes, tenant de la clarté et représentant la joie, la liberté, la bonté, la vie; — les autres, tenant de la nuit et représentant le malheur et le mal, la servitude et la mort : dualisme qui se résumait en l'antithèse de la lumière et de l'ombre, principe de toutes les allégories et même de toutes les conceptions du poète. Mais ce manichéisme n'est pas la dernière étape de l'esprit de Victor Hugo, pas plus que le contraste n'est la dernière forme de sa sensibilité. Toute ombre obstinément contemplée s'évanouit en clarté, comme tout problème médité se résout en évidence. La muraille de l'Être,

bloc d'obscurité funèbre,
Monte dans l'Infini vers un brumeux matin,
Blanchissant par degrés sur l'horizon lointain,
Et, commencée en nuit, finit dans la lueur...

Le poète, qui a les yeux tournés vers l'avenir, ne voit plus que

cette aube, et c'est avec un cri de joie qu'il s'abîme tout entier dans l'unité rayonnante :

> Ténèbres, je ne vous crois pas,
> Je crois à toi, jour, clarté, joie !

L'œil de Victor Hugo nous est apparu presque insensible à la couleur proprement dite, c'est-à-dire à l'impression *statique* qui résulte de l'adaptation de la rétine au flux continu et uniforme émanant des rayons absorbés dans les surfaces matérielles. Il faut, pour mettre en branle le faisceau de ses nerfs optiques, ou le choc des rayons réfléchis produisant la sensation d'éclat, ou, à défaut de cette impulsion extérieure, l'effort interne que provoque tout contraste de clarté, en rendant nécessaire une accommodation spéciale de l'appareil visuel.

Cet œil est donc essentiellement énergique au point de devenir, en certains cas, automate; j'entends par là qu'il prend une part prépondérante à la perception, qu'il réagit contre la donnée sensible jusqu'à en altérer la puissance et la valeur. La sensation de pourpre dont il est obsédé ne représente pas une couleur déterminée : l'aveugle de Cheselden distinguait vaguement, avant l'opération, le « rouge, » en même temps que le blanc et le noir, parce que le rouge n'est qu'un effet réflexe de la lumière s'infiltrant à travers le sang de l'œil jusqu'au cerveau où elle va produire une impression de chaleur et de bourdonnement. Un autre aveugle, interrogé sur l'idée qu'il se faisait du rouge dont il parlait souvent, répondait qu'il le concevait comme « un grand bruit, un tumulte qui se serait fait dans sa tête. » En sorte que la prédominance de cette sensation trahit, dans l'appareil visuel de Victor Hugo, un état constant de tension, d'agitation qui se répercute, en quelque sorte, sur les objets extérieurs, en les teignant des reflets de sang dont sa prunelle est empourprée.

Cet œil, enfin, n'a rien du miroir immobile et passif que postule la théorie commune de la perception : je le comparerais plutôt à une de ces « plaques sensibles » qui développent, sous l'impression lumineuse, des puissances imprévues d'ombre et de clarté, creusant les perspectives, projetant les saillies, défigurant l'image à force d'en accuser les contours et les reliefs, — ou même, si j'osais braver le rire de Molière, à cette mythologique statue de Memnon où les rayons du soleil éveillaient mille échos cachés qui n'étaient que la réponse du Dieu à l'appel de la lumière.

LÉOPOLD MABILLEAU.

UNE

INDUSTRIE PASTORALE

L'agriculture française traverse une crise : le phylloxera a détruit une partie de ses vignobles, l'élevage du ver à soie disparaît, la concurrence étrangère nous prive de débouchés importans ; l'absentéisme, le fonctionnarisme, déciment les campagnes ; la terre, frappée d'anémie, reste là comme une sotte, payant pour tout le monde, rongée par la dette hypothécaire, et, par l'effet des partages héréditaires, des droits de succession, de vente qui grèvent le patrimoine immobilier des familles, le capital entier fait retour à l'État dans l'espace de soixante-quinze ans : le paysan attend de sérieux dégrèvemens toujours promis, toujours différés ; on n'a pas entendu son silence, et il se plaint que l'impôt n'ait pas seulement une assiette, mais tant de pique-assiettes qu'il déteste comme la grêle sur sa moisson; on oublie qu'il subit les révolutions et qu'il les répare par sa sagesse; pour lui, le budget n'est pas un arrosoir, mais un coffre-fort scellé d'un chiffre impénétrable. Mais les fléaux de la terre, les défauts du paysan, demeurent la rançon de vertus éternelles ; la terre est toujours la grande nourricière, le réservoir de force et de courage; elle pétrit son corps, le façonne aux plus rudes besognes, lui enseigne l'économie, cette seconde récolte; la patience, qui est le secret de la victoire, le détourne des inquiétudes de la pensée. Elle a ses années de langueur, où elle

trompe son robuste époux ; mais elle finit toujours par lui revenir, en le payant de sa fidélité, et elle lui inculque cette grande leçon des choses : pleurer sur sa maladie ne ramène pas la santé ; ne pas aimer à remuer son feu avec les mains du prochain, mais travailler, travailler encore, travailler toujours, marier le progrès avec les antiques coutumes, en s'avançant avec sagesse et fermeté dans la voie des améliorations ; instituer, là où elles sont possibles, les industries agricoles. Partout l'agriculture se métamorphose, devient de plus en plus intensive ; aux États-Unis, au Canada, dans l'Amérique du Sud, elle agit par grandes masses, comme une puissante usine, avec des terres de plusieurs centaines, de plusieurs milliers d'hectares, énormes domaines qui sont aux petites cultures ce que le *Louvre*, le *Bon Marché*, sont aux fabricans de détail. Grâce à notre régime successoral, la moyenne et la petite propriété dominent en France, où cette organisation fragmentaire est le plus ferme fondement de la sécurité, le bouclier de l'État contre les entrepreneurs de démolition antisociale. Et si elle ne peut s'adapter aisément aux nécessités de l'époque, du moins garde-t-elle des réserves précieuses dont le développement lui assure le bien-être : son bétail, la laiterie et ces nombreux modèles de sociétés rustiques qui confèrent à la petite propriété les avantages de la grande, procurent à ses produits des débouchés éloignés, mettent les plus humbles villages à la porte des centres de consommation.

I.

Parmi nos industries pastorales les plus importantes, figure la fabrication du fromage, et en particulier celle du gruyère, qui prospère surtout en Suisse, en Franche-Comté, dans l'Ain, la Savoie et la Haute-Savoie. Sans remonter au déluge, on me permettra de remarquer que, dans tous les temps, les peuples pasteurs ont fabriqué des fromages. Pline, Columelle, Varron assurent que les gourmets de Rome appréciaient les fromages de l'Helvétie, de la Séquanie ; les bergers des *Géorgiques* vendent les leurs à l'*ingrate* Mantoue ; et c'est avec un fromage des Alpes qu'Antonin le Pieux se donna l'indigestion qui lui coûta la vie ; peut-être même le fromage de Gruyère nous vient-il des Celtes ou anciens Gaulois rejetés par la persécution religieuse des Césars dans les hautes montagnes de la Suisse, d'où il aurait gagné de proche en proche. D'après les anciens chroniqueurs, au XIe, au XIIe siècle, les couvens d'Engelberg, de Muri avaient des droits sur le fromage doux (*seracium*). Alors, du reste, chacun produisait selon ses besoins et gardait ses provi-

sions : de là cette coutume de tenir de très vieux fromages en réserve, coutume qu'on retrouve dans les Ormonts, le Gessenay, le Valais, où, lorsqu'on enterre un habitant, on mange le fromage fabriqué en son honneur le jour de sa naissance, de son baptême et de son mariage. En 1628, on voit figurer, dans les inventaires après décès, quatre cents et même huit cents livres de fromages comme provisions de ménage, tous fromages maigres et du poids de dix à vingt livres (1).

Après la guerre de Trente Ans, la Franche-Comté se trouva tellement épuisée par sa courageuse résistance aux armes de Richelieu qu'elle ressemblait presque à un désert et qu'un chef de bandes, un Attila au petit pied, pouvait dire : « Si on trouve, après moi, une vache en Comté, je l'habillerai de velours. » Pour repeupler le pays, les Comtois s'adressèrent à la Savoie, au canton de Fribourg, et dans les montagnes du Jura vinrent s'établir des pâtres de la Gruyère, district gouverné par les comtes de Gruyère, qui portaient sur leur écusson héraldique une grue : ayant emmené avec eux leur modeste matériel, une chaudière, quelques planches, des vases en bois, ils mirent en commun le lait des troupeaux; le fruitier se transportait tour à tour de maison en maison, et le fromage appartenait à celui chez qui on le fabriquait. Cette organisation, qui a fonctionné pendant des siècles, n'a pas encore cédé partout la place à un système plus rationnel, tant règne, impérieuse, la tradition dans l'âme rurale ; et c'est petit à petit, très lentement, grâce à la pression des faits, que le progrès s'avance parmi les populations des plateaux, les plus difficiles à convaincre, parce que l'antique routine pèse sur elles, tandis qu'avec celles des régions moyennes et de la plaine, on opère en quelque sorte sur table rase. L'œuvre de transformation a ses apôtres : MM. Louis Milcent, Alfred Bouvet, Tripard, Gobin, A. Ligier, Charles Martin, Brusset, Gauthier, Auguste Calvet, Briot, etc., hommes énergiques et modestes, qui, résolument, arrachent tous les jours un peu d'ivraie du champ et la remplacent par le bon grain, offrant aux adeptes l'aisance, les ramenant à la terre, aux vertus domestiques. Moins de blé, plus de laiterie, plus de fromages, une alimentation intelligente du bé-

(1) Voir le *Manuel des fromageries* du docteur Munier. — Max Buchon, *les Fromageries franc-comtoises.* — A. Pouriau : *De l'Industrie fromagère, De l'Industrie laitière dans dix départemens; la Laiterie,* 1 vol. in-18, 1888. — L. Péquignot : *les Fromageries franc-comtoises. — La Crise de l'Industrie fromagère dans le Jura comtois et la Suisse, Annales agronomiques,* 25 février 1889. — Grandvoinnet : *Rapport à la Société d'agriculture de l'Ain sur les fruitières suisses;* Bourg, 1884. — G. Martinet, *la Situation de l'Industrie laitière en Suisse,* 1889. — Emmanuel de Vevey : *l'Activité de la station laitière de Fribourg en 1888.*

tail, une fabrication très soignée, voilà le programme et les moyens, voilà les premières conditions de la lutte contre la concurrence suisse (1).

Bien qu'on ait tenté d'attribuer aux fruitières françaises une origine plus antique que celle de nos voisins, bien qu'on ait pu citer des textes de l'année 1288, des arrêts du parlement de 1654 qui prétendait interdire la fabrication du fromage sous prétexte que le nombre des fruitières était excessif et que la vente s'effectuait en dehors de la province, « au grand préjudice du pays, » on ne saurait contester que, pendant longtemps, les Suisses nous aient surpassés, qu'ils aient été nos éducateurs; qu'aujourd'hui encore leurs produits l'emportent par une réputation consacrée qui forme en leur faveur une sorte de prescription et leur donne l'autorité de la chose jugée. Du moins avons-nous marché d'un pas rapide, puisque les prix de vente sont sensiblement les mêmes, et nous pouvons espérer que, tôt ou tard, on nous rendra justice. En réalité, les fromages de Mamirolle et d'un certain nombre de fruitières comtoises ne le cèdent en rien à ceux de l'Emmenthal, et s'ils avaient figuré à la table des plénipotentiaires du congrès de Vienne, peut-être eussent-ils disputé au fromage de Brie cette royauté que lui décernèrent les diplomates émules de Brillat-Savarin.

Les bons fromages de Gruyère ne craignent pas la comparaison avec le camembert, le roquefort; ils coûtent moins cher et fourniraient un aliment substantiel à nos soldats, aux classes laborieuses, chez lesquelles ils ne sont pas assez répandus. Partout où la condition des ouvriers s'améliore, observe Léonce de Lavergne, le premier mets que chacun ajoute à son morceau de pain,

(1) Le département du Jura, dont la superficie est de 500,000 hectares, nourrissait, en 1888, 78,158 vaches, dont 61,022 en fruitières; le produit en lait fourni par celles-ci à la chaudière est évalué à 89,795,800 litres, qui ont donné 7,482,989 kilogrammes de fromages divers, vendus 7,915,580 francs. Chaque vache a donc apporté à la chaudière 1,481 litres de lait par an, convertis en 122 kilogrammes de fromages, vendus 130 fr. 69. Tandis que, dans le Fribourg, on tire d'un hectolitre de lait 9 kil. 090 de fromage et 10 fr. 90, les Jurassiens n'en tirent que 8 kil. 337 et 8 fr. 90; tandis que chaque vache suisse donne 2,360 litres de lait ou 201 kil. 800 de fromage, valant 237 francs, chaque vache du Jura ne rend que 1,481 litres de lait ou 122 kilogrammes de fromages, valant 130 francs. Si les habitans du Jura traitaient leur bétail comme les Fribourgeois, ils auraient obtenu 144 millions de litres de lait, qui auraient fourni 12,310,000 kilogrammes de fromages, valant 14,457,000 francs, c'est-à-dire un profit presque double. Le canton de Fribourg a une superficie de 190,000 hectares; le recensement de 1888 indiquait 37,000 vaches laitières, produisant 94 millions de litres de lait, ou environ 2,550 litres par tête et par an, dont 86,833,500 litres sont employés à la fabrication du fromage et produisent 7,408,172 kilogrammes, vendus 8 millions 726,498 francs. Chaque vache aurait donc fourni à la chaudière 2,360 litres par an.

c'est un morceau de fromage. Que nos cultivateurs augmentent leur production, qu'ils installent de nouvelles fruitières; il y aura place au soleil pour tous, et la consommation marchera du même pas que la fabrication. Deux mille fruitières environ, concentrées la plupart dans cinq départemens, 14 millions de kilogrammes de gruyère, valant près de 22 millions de francs; 2 millions et demi de kilogrammes de beurre fabriqués dans ces fromageries et représentant encore 5 millions de francs, voilà des chiffres qu'il serait facile de doubler. Et deux mille fruitières de plus, ce serait deux mille communes nouvelles enrichies, car la fruitière, lorsqu'elle réussit dans un village, c'est l'aisance qui succède à la médiocrité; c'est l'écoulement des fourrages assuré, l'amélioration des races de bétail, les champs et les prés augmentant de valeur, trouvant acheteurs et fermiers.

Comment s'installent et fonctionnent ces sociétés patriarcales, comment se fabriquent et se vendent les fromages, quels obstacles et quels soutiens rencontre dans son expansion cette industrie? quelles satisfactions peut-elle réclamer? telles sont les questions qui se présentent naturellement. Le caractère juridique des fruitières, le droit des habitans d'une commune d'y entrer ou d'en sortir ont fait l'objet de mainte discussion entre les jurisconsultes, et de fréquens arrêts. Enfin, la cour de Besançon ayant décidé, en 1875, que les membres des sociétés de fromagerie ne peuvent être contraints de recevoir de nouveaux associés, et la Cour de cassation ayant rejeté le pourvoi, elles restent définitivement soumises aux règles du droit commun. On ne songe plus aujourd'hui à demander aux chambres une loi qui aurait pour premier résultat de créer quelques nouveaux fonctionnaires; mais, afin de prévenir les procès et les divisions, on substitue aux vieilles coutumes une convention écrite qui devient le code des parties. Et voici que la loi du 21 mars 1884 fournit à ces associations (1) le moyen de se développer, de respirer en quelque sorte, de marcher et se défendre plus librement. D'après l'article 6, les syndicats professionnels ont pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. Réunissez vos associés, introduisez dans vos statuts un article qui place la fruitière sous le patronage de la loi de 1884, déposez à la mairie le règlement en double exemplaire, avec la liste des membres du bureau, et voilà votre fromagerie passée au rang de syndicat professionnel, dotée de la personnalité civile et des avantages qui en découlent.

(1) Voir *les Syndicats professionnels et agricoles* dans la *Revue* du 1er septembre 1887.

La plupart du temps, les conventions écrites se réfèrent aux traditions anciennes qui assuraient la stabilité et la permanence de l'institution; il y a des règles générales qui ne varient guère, il y a des règles spéciales qui diffèrent selon les lieux, les convenances et les ressources des habitans. Obligation de livrer à la fromagerie tout le lait des vaches, sauf le lait nécessaire aux besoins du ménage, pénalités sévères et proscription énergique du lait fraudé ou malade, commission de surveillance chargée de l'administration, avec un président et un directeur-gérant, vente en bloc des fromages au profit de la société, défense aux associés de nourrir le fruitier, de lui faire des cadeaux sous peine d'amende, ces mesures forment aujourd'hui la base de tout statut bien combiné.

Un règlement semblable couperait court à une foule d'abus invétérés : la taille, le tour du fromage avec la marque nominative, la vente au confront. Dans les fruitières du bon vieux temps, la taille se compose d'un gros et d'un petit bout; quand le sociétaire est créancier d'une certaine quantité de lait livré, il a le gros bout qu'on appelle la haute taille; redevient-il débiteur, il reprend le petit bout; ainsi se distinguaient le doit et l'avoir : qu'un pareil système prêtât aisément à des passe-droit, on le comprend sans peine. Avec le tour du fromage, les gros sont favorisés, les petits lésés; que la fromagerie commence ses opérations en février, le possesseur d'une seule vache n'aura le fromage qu'en mai, après avoir fourni trois hectolitres au moins de lait; le voilà donc forcé d'attendre jusqu'au mois d'août pour vendre, tandis que le propriétaire de plusieurs vaches a vendu son beurre et touché le solde du premier trimestre. Puis, pour le fromager qui recevait des épices comme un juge de l'ancien régime, quelle tentation de favoriser les gros bonnets qui le régalent, le blanchissent, lui envoient du boudin, ne manquent pas de l'inviter chaque fois qu'ils ont le fromage! Celui-là qui me donne le rôti, je chanterai sa chanson : le vieil adage populaire reste vrai d'une vérité éternelle; l'argent et les cadeaux seront toujours le miel de l'humanité (1).

Et quelles facilités de se venger, de faire du mal au voisin, par envie, par méchanceté, parce qu'il faut bien que quelqu'un commence, comme dit l'autre! Que le fromager garde rancune au sociétaire pour lequel il travaille, deux morceaux de bois de trop sous la chaudière suffisent pour *faire partir* cinq ou six livres

(1) Autrefois, on offrait au curé la crème quotidienne et le fromage annuel; cet usage passera bientôt à l'état de légende.

de fromage *par la cheminée*. Dans telle fruitière, Pierre, ennemi de Paul, s'arrange, toutes les fois que celui-ci a le fromage, de manière à faire manquer l'opération : pas vu, pas pris. Avec le système de la vente en bloc, tout est à tous et aucun produit n'est à personne individuellement ; l'intérêt, ce tout-puissant monarque, enchaîne Pierre, devient son gendarme, son code pénal et sa conscience, car il sait qu'il ne faut conserver que les rancunes utiles. L'associé n'a plus le fromage, il touche sa part de la vente, mais lorsque revient son tour, il dispose du petit-lait, qui constitue une nourriture excellente pour les porcs, de la crème, et du beurre, à moins que celui-ci ne soit vendu pour le compte de la société.

Fabrication sans méthode et vente sans garantie positive, ces deux écueils de la fruitière vont habituellement de conserve. La *vente au confront*, qui réalisait un progrès sur les anciens usages, est un véritable nid à procès. Vendre au confront, c'est traiter au prix, encore indéterminé, d'une autre fromagerie renommée du voisinage. Naturellement la fromagerie-type est prise d'assaut par le marchand qui, pour obtenir un chiffre favorable, concède des avantages indirects : étrennes au fromager, épingles, bonifications déguisées sous le nom de bon poids, liberté de l'écrémage, achat en bloc et à l'avance, sans réserve de rebut, de tous les fromages de la campagne annuelle.

La *vente au confront* n'a plus que de rares adeptes : la vente aujourd'hui s'effectue deux, trois, quatre fois par an, sur des produits qui n'existent pas encore, dont le marchand ne peut apprécier avec certitude la qualité, avec des cours bien mieux connus du négociant que des administrateurs. Les marchés se concluent verbalement, on ne stipule aucune indemnité de retard pour l'enlèvement. Au moment de la livraison, si les cours sont en hausse, l'acheteur élève peu de difficultés, fait peu de rebuts ; sont-ils en baisse, tout lui sert de prétexte à des réclamations ; or les syndics ou gérans subissent toujours ces exigences, parce qu'un mauvais accommodement vaut mieux qu'un bon procès, parce que le résultat le plus clair d'une querelle en justice, *c'est de gagner un chat et de perdre une vache*. Sur les 542 fruitières du Jura, 98 ont en 1888 supporté des rabais plus ou moins considérables. « Je serais bien curieux de savoir, demande M. Gobin, directeur de la fromagerie-école de Poligny (1), si jamais, la hausse étant survenue depuis son achat à terme, un négociant a offert à une société frui-

(1) *La Fruitière jurassienne;* cette feuille mensuelle, publiée à Poligny, envoyée gratuitement à toutes les fruitières du Jura, leur rendra de précieux services. — Signalons aussi le *Journal du syndicat des fruitières du Doubs*, imprimé à Saint-Vit (Doubs) qui publie d'utiles articles sur toutes les questions fromagères et agricoles.

tière une augmentation proportionnelle sur les prix convenus. Les ventes de récoltes de vignes sur pied se pratiquent assez couramment aujourd'hui; mais avez-vous vu ces achats s'opérer en avril, six mois avant la récolte qui aura à supporter d'ici là les chances de gelée, coulure, grêle, mildew, et alors que l'acheteur ignore, comme le vendeur, si le grand fabricant de vin, le soleil, travaillera pour eux, leur fournira quantité et qualité?... Il serait intéressant que quelqu'un voulût bien expliquer en quoi le commerce des fromages diffère du commerce des blés, des huiles, des vins, du drap, de la toile, du beurre ou du chocolat. Je ne pense pas que jamais producteur ou vendeur aient été plus débonnaires que notre fruitière jurassienne; que jamais négociant ait eu assez d'audace pour imposer ses conditions, toujours acceptées d'ailleurs. »

Conclusion : les paroles sont femelles et les écrits sont mâles; si l'on trouve beaucoup d'acheteurs loyaux et solides, il en est qui regardent le commerce comme l'art d'abuser du besoin que quelqu'un a de quelque chose, qui pratiquent la politique du coucou, et n'hésitent point à faire du cuir d'autrui large courroie. Plus de conventions verbales, mais des marchés fermes, bien et dûment écrits, sur produits fabriqués et appréciables, vendus au cours du jour. Supprimez pour les uns les chances de baisse, pour les autres les chances de hausse, déterminez de suite les rebuts, les conditions de prix, de pesage, de livraison, vous ferez disparaître les causes de discussion et de perte. Mieux encore. Les administrateurs de l'école de Mamirolle ont décidé l'an dernier que les fromages seraient mis en adjudication sur soumission cachetée. La tentative semblait hardie, puisqu'elle allait à l'encontre des habitudes du commerce : elle a pleinement réussi : en mai dernier, huit amateurs se présentaient pour la production de mars et d'avril. M. Cuisenier, de Besançon, a été proclamé adjudicataire au prix de 85 francs les cent livres, le chiffre le plus élevé qu'on ait obtenu depuis quinze ans. L'école de Mamirolle qui traite aujourd'hui 6,000 litres de lait, et fabrique douze fromages par jour, commençait il y a deux ans avec 200 litres.

II.

Entrons dans un chalet modèle et visitons-le attentivement : l'examen du local, du matériel, de l'outil fait mieux comprendre le travail de l'homme.

La lumière et la ventilation sont assurées dans toutes les pièces; le sol cimenté, briqueté ou dallé; partout une pente de 1 à 2

pour 100, amenant les eaux de lavage dans un canal par l'intermédiaire d'une grille syphoïde qui empêche tout retour d'odeurs, car la moindre impureté peut contaminer le lait et compromettre la fabrication : les petits canaux aboutissent à une rigole collective qui conduit les résidus loin de la fromagerie. Murs blanchis au lait de chaux. Dans la chambre à lait et les caves, plafond constitué par une voûte plate en briques.

Une pièce centrale, le vestibule, commande toutes les autres : là se font la réception et les analyses du lait, la vente, le pesage des fromages. Le pèse-lait indique soit la quantité, soit le poids, ce qui n'a pas grande importance, puisque le litre de lait pèse environ 1,025 grammes : les Suisses emploient la romaine, seule mesure fédérale reconnue ; en France, on se sert du pèse-lait à cadran, instrument très pratique qui détermine plutôt la quantité ; un certain nombre de fruitières du Jura et de l'Ain emploient un appareil, appelé *flottomètre*, qui mesure le lait et ne le pèse point. Les analyses de lait suspect et de beurre se font avec le crémomètre, le lacto-densimètre (1), le lacto-fermentateur et le lacto-butyromètre de Dietsch. Le vestibule présente cet avantage que les sociétaires ne pénètrent pas dans la cuisine et ne dérangent point le fromager dans son travail.

Voici la cuisine, bien éclairée, placée au sud et à l'est, avec un plafond de bois enduit d'un lait de chaux, parce que le plâtre tomberait sous l'influence des vapeurs produites. Le foyer, adossé au mur en maçonnerie, a la forme d'un calice, encastre hermétiquement la chaudière, empêche le passage de la fumée ou des cendres : il se ferme en avant par une large porte en tôle, à deux battans, qui permet à la chaudière d'entrer et sortir à volonté. Celle-ci se suspend à une potence en fer, mobile sur deux pivots, servant à l'introduire dans le foyer ou à la retirer. Il y a aussi des appareils à foyer mobile et chaudière fixe. Dans quelques grandes fromageries, on chauffe les chaudières à la vapeur, procédé excellent, supérieur aux autres, mais peu pratique en raison des frais d'installation qu'il entraîne (2). La capacité des chaudières varie de 300 à 700 litres pour le gruyère, et de 1,000 à 2,000 litres pour

(1) On considère comme lait malade, le lait aqueux, qui ne mesure pas 10 pour 100 de crème ; le lait acide, le lait bleu, le lait mucilagineux ou filant, le lait graveleux, le lait amer, le lait rouge, etc. Le lait falsifié est le lait écrémé, coupé d'eau, additionné de farine, amidon, gypse et autres matières étrangères.

(2) On peut évaluer à 1,600 francs les frais d'achat du matériel nécessaire à la confection des fromages et du beurre pour une fruitière moyenne traitant 500 à 800 litres de lait par jour. Dans beaucoup de fruitières, le fromager fournit une partie des objets nécessaires à la confection des fromages : chaudière, tranche-caillé, brassoirs, poches à écrémer, présure, sel, bois, toiles, moules, etc.

l'emmenthal, qui atteint le poids de 140 kilogrammes et qui n'est qu'une variété de gruyère.

Dans un coin de la cuisine, la presse, qui joue un rôle important : on sait que la solidité des fromages suisses tient en partie à la pression énergique à laquelle ils sont soumis, pression qui les conserve pendant plusieurs années : 1,500 à 2,000 livres pour un fromage de 100 à 180 livres.

J'ai vu des presses de toute espèce, des systèmes déplorablement primitifs où la pression n'est nullement graduée : celle de mon chalet-modèle est la presse Laurioz qui se compose d'une table en chêne creusée d'une rigole pour l'écoulement du petit-lait : sur cette table, on place le fromage dans son moule et ses foncets, et une presse horizontale en fonte exerce sur le foncet supérieur la pression nécessaire au moyen de deux leviers fixés sur un arbre commun à la partie inférieure de la table; l'un de ces leviers porte un bras gradué muni d'un poids curseur assez lourd; la pression s'opère d'elle-même, croissant progressivement à mesure que le fromage comprimé devient plus dur, et le levier s'abaissant en même temps qu'il se débarrasse de son petit-lait.

La chambre à lait, située au nord et communiquant avec le vestibule, est le local où l'on entrepose le lait afin de conserver la traite du soir jusqu'au matin et de favoriser la montée de la crème. On y obtient la température modérée nécessaire au moyen d'une auge ou réfrigérant. Pour établir celui-ci, il faut avoir à sa disposition de l'eau courante ou de l'eau de puits qui circule dans des bassins où l'on dépose les vases à lait : ces bassins se construisent en ciment ou en bois recouvert de métal galvanisé; ils doivent avoir $0^m,60$ de largeur et $0^m,10$ à $0^m,13$ de hauteur, sans compter les tringles du fond sur lesquelles on pose les rondes et qui ont $0^m,04$ d'épaisseur. Les rondots ou vases à lait sont en métal, très plats, et mesurent environ 24 litres. A Pontarlier, le fond de l'auge est garni d'un tube percé de petits trous par lesquels l'eau s'échappe et va frapper les rondots (1).

Près de la chambre à lait, la chambre à beurre, munie de tables, baratte, malaxeur, délaiteuse, moules à beurres, etc. L'expérience a prouvé l'utilité de fabriquer le beurre à la fruitière, la vente se faisant au profit de la société ou l'associé en disposant à son gré. Le cours du beurre dans nos villages ne dépasse guère la moyenne de 1 franc la livre; or on atteint 1 fr. 40, 1 fr. 50 si l'opération est

(1) Dans les grandes laiteries françaises et étrangères, on met à profit les découvertes de M. Pasteur et on *pasteurise* le lait, en le chauffant d'abord jusqu'à 95 degrés environ, puis en le refroidissant rapidement jusqu'à quelques degrés seulement au-dessus de zéro : on le conserve ensuite à la température moyenne de 10 à 12°.

bien pratiquée : au chalet-modèle, on a un moule qui sert de marque de fabrique, et son beurre fait prime sur les marchés. Cela n'a l'air de rien et cela constitue un grand progrès, car la routine est le dernier seigneur du pays, et la femme le dernier défenseur de la routine. Elle qui a déjà tant de mal à donner le lait de ses vaches, crie volontiers à la fin du monde si les hommes imaginent encore de ne plus lui rendre la crème. Mais, dit-on, vous irez faire le beurre avec le fruitier, vous pourrez l'emporter ensuite, le vendre ou le consommer à votre guise. Toutes ces manigances lui semblent suspectes. Et puis, il faut bien dire le fin du fin, le pourquoi du pourquoi : le mari est très serré, il n'ouvre guère les cordons de la bourse, il faut se cacher de lui pour les dépenses les plus utiles, et on *fait des loups;* on vend secrètement un peu d'avoine, du blé, des poules, du beurre surtout. C'est un proverbe consacré qu'une femme peut faire sortir par la chatière ce qu'un homme ne pourrait pas faire entrer par la porte de la grange. Mais avec le beurre fait à la fromagerie, le contrôle du mari devient plus facile, et adieu les larcins de beurre!

Les caves sont au nombre de deux : la cave fraîche et sèche, plus petite, qui reçoit tout d'abord les fromages pendant douze à quinze jours; la cave chaude, voûtée, avec ses tablettes, son calorifère, son hygromètre, son thermomètre et son ventilateur. A côté de la cave fraîche, on a aménagé une glacière : la glacière, aux États-Unis, est le complément obligé de toute laiterie bien organisée.

C'est pendant le séjour dans la cave que les fromages acquièrent la saveur piquante qui les fait rechercher : ils deviennent le siège d'une fermentation lente de laquelle résulte une production d'hydrogène, d'acide carbonique, de sels ammoniacaux, etc. Quant à la fermentation caséique, elle est déterminée par le développement de sporules, moisissures, mucédinées, mucors, ovules, infusoires déposés par l'air sur le lait caillé pendant les manipulations qu'on lui fait subir. Le persillé des fromages de Roquefort, du stracchion de Milan provient du développement exagéré de ces êtres infiniment petits, développement d'autant plus actif que le fromage est plus mou, le local plus aéré, et maintenu à une température plus voisine de 20 degrés.

Tandis que le salage imprime à la pâte une saveur particulière, contribue à la conservation et maintient la fermentation des fromages, le chauffage régulier des caves est d'une importance capitale pour prévenir les défectuosités, hâter la maturité et diminuer la perte de poids. Les producteurs suisses écoulent leurs gruyères d'hiver en France comme une véritable primeur, dès le mois de février, alors que les

produits de Franche-Comté, fabriqués à la même époque, ne sortent le plus souvent des caves qu'en juin et juillet : durant trois et quatre mois, nos concurrens, plus habiles, répondent seuls à l'appel des consommateurs. Pourquoi? Parce que, depuis longtemps, les Suisses ont reconnu que les caves doivent présenter, en hiver, les températures suivantes, d'après l'âge des fromages que l'on passe successivement d'une cave dans l'autre : Fromages frais ou blancs, sortant de la presse, 10 degrés; un mois plus tard, 13 à 15 degrés; deux mois ensuite, 10 à 12 degrés.

Lorsque, au sortir de la presse, le fromage a séjourné douze à quinze jours dans une cave sèche, à température relativement basse, avant d'être soumis à l'action de la chaleur humide, on n'a plus à craindre que les pièces se déforment, s'étendent; la croûte se forme, s'épaissit, durcit en prenant une belle couleur jaune d'or. Autre utilité de la première cave : quand les fromages sont restés quelque temps dans la cave chaude, il peut arriver que certains tomes fermentent trop rapidement et tendent à se bomber : rien de plus simple alors que de transporter ces pièces dans la cave froide où, la fermentation se trouvant ralentie, le danger de gonflement disparaît aussitôt.

Mais il ne suffit point de régler la température des caves, il faut déterminer aussi leur degré d'humidité. Il en est de naturellement sèches et d'autres naturellement humides, suivant qu'elles se trouvent au rez-de-chaussée ou sous terre, creusées dans le roc ou en sous-sol de plaine. Ainsi l'hygromètre doit faire pendant au thermomètre et indiquer les degrés suivans : Fromages frais ou blancs, 80 à 85 degrés; un mois plus tard, 85 à 90 degrés; deux mois ensuite, 90 à 95 degrés.

Pour chauffer la cave, un fourneau en fonte ordinaire ne convient point, parce que la chaleur, très vive d'abord, tombe rapidement pendant la nuit; mais on obtient l'état hygrométrique nécessaire avec des fourneaux en briques, en pierre ollaire ou en fonte émaillée, munis d'une bassine de vaporisation. A défaut d'hygromètres ou de psychromètres perfectionnés, on se contente de l'hygromètre à cheveu (le capucin), ou même de celui que fabriquent eux-mêmes les fruitiers suisses avec une ramille de sapin écorcée et recourbée, que l'humidité fait redresser. Seulement il faut adapter à ces petits instrumens un cadran gradué par comparaison avec l'hygromètre de précision. Enfin, le premier étage de la fruitière modèle comprend le logement du fromager et la salle de réunion des sociétaires.

Voilà le chalet idéal. Il n'a qu'un inconvénient : c'est de coûter fort cher; 12,000 ou 15,000 francs de dépenses ne laissent pas de grever lourdement le budget de propriétaires ruraux qui, en

général, ne roulent pas sur l'or et l'argent. Qu'ils souscrivent des actions ou qu'ils empruntent, l'intérêt de l'argent et l'amortissement du capital devront toujours se prélever sur les revenus de la fromagerie, et les bénéfices des premières années sembleront bien modestes. Dieu merci ! beaucoup de fruitières réussissent avec une installation moins grandiose. Louez près d'un ruisseau ou d'un puits, une maison pourvue au rez-de-chaussée de deux pièces et d'une grande cave qui puisse se partager en deux parties, faites quelques réparations, et avec un matériel de 1,200 à 1,400 francs, du bon lait, un fromager expérimenté, vous aurez d'excellens produits. Je sais une minuscule fruitière établie à Vandelans, canton de Rioz (Haute-Saône) : la cuisine, une chambre à lait, une autre pièce qui sert de cave, une quatrième qui forme le logement du fromager, pas de crépissage aux plafonds, aucun pavage (la cuisine seule est briquetée), les frais simplifiés jusqu'à l'extrême limite ; la dépense n'a pas atteint 500 francs. Les sociétaires ont réparé eux-mêmes la maison, fabriqué une partie des instrumens, ils prennent pour devise : le *self-help*, l'économie; ils se disent qu'on n'a de bien que celui qu'on se fait. Ils ont un bon fruitier qui n'a pas manqué un fromage depuis deux ans, le pays se relève, s'enrichit à vue d'œil, les vaches donnent en moyenne 300 francs de revenu par an, y compris, bien entendu, le beurre, le petit-lait et le veau. Voilà ce qu'on obtient avec de la persévérance, voilà ce qu'on pourrait faire dans la moitié des communes de la Haute-Saône, qui possède des prés de première qualité. Malheureusement, elle a à peine quinze fruitières, toutes fondées dans les arrondissemens de Gray et de Vesoul, sauf une seule qui commence dans l'arrondissement de Lure, et dont les vingt premiers associés accomplissaient presque un acte de courage en prenant cette initiative, dans un pays où cette industrie pastorale était absolument inconnue, et malgré les clameurs, les prophéties railleuses des ignorans, des envieux et des sots. Quand donc nos cultivateurs secoueront-ils cette léthargie séculaire? Quand se lasseront-ils de pratiquer la politique de l'autruche, de fermer les yeux lorsqu'on leur montre la vérité? Quand auront-ils pitié d'eux-mêmes? Planter de vieux échalas en guise de provins n'est pas, remarque Max Buchon, le moyen de s'assurer une bonne vendange. Pour se faire une idée juste d'une forêt, il faut non pas rester dedans, mais en sortir.

III.

De bons prés, de bonnes vaches, un bon fromager, trois essentielles conditions de succès : à vrai dire, les deux premières n'en

font qu'une, ou plutôt la seconde ne va pas sans l'autre. « Est à souhaiter le plus du domaine être employé en herbages, trop n'en pouvant avoir pour le bien de la mesnagerie, d'autant que sur un ferme fondement toute l'agriculture s'appuie là-dessus. » Et, pour remplir ce précepte d'Olivier de Serres, il faut entretenir un bétail de plus en plus nombreux (ferme sans bétail est cloche sans battant), l'expérience démontrant que l'industrie laitière est l'avenir de la France agricole, que la vache rapporte plus que l'élevage des bœufs d'engrais et du mouton :

> Elle, bonne et puissante, et de son trésor pleine,
> Sous leurs mains, par momens, faisant frémir à peine
> Son beau flanc plus ombré qu'un flanc de léopard,
> Distraite, regardait vaguement quelque part.

Dans les Hautes-Alpes, où l'on a, depuis 1877, fondé une vingtaine de fromageries, les associés reconnaissent que la même quantité de fourrages consommée par des bêtes à laine produit deux fois moins qu'employée à la nourriture des vaches sans fruitière et quatre fois moins qu'en fruitière, que la conversion des terres en prés augmente le fumier disponible, le revenu, et diminue les frais d'exploitation (1). D'ailleurs, en favorisant l'institution dans la région des Alpes et des Pyrénées, M. Tisserand, directeur général au ministère de l'agriculture, MM. Calvet, Briot, les conseils-généraux poursuivent un autre but : le reboisement, le rega-

(1) M. Rigaux, professeur départemental d'agriculture de la Haute-Savoie, m'a fourni les chiffres suivans : ce département, d'après le recensement du 1er janvier 1890, a 297 fruitières réparties dans 180 communes. La production du gruyère demi-gras est de 24,423 quint. 45, celle du beurre, de 4,757 quint. 81, provenant de 317,187,742 quintaux de lait. En 1889, le prix moyen du gruyère était de 100 francs le quintal et celui du beurre de 2 fr. 25 le kilogramme. En 1887 et 1888, les gruyères valaient en moyenne 110 francs et le beurre 2 fr. 15. Le nombre des fruitières, en 1887, était de 232, et de 265 en 1888. — Le département de la Savoie possède 82,000 vaches laitières, 40 fruitières et une centaine de montagnes pastorales, appartenant à des communes, à des particuliers qui les louent ou les exploitent. 307,000 kilogrammes de beurre, 1,031,000 kilogrammes de gruyère, environ 429,000 kilogrammes de fromages de fantaisie : reblochons, gratairons, boudannes, tomes, Mont-Cenis, tignards, vacherins, persillés, voilà, d'après M. Briot, la production en 1888. Les vaches sont, pendant neuf mois, nourries dans les villages, et en été dans les pelouses pastorales, qui s'étendent au-dessus de la zone forestière, et dont la contenance est évaluée à 188,000 hectares. Les fruitières fabriquent surtout du beurre et du gruyère, et c'est ce même fromage que l'on fait en plus grande quantité dans les montagnes pastorales : ainsi Beauport, qui produit 62,650 kilogrammes de beurre, 171,000 kilogrammes de gruyère, 122,850 kilogrammes de tomes, n'a pas une seule fruitière, mais il renferme quinze villages et vingt-huit montagnes pastorales.

zonnement des montagnes. Quant aux habitans de l'Ain, ils possèdent maintenant une race qui donne 20 à 25 litres après le vélage, une moyenne de 15 litres pendant les six mois qui suivent, rapporte jusqu'à 350 et 400 francs par an : dans les communes à fruitières, on ne trouve plus de bœufs et de chevaux que là où ils sont absolument nécessaires pour opérer de lourds charrois, et c'est un axiome consacré que la vache donne trois fois autant que le bœuf à l'engrais, six fois plus que l'élevage du cheval, qu'elle procure plus d'aisance que la vigne aux pays vignobles, car la vigne enrichit le propriétaire, mais appauvrit le sol, et la fruitière enrichit l'un et l'autre. Des communes qui jadis vendaient deux cents voitures de foin au dehors, en achètent deux cents aujourd'hui, leurs prairies artificielles en rendent encore deux cents ; les champs qui produisaient 8 à 10 hectolitres par hectare en donnent 15, 25 et 30 ; des métairies qui valaient à peine 15,000 francs se vendent couramment 60,000.

En général, le bétail suisse l'emporte sur le bétail de nos fruitières : mieux soigné, mieux nourri (les poules pondent par le bec), fortifié par une sélection intelligente, paissant dans la montagne des herbages aromatiques et buvant l'eau limpide des sources, il réunit ce double avantage : quantité, qualité. Tandis qu'en Franche-Comté la vache fémeline donne en moyenne 1,800 litres de lait, la vache suisse arrive à 2,300 au minimum ; dans beaucoup de villages elle dépasse 3,000, et l'on en cite qui rendent 4,200 litres. D'après une ancienne coutume qui a contribué à la sélection du bétail de ce pays, un jour d'été, tous les propriétaires d'une alpe se donnent rendez-vous : le lait des bêtes est mesuré devant témoins, la plus féconde proclamée reine du troupeau, et ses descendans sont recherchés dans la vallée jusqu'à la troisième et quatrième générations. La Suisse est en toute vérité le pays du lait : ses 663,102 vaches fournissent 15,251,346 hectolitres, qui, à 12 francs l'hectolitre, représenteraient une valeur de 183,016,152 francs. L'exportation des fromages atteignait, en 1886, 27,431,900 kilogrammes : si l'on admet une consommation moyenne de 8 kilogrammes par habitant (elle n'est que de 2 kilogrammes en France), on obtient une production totale de 50,080,196 kilogrammes qui, au prix modique de 1 fr. 10, équivalent à 55 millions de francs. La Suisse a quatre écoles de fromagerie théorique et pratique, organisées, dirigées de la manière la plus satisfaisante : Moudon, Sohrntal, la Rutti et Fribourg.

La différence du prix de vente entre les fromages de plaine et de montagne est d'ordinaire de 3 à 5 pour 100 ; deux fois seulement, depuis quarante-quatre ans, les premiers ont dépassé les

seconds. L'altitude seule ne détermine pas le prix, mais aussi, et avant tout, l'installation de la fromagerie, l'habileté du fruitier. On comprend l'importance du choix du fromager : beaucoup de candidats se présentent, mais la présomption ne remplace pas le talent, et trouver un homme expérimenté, sobre, honnête, capable de tenir une comptabilité régulière, constitue un problème assez ardu. Est-il célibataire, prenez garde qu'il ne s'absente trop souvent et ne favorise les maisons où il y a de jolies filles ! Est-il marié, père de famille, gare aux produits de la fromagerie ! Je connais une fruitière où l'on débuta par un ivrogne ; les fromages se vendirent 41 francs les 100 livres ; les associés persistèrent, ils choisirent un autre fruitier, les tomes trouvent preneur à 70 francs.

Le gage du fromager (1) est, tantôt fixe avec quelques primes éventuelles, tantôt proportionnel à la quantité des produits ; il varie, selon que la fabrication s'opère toute l'année ou seulement pendant une demi-saison, selon qu'il fournit chaudières, présure, toiles, tranche-caillé, moussoirs, sel, etc., qu'il est nourri, que la fruitière est plus ou moins importante, qu'il peut suffire seul au travail ou qu'il doit prendre un aide payé : le minimum est de 4 fr. 50 et le maximum de 17 francs par 100 kilogrammes fabriqués : en Suisse, on le paie 1,000 à 1,200 francs. Ayez soin de l'intéresser directement à la quantité et à la qualité des produits. En le rétribuant d'après la quantité seulement, il visera, s'il n'est pas délicat, à produire beaucoup de poids ; et pour cela, il chauffera peu le fromage, le pressera mal.

Un grand pas vient d'être fait : en 1887, M. Viette, député du Doubs, avait présenté à la chambre un intéressant rapport sur l'industrie fromagère ; devenu ministre, il décida, par arrêté du 19 juin 1888, l'organisation suivante : 1° création d'une station de recherches et d'études scientifiques sur le lait, à Besançon, sous le titre de *Station laitière de l'Est*, comprenant un directeur, un préparateur et un garçon de laboratoire ; 2° une école de laiterie établie dans une maison, avec jardin et prés, acquise par l'état, à Mamirolle, auprès d'un domaine rural, avec vacherie et fruitière, lesquels sont exploités aux frais et risques des propriétaires qui mettent leur lait à la disposition de l'école ; le personnel se compose d'un directeur, deux professeurs et un chef de pratique payés par l'état ; 3° une fruitière-école établie à Saint-Vit dans une fromagerie exploitée par un syndicat. Une autre fromagerie-école a été fondée à Poligny

(1) A Servigney, canton de Saulx, Haute-Saône, le fruitier reçoit un traitement de 700 francs, une prime de 2 fr. 15 par 100 francs de vente, une prime de qualité variant de 60 à 220 francs selon que les fromages atteignent des prix plus ou moins élevés. Cette combinaison semble préférable à toutes les autres.

par le conseil-général du Jura. L'école de laiterie a pour but de faire connaître et répandre les meilleures méthodes d'élevage, la fabrication du beurre, du fromage et l'emploi rationel des sous-produits; elle reçoit deux catégories d'élèves : 1° des jeunes gens désireux de s'instruire dans tous les détails de l'industrie laitière; 2° des fruitiers praticiens qui viennent se perfectionner; la durée des études est d'un an pour les premiers, de trois mois pour ceux-ci, l'enseignement gratuit; les apprentis doivent pourvoir à leur entretien; mais l'état et les départemens accordent des bourses de 40 francs par mois à quelques élèves. De cette création, réclamée depuis longtemps, sortira une pépinière d'excellens sujets. Les directeurs de Mamirolle et de Poligny, MM. Martin et Gobin, font, quand on le leur demande, des conférences dans les communes et donnent d'utiles conseils pour l'aménagement des nouvelles fromageries. Dans le département de l'Ain, à Maillat, à Ruffieu, deux petites écoles de fromagerie, instituées en 1883 et 1884, présentent des résultats satisfaisans.

Voilà donc notre fruitier choisi, son traité signé, le chalet aménagé, pourvu de ses instrumens, le lait versé dans la chaudière : tout près du praticien, la poche, le brassoir, le disque, le tranche-caillé, les toiles, la présure qu'il fabrique lui-même (1), au fur et à mesure des besoins, avec la caillette ou quatrième estomac des jeunes veaux. Voyons comment il procède. Quand le lait a atteint 30 ou 40 degrés suivant la saison, il éloigne un instant la chaudière, y jette la présure qui provoque et détermine le caillage. Au bout de 20 à 25 minutes, la masse ayant pris une consistance gélatineuse, le fabricant, armé du tranche-caillé, commence par la découper en tranches horizontales, d'une manière très régulière. Le lait est remis au feu, porté à une température de 45 à 50 degrés, et pendant la chauffe, il ne cesse de mouver, de brasser la masse encore liquide, afin de partager le plus possible les grumeaux du caillé en facilitant leur formation: en même temps il suit la marche de la température en s'aidant d'un thermomètre qu'il plonge fréquemment dans le liquide. C'est à ce moment qu'éclatent sa force, son habileté, c'est ce tour de main qui exige une longue et minutieuse pratique. Lorsque les grumeaux qui nagent dans le liquide, amenés à la grosseur de grains de riz, sont d'un blanc jaunâtre, se séparent d'eux-mêmes quand on ouvre la main après les avoir serrés, forment une pâte élastique craquant

(1) On fabrique aussi de la présure concentrée, liquide ou en poudre; mais nos fromagers n'en ont point l'habitude, et presque tous s'en tiennent à l'ancien système, avec raison peut-être, car cette présure artificielle présente quelques inconvéniens. Voir l'excellent traité de Pouriau, *la Laiterie*, 4e édit., 1888; librairie Audot.

sous la dent, alors le fruitier cesse de débattre, mais il imprime à la masse un mouvement giratoire destiné à permettre au grain de se réunir au centre et au fond de la chaudière, et il procède à la mise en moule. A cet effet, il prend une toile d'environ 2 mètres de longueur sur $1^{m},50$ de largeur, noue l'une des extrémités autour de son cou, et fait passer l'autre sous le pain de caillé réuni au centre de la chaudière. La pâte ainsi placée comme dans un sac est remontée, transportée par l'ouvrier dans un moule cylindrique, soumise pendant quarante-huit heures à une pression énergique qui amène l'égouttement du petit-lait, le tassement, la formation définitive de la meule; on la porte alors à la cave, on la place sur des tablettes superposées, elle est soumise à la salaison et subit une fermentation qui imprime à la pâte une saveur et une odeur caractéristiques. Au bout de quatre, cinq ou six mois, un bon fromage doit présenter une pâte unie, sans crevasses, de couleur jaune clair, avec des yeux brillans, légèrement humides; la pâte doit s'écraser facilement entre le pouce et l'index, fondre dans la bouche après quelques instans, en laissant une saveur légèrement salée. Les fromages *bréchés* (sans yeux), *écaillés* (à trous irréguliers, nombreux et semblables à ceux d'une éponge), *gercés* (fendillés extérieurement), *montés* (boursouflés), *lainés* (présentant des fentes horizontales à l'intérieur), proviennent d'une fabrication défectueuse et surtout d'une fermentation insuffisante, qui les exposent à une grande dépréciation, souvent même à un refus complet du négociant.

Avec le petit-lait resté dans la chaudière après la sortie du fromage, on obtient encore deux produits : le beurre de petit-lait, beurre de brèches ou grasseion, et le serai. La meilleure manière de fabriquer le beurre de brèches consiste à laisser refroidir pendant trois jours dans un endroit frais le petit-lait, avant de l'écrémer : à la Station laitière de Trente (Italie), en le maintenant à une température de 10 à 12 degrés, on a pu retirer de 1,000 litres de lait ayant servi à façonner du fromage gras de Gruyère, 12 kilogrammes de second beurre très recherché par les pâtissiers. En Suisse, le directeur de la laiterie de la Roche (canton de Fribourg) traite son petit-lait chaud par l'écrémeuse centrifuge qui lui fournit d'excellent beurre vendu à Genève 3 francs le kilogramme. Ou bien encore, portez tout simplement la température du petit-lait jusqu'à 80 ou 90 degrés, ajoutez 2 pour 100 d'aisy ou petit-lait aigri : la crème non entraînée dans le fromage remonte à la surface; mais le beurre qu'on en tire demeure bien inférieur au beurre obtenu par le refroidissement du petit-lait. En général, 100 litres de lait ayant servi à la fabrication du fromage laissent 80 à 85 litres

de petit-lait, lesquels fournissent 400 à 750 grammes de beurre de brèches.

Pour avoir le serai, amenez jusqu'à l'ébullition le petit-lait écrémé, jetez-y 3 à 5 pour 100 d'aisy; l'albumine en dissolution se coagule, apparaît à la surface : on l'enlève, on l'égoutte, on la transvase dans un moule garni d'une toile : voilà le *serai* ou *séré*, aliment très sain qui se consomme à la campagne. Trois cents litres de lait employés à fabriquer un fromage gras rendent 8 ou 9 kilogrammes de ce second fromage. Après le beurre blanc, le petit-lait sert encore à l'engraissement des porcs; mais après la sortie du serai, le liquide verdâtre qui reste dans la chaudière ne convient plus aussi bien : on l'appelle alors la *recuite;* elle sert à préparer l'aisy et la présure; le reste est distribué aux associés qui le donnent à leurs porcs.

Les fromages de Gruyère se partagent en trois catégories : les fromages *gras*, connus sous le nom d'*Emmenthal*, fabriqués avec du lait non écrémé, reconnaissables à leur grosseur, au moelleux de la pâte, à la rareté des yeux; les fromages *demi-gras*, obtenus en mélangeant la traite du soir, plus ou moins écrémée, avec celle du matin qui ne l'est point; enfin les fromages *maigres* ou *séchons*, de qualité inférieure, fabriqués l'hiver dans les petites fromageries, avec du lait écrémé aux trois quarts ou aux quatre cinquièmes (1).

Moins vous écrémez, mieux vaut le fromage; voilà un principe admis partout en Suisse, méconnu par beaucoup de nos fruitiers. Mais, s'écrient-ils à l'envi, et les ménagères appuient sur la chanterelle, mais l'écrémage empêche la *lainure,* les fromages gras sont exposés à se bomber pendant les chaleurs et à fondre en route; d'ailleurs la vente du beurre subvient aux besoins journaliers du ménage, et cette fabrication mixte fournit un revenu plus considérable. « Tout ça, c'est des *mentes*, me disait une bonne femme, et des sorcelleries du diable! Dieu merci, nous gagnons des sous avec notre vieil usage. Pourquoi changer? On n'apprend pas à sa mère à faire des enfans. »

La vérité fait tout doucement son chemin dans le monde; vingt fois on la repousse comme un chien galeux, elle ne se déconcerte

(1) Pendant l'hiver, beaucoup de fromageries suisses et comtoises ne fonctionnent plus. On fabrique alors dans la Gruyère des vacherins, fromages blancs et mous du genre de nos fromages de boîtes, dits du Mont-Dore, mais trois fois plus gros. Ils se consomment dans tout le canton en fondue bouillante où, comme à la gamelle, on trempe son pain découpé en pain bénit et piqué au bout de la fourchette. Dans nos contrées de l'est, on fait des fromages bleus (*septmoncel, gérardmer, morbier*), des fromages dits de *boîtes* et des *chevrets*.

pas, revient à la charge et finit par forcer la porte. Que les fromages gras de l'Emmenthal se fabriquent plus facilement et soient moins sujets à la lainure, qu'ils voyagent sans dommage jusqu'en Australie, aux Indes et rapportent davantage que les fromages demi-gras et le beurre réunis, c'est chose avérée, reposant sur des calculs mathématiques et mille fois répétés. Se flatter de faire des fromages superfins après avoir fortement écrémé, vaut la prétention d'un vigneron d'obtenir d'excellent vin avec des raisins qu'il aurait d'abord passés à l'alambic pour en tirer l'eau-de-vie.

Mille litres de lait écrémé au cinquième fournissent 86 kilogrammes de fromage gras à 1 fr. 60, et 7 kilogrammes de beurre à 2 fr. 60, total 155 francs, ce qui correspond, pour 1 kilogramme de fromage, à 11 litres 66 de lait, dont on a prélevé 21 pour 100 de beurre seulement : dans cette fabrication, le prix du lait ressort à 0 fr. 155.

S'il s'agit de fromages demi-gras, dont on a prélevé 43 pour 100 de beurre, 1,000 litres de lait fournissent 73 kilogrammes de fromage à 1 fr. 40 et 14 kilogrammes de beurre à 2 fr. 60, total 137 fr. Ce qui correspond, pour 1 kilogramme de fromage, à 14 litres de lait, et fait ressortir le prix du litre à 0 fr. 137; ainsi la différence de produit en argent est de 18 francs.

Donc très peu d'écrémage, et que la perspective du petit intérêt d'aujourd'hui ne fasse pas négliger le gros intérêt de demain. Ici d'ailleurs, la pratique varie de fruitière à fruitière : les unes demandent à un hectolitre de lait 1 kilogramme de beurre, les autres veulent davantage, quelques-unes prélèvent jusqu'à 2 kilogrammes 250 grammes. On calcule qu'il faut en moyenne 2 kilogrammes 830 grammes de crème ou 30 litres de lait pour fournir 1 kilogramme de beurre. Si donc la crème prélevée sur 100 litres de lait rend 1,110 grammes de beurre, on sait que le lait a été écrémé au tiers; si elle ne produit que 830 à 840 grammes, le degré d'écrémage ne sera que le quart. Aujourd'hui beaucoup de négocians imposent par leurs marchés la limitation de l'écrémage. On racontait aux sociétaires d'une fromagerie assez mal administrée et peu prospère, le trait d'une grande dame à laquelle ses hôtes faisaient compliment de ses canards, d'une beauté et d'une grosseur exceptionnelles. — « Vous voudriez bien en manger, leur dit-elle, mais je ne vous en servirai pas, je les laisse devenir des oies pour les vendre plus cher. » Les associés éclatèrent de rire : le conteur fit observer que le mot de la princesse n'était pas plus drôle que leur conduite à eux qui s'obstinaient à écrémer d'une manière déraisonnable; elle, du moins, ne connaissait rien aux choses de la terre qui était leur sphère propre. Ils comprirent l'apologue et se corrigèrent.

IV.

L'industrie fromagère a débuté dans les hauts plateaux, et, jusqu'en 1830, les fromages de montagnes formaient l'immense majorité de la production. Voici un bail à ferme du canton de Berne (en 1714), qui fournit d'intéressans élémens de statistique.

Avec l'habitation, le vacher-fermier reçut : 1° trente mères vaches pleines, estimées pour mémoire 333 couronnes. La couronne bernoise valait 3 fr. 62 c., ce qui porte ces trente vaches à une valeur totale de 1,200 francs (aujourd'hui, elles se vendent en moyenne 4 à 500 francs); 2° l'alpe qu'elle devait paître; 3° deux toises cubes de foin par vache; 4° droit de pâturage en automne sur une grande prairie et sur tous les champs moissonnés. — En retour, il devait payer : 1° 10 couronnes, c'est-à-dire 36 francs par vache, soit 1,080 francs; 2° 100 livres de beurre; 3° un fromage de chaudière. Le fourrage livré, en plus ou en moins, serait réglé au prix de 12 francs la toise cube, et le beurre non livré au prix de 6 sous la livre.

Les prix ont augmenté, l'outillage s'est perfectionné, le régime de la montagne reste sensiblement le même. Le pâturage y commence le 1er juin pour finir le 9 octobre, à la fête de la Saint-Denis. « Ces 50 énormes vaches, écrit Max Buchon, sont curieuses à voir défiler, sous la garde du fromager et de ses deux aides, portant toutes au cou une campaine grande comme un boisseau; les unes en cuivre sourd de chaudière à fromage, — ce sont les basses du concert, — et les autres en airain sonore, donnant toutes les notes de l'octave. Quand ce cortège passe à votre portée, vous diriez une sonnerie de cathédrale lancée à toute volée. » Sur les montagnes du Doubs, du Jura et des Alpes, elles trouvent de verts pâturages, des *prés-bois*, interrompus çà et là par des rochers et des bouquets d'arbres, appartenant à des particuliers, à des communes qui les louent d'ordinaire pour six ans; le prix de location dépend moins de l'étendue du terrain que de la qualité de l'herbe, de son abondance et des voies de communication. Le chalet est très simplement construit : les murs en bois, la toiture en planches; une pièce pour le lait, une autre pour les fromages, un logement pour le fruitier et ses aides; le long du chalet, des barreaux où l'on attache les bêtes pendant la traite, enfin, un réduit où l'on nourrit les jeunes cochons avec les recuites. L'amodier ou locataire a droit au combustible nécessaire; à défaut de sources, les pâturages reçoivent l'eau par des voies artificielles. Il faut environ 1 hectare 30 ares de pré par vache : si le lot n'est pas assez garni, l'herbe mal broutée devient grossière, dure, et le lait des bêtes s'en ressent comme

quantité; est-il surchargé de bétail, le lait diminue en quantité et qualité.

L'amodier paie 60 à 80 francs par vache pour quatre mois; mais on lui verse une redevance de 10 à 20 francs par tête de veau ou de bœuf qu'il entretient. Une vache vèle-t-elle pendant son séjour sur l'alpe, le veau appartient à l'amodier afin de compenser pour lui la perte de lait; en cas d'accident, elle périt pour le propriétaire, mais l'amodier doit lui livrer la peau. La traite se fait deux fois par jour : les vachers sont munis d'une poche en cuir contenant du sel dont ils donnent une pincée à chaque bête après l'opération. On compte 4 ou 5 hommes pour un troupeau de 75 à 80 vaches : le chef ou fromager reçoit 300 francs pour la campagne, ses aides 120 à 150 francs; ils vivent des produits de la laiterie, de soupe aux légumes, et de pain : point de viande de boucherie. M. Lind Roth (1) remarque que le chalet et ses alentours sont fort malpropres, mais il constate la bonne tenue des ustensiles, et s'étonne qu'on produise d'aussi excellens fromages dans des locaux dont les abords ont un aspect presque repoussant. De voir des vaches que la pluie seule nettoie, cela le désole et l'indigne un peu. Mais quoi! la propreté, chez ces gens-là, ne passe point pour une vertu cardinale et j'en sais qui la considèrent comme un luxe réservé aux riches ou aux jours de fêtes carillonnées. On n'engraisse pas ses cochons avec de l'eau claire; le balai et le torchon ne rapportent pas de pain à la maison, disent-ils en manière d'excuse.

Voici le compte approximatif des opérations d'un chalet visité par M. Lind Roth.

Dépenses : loyer, 2,500 fr.; fromager, 300 fr.; quatre hommes, 400 fr.; 73 vaches à 73 fr. 50, 5,365 fr.; divers (sel, etc.), 300 fr.; 20 porcs, 400 fr. Total, 9,265 francs.

Recettes : 100 têtes de bétail à 20 fr., 2,000 fr.; 11,200 livres de fromages à 68 centimes la livre, 7,677 fr.; 20 porcs à 75 fr., 1,500 fr. Total, 11,177 francs. — Bénéfice net : 1,912 francs.

J'ai expliqué le système des fromageries collectives, celles où la société exploite pour son propre compte le lait, engage un fruitier, vend elle-même ses fromages. Il y en a un second qui s'est développé surtout en Suisse, que d'aucuns préconisent avec ardeur et qui semble constituer un progrès à rebours : l'association vend le lait à un entrepreneur ou fruitier qui le paie chaque mois, un prix fixé d'avance, dix, onze, douze centimes le litre; elle fournit le local, l'installation, les ustensiles. Moins de responsabilité pour le paysan, l'argent ren-

(1) Lind Roth : *l'Industrie laitière suisse.*

trant plus vite, faisant circuler rapidement le capital d'exploitation, voilà les avantages de la nouvelle méthode. Mais que d'inconvéniens! Restreindre la consommation du lait, nourriture saine et peu coûteuse, par l'appât du gain immédiat, désintéresser les propriétaires ruraux de la fabrication, leur enlever un puissant ressort de loyauté et d'activité, surtout les livrer aux chances de succès d'un spéculateur qui parfois ne sait pas bien son métier, ou qui sera tenté de rechercher le plus bas prix de revient au détriment de la qualité des produits, compromettre la renommée des vieilles fromageries et peut-être les conduire à leur ruine. Plus de beurre pour les besoins de la maison, plus de petit-lait pour l'élevage des porcs! Où sera la garantie du fruitier pour obtenir du lait pur et de bonne qualité? Pourquoi favoriser ce goût de dépenses qui envahit aussi la campagne? Combien de ménages où les fils menacent de quitter le toit paternel si on ne leur remet chaque dimanche un écu pour jouer aux quilles et *godailler* au cabaret, où les filles vont aux champs en bottines, *font tirer* leur photographie, et s'ingénient à singer les toilettes de la châtelaine! Combien de cultivateurs oublient que le jour de la pesée était autrefois celui du paiement des fermages, des achats d'étoffes et de provisions d'hiver! On gaspille volontiers les petites sommes, tandis que les gains sérieux portent en eux-mêmes une sorte de majesté et de superstition qui retient de les *galvauder*, et pousse à leur donner comme contrepoids des dépenses également sérieuses. Conclusion : La vente à un entrepreneur empêchera le développement de notre industrie laitière : aussi, dans beaucoup d'endroits, est-on revenu à l'ancien système.

V.

L'industrie laitière a, depuis un quart de siècle, réalisé d'immenses progrès dans le monde entier. Les beurres danois, suédois, hollandais, allemands, italiens, américains nous font une concurrence de plus en plus active sur les marchés de l'Angleterre et de l'Amérique du Sud. Partout on a organisé l'enseignement agricole; en Écosse, en Irlande, on a un enseignement ambulant pour la bonne fabrication du beurre; les États-Unis, le Canada, appliquent notre principe d'association au traitement du lait. « Dans certains districts, vous rencontrez çà et là un grand bâtiment en bois auquel est annexée une étable à porcs, près duquel court un ruisseau : du premier coup d'œil la fromagerie se trahit aux yeux du connaisseur. Tout est d'une propreté minutieuse. De grandes cuves placées les unes à côté des autres sont disposées de ma-

nière à recevoir le lait qui, après avoir été pesé sur un plateau, vient s'y déverser. Près de là se trouvent les presses; une annexe du bâtiment renferme la machine à vapeur qui dirige tous les appareils et chauffe le lait pendant qu'il est dans les cuves... Tous les ans, la qualité du fromage s'améliore, et elle devient de mieux en mieux appropriée aux besoins du marché anglais. » Ces laiteries coopératives ou hollanderies ont pris naissance dans le comté d'Oneïda; plusieurs entretiennent des troupeaux de 1,500 vaches, une bourse spéciale a été fondée à Utique. En général, les fermiers associés ne livrent le lait qu'une fois par jour; un bon fromager se paie 50 dollars (250 francs) par mois, et on calcule que 10 livres de lait fournissent une livre de fromage. Les États-Unis d'Amérique possèdent plus de 41 millions de bêtes à cornes, parmi lesquelles on compte au moins 10 millions de vaches laitières (1) : la production annuelle dépasse 100 millions d'hectolitres, dont 35 sont convertis en 100 millions de kilogrammes de beurre et en 150 millions de kilogrammes de fromages divers (Chelder, Chester, Hollande, Gruyère, etc.). Depuis dix ans, ils ont adopté le système suédois : réfrigérans, écrémeuses, malaxeurs, presses; en 1870 ils exportaient 1 million de kilogrammes de beurre, 20 millions en 1880; leur exportation fromagère a progressé de 25 millions de kilogrammes en 1870, à 97 millions en 1879; en 1884, elle dépassait le chiffre de 506,000 quintaux métriques. Tout les favorise : des prairies sans limites, l'esprit d'initiative et de progrès, un service de chemins de fer bon marché, une navigation excellente. De son côté, le Canada exportait en 1884 pour plus de huit millions de francs de beurre, et pour 36,259,945 francs de fromages (2).

En Allemagne, on a fait venir du bétail et des fromages suisses, on a étudié avec soin les procédés de ce pays, et maintenant on y fabrique du gruyère de bonne qualité. Et non-seulement du gruyère, mais du brie, du camembert. M. Lézé, professeur à l'école de Grignon, en a rencontré de nombreux échantillons en 1884, à l'Exposition laitière de Munich. Quant au Danemark, il occupe le premier rang pour la qualité du beurre. Grâce aux conseils du docteur Segelcke qui a montré à ses compatriotes les avantages du marché de Londres pendant l'hiver, ils exportent moins de céréales, les

(1) Clare Read et A. Pell : *l'Agriculture aux États-Unis. — Enquête américaine.* — Tisserand : *l'Agriculture du Danemark. — Annales de l'Institut agronomique. — Bulletins du ministère de l'agriculture* (années 1883 et suiv.).

(2) Sur 13 millions de bêtes à cornes, la France a environ 5 millions de laitières, dont elle tire 68 millions d'hectolitres de lait; 25 millions sont transformés en 73 millions de kilogrammes de beurre et 112 millions et demi de kilogrammes de fromages, valant ensemble 282 millions de francs.

expédient sous forme de farine et gardent le son; jadis ils exportaient des tourteaux, aujourd'hui ils en importent pour 19 millions de francs. Autrefois le vélage se faisait au printemps, il a lieu en octobre et novembre, afin d'obtenir le maximum de production quand les prix sont élevés. Remarquons d'ailleurs, avec M. Martinet, que peu de pays exportent du fromage, tandis que beaucoup exportent du beurre, et que l'exploitation du lait suppose une certaine intensité de culture ; aussi l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Australie sont-elles des pays d'importation. Un climat trop chaud et trop sec ne favorise pas la sécrétion laitière; par exemple, le bétail du midi de la France, de la Hongrie, n'est pas laitier, on l'élève pour la boucherie. Observons aussi que cette industrie prospère dans les contrées dont le climat humide comporte une certaine fraîcheur du sol, c'est-à-dire près de la mer, des cours d'eau ou sur les montagnes.

Pour protéger leurs industries pastorales, les autres pays se hérissent de droits protecteurs : Allemagne, 25 francs pour 100 kilogrammes; Danemark, 29; Espagne, 35; Grèce, 56; Italie, 12; Norvège, 28; Portugal, 56 francs pour les fromages communs et 98 francs pour les fromages fins; Suède, 10; Serbie, 60 francs ou 8 pour 100 *ad valorem;* États-Unis, 46 francs; Russie, 122 francs. Seule la France ne s'associe pas à ce mouvement et continue à percevoir un droit ridicule de 4 francs; conséquence : l'État perd ses droits de douane, les fromages suisses, refoulés, inondent le marché français. Il semble, dit M. Viette, que, dans la lutte pour la vie, nous apportions à désarmer nos compatriotes autant de soin que les autres peuples en mettent à protéger leurs nationaux. Si encore le consommateur y trouvait son avantage? Mais le bon gruyère se vend au détail 2 francs à 2 fr. 50 le kilogramme, le producteur français le livre à 1 fr. 10, 1 fr. 30; le consommateur le paie donc le double du prix obtenu par le fabricant. L'effondrement des prix n'a pas tardé à se produire, et la crise a atteint les Suisses par contre-coup. Les qualités supérieures, qui se vendaient jadis 150 à 175 francs les 100 kilogrammes, ont fléchi jusqu'à 120. Depuis sept ou huit mois, cependant, les cours remontent vigoureusement; la consommation a fortement augmenté, le chiffre des importations suisses, qui dépassait 15 millions de kilogrammes en 1887, a diminué en 1888 de 7 millions environ de kilogrammes, on espère que les chambres voteront en 1892 des tarifs compensateurs. La crise est-elle conjurée? De très bons esprits ne croient pas à la durée de cette hausse subite et prophétisent la baisse, car les causes de danger peuvent renaître et n'ont pas disparu sans retour.

D'autre part, les tarifs de chemins de fer pèsent lourdement sur notre production. Dès 1886, la chambre de commerce du Jura se plaignait que la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée transportât les fromages suisses moitié moins cher que les produits français. Des fromages suisses, allant de Petit-Croix à Marseille et passant par Lons-le-Saunier, paient 45 francs, et ceux partant de cette dernière gare 55 fr. 50, soit 10 fr. 50 de plus pour un parcours moindre de 198 kilomètres. Pour Saint-Nazaire, une expédition de 5,000 kilogrammes, partant de Verrières, est transportée au prix de 42 francs la tonne, tandis que, de Pontarlier à Paris, le tarif est de 42 francs la tonne; même prix, double parcours. Une pétition, appuyée par M. Viette, transmise par le ministère des travaux publics, a amené la compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée à accorder quelques satisfactions.

Non moins juste, non moins raisonnable semblait la requête adressée au conseil municipal de Paris par MM. Alfred Bouvet et Milcent au nom des syndicats agricoles du Jura. L'octroi de Paris exempte de tous droits les fromages à pâte molle, qui sont, — quelques-uns du moins, — des fromages de luxe; ainsi le livarot première qualité vaut 315 francs les 100 kilogrammes, le camembert 250, le brie 260, le roquefort 320; au contraire, il frappe le gruyère d'un droit exorbitant de 11 francs les 100 kilogrammes. Que devient la règle de l'égalité en matière d'impôt? Pourquoi le tarif actuel grève-t-il la chose à bon marché, et pourquoi l'objet de luxe y échappe-t-il; car le gruyère a pour principal consommateur l'ouvrier, tandis que la classe riche préfère, à tort d'ailleurs, les brie, les camembert, les coulommiers? Comment refuser l'uniformité, la taxe unique pour tous les fromages? Le retour à l'égalité encouragerait l'industrie de la petite culture et ces nombreuses sociétés coopératives, qui sont de véritables modèles de socialisme pratique. Cependant le conseil municipal de Paris a fait la sourde oreille. L'an dernier, une petite commune du Jura ayant expédié à la halle sa production, elle dut verser à l'octroi plus de 400 francs pour une vente de 4,500. Voilà le tribut que de modestes campagnards ont payé à la ville qu'ils ne verront jamais.

Le gruyère contient moitié moins d'eau que la viande, deux fois plus d'azote, trois fois plus de carbone, douze fois plus de matière grasse; il est deux fois plus riche en matière azotée, qui forme la substance des muscles, cinq fois plus riche en élémens respiratoires, c'est-à-dire en élémens qui distribuent la chaleur et la force à l'homme; il stimule singulièrement la digestion. Pourquoi ne pas l'admettre, à titre facultatif, dans l'alimentation du soldat et du marin? Pourquoi, au lieu des 300 grammes de viande que com-

porte la ration journalière, ne pas donner par exemple 200 ou 250 grammes de viande, et 50 ou 100 grammes de fromage? Elle ne coûterait pas plus, elle serait meilleure et plus variée. On pourrait fournir cette denrée aux commissions de l'ordinaire qui fonctionnent dans chaque régiment, par voie de *substitution,* et la faire entrer dans les magasins de concentration. Quoi qu'en dise M. le ministre de la guerre, le gruyère se conserve longtemps et se transporte aisément; l'intendance trouverait là de grandes facultés d'approvisionnement, nos fromageries le plus important débouché.

Voilà leurs griefs, leurs principales réclamations, et ils n'ont rien que de légitime. Qu'elles osent se plaindre, se plaindre sans cesse, et elles finiront par avoir gain de cause. Qu'elles demandent aussi aux conseils-généraux, au ministre de l'agriculture d'augmenter leurs subventions. Le conseil-général du Doubs, celui du Jura accordent chacun 2,500 à 3,000 francs de primes d'encouragement aux fruitières; ils votent deux ou trois bourses d'entretien à Mamirolle et Poligny. C'est absolument insuffisant, quand on songe que ces deux départemens ne comptent pas moins de onze cents fruitières qui, en beurres et fromages, rendent 18 à 20 millions de francs, quand on compare ces sacrifices à ceux que fait la Suisse pour ses cinq mille trois cents fromageries. Il faudrait doubler les subventions, accorder un matériel complet de fabrication à toute société qui s'établirait dans un canton où il n'en existe point encore. On créerait ainsi un exemple de progrès, les disciples de saint Thomas pourraient voir et toucher eux-mêmes.

Il convient aussi de développer sans cesse le sentiment de l'association, de la prévoyance, et, à la vieille formule hobbiste : chacun pour soi, chacun chez soi, de substituer une formule plus généreuse, plus intelligente, plus chrétienne en un mot. N'est-il pas bon de montrer à l'homme qu'il ne doit pas être un loup ou un renard pour l'homme, mais qu'il a intérêt à aimer son prochain et qu'il s'aime encore en l'aimant; que la pitié, la sympathie rapportent souvent un profit moral et matériel? Aussi approuvons-nous grandement l'initiative des directeurs du syndicat agricole de Poligny, qui ont la plus admirable entente des besoins de nos cultivateurs : ils ont institué une caisse spéciale de secours mutuels contre la mortalité du bétail, ils viennent de grouper en syndicat soixante fruitières de la région. Le but immédiat de cette création est de faire opérer la vérification des laits par un inspecteur au service du syndicat, qui arrive à l'improviste au chalet. Moyennant une contribution de 2 francs par 1,000 kilogrammes, chaque fruitière recevra plusieurs visites par an; s'il y a lieu d'analyser un lait douteux, l'analyse se fait sans frais. S'il faut exercer des pour-

suites contre un délinquant, elles seront exercées par le syndicat tout entier, et les gérans n'auront à encourir aucune espèce de responsabilité. En cas de difficulté avec les marchands de fromages, le bureau du syndicat pourra servir d'arbitre, ou se charger de soutenir les droits de la fruitière devant les tribunaux. Ainsi, les gérans n'auront plus à craindre de se faire un ennemi mortel en dénonçant un voisin, les voilà désormais déchargés de ce lourd tracas. Ce n'est pas tout : le syndicat pourra acheter en gros, obtenir à meilleur compte certaines fournitures importantes ; enfin, les délégués des fruitières se réuniront de temps en temps, afin de contrôler l'utilité des réformes dans l'outillage et la comptabilité, discuter les intérêts généraux de leur industrie, se concerter sur les prix courans de la marchandise.

Quant à la caisse de secours mutuels, rien de plus ingénieux que son organisation, de plus simple que son fonctionnement. Un membre du syndicat remet au président une formule sur laquelle il inscrit la liste des animaux pour lesquels il veut s'assurer, leur âge et leur signalement, le lieu où ils se trouvent, la valeur de chacun d'eux : le président prend l'avis du bureau, et, assisté de deux administrateurs, statue à bref délai. Chaque adhérent paie une cotisation annuelle de 0 fr. 75 par 100 francs de la valeur déclarée et acceptée. Sur le total des cotisations, on prélève les frais d'administration de la caisse et un dizième qui est porté au compte de réserve. Le règlement, le paiement des secours se font dans la quinzaine qui suit l'apuration des comptes de l'exercice périmé : les sinistres provenant de violences, manque de soins ou mauvais traitemens exercés sur les animaux par les sociétaires ne donnent lieu à aucun secours ; en cas de maladie ou d'accident survenu à l'une des bêtes déclarées, le propriétaire est tenu de la faire soigner à ses frais et de prévenir un des membres du conseil d'administration.

Voilà les bases de l'institution ; elle a réussi à merveille, rend des services signalés et devrait trouver place dans chaque société de fromagerie : une petite amélioration consisterait à avoir un abonnement avec un vétérinaire payé sur les fonds de la caisse. Aussi bien, la loi du 21 mars 1884 permet aux syndicats agricoles de fonder des sociétés d'assurances mutuelles dans lesquelles les adhérens mettent en commun certains risques et se garantissent contre les dommages causés par un fléau ; elles peuvent se constituer par acte sous-seing privé, sans autorisation du gouvernement, et n'ont pas le caractère commercial. Un bon système d'assurances agricoles, mettant le cultivateur à l'abri des causes de ruine auxquelles l'exposent la grêle, l'épizootie, serait un immense bienfait.

En Suisse, l'assurance du bétail, obligatoire, se réalise au moyen de caisses cantonales ; la perception annuelle est de 0 fr. 10 à 0 fr. 20 par tête d'animal, et certaines caisses sont si riches qu'elles distribuent des primes pour l'élevage du bétail et les constructions d'étables : un service vétérinaire, organisé avec le plus grand soin, rend assez rares les maladies contagieuses. Le principe d'une organisation provinciale de l'assurance, patronnée par l'État, paraît devoir triompher en Belgique; et, quant à l'Allemagne, où depuis longtemps l'assurance du bétail se fait par des mutualités locales que subventionnent le gouvernement ou les communes, le ministère de l'agriculture vient d'élaborer un système national d'assurances contre la mortalité de l'espèce bovine; dès 1883, il y avait en Prusse 4,021 syndicats locaux qui avaient reçu 1,025,193 têtes de bétail, pour une somme de 142,226,044 marcs. En Hanovre, en Alsace, dans le grand-duché de Bade, les caisses mutuelles communales d'assurances prospèrent généralement et demandent à leurs membres une cotisation de 1 à 1 1/2 pour 100 de la valeur du bétail.

On voit le chemin que les fruitières ont parcouru depuis le temps où l'on se bornait à des prêts de lait réciproques : elles ont permis aux petits propriétaires de produire aussi bien que les grandes exploitations, elles ont appliqué le principe de la division du travail avec tous ses avantages. Pour remplir toute leur carrière, elles doivent être protégées contre l'étranger, obtenir des débouchés, la revision des tarifs de chemins de fer, l'égalité de traitement devant la douane parisienne. Qu'elles réalisent aussi l'amélioration de leur matériel, le perfectionnement de la fabrication, l'assurance mutuelle, la solidarité entre les associés d'une même région. Et surtout qu'elles se gardent bien d'imiter cette bonne femme qui, toutes les fois qu'elle faisait une omelette, maudissait Colbert parce qu'il avait mis un impôt sur les œufs : personne n'entendait son imprécation solitaire. Qu'elles forment faisceau pour attaquer les abus, pour défendre leurs droits. Le monde appartient à ceux qui se réunissent, à ceux qui parlent haut et combattent avec discipline.

VICTOR DU BLED.

OLIVIER DE SERRES

SON ROLE DANS LES GUERRES DE RELIGION.

I. *Olivier de Serres, seigneur de Pradel, sa vie et ses travaux*, par H. Vaschalde, 1886. — II. *Olivier de Serres et les Massacres du 2 mars 1573*, par M. l'abbé Chenivesse, 1889. — III. *Recherches historiques sur Villeneuve-de-Berg*, par Mollier. — IV. *Olivier de Serres et le Pradel*, par Léon Videl.

Le nom d'Olivier de Serres brille d'un éclat si pur qu'il semblerait devoir rester en dehors de toute polémique de nature à y jeter une ombre fâcheuse. Le culte dont il est l'objet chez nous est partagé par les autres nations qui ont profité de l'immense service qu'il a rendu en propageant la culture du mûrier et qui n'ont pas tiré une moindre utilité des préceptes qu'il a tracés pour l'agriculture en général dans un livre traduit en plusieurs langues et réimprimé nombre de fois. Nous acquérions une nouvelle preuve de cette universelle vénération où le caractère de l'homme n'a pas moins de part que ses services effectifs, dans une récente visite que nous faisions au Pradel, ce domaine seigneurial du célèbre agronome. On nous racontait que, quelque temps auparavant, un Anglais, en y mettant le pied, avait baisé la terre, entraîné par la même émotion qui avait saisi Arthur Young, cent ans auparavant, à la vue de ce sol sacré où la science agricole avait pris naissance. Ces démonstrations, que notre goût correct des convenances nous interdit, ne nous déplaisent pas chez des étrangers, et, en nous montrant nous-mêmes moins expansifs, nous ne restons pas froids devant ce qui rappelle une grande mémoire. Nous avions, dans

cette visite au Pradel, une raison de plus que notre Anglais, pour aborder avec un pieux respect cette terre, habitée et cultivée par l'auteur du *Théâtre d'agriculture:* notre hommage n'allait pas seulement à l'agronome, il s'adressait au grand Français, dont le nom reste lié à ceux d'Henri IV et de Sully. Le *Théâtre d'agriculture* ou *Mesnage des champs* marque en effet une date, bien qu'il la dépasse par sa portée et par sa durée : c'est celle de la pacification et de la régénération de la France. L'ouvrage s'en ressent de toutes façons. Il est comme empreint de calme et de sérénité. Les lieux qu'on visite ne respirent pas moins la paix. A peine quelques bruits ruraux, rares et lointains, en troublent le silence. L'histoire elle-même, qui a passé par là avec les agitations des temps troublés, ne produit qu'une impression de recueillement. Les souvenirs qui se présentent ne mettent sous les yeux que le tableau doucement animé des productions de la terre et des créations du travail utile, au temps où le maître vivifiait par sa présence ce théâtre d'expériences fécondes. Voici les champs qu'il parcourait, « le livre au poing, ayant l'œil aux gens et aux affaires, » comme il dit avec sa façon de parler expressive. Le regard cherche l'ancienne demeure seigneuriale. Peu de choses en subsiste, mais ce qui survit reste imprégné de la couleur du siècle et de la mémoire de l'ancien hôte. Nous voyons, grâce à l'obligeance aimable de l'hôte nouveau, M. de Wattré, le descendant de la famille de Serres, dont il continue les traditions en faisant valoir lui-même le domaine du Pradel, à peu près tout ce qui peut offrir une pâture au souvenir. Ce sont quelques papiers intéressans d'Olivier de Serres, son *livre de raison,* son testament olographe, son portrait, à l'âge de quatre-vingts ans. Ce portrait, peint par la main peu expérimentée, mais délicate, de son fils Daniel, présente une tête fine, moins caractérisée et moins énergique que dans d'autres images qui le représentent dans la force de l'âge. Quoi encore? La terrasse que le temps et les hommes ont respectée et d'où on embrasse les champs cultivés, quelques ornemens de sculpture, le vieux tronc d'un mûrier, dernier témoin de ceux qu'il a plantés, et quelques chênes qu'on dit contemporains. L'imagination, aidée de la mémoire, reconstitue ce qui manque dans ce domaine que d'anciennes descriptions nous montrent très orné et tout plein de frais ombrages au temps où Olivier de Serres en faisait à la fois un champ de travail et un lieu de délices. Les bosquets et les fontaines qui en étaient un des principaux charmes revivent dans ce qu'en dit un poète médiocre, mais familier dans la maison, François Chalendard. Olivier ne s'est-il pas, d'ailleurs, peint lui-même « contemplant les belles eaux coulantes à l'entour de la maison, semblant lui tenir compagnie, qui rejaillissent en haut, qui parlent, qui chantent en musique, qui contrefont le chant des oiseaux, l'es-

coupeterie des arquebusades et le son de l'artillerie. » Cette image guerrière, jetée au milieu d'une peinture toute bucolique, nous arrache à l'idylle et nous ramène à la pensée des guerres civiles qui se sont déchaînées sur ce pays et qui ont finalement détruit ce vieux château morceau par morceau. Tombé d'abord aux mains du duc de Montmorency deux ans après la mort d'Olivier, puis remis en la possession de son fils Daniel, il subit des mutilations ; puis ses fortifications sont renversées ; enfin, de nouveau assiégé par les troupes du duc de Ventadour en mai 1628, il est démoli jusqu'aux fondemens. Il avait fallu, pendant plusieurs jours, employer la sape et le canon, et Daniel de Serres ne s'était rendu qu'à la dernière extrémité, réduit le même jour, raconte-t-il, « à se retirer en chemise à la Baume, ayant esté mis dans ce piteux estat à la porte de Myrabel dans les bastions du chasteau par les gens du roy et de M. de Perant qui y estoit en quartier. » La demeure qu'il reconstruisait sur le même emplacement rappelait, par le domaine rural resté le même, l'ancienne seigneurie, mais la guerre avait passé le niveau sur ce gracieux entourage de la résidence paternelle, où Olivier de Serres avait pu croire que « le son de l'artillerie et l'escoupeterie des arquebusades, » rappelés par le jaillissement tumultueux des eaux, étaient à tout jamais relégués dans le passé.

C'est sous des formes moins redoutables que l'écho de ces discordes, vieilles de trois siècles, est arrivé jusqu'à nous dans le pays même qui a vu naître et mourir l'auteur du *Théâtre d'agriculture*. Il ne s'agissait que d'une guerre de plume. Mais cette guerre, assez vivement menée dans des livres, des mémoires, des journaux, ramenait sur le tapis les luttes d'autrefois, en réveillait les sanglans souvenirs, et remettait en question la bonne renommée de l'illustre agronome. Le fait même de la participation d'Olivier de Serres aux guerres de religion, puis le degré et la nature de cette participation, avaient été déjà, avant ces polémiques locales dans l'Ardèche, l'objet d'appréciations contradictoires. Mais l'examen n'avait pas été poussé aussi avant. En prenant une connaissance plus ample des élémens qui lui servent de base, nous avouerons que nous avons été amené à modifier notre première opinion sur des points de fait qui ne sont pas sans importance sans que toutefois il en résultât aucun changement dans la manière d'apprécier le personnage qu'on met en cause. On dira peut-être qu'au cas même où certaines accusations seraient fondées, la valeur et les services de l'agronome n'en resteraient pas moins ce qu'ils sont et que le reste importe peu. Je pourrais l'admettre s'il s'agissait de l'auteur d'une « maison rustique » quelconque. Mais de Serres est une de nos gloires nationales. Celui dont Bernard Palissy disait avec enthousiasme : « Je l'ai chanté toute ma vie, » se présente

dans l'histoire avec un caractère absolument personnel et le livre qui constitue son titre devant la postérité n'est pas seulement un ouvrage d'agriculture, mais de littérature et de morale, qui figure en cette qualité dans la série des monumens élevés par l'esprit français à cette mémorable époque. Comment donc ne serait-il pas intéressant de connaître et de juger un homme à ce point mêlé à son œuvre, de le replacer à cet effet dans son cadre, de distinguer comme il convient des époques successives dans cette longue existence, que l'on semble concentrer sur un seul point culminant et renfermer dans une formule unique, enfin de discerner ce qu'il y a de vrai ou de faux dans ces griefs auxquels une récente célébration centenaire a donné de nouveau l'occasion de se produire? C'est ce que nous allons essayer de faire.

I.

Le Vivarais, cette terre tourmentée, si on jette un coup d'œil sur sa structure, agitée par des guerres incessantes si on regarde à son histoire, est loin d'évoquer l'image de l'agriculture, qui devait y avoir son représentant le plus éminent et un de ses principaux sièges. Du calcaire, du granit, recouverts d'une couche de lave, voilà son sol pour une très grande partie. Ces coulées volcaniques offrent les accidens les plus étranges, qui y ont été causés par le travail du temps, les météores, le cours des rivières. Ces « chaussées des géants, » ces « pavés des géants, » ces passages de torrens entre des parois de basalte, ces cascades qui coulent sur des lits de pierre, donnent à ces régions comme à d'autres avoisinantes une sorte de pittoresque saisissant, mais où tout semblerait l'indice d'une éternelle misère. Les montagnes ressemblent à des chaos de rochers voués sans remède à la stérilité. Il n'est pas jusqu'aux perpétuels éboulemens de leurs bords, qui ne paraissent défier toute culture stable. Pour toute richesse naturelle, les forêts et quelques prairies fertilisées par les eaux. L'énergie humaine a su triompher pourtant en partie de ce sol revêche. La culture s'est en quelque sorte insinuée à travers les fissures de ces roches montagneuses. Elle y a introduit l'olivier et le mûrier, qui vivent de soleil et d'un peu d'eau, le figuier, surtout la vigne, qui, bien exposée, poussant ses racines dans ce sol pierreux, demande peu et rend beaucoup. Elle a étagé ces flancs, toujours prêts à s'écrouler, en petites terrasses soutenues par des murs de pierres sèches. Malgré ces victoires partielles, qu'il faut renouveler sans cesse, on n'en reste pas moins dominé par l'impression de ces révolutions convulsives qui ont déchiré cette terre, témoin des luttes intestines que la nature se livre avant de rendre habitable le théâtre où

la race humaine, aussitôt qu'elle apparaît, se livre à elle-même d'autres combats. Ce petit coin de terre en a vu de toute sorte, causés par des mobiles différens. Au XVIe siècle, les passions religieuses en étaient l'âme. Tout semblait y disposer le Vivarais, aussi bien que les pays analogues, malgré d'assez grandes différences, qui composent ce qu'on nomme aujourd'hui la Lozère et d'autres régions comprises dans la même zone. L'ardente imagination méridionale, qui déjà s'y fait sentir, la solennité triste du paysage, l'idée du surnaturel, représentée et entretenue par les milliers de légendes qui, dans les pays de montagne, s'attachent à chaque col, à chaque rocher, à chaque cascade, à chaque recoin mystérieux, les habitudes simples et sévères, la solitude d'une vie retirée dans les campagnes ou dans de petites villes qui, si elles n'offraient pas la corruption des grandes cités, n'en avaient pas non plus les lumières, étaient comme autant de fermens pour ces passions. Le Midi avait fait accueil plus d'une fois, dans la durée du moyen âge, à des sectes rêveuses. Le protestantisme, sous les formes qu'il recevait de ses fondateurs, présentait plus de consistance. Aussi, là comme ailleurs, c'est moins dans la masse populaire, que dans la noblesse et dans les classes relativement éclairées qu'il faisait ses premières et ses principales recrues. Le Vivarais devait fournir dans ces mêmes classes à la religion réformée un grand nombre de prosélytes, que la ferveur de leur foi de néophytes transformait en apôtres, avant d'en faire des soldats prêts à soutenir leur cause les armes à la main.

Telle devait être la famille de Serres, ou plutôt *des Serres*, comme la désignent les signatures de ses propres membres. Elle habitait Villeneuve-de-Berg, qui devint le principal centre du protestantisme dans le pays, et dont les deux religions devaient se disputer par les armes la possession exclusive pendant plus de cinquante ans. On a prétendu que cette famille était originaire soit de Valence en Espagne, soit d'Orange en Provence, ce qui a paru plus vraisemblable, mais ce que rien ne démontre. Des documens authentiques attestent qu'elle était fixée à Villeneuve-de-Berg au milieu du XIVe siècle. C'était une famille de bonne bourgeoisie, peu à peu enrichie par l'exercice du notariat héréditairement transmis, et à qui l'acquisition de la propriété territoriale devait conférer une sorte de noblesse. C'est ainsi qu'elle prit place parmi ces gentilshommes ruraux, attachés à la terre et au service du prince, quand elle ne se laissait pas entraîner hors de ses voies pour se jeter dans les équipées des guerres civiles. C'est à Villeneuve qu'Olivier de Serres naquit en 1519. Il n'est pas inutile, pour ce qui va suivre, d'entrer dans quelques détails. Il était l'aîné des enfans de Jacques de Serres et de Louise de Leyris. L'un de ses frères, Jean, devait

atteindre à une célébrité qui fut égale à la sienne pendant longtemps et qui précéda celle de son aîné. Dès l'âge de vingt ans, Olivier se mariait; il épousait Marguerite d'Arcons, qui devait lui donner sept enfans, dont quatre fils. Ayant perdu son père de bonne heure, il se trouvait chef de famille, et le principal personnage du pays par la possession du domaine du Pradel. C'est sous le titre de seigneur du Pradel qu'il est habituellement désigné. Nous répétons que ces particularités ont une vraie importance comme indication dans la solution de la question en litige. Le rôle joué par son frère Jean de Serres trouve aussi sa place au même titre. Jean de Serres avait fait ses études théologiques à Lausanne, et il en sortait pour devenir ministre du Saint-Évangile. La journée de la Saint-Barthélemy le déterminait à retourner à Lausanne, qu'il quittait ensuite pour Nîmes, où il se fixait, et où il joignait à ses fonctions de pasteur l'enseignement de la théologie. Jean de Serres se faisait surtout une réputation d'historien en écrivant en latin, selon l'usage, sur les affaires contemporaines. De Thou s'est servi de ce *Commentarium de statu religionis et reipublicæ in regno Galliæ,* ouvrage qui, dans son entier, publié successivement, renferme l'histoire des troubles arrivés en France depuis 1557 jusqu'en 1576. L'historien recevait, dans les dernières années de sa vie, comme une consécration de la notoriété qu'il s'était acquise : Henri IV le nommait historiographe de France. Mais il ne se faisait pas moins connaître comme controversiste. Il avait maille à partir avec les jésuites, à qui on a prétendu faire remonter certaines accusations contre Olivier, dont nous les croyons fort innocens. Les jésuites de Tournon avaient attaqué l'académie protestante de Nîmes. Ses confrères chargèrent Jean de Serres de leur répondre, ce qu'il fit dans une série de pièces réunies sous le nom d'*antijésuites*. Le frère d'Olivier n'était pourtant pas un sectaire intransigeant; il tentait, dans des ouvrages de controverse, des essais de conciliation, qui naturellement ne devaient pas aboutir. D'autres circonstances, telles que la mission de représenter ses coreligionnaires au synode de Vitré, achevaient de mettre en lumière le zèle calviniste et les capacités de diverse nature de ce frère cadet d'Olivier.

Le zèle pour la foi nouvelle ne paraît guère avoir été moindre chez Olivier lui-même et, si les preuves qu'on en a ne permettent nullement de conclure qu'il l'ait poussé jusqu'à d'odieux excès, elles établissent, à n'en pas douter, son dévoûment à la cause. Il se faisait conférer, dans sa jeunesse, un grade ecclésiastique, le diaconat. Villeneuve-de-Berg manquant de pasteur, et le consistoire de Nîmes ayant déclaré ne pouvoir lui en fournir un, *à cause de la rareté d'iceux*, c'était le seigneur du Pradel que ses coreligionnaires dé-

putèrent à Genève pour obtenir un ministre, et il a raconté lui-même qu'il se rendit à cet effet au logis de M. Calvin. Il ramenait avec lui le ministre que réclamait sa ville natale; il le recevait chez lui, l'hébergeait, ainsi que sa femme et sa fille, et lui faisait les avances nécessaires pour ses habits, meubles et livres. L'inventaire et le compte détaillé en subsistent encore, avec description par sous et deniers.

On conviendra que, dans ces débuts, la religion réformée occupe une assez grande place. Rien, au reste, n'est à en conclure, sinon que la participation à la guerre religieuse d'un homme si engagé dans les intérêts de la réforme et vivant en plein foyer de guerre civile ne saurait être regardée comme invraisemblable. Cette participation, dépouillée des circonstances qui s'y mêlent ou qu'on y mêle, n'offrirait même rien en soi qui doive sembler particulièrement criminel. Les guerres civiles sont assurément une chose fort grave. Pourtant, on ne voit pas que ceux qui ont eu le malheur de s'y jeter en soient restés déshonorés, et il n'est peut-être pas difficile d'en découvrir les raisons; c'est d'abord que, comme dans un duel, on expose sa propre vie; c'est aussi qu'on croit combattre pour le bon droit et la vérité. On pourrait presque aller jusqu'à dire que les guerres civiles, avec une si juste sévérité qu'on les juge, ont souvent un principe plus respectable que les guerres étrangères, nées de querelles d'ambition ou de sauvages antipathies de race. Il y a quelque chose de noble à se battre pour des idées, et il n'y a rien de paradoxal à soutenir qu'une foi est une patrie d'élection. On se demande pourquoi ceux qui soutiennent ou qui nient l'intervention d'Olivier dans une guerre de religion semblent, les uns et les autres, y attacher une note d'infamie. C'est, d'ailleurs, trop oublier que nous sommes en plein XVIe siècle, et montrer plus de scrupules que ne le comporte et ne le permet un pareil temps. Le XIXe siècle et la fin du XVIIIe n'en ont pas toujours eu de si exigeans pour leur propre compte. Au XVIIe, la Fronde n'a déshonoré personne, puisqu'elle n'a pas déshonoré Condé. A une époque plus rapprochée, n'est-on pas moins disposé, quelque opinion qu'on ait, à parler des rebelles de la Vendée que de ses héros et de ses victimes? La politique a pu les tuer, l'histoire ne les flétrit pas.

Disons seulement un mot de l'origine de cette controverse sur le rôle joué par de Serres dans les guerres civiles. Dans les publications précédentes relatives à l'auteur du *Théâtre d'agriculture*, la discussion ne tenait guère de place, et on ne trouve là-dessus rien de précis dans les dictionnaires biographiques à l'article *Olivier de Serres*. L'érection de sa statue à Aubenas et les fêtes célébrées à cette occasion en 1872 ont eu pour effet de provoquer ces

discussions auxquelles il est permis de croire que les différences de religion, dont l'influence se fait encore sentir dans l'Ardèche, un des départemens où il reste le plus de protestans, ne comptaient pas moins que la recherche historique désintéressée. Des écrivains catholiques déclarèrent qu'ils étaient las d'entendre traiter de calomnieuse l'imputation adressée à Olivier de Serres d'avoir pris part au siège de Villeneuve, et plusieurs ajoutaient : une part odieuse. Le volume sur Olivier de Serres publié par M. Vaschalde, en 1886, où l'on trouve des pièces curieuses et intéressant à plus d'un titre, y répondait par une complète apologie. L'auteur niait toute participation à la guerre et qualifiait de mensongères les assertions ayant pour but d'y faire croire. Ce fut une occasion nouvelle de reprendre la querelle de 1872. Voici donc exactement quelle est la question. Il s'agit de savoir d'abord si Olivier de Serres a été acteur et promoteur du siège de Villeneuve à cette fin de l'arracher aux catholiques, qui en avaient exclu les protestans, et ensuite de rechercher s'il y a commis les actes d'inhumanité qu'on lui attribue.

Les deux affirmations sont confondues par ceux qui justifient ou incriminent la mémoire d'Olivier, et c'est tout le moins, à notre sens, que la question soit divisée.

II.

C'est sur des textes qu'il faut la résoudre, à moins qu'on ne découvre des raisons suffisantes pour en infirmer la valeur. Or, ces textes existent; ils émanent d'autorités considérables; et ils tendent tous à établir qu'Olivier de Serres, dans toute la force de l'âge (il avait alors trente-quatre ans), dans toute l'ardeur d'un zèle qu'avait encore enflammé l'attentat de la Saint-Barthélemy, commis pour ainsi dire la veille, a conçu et soutenu avec énergie le dessein de l'attaque contre Villeneuve, et qu'il a pris à cette attaque une part importante. La première autorité à citer est celle de Jean de Serres lui-même, qui raconte dans ses *Commentaires* qu'un capitaine protestant nommé Baron, et *Pradellus*, avaient occupé la petite ville de Mirabel. C'est dans cette commune, où était situé le château du Pradel, que s'étaient réfugiés les habitans de Villeneuve les plus attachés à la religion réformée. L'historien, entrant dans de plus grands détails, rapporte qu'un de ces protestans, chaudronnier ou serrurier, se rendit chez *Pradellus*, à qui il fit savoir qu'il avait trouvé un secret pour prendre la ville; la suite montra qu'il s'agissait de l'ouverture d'une porte. Or, qu'était-ce que ce *Pradellus*, désigné dans d'autres récits, en latin, sous les noms de *Pradellius* ou *Pradela*, sinon le seigneur du Pradel, l'ha-

bitude étant alors de désigner le châtelain par le nom du château? Le rôle de conseiller et de véritable promoteur du siège est fortement marqué dans ce même récit du frère d'Olivier. C'est le seigneur du Pradel qui excite Baron, rempli de doutes à l'égard de la possibilité de l'entreprise, et qui ne consent qu'après une insistance de plusieurs mois à prendre rendez-vous pour le 2 mars 1573 sous les murs de Villeneuve, où il est convenu qu'on engagera l'action une heure après minuit. Là, nouvelles hésitations de Baron, qui regarde l'attaque comme une imprudence. Mais en présence de cette troupe ébranlée par l'indécision d'un chef rompu au métier de la guerre, Pradel, se mettant en prières, répand un tel enthousiasme dans les cœurs que tous ces hommes partent « comme pour aller à une victoire certaine. » — « Les religionnaires, continue Jean de Serres, profitant du silence de la nuit, s'approchent de la ville à travers les anfractuosités des petites collines qui l'entourent de ce côté, y pénètrent et font main-basse sur les premiers corps de garde, enfoncent la porte, etc. » Je m'arrête à cette première partie de la narration.

Le président de Thou confirme ce récit. Il montre le capitaine Baron « convoqué » par *Pradela* devant Villeneuve et cédant, presque malgré lui, « à son ardent désir et *à son autorité.* » On ne parle ainsi que d'un supérieur. Même récit dans l'*Histoire universelle* de d'Aubigné (t. II, liv. II). Seulement, ayant laissé du vague sur la personne de *Pradelle* dans sa première édition, il ajoute dans la seconde, celle de 1626, que Pradelle est l'auteur même du *Théâtre d'agriculture.*

Voilà des textes bien décisifs. M. l'abbé Chenivesse les reproduit plus au long dans sa brochure publiée à Valence (1889), intitulée : *Olivier de Serres et les massacres du 2 mars 1573 à Villeneuve-de-Berg.* Ceux qui croient l'honneur d'Olivier de Serres intéressé absolument à ce qu'il soit resté étranger aux guerres civiles n'avaient qu'un parti à prendre, celui de contester la valeur de ces textes ou de nier l'identité du personnage de Pradel avec Olivier de Serres. Or, contester l'autorité de Jean de Serres et du président de Thou n'était guère possible. Il y avait moins d'invraisemblance à le faire pour d'Aubigné, mais il est ici l'écho, soit des précédens, soit de la renommée, et on ne lui voit pas la moindre raison d'altérer la vérité. Il est protestant et n'a aucun intérêt à mêler son coreligionnaire à un fait qui, quelle qu'ait pu être son irresponsabilité dans les massacres, n'en avait pas moins été incriminé. Il n'y avait donc plus qu'à mettre le tout sur le compte d'une confusion de personne fondée sur l'homonymie. Ainsi avait déjà fait François de Neufchâteau dans son Éloge d'Olivier de Serres. Mais

lui-même déclarait, dans le second volume de son édition du *Théâtre d'agriculture*, qu'il s'était trompé en admettant cette interprétation. Ce qui est invraisemblable, c'est ce Pradel quelconque venant on ne sait d'où et se faisant obéir de tous. On n'éprouve aucune de ces incertitudes en face du seigneur du Pradel, si l'on se reporte à ce que nous avons dit des sentimens qu'il professait, de son rôle antérieur dans le protestantisme, si l'on tient compte du lieu même qu'il habitait entre Mirabel et Villeneuve. En voyant à quel point tout le désignait comme le représentant le plus en vue du protestantisme dans la localité, on en vient même à se demander s'il n'eût pas été fort extraordinaire que, étant ce qu'il était, Olivier fût resté dans l'inaction. C'est la thèse que soutient, d'une manière un peu inattendue peut-être, M. l'abbé Chenivesse, aussi concluant à mon sens sur ce point qu'il l'est peu sur les complicités beaucoup plus graves qu'il impute à Olivier de Serres. Il rappelle la situation influente dans le protestantisme du seigneur du Pradel, ses antécédens, le moment critique où une troupe de ses coreligionnaires est là, toute frémissante, près de tenter l'expédition contre Villeneuve, retombée aux mains des catholiques. « L'on voudrait, ajoute-t-il avec une conviction qu'il nous fait partager, l'on voudrait qu'au moment où cette troupe, descendant de Mirabel, rasait le pied des murailles du Pradel et allait monter à l'assaut de sa ville natale, où il avait tant d'intérêts et tant d'amis, où tant d'hommes allaient périr pour une cause qui était la sienne, on voudrait que lui, Olivier, lui élevé dans un château fort, exercé au maniement des armes, à l'âge de trente-quatre ans, dans la plénitude de la force et du courage, fût rentré paisiblement dans sa demeure pour s'y livrer au repos, ou pour aller contempler du haut d'une de ses tours le mouvement des troupes, prêter l'oreille au cliquetis des armes, ou contempler ses vignes et ses vergers! Lui, l'âme, le promoteur de l'expédition, le sectaire ardent! Cela est impossible; c'est contredit par son caractère, par son passé, par sa position, par toutes les circonstances du moment. Il n'aurait plus osé se présenter devant ses coreligionnaires, ni même porter l'épée de gentilhomme! » Fort bien. Mais alors où est le crime d'avoir fait le siège de Villeneuve? Pourquoi ce ton de blâme perpétuel de la part des auteurs hostiles à Olivier? Qu'ils l'avouent donc sincèrement! Si Olivier de Serres eût été catholique, et qu'il eût entrepris d'enlever Villeneuve aux mains des protestans, ils montreraient beaucoup moins d'amertume, ou plutôt ils n'hésiteraient pas à approuver l'acte libérateur, et il ne serait plus question du « caractère fourbe » d'Olivier, accusation jetée sans motif et que n'accompagne aucune preuve.

Il reste pourtant un argument tenu en réserve par ceux qui renvoient Olivier de Serres à l'agriculture dès ses plus jeunes années et qui l'y confinent jusqu'à sa mort. C'est Olivier de Serres qui le leur fournit. N'est-ce pas lui qui vient lui-même déclarer solennellement qu'il n'a cessé de s'occuper de la culture de ses champs pendant les guerres civiles? Et dans quels termes il le fait, dans quelle page aussi charmante qu'elle paraît être décisive, et qu'il faut rappeler ici, puisqu'elle figure comme une des pièces importantes dans le procès? Écoutons-le donc nous dire lui-même : « Mon inclination et l'estat de mes affaires m'ont retenu aux champs en ma maison, et fait passer une bonne partie de mes meilleurs ans, durant les guerres civiles de ce royaume, cultivant ma terre par mes serviteurs, comme le temps l'a pu porter. En quoy Dieu m'a tellement bény par sa sainte grâce que, m'ayant conservé parmy tant de calamitez, dont j'ay senti ma bonne part, je me suis tellement comporté parmy les diverses humeurs de ma patrie, que, ma maison ayant esté plus logis de paix que de guerre, quand les occasions s'en sont présentées, j'ai rapporté ce tesmoignage de mes voisins qu'en me conservant avec eux, je me suis principalement addonné chez moi à faire mon mesnage. » Et voyez comme il insiste, comme il redouble et développe son affirmation, qu'il semble craindre de ne pas avoir encore assez motivée : « Durant ce misérable temps-là, à quoi eussé-je pu mieux employer mon esprit qu'à rechercher ce qui est de mon humeur? Soit donc que la paix nous donnast quelque relasche, soit que la guerre, par diverses recheutes, m'imposast la nécessité de garder ma maison, et que les calamitez publiques me fissent chercher quelque remède contre l'ennuy, trompant le temps, j'ay trouvé un singulier contentement, après la doctrine salutaire de mon âme, en la lecture des livres de l'agriculture, à laquelle j'ay de surcroist adjousté le jugement de ma propre expérience. »

En présence d'une pareille page, nous avions cru, nous aussi, la cause jugée, et pourtant il est visible que tout se réduit ici à une question de date. Le siège de Villeneuve est de 1573. Le *Théâtre d'agriculture*, d'où ce passage est extrait, paraît en 1600. Entre les dates, vingt-sept ans se sont écoulés. N'est-ce pas une assez grande durée pour que tout ce qu'affirme Olivier de Serres se soit à la lettre réalisé? Vingt-sept ans, presque le double de la durée que Tacite appelle « un grand espace de la vie humaine ! » Vingt-sept ans, n'est-ce pas plus qu'il n'en faut pour modifier les âmes et changer les destinées? Oui, après les événemens de Villeneuve, Olivier de Serres a pu passer ces longues années dans une paix profonde. Il devait en avoir assez de ces guerres civiles qui se

prolongèrent avec un caractère si souvent atroce! Il n'est nullement nécessaire de le croire le complice du massacre et dévoré de remords, pour admettre que la pensée de ces événemens malheureux ait suffi pour le jeter dans une abstention qui ne devait plus se démentir. Quel dessein plus raisonnable pouvait-il former que de vivre désormais, livré aux occupations qui étaient celles d'un propriétaire châtelain, dans une cordiale union avec cette population à laquelle il tenait par toutes les relations que créent le voisinage et les intérêts agricoles ? Quelles que fussent ses préférences religieuses, il ne devait plus y avoir autour de lui ni protestans ni catholiques, mais des compatriotes et des amis. Cette pacification qne la France attendra si longtemps encore, il devait, au milieu de ces rechutes de guerre civile dont il parle, la faire dans ce petit royaume de quelques lieues où il régnait par l'autorité morale et la supériorité de l'esprit. Ne se complaît-il pas dans son livre à mettre au rang des devoirs et des plaisirs du chef de famille les marques d'affection données à ses voisins, « les caressant de toute sorte d'amitié et bons offices, leur faisant bonne chère, de visage, de courtoisie, de vivres, avec toute libéralité ? » N'est-ce pas dans le même sentiment de cordialité et d'équité qu'il étend la protection du propriétaire de domaine sur « ses sujets, les chérissant comme ses enfans, pour, en leur besoin, les soulager de ses crédits et faveurs ; même en cas de nécessité, du passage des gens de guerre et autres occurrences, les gardant de foules et surcharges, d'exactions indeues et semblables violences ! » Ces devoirs, on verra à des marques certaines qu'il les remplit et qu'il en recueillit le fruit dans des sentimens d'affection qui prouvent que l'oubli du passé était réciproque.

III.

La prise de Villeneuve-de-Berg est assurément un moindre événement que la prise de Troie, mais ce qui s'y passa n'est pas au-dessous des horribles scènes du saccagement de la ville de Priam. Les fureurs d'une soldatesque emportée expliquent ces excès. Je comprendrais qu'un chef de troupe endurci à ce genre de guerre, ayant peu de scrupules sans doute, et personnellement dominé par sa violence, enivré par la lutte, pût s'écrier comme Pyrrhus :

> Tout était juste alors; la vieillesse et l'enfance
> En vain sur leur faiblesse appuyaient leur défense.
> La victoire et la nuit, plus cruelles que nous,
> Nous excitaient au meurtre et confondaient nos coups.

Mais cette explication, je ne l'admettrais pas pour une nature profondément humaine, cultivée et douce comme celle d'Olivier de Serres, en face de l'acte odieux que tous les historiens racontent, c'est-à-dire l'égorgement de trente ou quarante prêtres venus à Villeneuve pour se réunir en synode et qui s'étaient réfugiés dans l'église. Les victimes étaient jetées dans un puits auquel s'attacha longtemps une sinistre renommée. Le reproche que je fais à ceux qui accusent de Serres de s'être mêlé à cet acte de barbarie, ou de ne l'avoir pas empêché, c'est de se placer en dehors de toutes les conditions de la vraisemblance. Ils oublient complètement avec quelle soudaineté de pareilles exécutions s'accomplissent dans les momens de troubles populaires. En ces instans rapides qui déjouent toute prévoyance, l'aveugle impétuosité des assaillans échappe à la direction des chefs; eux-mêmes n'en sont souvent avertis que lorsque tout est consommé. De quel droit donc aller sans la plus légère preuve en imputer la responsabilité à tel ou tel de ces chefs, et, dans le cas particulier, à Olivier de Serres, qui avait conseillé l'expédition, mais qui ne la commandait pas? Rien, absolument rien n'autorise à supposer qu'il ait pu arrêter le massacre, et cette complicité directe ou indirecte demeure à l'état d'assertion entièrement gratuite. Pourquoi l'auteur qui vient de renouveler et de condenser les griefs contre Olivier de Serres sous la forme la moins dubitative et la plus acerbe ne se pose-t-il même qu'à la fin une question qu'il fallait avant tout résoudre par des recherches concluantes? « Dans quelles limites Olivier de Serres a-t-il trempé son épée dans le sang de ses frères, dans le sang de ces prêtres? *Nous ne saurions le dire.* » Mais n'est-ce pas très important à savoir? L'auteur ajoute : « *Il est certain* qu'après avoir été l'instigateur du siège et des massacres, il aurait pu en diminuer l'horreur. Son influence sur Baron et les autres chefs, sur les soldats, est incontestable. » Mais en quoi est-ce certain, et n'est-ce pas là raisonner comme s'il était agi d'une détermination concertée longtemps à l'avance, alors que tout, dans les circonstances connues, donne lieu de penser que ce fut affaire non d'heures, mais de minutes? L'auteur du mémoire que je viens de citer admet que l'on a pu faire main-basse sur tous ceux que l'on rencontrait en armes dans les rues. C'est, à son sens, « le droit de la guerre, si toutefois la guerre civile peut l'invoquer. » — « Mais, dit-il, les prêtres renfermés dans l'église n'avaient d'autre arme que la prière; loin d'être provocateurs, ils ne pouvaient pas même se défendre; *c'était donc à leur égard de la cruauté à froid.* » Cette prétendue cruauté à froid était, selon toutes les probabilités, précisément tout le contraire. Comment peut-on

appeler cruauté à froid un de ces actes accomplis en un clin d'œil avec une rage affolée qui se rue sur les victimes? — On sauva, dit-on, un de ces prêtres, Chalendard, pourquoi pas d'autres? — L'argument dénote un assez grand oubli de l'histoire. Est-ce que dans maint événement de ce genre, la Saint-Barthélemy, les massacres de 1792, on ne trouve pas quelqu'un qui échappe ou qui rencontre soudain, sous la main, parmi les ennemis mêmes un protecteur pour le sauver? Tout cela se fait très vite, d'une façon imprévue, sans qu'aucune autorité morale ou hiérarchique puisse intervenir, en supposant que sa voix ne serait pas méconnue et aurait le pouvoir d'arrêter ce qui s'arrête le moins, le bras de furieux acharnés sur des victimes déjà à demi égorgées. Les accusateurs se trompent de date. Ils se croient en face de la commune de 1871, gardant à vue les prêtres qu'elle immolera froidement à son heure. Rien n'y ressemble moins que l'entrée violente d'une troupe armée, se précipitant, par la porte qui lui est ouverte, dans une ville où elle se répand, frappant à droite et à gauche sur tout ce qui s'offre à ses coups.

On repousse avec dédain les preuves morales qui semblent résulter des hommages enthousiastes, en vers et en prose, placés en tête du *Théâtre d'agriculture*, et qui sont adressés à Olivier de Serres par des écrivains catholiques et même ecclésiastiques : preuve évidente de la réconciliation qui s'était opérée pendant ce quart de siècle écoulé. Ceux qui contestent même la participation d'Olivier au siège en ont fait un argument en leur faveur qui me paraît aller au-delà de la mesure. A de pareilles époques, on voit souvent se produire un besoin d'oubli réciproque entre gens qui se sont fait une guerre acharnée. Le souvenir des anciennes luttes s'était usé par le temps, par la nécessité de vivre côte à côte dans un pays assez resserré, et par la mutualité des services. Mais qu'un meurtrier, à froid ou non, qu'un massacreur, souillé du sang de prêtres inoffensifs égorgés dans le sanctuaire, ait été de la part de pieux catholiques l'objet des dithyrambes pleins d'effusions de sympathie qui figurent au frontispice du *Théâtre d'agriculture*, c'est tout à fait invraisemblable.

On pourrait croire en avoir fini avec ces accusations, mais il y en a une autre, un vrai scandale, nous assure-t-on, l'histoire des vases et ornemens de l'église de Villeneuve, antérieure de plusieurs années aux événemens du siège. C'est un nouveau champ pour d'interminables controverses. Voici l'histoire, que nous abrégeons, sans rien supprimer d'essentiel à la cause, puisque cause il y a. Les habitans de Villeneuve, craignant les pillages qui s'attaquaient alors si fréquemment aux églises, confièrent au seigneur du Pra-

del le dépôt des objets les plus précieux qui servaient au culte. Les bruits de guerre devenaient plus menaçans, et Olivier, se demandant si son château offrait plus de sécurité que l'église elle-même contre des surprises, et jugeant plus prudent de ne pas rester chargé de cette garde embarrassante, réunissait, pour aviser à ce qu'il y avait à faire, les consuls et les notables de la ville. Les assistans n'étaient pas tous protestans, il importe de le noter; parmi eux il se trouvait même des prêtres. Quelqu'un consentirait-il à se charger de la garde de ces objets? Sur le refus de tous, motivé sur les mêmes appréhensions, l'assemblée décida de les vendre, et le marché se fit avec un orfèvre de Montélimart. On remarque que, parmi ces objets du culte, dont on a conservé l'inventaire, et composés surtout d'ornemens et chasubles, il n'y avait ni ostensoirs, ni ciboires, circonstance qui, aux yeux des catholiques, a pu éloigner l'idée de profanation. Quoi qu'il en soit, cette vente au détriment de l'église de Villeneuve est énergiquement blâmée par les écrivains catholiques mêlés à ces polémiques, et je ne me charge pas de défendre une mesure pour laquelle on ne peut que plaider les circonstances atténuantes de l'état de guerre et du manque réciproque de scrupules des deux cultes à l'égard l'un de l'autre. Encore, avant de formuler une accusation, faudrait-il expliquer le consentement des prêtres présens à la réunion, et ne pas se borner à alléguer, sans en avoir la preuve, que c'étaient sûrement des lâches ou des défroqués. Mais ce qu'ont surtout pour but d'attaquer les mêmes écrivains, c'est la responsabilité personnelle d'Olivier de Serres, dont il me reste à indiquer le rôle dans cette affaire. On sait qu'il avait fait des avances à la commune de Villeneuve, évidemment très obérée, puisqu'elle était réduite à lui laisser faire les frais de l'installation du pasteur. Ces avances n'étaient pas les seules qu'il eût faites. La commune lui était redevable de quatre cent vingt-neuf livres tournois. Pour le rembourser, elle lui abandonna le prix de la vente, montant à trois cent quatre-vingts livres, reconnaissant qu'il restait encore dû au seigneur du Pradel quarante livres cinq sols trois deniers. On voudrait qu'Olivier de Serres, se mettant à part de ce que faisait la commune, et se désintéressant de ce qu'elle lui devait, eût remis la somme à l'église, agissant de son autorité privée, comme si ce n'était pas à la commune qu'il appartenait de prendre cette résolution. On reproche, en d'autres termes, à Olivier de Serres de ne pas s'être, à son propre préjudice, constitué, en dehors et peut-être en dépit de ses coreligionnaires, le représentant des droits de l'église de Villeneuve. Je l'approuverais, s'il l'avait fait, sans croire qu'il mérite les paroles indignées dont on l'accable. Mais, dit-on, un procès ayant été in-

tenté, un siècle plus tard, par le prieur de Villeneuve en restitution à Constantin de Serres, héritier de la fortune et du domaine de son ancêtre, une sentence du parlement de Toulouse vint donner gain de cause à cette revendication. Est-il invraisemblable d'expliquer par des considérations d'opinions religieuses, étrangères à la justice, une sentence qui ne paraît guère avoir tenu compte des droits et des responsabilités de chacun? Cette responsabilité ne devait-elle pas retomber sur la commune de Villeneuve, qui avait vendu les objets du culte catholique, et non sur Olivier, qui n'avait fait qu'être remboursé par celle-ci de ce qu'elle lui devait, et même incomplètement? Une telle sentence spoliait la famille de Serres d'une somme dont son aïeul avait bel et bien fait l'avance. Voilà ce dont ne paraissent pas se douter les écrivains qui s'attachent à ce grief. Encore tout prétexte lui serait-il enlevé, si l'on admet la réalité d'une pièce que M. Vaschalde croit avoir découverte dans les papiers de la famille de Serres; c'est la quittance de la somme que le prieur de Villeneuve avait donnée à Olivier de Serres lui-même à la date de 1562. Mais n'y a-t-il pas erreur? « La méprise, écrit M. l'abbé Mollier, dans laquelle l'auteur est tombé, était possible, je dois le reconnaître, au chercheur le plus habile et le plus consciencieux, mais il y a eu méprise. » La quittance en question serait celle qui fut remise à Constantin de Serres, et la date, peu lisible d'ailleurs, serait celle de 1658. J'avoue que les argumens que fait valoir M. Mollier me paraissent probans. Comment s'expliquer le procès fait par l'église de Villeneuve à la descendance d'Olivier, si lui-même avait remis la somme réclamée? On fait valoir encore d'autres raisons qu'il ne me paraît pas nécessaire de rappeler pour ne pas fatiguer le lecteur de détails excessifs. Il me suffit d'avoir examiné des griefs qui, mis en avant avec bonne foi sans doute, mais dénués de fondement solide dans leur partie la plus grave, ne résistent pas à une critique impartiale.

IV.

On est en droit de conclure que le procès intenté à la mémoire d'Olivier de Serres est désormais vidé. En définitive, l'ouvrier a été digne de l'œuvre. L'auteur du *Théâtre d'agriculture*, de l'ancien sectaire, n'a gardé que le sentiment religieux dans sa généralité la plus élevée, l'idée divine, entrant en collaboration avec la nature. Il en a fait sortir, par rares échappées, une sorte d'hymne de tout ce qui a vie. La teinte biblique répandue sur certaines parties du livre en est un des charmes. Olivier de Serres, dans cette longue période apaisée, ne rappelle-t-il pas lui-même, à certains égards,

l'existence du patriarche, au milieu de ses enfans, de ses arbres, de ses vignes, de ses serviteurs? Les maximes dont il a rempli les trois parties de son ouvrage ne rappellent-elles pas aussi les *Proverbes* de l'Écriture? Ce caractère n'exclut pas une bonhomie toute gauloise, mêlée de malice et d'enjouement, un agrément qui paraît même dans des détails rustiques, par eux-mêmes dépourvus d'attrait et qu'il vivifie par des images ou de courtes observations empruntées à la vie morale. Dans cette façon de moraliser et d'écrire, il y a du Montaigne, avec une nuance affectueuse dans ses conseils, aussi éloignée de l'insouciance du scepticisme que de l'esprit étroit et violent de propagande. Tout son objet est de former le parfait gentilhomme rural, moitié guerrier, moitié agricole, dont les armes restent suspendues à la muraille, toujours prêtes à être mises au service du prince et de la patrie, mais dont la pensée habituelle reste aux champs.

Rien ne ressemble moins non plus au sombre fanatisme calviniste que cette aimable philosophie, empreinte d'une sorte d'optimisme inspiré par la joie du devoir accompli et d'une occupation remplie avec un goût porté jusqu'à la passion. Philosophe pratique, Olivier ne cherche que le bonheur à portée et ne raffine pas sur les conditions. C'est ainsi qu'il écrira, le sourire aux lèvres : « La cognoissance des biens que Dieu nous donne est le plus important article; moyennant lequel nous mesnagerons gaiement tant pour l'utilité que pour l'honneur... Et de là adviendra ce contentement de trouver sa maison plus agréable, sa femme plus belle et son vin meilleur que ce de l'aultrui. »

La morale antique dans ce qu'elle a de plus pur et la sagesse évangélique se mêlent dans les préceptes qu'il adresse à ce propriétaire rural, qu'il appelle le « père de famille. » La fermeté et la douceur doivent se concilier en lui dans ses rapports avec les inférieurs, c'est-à-dire avec les fermiers, qu'il ne faut pas renvoyer pour des défauts tolérables, afin de garder la stabilité le plus possible dans le personnel, c'est-à-dire aussi avec les ouvriers ruraux, auxquels il ne veut ni qu'on demande trop, ni qu'on cède trop, car il les montre déjà exigeans. Aux calculs intéressés qui recommandent l'activité et la vigilance à celui qui cherche à tirer le meilleur parti de sa terre, ce propriétaire rural, ce « père de famille » devra joindre la justice envers ses subordonnés, le souci de ne les point « fouler et surcharger, » la charité envers les pauvres et les malades. Vrai code de morale à l'usage de la vie champêtre ! C'est, en effet, un des principaux caractères de cet ouvrage, où tout est senti et original, de faire dépendre le succès des vertus morales, en y joignant l'intelligence théorique de l'agriculture, qu'il oppose à

ceux qui déclarent la théorie inutile. Il montre le mal que produit l'incurie, et tel autre vice, par exemple l'intempérance, disant ingénieusement, à propos de la vigne, qu'elle produit trois grappes, « la première de plaisir, la seconde d'ivrognerie, la troisième de tristesse et de pleurs. »

Ce grand et large esprit de sagesse, où s'est comme noyé et perdu tout ce qui aurait pu rappeler le sectaire militant de 1573, devait vivement attirer Henri IV, qui trouvait dans ce même ouvrage les maximes d'état les plus appropriées au moment. Je ne diminue pas par là l'importance de la *Cueillette de la soie,* détachée d'abord de l'ouvrage, et qui fut comme le signal d'une culture et d'une industrie destinées à répandre des milliards sur la France ; par là le roi n'eut pas à se repentir du concours si efficace qu'il avait demandé à Olivier de Serres pour cette entreprise, à laquelle il attachait un prix immense, en prince préoccupé de la richesse et des sources à ouvrir au travail. Je ne diminue pas non plus la valeur spéciale de l'agronome ; tous les juges compétens reconnaissent qu'elle est de premier ordre, et que l'auteur du *Théâtre d'agriculture* a su tout ce qu'on pouvait savoir de son temps, en y ajoutant beaucoup par son expérience personnelle ; il en a donné une formule claire, précise, élégante, en grande partie durable, dans un style qui serait la perfection du naturel sans quelques ornemens mythologiques, de même que sa pensée serait tout bon sens et lumière, sans quelques superstitions de l'époque. Cet ouvrage est une véritable encyclopédie. A côté des préceptes de culture on y trouve l'art de l'ingénieur, la construction des jardins, l'hygiène et la médecine des animaux et des cultivateurs, l'architecture rurale, à laquelle il se proposait de consacrer un traité plus complet. Il ne fait, au reste, par cette universalité, que remplir le titre de son ouvrage, « dans lequel, dit-il, est représenté tout ce qui est requis et nécessaire pour bien *dresser, gouverner, enrichir et embellir* » le mesnage des champs. Organe de tous les usages et traditions utiles, son esprit observateur le portait à rechercher des nouveautés qui ouvraient certaines perspectives à des inventions futures, telles que la transformation de la fibre des arbres en textile ; il déclarait que de la seconde écorce ou du liber du mûrier blanc on pouvait tirer une filasse propre à remplacer le chanvre et le lin et publiait à part le morceau intitulé : « La seconde richesse du meurier blanc qui se trouve en son escorce, pour en faire des toiles de toutes sortes, non moins utile que la soie provenant de la feuille d'icelui. »

Mais si l'on trouve dans l'utilité pratique du livre de suffisans motifs pour que Henri IV encourageât l'œuvre et l'auteur comme il

le fit d'une manière si éclatante, il est permis d'en chercher une raison supérieure dans le lien qui unit l'agriculture à la politique par la pensée, non-seulement de multiplier les productions, mais de refaire les mœurs qui attachent les hommes à la terre, ces fortes mœurs rurales qui règlent l'activité en même temps qu'elles la fécondent. Sur ce point le roi était d'accord avec Sully et, si dans la question de la propagation de la soie, il redoutait moins que Sully les effets de l'industrie et du luxe, il ne regardait pas moins le travail agricole comme le plus salutaire de tous, et la richesse qui en naît comme la plus indispensable pour ces classes populaires, sur lesquelles sa pensée se portait avec une sollicitude à laquelle la politique n'avait pas moins de part que l'humanité. L'agronome et le prince pouvaient s'entendre. Tous deux, à des degrés et à des rangs fort inégaux, avaient eu leur rôle dans les guerres civiles, dont ils désiraient ardemment réparer les maux, l'un en apportant son livre, l'autre en donnant à la France un gouvernement. Olivier entrait dans cette pensée. Dans sa dédicace, provoquée, dit-on, par le roi lui-même, il transcrivait et commentait cette parole de l'Écriture : « Le roi *consiste*, quand le champ est labouré. » A deux cents ans de date, presque année pour année, un autre restaurateur de la société française devait s'en souvenir. En même temps qu'il faisait appel à la religion avec le concordat et que *le Génie du christianisme* venait en aide à ses desseins, il adressait le même appel à l'agriculture, et, n'ayant pas sous la main quelque grand et populaire agronome contemporain sur lequel il pût s'appuyer, il faisait imprimer une magnifique édition du *Théâtre d'agriculture* et élever à son auteur un monument inauguré avec un éclat solennel. Qu'a donc été la guerre dans l'existence tranquillement féconde d'Olivier de Serres? Un épisode qu'on grossirait à tort, et qui n'a laissé aucune tache sur son honneur, — cette part de l'aventure qui semblait aller chercher jusque dans leurs paisibles demeures les hommes du XVIe siècle. On a oublié les hautes tours et les remparts qui faisaient du Pradel un château fort. On se souviendra toujours de l'œuvre de paix et de civilisation qui s'y accomplit, au profit de la France et du monde.

HENRI BAUDRILLART.

LA

SOCIÉTÉ DE L'AVENIR

Looking Backward, by Edward Bellamy, 1 vol. New-York and London; William Reeves, 1890.

Si la valeur d'un livre se mesurait à son succès, *Looking Backward,* publié à la fois en Amérique et à Londres, serait purement et simplement un chef-d'œuvre. Dans tous les cas, nous devons le citer comme le roman le plus populaire qui ait paru cette année en langue anglaise. Son auteur, M. Edward Bellamy, a l'heureuse fortune de mettre toujours la main sur des sujets d'une très savoureuse actualité; il possède, aiguisé à l'excès, ce que nous appellerons le sens moderne, la curiosité des choses de son temps, — des choses du jour et même du lendemain; avec cela, par un assemblage qui n'est pas très rare, il se complaît à la recherche du fantastique, remanié selon les modes nouvelles, bien entendu, grâce à l'appoint que lui fournit la science, si prompte souvent à réaliser ce que les ignorans traitaient de féerie et de chimère. Peut-être, en effet, n'y a-t-il pour elle rien d'impossible, dans le sens commun du mot.

C'est ce que M. Bellamy a démontré une première fois, en exposant, sous forme de songe, il est vrai, *le Procédé du docteur Heidenhoff*. Dans ce livre, nous voyons, grâce à une opération toute physique, qui n'est autre que l'amputation de la pensée, l'extirpation du remords, la mémoire s'oblitérer en partie chez un être humain, l'oubli d'un fait changer tout le cours de sa destinée. Cette exagération des récentes découvertes, dont s'est emparée la philo-

sophie matérialiste, valut naguère à l'auteur un éloge démesuré de Howells, qui, avec l'excès de courtoisie dont les romanciers font généralement preuve quand ils se critiquent entre eux, déclara que le manteau de Hawthorne était tombé sur les épaules de Bellamy. Peut-être celui-ci s'était-il abrité, en effet, sous un pan du manteau magique, ce qui n'est pas la même chose. Hawthorne fut un génie subtil et profond, tandis que son émule prétendu nous paraît être un très habile remueur de paradoxes, un très ingénieux vulgarisateur d'idées, possédé, en outre, de la dangereuse manie d'étonner le public. Il semble, à chaque œuvre nouvelle qui sort de sa plume, qu'il se soit dit : « Que vais-je encore leur servir d'extraordinaire? » avec le souci d'aller « de plus fort en plus fort. » Ce ne sont pas là, croyons-nous, les conditions d'un succès bien sérieux ni bien durable.

Dans *Miss Ludington's Sister*, M. Bellamy avait mis pourtant un grain d'originalité véritable. Les lecteurs de la *Revue* se rappellent sans doute cet étrange récit, spiritualiste et même spiritiste, qui traitait des destinées de l'âme, ou plutôt de la succession chez un même être de plusieurs âmes distinctes, prêtant à chacun de nous comme une série d'individualités différentes, responsables néanmoins les unes des autres (1). Si curieuse que fût cette fantaisie sur l'immortalité, remarquons en passant qu'un certain dévergondage paraît être le caractère de la littérature d'imagination de ce temps-ci. Chez nous, c'est le dérèglement sensuel qui domine, dérèglement attaqué avec indignation par nos voisins, qui ne se font pas faute, du reste, de dévorer, tout en les condamnant, les *wicked french novels*, assez nombreux, sans doute, pour qu'on n'entreprenne pas ailleurs de leur faire concurrence. En Angleterre et en Amérique, le même besoin de s'écarter du simple et du vrai s'affirme, d'une autre façon qu'en France, par la recherche de sujets extravagans empruntés aux plus audacieuses hypothèses scientifiques, aux tâtonnemens de la physiologie, aux horizons à peine entrevus du monde nouveau de l'hypnotisme et de la suggestion. Il y a là un péril que le bon sens et le bon goût ne se sont pas hâtés suffisamment peut-être de dénoncer.

En dernier lieu, la question sociale, si brûlante aujourd'hui, est venue préoccuper M. Bellamy. Il a, selon sa coutume et plus encore qu'à l'ordinaire, associé une thèse sérieuse à des rêveries bizarres qui, cette fois, du reste, ne lui appartiennent pas précisément en propre, car l'aventure d'Épiménide et celle de *la Belle au Bois dormant*, les expériences de *Rip van Winkle* et de *l'Homme à l'oreille cassée* sont antérieures au sommeil de cent ans du jeune

(1) Voir, dans la *Revue* du 15 janvier 1885, *les Nouveaux romanciers américains.*

Bostonien, Julian West. Tous ces personnages découvrirent comme lui, à leur réveil, après une longue léthargie, que le monde avait changé; mais aucun, il faut le reconnaître, ne se livra subséquemment à des études comparatives aussi prolongées entre l'ancien ordre de choses et le nouveau. *Looking Backward*, malgré le sens apparent du titre, est, en somme, un tableau de l'avenir tel qu'un Américain d'éducation médiocre peut le rêver. Les lettrés, les délicats, même en Amérique, se sont énergiquement prononcés contre lui, l'un d'entre eux, M. Dudley Warner, s'écriant avec une juste épouvante : « Si l'on me proposait de choisir comme séjour l'enfer ou la république de M. Bellamy, je choisirais l'enfer sans hésiter. » Cette protestation doit être, en toute justice, enregistrée à l'honneur du pays où le livre, ainsi maltraité, s'est vendu cependant à près d'un million d'exemplaires. Il se serait mieux vendu encore, malgré le peu d'originalité du fond et le peu de mérite de la forme, qu'on ne pourrait s'étonner. Toutes les fois que le sujet chimérique du partage égal des biens de ce monde et de l'abolition de la propriété a été remis sur le tapis, les mécontens, les envieux, les insensés de toute espèce ont ouvert une oreille complaisante. Il y a aussi, de la part d'un ordre de lecteurs plus estimable, cette curiosité sympathique et toujours prête qu'ont éveillée tour à tour les innombrables systèmes consacrés au redressement des injustices du sort et à l'extinction de la misère, depuis l'*Utopie* de Thomas Morus, jusqu'à la *Cité du Soleil*, de Campanella, jusqu'à l'*Océana* de Harrington, jusqu'aux théories de Fourier, idylles socialistes, romans, essais, allégories, variations plus ou moins savantes, plus ou moins charivariques sur le thème rebattu d'un État régi par les lois de la raison ou d'une idéale philosophie.

Nous connaissons tous, d'un bout du monde à l'autre, les maux que signale aux témoins de l'an 2000 M. Julian West, ressuscité dans ce seul dessein; — nous les connaissons, nous en souffrons, nous les déplorons, nous voudrions à tout prix les guérir. Il a mille fois raison, ce revenant d'une ère disparue, lorsque, *regardant en arrière*, se reportant, après un siècle, vers l'an 1887, il assimile notre société actuelle à une diligence monstrueuse, à un coche du maniement le plus difficile, auquel sont attelées pêle-mêle les masses du peuple, frémissantes sous le fouet d'un conducteur qui n'est autre que la faim.

Ce bourreau, explique-t-il aux citoyens du nouvel âge d'or, ne permettait pas d'arrêt, malgré les obstacles sans cesse renaissans sur la route abrupte et poudreuse. Cependant, du haut des places confortables d'où ils jouissaient à leur aise de la vue et de l'air frais, les voyageurs privilégiés critiquaient l'attelage prêt à succom-

ber; aux mauvais pas, ils se gardaient de descendre pour lui prêter main-forte. Ces places du sommet de la diligence étaient naturellement très disputées et conservées avec un soin jaloux. Le premier but dans la vie, pour chacun, était de s'en assurer une et de la laisser ensuite à sa progéniture. Il arrivait cependant qu'un choc, une secousse imprévue fît tomber à l'improviste quelqu'un des heureux voyageurs, qui se trouvait aussitôt réduit à traîner avec la plèbe ce char qui le portait tout à l'heure. La crainte d'une pareille catastrophe obscurcissait sans cesse l'orgueilleuse félicité de ceux qui possédaient les sièges les plus douillets et les mieux suspendus. Certes, les témoignages de sensibilité ne manquaient pas quand, devant quelque fondrière, la multitude, contrainte au métier de bête de somme, reculait et hurlait, l'aiguillon de la faim la pressant quand même; beaucoup tombaient de fatigue pour être foulés aux pieds. Alors les voyageurs d'en haut exhortaient de leur mieux les victimes d'en bas; ceux-ci leur faisaient espérer des compensations dans un monde meilleur, ceux-là donnaient, sous forme d'aumône, des emplâtres et des linimens aux blessés. On s'accordait à trouver qu'il était bien fâcheux que la diligence fût si lourde, si embourbée, et quand un passage périlleux était franchi, un sentiment général de délivrance, dû surtout à la peur qu'on avait eue de verser, se manifestait aussitôt. Quant à de la compassion désintéressée, il n'y fallait pas trop compter. D'abord, il semblait que l'inégalité qui, somme toute, avait toujours existé, fût irrémédiable : à quoi bon se lamenter sur des maux qu'on ne peut guérir, quand ils ne sont pas les vôtres? Et puis, chacun des privilégiés se croyait, au fond, d'une pâte plus fine que l'attelage molesté. C'était une hallucination commune à tous les parvenus que la fortune avait, un instant auparavant, soulevés de terre et qui portaient encore sur leurs mains calleuses la marque des cordes qu'ils tiraient tout à l'heure. Combien devait-elle s'enraciner davantage dans l'esprit de ceux qui avaient hérité en naissant d'une place sur le coche où déjà se prélassaient avant eux leurs ancêtres! Il s'ensuivait que l'amour du prochain, chez l'élite qui était traînée, se réduisait à une très vague et très distante sollicitude pour les misérables qui traînaient.

L'image est juste; nous la voyons passer partout, cette diligence cruelle, cette diligence chargée d'égoïsme et d'iniquités, vrai char de Jaggernaut, qui écrase des corps sanglans à chaque tour de roue; mais les moyens proposés par un empirique américain pour l'empêcher de rouler, comme elle l'a fait dans tous les siècles, nous inspirent des répugnances plus grandes encore que nos révoltes contre le mal lui-même.

Écoutons cependant M. Julian West. Il a trôné en personne,

nous dit-il, sur les plus hautes cimes de la diligence, il a vécu dans le luxe, inutile aux autres, en jouissant d'une fortune dont depuis trois générations les revenus augmentaient sans que ses possesseurs fissent rien, hormis profiter de cette forme immorale du régime financier d'autrefois, l'accumulation de l'intérêt, horreur définitivement abolie dans le triomphant avenir auquel il va nous initier en intelligent cicérone. Mais disons d'abord comment, né en 1857, il réussit à faire connaissance avec un ordre de choses que nos arrière-petits-enfans paraissent seuls destinés à connaître, en admettant qu'il se réalise jamais.

L'Homme à l'oreille cassée, d'Edmond About, réduit à l'état de pièce anatomique par le savant professeur qui l'a desséché pour lui sauver la vie, passe ainsi quarante-six ans; quant à Julian West, il demeure pendant plus d'un siècle prisonnier dans une espèce de cave. Les circonstances de cette captivité sont passablement compliquées et il faut admettre *a priori* bien des choses invraisemblables; par exemple, que ce jeune homme, qui est presque à la veille de se marier, a de mystérieuses manies dont sa fiancée, miss Edith Bartlett, ni personne d'ailleurs, ne se doute. Sous prétexte d'insomnie habituelle et pour éviter le moindre bruit, il couche dans une chambre souterraine où l'entoure la tranquillité de la tombe. Les murs très épais de ce sous-sol sont enduits de ciment hydraulique afin de défier l'humidité, le plancher est protégé de même. En outre, le coffre-fort bien garni de M. West se trouvant dans cette même pièce, des précautions non moins minutieuses ont été prises contre le feu; la voûte est en pierre et la porte extérieure d'airain. Un tube assure le renouvellement de l'air. Voilà certes des aménagemens insolites. Ce n'est pas tout; même dans ce temple du silence, Julian West, qui d'ailleurs se porte à merveille, risquerait parfois de ne pas dormir, si un magnétiseur, le docteur Pillsbury, ne venait l'envelopper de quelques passes qui ne manquent jamais leur effet. Les procédés pour obtenir le réveil étant beaucoup plus simples, un fidèle domestique en a facilement appris l'emploi.

Un soir de mai, le narrateur du récit que M. Bellamy s'est borné à transcrire ordonna qu'on vînt sans faute le réveiller à neuf heures; après quoi, il s'abandonna aux soins du magnétiseur qui l'endormit plus lentement que de coutume, plus profondément aussi, comme on va le voir. Quand il reprit ses sens, un bruit de voix féminines et un frou-frou rapide de robes qui s'enfuyaient le frappa. Il ouvrit les yeux et ne vit devant lui qu'un homme vénérable, d'une soixantaine d'années, penché à son chevet, avec tous les signes d'une grande bienveillance, mais aussi d'une extrême curiosité. Il se dressa sur le coude et promena des regards étonnés autour d'une chambre qu'il ne connaissait pas. — Où est-il?

— Chez un médecin, le docteur Leete. — Comment y est-il arrivé? — Plus tard, quand il sera moins faible, on le lui dira. — Qu'est devenu son domestique? — On n'en sait rien, mais il est certainement excusable de ne pas paraître.

A son tour, le docteur Leete lui pose une question. — Quand croit-il s'être endormi? — Mais la veille au soir, naturellement. — Quelle date? — Le lundi 30, parbleu! — Le 30 de quel mois?.. — Pour le coup, Julian s'imagine qu'on se moque de lui : — Le 30 mai, répond-il avec impatience. — Il vous reste à m'apprendre l'année; ensuite je vous dirai, moi, combien de temps vous avez dormi... 1887, vous en êtes sûr?.. Eh bien, mettez-vous en tête, une fois pour toutes, si vous ne le savez déjà, qu'aucun événement en ce monde n'est après tout plus merveilleux qu'un autre. Ne vous laissez pas émouvoir par une révélation étonnante, je l'avoue, au premier aspect. Votre apparence est celle d'un garçon de trente ans et vous n'êtes pas dans des conditions corporelles différentes de celles où l'on se trouve après avoir un peu trop dormi. Pourtant c'est aujourd'hui le 10 septembre de l'an 2000, et vous avez dormi tout juste cent treize ans, trois mois et onze jours.

Le dormeur croit d'abord à une mauvaise plaisanterie; il se fâche et va regarder dans la glace son visage qui n'a subi aucune altération. Sa léthargie a été complète, toutes les fonctions vitales se sont trouvées suspendues, il n'a eu aucune raison de vieillir. Si le hasard n'avait pas fait découvrir la chambre inconnue où il gisait, Julian aurait pu rester dans ce même état jusqu'à ce que le refroidissement graduel du globe eût détruit les tissus de son corps et rendu à l'âme sa liberté. Il a fallu, pour que l'on descendît dans sa cachette, que l'idée vînt au docteur Leete de faire construire un laboratoire dans le jardin voisin de sa maison, un jardin planté d'arbres séculaires. Les excavations ont mis au jour un pan de mur qui s'est trouvé indiquer l'emplacement d'une maison très ancienne. Une couche épaisse de cendres et de charbon montrait assez que cette maison avait été détruite par un incendie, mais, en perçant une voûte, restée intacte, on pénétra dans l'appartement situé au-dessous; il était meublé dans le style du XIXe siècle, et sur le lit gisait un jeune homme, mort selon toute vraisemblance depuis plus de cent ans, mais si bien conservé que les médecins, conviés par leur collègue à venir l'examiner, déclarèrent qu'ils n'auraient jamais cru que les procédés de l'embaumement pussent être aussi perfectionnés à pareille époque. Le docteur Leete optait, quant à lui, pour la catalepsie; tout incroyable que parût cette idée, elle n'était pas dénuée de fonde-

ment; une tentative systématique de résurrection réussit à merveille. Toutefois, M. Leete ne peut s'attendre à ce que son obligé accepte du premier coup les explications qu'il lui donne, et il est bien près d'apprendre à ses dépens que les Bostoniens du XIXe siècle étaient de vigoureux boxeurs, quand l'inspiration lui vient de conduire le ressuscité sur la terrasse de la maison; de là on domine une ville qui, sans les flots sinueux de la rivière Charles, sans les promontoires et les îlots du port, ne rappellerait en rien le Boston d'autrefois : sur des milles et des milles s'étendent de larges rues plantées d'arbres et bordées de belles constructions qui, pour la plupart, ne se suivent pas régulièrement, mais sont dispersées dans des jardins. Chaque quartier est embelli par des squares ombreux où des statues, des fontaines brillent au soleil couchant. Des monumens publics d'une colossale grandeur dressent leurs masses imposantes de tous côtés. Julian West est ébloui et convaincu. Il commence à comprendre : son valet de chambre a dû périr dans l'incendie et le magnétiseur Pillsbury, il se le rappelle, avait pris congé de lui en annonçant qu'il transportait son commerce à la Nouvelle-Orléans. Personne n'a pu renseigner ses amis ni sa fiancée sur l'existence de la chambre souterraine; on l'aura cru brûlé. Et à cette pensée Julian n'a vraiment pas le sentiment assez vif de ce qu'a dû souffrir la pauvre Edith, — il y a si longtemps, à vrai dire, que ce chagrin est passé! — Il n'a pas surtout un regret suffisant de son amour perdu; l'admiration où le jette cette grande ville aux larges voies, que nous nous figurons sans peine et qui, à notre goût européen, serait affreuse, suffit un instant à le distraire de tout sentiment personnel. Disons pour son excuse que la fille du docteur Leete vient d'entrer, qu'elle est belle, gracieuse, aimable et qu'elle se nomme Edith, elle aussi, par une coïncidence qui s'explique lorsqu'on découvre à la fin que miss Leete est l'arrière-petite-fille d'une miss Bartlett, laquelle n'était autre que l'ancienne fiancée de Julian West.

La situation existe dans l'*Homme à l'oreille cassée*, mais combien plus amusante! — L'ex-colonel Fougas, gelé dans la forteresse de Lubenfeld, puis desséché par philanthropie et pour servir à la science, se réveille dans le laboratoire où un massage judicieux l'a ranimé; tout de suite son caractère s'affirme. « Vive l'empereur! » crie-t-il dans une première aspiration violente; puis, en retombant et d'une voix éteinte : « Garçon, l'Annuaire! » Une certaine Clémentine survient; elle a le nom et le visage de l'objet charmant qui le consola par sa tendresse après la retraite de Russie et qu'il quitta trop vite pour voler à de nouveaux exploits. Il tombe à ses pieds : « O Clémentine, les destins amis te ren-

dent à moi! Je retrouve la compagne de ma vie et la mère de mon enfant! — Là-dessus, il serait tout près d'épouser sa petite-fille, à qui la voix du sang conseille une soumission sans bornes, si la découverte opportune d'une liasse de papiers de famille ne le désabusait, transformant aussitôt sa passion en amour paternel.

Mais avec M. Bellamy aucun inceste n'est à craindre, les fiançailles entre Julian West et Edith Bartlett ayant été beaucoup plus correctes que celles de ces amoureux du premier empire, pressés de se témoigner leur flamme entre deux campagnes. Le mariage pourra donc avoir lieu sans nul inconvénient et sans que nous nous y intéressions beaucoup d'ailleurs, l'intrigue proprement dite ne comptant pour presque rien dans un roman à thèse. Déclarons en passant que des deux livres, *l'Homme à l'oreille cassée* est à beaucoup près le plus humoristique. Oui, certes, l'humour s'ajoutait à des qualités purement françaises, dans ce talent primesautier d'Edmond About, dont on a fait peut-être autrefois une estime exagérée, mais auquel, en revanche, on ne rend plus suffisamment justice. Quel pétillement d'esprit intarissable, quelle inoffensive et joyeuse gaminerie! Comme le contraste entre le langage déclamatoire d'un fils de la révolution et le ton des conversations de nos jours est habilement soutenu jusqu'au bout! *Looking Backward* ne peut offrir, et pour cause, aucune de ces oppositions amusantes, car M. Bellamy ne sait du xxe siècle que ce que des préludes encore vagues permettent d'en pressentir. Aussi tient-il soigneusement son Julian West à l'écart de la société de ce temps-là, se bornant à peindre trois figures qui ne diffèrent de celles d'aujourd'hui que par l'extravagance de leurs discours sur le succès facile et complet du communisme réalisé. Nous ne voyons pas la machine à l'œuvre, nous ne rencontrons pas de caractères formés par le nouvel ordre de choses. Cela seulement aurait du prix et corroborerait les tirades du docteur, très creuses, faute de ces illustrations nécessaires. Il est trop facile de se borner à dire que les Américains du xxe siècle sont vêtus à peu près comme ceux du xixe, les hommes du moins, et qu'ils s'expriment comme leurs ancêtres, avec un redoublement de tact et de politesse, — ce qui est contraire à ce que nous savons, car à mesure que le flot des émigrans enrichis de toutes les nations se mêle à l'élément plus pur des fondateurs de la grande république, l'élévation du ton social n'y gagne pas; les Bostoniens raffinés, les descendans des pèlerins de la Nouvelle-Angleterre, tout ce qui constitue l'aristocratie de ce pays démocratique l'affirme et s'en plaint très fort. Mais M. Bellamy est optimiste jusqu'à l'exagération; il nous conduit tout droit vers ce qui lui paraît être le Paradis terrestre et, chose choquante, car l'époque

où nous naissons, avec l'héritage vénérable de toutes celles qui l'ont précédée, devrait nous être aussi chère que la famille et la patrie, son héros ne trouve rien à regretter du passé. Il est vrai qu'au point de vue de l'art les États-Unis n'ont guère de passé, de traditions, ni de reliques. Malgré les progrès rapides et vraiment extraordinaires dont notre exposition de 1889 a donné la preuve, on peut dire que bien peu de peintres et de sculpteurs américains sont sortis du rang d'élève, ont secoué les lisières de l'école. Ils s'assimilent merveilleusement le procédé, mais il leur manque les dons de l'artiste, ceux qui sont le résultat d'un atavisme que rien ne saurait remplacer; le sentiment de l'esthétique est encore à naître chez la plupart d'entre eux.

Nous nous souvenons qu'un Américain, de la plus haute culture intellectuelle pourtant, et familiarisé avec l'Europe par de nombreux voyages, disait en parlant de la Floride où il avait passé l'hiver, comme nous allons à Nice : « Vraiment toute l'Espagne est là; il est presque inutile d'aller la chercher ailleurs. On y voit même des ruines du XVIe siècle. » Et, comme nous faisions observer que ce ne devaient pas être cependant des ruines de premier ordre, la plus belle colonie du monde n'ayant guère qu'une architecture de province, comme nous parlions de Grenade, par exemple : « Oh! répondit-il, on a bâti à Saint-Augustin des hôtels de style mauresque qui valent les plus beaux palais. »

Il nous semble que cette appréciation peut faire mieux comprendre ce que sera vraisemblablement le genre d'architecture du Boston de l'avenir, tout marbre, tout or, toute magnificence et toute énormité, une architecture de casinos, de caravansérails, de grands magasins et de gares de chemins de fer. C'est faute d'une horreur suffisante du pastiche et de l'*utilisation* que le ressuscité s'extasie devant cette grande ville neuve. Nous allons entreprendre de faire bien connaître ce qui s'y passe, en effleurant seulement l'intrigue à peine esquissée dont le seul but est de dorer, comme on dit, la pilule, la pilule instructive qui dégoûterait beaucoup de lecteurs légers. Dans une préface, datée, 28 décembre an 2000, de la section historique de Shawmut College, où il est devenu professeur, Julian West a soin d'avertir son public qu'il poursuit un but sérieux, celui d'aider à voir clair les gens qui, désirant se faire une idée bien définie des contrastes sociaux entre les deux derniers siècles, sont arrêtés par l'aridité des ouvrages d'histoire et de science. Suivons-le sans trop de commentaires.

Le docteur Leete n'est pas seulement l'hôte de Julian West; il est aussi son médecin et ne lui permet d'affronter que petit à petit le spectacle de la civilisation nouvelle, craignant que sa raison ne

succombe. Par de longs entretiens il l'amène d'abord à comprendre les transformations sociales qui se sont produites et on ne peut s'empêcher d'admirer l'habileté avec laquelle M. Bellamy évite le plus souvent les longueurs et l'ennui presque inséparables de la forme didactique. Julian est pressé de savoir comme a pu se résoudre cette grave question du travail, qui était le souci et la terreur de tous lorsqu'il s'est endormi :

— Comment! s'écrie le docteur, vous ne pressentiez pas déjà, en 1887, de quelle façon tournerait la crise?

— Nos pressentimens, répond le citoyen du XIXe siècle, étaient d'une nature telle que je n'aurais pas été surpris si, du haut de votre terrasse, j'avais vu, en me réveillant, un amas de décombres au lieu d'une florissante cité.

— Ceci prouve que Storiot (le docteur Leete nomme ici l'un des grands historiens de l'avenir) n'a rien exagéré en peignant la confusion des esprits à votre époque. Il nous semble bien cependant, lorsque nous nous y reportons, que le sens du courant était parfaitement perceptible et que tout observateur pouvait se rendre compte de ce que deviendrait la barque menacée par tant d'écueils; elle allait, à n'en pas douter, vers des eaux plus profondes. Les difficultés se sont, en effet, résolues d'elles-mêmes, l'évolution industrielle ne pouvait se terminer autrement qu'elle ne l'a fait. Dites-moi, quel était le symptôme caractéristique du mécontentement des travailleurs à la fin du XIXe siècle? Les grèves, n'est-ce pas, rendues formidables par les grandes organisations du travail opposées à la concentration toujours croissante du capital? De plus en plus s'affirmait le monopole ; l'opposition populaire exaspérée ne pouvait rien contre lui, il absorbait toute la masse des affaires, les petites industries s'effaçaient à mesure; à cela il y avait de puissantes raisons économiques. Si oppressif, si intolérable que fût ce nouveau régime, on ne pouvait nier qu'il n'eût donné un élan aux industries nationales et augmenté la fortune publique. Cela ne servait, en réalité, qu'à rendre le riche plus riche encore et à creuser l'abîme entre lui et le pauvre, mais le fait était posé néanmoins, il était reconnu que la consolidation du capital était le sûr moyen de produire la richesse. Comment donc accepter ce principe, qui s'imposait, sans avoir à se plier sous une ploutocratie comparable à celle de Carthage? Aussitôt que les hommes eurent commencé à se le demander, ils trouvèrent une réponse toute prête. Le procédé tant décrié du monopole n'avait besoin, en effet, pour ouvrir un âge d'or à l'humanité, que de compléter son évolution logique : la consolidation définitive du capital de la nation tout entière. L'industrie et le commerce du pays furent confiés à un syn-

dicat unique, représentant le peuple, pour être conduit dans l'intérêt commun. La nation forma une grande corporation dans laquelle devaient s'absorber toutes les autres; elle devint à elle seule le capitaliste par excellence; en un mot, le peuple des États-Unis, donnant aux différentes nations un exemple qu'elles ne devaient pas tarder à suivre, prit la direction de ses propres affaires, comme cent années auparavant il avait pris celle de son propre gouvernement, s'organisant dans une vue industrielle sur le même terrain où il s'était jadis organisé pour une fin politique. De sorte qu'assez tard dans l'histoire du monde on reconnut cette éclatante vérité que le commerce et l'industrie sont essentiellement l'affaire du peuple, puisque sa vie en dépend. Les confier à des particuliers qui en profitent, c'est une folie encore plus grosse que celle de remettre les rênes de l'État à des rois, à des nobles, qui se soucient d'abord de leur gloire personnelle.

Il faut quelque temps à Julian West pour concevoir les changemens de toute sorte qu'a pu produire une pareille révolution; enfin il hasarde ce mot, vertement relevé par le docteur :

— Quelle extension formidable ont donc prise les fonctions du gouvernement!

— Extension?.. que voulez-vous dire?

— Dame! de mon temps les fonctions du gouvernement se bornaient à maintenir l'ordre au dedans et à défendre la nation contre l'ennemi public.

— Eh, pour l'amour de Dieu! s'écrie le docteur Leete, qu'appelez-vous l'ennemi public? Est-ce la France, l'Angleterre, l'Allemagne, ou la faim, le froid, le dénûment? De votre temps, les gouvernemens avaient coutume, pour le moindre malentendu international, de livrer des citoyens par milliers à la mort et de verser les millions comme de l'eau dans des guerres insensées. Nous n'avons plus de guerres, et le gouvernement n'a d'autre pouvoir que celui d'obliger chaque citoyen à payer sa propre subsistance par un nombre déterminé d'années de travail. Plus de partis, plus de politiciens, et, quant à la démagogie, quant à la corruption, ces mots-là n'ont gardé qu'une signification historique.

— La nature humaine a donc changé beaucoup?

— Non pas; les conditions de la vie humaine ont changé et en même temps les motifs des actes humains.

— Mais, dit Julian West, quand la nation a pris sur elle la conduite des manufactures, des chemins de fer, des mines, etc., elle a tout simplement, il me semble, accepté les difficultes de la position d'un capitaliste.

— Difficultés qui se sont évanouies sur-le-champ, répond le doc-

teur Leete. L'organisation nationale du travail, sous une direction unique, était la parfaite solution d'un problème que de votre temps on considérait comme inextricable. La nation étant devenue le seul patron, pour ainsi dire, tous les citoyens se sont trouvés être des ouvriers auxquels le travail était distribué selon les besoins de l'industrie.

— C'est-à-dire que vous avez appliqué le principe du service militaire universel à la question du travail.

— En effet, et, cette loi étant posée déjà que tout citoyen valide devait, sans exception, se soumettre à un service pour la défense du pays, il a paru tout simple de consacrer ledit service, devenu soit industriel, soit intellectuel, au bien-être de la nation. L'ordre social tout entier repose sur cette obligation, à laquelle nul ne se dérobe, puisqu'il resterait, faute de la remplir, sans aucuns moyens d'existence, retranché du monde, bref, dans la situation d'un suicidé.

— Et chaque soldat de cette nouvelle armée est-il enrôlé pour la vie?

— Oh! non, la période du travail commence plus tard et finit plus tôt qu'autrefois. Nous tenons à ce que le temps de la jeunesse soit consacré à l'éducation et celui de la maturité à d'intelligens loisirs. La période du service industriel pour chacun commence à vingt et un et se termine à quarante-cinq ans. Après cet âge, les services du citoyen, durant dix années encore, peuvent être requis dans des cas qui ne se présentent presque jamais. Le 15 octobre de chaque année revient ce que nous appelons le jour de l'appel, parce que ceux qui ont atteint vingt et un ans sont alors appelés à entrer dans l'armée industrielle, tandis que les hommes de quarante-cinq ans sont appelés à en sortir. C'est l'événement qui sert à compter tous les autres, une date comme l'olympiade grecque, sauf qu'elle est annuelle.

L'appel fait, il semble que les difficultés commencent, car l'analogie avec l'armée s'arrête là nécessairement; l'exercice militaire est si peu de chose auprès des métiers de toute sorte qu'il s'agit d'enseigner à ces soldats d'un nouveau genre!

Telle est, du moins, l'objection de Julian. Mais le docteur, s'inspirant de la fameuse théorie de l'industrie passionnelle, comme tout à l'heure il s'inspirait des principes de Babeuf, répond que chacun reste parfaitement libre de suivre un attrait particulier. Tout ce qu'on lui demande, c'est de tirer parti de ses goûts naturels de la façon la plus avantageuse au pays et à lui-même.

Jusqu'à vingt et un ans, le jeune homme n'a reçu qu'une culture intellectuelle, mais on lui a donné la connaissance théorique de

diverses industries; ensuite, il consacre trois années à des besognes manuelles quelconques au gré de ses supérieurs; après quoi il se décide. Si une carrière intellectuelle le réclame, il trouve tous les moyens d'y atteindre : hautes écoles et facultés sont ouvertes sans condition aux aspirans quels qu'ils soient; s'il préfère l'industrie, un métier, il est libre encore. Les heures de travail obligatoires sont plus ou moins longues, selon que le travail est plus ou moins attrayant; les travailleurs eux-mêmes sont juges de ce qu'ils peuvent supporter; divers privilèges qui s'attachent aux plus pénibles besognes (il n'y en a pas de basses ni de méprisées) font que celles-là ne restent jamais en souffrance et, s'il y en avait une qui offrît des désagrémens ou des dangers exceptionnels, il suffirait que l'administration la proposât comme poste d'honneur. Les volontaires ne manqueraient pas, empressés à mériter la reconnaissance nationale. A toutes les époques, sous tous les régimes ce genre d'élan s'est manifesté; on peut toujours compter sur lui. Du reste, une constante préoccupation de la santé, de la sécurité des ouvriers préside aux industries du xxe siècle. La nation ne fait pas, à l'exemple des grands entrepreneurs d'autrefois, bon marché de ses ouvriers. Quand il y a trop de demandes pour une même branche d'industrie, la préférence est donnée à ceux qui se sont particulièrement distingués dans leurs études et dans le service préliminaire de trois ans assigné à la classe dite des travailleurs inhabiles. Jusqu'à l'âge de trente-cinq ans, on peut, d'ailleurs, changer de profession avec toutes les facilités de s'instruire, car il est reconnu que les aptitudes naturelles sont plus lentes à se développer chez quelques-uns que chez d'autres. Tout cela est possible, grâce à la suppression du salaire, qui n'a plus de raison d'être dans un pays où la question d'argent a cessé d'exister. Car c'est là le triomphe de la nouvelle organisation, personne ne se salit plus les mains à toucher de l'argent. Quand un nombre énorme de personnes indépendantes et sans relations entre elles produisaient les mille objets nécessaires à la vie, des échanges perpétuels étaient nécessaires et constituaient le commerce, pour lequel l'argent était un allié indispensable; mais, la nation étant devenue seule productrice, les individus n'échangent plus rien. Tous se tournent vers une seule et même source; le système de distribution directe dans les magasins nationaux a remplacé le commerce. Un crédit, correspondant à sa part du produit annuel de la nation, est ouvert à chaque citoyen au commencement de l'année. Avec la carte de crédit qu'on lui remet il se procure ce qu'il veut dans les magasins publics. Cette carte représente un certain nombre de dollars (on a, en suppri-

mant la chose, gardé le nom, qui n'est qu'une espèce de symbole pour comparer et marquer la valeur des objets fabriqués). Le prix coûtant est effacé sur votre carte de crédit par l'employé auquel vous vous adressez.

— Mais, demande timidement Julian West, si vous dépensez dans l'année plus que le crédit qui vous revient?

— Vu l'extrême richesse de la nation, la provision est si considérable qu'il y a plutôt des chances pour qu'on ne l'épuise pas. En cas de dépenses extraordinaires, l'administration accorde une avance, limitée néanmoins, un escompte assez lourd marquant qu'elle ne veut pas encourager l'emprunt. Elle n'encourage pas non plus l'épargne. Jadis la parcimonie était une vertu, les parens tenaient à économiser pour leurs enfans, mais aujourd'hui personne n'a plus aucun souci du lendemain, puisque la nation garantit la nourriture, l'entretien, l'éducation et une large aisance à tous les citoyens, du berceau à la tombe. Nous avons en mépris l'état social qui permettait à tel individu de spéculer sur les besoins de tel autre, à tel patron de payer le moins possible tel ouvrier, qui, de son côté, intriguait pour obtenir davantage. Le crédit ouvert est très large et il est égal pour tous. Le gouvernement demande à chacun de faire ce qu'il peut, sans s'occuper que celui-ci rende plus ou moins de services que celui-là. Selon notre morale du xxe siècle, un homme merveilleusement doué qui ne fait pas tout ce qu'il peut faire a moins de mérite qu'un homme inférieur comme capacité, mais qui donne tout ce qu'il peut donner. Le Créateur a réglé la tâche de chaque être d'après les facultés dont il l'a pourvu. Ce serait une singulière logique en vérité que celle qui essaierait de déterminer une question de morale d'après des mesures matérielles! On doit être puni pour ce qu'on a négligé d'accomplir et non pas récompensé pour ce qu'on a fait. Ceci ne veut pas dire que toute sorte d'avantages et de distinctions ne soient pas réservés à ceux qui se signalent par de grands services rendus. Cette armée de travailleurs pacifiques a les sentimens du soldat, conduit à des prodiges d'héroïsme par la seule idée de la gloire. Il y a eu, Dieu merci, dans tous les temps, d'autres leviers que la peur du besoin et l'amour du luxe : on a brigué le pouvoir, la position sociale, la renommée, le succès. Eh bien, ces mobiles plus élevés sont mis aujourd'hui à la portée de qui n'aurait pu aspirer autrefois qu'à gagner laborieusement son pain. Le zèle apporté dans le service national est le seul chemin qui conduise en haut; les chefs de file et les capitaines de nos diverses forces sont des hommes d'une habileté et d'un dévoûment éprouvés. Voilà comment ils se recrutent : le corps entier de l'armée industrielle est divisé en quatre

classes : 1° les travailleurs communs, employés, faute de vocation ou de spécialité, à toute sorte de besogne ; 2° les apprentis pour telle ou telle profession ; 3° le corps principal des travailleurs de vingt-cinq à quarante-cinq ans ; 4° les officiers de tous degrés qui ont charge des autres. Ces quatre classes ont chacune des formes différentes de discipline qui les font jouir, en somme, d'avantages égaux ; elles ont des grades et des récompenses honorifiques susceptibles de stimuler l'ambition.

Les déshérités qui ne peuvent aspirer à ces grades : infirmes, faibles d'esprit ou de corps, aveugles, sourds-muets, etc., sont versés dans un corps séparé, un corps d'invalides, où ils font ce qu'ils peuvent, quand ils le peuvent. Les fous eux-mêmes y tiennent leur place aux heures de lucidité. Il n'est pas question, notez-le bien, de ce qu'on appelait charité au temps où l'on n'avait pas suffisamment reconnu ce principe que nous dépendons tous plus ou moins les uns des autres et que personne, dans un état social organisé, ne peut se suffire à lui-même. Chacun de nous a besoin d'autrui ; nous sommes tous enfans de la même race, tous membres de la famille humaine. Les invalides ont donc droit à la même carte de crédit que les autres citoyens, et nul ne s'en scandalise. En somme, si les travailleurs modernes produisent tellement plus que ne le feraient à leur place des sauvages, c'est grâce à l'héritage de savoir, d'expérience, d'industrie qui leur a été légué par les précédentes générations dont nos frères infirmes sont issus comme nous. Les priver de leur part légitime équivaudrait à commettre un vol, et leur en jeter quelques miettes, sous prétexte de charité, serait ajouter l'insulte à la déloyauté.

Quant à la tradition d'héritage de père en fils, dans le sens du XIXe siècle, elle est tombée tout naturellement. La nation, étant le seul capitaliste, arrête à la mort de chaque citoyen son crédit annuel, en accordant une somme, invariablement la même, pour les obsèques. Quant aux biens que le citoyen aurait pu amasser, sans que rien l'en empêchât du reste, ils ne lui seraient qu'un fardeau incommode. Les objets précieux, en s'accumulant, l'embarrasseraient fort ; il ne pourrait en trafiquer, il devrait, pour les loger et les entretenir, s'imposer des dépenses inutiles. Toutes les magnificences du luxe sont réservées à la communauté ; les particuliers ne se laissent guère encombrer par un superflu qui, la plupart du temps, quand il existe, revient à la nation, après que la famille et les amis ont fait leur choix de souvenirs.

Si vous parlez d'entretien, dit Julian West au docteur Leete, passons au problème du service domestique ; comment est-il résolu?

— Triomphalement. Il n'y a plus de domestiques. Le blanchis-

sage, la cuisine, les travaux de couture, sont faits à très bon marché dans des établissemens publics *ad hoc*. L'électricité, qui nous éclaire, nous chauffe aussi. Nos maisons, sans cheminées par conséquent, sont proportionnées à nos besoins, et l'aide qu'il nous faut, nous l'obtenons de la force industrielle, en nous adressant au bureau désigné, qui prélève sur notre carte cette dépense comme les autres. Remarquez bien qu'étant tous strictement égaux, nous tenons le service pour honorable, puisque le principe de notre société est que chacun serve les autres à son tour.

— Et il en est ainsi partout?

— Ma foi, il s'en faut de peu. Toutes les grandes nations de l'Europe se sont remodelées à l'instar des États-Unis qui eurent la gloire de l'initiative; l'Australie, le Mexique, quelques parties de l'Amérique du Sud, en ont fait autant. Les relations pacifiques de ces diverses republiques industrielles sont assurées par une forme large d'union fédérale qui embrasse le monde entier. Un conseil international règle les rapports mutuels et les questions commerciales entre les membres de la fédération, et leur politique unie contribue à faire monter les races retardataires vers les institutions du progrès.

— Mais dans le commerce avec les autres peuples, il faut bien se servir d'argent?

— Point du tout. Il ne reste plus qu'une douzaine de marchands dans le monde depuis la chute des entreprises privées, et, leurs transactions étant surveillées par le conseil international, un système de comptes très simple suffit. Chaque nation a un bureau d'échange où se traitent ces choses. Par exemple, le bureau américain, estimant que telle quantité de produits français est nécessaire à l'Amérique, envoie un ordre en conséquence au bureau de France, qui, de son côté, agit de même. Il n'y a pas lieu de régler le taux des marchandises étrangères; telle nation donne à telle autre ses produits au même prix que s'il s'agissait de les vendre à ses propres citoyens. Cet échange, auquel rien ne force les peuples, est dans l'intérêt de tous. La nation qui voudrait se prévaloir d'un monopole serait retranchée du reste de la terre; elle se ferait infiniment plus de mal qu'elle n'en ferait aux autres; mais ceci n'est pas à redouter. L'entente est si cordiale que beaucoup de bons esprits prévoient l'unification future du monde entier. En attendant, le système actuel approche de la perfection autant que possible. Les rapports entre peuples différens n'ont rien de compliqué. La balance des comptes est soigneusement établie par le conseil international, les produits tenant lieu d'argent. De même, pour l'émigration, on a recours à un arrangement judicieux d'in-

demnités. Quant aux voyages, les cartes de crédit partout valent de l'or. A Paris, un Américain porte sa carte de crédit au bureau local du conseil et reçoit en échange une carte française, la somme étant portée sur le livre international au débit des États-Unis et au crédit de la France.

Ce qui émerveille Julian, c'est que la nation soit assez riche pour subvenir à tant de dépenses. Sans doute elle n'a plus d'armée de terre ni de mer à maintenir, elle ne compte plus dans ses rangs de paresseux d'aucune sorte, n'importe, il y a pour lui dans cette prodigieuse abondance quelque chose d'inexplicable. Le docteur Leete lui démontre alors les économies énormes qui résultent du système de la coopération et de celui de la distribution directe des marchandises; le seul fait de laisser la conduite de l'industrie à des individus, irresponsables devant le pays, entraînait autrefois de grosses pertes qui ne sont plus à craindre; il n'y a plus d'efforts stériles prodigués dans la concurrence, puisqu'on ne songe désormais qu'à s'entr'aider. C'en est fait des crises financières, des paniques, des banqueroutes, des longues interruptions pour le travail qui, de même que le capital, ignore désormais les périodes de ralentissement et de marasme. Les rivalités, l'ostentation, sont éteintes; on pourrait individuellement dépenser davantage, si chaque citoyen ne préférait pas consacrer le surplus de ses produits à des fondations d'agrément ou d'utilité publique, auxquels tous participent : galeries des beaux-arts, moyens de locomotion, encouragemens donnés au théâtre, à la musique, etc.

En outre (nous passons maintenant au rêve de bienveillance universelle de Robert Owen), il n'y a plus de prison; tous les cas d'hérédité sont traités dans des hôpitaux particuliers, car les progrès de la science ont depuis longtemps fait découvrir que les prétendus criminels n'étaient que des malheureux chez qui se reproduisait un trait ancestral. Il faut à ceux-là une répression ferme et continue, mais qui n'ait rien de commun avec la vengeance. Du reste, ils sont de moins en moins nombreux : la misère expliquait le vol, l'inégalité des conditions excusait l'envie; l'instruction n'était pas généralement répandue; il y avait beaucoup plus d'ignorance et de grossièreté. Les avocats sont devenus inutiles, le mensonge étant tenu dans un tel mépris au xxe siècle que le pire des hommes dédaignerait de s'en servir, même pour échapper à la justice; il sait d'ailleurs que, s'il ment, sa peine sera doublée. Les tribunaux sont donc fort simplifiés; il n'y a plus de jury; un juge convie deux de ses collègues à examiner les deux côtés de la question, et quand tous les trois tombent d'accord pour le verdict, il est convenu qu'on approche de la vérité autant qu'il

est humainement possible de le faire. Ces magistrats sont nommés par le président parmi les hommes qui ont dépassé quarante-cinq ans, et leur service est de cinq années. Il n'y a plus d'école de droit. Les juges, formant une cour suprême, gardienne de la constitution, sont des hommes sages et instruits, d'une moralité irréprochable et d'un âge mûr. Les principes fondamentaux sur lesquels repose la société du xxe siècle empêchent tous les malentendus qui rendaient autrefois nécessaire la législation, bornée depuis à quelques maximes très simples. Les chefs-d'œuvre des anciens légistes sont respectueusement conservés dans les bibliothèques auprès des traités de scolastique de Duns Scott et de ses pareils, comme autant de monumens curieux d'une subtilité intellectuelle vouée à des sujets qui n'intéressent plus le monde moderne.

De même, l'absence de tentation supprimant un très grand nombre de délits, le rôle de la police est singulièrement diminué.

D'autre part, il n'est plus question de finances ; on n'a donc nul besoin de collecteurs d'impôts. Voilà une administration singulièrement réduite, au point de vue des économies.

— Comment le gouvernement se tire-t-il à lui tout seul de ces fonctions multiples, écrasantes, qui lui incombent?

— Ainsi qu'il suit : au-dessus des officiers de chaque corporation, il y a un général sous le contrôle immédiat duquel sont conduites toutes les opérations commerciales. Cet officier est à la tête du bureau national représentant telle ou telle branche de commerce dont il est responsable. Au-dessus de son grade, qui correspond à celui de général de division, il y a encore les chefs des dix grands départemens ou groupes de métiers réunis. Ils peuvent être assimilés à des commandans de corps d'armée, chacun d'eux recevant les rapports de dix à douze généraux de corporations diverses. Au-dessus de ces chefs des dix grandes divisions, formant son conseil, se tient le général en chef, qui n'est autre que le président des États-Unis. Il faut que ce général en chef de l'armée industrielle ait franchi tous les grades, depuis celui d'ouvrier à tout faire. C'est seulement grâce à l'excellence de ses notes que le travailleur peut s'élever, au-dessus des trois grades préliminaires jusqu'à celui de lieutenant et plus haut encore, toujours par la force du mérite. Le général de la corporation décerne les grades au-dessous de lui, mais il est élu par le suffrage des membres honoraires qui, rendus indépendans après vingt-quatre années de service, votent avec une entière connaissance et un non moins parfait désintéressement. Chacun des dix lieutenans-généraux est choisi de même entre les généraux des corporations, et le président, à son tour, parmi les dix chefs des grands départemens, mais

il faut, pour être éligibles, que ceux-ci aient passé un certain nombre d'années dans la retraite. Le candidat à la présidence retourne ainsi à la masse générale de la nation et a le temps de s'identifier avec elle. On suppose qu'il emploiera cet intervalle à étudier la condition de l'ensemble de l'armée plutôt que le groupe spécial de corporations dont il était auparavant le chef. Quant à l'armée, elle ne vote jamais, ce serait trop périlleux pour sa discipline. Le président a d'ordinaire une cinquantaine d'années. L'âge de la retraite, qui semble prématuré, quarante-cinq ans, ne marque donc pas le commencement d'une période d'inutilité, tout au contraire. La plupart attendent ce moment avec impatience, pour se livrer librement à des travaux personnels; d'autres, il est vrai, ne songent alors qu'à voyager et à jouir de la vie; pour tous, c'est comme un renouvellement de jeunesse, d'ardeur, de forces vives qui se produit au sortir de l'armée. Il est remarquable, d'ailleurs, que l'on arrive à un âge plus avancé dans de bien meilleures conditions physiques sous le nouveau régime que sous l'ancien.

— Vous ne m'avez pas dit quelle part ce que nous appelions le parti rouge avait pu prendre à une révolution si radicale, dit Julian, un jour que le docteur Leete s'est amusé à lire quelques journaux retrouvés dans la chambre souterraine, et où il n'est question que de tentatives anarchiques.

— Il a, bien entendu, empêché le mouvement de son mieux en rendant toutes les réformes suspectes, répond le docteur. Nos historiens sont persuadés que le fameux drapeau rouge devait être aux gages des grands détenteurs de capitaux pour effrayer les timides. Le seul parti qui ait accompli la plus grande et la plus pacifique des évolutions est, dans toute la force du terme, le parti national. Il a surgi sans violence de toutes les classes, riches et pauvres indistinctement, quand toutes ont été amenées à reconnaître qu'une réorganisation du système industriel et social sur une base morale plus haute était nécessaire et qu'il en résulterait une prospérité incomparable. Ce parti ne pouvait porter d'autre nom, son but étant de réaliser l'idée de la nation d'une manière plus complète que jamais, car il ne représente pas, en effet, une association d'individus pour des fonctions seulement politiques, mais une véritable famille. Le patriotisme s'est élevé du rang de pur instinct à celui de dévoûment raisonné, le pays natal est devenu par excellence un père qui fait vivre les siens, au lieu de rester l'idole impitoyable qui jadis exigeait qu'on mourût pour elle, sans rien donner en échange.

Ces renseignemens, entrecoupés par une action peu nourrie sans doute, mais suffisante néanmoins pour tenir le lecteur en ha-

leine, sont moins fastidieux dans le roman que dans ce résumé aride; nous devons cependant avouer que les dialogues entre Julian West et le docteur composent plus de la moitié du volume. M. Leete, en exposant le système dont s'enorgueillit la civilisation nouvelle, conçoit avec peine qu'il ait jamais pu en être autrement, tandis que son interlocuteur l'écoute dans un complet désarroi et une confusion profonde. Il serait si aisé pourtant, semble-t-il, d'arrêter la jactance du citoyen de l'an 2000 en démontrant qu'avant de former cette société impossible, il faudrait, quoi qu'il en pût dire, non pas seulement réformer, mais encore transformer la nature même de l'homme, qui convoite toujours les biens qu'il n'a pas et se fait remettre à la raison, ce qui crée bon gré mal gré les deux éternelles catégories des oppresseurs et des opprimés! Ne rien désirer, n'avoir ni ambitions, ni révoltes, ni fantaisies, est-ce humain? — Et, franchement, les contemporains de cet âge d'or prétendu auraient le droit de récriminer plus que bien d'autres contre la destinée terre à terre qui leur est proposée. Il ne s'agit pas, d'ailleurs, pour établir une forme quelconque du communisme, de proscrire l'emploi de l'argent et des valeurs; l'abolition de toute espèce de recherche, de luxe et surtout d'indépendance individuelle est d'abord obligatoire; plusieurs expériences restreintes l'ont prouvé aux États-Unis même (1).

Le promoteur de la république des Égaux était logique lorsqu'au lendemain de notre révolution, il n'accordait à chaque citoyen qu'une modeste aisance, déclarant que ce qui n'était pas communicable à tous devait être retranché sans merci. Les arts, les lettres, traités en ennemis, à la bonne heure! Il fallait, pour que l'artiste ne fût pas accusé de chercher un prétexte à la paresse et à la frivolité, qu'il exerçât en outre un métier. Or une pareille exigence équivalait à le supprimer; et, de fait, les besognes manuelles que M. Bellamy prétend ennoblir outre mesure abaisseraient de la même manière toutes les intelligences, annuleraient tous les talens. Il faut n'avoir aucune idée de ce que sont les hautes études, le suprême développement de l'esprit par une éducation classique, pour admettre que le manœuvre de la veille devienne un savant, un penseur ou tout simplement un homme de goût après trois années d'un service équivalent à celui de commis de magasin ou de garçon de café.

Julian West, qui a vécu dans le siècle des Emerson, des Hawthorne et des Longfellow, achevé peut-être ses études à Harvard-College, respiré l'atmosphère académique de New-Cambridge, de-

(1) Voir, dans la *Revue* du 1er août 1875, *les Sociétés communistes aux États-Unis.*

vrait lancer quelques traits dédaigneux à ce docteur qui tire gloire d'avoir servi à table au début de sa carrière. Point du tout; il gobe tout ce qu'on lui dit d'une renaissance qui est censée laisser bien loin derrière elle celle dont s'enorgueillit le XVIe siècle, comme si toute floraison de ce genre n'était pas incompatible avec le nivellement tyrannique des individus à un rang moyen, c'est-à-dire médiocre, sous prétexte d'égalité. Puisqu'il se tait pour le compte de l'Amérique, les représentans du vieux monde réclameront du moins; ils repousseront le rôle qu'on leur prête de satellites des États-Unis dans la réforme imaginaire qui se prépare. Sans doute M. Bellamy n'a pas réfléchi que la vieillesse des peuples, leur décadence même peut donner des fruits encore inconnus sur les terrains neufs et qui valent d'être cueillis, savourés, conservés avec soin; le passé a d'ailleurs laissé à l'Europe trop de trésors de bon aloi pour qu'elle les sacrifie volontairement à un rêve de socialisme aussi dépourvu de franchise que de poésie. A ceux qui rêvent de conduire l'embarcation de l'humanité vers des destinées meilleures au nom de la plus belle des vertus, la pitié, les grands romanciers russes offrent un aliment que nous demandons la permission de préférer mille fois au ragoût de principes économiques fort arides, et d'ailleurs faussés pour la plupart, qui nous est offert par leur émule américain.

Il faut avouer, cependant, que la singularité de la situation peut bien contribuer à paralyser les idées du malheureux Julian. Non-seulement ceux qu'il appelait naguère ses proches, ses amis, ses contemporains, sont depuis longtemps anéantis, mais encore le monde auquel il appartenait avec eux est entièrement reconstruit sur un modèle nouveau, de sorte qu'il ne retrouve plus nulle part le moindre jalon, le moindre point de repère. Tout lui échappe. L'or et les titres de propriété qui sont restés dans le coffre-fort de sa chambre souterraine ne peuvent lui être d'aucun service; sa situation d'inutile, — la seule qu'il ait jamais possédée, — le voue, semble-t-il, au mépris général. Sans la tendre pitié de cette jeune fille qui porte le nom de sa fiancée morte, sans l'évidente sympathie qu'il inspire à Edith, il ne pourrait supporter ce fantastique isolement dans un milieu où personne n'est son semblable. Chacun, autour de lui, fait partie d'un système, avec des fonctions spéciales. Comment placerait-on un revenant au milieu de rouages organisés avec cette précision implacable? Il y a des momens où il doute de sa propre identité, où il croit devenir fou. Ne rien retrouver d'un autrefois séculaire qui pour lui est la veille, — ni manières de sentir, ni associations d'idées, ni jugemens sur les personnes et sur les choses, rien!.. L'âme humaine paraît s'être

transformée avec les institutions et la société; seules la bonté, la tendresse, la compassion, restent les mêmes; le doux regard, la voix émue d'une femme ont le pouvoir de le rattacher à la vie, devenue si différente de ce qu'il a nommé de ce nom.

Miss Leete l'initie, pour sa part, à maintes nouveautés que, dans leurs précédentes conversations, le docteur lui a fait théoriquement connaître. En vertu du privilège américain qui a toujours permis des rapports très libres entre jeunes gens des deux sexes, elle l'emmène avec elle par ces rues de Boston où il n'y a ni banquiers, ni changeurs, ni boutiques, ni enseignes, ni étalages, ni trace de commerce d'aucune sorte. Ils pénètrent ensemble dans un superbe édifice dont le porche est décoré d'une majestueuse figure de l'Abondance. C'est un des grands magasins nationaux distribués, pour plus de commodité, dans les différens quartiers de la ville. Qu'on se représente un vaste *hall,* décoré de fresques, où, par les fenêtres, percées tout autour, et par le dôme très élevé ruissellent des torrens de lumière. Au centre, un jet d'eau rafraîchit l'atmosphère, d'innombrables sièges se groupent de côté et d'autre, destinés aux visiteurs. Des inscriptions sur les murs indiquent à quels objets les comptoirs placés au-dessous sont consacrés. On choisit un échantillon avant de toucher le bouton électrique à la sonnerie duquel répond un commis; il prend les ordres en double, délivre l'une des copies à l'acheteur et jette l'autre dans un tube qui transmet la commande à l'entrepôt central. Ceci épargne beaucoup de peine et supprime une multitude d'employés; en outre, les commis ne cherchent pas à vous faire prendre autre chose que ce qui vous plaît. Les maisons d'échantillons des moindres villages sont ainsi réunies par un tube à l'entrepôt central. Et partout les achats se font de même, « sauf pour quelques marchandises exceptionnelles. » Les objets d'art, espérons-le, à moins qu'ils ne se fabriquent aussi, comme c'est assez probable, à la douzaine. Mais nous en appelons à toutes les femmes : que deviendraient l'ameublement et la toilette choisis sur échantillons?.. Les gens qui s'habilleraient d'après ce système seraient dignes, en tout point, d'être nourris à l'*Éléphant*. L'*Éléphant* est le restaurant du quartier qu'habite le docteur Leete. Toute la cuisine est faite dans des établissemens publics, mais l'usage est de prendre chez soi les deux repas les moins considérables et d'aller dîner dans cette splendide annexe de la maison de chacun, où se trouvent les salles à manger. Il pleut à verse; on arrive cependant à pied sec et sans recevoir une goutte d'eau, grâce à l'espèce d'auvent imperméable qui transforme pour la circonstance le trottoir en un corridor bien éclairé; des ponts légers, couverts de la même façon, permettent de tra-

verser sans risque. Cette couverture improvisée se plie et se déplie à volonté, selon le temps.

La famille Leete, avec la foule des dîneurs, monte l'escalier monumental d'un immense palais et atteint une galerie sur laquelle ouvrent des portes marquées de différens noms. Celle où est inscrit le nom du docteur donne accès dans une salle élégante qui lui appartient, en effet, et où il n'a qu'à envoyer ses ordres la veille. La cuisine est arrivée à un degré de raffinement exquis; une musique agréable accompagne le repas, et les garçons, de jeunes hommes tout aussi bien élevés que les gens qu'ils servent, leurs égaux sous tous les rapports, s'acquittent de leur mandat avec un zèle discret. Personne ne semble embarrassé : ni familiarité d'une part, ni protection de l'autre; on dirait un soldat accomplissant sa consigne. Julian West est stupéfait; il parle d'œuvres serviles, de mercenaires, prononce des mots que n'a jamais entendus miss Edith.

— Comment! s'écrie-t-elle, vous avez pu permettre aux gens de faire pour vous des choses que vous méprisiez? Vous avez accepté d'eux des services que vous-même n'auriez pas consenti à leur rendre? Est-ce possible?

L'idée que la peine de servir incombait jadis à de pauvres diables qui, en outre, avaient l'humiliation d'être regardés de haut, lui fait horreur. Son éducation l'a fortement pénétrée de ceci : c'est que profiter de la pauvreté des gens ressemble fort à les voler.

M. Leete, qui du reste a fait la même besogne quarante ans auparavant, lorsqu'il était jeune recrue, ne songerait pas plus à dédaigner un garçon de restaurant que celui-ci ne songe à dédaigner le médecin qui le sert d'une autre façon en le soignant. La nation les entretient tous les deux, seulement le docteur, choisi, cela va sans dire, par les malades, transmet ses honoraires à la masse, toujours par l'intermédiaire de la carte de crédit.

Ce palais des dîners, pour en finir avec lui, est aussi un lieu de réunions et de plaisirs. Il y a le plus curieux contraste entre la simplicité de la vie de chaque particulier et la magnificence de la vie en commun. Toutes les corporations ont des clubs splendides et des villas dans la montagne, au bord de la mer, etc., pour la saison des vacances. Il ne faut pas croire cependant que le *home* proprement dit, les intérieurs, relativement modestes, n'aient point participé au progrès. Toutes les maisons possèdent une chambre de musique, une grande pièce sans tentures, ni tapis, où se trouve le programme quotidien des concerts, distribués en vingt-quatre compartimens renfermant la liste de ce que les plus exigeans peuvent désirer en fait de musique vocale et instrumentale. Chacun

de ces compartimens correspond à une heure de la journée. Il est cinq heures par exemple, Julian West choisit de la musique sacrée, miss Leete touche un ressort dans la boiserie et aussitôt l'appartement est rempli par le chant majestueux de l'orgue, le volume de la mélodie se proportionnant aux dimensions de la chambre. Où est l'orgue? Où est l'exécutant aussi fort que Bach en personne? L'idée de l'économie du travail par la corporation a été appliquée au service musical, le téléphone relie les maisons particulières à des salles admirablement aménagées sous le rapport de l'acoustique. Vous n'avez qu'à presser le bouton pour entrer en communication avec la salle où tel morceau est exécuté. Quelle supériorité sur l'ancienne méthode, qui nous forçait, non-seulement à nous déranger, mais à entendre, pendant des heures de suite, beaucoup de choses qui ne nous plaisaient pas, avant d'arriver à celles que nous souhaitions! Qui donc accepterait un dîner à la condition de manger indistinctement tout ce qu'on sert sur la table? Et l'oreille a les mêmes exigences que le goût. Au xxe siècle, tout le monde adore donc la musique, et il y a de bonnes raisons pour cela. On ne l'impose plus à hautes doses, et les talens d'amateur ont cessé d'exister. Mais est-il vraiment si nécessaire d'avoir de la musique après minuit jusqu'au matin? Sans doute... Que deviendraient ceux que le sommeil fuit, et les malades, et les mourans qui s'endorment ainsi dans l'éternité bercés par les anges? — Toutes les chambres à coucher ont un téléphone à la tête du lit, chacun obtenant la musique qui convient à sa disposition du moment. Julian West en fait l'épreuve; grâce à un ingénieux perfectionnement du réveille-matin, il s'assure le plaisir d'ouvrir les yeux au son de la *Marche turque* qui transporte ses rêves en plein Alhambra, sur le trône des Abencerages.

La chambre de musique a encore une autre utilité; elle permet le dimanche d'entendre tel ou tel sermon chez soi; la bonne parole, portée par des appareils d'une perfection incomparable, va chercher les fidèles à domicile. M. Barton, entre autres, ne prêche que par téléphone, et il a souvent cinquante mille auditeurs.

Nous entendons le sermon du révérend M. Barton tout entier, un fort beau sermon, ma foi, qui démontre éloquemment les différences morales, amenées par la force du milieu régénéré, entre les chrétiens de la fin du xxe siècle et ceux qui au xixe portaient ce nom. Ils avaient, dans leur aveuglement, plus de mérite que les privilégiés qui devaient les suivre, ces malheureux livrés aux tentations d'un combat impie pour l'existence, ils attestaient d'une façon sublime, quand un grain de générosité restait au fond de leur cœur, ce qu'il y a de divin dans la nature humaine. Qu'était-ce que la

société à cette misérable époque, en effet? M. Barton n'hésite pas à la comparer au groupe de prisonniers anglais qui, jadis pendant la guerre des Indes, fut enfermé par un raffinement de barbarie dans le Trou-Noir de Calcutta; l'air n'y eût pas suffi à l'existence d'un dixième de leur nombre. Alors on vit ces hommes, qui avaient été jusque-là de fidèles et de loyaux camarades, se livrer d'horribles combats pour arriver à gagner les rares ouvertures qui permettaient de respirer. Chacun pour soi! C'était la devise de la société au XIXe siècle, bien plus à plaindre encore que les condamnés de l'Inde, car il n'y avait du moins parmi ceux-là ni femmes, ni enfans, ni vieillards. Il est bien facile au XXe siècle de reconnaître la bonté paternelle de Dieu, mais un prêtre, dévoré du zèle apostolique, comme l'est M. Barton, peut regretter de n'avoir pas vécu au temps où les hommes, encore armés du pouvoir de se nuire, s'imposaient cependant parfois le devoir de la charité, resté depuis lors sans emploi, — au temps où quelques pionniers brisaient intrépidement les barrières, quittes à être martyrs. Par ces brèches apparut pour la première fois la perspective immense de la civilisation, ce chemin déroulé à l'infini dont l'extrémité se perd dans la lumière et sur lequel on peut aller toujours en avant vers le ciel, sans que l'occasion se présente seulement de manquer aux commandemens, tant le moindre prétexte à l'égoïsme, aux passions mauvaises de toute sorte, a disparu.

Julian West, en prêtant l'oreille à cette comparaison accablante, se sent couvert de honte; il craint de n'être jamais, aux yeux de son entourage, que l'échantillon plus ou moins curieux d'une époque abhorrée. Lui permettra-t-on seulement de prendre place au dernier rang de la société nouvelle parmi les manœuvres sans spécialité? Son hôte le rassure; on fera de lui un professeur d'histoire, son témoignage *de visu* sera inappréciable.

Le futur professeur visite attentivement les écoles et les collèges de la ville. Tous les citoyens maintenant reçoivent une instruction générale qu'ils sont libres de pousser plus loin ou d'approfondir en de certaines spécialités s'ils le désirent. L'ancien système était destructeur de toute égalité : élever les uns au plus haut degré de développement intellectuel et laisser les autres dans l'ignorance, c'était créer entre frères un abîme qui les séparait à jamais irrémédiablement, c'était faire d'eux comme des êtres d'espèces différentes. Il y a trois garanties aux soins assidus qu'obtient l'éducation des masses : 1° le droit de chaque individu à la culture la plus complète que la nation puisse lui donner pour son propre agrément et son propre avantage; 2° le droit qu'ont ses concitoyens de le faire bien élever au profit de la société; 3° le droit imprescriptible de ceux

qui sont à naître; il leur faut une famille intelligente et distinguée; l'hérédité est surveillée de près. Ces droits des enfans à naître sont dans la société nouvelle l'objet d'un grand et légitime souci. Dans les collèges, une large place est faite aux exercices du corps; Julian West est frappé de la superbe santé des écoliers. Règle générale : la race s'est améliorée; la richesse n'amène plus d'oisiveté corruptrice ni la misère d'excès de labeur. Il n'est plus question de mauvais logemens, de mauvaise nourriture. La démence a presque disparu, ainsi que le suicide. Certes, les femmes ont pris une grande part aux œuvres moralisatrices. Affranchies du fardeau qui les absorbait tout entières, le ménage beaucoup mieux dirigé selon le plan coopératif, elles consacrent leurs facultés, qui se dépensaient autrefois en minuties, à l'intérêt commun. Elles servent dans l'armée industrielle, cinq, dix ou quinze ans, à différentes époques de leur vie; celles qui n'ont pas d'enfans s'acquittent du service tout entier. Le mariage ne les force pas à l'abandonner, puisqu'elles n'ont plus la responsabilité des ménagères. A chacune d'elles est réservé le travail qui lui convient le mieux. On tient compte de leur faiblesse, des exigences de leur sexe; pour elles, les heures de travail sont courtes, le repos est fréquent. Il a été reconnu qu'un travail régulier leur était salutaire; le docteur Leete attribue la vigueur physique qui les distingue des femmes d'autrefois, à ce qu'elles ont toutes des occupations qui les intéressent. Sans faire partie intégrale de l'armée des hommes, elles constituent une force alliée, sous un régime exclusivement féminin. Leur général en chef est une femme, élue comme ses collègues mâles. Elle siège dans le cabinet du président, peut opposer son *veto* à telles mesures qui regardent le travail des femmes, possède une voix au congrès, etc. Dans les affaires judiciaires, il y a des juges féminins lorsque le délit a été commis par une femme. Si deux parties en cause appartiennent à des sexes différens, il faut qu'un juge de chaque sexe consente au verdict. Les femmes forment donc jusqu'à un certain point une sorte d'empire au sein de l'empire même, mais ceci n'entraîne aucun péril. L'une des innombrables bévues de la société ancienne était de ne pas reconnaître l'individualité distincte des sexes. L'attraction passionnelle entre l'homme et la femme empêchait de distinguer les différences profondes qui, sur tant de points, les rendent étrangers l'un à l'autre. Il faut donner à ces différences un libre jeu, sous peine de les voir dégénérer en antagonisme, supprimer ainsi tout ce qui produisit à un certain moment des rivalités contre nature.

— Maintenant, explique le docteur Leete, elles ont un monde à

elles, avec des émulations, des ambitions, des carrières qui leur sont propres.

En quoi consistent ces carrières, si elles n'empiètent pas sur celles des hommes? Le docteur Leete n'en dit rien et nous sommes libres de nous figurer une armée de marchandes de modes, de couturières, de peintres sur porcelaine, d'institutrices, que sais-je? Ce qu'on nous affirme sans le prouver, c'est qu'elles se trouvent très heureuses et qu'elles rendent aussi les hommes beaucoup plus heureux qu'autrefois. « La femme, continue le docteur, s'adressant à son hôte, était à plaindre entre toutes les victimes de votre régime social : même à si longue distance, nous nous sentons pris d'une profonde pitié en considérant leur développement incomplet, arrêté par le mariage et l'horizon étroit que bornaient, pour la plupart d'entre elles, les quatre murs de leur maison. Les seuls intérêts qui leur fussent permis étaient ceux de la famille; il y avait de quoi les rendre idiotes. Maintenant, on n'entend plus, comme de votre temps, les femmes regretter de n'être pas des hommes; on ne voit jamais de parens souhaiter d'avoir des garçons plutôt que des filles. Nos filles ont tout autant d'ambition que nos fils. Le mariage les laisse à des intérêts larges; seule la maternité leur impose un temps de retraite; mais ensuite, quand elles le veulent, elles retrouvent leur place.

— Et ces nouveaux intérêts ne les détournent pas du mariage?

— La nature est plus forte que toutes les modifications sociales; bien loin d'être un obstacle, le mariage seul permet aux femmes d'arriver aux situations supérieures dans l'armée de l'industrie, qui sans cela les juge incomplètes.

— Ont-elles leurs cartes de crédit comme les hommes?

— Assurément.

— Des cartes aussi considérables?

— Il n'y a de différence pour personne; s'il y en avait une, elle serait à l'avantage de celles qui donnent des enfans à la nation. Suivant nous, il n'y a pas d'êtres qui méritent mieux de leur pays que de bons parens.

— La femme ne dépend donc plus du mari pour l'argent?

— Comment! mais les enfans eux-mêmes ne relèvent que de la nation, bien qu'ils soient jusqu'à un certain point en tutelle. Quant aux femmes, elles sont libres autant que les hommes. Il est possible que jadis l'amour ait réconcilié quelques-unes d'entre elles avec la dépendance; mais quelle humiliation quand elles étaient obligées de se vendre pour vivre, avec ou sans mariage! Désormais, les relations entre les deux sexes sont beaucoup plus franches et moins contraintes que celles du passé. On se ren-

contre d'égal à égale. Parfois il arrive que la jeune fille parle de son amour la première, avec une simplicité qui est tout le contraire de la coquetterie, aujourd'hui méprisée. Il n'y a que des mariages d'inclination. On n'applique point chez nous le nom de beau mariage à une affaire d'argent ou de vanité, mais à l'alliance avec un homme qui s'est élevé au-dessus des autres par la solidité ou par l'éclat de ses services. Les serviteurs zélés de l'humanité forment aujourd'hui la seule aristocratie, puisqu'il n'y a plus ni fortunes ni titres. La race y a gagné, certainement, l'une des grandes lois de la nature, la sélection sexuelle, ayant cessé d'être contrariée. En outre, le sentiment de la responsabilité est devenu par excellence la loi morale de l'époque. Tandis que les hommes luttent dans la carrière de l'industrie et des talens de toute sorte, les femmes, juges du combat, se réservent de récompenser le vainqueur. C'est le plus vif des stimulans. Il n'y a guère de célibataires, sauf ceux qui ont failli à s'acquitter honorablement de leur mandat. La jeune fille qui épouserait un homme sans valeur serait jugée sévèrement par son sexe tout entier. Nos femmes se considèrent comme les gardiennes du monde futur; à elles sont confiées les clés de l'avenir. Et leur sentiment du devoir, sous ce rapport, a le caractère d'une consécration religieuse. C'est un culte dont elles sont pénétrées dès l'enfance. Un des beaux romans du xxe siècle, *Ruth Elton*, n'est que le développement du thème que voici : sur ceux qui sont à naître, notre pouvoir est comme celui de Dieu; envers eux, notre responsabilité est pareille à la sienne envers nous. Qu'il nous traite ainsi que nous les avons traités.

Car elle a toujours un Dieu, nous l'avons déjà vu, cette armée de l'industrie, au xxe siècle, bien qu'il n'y ait plus d'église officielle. Ceux qui ont besoin du prêtre l'absorbent à leur profit et dédommagent la nation de la perte de son travail. De même, quiconque veut lancer un journal, exprimant telle ou telle opinion, ouvre une souscription parmi les gens qui pensent comme lui, jusqu'à ce qu'il soit arrivé à couvrir les frais, prélevés avec toutes les autres dépenses sur les cartes de crédit. Les souscripteurs réunis choisissent un directeur à leur gré; mais, au lieu de lui donner des appointemens, ils paient à la nation une indemnité afin d'avoir le droit de retirer un citoyen du service général.

Pour ce qui concerne la publication des livres, le système du xxe siècle a l'avantage de décourager la médiocrité en lui imposant pour commencer des sacrifices. Il va sans dire que la liberté de la presse est illimitée, mais tout auteur est tenu d'imprimer son premier livre à ses frais. L'opinion publique décide ensuite, après des épreuves répétées, s'il y a lieu de l'exempter du service commun

pour le donner tout entier à la littérature. Le public, apparemment beaucoup plus éclairé qu'autrefois, vote aussi pour l'acceptation des tableaux, des statues dans les monumens nationaux, et son verdict exempte le peintre ou le sculpteur des corvées qui contrarieraient sa vocation. Le plus grand de tous les honneurs, plus grand que la présidence même, qui n'exige que du bon sens et un dévoûment absolu au devoir, c'est le ruban rouge accordé aux artistes, aux écrivains de premier ordre et aussi aux inventeurs, aux savans, etc. Ce ruban n'est pas prodigué. Il n'y a jamais plus de cent citoyens qui soient admis à le porter.

Julian West lit un roman du fameux Berrian, *Penthesilea*, que l'on traite de chef-d'œuvre, mais il est moins émerveillé encore de ce qui s'y trouve, que de ce qui ne s'y trouve pas. Combien un romancier du vieux temps eût été embarrassé de construire une intrigue sans aucun des effets tirés du contraste de la richesse et de la pauvreté, de l'ignorance et de l'éducation, etc., sans aucun des motifs issus de l'orgueil social, de l'ambition d'être riche et de la crainte d'être pauvre, sans aucun des obstacles artificiels opposés par les préjugés à l'amour, qui désormais ne connaît plus d'autres lois que celles du cœur !

Un joli roman marchant vite et droit au but, c'est celui qui s'est noué presque à première vue entre le ressuscité, l'épave isolée du monde évanoui et la charmante fille du docteur. Ils ne se connaissent pas depuis plus de huit jours quand Edith Leete encourage et agrée la craintive déclaration de Julian West. Hâtons-nous de justifier tant de promptitude en expliquant que la jeune fille du xxe siècle s'est depuis longtemps éprise des lettres adressées par un fiancé disparu à sa grand'mère, Edith Bartlett, et qu'en rencontrant Julian, elle s'est trouvée comme par miracle devant l'objet de son rêve romanesque. Mais ceci est en contradiction avec ce qui nous a été dit préalablement des moqueries que toute cette jeunesse de l'avenir décoche aux manières anciennes de faire la cour ! Quoi qu'il en soit, Julian restera tout le reste de sa vie amoureux des deux Edith ensemble et ne réussira jamais à les distinguer bien clairement l'une de l'autre ; d'ailleurs, sa nouvelle fiancée ne le désire point : « Surtout n'allez pas m'aimer trop pour mon propre compte, lui dit-elle gentiment. Je vous préviens que je défendrai sa place, que je ne vous permettrai jamais de l'oublier. Je vais vous dire une chose qui vous paraîtra bien étrange, mais ne croyez-vous pas que les esprits reviennent quelquefois accomplir l'œuvre qu'ils ont eue particulièrement à cœur? Qui sait si l'esprit d'Edith Bartlett ne revit pas chez moi? Ainsi ne vous mettez pas en peine de m'adorer. Soyez-lui seulement fidèle. »

Nous laisserons ces époux à leur lune de miel sans envier l'extraordinaire fortune de Julian West, malgré tout ce qu'il peut y avoir de piquant à continuer un rêve d'amour commencé cent ans auparavant avec l'aïeule et repris avec la petite-fille. Qu'ils soient heureux s'ils le peuvent! L'âge d'or promis aux espérances du genre humain nous séduit peu. Pour tout dire, en un mot, il est trop industriel; il aboutira fatalement, le goût très douteux du public réglant seul les questions d'art et de littérature, au triomphe du bronze de commerce, de la chromolithographie et des romans-feuilletons. Peut-être cela suffirait-il à des peuples nouveaux, à l'Australie par exemple, mais il nous manquerait, à nous autres, quelques raffinemens essentiels, faute desquels cette riche et rude moisson de progrès positifs nous trouverait indifférens. Une société sans nuances, sans passions, sans contrastes d'aucune sorte, ne serait-elle pas terriblement ennuyeuse? En admettant que, par impossible, elle pût exister, les âmes exigeantes ne regretteraient-elles pas la poésie de la souffrance et la grandeur des luttes où une volonté forte se mesure à l'obstacle, sans lequel il n'est point de triomphe? Non, cent années ne suffiront pas pour amener nos jeunes gens à modifier leur idée de service jusqu'à préférer les profits du garçon d'hôtel aux périls du soldat. Non, la nouvelle renaissance n'éclipsera pas celle qui suivit cet obscur moyen âge dont parlent avec dédain les peuples qui n'ont pas de cathédrales. Cette musique enrégimentée au jour et à la nuit ne nous dit non plus rien qui vaille. L'Amérique, lorsqu'elle propose de tout réformer, ressemble un peu au renard de la fable :

> Que faisons-nous... de ce poids inutile,
> Et qui va balayant tous les sentiers fangeux?
> Que nous sert cette queue? Il faut qu'on se la coupe;
> Si l'on me croit, chacun s'y résoudra.

On connaît la fin et ce qui fit qu'en somme

> Prétendre ôter la queue eût été temps perdu.
> La mode en fut continuée.

Nous n'avons aucun désir d'imiter en tout l'Amérique, même au point de civilisation où elle est aujourd'hui. Que serait-ce après des perfectionnemens aussi prodigieux! Si cependant le sort du vieux monde devait être de suivre docilement, au xxe siècle, l'impulsion du char égalitaire que M. Bellamy met à la place de la

vieille diligence, il nous resterait à remercier le ciel de nous avoir fait naître dans un temps où le monde entier, si malade qu'il soit, laisse encore un peu de place à l'individualité de chacun et est autre chose que cette formidable machine industrielle organisée à la façon d'une armée allemande, dont les généraux seraient des contre-maîtres. Mais il est probable que les citoyens de l'an 2000 liront avec autant de scepticisme que ceux de 1890 *Looking Backward*, en admettant que sa vogue dure jusque-là. Ils seront bien surpris de se voir représentés dans ces pages si différens de l'éternelle humanité, guéris de l'égoïsme, du mensonge, de la vanité, affranchis de tous les désirs, de tous les vices et de tous les besoins. Peut-être cependant quelques réformes réellement enviables se seront-elles accomplies en ce qui concerne la question de l'organisation du travail, si pressante, si grosse de périls et d'angoisse. M. Bellamy aura, en ce cas, le mérite d'avoir le premier abordé dans le roman ce sujet qui intéresse tous les esprits. Si nous avons discuté trop sérieusement les méthodes qu'il propose, il ne doit s'en prendre qu'à lui-même, à son propre sérieux, imperturbable d'un bout à l'autre, jusqu'au moment où se place l'unique épisode spirituel, celui du rêve qui ramène Julian West au XIXe siècle, pour s'entendre reprocher par ses vieux amis les opinions folles et subversives qu'il a rapportées de son excursion dans le XXe. Là seulement, un sourire vient tout à coup éclairer la physionomie du conteur et nous fait espérer trop tard qu'au fond il se moque un peu de sa prétendue panacée.

TH. BENTZON.

POÉSIE

LES RAISONS DU SAINT-PÈRE.

La nuit enveloppait les sept monts et la plaine.
Dans l'oratoire clos, le Pape Innocent trois,
Mains jointes, méditait, vêtu de blanche laine
Où se détachait l'or pectoral de la Croix.

Du dôme surbaissé, seule, une lampe antique,
Argile suspendue au grêle pendentif,
Éclairait çà et là le retrait ascétique
Et le visage osseux du Saint-Père pensif.

Or, tandis qu'il songeait, paupières mi-fermées
Sous les rudes sourcils froncés sévèrement,
De splendides lueurs et de myrrhe embaumées
Emplirent l'oratoire en un même moment.

Laissant pendre à plis droits sa robe orientale,
Un Spectre douloureux, blême, aux longs cheveux roux,
En face du grand Moine, immobile en sa stalle,
Se dressa, mains et pieds nus et percés de trous.

Comme un bandeau royal, l'épais réseau d'épines,
D'où les gouttes d'un sang noir ruisselaient encor,
Se tordait tout autour de ses tempes divines
Sous les reflets épars de l'auréole d'or.

Et ce Spectre, debout dans sa majesté grave,
Hôte surnaturel, toujours silencieux,
Sur l'Élu des Romains et du sacré conclave
Épanchait la tristesse auguste de ses yeux.

Mais le Pape, devant ce fantôme sublime,
Baigné d'un air subtil fait d'aurore et d'azur,
Sans terreur ni respect de la sainte Victime,
Lui dit, la contemplant d'un regard froid et dur :

— Est-ce Toi, Rédempteur de la chute première?
Que nous veux-tu? Pourquoi redescendre ici-bas,
Hors de ton paradis de paix et de lumière,
Dans l'Occident troublé que tu ne connais pas?

N'aurais-tu délaissé l'éternelle demeure
Que pour blâmer notre œuvre et barrer nos chemins,
Et pour nous arracher brusquement, avant l'heure,
Le pardon de la bouche et le glaive des mains?

Ne nous as-tu pas dit, Martyr expiatoire :
— Allez! dispersez-vous parmi les nations ;
Liez et déliez, et forcez-les de croire,
Et paissez le troupeau des générations?

Les âmes, te sentant trop haut et trop loin d'elles,
Erraient à tous les vents, sans guide et sans vertu.
La faute n'en est pas à nous, tes seuls fidèles.
Ce qui dut arriver, Maître, l'ignorais-tu?

La Barque du Pêcheur, sous le fouet des tempêtes,
Et, près de s'engloutir, n'espérant plus en Toi;
Et l'aveugle hérésie, hydre au millier de têtes,
Déchirant l'unité naissante de la foi;

Et, sans cesse, pendant plus de trois cents années,
Le torrent débordé des peuples furieux
Se ruant, s'écroulant par masses forcenées
Du noir septentrion d'où les chassaient leurs dieux.

Fallait-il donc, soumis aux promesses dernières
D'un retour triomphal toujours inaccompli,
Tendre le col au joug et le dos aux lanières,
Ramper dans notre fange et finir dans l'oubli?

Souviens-toi de Celui qui, de son aile sombre,
T'emporta sur le mont de l'Épreuve, et parla,
Disant: — Nazaréen! vois ces races sans nombre!
Si tu veux m'adorer, je te donne cela.

Je suis l'Esprit vengeur qui rompt les vieilles chaînes,
Le Lutteur immortel, vainement foudroyé,
Qui, sous le lourd fardeau des douleurs et des haines,
Ne s'arrête jamais et n'a jamais ployé.

Fils de l'homme! Je fais libre et puissant qui m'aime.
Réponds. Veux-tu l'Empire et régner en mon nom,
Sachant tout, invincible et grand comme moi-même? —
O Rédempteur, et Toi, tu lui répondis: Non!

Pourquoi refusais-tu, dans ton orgueil austère,
De soustraire le monde aux sinistres hasards?
Pour fonder la Justice éternelle sur terre
Que ne revêtais-tu la pourpre des Césars?

Non! Tu voulus tarir le fiel de ton calice;
Et voici que, cloué sous le ciel vide et noir,
Trahi, sanglant, du haut de l'infâme supplice,
Ton dernier soupir fut un cri de désespoir!

Car tu doutas, Jésus, de ton œuvre sacrée,
Et l'homme périssable et son martyre vain
Gémirent à la fois dans ta chair déchirée
Quand la mort balaya le mirage divin.

Mais Nous, tes héritiers tenaces, sans relâche,
De siècle en siècle, par la parole et le feu,
Rusant avec le fort, terrifiant le lâche,
Du Fils du Charpentier nous avons fait un Dieu!

Aux pieds de ton gibet le stupide barbare
A prosterné par nous son front humilié;
Le denier du plus pauvre et l'or du plus avare
Ont dressé ton autel partout multiplié.

Comme un vent orageux chasse au loin la poussière,
Pour délivrer la Tombe où tu n'as laissé rien,
Nous avons déchaîné la horde carnassière
Des peuples et des rois sur l'Orient païen.

Vois! La nuit se dissipe à nos bûchers en flammes,
La mauvaise moisson gît au tranchant du fer;
Et mêlant l'espérance à la terreur des âmes,
Nous leur montrons le ciel en allumant l'enfer.

Et tu nous appartiens, Jésus! Et d'âge en âge,
Sur la terre conquise élargissant nos bras,
Dans l'anathème et dans les clameurs du carnage
Quand nos voix s'entendront, c'est Toi qui parleras!

O Christ! Et c'est ainsi que, réformant ton rêve,
Connaissant mieux que Toi la vile humanité,
Nous avons pris la Pourpre et les Clés et le Glaive
Et nous t'avons donné le monde épouvanté.

Mais, arrivés d'hier à ce glorieux faîte,
Il reste à supprimer l'hérétique pervers.
Ne viens donc pas troubler l'œuvre bientôt parfaite
Et rompre le filet jeté sur l'univers.

Dans le sang de l'impie, au bruit des saints cantiques,
Laisse agir notre foi, ne nous interromps plus;
Retourne et règne en paix dans les hauts cieux mystiques
Jusqu'à l'épuisement des siècles révolus;

Car, aussi bien, un jour dussions-nous disparaître,
Submergés par les flots d'un monde soulevé,
Grâce à Nous, pour jamais, tu resteras, ô Maître,
Un Dieu, le dernier Dieu que l'homme aura rêvé. —

Le Saint-Père se tut, prit sa Croix pectorale
Qu'il baisa par trois fois avec recueillement
Et se signa du pouce. Et l'Image spectrale
De ce qui fut le Christ s'effaça lentement.

LECONTE DE LISLE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 octobre.

Quand le repos a eu son temps dans les affaires publiques; quand les jours s'enfuient, emportant avec eux ce qui reste du calme bienfaisant de l'automne, le mouvement renaît par degrés dans la ville où tout revient, d'abord un peu vague et indécis, puis plus pressant et plus bruyant. A mesure qu'on approche de l'ouverture de nos chambres, qui vont se réunir dans cinq jours, ce mouvement des choses publiques recommence; il se fait sentir à une certaine agitation des esprits, à l'ardeur des polémiques, aux passions de parti qui se réveillent et se donnent rendez-vous, à cette multitude de projets improvisés, proposés à la légère, comme pour gaspiller d'avance une session destinée aux affaires. Oh! sûrement, ce qui s'agite, ce n'est pas le pays, étranger par lui-même aux vaines querelles de ceux qui l'exploitent et l'abusent, accoutumé à tout subir sans se détourner de son travail, et peut-être aussi souvent sans être dupe; c'est ce monde remuant et factice, qui vit dans les chambres ou autour des chambres, qui passe son temps à méditer des interpellations, à prévoir les crises ministérielles, à préparer les conflits ou les surprises, à chercher les secrets compromettans, et semble vouloir regagner ces deux ou trois derniers mois perdus au repos des vacances. On va se retrouver tout prochainement au Luxembourg et au Palais-Bourbon, c'est certain. Les ministres, de leur côté, ont regagné leur poste, et M. le président de la république lui-même a quitté les beaux ombrages de Fontainebleau pour rentrer à l'Élysée. Tout est prêt. Que fera-t-on maintenant de ces deux mois de session extraordinaire qui vont commencer, pendant lesquels on aura encore une fois à choisir entre la politique de l'agitation stérile, des discussions oiseuses, des

excitations de parti, et la politique utile, pratique, fructueuse, que le pays attend toujours? Voilà la question qui s'élève avec ce mouvement renaissant!

Ce ne sont point, assurément, les plans de campagne et les programmes de fantaisie qui manquent pour occuper ou distraire sénateurs et députés revenant de leurs provinces, pour animer cette scène parlementaire qui va se rouvrir. A en croire les agités, les impatiens, à voir défiler et se croiser les projets dus à leur fertile imagination, on pourrait s'attendre à de l'imprévu, à des accidens, et surtout à bien du temps perdu.

Est-ce qu'on va sérieusement proposer aux chambres et au gouvernement de recommencer le procès de l'an dernier, de reconstituer la haute-cour, de refaire un acte d'accusation juridique avec ces amas de récits vrais ou faux, d'aveux trop réels ou de commérages dont on nous assourdit depuis quelque temps? On y a pensé, c'est bien clair, on y pense peut-être encore. On a interrogé les augures et les avocats, on a scruté les délits et leur nature. Que dans ce triste épisode dont on nous a dévoilé l'histoire secrète il y ait bien des particularités équivoques, des démarches louches, des menées suspectes, on n'en peut douter. Tout cela a disparu, laissant une impression morale qui est certes le plus sûr et le plus infaillible des jugemens. Est-ce qu'on croit qu'il serait bien habile, aujourd'hui, de renouveler et de prolonger ce maussade et irritant spectacle par un procès retentissant où le régime lui-même, après tout, serait en cause? Et puis, qui poursuivrait-on, qui mettrait-on devant la justice? Le boulangisme a eu des alliés et des complices dans plus d'un camp. Est-ce que les radicaux, qui font le plus de bruit aujourd'hui, n'ont pas été les premiers auxiliaires de la fortune du chef du boulangisme? Est-ce qu'ils n'ont pas tout fait pour lui livrer l'armée et l'encourager dans ses velléités dictatoriales? Est-ce qu'ils n'étaient pas des conciliabules où l'on conspirait? Est-ce qu'il n'y a pas eu une nuit, à la veille de l'élection de M. le président de la république, où l'insurrection connue, avouée, des chefs radicaux, avait son quartier-général à l'Hôtel de Ville? Où irait-on avec ce procès de tout un passé d'hier et où s'arrêterait-on? On s'exposerait à se perdre dans une puérile impuissance ou à faire tout simplement quelque 18 fructidor pseudo-légal, sans prendre garde que les 18 fructidor servent quelquefois à préparer les 18 brumaire. En réalité, tout ce qu'on dit ne vaut pas une heure d'interpellation au parlement.

Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'au moment où les uns parlent de relever la haute-cour au Luxembourg, d'autres, toujours parmi les radicaux, mettent en doute par leurs propositions l'existence même du sénat, ce grand justicier des jours critiques. Au fond, ils ne demanderaient pas mieux que de supprimer le sénat, qu'ils ne

cessent de menacer. Ils se contentent pour aujourd'hui de vouloir l'épurer ou le recomposer en réclamant son élection par le suffrage universel. Ils le demandent au plus vite, sans perdre un instant, puisqu'il y a des élections sénatoriales au mois de janvier. Le moment est, en vérité, bien choisi ; on aurait de plus l'avantage d'ajouter provisoirement une bigarrure de plus à ce malheureux sénat qui a été une première fois réformé, qui se trouverait composé en partie d'anciens inamovibles, en partie d'élus du suffrage restreint et pour le reste d'élus du suffrage universel. — Il y a bien encore, si l'on veut, la motion de M. Brisson sur les congrégations religieuses, motion qui, sous une apparence fiscale, a une signification toute politique. M. Brisson est de ceux qui trouvent que les esprits s'apaisent trop vite en France, et qui, pour rétablir l'équilibre, ont hâte de réveiller dans la chambre la passion anticléricale. C'est encore et toujours de l'à-propos ! — Proposition de M. Brisson, proposition de réorganisation du sénat, proposition de procès boulangiste, admirable manière d'inaugurer une session nouvelle, de multiplier les discussions stériles et de perdre du temps !

A la vérité, il y aurait peut-être une autre manière d'entrer utilement, fructueusement dans cette session qui va s'ouvrir : ce serait de laisser les agités, les radicaux jouer avec leurs propositions, se complaire dans leurs excitations factices, et de s'occuper tout simplement des intérêts du pays, — du budget, qui reste après tout la plus sérieuse affaire du moment, qui résume toutes les autres. Le fait est que la session qui a fini au mois de juillet a laissé une situation singulièrement incohérente, — un emprunt déclaré nécessaire et demeuré en suspens, le déficit dans le budget par suite de degrèvemens sans compensations, M. le ministre des finances fort embarrassé entre tous ses projets successivement désorganisés par des votes décousus. M. Léon Say traçait tout récemment encore ce tableau d'un trait aussi vif que juste, sans pessimisme comme sans illusion ; il ne déguisait pas les difficultés. Le moment serait bien venu, à ce qu'il semble, de reprendre cette œuvre, de s'y attacher avec suite, sans arrière-pensée, surtout sans cette malheureuse manie de mêler aux plus simples affaires les passions et les préjugés de parti. Et ce ne serait pas trop d'un travail assidu, sérieux, si on ne veut pas se traîner jusqu'aux derniers jours de l'année, pour finir par un vote de nécessité, de résignation, imposé au Sénat, ou par l'éternel expédient des douzièmes provisoires. Oui certainement, ce serait ce qu'il y aurait de mieux, — et c'est là justement la difficulté, tant qu'il n'y aura pas une majorité assez éclairée, assez énergique pour se dégager des solidarités radicales, et un gouvernement assez résolu, assez ferme pour diriger la chambre au lieu de la suivre dans ses entraînemens. Une vraie majorité, un vrai ministère, c'est pourtant la première loi du régime parlementaire, — et ce n'est

de plus qu'à cette condition qu'on peut retrouver, avec des sessions bien employées, une politique digne de la France.

On en a tant vu passer de voyages impériaux, de visites à Péterhof ou à Berlin, de colloques princiers, de réceptions, de banquets, accompagnés de discours, de spectacles de tout genre en Europe, qu'on finit par s'y accoutumer. — « Un roi ! Sous l'empereur j'en ai tant vu de rois ! » disait la bonne vieille passant au Carrousel un soir de gala. La vieille Europe dit un peu de même. On en vient à croire que les souverains peuvent se visiter, passer des revues ou chasser ensemble, que les chanceliers peuvent se rencontrer, se confier leurs idées, sans qu'il y ait rien de changé dans le monde, dans les affaires générales du vieux continent. Et c'est fort heureux, puisque avec les chemins de fer, les mœurs, même les mœurs des princes ont si singulièrement changé, puisque les souverains du jour se laissent aller si volontiers à leur humeur voyageuse. Après la visite du jeune empereur d'Allemagne au camp russe, à Narva, il y a eu la réception de l'empereur François-Joseph au château de Rohnstock, dans la Silésie devenue prussienne. Après l'excursion de l'empereur François-Joseph à Rohnstock, il y a eu, plus récemment, le passage de l'empereur Guillaume à Vienne, qui s'était montrée un peu froide à un précédent voyage et qui s'est mise cette fois en fête pour recevoir son hôte. Puis il y a eu les chasses des deux empereurs en Styrie. Pendant ce temps, le nouveau chancelier allemand, M. de Caprivi, qui a vu M. de Giers au dernier voyage en Russie et s'est rencontré avec M. de Kalnoky à Rohnstock, fait ses visites aux petites cours d'Allemagne, à Stuttgart, à Bade, à Munich. Il tient à s'accréditer lui-même et s'accrédite, dit-on, fort bien. Il pourra bien y avoir d'autres entrevues de ministres ou de souverains, c'est possible, — et, tout bien compté, au bout de ces voyages, de ces visites, de ces conférences au pas de course, on ne voit pas qu'il en soit ni plus ni moins. Le fait est, au contraire, que jamais il n'y a eu sous un mouvement apparent moins d'agitation réelle, que tout reste provisoirement assez stagnant dans l'état de l'Europe, dans les relations générales, qu'on semble plutôt avoir assez à faire de maintenir ce qui existe, même cette triple alliance à laquelle on se rattache, sans chercher des combinaisons nouvelles ou de nouvelles aventures.

Ce que durera, ce que vaut et ce que vaudra cette triple alliance, nul certainement ne le sait. On s'efforce de la prolonger, d'en dissimuler les incohérences, de pallier ou d'atténuer tout ce qui peut la troubler, c'est évident. Les efforts mêmes qu'on multiplie pour la raffermir et l'étayer, pour s'inspirer mutuellement confiance entre alliés, sont la meilleure preuve de ce qu'il y a toujours eu, de ce qu'il y a plus que jamais d'artificiel dans cette œuvre d'une diplomatie captieuse. On essaie encore de s'abuser, et le dernier discours que M. Crispi vient de prononcer à Florence n'est certes pas le signe le moins curieux de la crise

que traverse peut-être la triple alliance. Depuis quelques semaines déjà, il était annoncé et attendu, ce discours mystérieux, destiné, disait-on, à être une révélation, une sorte de manifeste retentissant partout. Le président du conseil du roi Humbert allait-il porter aux aimables Florentins un programme nouveau, à la veille des élections qui se feront d'ici à peu au-delà des Alpes ? Voulait-il saisir l'occasion d'exposer les affaires politiques et financières de l'Italie ? M. Crispi, en habile homme, a surpris un peu son monde ; il a prononcé un discours qui est tout à la fois une déclaration de guerre à tout ce qui est révolutionnaire, à l'irrédentisme, c'est-à-dire à la revendication des terres italiennes séparées encore du royaume, — et une profession de foi en faveur de la monarchie, surtout en faveur de la triple alliance. La guerre à l'irrédentisme, la monarchie, la triple alliance, tout cela se tient ! Sans doute, il y a longtemps déjà que M. Crispi a rompu ses vieux liens républicains, qu'il n'a point hésité à déclarer que la monarchie était la plus sûre gardienne, la seule garantie de l'unité italienne ; il n'avait pas à renouveler sa profession de foi. Il y a moins longtemps, il faut l'avouer, qu'il s'est décidé contre l'irrédentisme ; sa conversion est même d'une date assez récente, et en vérité il n'est rien de tel que d'avoir été un fougueux irrédentiste pour exécuter d'anciens amis devenus gênans. M. Crispi a fait son exécution avec dextérité, sans regarder derrière lui. Il a désavoué l'irrédentisme parce qu'il ne pouvait pas faire autrement, sans rompre avec l'Autriche, — et le premier objet qu'il se proposait était justement l'apologie de la triple alliance.

Au fond, c'est tout le discours de Florence. Ce n'est pas que M. Crispi ne mette bien des euphémismes dans son langage, et n'épuise l'art des ménagemens. Il tient, c'est assez clair, à être bien avec tout le monde, il a des sourires pour tout le monde, pour l'Angleterre, pour la France comme pour l'Autriche et l'Allemagne ; il en aurait peut-être moins aujourd'hui pour l'Angleterre après l'échec qu'il vient de subir dans ses négociations avec lord Salisbury pour l'occupation de Kassala. N'importe, il veut être « l'ami de tous, » comme il le dit ; mais le fond de sa politique, c'est toujours la triple alliance. Aux yeux du chef du cabinet de Rome, l'isolement a été un « désastre » pour l'Italie. C'est par suite de son isolement que l'Italie est sortie du congrès de Berlin déçue et frustrée dans ses ambitions, c'est-à-dire les mains vides lorsque l'Angleterre prenait Chypre, la France Tunis, l'Autriche la Bosnie ! L'Italie n'est devenue réellement une grande puissance comptée et respectée, que depuis qu'elle est entrée dans la triple alliance ! C'est une manière d'écrire l'histoire diplomatique. A dire vrai, on peut se demander en quoi l'Italie a été frustrée au congrès de Berlin, ce qu'elle a perdu en Égypte, où elle n'avait alors rien à voir, à Tunis, où la France avait des traditions semi-séculaires de protectorat. On peut se demander aussi ce que

l'Italie a gagné à la triple alliance, à cette fameuse ligue de la paix, par laquelle elle s'est obligée à garantir les conquêtes allemandes. On ne voit pas bien quel avantage elle a recueilli, même contre cet ennemi que M. Crispi appelle le « vaticanisme. » Est-ce que la triple alliance a empêché M. de Bismarck de choisir le pape comme arbitre dans un de ses différends? Est-ce que l'empereur d'Autriche s'est cru obligé d'aller rendre à Rome, auprès du Vatican, la visite qu'il avait reçue du roi Humbert à Vienne? En réalité, l'Italie n'a peut-être gagné à la triple alliance que d'y trouver des tentations périlleuses, des occasions d'épuiser ses finances et de compromettre ses relations commerciales.

M. le président du conseil de Rome ne tient pas moins à la triple alliance, et si les Italiens sont disposés à le suivre jusqu'au bout, à préférer les solidarités onéreuses à une complète indépendance de leur politique, c'est certainement leur affaire. C'est à eux de peser ce que leur a valu une combinaison d'ostentation plus flatteuse pour leur orgueil que favorable à leurs intérêts, ce qu'elle a déjà coûté à leurs finances, à leur commerce, à leur industrie. C'est à la nation italienne de savoir si elle doit sacrifier les réalités les plus évidentes à des chimères, si elle est intéressée à rester indéfiniment enchaînée à une politique étrangère de conquête et de force sous le prétexte illusoire d'assurer la garantie d'une alliance militaire à sa propre intégrité que rien ne menace. Ce qu'il y a de plus curieux, c'est qu'en se faisant le théoricien complaisant et même un peu platonique de la triple alliance, M. Crispi ne dit pas d'une manière bien précise si elle a été ou si elle sera renouvelée. Il la défend, mais sans trop se livrer lui-même, sans engager l'avenir. A y regarder de près, il ne serait point impossible de découvrir quelque réserve dans sa manière d'interpréter cette triple alliance, et les savantes circonlocutions dont il enveloppe les déclarations en apparence les plus décisives ne prouvent pas qu'il soit absolument sûr ni de ses alliés, ni de sa propre nation. C'est un chapitre des affaires contemporaines qui reste encore ouvert.

Certainement, la vie est quelquefois laborieuse pour tous les pays, pour les pays libres comme pour les autres, et la crise que vient de traverser la Suisse, qui est encore loin d'être close, n'est point sans quelque gravité. Ce qui s'est passé dans le canton du Tessin, à Bellinzona, à Lugano, c'est l'histoire de toutes les crises où les partis révolutionnaires prétendent disposer, par la force, de la légalité, du gouvernement régulier, — avec cette circonstance particulière toutefois qu'en Suisse les pouvoirs nationaux gardent le droit de s'interposer pour la défense de la loi dans les cantons. Aujourd'hui, les chambres helvétiques se sont réunies à Berne. Le conseil fédéral a eu à s'expliquer et sur la tentative de révolution du 11 septembre, et sur son intervention

pacificatrice et sur les actes du commissaire extraordinaire, le colonel Künzli, qu'il a envoyé à Bellinzona. Les chambres elles-mêmes ont eu à discuter ces événemens et à voter sur les résolutions du gouvernement.

Au demeurant, le conseil fédéral a fait sans doute ce qu'il a pu pour tout concilier, pour sauver ce qui restait de légalité, sans dissimuler néanmoins une certaine faiblesse pour le parti qui a fait l'insurrection. Il a un peu pratiqué ce qu'on peut appeler la politique des cotes mal taillées. Il est certain que, s'il a refusé dès le premier moment de reconnaître le gouvernement provisoire qui s'était institué à Bellinzona, il lui a donné, d'un autre côté, une apparence de raison en décidant le *referendum* immédiat que réclamaient les radicaux et qui a été effectivement l'objet du vote du 5 octobre dans le canton du Tessin. Deux questions principales ont été soumises au vote populaire. La constitution cantonale serait-elle revisée? La revision, si le principe en était admis par la population tessinoise, serait-elle faite par une assemblée constituante? Le scrutin s'est ouvert au milieu des excitations des partis, dans des conditions où l'influence des agitations du moment devait nécessairement se faire sentir, et les deux questions ont été résolues par le vote populaire à l'avantage des radicaux partisans de la revision et de l'assemblée constituante. Le fait est acquis. Restait, il est vrai, une dernière question qui n'est pas la moins délicate : c'était la réintégration du gouvernement régulier qui avait disparu dans la bagarre du 11 septembre. Le conseil fédéral s'était réservé le choix du moment où il pourrait rétablir le gouvernement légal. C'était, c'est toujours son intention, c'est dans ce sens qu'il a donné ses instructions à son commissaire dans le Tessin. Il a néanmoins rencontré des résistances qu'il est occupé à vaincre. Le conseil fédéral ne peut livrer la légalité, céder jusqu'au bout aux radicaux sans se faire le complice de la sédition; il ne voudrait pas non plus remettre au pouvoir l'ancien gouvernement conservateur sans condition, sans s'être assuré quelques garanties propres à apaiser les esprits. On en est là.

De toute façon, c'est une crise qui n'est pas finie dans le Tessin, qui continue au milieu des excitations des partis plus que jamais ardens à la lutte pour cette revision qui vient d'être votée. Il y a cependant un fait qui se dégage de ces petites agitations d'un canton suisse. Si les conservateurs ont pour eux la légalité, s'ils ont le droit de reprendre un pouvoir qui ne leur a été arraché un moment que par la sédition, ils ont devant eux une opposition nombreuse et passionnée. Si les radicaux, de leur côté, viennent d'avoir une majorité dans le vote populaire sur la revision, cette majorité est insignifiante. Il y a tout au plus une différence d'une centaine de voix entre les deux partis. C'est évidemment une de ces situations où il n'y a de paix possible que par les tran-

sactions, et c'est au conseil fédéral de remplir son rôle d'arbitre souverain en imposant aux uns le respect de la légalité, aux autres la modération.

Ce qui se passe en Portugal n'est pas moins grave que ce qui se passe en Suisse et pourrait même avoir des suites plus sérieuses. La vérité est que cette crise portugaise, provoquée par une sorte de révolte du sentiment national contre le traité avec l'Angleterre, se traîne depuis bien des jours déjà sans pouvoir arriver à un dénoûment. Elle se traîne et elle se complique. Depuis le jour où le cabinet de M. Serpa Pimentel est tombé devant les chambres, impuissant à soutenir le traité qu'il venait de signer pour le partage des territoires africains, bien des essais ont été tentés pour recomposer un ministère ; les échecs se succèdent, les embarras se multiplient. On n'a plus affaire, il est vrai, comme aux premiers jours de la crise, à des semblans de sédition, à ces meetings tumultueux qui ont un moment agité Lisbonne, Porto, les principales villes du royaume; on s'est trouvé en présence de difficultés intimes de toute sorte, les unes créées par les rivalités obstinées des partis, les autres assez obscures, assez mystérieuses. Le roi dom Carlos, à peine remis et peut-être mal remis d'une maladie grave, s'est adressé aux hommes les plus estimés, les plus considérés du pays, à M. Martens Ferrâo, naguère encore ambassadeur auprès du Vatican. M. Martens Ferrâo, en arrivant à Lisbonne, s'était sans doute flatté de pouvoir former un ministère de concentration nationale, et ce ministère une fois formé, il ne désespérait pas, à ce qu'il semble, de se faire appuyer directement par la diplomatie de l'Europe dans des négociations nouvelles avec l'Angleterre. Il n'a pas tardé à perdre ses illusions. A défaut de M. Martens Ferraô, le roi s'est encore adressé à un vieux soldat respecté, au général Abreu e Souza, qui, malgré ses quatre-vingts ans, s'est mis à l'œuvre. Le malheur est que toutes ces tentatives semblent avoir rencontré jusqu'ici, soit dans les partis, soit peut-être au palais de Cintra, des résistances qui devront bien cependant finir par céder devant des circonstances impérieuses. Le plus pressant aujourd'hui à Lisbonne est d'avoir un ministère. C'est une nécessité intérieure, si on ne veut pas laisser l'opinion s'égarer, les passions révolutionnaires s'enflammer. C'est aussi, c'est surtout une nécessité extérieure, puisque le Portugal ne peut rester dans cette situation ambiguë, engagé par un traité et impuissant à le faire sanctionner par son parlement. L'Angleterre a attendu jusqu'ici, elle attendra peut-être encore. Il est bien clair pourtant qu'elle n'est pas disposée à laisser mettre en doute le traité auquel le roi dom Carlos a souscrit, et pendant ce temps il peut se produire en Afrique, sur le Zambèze, des incidens qui peuvent réduire le Portugal aux extrémités les plus critiques. Le général Abreu réussit-il

enfin à former son ministère, comme on le dit aujourd'hui, la situation du Portugal ne resterait pas moins des plus difficiles.

Tandis que la diplomatie de lord Salisbury poursuit à tout risque l'œuvre qui paraît lui tenir le plus à cœur depuis quelques mois, le partage méthodique du pays du mystère, du continent africain, on aurait pu croire qu'il y avait une sorte de trêve de politique intérieure en Angleterre. La vie britannique semblait, elle aussi, se ressentir de l'influence calmante de l'automne. Ce n'est pas qu'il n'y ait toujours des questions singulièrement aiguës. En Angleterre comme en Écosse, les grèves se multiplient et les agitations ouvrières prennent des proportions croissantes, de plus en plus redoutables pour l'industrie et même quelquefois pour la paix publique. Il y a des centres industriels où la guerre est presque déclarée entre les chefs du mouvement ouvrier et les patrons qui s'organisent pour se défendre ou qui ferment leurs usines. L'état de l'Irlande, d'un autre côté, reste ce qu'il est toujours, malheureusement fort troublé par la lutte incessante des fermiers contre les propriétaires, et il a de plus cela de pénible aujourd'hui, qu'aux approches de l'hiver cette infortunée population irlandaise se sent menacée de l'affreuse misère, suite d'une mauvaise récolte. C'est l'éternelle plaie pour l'Angleterre; mais enfin, si l'Irlande reste la grande éprouvée, la grande révoltée, il n'y avait eu depuis quelque temps ni agitations apparentes, ni incidens trop irritans, ni conflits, ni violences de police. M. Balfour lui-même, le brillant neveu de lord Salisbury, qui, de Londres, gouverne avec une dextérité hautaine l'île sœur, semblait au repos; il prenait encore, dit-on, ses distractions de campagne, lorsque tout d'un coup la politique de « coercition » ou de répression s'est réveillée; elle s'est manifestée par une nouvelle campagne de police, par des arrestations, par la mise en jugement de deux des chefs irlandais, M. William O'Brien, M. John Dillon, et naturellement, l'agitation a plus que jamais recommencé dans cette malheureuse contrée aux passions inflammables. Elle a été d'autant plus vive que rien ne faisait prévoir les incidens qui en ont provoqué l'explosion.

On ne s'y attendait pas. L'opinion, même à Londres, ne semblait pas préparée à cette recrudescence de répression. Bien des Anglais semblent admettre que rien ne pressait, que, si le gouvernement, armé comme il l'est de lois exceptionnelles, est rigoureusement dans son droit, il n'y avait aucun intérêt à raviver prématurément les passions, qu'il valait mieux attendre le retour du parlement pour aborder en paix la discussion du *bill* agraire, des affaires d'Irlande. L'acte de force accompli à l'improviste par le ministère a paru d'autant plus inopportun que M. O'Brien et M. Dillon se disposaient à s'embarquer pour l'Amérique et allaient être pour quelque temps loin de leur pays.

M. Balfour a préféré, comme on dit, mettre le feu aux poudres en faisant arrêter M. O'Brien et M. Dillon à la veille de leur départ et en les envoyant devant les juges de Tipperary. Ce n'est pas la première fois qu'ils vont devant un tribunal; ils sont accoutumés aux jugemens et à la prison. Quel est leur nouveau crime? Ils sont accusés d'entretenir le mouvement « nationaliste, » d'exciter par leurs discours, par leur propagande, les paysans à résister aux propriétaires, à refuser le prix exorbitant de leurs fermages; mais c'est le crime de la nation tout entière, de tous les députés irlandais, de M. Parnell comme des autres, qui sont soutenus dans leur lutte par le parti libéral anglais. L'Irlande restera la grande révoltée, la grande insoumise tant que l'Angleterre n'aura pas trouvé le moyen de la désintéresser dans ses revendications les plus légitimes et d'apaiser ses souffrances. Un jugement de plus, quelques mois de prison de plus infligés aux chefs irlandais, — qui viennent d'ailleurs de s'y soustraire en partant pour l'Amérique, — n'y peuvent rien. Ils ne font qu'envenimer une situation déjà assez douloureuse, irriter les esprits et rallumer l'inextinguible guerre.

Qu'a-t-on gagné, en effet, à reprendre les armes de la « coercition? » M. O'Brien, M. Dillon et leurs amis ont été envoyés devant les juges de Tipperary. Le jour de leur comparution ils ont été escortés d'une population tout entière; la police a été mise en mouvement, et le conflit a éclaté. Le procès de Tipperary s'est ouvert par une violente bagarre. Un membre du parlement est entré à l'audience le visage ensanglanté. Un des plus éminens libéraux anglais, M. John Morley, qui était présent, a essayé vainement d'intervenir; il n'a réussi à rien, et à son retour en Angleterre, il a retracé en traits saisissans ce qu'il a vu, accusant la police de M. Balfour de procéder comme en pays ennemi et conquis. Loin de se laisser intimider, les Irlandais ont tenu depuis des *meetings* où ils n'ont fait qu'accentuer leurs programmes et leurs revendications « nationalistes. » Premier résultat : l'agitation irlandaise est peut-être près de se réveiller plus que jamais sous le coup de ces répressions nouvelles qui ne pouvaient qu'être inutiles ou dangereuses. Second résultat : ces scènes ne sont pas de nature à simplifier l'œuvre du parlement qui doit se réunir en session extraordinaire au 20 novembre, justement pour reprendre la discussion de ces malheureuses affaires, de cet éternel bill agraire dont on ne peut venir à bout. Les Irlandais, conduits par un habile tacticien, M. Parnell, s'en serviront évidemment pour leur cause, ajoutant leurs nouveaux griefs à leurs vieux ressentimens. Les libéraux, dirigés, menés au combat par M. Gladstone, y trouveront des armes contre la politique du gouvernement. Tous ces incidens irlandais, où l'on se perd, sont d'autant plus malencontreux pour le cabinet conservateur qu'ils surviennent lorsque déjà depuis quelque temps les élections partielles qui se succèdent révèlent une évolution continue, assez lente, mais assez sensible de l'opinion

vers les libéraux. C'est là le point noir pour le ministère d'ici aux élections générales, et lord Salisbury aura peut-être besoin de bien des succès diplomatiques pour compenser l'affaiblissement croissant dont il semble atteint devant l'opinion anglaise déjà ébranlée.

Aussi bien l'Angleterre, à part ses difficultés intérieures et ses ambitions extérieures, tournées aujourd'hui vers l'Afrique, va se trouver engagée, comme bien d'autres pays, dans une affaire qui touche à tous les intérêts, à toutes les relations d'industrie dans le monde. On est peut-être, en effet, au début d'une crise du commerce universel qui doit sûrement atteindre la nation anglaise, — la plus commerçante des nations, — qui atteindra forcément aussi tous les autres grands États en rapports avec les États-Unis d'Amérique. En un mot, le bill, le fameux bill qui a reçu son nom de M. Mac-Kinley, qui a été complété et fortifié par des amendemens successifs, n'est plus une simple éventualité. Il a été discuté et voté par les deux chambres, à Washington, sanctionné par le président, M. Harrisson; il est mis à exécution dans tous les ports américains depuis le 6 de ce mois, — et ce bill, dernier mot du protectionnisme le plus raffiné, est tout simplement une déclaration de guerre commerciale au vieux monde. C'est le marché américain interdit, par une sorte de coup d'État économique, à tous les produits européens, aux tissus et aux machines d'Angleterre comme aux objets de fabrication française, à nos vins comme aux vins d'Espagne, aux marbres d'Italie comme aux productions de l'industrie belge ou allemande. A la vérité, autant qu'on en puisse juger à distance et à travers l'obscurité d'un amas de textes confus, les Américains semblent avoir inscrit au dernier moment dans leur bill un certain principe de réciprocité; en d'autres termes, ils se seraient ménagé la possibilité d'adoucir leurs tarifs à l'égard des pays qui se montreraient accommodans et feraient à leurs produits les plus larges concessions. Telle qu'elle est, malgré tout, cette législation nouvelle, sans aller jusqu'à une exclusion formelle, ne ressemble pas moins à une prohibition à peine déguisée. Les droits de douane qui viennent d'être inaugurés s'élèvent jusqu'à cent cinquante, même à deux cents pour cent sur certaines marchandises étrangères, et ce qu'il y a de plus curieux, c'est que ces citoyens de la grande république ne craignent pas de remettre entre les mains du président le droit de disposer arbitrairement des relations commerciales des États-Unis, d'exercer les représailles qu'il voudra contre les pays qui se permettent de suspecter certains produits américains. Ceci est une vengeance des porcs insalubres que l'Europe se permet de consigner à ses frontières! D'une manière plus générale, on pourrait ajouter que c'est un acte politique autant qu'économique, destiné à capter les états industriels de l'Union, les électeurs républicains, à la veille du renouvellement prochain du congrès.

Voilà où l'on en vient! Qu'arriverait-il si l'Europe, qui est évidem-

ment exposée à souffrir dans ses industries de ce grand trouble commercial, usait de réciprocité, si elle répondait à ce système d'exclusions par la prohibition des marchandises américaines? Elle ne le fera pas vraisemblablement, elle résistera aux excitations des protectionnistes à outrance, qui ne demanderaient pas mieux que de saisir cette occasion. Elle cherchera d'autres débouchés, d'autres marchés. Elle n'exercera pas son droit de défense et de représaille, ou elle ne l'exercera que dans la mesure d'une modération prévoyante. Elle le pourrait cependant, et qu'en résulterait-il? Le monde entier serait livré à une guerre de tarifs qui deviendrait un véritable fléau, dont les populations laborieuses de tous les pays seraient les victimes par le renchérissement inévitable de tous les objets de consommation. Les États-Unis ont la vanité de croire qu'ils peuvent se passer de l'Europe, qu'ils se suffisent à eux-mêmes. C'est une illusion. Les États-Unis ne tarderont pas à subir le contre-coup de la législation meurtrière qu'ils ont imaginée, et les populations américaines seront peut-être les premières à payer, dans leur vie de tous les jours, les frais du bill Mac-Kinley. C'est une dure expérience qui s'ouvre; mais, à part les désastres qui peuvent en résulter, s'il y a quelque chose de curieux, c'est de voir ces républicains recourir, dans un intérêt mal entendu, aux doctrines les plus absolutistes et rétablir autour des États-Unis une sorte de blocus continental!

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

La hausse du 3 pour 100 français a eu son apogée le 15 septembre, veille du détachement du coupon trimestriel. Le cours de 96.50 a été atteint. Le prix correspondant le lendemain 16 était 95.75. Or le 3 pour 100 est, un mois plus tard, coté 94.40. Il s'est donc produit une réaction de plus d'une unité, conséquence du resserrement de l'argent sur toutes les places financières à la fin de septembre. Les reports ont été très élevés sur nos deux rentes 3 pour 100, ce qui a donné lieu à des mouvemens brusques de cours au moment de la réponse des primes et de la liquidation. Les acheteurs entrés les derniers en lice, aux plus hauts cours, ont dû abandonner la partie. Comme les marchés de Londres et de Berlin sont restés, pendant le commencement d'octobre, aux prises avec les mêmes difficultés, les tendances ne sont point redeve-

nues plus favorables, et la rente a continué à fléchir avec les fonds étrangers.

La réaction toutefois est jusqu'ici modérée. Il semble étrange de parler de faiblesse ou de baisse à propos du cours de 94.40 sur le 3 pour 100, alors que notre fonds national ne valait encore que 87.70 à la fin de décembre 1889 et 82.75 à la fin de décembre 1888. Les rentes internationales n'ont elles-mêmes perdu qu'une bien faible partie de l'avance si considérable qu'elles ont obtenue depuis une année. Londres a inspiré pendant quelques jours des inquiétudes assez vives. On redoutait que ce marché ne fût profondément troublé par les conséquences du vote du fameux *bill* Mac-Kinley, d'une part, et de la baisse de l'argent fin de l'autre. Cependant la dernière liquidation du 8 courant paraît avoir accompli un sérieux déblayage. A Berlin, la Banque de l'empire, serrée de près, a dû porter à 5 1/2 le taux de son escompte; l'argent ne paraît cependant point faire défaut sérieusement à la place. Le rouble s'y est déjà raffermi et les engagemens de spéculation n'y sont plus excessifs.

Il a été souvent question, dans les derniers mois, à propos de la hausse de nos deux 3 pour 100, des achats de rentes effectués par les caisses publiques, c'est-à-dire par la Caisse des dépôts et consignations, qui reçoit les versemens des caisses d'épargne et est tenue d'en faire emploi, aux termes de la loi de 1886. Le ministre des finances, mis directement en cause relativement à cette intervention de la Caisse des dépôts et consignations à la Bourse, a fait publier dans le *Journal officiel* le tableau des achats quotidiens ainsi effectués au cours de cette année. Cette publication est fort instructive. Il en ressort que, depuis le 1er janvier jusqu'au 10 octobre, une somme totale de 275 millions de francs, versée par les caisses d'épargne à l'établissement de la rue de Lille, a été consacrée par celui-ci à l'acquisition, jour par jour, de rentes 3 pour 100 perpétuelle ou amortissable pour un capital d'un peu plus d'un million par séance de Bourse. Depuis le mois d'octobre et de novembre de l'année dernière, et surtout depuis la seance du 17 mai 1890 à la chambre des députés, ces achats ont cessé d'être un secret pour le grand public. Une spéculation très hardie a conçu l'idée de s'en servir comme d'un levier puissant pour engager la rente dans un mouvement de hausse qui la porterait aux environs du pair. Cette spéculation a parfaitement réussi.

L'opinion publique a été occupée un moment du projet de création d'un nouveau type de rente 2 1/2 pour 100 qui serait adopté pour le prochain emprunt de 700 millions et servirait plus tard à la conversion du 3 pour 100. L'idée de ce 2 1/2 pour 100 étant aujourd'hui abandonnée, il serait oiseux d'en discuter les mérites ou les inconvéniens.

L'Extérieure a faibli après le détachement de son dernier coupon tri-

mestriel, qui a eu lieu le 6 courant. De 78, elle a été ramenée à 76.30, bien que le montant du coupon ne soit que de 1 franc. Des reports très élevés ont découragé les acheteurs les moins solides, et l'annonce un peu subite de l'emprunt dit de conversion de la dette cubaine a révélé dans quelle situation critique se trouve le trésor espagnol. Le ministère des finances était à bout d'expédiens et la Banque d'Espagne à court de ressources. C'est alors que le gouvernement espagnol a décidé d'user de l'autorisation votée par les Cortès d'émettre un emprunt pour la conversion de la dette cubaine. Le 6 pour 100 cubain actuellement existant s'élève à un montant d'environ 400 à 450 millions. Or l'emprunt qui vient d'être créé en vertu de l'autorisation des Cortès et par décret royal est de 875 millions en 5 pour 100. Il est destiné non seulement à convertir le 6 pour 100 cubain, mais à éteindre la dette flottante de l'île et à rembourser 75 millions d'avances du trésor espagnol à Cuba, ainsi qu'un certain nombre de dettes peu connues et naguère jugées de peu de valeur, telles que les billets de guerre. En un mot, les deux tiers de l'emprunt serviront à des conversions, le dernier tiers à créer des ressources dont le trésor, à Madrid, avait le plus urgent besoin, et qui lui permettront d'attendre le moment favorable pour une opération de liquidation définitive. L'emprunt est divisé en 1,750,000 titres de 500 francs rapportant 25 francs, et dénommés billets hypothécaires. Une souscription est ouverte le 15 courant en Espagne, à Madrid et à Barcelone, à 340,000 de ces titres. La Banque de Paris, intéressée à l'opération, a recueilli les demandes à Paris pour les transmettre à Madrid. Ces obligations, offertes à 465 francs environ, paraissent devoir être accueillies favorablement par les capitalistes qui, tout en recherchant la sécurité, tiennent aussi grand compte de l'élévation du revenu.

Le gouvernement impérial allemand a contracté avec un syndicat de banquiers à Berlin un emprunt de 170 millions de marks en rente 3 pour 100, type nouveau sur ce marché où n'existait encore, en fonds impériaux ou prussiens, que du 4 et du 3 1/2 pour 100. Si actif que soit devenu le marché financier de Berlin, l'attention des spéculateurs allemands ne s'est jamais portée sur ces rentes nationales, que le public, capitaliste lui-même, a dédaignées au point qu'elles n'ont cessé de baisser et ont perdu plusieurs unités dans les douze derniers mois, alors que la rente française gagnait huit unités. Les banquiers allemands ont insisté auprès du gouvernement impérial pour la création d'un fonds 3 pour 100 sur lequel la spéculation pût opérer et qui servirait un jour à la conversion des 4 et 3 1/2 cotés aux environs du pair et condamnés par conséquent à l'immobilité. Une première émission a donc eu lieu le 9 courant. Malgré la modicité du montant offert, 170 millions de marks de 3 pour 100 allemand et 60 millions de marks de 3 pour 100 prussien et malgré le bas prix demandé aux souscripteurs,

87 pour 100, le résultat n'a été que satisfaisant. L'emprunt aurait été deux fois couvert, et la Hollande aurait fourni le plus fort contingent de souscriptions. Un emprunt roumain de 275 millions 5 pour 100, destiné à la conversion du 6 pour 100 de Roumanie, avait été lancé la veille, 8 octobre, à Berlin, et a bien réussi.

L'Italien a baissé de 75 centimes, malgré les efforts qu'ont pu tenter pour le soutenir les banquiers déjà engagés dans les précédentes émissions d'obligations de chemins de fer du royaume. M. Crispi a prononcé à Florence un grand discours où la question financière a été si complètement laissée de côté qu'il a bien fallu comprendre que rien de favorable n'en pouvait être dit. Au dernier moment, la rupture des négociations engagées entre l'Angleterre et l'Italie, relativement à l'occupation de Kassala, est venue encore accentuer la tendance aux réalisations. Les circonstances ne sont donc pas propices à la mise en circulation des cent mille obligations de chemins de fer 4 pour 0/0 de création nouvelle. Le marché de Paris reste fermé à ces titres, et celui de Berlin se dérobe.

Les valeurs turques ont faibli. La cherté de l'argent a fait ajourner les combinaisons sur lesquelles reposait l'espoir d'une prolongation de campagne sur ce groupe de titres. Il a été question d'une entente entre la Banque ottomane et la Banque des Pays Autrichiens pour la constitution d'une grande banque internationale des fonds publics. On sait déjà que l'établissement dirigé par sir Edgar Vincent prépare diverses opérations de conversion de valeurs ottomanes.

Le Portugais reste lourd à 6 1/2. La prolongation de la crise ministérielle révèle l'état de trouble où la solution donnée au conflit anglo-portugais a jeté le pays. Il semble ne pouvoir se trouver ni un ministère, ni une majorité des Cortès pour ratifier cette solution.

Les fonds russes sont demeurés sans changement. Le Hongrois 4 pour 100 a reculé, malgré l'excellente impression produite par la présentation du budget de 1891 et par l'annonce des projets de régularisation du système monétaire de la monarchie.

Les titres de plusieurs institutions de crédit ont fléchi plus ou moins sur les cours de fin septembre : la Banque de Paris de 25 francs à 850, le Crédit lyonnais de 10 francs à 775, le Crédit mobilier de 12.50 à 432.50, le Crédit foncier de 5 à 1,295, la Banque ottomane de 7.50 à 530.

Les actions de nos grandes compagnies ont gardé toute l'avance acquise, le Lyon aux environs de 1,500, le Nord à 1,850. Les Chemins austro-hongrois et espagnols ont reculé de 5 à 10 francs. Les dispositions sont restées bonnes sur la plupart des valeurs industrielles.

Le directeur-gérant : C. Buloz.

TABLE DES MATIÈRES

DU

CENT UNIÈME VOLUME

TROISIÈME PERIODE. — LXe ANNEE.

SEPTEMBRE. — OCTOBRE.

Livraison du 1er Septembre.

BLAISE PASCAL. — LES *Provinciales*, par M. JOSEPH BERTRAND, de l'Académie française. 5
NI DIEU NI MAITRE, dernière partie, par M. GEORGE DURUY. 57
A PROPOS D'UN EXEMPLAIRE DES *Maximes*, par M. le comte D'HAUSSONVILLE, de l'Académie française. 101
LES PREMIERS ROMANTIQUES ALLEMANDS, par M. LÉVY-BRUHL 120
LA FRANCE ET LES FRANÇAIS JUGÉS A L'ÉTRANGER, par M. J. BOURDEAU. 148
LES INDUSTRIES DE LA SOIE EN FRANCE, par M. ALBERT DE LA BERGE. 172
LA MINGRÉLIE ET LES ROMANS CAUCASIENS DE M. LE BARON DE SUTTNER, par M. G. VALBERT. 201
REVUE LITTÉRAIRE. — CRITIQUE ET ROMAN, par M. F. BRUNETIÈRE. 214
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 226
MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE. 237

Livraison du 15 Septembre.

LES PROJETS D'ENSEIGNEMENT CLASSIQUE FRANÇAIS AU POINT DE VUE NATIONAL, par M. ALFRED FOUILLÉE. 241
LA REVANCHE DE LUCAS HELM, par AUGUSTE BLONDEL. 270
UN DIRECTEUR DE L'ACADÉMIE DE FRANCE A ROME. — M. JEAN ALAUX, par M. EUGÈNE GUILLAUME, de l'Institut de France. 296

Un Client de l'ancien régime. — II. — De l'Isle. Le Salon de la duchesse de Polignac, par M. Victor DU BLED. 351
La Prusse après Tilsit. — II. — La Réforme militaire, par M. G. CAVAIGNAC, député. 387
Le Grand classique du roman anglais. — Henry Fielding, par M. Paul STAPFER. 412
Femmes slaves. — VI. — La Journée de Gatzko, par M. L. de SACHER-MASOCH. 455
Chronique de la quinzaine, histoire politique et littéraire. 465
Mouvement financier de la quinzaine. 477

Livraison du 1er Octobre.

Niévès, première partie, par M. Cecil STANDISH. 481
La Critique et l'Histoire dans une vie de Jésus-Christ, par le Père DIDON. 520
Le Père du Grand Frédéric, par M. Ernest LAVISSE. 578
La France en Tunisie. — I. — La Régence avant le protectorat, par M. Edmond PLAUCHUT. 622
Trois Poètes flamands, par M. L. VAN KEYMEULEN. 660
Le Comte de Chesterfield et ses lettres a son filleul, par M. G. VALBERT. 680
Revue littéraire. — Alexandre Hardy et le Théatre français au commencement du XVIIe siècle, par M. F. BRUNETIÈRE. 693
Chronique de la quinzaine, histoire politique et littéraire. 707
Mouvement financier de la quinzaine. 718

Livraison du 15 Octobre.

Niévès, dernière partie, par M. Cecil STANDISH. 721
Le Pyrrhonisme, le Dogmatisme et la Foi dans Pascal, par M. Sully PRUDHOMME, de l'Académie française. 761
La France en Tunisie. — II. — Le Protectorat. — De Tunis a Kairouan, par M. Edmond PLAUCHUT. 796
Le Sens de la vue chez Victor Hugo, par M. Léopold MABILLEAU. 834
Une Industrie pastorale, par M. Victor DU BLED. 860
Olivier de Serres, son role dans les guerres de religion, par M. Henri BAUDRILLART, de l'Institut de France. 889
Un Nouveau roman américain : *la Société de l'avenir*, par M. Th. BENTZON. 908
Poésie. — Les Raisons du Saint-Père, par M. LECONTE DE LISLE, de l'Académie française. 939
Chronique de la quinzaine, histoire politique et littéraire. 944
Mouvement financier de la quinzaine. 955

Paris. — May & Motteroz, libr.-impr. réunies, 7, rue Saint-Benoît.

3 9090 007 517 69